

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2006

12^e législature

A

Jean-Pierre ABELIN
Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XVI : Ville et logement (aide à l'accès au logement ; développement et amélioration de l'offre de logement) (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2598 tendant à améliorer la prise en charge de la dépendance [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2692 aménageant les conditions de location des terres agricoles dans le cadre du statut du fermage pour certaines cultures de cycle court [23 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [9 novembre 2005] (p. 6591)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1497, posée le 21 mars 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Restructuration, conséquences, Châtellerault et Loudun (p. 2065)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : droits à paiement unique (DPU) (p. 6857)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6857)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 7219)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7219)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7220)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7219)

Logement : crédits (p. 7219)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7220)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7220)

TVA : taux réduit : logement (p. 7219)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 141)

Son intervention (p. 148)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 191)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 141, 148, 191)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 149)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 149)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 149)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 149)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 149)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 149)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 148)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Ses adts n°s 306, 308 (p. 196, 198)

Après l'article 1er bis

Son adt n° 307 rectifié (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 213) : rejeté (p. 214)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses adts n°s 316 rectifié et 672 (p. 216, 222)

Avant l'article 4 quater

Son adt n° 336 (majoration de la dotation forfaitaire de chaque commune en fonction de la construction de logements sociaux) (p. 250) : retiré (p. 251)

Après l'article 4 septies

Son adt n° 337 rectifié (non superposition de taxes dans le cas où des établissements publics fonciers de niveau différent opèrent sur un même territoire) : retiré (p. 257)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son adt n° 379 (p. 261)

Après l'article 7

Son adt n° 498 rectifié (déficit foncier porté à 15 000 euros au titre du dispositif "Borloo populaire") (p. 323) : rejeté (p. 324)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 612 rectifié (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) : adopté (p. 382)

Ses explications de vote (p. 533)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 534)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3810)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : création d'emplois (p. 3811)

Bâtiment et travaux publics : construction : normes de sécurité (p. 3812)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3811)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3812)

Logement : logement social : construction (p. 3811)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3811)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3811)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3811)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3811)
 Politique économique : taux d'intérêt : logement : aides et prêts (p. 3811)
 TVA : taux réduit : énergies renouvelables (p. 3811)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 3811)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3811)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 3 septies

Son adt n° 249 (obligation pour toute association déposant une demande d'annulation de permis de construire de consigner auprès du greffe du tribunal administratif une somme dont le montant est défini par le juge saisi) : retiré (p. 3866)

Après l'article 4 sexies

Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) (p. 3870)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)

Son adt n° 251 (p. 3880)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 252 (création d'un répertoire des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) : rejeté (p. 3887)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son adt n° 222 rectifié (p. 3943)

Après l'article 8 septies

Son adt n° 253 (majoration de la dotation forfaitaire des communes en fonction du nombre de logements sociaux construits dans les 5 années précédentes) : rejeté (p. 3945)

Après l'article 25

Son adt n° 217 (création d'un seuil d'endettement fixé par décret opposable à toutes les sociétés de crédit) : rejeté (p. 4005)

Ses explications de vote (p. 4007)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4007)

Jean-Claude ABRIOUX

*Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3327 visant à instaurer le port obligatoire d'une tenue commune à l'école [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Son adt n° 71 : adopté (p. 8365)

Bernard ACCOYER

*Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

Nommé président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 5 octobre 2005 [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan le 5 octobre 2005 [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [10 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Programme [4 octobre 2005] (p. 4693)

Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2143)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare "atterré par l'attitude des députés socialistes qui se livrent à des manœuvres d'obstruction" [16 novembre 2005] (p. 6902)

Demande un scrutin public sur l'adt n° 673 et la vérification du quorum pour permettre aux groupes de travailler entre la fin de la séance de l'après-midi et le début de la séance du soir [22 novembre 2005] (p. 7355)

Regrette que les propos tenus par un membre du groupe UMP aient été mal interprétés ; en appelle à l'apaisement et à la cohésion nationale [30 novembre 2005] (p. 7717)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche : estime qu'en faisant état de représentants de la société Virgin à proximité de l'hémicycle, M. Patrick Bloche se livre à une manipulation "portant atteinte à la dignité et à l'honneur des parlementaires" [20 décembre 2005] (p. 8527)

Salue la décision du Gouvernement de réserver la discussion d'un certain nombre d'articles et demande au ministre de réserver les adts en rapport avec le vote de la nuit précédente sur la licence globale [22 décembre 2005] (p. 8684)

Déclare qu'il n'a pas critiqué la présidence et souhaite l'adoption du projet de loi [25 janvier 2006] (p. 402)

S'élève contre les "quolibets et moqueries" utilisés par certains députés de l'opposition envers leurs adversaires [1^{er} février 2006] (p. 654)

Dénonce les méthodes d'obstruction systématiques de l'opposition ainsi que les pressions extérieures, affirme les avancées sociales induites par le CPE et rappelle son hostilité aux effets économiques de la réduction à 35

heures de la durée légale hebdomadaire du travail [9 février 2006] (p. 973)

Voit dans l'obstination de l'opposition à pratiquer l'obstruction et l'appel à la pression de la rue une preuve de faiblesse [9 février 2006] (p. 982)

S'insurge contre ses collègues de l'opposition qui bloquent le travail parlementaire et diffusent des informations fausses. Le Gouvernement a conduit sur ce texte un travail de concertation dont le fruit est une réécriture de l'article 1er, qui n'avait pas été adopté. Il affirme que, sur les droits d'auteur, le groupe socialiste n'a pas une position unanime [7 mars 2006] (p. 1574)

Rappelle que tous les groupes politiques sont partagés sur la licence globale. Pour assurer la solidité constitutionnelle des travaux, ceux-ci doivent porter sur l'ensemble des dispositions du texte, y compris celles qui figurent à l'article 1^{er} [8 mars 2006] (p. 1675)

Regrette le comportement de l'opposition qui, parce qu'elle est divisée, a choisi de ne pas aborder le débat sur le fond. [9 mars 2006] (p. 1698)

Déplore l'attitude de M. Quilès qui a refusé de retirer son texte en cours d'examen et annonce que son groupe prendra part au débat sur le génocide arménien qui est une de ses priorités pour cette matinée [18 mai 2006] (p. 3643)

Déclare que la demande de formation de l'Assemblée en comité secret, disposition inusitée depuis 60 ans, démontre que l'opposition ne renoncera pas dans ses tentatives d'obstruction et de surenchère ; cette demande était inutile car le débat en cours ne porte que sur la privatisation de GDF et non sur la fusion entre GDF et Suez, alors que c'est le Gouvernement Jospin qui a engagé l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie en 2000 [7 septembre 2006] (p. 4754)

Se déclare "scandalisé" par les accusations d'obstruction proférées par l'opposition à l'encontre du rapporteur et des ministres, alors que l'opposition en monopolisant la parole depuis le début du débat, "bloque l'institution parlementaire à un niveau jamais vu au cours de son histoire" ; il conclut que la majorité soutient le texte même si certains de ses membres conserveront leur liberté de choix au moment du vote [14 septembre 2006] (p. 5108)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)
Son intervention (p. 6490)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6491)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6491)
Communes : maires (p. 6491)
Droit pénal : comparution immédiate : peines (p. 6490)
Enseignement (p. 6491)
Etrangers : immigration clandestine (p. 6491)
Etrangers : intégration : discrimination (p. 6491)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : parents (p. 6491)
Justice : victimes (p. 6490)
Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6491)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 2 de Mme Martine Billard (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6793)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6902)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Demande la vérification du quorum [22 novembre 2005] (p. 7356)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2005] (p. 8525)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8527)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 1585)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1574)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 1585)
Informatique : interopérabilité (p. 1586)
Informatique : logiciels libres (p. 1586)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 1585)
Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 1585)
Propriété intellectuelle : licence légale (p. 1585)
Télécommunications : téléchargement légal (p. 1585)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8684)

Après l'article 1er : ad^ts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1675) ; [9 mars 2006] (p. 1698)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 402)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 654)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Demande la vérification du quorum [2 février 2006] (p. 688)

Après l'article 3

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 973, 982)

Intervient sur l'ad^t n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 987)

Intervient sur l'ad. n° 127 de Mme Martine Billard (protection de la salariée enceinte sous contrat CNE ou CPE) (p. 993)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et cent quarante et un membres de l'Assemblée nationale

[21 février 2006] (p. 1031)

Son intervention (p. 1040)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1040)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1041, 1042)
 Emploi : contrats aidés (p. 1041)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 1041)
 Emploi : création d'emplois (p. 1042)
 Emploi : jeunes (p. 1041)
 Etat : Gouvernement (p. 1043)
 Partis et mouvements politiques : gauche (p. 1042)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 1041)
 Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) (p. 1043)
 Travail : précarité (p. 1041)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 1041)
 Travail : salaires (p. 1042)
 Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1043)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Roger-Gérard Schwartzberg ainsi que cent quarante membres de l'Assemblée nationale

[16 mai 2006] (p. 3472)

Son intervention (p. 3482)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de censure (p. 3482 et s.)
 Emploi : chômage (p. 3482)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) : Contrat première embauche (CPE) (p. 3483)
 Emploi : jeunes : formation professionnelle (p. 3483)
 Etat : services secrets (p. 3483)
 Etrangers : immigration (p. 3484)
 Justice : indépendance (p. 3482 et s.)
 Logement (p. 3482)
 Ordre public : sécurité (p. 3482 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 3482 et s.)
 Partis et mouvements politiques : UDF : président (p. 3485)
 Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : députés (p. 3485)
 Politique économique : croissance (p. 3484)
 Politique générale : affaire Clearstream (p. 3482 et s.)
 Politique générale : réforme : majorité (p. 3484)
 Ne vote pas la censure groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3485)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3643)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient

[21 juin 2006] (p. 4409)

Son intervention (p. 4411)

Thèmes :

Défense : prolifération : Iran (p. 4412)
 Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 4412, 4413)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4411, 4413)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4411)
 Pays étrangers : Iran (p. 4412)
 Pays étrangers : Israël (p. 4411, 4412)
 Pays étrangers : Palestine (p. 4411, 4412)
 Pays étrangers : Russie (p. 4411)

Politique extérieure : aide humanitaire (p. 4412)
 Relations internationales : paix (p. 4411, 4412)
 Union européenne (p. 4411, 4412)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention (p. 4729)

Thèmes :

Défense : force multinationale (p. 4730)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4729, 4730, 4731)
 Pays étrangers : Iran (p. 4731)
 Pays étrangers : Israël (p. 4729)
 Pays étrangers : Israël : guerre (p. 4730)
 Pays étrangers : Liban (p. 4729, 4730, 4731)
 Politique extérieure (p. 4731)
 Politique extérieure : aide humanitaire (p. 4729)
 Relations internationales : guerre (p. 4729)
 Relations internationales : paix (p. 4731)
 Traités et conventions : négociation (p. 4729)
 Union européenne (p. 4731)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4754)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du au 14 septembre 2006]

Son rappel au règlement (cf supra) [14 septembre 2006] (p. 5108)

Patricia ADAM

Finistère (2^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 juillet 2006] (p. 10087)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juillet 2006] (p. 10087)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 juillet 2006] (p. 10235)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 juillet 2006] (p. 10235)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Porte-avions Clemenceau. Désamiantage [21 février 2006] (p. 1024)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6365)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6365)

Défense : frégates (p. 6365)

Défense : porte-avions (p. 6365)

Union européenne : politique de la défense (p. 6365)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention (p. 7651)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7652)

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 7651)

Emploi : primes forfaitaires (p. 7651)

Enfants : crèches et garderies (p. 7652)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7651)

Travail : conditions de travail : femmes (p. 7652)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8237)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : aggravation des peines (p. 8238)

Droit pénal : violences conjugales : prévention (p. 8237)

Enfants : protection (p. 8238)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3452)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3452)

Emploi : jeunes (p. 3452)

Travail : précarité (p. 3452)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4387)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense (p. 4387 et s.)

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4387 et s.)

Défense : manoeuvres (p. 4388)

Finances publiques : reports : défense (p. 4388)

Justice : Cour des comptes : défense (p. 4388)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 4387 et s.)

Parlement : débats : défense (p. 4387)

Manuel AESCHLIMANN*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 2574 visant à rendre publique l'intégralité des noms et qualités des citoyens qui ont présenté au Conseil constitutionnel un candidat à l'élection présidentielle [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3320 relative à la maîtrise des coûts du revenu minimum d'insertion [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 7079)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7079)

Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 7078)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7079)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 7080)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7079)

François AILLERET*Membre du Conseil économique et social*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Sa présentation de l'avis du conseil économique et social (p. 1262)

Thèmes :

Recherche : carrière (p. 1262)

Recherche : concurrence (p. 1263)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1262)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1262, 1263)

Pierre ALBERTINI*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Apparté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19782)

Cesse d'appartenir à la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19782)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 18 : Justice (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 99 (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550) : retiré (p. 5551)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs : justice (p. 6605)

Justice : frais de justice (p. 6606)

Justice : justice administrative : lois de finances (p. 6605)

Politique sociale : surendettement (p. 6606)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2005] (p. 6629)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6630)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son adt n° 651 (p. 6933)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 256 (taxe professionnelle – avocats : exonération pour les deux premières années d'activité) : retiré (p. 7385)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1268)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1329)

Thèmes :

Enseignement supérieur : fonctionnement (p. 1268)

Recherche : secteur privé (p. 1329)

Recherche : secteur public (p. 1329)

Recherche : chercheurs (p. 1268, 1329)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Son adt n° 195 (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1330) : rejeté (p. 1331)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son intervention (p. 1342)

Après l'article 1er

Son adt n° 198 (développement de la recherche : rôles de l'Etat et des collectivités locales) (p. 1349) : rejeté (p. 1350)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son adt n° 211 (p. 1424)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 216 (p. 1456)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2095)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 2096)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 2095)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2096)

Politiques communautaires : recherche (p. 2095)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2096)

Union européenne : construction européenne (p. 2095)

Michèle ALLIOT-MARIE

Ministre de la défense

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3269 relatif au régime d'autorisation des opérations d'intermédiation et d'achat pour revendre et modifiant le code de la défense [19 juillet 2006]

Projet de loi n° 3270 relatifs aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [19 juillet 2006]

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire [25 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

Mme Geneviève Colot. Défense. Plan défense deuxième chance [5 octobre 2005] (p. 4750)

Mme Bernadette Païx. Politique extérieure. Djibouti. Décès d'un magistrat français, enquête [18 octobre 2005] (p. 5373)

M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [19 octobre 2005] (p. 5435)

M. Yves Fromion. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Militaires français, comportement, enquête [2 novembre 2005] (p. 6124)

M. Jacques Le Nay. Défense. Armement. Construction de frégates, coopération avec l'Italie. [16 novembre 2005] (p. 6888)

M. Jean-Claude Viollet. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [14 décembre 2005] (p. 8343)

M. Rudy Salles. Déchets, pollutions et nuisances. Portes-avions Clemenceau. Désamiantage [17 janvier 2006] (p. 42)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [18 janvier 2006] (p. 111)

M. François Vannson. Défense. Réserve [12 avril 2006] (p. 2581)

M. Éric Besson. Etat. Fonctionnement. Affaire Clearstream [9 mai 2006] (p. 3172)

M. Guy Teissier. Politique extérieure. Afghanistan. Situation politique [30 mai 2006] (p. 3783)

Mme Nadine Morano. Défense. Plan de défense deuxième chance [6 juin 2006] (p. 3987)

M. Gilles Artigues. Défense. Armement. Avion Rafale, perspectives commerciales [28 juin 2006] (p. 4612)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Georges Colombier. Gendarmerie. Brigades. Effectifs de personnel, le Grand Lemps [31 janvier 2006] (p. 511)

M. Jean-Claude Decagny. Gendarmerie. Casernes. Construction, Maubeuge [21 mars 2006] (p. 2064)

M. Jean-Paul Dupré. Patrimoine culturel. Armes et véhicules militaires de collection. Détention, réglementation [2 mai 2006] (p. 2759)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)**

Son intervention (p. 6544)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : patrimoine (p. 6545, 6546)
 Défense : armée (p. 6544, 6545)
 Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 6545)
 Défense : musique militaire (p. 6546)
 Défense : politique de défense (p. 6545)
 Défense : professionnalisation (p. 6545)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Ses interventions (p. 6349, 6373, 6378 à 6384)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6350, 6352)
 Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 6377)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 6352, 6376, 6378)
 Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : crédits budgétaires (p. 6353)
 Défense : dissuasion nucléaire (p. 6352, 6374)
 Défense : frégates (p. 6375)
 Défense : GIAT-Industries (p. 6377)
 Défense : opérations extérieures (p. 6350 et s., 6374, 6378)
 Défense : personnel civil (p. 6353)
 Défense : porte-avions (p. 6376)
 Défense : réserves (p. 6353)
 Espace : satellites (p. 6351, 6377)
 Gendarmerie (p. 6351, 6373)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 6374, 6377)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 6375)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6349, 6373, 6376)
 Ordre public : terrorisme (p. 6377)
 Pays étrangers : Irak (p. 6377)
 Recherche (p. 6376)
 Union européenne : politique de la défense (p. 6375)

Réponses aux questions :

Défense : avions : maintenance (p. 6379) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 6378)
 Défense : frégates (p. 6383) (M. Jacques Le Nay) (p. 6383)
 Défense : GIAT-Industries (p. 6380) (M. François Rochebloine) (p. 6379)
 Défense : GIAT-Industries (p. 6383) (M. Étienne Pinte) (p. 6382)
 Défense : GIAT-Industries : Bourges (p. 6382) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 6381)
 Défense : réserves (p. 6379) (M. Michel Dasseux) (p. 6379)
 Gendarmerie : Rhône-Alpes (p. 6384) (M. Christophe Guilloteau) (p. 6383)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale : Ile-de-France (p. 6381) (Mme Janine Jambu) (p. 6381)
 Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6382) (M. Dominique Caillaud) (p. 6382)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)*Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B*

Ses interventions (p. 6384 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'ad n° 188 du Gouvernement (responsabilité pécuniaire des militaires) (p. 6386)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Ses interventions (p. 6134, 6167, 6183)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : militaires et assimilés : gendarmes (p. 6167)
 Défense : opérations extérieures : gendarmes (p. 6168)

Etrangers : immigration : gendarmerie (p. 6167)

Gendarmerie : effectifs (p. 6168)

Gendarmerie : logement (p. 6168)

Gendarmerie : modernisation (p. 6168)

Gendarmerie : réserve civile (p. 6168)

Gendarmerie : sécurité routière (p. 6167)

Gendarmerie : crédits (p. 6134, 6169)

Gendarmerie : équipements (p. 6168)

Gendarmerie : officiers : recrutement (p. 6167)

Réponses aux questions :

Ordre public : indicateurs : rémunération (p. 6183) (M. Thierry Mariani) (p. 6183)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)*Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B*

Ses interventions (p. 6184 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)**

Intervient sur l'ad n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission

Défense : "plan banlieues" – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8529)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Ses interventions (p. 7551, 7567)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7552, 7568)
 Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7568)
 Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 7551, 7567)
 Défense : professionnalisation (p. 7551)
 Défense : réserves (p. 7551 et s., 7567)
 Défense : service national (p. 7551)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7553, 7568)
 Gendarmerie : réservistes (p. 7552, 7567)
 Ordre public : plan Vigipirate (p. 7551)
 Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7551, 7568)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)*Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)*

Ses interventions (p. 7569 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 14 de la commission (rétablissement du grade d'aspirant dans la réserve) (p. 7571)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Ses interventions (p. 7571 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 33 de M. Michel Dasseux (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7574)

Article 5 (limites d'âge des réservistes)

Son intervention (p. 7575)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Ses interventions (p. 7576 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 32 de M. Michel Dasseux (prise en compte des performances en matière de réserve militaire au titre de la clause de mieux-disant inscrite à l'article 53 du code des marchés publics) (p. 7577)

Intervient sur l'ad n° 37 de M. Michel Dasseux (établissement de contrats-type de travail) (p. 7577)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 20 de la commission (services accomplis dans le cadre de la réserve opérationnelle auprès d'une entreprise) (p. 7578)

Article 10 (définition de la réserve citoyenne)

Son intervention (p. 7578)

Article 11 (composition de la réserve citoyenne)

Son intervention (p. 7579)

Article 12 (limite d'âge de la réserve citoyenne)

Son intervention (p. 7580)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 24 de la commission (abrogation de l'article 21 de la loi du 22 octobre 1999) (p. 7580)

Article 15 (journée nationale du réserviste)

Son intervention (p. 7580)

Article 16 (modification du code du travail)

Son intervention (p. 7581)

Après l'article 19

Intervient sur l'adit n° 27 rectifié de la commission (attribution du statut d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie) (p. 7581)

Intervient sur l'adit n° 26 de la commission (abrogation d'une disposition caduque) (p. 7581)

Intervient sur l'adit n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7582)

Après l'article 20

Intervient sur l'adit n° 29 de la commission (possibilité pour les associations d'anciens combattants d'ester en justice en cas de diffamation ou d'injure) (p. 7583)

Intervient sur l'adit n° 2 du Gouvernement (Gouvernement autorisé à compléter, par voie d'ordonnance, la partie législative du code de la défense) (p. 7583)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Ses interventions (p. 2457, 2464)

Thèmes :

- Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 2458, 2464)
- Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 2458, 2465)
- Défense : Légion étrangère (p. 2464)
- Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 2457)
- Défense : réserves (p. 2457, 2458, 2464)
- Défense : réserves : crédit d'impôt (p. 2457, 2458)
- Défense : réservistes : protection sociale (p. 2458, 2465)
- Gendarmerie : réservistes (p. 2457, 2464 et s.)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7548)

Son intervention (p. 7548)

Thèmes :

- Energie et carburants : centrales nucléaires : protection (p. 7549)
- Jeunes : insertion professionnelle (p. 7548)
- Ordre public : terrorisme (p. 7548)
- Transports aériens : aéroports : protection (p. 7549)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4391)

Thèmes :

- Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4391 et s.)
- Défense : manoeuvres (p. 4393 et s.)
- Défense : opérations extérieures (p. 4391)
- Défense : professionnalisation : effectifs (p. 4393)
- Finances publiques : reports : défense (p. 4391)
- Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : défense (p. 4392 et s.)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la défense (p. 4391)

Alfred ALMONT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3506)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3506)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3049 réformant la loi du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adit n° 1004 (p. 4985)

Son adit n° 1005 : adopté (p. 4986)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adit n° 1023 (p. 5119)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6853)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6853)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6974)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6975)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6975)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6975)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6975)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6975)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son ss-adt n° 313 à l'adt n° 208 du Gouvernement : adopté (p. 6941)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Son adt n° 191 rectifié (loi de programme pour l'outre-mer : évaluation des dispositifs de réduction de cotisations sociales et d'impôts) : retiré (p. 7206)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 26

Son adt n° 626 (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) : adopté (p. 483)

Son adt n° 628 (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 483)

Après l'article 27

Son adt n° 622 (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483) : retiré (p. 484)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 1060 (p. 3708)

Pierre AMOUROUX

Yvelines (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. UNEDIC. Négociations [9 novembre 2005] (p. 6594)

Santé. Politique de la santé. Cancer, lutte et prévention [2 mai 2006] (p. 2779)

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Ses adts n°s 494 et 493 (p. 3510)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son adt n° 672 (p. 3669)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son adt n° 707 (p. 3673)

Son adt n° 708 : adopté après rectification (p. 3673)

Son adt n° 709 (p. 3677)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses adts n°s 710, 711 (p. 3679)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 1012 rectifié de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (démarches de protection et de mise en valeur du littoral dans le cadre de Schémas de Mise en Valeur de la Mer) (p. 3680)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son adt n° 724 (p. 3692)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3741)

Jean-Paul ANCIAUX

Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3211 tendant à ramener la période de récupération des points d'un permis de conduire de trois à deux ans [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi [11 octobre 2005] (p. 5075)

Professions de santé. Zones rurales. Aides à l'installation [23 novembre 2005] (p. 7414)

Industrie. Textile et habillement. DIM, emploi et activité, Autun [17 mai 2006] (p. 3546)

DÉBATS

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 750)

René ANDRÉ

Manche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la stratégie d'élargissement de l'Union européenne (COM (2004) 627 final / E 2724) [7 juin 2006] (n° 3133)

Proposition de résolution n° 3241 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 [4 juillet 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (SEC (2006) 531 final / E 3175) (SEC (2006) 762 final / E 3173) [4 juillet 2006] (n° 3240)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeunes. Emploi. Volontariat international en entreprise [7 février 2006] (p. 795)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [30 mai 2006] (p. 3788)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1323, posée le 6 décembre 2005. Mer et littoral. Aménagement du littoral (J.O. Questions p. 11120). Appelée le 6 décembre 2005. Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, réglementation, application (p. 7897)

n° 1450, posée le 28 février 2006. Impôts locaux. Valeurs locatives (J.O. Questions p. 1951). Appelée le 28 février 2006. Zonage, modification, réglementation (p. 1230)

n° 1550, posée le 4 avril 2006. Énergie et carburants. Énergie nucléaire (J.O. Questions p. 3485). Appelée le 4 avril 2006. Réacteur EPR, implantation, Flamanville (p. 2396)

n° 1624, posée le 30 mai 2006. Assurances. Prêts (J.O. Questions p. 5566). Appelée le 30 mai 2006. Discriminations fondées sur l'état de santé (p. 3762)

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2148)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1569, posée le 2 mai 2006. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 4556). Appelée le 2 mai 2006. Maladies psychiatriques, structures d'accueil (p. 2762)

DÉBATS

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7771)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7771)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 7771)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7771)

Etat : décentralisation (p. 7771)

Mer et littoral : espaces littoraux : Marseille (p. 7771)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8030)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8030)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8030)

Politique économique : croissance (p. 8030)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : ITER (p. 8030)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Son adt n° 256 (Provence-Alpes-Côte d'Azur - taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier : plafond porté de 17 millions d'euros à 34 millions d'euros) : adopté (p. 8134)

Son adt n° 264 (Provence-Alpes-Côte d'Azur - instauration d'une taxe spéciale d'équipement : financement d'infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site ITER) (p. 8135) : rejeté (p. 8136)

Gilles ARTIGUES

*Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 février 2006] (p. 2765)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 février 2006] (p. 2765)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)

Droit pénal. Amnistie. Loi n° 2002-1062 du 6 août 2006, application [30 mai 2006] (p. 3781)

Défense. Armement. Avion Rafale, perspectives commerciales [28 juin 2006] (p. 4612)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1298, posée le 18 octobre 2005. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. yon Saint-Étienne, calendrier (p. 5354)

n° 1370, posée le 17 janvier 2006. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 372). Appelée le 17 janvier 2006. Associations, financement (p. 31)

n° 1441, posée le 28 février 2006. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 1949). Appelée le 28 février 2006. Etablissements d'accueil, financement, Loire (p. 1216)

n° 1545, posée le 4 avril 2006. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3484). Appelée le 4 avril 2006. Effectifs de personnel, Saint-Étienne (p. 2401)

n° 1639, posée le 30 mai 2006. Enseignement secondaire : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 5570). Appelée le 30 mai 2006. Grèves, sanctions, conséquences (p. 3753)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6550)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)*Procédure des questions :*

Droit pénal : mineurs : violences urbaines (p. 6627)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)*Procédure des questions :*

Établissements de santé : établissements privés : Loire (p. 6654)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)*Procédure des questions :*

Étrangers : immigration clandestine : logement (p. 6181)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)*Procédure des questions :*

Voie : rocades : Saint-Etienne (p. 6222)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7943)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7944)

Conseil constitutionnel (p. 7943)

Élections et référendums : calendrier électoral (p. 7943)

Élections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 7944)

Élections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7944)

Ordonnances : Turquie (p. 7944)

Politique générale : institutions (p. 7944)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7945)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [6 décembre 2005] (p. 7945)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Son adt n° 3 (p. 1172)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son intervention (p. 2444)

Thèmes :

Recherche : carrière (p. 2444)

Recherche : pays en développement (p. 2444)

Recherche : Union européenne (p. 2444)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2445)

Recherche : chercheurs (p. 2444, 2445)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2444)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2820)

Thèmes :

Étrangers : demandeurs d'asile (p. 2820)

Étrangers : politique de l'immigration (p. 2820)

Nationalité : acquisition : intégration (p. 2821)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4441)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : logement (p. 4442)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4442)

Aménagement du territoire : politique de la ville : conseils généraux (p. 4441)

Associations (p. 4441)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : politique de la ville (p. 4441)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 4441)

Etat : structures gouvernementales : agences (p. 4441)

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4442)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4441 et s.)

Logement : logement social (p. 4442)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4441)

Ordre public : violences urbaines (p. 4442)

Politique sociale : cohésion sociale : Plan (p. 4442)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 4441)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4627)

Thèmes :

Etat : concertation avec le personnel (p. 4627)

Fonctionnaires et agents publics : gestion (p. 4628)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 4628)

Professions de santé : infirmiers (p. 4627)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2628 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [2 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [16 mai 2006] (p. 3463)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1296, posée le 18 octobre 2005. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. Conséquences, transports publics (p. 5355)

n° 1524, posée le 28 mars 2006. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p. 3190). Appelée le 28 mars 2006. Sevran (p. 2243)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déclare que la "frénésie de fusion" répond, non pas à une stratégie industrielle, mais à des finalités marchandes et boursières et aura pour conséquences de "laminer" la modération tarifaire caractérisant la politique énergétique

française depuis la Libération et de "sacrifier" l'égalité des territoires [18 septembre 2006] (p. 5218)
Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : regrette que la liste des bénéficiaires ne figure pas dans la loi [18 septembre 2006] (p. 5236)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)

Son intervention (p. 6488)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6489)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6489)
Associations (p. 6489)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6489)
Emploi : politique de l'emploi : zones urbaines sensibles (p. 6488)
État : décentralisation (p. 6489)
Étrangers : intégration : discrimination (p. 6488)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6489)
Jeunes : service civique (p. 6490)
Justice : victimes (p. 6488)
Logement : mixité sociale (p. 6489)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 6489)
Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6488)
Police : police de proximité (p. 6489)
Politique sociale : fracture sociale : libéralisme (p. 6488 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Procédure des questions :

Santé : maladies : Seine-Saint-Denis (p. 6652)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 18 (versement transport – zone aéroportuaire de Roissy : taux de 2,1 %) (p. 7381) : rejeté (p. 7382)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7787)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7787, 7788)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7787)
Enseignement supérieur : classes préparatoires (p. 7788)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7787, 7788)
Politique sociale : promotion sociale (p. 7787, 7788)
Ses explications de vote (p. 7799)
Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7799)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Son intervention (p. 2485)

Thèmes :

Aménagement du territoire : crédits (p. 2486)
Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2487)
Transports : versement de transport (p. 2486)

Transports aériens : Roissy : emploi (p. 2486)
Transports urbains : matériel roulant : crédits (p. 2487)
Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2486)
Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2485)
Transports urbains : tarifs (p. 2485)
Ses explications de vote (p. 2490)
Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2487)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4981)

Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5218)

Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5221)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5229 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Philippe AUBERGER

Yonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les origines, les fondements et les conséquences du projet de création de Natixis, sur le devenir et le rôle des établissements financiers du secteur semi-public, en particulier la Caisse des dépôts et consignations, les Caisses d'épargne, la Banque de France, la Poste, Natexis-Banques Populaires et la COFACE, ainsi que la nécessité de doter notre pays d'un pôle financier public au service de l'emploi, des collectivités locales et d'un aménagement structurant du territoire concourant à la satisfaction des besoins sociaux (n° 2970) [2 mai 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance (n° 2558) [29 novembre 2005] (n° 2713)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Alain Bocquet, M. Jean-Pierre Brard et plusieurs de leurs collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les origines,

les fondements et les conséquences du projet de création de Natixis, sur le devenir et le rôle des établissements financiers du secteur semi-public, en particulier la Caisse des dépôts et consignations, les Caisses d'épargne, la Banque de France, la Poste, Natexis-Banques Populaires et la COFACE, ainsi que la nécessité de doter notre pays d'un pôle financier public au service de l'emploi, des collectivités locales et d'un aménagement structurant du territoire concourant à la satisfaction des besoins sociaux (n° 2970) [2 mai 2006] (n° 3060)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit publics [20 décembre 2005] (p. 8511)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1475, posée le 7 mars 2006. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Juge pour enfants, nomination, Sens (p. 1530)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5483)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5484)
Enseignement : personnel : enseignants : durée du travail (p. 5484)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5483)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5484)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5483)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 5483)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5484)
Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 5484)
Politique économique : croissance : prévisions (p. 5483)
Travail (p. 5484)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 5567 et s.)

Article 10 précédemment réservé (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés)

Son adt n° 418 rectifié : adopté (p. 5622)

Article 11 précédemment réservé (limitation de la déduction, au plan fiscal, des dotations aux amortissements et des loyers concernant les véhicules les plus polluants)

Son adt n° 29 rectifié (p. 5622) : adopté (p. 5623)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)

Son adt n° 30, deuxième rectification : retiré (p. 5627)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5631 et s.)

Son ss-adt n° 450 à l'adt n° 449 de M. Gilles Carrez (p. 5631)

Son adt n° 324 : adopté (p. 5631)

Après l'article 17

Son adt n° 27 rectifié précédemment réservé (plus-values sur cessions de fonds de commerce - paiement sur la durée du crédit vendeur - assouplissement du dispositif) (p. 5668) : retiré (p. 5669)

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF - titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et

abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5679)

Article 18 précédemment réservé (mesures relatives au financement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 5709)

Article 21 précédemment réservé (reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Son adt n° 31 (de suppression) (p. 5756)

Article 33 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale intitulé "Participations financières de l'Etat")

Son intervention (p. 5768)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son intervention (p. 5778)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

Logement : logement social : réhabilitation (p. 7258)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7877)

Son intervention (p. 7879)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 7879)
Assurances : assurance vie : rachat (p. 7879)
Assurances : assurance vie : renonciation (p. 7879)
Assurances : intermédiation : contrôle (p. 7880)
Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 7879)
Union européenne : directives (p. 7879 et s.)
Union européenne : directives : retraites : généralités (p. 7879)

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7881)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'adt n° 5 de M. Luc Chatel (dossier réputé complet à compter du prélèvement de la prime d'assurance décès) (p. 7881)

Article 3 (modification des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance vie)

Ses interventions (p. 7882 et s.)

Article 3 bis C (avertissement du bénéficiaire par l'assureur lors du décès de l'assuré)

Son intervention (p. 7884)

Après l'article 3 bis C

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Luc Chatel (faculté de rachat du souscripteur nonobstant l'acceptation par le bénéficiaire de la stipulation à son profit) (p. 7885)

Article 3 bis D (désignation et droit d'information des bénéficiaires de contrats d'assurance vie)

Ses interventions (p. 7885 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8028)

Thèmes :

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 8030)
Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8029)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8028)
Finances publiques : dette publique (p. 8028 et s.)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 8029)
Marchés financiers : valeurs mobilières : fiscalité (p. 8029 et s.)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 8029)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : taux d'intérêt (p. 8029)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) ; [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Son intervention (p. 8092)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 143 rectifié de M. Gilles Carrez (organismes de placement collectif immobilier : régime fiscal) (p. 8098)

Article 21 (pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des transmissions de petites entreprises individuelles)

Son intervention (p. 8099)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Ses adts n°s 223 et 224 (p. 8108, 8109)

Après l'article 30

Son adt n° 290 (PREFON – capacités complémentaires de rachat d'années de cotisations : extension aux membres ayant adhéré après le 31 décembre 2004) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8120)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Sylvie Andrieux (Provence-Alpes-Côte d'Azur – instauration d'une taxe spéciale d'équipement : financement d'infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site ITER) (p. 8135)

Après l'article 33

Son adt n° 304 rectifié (découverts bancaires inférieurs à 1 000 € : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8136) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8137)

Son adt n° 303 (prêts consentis au titre du fonds pour la cohésion sociale : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8137)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8452)

Son intervention (p. 8458)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 8458)

Entreprises : salariés (p. 8458)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 8458)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers : compétences (p. 8459)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : défense (p. 8458 et s.)

Sociétés : actionnaires : assemblées générales (p. 8458)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8458)

Discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8459)

Article 1er (champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 8460)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Son adt n° 57 : adopté (p. 8461)

Son adt n° 56 (p. 8461)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Ses adts n°s 55 et 54 (p. 8462)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Son adt n° 53 (p. 8464)

Article 11 (clause de réciprocité)

Ses interventions (p. 8466 et s.)

Article 16 (suspension obligatoire des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son adt n° 52 (p. 8469)

Son intervention (p. 8470)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8459)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1496)

Son intervention (p. 1503)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres : stabilité (p. 1503 et s.)

Entreprises : recherche et développement : contrôle (p. 1504)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 1504)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1504)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : croissance (p. 1504)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1504)

Sociétés : actionnaires (p. 1497, 1504)

Sociétés : dirigeants (p. 1497)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 1496)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Son adt n° 12 (p. 1510) ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 1511)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Son adt n° 6 (p. 1513) ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 1514)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1504)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4508)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4508)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4508)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 4409 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 4508)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élection présidentielle (p. 4509)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4838)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4839)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4839)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4839)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4839)

Énergie et carburants : tarification sociale (p. 4838)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4838)

Entreprises : action spécifique (p. 4839)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4838)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant du conseil national du bruit du 21 octobre 2005 [J.O. du 25 octobre 2005] (p. 16869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1447, posée le 28 février 2006. Sécurité sociale. Cotisations (J.O. Questions p. 1950). Appelée le 28 février 2006. Exonération, personnes âgées, réglementation, application (p. 1218)

*DÉBATS***Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances des 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4869 et s.)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [8 février 2006] (p. 891)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1302, posée le 18 octobre 2005. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 9593). Appelée le 18 octobre 2005. Directeurs, revendications (p. 5362)

n° 1399, posée le 31 janvier 2006. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 789). Appelée le 31 janvier 2006. Prise en charge, Creuse (p. 498)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4849)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4850)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4850)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4850)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 489 rectifié de M. Jean Gaubert (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4899)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 1033 (p. 4935)

Après l'article 2

Son adt n° 566 (conditions de résiliation du bail) : rejeté (p. 4940)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4971 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1036 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (interdiction pour les SAFER de vendre séparément les bâtiments d'habitation) (p. 4995)

Son adt n° 1035 précédemment réservé (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4991) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4995)

Son adt n° 1042 précédemment réservé (surface minimale, égale à la surface minimale d'installation, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) : rejeté (p. 4995)

Son adt n° 1037 précédemment réservé (droit de transmission à un voisin) : rejeté (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1038 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (limitation du bénéfice de l'exercice du droit de préemption des SAFER aux agriculteurs faisant la preuve du financement de l'opération) (p. 4996)

Son adt n° 1039 précédemment réservé (surface minimale, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) : rejeté (p. 4996)

Son adt n° 1040 précédemment réservé (abrogation de l'article L. 143-10 du code rural - fixation du prix d'aliénation) : rejeté (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1044 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (demande d'autorisation adressée à l'autorité administrative dans le délai d'un mois suivant la publicité relative au fonds) (p. 4997)

Son adt n° 1043 précédemment réservé (commission départementale d'orientation de l'agriculture tenue de respecter l'avis exprimé expressément par le propriétaire des terres agricoles) (p. 4996) : rejeté (p. 4997)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Son intervention (p. 4997)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Son intervention (p. 5011)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5116 et s.)

Son adt n° 567 (p. 5121)

Après l'article 16

Son adt n° 1047 (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5139) : rejeté (p. 5140)

Son adt n° 1048 (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5139) : rejeté (p. 5140)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son ss-adt n° 1254 à l'adt n° 253 de la commission (p. 3732)

Son ss-adt n° 1253 rectifié à l'adt n° 67 deuxième rectification de la commission des finances (p. 3732)

Son ss-adt n° 1255 à l'adt n° 804 de M. Yves Simon (p. 3732)

Bertho AUDIFAX

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'épidémie à virus chikungunya à La Réunion et à Mayotte [4 juillet 2006] (n° 3242)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. Logement [23 novembre 2005] (p. 7412)
Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1028)
Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [28 février 2006] (p. 1246)
Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [5 avril 2006] (p. 2475)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 951 (p. 4923)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 950 (p. 4985)

Son adt n° 949 : adopté (p. 4986)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 948 (p. 5119)

Après l'article 28

Son adt n° 1059 deuxième rectification (déclenchement par les chambres d'agriculture de la procédure collective de mise en valeur des terres incultes) : adopté (p. 5322)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5520)

Thèmes :

Démographie : migrations : pays en développement (p. 5520)

Emploi : chômage : outre-mer (p. 5520)

Entreprises : délocalisations (p. 5520)

Outre-mer : crédits (p. 5520)

Outre-mer : développement économique : loi de programmation (p. 5520 et s.)

Pays étrangers : Allemagne : Asie (p. 5520)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6976)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : La Réunion (p. 6977)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6977)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1^{er} décembre 2005] (p. 7812)**

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses adts n°s 143, 144 (p. 7841, 7842)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 26

Son adt n° 100 (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) : adopté (p. 483)

Son adt n° 627 (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 483)

Après l'article 27

Son adt n° 623 (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483) : retiré (p. 484)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)**

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son adt n° 11 (p. 2670)

Martine AURILLAC

*Paris (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention (n° 2788) [25 janvier 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (n° 3087) [7 juin 2006]

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9327)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés

fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention (n° 2788) [21 février 2006] (n° 2872)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cultes. Lieux de culte. Protection contre les violences urbaines [16 novembre 2005] (p. 6885)

Logement. Politique du logement. [18 janvier 2006] (p. 113)

Entreprises. Intéressement et participation [20 juin 2006] (p. 4345)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Affirme que l'opposition habille sa traditionnelle obstruction d'une querelle de procédure. Il faut pourtant avancer rapidement en raison de l'importance des enjeux de fond. Elle souligne la bonne volonté du ministre [9 mars 2006] (p. 1713)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8422)

Thèmes :

Baux : accords collectifs de location (p. 8423)

Baux : baux d'habitation ; prorogation (p. 8423)

Logement : ventes à la découpe : droit de préemption (p. 8422)

Logement : aides et prêts (p. 8423)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 8423)

Professions immobilières : plus-values à court terme (p. 8423)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 27 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 8439)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 15 de M. Patrick Bloche (décote sur le prix de vente au profit du locataire en fonction de son ancienneté dans les lieux) (p. 8445)

Ses explications de vote (p. 8451)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8451)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3896)

Thèmes :

Baux : accords collectifs de location (p. 3897)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3896)

Logement : ventes à la découpe (p. 3896)

Logement : aides et prêts (p. 3897)

Ses explications de vote (p. 3902)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3903)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er :

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1713)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1067)

Thèmes :

Donations et successions : acceptation (p. 1067)

Donations et successions : pacte successoral (p. 1067)

Donations et successions : successions : gestion (p. 1067)

Droit civil : code civil : réforme (p. 1067)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1067)

Entreprises : transmission (p. 1067)

Famille (p. 1067)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Son intervention (p. 2169)

Thèmes :

Corps diplomatique et consulaire : consulats : moyens (p. 2170)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2169)

Famille : mariage forcé : mineurs (p. 2170)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 2169)

Jean-Marc AYRAULT

Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Président du groupe socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

Nommé président du groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2618 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement est intervenu dans la crise de Côte-d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 [26 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2742 relative à la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi [3 mai 2006]

Proposition de résolution n° 3180 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de transferts des joueurs professionnels de football et le rôle des agents sportifs [22 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance [4 octobre 2005] (p. 4694)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [19 octobre 2005] (p. 5435)

Enseignement. Programmes. Histoire, présence française dans les colonies [14 décembre 2005] (p. 8336)

Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 40)

Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 790)

Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1558)

Emploi. Contrats première embauche. Retrait [28 mars 2006] (p. 2249)

Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2427)

Emploi. Contrats première embauche. Retrait, conséquences politiques [12 avril 2006] (p. 2579)

Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants [21 juin 2006] (p. 4400)

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT)

Dépôt, le 15 février 2006, d'une motion de censure, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande, Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et 141 de leurs collègues [21 février 2006] (p. 1001)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une réunion de la commission des finances pour examiner la question du "bouclier fiscal" et de ses modalités d'entrée en vigueur [18 octobre 2005] (p. 5395)

Estime que la réforme de la taxe professionnelle sera examinée "sans véritable simulation et à l'aveuglette" [18 octobre 2005] (p. 5395)

Regrette que la réforme fiscale n'ait pas été débattue en première partie de la loi de finances, réclame des simulations nominatives -par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle- à la communication desquelles le secret fiscal ne saurait être opposé, cite des déclarations du président Pierre Méhaignerie sur la nécessité de disposer de simulations avant de procéder à toute réforme et condamne les réductions de crédits proposées par la commission des finances [16 novembre 2005] (p. 6897)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer : estime qu'en demandant la vérification du quorum, M. Bernard Accoyer "a pris la responsabilité de dégrader la qualité des travaux de l'Assemblée", regrette que les villes de plus de 200 000 habitants ne bénéficient pas de la dotation de solidarité urbaine, souligne les insuffisances de la politique du logement social et rend le Gouvernement responsable de l'augmentation des dépenses et des impôts locaux [22 novembre 2005] (p. 7355)

Proteste contre les propos tenus par M. Grosdidier au sujet des mariages qu'il célèbre dans la commune dont il est le maire ; y voit une dérive droitière et un manque de respect à l'égard de la diversité française et des lois républicaines [30 novembre 2005] (p. 7716)

Demande que les propos tenus en séance publique soient compatibles avec la dignité et le respect des personnes [30 novembre 2005] (p. 7718)

Se déclare choqué par l'intention de la majorité et du président de la commission des affaires culturelles de ne pas accepter que le débat soit mené jusqu'à son terme ; considère que les propositions émanant du groupe socialiste ne doivent pas être traitées "à la légère" [1^{er} décembre 2005] (p. 7783)

Souhaite une réunion de la commission des finances pour étudier les adts déposés par le Gouvernement et exprime sa "colère" quant aux conditions de travail imposées à l'Assemblée nationale [20 décembre 2005] (p. 8526)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche : demande qu'il soit mis fin aux démonstrations de téléchargement de musique en ligne par des représentants de la société Virgin [20 décembre 2005] (p. 8527)

Demande que soit clairement définie la notion de logement social [18 janvier 2006] (p. 134)

Proteste avec fermeté contre l'attitude du Gouvernement qu'il accuse de vouloir "court-circuiter" le travail parlementaire en bouleversant l'ordre du jour pour faire adopter le contrat "première embauche dans le cadre du projet de loi sur l'égalité des chances en "brûlant les étapes" de façon méprisante à l'égard de la représentation nationale [24 janvier 2006] (p. 293)

S'oppose à la caricature et à la "stigmatisation" des banlieues, en particulier celles ayant une majorité de gauche qu'il décèle dans la précédente intervention de M. Pemezec, souhaite l'application effective et sans ambiguïté du quota de 20 % de logements sociaux imposé par la loi SRU, s'indigne de la tenue d'une séance de commission réduite à un monologue du ministre et dans laquelle les députés socialistes n'ont pu intervenir [24 janvier 2006] (p. 298)

Considère que le projet de loi sur l'égalité des chances s'engage dans la précipitation, demande des éclaircissements sur les conditions d'accès à l'emploi des

jeunes après des déclarations qu'il juge contradictoires de deux membres du Gouvernement sur ce sujet [31 janvier 2006] (p. 539)

Se plaint des conditions du débat et des "leçons de morale" données par le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; regrette l'absence d'évaluation de l'impact sur l'emploi du contrat nouvelle embauche [31 janvier 2006] (p. 548)

Souhaite être informé de la suite des travaux, en particulier des interventions prévisibles des divers représentants du Gouvernement [1^{er} février 2006] (p. 652)

N'accepte pas que l'examen d'une motion de renvoi en commission commence à minuit moins dix [1^{er} février 2006] (p. 658)

Réclame la saisine du président de l'Assemblée nationale pour la tenue immédiate de la conférence des présidents [1^{er} février 2006] (p. 660)

Conteste le bien-fondé de la politique industrielle du Gouvernement, en particulier la gestion du dossier Arcelor, déplore la fragilisation de la situation des salariés [2 février 2006] (p. 678)

Considère que le Gouvernement bafoue les droits du Parlement en utilisant la voie de l'adt pour instituer le contrat première embauche ; réclame la levée de l'urgence déclarée par le Gouvernement et invite ce dernier à changer de méthode d'examen législatif ; souhaite également l'intervention du Premier ministre dans le cadre du débat ; considère que le Gouvernement n'a pas répondu à sa question sur le droit de l'opposition à amender les dispositions relatives au contrat première embauche [7 février 2006] (p. 800, 803, 804)

Conteste la méthode gouvernementale consistant à modifier en profondeur le code du travail par le biais d'un adt ; demande une discussion générale sur l'adt, un examen paragraphe par paragraphe et toute liberté pour le modifier [7 février 2006] (p. 821)

Redoute qu'une séance de nuit prolongée ne soit génératrice de nouveaux incidents [8 février 2006] (p. 946)

S'indigne des conditions dans lesquelles s'est tenue la séance de la veille, considère que le Président a "dramatisé" un incident concernant un seul député ; considère que les droits du Parlement ont été bafoués ; rappelle l'opposition de son groupe au CPE, au CNE ainsi qu'à la précarité du travail qui en découle [9 février 2006] (p. 971)

Réaffirme son intention de "mener une bataille politique" contre le CPE mais aussi le CNE et tout le recul social découlant d'un texte impopulaire préparé sans concertation ni négociation ; accuse le Gouvernement et la majorité de parler des jeunes et d'en faire des otages [9 février 2006] (p. 977)

Met en garde le Gouvernement et sa majorité contre le décalage entre l'actuelle représentation parlementaire, laquelle votera certainement un texte à caractère impopulaire, et la réalité des aspirations actuelles du pays ; se refuse à ce que l'opposition soit "muselée" [9 février 2006] (p. 981)

Précise que l'opposition fait son travail en déposant des adts qu'elle défend ; accuse M. Accoyer d'avoir, alors qu'il siégeait dans l'opposition, pratiqué en 1998 une obstruction véritable [9 février 2006] (p. 982)

S'insurge contre les méthodes du Gouvernement vis-à-vis du Parlement. Le recours à l'article 49-3 dès l'article 3 de la loi comportant le Contrat de Première Embauche (CPE) a interrompu le débat. Sur le texte examiné, le retrait de l'article 1er et le dépôt, par le Gouvernement, de nouveaux adts que la commission n'a pas encore examinés, démontrent que le Gouvernement bafoue les droits du Parlement. Il exprime solennellement l'indignation du groupe socialiste [7 mars 2006] (p. 1571)

Constata que la difficulté de ce débat crée des divisions dans l'ensemble des groupes, y compris au sein de l'UMP. Le groupe socialiste avait demandé une mission d'information dès novembre 2004. Il a renouvelé sa demande en décembre 2005 et a subi un nouveau refus. Il demande à consulter les éléments de jurisprudence dont le

Président a fait état et souligne qu'il ne faut pas confondre le retrait d'articles avant leur examen avec le retrait d'articles pendant leur examen, comme cela vient de se produire. Les députés de son groupe saisiront le Conseil constitutionnel. La liberté d'adt est un droit imprescriptible qu'il défendra [7 mars 2006] (p. 1574)

Souhaite revenir sur les incidents qui ont marqué la séance des questions au Gouvernement de l'après-midi. Pendant celle-ci, des députés de la majorité ont mis en cause des personnalités de l'opposition qui, en raison du Règlement, ne peuvent répondre. Il demande au ministre de la culture et de la communication d'être son porte-parole auprès du Gouvernement pour que ces séances de question se déroulent dans le respect de tous et que la majorité utilise des arguments politiques plutôt que de recourir à des attaques personnelles [15 mars 2006] (p. 1878)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand : s'associe au rappel au règlement de M. Durand et demande au Gouvernement "d'avoir la courtoisie de laisser se dérouler la discussion générale" [16 mai 2006] (p. 3442)

Proteste contre le renvoi annoncé au jeudi suivant de la suite de la discussion de la proposition de loi ; insiste sur le fait que la Conférence des présidents n'a pas eu l'initiative de cette décision et qu'une plus grande concision du Gouvernement aurait permis le passage au vote lors de la présente séance [16 mai 2006] (p. 3453)

Rapporte qu'il a écrit la veille au président de l'Assemblée nationale pour commencer la séance par la discussion du texte sur le génocide arménien et que cela lui a été refusé [18 mai 2006] (p. 3640)

Estime qu'il ne serait pas digne d'aborder trop rapidement la question du génocide arménien et préférerait, si le texte en cours de débat n'était pas voté très vite, reporter à l'automne l'examen du texte sur ce génocide [18 mai 2006] (p. 3642)

Propose de terminer l'examen de la proposition de loi constitutionnelle en un quart d'heure et de commencer ensuite la discussion générale du texte sur le génocide arménien [18 mai 2006] (p. 3642)

Demande que le Premier ministre présente des excuses à propos des termes de sa réponse à la question posée par M. François Hollande sur EADS [20 juin 2006] (p. 4346)

S'étonne de l'initiative du Président estimant qu'il n'aurait jamais eu lui-même l'autorisation de se faire photographier à la tribune devant l'ensemble des adts de son groupe avant l'ouverture de la session extraordinaire ; il s'interroge par ailleurs sur le risque pénal encouru par les parlementaires lorsqu'ils discuteront de la lettre de griefs dont le Gouvernement connaît certainement le texte ; il demande une suspension de séance afin qu'elle puisse être lue dans sa totalité aux membres la commission des affaires économiques, car elle concerne la privatisation d'une entreprise propriété de la nation [7 septembre 2006] (p. 4744)

Estime que l'objet de la présente session extraordinaire n'est pas simplement technique, comme semble le penser M. Accoyer, mais porte sur l'avenir d'une entreprise publique, propriété de la nation ; il qualifie de "déli de démocratie" le fait que la Commission européenne ne rende sa décision qu'après la fin du débat en cours ; au sujet de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, il juge que c'est la majorité actuelle qui en est responsable et estime qu'elle s'est reniée après la promesse faite aux organisations syndicales de ne pas réduire la participation de l'Etat dans GDF [7 septembre 2006] (p. 4754)

Déplore que le rapporteur ait voulu relancer la polémique entamée en début de discussion au lieu de répondre aux questions de fond que pose l'opposition ; il demande une suspension de séance afin de reprendre le débat dans un climat serein, d'écoute et de respect réciproques [11 septembre 2006] (p. 4899)

Demande que M. Sarkozy vienne s'expliquer sur ses changements d'avis au sujet de la privatisation de GDF, non seulement en tant que membre du Gouvernement, dont il est le numéro deux, mais également en tant que président

du parti principal de la majorité et candidat à la Présidence de la République [11 septembre 2006] (p. 4900)

S'étonne des réponses du Gouvernement quant à l'objet même du débat en cours : s'agit-il de privatiser GDF ou d'une simple adaptation de la structure de son capital ? Il s'interroge également sur les bénéfices de GDF alors que son Président n'a cessé de militer pour une hausse des tarifs et que le Président de Suez a déclaré récemment qu'il aurait souhaité que cette hausse soit encore plus forte, ce qui pose le problème de l'intérêt national à long terme [12 septembre 2006] (p. 4935)

Rappelle que la décision de la Conférence des présidents de prolonger le débat jusqu'au 29 septembre prochain et de fixer au 3 octobre suivant la date du vote solennel ne doit pas être interprétée comme un accord politique car "le débat est loin d'être achevé", notamment celui sur la privatisation de GDF ; il ajoute que si "l'organisation des travaux est une chose, la bataille politique entre majorité et opposition ou entre gauche et droite, en est une autre", et conclut que l'opposition jouera son rôle dans la suite des débats, en tant que "force tranquille" [19 septembre 2006] (p. 5294)

Demande au Président de l'Assemblée nationale s'il a reçu une réponse à la lettre qu'il lui a transmise le 12 septembre, destinée au Premier ministre, dans laquelle le groupe socialiste demandait que M. Sarkozy vienne s'expliquer sur son changement d'avis au sujet de la privatisation de GDF [26 septembre 2006] (p. 5558)

Demande une suspension de séance, au motif que le Gouvernement refuse de répondre aux questions du groupe socialiste [26 septembre 2006] (p. 5564)

Déclare qu'après l'intervention de M. Breton qui s'est félicité de la qualité des débats, il apparaît que le "procès en obstruction" intenté à l'opposition était en réalité "un procès d'intention" ; il ajoute qu'après l'adoption de l'article 10, la "bataille n'est pas finie" [27 septembre 2006] (p. 5629)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4773) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 4779)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4860) soutenue par M. Jean Gaubert : rejetée (p. 4872)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5167) soutenue par M. Christophe Caresche : rejetée (p. 5175)

Sa question préalable (p. 5176) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 5182)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 4

Son adt n° 63 (suivi médico-psychologique en prison et expertise psychiatrique préalable à la sortie obligatoires pour certains délinquants sexuels) : retiré (p. 5212)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Sa question préalable (p. 5439) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 5460)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5531) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 5536)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 octobre 2005] (p. 5395)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6897)

Son intervention : remercie le Président de l'Assemblée nationale de "contribuer à l'efficacité et à la sérénité des débats" en proposant la constitution d'échantillons reprenant des simulations communales sur les effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6920)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses interventions (p. 6920, 6924)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention : demande l'interruption du débat en raison de la réunion du groupe socialiste [22 novembre 2005] (p. 7302)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf supra) (p. 7355)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8526)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8527)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5828) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 5838)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5903) soutenue par M. Gérard Bapt : rejetée (p. 5912)

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)

Son intervention (p. 6483)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6485)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6485)

Associations (p. 6485)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6485)

Cultes : islam (p. 6485)

Enseignement (p. 6485)

Etat : valeurs républicaines (p. 6486)

Etrangers : intégration : discrimination (p. 6486)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 6485)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6485)

Jeunes : service civique (p. 6486)

Justice : victimes (p. 6483)

Logement : mixité sociale (p. 6485)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 6484)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6483 et s.)

Police : police de proximité (p. 6484)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6766) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6768)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6791) soutenue par M. Jacques Floch : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6792)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6767)

Droit pénal : mineurs (p. 6767)

Droit pénal : perquisitions (p. 6767)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6768)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6767)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6766)

Ordre public : violences urbaines (p. 6767)

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 2 de Mme Martine Billard (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6792)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7467) soutenue par M. Julien Dray : rejetée (p. 7471)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7594)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7595)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7594)

Enseignement : programmes (p. 7594)

Etat : devoir de mémoire (p. 7594)

Etat : valeurs républicaines (p. 7594, 7595)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7595)

Ses explications de vote (p. 7624)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7624)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Sa question préalable (p. 7647) soutenue par Mme Hélène Mignon : rejetée (p. 7651)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7673) soutenue par Mme Martine Carrillon-Couvreur : rejetée (p. 7679)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7718)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Sa question préalable (p. 7752) soutenue par M. Jean-Paul Chanteguet : rejetée (p. 7756)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son rappel au règlement (cf supra) [1er décembre 2005] (p. 7783)

Ses explications de vote (p. 7797)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7798)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)
 Sa question préalable (p. 8003) soutenue par M. Didier Migaud :
 rejetée (p. 8013)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 8036) soutenue par
 M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 8039)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)
 Sa question préalable (p. 8186) soutenue par Mme Catherine
 Génisson : rejetée (p. 8190)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)
 Sa question préalable (p. 8559) soutenue par M. Christian Paul :
 rejetée (p. 8568)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 8606) soutenue par
 M. Patrick Bloche : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 8619)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1571,
 1574)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1817)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)
 Son exception d'irrecevabilité (p. 4670) soutenue par M. Patrick
 Bloche : rejetée (p. 4675)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)
 Son exception d'irrecevabilité (p. 124) : rejetée (p. 133)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 184) soutenue par
 M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 192)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 janvier 2006]
 (p. 134)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 124 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 129)

Logement : habitat insalubre (p. 124, 129)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 126)

Logement : mixité sociale (p. 127 et s.)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 125, 128)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 126)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 128)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 126 et s.)

Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 129)

Ses explications de vote (p. 533)

Vote contre du groupe socialiste (p. 533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3799) soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 3805)

Sa question préalable (p. 3805) soutenue par M. Jean-Louis Dumont : rejetée (p. 3808)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3830) soutenue par
 Mme Annick Lepetit : rejetée (p. 3835)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 540)

Son exception d'irrecevabilité (p. 549) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 566)

Sa question préalable (p. 572) soutenue par M. Yves Durand :
 rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 588)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 678)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [31 janvier 2006]
 (p. 539, 548)

Son intervention : s'associe aux propos de Mme Billard (p. 619)

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 652, 658, 660)

Son intervention : souhaite prendre connaissance de l'étude de l'OCDE sur laquelle s'est fondé M. Jean-Louis Borloo (p. 540)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 800, 803, 804)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 821)

Intervient sur le sous-adt n° 416 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 843)

Intervention : souhaite la publication d'un rapport sur l'insertion professionnelle des jeunes commandé par le Gouvernement, accuse ce dernier de faire le procès des emplois-jeunes (p. 875)

Son intervention : se déclare prêt à débattre de la "directive Bolkestein" ; se plaint de ce que le Gouvernement ne réponde pas aux questions des parlementaires ; conteste à nouveau d'avoir à examiner une disposition située au cœur du débat à travers un seul adt (p. 925)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 946)

Intervient sur le sous-adt n° 190 de la commission (évaluation de la mise en œuvre du CPE et de ses effets sur l'emploi) à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 955)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 971, 977, 981, 982)

Son intervention (p. 989)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 989)

Son intervention : rappelle à M. Joyandet et au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales que le débat est loin d'être terminé ; demande que les adts de son groupe visant le CNE soient examinés de manière approfondie (p. 991)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1635) soutenue par M. Roger-Gérard Schwarzenberg : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1641)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1263) soutenue par M. Pierre Cohen : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1269)

Sa question préalable (p. 1269) soutenue par M. François Hollande : rejetée (p. 1281)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2438) soutenue par M. Roger-Gérard Schwartzberg : rejetée (p. 2440)

Sa question préalable (p. 2440) soutenue par M. Alain Claeys : rejetée (p. 2442)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1487) soutenue par M. Éric Besson : rejetée (p. 1493)

Sa question préalable (p. 1493) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée (p. 1499)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2093)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2093)

Politique sociale : inégalités (p. 2094)

Politiques communautaires : budget (p. 2094)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 2093)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2109) soutenue par M. Christophe Caresche : rejetée (p. 2111)

Sa question préalable (p. 2112) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 2118)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2157) soutenue par M. Jean-Pierre Blazy : rejetée (p. 2162)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Sa question préalable (p. 2270) soutenue par M. Jean-Yves Le Déaut : rejetée (p. 2277)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2296) soutenue par M. François Dosé : rejetée (p. 2299)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Sa question préalable (p. 2523) soutenue par M. François Dosé : rejetée (p. 2529)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2548) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 2553)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Sa question préalable (p. 4284) soutenue par M. François Dosé : rejetée (p. 4287)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4292) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 4293)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad t n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2653)

Intervient sur l'ad t n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2653)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 2671)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2799) soutenue par M. Bernard Roman : rejetée (p. 2808)

Sa question préalable (p. 2813) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2823)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3338) soutenue par M. Jean Launay : rejetée (p. 3346)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf supra) [16 mai 2006] (p. 3442)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mai 2006] (p. 3453)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3640, 3642)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4018) soutenue par M. Bernard Derosier : rejetée (p. 4030)

Sa question préalable (p. 4030) soutenue par M. René Dosière :
rejetée (p. 4037)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4149)

Thèmes :

Défense (p. 4150)
Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 4149)
Énergie et carburants : politique énergétique (p. 4150)
Ordre public : terrorisme (p. 4149)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4150)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4150)
Pays étrangers : Turquie (p. 4150)
Politique économique : croissance (p. 4149)
Politiques communautaires : coopération et développement (p. 4150)
Politiques communautaires : directives (p. 4150)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 4150)
Union européenne : citoyenneté européenne (p. 4150)
Union européenne : élargissement (p. 4150)
Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 4150)
Union européenne : traité constitutionnel (p. 4149)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4353) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 4362)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4377) soutenue par M. Didier Migaud : retirée (p. 4378)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention (p. 4731)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4732, 4734)
Pays étrangers : Iran (p. 4733, 4734)
Pays étrangers : Israël (p. 4731, 4733)
Pays étrangers : Liban (p. 4732)
Pays étrangers : Palestine (p. 4734)
Pays étrangers : Syrie (p. 4733, 4734)
Politique extérieure : aide humanitaire (p. 4732, 4733, 4734)
Relations internationales : guerre (p. 4731, 4732, 4734)
Relations internationales : guerre : Irak (p. 4733)
Relations internationales : paix (p. 4732, 4734)
Relations internationales : paix : Liban (p. 4733)
Union européenne (p. 4733)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4764) soutenue par M. François Hollande : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4774)

Sa question préalable (p. 4779) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 4789)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4744, 4754)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4894 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4899, 4900)

Demande la vérification du quorum (p. 4907)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 septembre 2006] (p. 4935)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5294)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5357)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5519 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [26 septembre 2006] (p. 5558, 5564) ; [27 septembre 2006] (p. 5629)

B**Jean-Paul BACQUET***Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4015)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 3119) [20 juin 2006]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VI : Développement et régulation économiques (développement des entreprises) (n° 2571) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Budget de l'Etat. Privatisations, conséquences [20 décembre 2005] (p. 8513)

Emploi. Contrats première embauche [15 mars 2006] (p. 1872)

Etrangers. Sans-papiers. Élèves, régularisation [7 juin 2006] (p. 4049)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1393, posée le 31 janvier 2006. Etablissements de santé. Question retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 787)

n° 1522, posée le 28 mars 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3190). Appelée le 28 mars 2006. Fonctionnement, financement, Issoire (p. 2229)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES****Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. François Loncle

Pierre-Christophe BAGUET*Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Vice-président de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 13 octobre 2005] (p. 16269)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Football, violence, lutte et prévention [19 octobre 2005] (p. 5431)

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service national volontaire, création [8 février 2006] (p. 884)

Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [29 mars 2006] (p. 2308)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1572, posée le 2 mai 2006. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 4556). Appelée le 2 mai 2006. Boulogne-Billancourt (p. 2753)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande que le débat reprenne "d'autant que nous allions examiner un adt sur les biocarburants qui concernent l'avenir des générations futures" [21 octobre 2005] (p. 5654)

Fait état de la mobilisation de l'ensemble de la communauté nationale de la culture suite à la légalisation du téléchargement de fichiers. Il demande au ministre de s'engager solennellement sur une seconde délibération, afin d'éclairer les futurs débats et d'apaiser les familles, attachées à la spécificité culturelle française [22 décembre 2005] (p. 8721)

Se plaint d'un examen trop rapide des adts en commission [17 janvier 2006] (p. 48)

Salue l'action du ministre sur le dossier des intermittents. Il espère l'aboutissement rapide des négociations, l'accord de juin 2003 ayant été dénoncé dès juillet par l'UDF. A défaut, il rappelle que M. Jean-Louis Debré propose d'emprunter la voie législative qui fait l'objet d'un large consensus [8 mars 2006] (p. 1665)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 216 précédemment réservé de M. Charles de Courson (cessions de fonds agricoles de moins de 300 000 €: exonération des plus-values) (p. 5617)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle – majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5624)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 94 précédemment réservé de M. Charles de Courson (automobiles équipés de moteurs hybrides fonctionnant à l'essence et à l'éthanol : crédit d'impôt) (p. 5629)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5635 et s.)

Après l'article 13

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié précédemment réservé de la commission (alcool éthylique incorporé aux

supercarburants – réduction de TIPP : suppression pour l'alcool dénaturé) (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Charles de Courson (éthanol – réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Charles de Courson (biocarburant "E85" composé de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence : réduction de TIPP) (p. 5656)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. André Santini (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) (p. 5657)

Intervient sur l'adt n° 287 de M. Rodolphe Thomas (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) (p. 5657)

Article 14 précédemment réservé (réforme de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)

Ses interventions (p. 5659 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 103 précédemment réservé de M. Charles de Courson (PME – impôt sur les sociétés – taux réduit : plafond de chiffre d'affaires porté à 10 000 000 € et application sur 50 000 €) (p. 5660)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 96 précédemment réservé de M. Charles de Courson (impôt sur les sociétés - régime des sociétés mères et filiales : suppression du seuil de participation de 5 %) (p. 5662)

Intervient sur l'adt n° 285 rectifié de M. Rodolphe Thomas (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Article 17 précédemment réservé (plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des plus-values latentes)

Son intervention (p. 5668)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5680)

Intervient sur l'adt n° 155 précédemment réservé de M. Jacques Myard (suppression de l'ISF) (p. 5683)

Son adt n° 150 (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5695) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5703)

Son adt n° 148 précédemment réservé (ISF – résidence principale – abattement de 20 % : majoration de 5 % par personne à charge) (p. 5696) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5704)

Son adt n° 149 précédemment réservé (ISF – résidence principale – abattement de 20 % : minimum de 360 000 €) (p. 5698) : rejeté (p. 5704)

Article 20 précédemment réservé (budgétisation du compte de tiers "tabac")

Son intervention (p. 5711)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5711)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION
RADIOPHONIQUE LOCALE

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7056)

Ses explications de vote (p. 7060)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7060)

Audiovisuel et communication : taxes parafiscales (p. 7061)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7061)

Départements : Hauts-de-Seine : patrimoine culturel (p. 7061)

Impôts locaux : taxe professionnelle : exonération (p. 7061)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)

Après l'article 94

Intervient sur l'adt n° 655 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7062)

Son adt n° 250 (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette aux services accessibles par les nouvelles technologies) : adopté (p. 7062)

Son adt n° 249 (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7062) : devenu sans objet (p. 7063)

Son adt n° 251 (taxe sur les services de télévision : mode de calcul ; taux) (p. 7063) : retiré (p. 7064)

Son adt n° 661 (taxe sur les services de télévision : œuvres à caractère pornographique ou de très grande violence : augmentation du taux) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7064)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7096)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7096)

Arts et spectacles : musique (p. 7096)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7096)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7096)

Audiovisuel et communication : radio (p. 7096)

Culture : crédits (p. 7096)

Départements : Hauts-de-Seine : patrimoine culturel (p. 7096)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : impôts et taxes (p. 7097)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7096)

Presse et livres : diffusion (p. 7096)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 7096)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6731)

Thèmes :

Enseignement : égalité des chances (p. 6731)

Enseignement : crédits (p. 6731)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6731)

Enseignement : personnel : carrière (p. 6731)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 6731)

Enseignement privé : enseignants : retraites (p. 6731)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6416)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 6418)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6417)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6418)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6416, 6417)

Presse et livres : diffusion (p. 6417)

Presse et livres : presse (p. 6417)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6418)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)

Crédits de la mission "Medias" - état B

Reprend l'adt n° 203 de M. Patrice Martin-Lalande (chaîne d'information internationale ; réduction de crédits) (p. 6436)

Après l'article 80

Son adt n° 184 (presse ; Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée à des quotidiens sportifs et économiques ; champ d'application ; rapport au Parlement) (p. 6437) : retiré (p. 6438)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Procédure des questions :

Départements : Hauts-de-Seine : établissements de santé (p. 6650)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)*Procédure des questions :*

Sports : installations sportives (p. 6405)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)***Après l'article 67 [22 novembre 2005]*

Son adt n° 185 (diffuseurs de presse – taxe professionnelle : abattement forfaitaire de 1600 € pouvant être porté à 2400 € ou à 3600 €) (p. 7386) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7387)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)*Après l'article 26*

Intervient sur l'adt n° 217 rectifié de M. Jean-Luc Prél (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6002)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Ses interventions (p. 6065 et s.)

Article 52 (adaptation du complément de libre choix d'activité)

Ses interventions (p. 6102 et s.)

Article 54 (maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009)

Son intervention (p. 6108)

Article 55 (financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille)

Son intervention (p. 6109)

Son adt n° 214 (p. 6109)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)*Après l'article 10*

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Michel Hunault (communication par l'officier de police judiciaire à l'avocat de l'ensemble des documents relatifs à l'infraction) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Michel Hunault (présence de l'avocat désigné à tous les interrogatoires lors de la garde à vue) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Michel Hunault (intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue pour toutes les infractions) (p. 7532)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de la commission (suppression du conventionnement des chaînes extracommunautaires retransmises par satellite) (p. 7537)

Après l'article 15

Son adt n° 81, deuxième rectification (interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive) : adopté (p. 7541)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)*Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)*

Son intervention (p. 8059)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8152)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8190)

Son intervention (p. 8190)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 8191)

Travail : égalité professionnelle (p. 8190)

Travail : salaires (p. 8190, 8191)

Travail : travail à temps partiel (p. 8190, 8191)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)*Après l'article 3*

Son adt n° 27 (négociation obligatoire annuelle sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise : caractère spécifique ou non) (p. 8200)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Son adt n° 25 rectifié (p. 8203)

Après l'article 4 bis

Son adt n° 24 (sensibilisation des inspecteurs du travail aux questions d'égalité professionnelle) (p. 8208) : rejeté (p. 8209)

Après l'article 5

Son adt n° 28 (caractère facultatif des plages horaires fractionnées de travail à temps partiel) : rejeté (p. 8209)

Après l'article 6

Son adt n° 26 (accès prioritaire aux emplois à temps plein pour le salarié à temps partiel) : retiré

Après l'article 12

Son adt n° 72 (congé parental et travail à temps partiel : droit du salarié au fractionnement) : adopté (p. 8212)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)**

Son intervention (p. 1194)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1194)

Travail : congé parental d'éducation (p. 1194)

Travail : salaires (p. 1194)

Travail : travail à temps partiel (p. 1194)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1194)

Son intervention (p. 1195)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1194)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Après l'article 1er A*

Son adt n° 11 (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8240) : adopté (p. 8241)

Son adt n° 12 rectifié (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8241) : adopté (p. 8242)

Son adt n° 13 (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8242) : retiré (p. 8243)

Son adt n° 14 (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243) : adopté (p. 8245)

Son adt n° 15 rectifié (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) : adopté (p. 8245)

Son adt n° 16 (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) : adopté (p. 8245)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8402)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Yvan Lachaud (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Yvan Lachaud (inventaire des structures assurant l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8415)

Titre

Son intervention (p. 8419)

Ses explications de vote (p. 8420)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8420)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1005)

Thèmes :

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 1005)

Droit pénal : injonction de soins (p. 1006)

Droit pénal : médiation pénale (p. 1006)

Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 1005)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 1006)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 1006)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)

Son intervention (p. 1009)

Après l'article 1er F

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (programme d'éducation civique complété par une formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme et une sensibilisation aux violences conjugales et comportements sexistes) (p. 1010)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Son intervention (p. 1013)

Ses explications de vote (p. 1018)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1018)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8285)

Son intervention (p. 8290)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 8291)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 8291)

Sécurité routière (p. 8291)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 8291)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 8291)

TVA : récupération : péages (p. 8291)

Voirie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 8290)

Voirie : tunnels routiers : sécurité (p. 8290)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son adt n° 145 (de suppression) : adopté (p. 8368)

Après l'article 15 bis

Son adt n° 149 (compétence de l'inspection du travail des transports pour le contrôle de toutes les entreprises effectuant du transport léger de marchandises) : rejeté (p. 8372)

Ses explications de vote (p. 8393)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8393)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2005] (p. 8361)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8361)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8558)

Son intervention (p. 8595)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 8558)

Handicapés (p. 8595)

Informatique : interopérabilité (p. 8595)

Presse et livres : presse : crédits budgétaires (p. 8596)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8595)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 8595)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son intervention (p. 8640)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8716 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8721)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1593)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1665)

Son ss-adt n° 383 (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESEA) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1731) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1734)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son adt n° 105 rectifié (p. 1734)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son intervention (p. 1761)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1858, 1885)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1897 et s.)

Son adt n° 365 (p. 1902)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son intervention (p. 1920)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2013)

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2020)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2028)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son ss-adt n° 7 à l'adt n° 2 de M. Richard Cazenave : adopté (p. 2047)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 56)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 janvier 2006] (p. 48)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 56)

Associations : statuts (p. 56)

Défense : services civils (p. 57)

Jeunes : associations (p. 57)

Tourisme et loisirs : animateurs (p. 57)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Son intervention (p. 69)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Son intervention (p. 80)

Article 8 (protection sociale du volontaire)

Son intervention (p. 83)

Après l'article 10

Son adt n° 96 (associations : incitation fiscale à la mise à disposition de locaux et terrains à titre gratuit) (p. 87) : rejeté (p. 88)

Intervient sur l'adt n° 65 du Gouvernement (possibilité pour le groupement d'intérêt public "Coupe du Monde de rugby France 2007" de recourir à des volontaires) (p. 89)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Ses interventions (p. 91 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de M. Étienne Pinte (amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi) (p. 97)

Ses explications de vote (p. 98)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 98)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1199)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges (p. 1200)

Emploi : contrats d'avenir (p. 1200)

Emploi : primes forfaitaires (p. 1199)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1199)

Politique sociale : minima sociaux (p. 1199)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1200)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST)

Son intervention (p. 1462)

Après l'article 22

Son ss-adt n° 394 (suppression de l'extension aux personnels d'éducation et d'orientation) à l'adt n° 248 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) (p. 1478) : adopté (p. 1479)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention (p. 1963)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : débats (p. 1969)

Etat civil : actes : communication (p. 1964)

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1963)

Famille : domicile : mobilité (p. 1964)

Femmes : accouchement : hôpitaux (p. 1963)

Ses explications de vote (p. 1969)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1964)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2565)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2566)

Ordre public : maintien de l'ordre : coût (p. 2565)

Ordre public : maintien de l'ordre : effectifs (p. 2565)

Ordre public : violences urbaines : stades (p. 2565)

Sports : manifestations sportives : racisme (p. 2565)

Sports : stades : interdiction (p. 2565)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Avant l'article 1er

Son adt n° 8 (interdiction de stade complétée par la convocation au moment des compétitions par une autorité ou personne qualifiée désignée par le tribunal) : adopté (p. 2571)

Son adt n° 9 (identité des personnes interdites d'accès aux stades communiquée par le préfet aux fédérations sportives) : adopté (p. 2571)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2566)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Son intervention (p. 4101)

Thèmes :

Sports : coupe du monde de football (p. 4101)

Sports : football : racisme (p. 4101)

Sports : manifestations sportives : maintien de l'ordre (p. 4101)

Sports : manifestations sportives : victimes (p. 4101)

Sports : stades : interdiction (p. 4102)

Ses explications de vote (p. 4104)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4102)

Propositions de résolution n^{os} 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

- 1 - (n^o 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
- 2 - (n^o 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
- 3 - (n^o 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
- 4 - (n^o 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
- 5 - (n^o 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
- 6 - (n^o 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
- 7 - (n^o 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
- 8 - (n^o 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
- 9 - (n^o 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
- 10 - (n^o 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
- 11 - (n^o 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4071)

Proposition de loi n^o 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n^o 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention (p. 4085)

Thèmes :

Collectivités territoriales : culture (p. 4086)
 Culture : décentralisation (p. 4085, 4086)
 Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4085, 4086)
 Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4085)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4086)

Projet de loi n^o 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4096)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4097)
 Culture : diversité culturelle (p. 4096, 4097)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4096, 4097)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 4096)
 Pays étrangers : Canada (p. 4096)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4096)
 Union européenne : élargissement (p. 4097)
 Union européenne : Union européenne (p. 4096)

Déclaration du Gouvernement n^o 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes :

Démographie : natalité (p. 4503)
 Famille : garde des enfants : crèches et garderies (p. 4502 et s.)
 Famille : politique familiale (p. 4502 et s.)
 Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : transferts de charges (p. 4502 et s.)
 Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4502)

Patrick BALKANY

*Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Sécurité. Ascenseurs, mises aux normes [21 juin 2006] (p. 4406)

DÉBATS

Projet de loi n^o 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Ses adts n^{os} 201 et 202 (p. 3943)

Édouard BALLADUR

*Paris (12^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Proposition de loi n^o 3234 relative aux administrateurs salariés et aux options de souscription d'actions [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sociétés. Conseils d'administration. Composition, administrateurs salariés [14 juin 2006] (p. 4201)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5735)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :
- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 7105)

Thème :

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7105)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 8262)

Thèmes :

Union européenne : constitution européenne (p. 8262)

Union européenne : élargissement (p. 8262)

Union européenne : institutions communautaires (p. 8263)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2096)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2097)

Politiques communautaires : politique économique : croissance (p. 2096)

Politiques communautaires : politique économique : harmonisation fiscale (p. 2097)

Union européenne : construction européenne (p. 2097)

Union européenne : élargissement (p. 2097)

Union européenne : institutions communautaires : parlements nationaux (p. 2096)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient

[21 juin 2006] (p. 4409)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 4418)

Thèmes :

Défense : prolifération : Iran (p. 4419, 4420)

Pays étrangers : Arabie Saoudite (p. 4419)

Pays étrangers : Chine (p. 4420)

Pays étrangers : Egypte (p. 4419)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4420)

Pays étrangers : Etats-Unis : Irak (p. 4419)

Pays étrangers : Iran (p. 4419, 4420)

Pays étrangers : Israël (p. 4418 à 4420)

Pays étrangers : Palestine (p. 4419)

Pays étrangers : Russie (p. 4419, 4420)

Pays étrangers : Syrie (p. 4419)

Pays étrangers : Turquie (p. 4419)

Relations internationales : guerre (p. 4419)

Relations internationales : paix (p. 4420)

Union européenne (p. 4418 et s.)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 4565)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 4566)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4565, 4566)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4565, 4566)

Union européenne (p. 4565, 4566)

Union européenne : élargissement (p. 4566)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 4566)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 4734)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires (p. 4735)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4735)

Pays étrangers : Iran (p. 4735)

Pays étrangers : Israël (p. 4735, 4736)

Pays étrangers : Liban (p. 4735)

Pays étrangers : Palestine (p. 4735)

Pays étrangers : Russie (p. 4735)

Politique extérieure (p. 4735)

Relations internationales : paix (p. 4735, 4736)

Union européenne (p. 4735, 4736)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3017 tendant à la création d'une commission d'enquête relative au projet de fusion entre Gaz de France et Suez, aux conditions de sa préparation et de son annonce et aux conséquences de la privatisation de Gaz de France pour les usagers et l'équilibre du marché de l'énergie [11 avril 2006]

Proposition de loi n° 3143 tendant à l'élection au suffrage universel direct des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences [23 novembre 2005] (p. 7413)

Secteur public. Privatisations : application [14 mars 2006] (p. 1807)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1342, posée le 20 décembre 2005. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle (J.O. Questions p. 11645). Suppléé par M. Pascal Terrasse. Appelée le 20 décembre 2005. Réforme, conséquences (p. 8484)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que les députés "ne sont pas des petits potentats locaux", qu'en conséquence, la demande de simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle ne s'applique pas aux collectivités gérées par ses collègues et rappelle "la catastrophe" créée, par la non communication de simulations, sur la réforme de la taxe professionnelle de 1975 [16 novembre 2005] (p. 6896)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 5055)

Voie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5055)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5493)

Thèmes :

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5494)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5495)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5495)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5494)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5495)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5494)

Politique sociale : pauvreté (p. 5493)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son adt n° 173 (p. 5629)

Son adt n° 174 : adopté (p. 5631)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENTREPRISES PUBLIQUES**

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)

Son intervention (p. 6714)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : Gaz de France (GDF) (p. 6714)

Etat : participations financières de l'Etat : contrôle parlementaire (p. 6716)

Etat : participations financières de l'Etat : plus-values (p. 6715)

Finances publiques : dette publique (p. 6715)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : participations financières de l'Etat (p. 6715 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6716)

Secteur public : dotations en capital (p. 6715)

Secteur public : privatisations (p. 6714)

Secteur public : privatisations : commissions bancaires (p. 6715)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 6715)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 6714 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6721)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat" inscrit à l'état B

Son adt n° 300 (création de trois programmes - affectation d'1 milliard d'euros au fonds de réserve des retraites et d'1,9 milliard d'euros aux dotations en capital) (p. 6720) : rejeté (p. 6721)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Son intervention (p. 7148)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : crédits budgétaires (p. 7148)

Coopération intercommunale (p. 7148)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7148)

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement (p. 7149)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 513 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 638 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 514 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 639 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 599 rectifié de M. Gilles Carrez (modalités de compensation de la perte de recettes subie par les communes du fait de l'application de l'article 15 de la loi relative au développement des territoires ruraux) (p. 7170)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6896)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6905)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7371 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8024)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8025 et s.)

Commerce extérieur (p. 8025)

Emploi : chômage (p. 8024)

Energie et carburants : pétrole (p. 8025)

Entreprises : faillites (p. 8025)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8025)

Finances publiques : dette publique (p. 8024 et s.)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 8026)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8025)

Politique économique : croissance (p. 8024 et s.)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8026)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)

Son adt n° 218 (p. 8059)

Après l'article 30

Son adt n° 219 (redevance audiovisuelle : perception avec l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 8122)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses interventions (p. 4374 et s.)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4375 et s.)

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4375)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4376)

Etat : patrimoine (p. 4375)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4375)
 Finances publiques : dette publique (p. 4375)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 4375)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4375)
 Justice : Cour des comptes (p. 4375 et s.)
 Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 4374 et s.)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4376)
 Secteur public : privatisations (p. 4370)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4772)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : GDF/SUEZ (p. 4772)
 Constitution : préambule (p. 4773)
 Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4773)
 Energie et carburants : gaz : transport (p. 4773)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : cession d'actifs (p. 4773)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4773)
 Energie et carburants : tarifs (p. 4773)
 Marchés financiers : offres publiques d'échange (OPE) : GDF/SUEZ (p. 4773)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4772)

Gérard BAPT

Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Membre du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. 3 décembre 2005] (p. 18725)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Vice-président de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 29 : Santé (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre du plan cancer [5 juillet 2006] (n° 3249)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais chirurgicaux. Franchise de 18 euros [11 octobre 2005] (p. 5078)

Impôts et taxes. Politique fiscale [16 novembre 2005] (p. 6891)

Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [15 mars 2006] (p. 1876)

Santé. Cancer. Lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2689)

Finances publiques. Déficit budgétaire [31 mai 2006] (p. 3848)

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [27 juin 2006] (p. 4552)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1694, posée le 27 juin 2006. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés (J.O. Questions p. 6663). Suppléé par M. Pierre Bourguignon. Appelée le 27 juin 2006. Surendettement (p. 4523)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'inquiète de la situation des hôpitaux publics ; constate que la conférence des directeurs généraux de CHU partage les mêmes préoccupations [28 octobre 2005] (p. 6065)

S'inquiète de ce qu'une campagne officielle sur les dangers des produits trop gras et trop sucrés ait été contrée par des messages publicitaires des producteurs de sucre [28 octobre 2005] (p. 6072)

Justifie les demandes de communication des simulations nominatives par communes des effets du plafonnement de la taxe professionnelle en soulignant que certaines d'entre elles ont adopté des plans pluriannuels gagés sur la progression des recettes de taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6900)

Estime que la une du journal Les Echos : "EDF veut supprimer 5 000 emplois pour améliorer ses comptes" apporte un démenti à M. Dominique de Villepin qui contestait le lien entre la privatisation d'EDF et la décision de l'entreprise [8 décembre 2005] (p. 8050)

Demande à l'Assemblée nationale d'avoir une pensée pour Gebrane Tuéni, député et journaliste au moment où sa dépouille quitte l'assemblée nationale libanaise pour être enterrée [14 décembre 2005] (p. 8345)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5505)

Thèmes :

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5506)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5506)

Finances publiques : dette publique (p. 5507)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5506)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5506 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5506 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5507)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5507)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5506)

Sécurité sociale : déficit (p. 5506)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 5

Son adt n° 262 (PACS – droits de mutation à titre gratuit : tarif des droits applicables entre époux) : rejeté (p. 5571)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2005] (p. 6629)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6629)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6635)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6637)
 Drogue : toxicomanie (p. 6638)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6638)
 Produits dangereux : amiante (p. 6637)
 Risques professionnels : prévention (p. 6637)
 Santé : cancer (p. 6635)
 Santé : crédits (p. 6635)
 Santé : politique de la santé (p. 6636)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 6636)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 6269)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 6268)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6268)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6268, 6269)
 Politique sociale : pauvreté (p. 6268)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration" inscrits à l'état B

Son adt n° 87 (crédits de personnel et de fonctionnement des politiques sanitaires et sociales ; redéploiement de crédits) : rejeté (p. 6289)
 Son adt n° 86 (protection maladie ; conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ; redéploiement de crédits) (p. 6291) : rejeté (p. 6292)

Article 89 (financement de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC)

Son adt n° 135 (de suppression) : rejeté (p. 6293)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Son intervention (p. 6676)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 6676)
 Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 6676)
 Emploi : jeunes (p. 6676)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 6676, 6677)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 6676)
 Produits dangereux : amiante (p. 6676)
 Travail : médecine du travail (p. 6676)
 Travail : travailleurs étrangers (p. 6677)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6900)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6906)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5903) : rejetée (p. 5912)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : privatisations (p. 5903)
 Assurance maladie maternité : généralités : conventions avec les praticiens : dépassements d'honoraires (p. 5905)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5905)
 Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5903 et s.)
 Entreprises : allègement des charges (p. 5845)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 5905)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 5905)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5904, 5905)

Famille : politique familiale (p. 5906)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 5906)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 5906)

Personnes âgées : dépendance (p. 5906, 5907)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5904)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5903, 5904)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 5906)

Santé : accès aux soins (p. 5903, 5905)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5904)

Sécurité sociale : déficit (p. 5903)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2004)

Son intervention (p. 5920)

Article 5 (rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5925)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Ses interventions (p. 5926 et s.)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)

Son intervention (p. 5933)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 360 rectifié du Gouvernement (rémunération des salariés ; exonération de cotisations sociales d'un bonus annuel d'un montant maximal de mille euros) (p. 5955)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfiques ; taxe sur la progression du chiffre d'affaire au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 5985)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 5986 et s.)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 5989)

Article 20 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 5992)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission (organismes de sécurité sociale ; agents comptables ; responsabilité) (p. 5994)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Marie Le Guen (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6008)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Son intervention (p. 6010)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 171 de Mme Martine Billard (honoraires médicaux ; notion de "tact et mesure" (p. 6011)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6015)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6035)

Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)

Son intervention (p. 6046)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad t n° 233 troisième rectification du Gouvernement (contrats responsables des organismes de protection complémentaire ; délais dans la mise en œuvre du dispositif) (p. 6050)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)

Son intervention (p. 6054)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6065)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Ses interventions (p. 6067 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6072)

Article 40 (montant pour 2006 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés)

Son intervention (p. 6077)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad t n° 28 de la commission (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6078)

Intervient sur l'ad t n° 81 de M. Philippe Vitel (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6078)

Intervient sur l'ad t n° 95 de M. Dominique Tian (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6078)

Intervient sur l'ad t n° 107 de M. Jean Dionis du Séjour (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6078)

Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)

Son intervention (p. 6087)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) ; [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8067)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-ad t n° 125 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 938)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 16 de Mme Martine Billard (institution d'une contribution de précarité au bénéfice du Fonds de solidarité) (p. 2648)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2936)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4510)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4511)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4510)

Pharmacie et médicaments (p. 4510)

Retraites : généralités : réforme (p. 4510)

Sécurité sociale : déficit (p. 4510 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5042 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'État, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5540 et s.)

Jean BARDET

Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre du comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [J.O. du 13 septembre 2003] (p. 13489)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Elèves. Manifestations, conséquences [12 avril 2006] (p. 2583)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1551, posée le 4 avril 2006. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3485). Appelée le 4 avril 2006. Réhabilitation, Taverny (p. 2400)

DÉBATS

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1304)

Thèmes :

Bioéthique : génétique (p. 1304, 1305)

Recherche : chercheurs (p. 1304, 1305)

Recherche : recherche médicale (p. 1304, 1305)

Brigitte BARÈGES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3104 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [26 octobre 2005] (p. 5885)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole**

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4763)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : fonds de commerce (p. 4764)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4764)

Agroalimentaire : produits : traçabilité (p. 4765)

Baux : fermage (p. 4764)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4894)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4912 et s.)

Son adt n° 1018 (p. 4936)

Après l'article 2

Son adt n° 999 rectifié (droit de préemption des SAFER) (p. 4937) : rejeté (p. 4938)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4976 et s.)

Son ss-adt n° 1000 à l'adt n° 300 de la commission (p. 4983)

Article 25 (bail environnemental)

Ses interventions (p. 5311 et s.)

François BAROIN

Ministre de l'outre-mer

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2617 ratifiant l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 relative au régime communal et au statut des élus de certaines collectivités d'outre-mer et de Nouvelle-Calédonie [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2754 ratifiant l'ordonnance n° 2005-867 du 28 juillet 2005 relative à l'actualisation et à l'adaptation du droit domanial, du droit foncier et du droit forestier applicables en Guyane [14 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Louis-Joseph Manscour. Transports aériens. Accidents. Catastrophe du Venezuela, enquête, conclusion [5 octobre 2005] (p. 4753)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration de la Caraïbe, conséquences [5 octobre 2005] (p. 4754)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [15 novembre 2005] (p. 6755)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [16 novembre 2005] (p. 6890)

M. Bertho Audifax. Outre-mer. Logement [23 novembre 2005] (p. 7412)

M. Bertho Audifax. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1028)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, conséquences, entreprises [14 mars 2006] (p. 1808)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : octroi de mer. Répartition [9 mai 2006] (p. 3176)

M. Eric Jalton. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Abolition de l'esclavage [10 mai 2006] (p. 3242)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Transports routiers, régime juridique [16 mai 2006] (p. 3469)

M. Michel Buillard. Politique extérieure. Pacifique. Sommet France-Océanie [27 juin 2006] (p. 4557)

RÉPONSE AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Vaxès. Outre-mer. Nouvelle-Calédonie. Elections et référendums, élections du congrès et des assemblées de province, calendrier [6 juin 2006] (p. 3962)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Ses interventions (p. 6998, 7005 à 7011)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 7003)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7004)

Collectivités territoriales : ressources (p. 7002)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 7000)

Entreprises : charges : exonérations (p. 7000)

Entreprises : investissements : outre-mer (p. 6999)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7001)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : Guadeloupe (p. 7002)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6999 et s.)

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 7003)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6999, 7003)

Outre-mer : crédits (p. 6999)

Politique sociale : prestations sociales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7002)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : fonds structurels (p. 7002)

Prestations familiales (p. 7002)

Retraites : régime général : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7002)

Réponses aux questions :

Agriculture : fruits et légumes : La Réunion (p. 7006) (M. Christophe Payet) (p. 7007)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : personnes âgées (p. 7010) (M. Christophe Payet) (p. 7010)

Bourses d'études : enseignement secondaire : Mayotte (p. 7008) (M. Mansour Kamardine) (p. 7008)

Entreprises : charges : Mayotte (p. 7008) (M. Mansour Kamardine) (p. 7008)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7008) (M. Mansour Kamardine) (p. 7007)

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 7006) (M. Jean-Claude Lefort) (p. 7006)

Fonctionnaires et agents publics : congés : outre-mer (p. 7011) (Mme Christiane Taubira) (p. 7010)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités : outre-mer (p. 7011) (Mme Christiane Taubira) (p. 7010)

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi : Guadeloupe (p. 7005) (M. Éric Jalton) (p. 7004)

Professions de santé : outre-mer (p. 7010) (M. Éric Jalton) (p. 7010)

Santé : santé publique : Guyane (p. 7009) (Mme Christiane Taubira) (p. 7009)

Santé : santé publique : Martinique (p. 7005) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 7005)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 7011 et s.)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2793)

Thèmes :

Etat civil : reconnaissance d'un enfant naturel (p. 2795)

Etrangers : éloignement du territoire : outre-mer (p. 2795)

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 2794)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2793)

Police : contrôle d'identité : outre-mer (p. 2794)

Travail : travail clandestin : employés de maison (p. 2795)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 29

Son intervention (p. 3177)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3180 et s.)

Article 68 (éloignement d'office des équipages vénézuéliens)

Son intervention (p. 3185)

Article 69 (application à l'ensemble du territoire national des mesures d'éloignement prononcées en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française)

Son intervention (p. 3186)

Article 70 (extension en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte des dispositions relatives à la visite sommaire et à l'immobilisation pour contrôle des véhicules terrestres)

Ses interventions (p. 3187 et s.)

Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)

Ses interventions (p. 3189 et s.)

Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)

Ses interventions (p. 3190 et s.)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 230 de M. Mansour Kamardine (relevé et mémorisation des empreintes digitales et de la photographie des personnes dépourvues de titres lors du franchissement de la frontière à Mayotte) (p. 3191)

Intervient sur l'adt n° 31 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (création de l'Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique) (p. 3191)

Intervient sur l'adt n° 228 rectifié de Mme Juliana Rimane (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3192)

Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (dans les DOM, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192)

Intervient sur l'adt n° 34 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192)

Intervient sur l'adt n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)

Avant l'article 73

Intervient sur l'adt n° 484 de M. Thierry Mariani (modification de l'intitulé du chapitre II) (p. 3194)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Ses interventions (p. 3197, 3204)

Article 74 (modalités de reconnaissance d'un enfant naturel par le père soumis au statut civil de droit local à Mayotte)

Son intervention (p. 3204)

Article 75 (procédure d'opposition du procureur de la République aux reconnaissances d'enfants présumés frauduleuses à Mayotte)

Ses interventions (p. 3205 et s.)

Article 76 (peines encourues par les auteurs de reconnaissances frauduleuses d'enfants à Mayotte)

Son intervention (p. 3207)

Après l'article 76

Intervient sur l'adt n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3207)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Dominique Tian (extension à la Guyane de la procédure d'opposition aux reconnaissances abusives de paternité réservée à Mayotte) (p. 3210)

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Mansour Kamardine (contrôle des documents d'état civil à Mayotte) (p. 3210)

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Mansour Kamardine (reconnaissance par un parent de statut civil de droit local d'un enfant né hors mariage à Mayotte) (p. 3211)

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Mansour Kamardine (célébration du mariage de droit local par l'officier d'état civil à Mayotte) (p. 3211)

Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)

Ses interventions (p. 3213 et s.)

Article 78 (renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte)

Son intervention (p. 3215)

Article 79 (délai de rétention des personnes soumises à une vérification d'identité applicable à Mayotte)

Son intervention (p. 3216)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 319 de M. René Dosière (équipement informatique pour la réforme de l'état civil de Mayotte financé par une dotation exceptionnelle) (p. 3217)

Intervient sur l'adt n° 229 de Mme Juliana Rimane (lutte contre les constructions illégales sur le domaine des collectivités publiques à Mayotte et en Guyane) (p. 3222)

Claude BARTOLONE

*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Papiers d'identité. Carte nationale d'identité et passeport. Délivrance, délais [21 juin 2006] (p. 4405)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1490, posée le 21 mars 2006. Audiovisuel et communication. Radio (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 21 mars 2006. Bande FM, réception des émissions, Est parisien (p. 2071)

DÉBATS**Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 704)

Intervient sur l'adt n° 380 de M. Yves Durand (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 707)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4903)

Philippe BAS

Ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille, auprès du ministre de la santé et des solidarités

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 3183 sur les orientations des finances sociales pour 2007 [22 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Patrick Delnatte. Famille. Politique familiale [12 octobre 2005] (p. 5160)

M. François Dosé. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [26 octobre 2005] (p. 5884)

M. Philippe Vitel. Personnes âgées. Maisons de retraite. Rénovation, financement [9 novembre 2005] (p. 6596)

Mme Françoise de Panafieu. Famille. Familles nombreuses [9 novembre 2005] (p. 6598)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Prestations familiales. Conditions d'attribution. Mineurs étrangers [22 novembre 2005] (p. 7326)

Mme Paulette Guinchard. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge [29 novembre 2005] (p. 7635)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, décrets d'application, publication [29 novembre 2005] (p. 7635)

M. Daniel Prévost. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés [6 décembre 2005] (p. 7927)

M. Bernard Derosier. Prestations familiales. Allocations familiales. Suspension [7 décembre 2005] (p. 7984)

M. Michel Hunault. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés [20 décembre 2005] (p. 8507)

M. Bernard Perrut. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [20 décembre 2005] (p. 8514)

M. François Dosé. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [21 décembre 2005] (p. 8577)

M. Patrick Delnatte. Démographie. Natalité. Statistiques [18 janvier 2006] (p. 112)

Mme Valérie Pecresse. Famille. Contrat de responsabilité parentale [31 janvier 2006] (p. 531)

M. Jean-Pierre Dupont. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Maisons départementales des personnes handicapées, création [22 février 2006] (p. 1088)

M. Jean-Pierre Door. TVA. Taux. Construction de maisons de retraite [22 mars 2006] (p. 2152)

M. Yves Nicolin. Parlement. Ordre du jour. Projet sur la réforme du système de protection de l'enfance [4 avril 2006] (p. 2431)

Mme Béatrice Pavy. Emploi. Politique de l'emploi. Métiers liés au grand âge, valorisation [13 avril 2006] (p. 2690)

M. Jean-Yves Hugon. Enfants. Politique de l'enfance [3 mai 2006] (p. 2862)

Mme Cécile Gallez. Télécommunications. Internet. Enfants, protection [9 mai 2006] (p. 3175)

M. Yves Nicolin. Famille. Adoption. Réforme [17 mai 2006] (p. 3548)

M. Maurice Leroy. Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [31 mai 2006] (p. 3842)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, décrets d'application, publication [31 mai 2006] (p. 3846)

M. Georges Colombier. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan solidarité grand âge [31 mai 2006] (p. 3849)

Mme Chantal Bourragué. Personnes âgées. Journée de solidarité [6 juin 2006] (p. 3988)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Personnes âgées. Journée de solidarité [6 juin 2006] (p. 3990)

M. Jean-Pierre Decool. Handicapés. Enfants. Aidants familiaux, aides de l'État [7 juin 2006] (p. 4049)

M. Yvan Lachaud. Enfants. Crèches et garderies. Financement [27 juin 2006] (p. 4553)

M. Bernard Perrut. Personnes âgées. Politique de la vieillesse [27 juin 2006] (p. 4560)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Médecines parallèles. Ostéopathes. Exercice de la profession, décrets d'application, publication [18 octobre 2005] (p. 5364)

- M. Philippe Vuilque. Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement, Ardennes [18 octobre 2005] (p. 5365)
- Mme Marguerite Lamour. Personnes âgées. Maisons de retraite. Climatisation, réglementation, adaptation [18 octobre 2005] (p. 5359)
- M. Jean Auclair. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Directeurs, revendications [18 octobre 2005] (p. 5362)
- M. Daniel Poulou. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, Pyrénées-Atlantiques [18 octobre 2005] (p. 5362)
- M. Dominique Richard. Famille. Divorce. Médiation familiale, exercice de la profession [18 octobre 2005] (p. 5360)
- M. Jean-Marie Rolland. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession [18 octobre 2005] (p. 5361)
- M. David Habib. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Orthez [6 décembre 2005] (p. 7898)
- M. Claude Leteurre. Système pénitentiaire. Détenus. Troubles mentaux, prise en charge [6 décembre 2005] (p. 7901)
- Mme Jacqueline Fraysse. Sang et organes humains. Dons. Moelle osseuse, développement [6 décembre 2005] (p. 7899)
- M. Georges Colombier. Pharmacie et médicaments. Officines. Création, réglementation [6 décembre 2005] (p. 7901)
- M. Gérard Cherpion. Handicapés. Centres d'aide par le travail (CAT). Création, financement, Vosges [6 décembre 2005] (p. 7902)
- Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [17 janvier 2006] (p. 15)
- M. Louis Cosyns. Associations. Associations d'aide à domicile. Financement [17 janvier 2006] (p. 13)
- M. Philippe-Armand Martin. Pharmacie et médicaments. Pharmaciens. Permanences de nuit, rémunérations, revalorisation [17 janvier 2006] (p. 12)
- M. Jean-Marie Rolland. Prestations familiales. Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF). Convention d'objectifs et de gestion, mise en œuvre [17 janvier 2006] (p. 14)
- M. Alain Gouriou. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [31 janvier 2006] (p. 496)
- M. Jean-Pierre Kucheida. Institutions sociales et médico-sociales. Centres médico-sociaux. Masseurs-kinésithérapeutes, recrutement [31 janvier 2006] (p. 497)
- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Fonctionnement, Montluçon [31 janvier 2006] (p. 494)
- M. Jean Auclair. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, Creuse [31 janvier 2006] (p. 498)
- M. Daniel Mach. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés. Complément, conditions d'attribution [31 janvier 2006] (p. 499)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Fonctionnement, centre hospitalier François-Tosquelles, Saint-Alban-sur-Limagnole [31 janvier 2006] (p. 500)
- M. Vincent Rolland. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Régime de rattachement. Moniteurs de ski [31 janvier 2006] (p. 501)
- M. Antoine Herth. Personnes âgées. Maisons de retraite. Fonctionnement, effectifs de personnel [28 février 2006] (p. 1212)
- M. Philippe-Armand Martin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan Hôpital 2007, Epernay [28 février 2006] (p. 1213)
- M. Jean-Jacques Descamps. Handicapés. Fonctionnement. Financement, maison départementale des personnes handicapées, Indre-et-Loire [28 février 2006] (p. 1214)
- M. Gilles Artigues. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, financement, Loire [28 février 2006] (p. 1216)
- M. François Rochebloine. Santé. Maladies rares. Prise en charge, agénésie dentaire [28 février 2006] (p. 1217)
- M. Jean-Marie Aubron. Sécurité sociale. Cotisations. Exonération, personnes âgées, réglementation, application [28 février 2006] (p. 1218)
- Mme Chantal Brunel. Politique extérieure. Laos. Droits de l'homme [28 février 2006] (p. 1219)
- Mme Janine Jambu. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale : structures administratives. Centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation [28 février 2006] (p. 1220)
- M. Georges Colombier. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, financement [7 mars 2006] (p. 1543)
- M. Olivier Jardé. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, associations, moyens financiers [7 mars 2006] (p. 1545)
- M. Thierry Mariani. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan Hôpital 2012, Valréas [7 mars 2006] (p. 1544)
- Mme Catherine Génisson. Etablissements de santé. Etablissements privés à but non lucratif. Polyclinique d'Hénil-Beaumont, fonctionnement, financement [7 mars 2006] (p. 1546)
- M. Jean-Pierre Abelin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, conséquences, Châtelleraut et Loudun [21 mars 2006] (p. 2065)
- M. Jean-Pierre Dufau. Tourisme et loisirs. Stations thermales. Développement [21 mars 2006] (p. 2066)
- M. Louis-Joseph Manscour. Economie sociale. Mutuelles. Mutuelles de fonctionnaires, fonctionnement, financement [21 mars 2006] (p. 2067)
- M. Henri Sicre. Etablissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire. SROS III, Pyrénées-Orientales [28 mars 2006] (p. 3189)
- M. Yannick Favennec. Sang et organes humains. Dons [28 mars 2006] (p. 2227)
- M. Francis Hillmeyer. Professions de santé. Orthophonistes. Revendications [28 mars 2006] (p. 2228)
- M. Jean-Paul Bacquet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Issoire [28 mars 2006] (p. 2229)
- M. Hervé Morin. Etablissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire. SROS III, Eure [28 mars 2006] (p. 2230)
- M. Jean-Paul Chanteguet. Personnes âgées. Dépendance. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, fonds, répartition, Indre [28 mars 2006] (p. 2232)
- M. Jean-Pierre Brard. Sécurité sociale. URSSAF. Restructuration, conséquences, Paris [28 mars 2006] (p. 2233)
- M. Jean-Jacques Gaultier. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Centre hospitalier Ravenel, fonctionnement, financement, Mirecourt [4 avril 2006] (p. 2407)
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Santé, politique de la santé [4 avril 2006] (p. 2408)
- M. Gilbert Le Bris. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, centre hospitalier de Quimperlé [4 avril 2006] (p. 2409)
- Mme Arlette Franco. Eau. Traitement. Plomb, appareil de filtration, commercialisation [4 avril 2006] (p. 2409)
- M. Alain Rodet. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU). Fonctionnement, financement, Limoges [4 avril 2006] (p. 2410)
- Mme Françoise de Panafieu. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Création, Paris [4 avril 2006] (p. 2411)
- M. Jean Proriol. Handicapés. Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT). Rémunérations [2 mai 2006] (p. 2760)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Sécurité sociale. Organismes. Guichet unique multi branche, statut, Lozère [2 mai 2006] (p. 2761)
- Mme Sylvie Andrieux. Santé. Politique de la santé. Maladies psychiatriques, structures d'accueil [2 mai 2006] (p. 2762)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : La Réunion. Système pénitentiaire, établissements, création [2 mai 2006] (p. 2763)

M. François Rochebloine. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets médicaux. Elimination, réglementation [9 mai 2006] (p. 4790)

M. Jean-Louis Léonard. Handicapés. Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT). Rémunérations [9 mai 2006] (p. 3151)

M. Pascal Terrasse. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Maintien, centre hospitalier de Sainte-Marie, Ardèche [9 mai 2006] (p. 3154)

M. Maxime Gremetz. Santé. Contrôle sanitaire. Laboratoire public départemental, maintien, Somme [30 mai 2006] (p. 3759)

M. René Dosière. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses. Restructuration, Aisne [30 mai 2006] (p. 3761)

M. René André. Assurances. Prêts. Discriminations fondées sur l'état de santé [30 mai 2006] (p. 3762)

M. Gérard Grignon. Outre-mer. Collectivité territoriale : Saint Pierre et Miquelon. Politique sociale [30 mai 2006] (p. 3763)

M. Jean-Marc Roubaud. Institutions sociales et médico-sociales. Centre médico psycho pédagogique (CMPP). Fonctionnement, Bagnols sur Cèze [30 mai 2006] (p. 3764)

M. Thierry Mariani. Institutions sociales et médico-sociales. Création. Service de soins infirmiers à domicile, pertinence, Vaucluse [30 mai 2006] (p. 3765)

M. Jean-Luc Warsmann. Personnes âgées. Maisons de retraite. Rénovation, Vouziers [27 juin 2006] (p. 4526)

M. Gilbert Meyer. Professions de santé. Médecins généralistes. Effectifs de la profession, zones rurales [27 juin 2006] (p. 4526)

M. Louis Giscard d'Estaing. Tourisme et loisirs. Stations thermales. Réglementation [27 juin 2006] (p. 4528)

M. Jean-Jacques Gaultier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, financement, Lamarche [27 juin 2006] (p. 4528)

Mme Geneviève Colot. Etablissements de santé. Hôpitaux. Dourdan [27 juin 2006] (p. 4530)

M. Didier Mathus. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière, centre hospitalier de Montceau-les-Mines [27 juin 2006] (p. 4530)

M. Christian Paul. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière, Nièvre [27 juin 2006] (p. 4531)

M. Thierry Mariani. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [27 juin 2006] (p. 4533)

M. Henri Sicre. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, travaux, financement, Pyrénées-Orientales [27 juin 2006] (p. 4534)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)
Ses interventions (p. 5815, 5852, 5897)

Thèmes :

Agriculture : prestations sociales (p. 5902)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5898)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5852)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5898)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5899)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 5900)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 5900)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5899, 5900)

Personnes âgées : dépendance (p. 5817)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5816, 5900, 5901)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5900, 5901)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5852, 5898)

Professions de santé : médecins (p. 5898)

Professions de santé : médecins à diplômes étrangers (p. 5899)

Retraites : généralités : femmes (p. 5902)

Retraites : généralités : réforme (p. 5817)

Santé : accès aux soins (p. 5816, 5900 et s.)

Sécurité sociale : prélèvements obligatoires (p. 5852)

Sécurité sociale : solidarité (p. 5815 et s., 5852)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5817, 5901)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 5902)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5816)

Sécurité sociale : déficit (p. 5815 et s., 5818)

Sécurité sociale : dépenses (p. 5852)

Sécurité sociale : financement (p. 5818, 5901)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 5901, 5902)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 5898)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 5817)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6064, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Ses interventions (p. 5965 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 151 de Mme Jacqueline Fraysse (industrie pharmaceutique ; incitation à consacrer un tiers au moins du chiffre d'affaires à la recherche ; taxation supplémentaire en cas de manquement) (p. 5984)

Intervient sur l'adt n° 352 de M. Bruno Gilles (industrie pharmaceutique ; contributions spécifiques ; plafonnement) (p. 5984)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 5987 et s.)

Article 22 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5993)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission (organismes de sécurité sociale ; agents comptables ; responsabilité) (p. 5994)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (commission des comptes de la sécurité sociale ; création d'un groupe de travail sur la réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 5995)

Article 26 (prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité – fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois)

Son intervention (p. 5997)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 335 rectifié du Gouvernement (remboursements de soins ; assurés sociaux en affection de longue durée ; remboursement à 100 % ; maintien) (p. 5997)

Intervient sur l'adt n° 336 du Gouvernement (différends sur les protocoles de soins ; conciliateurs des caisses ; modalités de saisine) (p. 5998)

Intervient sur l'adt n° 288 deuxième rectification de M. Pierre-Louis Fagniez (différends sur les honoraires médicaux ; saisine d'un médiateur) (p. 5999)

Intervient sur l'adt n° 45 de la commission des finances (régime étudiant ; rattachement de tous les étudiants y compris ceux qui perçoivent un salaire) (p. 6000)

Intervient sur l'adt n° 16 de la commission (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6002)

Intervient sur l'adt n° 217 rectifié de M. Jean-Luc Préal (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6002)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Marie Le Guen (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de la commission des finances (médicaments ; prix ; mécanisme de révision triennale) (p. 6009)

Intervient sur l'adt n° 48 de la commission des finances (médicaments génériques ; produits d'un même groupe ; prix de vente au public ; alignement sur le produit le moins onéreux) (p. 6009)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Son intervention (p. 6010)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 230 rectifié du Gouvernement (médicaments ; veinotoniques ; déremboursement différé) (p. 6013)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville ; prise en charge) (p. 6014)

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville : rapport au Parlement) (p. 6014)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6015)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Ses interventions (p. 6038 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 229 deuxième rectification du Gouvernement (soins palliatifs à domicile ; assise juridique) (p. 6041)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)

Son intervention (p. 6042)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de Mme Cécile Gallez (logements foyers ; modalités de tarification ; octroi de l'APA en établissement aux occupants) (p. 6044)

Intervient sur l'adt n° 368 du Gouvernement (patients hospitalisés ; soins courants ; évaluation) (p. 6045)

Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)

Son intervention (p. 6046)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Ses interventions (p. 6047 et s.)

Article 35 (modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle)

Son intervention (p. 6049)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 233 troisième rectification du Gouvernement (contrats responsables des organismes de protection complémentaire ; délais dans la mise en œuvre du dispositif) (p. 6049 et s.)

Article 42 (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2006)

Son intervention (p. 6080)

Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)

Ses interventions (p. 6082 et s.)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 110 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (ONDAM ; autorité indépendante chargée de l'élaboration ; prévision des charges hospitalières) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 111 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (ONDAM ; autorité indépendante chargée de l'élaboration ; prévision de l'évolution de l'activité, de la productivité et des coûts hospitaliers) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 370 du Gouvernement (établissements hospitaliers ; prise en compte des créations et des fermetures) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de la commission (établissements hospitaliers ; dotations régionales ; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6085)

Intervient sur l'adt n° 97 rectifié de M. Dominique Tian (établissements hospitaliers ; dotations régionales ; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6085)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Philippe Vitel (établissements hospitaliers ; dotations régionales ; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6085)

Intervient sur l'adt n° 56 de la commission des finances (ONDAM ; cas de dépassement ; réserve de 1 % pour chaque sous-objectif) (p. 6085)

Article 44 (transmission au Parlement des propositions de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie relatives à l'évolution prévisible des charges et des produits des régimes d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6086)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 234 rectifié du Gouvernement (Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; pérennisation) (p. 6086)

Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)

Son intervention (p. 6086)

Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)

Ses interventions (p. 6095 et s.)

Article 48 (objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2006)

Son intervention (p. 6097)

Avant l'article 49

Intervient sur l'adt n° 326 de la commission (rédaction de la Section 3 ; précision ; dépenses liées aux maladies professionnelles) (p. 6098)

Article 49 (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6099)

Article 50 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6101)

Article 51 (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2006)

Son intervention (p. 6101)

Article 52 (adaptation du complément de libre choix d'activité)

Ses interventions (p. 6103 et s.)

Article 53 (allocation journalière de présence parentale)

Son intervention (p. 6105)

Article 54 (maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009)

Son intervention (p. 6108)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7449)

Son intervention (p. 7450)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 7451)
 Politique sociale : dépendance (p. 7451)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 7451)
 Sécurité sociale : financement (p. 7450)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7456)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 7456 et s.)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 7457)

Article 21 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 7457)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Ses interventions (p. 6274, 6285 à 6289)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 6276)

Famille : familles monoparentales (p. 6276)

Famille : politique familiale (p. 6276)

Handicapés : établissements (p. 6274)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 6275)

Personnes âgées : dépendance (p. 6275)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 6274)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 6274)

Politique sociale : solidarité (p. 6274 et s.)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 6276)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 6275)

Réponses aux questions :

Handicapés : allocations et ressources (p. 6287) (M. Georges Colombier) (p. 6287)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6285) (M. Georges Colombier) (p. 6285)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6286) (M. Jean-François Chossy) (p. 6286)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 6287) (M. Pierre Hellier) (p. 6287)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6289 et s.)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 656)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 654)

Famille : aide sociale (p. 658)

Famille : autorité parentale (p. 654, 655)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 654 et s.)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4269)

Ses interventions (p. 4269, 4273, 4277)

Thèmes :

Handicapés : accueil (p. 4277)

Handicapés : enfants (p. 4277)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 4274, 4277)

Handicapés : établissements (p. 4277)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4277)

Handicapés : taux d'invalidité (p. 4277)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 4274)

Politique sociale : solidarité (p. 4274)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4269, 4277)

Retraites : généralités : réforme (p. 4269, 4273)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4269, 4273)

Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 4269)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4273, 4274)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Ses interventions (p. 4470, 4511)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : maîtrise médicalisée des dépenses (p. 4470)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4512)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4470)

Emploi : chômage (p. 4472)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4471, 4511)

Emploi : seniors (p. 4471)

Famille : garde des enfants : crèches et garderies (p. 4511 et s.)

Famille : politique familiale (p. 4472 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : santé (p. 4470)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : transferts de charges (p. 4511)

Retraites : généralités : réforme (p. 4471)

Santé : dépenses : remboursement (p. 4470)

Sécurité sociale : déficit (p. 4472)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 4471)

Sécurité sociale : financement (p. 4511)

Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4471, 4511)

Jacques BASCOU

*Aude (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Exportations. Vins, Etats-Unis [19 octobre 2005] (p. 5437)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1469, posée le 7 mars 2006. Sécurité publique. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2254)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4588)

Thèmes :

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4589)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4589)

Agroalimentaire : viticulture : Australie (p. 4589)

Agroalimentaire : viticulture : Espagne (p. 4589)
 Agroalimentaire : viticulture : États-Unis (p. 4589)
 Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4588)
 Boissons et alcools : vin (p. 4588, 4589)
 Union européenne : Commission : viticulture (p. 4588, 4589)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)
 Son intervention (p. 4591)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]
 Son intervention (p. 4927)

Sylvia BASSOT

*Orne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)
 Son intervention (p. 6825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6825)
 Agriculture : pollution (p. 6825)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6825)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : emploi (p. 6514)

Christian BATAILLE

*Nord (22^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2906 tendant à organiser la gestion durable des déchets radioactifs [28 février 2006]

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les nouvelles technologies

de l'énergie et la séquestration du dioxyde de carbone : aspects scientifiques et techniques [15 mars 2006] (n° 2965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché [11 octobre 2005] (p. 5076)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [31 mai 2006] (p. 3844)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1363, posée le 17 janvier 2006. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 371). Appelée le 17 janvier 2006. Trémois, emploi et activité, Le Cateau (p. 6)

n° 1643, posée le 6 juin 2006. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires (J.O. Questions p. 5725). Appelée le 6 juin 2006. Locodrome, construction, Nord, concertation (p. 3974)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Trouve scandaleux que la Commission européenne utilise comme "élément de chantage" la privatisation du parc nucléaire car ce dernier relève de la sécurité nationale, voire mondiale, et doit rester sous contrôle public ; il demande s'il est vrai que, dans le cadre de la fusion entre GDF et Suez, la France serait responsable du démantèlement des centrales nucléaires belges, en opposition totale avec la conception actuelle de la gestion des déchets [11 septembre 2006] (p. 4863)

Déclare qu'il n'est pas l'auteur d'un rapport préconisant le recours au gaz de lisier de porc contrairement aux affirmations du rapporteur au cours d'une précédente séance et il lui demande de rectifier son erreur [18 septembre 2006] (p. 5219)

Se félicite de la clarification par le Président Debré de ses propos ; par ailleurs, il s'étonne d'entendre certains députés proclamer l'importance de la démocratie parlementaire alors qu'ils ne participent pas au débat [21 septembre 2006] (p. 5354)

Propose au rapporteur, au président de la commission, à M. Loos et à M. Breton un jeu de cartes, sans joker, pour leur permettre de sortir de leur manche de nouvelles "espèces de parade" et "des arguments magiques" [26 septembre 2006] (p. 5538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Son intervention (p. 6312)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6313)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 6313)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 6313)
 Industrie : politique industrielle : Nord-Pas-de-Calais (p. 6313)
 Recherche (p. 6313)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Après l'article 76

Intervient sur l'ad n° 141 du Gouvernement (augmentation du taux de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) (p. 6327)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2281)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) : contrôle parlementaire (p. 2282)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2281)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2281)
 Energie et carburants : installations nucléaires : secret défense (p. 2282)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : privatisations (p. 2282)
 Environnement : changements climatiques (p. 2281)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : sécurité nucléaire (p. 2282)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT)

Son adt n° 238 rectifié : adopté (p. 2355)

Son adt n° 239 (p. 2356)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2537)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2548) : rejetée (p. 2553)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2538, 2549)
 Constitution : article 40 (p. 2538, 2550)
 Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2538, 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Cour des comptes (p. 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : démocratie participative (p. 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2538, 2549)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : organes de gestion (p. 2549)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2549)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2538, 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 2551)
 Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 2537, 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2537, 2548)
 Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2537)
 Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 2548)
 Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : déchets radioactifs (p. 2548)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 2537, 2548)
 Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2548)
 Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2538)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Avant l'article 1er

Son adt n° 77 rectifié (nouvelle rédaction de l'article L. 542-1 du code de l'environnement) : adopté (p. 2588)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2588 et s.)

Ses ss-ads n° 82, 79 et 80 à l'adt n° 4 rectifié de la commission : adoptés (p. 2590)

Après l'article 1er

Son adt n° 83 (instauration d'une concertation avec les élus locaux et la population des sites concernés par tout projet d'installations nucléaires de base) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Ses interventions (p. 2594 et s.)

Son adt n° 84 (p. 2595)

Son adt n° 85 : adopté après modification (p. 2596)

Son adt n° 86 (p. 2597)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2600 et s.)

Son adt n° 88 (p. 2605)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Ses interventions (p. 2606 et s.)

Son adt n° 90 (p. 2606)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)

Son intervention (p. 2611)

Son adt n° 91 (p. 2612)

Article 7 (conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage)

Son adt n° 93 (p. 2694)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2695)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son adt n° 94 (p. 2700)

Ses ss-ads n° 111 et 110 à l'adt n° 25 rectifié de la commission (p. 2700)

Son intervention (p. 2703)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son adt n° 98 (p. 2700)

Ses interventions (p. 2705 et s.)

Son adt n° 96 (p. 2706)

Son adt n° 102 : adopté (p. 2708)

Son adt n° 103 (p. 2708)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs - ANDRA)

Son intervention (p. 2709)

Après l'article 10

Son adt n° 99 (modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2710) : rejeté (p. 2711)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Son intervention (p. 2711)

Après l'article 11

Son adt n° 101 (rapport au Parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de créer un établissement public industriel et commercial dénommé "Fonds de gestion des déchets radioactifs") (p. 2712) : devenu sans objet (p. 2714)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 2722)

Son adt n° 105 (p. 2723)

Après l'article 12

Son adt n° 107 (rapport au parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de transférer la propriété des déchets radioactifs à l'ANDRA) (p. 2725) : rejeté (p. 2726)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son ss-adt n° 112 à l'adt n° 36 rectifié de la commission (p. 2727)

Ses ads n° 108, 109 (p. 2728, 2730)

Titre

Son intervention (p. 2736)

Ses explications de vote (p. 2738)

Abstention du groupe socialiste (p. 2739)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Ses interventions (p. 4290 et s.)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4292) : rejetée (p. 4293)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 4292)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4291, 4292)

Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4292)
Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4290)

Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 4291)

Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)

Article 1er A (principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son adt n° 1 (p. 4293)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son intervention (p. 4294)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son intervention (p. 4295)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation)

Son adt n° 4 (p. 4295)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 4298)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs -ANDRA)

Son adt n° 5 (p. 4298)

Article 11 bis (fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage)

Son adt n° 11 (p. 4299)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 4300)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses interventions (p. 4300 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4251)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4251)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4252)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4251)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4251)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4251)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4251)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4252)

Energie et carburants : tarifs (p. 4251)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4795)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4863)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4795)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 4796)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4795)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4796)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4795)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4796)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4797)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4795)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4796)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4795)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4795)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4795)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4797)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4797)

Environnement : changements climatiques (p. 4795)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4869 et s.)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5122 et s.)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5186 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 398 à 430 présentés par des membres du groupe socialiste (obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 5191)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Son intervention (p. 5201)

Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5206)

Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5206)

Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5206)

Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5219)

Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5221 et s.)

Intervient sur l'adt n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5222)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5228 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5258 et s.)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5274 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son intervention (p. 5298)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5331)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5354)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5360 et s.)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5366 et s.)

Après l'article 6

Son intervention (p. 5446)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)

Son intervention (p. 5455)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5488 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 septembre 2006] (p. 5538)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5649 et s.)

Jean-Claude BATEUX

Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1317, posée le 6 décembre 2005. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 11119). Appelée le 6 décembre 2005. Fonds de solidarité logement, financement (p. 7906)

n° 1641, posée le 6 juin 2006. Voirie. A 150 (J.O. Questions p. 5725). Appelée le 6 juin 2006. Liaison Barentin Croixmare (p. 3974)

François BAYROU

Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie [4 octobre 2005] (p. 4695)

Parlement. Assemblée nationale. Grève de la faim d'un député [22 mars 2006] (p. 2145)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Précise qu'une seconde délibération ne peut avoir lieu qu'à la fin des débats et que le ministre ne s'est pas engagé à ne pas la demander. Il demande de suspendre la délibération pour que chacun prenne la mesure des conséquences de son vote, des modifications que pourrait apporter une seconde délibération éventuelle, et des risques techniques et industriels inhérents au texte [22 décembre 2005] (p. 8688)

S'insurge contre le dispositif de riposte ou de réponse graduée qui introduit dans notre droit la police privée sur Internet. Cette disposition, qui suppose une intrusion dans

les échanges de fichiers, a été introduite par un adt gouvernemental et n'a donc pas fait l'objet d'un examen préalable du Conseil d'Etat. De plus, les explications du ministre sur les logiciels libres sont de nature à renforcer les inquiétudes des internautes [22 décembre 2005] (p. 8712)

Déclare que, contrairement aux affirmations du ministre, les accords conclus entre le ministère de l'éducation nationale et la presse n'ont toujours pas été communiqués aux députés. D'après les dépêches des agences, le Gouvernement reprendrait l'article 1^{er} précédemment retiré. Il rappelle la chronologie de la discussion de ce texte et s'insurge contre cette atteinte à la dignité de l'Assemblée nationale et à la cohérence des débats [8 mars 2006] (p. 1672)

Rapporte que députés et médias considèrent que ce débat est égaré, enlisé, désordonné. Il préconise la suspension des débats et la mise en place d'une mission d'information. L'urgence doit être levée pour permettre aux députés de remplir leur fonction d'élaboration de la loi mais aussi de représentation. De tels enjeux exigent le temps de la réflexion [9 mars 2006] (p. 1686)

Affirme que la procédure est la garantie des droits du Parlement et des citoyens qu'il représente. Si l'article 84 du règlement permet de retirer un article, aucun article dudit règlement ne permet de réintroduire un article retiré. Cette faculté remettrait en cause le droit "sacré" d'amendement. Il demande expressément au Gouvernement s'il a réintroduit l'article 1er par un amendement, ce qui est possible, et rouvrirait, dans ce cas, le droit de sous-amendement [9 mars 2006] (p. 1690)

Arrive du Conseil d'Etat où il a soutenu un référé contre la privatisation illégale des autoroutes. Il a reçu une centaine de messages d'internautes qui se disent, contrairement aux affirmations du vice-président, M. Bur, très intéressés par la procédure, garante des libertés. Il demande au ministre comment il envisage de rapprocher les positions des deux assemblées sur ce texte et lui demande à nouveau de lever l'urgence [9 mars 2006] (p. 1722)

Demande comment un Gouvernement peut à la fois déclarer l'urgence pour éviter la navette et annoncer qu'en cas de désaccord entre les deux assemblées, il ne convoquera pas la commission mixte paritaire. "On ne peut pas engager une nouvelle navette après le vote du Sénat si l'urgence a été déclarée" [9 mars 2006] (p. 1724)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5044)

Thèmes :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5046)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5044)

Voie : Autoroutes de France (p. 5045)

Voie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5044 et s.)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8618)

Son intervention (p. 1582)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1582)

Audiovisuel et communication : vidéo à la demande (p. 1583)

Défense : indépendance nationale : logiciels libres (p. 1583)

Informatique : interopérabilité (p. 1583)

Informatique : logiciels libres (p. 8618, 1582)

Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 1583)

Propriété intellectuelle : copie privée (p. 1583)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8618, 1582)

Télécommunications : Internet : pétitions (p. 8618)
 Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) : police (p. 8618)
 Télécommunications : téléchargement légal (p. 1583)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8688)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8710, 8716)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8712)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur le ss-adt n° 313 de Mme Martine Billard (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1671)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1672)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1686, 1690)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1722, 1724)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1819)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1851)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses adts n°s 369 (de suppression) et 370 (p. 1895, 1898)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1914)

Intervient sur le sous-adt n° 364, deuxième rectification de M. Richard Cazenave (utilisation licite du "peer to peer" non répréhensible) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1916)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses ss-adts n°s 368 et 406 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1934, 1935)

Ses ss-adts n°s 379 rectifié et 412 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1982)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses ss-adts n°s 380 et 407 à l'adt n° 262 du Gouvernement (p. 1990, 1993)

Ses ss-adts n°s 409 et 413 à l'adt n° 262 du Gouvernement (p. 1994)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4674)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4674)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4674)

Ses explications de vote (p. 4693)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4693)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 430)

Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 430)

Ses explications de vote (p. 430)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 430)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et cent quarante et un membres de l'Assemblée nationale

[21 février 2006] (p. 1031)

Son intervention (p. 1035)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1036)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1035)

Emploi : jeunes (p. 1035, 1036)

Entreprises : charges (p. 1037, 1038)

Formation professionnelle : organisation (p. 1037)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 1035)

Retraites : généralités : réforme (p. 1037)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1035 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 1036, 1037)

Travail : négociations (p. 1036)

Travail : précarité (p. 1035)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1037)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Roger-Gérard Schwartzberg ainsi que cent quarante membres de l'Assemblée nationale

[16 mai 2006] (p. 3472)

Son intervention (p. 3476)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de censure (p. 3479 et s.)

Etat : services secrets (p. 3477 et s.)

Etat : Gouvernement (p. 3477)

Etat : Gouvernement : responsabilité (p. 3477)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 3477)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 3479)

Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : députés (p. 3477)

Pays étrangers : Allemagne : Gouvernement (p. 3479)

Politique générale : pluralisme (p. 3479)

Politique générale : affaire Clearstream (p. 3477 et s.)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 3478 et s.)

Président de la République (p. 3477 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention (p. 4724)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires : Iran (p. 4726)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4725)

Pays étrangers : Iran (p. 4725)

Pays étrangers : Israël : génocide (p. 4725)

Pays étrangers : Liban (p. 4725)

Pays étrangers : Soudan (p. 4727)

Relations internationales : guerre : Irak (p. 4726)

Relations internationales : guerre : Israël (p. 4724)

Relations internationales : guerre : Liban (p. 4724)
 Relations internationales : guerre : Palestine (p. 4724)
 Union européenne (p. 4726)

Jean-Claude BEAUCHAUD
Charente (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)

Patrick BEAUDOUIN
Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2737 visant à encourager l'installation de citernes de récupération des eaux pluviales [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2738 tendant à renforcer la présence des gardiens d'immeubles dans certains territoires [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2741 visant à améliorer la coopération intercommunale [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3259 portant modification de certaines dispositions introduites par la loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [6 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Animaux. Parcs zoologiques. Rénovation, bois de Vincennes [7 décembre 2005] (p. 7986)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1372, posée le 17 janvier 2006. Chômage : indemnisation. Réglementation (J.O. Questions p. 372). Appelée le 17 janvier 2006. Collectivités territoriales (p. 10)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 86 (logements mis gratuitement à disposition de personnes handicapées – déficit foncier du fait des dépenses d'entretien et d'adaptation : déductibilité du revenu) (p. 5560) : retiré (p. 5561)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6540)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : handicapés (p. 6541)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6541)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6540, 6541)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6540)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 53)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 53 et s.)

Associations : statuts (p. 54)

Défense : service national (p. 55)

Emploi : jeunes (p. 53 et s.)

Jeunes : volontaires (p. 53)

Tourisme et loisirs : animateurs (p. 55)

Travail : salaires : volontaires (p. 54)

Ses explications de vote (p. 98)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 98)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 169)

Thèmes :

Logement : logement social : Val-de-Marne (p. 169)

Logement : mixité sociale (p. 169)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : construction (p. 169)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 169)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 sexies

Son adt n° 453 (article L. 302-6 du code de la construction : rôle des maires) : rejeté (p. 408)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3380)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : eau (p. 3380)

Eau : fiscalité écologique (p. 3381)

Eau : assainissement : Ile-de-France (p. 3380)

Environnement : changements climatiques (p. 3380)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Son adt n° 596 (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3588) : adopté (p. 3594)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3445)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3446)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3445, 3446)
 Emploi : contrats aidés (p. 3446)
 Emploi : jeunes (p. 3446, 3447)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 3445 et s.)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 3446)

Joël BEAUGENDRE

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IV : Outre-mer (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration de la Caraïbe, conséquences [5 octobre 2005] (p. 4754)
 Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Transports routiers, régime juridique [16 mai 2006] (p. 3469)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1400, posée le 31 janvier 2006. Fonctionnaires et agents publics. Catégorie C (J.O. Questions p. 789). Appelée le 31 janvier 2006. Carrière, réforme (p. 512)
 n° 1562, posée le 4 avril 2006. Outre-mer. DOM : Guadeloupe (J.O. Questions p. 3487). Appelée le 4 avril 2006. Santé, politique de la santé (p. 2408)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Baux : fermage (p. 4840)
 Outre-mer : agriculture (p. 4840)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5288)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 5329)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : pollution : Martinique (p. 6859)
 Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 6859)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6967)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6968)
 Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6967)
 Entreprises : charges : exonérations (p. 6967, 6968)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 6968)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : outre-mer (p. 6968)
 Impôt sur les sociétés : calcul : outre-mer (p. 6972)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 6967)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 6968)
 Outre-mer : crédits (p. 6967)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6942)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2846)

Thèmes :

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) : immigration (p. 2846)
 Etat civil : reconnaissance d'un enfant naturel : détournements (p. 2847)
 Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2846)
 Etrangers : reconduite aux frontières : outre-mer (p. 2846)
 Nationalité : acquisition par mariage : détournements (p. 2847)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 2846)

Jean-Claude BEAULIEU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VII : Défense (soutien de la politique de la défense) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6344)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 6344)
 Défense : renseignement (p. 6344)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7566)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 7566)

Défense : professionnalisation (p. 7566)

Défense : réserves (p. 7566)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad. n° 29 de la commission (possibilité pour les associations d'anciens combattants d'ester en justice en cas de diffamation ou d'injure) (p. 7583)

Pierre BÉDIER

*Yvelines (8^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) (n° 2846) [22 février 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) (n° 2846) [8 mars 2006] (n° 2940)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2481)

Son intervention (p. 2488)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2481)

Constitution : collectivités territoriales (p. 2481, 2489)

Transports urbains : matériel roulant : crédits (p. 2481)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2489)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : compétences (p. 2481)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2481)

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2490)

Son intervention (p. 2490)

Azouz BEGAG

Ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances, auprès du premier ministre

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Axel Poniatowski. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Politique de l'éducation, insertion professionnelle [7 décembre 2005] (p. 7985)

M. André Flajolet. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Egalité des chances [7 février 2006] (p. 798)

M. Axel Poniatowski. Parlement. Lois. Promulgation, loi sur l'égalité des chances [5 avril 2006] (p. 2477)

Mme Geneviève Levy. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, rapport, conclusions [10 mai 2006] (p. 3244)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Martine Lignières-Cassou. Emploi. Insertion professionnelle. Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation (PAIO), personnel, revendications [6 décembre 2005] (p. 7910)

M. André Chassaing. Gendarmerie. Casernes. Construction, financement, Haut Livradois [6 décembre 2005] (p. 7914)

M. Émile Blessig. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Conditions d'attribution [6 décembre 2005] (p. 7911)

M. Daniel Garrigue. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application [6 décembre 2005] (p. 7913)

M. Hugues Martin. Énergie et carburants. Stations-service. Automatisation, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7912)

M. Jacques Remiller. Industrie. Chimie. Emploi et activité, Isère [6 décembre 2005] (p. 7912)

M. Nicolas Perruchot. Enseignement agricole. Fonctionnement. Financement [6 décembre 2005] (p. 7909)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Entreprises. Création. Chèque conseil, financement [17 janvier 2006] (p. 29)

M. René Rouquet. Logement. Logement social. [17 janvier 2006] (p. 28)

M. Gilles Artigues. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Associations, financement [17 janvier 2006] (p. 31)

M. Alain Cortade. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [17 janvier 2006] (p. 32)

M. Jacques Desallangre. Industrie. Machines et appareils électriques. Nexans, emploi et activité, Chauny [17 janvier 2006] (p. 33)

M. François Lamy. Sécurité routière. Permis de conduire. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs [27 juin 2006] (p. 4544)

M. François Liberti. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [27 juin 2006] (p. 4545)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Urbanisme, permis de construire, réglementation [27 juin 2006] (p. 4543)

M. Marc Reymann. Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : services extérieurs. Services départementaux de l'architecture et du patrimoine, fonctionnement [27 juin 2006] (p. 4546)

DÉBATS

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Explication de vote et vote [6 décembre 2005] (p. 7929)

Son intervention (p. 7929)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses interventions (p. 541, 652)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias (p. 654)
 Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 541)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 541)
 Emploi : égalité des chances (p. 541, 542)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 652)
 Emploi : création d'emplois (p. 654)
 Emploi : jeunes (p. 652 et s.)
 Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 542, 653)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 541, 653)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 583 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 913)

Huguette BELLO

*La Réunion (2^{ème} circonscription)
 Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2789 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'épidémie à virus chikungunya à la Réunion, sur les problèmes sanitaires liés à cette maladie et sur les moyens à mettre en œuvre pour l'éradiquer [16 janvier 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [22 février 2006] (p. 1090)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1371, posée le 17 janvier 2006. Outre-mer. DOM : La Réunion (J.O. Questions p. 372). Appelée le 17 janvier 2006. Santé, chikungunya, lutte et prévention (p. 15)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 1017 deuxième rectification : adopté (p. 5330)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6985)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6986)
 Emploi : jeunes : contrats d'accès à l'emploi (p. 6985)
 Entreprises : charges : exonérations (p. 6985)
 Impôt sur les sociétés : calcul : outre-mer (p. 6985)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 6985)
 Services : La Réunion (p. 6986)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)**

Son intervention (p. 7606)

Thèmes :

Etat : devoir de mémoire (p. 7606, 7607)
 Etat : valeurs républicaines (p. 7606)
 Outre-mer : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7608)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)**

Son intervention (p. 7657)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 7657)
 Emploi : chômage : La Réunion (p. 7657)
 Emploi : création d'emplois (p. 7657)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7657)
 Enfants : crèches et garderies (p. 7658)
 Outre-mer : La Réunion (p. 7657)
 Politique sociale : pauvreté (p. 7657, 7658)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)**

Son intervention (p. 8236)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : logement social (p. 8237)
 Emploi : femmes : démission (p. 8237)
 Enfants : protection (p. 8237)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er A (réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires)

Son intervention (p. 194)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 3507)

Jacques-Alain BÉNISTI

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Rapporteur du projet de loi de modernisation de la fonction publique (n° 3134) [8 juin 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de modernisation de la fonction publique (n° 3134) [21 juin 2006] (n° 3173)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Syndicats. Accord [31 janvier 2006] (p. 529)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1313, posée le 18 octobre 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 9595). Appelée le 18 octobre 2005. Plan de gêne sonore, mise en place, modalités (p. 5352)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COORDINATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7270)

Son intervention (p. 7273)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 7273)
Etat : services du Premier ministre (p. 7273)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Son intervention (p. 7281)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7282)
Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7281)
Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7281)
Fonction publique territoriale : effectifs (p. 7282)
Fonction publique territoriale : modernisation (p. 7282)
Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 7281)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 7281)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Ses interventions (p. 4622, 4634)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 4624, 4635)
Fonctionnaires et agents publics : activités privées lucratives : incompatibilités (p. 4623)
Fonctionnaires et agents publics : commissions administratives paritaires (p. 4624)
Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 4623)
Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 4623, 4635)
Fonctionnaires et agents publics : grille indiciaire : catégorie C (p. 4623)
Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : remboursement (p. 4623)
Formation professionnelle : droit individuel à la formation : fonctionnaires et agents publics (p. 4622, 4635)
Syndicats : politique contractuelle (p. 4634)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 1er (création d'un congé pour validation des acquis de l'expérience et d'un congé pour bilan professionnel)

Son intervention (p. 4637)

Après l'article 1er

Intervient sur les adts n°s 3 et 4 de la commission (coordination) (p. 4637)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 4639)

Article 3 (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics)

Son intervention (p. 4639)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (coordination) (p. 4641)

Article 4 (coordinations)

Son intervention (p. 4641)

Article 5 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction publique de l'Etat)

Ses interventions (p. 4641 et s.)

Article 6 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction publique hospitalière)

Ses interventions (p. 4642 et s.)

Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition)

Ses interventions (p. 4643 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (mise à disposition des agents de la fonction publique territoriale auprès des services de l'Etat) (p. 4645)

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (mise à disposition des agents de la fonction publique hospitalière auprès des services de l'Etat) (p. 4645)

Article 9 (entrée en vigueur des nouvelles mesures relatives aux mises à disposition)

Son intervention (p. 4646)

Article 10 (encadrement du départ des agents publics vers le secteur privé)

Ses interventions (p. 4646 et s.)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Ses interventions (p. 4648 et s.)

Article 12 (application du délai de deux ans au contrôle de la commission de déontologie sur les chercheurs collaborant avec des entreprises privées)

Son intervention (p. 4850)

Article 13 (redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions)

Ses interventions (p. 4650 et s.)

Article 14 (possibilité de service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise)

Son intervention (p. 4652)

Article 16 (abrogation du décret-loi du 29 octobre 1936 et suppression des règles de cumul plus restrictives applicables aux agents à temps partiel)

Son intervention (p. 4653)

Article 17 (coordinations au sein du code du travail)

Son intervention (p. 4653)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (rémunération du fonctionnaire équivalente à celle d'un temps complet pour un cumul d'emplois à temps non complet dans les zones de revitalisation rurale) (p. 4653)

Avant l'article 18

Intervient sur l'adt n° 117 de la commission (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 86 du Gouvernement (non prise en compte des agents non permanents dans les effectifs des centres de gestion pour la détermination de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4655)

Intervient sur l'adt n° 87 du Gouvernement (non prise en compte des emplois d'une durée inférieure à six mois dans les effectifs des trois fonctions publiques pour la détermination de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4655)

Article 23 (modification du mode de calcul de la pension de retraite des fonctionnaires handicapés)

Son intervention (p. 4655)

Article 24 (modification des règles relatives au congé de présence parentale des militaires)

Son intervention (p. 4655)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 85 du Gouvernement (accès au grade de conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel par la voie du tour extérieur) (p. 4656)

Intervient sur l'adt n° 91 rectifié du Gouvernement (détachement sur demande des fonctionnaires titulaires d'un mandat mutualiste avec attributions permanentes) (p. 4656)

Intervient sur l'adt n° 90 du Gouvernement (financement conforme au droit communautaire par les personnes publiques de garanties de protection sociale complémentaire pour leurs agents) (p. 4656)

Intervient sur l'adt n° 89 du Gouvernement (temps partiel thérapeutique des fonctionnaires) (p. 4656)

Intervient sur l'adt n° 119 du Gouvernement (affiliation aux régimes spéciaux des fonctionnaires de Mayotte) (p. 4657)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jean-Yves Le Déaut (suspension pendant l'exercice d'un mandat local de la durée d'inscription sur une liste d'aptitude pour l'accès à la fonction publique territoriale) (p. 4657)

Article 26 (entrée en vigueur des dispositions de la loi - application de certaines dispositions à la commune et au département de Paris et aux fonctionnaires de La Poste et de France Télécom)

Son intervention (p. 4658)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 120 du Gouvernement (recrutement d'agents non titulaires en contrat à durée indéterminée par le Centre national de la cinématographie) (p. 4658)

Intervient sur l'adt n° 88 du Gouvernement (extension rétroactive d'une revalorisation statutaire aux magistrats de l'Ecole nationale de la magistrature) (p. 4658)

Intervient sur l'adt n° 84 du Gouvernement (adoption par ordonnance de la partie législative du code général de la fonction publique) (p. 4658)

Jean-Louis BERNARD

*Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VI : Défense (préparation et emploi des forces air) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Apprentissage. Abaissement de l'âge requis, conséquences [30 mai 2006] (p. 3784)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6341)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air (p. 6341)

Défense : avions (p. 6342)

Défense : crédits : armée de terre (p. 6341)

Union européenne : politique de la défense (p. 6342)

Marc BERNIER

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, organisation, bilan [21 décembre 2005] (p. 8576)

Santé. Sida. Lutte et prévention [4 avril 2006] (p. 2432)

Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [21 juin 2006] (p. 4402)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4851)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4851)

Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 4851)

Agriculture : installation (p. 4851)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4852)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7565)

Thèmes :

Défense : réserves (p. 7565)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7566)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 7565)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Son intervention (p. 7573)

André BERTHOL
Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Aides de l'Etat [29 novembre 2005] (p. 7635)

Jean-Michel BERTRAND
Ain (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2655 visant à mieux qualifier certains comportements particulièrement dangereux au volant [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Permis de conduire. Un euro par jour, modalités [11 octobre 2005] (p. 5080)

Elevage. Volailles. Aviculteurs, revendications [28 février 2006] (p. 1245)

Elevage. Volailles. Grippe aviaire, lutte et prévention, Dombes [17 mai 2006] (p. 3542)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 6211)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFÎTF) (p. 6211)

Léon BERTRAND
Ministre délégué au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
Mme Arlette Franco. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme [25 janvier 2006] (p. 343)

M. Robert Lamy. Enfants. Protection. Tourisme sexuel, lutte et prévention [28 juin 2006] (p. 4619)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE
M. Augustin Bonrepaux. Transports ferroviaires. Ligne Toulouse Latour-de-Carol. Réfection [6 décembre 2005] (p. 7894)

M. René André. Mer et littoral. Aménagement du littoral. Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, réglementation, application [6 décembre 2005] (p. 7897)

M. Bruno Bourg-Broc. Sécurité routière. Eclairage de la voirie. RN 44, Châlons-en-Champagne [6 décembre 2005] (p. 7896)

M. Étienne Mourrut. Transports ferroviaires. Ligne à grande vitesse double fret [6 décembre 2005] (p. 7896)

M. Marc Reymann. Transports aériens. Aéroport de Strasbourg. Taxes, montant [6 décembre 2005] (p. 7897)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [6 décembre 2005] (p. 7895)

M. Bernard Deflesselles. Transports ferroviaires. Ligne Marseille Aubagne. Travaux d'aménagement, calendrier [7 février 2006] (p. 782)

Mme Pascale Gruny. Impôts et taxes. Politique fiscale. Véhicules non polluants, développement [7 février 2006] (p. 783)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Voirie. A 31. Poids lourds, circulation, aménagement [7 février 2006] (p. 783)

M. William Dumas. Sécurité routière. Départements. Plans régionaux d'aménagements de sécurité, financement [7 février 2006] (p. 784)

M. Étienne Mourrut. Industrie. Produits minéraux non métalliques. Industrie cimentière, emploi et activité, Beaucaire [7 février 2006] (p. 785)

Mme Geneviève Colot. Voirie. RN 20. Saturation, Essonne [30 mai 2006] (p. 3775)

M. Dino Cineri. Agriculture. Arboriculteurs. Aides de l'Etat [30 mai 2006] (p. 3776)

M. Alain Venot. Agriculture. Politique agricole. Aides nationales et communautaires, versement, délais [30 mai 2006] (p. 3777)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Ses interventions (p. 6465, 6506 à 6518)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 6466)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6466)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 6465)

Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 6467)

Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 6466)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6466)

TVA : taux réduit : restauration (p. 6466)

Réponses aux questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement : sécurité (p. 6515) (M. Jean-Claude Guibal) (p. 6514)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6507) (M. Bernard Perrut) (p. 6507)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 6506) (M. Léonce Deprez) (p. 6506)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 6518) (M. Yves Censi) (p. 6517)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 6517) (M. Michel Lejeune) (p. 6517)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7868)

Ses interventions (p. 7868, 7872)

Thèmes :

Eau : assainissement : littoral (p. 7872)

Tourisme et loisirs : codification (p. 7868)

Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 7872)

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Article 1er quater (rétablissement de l'article 54 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne)

Son intervention (p. 7873)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (classement des communes touristiques et des communes classées sous le label "stations") (p. 7874)

Intervient sur le sous-adt n° 24 du Gouvernement (bénéfice des conditions d'éligibilité étendu aux communes de la Guyane) à l'adt n° 3 rectifié de la commission (p. 7874)

Article 4 (rectification d'une erreur matérielle dans le code du tourisme)

Son intervention (p. 7875)

Article 5 (extension à Mayotte du code du tourisme avec aménagements)

Son intervention (p. 7875)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (définition des chambres d'hôtes) (p. 7875)

Article 8 bis (conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques)

Ses interventions (p. 7875 et s.)

Article 9 (établissement des servitudes pour l'aménagement des sports de montagne)

Son intervention (p. 7876)

Article 14 (mise en place d'une redevance pour l'entretien des sites accueillant les activités sportives nordiques non motorisées)

Son intervention (p. 7877)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Ses interventions (p. 2493, 2498)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : tourisme et loisirs (p. 2499)

Tourisme et loisirs : codification (p. 2494)

Tourisme et loisirs : caravanning : impôts locaux (p. 2498)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 2492)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2499)

Travail : travail saisonnier : conditions de travail (p. 2498)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2499)

Article 10 (règles relatives aux activités touristiques en milieu rural)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2499)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Thème :

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 420 et s., 430)

Xavier BERTRAND

Ministre de la santé et des solidarités

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2556 ratifiant l'ordonnance n° 2005-804 du 18 juillet 2005 relative à diverses mesures de simplification en matière de sécurité sociale [5 octobre 2005]

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [12 octobre 2005]

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [14 novembre 2005]

Projet de loi n° 2697 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1112 du 1er septembre 2005 relative aux établissements publics nationaux à caractère sanitaire et aux contentieux en matière de transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [23 novembre 2005]

Projet de loi n° 2698 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1112 du 1er septembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé et à certains personnels de la fonction publique hospitalière [23 novembre 2005]

Projet de loi n° 2866 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005 relative à la création du régime social des indépendants [8 février 2006]

Projet de loi n° 2867 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants [8 février 2006]

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [3 mai 2006]

Déclaration du Gouvernement n° 3183 sur les orientations des finances sociales pour 2007 [22 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [4 octobre 2005] (p. 4698)

M. Bruno Bourg-Broc. Sécurité sociale. Equilibre financier. Cour des comptes, rapport, conclusions [5 octobre 2005] (p. 4750)

Mme Bérengère Poletti. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [5 octobre 2005] (p. 4752)

M. Gérard Bapt. Assurance maladie maternité : prestations. Frais chirurgicaux. Franchise de 18 euros [11 octobre 2005] (p. 5078)

M. Daniel Paul. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [19 octobre 2005] (p. 5432)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : prestations. Frais chirurgicaux. Franchise de 18 euros [25 octobre 2005] (p. 5803)

M. Jean-Michel Dubernard. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [25 octobre 2005] (p. 5804)

Mme Cécile Gallez. Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'examen. Ostéodensitométrie [25 octobre 2005] (p. 5806)

Mme Jacqueline Fraysse. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [6 décembre 2005] (p. 7921)

M. Marc Bernier. Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, organisation, bilan [21 décembre 2005] (p. 8576)

M. Bruno Le Roux. Etablissements de santé. Centres de santé. Croix-Rouge, Seine-Saint-Denis [18 janvier 2006] (p. 110)

M. Marc Joulaud. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 janvier 2006] (p. 111)

M. Richard Mallié. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [25 janvier 2006] (p. 342)

M. Pierre-Louis Fagniez. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [1^{er} février 2006] (p. 600)

Mme Liliane Vaginay. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [7 février 2006] (p. 799)

M. Michel Voisin. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1027)

M. Jean-Luc Prél. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme [22 février 2006] (p. 1083)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [22 février 2006] (p. 1090)

M. Bertho Audifax. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [28 février 2006] (p. 1246)

M. Étienne Mourrut. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [1^{er} mars 2006] (p. 1321)

Mme Josette Pons. Santé. Epidémies. Veille sanitaire [8 mars 2006] (p. 1625)

M. Gérard Bapt. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [15 mars 2006] (p. 1876)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [15 mars 2006] (p. 1877)

M. Daniel Fidelin. Sécurité sociale. Equilibre financier. Réforme [29 mars 2006] (p. 2309)

M. Alain Marty. Santé. Vaccinations. BCG, obligation, pertinence [29 mars 2006] (p. 2315)

M. Marc Bernier. Santé. Sida. Lutte et prévention [4 avril 2006] (p. 2432)

M. Bertho Audifax. Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [5 avril 2006] (p. 2475)

M. Yannick Favennec. Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [5 avril 2006] (p. 2479)

Mme Juliana Rimane. Outre-mer. DOM : Guyane. Santé, dengue, lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2688)

M. Gérard Bapt. Santé. Cancer. Lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2689)

M. Pierre Amouroux. Santé. Politique de la santé. Cancer, lutte et prévention [2 mai 2006] (p. 2779)

Mme Françoise de Panafieu. Santé. Protection. Régimes amaigrissants, contrôle [2 mai 2006] (p. 2781)

M. Pierre Hellier. Professions de santé. Médecins généralistes. Effectifs de la profession, zones rurales [9 mai 2006] (p. 3171)

M. André Chassaing. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [10 mai 2006] (p. 3238)

M. Jacques Le Guen. Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, mise en œuvre [10 mai 2006] (p. 3241)

M. Olivier Jardé. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [17 mai 2006] (p. 3541)

M. Luc Chatel. Assurances. Prêts. Discriminations fondées sur l'état de santé [30 mai 2006] (p. 3876)

M. Pascal Ménage. Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [31 mai 2006] (p. 3847)

M. Jérôme Bignon. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [6 juin 2006] (p. 3991)

M. Claude Leteurtre. Professions de santé. Chirurgiens. Revendications [21 juin 2006] (p. 4401)

Mme Martine David. Retraites : généralités. Financement. Fonds de réserve, financement, bilan [21 juin 2006] (p. 4403)

Mme Christine Boutin. Retraites : généralités. Réforme. Droit à l'information sur la retraite, mise en œuvre [27 juin 2006] (p. 4556)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier [28 juin 2006] (p. 4613)

M. Jean-Pierre Door. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [28 juin 2006] (p. 4617)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Jacques Gaultier. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Construction, Vosges [20 décembre 2005] (p. 8492)

M. Jean-Yves Cousin. Etablissements de santé. Développement. Structures, alternatives à l'hospitalisation [20 décembre 2005] (p. 8493)

M. Jacques Desallangre. Institutions sociales et médico-sociales. Croix Rouge française. Restructuration, conséquences [20 décembre 2005] (p. 8494)

M. Pierre Cohen. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), création, Ramonville-Saint-Agne [20 décembre 2005] (p. 8495)

Mme Geneviève Gaillard. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, effectifs de personnel [20 décembre 2005] (p. 8496)

M. Didier Quentin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Royan [20 décembre 2005] (p. 8491)

Mme Anne-Marie Comparini. Prestations familiales. Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Conventions d'objectifs et de gestion [7 février 2006] (p. 770)

M. André Chassaing. Etablissements de santé. Maternités. Maintien, Ambert [7 février 2006] (p. 771)

M. Jean-Marc Roubaud. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Automédication, évaluation du service rendu, reconnaissance [7 février 2006] (p. 769)

M. Michel Raison. Santé. Aide médicale urgente. Service médical d'urgence (SMUR), Luxeuil-les-Bains [7 février 2006] (p. 769)

M. Jean-Jacques Gaultier. Etablissements de santé. Services d'urgence. Organisation, Vosges [6 juin 2006] (p. 3966)

M. Jean-Pierre Grand. Handicapés. Intégration en milieu scolaire [6 juin 2006] (p. 3967)

M. Dominique Paillé. TVA. Exonération. Prix de journée, lieux de vie et d'accueil [6 juin 2006] (p. 3969)

M. Christian Vanneste. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Handicapés mentaux, Nord Pas-de-Calais [6 juin 2006] (p. 3968)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Radiologie, échographies, nomenclature des actes [20 juin 2006] (p. 4314)

M. Daniel Paul. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses primaires. Restructuration, conséquences [20 juin 2006] (p. 4316)

M. François Dosé. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Hôpitaux de proximité, Bar-le-Duc [20 juin 2006] (p. 4313)

M. Frédéric Dutoit. Culture. Théâtre Toursky. Subventions, Marseille [20 juin 2006] (p. 4317)

M. Jean-Yves Cousin. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte [20 juin 2006] (p. 4312)

M. Patrick Delnatte. Famille. Filiation. Conseil national pour l'accès aux origines personnelles, fonctionnement [20 juin 2006] (p. 4315)

M. Jean-Marie Rolland. Enseignement secondaire. Collèges. Création, Seignelay [20 juin 2006] (p. 4317)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Gérard Bapt : précise que les moyens de l'INPES seront reconduits au même montant de 2005 à 2006 [28 octobre 2005] (p. 6073)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)
 Ses interventions (p. 5812, 5835, 5907)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5907)
 Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5908)
 Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5812, 5835)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5813, 5908)
 Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5813)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5814)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5813)
 Professions de santé : médecin traitant (p. 5813)
 Professions de santé : médecins (p. 5814)
 Santé : accès aux soins (p. 5814, 5815)
 Sécurité sociale : solidarité (p. 5812)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5907)

Sécurité sociale : déficit (p. 5812 et s., 5907)

Sécurité sociale : dépenses (p. 5812 et s.)

Sécurité sociale : financement (p. 5812 et s.)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 5907)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2004)

Son intervention (p. 5920)

Article 3 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 5922)

Article 4 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Ses interventions (p. 5923 et s.)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Ses interventions (p. 5927 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 4 de la commission (accroissement de la contribution de la CNSA au financement des actions en faveur des handicapés afin d'accélérer la mise en œuvre du plan autisme) (p. 5930)

Article 7 (rectification pour l'année 2005 des objectifs de dépenses de branche des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5931)

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Ses interventions (p. 5932 et s.)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)

Son intervention (p. 5934)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers) (p. 5935)

Intervient sur l'ad t n° 147 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 5936)

Intervient sur l'ad t n° 146 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 5937)

Article 12 (conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail et aux dirigeants de société en cas de départ forcé)

Ses interventions (p. 5938 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 150 de Mme Jacqueline Fraysse (abrogation des dispositions législatives supprimant le lien entre les allègements de cotisations accordées aux entreprises et les créations d'emploi) (p. 5940)

Article 13 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire)

Ses interventions (p. 5941 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 109 rectifié de Mme Françoise Branget (exonération de charges sociales du remboursement par l'employeur de frais professionnels des chauffeurs routiers ; dépenses de téléphonie mobile) (p. 5953)

Intervient sur l'ad t n° 40 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers responsable ;

indemnité forfaitaire pour frais de dossier au profit des caisses d'assurance maladie ; relèvement) (p. 5954)

Intervient sur l'ad t n° 360 rectifié du Gouvernement (rémunération des salariés ; exonération de cotisations sociales d'un bonus annuel d'un montant maximal de mille euros) (p. 5954)

Intervient sur l'ad t n° 142 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5956)

Intervient sur l'ad t n° 347 de M. Jean-Marie Le Guen (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5957)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5957)

Intervient sur le sous-ad t n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'ad t n° 42 de la commission des finances (p. 5957)

Intervient sur l'ad t n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfiques ; taxe sur la progression du chiffre d'affaire au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Ses interventions (p. 5989 et s.)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)

Ses interventions (p. 6003, 6006)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Son intervention (p. 6011)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 171 de Mme Martine Billard (honoraires médicaux ; notion de "tact et mesure" (p. 6012)

Intervient sur l'ad t n° 157 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments innovants ; inscription sur la liste des produits remboursables) (p. 6012)

Intervient sur l'ad t n° 158 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments insuffisamment efficaces ; retrait de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 6013)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6017)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 6029 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 121 troisième rectification de M. Jean-Marie Le Guen (honoraires médicaux ; dépassement ; caractère d'abus d'autorité) (p. 6036)

Intervient sur l'ad t n° 52 de la commission des finances (honoraires médicaux ; dépassement ; rapport de l'IGAS au Parlement) (p. 6037)

Intervient sur l'ad t n° 191 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (honoraires médicaux ; dépassement ; rapport de l'IGAS au Parlement) (p. 6037)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)

Son intervention (p. 6055)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad t n° 54 de la commission des finances (médicaments remboursés à un taux de 35 % ou de 15 % ; suppression de la possibilité de remboursement à 100 % par l'assurance maladie) (p. 6065)

Intervient sur l'ad t n° 175 de Mme Martine Billard (évaluation par la commission des comptes de la sécurité

sociale des recettes tirées de la participation forfaitaire non remboursable des assurés) (p. 6065)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Son intervention (p. 6069)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) (p. 6072)

Article 39 (pérennisation, élargissement des missions et montant de la dotation pour 2006 du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Ses interventions (p. 6074 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Philippe Vitel (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Dominique Tian (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Jean Dionis du Séjour (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Article 41 (contribution pour 2006 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Jean-Luc Préel (p. 6078)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 59 deuxième rectification de la commission des finances (carte Sésam-vitale ; vérification en ligne) (p. 6079)

Intervient sur le sous-adt n° 369 du Gouvernement (modalités d'application) à l'adt n° 59 deuxième rectification de la commission des finances (p. 6079)

Article 55 (financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille)

Son intervention (p. 6110)

Explications de vote et vote [2 novembre 2005] (p. 6129)

Son intervention (p. 6129)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Ses interventions (p. 6646, 6650 à 6655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 6647)

Santé : organisation (p. 6649)

Santé : outre-mer (p. 6647)

Santé : accès aux soins (p. 6649)

Santé : cancer (p. 6647)

Santé : douleur (p. 6648)

Santé : maladies (p. 6647 et s.)

Santé : obésité (p. 6648)

Santé : politique de la santé (p. 6646)

Santé : prévention (p. 6647)

Santé : sida (p. 6647)

Réponses aux questions :

Départements : Hauts-de-Seine : établissements de santé (p. 6651) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 6650)

Établissements de santé : établissements privés : Loire (p. 6655) (M. Gilles Artigues) (p. 6654)

Établissements de santé : hôpitaux : fonctionnement (p. 6655) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 6655)

Outre-mer : Polynésie française : politique de la santé (p. 6650) (Mme Béatrice Vernaudon) (p. 6649)

Produits dangereux : amiante : cancer (p. 6654) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6653)

Professions de santé : internes (p. 6652) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 6652)

Santé : maladies (p. 6651) (M. François Rochebloine) (p. 6651)

Santé : maladies : Seine-Saint-Denis (p. 6653) (M. François Asensi) (p. 6652)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6801)

Son intervention (p. 6801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : prévention (p. 6801)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6801)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Article 87 (taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé - AFSSAPS)

Son intervention (p. 6807)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Ses interventions (p. 6840, 6845)

Thèmes :

Eau : qualité (p. 6841)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6845)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6840)

Sang et organes humains : produits humains (p. 6840)

Sang et organes humains : transfusion sanguine : indemnisation (p. 6842)

Santé : organismes (p. 6846)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6840)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 6840)

Santé : agences sanitaires (p. 6840)

Santé : politique de la santé (p. 6841)

Santé : prévention (p. 6841)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6840 et s.)

Santé : veille sanitaire (p. 6840 et s.)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6272)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6272)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6272)

Famille : pauvreté (p. 6274)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6274)

Personnes âgées : dépendance (p. 6274)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 6272)

Politique sociale : solidarité (p. 6272 et s.)

Produits dangereux : amiante (p. 6273)

Professions sociales : carrière (p. 6273)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6273)

Réponses aux questions :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6279) (Mme Marie-George Buffet) (p. 6279)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6292)

Article 89 (financement de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC)

Son intervention (p. 6293)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Ses interventions (p. 420, 429)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales : organisation (p. 420 et s.)

Professions de santé : infirmiers : établissements de santé (p. 421, 429)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 420, 421)

Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 420)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 420, 421, 429, 430)

Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 420, 422, 429)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4125)

Thèmes :

- Enfants : crèches et garderies (p. 4127)
- Professions de santé : déontologie (p. 4126, 4127)
- Professions de santé : infirmiers (p. 4125 et s.)
- Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4127)
- Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4126, 4127)
- Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 4126)
- Professions de santé : ordre professionnel : fonctionnement (p. 4126)
- Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4125 et s.)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)*Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)*

Ses interventions (p. 4129 et s.)

Article 2 (conditions d'exercice de la profession d'infirmier)

Ses interventions (p. 4140 et s.)

Article 3 (dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers)

Son intervention (p. 4140)

Article 6 (dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers)

Son intervention (p. 4141)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 32 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur la proposition de remplacement du Conseil supérieur des professions paramédicales par une nouvelle structure interdisciplinaire composée de divers acteurs de la santé) (p. 4141)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4143)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007**[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)**

Son intervention (p. 4467)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités : maîtrise médicalisée des dépenses (p. 4468)
- Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4467 et s.)
- Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4468 et s.)
- Pharmacie et médicaments (p. 4468)
- Santé : prévention (p. 4469)
- Sécurité sociale : déficit (p. 4467 et s.)
- Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4467)

Véronique BESSE

Vendée (4^{ème} circonscription)
Non inscrite

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2735 tendant à instaurer un service minimum dans les transports publics en cas de grève [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3264 visant à interdire l'organisation de "rave party" [6 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2836)

Thèmes :

- Etrangers : communautarisme (p. 2836)
- Etrangers : politique de l'immigration (p. 2836)

Jean-Yves BESSELAT

Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XIII : Transports (sécurité et affaires maritimes) (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Attitude des opérateurs [19 octobre 2005] (p. 5438)

Transports par eau. Transports maritimes. Développement [28 mars 2006] (p. 2256)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6197)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6198)
- Transports par eau : immatriculation des navires (p. 6197)
- Transports par eau : ports maritimes (p. 6198)
- Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 6197)
- Transports par eau : transports maritimes (p. 6197)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)*Après l'article 24*

Son adt n° 307 (groupements d'intérêts fiscaux au titre de la construction de navires : simplification du régime) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8104)

Après l'article 26

Son adt n° 3 (ports autonomes maritimes – dividendes versés à l'Etat : application du régime des établissements publics de l'Etat) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8107)

Éric BESSON

Drôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 13724)

Cesse d'appartenir au comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 3 décembre 2005] (p. 18725)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat [11 octobre 2005] (p. 5074)

Energie et carburants. EDF. Ouverture du capital [25 octobre 2005] (p. 5801)

Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 795)

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1239)

Etat. Fonctionnement. Affaire Clearstream [9 mai 2006] (p. 3172)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Reproche au ministre du budget d'avoir laissé entendre que Mme Pascale Gruny, apparentée UMP, "se serait laissée instrumentaliser" par le groupe socialiste [21 octobre 2005] (p. 5642)

Estime que le ministre du budget a mis en cause les partis politiques et rappelle que leur rôle est reconnu par la Constitution, fait observer que la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle avait été compensée et que les propos du ministre ont porté atteinte au caractère national du mandat parlementaire [16 novembre 2005] (p. 6902)

Regrette que le débat sur les OPA ait été interrompu pendant dix jours [16 mars 2006] (p. 1995)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son intervention (p. 5634)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5641)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5642)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5673 et s., 5681)

Après l'article 20

Son adt n° 260 précédemment réservé (redevance audiovisuelle - étudiants boursiers : exonération) : rejeté (p. 5749)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : Drôme (p. 6861)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6902)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6907)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7312)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 30

Son adt n° 221 (étudiants boursiers – redevance audiovisuelle : exonération) : rejeté (p. 8122)

Son adt n° 220 (redevance audiovisuelle – double imposition : remboursement) (p. 8122) : rejeté (p. 8123)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1487) : rejetée (p. 1493)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1497)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : adts (p. 1489 et s.)

Entreprises : actionariat salarié (p. 1489, 1491)

Entreprises : fonds propres : fonds de pension français (p. 1489)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 1491)

Entreprises : patriotisme économique (p. 1488 et s.)

Entreprises : recherche et développement : contrôle (p. 1488)

Entreprises : salariés : comités d'entreprise (p. 1489)

Etat (p. 1489, 1497)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1489 et s., 1499)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : emploi (p. 1488)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1489, 1498)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : pays étrangers (p. 1489, 1491)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1488)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 1489)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1489)

Sociétés : actionnaires (p. 1488 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 1498)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 1489)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - contrôle de l'OPA - interdiction du dessaisissement sans accord préalable du ministre de l'économie) (p. 1510)

Après l'article 2

Son adt n° 15 (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) : rejeté (p. 1512)

Article 7 (information du personnel)

Son intervention (p. 1515)

Ses adts n° 16 à 19 (p. 1516, 1517)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère

de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1519)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Ses adts n^{os} 23, 26 rectifié, 27 (p. 1995 et s.)

Son intervention (p. 2001)

Article 11 (clause de réciprocité)

Son adt n^o 25 (p. 2002)

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5083 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5528 et s.)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1538, posée le 28 mars 2006. Enseignement supérieur. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3192). Appelée le 28 mars 2006. Financement, pôle universitaire de Valence (p. 2235)

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [5 octobre 2005] (p. 4747)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n^o 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Son adt n^o 270 (institution d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle

au profit des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur contribuant à la réalisation d'ITER) : rejeté (p. 8136)

Déclaration du Gouvernement n^o 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8259)

Thèmes :

Emploi (p. 8261)

Politique économique : mondialisation (p. 8261)

Politiques communautaires : budget (p. 8259 et s.)

Recherche (p. 8259)

TVA : taux réduit (p. 8260)

Union européenne : directives : services (p. 8260)

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2474)

Fonctionnaires et agents publics. Effectifs [14 juin 2006] (p. 4199)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports (p. 6211)

Sécurité routière (p. 6210)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6210)

Transports : transport combiné (p. 6210)

Transports urbains (p. 6210)

Projet de loi n^o 2156 modifiant la loi n^o 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Son intervention (p. 2462)

Thèmes :

Défense : réserves (p. 2462)

Défense : réserves : crédit d'impôt (p. 2462)

Défense : réservistes : protection sociale (p. 2462)

Défense : service national (p. 2462)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2462)

Proposition de loi n^o 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2669)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4176)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois (p. 4177)
Assurances : assurance vie : fichiers (p. 4177)
Donations et successions : conjoint survivant (p. 4177)
Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 4177)
Droit civil : code civil : réforme (p. 4176)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 4177)
Famille : mariage : homosexualité (p. 4177)
Famille : régimes matrimoniaux (p. 4177)
Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4177)

Jérôme BIGNON

Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur (n° 2293) [1^{er} février 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées [J.O. du 1^{er} août 2006] (p. 11445)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur (n° 2293) [1^{er} février 2006] (n° 2836)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Biocarburants [22 novembre 2005] (p. 7327)

Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [6 juin 2006] (p. 3991)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1596, posée le 9 mai 2006. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 4786). Appelée le 9 mai 2006. Accès, zones rurales (p. 3155)

DÉBATS

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Son intervention (p. 4733)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : décharges (p. 4734)
Industrie : installations classées (p. 4734)
Industrie : chimie : produits dangereux (p. 4734)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 4734)
Union européenne : directives : environnement (p. 4733)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1^{er} décembre 2005] (p. 7807)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7756)

Son intervention (p. 7758)

Thèmes :

Constitution : charte de l'environnement (p. 7758)
Environnement : biodiversité (p. 7756, 7758)
Environnement : Natura 2000 (p. 7759)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7756, 7758)
Mer et littoral : biodiversité (p. 7759)
Outre-mer : protection de la nature (p. 7759)

Discussion des articles [1^{er} décembre 2005] (p. 7812)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Son intervention (p. 7816)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Son intervention (p. 7833)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses interventions (p. 7840 et s.)

Article 11 (parcs naturels marins)

Son intervention (p. 7852)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 94 troisième rectification de la commission (instauration d'une contravention de grande voirie) (p. 7853)

Ses explications de vote (p. 7862)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7862)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2388)

Thèmes :

Constitution : charte de l'environnement (p. 2389)
Environnement : biodiversité (p. 2388)
Etat : décentralisation (p. 2388)
Mer et littoral : Etablissement public des parcs nationaux de France (p. 2388)
Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 2388)
Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 2388)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2389)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 18

Son ad n° 27 (interdiction de refuser une caution locative située outre-mer) : adopté (p. 476)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1177)

Thèmes :

Politiques communautaires : droit communautaire : brevets (p. 1177)
Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1177)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1177)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2177)

Titre

Son adt n° 3 (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux") : adopté (p. 2178)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3355)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : Constitution (p. 3355)
 Eau : assainissement (p. 3355)
 Eau : eau potable : accès (p. 3355)
 Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3355)
 Eau : qualité (p. 3355)
 Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3356)
 Politiques communautaires : directives : eau (p. 3356)

Martine BILLARD

Paris (1^{ère} circonscription)
 Non inscrite

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Secrétaire de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2595 instaurant une amnistie des lycéens et des autres personnes de la communauté éducative condamnés judiciairement ou sanctionnés administrativement pour des faits commis lors du mouvement contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école de l'année 2005 [13 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2613 visant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité des sociétés françaises de distribution de l'eau à l'étranger et sur les conséquences économiques, sociales et environnementales [24 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3015 abrogeant le "contrat première embauche", le "contrat nouvelles embauches" et proposant des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer les dispositifs de sécurisation des périodes de chômage et de formation professionnelle [10 avril 2006]

Proposition de résolution n° 3336 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'application de la circulaire n° NOR/INT/K/06/00058/C concernant les mesures à prendre pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière dont au moins un enfant est scolarisé, et relative à la situation des familles ayant déposé un dossier dans le cadre de cette circulaire, et des jeunes adultes en situation irrégulière [21 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1675, posée le 20 juin 2006. Etrangers. Expulsion (J.O. Questions p. 6303). Appelée le 20 juin 2006. Lycéens et étudiants en situation irrégulière, lutte et prévention (p. 4320)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que l'amendement relatif à l'abondement du budget de la ville et du logement n'ait pas été communiqué plus tôt ce qui aurait permis de préparer les interventions des députés en connaissance de cause [21 novembre 2005] (p. 7264)

Précise que les 131 000 personnes qui ont signé la pétition demandant le report du projet de loi étaient bien informées. La licence globale, c'est le choix de droits collectifs pour rémunérer les auteurs, les artistes étant toutefois partagés sur ce sujet. Elle souligne que la plaquette cofinancée par Vivendi Universal et distribuée dans tous les établissements scolaires anticipait les dispositions de cette loi alors qu'elle n'est pas encore adoptée par le Parlement. Elle demande l'ajournement des débats [22 décembre 2005] (p. 8687)

Rappelle que la licence globale a été votée, pour l'UMP, par 22 députés contre 26 et remarque que les députés UMP présents la veille ont été remplacés par d'autres. Elle regrette que la commission des affaires culturelles n'ait pas été saisie et demande également une mission d'information parlementaire. La licence globale assure une création culturelle multiforme en permettant de rémunérer aussi les auteurs les moins connus [22 décembre 2005] (p. 8724)

Constata que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a été appelée à débattre sur un tout autre sujet que celui sur lequel elle avait été convoquée ; dénonce ces méthodes de travail et le "mauvais procès" fait à la gauche ; se déclare prête à suivre le Gouvernement en cas d'avancée significative en matière de logement social [24 janvier 2006] (p. 299)

Conteste à son tour la méthode gouvernementale d'examen du contrat première embauche ; proclame son opposition à l'augmentation de la précarité [7 février 2006] (p. 823)

S'indigne des conditions de travail sur ce texte. Les délais laissés aux députés pour étudier le nouveau texte sont très courts, alors qu'ils nécessitent des conseils juridiques, culturels ou techniques. S'y retrouver parmi les amendements retirés, remplacés ou déposés le jour même devient très compliqué [7 mars 2006] (p. 1573)

N'a toujours pas connaissance officiellement de l'accord, mais, d'après ses informations, celui-ci ne s'appliquerait qu'en 2007. Le vote de son sous-amendement permettrait aux enseignants et chercheurs de bénéficier d'une exception dès l'été 2006 [8 mars 2006] (p. 1674)

Attend toujours les réponses du ministre à ses questions précises, le texte des accords officiels et souhaite savoir si l'article 1^{er}, retiré puis redéposé, doit être considéré comme un nouvel article, avec possibilité de déposer des amendements [8 mars 2006] (p. 1679)

Demande la levée de l'urgence au nom des députés Verts. Elle demande qui dissimule et joue la comédie. Les questions posées sur les accords relatifs à l'exception pédagogique sont toujours sans réponse. Après un simulacre de discussion destiné à éviter les foudres du Conseil constitutionnel, l'UMP appellera à voter contre l'article 1^{er} [9 mars 2006] (p. 1712)

Remarque que l'alinéa 4 de l'article 1^{er} en discussion recouvre des points abordés lors de l'examen de l'amendement n° 272 sur lesquels des votes ont déjà eu lieu. Que se passera-t-il si des votes contradictoires s'expriment ? Elle pense que le Gouvernement demandera un vote contre l'article 1^{er} [9 mars 2006] (p. 1735)

Remarque qu'il n'y a pas eu, du moins au départ, égalité de traitement pendant les auditions, et ce, au détriment des associations défendant les logiciels libres [16 mars 2006] (p. 1976)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5490)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5491)
 Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5490 et s.)
 Energie et carburants : pétrole (p. 5490)
 Environnement (p. 5491)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5491)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 5491)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 5490)
 Politique sociale : pauvreté (p. 5490)
 Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 5491)
 Secteur public : services publics (p. 5491)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)
 Son intervention (p. 7233)
 Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7264)
Thèmes avant la procédure des questions :
 Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7233)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 7234)
 Logement : habitat insalubre (p. 7233 et s.)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7233)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7233)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7234)
Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)
Crédits de la mission "Ville et logement" inscrits à l'état B
 Son intervention (p. 7267)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)
Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)
 Son adt n° 166 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5933)
Après l'article 28
 Son adt n° 171 (honoraires médicaux ; notion de "tact et mesure" (p. 6011) : rejeté (p. 6012)
Après l'article 37
 Son adt n° 175 (évaluation par la commission des comptes de la sécurité sociale des recettes tirées de la participation forfaitaire non remboursable des assurés) : rejeté (p. 6065)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)
 Son intervention (p. 6781)
Thèmes :
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 6782)
 Ordre public : violences urbaines (p. 6781)
 Police : contrôle d'identité : discrimination (p. 6781)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration (p. 6782)
 Politique sociale : inégalités (p. 6782)

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)

Avant l'article 1er

Son adt n° 2 (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6792) : rejeté (p. 6793)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)
 Son intervention (p. 7662)
Thèmes :
 Chômage : indemnisation : fraude (p. 7662)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7662)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7662)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7662)
 Travail : conditions de travail : femmes (p. 7662)
 Travail : précarité (p. 7662)
 Travail : travail à temps partiel (p. 7662)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Son adt n° 43 (nouveau titre : "aides au retour à l'emploi") (p. 7679) : rejeté (p. 7681)
 Son adt n° 47 (caractère obligatoire des actions d'orientation, de formation et de validation des acquis dans le cadre des contrats initiative emploi) (p. 7683) : rejeté (p. 7684)
 Son adt n° 48 (droits des bénéficiaires des contrats initiative-emploi) (p. 7683) : rejeté (p. 7684)
 Son adt n° 46 (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7685) : rejeté (p. 7686)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Ses interventions (p. 7687 et s.)
 Ses adts n°s 49 et 50 (p. 7687, 7688)
 Son adt n° 51 : adopté (p. 7688)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7690)
 Ses adts n°s 53, 54, 57 rectifié et 58 (p. 7692 et s.)

Après l'article 2

Son adt n° 59 (caractère de droit individuel du revenu minimum d'insertion) : rejeté (p. 7695)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Ses adts n°s 60, 62 et 65 (p. 7695 et s.)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Ses interventions (p. 7720 et s.)
 Ses adts n°s 66, 67 et 69 rectifié (p. 7720 et s.)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7725)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Son adt n° 130 (p. 7728)

Après l'article 10

Son ss-adt n° 136 (suppression du paragraphe concernant la sanction en cas d'inexactitude ou de caractère incomplet des déclarations) à l'adt n° 32 de la commission (fraudes à l'allocation de parent isolé : uniformisation des sanctions) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 131 (suppression de la référence aux sanctions pénales) à l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7731) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 132 (suppression de la référence à la fraude à la prime forfaitaire) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 133 (suppression du paragraphe concernant la sanction en cas d'inexactitude ou de caractère incomplet des déclarations) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 134 (suppression de la référence aux sanctions pénales) à l'adt n° 32 de la commission (fraudes à l'allocation de parent isolé : uniformisation des sanctions) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 135 (suppression de la référence à la fraude à la prime forfaitaire) à l'adt n° 32 de la commission : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 149 (suppression de la référence aux sanctions pénales) à l'adt n° 120 de la commission (fraudes à l'allocation d'aide aux travailleurs privés d'emploi : uniformisation des sanctions) : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 150 (suppression de la référence à la fraude à la prime forfaitaire) à l'adt n° 120 de la commission : rejeté (p. 7733)

Son ss-adt n° 151 (suppression du paragraphe concernant la sanction en cas d'inexactitude ou de caractère incomplet des déclarations) à l'adt n° 120 de la commission : rejeté (p. 7733)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié du Gouvernement (renouvellement du contrat d'avenir : assouplissement) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Dominique Tian (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de la commission (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Article 1er A (élévation de l'âge légal au mariage des femmes)

Son intervention (p. 8240)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Valérie Pécresse (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrick Bloche (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Pierre-Christophe Baguet (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)

Son intervention (p. 8245)

Article 2 bis (privation des documents d'identité, relatifs au titre de séjour ou de résidence d'un étranger par son conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS ou par l'ex-conjoint ou ex-partenaire)

Son intervention (p. 8247)

Après l'article 5

Son adt n° 48 (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8402) : rejeté (p. 8405)

Intervient sur l'adt n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8406)

Son ss-adt n° 60 rectifié (prestations familiales versées aux femmes) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8407) : rejeté (p. 8410)

Son adt n° 49 (sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme lors de la journée d'appel de préparation à la défense) : retiré (p. 8410)

Son adt n° 52 (interdiction de licenciement pour absences liées à des violences conjugales signalées) (p. 8410) : rejeté (p. 8411)

Son adt n° 50 (intervention du CSA contre les publicités donnant une image dégradante des femmes allant jusqu'à l'incitation à la violence) (p. 8411) : retiré (p. 8412)

Son adt n° 51 (rapport au Parlement sur les différents "statuts personnels" appliqués aux femmes étrangères en vertu de conventions bilatérales) : rejeté (p. 8415)

Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)

Ses adts n°s 54 et 55 (p. 8416)

Titre

Son intervention (p. 8419)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8299)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8299)

Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8299)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8300)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8299)

Voierie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 8300)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Avant l'article 1er

Son adt n° 61 (intitulé du chapitre 1^{er}) (p. 8305) : rejeté (p. 8306)

Article 2 (organes dirigeants, statut des personnels et cadre juridique de l'intervention des agents habilités)

Ses adt n°s 63 et 64 (p. 8307, 8308)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Ses interventions (p. 8364 et s.)

Son adt n° 66 (de suppression) (p. 8364)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8428)

Thèmes :

Baux : baux d'habitation : prorogation (p. 8428)

Baux : baux d'habitation : travaux (p. 8428)

Baux : congé : vente (p. 8428)

Logement : logement social (p. 8429)

Sociétés : sociétés immobilières : plus-values à court terme (p. 8428)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)

Avant l'article 1er

Son adt n° 27 (institution d'un permis de diviser) (p. 8438) : rejeté (p. 8439)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi lors d'une vente en bloc d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel de plus de dix logements)

Son intervention (p. 8441)

Son adt n° 30 (p. 8442)

Article 2 (extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation)

Son adt n° 31 (p. 8446)

Après l'article 2

Son adt n° 28 rectifié (extension à tous les locataires du régime protecteur de la loi de 1948 contre les travaux abusifs) (p. 8447) : rejeté (p. 8448)

Article 3 (annulation du congé pour vente - dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente)

Ses adts n°s 29 et 33 rectifié (p. 8448)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application de la loi aux opérations en cours) (p. 8450)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3900)

Thèmes :

Baux : congé : vente (p. 3901)

Baux : locataires : protection (p. 3901)

Logement : ventes à la découpe (p. 3900)

Sociétés : sociétés immobilières : impôts et taxes (p. 3901)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8598)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1573)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8599)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 8598)

Informatique : interopérabilité (p. 8599)

Informatique : logiciels libres (p. 8599)

Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8599)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8599)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8599)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8599)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses adts n°s 120 et 128 (p. 8626, 8634)

Son intervention (p. 8635)

Son adt n° 121 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8637)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8687)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la "webradio") (p. 8698)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (mention des mesures techniques dans les contrats des auteurs) (p. 8700)

Intervient sur l'adt n° 246 rectifié de la commission (mention des mesures techniques de protection dans les futurs contrats des auteurs) (p. 8700)

Article 6 (création d'une nouvelle section au sein du code de la propriété intellectuelle relative aux mesures techniques de protection et d'information)

Son intervention (p. 8701)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8709, 8715 et s.)

Son adt n° 125 rectifié (p. 8720)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8724)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1589, 1595)

Intervient sur le ss-adt n° 332 de M. Patrick Bloche (conditions d'exercice du droit à la copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1604)

Son ss-adt n° 366 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1604) : rejeté (p. 1610)

Intervient sur le ss-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1614)

Intervient sur le ss-adt n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1668)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1674)

Son ss-adt n° 313 (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1669) : rejeté (p. 1679)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1679)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1712)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1735)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1758 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1765)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de M. Patrick Bloche (modifications concernant la commission pour copie privée) (p. 1822)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1827)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1829)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1835, 1847)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1850)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1855, 1887 et s.)

Répond aux observations de M. Patrick Bloche : considère que le retrait de cet amendement "accrédite l'idée que le projet de loi aura pour conséquence la disparition progressive de la copie privée" (p. 1859)

Article 9 (procédure de conciliation par un collègue de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Son adt n° 287 (de suppression) (p. 1895)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 324 de M. Patrick Bloche (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son adt n° 126 (de suppression) (p. 1920)

Ses ss-adts n°s 288, 290, 296 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1929, 1934, 1935)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1976)

Ses ss-adts n°s 292 et 294 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1979, 1981)

Son intervention (p. 1983)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2017)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2026)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[30 juin 2006] (p. 4665)**

Sa question préalable (p. 4675) : rejetée (p. 4681)
Son intervention (p. 4690)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 4676, 4690)
Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4675)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4690)
Handicapés (p. 4676)
Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4677, 4690)
Informatique : logiciels d'échanges illicites d'œuvres (p. 4678)
Informatique : logiciels libres (p. 4676)
Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 4676)
Propriété intellectuelle : droits d'auteur : enseignement (p. 4676)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Son intervention (p. 193)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son adt n° 246 (p. 197)

Après l'article 1er

Son adt n° 276 (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 200)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 221, 229, 233)
Son adt n° 249 rectifié (p. 225)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son adt n° 254 (de suppression) : adopté (p. 236)

Article 3 ter (action en démolition)

Son adt n° 255 (de suppression) (p. 238)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son adt n° 256 (de suppression) (p. 239)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 304)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 310)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (plan d'épargne retraite populaire affecté à l'acquisition de la résidence principale) (p. 313)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son adt n° 257 (p. 319)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Ses adts n°s 259, 260 et 261 rectifié (p. 348 à 350)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 490 de M. Jean-Louis Dumont (diversification des bénéficiaires des logements construits par des organismes HLM dans le cadre d'opérations d'accèsion à la propriété) (p. 389)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accèsion sociale à la propriété et assimilation à des

logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 398)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 444)

Son adt n° 253 (article L. 302-8 du code de la construction : délibération du conseil municipal pour délimiter les emplacements nécessaires) : rejeté (p. 449)

Son adt n° 248 rectifié (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) : rejeté (p. 450)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 455)

Intervient sur l'adt n° 440 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 455)

Article 8 octies (délégation au président du conseil général des décisions relatives au fonds de solidarité pour le logement)

Son adt n° 262 (de suppression) (p. 462)

Après l'article 8 decies

Son adt n° 264 (possibilité de déléguer l'aide à la pierre à la région en Ile-de-France) : rejeté (p. 463)

Article 9 (rôle des EPCI, des commissions départementales de médiation et des préfets dans l'attribution des logements locatifs sociaux)

Ses adts n°s 266, 268 et 269 (p. 464 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3823)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : économies d'énergie (p. 3824)

Environnement : changements climatiques (p. 3824)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3823)

Logement : logement social : Paris (p. 3823)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3823)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3823)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3823)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 618)

Répond à M. Éric Raoult : considère qu'il est inadmissible que les femmes soient ainsi interpellées dans l'hémicycle (p. 619)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 619)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 619)

Femmes : discrimination (p. 619)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 619)

Travail : précarité (p. 618)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son intervention (p. 811)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 59 de M. Dominique Tian à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 236)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 823)

Son ss-adt n° 114 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 833) : rejeté (p. 835)

Intervient sur le ss-adt n° 416 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 842)

Intervient sur le ss-adt n° 421 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 859)

Intervient sur le ss-adt n° 423 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 867)

Intervient sur le ss-adt n° 424 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 869)

Son ss-adt n° 115 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 872) : rejeté (p. 875)

Son ss-adt n° 116 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 875) : rejeté (p. 878)

Son ss-adt n° 117 n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 875) : rejeté (p. 878)

Intervient sur le ss-adt n° 597 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 894)

Intervient sur le ss-adt n° 54 de M. Maxime Gremetz à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 897)

Intervient sur le ss-adt n° 207 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 898)

Son ss-adt n° 118 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 898) : rejeté (p. 899)

Son ss-adt n° 119 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 899)

Son ss-adt n° 120 rectifié à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 900) : adopté (p. 901)

Son ss-adt n° 121 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 903) : rejeté (p. 904)

Intervient sur le ss-adt n° 592 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 907)

Intervient sur le ss-adt n° 581 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 912)

Son ss-adt n° 122 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 923) : rejeté (p. 924)

Intervient sur le ss-adt n° 212 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 926)

Son ss-adt n° 123 n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 927) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 929)

Son ss-adt n° 126 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 937)

Son ss-adt n° 124 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 937) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 938)

Son ss-adt n° 125 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 938) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 939)

Son ss-adt n° 128 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 942) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 943)

Intervient sur le ss-adt n° 600 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 945)

Intervient sur le sous-adt n° 189 de la commission (mise en œuvre du droit individuel à la formation pour les salariés engagés sous CPE) à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 950)

Son ss-adt n° 129 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 951) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 952)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 955)

Son adt n° 127 (protection de la salariée enceinte sous contrat CNE ou CPE) (p. 992)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2636)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2636, 2637)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2636, 2637)
 Emploi : contrats aidés (p. 2636)
 Emploi : jeunes (p. 2636, 2637)
 Entreprises : aides publiques (p. 2637)
 Travail : précarité (p. 2636, 2637)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Son adt n° 16 (institution d'une contribution de précarité au bénéfice du Fonds de solidarité) (p. 2347) : rejeté (p. 2649)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2651)

Son adt n° 14 (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2651) : rejeté (p. 2653)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Son adt n° 13 (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654) : rejeté (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Son adt n° 17 (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2659) : rejeté (p. 2661)

Son adt n° 15 (modulation des cotisations sociales des entreprises liée à leur proportion d'emplois précaires) : rejeté (p. 2662)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 2672)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

- 1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
- 2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
- 3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
- 4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
- 5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
- 6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
- 7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
- 8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
- 9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
- 10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
- 11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4059)

Thèmes :

Assemblée nationale : absentéisme (p. 4059)
 Assemblée nationale : adts : délais (p. 4059)
 Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4060)
 Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4059)
 Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 4059)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 4059)
 Elections et référendums : élections législatives : modes de scrutin (p. 4060)
 Femmes : parité : Assemblée nationale (p. 4060)
 Parlement : délégations parlementaires : changements climatiques (p. 4060)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4071)

Article 2 (attribution de la présidence d'une commission permanente à un membre d'un groupe de l'opposition)

Son intervention (p. 4074)

Jean-Marie BINETRUY
Doubs (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 2 février 2006] (p. 1788)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IX : Recherche et enseignement supérieur (recherche industrielle) (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3145 sur l'interdiction de vente d'alcool dans les stations-services [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôt sur le revenu. Déclarations. Déclarations pré remplies [21 décembre 2005] (p. 8580)

Logement. Politique du logement. [3 mai 2006] (p. 2857)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1424, posée le 7 février 2006. Enseignement technique et professionnel. Baccalauréat professionnel (J.O. Questions p. 1105). Appelée le 7 février 2006. Constructeur aménagement bois (p. 768)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4848)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4848)
Agriculture : montagne (p. 4849)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son intervention (p. 4913)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son ad t n° 235 rectifié (p. 4982)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 440 de M. Martial Saddier (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son ad t n° 213 (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) : retiré (p. 5663)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6584)

Thème :

Environnement : biodiversité (p. 6584)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 7123)

Thèmes :

Enseignement supérieur : recrutement (p. 7124)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 7123, 7124)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 7123, 7124)

Recherche : emploi (p. 7124)

Recherche : organismes (p. 7124)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7124)

Recherche : innovation (p. 7124)

Recherche : recherche industrielle (p. 7123)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son ad t n° 501 (p. 7341)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 sexes

Intervient sur l'ad t n° 453 de M. Patrick Beaudouin (article L. 302-6 du code de la construction : rôle des maires) (p. 408)

Claude BIRRAUX

Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme pour la recherche (n° 2784 rectifié) [18 janvier 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Rapporteur du projet de loi de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs (n° 2977) [22 mars 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la définition et les implications du concept de la voiture propre [14 décembre 2005] (n° 2757)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de

- loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, de programme pour la recherche (n° 2784) [22 février 2006] (n° 2879)
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'expertise scientifique [23 février 2006] (n° 2890)
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la gouvernance mondiale de l'internet [23 février 2006] (n° 2891)
- Proposition de loi n° 2956 relative aux principes de la gestion à long terme des déchets radioactifs [14 mars 2006]
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les nouvelles technologies de l'énergie et la séquestration du dioxyde de carbone : aspects scientifiques et techniques [15 mars 2006] (n° 2965)
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs (n° 2977) [29 mars 2006] (n° 3003)
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat, de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs (n° 3121) [13 juin 2006] (n° 3154)
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le protocole de Londres relatif au brevet européen (compte rendu de l'audition publique du 11 mai 2006) [20 juin 2006] (n° 3169)
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les apports de la science et de la technologie au développement durable [28 juin 2006] (n° 3197)
- Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la biométrie (compte rendu de l'audition publique du 4 mai 2006) [8 septembre 2006] (n° 3302)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

- n° 1373, posée le 17 janvier 2006. Fonctionnaires et agents publics. Indemnités de résidence (J.O. Questions p. 373). Appelée le 17 janvier 2006. Calcul, zones (p. 11)
- n° 1676, posée le 20 juin 2006. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses (J.O. Questions p. 6303). Appelée le 20 juin 2006. Accords, hôpitaux frontaliers, développement (p. 4311)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7131)

Thèmes :

- Recherche : emploi (p. 7131)
- Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7131)
- Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7131)
- Recherche : chercheurs (p. 7131)
- Recherche : crédits (p. 7131)

SECURITE SANITAIRE

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Thème :

Santé : organismes (p. 6845)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

Départements : Haute-Savoie : logement social (p. 7261)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 1257)

Thèmes :

- Recherche : concurrence (p. 1258, 1259)
- Recherche : chercheurs (p. 1259)
- Recherche : innovation (p. 1258)
- Recherche : recherche fondamentale (p. 1258)

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 57 de la commission des affaires économiques (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1346)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses interventions (p. 1359 et s.)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1397)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1404 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 62 de la commission des affaires économiques (reconnaissance du titre de docteur scientifique dans le cadre des conventions collectives) (p. 1410)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son intervention (p. 1426)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son intervention (p. 1460)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST)

Son intervention (p. 1462)

Avant l'article 20

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1475)

Intervient sur le ss-adt n° 390 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'ad n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 1476)

Intervient sur le ss-adt n° 391 de M. Daniel Garrigue (de précision) à son ad n° 179, deuxième rectification (p. 1476)

Son ad n° 179, deuxième rectification (titre de docteur) (p. 1475) : adopté après modification (p. 1477)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 177 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du projet de loi) (p. 1478)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2287)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2298)

Thèmes :

- Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2288, 2298)
- Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2288, 2298)
- Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2288)
- Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2289)

Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 2288, 2294)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 2299)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle parlementaire (p. 2288)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : pays étrangers (p. 2287)

Environnement : changements climatiques (p. 2299)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : sécurité nucléaire (p. 2287)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Son intervention (p. 2328)

Son adt n° 133 (p. 2330)

Article 2 ter A (rapport d'activité de l'HASN)

Son adt n° 122 : adopté (p. 2333)

Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire -ASN)

Ses adts n°s 123 et 114 : adoptés (p. 2336)

Article 2 decies (services de l'ASN)

Son adt n° 324 : adopté (p. 2338)

Ses adts n°s 129 et 130 rectifié (p. 2338)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)

Son adt n° 308 : adopté (p. 2339)

Article 12 (définition des installations nucléaires de base (INB) et régime juridique qui leur est applicable)

Son adt n° 124 (p. 2361)

Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)

Ses adts n°s 118 rectifié, 120 rectifié et 119 rectifié : adoptés (p. 2361, 2362, 2363)

Article 16 (attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Son adt n° 134 rectifié : adopté après modification (p. 2368)

Article 17 (mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son adt n° 121 rectifié : adopté (p. 2369)

Article 22 (constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Son adt n° 125 (p. 2370)

Article 38 (personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son adt n° 131 : adopté (p. 2375)

Ses explications de vote (p. 2377)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2378)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2518)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2528)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2551)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2518)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2518)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Cour des comptes (p. 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : organes de gestion (p. 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2519)

Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 2518)

Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2518)

Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2518)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2528)

Environnement : charte de l'environnement (p. 2528)

Lois : loi de programmation : politique énergétique (p. 2518)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 2518)

Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2519, 2528)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2519)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 542-1 du code de l'environnement) (p. 2588)

Intervient sur l'adt n° 77 rectifié de M. Christian Bataille (nouvelle rédaction de l'article L. 542-1 du code de l'environnement) (p. 2588)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2590 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Christian Bataille (instauration d'une concertation avec les élus locaux et la population des sites concernés par tout projet d'installations nucléaires de base) (p. 2593)

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (programme de recherche et d'études s'échelonnant jusqu'en 2010 dont les objectifs sont classés en fonction de l'importance des volumes des déchets visés) (p. 2594)

Intervient sur le ss-adt n° 233 de M. Claude Gatignol (échelonnement jusqu'en 2013) à l'adt n° 5 de la commission (p. 2594)

Intervient sur le ss-adt n° 75 de M. Claude Gatignol (rédactionnel) à l'adt n° 5 de la commission (p. 2594)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Ses interventions (p. 2595 et s.)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2601 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 13 rectifié de la commission (obligation de conditionner avant 2025 les déchets de moyenne activité produits avant 2015) (p. 2606)

Intervient sur le ss-adt n° 72 rectifié de M. Claude Gatignol (2030 au lieu de 2025) à l'adt n° 13 rectifié de la commission (p. 2606)

Intervient sur le ss-adt n° 76 de M. Claude Gatignol (dans les 15 ans après la date de mise en service des centres de stockage en couche géologique profonde au lieu de 2025) à l'adt n° 13 rectifié de la commission (p. 2606)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Ses interventions (p. 2607 et s.)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)

Son intervention (p. 2612)

Ses adts n°s 177 et 178 : adoptés (p. 2612)

Article 7 (conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage)

Ses interventions (p. 2693 et s.)

Après l'article 7

Son adt n° 226 deuxième rectification (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2694) : adopté (p. 2698)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2700 et s.)

Son ss-adt n° 242 à l'adt n° 25 rectifié de la commission : adopté (p. 2701)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Ses interventions (p. 2706 et s.)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs -ANDRA)

Son intervention (p. 2710)

Ses ss-ads n°s 180 et 181 à l'adt n° 32 rectifié de la commission : adoptés (p. 2710)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Jean-Louis Dumont (représentation des associations de défense de l'environnement au conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2711)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Christian Bataille (modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2711)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Son intervention (p. 2712)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 34 rectifié de la commission (création au sein de l'ANDRA d'un fonds dédié au financement des installations de stockage et d'entreposage des déchets de haute et moyenne densité) (p. 2712)

Son ss-adt n° 234 (externalisation à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire et si nécessaire des sommes affectées au fonds dédié à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire) à l'adt n° 34 rectifié de la commission (p. 2712) : adopté (p. 2714)

Intervient sur l'adt n° 35 de la commission (convention de financement entre les producteurs de déchets radioactifs et les organismes de recherche en complément des subventions de l'Etat) (p. 2720)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 2723)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Christian Bataille (rapport au parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de transférer la propriété des déchets radioactifs à l'ANDRA) (p. 2725)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Robert Lecou (financement de la décontamination des anciennes mines d'uranium) (p. 2730)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses interventions (p. 2730 et s.)

Ses adts n°s 183, 182 précédemment réservé, 184 : adoptés (p. 2730 et s.)

Son adt n° 176 : adopté après modification (p. 2733)

Article 17 (sanctions pour manquement à la constitution de provisions pour démantèlement et gestion des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2734)

Article 18 (information du Parlement)

Son intervention (p. 2734)

Titre

Son adt n° 227 : adopté (p. 2735)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4283 et s.)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4286)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4293)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 4284)

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 4284, 4286, 4293)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4283, 4286, 4293)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : pays étrangers (p. 4284)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 4283, 4286)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 4284)

Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : financement (p. 4284)

Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4293)

Départements : Meuse (p. 4286)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 4284, 4286)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 4284)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4284)

Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 4284, 4286)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 4284)

Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)

Article 1er A (principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 4293)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son intervention (p. 4294)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son intervention (p. 4295)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation)

Son intervention (p. 4296)

Article 6 bis (rôle du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire)

Son intervention (p. 4296)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son intervention (p. 4296)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 4298)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs -ANDRA-)

Son intervention (p. 4298)

Article 11 bis (fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage)

Son intervention (p. 4299)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 4300)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 4300)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses interventions (p. 4300 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4252)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4253)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4252)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4252)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4253)
 Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4253)
 Union européenne : politique énergétique (p. 4253)

Christian BLANC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2665 relative aux droits des victimes [10 novembre 2005]

Proposition de loi organique n° 3108 visant à supprimer le cumul des mandats [22 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 1^{er} et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son intervention (p. 1335)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son intervention (p. 1362)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses adts n° 47, 181 et 180 (p. 1388 et s.)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Son intervention (p. 1408)

Après l'article 3

Son adt n° 49 (statut du personnel d'enseignement et de recherche) : rejeté (p. 1409)

Son adt n° 183 (personnels d'enseignement et de recherche : dispenses en matière d'obligation d'enseignement) (p. 1409) : rejeté (p. 1410)

Son adt n° 50 (enseignants-chercheurs : qualification, fonction et carrière) : rejeté (p. 1410)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son intervention (p. 1433)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE)

Son intervention (p. 1439)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son intervention (p. 1451)

Étienne BLANC

*Ain (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Rapporteur du projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (n° 3010) [26 avril 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (n° 3010) [17 mai 2006] (n° 3090)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services extérieurs. Douanes, missions [6 décembre 2005] (p. 7925)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8452)

Son intervention en qualité de suppléant de M. Xavier de Roux, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (p. 8455)

Thèmes :

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers : compétences (p. 8456)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : défense (p. 8455)

Pays étrangers : Etats-Unis : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8455)

Sociétés : actionnaires : assemblées générales (p. 8455 et s.)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8455)

Discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8459)

Article 11 (clause de réciprocité)

Ses interventions (p. 8466 et s.)

Article 16 (suspension obligatoire des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8470)

Article 17 (suspension facultative des restrictions statutaires et conventionnelles en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8471)

Article 22 (possibilité de ne pas prononcer la nullité d'une décision prise par une assemblée générale recourant au vote par télécommunications)

Son intervention (p. 8472)

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4160)

Son intervention (p. 4161)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : carrière : Cour des comptes (p. 4161)

Fonctionnaires et agents publics : discipline : magistrats (p. 4161)

Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : Cour des comptes (p. 4161)

Justice : Cour des comptes : recrutement (p. 4161)

Justice : Cour des comptes : rôle et missions (p. 4161)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4166)

Article 1er (recrutement et durée de fonctions des conseillers maîtres en service extraordinaire)

Son intervention (p. 4166)

Article 3 (statut des magistrats de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 4167)

Article 4 (avancement des magistrats)

Son intervention (p. 4167)

Article 5 (accès à la maîtrise)

Son intervention (p. 4167)

Article 8 (accès au référendariat)

Son intervention (p. 4168)

Article 9 (avis du premier président sur les nominations au tour extérieur)

Son intervention (p. 4168)

Article 10 (régime disciplinaire des magistrats de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 4169)

Article 13 (fonctionnement du conseil supérieur des chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 4169)

Article 14 (coordination)

Son intervention (p. 4169)

Article 16 (accès au corps des magistrats des chambres régionales des comptes au tour extérieur)

Son intervention (p. 4169)

Article 18 (abrogations)

Son intervention (p. 4170)

Article 19 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4170)

Jean-Pierre BLAZY

Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3228 relative au renforcement des moyens de la justice en cas de catastrophe humaine liée aux transports [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [17 mai 2006] (p. 3543)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1291, posée le 18 octobre 2005. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 9591). Appelée le 18 octobre 2005. Effectifs de personnel, Gonesse (p. 5357)

n° 1640, posée le 6 juin 2006. Patrimoine culturel. Archéologie (J.O. Questions p. 5725). Appelée le 6 juin 2006. Archéologie préventive, INRAP, moyens, financement (p. 3976)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se plaint que le ministre de la justice lui ait reproché de "pinailler" alors que c'est précisément le rôle d'un parlementaire de poser des questions, de demander la communication d'études, de statistiques et en l'occurrence, l'audition du ministre des affaires étrangères [22 mars 2006] (p. 2178)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6584)

Thème :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 6584)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6144)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 6145)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6144)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 6145)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6144)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 6145)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 6145)

Ordre public : réserve civile (p. 6144)

Ordre public : violences urbaines (p. 6144)

Police : commissariats (p. 6144)

Police : effectifs (p. 6144)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)

Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6184 et s.)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7237)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7237)

Enseignement (p. 7237)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7237)

Ordre public : violences urbaines (p. 7237 et s.)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7237)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 324 (aéroports – taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) : rejeté (p. 7388)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 18

Son adt n° 214 (taxe sur les nuisances sonores aériennes - riverains : relèvement des tarifs) (p. 8087) : rejeté (p. 8088)

Son adt n° 215 (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les nuisances sonores aériennes : affectation du produit aux communautés aéroportuaires) (p. 8088) : rejeté (p. 8089)

Après l'article 32

Son adt n° 209 (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives ; suppression de l'abattement) : rejeté (p. 8134)
 Son adt n° 210 (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives – abattement ; compensation aux collectivités territoriales) : rejeté (p. 8134)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 7 (signalement des accidents et incidents)

Son ss-adt n° 181 à l'adt n° 168 rectifié de la commission (p. 8312)

Son intervention (p. 8313)

Après l'article 7

Son adt n° 92 (construction d'équipements publics en zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Article 7 bis (procédure de révision des plans d'exposition au bruit)

Son adt n° 91 (p. 8315)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8326)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 375 de M. Yves Durand (programmes scolaires : audiovisuel et nouvelles technologies) (p. 712)

Intervient sur l'adt n° 381 de M. Yves Durand (établissement de la carte scolaire : rôle de l'Etat) (p. 713)

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les parents d'élèves) (p. 716)

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les collectivités locales) (p. 717)

Intervient sur l'adt n° 386 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les associations) (p. 718)

Intervient sur l'adt n° 398 de M. Yves Durand (acquis justifiés par l'obtention du brevet) (p. 725)

Intervient sur l'adt n° 403 de M. Yves Durand (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 727)

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Yves Durand (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 729)

Intervient sur l'adt n° 394 de M. Yves Durand (dispositifs de veille éducative) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Yves Durand (évaluation du dispositif de réussite éducative : rapport au Parlement) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Yves Durand (évaluation du système éducatif : rapport au Parlement) (p. 730)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 738, 752 et s.)

Son ss-adt n° 576 à l'adt n° 4 de la commission : adopté (p. 752)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2157) : rejetée (p. 2162)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 mars 2006] (p. 2178)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : mariage (p. 2159)

Corps diplomatique et consulaire : consulats : moyens (p. 2159)

Démographie : immigration (p. 2158)

Droits de l'homme et libertés publiques : mariage (p. 2159)

Etat civil : mariage : auditions (p. 2159)

Etat civil : mariage : pays étrangers (p. 2160)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2157)

Etat civil : mariage avec un étranger : naissances (p. 2157)

Etrangers : immigration (p. 2157)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2160)

Etrangers : titres de séjour : mariage (p. 2158)

Famille : mariage forcé (p. 2159)

Famille : mariages blancs (p. 2158)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 2158)

Discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2179)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)

Son ss-adt n° 19 à l'adt n° 1 rectifié de la commission (p. 2179)

Ses adts n°s 23 et 20 (p. 2180)

Ses ss-adts n°s 21, 24 et 22 à l'adt n° 2 rectifié de la commission (p. 2181)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Ses adts n°s 25, 36, 26 à 29 (p. 2181 et s.)

Son ss-adt n° 30 à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 2183)

Ses adts n°s 31 à 35 (p. 2185 et s.)

Son ss-adt n° 44 à l'adt n° 11 de la commission (p. 2187)

Article 4 (contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage)

Son adt n° 37 (p. 2187)

Son ss-adt n° 39 à l'adt n° 14 de la commission (p. 2188)

Son adt n° 38 (p. 2189)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)

Ses adts n°s 40 et 45 (p. 2189)

Après l'article 8

Son adt n° 41 (rapport annuel d'évaluation) (p. 2190) : rejeté (p. 2191)

Titre

Son adt n° 42 (nouveau titre : contrôle de la validité des mariages célébrés entre des époux dont l'un est étranger et spécialement des mariages célébrés à l'étranger) : rejeté (p. 2191)

Ses explications de vote (p. 2192)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2192)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Son intervention (p. 2487)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2487)

Transports urbains : matériel roulant : crédits (p. 2487)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2487)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2487)

Transports urbains : tarifs (p. 2487)

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2490)

Son intervention (p. 2490)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5051)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19782)

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 17 mai 2006] (p. 7275)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2642 relative à la déclaration domiciliaire [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Voirie. Autoroutes. Sociétés concessionnaires, privatisation, modalités [14 décembre 2005] (p. 8345)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1324, posée le 6 décembre 2005. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL) (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. Conditions d'attribution (p. 7911)

n° 1575, posée le 2 mai 2006. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions (J.O. Questions p. 4557). Appelée le 2 mai 2006. Crédits d'ingénierie (p. 2764)

*DÉBATS***Débat sur les infrastructures de transport**

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5054)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile : effet de serre (p. 5061)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 5054)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5054)

Voirie : autoroutes : construction (p. 5054)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5054)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5896)

Thèmes :

Etablissements de santé : fonctionnement (p. 5896)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5896)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 5896)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 5896)

Retraites : régime agricole : vieillissement de la population (p. 5897)

Santé : accès aux soins (p. 5896)

Sécurité sociale : compensation financière entre régimes (p. 5897)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE**

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6620)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : juges de proximité (p. 6620)

Justice : magistrats : Ecole nationale de la magistrature (ENM) (p. 6620)

Justice : magistrats : effectifs (p. 6620)

Procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle : magistrats (p. 6626)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6459)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 6460)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6460)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6460)

Télécommunications : Internet (p. 6460)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 518 de M. Yves Bur (versement transport : taux unique de 1 % lorsque la collectivité a mis en œuvre la planification prévue par la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 7380)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Yves Bur (versement transport : calcul de la population de la collectivité organisatrice) (p. 7381)

Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Philippe Houillon (taxe professionnelle – avocats : exonération pour les deux premières années d'activité) (p. 7385)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1069)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : testaments (p. 1069)

Famille (p. 1069)

Handicapés (p. 1069 et s.)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Son intervention (p. 1098)

Ses adts n°s 295 à 298 (p. 1101 et s.)

Son adt n° 299 : adopté (p. 1115)

Article 12 (conséquences de la renonciation à la succession)

Son adt n° 5 rectifié (p. 1130)

Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction - RAAR)

Son adt n° 301 rectifié (p. 1132)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son ss-adt n° 302 à l'adt n° 227 de la commission : adopté (p. 1144)

Son intervention (p. 1149)

Après l'article 22

Son adt n° 4 (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) : rejeté (p. 1150)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 26 quinquies (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial)

Son intervention (p. 4189)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3643)

Thème :

Parlement : contrôle parlementaire (p. 3643)

Serge BLISKO

Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 15964)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

Membre titulaire de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Enclaves espagnoles au Maroc, politiques communautaires [19 octobre 2005] (p. 5431)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Affirme que le groupe socialiste est choqué par les propos de certains de ses collègues et refuse l'invective, la dénonciation et la mise au pilori des étrangers. Il cite quelques grands Français d'origine étrangère qui ont apporté leur concours et leur talent à la France [3 mai 2006] (p. 2875)

Proteste contre l'utilisation des termes "étoiles jaunes" par M. Goasguen, évoque la situation des Juifs sous l'Occupation et juge la formule employée par M. Goasguen stupide et blessante pour la plupart des députés présents [5 mai 2006] (p. 3069)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6271)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 6271)

Etrangers : immigration (p. 6271)

Etrangers : réfugiés (p. 6272)

Logement : logement social (p. 6271, 6272)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 6271)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 157 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 954)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2161)

Son intervention (p. 2165)

Thèmes :

Corps diplomatique et consulaire : consulats : moyens (p. 2168)

Droits de l'homme et libertés publiques : mariage (p. 2165)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 2167)

Etat civil : mariage avec un étranger : discrimination (p. 2166)

Etat civil : mariage avec un étranger : mariages blancs (p. 2167)

Etrangers : immigration (p. 2168)

Etrangers : immigration : mariage (p. 2162, 2166)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 2168)

Discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2179)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)

Ses interventions (p. 2180 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Ses interventions (p. 2182 et s.)

Article 4 (contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage)

Ses interventions (p. 2187 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport annuel d'évaluation) (p. 2191)

Titre

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : contrôle de la validité des mariages célébrés entre des époux dont l'un est étranger et spécialement des mariages célébrés à l'étranger) (p. 2191)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mars 2006] (p. 2199)

Son intervention (p. 2202)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2202)

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 2202)

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 2202)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 2203)

Famille : mariage forcé (p. 2202)

Papiers d'identité : vol : couple (p. 2202)

Vote pour le groupe socialiste (p. 2203)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2813) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2823)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2875)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) (p. 2813)

Enseignement : élèves : expulsion (p. 2814)

Etrangers : logement (p. 2816)

- Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2814, 2817)
 Etrangers : droit d'asile : statistiques (p. 2815)
 Etrangers : intégration (p. 2816)
 Etrangers : intégration : langue française (p. 2815)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2815)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2814)
 Etrangers : régularisations (p. 2815)
 Etrangers : statistiques (p. 2814)
 Etrangers : xénophobie (p. 2813)
 Ordre public : violences urbaines : étrangers (p. 2814)
 Parlement : Sénat : commissions d'enquête (p. 2814)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 2816)
- Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)**
- Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)*
 Ses interventions (p. 2907, 2917)
- Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)*
 Ses interventions (p. 2933, 2953 et s.)
- Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)*
 Ses interventions (p. 2957, 2970)
- Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)*
 Son intervention (p. 2974)
- Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)*
 Ses interventions (p. 3006, 3017)
- Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")*
 Ses interventions (p. 3022 et s.)
- Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")*
 Son intervention (p. 3045)
- Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)*
 Ses interventions (p. 3047 et s.)
- Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")*
 Son rappel au règlement (cf supra) [5 mai 2006] (p. 3069)
 Ses interventions (p. 3076, 3088)
- Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)*
 Ses interventions (p. 3121 et s.)
- Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)*
 Ses interventions (p. 3122 et s.)
- Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)*
 Ses interventions (p. 3126 et s.)
- Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)*
 Ses interventions (p. 3129 et s.)
- Après l'article 29*
 Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéfice de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3131)
 Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3131)
- Après l'article 79*
 Intervient sur l'adt n° 246 de Mme Christine Boutin (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3218)
 Intervient sur l'adt n° 249 de Mme Christine Boutin (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3218)
 Intervient sur l'adt n° 250 de Mme Christine Boutin (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3218)
- Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)*
 Son intervention (p. 3225)
- Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)*
 Son intervention (p. 3254)
- Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)*
 Ses interventions (p. 3279 et s.)
- Après l'article 19*
 Intervient sur l'adt n° 338 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (remise d'un dossier de demande de naturalisation aux étrangers renouvelant leur carte de résident) (p. 3281)
- Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)*
 Ses interventions (p. 3284 et s.)
- Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)*
 Son intervention (p. 3285)
- Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)*
 Son intervention (p. 3291)
- Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)*
 Son intervention (p. 3296)
- Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)*
 Ses interventions (p. 3301 et s.)
- Article 43 (coordination des dispositions relatives au placement en rétention)*
 Son intervention (p. 3302)
- Article 44 (déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière)*
 Son intervention (p. 3303)
- Article 47 (coordination avec la création de l'OQTF)*
 Son intervention (p. 3303)
- Article 49 (coordination avec la création de l'OQTF)*
 Son intervention (p. 3304)
- Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)*
 Son intervention (p. 3304)
- Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)*
 Son intervention (p. 3305)
- Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)*
 Son intervention (p. 3306)
- Article 56 (coordination des dispositions pénales sanctionnant la méconnaissance d'une décision d'éloignement avec les dispositions du projet de loi)*
 Son intervention (p. 3306)
- Article 57 (coordinations relatives au régime de protection contre la mesure d'interdiction du territoire)*
 Son intervention (p. 3307)
- Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)*
 Son intervention (p. 3307)
- Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)*
 Son intervention (p. 3309)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son intervention (p. 3312)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son intervention (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Son intervention (p. 3315)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA-)

Son intervention (p. 3317)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Ses explications de vote (p. 3552)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3553)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[30 juin 2006] (p. 4700)**

Son intervention (p. 4706)

Thèmes :

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 4707)

Etrangers : immigration : incendies (p. 4707)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 4707)

Etrangers : titres de séjour : médiation (p. 4708)

Famille : mariage : visas (p. 4706)

Politique extérieure : aide au développement : pays en développement (p. 4707)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4708)

Proposition de loi n° 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention (p. 4084)

Thèmes :

Collectivités territoriales : culture (p. 4085)

Culture : décentralisation (p. 4084, 4085)

Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4084, 4085)

Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4084)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4085)

Patrick BLOCHE

Paris (7^{me} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 février 2006] (p. 2044)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 février 2006] (p. 2044)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 février 2006] (p. 2099)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 février 2006] (p. 2099)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3452)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle (n° 2141) [27 septembre 2006]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome I : Action extérieure de l'Etat (rayonnement culturel et scientifique) (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1621, posée le 30 mai 2006. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France [J.O. Questions p. 5566]. Appelée le 30 mai 2006. Site Richelieu, restauration (p. 3768)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la présence, à proximité de l'hémicycle, de représentants de la société Virgin proposant aux députés des cartes permettant le téléchargement de musique en ligne [20 décembre 2005] (p. 8527)

Exprime le mécontentement du parti socialiste au sujet de l'organisation des travaux. Les députés légifèrent "dans les pires conditions" sur le droit d'auteur. Ils viennent de découvrir en commission, juste avant la séance, deux amendements du Gouvernement, longs de plusieurs pages et qui constituent des réformes majeures [21 décembre 2005] (p. 8623)

Demande une suspension de séance afin que le parti socialiste puisse tirer toutes les conséquences du vote des amendements identiques légalisant les téléchargements "peer to peer" [21 décembre 2005] (p. 8634)

Rappelle les aspects les plus saillants du débat de la veille. Le groupe socialiste dénonce l'impréparation du Gouvernement qu'il incite à "revoir sa copie". Il demande le report de la discussion de ce projet de loi [22 décembre 2005] (p. 8684)

Rappelle le vote de la veille que le ministre ne peut ignorer et cite le Président Accoyer, pour qui l'Assemblée nationale n'est pas une chambre d'enregistrement. Il s'interroge sur les intentions du Gouvernement concernant la réserve des quatre premiers articles et d'amendements importants [22 décembre 2005] (p. 8688)

N'imaginait pas, suite à la réserve des articles, que les votes auraient lieu immédiatement sur les articles 3 et 4, sans discussion. Sans contester le Président qui n'a fait qu'appliquer le règlement, il demande simplement à débattre et légiférer dans la clarté [22 décembre 2005] (p. 8691)

Souligne l'impréparation totale de ce projet de loi dont la responsabilité essentielle incombe au Gouvernement. Il rappelle que, de plus, les problèmes des intermittents sont loin d'être réglés. Il s'attriste de voir certains citer artistes et vedettes. Il ne faut pas criminaliser les internautes tout en rémunérant les auteurs, ce que permet la licence globale, qui ne concerne que la musique. Il rejette l'idée d'un groupe de travail UMP et demande une mission d'information commune [22 décembre 2005] (p. 8725)

Considère, au nom du groupe socialiste, et au-delà du retrait de cet article, qui est de la responsabilité du Gouvernement, que l'amendement voté le 21 décembre, faisant du téléchargement une exception pour copie privée et créant en contrepartie une rémunération, garde toute sa légitimité démocratique [7 mars 2006] (p. 1586)

Évoque le sort des intermittents du spectacle, qui se sont encore mobilisés ce jour. Si les partenaires sociaux ne parvenaient pas à un accord, et comme le ministre avait envisagé de recourir dans ce cas à la procédure législative, il rappelle qu'une proposition de loi a été déposée par 407 députés issus de tous les groupes parlementaires [8 mars 2006] (p. 1663)

Retrace chaque étape de la discussion du texte. Il demande une nouvelle fois la constitution d'une mission d'information parlementaire et le retrait du texte. Il dispose enfin de l'accord sur l'exception pédagogique, qui n'a été signé, outre le ministre, que par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. Cet accord ne concerne donc pas les journalistes [8 mars 2006] (p. 1676)

Rappelle le souci de son groupe de discuter ce texte au fond, exprime son insatisfaction sur l'exception pédagogique et refuse de légiférer pour rien : sous-amender un amendement qui va disparaître du fait du retour de l'article 1^{er} est contraire à la dignité de l'Assemblée nationale [8 mars 2006] (p. 1679)

Souligne qu'il était étrange de commencer l'examen du projet de loi le 20 décembre sans avoir entendu le ministre. En ce qui concerne l'audition du ministre du 22 février, elle a été annoncée trop tardivement. Au-delà de la disponibilité du ministre, celui-ci n'a toujours pas répondu à certaines questions, notamment sur l'interopérabilité, le collège des médiateurs et l'infraction pour téléchargement illégal. Il se demande si la réintroduction de l'article 1^{er} est constitutionnelle. Ces allers et venues privent les députés de leur droit constitutionnel de déposer des amendements. Il demande le retrait du texte et la création d'une mission d'information parlementaire. Le groupe socialiste attend la réponse du ministre à la lettre de son président [9 mars 2006] (p. 1688)

Demande sur quel article du règlement le Gouvernement se fonde pour réintroduire l'article 1^{er}, conteste qu'il y ait eu une réelle concertation sur ce dossier, demande la levée de l'urgence et une suspension de séance pour rédiger des amendements sur l'article 1^{er} [9 mars 2006] (p. 1697)

Demande à nouveau au ministre si le Gouvernement accepte de lever l'urgence. S'il la lève, le débat sur le fond reprendra, sinon son groupe demandera une suspension de séance [9 mars 2006] (p. 1714)

Constate qu'après l'examen de l'amendement n° 272 destiné à se substituer à l'article 1^{er} retiré puis réintroduit, sans qu'aucune disposition du règlement le prévoie, le débat porte désormais sur ce dernier article. Il explique que la licence globale n'est pas la gratuité mais une rémunération supplémentaire. Il demande au ministre quel avis il émettra sur l'article 1^{er} à l'issue de la discussion des amendements à cet article [9 mars 2006] (p. 1735)

Annnonce que son groupe saisira le Conseil constitutionnel car le droit d'amendement a été bafoué. Il avait compris que la commission examinerait tous les amendements qu'elle n'avait pas vus lors de sa dernière réunion. [9 mars 2006] (p. 1748)

Constate que, malgré 3 heures de débat au fond, l'occasion n'a pas été saisie que l'Internet finance la culture et la création, les amendements et les sous-amendements proposés dans ce sens ayant été rejetés [14 mars 2006] (p. 1831)

Ne conteste pas les raisons du retrait de l'ad n° 30 rectifié, ce retrait constitue un événement majeur, déséquilibrant un peu plus encore ce projet de loi qui ne garantit aucun droit à la copie privée [14 mars 2006] (p. 1862)

Attend toujours les raisons qui ont motivé le retrait, par le rapporteur, de l'amendement n° 30 rectifié alors qu'il avait été adopté par la commission. Cet amendement, essentiel, indiquait que le nombre de copies privées ne pouvait être inférieur à un [15 mars 2006] (p. 1880)

Demande, après des travaux très denses, un peu de temps pour préparer son intervention sur l'article 10 [15 mars 2006] (p. 1903)

Rappelle que le Gouvernement a refusé, malgré des demandes répétées, de lever l'urgence sur ce texte, mais s'est engagé à prendre le temps nécessaire à un débat de fond. Or, sur des sous-amendements fondamentaux, touchant à la protection des libertés publiques et au respect de la vie privée, au droit à la copie privée et à la démocratisation culturelle, le ministre n'a donné pour toute réponse que des avis défavorables [16 mars 2006] (p. 1974)

Affirme que les socialistes n'ont dirigé aucune attaque personnelle, ni contre le rapporteur, ni contre le ministre, mais que celui-ci n'a pas fait preuve de professionnalisme sur ce sujet. Dans cet hémicycle, les intérêts particuliers supplantent l'intérêt général. Quand à l'UDF, son discours, totalement contradictoire, est à deux voix [16 mars 2006] (p. 1977)

Souhaite des réponses à ses questions, notamment sur les garanties de la défense [16 mars 2006] (p. 2023)

Remarque que cette seconde délibération traduit la confusion dans laquelle a été rédigée la loi. Il demande également une réunion de la commission des lois et indique que son groupe va déposer de nouveaux amendements, comme le permet cette procédure [16 mars 2006] (p. 2045)

Demande la levée de la séance, en raison de l'heure tardive, et sa reprise à 15 heures [30 juin 2006] (p. 4675)

Dénonce l'heure tardive et le manque de respect du Gouvernement pour les parlementaires et leurs travaux [30 juin 2006] (p. 4678)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 182 (plus-values des sociétés d'investissement immobilier cotées : taux porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 5663) : rejeté (p. 5665)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7018)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7018)

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 7018)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7018)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 7018)

Union européenne : élargissement : Pologne (p. 7019)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7047)

**CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION
RADIOPHONIQUE LOCALE**

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7056)

Ses explications de vote (p. 7059)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7060)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7060)

Culture : crédits (p. 7059)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7060)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)*Après l'article 94*

Intervient sur l'adt n° 355 rectifié de M. Didier Mathus (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7062)

Intervient sur l'adt n° 655 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :*- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005*

Ses interventions (p. 7095)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7095)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7095)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7095)

Culture : crédits (p. 7095)

Culture : politique culturelle (p. 7095)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7096)

Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 7095)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 7095)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7095)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE****Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)**

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8527)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)**

Son intervention (p. 8238)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 8239)

Enseignement secondaire : mariage forcé (p. 8239)

Etat civil : mariage : auditions (p. 8238)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 8238)

Famille : mariage forcé (p. 8238)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Après l'article 1er A*

Son adt n° 7 (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8240) : adopté (p. 8241)

Son adt n° 8 (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243) : adopté (p. 8245)

Son adt n° 9 (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) : adopté (p. 8245)

Son adt n° 10 (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) : adopté (p. 8245)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8402)

Intervient sur l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8408)

Intervient sur le sous-adt n° 60 rectifié de Mme Martine Billard (prestations familiales versées aux femmes) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8408)

Intervient sur le sous-adt n° 59 de M. Jean-Pierre Brard (prestations familiales versées à la mère) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8408)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de M. Alain Vidalies (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Ses explications de vote (p. 8419)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8420)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)***Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)*

Son adt n° 12 : adopté (p. 1009)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)**

Son intervention (p. 8426)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 8427)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 8427)

Baux : locataires : protection (p. 8427)

Logement : logement social (p. 8427)

Logement : mixité sociale (p. 8426)

Logement : ventes à la découpe (p. 8426)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)*Après l'article 1er*

Son adt n° 13 (taxe de 2 % acquittée par les marchands de biens lorsque la vente de l'immeuble a créé un droit de préemption au profit des locataires) (p. 8443) : rejeté (p. 8444)

Son adt n° 15 (décote sur le prix de vente au profit du locataire en fonction de son ancienneté dans les lieux) (p. 8444) : rejeté (p. 8445)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8452)**

Son intervention (p. 8456)

Thèmes :

Entreprises : salariés (p. 8456 et s.)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers : compétences (p. 8458)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : défense (p. 8456 et s.)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : intérêt national (p. 8457 et s.)

Marchés financiers : offres publiques de retrait (OPR) (p. 8457)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8457)

Politique économique : libéralisme (p. 8456 et s.)

Sociétés : actionnaires : assemblées générales (p. 8456 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 8456)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8456 et s.)

Abstention du groupe socialiste (p. 8458)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8566)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8606) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 8619)

Son intervention (p. 1580)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8623)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8607, 1581)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8608)

Handicapés (p. 8614)

Informatique : interopérabilité (p. 8567, 8609, 8613, 1581)

- Informatique : logiciels libres (p. 1581)
 Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 1581)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 8608, 1581)
 Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8607, 8610, 8612, 1580)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8567, 8606, 8613, 1581)
 Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8615, 1581)
 Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8606, 8611, 8613, 1581)
 Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 1581)
 Télécommunications : fournisseurs d'accès à Internet (FAI) (p. 8614, 1581)
 Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8606, 8609, 1580)
 Télécommunications : téléchargement légal (p. 8566, 8609)
- Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)**
- Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)*
 Ses interventions (p. 8625, 8632 et s.)
 Son adt n° 101 rectifié (p. 8626)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8634) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8688)
- Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)*
 Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8691)
- Après l'article 4*
 Son adt n° 83 (licence légale applicable à la "webradio") (p. 8694) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8698)
- Avant l'article 6*
 Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (mention des mesures techniques dans les contrats des auteurs) (p. 8699)
 Intervient sur l'adt n° 246 rectifié de la commission (mention des mesures techniques de protection dans les futurs contrats des auteurs) (p. 8699 et s.)
- Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)*
 Son intervention (p. 8716)
 Son adt n° 85 (p. 8719)
 Son ss-adt oral à l'adt n° 253 de M. Bernard Carayon (p. 8721)
 Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8725)
- Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)*
 Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1586)
 Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1596)
 Son ss-adt n° 332 (conditions d'exercice du droit à la copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1603) : rejeté (p. 1604)
 Son ss-adt n° 308 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1604) : rejeté (p. 1610)
 Son ss-adt n° 309 (assouplissement du régime du droit de "citation" pour les usages pédagogiques et scientifiques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1610) : rejeté (p. 1612)
 Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1663)
 Son ss-adt n° 310 (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1666) : rejeté (p. 1667)
 Son ss-adt n° 311 (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667) : adopté (p. 1669)
- Intervient sur le sous-adt n° 313 de Mme Martine Billard (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1671)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1676, 1688), [9 mars 2006] (p. 1688, 1697, 1714)
 Ses observations : en réponse à une question du président de séance sur la position du groupe socialiste, demande au ministre s'il y aura bien deux lectures dans chaque assemblée avant toute convocation de la commission mixte paritaire, et souhaite un engagement écrit [9 mars 2006] (p. 1717)
 Son ss-adt n° 312 (suppression du "test en trois étapes") à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1726) : rejeté (p. 1727)
 Intervient sur le sous-adt n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1730)
- Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)*
 Ses interventions (p. 1734 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1735)
- Après l'article 1er (suite)*
 Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1748)
- Avant l'article 2*
 Intervient sur l'adt n° 168 précédemment réservé de M. Didier Mathus (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1751)
- Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)*
 Ses interventions (p. 1755 et s.)
- Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)*
 Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1765)
 Intervient sur l'adt n° 187 de M. Didier Mathus (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1767)
 Son ss-adt n° 323 (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1811)
 Son adt n° 94 rectifié (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1766) : rejeté (p. 1811)
 Son adt n° 96 rectifié (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1812) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1815)
 Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1816)
 Son adt n° 97 (affectation de 1 % du montant global de la rémunération pour copie privée au financement d'études indépendantes) (p. 1815) : rejeté (p. 1816)
 Son adt n° 98 rectifié (modifications concernant la commission pour copie privée) (p. 1821) : rejeté (p. 1822)
 Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1824)
 Son adt n° 95 rectifié (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1822) : rejeté (p. 1824)
 Son adt n° 99 rectifié (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies

dans la répartition des droits) (p. 1826) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1828)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1830)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 mars 2006] (p. 1831)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 1836)

Son adt n° 86 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 1844)

Son ss-adt n° 402 à l'adt n° 233, troisième rectification de M. Marc Le Fur (p. 1846)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1851)

Son ss-adt n° 403 (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (p. 1849) : rejeté (p. 1853)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1853 et s., 1885)

Ses observations : s'étonne du retrait par le rapporteur de l'amendement n° 30 rectifié qui avait été adopté par la commission. Même si cet amendement qu'il souhaite reprendre n'était sans doute pas suffisant, il témoignait de l'intervention du législateur sur la copie privée [14 mars 2006] (p. 1859)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 mars 2006] (p. 1862)

Son ss-adt n° 326 à l'adt n° 259 rectifié de M. Christian Vanneste (p. 1883)

Son adt n° 87 (p. 1889)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Son intervention (p. 1853, 1891 et s.)

Ses adts n° 88 à 91 (p. 1897 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mars 2006] (p. 1903)

Article 10 (protection des informations électroniques permettant l'identification d'une œuvre)

Son intervention (p. 1908)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1912 et s.)

Son ss-adt n° 376 (responsabilité limitée à l'exploitation commerciale de l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1909) : rejeté (p. 1917)

Son ss-adt n° 324 (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910) : rejeté (p. 1917)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1918 et s., 1982)

Son adt n° 331 (p. 1927)

Ses ss-adts n° 394 et 342 à 345 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1930 et s.)

Ses ss-adts n° 371 et 390 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1933)

Son ss-adt n° 384 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1934)

Ses ss-adts n° 395, 346 et 347 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1936 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1974, 1977)

Ses ss-adts n° 391 et 385 rectifié à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1978 et s.)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1983 et s.)

Son adt n° 93 (de suppression) (p. 1987)

Son ss-adt n° 325 à l'adt n° 262 du Gouvernement (p. 1990)

Ses ss-adts n° 386, 396, 352, 353 à 355, 373, 392, 397, 393, 387, 356 à 361 et 374 à l'adt n° 262 du Gouvernement (p. 1991 à 1994)

Après l'article 14

Son adt n° 339 (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2011) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2014)

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'œuvres en ligne) (p. 2021)

Son ss-adt n° 329 (y compris la mise à disposition imposée par l'utilisation d'un système d'échange) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (p. 2014) : rejeté (p. 2023)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 2023)

Son ss-adt n° 327 (logiciels utilisés exclusivement pour le partage illicite d'œuvres) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'œuvres) (p. 2024) : devenu sans objet (p. 2028)

Après l'article 15

Son adt n° 100 (nouvelles catégories d'actions éligibles au financement par les 25 % de la rémunération pour copie privée) (p. 2030) : rejeté (p. 2031)

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Jean Dionis du Séjour (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2032)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Didier Mathus (légalisation de tous les échanges numériques non commerciaux de musique, d'images, de photos et de dessins effectués par les personnes acceptant de conclure un nouveau contrat social garant de la rémunération des créateurs) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Didier Mathus (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de communiquer à leurs abonnés les conditions générales leur permettant d'échanger des œuvres en ligne en contrepartie du versement d'une redevance) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 208 rectifié de M. Didier Mathus (rédactionnel) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 59 rectifié de la commission (co-signature par le ministre chargé de la culture des arrêtés et homologations relatifs aux sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2037)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Didier Mathus (dépôt sous la forme d'un standard ouvert des écrits, images, sons ou messages de toute nature faisant l'objet d'une communication publique en ligne) (p. 2039)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Didier Mathus (fourniture lors d'un dépôt légal d'une copie dans un format électronique ouvert) (p. 2040)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Didier Mathus (suppression d'une disposition autorisant la constitution, par les sociétés de perception de droits, de fichiers recensant les infractions au code de la propriété intellectuelle) (p. 2043)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 2045)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses adts n° 5, 6 : adoptés (p. 2047, 2048)

Son intervention (p. 2049)

Demande de seconde délibération de l'amendement n° 150 deuxième rectification, en vertu de l'article 101, alinéa 1, du Règlement devenu l'article 12 bis. Il souligne l'intérêt, pour les consommateurs, du vote intervenu sur l'article 7. Il annonce que les socialistes saisiront le Conseil constitutionnel sur le fond de ce texte, notamment le

dispositif de réponses graduées, et sur la forme, en raison "des innovations en matière de procédure parlementaire" (p. 2049 et s.)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2105)
Vote contre du groupe socialiste (p. 2105)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4670) ; rejetée (p. 4675)

Ses rappels au règlement (cf supra) [30 juin 2006] (p. 4675, 4678)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement (p. 4672)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4671)
Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4671)
Informatique : logiciels d'échanges illicites d'œuvres : responsabilité (p. 4672)
Informatique : logiciels libres (p. 4672)
Justice : droits de la défense (p. 4672)
Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 4671)
Propriété intellectuelle : copie privée (p. 4671)
Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) : contraventions (p. 4672)
Union européenne : directives (p. 4670)
Ses explications de vote (p. 4693)
Vote contre du groupe socialiste (p. 4694)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1068)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : famille (p. 1068 et s.)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1068 et s.)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de succession (p. 1069)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : impôt sur le revenu (p. 1068)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : majorité (p. 1068)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 1069)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : statistiques (p. 1068)
Famille : mariage : homosexualité (p. 1068)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (PACS – modalités d'enregistrement et publicité) (p. 1140)

Intervient sur le sous-adt n° 272 rectifié de M. Alain Vidalies (PACS : possibilité de désigner dans la convention le partenaire comme légataire) à l'adt n° 16 du Gouvernement (PACS : droits et devoirs des partenaires et régime patrimonial) (p. 1141)

Intervient sur l'adt n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat – en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1142)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son intervention (p. 1145)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)

Son intervention (p. 1155)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 21 bis (formalités du PACS)

Son intervention (p. 4186)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son intervention (p. 4188)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances relatives à l'enlèvement, à la détention et aux conditions de la libération en Irak de Florence Aubenas et Hussein Hanoun (n° 2382) [5 octobre 2005]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (n° 2785) [25 janvier 2006]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome III : Affaires européennes (n° 2571) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances relatives à l'enlèvement, à la détention et aux conditions de la libération en Irak de Florence Aubenas et Hussein Hanoun [18 octobre 2005] (n° 2600)

Proposition de loi n° 2854 relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [8 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (n° 2785) [21 février 2006] (n° 2874)

Proposition de loi n° 3053 complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Auteur présumé, demande d'extradition, enlèvement et assassinat [7 mars 2006] (p. 1561)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1374, posée le 17 janvier 2006. Patrimoine culturel. Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (J.O. Questions p. 373). Appelée le 17 janvier 2006. Marseille (p. 25)

n° 1476, posée le 7 mars 2006. Voirie. Rocades (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Contournement de Marseille, calendrier (p. 1541)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5734)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3654)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 3654)
 Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3654)
 Droit pénal : négationnisme : histoire (p. 3654)
 Relations internationales : Turquie (p. 3654)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006**[13 juin 2006] (p. 4148)**

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des affaires étrangères (p. 4155)

Thèmes :

Pays étrangers : Monténégro (p. 4156)
 Politiques communautaires : budget (p. 4156)
 Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4156)

Jacques BOBE

*Charente (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VII : Politique des territoires (stratégie en matière d'équipement; aménagement, urbanisme et ingénierie publique) (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [7 février 2006] (p. 796)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4991)

Son ss-adt n° 1125 précédemment réservé (de précision) à l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993) : retiré (p. 4994)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES****Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6451)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 6451)
 Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6451)
 Collectivités territoriales : libre administration : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 6451)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 6451)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 6451)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 20 (mise en œuvre de dispositions de diverses conventions maritimes relatives à l'inspection du travail maritime)

Son intervention (p. 8388)

Article 23 (repos hebdomadaire des gens de mer)

Son intervention (p. 8389)

Ses explications de vote (p. 8393)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8393)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8459)

Article 16 (suspension obligatoire des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8470)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4632)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : accès (p. 4632)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 4632)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5698)

Alain BOCQUET

*Nord (20^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

Nommé président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520) (n° 2923) [8 mars 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4014)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4014)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2790 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'introduction en bourse d'EDF, sur l'ouverture de son capital au marché financier, sur le recours à des souscripteurs forcés et sur les conséquences de cette

- situation pour l'accomplissement de ses missions de service public [16 janvier 2006]
- Proposition de loi constitutionnelle n° 2835 tendant à modifier l'article 7 de la Constitution afin de renforcer l'expression démocratique et citoyenne du peuple français à l'occasion de l'élection du Président de la République [31 janvier 2006]
- Proposition de résolution n° 2842 tendant à créer une commission d'enquête sur la liquidation de Metaleurop Nord par Metaleurop SA après le retour en bourse du titre Metaleurop ; et sur l'introduction dans la loi de la notion de "dépendance décisionnelle et financière particulièrement marquée", dans le cadre de l'extension des procédures collectives d'une filiale à son groupe [3 février 2006]
- Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'introduction en bourse d'EDF, sur l'ouverture de son capital au marché financier, sur le recours à des souscripteurs forcés et sur les conséquences de cette situation pour l'accomplissement de ses missions de service public (n° 2790) [8 février 2006] (n° 2868)
- Proposition de loi n° 2901 relative à la lutte contre le recours abusif aux conventions de stages comme substitut à des contrats de travail et à la revalorisation du statut de stagiaire [28 février 2006]
- Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520) [2 mars 2006]
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Alain Bocquet et les membres du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520) (n° 2923) [8 mars 2006] (n° 2939)
- Proposition de résolution n° 2970 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les origines, les fondements et les conséquences du projet de création de Natixis, sur le devenir et le rôle des établissements financiers du secteur semi-public, en particulier la Caisse des dépôts et consignations, les Caisses d'épargne, la Banque de France la Poste, Natexis-Banques Populaires et la COFACE, ainsi que la nécessité de doter notre pays d'un pôle financier public au service de l'emploi, des collectivités locales et d'un aménagement structurant du territoire concourant à la satisfaction des besoins sociaux [16 mars 2006]
- Proposition de loi n° 3014 relative à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [10 avril 2006]
- Proposition de résolution n° 3085 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'absorption de Pechiney par Alcan et sur les conditions nécessaires à la sauvegarde et au développement de la filière aluminium en France et en Europe [16 mai 2006]
- Proposition de loi n° 3097 instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le contrat première embauche [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Politique économique. Croissance [4 octobre 2005] (p. 4696)
- Energie et carburants. EDF. Ouverture du capital [25 octobre 2005] (p. 5800)
- Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 791)
- Emploi. Politique de l'emploi [12 avril 2006] (p. 2581)
- Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [2 mai 2006] (p. 2775)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

- n° 1547, posée le 4 avril 2006. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3484). Appelée le 4 avril 2006. Fonds structurels (p. 2420)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Proteste contre la modification de l'ordre du jour imposée par le Gouvernement dans le but de faire adopter rapidement sans concertation et de manière ni sérieuse ni responsable un contrat première embauche institutionnalisant la précarité [24 janvier 2006] (p. 293)
- Proteste contre les conditions qu'il juge inacceptables d'examen du projet de loi dit "d'égalité des chances" [25 janvier 2006] (p. 346)
- Considère que le projet de loi sur l'égalité des chances s'engage dans la précipitation et sans aucune concertation

- avec les syndicats ou les associations de jeunesse [31 janvier 2006] (p. 539)
- Se plaint des conditions du débat ; réclame l'intervention du président de la commission des lois [31 janvier 2006] (p. 547)
- Dénonce la régression sociale que représentent à ses yeux l'abaissement de l'âge minimum d'accès à l'apprentissage et l'introduction du travail de nuit le dimanche et les jours fériés pour les jeunes [7 février 2006] (p. 800)
- Souhaite que la séance soit suspendue pendant la durée de la retransmission télévisée de l'audition du juge Burgaud devant la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire d'Outreau [8 février 2006] (p. 894)
- Condamne "le comportement inacceptable du Premier ministre" lors de sa réponse à M. François Hollande sur EADS et considère "qu'il est temps qu'il parte" [20 juin 2006] (p. 4347)
- Rappelle que M. Debré s'est fait photographier devant une montagne de papier représentant l'ensemble des adts déposés sur ce texte, dans le seul but de discréditer l'opposition, alors que cette dernière souhaite que les conditions démocratiques et transparentes d'un débat efficace soient réunies, notamment par la mise à disposition de la lettre de griefs de la Commission européenne ; il demande donc une suspension de séance pour que le Président de l'Assemblée puisse présenter à la tribune cette lettre de griefs et éventuellement, la lire [7 septembre 2006] (p. 4744)
- S'interroge sur le respect de la parole de l'Etat après les affirmations de M. Breton sur le fait que Arcelor ne fusionnerait jamais avec Mittal et celles de M. Sarkozy selon lesquelles l'Etat ne réduirait pas à moins de 70 % sa participation dans le capital de GDF ; jugeant impossible le débat sans communication intégrale de la lettre de griefs de la Commission européenne, il propose, en application de l'article 51 du Règlement de l'Assemblée nationale, la constitution de l'Assemblée en comité secret [7 septembre 2006] (p. 4752)
- Remarque que les parlementaires de l'UMP ont refusé la transparence alors que le recours au comité secret, certes inutilisé depuis 1945, se justifie par la situation actuelle de guerre économique [7 septembre 2006] (p. 4754)
- Doute que la solution consistant à organiser des files d'attente devant les bureaux de la commission des affaires économiques permette de garantir une complète information des parlementaires et demande que ces derniers puissent avoir connaissance non seulement de l'intégralité de la lettre de griefs de la Commission européenne, mais également de l'ensemble des courriers échangés entre le Gouvernement et celle-ci ; cette attitude démontrant le refus de transparence de l'UMP, il demande une suspension de séance [8 septembre 2006] (p. 4815)
- S'indigne que les parlementaires soient pris pour des "croque-saucisses-mendigots", réitère sa demande de formation de l'Assemblée en comité secret, demande une suspension de séance, en appelle au Président de la République pour sortir de ce délice, demande la convocation du Bureau de l'Assemblée et de la Conférence des Présidents ainsi que la venue du Président Debré dans l'hémicycle [8 septembre 2006] (p. 4817)
- Demande à nouveau que la lettre de griefs de la Commission européenne soit communiquée dans son intégralité aux présidents de chaque groupe et demande la venue dans l'hémicycle du Premier ministre et de M. Sarkozy [12 septembre 2006] (p. 4913)
- Juge que la représentation nationale est totalement méprisée ; d'un côté, M. Breton répète que le débat ne porte pas sur la fusion entre GDF et Suez et, de l'autre, le porte-parole du groupe Suez a admis que le siège social du futur groupe GDF-Suez fait "partie des chantiers en cours", tout en assurant qu'il n'y aurait pas de licenciement malgré la présence de doublons au niveau des fonctions centrales ; il demande une suspension de séance afin que le Gouvernement réfléchisse à sa réponse [12 septembre 2006] (p. 4933)
- Estime que le Gouvernement tient les députés pour "des moins que rien" en ne leur communiquant pas toutes les

informations dont il dispose et réitère sa demande d'organiser une séance de questions afin que le Premier ministre et M. Sarkozy puissent s'expliquer [12 septembre 2006] (p. 4934)

Déplore que les députés soient considérés comme de la "piétaille" car il leur est demandé de "régulariser une situation de fait sous la pression des lobbies et des intérêts privés des actionnaires", au moment même où le Président de l'Assemblée nationale veut revaloriser le rôle du Parlement [12 septembre 2006] (p. 4936)

A constaté que 64 % des pages de l'exemplaire de la lettre de griefs de la Commission européenne mis à disposition des députés contiennent au moins une censure. De ce qu'il a pu lire, il ressort toutefois que le projet de fusion a d'ores et déjà été approuvé par les conseils d'administration de GDF et de Suez, ce qui confirme que "tout se joue dans les couloirs" et que les députés ne sont que de la "piétaille", alors qu'il y va de l'avenir du service public et de la maîtrise publique de l'énergie en France et en Europe [12 septembre 2006] (p. 4955)

Rappelle que 133 feuilles sur 195 de l'exemplaire de la lettre de griefs de la Commission européenne mis à disposition des députés sont noircies et demande que MM. Sarkozy et de Villepin viennent s'expliquer devant les parlementaires ; s'étonnant de l'absence des membres de la majorité opposés au projet actuel, il demande la vérification du quorum [12 septembre 2006] (p. 4981)

Regrette l'absence des élus de la majorité hostiles au texte, notamment MM. Paillé et Daubresse, et demande une suspension de séance pour leur permettre de venir exposer leur point de vue [13 septembre 2006] (p. 4999)

Déclare que le gaullisme de M. Ollier, qu'il ne conteste pas, s'est malgré tout "considérablement dilué" [13 septembre 2006] (p. 5001)

Précise la position de son groupe : les adts des députés communistes sont maintenus et seront défendus "avec sérieux et responsabilité, sans qu'il soit question de faire de l'obstruction" [19 septembre 2006] (p. 5294)

Fait part de l'indignation de son groupe à propos d'événements survenus à Cachan et demande de prendre des mesures pour régler le problème rapidement et "avec humanité" [19 septembre 2006] (p. 5327)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Sa question préalable (p. 4783) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 4798)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5409) soutenue par M. Jean-Claude Sandrier : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5424)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7311)

Explications de vote et vote [23 novembre 2005] (p. 7415)

Ses explications de vote (p. 7418)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7419)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Sa question préalable (p. 5843) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 5854)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Sa question préalable (p. 6769) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6770)

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 2 de Mme Martine Billard (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6793)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Sa question préalable (p. 7427) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 7432)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7747) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 7752)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7996) soutenue par M. Jean-Claude Sandrier : rejetée (p. 8003)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8276) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 8284)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8551) soutenue par M. Frédéric Dutoit : rejetée (p. 8559)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601) ; [8 mars 2006] (p. 1663) ; [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745) ; [14 mars 2006] (p. 1809, 1843) ; [15 mars 2006] (p. 1879, 1908) ; [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'ad t n° 184 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1811)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Sa question préalable (p. 135) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 141)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 346)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses interventions (p. 549, 659)

Ses rappels au règlement (cf supra) [31 janvier 2006] (p. 539, 547)

Sa motion de renvoi en commission (p. 659, 667) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 682)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 800)

Après l'article 3

Demande la vérification du quorum [7 février 2006] (p. 846)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 894)

Demande la vérification du quorum [8 février 2006] (p. 897)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Sa question préalable (p. 1641) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 1643)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et cent quarante et un membres de l'Assemblée nationale

[21 février 2006] (p. 1031)

Son intervention (p. 1038)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1038)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1038, 1039)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1039, 1040)

Entreprises : bénéfices (p. 1039)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1038)

Politique économique : capitalisme (p. 1038, 1039)

Politique sociale : exclusion (p. 1039)

Travail : licenciements (p. 1039)

Travail : précarité (p. 1038)

Travail : salaires (p. 1039)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1040)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1285)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1324) soutenue par M. Frédéric Dutoit : rejetée (p. 1330)

Thèmes :

Recherche : précarité (p. 1285)

Recherche : secteur public (p. 1286)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1285)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1286)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1286)

Recherche : recherche industrielle (p. 1286)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1777)

Son intervention (p. 1791)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1777, 1791)

Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1777)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 1777, 1792)

Union européenne : Cour de justice (p. 1778)

Union européenne : directives : ports (p. 1792)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2265) soutenue par M. Jacques Desallangre : rejetée (p. 2270)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2882) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2891)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Sa question préalable (p. 3349) soutenue par M. André Chassaing : rejetée (p. 3356)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 20

Son adt n° 877 rectifié (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3564) : rejeté (p. 3565)

Son adt n° 876 (modification de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales et application de cette surtaxe aux exportations) (p. 3565) : rejeté (p. 3566)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Roger-Gérard Schwartzberg ainsi que cent quarante membres de l'Assemblée nationale

[16 mai 2006] (p. 3472)

Son intervention (p. 3480)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3481)

Entreprises : EADS (p. 3481)

Etat : Gouvernement (p. 3480)

Etrangers : immigration (p. 3481)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3481)

Ordre public : violences urbaines (p. 3481)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 3481)

Politique économique : capitalisme : libéralisme (p. 3480 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3481)

Politique générale : affaire Clearstream (p. 3480)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 3480)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 3480 et s.)

Secteur public : privatisations (p. 3481)

Union européenne : construction européenne : traité constitutionnel (p. 3480)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Sa question préalable (p. 4362) soutenue par M. Jean-Claude Sandrier : rejetée (p. 4367)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

- Sa demande de formation de l'assemblée en comité secret (p. 4753) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4753)
- Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4788)
- Son intervention (p. 4802)
- Sa motion de renvoi en commission (p. 4848) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 4856)

Demande la vérification du quorum (p. 4788)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4744, 4752, 4754) ; [8 septembre 2006] (p. 4815, 4817)

Thèmes :

- Assemblée nationale : comité secret (p. 4788)
- Constitution : article 11 : GDF/SUEZ (p. 4788, 4802)
- Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4804)
- Energie et carburants : gaz : transport (p. 4804)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4804)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4788)
- Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4803)
- Energie et carburants : politique énergétique : emploi (p. 4804)
- Energie et carburants : tarifs (p. 4788, 4803)
- Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4804)
- Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4802)
- Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4788)
- Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4788, 4803)
- Union européenne : constitution européenne (p. 4788)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

- Ses rappels au règlement (cf supra) [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4934, 4936)
- Ses interventions (p. 4955 et s.)
- Ses rappels au règlement (cf supra) [12 septembre 2006] (p. 4955, 4981)
- Demande la vérification du quorum (p. 4982)
- Son rappel au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 5001)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

- Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5294)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

- Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5327)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

- Son intervention (p. 5526)
- Demande la vérification du quorum [25 septembre 2006] (p. 5530)

Jean-Claude BOIS

*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Yves BOISSEAU

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Son intervention (p. 8195)

Thèmes :

- Travail : congé de maternité (p. 8195)
- Travail : égalité professionnelle (p. 8195)
- Travail : salaires (p. 8195)
- Travail : travail à temps partiel (p. 8195)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3453)

Thèmes :

- Emploi : création d'emplois (p. 3453)
- Emploi : jeunes (p. 3453)
- Formation professionnelle : apprentissage (p. 3453, 3454)
- Formation professionnelle : stages (p. 3453, 3454)

Daniel BOISSERIE

*Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1542, posée le 4 avril 2006. Voirie. RN 141 (J.O. Questions p. 3483). Appelée le 4 avril 2006. Aménagement, Haute-Vienne (p. 2417)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****VILLE ET LOGEMENT**

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

- Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 7259)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7259)
- Logement : HLM : zones rurales (p. 7260)
- Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) : zones rurales (p. 7260)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Élisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 358)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 358)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)

Son adt n° 124 (p. 3880)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son adt n° 407 (p. 3508)

Avant l'article 42

Son adt n° 406 rectifié (plans d'eau alimentés par des sources) : rejeté (p. 3716)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4905)

Marcel BONNOT

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales, de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de M. le Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche [J.O. du 12 avril 2006] (p. 5506)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. TGV. Liaison Rhin Rhône, calendrier, financement [25 octobre 2005] (p. 5806)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5232)

Thème :

Sécurité publique : incendies (p. 5232)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4940 et s.)

Maxime BONO

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1472, posée le 7 mars 2006. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 2254). Appelée le 7 mars 2006. La Rochelle (p. 1535)

n° 1591, posée le 9 mai 2006. Transports ferroviaires. Ligne Poitiers Niort La Rochelle (J.O. Questions p. 4785). Appelée le 9 mai 2006. Modernisation, financement (p. 3148)

*DÉBATS***Débat sur les infrastructures de transport**

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5049)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5049 et s.)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 5050)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5049 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRANSPORTS**

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6200)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports (p. 6201)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6202)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6201)
 Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6200)
 Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 6201)
 Transports urbains (p. 6200)
 Voirie : sociétés concessionnaires (p. 6201)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8301)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8302)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : transports maritimes (p. 8302)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 8302)
 Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8301)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8302)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 8301)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8301)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8302)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Avant l'article 12

Intervient sur l'ad. n° 94 de Mme Odile Saugues (information du Parlement avant toute nouvelle ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8321)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad. n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8328)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3804)

Son intervention (p. 3820)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3821)
 Logement : habitat insalubre (p. 3821)
 Logement : logement social : construction (p. 3805, 3821)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne : crédits budgétaires (p. 3821)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3805, 3821)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3805, 3821)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3805, 3821)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3805, 3821)
 Ses explications de vote (p. 4007)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4008)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891) ; [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967) ; [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047) ; [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096) ; [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1^{er} [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4949 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5564 et s.)

Augustin BONREPAUX

*Ariège (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9398)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôt de solidarité sur la fortune. Calcul. Réforme [18 octobre 2005] (p. 5374)

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [15 novembre 2005] (p. 6758)

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [22 février 2006] (p. 1085)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [7 juin 2006] (p. 4047)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1315, posée le 6 décembre 2005. Transports ferroviaires. Ligne Toulouse Latour-de-Carol [J.O. Questions p. 11119]. Suppléé par M. Henri Nayrou. Appelée le 6 décembre 2005. Réfection (p. 7894)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Félicite M. Etienne Pinte pour ses propos relatifs à l'insuffisante compensation des transferts de compétence aux collectivités territoriales et indique qu'à défaut de la communication des simulations - qui démontrent que les prélèvements de l'Etat se font au détriment des collectivités les plus pauvres - "nous ne pourrions débattre" des articles qui leur sont consacrés [20 octobre 2005] (p. 5514)

Condamne les propos de M. Hervé Mariton relatifs au comportement de députés - par ailleurs élus locaux - qui opposeraient l'Etat aux collectivités territoriales [20 octobre 2005] (p. 5517)

Demande au Gouvernement des simulations sur les réformes de l'impôt sur le revenu, de la dotation globale d'équipement et de la taxe professionnelle [20 octobre 2005] (p. 5540)

S'étonne que son ad. n° 186 déposé après l'article 27 ait été placé après l'article 22 et que d'autres amendements aient "mystérieusement disparu" [20 octobre 2005] (p. 5593)

Réitère sa demande de suspension de séance et demande à nouveau la présence du ministre de l'économie lors de l'examen des amendements relatifs à l'ISF [21 octobre 2005] (p. 5652)

Répond à M. Hervé Mariton que les socialistes ne sont pas "contre le patrimoine" mais que "l'on assiste à un véritable empilement de mesures favorables aux catégories privilégiées alors que l'Etat n'a plus les moyens d'assumer ses responsabilités essentielles" [21 octobre 2005] (p. 5654)

Demande si l'adoption de l'amendement n° 246 permettrait à un contribuable de réduire sa contribution à l'ISF de 615 000 € et souhaite que la commission des finances se réunisse pour recevoir les informations nécessaires [21 octobre 2005] (p. 5684)

Demande si l'amendement n° 246 s'applique aux stock-options, si son adoption permettrait à des contribuables de

réduire le montant de leur imposition à l'ISF de plus de 600 000 € et le nombre de contribuables concernés [21 octobre 2005] (p. 5690)

Demande l'examen immédiat des amendements relatifs à l'ISF et la présence du ministre de l'économie "qui est particulièrement concerné par cet impôt" [22 octobre 2005] (p. 5649)

Demande des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6893)

Réitère sa demande de communication des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle et s'interroge sur les difficultés de certaines de ces collectivités plafonnées à 90 % [16 novembre 2005] (p. 6894)

Réitère sa demande de communication des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle et souhaite connaître les catégories d'entreprises bénéficiant du plafonnement et de l'imposition minimum en fonction de la valeur ajoutée [16 novembre 2005] (p. 6900)

Demande au ministre du budget combien de contribuables assujettis à l'ISF bénéficieront du plafonnement des impositions en fonction du revenu [16 novembre 2005] (p. 6914)

Constate des divergences entre les simulations fournies par le Gouvernement sur les effets du plafonnement de la taxe professionnelle et demande la présence du ministre des collectivités territoriales [22 novembre 2005] (p. 7297)

Fait état de déclarations du ministre des collectivités territoriales relatives aux modalités du plafonnement de la taxe professionnelle [22 novembre 2005] (p. 7299)

Constate des différences entre les simulations communiquées par le Gouvernement et par le rapporteur général sur la réforme de la taxe professionnelle et demande si chaque collectivité sera informée du niveau de ses bases [20 décembre 2005] (p. 8515)

Réclame une suspension de séance et souhaite une réunion de la commission des finances pour étudier les amendements déposés par le Gouvernement, en particulier sur la taxe professionnelle [20 décembre 2005] (p. 8525)

Réitère sa demande au ministre du budget sur la comptabilisation dans les statistiques du RMI des allocataires bénéficiant d'un contrat d'avenir [20 juin 2006] (p. 4377)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4714)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 4714)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4714 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4714)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5057)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 5058)

Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 5057)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5057)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5422)

Son intervention (p. 5463)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5535)

Ses rappels au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5514, 5517)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dégrèvements (p. 5422, 5465, 5535)

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5535)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 5422 et s., 5465, 5535)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5422)

Donations et successions (p. 5464)

Emploi : chômage (p. 5465)

Finances publiques : budgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5463)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5463)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5463)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5535)

Finances publiques : dette publique (p. 5463)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5422, 5463)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5461)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5464)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 5464)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5422, 5464)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5464)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5464)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5422 et s.)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5463)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5422)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5464 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5464)

Secteur public : services publics (p. 5465 et s.)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5463, 5535)

Travail : coût : productivité (p. 5535)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5540)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2005)

Ses interventions (p. 5543 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 40 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5551)

Intervient sur l'ad n° 248 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 € hors quotient familial) (p. 5553)

Intervient sur l'ad n° 249 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 5557)

Intervient sur l'ad n° 419 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus sur internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 5558)

Son ad n° 250 (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds) : rejeté (p. 5558)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son ad n° 256 (p. 5562)

Ses interventions (p. 5563 et s.)

Son ad n° 257 (p. 5564)

Article 4 (réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)

Son intervention (p. 5568)

Son ad n° 161 (de suppression) (p. 5568)

Article 6 (instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)

Son ad n° 163 (de suppression) (p. 5572)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad^t n° 160 de M. Didier Migaud (assurance-vie : seuil d'exonération des droits de succession ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 5573)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)

Ses interventions (p. 5574 et s.)

Son ad^t n° 165, deuxième rectification (p. 5575)

Article 23 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 5580)

Son ad^t n° 184 (p. 5582)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Ses interventions (p. 5583, 5591)

Ses ad^ts n°s 321 (de suppression) et 322 (p. 5586, 5592)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5593)

Article 25 (affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2004 des communes et de leurs groupements)

Son intervention (p. 5594)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad^t n° 236 de M. Jean-Pierre Brard (dotation attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants pour l'exercice des mandats locaux – potentiel fiscal substitué au potentiel financier) (p. 5595)

Intervient sur l'ad^t n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5597)

Article 26 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)

Ses interventions (p. 5599 et s.)

Article 27 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 5600)

Après l'article 27

Son ad^t n° 186 (RMI et RMA - compensation aux départements : prise en compte chaque année du coût supplémentaire résultant de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI du fait de la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5602) : rejeté (p. 5603)

Article 28 (règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA -FCTVA)

Son intervention (p. 5604)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son ad^t n° 189 (p. 5606)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad^t n° 427 rectifié précédemment réservé de M. Serge Grouard (France Télécom – taxe professionnelle : prélèvement opéré par l'Etat plafonné au produit perçu par la collectivité) (p. 5620 et s.)

Après l'article 13

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5649, 5652, 5654)

Intervient sur l'ad^t n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes - TGAP) (p. 5656)

Son ad^t n° 319 (huile végétale pure : autorisation d'emploi comme carburant et exonération de la TIPP) (p. 5655) : rejeté (p. 5656)

Intervient sur l'ad^t n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5658)

Article 17 précédemment réservé (plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des plus-values latentes)

Son intervention (p. 5667)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad^t n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5675 et s., 5682, 5707)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5684, 5690)

Intervient sur l'ad^t n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5701)

Son ad^t n° 252 précédemment réservé (ISF – titres de sociétés – abattement de 50 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 5705) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5706)

Son ad^t n° 253 précédemment réservé (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 ter du code général des impôts : suppression) (p. 5706) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5707)

Son ad^t n° 254 (ISF – indexation du barème : suppression) : rejeté (p. 5708)

Article 18 précédemment réservé (mesures relatives au financement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 5709)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad^t n° 416 précédemment réservé du Gouvernement (prêt à taux zéro : plafond de ressources porté de 38 690 € à 6 200 – transfert de la créance de crédit d'impôt entre établissements de crédit) (p. 5713)

Son ad^t n° 188 précédemment réservé (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5717) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5721)

Son ad^t n° 320 précédemment réservé (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5749) : rejeté (p. 5752)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) : - Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005**

Son intervention (p. 6742)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 6743)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6742)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 6742)

FINANCES PUBLIQUES**Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Thierry Carcenac
Ses interventions (p. 7180, 7185)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles : statut juridique (p. 7181)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7185)

Finances publiques : dette publique (p. 7185)

Impôt sur le revenu : déclarations : Internet (p. 7181)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 7181)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 7185)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : informatisation (p. 7181)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnels (p. 7180 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 7180 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES**Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)**

Son intervention (p. 7147)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7147)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7147)

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement (p. 7147)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Article 82 (dotation de développement rural (DDR) : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)

Son adt n° 636 (p. 7157) : rejeté (p. 7158)

Article 83 (réforme des concours de la dotation générale de décentralisation (DGD) relatifs au financement des bibliothèques)

Son intervention (p. 7159)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale –DSU)

Son intervention (p. 7160)

Après l'article 84

Son adt n° 453 rectifié (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164) : retiré (p. 7165)

Son adt n° 454 rectifié (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) : retiré (p. 7165)

Son adt n° 455 rectifié (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) : rejeté (p. 7166)

Son intervention : souligne les conséquences de la substitution du potentiel financier au potentiel fiscal pour le calcul de la dotation "élu local" (p. 7167)

Son adt n° 456 rectifié (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166) : rejeté (p. 7167)

Son adt n° 448 rectifié (exclusion de la dotation forfaitaire du potentiel financier des départements) (p. 7167) : rejeté (p. 7168)

Son adt n° 447 rectifié (garantie de progression de la dotation de fonctionnement minimale pour certains départements) : retiré (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 599 rectifié de M. Gilles Carrez (modalités de compensation de la perte de recettes subie par les communes du fait de l'application de l'article 15 de la loi relative au développement des territoires ruraux) (p. 7170)

Son adt n° 449 rectifié (prise en compte des charges liées à l'espace et à l'environnement pour la répartition des concours de l'Etat) : rejeté (p. 7171)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6893, 6894, 6900)

Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2005] (p. 7299)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses interventions (p. 6905, 6923)

Ses adts n° 334, 336, deuxième rectification, 342 à 344, 337 et 340 (p. 6921 et s.)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Reprend l'adt n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7193 et s.) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7194)

Son ss-adt n° 668 (plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû) à l'adt n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (p. 7191) : rejeté (p. 7194)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Son intervention (p. 6934)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 151 rectifié de M. Alain Néri (anciens combattants - demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 6937)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 7189)

Article 64 [18 novembre 2005] (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation -FCPI- et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque SUIR)

Son intervention (p. 7195)

Article 66 [18 novembre 2005] (aménagement du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en vue de l'amélioration de la performance énergétique des logements)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 novembre 2005] (p. 7297, 7299)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Intervention : demande une suspension de séance pour étudier les simulations sur les effets du plafonnement de la taxe professionnelle [22 novembre 2005] (p. 7302)

Ses interventions (p. 7305, 7339)

Ses ss-adts n° 674 à 679 à l'adt n° 495 rectifié de M. Michel Bouvard (p. 7345)

Reprend l'adt n° 495 rectifié de M. Michel Bouvard (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7351)

Ses adts n° 375 à 385, 409 à 414 à 420, 394, 395 à 408, 423 à 437 (p. 7363 et s., 7368 et s., 7371 et s.)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son ss-adt n° 451 rectifié (suppression de l'assiette minimale) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 €/par mètre carré) (p. 7382) : rejeté (p. 7383)

Son ss-adt n° 452 rectifié (taux de 25 €/par mètre carré) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7382) : rejeté (p. 7383)

Son ss-adt n° 450 rectifié (produit de la taxe attribué aux collectivités respectant leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement aux gens du voyage) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7382) : adopté (p. 7383)

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 364 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères-établissements publics de coopération intercommunale – articles L. 2333-76 à L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7388)

Ses adts n° 635 et 634 (taux des impôts locaux : "déliaison totale" respectivement en 2006 et 2007) : rejetés (p. 7389)

Son adt n° 363 (impôts locaux – prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) (p. 7389) : rejeté (p. 7390)

Son adt n° 73 (taxe professionnelle - plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : modalités de calcul) : rejeté (p. 7390)

Intervient sur l'adt n° 529 de M. Jacques Péliissard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392)

Ses adts n° 74 et 367 (autonomie financière des collectivités territoriales : rapport du Gouvernement) : rejetés (p. 7392)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 361 de M. Jean-Louis Dumont (accession sociale à la propriété – TVA : taux réduit) (p. 7201)

Intervient sur l'ad^t n° 357 de M. Jean-Louis Idiart (livraisons de chaleur distribuées en réseau – TVA : taux réduit) (p. 7201)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad^t n° 17 de M. Jean-Louis Dumont (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) (p. 7202)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Intervient sur le sous-ad^t n° 458 rectifié de M. Didier Migaud (désignation de membres par les commissions) à l'ad^t n° 287 rectifié de la commission (commissions des finances – pouvoirs de contrôle : extension) (p. 7205)

Intervient sur le sous-ad^t n° 540 rectifié de M. Didier Migaud (désignation de membres par les commissions chargées des finances) à l'ad^t n° 287 rectifié de la commission (p. 7205)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8524)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8515)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : libre administration (p. 8524)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8524)

Finances publiques : dette publique (p. 8524)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8525)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8525)

Intervient sur les ad^ts n°s 2 et 3 rectifié du Gouvernement (article 9 – exploitants agricoles - allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties : compensation aux communes) (p. 8528)

Intervient sur les ad^ts n°s 7, 8 et 9 du Gouvernement (articles 26 et 27 : compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements : Corse – correction de l'imputation du droit à compensation de la part "collèges" entre la collectivité territoriale de Corse et les deux départements) (p. 8528)

Intervient sur les ad^ts n°s 16 à 21 du Gouvernement (article 67 – réforme de la taxe professionnelle - modalités de calcul des taux de référence : retour au texte voté par le Sénat – suppression de la disposition adoptée par la commission mixte paritaire offrant aux communes et aux intercommunalités la possibilité d'utiliser après 2005 la majoration du taux de référence) (p. 8535 et s.)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad^t n° 110 de Mme Hélène Mignon (charges nouvelles frappant les collectivités territoriales : compensation par relèvement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7737)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8012)

Son intervention (p. 8017)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8036) : rejetée (p. 8039)

Thèmes :

Assemblée nationale : ad^ts : Gouvernement (p. 8018)

Banques et établissements financiers : épargne populaire : rémunération (p. 8018, 8038)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8012 et s., 8017 et s., 8036 et s.)

Emploi : chômage (p. 8017)

Etat : missions régaliennes (p. 8037 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8012, 8017)

Finances publiques : dette publique (p. 8012, 8017)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : épargne logement (p. 8018, 8038)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 8018, 8038)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8017, 8037)

Marchés financiers : valeurs mobilières : fiscalité (p. 8038)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8012, 8017)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 8038)

Politique économique : croissance (p. 8017)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8017)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8028, 8038)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 1er

Ses ad^ts n°s 262 et 263 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation plafonnée à respectivement 50 % et 100 %) : rejetés (p. 8040)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Ses ad^ts n°s 197, (p. 8041)

Son ad^t n° 201 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8041)

Ses ad^ts n°s 198 à 200 (p. 8050 et s.)

Son ad^t n° 202 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8052)

Son intervention (p. 8055)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad^t n° 217 de M. Didier Migaud (fonds de réserve pour les retraites : affectation d'une partie du produit des privatisations) (p. 8057)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Ses interventions (p. 8068, 8076 et s.)

Après l'article 18

Son ad^t n° 242 (institution d'une taxe de solidarité sur les transports maritimes de passagers) : rejeté (p. 8087)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Son ad^t n° 248 (de suppression) (p. 8108)

Article 29 (amélioration du régime spécial d'imposition des salariés exerçant temporairement leur activité en France)

Son ad^t n° 249 (de suppression) (p. 8111)

Article 30 (aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective)

Son intervention (p. 8112)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad^t n° 221 de M. Éric Besson (étudiants boursiers – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 222 de M. Didier Migaud (titulaires de l'allocation de solidarité spécifique – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 219 de M. Jean-Pierre Balligand (redevance audiovisuelle : perception avec l'impôt sur le revenu) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 220 de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle – double imposition : remboursement) (p. 8123)

Article 31 (mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 8123)

Après l'article 32

Son ad^t n° 257 (impôts locaux – bases locatives – revalorisation : 1,9 % au lieu de 1,8 %) : rejeté (p. 8134)

Son adt n° 211 (taxe professionnelle : déliaison des taux) (p. 8134) : rejeté (p. 8135)

Son adt n° 212 (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) : rejeté (p. 8135)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Jean-Louis Bianco (institution d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur contribuant à la réalisation d'ITER) (p. 8136)

Après l'article 37

Son adt n° 207 (dotation de fonctionnement minimale des départements : indexation sur la DGF) (p. 8139) : rejeté (p. 8140)

Son adt n° 208 (calcul de la réfaction de la DGF des départements au titre de la reprise de la compétence sanitaire par l'Etat : non prise en compte des charges de personnel) : rejeté (p. 8140)

Son adt n° 213 (rapport du Gouvernement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, les transferts d'imposition à leur profit et leurs marges d'évolution différenciée des taux) (p. 8140) : rejeté (p. 8141)

Son adt n° 204 (routes nationales transférées aux départements : calcul de la compensation) (p. 8141) : rejeté (p. 8142)

Son adt n° 203 (aide aux jeunes en difficulté transférée aux départements : calcul de la compensation) (p. 8142) : rejeté (p. 8143)

Son adt n° 205 (fonds de solidarité pour le logement transféré aux départements : calcul de la compensation) : rejeté (p. 8143)

Son adt n° 206 (personnels techniciens et ouvriers de service transférés aux départements : calcul de la compensation) : rejeté (p. 8143)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur les adts n° 87 et 35 de M. Jacques Péliard (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Après l'article 39

Son adt n° 261 (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8157) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué) (p. 8176)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8666)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8666)

Finances publiques : généralités (p. 8666)

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence : équipement (p. 8667)

TVA : remboursement : péages (p. 8667)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8667)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8350)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8351 et s.)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8350)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8351)

Logement (p. 8350)

Politiques communautaires : budget (p. 8350)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8351)

Président de la République (p. 8351)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8350)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 170)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 171)

Logement : logement social : Ariège (p. 170)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 170)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1^{er} juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son adt n° 271 (p. 3999)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 461 (p. 3423)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses adts n° 378 et 359 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3605)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean Launay (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable ou de l'assainissement) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 380 rectifié de M. Jean Launay (indication de la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution d'un contrat dans le rapport annuel du délégataire) (p. 3608)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son intervention (p. 3610)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son adt n° 442 (p. 3692)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son ss-adt n° 387 à l'adt n° 250 de la commission (p. 3694)

Ses adts n° 389 à 393 (p. 3702 et s.)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4361 et s.)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4367)

Ses interventions (p. 4367 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2006] (p. 4377)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4367)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 4368 et s.)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 4362, 4367)

Etat : patrimoine (p. 4368)

Finances publiques : débudgétisations (p. 4368)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4367)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 4368)
 Finances publiques : dette publique (p. 4367)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4368)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 4367)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4367)
 Justice : Cour des comptes (p. 4367 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4361)
 Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 4367)
 Politique économique : pouvoir d'achat : endettement (p. 4362, 4367)
 Politique sociale : pauvre (p. 4362)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4368)
 Sécurité sociale (p. 4362)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4505)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4506)
 Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4506)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4506)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 4506)
 Finances publiques : dette publique (p. 4505)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4505)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4505)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4506)
 Régions : Midi-Pyrénées : monuments historiques (p. 4506)
 Secteur public : privatisations (p. 4506)
 Secteur public : services publics (p. 4506)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4940)

Jean-Louis BORLOO

Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi [10 novembre 2005]

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances [11 janvier 2006]

Projet de loi n° 2865 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1478 du 1er décembre 2005 de simplification du droit dans le domaine des élections aux institutions représentatives du personnel [8 février 2006]

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [21 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Françoise Branget. Emploi. Chômage. Lutte et prévention [4 octobre 2005] (p. 4697)

M. Jean-Paul Anciaux. Emploi. Politique de l'emploi [11 octobre 2005] (p. 5075)

M. Jacques Desallangre. Logement. Location. Loyers, montant, conséquences [18 octobre 2005] (p. 5372)

M. Hugues Martin. Emploi. Politique de l'emploi. Contrat nouvelle embauche [18 octobre 2005] (p. 5377)

M. Daniel Spagnou. Emploi. Contrats jeunes. CIVIS, bilan [25 octobre 2005] (p. 5802)

Mme Annick Lepetit. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [25 octobre 2005] (p. 5805)

M. François Scellier. Logement. Politique du logement. [26 octobre 2005] (p. 5879)

M. Manuel Valls. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6125)

M. Gérard Hamel. Baux. Loyers. Calcul, indice de référence, réforme [2 novembre 2005] (p. 6128)

M. Henri Houdouin. Emploi. Chômage. Lutte et prévention [2 novembre 2005] (p. 6128)

M. Pierre Bourguignon. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Zones urbaines sensibles [9 novembre 2005] (p. 6597)

M. Jean-Pierre Nicolas. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Zones urbaines sensibles [9 novembre 2005] (p. 6598)

Mme Janine Jambu. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [15 novembre 2005] (p. 6752)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [15 novembre 2005] (p. 6753)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. Chômage [15 novembre 2005] (p. 6756)

M. Jean-Pierre Grand. Emploi. Jeunes. Service civil volontaire [15 novembre 2005] (p. 6759)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Logement. Logement social. [16 novembre 2005] (p. 6890)

M. Yves Jégo. Aménagement du territoire. Zones franches. Extension [22 novembre 2005] (p. 7322)

Mme Nathalie Gautier. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [22 novembre 2005] (p. 7324)

M. Alain Venot. Logement. Politique du logement. [29 novembre 2005] (p. 7334)

M. Victorin Lurel. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [30 novembre 2005] (p. 7711)

M. Jean-Pierre Le Ridant. Travail. Licenciement économique. Convention de remplacement personnalisé [14 décembre 2005] (p. 8336)

M. Pierre Bourguignon. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [14 décembre 2005] (p. 8341)

M. Alain Vidalies. Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 43)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 46)

M. Laurent Wauquiez. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [18 janvier 2006] (p. 109)

Mme Martine Aurillac. Logement. Politique du logement. [18 janvier 2006] (p. 113)

M. Laurent Hénart. Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 337)

M. Jean Glavany. Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 344)

M. Bernard Mazouaud. Emploi. Politique de l'emploi. [31 janvier 2006] (p. 526)

M. Christian Paul. Emploi. Chômage. Jeunes [31 janvier 2006] (p. 527)

M. Jean-Marie Le Guen. Emploi. Contrats première embauche. [31 janvier 2006] (p. 530)

M. Nicolas Perruchot. Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 790)

M. Alain Vidalies. Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 797)

M. Jean-Pierre Brard. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [8 février 2006] (p. 885)

M. Jean-Pierre Nicolas. Emploi. Chèque emploi service universel. Mise en place, modalités [8 février 2006] (p. 885)

M. Philippe Vuilque. Emploi. Contrats première embauche. Conséquences [8 février 2006] (p. 886)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. Contrats première embauche. Conséquences [8 février 2006] (p. 888)

M. Pascal Ménage. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [22 février 2006] (p. 1084)

M. Jean Glavany. Emploi. Chômage [28 février 2006] (p. 1246)

M. Jean-Pierre Dufau. Emploi. Contrats de première embauche [1^{er} mars 2006] (p. 1322)

M. Dominique Strauss-Kahn. Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1564)

Mme Janine Jambu. Emploi. Contrats première embauche [8 mars 2006] (p. 1624)

Mme Marie-Anne Montchamp. Emploi. Contrats nouvelle embauche [8 mars 2006] (p. 1627)

M. Jean-Claude Guibal. Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1803)

Mme Jacqueline Fraysse. Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1803)

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1805)

M. Gilbert Meyer. Logement. Politique du logement. [14 mars 2006] (p. 1809)

M. Pierre Goldberg. Emploi. Contrats première embauche [15 mars 2006] (p. 1871)

M. Jean-Paul Bacquet. Emploi. Contrats première embauche [15 mars 2006] (p. 1872)

M. Laurent Wauquiez. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [15 mars 2006] (p. 1873)

M. Michel Vergnier. Baux. Baux d'habitation. Durée, résiliation [15 mars 2006] (p. 1874)

M. François Hollande. Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2144)

M. Jean-Claude Lenoir. Emploi. Contrats première embauche. Mise en œuvre, bilan [22 mars 2006] (p. 2150)

M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Contrats première embauche. Retrait [28 mars 2006] (p. 2249)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Politique du logement. [29 mars 2006] (p. 2314)

M. Michel Raison. Emploi. Contrats nouvelle embauche. Conséquences, chômage [4 avril 2006] (p. 2427)

M. Nicolas Perruchot. Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2429)

M. Jean-Christophe Lagarde. Emploi. Chômage. Statistiques [12 avril 2006] (p. 2580)

M. Alain Bocquet. Emploi. Politique de l'emploi [12 avril 2006] (p. 2581)

M. Pierre Goldberg. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [13 avril 2006] (p. 2683)

M. Gérard Cherpion. Travail. Licenciement économique. Contrat de transition professionnelle [13 avril 2006] (p. 2686)

M. Lucien Degauchy. Travail. Droit du travail. Etudiants, stages en entreprise, réglementation [10 mai 2006] (p. 3239)

M. Bernard Perrut. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes [17 mai 2006] (p. 3539)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [30 mai 2006] (p. 3787)

M. Alain Suguenot. Emploi. Chômage. Statistiques [31 mai 2006] (p. 3845)

M. Alain Gest. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [6 juin 2006] (p. 3985)

M. François Scellier. Logement. Politique du logement. Bilan [6 juin 2006] (p. 3989)

M. Jean-Pierre Nicolas. Urbanisme. Rénovation urbaine [7 juin 2006] (p. 4046)

M. Jean-Claude Lemoine. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Bénéficiaires, statistiques [14 juin 2006] (p. 4199)

Mme Martine Aurillac. Entreprises. Intéressement et participation [20 juin 2006] (p. 4345)

M. Michel Piron. Logement. Construction. Bilan [21 juin 2006] (p. 4403)

M. Patrick Balkany. Logement. Sécurité. Ascenseurs, mises aux normes [21 juin 2006] (p. 4406)

Mme Marcelle Ramonet. Emploi. Rémunérations. SMIC et prime pour l'emploi, revalorisation [27 juin 2006] (p. 4555)

Mme Josette Pons. Emploi. Chômage. Statistiques [27 juin 2006] (p. 4558)

M. Francis Saint-Léger. Logement. Politique du logement. [28 juin 2006] (p. 4613)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : justifie la discussion au Parlement de mesures d'urgence par la situation sociale tendue depuis les semaines précédentes [24 janvier 2006] (p. 296)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : se félicite de la mise en œuvre de nombreux chantiers de constructions de logements, sociaux en particulier, d'avoir étendu l'hébergement d'urgence et précise que l'article 55 de la loi SRU est parfaitement appliqué [24 janvier 2006] (p. 296)

M. Jean-Marc Ayrault : rappelle l'effort de l'Etat en matière de production de logements sociaux et de rénovation des quartiers, en particulier en se substituant aux organismes HLM pour le paiement de la taxe sur le foncier bâti [24 janvier 2006] (p. 299)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : précise qu'il lui arrive de répondre en une fois à plusieurs questions surtout lorsqu'elles se recoupent [26 janvier 2006] (p. 462)

M. Laurent Fabius : donne sa position sur la concertation entre partenaires sociaux en cours ; affirme son intention de sécuriser les parcours professionnels ; annonce une évaluation du contrat nouvelle embauche [7 février 2006] (p. 803, 805)

M. Jean-Marc Ayrault : accuse la majorité précédente d'être la véritable responsable de la précarité ; défend une plus grande flexibilité soutenue, entre autres, par les autres mouvements socialistes ou socio-démocrates européens ; affirme que le contrat première embauche (CPE) est plus favorable aux jeunes que les CDD, intérimis et stages [7 février 2006] (p. 822)

Mme Muguette Jacquaint : répond que l'accord du maire est nécessaire en matière de déconventionnement de loyers locatifs [8 février 2006] (p. 907)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : répond que ces mesures, qui nécessitent des expertises approfondies, seront communiquées dès que possible à l'ensemble des parlementaires et avant que ne s'engage le débat [31 mai 2006] (p. 3883)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5223)

Thèmes :

Logement : immeubles collectifs : prévention (p. 5223)

Logement : logement social : réhabilitation (p. 5224)

Sécurité publique : incendies (p. 5223)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur avertisseur autonome de fumée)

Son intervention (p. 5237)

Article 3 (sanction du dispositif)

Son intervention (p. 5238)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad. n° 2 de Mme Josiane Boyce (encadrement des obligations de prise en charge par les compagnies d'assurances) (p. 5239)

Article 4 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 5239)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses interventions (p. 114, 133, 140, 180)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 114 et s., 133)

Communes : finances : logement social (p. 182)

Copropriété : syndics (p. 117)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 115)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : revenus mobiliers (p. 117)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 183)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 116)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 115 et s.)

Logement : HLM : charges locatives (p. 183)

Logement : HLM : loyers (p. 134)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 182)

Logement : logement social (p. 114, 181, 184)

Logement : logement social : Ariège (p. 183)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : construction (p. 115)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : outre-mer (p. 117)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : statut juridique (p. 117)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 115, 180)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 115)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 115, 133)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 182)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 182)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 133, 182)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 181, 183)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 115, 181)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 117)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 181)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 116, 134, 181)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 140, 182)

Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 182)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 116)

Urbanisme : rénovation urbaine : Bretagne (p. 181)

Urbanisme : rénovation urbaine : zones urbaines sensibles (p. 114)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 217 et s.)

Article 2 bis (extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat)

Son intervention (p. 235)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Ses interventions (p. 235 et s.)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Ses interventions (p. 236 et s.)

Article 3 ter (action en démolition)

Son intervention (p. 238)

Article 3 quinquies (possibilité pour le préfet d'engager une action en démolition)

Son intervention (p. 239)

Après l'article 3 quinquies

Intervient sur l'ad n° 328 rectifié de M. Rodolphe Thomas (limitation de l'exercice du droit de recours en annulation d'un permis de construire) (p. 239)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

Après l'article 3 sexies

Intervient sur l'ad n° 107 de M. Patrick Braouezec (encadrement des ventes à la découpe avec l'institution d'un permis de diviser) (p. 241)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)

Ses interventions (p. 242 et s.)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'ad n° 677 rectifié du Gouvernement (exercice facilité du droit de préemption des collectivités territoriales pour la réalisation de logements sociaux) (p. 243)

Intervient sur le sous-ad n° 682 rectifié du Gouvernement (autorisation de droit) à l'ad n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (sociétés locales placées sous le contrôle exclusif des collectivités locales autorisées sur demande de ces dernières à réaliser des opérations d'aménagement sans être contraintes par les règles de mise en concurrence) (p. 244)

Intervient sur l'ad n° 335 de M. François Brottes (sécurisation juridique de la déclaration d'utilité publique en cas d'opérations réalisées à des fins de mixité sociale) (p. 245)

Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques)

Son intervention (p. 250)

Avant l'article 4 quater

Intervient sur l'ad n° 222 de M. Gérard Hamel (intitulé du chapitre VI : "Soutenir la construction de logements dans les communes") (p. 250)

Intervient sur l'ad n° 336 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire de chaque commune en fonction de la construction de logements sociaux) (p. 251)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Ses interventions (p. 251 et s.)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Ses interventions (p. 253 et s.)

Article 4 sexies (majoration de la base de la taxe locale d'équipement)

Son intervention (p. 254)

Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Ses interventions (p. 254 et s.)

Après l'article 4 septies

Intervient sur l'ad n° 44 de la commission (prise en compte, dans le calcul de la dotation de solidarité urbaine, de l'existence des logements-foyers) (p. 257)

Intervient sur l'ad n° 337 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (non superposition de taxes dans le cas où des établissements publics fonciers de niveau différent opèrent sur un même territoire) (p. 257)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 258 et s.)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 266)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'ad n° 401 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 304)

Intervient sur l'ad n° 398 de M. Jacques Myard (aides publiques en faveur de l'investissement pour les logements

destinés aux primo acquérants ne dépassant pas un plafond de ressources et d'apport personnel) (p. 305)

Intervient sur l'adt n° 400 rectifié de Mme Christine Boutin (institution de sociétés civiles immobilières par capitalisation créées par des organismes HLM) (p. 306)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 13 de la commission des finances (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission des finances (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 405 rectifié de M. Rodolphe Thomas (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 79 rectifié de M. Rudy Salles (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 308)

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 308)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 309)

Intervient sur l'adt n° 620 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) (p. 311)

Intervient sur l'adt n° 275 du Gouvernement (renforcement des capacités de la Caisse de refinancement de l'habitat) (p. 311)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (plan d'épargne retraite populaire affecté à l'acquisition de la résidence principale) (p. 312)

Intervient sur le sous-adt n° 684 de M. Gérard Hamel (imposition à l'impôt sur le revenu du capital versé au moment du départ à la retraite) à l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (p. 312)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 314)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Ses interventions (p. 318 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 77 de M. Gilbert Meyer (élargissement du champ de l'article L. 444-2 du code de la construction et de l'habitat aux sociétés civiles immobilières familiales) (p. 322)

Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)

Son intervention (p. 323)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 498 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (déficit foncier porté à 15 000 euros au titre du dispositif "Borloo populaire") (p. 323)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Ses interventions (p. 327 et s.)

Article 7 ter (exonération de TVA sur les opérations de portage immobilier provisoire)

Son intervention (p. 347)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'adt n° 324 rectifié de M. François Brottes (réduction de droits de succession en vue de la remise sur le marché du logement social des anciennes habitations rurales ou corps de ferme abandonnés) (p. 348)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié de M. Patrick Braouezec (exonération de taxe foncière pour deux ans de l'ensemble des nouvelles constructions) (p. 348)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Ses interventions (p. 348 et s.)

Après l'article 7 quater

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission (immeubles d'habitation exonérés de droits de succession si les héritiers s'engagent à leur conserver un usage locatif pendant neuf ans) (p. 351)

Intervient sur l'adt n° 217 rectifié de M. Richard Mallié (immeubles d'habitation mis à la disposition d'organismes sans but lucratif et qui en font bénéficier les personnes en difficulté exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune) (p. 352)

Avant l'article 7 quinquies

Intervient sur l'adt n° 509 rectifié de M. Gérard Hamel (rédactionnel) (p. 352)

Article 7 sexies (remise sur le marché des logements vacants situés au-dessus des commerces)

Son intervention (p. 353)

Article 7 septies (déduction sur les revenus fonciers en cas de remise sur le marché de logements vacants)

Son intervention (p. 353)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 681 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (accroissement des capacités communales d'intervention en matière de logements vacants) (p. 353)

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 354 et s.)

Intervient sur l'adt n° 421 de Mme Annick Lepetit (surface minimale habitable) (p. 356)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 357)

Intervient sur le sous-adt n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (p. 357)

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Elisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 359)

Intervient sur l'adt n° 416 de M. Francis Vercamer (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 359)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Ses interventions (p. 363 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 364)

Intervient sur le sous-adt n° 689 de M. Charles de Courson (respect du droit des actionnaires) à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur le sous-adt n° 690 de M. Charles de Courson (respect du droit de propriété) à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur le sous-adt n° 691 de M. Pierre-André Périssol (suppression du 5° en vue d'éviter un prélèvement ultérieur éventuel sur le Crédit immobilier de France) à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur l'adt n° 422 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 121-4 du code de l'urbanisme : ajout des

organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires d'immeubles situés dans le périmètre des SCOT ou des PLU à la liste des établissements et des collectivités associés à l'élaboration de ces SCOT et PLU) (p. 378)

Intervient sur l'adt n° 57 de la commission (garantie pour les fonctionnaires territoriaux de pouvoir conserver leur statut en cas de regroupement d'un office public de l'habitat et d'une société d'économie mixte) (p. 378)

Après l'article 8 ter

Intervient sur l'adt n° 688 de M. François Scellier (compétence des organismes d'HLM pour construire et gérer les bureaux et locaux techniques des fonctionnaires de police et de gendarmerie) (p. 379)

Article 8 quater (gouvernance des sociétés anonymes d'HLM)
Son intervention (p. 379)

Article 8 quinquies (compétences de syndic des sociétés anonymes HLM et des sociétés anonymes coopératives de production HLM)
Son intervention (p. 380)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 463 de M. Jean-Pierre Nicolas (compétence des organismes d'HLM pour se porter acquéreurs d'un immeuble isolé vendu intégralement en l'état futur d'achèvement par un maître d'ouvrage privé) (p. 380)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. Gérard Hamel (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 409, deuxième rectification de M. Gérard Hamel (compétence des organismes d'HLM pour vendre des immeubles en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 611 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 612 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 613 de M. François Scellier (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 403 de M. Jean-Louis Dumont (homogénéisation des compétences des différentes familles d'organismes d'HLM) (p. 383)

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 385)

Intervient sur l'adt n° 637 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 639 de M. Martial Saddier (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 490 de M. Jean-Louis Dumont (diversification des bénéficiaires des logements construits par des organismes HLM dans le cadre d'opérations d'accèsion à la propriété) (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 669 de M. Michel Raison (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 389)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. François Brottes (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 389)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 391)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement

d'une procédure d'accèsion sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 393)

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 398)

Intervient sur le sous-adt n° 693 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inclusion des logements en accèsion dans le décompte des 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU seulement en cas de maintien sur le territoire concerné d'une offre locative sociale identique) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 402)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 403)

Intervient sur l'adt n° 341 de M. Jacques Myard (logements intermédiaires inclus dans le décompte des logements sociaux) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de la commission des finances (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à quinze ans) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Hugues Martin (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à dix ans) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Jacques Myard (nombre de logements locatifs sociaux à réaliser fixé à 25 % des permis de construire délivrés chaque année) (p. 407)

Intervient sur l'adt n° 453 de M. Patrick Beaudouin (article L. 302-6 du code de la construction : rôle des maires) (p. 408)

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. Patrick Braouezec (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 431 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410)

Intervient sur l'adt n° 145 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410)

Intervient sur l'adt n° 144 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410)

Intervient sur l'adt n° 657 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 441)

Intervient sur l'adt n° 423 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442)

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 443)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 446)

Intervient sur l'adt n° 120 rectifié de M. Patrick Braouezec (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des parts respectives de logements sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie) (p. 446)

Intervient sur l'adt n° 658 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-8 du code de la construction : suppression du deuxième alinéa) (p. 449)

- Intervient sur l'adt n° 253 de Mme Martine Billard (article L. 302-8 du code de la construction : délibération du conseil municipal pour délimiter les emplacements nécessaires) (p. 449)
- Intervient sur l'adt n° 325 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) (p. 450)
- Intervient sur l'adt n° 248 rectifié de Mme Martine Billard (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) (p. 450)
- Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 453)
- Intervient sur l'adt n° 440 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 453)
- Intervient sur l'adt n° 443 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maires tenus de présenter six mois avant le terme de leur mandat un rapport présentant l'ensemble des opérations établies au titre des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) (p. 460)
- Intervient sur l'adt n° 123 rectifié de M. Patrick Braouezec (communes n'ayant pas construit assez de logements sociaux privées de dotation globale de fonctionnement) (p. 460)
- Intervient sur l'adt n° 436 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une part supplémentaire au sein de la dotation forfaitaire des communes pour tenir compte de leur effort en matière de construction de logement locatif social) (p. 460)
- Intervient sur l'adt n° 122 rectifié de M. Patrick Braouezec (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) (p. 461)
- Intervient sur l'adt n° 435 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) (p. 461)
- Intervient sur l'adt n° 437 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application du coefficient de pondération à la dotation de base des EPCI afin de tenir compte de leur effort en faveur de la construction locative sociale) (p. 461)
- Intervient sur l'adt n° 438 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inclusion du nombre de logements sociaux dans les critères prioritaires de versement de la dotation de solidarité communautaire) (p. 461)
- Intervient sur l'adt n° 434 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions du remboursement d'une partie des pénalités imposées aux communes ne remplissant pas le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 461)
- Intervient sur l'adt n° 426 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (dotation forfaitaire des communes diminuée de l'écart avec le taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 462)
- Article 8 septies (bilan triennal de l'application de l'article 55 de la loi SRU)*
Son intervention (p. 462)
- Article 8 octies (délégation au président du conseil général des décisions relatives au fonds de solidarité pour le logement)*
Son intervention (p. 462)
- Article 8 decies (plan départemental de l'habitat)*
Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) (p. 462)
Son intervention (p. 462)
- Après l'article 8 decies*
Intervient sur l'adt n° 63 rectifié de la commission (réalisation d'études de cadrage sur l'habitat par un syndicat mixte) (p. 463)
- Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Martine Billard (possibilité de déléguer l'aide à la pierre à la région en Ile-de-France) (p. 463)
- Article 9 (rôle des EPCI, des commissions départementales de médiation et des préfets dans l'attribution des logements locatifs sociaux)*
Ses interventions (p. 463 et s.)
- Article 10 (réforme du dispositif du supplément de loyer de solidarité)*
Son intervention (p. 467)
- Après l'article 10 bis*
Intervient sur l'adt n° 406 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement faisant apparaître les aides publiques en faveur du logement social) (p. 469)
Intervient sur l'adt n° 454 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation de l'article 60 - permettant au préfet de déléguer tout ou partie de son "contingent" de réservations de logements - de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) (p. 470)
Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (institution dans chaque département d'une conférence de l'habitat) (p. 470)
- Avant l'article 11 A*
Intervient sur l'adt n° 685 rectifié de M. Gérard Hamel (fiscalité allégée pour les centres d'hébergement d'urgence) (p. 470)
- Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)*
Ses interventions (p. 471 et s.)
- Article 16 (prise en compte des subventions versées au titre du 1 % logement pour l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)*
Son intervention (p. 473)
- Article 17 (avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers)*
Son intervention (p. 473)
- Article 18 (transmissibilité du droit au maintien dans les lieux lié aux baux d'habitation régis par la loi du 1er septembre 1948)*
Son intervention (p. 474)
- Après l'article 18*
Intervient sur l'adt n° 634 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (négociation d'accords collectifs d'amélioration du patrimoine et information des locataires sur la liste des charges récupérables) (p. 474)
Intervient sur l'adt n° 419 rectifié de M. François Brottes (versement échelonné du dépôt de garantie) (p. 475)
Intervient sur l'adt n° 470 de M. Rodolphe Thomas (règlement des litiges portant sur les caractéristiques du logement) (p. 475)
Intervient sur l'adt n° 418 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (interdiction pour les bailleurs de demander aux locataires le cautionnement solidaire d'un tiers) (p. 475)
Intervient sur l'adt n° 68 de la commission (interdiction de refuser une caution locative située outre-mer) (p. 476)
Intervient sur l'adt n° 675 de M. Gérard Hamel (dérogation apportée à la liste des charges récupérables par accords collectifs portant sur l'amélioration de la sécurité ou la prise en compte du développement durable) (p. 476)
Intervient sur l'adt n° 467, deuxième rectification de M. François Scellier (mise en conformité du droit applicable en matière de charges récupérables avec la réglementation relative à la sécurité des ascenseurs) (p. 476)
Intervient sur l'adt n° 636 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (normes de réparation des ascenseurs) (p. 476)
Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (modalités de calcul des charges récupérables) (p. 477)
Intervient sur l'adt n° 471 de M. François Scellier (modalités de calcul des charges récupérables) (p. 477)
Intervient sur l'adt n° 635 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (modalités de calcul des charges récupérables) (p. 477)
Intervient sur l'adt n° 420 de M. François Brottes (statut minimal pour la personne physique qui se porte caution du paiement des loyers) (p. 477)

Avant l'article 19

Intervient sur l'ad t n° 568 de M. Jean-Louis Dumont (nouvelle dénomination du syndicat à forme coopérative : "syndicat coopératif") (p. 477)

Intervient sur l'ad t n° 70 rectifié de la commission (imputation par le syndicat de copropriété des frais de recouvrement d'une créance à l'encontre d'un propriétaire débiteur) (p. 477)

Intervient sur l'ad t n° 71, troisième rectification de la commission (simplification des obligations comptables des petites copropriétés) (p. 478)

Intervient sur l'ad t n° 564 de M. Jean-Louis Dumont (application du privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires en cas de faillite commerciale ou civile aux charges dues par le failli ou son liquidateur) (p. 478)

Intervient sur l'ad t n° 565 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives afin de faciliter la gestion des immeubles) (p. 478)

Article 19 (délai supplémentaire d'adaptation des copropriétés à la loi SRU)

Son intervention (p. 478)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad t n° 558 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maires habilités à délivrer les autorisations de changement d'usage des logements) (p. 478)

Intervient sur l'ad t n° 559 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (instauration d'un permis de mise en copropriété) (p. 479)

Article 20 (extension du régime du délai de rétractation de l'acquéreur non professionnel d'un bien immobilier)

Intervient sur les adts n°s 605, deuxième rectification et 185 de M. Gérard Hamel (p. 479)

Article 21 (extension du statut d'agent commercial aux collaborateurs non salariés d'un agent immobilier)

Son intervention (p. 479)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 571 rectifié de M. Gérard Hamel (professionnel de l'immobilier autorisé à percevoir une somme d'argent avant la conclusion de l'opération) (p. 480)

Intervient sur l'ad t n° 572, deuxième rectification de M. Gérard Hamel (compétences des professionnels de l'immobilier en exercice) (p. 480)

Intervient sur les adts n°s 560 et 561 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (réglementation de l'activité de marchand de biens) (p. 480)

Intervient sur l'ad t n° 562 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (réglementation de l'activité de marchand de biens afin d'encadrer les ventes à la découpe) (p. 480)

Article 23 (versement des deux tiers du montant du 1 % logement aux collecteurs associés de l'Union d'économie sociale du logement)

Son intervention (p. 481)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 417 de Mme Geneviève Gaillard (obligation de haute qualité environnementale pour les opérations de construction et de réhabilitation) (p. 481)

Intervient sur l'ad t n° 566, deuxième rectification de M. Gérard Hamel (transposition dans le code rural des dispositions relatives aux modalités de gestion et de perception du 1 % figurant dans le code de la construction) (p. 481)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad t n° 73 de la commission (pérennisation de la convention d'expérimentation entre l'Etat et l'Union de l'économie sociale du logement du 15 juillet 2004) (p. 481)

Intervient sur l'ad t n° 624 de M. Jean Launay (retour de droit à une collectivité ou à un EPCI en cas de mise à disposition gratuite d'un service public) (p. 482)

Intervient sur l'ad t n° 642 rectifié de M. Gérard Hamel (commune membre d'une communauté de communes autorisée à en rejoindre une autre plus importante en population afin de définir un programme local de l'habitat) (p. 482)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad t n° 618 de M. René-Paul Victoria (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'ad t n° 198 rectifié du Gouvernement (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'ad t n° 627 de M. Bertho Audifax (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'ad t n° 628 de M. Alfred Almont (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad t n° 622 de M. Alfred Almont (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'ad t n° 623 de M. Bertho Audifax (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'ad t n° 653 de M. René-Paul Victoria (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

*Seconde délibération**Article 1er (faciliter la réalisation de logements sur les terrains publics)*

Ses interventions (p. 484, 532)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)**

Ses interventions (p. 3794, 3804, 3807, 3828)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 3794)

Bâtiment et travaux publics : construction : économies d'énergie (p. 3829)

Baux : loyers (p. 3796)

Baux : loyers : fonds de garantie (p. 3830)

Environnement : changements climatiques (p. 3829)

Etat : domaine public : logement social (p. 3795, 3829)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3796)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 3796)

Logement : droit (p. 3830)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3795, 3830)

Logement : habitat insalubre (p. 3829)

Logement : logement social : construction (p. 3795, 3829)

Logement : logement social : décentralisation (p. 3828)

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 3828)

Logement : logement social : stations touristiques (p. 3828)

Logement : logements vacants (p. 3796, 3829)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 3829)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3795)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : sociétés civiles (p. 3830)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 3804)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3796, 3830)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3830)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3830)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3829)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3795, 3829)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 3795)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 3795)

TVA : taux réduit : énergie et carburants (p. 3829)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 3795)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3796, 3804, 3828)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)*Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)*

Ses interventions (p. 3852 et s.)

Après l'article 1er

- Intervient sur l'adt n° 49 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat aux fins du logement social) (p. 3857)
- Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)*
Ses interventions (p. 3858 et s.)
Intervient sur les adts n°s 120 et 113 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 3861)
- Article 3 A (ratification de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme)*
Son intervention (p. 3865)
- Après l'article 3 A*
Intervient sur l'adt n° 278 de M. Gérard Hamel (coordination rédactionnelle entre l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et le code de l'urbanisme) (p. 3865)
- Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)*
Son intervention (p. 3866)
- Article 4 ter B (institution de sociétés publiques locales d'aménagement)*
Son intervention (p. 3867)
- Article 4 septies supprimé par le Sénat (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)*
Son intervention (p. 3877)
- Article 4 octies supprimé par le Sénat (prise en compte des logements foyers dans le calcul de la dotation de solidarité urbaine)*
Son intervention (p. 3878)
- Avant l'article 5*
Intervient sur l'adt n° 57 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3878)
- Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)*
Ses interventions (p. 3879 et s.)
- Après l'article 5*
Intervient sur l'adt n° 46 de M. Jean-Pierre Gorges (interdiction pour un locataire en accession sociale à la propriété d'être propriétaire d'un autre bien immobilier) (p. 3881)
- Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)*
Son intervention (p. 3882)
- Article 5 bis (bail à construction)*
Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3883)
- Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)*
Son intervention (p. 3883)
- Après l'article 5 quinquies*
Intervient sur l'adt n° 111 de M. Martial Saddier (préfinancement de l'achat de foncier en accession à la propriété par le 1 % logement) (p. 3886)
Intervient sur l'adt n° 312 de M. Luc Chatel (garantie des emprunts immobiliers des titulaires d'un contrat de travail qui n'est pas à durée indéterminée) (p. 3886)
Intervient sur l'adt n° 252 de M. Jean-Pierre Abelin (création d'un répertoire des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 3887)
- Après l'article 5 sexies*
Intervient sur l'adt n° 204 de M. François Scellier (extension de l'objet du plan d'épargne retraite populaire à la constitution d'une épargne affectée à l'acquisition de la résidence principale de l'adhérent en accession à la première propriété) (p. 3887)
- Après l'article 5 nonies*
Intervient sur l'adt n° 114 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (modification du code de la consommation prévoyant l'insertion dans toute offre préalable et tout contrat de crédit immobilier d'une clause permettant à l'emprunteur, lors de la survenance d'évènements graves affectant en dehors de sa volonté ses ressources, de reporter ou de moduler le paiement des mensualités dues sans pénalité et sans souscrire une assurance) (p. 3888)
- Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (information des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif sur les dispositifs tendant à conventionner le logement et à sécuriser le paiement du loyer) (p. 3888)
- Intervient sur l'adt n° 219 de M. Philippe Folliot (location-attribution par les organismes de HLM) (p. 3889)
- Avant l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 194 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du décret encadrant les loyers en Ile-de-France à d'autres zones géographiques) (p. 3903)
Intervient sur l'adt n° 63 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 3905)
- Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)*
Ses interventions (p. 3906 et s.)
- Après l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 190 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (mise en place d'un dispositif de garantie des risques locatifs pour le parc privé conventionné ANAH) (p. 3909)
- Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)*
Son intervention (p. 3915)
- Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)*
Ses interventions (p. 3916 et s.)
- Article 7 ter (exonération de TVA sur les opérations de portage immobilier provisoire)*
Son intervention (p. 3922)
- Article 7 sexies A (ratification de l'ordonnance relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux)*
Son intervention (p. 3922)
- Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)*
Son intervention (p. 3924)
- Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)*
Son intervention (p. 3926)
- Article 8 bis AA (conditions d'application du taux réduit de taxation à l'impôt sur les sociétés pour les plus-values réalisées par les SEM lors de la cession d'immeubles)*
Ses interventions (p. 3926 et s.)
- Article 8 ter A (vente de logements foyers par les organismes HLM aux collectivités territoriales, à leurs groupements, aux centres d'action sociale et aux organismes sans but lucratif)*
Son intervention (p. 3927)
- Article 8 ter (extension des compétences des organismes HLM)*
Son intervention (p. 3927)
- Après l'article 8 ter*
Intervient sur l'adt n° 191 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du rôle des agences immobilières à vocation sociale) (p. 3928)
- Après l'article 8 quater*
Intervient sur l'adt n° 115 de M. François Brottes (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3929)
Intervient sur l'adt n° 128 de M. Jean-Louis Dumont (possibilité pour les organismes HLM de vendre une partie de leur parc en accession à la propriété sans contrainte de plafond de ressources) (p. 3929)
- Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)*
Son intervention (p. 3930)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses interventions (p. 3931 et s.)

Article 8 septies C (obligation pour les bailleurs de logements conventionnés de reloger les locataires en cas de non renouvellement de la convention)

Son intervention (p. 3934)

Article 8 septies E (prise en compte pendant cinq ans dans le quota de logements sociaux des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 3934)

Article 8 septies F (prise en compte, au titre de l'article 55 de la loi SRU des logements sociaux pendant cinq ans après leur déconventionnement)

Ses interventions (p. 3934 et s.)

Après l'article 8 septies F

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution de la dotation forfaitaire des communes en cas de non respect du quota de 20 % de logements sociaux prévu à l'article 55 de la loi SRU) (p. 3935)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3940 et s.)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3942 et s.)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport de fin de mandat sur la situation du logement locatif social d'une communauté ou d'un groupement de communes) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 90 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une part supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes liée à l'effort réalisé en matière de logement social) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Patrick Braouezec (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire des communes en fonction du nombre de logements sociaux construits dans les 5 années précédentes) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (majoration du versement au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'un coefficient de pondération de la dotation de base des établissements publics de coopération intercommunale en fonction de leurs efforts en faveur de la construction de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (prise en compte du nombre de logements sociaux dans le calcul de la dotation de solidarité communautaire) (p. 3945)

Après l'article 8 undecies

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (participation des associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées au programme local de l'habitat) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation des dispositions de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales déléguant le contingent préfectoral aux maires et présidents de groupements de communes) (p. 3945)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4710)

Son intervention (p. 4712)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : création d'emplois (p. 4712)

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 4712)

Logement : logement social (p. 4712)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 4712)

TVA : taux réduit (p. 4712)

Urbanisme : simplifications administratives (p. 4712)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4712)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4716)

Son intervention (p. 4716)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses interventions (p. 535, 583)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 537, 584)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 537)

Emploi : égalité des chances (p. 536)

Emploi : chômage (p. 537)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 536 et s.)

Emploi : jeunes (p. 535 et s., 583)

Enseignement : enseignement technique et professionnel (p. 584, 585)

Enseignement : diplômés (p. 585)

Enseignement : établissements scolaires : quartiers défavorisés (p. 585)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 584, 585)

Famille : autorité parentale (p. 538)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 536)

Jeunes : service civique (p. 538)

Jeunes : volontaires (p. 538)

Ordre public : violences urbaines (p. 535)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 537, 538)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 537, 538)

Travail : négociations (p. 584)

Travail : précarité (p. 536)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 535)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 584)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius (cf supra) [7 février 2006] (p. 803, 805)

Après l'article 3

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 821)

Intervient sur le sous-adt n° 98 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 837)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf supra) (p. 907)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2640)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 2641)

Emploi : jeunes (p. 2640, 2641)

Formation professionnelle : contrats d'insertion professionnelle (p. 2641)

Politique sociale : insertion (p. 2640, 2641)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3896)

Thème :

Logement : ventes à la découpe (p. 3896)

Bernard BOSSON

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Vice-président de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6354)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 6356)

Défense : chars de combat (p. 6355)

Défense : crédits (p. 6355)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6356)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : crédits budgétaires (p. 6354)

Défense : frégates (p. 6355)

Défense : opérations extérieures (p. 6354, 6356)

Défense : porte-avions (p. 6355)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6354)

Union européenne : politique de la défense (p. 6356)

René BOUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Roger BOULLONNOIS

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 octobre 2005] (p. 16396)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 octobre 2005] (p. 16396)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Conditions d'entrée. Contrat d'accueil et d'intégration, mise en place [3 mai 2006] (p. 2861)

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7957)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 7957)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7957)

Elections et référendums : élections sénatoriales : regroupement (p. 7957)

Parlement : Sénat : durée des mandats (p. 7957)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 7957)

Bruno BOURG-BROC

*Maine (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (n° 2605) [29 novembre 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 2 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale (n° 3194) [20 septembre 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Edouard Balladur et plusieurs de ses collègues sur la mise en œuvre de l'action-cadre : "Mettre à jour et simplifier l'acquis communautaire" (E 2853) (n° 2338) [11 octobre 2005] (n° 2566)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (n° 2605) [21 février 2006] (n° 2875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. Cour des comptes, rapport, conclusions [5 octobre 2005] (p. 4750)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1325, posée le 6 décembre 2005. Sécurité routière. Eclairage de la voirie (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. RN 44, Châlons-en-Champagne (p. 7896)

n° 1625, posée le 30 mai 2006. Politique extérieure. Francophonie (J.O. Questions p. 5566). Appelée le 30 mai 2006. Entreprises installées à l'étranger, dépenses d'enseignement du français, aides de l'Etat (p. 3757)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 432 (enseignement du français aux salariés non francophones d'établissements situés hors de France : crédit d'impôt) (p. 5666) : rejeté (p. 5667)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7030)

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 7030)

Corps diplomatique et consulaire (p. 7030)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7029)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 7029)

Langue française : francophonie (p. 7030)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 7029)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7029)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)

Son adt n° 9 (p. 7570)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Son adt n° 30 (p. 7576)

Article 15 (journée nationale du réserviste)

Son adt n° 8 (p. 7580)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Son intervention (p. 8269)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères : allemand (p. 8269)

Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8269)

Pierre BOURGUIGNON

Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 23 : Pouvoirs publics : Conseil et contrôle de l'Etat (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Zones urbaines sensibles [9 novembre 2005] (p. 6597)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [14 décembre 2005] (p. 8341)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1695, posée le 27 juin 2006. Industrie. Papier et carton (J.O. Questions p. 6663). Appelée le 27 juin 2006. OTOR Papeterie, emploi et activité, Rouen (p. 4524)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT : POUVOIRS PUBLICS

Examen du fascicule [17 novembre 2005] (p. 6955)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6955)

Thèmes avant la procédure des questions :

Conseil constitutionnel (p. 6955)

Etat : Conseil économique et social (p. 6956)

Justice : Conseil d'Etat (p. 6956)

Justice : Cour de justice de la République (p. 6955)

Justice : Cour des comptes (p. 6956)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : pouvoirs publics (p. 6955)

Président de la République : crédits (p. 6955)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 6962)

Crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6963)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 652 du Gouvernement (Cour des comptes et juridictions financières : indemnité de technicité) (p. 6963)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6964)

Après l'article 80

Intervient sur l'adt n° 601 de M. René Dosière (Présidence de la République - crédits : jaune budgétaire) (p. 6965)

Chantal BOURRAGUÉ
Gironde (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2586 visant à modifier l'assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens dont la propriété est démembrée [13 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Personnes victimes de violences conjugales [30 novembre 2005] (p. 7715)

Emploi. Statut. Stagiaires [12 avril 2006] (p. 2585)

Personnes âgées. Journée de solidarité. [6 juin 2006] (p. 3988)

DÉBATS

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2162)

Son intervention (p. 2163)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant : mariage forcé (p. 2164)

Etat civil : mariage : auditions (p. 2164)

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 2165)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2162)

Etat civil : mariage avec un étranger : naissances (p. 2164)

Etat civil : mariage avec un étranger : statistiques (p. 2164)

Etrangers : immigration : mariages blancs (p. 2165)

Famille : mariage forcé : mineurs (p. 2164)

Famille : mariage forcé : statistiques (p. 2163)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 2164)

Ses explications de vote (p. 2193)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2193)

Danielle BOUSQUET

Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4813)

Thème :

Agriculture : conjoints : statut juridique (p. 4813)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7066)

Son intervention (p. 7067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 7068)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7067)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 7068)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8236)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 8236)

Droit pénal : violences conjugales : politique à l'égard des femmes (p. 8236)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8236)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1005)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 1005)

Droit pénal : violences conjugales : politique à l'égard des femmes (p. 1005)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)

Son intervention (p. 1009)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Son intervention (p. 1014)

Ses explications de vote (p. 1017)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1017)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Son intervention (p. 8270)

Thème :

Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8270)

Christine BOUTIN

Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3028 instituant un service civique obligatoire
[12 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Réforme. Droit à l'information sur la retraite, mise en œuvre [27 juin 2006] (p. 4556)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1597, posée le 9 mai 2006. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 4786). Appelée le 9 mai 2006. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 3157)

n° 1701, posée le 27 juin 2006. Voirie. A 12 (J.O. Questions p. 6665). Appelée le 27 juin 2006. Contournement de Paris (p. 4541)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déclare présenter à titre personnel des excuses aux populations "stigmatisées" par un précédent orateur [24 janvier 2006] (p. 299)

Demande solennellement la création d'une mission d'information parlementaire sur les enjeux de la société de la connaissance [8 mars 2006] (p. 1674)

Constate le blocage de la situation et propose de renvoyer l'examen du texte en commission [9 mars 2006] (p. 1691)

Aimerait que chacun affirme son indépendance vis-à-vis des lobbies qui ont choisi leur camp depuis longtemps. Elle n'accepte pas qu'on traite les internautes de délinquants [9 mars 2006] (p. 1722)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Son adt n° 40 (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198) : retiré (p. 5199)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5894)

Thèmes :

Famille : familles nombreuses (p. 5895)

Famille : politique familiale (p. 5894)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5895)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Ses interventions (p. 8069, 8078)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission Défense : "plan banlieues" – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8531)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8600)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8600)

Culture : politique culturelle (p. 8601)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8601)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8601)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8624 et s., 8630)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la "webradio") (p. 8696)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1588)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1607)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1607)

Intervient sur le sous-adt n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1607)

Son ss-adt n° 301 (exception pour copie privée pour les copies par téléchargement sur Internet) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1612) : rejeté (p. 1614)

Intervient sur le sous-adt n° 310 de M. Patrick Bloche (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1674) ; [9 mars 2006] (p. 1691 1722)

Ses observations : n'a pas eu le temps de défendre l'adt n° 306 de M. Suguenot. Elle évoque la prise d'une classe en otage dans la Sarthe [9 mars 2006] (p. 1728)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 168 précédemment réservé de M. Didier Mathus (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1751)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 8624, 1756 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1766)

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1819)

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de M. Patrick Bloche (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Alain Suguenot (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1824)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 1834)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son ss-adt n° 271 à l'adt n° 258 rectifié de M. Christian Vanneste : adopté (p. 1857)
Ses interventions (p. 1883 et s.)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Son intervention (p. 1892)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1915)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Son adt n° 75 (p. 77)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Son adt n° 76 (p. 80)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Son adt n° 77 (p. 87)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Pierre-Christophe Baguet (associations : incitation fiscale à la mise à disposition de locaux et terrains à titre gratuit) (p. 88)

Article 13 (publicité des subventions reçues par les associations)

Son adt n° 78 (de suppression) (p. 94)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 151)

Thèmes :

Associations (p. 152)
Logement : habitat insalubre (p. 152)
Logement : logement social (p. 152)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5 quinquiés

Son adt n° 400 rectifié (institution de sociétés civiles immobilières par capitalisation créées par des organismes HLM) (p. 306) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 307)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son adt n° 491 rectifié (p. 391) ; repris par Mme Geneviève Gaillard

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3825)

Thèmes :

Logement : droit (p. 3825)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété : sociétés civiles (p. 3825)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son adt n° 209 (p. 3930)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 644)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 645)
Emploi : politique de l'emploi (p. 644, 645)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 645)
Politique sociale : pauvreté (p. 645)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 645)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2839)

Thèmes :

Etrangers : immigration : valeurs républicaines (p. 2839)
Etrangers : intégration (p. 2840)
Etrangers : regroupement familial (p. 2840)
Politique extérieure : aide au développement (p. 2840)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2911)

Son adt n° 252 ; repris par M. Bernard Roman (p. 2914)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son adt n° 254 rectifié : adopté (p. 2963)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son adt n° 256 : adopté après modification (p. 3030)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses adts n°s 262 précédemment réservé, 261 (p. 3096, 3105)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Son adt n° 263 (p. 3126)

Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)

Ses adts n°s 264, 265 (p. 3129, 3130)

Après l'article 79

Son adt n° 246 (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3217) : retiré (p. 3218)

Son adt n° 249 (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3218) : rejeté (p. 3219)

Son adt n° 250 (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3219) : rejeté (p. 3220)

Son adt n° 251 (garantie de la chaîne de réassurance) (p. 3219) : rejeté (p. 3220)

Son adt n° 35 (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3220) : retiré ; repris par MM. Patrick Braouezec et René Dosière (p. 3221)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son adt n° 266 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3225)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Son adt n° 258 rectifié : adopté (p. 3284)

Son adt n° 259 (p. 3285)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Son adt n° 268 (p. 3304)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Auteur présumé, demande d'extradition, enlèvement et assassinat [1^{er} mars 2006] (p. 1319)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Thème :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5477 et s.)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365) (n° 2730) [8 décembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 2 février 2006] (p. 1788)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : (n° 2540) : annexe n° 25 : Recherche et enseignement supérieur (formations supérieures et recherche universitaire ; vie étudiante) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la situation budgétaire et l'emploi en Suède [27 octobre 2005] (n° 2621)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365) [7 décembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la proposition de résolution de M. Michel Bouvard tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365) (n° 2730) [8 décembre 2005] (n° 2747)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur la gouvernance des universités dans le contexte de la LOLF [14 juin 2006] (n° 3160)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [15 juin 2006] (n° 3165)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [22 novembre 2005] (p. 7323)

Sports. Ski alpin. XXèmes jeux olympiques d'hiver, retransmission télévisée [22 février 2006] (p. 1087)

Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin [28 juin 2006] (p. 4614)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1702, posée le 27 juin 2006. Aménagement du territoire. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 6665)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4712)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4713)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4713)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4714)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 4713)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : calcul (p. 4713)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4712 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4712)

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4821)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4821)

Assemblée nationale : adts : finances publiques (p. 4821)

Assemblée nationale : commission des finances : personnel (p. 4821)

Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 4822)

Lois de règlement (p. 4822)

Parlement : contrôle parlementaire : finances publiques (p. 4822)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)*Article 7 (actualisation de la terminologie)*

Son adt n° 4 rectifié (p. 4826)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4822)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5048)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile : effet de serre (p. 5048)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5049)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5049)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5048)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5476)

Thèmes :

Défense : crédits : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5477)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5478)

Emploi : politique de l'emploi : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5477 et s.)

Etat : réforme (p. 5478)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5478)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : ministères et secrétariats d'Etat (p. 5478)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5478)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 38, deuxième rectification ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) : retiré ; repris par MM. Jean-Pierre Brard et Jean-Pierre Soisson (p. 5548)

Son adt n° 60, deuxième rectification (bénéfices agricoles – revenus accessoires : seuil de comptabilisation porté de 30 000 € à 50 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5549)

Son adt n° 40 (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550) : retiré (p. 5551)

Son adt n° 47 rectifié (logements destinés aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) : retiré (p. 5560)

Son adt n° 58 rectifié (chèques vacances – contribution du comité d'entreprise : exonération) : retiré (p. 5560)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Son adt n° 53 ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 5589)

Ses adts n° 55 à 57 (p. 5592)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5597)

Son adt n° 332 (fraction de la dotation de compensation de taxe professionnelle au titre du plafonnement des taux : maintien des attributions des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale) (p. 5598) : rejeté (p. 5599)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 133 de M. François Scellier (suppression de la vignette automobile : modalités de compensation) (p. 5603)

Article 28 (règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA -FCTVA)

Son adt n° 42 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5605)

Ses adts n° 43 et 422 rectifié (p. 5605)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle – majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5625)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)

Son intervention (p. 5626)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5658)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 5662)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5678)

Après l'article 17 (suite)

Son adt n° 46 (ISF – droit de reprise : trois années et l'année en cours) (p. 5708) : retiré (p. 5709)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 28 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (bonbons de chocolat - TVA : taux réduit) (p. 5715)

Son adt n° 39 précédemment réservé (locaux d'habitation - travaux de reconstitution des caractéristiques historiques - TVA : taux réduit) : retiré (p. 5716)

Son adt n° 45 précédemment réservé (locaux d'habitation - travaux de construction ou d'agrandissement réalisés pour des personnes handicapés - TVA : taux réduit) (p. 5716) : retiré (p. 5717)

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5718)

Après l'article 20 (suite)

Intervient sur l'adt n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5751)

Article 34 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route")

Son intervention (p. 5770)

Ses adts n° 50 (de suppression) et 52 (p. 5770, 5771)

Son adt n° 51 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5772)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son adt n° 49 (de suppression) (p. 5773)

Article 47 précédemment réservé (affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF)

Son intervention (p. 5782)

Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)

Son adt n° 61 précédemment réservé (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5784)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT****Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :**

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7111)

Thème :

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7111)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)**

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6564)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :**

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 6730)
- Enseignement : langues étrangères (p. 6744)
- Enseignement secondaire : internat (p. 6743)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7288)

Crédits de la mission "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7291)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7074)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

- Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
- Son intervention (p. 7117)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 7133)
- Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 7118)
- Enseignement supérieur : fonctionnement (p. 7118)
- Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7118)
- Enseignement supérieur : étudiants (p. 7118, 7138)
- Enseignement supérieur : universités (p. 7118)
- Enseignement supérieur : personnel : effectifs (p. 7117, 7118)
- Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 7118)
- Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 7118)
- Recherche : crédits (p. 7117)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7157)

Après l'article 84

Intervient sur l'ad n° 547 rectifié de M. Léonce Deprez (prise en compte de deux habitants par résidence secondaire pour le calcul de la DGF) (p. 7162)

Intervient sur l'ad n° 192 de M. Martial Saddier (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7165)

Son ad n° 497 (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164) : retiré (p. 7165)

Son ad n° 486 (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) : retiré (p. 7165)

Intervient sur l'ad n° 193 de M. Martial Saddier (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Martial Saddier (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Son ad n° 487 (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) : rejeté (p. 7166)

Son ad n° 488 (dotation aux communes dont le territoire est pour tout ou partie compris dans un parc national) : retiré (p. 7166)

Son ad n° 489 (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166) : rejeté (p. 7167)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des finances (p. 6134)

Thème avant la procédure des questions :

Finances publiques : missions et programmes (p. 6134)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)

Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6186)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : voirie (p. 6206)

Sécurité routière (p. 6207)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6207)

Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6205)

Transports : transport combiné (p. 6206)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 6207)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 6206)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 6206)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 6206)

Voierie : sociétés concessionnaires (p. 6207)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)

Intervient sur l'ad n° 261 de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 7298)

Intervient sur le sous-ad n° 680 du Gouvernement (report de crédits au-delà de la limite des 3 %) à l'ad n° 261 de la commission (p. 7298)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Intervient sur l'ad n° 266 de la commission (résidence de tourisme - travaux - réduction d'impôt : année de paiement substituée à l'année d'achèvement) (p. 6938)

Son ad n° 490 (chèques vacances - entreprises de moins de 50 salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 6938) : retiré (p. 6939)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son ad n° 533 : adopté (p. 6945)

Son ad n° 492 (p. 6946)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7306, 7342, 7345)

Son ad n° 495 rectifié (p. 7345) ; repris par MM. Augustin Bonrepaux et Charles de Courson

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'ad n° 33 de M. Daniel Garrigue (friches commerciales : taxe additionnelle à la taxe foncière) (p. 7383)

Intervient sur l'ad n° 276 de la commission (thermalisme - taxe professionnelle : assujettissement des établissements publics) (p. 7384)

Son ad n° 15 (thermalisme - taxe professionnelle : assujettissement des établissements publics) (p. 7384) : retiré (p. 7385)

Intervient sur l'ad n° 277 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : taux de 1,8 %) (p. 7387)

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de M. François Scellier (réductions de valeur locative prévues par l'article 1518 A du code général des impôts - usines nucléaires et aéroports, dispositifs anti-pollution ou économisant l'énergie : délibération des collectivités territoriales) (p. 7388)

Intervient sur l'ad n° 14 de M. François Scellier (aéroports d'intérêt national ou international - taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7398)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur l'ad t n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission Défense : "plan banlieues" – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8531 et s.)

Intervient sur les ad t n°s 16 à 21 du Gouvernement (article 67 – réforme de la taxe professionnelle - modalités de calcul des taux de référence : retour au texte voté par le Sénat – suppression de la disposition adoptée par la commission mixte paritaire offrant aux communes et aux intercommunalités la possibilité d'utiliser après 2005 la majoration du taux de référence) (p. 8536)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7760)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7761)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7760)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses interventions (p. 7816 et s.)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7824 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7828 et s.)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7835 et s.)

Son ad t n° 112 (p. 7837)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Son ad t n° 211 (p. 7855)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Article 8 bis (conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques)

Son ad t n° 17 (p. 7876)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8026)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8039)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8027, 8039)

Défense : opérations extérieures (p. 8026)

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8027)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8026)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8026)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 8028)

Finances publiques : reports (p. 8026)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : effectifs (p. 8026 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8027)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8027)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8039)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8026)

Sociétés : dirigeants : indemnités de départ (p. 8027)

Transports routiers : transporteurs : aides (p. 8027)

TVA : remboursement : péages (p. 8027)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 1 de M. Hervé Mariton (viticulture : évaluation des stocks) (p. 8039)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Ses interventions (p. 8042, 8054)

Son ss-ad t n° 306 à l'ad t n° 42 rectifié de M. Charles de Courson : adopté après modification (p. 8054)

Article 6 (création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")

Son intervention (p. 8056)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8073)

Son ad t n° 110 (p. 8076)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Son ad t n° 269 (p. 8096)

Après l'article 24

Intervient sur l'ad t n° 101 de M. Hervé Mariton (électricité – gros consommateurs : régime fiscal des souscriptions au capital des sociétés agréées ayant pour objet l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8105)

Intervient sur l'ad t n° 140, deuxième rectification de Mme Nadine Morano (entreprises relevant des métiers d'art – dépenses de conception : crédit d'impôt) (p. 8106)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8114, 8417)

Son ad t n° 38 (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8114) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8119)

Intervient sur l'ad t n° 220 de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle – double imposition : remboursement) (p. 8123)

Après l'article 32

Intervient sur l'ad t n° 156 de M. Francis Delattre (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France : majoration des contributions au second prélèvement et amélioration de la garantie bénéficiant aux communes perdant leur éligibilité) (p. 8132)

Intervient sur l'ad t n° 103 de M. Emmanuel Hamelin (sociétés de groupage et de distribution de journaux et publications périodiques - taxe professionnelle : exonération) (p. 8132)

Intervient sur l'ad t n° 211 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : déliaison des taux) (p. 8135)

Article 35 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Ses ad t n°s 111 et 112 (p. 8137)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad t n° 204 de M. Augustin Bonrepaux (routes nationales transférées aux départements : calcul de la compensation) (p. 8141)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8153)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad t n° 26 de la commission (véhicules ou engins tout terrain exclusivement affectés à l'exploitation

des remontées mécaniques et des domaines skiables : déductibilité de la TVA) (p. 8162)
 Son adt n° 296 ("Loi Malraux" - application aux locaux commerciaux) (p. 8161) : retiré (p. 8162)
 Son adt n° 297 ("Loi Malraux" - intérêts d'emprunt : imputation sur le revenu global) : retiré (p. 8162)
 Son adt n° 295 ("Loi Malraux" - charges foncières - propriétaires occupants : imputation à hauteur de 50 % sur le revenu global) : retiré (p. 8162)
 Son adt n° 109 (véhicules ou engins tout terrain exclusivement affectés à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables : déductibilité de la TVA) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8162)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 24 ter – régime fiscal des gros consommateurs d'électricité : conditions de délivrance de l'agrément à des sociétés ayant pour objet exclusif la conclusion de contrats d'approvisionnement - réservation de droits à consommation à long terme) (p. 8671)
 Intervient sur les adts n° 7 et 8 du Gouvernement (articles 55 bis et 55 ter supprimés par la commission mixte paritaire – garantie de l'Etat accordée respectivement au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et à l'interprofession du Beaujolais pour l'arrachage de vignes : rétablissement des articles) (p. 8673)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8297)

Thèmes :

Impôts locaux : taxe professionnelle : transports routiers (p. 8298)
 Transports : transport combiné (p. 8297)
 Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8298)
 TVA : récupération : péages (p. 8298)
 Union européenne : directives : transports (p. 8297)
 Voirie : tunnels routiers : sécurité (p. 8298)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8346)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8346 et s.)
 Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8347 et s.)
 Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8347)
 Logement (p. 8347)
 Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8346 et s.)
 TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8347)
 Union européenne : Commission : Conseil (p. 8347)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8360)

Son intervention (p. 8360)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3368)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3369)
 Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : montagne (p. 3369)
 Énergie et carburants : énergie hydraulique : montagne (p. 3369)
 Environnement : montagne : gestion quantitative de l'eau (p. 3369)

Politique économique : prix : eau (p. 3369)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3368)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 569 (p. 3423)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 3500)

Son adt n° 575 (p. 3501)

Son adt n° 576 : adopté (p. 3501)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Yves Cochet (suppression des autorisations accordées aux entreprises hydroélectriques sans enquête publique préalable) (p. 3510)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 958 (p. 3512)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son intervention (p. 3522)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (possibilité pour un syndicat mixte formé de se constituer en établissement public territorial de bassin, avis du comité technique permanent des barrages sur tout sujet concernant la sécurité des barrages et des ouvrages hydrauliques) (p. 3530)

Intervient sur le sous-adt n° 1250 de M. François Brottes (avis du comité technique permanent des barrages seulement en cas de besoin) à l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (p. 3530)

Son adt n° 579 (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) : adopté (p. 3531)

Son adt n° 580 (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) : adopté (p. 3531)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3591)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 600 de M. André Chassaigne (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3597)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Ses adts n° 651, 673 et 674 (p. 3612 et s.)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 1001 rectifié de M. Yves Jégo (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1266 rectifié du Gouvernement (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Son adt n° 680 rectifié (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3618) : adopté (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de la commission des finances (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Son adt n° 665 rectifié (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part

normalement réservée de l'énergie produite) : adopté (p. 3620)

Son adt n° 1243 rectifié (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3620) : rejeté (p. 3621)

Son adt n° 1079 rectifié (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) : rejeté (p. 3621)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3688 et s.)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 1242 rectifié de M. André Flajolet (commissionnement des garde-pêche particuliers) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 887 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 936 de M. Martial Saddier (extension des compétences des gardes-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Son adt n° 1053 (commissionnement des garde-pêche particuliers) : devenu sans objet (p. 3718)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3729 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4255)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4256)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4255)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4255)

Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 4255)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4255)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4255)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses interventions (p. 4372 et s.)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4374)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4374)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4374)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4373)

Impôts et taxes : dégrèvements (p. 4374)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4372 et s.)

Lois de règlement (p. 4372)

[20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4389)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4389 et s.)

Défense : opérations extérieures (p. 4390)

Finances publiques : reports : défense (p. 4390)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : défense (p. 4389 et s.)

[21 juin 2006] (p. 4422)

Son intervention (p. 4427)

Thèmes :

Etat : réforme : services déconcentrés (p. 4428)

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4428)

Finances publiques : fongibilité des crédits : mission administration générale de l'Etat (p. 4428)

Finances publiques : mission administration générale de l'Etat (p. 4428)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4427 et s.)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)

Après l'article 13

Son adt n° 2, deuxième rectification (opérateurs de l'Etat : dépôt par le Gouvernement d'une annexe au projet de loi de finances) (p. 4452) : adopté (p. 4453)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4374)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4493)

Thèmes :

Administration : administrations centrales : services déconcentrés (p. 4494)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4494)

Etat : réforme (p. 4494)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4493)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4493)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4494 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 4493)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 4494 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4493)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4494)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4495)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son adt n° 137519 : adopté (p. 5136)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5264 et s.)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5276 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5300 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses adts n° 137626, 137528, deuxième rectification (p. 5343) : retirés (p. 5344)

Josiane BOYCE

Morbihan (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [6 décembre 2005] (p. 7922)

Enseignement supérieur. Universités. Blocages, manifestations contre le contrat première embauche [28 mars 2006] (p. 2254)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)
Son intervention (p. 5229)

Thèmes :

Assurances : contrats (p. 5230)
Sécurité publique : incendies (p. 5230)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Après l'article 3

Son adt n° 2 (encadrement des obligations de prise en charge par les compagnies d'assurances) : adopté (p. 5239)

Françoise BRANGET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le service militaire adapté [7 décembre 2005] (n° 2729)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Lutte et prévention [4 octobre 2005] (p. 4697)

Enseignement secondaire. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Collèges ambition réussite, création [8 février 2006] (p. 887)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1299, posée le 18 octobre 2005. Commerce et artisanat. Petit commerce (J.O. Questions p. 9593). Appelée le 18 octobre 2005. Centre-ville, maintien (p. 5343)

n° 1511, posée le 21 mars 2006. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Financement (p. 2084)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son adt n° 37 (p. 5288)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 13

Son adt n° 109 rectifié (exonération de charges sociales du remboursement par l'employeur de frais professionnels des

chauffeurs routiers ; dépenses de téléphonie mobile) : retiré (p. 5953)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 30

Son adt n° 15 (récupération et traitement des eaux pluviales : crédit d'impôt) (p. 8120) : rejeté (p. 8121)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 15

Son adt n° 60 deuxième rectification (protection juridique du transporteur voiturier en cas de défaillance du commissaire de transport qui l'a affrété) : retiré (p. 8371)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17683)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17683)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Secrétaire de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Cohésion sociale [29 mars 2006] (p. 2308)

Etrangers. Expulsion. Conséquences, enfants scolarisés [27 juin 2006] (p. 4554)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1615, posée le 30 mai 2006. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 5565). Appelée le 30 mai 2006. Missions de service public, respect (p. 3754)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le fait que M. Julien Dray ait dit à M. Patrick Balkany "Retournez à Levallois" ne justifiait pas les propos de M. Goasguen sur l'étoile jaune [5 mai 2006] (p. 3070)

Demande la réserve de la discussion de l'alinéa 6 de l'article 24 jusqu'à l'arrivée du ministre de l'intérieur, afin qu'il entende les arguments des députés tant de l'opposition que de la majorité sur les régularisations après dix ans [5 mai 2006] (p. 3075)

Demande des précisions quant au retrait ou à la modification de l'adt de M. Ollier concernant l'article 55 de la loi SRU [31 mai 2006] (p. 3851)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Son intervention (p. 7279)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7280)

Fonctionnaires et agents publics : durée du travail (p. 7280)

Fonctionnaires et agents publics : heures supplémentaires (p. 7279)

Fonctionnaires et agents publics : précarité (p. 7280)

Fonctionnaires et agents publics : accès : inégalités (p. 7280)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7279)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : primes (p. 7280)

Secteur public : privatisations (p. 7279)

Secteur public : services publics : accès (p. 7281)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 7287)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6224)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : crédits budgétaires (p. 7256)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6769) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6770)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6769)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6769)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 6769)

Emploi : chômage : quartiers défavorisés (p. 6769)

Etat : valeurs républicaines (p. 6770)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 6770)

Jeunes : insertion professionnelle : discrimination (p. 6769)

Logement : logement social : taux (p. 6770)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6769)

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2005] (p. 7987)

Son intervention (p. 7988)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 7989)

Audiovisuel et communication : médias (p. 7988)

Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 7988)

Droit pénal : détention provisoire (p. 7988)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 7989)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 7988)

Justice : fonctionnement (p. 7988)

Justice : moyens (p. 7988)

Justice : auditions : mineurs (p. 7988)

Justice : erreurs judiciaires (p. 7988)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8423)

Thèmes :

Logement : ventes à la découpe (p. 8423)

Logement : aides et prêts (p. 8424)

Sociétés : sociétés immobilières : impôts et taxes (p. 8424)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8424)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son adt n° 113 (p. 218)

Ses adts n°s 114 et 155 : SCRUTIN PUBLIC (p. 220, 223)

Ses adts n°s 118, 116 et 117 (p. 226 et s.)

Son adt n° 121 : adopté après modification (p. 233)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Son adt n° 126 (p. 236)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son adt n° 127 (de suppression) (p. 239)

Après l'article 3 sexies

Son adt n° 107 (encadrement des ventes à la découpe avec l'institution d'un permis de diviser) (p. 241) : rejeté (p. 242)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son adt n° 135 (p. 258)

Après l'article 7 ter

Son adt n° 124 rectifié (exonération de taxe foncière pour deux ans de l'ensemble des nouvelles constructions) : rejeté (p. 348)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 112 rectifié (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 383) : rejeté (p. 387)

Après l'article 8 sexies

Son adt n° 119 rectifié (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 408) : rejeté (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 423 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442)

Son adt n° 657 (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 441) : rejeté (p. 442)

Son adt n° 120 rectifié (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des parts respectives de logements sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie) (p. 446) : rejeté (p. 449)

Son adt n° 658 (article L. 302-8 du code de la construction : suppression du deuxième alinéa) : rejeté (p. 449)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 456)

Son adt n° 123 rectifié (communes n'ayant pas construit assez de logements sociaux privés de dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 460)

Son adt n° 122 rectifié (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) (p. 460) : rejeté (p. 461)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3819)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3834)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3851)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : logement social (p. 3820)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3819)

Logement : logement social : construction (p. 3819, 3834)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3819)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3819)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3819)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3820, 3834)

Politique économique : libéralisme (p. 3819)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3819)

Professions immobilières : marché immobilier : prix (p. 3819)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 3819)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3819)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)

Son adt n° 227 (p. 3852)

Ses interventions (p. 3853 et s.)

Son adt n° 226 (p. 3854)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 3857 et s.)

Ses adts n°s 231, 230 et 229 (p. 3857 et s.)

Ses adts n°s 233 et 235 (p. 3864)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3879)

Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)

Son intervention (p. 3882)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son adt n° 239 (de suppression) (p. 3883)

Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 3908)

Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)

Son adt n° 236 (p. 3915)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 3916)

Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)

Ses interventions (p. 3923 et s.)

Son adt n° 246 (p. 3923)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son adt n° 237 (de suppression) (p. 3926)

Après l'article 8 quater

Intervient sur l'adt n° 115 de M. François Brottes (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3928)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Ses adts n°s 244 et 245 (p. 3930)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses interventions (p. 3931 et s.)

Après l'article 8 septies F

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution de la dotation forfaitaire des communes en cas de non respect du quota de 20 % de logements sociaux prévu à l'article 55 de la loi SRU) (p. 3935)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès social à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3937)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son adt n° 232 (p. 3944)

Après l'article 8 septies

Son adt n° 234 (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux) : rejeté (p. 3945)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4710)

Ses interventions (p. 4715 et s.)

Thèmes :

Logement : habitat insalubre (p. 4715, 4716)

Logement : logement social (p. 4715)

Logement : mal logés (p. 4715)

Logement : politique du logement (p. 4715, 4716)

Politique économique : investissement : construction (p. 4715, 4716)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4715 et s.)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 755)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2882) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2891)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2884)
Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : immigration (p. 2882)
Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2886)
Etrangers : droit d'asile (p. 2883)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2886)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2885)
Etrangers : regroupement familial (p. 2884, 2886)
Etrangers : titres de séjour : outre-mer (p. 2883)
Famille : mariages blancs (p. 2884)
Traités et conventions : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2883)
Traités et conventions : convention de Genève (p. 2883)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)**Après l'article 1er**

Intervient sur l'adt n° 405 de la commission (création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 2896)

Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2897)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2903, 2917 et s.)

Son adt n° 485 (de suppression) (p. 2908)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Ses interventions (p. 2930 et s.)

Ses adts n°s 486 et 487 (p. 2933)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses interventions (p. 2938, 2948 et s.)

Son adt n° 488 (de suppression) (p. 2943)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son adt n° 489 (de suppression) (p. 2957)

Ses interventions (p. 2963 et s.)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Son intervention (p. 2975)

Ses adts n°s 506 à 509 (p. 2977 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 464 rectifié de M. Jacques Myard (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2979)

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2983)

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2985)

Intervient sur l'adt n° 600 rectifié de M. Noël Mamère (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2988)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Ses interventions (p. 2992 et s.)

Ses adts n°s 534, 511, 512, 514, 513, 515 et 516 (p. 2993 à 2997)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses adts n°s 517, 490, 492, 491, 493 à 495 (p. 3003 et s., 3006 et s., 3010 et s.)

Ses interventions (p. 3012 et s.)

Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)

Son intervention (p. 3018)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Ses interventions (p. 3022 et s.)

Ses adts n°s 498 et 499 (p. 3024, 3029)

Son intervention (p. 3039)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Ses interventions (p. 3042 et s.)

Ses adts n°s 500 (de suppression), 502 et 501 (p. 3043, 3045)

Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)

Ses interventions (p. 3048 et s.)

Ses adts n°s 503 et 504 (p. 3050 et s.)

Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)

Son adt n° 505 (de suppression) (p. 3053)

Article 15 (extension des obligations à la charge des donneurs d'ordre en matière de lutte contre le travail clandestin)

Son adt n° 535 (p. 3055)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056 et s.)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3059, 3077, 3086 et s., 3104)

Son adt n° 567 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3064)

Ses rappels au règlement (cf supra) [5 mai 2006] (p. 3070, 3075)

Ses adts n°s 568 à 574 (p. 3081 et s., 3085, 3088)

Son adt n° 572 précédemment réservé : SCRUTIN PUBLIC (p. 3096)

Ses adts n°s 575 à 582 (p. 3102, 3104 et s., 3108)

Répond à l'intervention de M. Bernard Roman : estime que, pour la clarté du débat, sur des sujets importants, chaque groupe doit pouvoir s'exprimer. Lui-même n'a pas pu le faire sur l'amendement n°8 (p. 3111)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3115)

Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)

Son adt n° 520 (p. 3121)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Ses adts n°s 522 (de suppression) et 523 (p. 3122 et s.)

Après l'article 26

Son adt n° 521 (attribution de plein droit d'une carte de résident aux personnes actuellement titulaires d'une carte de séjour d'un an autorisant à travailler) (p. 3125) : rejeté (p. 3126)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Ses adts n°s 524 (de suppression), 525 et 526 (p. 3126 et s.)

Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)

Son adt n° 527 (de suppression) (p. 3129)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3178 et s.)

Son adt n° 589 (de suppression) (p. 3180)

Article 68 (éloignement d'office des équipages vénézuéliens)

Son adt n° 590 (p. 3185)

Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)

Son adt n° 591 (p. 3189)

Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 592 (de suppression) (p. 3189)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 228 rectifié de Mme Juliana Rimane (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3192)

Intervient sur l'adt n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Son intervention (p. 3196)

Son adt n° 593 (de suppression) (p. 3197)

Article 74 (modalités de reconnaissance d'un enfant naturel par le père soumis au statut civil de droit local à Mayotte)

Son adt n° 594 (de suppression) (p. 3204)

Article 75 (procédure d'opposition du procureur de la République aux reconnaissances d'enfants présumées frauduleuses à Mayotte)

Son adt n° 595 (de suppression) (p. 3204)

Article 76 (peines encourues par les auteurs de reconnaissances frauduleuses d'enfants à Mayotte)

Son adt n° 596 (de suppression) (p. 3206)

Après l'article 76

Intervient sur l'adt n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3209)

Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)

Son adt n° 597 (de suppression) (p. 3212)

Article 79 (délai de rétention des personnes soumises à une vérification d'identité applicable à Mayotte)

Son adt n° 598 (de suppression) (p. 3216)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 246 de Mme Christine Boutin (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3218)

Intervient sur l'adt n° 249 de Mme Christine Boutin (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3218)

Intervient sur l'adt n° 250 de Mme Christine Boutin (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3218)

Reprend l'adt n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3223)

Son adt n° 528 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3225)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Ses interventions (p. 3246 et s.)

Ses adts n° 529 (de suppression) et 530 (p. 3247)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Alain Cortade (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Ses adts n° 531 (de suppression) et 532 (p. 3261, 3263)

Son intervention (p. 3264)

Son adt n° 611 : adopté (p. 3264)

Article 16 précédemment réservé (droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille)

Ses adts n° 519, 518, 536 à 543 (p. 3265 à 3268)

Article 17 précédemment réservé (conditions d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour l'étranger titulaire d'une carte de résident de longue durée-CE (RLD-CE) délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses adts n° 544 (de suppression) et 545 à 551 (p. 3277 et s.)

Article 18 précédemment réservé (modalités d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour les membres de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses adts n° 552 à 559 (p. 3278, 3279)

Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses adts n° 560 (de suppression) et 561 (p. 3279 et s.)

Article 21 précédemment réservé (péremption de la carte de RLD-CE)

Ses adts n° 562, 564 et 565 (p. 3283)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Son intervention (p. 3284)

Son adt n° 566 (p. 3284)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)

Son adt n° 374 (de suppression) (p. 3285)

Son intervention (p. 3288)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Son adt n° 377 (de suppression) (p. 3291)

Son adt n° 375 : adopté (p. 3293)

Son adt n° 376 (p. 3293)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3295 et s.)

Ses adts n° 378 à 380 (p. 3295 à 3297)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Ses adts n° 386 (de suppression), 382, 381, 384, 396, 383, 397 et 385 (p. 3297 à 3300)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Son adt n° 387 (p. 3300)

Article 43 (coordination des dispositions relatives au placement en rétention)

Son adt n° 388 (p. 3303)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Ses adts n° 390, 389 et 391 (p. 3304, 3505)

Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)

Son adt n° 392 (p. 3305)

Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)

Son adt n° 393 (p. 3306)

Article 57 (coordinations relatives au régime de protection contre la mesure d'interdiction du territoire)

Ses adts n° 395 et 394 (p. 3307)

Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses adts n° 401 et 400 (p. 3308)

Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Ses adts n^{os} 583 (de suppression) et 584 (p. 3309)

Article 60 (délai d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son adt n^o 585 (de suppression) (p. 3310)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son adt n^o 586 (de suppression) (p. 3312)

Article 62 (coordination)

Son adt n^o 587 (de suppression) (p. 3312)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son adt n^o 588 (de suppression) (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Ses interventions (p. 3315 et s.)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile – CADA-)

Ses interventions (p. 3317 et s.)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Ses explications de vote (p. 3554)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3555)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4700)

Son intervention (p. 4708)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4709)

Etrangers : cartes de séjour : salariés (p. 4708)

Etrangers : immigration clandestine : enfants (p. 4708)

Etrangers : regroupement familial (p. 4708)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 4708)

Politique extérieure : aide au développement : pays en développement (p. 4709)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4709)

Jean-Pierre BRARD

Seine-Saint-Denis (7^{me} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement [J.O. du 3 mai 2006] (p. 6567)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Secrétaire de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan pour 2006 (n^o 2540) : annexe n^o 12 : Direction de l'action du Gouvernement (coordination du travail gouvernemental) : Journaux officiels (n^o 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n^o 2670 tendant à abroger l'article 4 de la loi n^o 2005-158 du 23 Février 2005 afin de restaurer la liberté de la recherche et la neutralité de l'enseignement en matière d'histoire de la colonisation [10 novembre 2005]

Proposition de loi organique n^o 2671 tendant à rendre inéligibles les maires faisant obstacle au développement équilibré du logement social [10 novembre 2005]

Proposition de loi n^o 2693 tendant à créer un service républicain d'insertion au bénéfice des jeunes [23 novembre 2005]

Proposition de résolution n^o 2970 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les origines, les fondements et les conséquences du projet de création de Natixis, sur le devenir et le rôle des établissements financiers du secteur semi-public, en particulier la Caisse des dépôts et consignations, les Caisses d'épargne, la Banque de France la Poste, Natixis-Banques Populaires et la COFACE, ainsi que la nécessité de doter notre pays d'un pôle financier public au service de l'emploi, des collectivités locales et d'un aménagement structurant du territoire concourant à la satisfaction des besoins sociaux [16 mars 2006]

Proposition de résolution n^o 3136 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les défaillances des méthodes de gestion et les entorses aux règles prudentielles de la présidence et des organes dirigeants de la Caisse nationale des Caisses d'épargne, ainsi que sur les risques encourus de ce fait par les épargnants, les sociétaires et les fonds collectés au titre du livret A [13 juin 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n^o 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [15 juin 2006] (n^o 3165)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [5 octobre 2005] (p. 4748)

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences [23 novembre 2005] (p. 7408)

Urbanisme. Logement social. Construction, loi n^o 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [8 février 2006] (p. 885)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1525, posée le 28 mars 2006. Sécurité sociale. URSSAF (J.O. Questions p. 3190). Appelée le 28 mars 2006. Restructuration, conséquences, Paris (p. 2233)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge "provocateurs" les propos du ministre de l'économie et des finances. Il lui demande comment il ose dire que "nous vivons au-dessus de nos moyens" et ajoute : "c'est vrai pour vous, j'en ai la preuve ici" [18 octobre 2005] (p. 5389)

Demande si 300 gendarmes ont été mobilisés au mariage de Delphine Arnault et combien cela a coûté [19 octobre 2005] (p. 5439)

Félicite Etienne Pinte pour ses propos relatifs à l'insuffisante compensation des transferts de compétence aux collectivités territoriales [20 octobre 2005] (p. 5513)

Considère que l'intervention de M. Etienne Pinte a redonné ses lettres de noblesse à la ville de Versailles et l'oppose aux propos de M. Hervé Mariton [20 octobre 2005] (p. 5517)

Considère que M Jean-Michel Fourgous "doit encore progresser dans ses recherches" sur Le Capital et réitère sa question relative à la présence de gendarmes au mariage de Delphine Arnault [20 octobre 2005] (p. 5524)

Demande si la présence des gendarmes au mariage de Delphine Arnault "correspondait à une dépense pertinente au sens de la loi organique relative aux lois de finances" [20 octobre 2005] (p. 5540)

Reproche au président de séance de ne pas l'avoir laissé défendre l'amendement n^o 53 qu'il avait repris [20 octobre 2005] (p. 5591)

Condamne l'annonce au Sénat de la réforme de la taxation des plus-values sur actions par le ministre de l'économie alors que l'Assemblée discute le projet de loi de finances [21 octobre 2005] (p. 5614)

Estime que le ministre de l'économie "fait preuve d'arrogance, de mépris et de désinvolture" [21 octobre 2005] (p. 5615)

Demande si l'adt n^o 246 s'applique aux stock-options et si son adoption permettrait à l'ancien directeur de Carrefour de réduire sa contribution à l'ISF de 615 000 € alors que la

prime pour l'emploi est majorée de 5 € par mois [21 octobre 2005] (p. 5690)

Souhaite la présence du ministre de l'économie lors de l'examen des amendements relatifs à l'ISF et qualifie le "bouclier fiscal" de "feuille de vigne" [22 octobre 2005] (p. 5649)

A l'impression que "les bataillons se mettent en place, peut-être en prévision de la charge de Reichshoffen" et considère que si les adts relatifs à l'ISF viennent en discussion d'ici deux heures, le ministre de l'économie "a le temps de prendre un peu de tranxène ou de valium" [22 octobre 2005] (p. 5650)

Considère qu'en refusant de communiquer à l'ensemble des parlementaires des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle, le ministre du budget oppose "l'opacité et le bidouillage à la sincérité et à la transparence de la démocratie" [16 novembre 2005] (p. 6896)

Compare le ministre du budget à un comédien "qui fait des abricadabri abracadabra" et illustre les inégalités de potentiel fiscal entre les communes [22 novembre 2005] (p. 7330)

Soutient que les députés UMP ayant voté la licence globale sont absents et ont renoncé, tandis que d'autres, conditionnés, les remplacent. Son groupe réclame le droit à l'interopérabilité et aux plates-formes gratuites et refuse la discrimination par le prix [22 décembre 2005] (p. 8724)

Conteste l'interprétation des dispositions du Règlement relatives à la fixation de la durée de présentation des motions de procédure [18 janvier 2006] (p. 130)

Indique qu'un fonctionnaire, quel que soit son niveau, s'exprimant publiquement, doit accepter que ses propos soient reproduits [18 janvier 2006] (p. 141)

Dénonce l'attitude des députés de l'UMP, dans laquelle il voit une contradiction digne du Judas de la Cène, qui soutiennent une politique gouvernementale antisociale et d'extension de la précarité et, en même temps, saluent dans les tribunes la présence de l'abbé Pierre, ancien député dont la Fondation critique ardemment cette politique [24 janvier 2006] (p. 294)

Accuse une partie de la majorité de ne prendre une position en matière de logement social uniquement due au fait de la présence de l'abbé Pierre dans les tribunes ; énumère une liste de communes n'accordant qu'un très faible pourcentage de logements sociaux, reproche à M. Pemezec une mise en cause de la probité des militants de la Fondation abbé Pierre, conteste une affirmation du ministre du budget sur le rapport de l'ISF, accuse le Gouvernement de présenter un projet de loi sur le logement de faible apport [24 janvier 2006] (p. 299)

Proteste contre la remise en cause de l'article 55 de la loi SRU imposant 20 % de logements sociaux aux communes [25 janvier 2006] (p. 346)

Estime qu'en dehors de ce ss-adt, tous les points abordés dans l'amendement n° 645 n'ont pas leur place dans la loi et demande une suspension de séance [25 janvier 2006] (p. 401)

Demande une nouvelle suspension de séance [25 janvier 2006] (p. 402)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli : donne sa position sur la politique gouvernementale qu'il estime "destructrice de la cohésion sociale et nationale", considère que M. Azouz Begag "est à contre-emploi" [1^{er} février 2006] (p. 655)

S'inscrit en faux contre les propos de MM. Dubernard et Joyandet ; affirme que les partis de gauche ont des propositions alternatives au projet de loi [2 février 2006] (p. 682)

S'interroge sur la position du groupe UDF ; accuse le Gouvernement de "donner le change" ; se scandalise de certaines augmentations brutales et disproportionnées de loyers de la part de la société immobilière ICADE [7 février 2006] (p. 815)

Affirme la détermination de l'opposition à défendre pied à pied les acquis sociaux et le code du travail ; donne sa

position sur le travail précaire ; donne des exemples d'emplois-jeunes ayant abouti à un emploi stable [7 février 2006] (p. 823)

Rappelle le précédent rappel au règlement de Mme Jacquaint sur la volonté de la société ICADE d'augmenter considérablement les loyers de son patrimoine de logements sociaux ; se félicite que les protestations des Montreillois concernés aient été entendues et la mesure contestée reportée ; y voit une illustration des possibilités de succès qu'offre le combat contre la politique du Gouvernement [8 février 2006] (p. 913)

Déclare que l'opposition ne peut accepter que le Président ait facilité l'adoption "à l'esbroufe" du CPE, aurait voulu que le débat continue et affirme qu'il est normal pour l'opposition de retarder au maximum l'adoption de textes très "négatifs" pour l'avenir de la jeunesse, dénonce un démontage des avancées sociales [9 février 2006] (p. 972)

Affirme sa détermination à combattre le projet de loi en général et la précarisation en particulier, s'interroge sur l'éventualité de l'application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution malgré l'ampleur d'une "majorité couchée" [9 février 2006] (p. 978)

Regrette que le Président de l'Assemblée, dont il salue les initiatives pleines de sagesse, n'ait pas mis en place la mission d'information demandée. Les droits du Parlement ont été bafoués. Il pense que l'amendement du Gouvernement a vocation à remplacer l'article 1^{er} qui a été retiré [7 mars 2006] (p. 1573)

Réfute l'affirmation selon laquelle la licence globale est un nouvel impôt, demande la levée de l'urgence et la création d'une mission d'information parlementaire [9 mars 2006] (p. 1711)

Attribue au Président de la République la sentence selon laquelle, "les promesses n'engagent que ceux qui les entendent", annonce que le résultat d'exploitation d'Universal Music Group a été multiplié par quatre en 2004 et demande au ministre la répartition des recettes entre artistes, créateurs et producteurs. Ceux qui regardent les débats comprendront mieux alors pour qui travaille le Gouvernement [9 mars 2006] (p. 1717)

Constata que l'un de ses amendements, utilisant le terme "karchérisé", a été refusé par le Président de l'Assemblée nationale, rappelle que l'exemple vient d'une déclaration publique empreinte d'agressivité plutôt que d'humour du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire [12 avril 2006] (p. 2647)

S'étonne que des amendements aient été déclarés irrecevables alors qu'ils n'ont pas d'incidence financière : leur objet est de permettre aux associations et aux collectivités territoriales d'offrir aux candidats à l'immigration des formations à la langue française [3 mai 2006] (p. 2866)

Demande à nouveau pourquoi un amendement n'entraînant aucune dépense pour le Gouvernement a été déclaré irrecevable. Il lui demande de lever le gage pour permettre la discussion des amendements déclarés irrecevables, à tort ou à raison [3 mai 2006] (p. 2867)

Fidèle à sa tradition anticolonialiste, combat ce texte et demande à ceux qui défendent une tradition inverse, de l'assumer [3 mai 2006] (p. 2874)

S'étonne que le Président de l'Assemblée nationale ait demandé aux députés de ne pas paralyser le bon fonctionnement du Parlement, il invite l'Assemblée à suspendre ses travaux pour permettre au Président de s'expliquer, car l'objet des amendements déposés sur le texte est la préservation d'un bien national de la France que la majorité veut brader [11 septembre 2006] (p. 4891)

Juge que M. Sarkozy a fait preuve de beaucoup d'inconstance au sujet de la privatisation de GDF ; il souligne que l'ambition de l'opposition est de faire durer le débat pour éclairer l'opinion et faire tomber les masques de la majorité et du Gouvernement, afin de les empêcher de trahir l'intérêt national [11 septembre 2006] (p. 4898)

Ne voit pas quelles évolutions de la situation énergétique internationale expliqueraient les changements d'avis de M. Sarkozy à qui il demande, comme l'a déjà fait

M. Ayrault, de venir s'expliquer devant l'Assemblée [11 septembre 2006] (p. 4900)

Déplore que la majorité brade GDF comme M. Sarkozy, dont chacun connaît l'humilité, l'altruisme et le désintéressement, brade l'intérêt national en faisant allégeance à M. Bush et en critiquant, depuis l'étranger, la politique de la France [13 septembre 2006] (p. 5048)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4820)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4821)

Constitution : article 40 : adts (p. 4821)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4821)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4820)

Parlement : contrôle parlementaire : finances publiques (p. 4820)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 7 (actualisation de la terminologie)

Son intervention (p. 4827)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5458)

Son intervention (p. 5473)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 octobre 2005] (p. 5389) ; [19 octobre 2005] (p. 5439) ; [20 octobre 2005] (p. 5513, 5517, 5524)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 5523)

Energie et carburants : pétrole (p. 5475)

Energie et carburants : sociétés pétrolières : imposition (p. 5475)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5474 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5459, 5476)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5473 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5476)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5458, 5473 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5475)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5473)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5475)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : blanchiment des capitaux (p. 5459)

Sociétés : dirigeants : actionnaires (p. 5476)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5540)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts)

Son intervention (p. 5542)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2005)

Ses adts n°s 206 et 217 (p. 5544, 5546)

Après l'article 2

Reprend l'adt n° 38, deuxième rectification de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5548) : rejeté (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Charles de Courson (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge :

quotient familial de 1,2 – avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5555)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son adt n° 223 (p. 5566)

Article 4 (réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)

Ses interventions (p. 5569 et s.)

Article 7 (aide à la mobilité des chômeurs de longue durée ou des salariés perdant leur emploi à la suite d'un plan social)

Son adt n° 224 (p. 5573)

Article 8 (allègement de l'imposition des revenus fonciers suite à mobilité professionnelle)

Son adt n° 225 (de suppression) (p. 5574)

Article 23 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Ses interventions (p. 5580 et s.)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Reprend l'adt n° 53 de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5591)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5591)

Article 25 (affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2004 des communes et de leurs groupements)

Ses interventions (p. 5594 et s.)

Après l'article 25

Son adt n° 236 (dotation attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants pour l'exercice des mandats locaux – potentiel fiscal substitué au potentiel financier) : rejeté (p. 5595)

Son adt n° 241 (DGF des communautés d'agglomération dont le revenu par habitant est inférieur de 20 % à la moyenne de celui de leur catégorie : maintien du niveau de leur dotation) : rejeté (p. 5596)

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5598)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5614, 5615)

Ses observations : estime que M. Jean-François Copé "est un excellent politicien" [21 octobre 2005] (p. 5617)

Après l'article 9

Son adt n° 233 rectifié précédemment réservé (travail précaire : taxation à hauteur de 5 % des rémunérations brutes en cas de dépassement de 10 % de l'effectif total) : rejeté (p. 5321)

Son adt n° 152 précédemment réservé (taxe foncière sur les propriétés bâties – dégrèvement de 100 € prévu par l'article 1391 B du code général des impôts : extension aux allocataires du RMI) : rejeté (p. 5618)

Intervient sur l'adt n° 427 rectifié précédemment réservé de M. Serge Grouard (France Télécom – taxe professionnelle : prélèvement opéré par l'Etat plafonné au produit perçu par la collectivité) (p. 5619 et s.)

Article 11 précédemment réservé (limitation de la déduction, au plan fiscal, des dotations aux amortissements et des loyers concernant les véhicules les plus polluants)

Son intervention (p. 5623)

Après l'article 11

Son adt n° 226 rectifié précédemment réservé (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle – majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5623) : rejeté (p. 5626)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)

Son adt n° 34 rectifié (p. 5626)

Reprend l'adt n° 30, deuxième rectification de M. Philippe Auberger ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5627)

Après l'article 13

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 octobre 2005] (p. 5649, 5650)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux aéronefs : suppression de l'exonération de TIPP) (p. 5655)

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes -TGAP) (p. 5656)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5659)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 5661)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 439 de M. Patrice Martin-Lalande (production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles : régime du crédit d'impôt) (p. 5665)

Son adt n° 240 rectifié (impôt sur les sociétés : rétablissement de la "surtaxe Juppé") (p. 5665) : rejeté (p. 5666)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5707)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5690)

Après l'article 17 (suite)

Son adt n° 218 précédemment réservé (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 5691) : rejeté (p. 5692)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (ISF – exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5693)

Son ss-adt n° 452 précédemment réservé (exonération limitée à 100 000 € à l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5693) : rejeté (p. 5694)

Ses adts n°s 222 et 221 précédemment réservés (ISF – résidence principale – abattement de 20 % : limite à respectivement 120 fois et 100 fois le montant du RMI) (p. 5696) : rejetés (p. 5703)

Ses adts n°s 153 et 219 précédemment réservés (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette avec possibilité de forfait égal à respectivement 2,5 % et 3 % de l'actif) : rejeté (p. 5704)

Son adt n° 220 précédemment réservé (ISF – titres de sociétés – abattement de 50 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 5705) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5706)

Son adt n° 243 (ISF – résidence principale acquise par héritage – personnes non imposables à l'impôt sur le revenu : report du paiement sur leur propre succession) : rejeté (p. 5708)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 177 précédemment réservé de M. Didier Migaud ("taxe Tobin" - transactions sur devises : taux de 0,05 %) (p. 5713)

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de M. Didier Migaud (travaux d'entretien des logements et services à la personne - TVA - taux réduit : prorogation) (p. 5714)

Son adt n° 229 précédemment réservé (TVA - taux normal : 18,6 %) (p. 5714) : rejeté (p. 5715)

Son adt n° 227 précédemment réservé (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes âgées - travaux - TVA : taux réduit) : rejeté (p. 5716)

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5718)

Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son adt n° 244 (p. 5788)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COORDINATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7270)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7270)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Centre d'analyse stratégique (p. 7272)

Etat : Commissariat général du Plan (p. 7271)

Etat : Médiateur de la République (p. 7271)

Etat : services du Premier ministre (p. 7270)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7270)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 7271)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 7271)

Presse et livres : Documentation française (p. 7271)

Presse et livres : Imprimerie nationale (p. 7271)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 7271)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7273)

Article 79 (aménagement de nomenclature relatif aux fonds spéciaux)

Ses interventions (p. 7273 et s.)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7288)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7288)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6896)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Son adt n° 512 (de suppression) (p. 6934)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Intervention : demande une suspension de séance pour étudier les simulations sur les effets du plafonnement de la taxe professionnelle [22 novembre 2005] (p. 7301)

Son intervention (p. 7303)

Son adt n° 527 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 7330)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2005] (p. 7330)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 18 de M. François Asensi (versement transport – zone aéroportuaire de Roissy : taux de 2,1 %) (p. 7381)

Intervient sur le sous-adt n° 450 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (produit de la taxe attribué aux collectivités respectant leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement aux gens du voyage) à

l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 € par mètre carré) (p. 7383)

Son adt n° 13 (taxe foncière : titulaires du RMI et bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité – dégrèvement de 100 €) (p. 7383) : rejeté (p. 7384)

Son adt n° 12 (taxe d'habitation – personnes hébergées en maison de retraite : exonération de la résidence principale) : rejeté (p. 7384)

Son adt n° 21 (taxe d'habitation – bénéficiaires du plafonnement en fonction du revenu : taux ramené de 4,3 % à 2 %) : rejeté (p. 7384)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous traitant : exonération) (p. 7386)

Son adt n° 22 (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous traitant : exonération) (p. 7385) : retiré (p. 7386)

Son adt n° 77 (valeurs locatives des immobilisations corporelles en cas d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements : maintien de leur montant) : rejeté (p. 7388)

Après l'article 69 [18 novembre 2005]

Son adt n° 524 (rapport au Parlement sur les techniques d'optimisation et de délocalisation fiscales des groupes de sociétés) (p. 7198) : rejeté (p. 7199)

Son adt n° 525 rectifié (impôt sur les sociétés : rapport sur le régime du bénéfice mondial) (p. 7199) : rejeté (p. 7200)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Son adt n° 528 (création d'un Observatoire de la fraude) (p. 7203) : rejeté (p. 4204)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de redressement : délai imposé à l'administration) (p. 7203)

Article 73 [18 novembre 2005] (réforme des exonérations spécifiques de cotisations employeur applicables dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 526 (de suppression) : adopté (p. 7204)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7601)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7601)

Enseignement : programmes (p. 7601)

Etat : devoir de mémoire (p. 7601)

Etat : valeurs républicaines (p. 7601)

Pays étrangers : Algérie (p. 7601)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Article 1er A (élévation de l'âge légal au mariage des femmes)

Son intervention (p. 8239)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de Mme Valérie Pécresse (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)

Son intervention (p. 8246)

Article 2 bis (privation des documents d'identité, relatifs au titre de séjour ou de résidence d'un étranger par son conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS ou par l'ex-conjoint ou ex-partenaire)

Son intervention (p. 8248)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8406)

Son ss-adt n° 59 (prestations familiales versées à la mère) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8407) : rejeté (p. 8410)

Son adt n° 47 (dénonciation des traités et conventions contraires aux droits constitutionnels et légaux des femmes) (p. 8412) : rejeté (p. 8414)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Son intervention (p. 8268)

Thème :

Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8269)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1573)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8710, 8717)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8724)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur le sous-adt n° 309 de M. Patrick Bloche (assouplissement du régime du droit de "citation" pour les usages pédagogiques et scientifiques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1610)

Son ss-adt n° 335 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1604) : rejeté (p. 1610)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1711, 1717)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son ss-adt n° 276 à l'adt n° 259 rectifié de M. Christian Vanneste (p. 1882)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Son ss-adt n° 275 à l'adt n° 257 de M. Christian Vanneste (p. 1898)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son ss-adt n° 336 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1935)

Après l'article 14

Son ss-adt n° 274 (caractère licite de la copie privée) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2014) : rejeté (p. 2023)

Son ss-adt n° 277 (à leurs frais) à l'adt n° 260 du Gouvernement (envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation aux dangers du piratage pour la création artistique) : adopté (p. 2029)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 131)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 135) : rejetée (p. 141)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 190)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 janvier 2006] (p. 130, 141)

Thèmes :

Associations (p. 135)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 138)

Logement : habitat insalubre (p. 137)

Logement : HLM : loyers (p. 136)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 138)

Logement : mixité sociale (p. 132)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 136, 138)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 132, 138)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 138 et s., 190)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Ses interventions (p. 198 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 202)

Article 1er bis (transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune)

Son adt n° 148 (p. 211)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Étienne Pinte (suppression de l'accord du préfet lors de la création d'un établissement public foncier local) (p. 213)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 216 et s., 223)

Son adt n° 317 (p. 231)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)

Son adt n° 358 (p. 242)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son adt n° 380 (p. 258)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son adt n° 387 (p. 321)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 346)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Ses interventions (p. 349 et s.)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 359)

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Elisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 360)

Son ss-adt n° 143, deuxième rectification (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (p. 356) : rejeté (p. 360)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 424 de M. Gérard Hamel (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 383)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 395)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 401, 402)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Jacques Myard (nombre de logements locatifs sociaux à réaliser fixé à 25 % des permis de construire délivrés chaque année) (p. 407)

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. Patrick Braouezec (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 408)

Son adt n° 145 rectifié (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410) : rejeté (p. 411)

Son adt n° 144 (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410) : rejeté (p. 411)

Son adt n° 423 (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442) : rejeté (p. 443)

Son adt n° 149 rectifié (inélégibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 450) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 460)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1^{er} juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son adt n° 240 (de suppression) (p. 3916)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Soutien la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 667) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 682)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 682)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 655)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 673)

Emploi : égalité des chances (p. 668, 669)

Emploi : chômage (p. 673)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 674, 678)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 668 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 675, 676)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 676 et s.)

Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 672)
 Etrangers : intégration (p. 672)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 675)
 Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 671)
 Logement : logement social (p. 670)
 Ordre public : violences urbaines (p. 668, 669)
 Politique économique : libéralisme (p. 676 et s.)
 Politique sociale : inégalités (p. 667 et s.)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 673 et s.)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 674)
 Travail : droit du travail (p. 677)
 Travail : précarité (p. 668 et s.)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 670, 671)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Ses interventions (p. 810 et s.)
 Reprend l'adt n° 178 de M. Rodolphe Thomas (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 812) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)
 Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 815)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 823)
 Intervient sur le sous-adt n° 597 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 893)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 913) ; [9 février 2006] (p. 972, 978)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - contrôle de l'OPA - interdiction du dessaisissement sans accord préalable du ministre de l'économie) (p. 1510)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Reprend l'adt n° 12 de M. Philippe Auberger (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 1511)
 Son intervention (p. 1511)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Éric Besson (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) (p. 1512)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Son ss-adt n° 31 à l'adt n° 6 de M. Philippe Auberger (p. 1513)
 Reprend l'adt n° 6 de M. Philippe Auberger (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 1514)

Article 7 (information du personnel)

Ses interventions (p. 1516 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1520)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2637)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2637)
 Politique économique : libéralisme (p. 2637, 2638)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 2637)

Travail : droit du travail (p. 2637)

Travail : précarité (p. 2637)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2659)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Ses adts n°s 25 et 26 (p. 2665)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2821)

Son intervention (p. 2829)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2889)

Ses rappels au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2866, 2867, 2874)

Thèmes :

Cultes : catholicisme (p. 2821)
 Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2830)
 Etrangers : immigration : législation (p. 2822)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2830)
 Etrangers : reconduite aux frontières : statistiques (p. 2821)
 Etrangers : réfugiés (p. 2832)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2821, 2889)
 Pays étrangers : Russie : titres de séjour (p. 2821)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 2831)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Son adt n° 354 (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2897) : retiré (p. 2900)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses adts n°s 362 et 360 : adoptés (p. 2951, 2954)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Son adt n° 357 (p. 2996)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son adt n° 363 (p. 3028)

Son adt n° 364 rectifié : adopté (p. 3029)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses adts n°s 358 et 359 (p. 3297)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Ses adts n°s 365 (de suppression) et 352 (p. 3315, 3317)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA)

Ses adts n°s 366 (de suppression), 367 et 368 (p. 3317, 3319)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son adt n° 1076 (p. 3613)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son adt n° 1069 (de suppression) : adopté (p. 3665)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son adt n° 995 (p. 3672)

Article 41 (*Office national de l'eau et des milieux aquatiques*)

Son adt n° 1096 (de suppression) (p. 3709)

Article 37 précédemment réservé (*redevances des agences de l'eau*)

Son adt n° 1082 (p. 3738)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4506)

Thèmes :

Communes : Montreuil (p. 4507)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : douanes (p. 4507)

Etrangers : intégration (p. 4507)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4508)

Ordre public : violences urbaines (p. 4507)

Police : police de proximité (p. 4507)

Politique économique : comptabilité nationale (p. 4507)

Secteur public : privatisations (p. 4508)

Secteur public : services publics (p. 4507)

Sociétés : dirigeants (p. 4508)

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs

Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)

Son intervention (p. 4602)

Thèmes :

Enfants : protection (p. 4603)

Enfants : mauvais traitements : sectes (p. 4602)

Etat : services du Premier ministre : sectes (p. 4602)

Etat : valeurs républicaines (p. 4603)

Ordre public : sectes (p. 4602)

Parlement : groupes de pression : sectes (p. 4603)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4603)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4891, 4898, 4900)

Ses interventions (p. 5048 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 5048)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Son intervention (p. 5193)

Ghislain BRAY

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage [28 février 2006] (p. 1242)

Enseignement secondaire. Elèves. Manifestations, conséquences [4 avril 2006] (p. 2430)

Formation professionnelle. Validation des acquis de l'expérience. Plan de développement [28 juin 2006] (p. 4617)

DÉBATS

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4633)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 4633)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : accords professionnels (p. 4633)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 4633)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 11 (*renforcement des commissions de déontologie*)

Son intervention (p. 4648)

Article 13 (*redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*)

Son intervention (p. 4650)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (rémunération du fonctionnaire équivalente à celle d'un temps complet pour un cumul d'emplois à temps non complet dans les zones de revitalisation rurale) (p. 4653)

Thierry BRETON

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2699 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1086 du 1er septembre 2005 instaurant un règlement transactionnel pour les contraventions au code de commerce et au code de la consommation et portant adaptation des pouvoirs d'enquête et renforcement de la coopération administrative en matière de protection des consommateurs, et modifiant le code des assurances, le code de la mutualité, le code de la sécurité sociale et le code de la consommation [23 novembre 2005]

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005 [23 novembre 2005]

Projet de loi n° 2919 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 relative à des mesures de simplification en matière fiscale et à l'harmonisation et l'aménagement du régime des pénalités [1^{er} mars 2006]

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs [22 mars 2006]

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005 [23 mai 2006]

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France [14 juin 2006]

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [21 juin 2006]

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007 [22 juin 2006]

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie [28 juin 2006]

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007 [27 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Paul Giacobbi. Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [4 octobre 2005] (p. 4700)

M. Frédéric Dutoit. Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [11 octobre 2005] (p. 5072)

M. Eric Besson. Politique économique. Pouvoir d'achat [11 octobre 2005] (p. 5074)

M. Christian Bataille. Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché [11 octobre 2005] (p. 5076)

- M. Michel Hunault. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [18 octobre 2005] (p. 5371)
- M. François Brottes. Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché [18 octobre 2005] (p. 5376)
- M. Charles de Courson. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Affaire Adidas [25 octobre 2005] (p. 5799)
- M. Éric Besson. Energie et carburants. EDF. Ouverture du capital [25 octobre 2005] (p. 5801)
- M. François Brottes. Secteur public. Privatisations [2 novembre 2005] (p. 6127)
- M. Jean-Pierre Abelin. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [9 novembre 2005] (p. 6591)
- M. Jean-Christophe Lagarde. Energie et carburants. Gaz. Prix [15 novembre 2005] (p. 6754)
- M. Georges Tron. Politique économique. Croissance [15 novembre 2005] (p. 6755)
- M. Bernard Carayon. Politique économique. Croissance [23 novembre 2005] (p. 7410)
- M. Hervé Morin. Finances publiques. Déficit publics [29 novembre 2005] (p. 7632)
- M. Nicolas Perruchot. Union européenne. Budget [7 décembre 2005] (p. 7978)
- M. Philippe Auberger. Finances publiques. Déficit publics [20 décembre 2005] (p. 8511)
- M. Jean-Paul Bacquet. Finances publiques. Budget de l'Etat. Privatisations, conséquences [20 décembre 2005] (p. 8513)
- M. Didier Migaud. Finances publiques. Déficit budgétaire [21 décembre 2005] (p. 8581)
- M. Gilles Carrez. Finances publiques. Dette publique. Réduction [17 janvier 2006] (p. 45)
- M. Michel Vaxès. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [31 janvier 2006] (p. 522)
- M. Rodolphe Thomas. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [31 janvier 2006] (p. 525)
- M. Pierre Méhaignerie. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [31 janvier 2006] (p. 526)
- M. Claude Gaillard. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [31 janvier 2006] (p. 528)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [8 février 2006] (p. 886)
- M. Jacques Brunhes. Etat. Réforme. Inégalités sociales, lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1023)
- M. Philippe Martin. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [22 février 2006] (p. 1087)
- M. Daniel Paul. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1241)
- M. François Brottes. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1244)
- M. Pierre Ducout. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [1^{er} mars 2006] (p. 1319)
- M. Luc Chatel. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [1^{er} mars 2006] (p. 1320)
- M. Charles de Courson. Finances publiques. Déficit budgétaire [15 mars 2006] (p. 1870)
- M. François Bayrou. Parlement. Assemblée nationale. Grève de la faim d'un député [22 mars 2006] (p. 2145)
- M. Bernard Schreiner. Politique économique. Croissance [22 mars 2006] (p. 2152)
- M. Frédéric Soulier. Politique économique. Croissance [4 avril 2006] (p. 2429)
- M. Jean-Luc Warsmann. Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [12 avril 2006] (p. 2582)
- M. François Brottes. Energie et carburants. GDF. Ouverture du marché, conséquences [12 avril 2006] (p. 2585)
- M. Michel Hunault. Droit pénal. Délinquance financière. Blanchiment d'argent, directive européenne, transposition [3 mai 2006] (p. 2856)
- M. Serge Poignant. Energie et carburants. Politique énergétique [16 mai 2006] (p. 3466)
- M. Didier Migaud. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [30 mai 2006] (p. 3785)
- M. François Brottes. Energie et carburants. GDF. Fusion [6 juin 2006] (p. 3988)
- M. David Habib. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4200)
- M. Édouard Balladur. Sociétés. Conseils d'administration. Composition, administrateurs salariés [14 juin 2006] (p. 4201)
- M. André Gerin. Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants, enquête [20 juin 2006] (p. 4341)
- M. Serge Poignant. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [20 juin 2006] (p. 4342)
- M. Jacques Desallangre. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [21 juin 2006] (p. 4401)
- M. Gérard Bapt. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [27 juin 2006] (p. 4552)
- M. Michel Liebgott. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor, bilan [27 juin 2006] (p. 4556)
- M. Michel Vaxès. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [28 juin 2006] (p. 4612)
- M. Pierre Cohen. Industrie. Construction aéronautique. EADS, pacte d'actionnaires [28 juin 2006] (p. 4618)
- RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*
- M. François Brottes : confirme que des passages du texte ont été noircis par la Commission européenne elle-même mais que rien n'est caché aux parlementaires par le Gouvernement ou la commission des affaires économiques ; il rappelle que le débat en cours porte sur la transposition de la directive européenne relative au secteur de l'énergie et sur la faculté donnée à GDF d'évoluer pour nouer des alliances [7 septembre 2006] (p. 4746)
- M. François Brottes : fait remarquer à M. Brottes qu'il a pu lire cette lettre avec l'accord du commissaire européen et qu'il lui communiquera le projet de décret [8 septembre 2006] (p. 4822)
- M. François Brottes : prend acte de la déclaration du groupe socialiste mais remarque qu'après une semaine de discussion, il reste 137 000 amendements en discussion [13 septembre 2006] (p. 5025)
- M. François Brottes : tient à noter solennellement que c'est une première dans les institutions républicaines françaises que de commencer l'examen des articles d'un texte au bout d'une semaine de débat, ce qui est en soi un "exploit" [14 septembre 2006] (p. 5115)
- M. François Brottes : souligne que le Président de la République a indiqué que les temps ont changé et qu'en l'état actuel des choses, le projet du Gouvernement est le meilleur possible ; il ajoute que "le temps du Parlement n'est pas le temps des actionnaires" [18 septembre 2006] (p. 5218, 5220)
- M. Daniel Paul : reconnaît que les débats ont été plus longs que certains l'auraient espéré mais qu'ils ont été "malgré tout républicains" ; en ce qui concerne le rapprochement entre GDF et EDF, il souligne qu'il aurait nécessité la cession d'un trop grand nombre d'actifs, y compris des centrales nucléaires, pour satisfaire à la réglementation européenne ; il remet au président de la commission des affaires économiques trois rapports concernant l'impossibilité du mariage d'EDF et GDF et invite "ceux qui le voudront à les consulter" [25 septembre 2006] (p. 5480)
- M. François Brottes : souligne que la commission Roulet était "transpartisane" ; il ajoute que, contrairement aux propos de M. Paul, la Commission européenne s'est déclarée compétente pour examiner une fusion entre GDF et EDF au regard du chiffre d'affaires réalisé par GDF en dehors du territoire national [25 septembre 2006] (p. 5484)
- M. François Brottes : rappelle que les réponses de GDF et de Suez à la Commission européenne sont à la disposition de la commission des affaires économiques et que les deux entreprises ont indiqué que leur fusion serait créatrice d'emplois [25 septembre 2006] (p. 5502)
- M. François Brottes : conteste l'analyse faite par M. Brottes de la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes [25 septembre 2006] (p. 5515)

Mme Muguette Jacquaint : répond que les échanges entre la Commission européenne et les autorités françaises "ne concernent en rien" le statut public de la Poste et de ses filiales [26 septembre 2006] (p. 5558)

M. François Brottes : répond que le droit des concentrations est complexe et qu'une holding aboutit à une intégration fonctionnelle au même titre qu'une fusion ; il rappelle que la cour européenne de justice a invalidé toute tentative de rapprochement de Gaz et Electricité du Portugal [26 septembre 2006] (p. 5558)

M. François Brottes : répond que depuis le début de la discussion, le Gouvernement fait "preuve de la meilleure volonté en donnant le maximum d'informations possibles" [26 septembre 2006] (p. 5565)

M. Jean-Yves Le Déaut : répond qu'il n'a pas d'éléments nouveaux relatifs aux emplois concernés par la fusion entre GDF et Suez [26 septembre 2006] (p. 5565)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5064)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5065 et s.)

Voie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5064 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5383)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 5386)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5386 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 5385)

Etat : missions régaliennes (p. 5388)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5385 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5383 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5388)

Finances publiques : dette publique (p. 5386)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5385)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5385)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5387)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5387 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5387)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5387)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5387)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5383 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5384 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5387 et s.)

Recherche (p. 5388)

Travail (p. 5386 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad. n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5670, 5680 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENTREPRISES PUBLIQUES

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)

Ses interventions (p. 6716, 6719 à 6720)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : participations financières de l'Etat : contrôle parlementaire (p. 6718)

Finances publiques : agence France Trésor : avances à divers services de l'Etat ou organismes (p. 6718)

Finances publiques : dette publique (p. 6718)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : participations financières de l'Etat (p. 6716)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6717)

Secteur public : dotations en capital (p. 6717)

Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 6717)

Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 6717)

Secteur public : privatisations (p. 6716 et s.)

Voie : autoroutes : privatisations (p. 6717)

Réponses aux questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 6719) (M. Daniel Paul) (p. 6718)

Transports par eau : ports (p. 6719) (M. François Liberti) (p. 6719)

Voie : autoroutes : privatisations (p. 6720) (M. Daniel Paul) (p. 6719)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6721)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6721)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8452)

Ses interventions (p. 8452, 8459)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 8452)

Entreprises : fonds propres : stabilité (p. 8452 et s.)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 8459)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 8452)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers : compétences (p. 8452)

Marchés financiers : offres publiques de retrait (OPR) (p. 8452)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8459)

Sociétés : actionnaires : assemblées générales (p. 8453)

Sociétés : dirigeants (p. 8453)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8452 et s.)

Discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8459)

Article 1er (champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers)

Ses interventions (p. 8459 et s.)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Ses interventions (p. 8461 et s.)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Ses interventions (p. 8462 et s.)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Son intervention (p. 8464)

Article 11 (clause de réciprocité)

Ses interventions (p. 8465 et s.)

Article 16 (suspension obligatoire des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8469)

Article 17 (suspension facultative des restrictions statutaires et conventionnelles en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8471)

Article 18 (suspension facultative des droits extraordinaires concernant les dirigeants sociaux en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8471)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code du commerce)

Son intervention (p. 8472)

Article 21 (entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 8472)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adit n° 43 de la commission (insertion d'un Chapitre IV : Dispositions diverses) (p. 8472)

Article 22 (possibilité de ne pas prononcer la nullité d'une décision prise par une assemblée générale recourant au vote par télécommunications)

Son intervention (p. 8473)

Article 24 (ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs)

Son intervention (p. 8473)

Article 25 (ratification de l'ordonnance du 6 mai 2005 modifiant le code monétaire et financier - partie législative)

Son intervention (p. 8473)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses interventions (p. 1484, 1499, 1508)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1485)

Entreprises : actionariat salarié (p. 1485)

Entreprises : fonds propres : stabilité (p. 1485)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 1485)

Etat (p. 1499)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 1485)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1485 et s. - 1499)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : croissance (p. 1508 et s.)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1485)

Sociétés : actionnaires (p. 1485 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 1486)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 14 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - contrôle de l'OPA - interdiction du dessaisissement sans accord préalable du ministre de l'économie) (p. 1509)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 1510)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 15 de M. Éric Besson (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) (p. 1512)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Son intervention (p. 1513)

Article 7 (information du personnel)

Ses interventions (p. 1515 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1518)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Ses interventions (p. 1996 et s.)

Article 11 (clause de réciprocité)

Son intervention (p. 2003)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code de commerce)

Son intervention (p. 2003)

Après l'article 25

Intervient sur l'adit n° 3 de la commission des lois (loi du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie : correction d'une erreur matérielle) (p. 2005)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Ses interventions (p. 4208, 4256)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4212)

Constitution : préambule (p. 4258)

Energie et carburants : Conseil constitutionnel (p. 4257)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4209)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 4212)

Energie et carburants : Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (p. 4211, 4260)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4208, 4256)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4257)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4209)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4208)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4209)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4212, 4258)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4208, 4258)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4260)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4209, 4257)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4258)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4208, 4258)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4257)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4215, 4257)

Energie et carburants : tarifs (p. 4213, 4256, 4258)

Entreprises : action spécifique (p. 4212, 4257)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4210, 4256)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4210, 4256 et s.)

Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4258)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4258)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4257)

Union européenne : politique énergétique (p. 4209, 4213, 4258)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4459)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4463)

Commerce extérieur (p. 4460)

Emploi : chômage (p. 4460)

Etat : réforme (p. 4462)

Finances publiques : agence France Trésor (p. 4461 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4461 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4461 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 4461)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 4462)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 4463)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4463)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4462)

Politique économique : croissance (p. 4459 et s.)

Politique économique : inflation (p. 4460)

Politique économique : politique monétaire : taux d'intérêt (p. 4460)

Secteur public : privatisations (p. 4461)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4748)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4769)

Ses interventions (p. 4810, 4816)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4745); [8 septembre 2006] (p. 4821)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4810)

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4749, 4812)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4751, 4811)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4748)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 4810)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4749, 4770)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4748)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4810)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : cession d'actifs (p. 4812)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4751, 4812)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4750, 4770)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4749)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4751)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4751)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4811)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4769)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4750)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4749, 4770)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4749, 4812)

Energie et carburants : tarifs (p. 4770, 4810)

Entreprises : action spécifique (p. 4751, 4770, 4812)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4770, 4810)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4750, 4811)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4752)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4749, 4811)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4752)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4812)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4872 et s.)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 5024); (p. 5115)

Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5218, 5220)

Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5220)

Ses interventions (p. 5220 et s.)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5231 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5275 et s.)

Ses interventions (p. 5275 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5305 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5334)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5379 et s.)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Intervient sur les rappels au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) (p. 5479); de M. François Brottes (cf supra) (p. 5484)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5500 et s.)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5501, 5515); de Mme Muguette Jacquaint (cf supra) (p. 5557); de M. François Brottes (cf supra) (p. 5557, 5565); de M. Jean-Yves Le Déaut (cf supra) (p. 5565)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5679)

Article 14 [séance du 28 septembre 2006] (entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)

Son intervention (p. 5702)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5711)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Travail clandestin. Lutte et prévention [31 janvier 2006] (p. 531)

Gendarmerie. Gendarmes. Morts en service, enquêtes [28 février 2006] (p. 1243)

Jacques BRIAT

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)
 Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)
 Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2907 sur les dates de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie [28 février 2006]

Maryvonne BRIOT

Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)
 Rapporteur de la proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers (n° 2996) [5 avril 2006]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XI: Solidarité et intégration (handicap et dépendance) (n° 2569) [12 octobre 2005]
 Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers [29 mars 2006]
 Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Richard Mallié et Mme Maryvonne Briot et plusieurs collègues portant création d'un ordre national des infirmiers (n° 2996) [5 avril 2006] (n° 3009)
 Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur le bon usage des médicaments psychotropes [22 juin 2006] [22 juin 2006] (n° 3187)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8510)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
 Son intervention (p. 6257)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 6258)
 Handicapés : allocations et ressources (p. 6258)
 Handicapés : établissements (p. 6259)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 6257 et s.)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6258)
 Personnes âgées (p. 6259)
 Personnes âgées : aide à domicile (p. 6259)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 6259)
 Personnes âgées : dépendance (p. 6260)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 6257 et s.)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Son intervention (p. 428)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 428)
 Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 428, 429)
 Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 428, 429)
 Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 428)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4112)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 4112, 4113)
 Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4112)
 Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4113)
 Professions de santé : ordre professionnel : fonctionnement (p. 4113)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4112, 4113)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Ses interventions (p. 4129 et s.)
 Ses adts n°s 62, 55, 54, 63, 58, 59, 70, 56, 60, 61, 64, 65, 66, 67, 57, 68 : adoptés (p. 4131 et s.)

Article 2 (conditions d'exercice de la profession d'infirmier)

Ses interventions (p. 4140 et s.)
 Son adt n° 69 : adopté (p. 4140)

Article 3 (dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers)

Son intervention (p. 4140)

Article 6 (dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers)

Son intervention (p. 4141)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur la proposition de remplacement du Conseil supérieur des professions paramédicales par une nouvelle structure interdisciplinaire composée de divers acteurs de la santé) (p. 4141)

Bernard BROCHAND

Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2745 visant à limiter la hausse de la fiscalité locale [8 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Chaîne d'information internationale, création, financement [30 novembre 2005] (p. 7713)
 Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [12 avril 2006] (p. 2586)

François BROTTE
Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 2 février 2006] (p. 1788)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3071 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation des prix sur le marché de l'électricité, sur leurs conséquences pour les entreprises et les particuliers et sur la nécessité de mettre en oeuvre des mécanismes de régulation [4 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché [18 octobre 2005] (p. 5376)

Secteur public. Privatisations [2 novembre 2005] (p. 6127)

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1244)

Energie et carburants. GDF. Ouverture du marché, conséquences [12 avril 2006] (p. 2585)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [2 mai 2006] (p. 2782)

Energie et carburants. GDF. Fusion [6 juin 2006] (p. 3988)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne des conditions de travail imposées aux parlementaires : les séances sont prévues du lundi au vendredi soir et reprennent dès le lundi suivant [6 octobre 2005] (p. 4833)

Regrette que la plupart des adts de l'opposition aient été déclarés irrecevables alors qu'ils ont pu être examinés au Sénat [19 janvier 2006] (p. 192 et s.)

Précise que les amendements destinés à contourner l'article 55 de la loi SRU vont bien être examinés prochainement [25 janvier 2006] (p. 347)

Demande une suspension de séance afin que son groupe puisse analyser l'amendement n° 277 proposé par le Gouvernement et portant article additionnel après l'article 8 [25 janvier 2006] (p. 361)

Souhaite que soit accordée la suspension de séance demandée par M. Jean-Pierre Brard [25 janvier 2006] (p. 402)

Se plaint de la manière dont se déroule le débat [25 janvier 2006] (p. 402)

Considère que l'amendement du Gouvernement instituant le contrat première embauche, comportant trois parties distinctes gagnerait à être discuté en trois temps [7 février 2006] (p. 817)

Souhaite que le ministre délégué à l'égalité des chances s'exprime sur un adt portant sur la non-discrimination en matière d'origine des salariés [8 février 2006] (p. 914)

Se plaint que le Gouvernement n'ait pas répondu à sa précédente interrogation, d'importance, sur les déviations prévisibles du CPE défavorables au salarié ; réclame un "minimum d'explications" [8 février 2006] (p. 943)

S'interroge sur le revirement du Conseil d'Etat - par rapport à son avis rendu en 1999 - au sujet des pouvoirs d'une autorité de sûreté nucléaire [29 mars 2006] (p. 2329)

Demande des explications au président de la commission des finances sur l'irrecevabilité, au titre de l'article 40 de la

Constitution, de 2 amendements présentés par le groupe socialiste [12 avril 2006] (p. 2711)

Demande quelle sera la suite donnée au débat en cours et, pour le cas où le Gouvernement déposerait un projet de loi, quelle en serait sa date de discussion [14 juin 2006] (p. 4260)

Juge indigne l'obligation faite aux parlementaires de signer un document attestant avoir pris connaissance d'éléments les exposant à la menace d'une condamnation en cas de divulgation ; il regrette que le parlement soit obligé de légiférer à l'aveugle [7 septembre 2006] (p. 4743)

Souligne que l'exemplaire de la lettre de griefs mis à disposition de l'Assemblée nationale contient de nombreux passages noircis et demande si l'immunité parlementaire couvre les parlementaires qui en divulgueraient la teneur ; il demande le report du débat en cours et que les députés aient connaissance de la version intégrale de ce document, car il semblerait que la Commission européenne s'apprête à conclure à l'incompatibilité du projet de rapprochement entre GDF et Suez avec les règles du marché européen [7 septembre 2006] (p. 4745)

Rappelle que le groupe socialiste s'était, à l'époque, opposé à la privatisation de France Télécom mais que, par esprit de responsabilité et en accord avec les formations politiques et les organisations syndicales, aucun recours n'avait été déposé devant le Conseil constitutionnel pour éviter une censure des dispositions relatives au statut des personnels de cette entreprise [7 septembre 2006] (p. 4752)

Souligne que contrairement à ce qu'a déclaré M. Breton, l'action spécifique figure dans le projet de loi ; il demande que l'on compare le nombre de pages imprimées en vue de la défense des amendements présentés par l'opposition avec celui des pages de publicité parues dans la presse depuis de nombreux mois sur l'opération projetée par le Gouvernement ; il demande une suspension de séance afin que les parlementaires puissent avoir connaissance de la lettre du commissaire européen chargé du marché intérieur donnant, selon le ministre, le feu vert pour l'action spécifique [8 septembre 2006] (p. 4812)

S'étonne que le rapporteur puisse penser que l'opposition aurait oublié ses demandes de mise à disposition de documents de la Commission européenne et, prenant acte des nouvelles modalités de diffusion de ces documents par le Gouvernement et la commission des affaires économiques, demande qu'il soit possible, non seulement de les consulter mais également de les photocopier, car leur contenu n'est en rien confidentiel [8 septembre 2006] (p. 4815)

Partageant l'indignation de M. Bocquet, juge inacceptable que le Parlement légifère en cédant aux injonctions de la Commission européenne et demande une suspension de séance pour avoir le temps d'obtenir des photocopies de la lettre du commissaire européen dont les extraits sont par ailleurs parus dans la presse [8 septembre 2006] (p. 4817)

Demande communication du projet de décret auquel fait référence le commissaire européen chargé du marché intérieur dans sa lettre adressée à M. Breton et fait remarquer que l'accord du commissaire européen est basé sur l'état actuel de la législation et de la jurisprudence et ne tient pas compte "d'éventuelles modifications du projet de décret ou de l'adoption d'autres mesures complémentaires" [8 septembre 2006] (p. 4821)

Dénonce le flou des modalités de la fusion entre GDF et Suez ainsi que de la privatisation de GDF, alors que le texte est présenté en urgence pendant une session extraordinaire de fin d'été et que la lecture de la lettre de griefs de la Commission européenne est rendue difficile par le "caviardage" de données essentielles ; il demande au Gouvernement des précisions sur les cessions d'actifs auxquelles devra procéder GDF en réponse aux griefs de la Commission européenne et interroge le Ministre sur l'existence de deux lettres de griefs, une envoyée à GDF et l'autre à Suez [11 septembre 2006] (p. 4861)

Précise que les rappels au règlement actuels ont pour but de permettre à l'opposition de poser des questions transversales fondamentales qui ne pourront plus l'être une fois l'examen des articles commencé et, estimant ne pas

obtenir de réponses à ses questions, il demande une suspension de séance [11 septembre 2006] (p. 4865)

Déclare que le problème actuel n'est pas de poser des questions mais d'obtenir des réponses et qu'il est même prêt à envisager que les Ministres ne les connaissent pas toutes [11 septembre 2006] (p. 4866)

Demande quel crédit il est possible d'accorder aux engagements d'un Gouvernement dont le numéro deux, après avoir affirmé au mois de juin 2006 que le régime de retraite des industries électriques et gazières serait préservé, laisse M. Fillon, son bras droit, déclarer ce matin même que la réforme des régimes spéciaux de retraite fera partie du programme électoral de l'UMP pour la prochaine législature [12 septembre 2006] (p. 4913)

Rappelle à M. Breton que les personnels n'ont jamais pu aborder le problème de la fusion avec Suez ni celui de la réforme des régimes spéciaux et qu'à l'origine, le projet actuel n'incluait pas la privatisation de GDF, qui y a été introduite à la demande du Conseil d'Etat [12 septembre 2006] (p. 4916)

Fait remarquer que M. Dionis du Séjour admet que les adts de l'opposition ne sont pas "débiles", contrairement à ce qu'il prétendait ; il ajoute que ces adts ont permis de mettre à jour le flou qui entoure le projet du Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'action spécifique ou la minorité de blocage et rappelle que seuls 12 % des Français soutiennent la privatisation de GDF [12 septembre 2006] (p. 4924)

A le sentiment que le Gouvernement ne sait plus si le débat actuel porte sur la privatisation de GDF seulement ou sur la privatisation dans le cadre de la fusion avec Suez ; il ajoute que l'annonce des bénéfices de GDF, en hausse de 44 % alors que les tarifs ont augmenté de 26 %, n'a d'autre objet que de faire grimper le cours de l'action afin de dégager des dividendes [12 septembre 2006] (p. 4933)

Déclare que les précédentes augmentations des tarifs étaient dues à une hausse du coût des matières premières ; il souligne qu'il est reproché à GDF de ne pas faire profiter les consommateurs de ses bénéfices ; il juge par ailleurs inacceptable que la dilution de la part de l'Etat soit seulement mentionnée comme un fait acquis dans l'exposé des motifs et qu'aucun débat ne soit possible sur ce sujet ; il demande des précisions sur les cessions d'actifs auxquelles devra procéder GDF, sur les conséquences en termes d'emplois et de prix de cette opération ainsi que sur les conditions d'échange des actions des deux entreprises [12 septembre 2006] (p. 4937)

Juge inacceptable que le Président ait caricaturé l'opposition en posant devant 18 464 feuilles de papier vierges sensées représenter les amendements déposés sur le projet du Gouvernement alors que 140 feuilles auraient suffi mais, sentant les esprits s'échauffer sur ce sujet, il demande une suspension de séance [12 septembre 2006] (p. 4954)

Juge que les récents propos de M. Fillon sur les régimes de retraites et ceux de M. Devedjian sur le maintien du réseau de distribution dans le secteur public entretiennent la confusion sur les finalités du projet actuel ; il s'interroge également sur l'attitude du Président de GDF, dont "beaucoup disent, c'est une rumeur, qu'il pourrait avoir des intérêts personnels" dans une fusion avec Suez [12 septembre 2006] (p. 4967)

Déclare que le débat s'est jusqu'à présent déroulé de manière courtoise et constructive ; par exemple, les signataires des amendements identiques ne s'expriment pas tous dès lors que tous les arguments ont été développés et l'opposition n'abuse pas des suspensions de séance ou d'autres subterfuges pour retarder le débat ; il s'étonne dans ces conditions que l'actuel Président de séance refuse qu'un adt soit défendu en l'absence de son signataire, contrairement aux autres présidents de séance, notamment M. Debré ; il déclare que si des changements dans la conduite des débats devaient intervenir, le comportement de l'opposition pourrait également évoluer [12 septembre 2006] (p. 4974)

Estime que le Président de l'Assemblée nationale a caricaturé la discussion en se faisant photographier devant des piles de papier ; il souligne que M. Dionis du Séjour a

dû reconnaître que les adts de l'opposition n'étaient pas "débiles" comme il l'avait prétendu ; il ajoute que si autant d'adts ont été déposés avant l'article 1er, c'est par crainte d'en voir tomber un certain nombre du fait de la suppression de l'article auquel ils se rapportent ; de nombreux points ont pourtant été clarifiés grâce à leur discussion : "l'improvisation" du présent débat, les contradictions au sein de la majorité, le fait que le service public de l'énergie n'aurait plus de sens si les grandes entreprises le garantissant étaient privatisées, ou encore l'incidence de la privatisation sur les tarifs [13 septembre 2006] (p. 4988)

Confirme que M. Cirelli, dans son interview au Financial Times, déclare bien que GDF et Suez ont "convenu" dès février dernier d'un accord sur la parité et demande si le terme employé signifie que les deux conseils d'administration l'ont approuvé ou s'il s'agit d'une simple posture à l'origine de l'annonce de la fusion [13 septembre 2006] (p. 4992)

Demande une suspension de séance pour permettre à son groupe de traduire intégralement les propos de M. Cirelli rapportés par le Financial Times [13 septembre 2006] (p. 4992)

Déclare que M. Ollier "est en train de perdre son sang froid" en portant des "accusations graves" contre l'opposition et en passant sous silence le fait que l'amendement en discussion reprend une phrase de M. Marcel Paul mais aussi de M. Sarkozy, lequel trahit sa parole ; il ajoute que la majorité ne répond pas sur le fond mais n'a que le mot "obstruction à la bouche" [13 septembre 2006] (p. 5001)

Demande solennellement, mais sans vouloir retarder le débat, au Président de la commission des affaires économiques d'organiser une rencontre avec les parlementaires belges étant donné que le Gouvernement belge qualifie d'inamicale l'initiative de GDF et qu'au sein de l'Union européenne, il existe une solidarité autour, notamment, des missions de service public [13 septembre 2006] (p. 5007)

Est indigné par les remarques du rapporteur qui, à la différence du Gouvernement, "tente de ridiculiser et de caricaturer" le travail de l'opposition, au lieu de répondre sur le fond ; en conséquence, il demande une suspension de séance [13 septembre 2006] (p. 5014)

Déplore que le rapporteur fasse "constamment preuve de mauvaise foi et de cynisme dans ses réponses" et demande une suspension de séance [13 septembre 2006] (p. 5021)

Souhaite ne pas donner à la majorité d'argument pour utiliser l'article 49-3 de la Constitution, il annonce en conséquence que, dorénavant, chaque série d'amendements présentée par l'opposition avant l'article 1^{er} ne sera défendue que par un seul orateur, car il s'agit d'amendements de précision sur des points ayant déjà été défendus [13 septembre 2006] (p. 5024)

Déclare qu'après avoir été accusé d'obstruction, le groupe socialiste se voit opposé le silence de la commission et du Gouvernement qui ne motivent pas leurs avis défavorables [13 septembre 2006] (p. 5028)

Répond au Premier ministre, qui a l'intention de lancer "un appel à la raison" aux socialistes dans la presse, que c'est lui-même qui a perdu la raison en décidant, "un beau matin, de privatiser, pour ne pas dire brader, GDF" ; il ajoute que le président et le rapporteur de la commission des affaires économiques préfèrent "crier toute la journée à l'obstruction" et il demande au Premier ministre le retrait des dispositions relatives à la privatisation de GDF [13 septembre 2006] (p. 5047)

Souligne que M. Sarkozy avait bien garanti que le seuil de participation de l'Etat dans le capital de GDF, comme dans celui d'EDF ne descendrait pas en dessous de 50 %, il annonce qu'il tient à la disposition de chacun l'enregistrement de ces propos [13 septembre 2006] (p. 5054)

Déplore le refus du Gouvernement d'envisager un rapprochement entre GDF et EDF alors que de nombreux parlementaires ont exprimé leur souhait de voir s'engager une réflexion en ce sens ; il rappelle au président de la commission des affaires économiques sa demande

d'organiser une rencontre avec des parlementaires belges compte tenu de la forte inquiétude exprimée par le Gouvernement belge en ce qui concerne la fusion entre GDF et Suez [14 septembre 2006] (p. 5096)

Déclare que "les incohérences et les dangers" du texte apparaissent au cours du débat, expliquant ainsi le malaise de M. Accoyer qui, "avec la complicité obligatoire du Gouvernement", veut en finir au plus vite par le recours à l'article 49-3, alors que l'opposition fait montre de bonne volonté en accélérant la présentation de ses amendements ; toutefois, avant d'aborder l'article 1er, il demande une suspension de séance [14 septembre 2006] (p. 5115)

Déclare que M. Sarkozy a franchi "une nouvelle étape dans le reniement" en appelant à une réforme des régimes spéciaux de retraite ; il ajoute qu' "en tentant de "monter les Français les uns contre les autres" et en faisant passer les réactions des salariés pour un "réflexe corporatiste", il fait preuve d'une "grande malhonnêteté", d'autant que la question des retraites "mérite un débat de fond" [15 septembre 2006] (p. 5159)

Juge que le projet de privatisation de GDF a conduit à des augmentations des tarifs du gaz nettement supérieures à la hausse des coûts d'approvisionnement en vue de rendre plus attractive sa fusion avec Suez [15 septembre 2006] (p. 5183)

Juge logique que Mme Guigou puisse bénéficier d'un temps de parole convenable étant donné que les orateurs du groupe socialiste inscrits sur l'article 2 avaient décidé de lui laisser leur temps de parole [15 septembre 2006] (p. 5195)

Observe qu'il vient de découvrir les amendements adoptés précédemment et que cette précipitation n'est pas de bonne pratique, même s'il ne regrette pas de les avoir votés [15 septembre 2006] (p. 5199)

Rappelle que le Président de la République, après avoir déclaré en 2004 que GDF et EDF ne seraient pas privatisées, vient de se prononcer en faveur de la fusion avec Suez en précisant qu'il n'y a pas d'autre projet possible ; il estime que l'entité "Energie de France" proposée dès 2004 par le groupe socialiste est maintenant prise au sérieux par certains députés UMP et UDF ; il ajoute que l'objet du projet actuel était seulement de faire front devant ENEL d'où son "improvisation" et qu'en Europe, de nombreuses voix se font entendre pour souhaiter un vrai contrôle public de certains secteurs afin d'éviter de tomber dans un "néoféodalisme libéral" [18 septembre 2006] (p. 5218, 5220)

Craint que l'Assemblée s'apprête à donner un "chèque en blanc" au Gouvernement sur le tarif social : il souligne que l'adoption de l'amendement de la commission, dont la rédaction lui paraît "extrêmement sibylline", va en faire tomber des milliers d'autres empêchant toute discussion sur le sujet [18 septembre 2006] (p. 5236)

Se déclare choqué par les "marchandages en direct" entre les différents représentants de la majorité et demande une suspension de séance pour y voir plus clair avant de voter [18 septembre 2006] (p. 5264)

Déclare que le débat de la veille s'est déroulé dans une "improvisation totale" et que la majorité a besoin de temps pour se mettre d'accord ; il juge que le tarif de retour finalement voté est un "bricolage mal ficelé" qui risque d'être "un marché de dupes" pour les industriels ; il remarque que le ministre ne parle plus de la fusion GDF Suez après les avis très réservés de la commission des affaires culturelles et en raison des contre-projets émanant de la majorité et de l'opposition, notamment la création d'un groupe "Energie de France" ; il reproche au Gouvernement son "approche idéologique inconditionnelle" en faveur de la privatisation qui, selon lui, mènera inévitablement à une augmentation très significative des tarifs pour tous les consommateurs [19 septembre 2006] (p. 5273)

Proteste contre l'attitude du rapporteur ; en conséquence, il demande une suspension de séance [19 septembre 2006] (p. 5320)

Estime que l'amendement en discussion n'a pas été examiné convenablement en commission, et demande une

suspension de séance pour en analyser les conséquences [19 septembre 2006] (p. 5322)

S'associe au Président Bocquet quant aux événements de Cachan ; en ce qui concerne le débat en cours, il demande au Président Debré, qui a évoqué des accords passés en Conférence des présidents, de revenir sur ce qu'il considère comme un "écart de langage" ; il souligne qu'un calendrier prévisionnel ne vaut en aucun cas accord politique [19 septembre 2006] (p. 5327)

Demande que le Président Debré clarifie à la tribune de l'Assemblée ses propos qu'il juge "équivoques" concernant un accord entre les groupes [19 septembre 2006] (p. 5332)

Déplore la manière dont la presse a relaté, d'une part, la clarification des propos du Président Debré au sujet d'un accord entre la majorité et l'opposition et, d'autre part, la manière dont s'est déroulé le débat sur le tarif de retour ; il ajoute que la veille, l'adoption d'adts du groupe communiste ayant fait tomber de très nombreux autres adts du groupe socialiste, la séance s'est terminée trop rapidement pour que le Ministre puisse répondre à une de ses questions relative à la loi de 2004 sur l'énergie ; il demande également au Ministre des précisions quant à l'éventuelle participation financière du régime général du régime de retraite des industries électriques et gazières [21 septembre 2006] (p. 5353)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Bataille : prend acte de la volonté du Gouvernement de communiquer les réponses de GDF et de Suez et il demande une suspension de séance pour pouvoir les consulter [21 septembre 2006] (p. 5354)

Demande des précisions sur les engagements de GDF et de Suez dont il vient de prendre connaissance [21 septembre 2006] (p. 5355)

Prend acte "avec satisfaction" de la réunion de la commission des affaires sociales qui s'est déroulée juste avant le début de la séance et se félicite de la qualité des échanges, dans le respect des règles de confidentialité ; il s'inquiète néanmoins de la perspective d'un "démantèlement de GDF" [21 septembre 2006] (p. 5373)

Suggère à M. Ollier l'audition par la commission des affaires économiques des organisations syndicales et des dirigeants de GDF et de Suez [21 septembre 2006] (p. 5406)

Se déclare "inquiet" quant à l'avenir des concessions accordées par les collectivités territoriales en raison de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 21 juillet 2005, dit arrêt Coname, qui a annulé un contrat de concession de son réseau par une ville italienne au motif qu'il n'y avait pas eu mise en concurrence [22 septembre 2006] (p. 5431)

Indique que les cinq organisations syndicales rencontrées par le groupe socialiste se sont félicitées de la qualité des débats ; il souligne qu'elles sont totalement opposées à la privatisation de GDF et réaffirme la détermination de son groupe de "prendre le temps du débat" [22 septembre 2006] (p. 5454)

Déclare que la longueur du débat a permis de démasquer les "méfaits et les dangers" du projet du Gouvernement : augmentations tarifaires, fin des concessions de distribution d'énergie, "fragilisation" de l'indépendance énergétique et démantèlement de GDF ; il ajoute qu'avec l'article 10, le Parlement, à qui le Gouvernement demande un "chèque en blanc", est obligé de légiférer "à l'aveugle", étant donné que le projet prévoit une minorité de blocage de l'Etat dans le capital de GDF mais pas forcément dans celui de l'entité fusionnée [25 septembre 2006] (p. 5479)

Estime que la commission Roulet n'a envisagé l'alliance entre EDF et GDF que dans le cadre de la stratégie gazière et en prenant pour seule hypothèse celle d'une fusion totale alors que d'autres approches existent [25 septembre 2006] (p. 5484)

Demande que M. Breton fasse un bilan d'étape des discussions en cours entre le Gouvernement et la Commission européenne, tant en termes de concessions que d'éventuelles suppressions d'emplois qui pourraient se chiffrer par dizaines de milliers [25 septembre 2006] (p. 5501)

Estime qu'une photo du Président Debré, posant devant des piles de papier blanc, caricature le débat ; il demande une suspension de séance jusqu'à ce que cette photo soit retirée du site intranet [25 septembre 2006] (p. 5501)

Déclare qu'en cas de passage d'un monopole public à un monopole privé, la jurisprudence européenne oblige à la mise en concurrence des concessions ; il conclut que le projet du Gouvernement de descendre en-deçà de 50 % du capital de GDF est "extrêmement grave" [25 septembre 2006] (p. 5515)

Déclare que c'est faire un "procès inacceptable" à l'opposition que de l'accuser de ne pas se préoccuper de l'intérêt national et de ne regarder qu'en arrière alors qu'on est en train de "fragiliser" les entreprises au risque de les voir absorber par un "géant" comme Gazprom, dont le président a indiqué qu'il n'avait pas "assez de doigts pour compter" les sociétés qui l'intéressent [25 septembre 2006] (p. 5530)

Estime, en prenant pour exemples le livret A et l'annuaire téléphonique, que le seul objectif du Gouvernement est de "casser ce qui marche" ; il déclare que le projet du Gouvernement aboutira à une guerre fratricide entre GDF et EDF et à des prises de marché par des "entreprises venues d'ailleurs" ; il ajoute que le Parlement est en train de "démanteler, brader un fleuron national" pour répondre aux "exigences d'un groupe privé" [26 septembre 2006] (p. 5537)

S'étonne que dans le contrat de service public signé entre GDF et l'Etat pour les années 2005 à 2007, figure la "convergence entre les tarifs régulés et les prix de vente en marché ouvert" ; il s'inquiète que le Gouvernement "fasse allégeance" à la future entité GDF-Suez qui aura un "blanc-seing" pour augmenter ses tarifs, au détriment de tous ses clients [26 septembre 2006] (p. 5549)

Déclare que le Gouvernement et la commission cherchent à "abuser" l'opposition et à prendre les Français pour des "imbéciles" en prétendant avoir institué un dispositif de sauvegarde des tarifs réglementés [26 septembre 2006] (p. 5552)

Regrette que le rapporteur et le Ministre traitent "à la légère" la proposition de l'opposition visant à rapprocher EDF et GDF, par l'intermédiaire d'une holding qui échapperait aux "injonctions" de la Commission européenne [26 septembre 2006] (p. 5557)

Déplore que les ministres "engrangent" les questions sans y apporter de réponse [26 septembre 2006] (p. 5565)

Déclare qu'il n'est pas dans ses intentions de contester le résultat du vote qui n'est pas une surprise, même si la majorité est "parfois divisée" [26 septembre 2006] (p. 5575)

Déclare qu'il est prêt à considérer que les adts suivants seront défendus en fonction des réponses du Gouvernement aux questions suivantes : GDF a-t-elle un "plan B" pour le cas où la fusion ne pourrait pas se faire avec Suez ; à quelle date les deux entreprises clôtureront-elles leur bilan, ce qui a un impact sur la valorisation des actions en cas de fusion ; des membres de l'encadrement de GDF sont-ils concernés par un système de stocks options [26 septembre 2006] (p. 5595)

Déclare que le rapporteur "profère des mensonges" sur le sujet de l'ouverture du marché de l'électricité aux ménages au lieu d'avancer des arguments [27 septembre 2006] (p. 5648)

Demande au rapporteur de ne plus énoncer ce qu'il considère comme des "contrevérités", notamment sur les conditions d'ouverture du marché de l'électricité aux ménages, s'il veut que le débat "se poursuive sereinement" [27 septembre 2006] (p. 5649)

Déclare que la façon dont le rapporteur s'autorise à faire adopter des adts repoussés par la commission des affaires économiques, sans s'en expliquer en détail et en évoquant un sous-amendement qui sera discuté ultérieurement, "dépassé les bornes" [27 septembre 2006] (p. 5652)

S'inquiète que le Parlement européen ait voté ce jour le rapport d'initiative de M. Rapkay qui "évacue" toute

référence à une éventuelle directive-cadre sur les services publics [27 septembre 2006] (p. 5678)

Qui demande au rapporteur et au Ministre, qui "semblent faiblir en la matière", de répondre à une question sur l'article en discussion [27 septembre 2006] (p. 5681)

Déclare que la proposition du président de séance tendant à accepter la mise en discussion d'amendements malgré l'absence, pour des raisons géographiques évidentes, de leur auteur est "parfaitement recevable", mais il déplore une pratique qu'il juge à "géométrie variable" [28 septembre 2006] (p. 5707)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4836)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2005] (p. 4833)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4836)

Agriculture : montagne (p. 4837)

Baux : fermage (p. 4836)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4837)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 488 de M. Jean Gaubert (missions de la politique agricole) (p. 4876)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 75 de M. François Guillaume (intitulé du chapitre 1^{er} : " Assurer la bonne transmission des entreprises agricoles") (p. 4882)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4888 et s.)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4912 et s.)

Ses adts n°s 768 et 770 rectifié (p. 4915, 4917)

Après l'article 2

Son adt n° 773 (rapport au Parlement relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement) : rejeté (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Son adt n° 1014 (construction, dans le périmètre de l'exploitation, d'une maison d'habitation pour le jeune repreneur) (p. 4951) : rejeté (p. 4952)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Ses interventions (p. 4958 et s.)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 775 (p. 4979)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Charles Taugourdeau (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 603 de M. Étienne Mourrut (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 804 de M. Philippe Feneuil (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5090)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Gaubert (fixation d'une condition d'exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de parts d'une société) (p. 5113)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 1013 : adopté (p. 5118)
Ses interventions (p. 5120 et s.)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5130 et s.)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Ses interventions (p. 5134 et s.)
Son ss-adt n° 1146 à l'adt n° 131 de M. François Guillaume (p. 5138)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Charles Taugourdeau (extension des tâches que les collectivités territoriales peuvent confier à des salariés de groupements d'employeurs auxquelles elles participent) (p. 5141)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Ses interventions (p. 5142 et s.)

Avant l'article 24

Son adt n° 791 (adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles dans les zones de montagne) : adopté (p. 5305)

Article 25 (bail environnemental)

Ses adts n° 970 à 972 (p. 5311)

Après l'article 25

Son adt n° 980 deuxième rectification (création d'un code de la montagne) (p. 5315) : retiré (p. 5316)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Bois et forêts : filière bois : crédits budgétaires (p. 6855)

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 6322)
Postes : La Poste : lutte contre l'exclusion (p. 6321)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Après l'article 78

Intervient sur l'adt n° 107 de la commission (transmission aux commissions chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat d'un rapport sur les opérations effectuées par la COFACE pour le compte de l'Etat) (p. 6327)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6581)

Thème :

Sécurité publique : inondations (p. 6581)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6910)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7310)

Son adt n° 369 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 7330)

Son adt n° 370 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7341)

Ses adts n° 373, 372 et 371 (p. 7344)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Son ss-adt n° 177 à l'adt n° 43 de la commission (p. 7818)

Son ss-adt n° 176 à l'adt n° 43 de la commission : adopté (p. 7818)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Son adt n° 178 (p. 7839)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8284)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 8284)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8284)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 179)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 190)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 janvier 2006] (p. 192 et s.)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 180)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 179)

Logement : habitat insalubre (p. 179)

Logement : logement social (p. 180)

Logement : mixité sociale (p. 180)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 180, 191)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 191)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Son intervention (p. 193)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son intervention (p. 200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 203)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 227 et s., 232 et s.)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son adt n° 353 (de suppression) : adopté (p. 236)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)

Son intervention (p. 242)

Article 4 bis (droit de préemption urbain sur les parts des sociétés civiles immobilières)

Son intervention (p. 243)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (sociétés locales placées sous le contrôle exclusif des collectivités locales autorisées sur demande de ces dernières à réaliser des opérations d'aménagement sans être contraintes par les règles de mise en concurrence) (p. 244)

Intervient sur le sous-adt n° 682 rectifié du Gouvernement (autorisation de droit) à l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (p. 244)

Son adt n° 335 (sécurisation juridique de la déclaration d'utilité publique en cas d'opérations réalisées à des fins de mixité sociale) (p. 243) : retiré (p. 245)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Son intervention (p. 251)

Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 254)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 261 et s.)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 304)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 309)

Reprend l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 309) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 310)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 314)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Ses interventions (p. 318 et 321)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 328)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 347)

Après l'article 7 ter

Son adt n° 324 rectifié (réduction de droits de succession en vue de la remise sur le marché du logement social des anciennes habitations rurales ou corps de ferme abandonnés) (p. 347) : rejeté (p. 348)

Après l'article 7 septies

Reprend l'adt n° 681 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (accroissement des capacités communales d'intervention en matière de logements vacants) (p. 354) : rejeté (p. 354)

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Élisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 358)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 358)

Intervient sur le sous-adt n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (p. 358)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son intervention (p. 361)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 361)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le

régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 367)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 464 (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 389) : rejeté (p. 390)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 395)

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 397)

Intervient sur le sous-adt n° 693 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inclusion des logements en accession dans le décompte des 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU seulement en cas de maintien sur le territoire concerné d'une offre locative sociale identique) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 401)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 402)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 411)

Intervient sur l'adt n° 423 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 443)

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 444)

Intervient sur l'adt n° 434 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions du remboursement d'une partie des pénalités imposées aux communes ne remplissant pas le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 461)

Article 9 (rôle des EPCI, des commissions départementales de médiation et des préfets dans l'attribution des logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 464)

Article 10 (réforme du dispositif du supplément de loyer de solidarité)

Ses interventions (p. 467 et s.)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 406 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement faisant apparaître les aides publiques en faveur du logement social) (p. 469)

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (institution dans chaque département d'une conférence de l'habitat) (p. 470)

Avant l'article 11 A

Intervient sur l'adt n° 685 rectifié de M. Gérard Hamel (fiscalité allégée pour les centres d'hébergement d'urgence) (p. 470)

Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Ses interventions (p. 471 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (interdiction pour les bailleurs de demander aux locataires le cautionnement solidaire d'un tiers) (p. 475)

Son adt n° 419 rectifié (versement échelonné du dépôt de garantie) (p. 474) : retiré (p. 475)

Son adt n° 420 (statut minimal pour la personne physique qui se porte caution du paiement des loyers) : retiré (p. 477)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 558 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maires habilités à délivrer les autorisations de changement d'usage des logements) (p. 478)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 417 de Mme Geneviève Gaillard (obligation de haute qualité environnementale pour les opérations de construction et de réhabilitation) (p. 481)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 73 de la commission (pérennisation de la convention d'expérimentation entre l'Etat et l'Union de l'économie sociale du logement du 15 juillet 2004) (p. 482)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3810)

Thèmes :

Energie et carburants : tarifs : pouvoir d'achat (p. 3810)

Logement : logements-foyers (p. 3810)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3810)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : surendettement (p. 3810)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3810)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3810)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3810)

Politique économique : libéralisme (p. 3810)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)

Ses interventions (p. 3852 et s.)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 3863 et s.)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son ad n° 51 (de suppression) : adopté (p. 3866)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son intervention (p. 3868)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Ses interventions (p. 3869 et s.)

Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)

Son intervention (p. 3882)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'ad n° 312 de M. Luc Chatel (garantie des emprunts immobiliers des titulaires d'un contrat de travail qui n'est pas à durée indéterminée) (p. 3886)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'ad n° 219 de M. Philippe Folliot (location-attribution par les organismes de HLM) (p. 3889)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son ad n° 147 (p. 3921)

Après l'article 8 quater

Son ad n° 115 (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3928) : retiré (p. 3929)

Après l'article 23 bis

Son ad n° 134 rectifié (modification des dispositions du code rural relatives aux obligations du repreneur d'une exploitation en matière d'occupation des bâtiments d'habitation) : rejeté (p. 4005)

Après l'article 25

Son ad n° 119 rectifié (possibilité pour les associés d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé de se retirer) (p. 4005) : rejeté (p. 4006)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 374 de M. Yves Durand (rôle des établissements d'enseignement dans la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 711)

Intervient sur l'ad n° 386 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les associations) (p. 718)

Intervient sur l'ad n° 402 de M. Yves Durand (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 728)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 737 et 751)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 817)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-ad n° 53 de M. Maxime Gremetz à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE-) (p. 835)

Intervient sur le sous-ad n° 114 de Mme Martine Billard à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 835)

Intervient sur le sous-ad n° 417 de M. Yves Durand à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 844)

Intervient sur le sous-ad n° 419 de M. Yves Durand à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 852 et s.)

Intervient sur le sous-ad n° 593 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 908)

Intervient sur le sous-ad n° 209 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 908)

Intervient sur le sous-ad n° 458 de M. Francis Vercamer à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 908)

Intervient sur le sous-ad n° 210 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 910)

Intervient sur le sous-ad n° 583 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 913)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 914)

Intervient sur le sous-ad n° 123 de Mme Martine Billard à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 928)

Intervient sur le sous-ad n° 128 de Mme Martine Billard à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 942)

Intervient sur le sous-ad n° 459 de M. Francis Vercamer à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 942)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 943)

Intervient sur le sous-ad n° 214 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 949)

Intervient sur le sous-ad n° 58 de M. Maxime Gremetz à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 951)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1302)

Thèmes :

Recherche : précarité (p. 1303)

Recherche : secteur privé (p. 1302, 1303)

Recherche : secteur public (p. 1302, 1303)

Recherche : recherche fondamentale (p. 1303)

Recherche : recherche industrielle (p. 1302)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 327 de M. Michel Charzat (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur")

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Alain Gouriou (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)

Son adt n° 326 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses interventions (p. 1356 et s.)

Son ss-adt n° 386 à l'adt n° 59 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 1360)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses adts n°s 321 et 279 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1373)

Son intervention (p. 1378)

Son adt n° 286 (p. 1397)

Après l'article 3

Son adt n° 302 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 354 (p. 1453)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2277)

Son intervention (p. 2292)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2298)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) : contrôle parlementaire (p. 2293)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2277, 2293)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 2293)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2293)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2293)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2277)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : libéralisation (p. 2293)

Environnement : changements climatiques (p. 2298)

Environnement : charte de l'environnement (p. 2293)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 mars 2006] (p. 2329)

Son intervention (p. 2330)

Son adt n° 258 (p. 2331)

Après l'article 2 bis

Son adt n° 224 (obligation générale de traitement transparent et non discriminatoire des demandes présentées à l'ASN) : rejeté (p. 2332)

Son adt n° 225 (régime des délais dans lesquels l'ASN doit rendre ses avis) (p. 2332) : adopté après modification (p. 2333)

Article 2 ter A (rapport d'activité de l'HASN)

Son intervention (p. 2334)

Article 2 quater (compétences internationales de l'HASN)

Son intervention (p. 2335)

Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire -ASN)

Son intervention (p. 2335)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)

Ses interventions (p. 2339 et s.)

Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)
Ses interventions (p. 2342 et s.)

Article 5 (établissement d'un document à l'usage du public)
Son intervention (p. 2350)

Article 6 (commissions locales d'information)

Ses interventions (p. 2351 et s.)

Son adt n° 342 : adopté (p. 2353)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la publicité des expertises et travaux réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN) (p. 2354)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean-Yves Le Déaut (auto-saisine de l'IRSN sur toute question relative à la sûreté nucléaire ou à la radioprotection) (p. 2354)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT -)

Son intervention (p. 2355)

Article 8 (missions du HCT)

Son intervention (p. 2357)

Article 14 (réalisation différée de travaux dans l'attente de la clôture de l'enquête publique)

Son intervention (p. 2364)

Article 32 (coordination avec le code du travail)

Son intervention (p. 2374)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)

Son intervention (p. 2612)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son intervention (p. 2703)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 2708)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 34 rectifié de la commission (création au sein de l'ANDRA d'un fonds dédié au financement des installations de stockage et d'entreposage des déchets de haute et moyenne densité) (p. 2714)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Christian Bataille (rapport au parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de transférer la propriété des déchets radioactifs à l'ANDRA) (p. 2726)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 516 : adopté (p. 3500)

Son intervention (p. 3506)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 3509)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 639 de M. André Chassaigne (ajout de la notion d'"écosystèmes aquatiques" dans l'article L.1 du code forestier) (p. 3526)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. André Chassaigne (prise en compte dans le code des bonnes pratiques sylvicoles de

l'impact des peuplements forestiers sur la qualité des cours d'eau) (p. 3526)

Après l'article 14

Son ss-adt n° 1250 (avis du comité technique permanent des barrages seulement en cas de besoin) à l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (possibilité pour un syndicat mixte formé de se constituer en établissement public territorial de bassin, avis du comité technique permanent des barrages sur tout sujet concernant la sécurité des barrages et des ouvrages hydrauliques) (p. 3530) : adopté (p. 3531)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié du Gouvernement (réglementation de la vente, de la mise à disposition, de l'application et de la mise sur le marché de produits biocides) (p. 3557)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'adt n° 1249 du Gouvernement (priorité à la fourniture d'eau potable sur les autres usages de l'eau) (p. 3568)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3573)

Son ss-adt oral à l'adt n° 199 rectifié de la commission : adopté (p. 3574)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 1238 troisième rectification du Gouvernement (contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 3599)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 3606)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son intervention (p. 3614)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 24 du Gouvernement (généralisation de la pose de compteurs individuels dans les logements collectifs neufs) (p. 3614)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son adt n° 420 (p. 3687)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4219)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 juin 2006] (p. 4260)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 4224)

Energie et carburants : Conseil constitutionnel (p. 4222)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4220)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4223)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4224)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4222)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4222)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4222)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4220)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4223)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4223)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4222)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4221)

Energie et carburants : tarifs (p. 4220)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4222)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4221)

Union européenne : politique énergétique (p. 4220)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4779) : rejetée (p. 4789)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4853)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4743, 4745, 4752,) [8 septembre 2006] (p. 4812, 4815, 4817, 4821) ; [11 septembre 2006] (p. 4861, 4865, 4866)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4853)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : GDF/SUEZ (p. 4784)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4781)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4782)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4780)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4780)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : cession d'actifs (p. 4784, 4854)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4785)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4784)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4781)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4783, 4854)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4783)

Energie et carburants : tarifs (p. 4781)

Entreprises : action spécifique (p. 4784, 4854)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4783)

Environnement : changements climatiques (p. 4781)

Marchés financiers : offres publiques d'échange (OPE) : GDF/SUEZ (p. 4784)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4781)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4780, 4854)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1^{er} [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4868 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 septembre 2006] (p. 4913, 4916, 4924, 4933, 4937, 4954, 4967, 4974) ; [13 septembre 2006] (p. 4988, 4992, 5001, 5007, 5014, 5021, 5024, 5047, 5054) ; [14 septembre 2006] (p. 5096, 5115)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5116 et s.)

Ses observations : remercie le ministre qui, depuis le début des travaux, essaie autant qu'il le peut de répondre aux questions de l'opposition (p. 5135)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 septembre 2006] (p. 5159, 5183)

Ses observations (p. 5164)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5186 et s., 5192)

Intervient sur les adts identiques n°s 398 à 430 présentés par des membres du groupe socialiste (obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 5192)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 septembre 2006] (p. 5195)

Ses interventions (p. 5197 et s.)

- Son rappel au règlement (cf supra) [15 septembre 2006] (p. 5199)
- Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]*
 Son intervention (p. 5201)
 Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5208)
 Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5208)
 Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5208)
- Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)*
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5218, 5220)
- Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]*
 Intervient sur l'adt n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5220)
 Ses interventions (p. 5220 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 137640 rectifié de la commission (communication d'informations confidentielles détenues par la CRE aux commissions parlementaires et aux autorités de régulation étrangères) (p. 5224)
 Intervient sur l'adt n° 88414, deuxième rectification de la commission des finances (pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) (p. 5224)
 Intervient sur l'adt n° 88415 rectifié de la commission des finances (extension des pouvoirs de sanction de la CRE) (p. 5226)
 Intervient sur l'adt n° 137643 de la commission (approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 5226)
- Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)*
 Ses interventions (p. 5228 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5236)
- Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]*
 Ses interventions (p. 5252 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5264)
 Intervient sur le sous-adt n° 137650 rectifié de M. Charles de Courson (caractère renouvelable de la durée de 2 ans) à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5266)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5273)
 Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5274 et s.)
- Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)*
 Ses interventions (p. 5297 et s.)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5320, 5322)
- Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]*
 Ses interventions (p. 5323 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5327)
 Ses observations : remercie le Président Debré de clarifier ses propos compte tenu de l'interprétation faite par certains médias [19 septembre 2006] (p. 5332)
- Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)*
 Son intervention (p. 5345)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5353, 5355)
- Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Bataille (cf supra) (p. 5354)
- Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]*
 Ses interventions (p. 5356 et s.)
- Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)*
 Ses interventions (p. 5366 et s.)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5373, 5406 ; [22 septembre 2006] (p. 5431)
 Ses observations : déclare craindre que le couplage entre la gestion du réseau et l'existence d'un marché captif constitué des clients au tarif réglementé, ne soit une "aubaine considérable" pour Gazprom, qui, en tant que producteur, pourrait fournir du gaz à un tarif inférieur à celui de GDF (p. 5432, 5433)
- Après l'article 6*
 Ses interventions (p. 5444 et s.)
- Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)*
 Son rappel au règlement (cf supra) [22 septembre 2006] (p. 5454)
 Ses interventions (p. 5456 et s.)
- Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]*
 Son intervention (p. 5461)
- Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)*
 Ses interventions (p. 5462 et s.)
- Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]*
 Son intervention (p. 5468 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 114626 de M. Gérard Manuel (liste des recettes des syndicats de communes) (p. 5469)
 Intervient sur l'adt n° 88553 de la commission (imputation en section d'investissement des contributions des communes au syndicat dont elles sont membres) (p. 5470)
- Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]*
 Son intervention (p. 5472)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5479, 5484)
- Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)*
 Ses interventions (p. 5486 et s., 5538)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5501, 5515, 5530) ; [26 septembre 2006] (p. 5537, 5549, 5552, 5557, 5565, 5575, 5595)
- Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)*
 Ses interventions (p. 5634 et s.)
- Article 12 [séance du 27 septembre 2006] (autorisation de privatisation de la production, du transport et de la distribution du gaz naturel)*
 Son intervention (p. 5637)
- Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)*
 Ses interventions (p. 5644 et s.)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [27 septembre 2006] (p. 5648, 5649, 5652, 5678, 5681)
- Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]*
 Ses interventions (p. 5699 et s.)
- Article 14 [séance du 28 septembre 2006] (entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)*
 Son intervention (p. 5703)
- Après l'article 16 [séance du 28 septembre 2006]*
 Intervient sur l'adt n° 137658 de la commission (sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel) (p. 5706)
- Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]*
 Ses interventions (p. 5707 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 septembre 2006] (p. 5707)

Explications de vote et vote [3 octobre 2006] (p. 5729)

Ses explications de vote (p. 5729)
Vote contre du groupe socialiste (p. 5732)

Chantal BRUNEL

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple (n° 2219) [7 décembre 2005] (n° 2724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [7 février 2006] (p. 796)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1451, posée le 28 février 2006. Politique extérieure. Laos (J.O. Questions p. 1951). Appelée le 28 février 2006. Droits de l'homme (p. 1219)

n° 1500, posée le 21 mars 2006. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Effectifs de personnel, Noisiel (p. 2073)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5679)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Procédure des questions :

Ordre public : personnels : Noisiel (p. 6178)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Départements : Seine-et-Marne : transport de voyageurs (p. 6225)
Voirie : autoroutes : Ile-de-France (p. 6225)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6786)

Thèmes :

Etrangers : regroupement familial (p. 6786)
Famille : polygamie : prestations familiales (p. 6786)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 6787)
Ordre public : violences urbaines (p. 6786)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 8228)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 8228)
Droit pénal : injonction de soins (p. 8229)
Droit pénal : médiation pénale (p. 8229)
Emploi : femmes : démission (p. 8229)
Famille : polygamie : prestations familiales (p. 8229)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8228)
Fonctionnaires et agents publics : mobilité : violences conjugales (p. 8229)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8403)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8403)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8403)

Son adt n° 28 (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8405) : retiré ; repris par Mme Muguette Jacquaint

Son adt n° 29 (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8407) : rejeté (p. 8410)

Ses explications de vote (p. 8421)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8421)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1008)

Thèmes :

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 1008)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 1008)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 2870)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2871)
Famille : polygamie (p. 2870)
Femmes : égalité des sexes (p. 2871)
Lois : application : immigration (p. 2869)
Prestations familiales : polygamie (p. 2871)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Son intervention (p. 3010)

Après l'article 25

Son adt n° 373 (interdiction de délivrance ou retrait de la carte de résident en cas de poursuites pour violences sur un mineur de quinze ans ayant entraîné une mutilation) : adopté (p. 3122)

Après l'article 29

Son adt n° 133 (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéfice de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3130) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3133)

Son adt n° 132 (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3130) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3133)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4576)

Thèmes :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 4576)

Droit pénal : corruption (p. 4576)

Elections et référendums : référendums (p. 4576)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4576)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4576)

Pays étrangers : Turquie (p. 4576)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 4576)

Jacques BRUNHES

Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance (n° 2894) [8 mars 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 2006] (p. 4123)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 mars 2006] (p. 4123)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2892 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements de la police nationale [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance [28 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance (n° 2894) [8 mars 2006] (n° 2933)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [12 octobre 2005] (p. 5153)

Etat. Réforme. Inégalités sociales, lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1023)

Emploi. Contrats première embauche. Retrait [28 mars 2006] (p. 2250)

FAIT PERSONNEL

Mis en cause pour son absentéisme par le président de la commission de la défense, en profite pour réitérer ses critiques sur le mode de fonctionnement de cette commission et particulièrement sur l'ostracisme dont sont victimes les commissaires de son groupe auxquels cette commission ne confie aucun rôle, contrairement à la pratique en vigueur dans les autres commissions [7 juin 2006] (p. 4037)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à M. Joyandet d'éviter les mises en cause personnelles, fait observer la faible représentation du groupe UMP [2 février 2006] (p. 747)

Conteste l'ordre de présentation des amendements [2 mars 2006] (p. 1432)

Protecte contre les méthodes utilisées par le Gouvernement dont il juge qu'elles recourent de manière excessive à l'amendement et qu'elles sont de nature à transformer l'Assemblée nationale en "chambre d'enregistrement du Sénat", demande le report des explications de vote et du vote [8 mars 2006] (p. 1653)

Observe que lors de l'examen d'une proposition de résolution, également d'initiative parlementaire, le mardi 14 mars une procédure différente a été suivie obligeant le groupe des député-e-s communistes et républicains à émettre un vote négatif pour permettre à la discussion de se poursuivre. Il lui semble qu'il y ait deux règles ou deux interprétations. [16 mars 2006] (p. 1958)

S'inquiète du rôle et de la place réservés à la démocratie parlementaire lors de cette première journée de la session extraordinaire; après un débat sans vote sur la situation au Liban, le Parlement est voué à délibérer à l'aveugle du fait des "caviardages" de la lettre de griefs de la Commission européenne; face à la volonté du Président de l'Assemblée nationale et du Gouvernement de brider le Parlement, il ne reste à l'opposition que le dépôt d'amendements pour s'exprimer et forcer le Gouvernement à reporter le débat [7 septembre 2006] (p. 4747)

Déclare qu'"en politique la vertu consiste d'abord à tenir ses engagements" et que le reniement de M. Sarkozy "nourrit le rejet de la politique et l'antiparlementarisme"; par ailleurs, il juge "inadmissible" que le Parlement soit obligé de prendre des décisions "à l'aveugle" [13 septembre 2006] (p. 5007)

Estime que le président de séance a commis "un pas de clerc et une erreur de présidence" en ne donnant pas la parole aux députés la demandant pour des rappels au règlement mais juge que ces simples accidents de parcours ne remettent pas en cause la qualité de la présidence; il ajoute que, en revanche, le rapporteur "stigmatise" l'opposition en lui reprochant ses adts; soulignant qu'en politique, "la vertu, c'est de tenir les engagements pris devant les mandants et les citoyens", mais aussi de donner tous les éléments de réflexion à la représentation nationale, il conclut que l'opposition ne fait pas d'obstruction mais de la "résistance" [14 septembre 2006] (p. 5099)

Répond à M. Breton que certains débats ont duré plus longtemps que celui en cours et rappelle les amendements de M. Toubon sur la loi de nationalisation de 1981 déclinant en secondes le temps nécessaire pour monter à un cocotier ainsi que les 400 amendements déposés d'un coup par M. Vivien, "célèbre connaisseur dans cet hémicycle de la procédure parlementaire" [14 septembre 2006] (p. 5116)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)
Son intervention (p. 6358)*Thèmes avant la procédure des questions :*

- Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 6358)
- Défense : crédits (p. 6358)
- Défense : Direction des chantiers navals (p. 6359)
- Défense : dissuasion nucléaire : crédits budgétaires (p. 6358)
- Défense : frégates (p. 6359)
- Défense : GIAT-Industries (p. 6359)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6358)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6359)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7548)
Son intervention (p. 7550)*Thèmes :*

- Défense : code de la défense (p. 7550)
- Jeunes : insertion professionnelle (p. 7550)
- Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7551)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)
Son intervention (p. 7561)*Thèmes :*

- Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7562)
- Défense : réserves (p. 7561)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7562)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)*Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)*

Son intervention (p. 7569)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 33 de M. Michel Dasseux (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7574)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad t n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7582)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad t n° 2 du Gouvernement (Gouvernement autorisé à compléter, par voie d'ordonnance, la partie législative du code de la défense) (p. 7584)
Ses explications de vote (p. 7584)
Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7584)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)
Son intervention (p. 7936)*Thèmes :*

- Conseil constitutionnel (p. 7937)
- Elections et référendums : abstentionnisme (p. 7937)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7936)

Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 7936)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 7936)

Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 7938)

Elections et référendums : élections municipales (p. 7937)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7937)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 7937)

Président de la République : prérogatives (p. 7937)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)*Article 1er (report d'un an des élections sénatoriales prévues en septembre 2007, septembre 2010 et septembre 2013)*

Son intervention (p. 7960)

Son ad t n° 6 (p. 7961)

Article 2 (coordination-mention des renouvellements partiels de 2008 et 2011)

Son ad t n° 7 (de suppression) (p. 7962)

Ses explications de vote (p. 7963)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7963)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)*Après l'article 3*

Intervient sur l'ad t n° 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7969)

Article 3 bis (coordination-mention du renouvellement partiel de 2011)

Son ad t n° 15 (p. 7969)

Article 4 (coordination-mention des renouvellements sénatoriaux de 2008 et 2011)

Son ad t n° 16 (p. 7970)

Ses explications de vote (p. 7970)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7970)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Après l'article 1er A*

Intervient sur l'ad t n° 2 rectifié de Mme Valérie Pécresse (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Intervient sur l'ad t n° 12 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Intervient sur l'ad t n° 4 de Mme Valérie Pécresse (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'ad t n° 8 de M. Patrick Bloche (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'ad t n° 14 de M. Pierre-Christophe Baguet (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)

Son intervention (p. 8246)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur

du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8406)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 220 et s., 226 et s.)

Reprend les adts n°s 348 rectifié et 349 rectifié de M. Rodolphe Thomas (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 232)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 739 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 747)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1653)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses interventions (p. 1391 et s.)

Après l'article 2

Reprend l'adt n° 265 de la commission (recherche médicale et santé publique : mise en place d'une délégation interministérielle) (p. 1400) : rejeté (p. 1400)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1400 et s.)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1418 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2006] (p. 1432)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE)

Son intervention (p. 1438)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1958)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1958)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Ses interventions (p. 1959, 1967)

Thèmes :

Etat civil : actes : communication (p. 1959)

Etat civil : actes : sécurité (p. 1968)

Etat civil : naissance : communes (p. 1959, 1968)

Etat civil : naissance : compétences (p. 1968)

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1959 et s., 1968)

Etat civil : registres : histoire (p. 1959)

Femmes : accouchement : hôpitaux (p. 1959)

Proposition de résolution n° 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4029)

Son intervention (p. 4054)

Thèmes :

Assemblée nationale : pluralisme (p. 4055)

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4055)

Assemblée nationale : commission de la défense : commission des affaires étrangères (p. 4056)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4056)

Assemblée nationale : examen en commission élargie : crédits budgétaires (p. 4056)

Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 4030)

Constitution : article 34 (p. 4055)

Constitution : régime présidentiel (p. 4055)

Lois : application (p. 4055)

Parlement : absentéisme (p. 4030)

Parlement : prérogatives (p. 4029)

Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4055)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Ses interventions (p. 4067 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4069, 4072)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 29 de M. Christian Philip (débat sans vote organisé avant et après chaque Conseil européen) (p. 4074)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 14 rectifié de M. Michel Diefenbacher (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner, étude de leur impact législatif par la commission des lois, étude par la commission des finances de leur impact financier) (p. 4076)

Intervient sur l'ad t n° 25 de M. Hervé Morin (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner) (p. 4076)

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4078)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4747)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4923)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 5007, 5099) ; [14 septembre 2006] (p. 5116)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)

Son intervention (p. 5464)

Article 9 [séance du 22 septembre 2006] (abrogation de dispositions obsolètes relatives au Fonds de péréquation du gaz)

Son intervention (p. 5467)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5496 et s.)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5712)

Marie-George BUFFET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2638 tendant à créer un droit au mariage en faveur des personnes de même sexe [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6122)

Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2426)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1388, posée le 17 janvier 2006. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 376). Appelée le 17 janvier 2006. Violences urbaines, équipements sportifs, reconstruction, financement (p. 26)

n° 1699, posée le 27 juin 2006. Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires (J.O. Questions p. 6664). Appelée le 27 juin 2006. Développement (p. 4536)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SOLIDARITE ET INTEGRATION****Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)**

Ses interventions (p. 6260, 6279)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 6260)

Handicapés : allocations et ressources (p. 6260)

Handicapés : établissements (p. 6260)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6260)

Procédure des questions :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6279)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006**[21 mars 2006] (p. 2089)**

Son intervention (p. 2090)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2091)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2091)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2091)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2090)

Politiques communautaires : services publics : libéralisation (p. 2091)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 2090)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France**[14 juin 2006] (p. 4207)**

Son intervention (p. 4215)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 4216)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4216)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4217)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4216)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4217)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4516)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4215)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4216)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4216)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4516)

Environnement : changements climatiques (p. 4216)

Environnement : développement durable (p. 4217)

Transports : politique des transports (p. 4217)

Union européenne : politique énergétique (p. 4216)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies**[7 septembre 2006] (p. 4722)**

Son intervention (p. 4727)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires (p. 4729)

Défense : indépendance nationale : Liban (p. 4728)

Défense : politique de défense : Etats-Unis (p. 4728)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4727, 4728)

Pays étrangers : Irak (p. 4729)
 Pays étrangers : Iran (p. 4728, 4729)
 Pays étrangers : Israël (p. 4727, 4729)
 Pays étrangers : Liban : guerre (p. 4727)
 Pays étrangers : Palestine (p. 4728)
 Pays étrangers : Palestine : guerre (p. 4727)
 Pays étrangers : Syrie (p. 4728)
 Relations internationales : guerre : Liban (p. 4728)
 Relations internationales : paix (p. 4729)
 Union européenne (p. 4728)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [3 octobre 2006] (p. 5729)

Ses explications de vote (p. 5734)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et
 Républicains (p. 5736)

Michel BULLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
 et de l'administration générale de la République [J.O. du
 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2777 visant à compléter la loi modifiée n° 89-
 462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
 [22 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Pacifique. Sommet France-Océanie
 [27 juin 2006] (p. 4557)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
 PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6984)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement
 (DGF) (p. 6984)
 Enseignement supérieur : crédits : Polynésie française (p. 6984)
 Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : Polynésie
 française (p. 6985)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 6985)
 Ordre public : maintien de l'ordre (p. 6985)
 Système pénitentiaire (p. 6985)

Yves BUR

*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
 Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005]
 (p. 15851)

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité
 sociale pour 2006 (n° 2575) [13 octobre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
 proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
 projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du
 22 novembre 2005] (p. 18132)

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac
 [J.O. du 13 janvier 2006] (p. 538)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans
 les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Vice-président de la mission d'information sur l'interdiction du tabac
 dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2591 relative à la protection contre les dangers
 du tabagisme passif [13 octobre 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de
 l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de financement de
 la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [19 octobre 2005]
 (n° 2610)

Proposition de loi n° 3299 instituant un abattement pour
 l'assujettissement à cotisations sociales des revenus tirés de la
 location-gérance d'un fonds de commerce ou d'un établissement
 artisanal [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Augustin Bonrepaux : indique avoir cru comprendre que
 l'Assemblée souhaitait continuer l'examen des adts après
 l'article 13 [21 octobre 2005] (p. 5652)

M. Didier Migaud : indique que les adts relatifs à l'ISF
 pourraient venir en discussion d'ici deux heures
 [22 octobre 2005] (p. 5650)

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture de la transcription
 intégrale des propos, contre lesquels proteste M. Ayrault,
 de M. Grosdidier et considère qu'ils ont été mal entendus et
 mal compris [30 novembre 2005] (p. 7716)

M. Patrick Bloche : rappelle qu'il avait annoncé très
 précisément les articles réservés et n'a fait qu'appliquer le
 règlement, aucun orateur ne s'étant inscrit sur les articles
 en question [22 décembre 2005] (p. 8691)

M. Frédéric Dutoit : rappelle qu'une seconde délibération
 sur un article s'annonce à la fin de l'examen du texte. Il
 propose d'examiner les articles additionnels ne provoquant
 pas de débat majeur et de ne pas consacrer la soirée aux
 rappels au règlement et aux suspensions de séance
 [22 décembre 2005] (p. 8692)

M. Christian Paul : remarque que même si le groupe
 socialiste s'était inscrit sur cet article, son intervention
 aurait été de pure forme, aucun adt n'ayant été déposé
 [22 décembre 2005] (p. 8692)

M. Christian Paul : répond qu'il faudra bien, à un moment
 ou à un autre, sortir du débat sur la procédure
 [9 mars 2006] (p. 1686)

M. Frédéric Dutoit : refuse de tirer des plans sur la comète
 mais admet que si l'article 1^{er} devait être adopté, il faudrait
 en tirer toutes les conséquences [9 mars 2006] (p. 1686)

M. Patrick Bloche : signale qu'en réintroduisant l'article 1^{er},
 le Gouvernement rouvre la discussion. L'inversion
 consécutive de l'ordre de discussion des articles n'est pas
 inhabituelle puisque c'est ainsi à chaque fois que le
 Gouvernement exerce son droit de réserve [9 mars 2006]
 (p. 1689)

M. Henri Emmanuelli : répond que l'inversion des articles
 est une chose tout à fait classique [9 mars 2006] (p. 1699)

M. Patrick Bloche : répète que le débat sur la procédure a
 assez duré, considère que la réponse du ministre clora ce
 débat, une fois achevés les rappels au règlement
 [9 mars 2006] (p. 1715)

M. François Bayrou : explique que si le Premier ministre ne
 juge pas opportun de convoquer la commission mixte

paritaire, il se réserve la possibilité de poursuivre la navette [9 mars 2006] (p. 1725)

Mme Martine Billard : explique que le vote de l'ad^t n° 272 est réservé. Il ne peut donc pas y avoir contradiction avec l'article 1^{er}. Le choix entre les deux textes se fera au moment du vote de l'article 1^{er} [9 mars 2006] (p. 1735)

M. Christian Paul : répond que la séance n'a pas eu connaissance de dépôt de nouveaux amendements [9 mars 2006] (p. 1745 et s.)

M. Patrick Bloche : précise que dans la mesure où l'on parlait de levée de la forclusion, il ne pouvait être question que d'amendements nouveaux. Par ailleurs, l'amendement n° 225 du Gouvernement ayant été retiré, il ne saurait être question de le sous-amender [9 mars 2006] (p. 1748)

M. Henri Emmanuelli : précise qu'il n'y a pas de publicité sur les adts retirés [9 mars 2006] (p. 1752)

M. Jean-Pierre Brard : rappelle que les rappels au règlement se rapportent en principe au déroulement de la séance et ne peuvent constituer une intervention d'ordre général [11 septembre 2006] (p. 4891)

M. François Brottes : observe que les membres de la Conférence des présidents ont mis au point un programme prévisionnel qui permet de mener le débat à son terme [19 septembre 2006] (p. 5327)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Répond aux rappels au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5652) ; M. Didier Migaud (cf supra) (p. 5650)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)

Répond aux rappels au règlement de M. Patrick Bloche (p. 8691) ; M. Frédéric Dutoit (p. 8692) ; de M. Christian Paul (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8692)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Répond aux rappels au règlement de M. Christian Paul (p. 1685) ; M. Frédéric Dutoit (p. 1686) M. Patrick Bloche (p. 1688) ; M. Henri Emmanuelli (p. 1699) ; M. Patrick Bloche (p. 1714) ; M. François Bayrou (cf supra) (p. 1724)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Répond aux rappels au règlement de Mme Martine Billard (p. 1735) ; M. Christian Paul (p. 1745 et s.) ; M. Patrick Bloche (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1748)

Avant l'article 2

Ses observations (p. 1749)

Répond au rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli (cf supra) (p. 1751)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006]

(p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 4891)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5327)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Relations bilatérales [23 novembre 2005] (p. 7408)

Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [3 mai 2006] (p. 2854)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Evin : précise la position du président de la commission des finances sur les adts à la loi de financement de la sécurité sociale ; indique que dans le cas considéré, le président de la commission des finances a jugé que de simples procédures d'information ou la création d'observatoires n'avaient pas d'impact financier significatif sur les recettes et dépenses de la sécurité sociale ni de lien direct avec la gestion des risques des régimes de sécurité sociale [26 octobre 2005] (p. 5887)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5826)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Evin (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5886)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5827)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5827)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5828)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5828)

Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 5827)

Sécurité sociale : déficit (p. 5827)

Sécurité sociale : dépenses (p. 5827)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad^t n° 40 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers responsable ; indemnité forfaitaire pour frais de dossier au profit des caisses d'assurance maladie ; relèvement) (p. 5954)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-ad^t n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'ad^t n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5957 et 5958)

Intervient sur l'ad^t n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfices ; taxe sur la progression du chiffre d'affaire au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Son intervention : souligne les progrès effectués en matière de lutte contre le tabagisme, en appelle à provoquer un changement de comportement des Français ; souhaite une enquête au niveau national sur la question (p. 5960)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5971)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Son adt n° 354 (p. 5986)

Ses adts n°s 355 : adoptés (p. 5987)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 45 de la commission des finances (régime étudiant ; rattachement de tous les étudiants y compris ceux qui perçoivent un salaire) (p. 6000)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6006)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de la commission des finances (médicaments ; prix ; mécanisme de révision triennale) (p. 6009)

Intervient sur l'adt n° 48 de la commission des finances (médicaments génériques ; produits d'un même groupe ; prix de vente au public ; alignement sur le produit le moins onéreux) (p. 6009)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville ; prise en charge) (p. 6014)

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville : rapport au Parlement) (p. 6014)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6033)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission des finances (médicaments remboursés à un taux de 35 % ou de 15 % ; suppression de la possibilité de remboursement à 100 % par l'assurance maladie) (p. 6065)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 59 deuxième rectification de la commission des finances (carte Sésam-vitale ; vérification en ligne) (p. 6078)

Article 42 (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2006)

Son intervention (p. 6080)

Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)

Son adt n° 357 : adopté (p. 6086)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)*Après l'article 84*

Son adt n° 515 (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 516 (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 513 (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 514 (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)***Après l'article 67 [22 novembre 2005]*

Son adt n° 518 (versement transport : taux unique de 1 % lorsque la collectivité a mis en œuvre la planification prévue par la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 7379) : rejeté (p. 7381)

Son adt n° 519 (versement transport : calcul de la population de la collectivité organisatrice) : rejeté (p. 7381)
Son adt n° 520 (bases des impositions directes locales : échange d'information entre les collectivités territoriales et l'administration fiscale) : adopté (p. 7391)**Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)*Après l'article 18*

Son adt n° 291 (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments : affectation aux centres de gestion des produits de santé) (p. 8089) : adopté (p. 8090)

Après l'article 30

Son adt n° 292 (coordination avec la loi de financement de sécurité sociale) : adopté (p. 8119)

Après l'article 34

Son adt n° 293 (réduction de 50 % de la taxe sur les installations nucléaires à compter de l'année suivant l'autorisation de mise à l'arrêt et relèvement à due concurrence de la même taxe pour les autres installations) : adopté (p. 8137)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)*Après l'article 15 ter*

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Hervé Mariton (compensation des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) (p. 8374)

Intervient sur l'adt n° 174 de M. Hervé Mariton (compensation financière des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) (p. 8374)

Son adt n° 134 (taxation des poids lourds de plus de douze tonnes en transit sur le réseau routier alsacien) (p. 8372) : adopté (p. 8374)

Patricia BURCKHART-VANDELDE*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)**Non inscrite**Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens députée le 7 juin 2006 [J.O. du 7 juin 2006] (p. 8602)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 7 juin 2006] (p. 8602)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 14 juin 2006] (p. 8977)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2006] (p. 8979)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Formalités administratives [21 juin 2006] (p. 4405)

Dominique BUSSEREAU*Ministre de l'agriculture et de la pêche***DÉPÔT**

Projet de loi n° 3272 ratifiant l'ordonnance n° 2006-594 du 23 mai 2006 portant adaptation de la législation relative aux céréales et modifiant le livre VI du code rural [26 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Christophe Priou. Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires [26 octobre 2005] (p. 5883)
- Mme Brigitte Barèges. Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [26 octobre 2005] (p. 5885)
- M. Philippe-Armand Martin. Commerce extérieur. Exportations. Vins, Etats-Unis [15 novembre 2005] (p. 6757)
- M. Jean-Pierre Decool. Politiques communautaires. Agriculture. Protocole sucre, conséquences, planteurs de betteraves [30 novembre 2005] (p. 7714)
- M. Marc Le Fur. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP). Classes de 4^{ème} et 3^{ème} technologiques, maintien, enseignement agricole [7 décembre 2005] (p. 7982)
- M. Jean Lemièrre. Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Naufrage du Klein Famille, enquêtes [17 janvier 2006] (p. 47)
- M. Paul-Henri Cugnenc. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 février 2006] (p. 889)
- M. Jean-Michel Bertrand. Elevage. Volailles. Aviculteurs, revendications [28 février 2006] (p. 1245)
- M. Robert Lecou. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [28 février 2006] (p. 1248)
- M. Yvan Lachaud. Agriculture. Politiques communautaires [1^{er} mars 2006] (p. 1316)
- M. Jean Dionis du Séjour. Agriculture. Arboriculture. Aides de l'Etat [7 mars 2006] (p. 1559)
- M. Jean-Marie Morisset. Elevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences [7 mars 2006] (p. 1565)
- M. Gérard Manuel. Energie et carburants. Biocarburants [28 mars 2006] (p. 2258)
- M. Jean-Pierre Grand. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [29 mars 2006] (p. 2311)
- M. Jean-Charles Taugourdeau. Agriculture. Arboriculture. Aides de l'Etat [29 mars 2006] (p. 2314)
- M. Jacques Le Guen. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [12 avril 2006] (p. 2584)
- M. Michel Voisin. Elevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences [2 mai 2006] (p. 2781)
- M. Jacques Godfrain. Elevage. Aides de l'Etat. Zones de montagne [16 mai 2006] (p. 3466)
- M. Jean-Michel Bertrand. Elevage. Volailles. Grippe aviaire, lutte et prévention, Dombes [17 mai 2006] (p. 3542)
- M. François Liberti. Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [7 juin 2006] (p. 4045)
- M. Léonce Deprez. Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires [14 juin 2006] (p. 4204)
- M. Marc Bernier. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [21 juin 2006] (p. 4402)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Rodolphe Thomas. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Betteraves [31 janvier 2006] (p. 501)
- M. Dominique Paillé. Associations. Foyers ruraux. Financement [31 janvier 2006] (p. 502)
- M. Bernard Perrot. Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [31 janvier 2006] (p. 503)
- Mme Josette Pons. Elevage. Abeilles. Varroatose, traitement, réglementation [7 mars 2006] (p. 1528)
- M. Daniel Spagnou. Agriculture. Lavande. Aides de l'Etat [7 mars 2006] (p. 1529)
- M. François Liberti. Cours d'eau, étangs et lacs. Etang de Thau. Fermeture, conséquences [21 mars 2006] (p. 2060)
- M. Arnaud Montebourg. Elevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences [28 mars 2006] (p. 2225)
- Mme Claude Greff. Elevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences, filière avicole [28 mars 2006] (p. 2224)
- M. Gilbert Meyer. Agriculture. Contrats d'agriculture durable. Financement [28 mars 2006] (p. 2223)

- Mme Josette Pons. Agriculture. Viticulteurs. Revendications, bassin de Provence [28 mars 2006] (p. 2222)
- M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. Aquaculture et pêche professionnelle, politique de la pêche [4 avril 2006] (p. 2406)
- Mme Geneviève Colot. Animaux. Parcs zoologiques. Grippe aviaire, conséquences, fréquentation [4 avril 2006] (p. 2405)
- M. William Dumas. Agriculture. Traitements. Produits phytosanitaires, réglementation [2 mai 2006] (p. 2748)
- M. Jean-Pierre Decool. Elevage. Pigeons de concours. Grippe aviaire, conséquences [2 mai 2006] (p. 2747)
- M. Jean-Luc Reitzer. Agriculture. Contrats d'agriculture durable. Financement [2 mai 2006] (p. 2746)
- M. Michel Lefait. Agriculture. Indemnité compensatrice des handicaps naturels (ICHN). Conditions d'attribution, zones de marais [9 mai 2006] (p. 3140)
- M. Vincent Rolland. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Albertville [9 mai 2006] (p. 3141)
- M. Thierry Mariani. Environnement. Protection. Débroussaillage, réglementation, application [6 juin 2006] (p. 3958)
- M. Bernard Carayon. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Revendications [6 juin 2006] (p. 3957)
- M. Georges Colombier. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [20 juin 2006] (p. 4328)
- M. Philippe-Armand Martin. Agriculture. Viticulteurs. Travailleurs saisonniers, logement, réglementation [20 juin 2006] (p. 4327)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Thierry Mariani : comprend la réaction des parlementaires et indique les contraintes qui l'ont amené à demander une modification de l'ordre du jour [6 octobre 2005] (p. 4833)
- M. François Brottes : comprend la réaction des parlementaires et indique les contraintes qui l'ont amené à demander une modification de l'ordre du jour [6 octobre 2005] (p. 4833)
- M. Philippe Martin : rappelle que la France est à l'origine d'une motion de quatorze pays de l'Union européenne s'opposant fermement à la position défendue par le commissaire Peter Mandelson et par la Commission [11 octobre 2005] (p. 5104)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4755)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4776)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4794)

Son intervention (p. 4854)

Répond aux rappels au règlement de M. Thierry Mariani (p. 4833) ; M. François Brottes (cf supra) [6 octobre 2005] (p. 4833)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4756, 4761, 4855)

Agriculture : agrobiologie (p. 4857 et s.)

Agriculture : calamités agricoles (p. 4794)

Agriculture : conjoints : statut juridique (p. 4857)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4858)

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4759)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4758, 4794, 4855)

Agriculture : fruits et légumes (p. 4857)

Agriculture : montagne (p. 4857)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4854, 4856)

Agroalimentaire (p. 4757, 4857)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4858)
 Assurances : assurance dommages (p. 4857)
 Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4794)
 Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 4756)
 Elevage (p. 4859)
 Emploi (p. 4760)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4757, 4760, 4855, 4859)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4757 et s.)
 Outre-mer : agriculture (p. 4858)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4757 et s., 4858)
 Recherche (p. 4757, 4760, 4854)
 Retraites : régime agricole (p. 4856)
 Santé : santé publique : traçabilité (p. 4757)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 4759)
 Sécurité sociale : protection sociale : exploitants (p. 4856)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 488 de M. Jean Gaubert (missions de la politique agricole) (p. 4876)
 Intervient sur l'adt n° 717 rectifié de M. André Chassaigne (gel des négociations sur le commerce des denrées agricoles) (p. 4877)
 Intervient sur l'adt n° 718 rectifié de M. André Chassaigne (questions agricoles sorties de la compétence de l'OMC) (p. 4877)
 Intervient sur l'adt n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4878)
 Intervient sur l'adt n° 885 de M. Yves Cochet (orientation de la politique agricole commune vers la limitation des importations) (p. 4879)
 Intervient sur l'adt n° 886 de M. Yves Cochet (réduction des profits des transformateurs et de la grande distribution) (p. 4880)
 Intervient sur l'adt n° 888 de M. Yves Cochet (orientation de la politique agricole commune vers la réduction, puis l'élimination des surplus exportés à prix de dumping) (p. 4881)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 74 de M. François Guillaume (intitulé du titre 1er : "Accompagner les agriculteurs dans leur démarche d'entreprise et améliorer leurs conditions de vie") (p. 4881)
 Intervient sur l'adt n° 278 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er : "Promouvoir une démarche d'entreprise au service de l'emploi et des conditions de vie des agriculteurs") (p. 4881)
 Intervient sur l'adt n° 75 de M. François Guillaume (intitulé du chapitre 1er : "Assurer la bonne transmission des entreprises agricoles") (p. 4882)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4887 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 716 de M. André Chassaigne (caractère civil de l'activité agricole) (p. 4898)
 Intervient sur l'adt n° 489 rectifié de M. Jean Gaubert (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4898)
 Intervient sur l'adt n° 282 de la commission (conditions d'adhésion à un GAEC : simple apport en numéraire) (p. 4901)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4910 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié de Mme Brigitte Barèges (droit de préemption des SAFER) (p. 4938)

Intervient sur l'adt n° 652 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)
 Intervient sur l'adt n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)
 Intervient sur l'adt n° 566 de M. Jean Auclair (conditions de résiliation du bail) (p. 4940)
 Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)
 Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)
 Intervient sur l'adt n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)
 Intervient sur l'adt n° 988 rectifié de M. Jean Gaubert (mise à jour du code rural) (p. 4942)
 Intervient sur l'adt n° 989 de M. Jean Gaubert (mesure de codification : prêts bancaires à l'agriculture) (p. 4942)
 Intervient sur l'adt n° 411 de M. Philippe-Armand Martin (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942)
 Intervient sur l'adt n° 628 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)
 Intervient sur l'adt n° 934 de M. Charles de Courson (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)
 Intervient sur l'adt n° 905 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)
 Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de la commission (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)
 Intervient sur l'adt n° 1092 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)
 Intervient sur l'adt n° 773 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement) (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 307 de la commission (régime fiscal du stockage des oléagineux, protéagineux et légumes secs) (p. 4945)
 Intervient sur l'adt n° 23 de M. Jean-Charles Taugourdeau (régime fiscal du stockage des oléagineux, protéagineux et légumes secs) (p. 4945)
 Intervient sur l'adt n° 258 de la commission des finances (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)
 Intervient sur l'adt n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)
 Intervient sur l'adt n° 1106 rectifié de M. Philippe Feneuil (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)
 Intervient sur l'adt n° 420 de M. Philippe-Armand Martin (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)
 Intervient sur l'adt n° 882 rectifié de M. Philippe Feneuil (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)
 Intervient sur l'adt n° 257 de la commission des finances (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une cession à titre onéreux d'un fonds agricole dont la valeur n'excède pas 300 000 euros) (p. 4948)
 Intervient sur l'adt n° 281 deuxième rectification de la commission (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)
 Intervient sur l'adt n° 259 rectifié de la commission des finances (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)
 Intervient sur l'adt n° 879 de M. Philippe Feneuil (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 260 de la commission des finances (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 880 de M. Philippe Feneuil (attribution de la qualité de biens professionnels aux biens donnés à bail à un jeune agriculteur) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Intervient sur l'adt n° 772 de M. Jean Gaubert (incidence des opérations en cours d'aménagement foncier et de remembrement sur le niveau des droits à paiement unique) (p. 4951)

Intervient sur l'adt n° 653 de M. Jean-Louis Léonard (droit à un congé vente au profit des propriétaires pauvres) (p. 4951)

Intervient sur l'adt n° 1014 de M. François Brottes (construction, dans le périmètre de l'exploitation, d'une maison d'habitation pour le jeune repreneur) (p. 4952)

Intervient sur l'adt n° 1067 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (cotisations sociales des producteurs dans le secteur de la conchyliculture) (p. 4952)

Intervient sur l'adt n° 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953, 4954)

Intervient sur l'adt n° 883 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953, 4954)

Intervient sur l'adt n° 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n° 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Philippe-Armand Martin (cotisation de solidarité) (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 395 du Gouvernement (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adt n° 802 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adt n° 683 de M. André Chassaigne (instauration d'une cotisation de solidarité des industries du secteur agroalimentaire) (p. 4956)

Article 3 précédemment réservé (toilette rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Ses interventions (p. 4956 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de la commission des lois (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 485 rectifié précédemment réservé de M. Francis Saint-Léger (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 967 précédemment réservé de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (possibilité de mise à disposition des SAFER d'une section communale) (p. 4960)

Article 4 précédemment réservé (extension de la transparence fiscale des EARL)

Son intervention (p. 4960)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 397 deuxième rectification précédemment réservé de M. Philippe-Armand Martin (extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière des profits des GIE agricoles) (p. 4961)

Intervient sur l'adt n° 774 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (exclusion des droits à paiement unique en cas de refus d'agrément par la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 4961)

Intervient sur l'adt n° 42 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Intervient sur l'adt n° 398 précédemment réservé de M. Philippe-Armand Martin (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Intervient sur l'adt n° 631 précédemment réservé de M. Philippe Feneuil (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4974 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 746 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (réduction à un an du délai de recours pour les installations classées agricoles) (p. 4988)

Intervient sur l'adt n° 724 précédemment réservé de M. André Chassaigne (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1108 précédemment réservé de M. André Chassaigne (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1052 précédemment réservé de M. André Chassaigne (statut des SAFER) (p. 4990)

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4991)

Intervient sur le sous-adt n° 1125 précédemment réservé de M. Jacques Bobe (de précision) à l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993)

Intervient sur le sous-adt n° 1126 précédemment réservé de M. François Guillaume (rédactionnel) à l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993)

Intervient sur l'adt n° 1042 précédemment réservé de M. Jean Auclair (surface minimale, égale à la surface minimale d'installation, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1036 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (interdiction pour les SAFER de vendre séparément les bâtiments d'habitation) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1037 précédemment réservé de M. Jean Auclair (droit de transmission à un voisin) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1038 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (limitation du bénéfice de l'exercice du droit de préemption des SAFER aux agriculteurs faisant la preuve du financement de l'opération) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1039 précédemment réservé de M. Jean Auclair (surface minimale, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 48 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (obligation pour les SAFER d'informer les communes des déclarations d'intention d'aliéner un bien situé sur leur territoire) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1040 précédemment réservé de M. Jean Auclair (abrogation de l'article L. 143-10 du code rural - fixation du prix d'aliénation) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1043 précédemment réservé de M. Jean Auclair (Commission départementale d'orientation de l'agriculture tenue de respecter l'avis exprimé

- expressément par le propriétaire des terres agricoles) (p. 4997)
- Intervient sur l'adt n° 1044 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (demande d'autorisation adressée à l'autorité administrative dans le délai d'un mois suivant la publicité relative au fonds) (p. 4997)
- Intervient sur l'adt n° 303 précédemment réservé de la commission (rapport sur la gestion de l'espace foncier) (p. 4997)
- Intervient sur l'adt n° 52 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (rapport sur la gestion de l'espace foncier) (p. 4997)
- Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)*
- Ses interventions (p. 4999 et s.)
- Avant l'article 7*
- Intervient sur l'adt n° 308 de la commission (intitulé du chapitre II) (p. 5009)
- Intervient sur l'adt n° 500 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif aux moyens propres à sécuriser et faciliter les conditions de contrôle de l'inspection du travail en agriculture) (p. 5009)
- Après l'article 7*
- Intervient sur l'adt n° 502 de M. Jean Gaubert (salaire des aides familiaux et détermination de l'actif successoral) (p. 5012)
- Intervient sur l'adt n° 782 de M. Jean Gaubert (contrat d'intégration) (p. 5013)
- Intervient sur l'adt n° 781 de M. Jean Gaubert (contrat d'intégration) (p. 5013)
- Intervient sur l'adt n° 784 de M. Jean Gaubert (contrat d'intégration) (p. 5013)
- Intervient sur l'adt n° 684 de M. André Chassaigne (suppression du plafonnement de l'assiette des cotisations vieillesse) (p. 5013)
- Intervient sur l'adt n° 1093 rectifié de M. Daniel Garrigue (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014)
- Intervient sur l'adt n° 486 quatrième rectification de M. Patrick Ollier (participation dans les entreprises agricoles) (p. 5015)
- Intervient sur l'adt n° 814 de Mme Odette Duriez (réunion par le Gouvernement, des organisations professionnelles et syndicales afin de réduire la précarité et d'améliorer la santé au travail en agriculture) (p. 5015)
- Intervient sur l'adt n° 783 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives à la représentation collective des agriculteurs intégrés par une même entreprise) (p. 5016)
- Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)*
- Ses interventions (p. 5016 et s.)
- Après l'article 8*
- Intervient sur l'adt n° 1068 de M. Olivier Dassault (aide fiscale au renouvellement des tracteurs) (p. 5017)
- Intervient sur l'adt n° 435 de M. Philippe-Armand Martin (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) (p. 5018)
- Intervient sur l'adt n° 803 de M. Philippe Feneuil (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) (p. 5018)
- Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)*
- Ses interventions (p. 5020 et s.)
- Après l'article 9*
- Intervient sur l'adt n° 858 de M. Michel Raison (dotation pour le paiement des cotisations sociales des non salariés agricoles) (p. 5024)
- Intervient sur l'adt n° 394 du Gouvernement (exonération des cotisations patronales pour les salariés embauchés en CDD et dont l'emploi est transformé en CDI) (p. 5024)
- Intervient sur l'adt n° 319 rectifié de la commission (exonération des cotisations patronales pour les salariés des groupements d'employeurs embauchés en CDD et dont l'emploi est transformé en CDI) (p. 5024)
- Intervient sur l'adt n° 264 de la commission des finances (déduction de charges au bénéfice des entreprises de travaux forestiers recourant au travail occasionnel) (p. 5025)
- Intervient sur l'adt n° 320 de la commission (développement et diversification des groupements d'employeurs) (p. 5025)
- Intervient sur l'adt n° 321 de la commission (organisation de la poursuite du contrat des travailleurs occasionnels) (p. 5026)
- Intervient sur l'adt n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)
- Intervient sur l'adt n° 729 rectifié de M. André Chassaigne (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) (p. 5027)
- Intervient sur l'adt n° 786 de M. Jean Gaubert (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) (p. 5027)
- Article 10 (extension du dispositif des heures choisies aux salariés agricoles)*
- Son intervention (p. 5028)
- Après l'article 10*
- Intervient sur l'adt n° 815 de Mme Odette Duriez (logement des salariés agricoles) (p. 5028)
- Intervient sur l'adt n° 1129 du Gouvernement (exonération des cotisations sociales lorsque le CDD est transformé en CDI) (p. 5029)
- Intervient sur l'adt n° 443 de M. Yves Censi (régime de prévoyance complémentaire des personnels enseignants) (p. 5029)
- Intervient sur le sous-adt n° 1127 du Gouvernement (extension des accords dans les conditions prévues par le code de sécurité sociale) à l'adt n° 443 de M. Yves Censi (p. 5029)
- Intervient sur l'adt n° 73 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)
- Intervient sur l'adt n° 953 de M. Jean-Pierre Decool (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)
- Intervient sur l'adt n° 422 du Gouvernement (reconversion professionnelle des agriculteurs) (p. 5030)
- Intervient sur l'adt n° 318 de la commission (contrat emploi-formation agricole) (p. 5030)
- Intervient sur l'adt n° 1128 du Gouvernement (affiliation au régime agricole) (p. 5031)
- Intervient sur l'adt n° 642 rectifié de M. Yves Censi (affiliation au régime agricole) (p. 5031)
- Avant l'article 11*
- Intervient sur l'adt n° 323 de la commission (intitulé du titre II) (p. 5032)
- Intervient sur l'adt n° 515 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif aux possibilités d'évolution du Plan de développement rural national et d'une aide nationale à la collecte de lait pour l'ensemble des exploitations) (p. 5032)
- Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)*
- Ses interventions (p. 5034 et s.)
- Après l'article 11*
- Intervient sur l'adt n° 899 de M. François Sauvadet (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)
- Intervient sur l'adt n° 571 de M. Philippe-Armand Martin (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)
- Intervient sur l'adt n° 392 de la commission (obligation d'informer les consommateurs sur la présence de produits d'origine agricole dans les carburants) (p. 5083)
- Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Charles Taugourdeau (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation

du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 603 de M. Étienne Mourrut (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 804 de M. Philippe Feneuil (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification de M. Jean-Charles Taugourdeau (habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires pour favoriser l'utilisation des cagettes de bois pour la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 863 rectifié de M. Francis Delattre (interdiction, à compter du 1er janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5084)

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objets de développement des biocarburants) (p. 5085 et 5088)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 429 de M. Philippe-Armand Martin (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Jean-Charles Taugourdeau (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Jean-Marie Sermier (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 606 de M. Étienne Mourrut (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 805 de M. Philippe Feneuil (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 607 de M. Étienne Mourrut (tarification incitative de toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs) (p. 5091)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Jean Gaubert (évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants par l'ADEME, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'Agence française de sécurité environnementale) (p. 5092)

Intervient sur l'adt n° 325 de la commission (usages exclusifs des lubrifiants d'origine végétale) (p. 5093)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5098 et s.)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Martin (cf supra) (p. 5104)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 326 rectifié de la commission (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 266 rectifié de la commission des finances (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 826 deuxième rectification de M. Philippe-Armand Martin (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 268 de la commission des finances (tarification favorable de l'électricité produite par méthanisation, utilisation des déjection animales, par les biogaz ou par la biomasse) (p. 5113)

Article 13 (assouplissement des conditions de prise de participation par l'Office national des forêts)

Intervient sur l'adt n° 691 de M. André Chassaigne (p. 5113)

Intervient sur l'adt n° 449 de M. Yves Simon (p. 5113)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 1032 de M. Michel Roumegoux (exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) (p. 5113)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Gaubert (fixation d'une condition d'exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de parts d'une société) (p. 5113)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5116 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 734 rectifié de M. André Chassaigne (notion d'abus de position dominante) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 869 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (registre de l'agriculture) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 1109 de M. André Chassaigne (participation des organisations syndicales à la négociation des contrats-types d'intégration en vue de la commercialisation des produits) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 735 de M. André Chassaigne (organisation des producteurs dans le domaine de l'agriculture biologique et de sa commercialisation) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 736 de M. André Chassaigne (établissement d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des denrées agricoles) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 847 de M. Michel Raison (responsabilité des commerçants ou des industriels ayant rompu une relation avec un producteur agricole sans préavis) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 697 de M. André Chassaigne (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 696 de M. André Chassaigne (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) (p. 5129)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5131 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 241 de M. Jacques Le Guen (création d'un observatoire des distorsions) (p. 5132)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Jean-Charles Taugourdeau (rapport au Parlement sur l'articulation entre le droit de la concurrence et le droit de l'organisation économique en agriculture) (p. 5133)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Ses interventions (p. 5134 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 1047 de M. Jean Auclair (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Intervient sur l'adt n° 1048 de M. Jean Auclair (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code du commerce)

Ses interventions (p. 5140 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 340 de la commission (prise en compte de l'amortissement des aides européennes dans le code général des impôts et dans le code rural) (p. 5141)

Intervient sur l'adt n° 453 de M. Yves Simon (prise en compte de l'amortissement des aides européennes dans le code général des impôts et dans le code rural) (p. 5141)

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Charles Taugourdeau (extension des tâches que les collectivités territoriales peuvent confier à des salariés de groupements d'employeurs auxquelles elles participent) (p. 5141)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Ses interventions (p. 5142 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 273 rectifié de M. Christian Ménard (création d'un comité national de gestion des risques) (p. 5143)

Intervient sur l'adt n° 701 de M. André Chassaigne (contribution de l'ensemble des acteurs économiques de la filière agro-alimentaire au fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 702 de M. André Chassaigne (prise en charge, pendant une période de sept ans, d'une partie des primes ou cotisations d'assurance afférentes aux risques agricoles par le fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Christian Ménard (régime fiscal de la dotation pour aléas) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Christian Ménard (recours à la dotation pour aléas sous le régime du forfait) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Christian Ménard (dotation jeune agriculteur consacrée pour partie à la dotation pour aléas) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 277 de M. Christian Ménard (dotation pour aléas reprise lors du rachat d'une exploitation par un jeune agriculteur) (p. 5144)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son intervention (p. 5145)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 227 rectifié de M. Dominique Juillot (création d'un compte d'épargne de précaution et d'investissement forestier) (p. 5145)

Intervient sur l'adt n° 434 de Mme Josette Pons (régime de la déduction pour investissement) (p. 5145)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Son intervention (p. 5146)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Charles Taugourdeau (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 845 de M. René-Paul Victoria (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 723 de M. André Chassaigne (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 902 de M. François Sauvadet (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Ses interventions (p. 5289 et s.)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Ses interventions (p. 5295 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 350 de la commission (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5296)

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Martial Saddier (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 351 de la commission (conditions de fonctionnement des sections ou commissions consacrées aux produits portant la dénomination "Montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Philippe-Armand Martin (conditions de fonctionnement des sections ou commissions consacrées aux produits portant la dénomination "Montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Patrick Ollier (commission spécialisée "Qualité et spécificité des produits de montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 611 de M. Étienne Mourrut (création d'un conseil supérieur de l'orientation sanitaire) (p. 5298)

Article 23 (signes de qualité)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 353 rectifié de la commission (introduction d'objectifs environnementaux dans les cahiers des charges des signes officiels de qualité) (p. 5304)

Intervient sur l'adt n° 354 de la commission (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 540 de M. Jean-Pierre Dufau (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 1001 de M. Michel Roumegoux (protection du foie gras) (p. 5305)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 824 de M. Jean Gaubert (préservation des zones agricoles protégées) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 791 de M. François Brottes (adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles dans les zones de montagne) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 546 de M. Jean Gaubert (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 478 de M. Christophe Guilloteau (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 968 de Mme Geneviève Gaillard (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 740 rectifié de M. André Chassaigne (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 741 rectifié de M. André Chassaigne (promotion par les collectivités publiques des produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5307)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Ses interventions (p. 5309 et s.)

Article 25 (bail environnemental)

Ses interventions (p. 5311 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 1084 de M. Daniel Garrigue (allégation d'un trouble de voisinage entraîné par une exploitation agricole préexistante) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 619 de M. Alain Gest (établissements faisant l'objet d'études de dangers) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 1149 rectifié du Gouvernement (contenu des études de danger) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 549 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur l'utilisation d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 792 de M. Jean-Yves Le Déaut (caractère local de l'autorisation de dissémination d'OGM) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 548 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur la dissémination d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313)

Intervient sur l'adt n° 547 de M. Jean-Yves Le Déaut (registre national des disséminations d'OGM et informations des autorités locales sur ces disséminations) (p. 5313)

Intervient sur les adts n^{os} 841 et 842 (obligations des propriétaires en matière de débroussaillage) (p. 5314)

Intervient sur l'adt n^o 421 rectifié de M. Michel Raison (procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles) (p. 5314)

Intervient sur l'adt n^o 365 de la commission (échanges de cultures sur des surfaces en location) (p. 5314)

Intervient sur l'adt n^o 364 de la commission (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5315)

Intervient sur l'adt n^o 366 de la commission (prise en compte des besoins de l'agriculture dans les documents d'urbanisme) (p. 5315)

Intervient sur l'adt n^o 367 de la commission (prise en compte des espaces protégés agricoles dans les schémas de cohérence territoriale) (p. 5315)

Intervient sur l'adt n^o 250 quatrième rectification de M. Martial Saddier (création d'un code de la montagne) (p. 5315)

Intervient sur l'adt n^o 577 de M. René-Paul Victoria (prise en compte des besoins de l'agriculture dans les documents d'urbanisme) (p. 5316)

Intervient sur l'adt n^o 657 de M. Jean-Louis Léonard (maintien des activités traditionnelles et économiques dans les zones humides) (p. 5316)

Intervient sur l'adt n^o 432 de Mme Josette Pons (rapport au Parlement sur la possibilité et l'opportunité d'assimiler les routes départementales et les voies privées stratégiques à des voies de défense des forêts contre l'incendie) (p. 5316)

Article 26 (principe de coopération entre les organismes de formation professionnelle, de développement agricole, et de recherche ; statut des instituts techniques agricoles et agro-industriels)

Son intervention (p. 5317)

Article 27 (modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 5317)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n^o 860 de M. Michel Raison (création d'une commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 5318)

Intervient sur l'adt n^o 973 de Mme Odette Duriez (création d'une commission nationale d'orientation de l'agriculture) (p. 5318)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Ses interventions (p. 5320 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n^o 239 deuxième rectification de M. Camille de Rocca Serra (saisine du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes) (p. 5322)

Intervient sur l'adt n^o 1059 deuxième rectification de M. Bertho Audifax (déclenchement par les chambres d'agriculture de la procédure collective de mise en valeur des terres incultes) (p. 5328)

Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)

Ses interventions (p. 5322 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n^o 744 rectifié de M. Marc Le Fur (nouvelles modalités de contrôle administratif des installations classées) (p. 5326)

Intervient sur l'adt n^o 810 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement proposant des engagements budgétaires pour remédier aux difficultés de financement et une réforme du fonctionnement de l'Office de développement des départements d'outre-mer) (p. 5326)

Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)

Son intervention (p. 5327)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n^o 1119 de M. Antoine Herth (renforcement de la protection pénale des agents de l'Inspection du travail) (p. 5327)

Avant l'article 31

Intervient sur l'adt n^o 811 rectifié de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement en vue d'élaborer un projet de loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer) (p. 5328)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Ses interventions (p. 5329 et s.)

Article 32 (renforcement de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 5331)

Article 33 (encouragement de l'activité agricole en Guyane)

Son intervention (p. 5332)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n^o 1150 du Gouvernement (modalités de la définition du seuil de viabilité d'une exploitation à Mayotte) (p. 5332)

Intervient sur le sous-adt n^o 1154 de M. Mansour Kamardine (rôle du préfet de Mayotte) à l'adt n^o 1150 du Gouvernement (p. 5332)

Intervient sur l'adt n^o 771 de M. Victorin Lurel (instauration dans chaque région d'outre-mer de programmes régionaux installation-transmission) (p. 5333)

Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 5333)

Titre

Son intervention (p. 5334)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5383)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Ses interventions (p. 8656, 8664)

Thèmes :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 8664)

Agriculture : salariés agricoles : contrats de travail (p. 8657)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : droits à paiement unique (DPU) (p. 8657)

Aménagement du territoire : territoires ruraux de développement prioritaire (p. 8657)

Energie et carburants : biocarburants (p. 8657)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 8657)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8662)

Retraites : régime agricole : polypensionnés (p. 8657)

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Ses interventions (p. 6831, 6851 à 6873)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 6832)

Agriculture : aides : installation (p. 6833)

Agriculture : crédits (p. 6831)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6833)

Agriculture : pollution (p. 6833)

Agroalimentaire : viticulture (p. 6832)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 6833)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 6833)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6833)

Assurances : contrats : calamités agricoles (p. 6832)

Bois et forêts : filière bois (p. 6833)

Elevage : bâtiments (p. 6833)
 Elevage : bovins : aides (p. 6833)
 Enseignement agricole : crédits (p. 6834)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6832)
 Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 6834)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6831)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6831)
 Recherche (p. 6832)
 Retraites : régime agricole (p. 6834)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6831)

Réponses aux questions :
 Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6868) (M. Jean-Paul Chanteguet) (p. 6868)
 Agriculture : installation : droits à paiement unique (DPU) (p. 6854) (M. Christian Kert) (p. 6854)
 Agriculture : installation : droits à paiement unique (DPU) (p. 6857) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 6857)
 Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 6866) (M. Alain Ferry) (p. 6866)
 Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 6872) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6871)
 Agriculture : montagne : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 6853) (M. Francis Saint-Léger) (p. 6853)
 Agriculture : montagne : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 6858) (M. Philippe Folliot) (p. 6858)
 Agriculture : montagne : Lozère (p. 6873) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6872)
 Agriculture : pollution : Martinique (p. 6859) (M. Joël Beaugendre) (p. 6859)
 Agroalimentaire : apiculture (p. 6864) (M. François Rochebloine) (p. 6863)
 Agroalimentaire : lait et produits laitiers : Ile-et-Vilaine (p. 6863) (Mme Marylise Lebranchu) (p. 6862)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6856) (Mme Geneviève Gaillard) (p. 6856)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6863) (Mme Marylise Lebranchu) (p. 6863)
 Agroalimentaire : viticulture : Drôme (p. 6862) (M. Éric Besson) (p. 6861)
 Agroalimentaire : viticulture : Languedoc-Roussillon (p. 6860) (M. Jean-Marc Roubaud) (p. 6859)
 Agroalimentaire : viticulture : Languedoc-Roussillon (p. 6869) (M. Jean Gaubert) (p. 6868)
 Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6852) (M. François Liberti) (p. 6852)
 Bois et forêts : filière bois (p. 6872) (M. Jean-Charles Taugourdeau) (p. 6872)
 Bois et forêts : filière bois : crédits budgétaires (p. 6855) (M. François Brottes) (p. 6855)
 Chambres consulaires : chambres d'agriculture : Lozère (p. 6873) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6872)
 Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6856) (M. François Dosé) (p. 6856)
 Elevage : bâtiments : mise aux normes (p. 6863) (Mme Marylise Lebranchu) (p. 6862)
 Elevage : équidés (p. 6865) (M. Francis Delattre) (p. 6864)
 Elevage : équidés (p. 6873) (M. Jacques Remiller) (p. 6873)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 6858) (M. Charles de Courson) (p. 6858)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 6870) (M. Gilbert Meyer) (p. 6870)
 Énergie et carburants : pétrole : coût (p. 6852) (M. François Liberti) (p. 6852)
 Enseignement agricole (p. 6866) (M. Yannick Favennec) (p. 6865)
 Enseignement agricole (p. 6870) (M. Thierry Mariani) (p. 6870)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6858) (M. Charles de Courson) (p. 6858)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6854) (M. Alfred Almont) (p. 6853)
 Outre-mer : Guadeloupe : agriculture (p. 6867) (M. Victorin Lurel) (p. 6867)
 Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 6859) (M. Joël Beaugendre) (p. 6859)
 Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 6861) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 6861)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6854) (M. Alfred Almont) (p. 6853)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6857) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 6857)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6851) (M. André Chassaigne) (p. 6851)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6860) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 6860)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6869) (M. Daniel Garrigue) (p. 6869)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6871) (M. Germain Peiro) (p. 6871)
 Sécurité routière : permis de conduire : poids lourds (p. 6853) (M. Francis Saint-Léger) (p. 6853)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6874 et s.)

Article 74 (fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 6879)

Après l'article 74

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Louis Guédon (mesures fiscales en faveur des conserveries de poisson : exonération de la taxe spéciale sur les huiles) (p. 6879)

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Article 86 (réforme du service public de l'équarrissage -SPE)

Ses interventions (p. 6804 et s.)

Après l'article 86

Intervient sur l'adt n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6805)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Ses interventions (p. 6843 et s., 6846)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Ses interventions (p. 276, 287)

Thèmes :

Agriculture : politique agricole (p. 276, 287)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 276, 287)
 Énergie et carburants : énergies renouvelables (p. 277)
 Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 276)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 276)
 Industrie : automobile (p. 276)
 Industrie : industrie pétrolière (p. 277)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1181)

Thèmes :

Environnement : biodiversité (p. 1182)
 Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1181)
 Recherche : financement (p. 1181)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Ses interventions (p. 1182 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Jean-Claude Viollet (affranchissement des exploitations agricoles de moins de quinze hectares des droits dus à l'obtenteur) (p. 1185)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4589)

Thèmes :

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4589, 4590)
Agroalimentaire : viticulture (p. 4589, 4590)
Agroalimentaire : viticulture : Espagne (p. 4590)
Agroalimentaire : viticulture : Grèce (p. 4589, 4590)
Agroalimentaire : viticulture : Italie (p. 4589, 4590)
Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4589)
Agroalimentaire : viticulture : Portugal (p. 4590)
Boissons et alcools : vin (p. 4589, 4590)
Union européenne : Commission : viticulture (p. 4589, 4590)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Son intervention (p. 4593)

C

Christian CABAL
Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Dominique CAILLAUD
Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2688)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6382)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 6516)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6149)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : logement (p. 6149)

Ordre public : réserve civile (p. 6149)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 6149)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6149)

François CALVET
Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2587 relative aux conditions de rétrocession de concessions funéraires aux communes par les ayants droit [13 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2877 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution du revenu minimum d'insertion par les Conseils généraux [22 février 2006]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Jean-Christophe CAMBADÉLIS
Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Bernard CARAYON

Tarn (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15808)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 9 : Défense (environnement et prospective de la politique de défense) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3214 visant à lutter contre l'action des fonds financiers dits "fonds vautours" [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance [23 novembre 2005] (p. 7410)

Union européenne. Coopération judiciaire [5 avril 2006] (p. 2475)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1664, posée le 6 juin 2006. Agriculture. Jeunes agriculteurs (J.O. Questions p. 5730). Appelée le 6 juin 2006. Revendications (p. 3957)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6333)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 6333)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 6333)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : crédits budgétaires (p. 6333)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8597)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8597)

Informatique : interopérabilité (p. 8597)

Informatique : logiciels libres (p. 8597)

Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8598)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8597)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8598)

Télécommunications : Internet (p. 8597)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son adt n° 144 rectifié : adopté après modification (p. 8714)

Son adt n° 252 (p. 8714) : retiré ; repris par M. Christian Vanneste

Son adt n° 253 : adopté (p. 8718)

Son adt n° 143 (p. 8720)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1591)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1835, 1845)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 403 de M. Patrick Bloche (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à son adt n° 273, deuxième rectification (p. 1850)

Son adt n° 273, deuxième rectification (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1849) : adopté (p. 1853)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1912)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1920, 1937)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1989 et s.)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 2047 et s., 2049 et s.)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son intervention (p. 1506)

Thèmes :

Entreprises : patriotisme économique (p. 1506)

Etat (p. 1506)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1506)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1506)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1520)

Article 11 (clause de réciprocité)

Son adt n° 4 rectifié : adopté (p. 2002)

Thierry CARCENAC

Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 17 : Gestion et contrôle des finances publiques : Monnaies et médailles (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FINANCES PUBLIQUES

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Augustin Bonrepaux

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4422)

Son intervention (p. 4426)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 4427)

Administration : rapports avec les administrés (p. 4427)

Etat : réforme : nouvelles technologies (p. 4426 et s.)

Etat : réforme : services déconcentrés (p. 4427)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 4427)

Papiers d'identité (p. 4426 et s.)

Pierre CARDO

Yvelines (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2694 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants [23 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPEL AU RÈGLEMENT**

Souligne le rôle essentiel des élus locaux pour ramener la paix civile dans les quartiers, s'indigne de la présence de la télévision dans un collège de sa ville avec l'autorisation du recteur et demande des explications au ministre [10 novembre 2005] (p. 6621)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)**

Son rappel au règlement (cf supra) [10 novembre 2005] (p. 6621)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)**

Son intervention (p. 6785)

Thèmes :

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6785)
Ordre public : violences urbaines (p. 6785)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)**

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Son intervention (p. 8365)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)**

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'adit n° 9 deuxième rectification de la commission (création d'un chèque-repas du bénévole sur le modèle du titre-restaurant) (p. 82)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 96 de M. Pierre-Christophe Baguet (associations : incitation fiscale à la mise à disposition de locaux et terrains à titre gratuit) (p. 88)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)**

Son intervention (p. 630)

Thèmes :

Communes : maires (p. 630)
Enseignement : obligation scolaire (p. 630)
Famille : autorité parentale (p. 630)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 630)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 630)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 704)

Intervient sur l'adit n° 385 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les collectivités locales) (p. 717)

Intervient sur l'adit n° 431 rectifié de M. Francis Vercamer (évaluation annuelle et soutien des élèves en difficulté) (p. 723)

Intervient sur l'adit n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 724)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adit no 425 de M. Yves Durand à l'adit n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 872)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{me} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Vice-président de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences
[2 mai 2006] (p. 2780)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5167) : rejetée (p. 5175)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5181)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 5181)

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5169)

Droit pénal : délinquants sexuels : services médico-psychologiques (p. 5170)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 5167)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5168)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5168)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5182)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : médecins coordonnateurs (p. 5169)

Justice : juge de l'application des peines (p. 5170)

Lois : rétroactivité des lois (p. 5169)

Parlement : Sénat (p. 5169)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Son adt n° 25 (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5197) : rejeté (p. 5199)

Son adt n° 67 (adaptation de la peine par le juge de l'application des peines) : rejeté (p. 5199)

Son adt n° 26 (suppression des dérogations au principe de l'encellulement individuel) (p. 5199) : rejeté (p. 5201)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5202)

Article 2 (définition de la réitération)

Son intervention (p. 5205)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5208)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5211)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de M. Georges Fenech (traitement médical des détenus condamnés pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 5212)

Intervient sur l'adt n° 63 de M. Jean-Marc Ayrault (suivi médico-psychologique en prison et expertise psychiatrique préalable à la sortie obligatoires pour certains délinquants sexuels) (p. 5212)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Gérard Léonard (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5213)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 5246)

Après l'article 5

Son adt n° 66 (injonction de soins) (p. 5248) : rejeté (p. 5249)

Intervient sur l'adt n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5250)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 5252)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 5253)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5257)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 61 de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5259)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5261)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5264)

Avant l'article 13 A

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Philippe Houillon (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire au meurtre, à l'assassinat, à l'enlèvement et à la séquestration) (p. 5265)

Article 13 bis (possibilité pour le médecin traitant de prescrire des médicaments limitant la libido des délinquants sexuels)

Son intervention (p. 5266)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (consultation des associations de victimes, d'aide aux victimes ou de réinsertion des condamnés) (p. 5268)

Son adt n° 65 (report au 1er janvier 2007 de la possibilité d'appel en matière de permissions de sortie) (p. 5268) : rejeté (p. 5269)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5270)

Intervient sur le sous-adt n° 73 de M. Gérard Léonard (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5270)

Après l'article 15 quater

Son adt n° 64 (greffe du juge de l'application des peines) : adopté (p. 5276)

Ses explications de vote (p. 5277)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5277)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 novembre 2005] (p. 7507)

Son intervention (p. 7511)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 7512)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7512)

Finances publiques : crédits budgétaires : système pénitentiaire (p. 7512)

Justice : juge de l'application des peines : effectifs (p. 7512)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7511)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 7512)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7513)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Son adt n° 166 (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes - TGAP) : rejeté (p. 5656)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6235)**

Son intervention (p. 6239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : préfectures (p. 6239)
Collectivités territoriales : contrôle de légalité (p. 6240)
Cultes : Alsace-Moselle (p. 6240)
Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 6240)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6240)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : crédits budgétaires (p. 6240)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6243)

Crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat" - et état B

Son intervention (p. 6244)

Ses adts n°s 88 et 89 (p. 6244) : rejetés (p. 6245)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)**

Après l'article 79

Son adt n° 49 rectifié (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6503) : rejeté (p. 6505)

JUSTICE**Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2005] (p. 6629)**

Crédits de la mission "Justice", inscrits à l'état B

Son adt n° 219 (p. 6629) : rejeté (p. 6631)

SECURITE, SECURITE CIVILE**Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)**

Son intervention (p. 6155)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 6155)
Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 6155)
Ordre public : violences urbaines (p. 6155)
Police : police de proximité (p. 6155)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)

Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B

Ses adts n°s 84 et 82 (p. 6184) : rejetés (p. 6185)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6775)

Thèmes :

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 6776)
Ordre public : violences urbaines (p. 6775)
Parlement : contrôle parlementaire : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6776)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Son intervention (p. 8366)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8649)

Son intervention (p. 8652)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 8653)
Étrangers : immigration clandestine (p. 8653)
Justice : lutte contre le terrorisme (p. 8653)
Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 8653)
Abstention du groupe socialiste (p. 8652)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2109) : rejetée (p. 2111)

Thème :

Conseil constitutionnel (p. 2110 et s.)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2564)

Thèmes :

Ordre public : maintien de l'ordre : effectifs (p. 2564)
Ordre public : vidéosurveillance (p. 2565)
Sports : manifestations sportives : racisme (p. 2564)
Sports : stades : interdiction (p. 2564)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de M. Dominique Tian (recours à la réserve civile de la police nationale pour les rencontres des clubs amateurs) (p. 2570)

Article 1er (dissolution des associations de supporters violentes ou racistes)

Son adt n° 4 rectifié : adopté (p. 2572)

Après l'article 1er

Son adt n° 5 (obligation de vérification de l'état de fonctionnement des installations de vidéosurveillance des stades) : adopté (p. 2572)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2565)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Son intervention (p. 4101)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 4101)
Sports : manifestations sportives : maintien de l'ordre (p. 4101)
Sports : stades : interdiction (p. 4101)
Vote pour du groupe socialiste (p. 4101)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2833)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2835)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2833)
 Etrangers : logement (p. 2834)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2834)
 Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2833)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2834)
 Etrangers : régularisations (p. 2835)

Antoine CARRÉ
Loiret (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome III : Défense (préparation et emploi des forces) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF et RFF. Voies ferrées, entretien [31 mai 2006] (p. 3845)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6340)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : médecine militaire (p. 6341)

Défense : opérations extérieures (p. 6341)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6340)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Thème :

Entrepris : transmission : plus-values professionnelles (p. 7995 et s.)

Gilles CARREZ
Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [4 octobre 2005]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (n° 2700) [23 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19787)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état réel des finances publiques de la France (n° 2721) [7 février 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (n° 3241) [4 juillet 2006]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la situation budgétaire et l'emploi en Suède [27 octobre 2005] (n° 2621)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificatives pour 2005 (n° 2700) [1^{er} décembre 2005] (n° 2720)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 [15 décembre 2005] (n° 2761)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 [21 décembre 2005] (n° 2772)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Hervé Morin, M. Charles de Courson et M. François Sauvadet et les membres du groupe Union pour la Démocratie Française et apparentés tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état réel des finances publiques de la France (n° 2721) [7 février 2006] (n° 2844)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire [13 juin 2006] (n° 3151)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la loi fiscale depuis 2002 : - tome I : La politique fiscale ; - tome II : l'application de la loi fiscale [13 juin 2006] (n° 3152)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) : - Annexe 1 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'équipement des forces de M. François Cornut-Gentille ; - Annexe 2 : exécution en 2005 des crédits relatifs à la ville et au logement de M. François Scellier et M. François Grosdidier ; - Annexe 3 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'administration générale et territoriale de l'État de M. Jean-Pierre Gorges [13 juin 2006] (n° 3155)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. René André, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (n° 3241) [4 juillet 2006] (n° 3243)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Dette publique. Réduction [17 janvier 2006] (p. 45)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : indique que les catégories d'entreprises bénéficiant du plafonnement de la taxe professionnelle figurent dans le rapport Fouquet et qu'il a donné des

informations que la précédente majorité lui avait refusées lors de la réforme de 1988 [16 novembre 2005] (p. 6900)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : déclare avoir commenté chacun des décrets d'avance [8 décembre 2005] (p. 8131)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4705)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 4707)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4706)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4706)
Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 4706)
Finances publiques : reports (p. 4706)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4705 et s.)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4706)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4719)

Article 8 (résultat des budgets annexes)

Son intervention (p. 4720)

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4824)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4825)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 4826)
Finances publiques : programmes (p. 4825)
Finances publiques : programmes : hauts fonctionnaires (p. 4826)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4824)
Lois de règlement (p. 4825)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 4825)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5059)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 5060)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5059 et s.)
Voirie : autoroutes : péages (p. 5060)
Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5060)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5395)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5456)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dégrèvements (p. 5399)
Donations et successions (p. 5396)
Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5396, 5399)
Etat : missions régaliennes (p. 5400)
Etat : patrimoine : vente (p. 5400)
Finances publiques : dette publique (p. 5397)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5396)
Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5397)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5400)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : administrations centrales (p. 5400)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5400)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5397 et s.)

Impôt sur le revenu : réforme : gauche (p. 5398)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5398)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5398)

Impôts et taxes : réductions d'impôts (p. 5396)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 5400)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5398 et s.)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5400)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5396)

Plus-values : imposition (p. 5400)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5397)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5397 et s.)

Régions : fiscalité : gauche (p. 5399)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5400)

Travail (p. 5398)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts)

Son adt n° 290 : adopté (p. 5543)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2005)

Ses interventions (p. 5545 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 38, deuxième rectification de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5548)

Intervient sur l'adt n° 447 du Gouvernement (jeunes agriculteurs et signataires d'un contrat d'agriculture durable - abattement de 50 % sur le bénéficiaire : prorogation) (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 60, deuxième rectification de M. Michel Bouvard (bénéfices agricoles - revenus accessoires : seuil de comptabilisation porté de 30 000 € à 50 000 €) (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Olivier Dassault (achat de parts de SELAFA - sociétés d'exercice libéral à forme anonyme - ou de SARL : déductibilité des intérêts d'emprunt) (p. 5551)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 5552)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 € hors quotient familial) (p. 5553)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Michel Hunault (raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement : déductibilité du revenu) (p. 5553)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Charles de Courson (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge : quotient familial de 1,2 - avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 379 de M. Marc Le Fur (décote de l'impôt sur le revenu : calcul selon le nombre de parts) (p. 5555)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Alain Marleix (parts de groupements fonciers agricoles - souscription ou acquisition en numéraire : réduction d'impôt de 25 %) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Jean-Michel Fourgous (entreprises nouvelles au capital compris entre 200 000 € et 2 000 000 € - souscriptions en numéraire d'au moins 50 000 € : réduction d'impôt de 50 %) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en

crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 € (p. 5557)

Intervient sur l'ad n° 250 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds) (p. 5558)

Intervient sur l'ad n° 419 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus sur internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 5558)

Intervient sur l'ad n° 251 de M. Jean-Claude Viollet (associations – travail bénévole : crédit d'impôt) (p. 5559)

Intervient sur l'ad n° 85 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (campagnes électorales – financement par des particuliers : virement, prélèvement automatique ou carte bancaire) (p. 5559)

Intervient sur l'ad n° 47 rectifié de M. Michel Bouvard (logements destinés aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 5560)

Intervient sur l'ad n° 58 rectifié de M. Michel Bouvard (chèques vacances – contribution du comité d'entreprise : exonération) (p. 5560)

Intervient sur l'ad n° 86 de M. Patrick Beaudouin (logements mis gratuitement à disposition de personnes handicapées – déficit foncier du fait des dépenses d'entretien et d'adaptation : déductibilité du revenu) (p. 5561)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 5562 et s.)

Ses adts n°s 291, 293, 292 rectifié et 294 : adoptés (p. 5562, 5566, 5568)

Article 4 (réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)

Son intervention (p. 5569)

Article 5 (aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations)

Son intervention (p. 5571)

Son adt n° 295 : adopté (p. 5571)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 262 de M. Gérard Bapt (PACS – droits de mutation à titre gratuit : tarif des droits applicables entre époux) (p. 5571)

Intervient sur l'ad n° 263 de M. Jean-Louis Dumont (PACS – droits de mutation à titre gratuit : baisse des taux de cinq points) (p. 5571)

Article 6 (instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)

Son intervention (p. 5572)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 284 de M. Rodolphe Thomas (donations et successions – engagement de conservation de titres d'une entreprise prévu à l'article 787 B du code général des impôts – cessions entre héritiers ou donataires : maintien de l'exonération) (p. 5572)

Intervient sur l'ad n° 65 de M. Marc Le Fur (donations et successions – parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme – exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) (p. 5572)

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Charles de Courson (donations et successions – parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme – exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) (p. 5572)

Intervient sur l'ad n° 160 de M. Didier Migaud (assurance-vie : seuil d'exonération des droits de succession ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 5572)

Article 7 (aide à la mobilité des chômeurs de longue durée ou des salariés perdant leur emploi à la suite d'un plan social)

Son intervention (p. 5573)

Ses adts n°s 296, 298, 297 et 299 : adoptés (p. 5573)

Article 8 (allègement de l'imposition des revenus fonciers suite à mobilité professionnelle)

Son intervention (p. 5574)

Son adt n° 300 : adopté (p. 5574)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)

Ses interventions (p. 5574 et s.)

Ses adts n°s 301 et 302 : adoptés (p. 5575, 5576)

Article 23 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Ses interventions (p. 5581 et s.)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Ses interventions (p. 5587 et s.)

Ses adts n°s 335, 337, 339, 338, 340, 341, 444 et 343 : adoptés (p. 5589, 5592 et s.)

Article 25 (affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2004 des communes et de leurs groupements)

Son intervention (p. 5594)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 236 de M. Jean-Pierre Brard (dotation attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants pour l'exercice des mandats locaux – potentiel fiscal substitué au potentiel financier) (p. 5595)

Intervient sur l'ad n° 241 de M. Jean-Pierre Brard (DGF des communautés d'agglomération dont le revenu par habitant est inférieur de 20 % à la moyenne de celui de leur catégorie : maintien du niveau de leur dotation) (p. 5596)

Intervient sur l'ad n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5597)

Intervient sur l'ad n° 82 de M. François Scellier (valeurs locatives des centrales nucléaires, aéroports et installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère : compensation des réductions de base aux collectivités territoriales) (p. 5598)

Intervient sur l'ad n° 332 de M. Michel Bouvard (fraction de la dotation de compensation de taxe professionnelle au titre du plafonnement des taux : maintien des attributions des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale) (p. 5599)

Intervient sur l'ad n° 440 de M. Jacques Myard (communes possédant un hippodrome : affectation de 0,1 % des prélèvements de l'Etat sur le PMU) (p. 5599)

Article 26 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)

Son adt n° 344, deuxième rectification : adopté (p. 5600)

Article 27 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux départements)

Ses adts n°s 345, 346 rectifié et 347 rectifié : adoptés (p. 5601, 5602)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - compensation aux départements : prise en compte chaque année du coût supplémentaire résultant de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI du fait de la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5602)

Intervient sur l'ad n° 133 de M. François Scellier (suppression de la vignette automobile : modalités de compensation) (p. 5603)

Article 28 (règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA - FCTVA)

Ses interventions (p. 5604 et s.)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5606)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 3 précédemment réservé de la commission (cessions de fonds agricoles de moins de 300 000 € : exonération des plus-values) (p. 5617)

Intervient sur l'adt n° 323 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (cessions de fonds agricoles : exonération des plus-values conditionnée à la poursuite effective de l'exploitation) (p. 5617)

Intervient sur l'adt n° 152 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (taxe foncière sur les propriétés bâties – dégrèvement de 100 € prévu par l'article 1391 B du code général des impôts : extension aux allocataires du RMI) (p. 5618)

Intervient sur l'adt n° 427 rectifié précédemment réservé de M. Serge Grouard (France Télécom – taxe professionnelle : prélèvement opéré par l'Etat plafonné au produit perçu par la collectivité) (p. 5619)

Intervient sur l'adt n° 233 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (travail précaire : taxation à hauteur de 5 % des rémunérations brutes en cas de dépassement de 10 % de l'effectif total) (p. 5621)

Article 10 précédemment réservé (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés)

Son adt n° 303 et 304 : adoptés (p. 5621, 5622)

Son intervention (p. 5622)

Ses adts n°s 305, 306 et 446 : adoptés (p. 5622)

Article 11 précédemment réservé (limitation de la déduction, au plan fiscal, des dotations aux amortissements et des loyers concernant les véhicules les plus polluants)

Son intervention (p. 5623)

Son adt n° 307 : adopté (p. 5623)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle – majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5624)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)

Ses interventions (p. 5626 et s.)

Ses adts n°s 308 à 311 : adoptés (p. 5626 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 94 précédemment réservé de M. Charles de Courson (automobiles équipées de moteurs hybrides fonctionnant à l'essence et à l'éthanol : crédit d'impôt) (p. 5629)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son adt n° 449 : adopté (p. 5629)

Ses interventions (p. 5630 et s.)

Son adt n° 312 (p. 5634) : adopté (p. 5635)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 170 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 5637)

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5639)

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié précédemment réservé de la commission (alcool éthylique incorporé aux supercarburants – réduction de TIPP : suppression pour l'alcool dénaturé) (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Charles de Courson (éthanol – réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 270 de Mme Pascale Gruny (unités de production d'alcool éthylique - réduction de TIPP : agrément du ministère de l'agriculture) (p. 5655)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux avions : suppression de l'exonération de TIPP) (p. 5655)

Intervient sur l'adt n° 319 de M. Augustin Bonrepaux (huile végétale pure : autorisation d'emploi comme carburant et exonération de la TIPP) (p. 5655)

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes -TGAP) (p. 5656)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Charles de Courson (biocarburant "E85" composé de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence : réduction de TIPP) (p. 5657)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. André Santini (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) (p. 5657)

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Marie-Jo Zimmermann (taxe sur les véhicules de société : exonération des véhicules de moins de trois mètres de long dont les rejets de gaz carbonique sont inférieurs à 120 g/km) (p. 5657)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5657)

Article 14 précédemment réservé (réforme de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)

Ses interventions (p. 5659 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 103 précédemment réservé de M. Charles de Courson (PME – impôt sur les sociétés – taux réduit : plafond de chiffre d'affaires porté à 10 000 000 € et application sur 50 000 €) (p. 5660)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 5661 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 96 précédemment réservé de M. Charles de Courson (impôt sur les sociétés - régime des sociétés mères et filiales : suppression du seuil de participation de 5 %) (p. 5662)

Intervient sur l'adt n° 417 précédemment réservé de M. Camille de Rocca Serra (cessions de parts sociales représentant plus de 25 % du capital - plus-values : exonération étendue aux neveux et nièces) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Serge Poignant (plus-values sur valeurs mobilières : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean-Marie Binetruy (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Patrick Bloche (plus-values des sociétés d'investissement immobilier cotées : taux porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 5664)

Intervient sur l'adt n° 439 de M. Patrice Martin-Lalande (production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles : régime du crédit d'impôt) (p. 5665)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (impôt sur les sociétés : rétablissement de la "surtaxe Juppé") (p. 5666)

Intervient sur l'adt n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (enseignement du français aux salariés non francophones d'établissements situés hors de France : crédit d'impôt) (p. 5666)

Article 17 précédemment réservé (plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des plus-values latentes)

Ses adts n°s 313 et 314 : adoptés (p. 5667)

Son adt n° 315 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5667)

Son intervention (p. 5668)

Son adt n° 316 : adopté (p. 5668)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Auberger (plus-values sur cessions de fonds de commerce - paiement sur la durée du crédit vendeur - assouplissement du dispositif) (p. 5668)

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte

de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5669 et s., 5681 et s., 5707)

Intervient sur l'adt n° 155 précédemment réservé de M. Jacques Myard (suppression de l'ISF) (p. 5683)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur l'adt n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 5691)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (ISF - exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5692)

Intervient sur l'adt n° 156 précédemment réservé de M. Jacques Myard (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5693)

Intervient sur l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5693)

Intervient sur le sous-adt n° 452 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (exonération limitée à 100 000 €) à l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (p. 5693)

Intervient sur l'adt n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5698)

Intervient sur les adts n°s 222 et 221 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : limite à respectivement 120 fois et 100 fois le montant du RMI) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 157 précédemment réservé de M. Jacques Myard (ISF - résidence principale - abattement : porté de 20 % à 50 %) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 148 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : majoration de 5 % par personne à charge) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 63 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 149 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : minimum de 360 000 €) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 153 et 219 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (ISF - objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette avec possibilité de forfait égal à respectivement 2,5 % et 3 % de l'actif) (p. 5704)

Intervient sur l'adt n° 220 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (ISF - titres de sociétés - abattement de 50 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 5706)

Intervient sur l'adt n° 253 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (ISF - souscription au capital de PME - exonération prévue par l'article 885 ter du code général des impôts : suppression) (p. 5707)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (ISF - indexation du barème : suppression) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - résidence principale acquise par héritage - personnes non imposables à l'impôt sur le revenu : report du paiement sur leur propre succession) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 158 de M. Jacques Myard (ISF - souscription au capital de PME : réduction d'impôt à hauteur de 75 %) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 46 de M. Michel Bouvard (ISF - droit de reprise : trois années et l'année en cours) (p. 5709)

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Claude Goasguen (ISF - droit de reprise : trois ans) (p. 5709)

Article 18 précédemment réservé (mesures relatives au financement de l'apprentissage)

Ses interventions (p. 5709 et s.)

Article 19 précédemment réservé (alignement des taux de l'intérêt de retard et des intérêts moratoires)

Son intervention (p. 5710)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 179 précédemment réservé de M. Didier Migaud (régularisation spontanée lors d'un contrôle fiscal sur place : taux d'intérêt porté de 50 % à 80 % du taux de l'intérêt de retard) (p. 5711)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 177 précédemment réservé de M. Didier Migaud ("taxe Tobin" - transactions sur devises : taux de 0,05 %) (p. 5712)

Intervient sur l'adt n° 416 précédemment réservé du Gouvernement (prêt à taux zéro : plafond de ressources porté de 38 690 € à 62 500 € - transfert de la créance de crédit d'impôt entre établissements de crédit) (p. 5713)

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de M. Didier Migaud (travaux d'entretien des logements et services à la personne - TVA - taux réduit : prorogation) (p. 5714)

Intervient sur l'adt n° 229 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA - taux normal : 18,6 %) (p. 5714)

Intervient sur l'adt n° 28 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (bonbons de chocolat - TVA : taux réduit) (p. 5715)

Intervient sur l'adt n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes âgées - travaux - TVA : taux réduit) (p. 5716)

Intervient sur l'adt n° 45 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (locaux d'habitation - travaux de construction ou d'agrandissement réalisés pour des personnes handicapés - TVA : taux réduit) (p. 5717)

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5718)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5731)

Après l'article 20 (suite)

Intervient sur l'adt n° 11 précédemment réservé de la commission (associations - franchise de TVA : seuil relevé de 76 300 € à 100 000 € pour celles occupant moins de dix salariés) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 445 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (impôt de bourse : assujettissement des seules obligations indexées sur les résultats de l'émetteur) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 260 précédemment réservé de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle - étudiants boursiers : exonération) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 261 précédemment réservé de M. Didier Migaud (redevance audiovisuelle - bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique : exonération) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5750)

Intervient sur l'adt n° 68 précédemment réservé de M. Alain Marleix (exploitants agricoles - TVA - option pour le paiement trimestriel : période de cinq ans substituée au caractère irrévocable) (p. 5752)

Intervient sur l'adt n° 178 précédemment réservé de M. Didier Migaud (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : hausses de cotisation - plafonnement) (p. 5752)

Article 21 précédemment réservé (versement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et

reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Ses interventions (p. 5753 et s.)

Son adt n° 317 : adopté (p. 5757)

Article 31 précédemment réservé (suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)

Ses adts n°s 348, 349 rectifié et 350 : adoptés (p. 5758)

Ses interventions (p. 5760, 5765)

Article 33 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale intitulé "Participations financières de l'Etat")

Ses interventions (p. 5767 et s.)

Article 34 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route")

Ses interventions (p. 5771 et s.)

Son adt n° 353 : adopté (p. 5772)

Article 35 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale")

Ses adts n°s 354 à 357 : adoptés (p. 5772)

Article 36 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Pensions")

Son adt n° 358 : adopté (p. 5773)

Article 37 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Développement agricole et rural")

Ses adts n°s 359 à 361 : adoptés (p. 5773)

Article 38 précédemment réservé (affectation de recettes au profit d'un établissement public chargé du développement du sport)

Ses adts n°s 362 à 367 : adoptés (p. 5773)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Ses interventions (p. 5774 et s.)

Ses adts n°s 368, 369 et 454 : adoptés (p. 5775, 5779)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 159 de M. Denis Jacquat (petites brasseries indépendantes - production inférieure à 200 000 hl - droits d'accise : institution de taux réduits) (p. 5780)

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Jean-Claude Viollet (associations - taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1er janvier 2006) (p. 5781)

Article 42 précédemment réservé (mesures modifiant la répartition du droit de consommation sur les tabacs et d'autres recettes fiscales)

Ses adts n°s 370 et 371 : adoptés (p. 5781)

Article 43 précédemment réservé (affectation de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - ADEME)

Son adt n° 372 : adopté (p. 5782)

Article 47 précédemment réservé (affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF)

Son intervention (p. 5783)

Son adt n° 373 : adopté (p. 5783)

Après l'article 47

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Didier Migaud (Agence de financement des infrastructures de transports de France - AFITF : affectation du produit de la redevance domaniale due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes et des participations de l'Etat dans ces sociétés) (p. 5783)

Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)

Ses interventions (p. 5785 et s.)

Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Ses interventions (p. 5788 et s.)

Ses adts n°s 378, 374 à 377 : adoptés (p. 5789, 5790)

Seconde délibération

Articles 24, 29, et 51 et état A annexé

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 24 - réforme de la dotation globale d'équipement des

départements - départements éligibles à la dotation forfaitaire minimale : taux de concours réel ramené de 3,25 % à 2,5 % pour la majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 5791)

Son intervention (p. 5791)

Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)

Son intervention en qualité de rapporteur général (p. 5807)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 6738)

Thème :

Enseignement : crédits (p. 6738)

FINANCES PUBLIQUES

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)

Son intervention (p. 7184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 7184)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7184)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7184)

Finances publiques : dette publique (p. 7184)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7184)

Finances publiques : dette publique : privatisations (p. 7184)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvement (p. 7184)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 7184)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Article 82 (dotation de développement rural - DDR - : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)

Ses adts n°s 594 et 595 : adoptés (p. 7158 et s.)

Article 83 (réforme des concours de la dotation générale de décentralisation - DGD - relatifs au financement des bibliothèques)

Son intervention (p. 7159)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale - DSU)

Son adt n° 596 troisième rectification : adopté (p. 7159)

Après l'article 84

Intervient sur l'adt n° 453 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164)

Intervient sur l'adt n° 497 de M. Michel Bouvard (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164)

Intervient sur l'adt n° 448 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la dotation forfaitaire du potentiel financier des départements) (p. 7167)

Répond à l'intervention de M. Augustin Bonrepaux : rappelle que cette réforme est accompagnée de dispositions transitoires (p. 7167)

Son adt n° 598 (élargissement de la marge de manoeuvre dont dispose le comité des finances locales pour indexer l'évolution de la dotation forfaitaire de la DGF des départements) : adopté (p. 7167)

Intervient sur l'adt n° 447 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (garantie de progression de la dotation de fonctionnement minimale pour certains départements) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 516 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 641 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 513 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 638 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 514 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 639 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168)

Son ad^t n° 597 (aménagement des modalités de calcul du potentiel fiscal utilisé pour la répartition de la dotation de péréquation des régions) : adopté (p. 7168)

Intervient sur l'ad^t n° 449 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des charges liées à l'espace et à l'environnement pour la répartition des concours de l'Etat) (p. 7171)

Intervient sur l'ad^t n° 649 de M. Didier Migaud (minoration de la dotation forfaitaire des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux) (p. 7171)

Son ad^t n° 599 rectifié (modalités de compensation de la perte de recettes subie par les communes du fait de l'application de l'article 15 de la loi relative au développement des territoires ruraux) (p. 7169) : adopté (p. 7171)

Article 85 (mise en œuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales)

Son intervention (p. 7173)

Crédits de la mission "Avances aux collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7173)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6687)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6900)

Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)

Intervient sur l'ad^t n° 260, deuxième rectification de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 55 : insertion des plafonds des autorisations d'emplois et de l'état C en mesures budgétaires dans un Titre 1er bis) (p. 7297)

Intervient sur l'ad^t n° 261 de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre 1er ter) (p. 7297)

Intervient sur le sous-ad^t n° 680 du Gouvernement (report de crédits au-delà de la limite des 3 %) à l'ad^t n° 261 de la commission (p. 7298)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses interventions (p. 6921 et s.)

Ses ad^ts n°s 551, 550, 552 et 553 : adoptés (p. 6924)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad^t n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7190)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6929)

Son ad^t n° 554, deuxième rectification : adopté (p. 6933)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Ses interventions (p. 6934 et s.)

Ses ad^ts n°s 565 et 563 : adoptés (p. 6936)

Son ad^t n° 646 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6936)

Ses ad^ts n°s 564, 555 à 560, 566 et 561 : adoptés (p. 6936)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Intervient sur l'ad^t n° 480 de M. Richard Mallié (plus-values professionnelles - cessions de clientèles : abattement de 10 % par année au-delà de la cinquième) (p. 6936)

Intervient sur l'ad^t n° 349 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6937)

Intervient sur l'ad^t n° 351 de M. Didier Migaud (réductions ou crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 6937)

Intervient sur l'ad^t n° 151 rectifié de M. Alain Néri (anciens combattants - demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 6937)

Intervient sur l'ad^t n° 266 de la commission (résidence de tourisme - travaux - réduction d'impôt : année de paiement substituée à l'année d'achèvement) (p. 6938)

Intervient sur l'ad^t n° 225 de M. Hervé Novelli (organismes ayant pour objet l'évaluation des politiques publiques - dons : réduction d'impôt) (p. 6938)

Intervient sur l'ad^t n° 267 rectifié de la commission (chèques vacances - entreprises de moins de 50 salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 6938)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 6940 et s., 7188 et s.)

Ses ad^ts n°s 568 à 572, 647 rectifié, 648 rectifié, 576, 574 et 577, troisième rectification : adoptés (p. 6944, 7189, 7190)

Article 62 [18 novembre 2005] (relèvement du taux du crédit d'impôt pour frais de garde des jeunes enfants)

Son ad^t n° 578 : adopté (p. 7194)

Article 63 [18 novembre 2005] (instauration d'un crédit sur les intérêts d'emprunt de prêts contractés par des étudiants en vue de financer leurs études supérieures)

Son ad^t n° 579 : adopté (p. 7195)

Son ad^t n° 580 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7195)

Ses ad^ts n°s 582 et 581 : adoptés (p. 7195)

Après l'article 63 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad^t n° 5 rectifié de M. Charles de Courson (prime pour l'emploi : date de versement et inscription sur le bulletin de salaire) (p. 7195)

Article 64 [18 novembre 2005] (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation - FCPI - et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque - SUIR)

Son intervention (p. 7195)

Après l'article 64 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad^t n° 117, deuxième rectification de M. Camille de Rocca Serra (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt de 50 % pour un investissement réalisé à au moins 70 % en Corse et au plus à 30 % en Provence - Provence-Alpes-Côtes d'Azur ou Rhône-Alpes) (p. 7196)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7197)

Son ad^t n° 583 : adopté (p. 7197)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7336, 7341 et s., 7364 et s.)

Son ad^t n° 672 : adopté (p. 7345)

- Son adt n° 673 (p. 7352) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7363)
- Après l'article 67 [22 novembre 2005]*
- Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs – de 0,55 % à 1 % en fonction de la population) (p. 7379)
- Intervient sur l'adt n° 519 de M. Yves Bur (versement transport : calcul de la population de la collectivité organisatrice) (p. 7381)
- Intervient sur les adts n°s 71 et 70 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères – établissements publics de coopération intercommunale – articles L 2333-77 et L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7381)
- Intervient sur l'adt n° 530 rectifié de M. Jacques Péliissard (déchets ménagers – stockage ou traitement : création d'une taxe perçue par la commune d'accueil) (p. 7381)
- Intervient sur l'adt n° 18 de M. François Asensi (versement transport – zone aéroportuaire de Roissy : taux de 2,1 %) (p. 7381)
- Intervient sur l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 € par mètre carré) (p. 7382)
- Intervient sur l'adt n° 33 de M. Daniel Garrigue (friches commerciales : taxe additionnelle à la taxe foncière) (p. 7383)
- Intervient sur l'adt n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (taxe foncière : titulaires du RMI et bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité – dégrèvement de 100 €) (p. 7384)
- Intervient sur l'adt n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (taxe d'habitation – personnes hébergées en maison de retraite : exonération de la résidence principale) (p. 7384)
- Intervient sur l'adt n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (taxe d'habitation – bénéficiaires du plafonnement en fonction du revenu : taux ramené de 4,3 % à 2 %) (p. 7384)
- Intervient sur l'adt n° 276 de la commission (thermalisme – taxe professionnelle : assujettissement des établissements publics) (p. 7384)
- Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Philippe Houillon (taxe professionnelle – avocats : exonération pour les deux premières années d'activité) (p. 7385)
- Intervient sur l'adt n° 541 de M. André Schneider (taxe professionnelle – mise à disposition gratuite d'équipements ou de biens mobiliers : imposition du propriétaire dans le seul cas de sous-traitance) (p. 7385)
- Intervient sur l'adt n° 231 de M. Yves Deniaud (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous-traitant : exonération) (p. 7386)
- Intervient sur l'adt n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous-traitant : exonération) (p. 7386)
- Intervient sur l'adt n° 185 de M. Pierre-Christophe Baguet (diffuseurs de presse – taxe professionnelle : abattement forfaitaire de 1600 € pouvant être porté à 2400 € ou à 3600 €) (p. 7387)
- Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : taux de 1,8 %) (p. 7387)
- Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. François Scellier (réductions de valeur locative prévues par l'article 1518 A du code général des impôts - usines nucléaires et aéroports, dispositifs anti-pollution ou économisant l'énergie : délibération des collectivités territoriales) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 324 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 14 de M. François Scellier (aéroports d'intérêt national ou international – taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 77 de M. Jean-Pierre Brard (valeurs locatives des immobilisations corporelles en cas d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessations d'établissements : maintien de leur montant) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 482 de M. Étienne Mourrut (surtaxe sur les eaux minérales : augmentation de son taux plafond dans les communes pénalisées par la réforme de 1981) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 273 de la commission (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – organismes de coopération intercommunale : délibération sur la prise en compte des nouveaux membres) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 364 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères – établissements publics de coopération intercommunale – articles L 2333-76 à L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7388)
- Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – création d'organismes de coopération intercommunale : dates de délibération) (p. 7389)
- Intervient sur les adts n°s 635 et 634 de M. Augustin Bonrepaux (taux des impôts locaux : "déliaison totale" respectivement en 2006 et 2007) (p. 7389)
- Intervient sur l'adt n° 531 de M. Jacques Péliissard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – réforme : mission d'évaluation) (p. 7389)
- Intervient sur l'adt n° 79 de M. Charles de Courson (taxe professionnelle – plafonnement : réduction progressive à 1,6 du taux moyen national en 2009) (p. 7389)
- Son adt n° 685 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – création d'organismes de coopération intercommunale : dates de délibération) : adopté (p. 7389)
- Intervient sur l'adt n° 363 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) (p. 7390)
- Intervient sur l'adt n° 73 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : modalités de calcul) (p. 7390)
- Intervient sur l'adt n° 11 de M. Jean-Christophe Lagarde (classement ou reclassement de locaux à usage d'habitation ou professionnel : notification de la décision au contribuable) (p. 7390)
- Intervient sur l'adt n° 278 de la commission (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 7390)
- Intervient sur l'adt n° 686 de M. Hervé Mariton (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 7390)
- Intervient sur l'adt n° 520 de M. Yves Bur (bases des impositions directes locales : échange d'information entre les collectivités territoriales et l'administration fiscale) (p. 7391)
- Intervient sur l'adt n° 281 de la commission (Syndicat des transports d'Ile-de-France – fonds : dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat) (p. 7391)
- Intervient sur l'adt n° 280 rectifié de la commission (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part "salaires" : répartition entre communes et groupements de communes) (p. 7391)
- Intervient sur l'adt n° 115 de M. Jean-Claude Lemoine (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part "salaires" : répartition entre communes et groupements de communes) (p. 7391)
- Intervient sur l'adt n° 20 rectifié de M. Yves Censi (casinos organisés en groupes de sociétés : bénéfice de l'abattement sur le produit brut des jeux au titre des dépenses à caractère immobilier exposées dans leurs établissements thermaux ou hôteliers) (p. 7392)
- Intervient sur les adts n°s 74 et 367 de M. Augustin Bonrepaux (autonomie financière des collectivités territoriales : rapport du Gouvernement) (p. 7392)
- Intervient sur l'adt n° 529 de M. Jacques Péliissard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du

Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de M. Charles de Courson (régions – transferts de compétences : rapport du Gouvernement sur leur compensation financière) (p. 7393)

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Patrice Martin-Lalande (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle par utilisation du fonds de compensation des risques de la construction) (p. 7394)

Intervient sur l'adt n° 211 du Gouvernement (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle : attribution de 150 millions d'euros par le fonds de compensation des risques de la construction), rectifié (supplément de 30 millions d'euros réservé aux communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle) (p. 7394)

Après l'article 69 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Jean-Pierre Brard (rapport au Parlement sur les techniques d'optimisation et de délocalisation fiscales des groupes de sociétés) (p. 7198)

Article 70 [18 novembre 2005] (modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts)

Son intervention (p. 7200)

Son adt n° 585 : adopté (p. 7200)

Son adt n° 586 rectifié (p. 7200)

Ses adts n° 588 à 591 : adoptés (p. 7201)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 311 de M. François Sauvadet (TIPP – remboursement aux commerçants sédentaires établis dans une commune de moins de 3000 habitants : extension à ceux des communes de plus de 3000 habitants si les ventes ambulantes excèdent 50 % du chiffre d'affaires) (p. 7201)

Intervient sur l'adt n° 361 de M. Jean-Louis Dumont (accès social à la propriété – TVA : taux réduit) (p. 7201)

Intervient sur l'adt n° 357 de M. Jean-Louis Idiart (livraisons de chaleur distribuées en réseau – TVA : taux réduit) (p. 7201)

Intervient sur l'adt n° 282 rectifié de la commission (balayage des caniveaux et voies publiques – service public de voirie communale – TVA : taux réduit) (p. 7202)

Article 71 [18 novembre 2005] (abaissement du seuil de l'obligation de télédéclarer et télérégler la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes assimilées)

Son adt n° 592 rectifié : adopté (p. 7202)

Article 72 [18 novembre 2005] (harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure)

Son intervention (p. 7202)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Louis Dumont (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) (p. 7202)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de redressement : délai imposé à l'administration) (p. 7203)

Intervient sur l'adt n° 310 de M. François Sauvadet (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - réductions : extension au secteur non alimentaire) (p. 7203)

Article 73 [18 novembre 2005] (réforme des exonérations spécifiques de cotisations employeur applicables dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 7205)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Charles de Courson (contrôle des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n° 287 rectifié de la commission (commissions des finances – pouvoirs de contrôle : extension) (p. 7205)

Intervient sur le sous-adt n° 540 rectifié de M. Didier Migaud (désignation de membres par les commissions

chargées des finances) à l'adt n° 287 rectifié de la commission (p. 7205)

Intervient sur l'adt n° 286 de la commission (entrée en vigueur de la LOLF : abrogation de dispositions devenues obsolètes) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n° 285 de la commission (entrée en vigueur de la LOLF : modification d'une référence) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n° 667 de M. Rodolphe Thomas (actions en faveur du droit des femmes – crédits mentionnés à l'article 132 de la loi de finances pour 2000 : indicateurs sexués) (p. 7206)

Avant l'article 52

Intervient sur l'adt n° 656 de la commission (titre Ier – intitulé – de coordination : ajout des crédits et découverts) (p. 7396)

Avant l'article 55

Intervient sur l'adt n° 657 de la commission (suppression de l'intitulé "Autorisations d'emplois") (p. 7397)

Article 55 et état C (plafonds des autorisations d'emplois)

Son intervention (p. 7397)

Article 56 et état D (autorisations de découvert)

Son intervention (p. 7397)

Avant l'article 57

Intervient sur l'adt n° 659 de la commission (suppression de l'intitulé "Dispositions diverses") (p. 7397)

Article 57 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

Son intervention (p. 7397)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7400)

Explications de vote et vote [23 novembre 2005] (p. 7415)

Son intervention en qualité de rapporteur général (p. 7415)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8516)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8516)

Finances publiques : dette publique (p. 8516)

Finances publiques : recettes (p. 8516)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8516)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : contrôle parlementaire (p. 8516)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission Défense : "plan banlieues" – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8530)

Intervient sur les adts n° 16 à 21 du Gouvernement (article 67 – réforme de la taxe professionnelle - modalités de calcul des taux de référence : retour au texte voté par le Sénat – suppression de la disposition adoptée par la commission mixte paritaire offrant aux communes et aux intercommunalités la possibilité d'utiliser après 2005 la majoration du taux de référence) (p. 8534)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 7994)

Thèmes :

Energie et carburants : tarifs : aides (p. 7995)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 7995)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7995)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 7995)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 7994)

Finances publiques : reports (p. 7995)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7995)
 Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 7995 et s.)
 Union européenne : contribution française (p. 7995)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) ; [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 1er (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)
 Son intervention (p. 8039)

Après l'article 1er
 Intervient sur l'adt n° 1 de M. Hervé Mariton (viticulture : évaluation des stocks) (p. 8039)
 Intervient sur l'adt n° 258 de M. Didier Migaud (provision pour hausse des matières premières : réduction) (p. 8040)
 Intervient sur les adts n°s 262 et 263 de M. Augustin Bonrepaux (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation plafonnée à respectivement 50 % et 100 %) (p. 8040)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)
 Ses interventions (p. 8041 et s.)
 Ses adts n°s 176 et 177 : adoptés (p. 8041)

Article 6 (création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")
 Son intervention (p. 8056)

Après l'article 6
 Intervient sur l'adt n° 217 de M. Didier Migaud (fonds de réserve pour les retraites : affectation d'une partie du produit des privatisations) (p. 8057)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)
 Ses interventions (p. 8057 et s.)

Article 8 et état A (équilibre général)
 Son intervention (p. 8060)

Article 9 et état B (dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures de crédits)
 Son intervention (p. 8061)

Article 10 et état B' (dépenses ordinaires des services civils. Annulations de crédits)
 Son intervention (p. 8062)

Article 11 et état C (dépenses en capital des services civils. Ouvertures de crédits)
 Son intervention (p. 8063)

Article 12 et état C' (dépenses en capital des services civils. Annulations de crédits)
 Son intervention (p. 8063)

Après l'article 16
 Intervient sur l'adt n° 85 de M. Patrice Martin-Lalande (majoration du plafond du compte d'avance à l'audiovisuel public : de coordination avec l'article 7) (p. 8064)

Article 17 (ratification des décrets d'avance)
 Son intervention (p. 8064)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)
 Ses interventions (p. 8065, 8075 et s.)
 Son adt n° 301 : adopté (p. 8076)

Après l'article 18
 Intervient sur l'adt n° 242 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une taxe de solidarité sur les transports maritimes de passagers) (p. 8087)
 Intervient sur l'adt n° 241 rectifié de M. Didier Migaud (transactions sur devises : taux de la taxe fixé à 0,05 %) (p. 8087)
 Intervient sur l'adt n° 214 de M. Jean-Pierre Blazy (taxe sur les nuisances sonores aériennes - riverains : relèvement des tarifs) (p. 8088)
 Intervient sur l'adt n° 215 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les nuisances sonores aériennes : affectation du produit aux communautés aéroportuaires) (p. 8089)

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Yves Bur (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments : affectation aux centres de gestion des produits de santé) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Marc Le Fur (quotas laitiers – prélèvements pour dépassement en 2004-2005 : validation législative) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Marc Le Fur (pérennisation de la taxe au profit de l'Office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers – ONILAIT) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Jean-Michel Fourgous (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire : affectation d'une partie de la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 8090)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)
 Ses interventions (p. 8091 et s.)
 Ses adts n°s 179 et 229 : adoptés (p. 8093)
 Son adt n° 141 rectifié (p. 8094)
 Ses adts n°s 226 et 182 : adoptés (p. 8094)
 Son adt n° 183 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8095)
 Ses adts n°s 180 rectifié, 184, 228, 186 rectifié, 181, 187 et 185 : adoptés (p. 8095 et s.)

Après l'article 19
 Intervient sur l'adt n° 286 de M. Sébastien Huyghe (plus-values sur actions – abattement pour durée de détention : application aux titres émis par les jeunes entreprises innovantes) (p. 8097)
 Intervient sur l'adt n° 246 de M. Didier Migaud (assurance-vie en cas de décès : abattement ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 8097)

Article 20 (aménagement des règles d'investissement des véhicules de capital-risque)
 Ses adts n°s 188 et 189 : adoptés (p. 8098)

Après l'article 20
 Son adt n° 143 rectifié (organismes de placement collectif immobilier : régime fiscal) (p. 8098) : retiré (p. 8099)

Article 21 (péremission, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des transmissions de petites entreprises individuelles)
 Ses interventions (p. 8099 et s.)
 Ses adts n°s 190 rectifié, 191, 159, 230, 192 et 136 : adoptés (p. 8100)

Après l'article 21
 Son adt n° 137 rectifié (plus-values professionnelles – dirigeants des entreprises individuelles – départ à la retraite : exonération totale) (p. 8100) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8101)
 Son adt n° 138 (plus-values immobilières des entreprises individuelles : régime de droit commun) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8101)

Article 22 (simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises)
 Son intervention (p. 8102)
 Ses adts n°s 161 à 163 : adoptés (p. 8102)

Après l'article 22
 Intervient sur les adts n°s 90 et 89 de M. Marc Le Fur (entreprises agricoles – transmission : régime fiscal) (p. 8103)

Article 24 (aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales et du régime de sursis d'imposition en cas d'échange de titres à la suite notamment de la création des actions préférence)
 Ses adts n°s 165 et 164 : adoptés (p. 8103)

Après l'article 24
 Intervient sur l'adt n° 307 de M. Jean-Yves Besselat (groupements d'intérêts fiscaux au titre de la construction de navires : simplification du régime) (p. 8104)
 Intervient sur l'adt n° 104 de M. Emmanuel Hamelin (entreprises de production audiovisuelle : provisions pour dépenses liées à l'exploitation des œuvres) (p. 8104)

Son adt n° 171 rectifié (organismes d'HLM et société de garantie de l'accès sociale à la propriété – impôt sur les sociétés : exonération) : retiré (p. 8104)

Intervient sur l'adt n° 101 de M. Hervé Mariton (électricité – gros consommateurs : régime fiscal des souscriptions au capital des sociétés agréées ayant pour objet l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8105)

Intervient sur l'adt n° 266 de M. Didier Migaud (impôt sur les sociétés – notion de régime fiscal privilégié : écart d'imposition réduit de 50 % à 33 %) (p. 8106)

Intervient sur l'adt n° 140, deuxième rectification de Mme Nadine Morano (entreprises relevant des métiers d'art – dépenses de conception : crédit d'impôt) (p. 8106)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrice Martin-Lalande (entreprises de production phonographique – dépenses de production, de développement et de numérisation : crédit d'impôt) (p. 8107)

Article 26 (mise en conformité des mesures en faveur du transport maritime avec les nouvelles orientations communautaires sur les aides d'Etat en faveur de ce secteur)

Ses adts n°s 168, 167 et 166 : adoptés (p. 8107)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Jean-Yves Besselat (ports autonomes maritimes – dividendes versés à l'Etat : application du régime des établissements publics de l'Etat) (p. 8108)

Article 27 (abattement sur le bénéfice des jeunes artistes de la création plastique)

Son adt n° 232 : adopté (p. 8108)

Son adt n° 231 (p. 8108)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Ses interventions (p. 8108 et s.)

Son adt n° 234 : adopté (p. 8109)

Article 29 (amélioration du régime spécial d'imposition des salariés exerçant temporairement leur activité en France)

Ses interventions (p. 8111 et s.)

Son adt n° 235 : adopté (p. 8111)

Article 30 (aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective)

Ses interventions (p. 8112 et s.)

Son adt n° 287 : adopté (p. 8113)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Jean-Jacques Guillet (dons de matériel informatique des entreprises à leurs salariés : prorogation du régime fiscal) (p. 8114)

Intervient sur l'adt n° 251 rectifié de M. Didier Migaud (sociétés – dirigeants – rémunération et avantages : non déductibilité au-delà de 500 000 € par an) (p. 8114)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8114 et s.)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. Jean-Jacques Descamps (évaluation des avantages en nature : application des règles relatives aux cotisations sociales) (p. 8119)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Yves Censi (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : suppression de la condition de revenu en cas de participation directe à l'activité agricole) (p. 8119)

Son adt n° 237 rectifié (coordination avec la loi de financement de la sécurité sociale) : adopté (p. 8119)

Son adt n° 236 (conjoint collaborateurs : déductibilité des rachats de cotisations sociales en matière de retraite) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8119)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Philippe Auberger (PREFON – capacités complémentaires de rachat d'années de cotisations : extension aux membres ayant adhéré après le 31 décembre 2004) (p. 8120)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Hervé Mariton (dons aux associations et fondations reconnues d'utilité publique – réduction d'impôt : suppression du critère d'intérêt général) (p. 8120)

Intervient sur l'adt n° 15 de Mme Françoise Branget (récupération et traitement des eaux pluviales : crédit d'impôt) (p. 8120)

Intervient sur l'adt n° 283 rectifié de M. Richard Mallié (véhicules propres – crédit d'impôt : prorogation et extension) (p. 8121)

Intervient sur l'adt n° 157 de M. Charles de Courson (valeur de capitalisation des droits acquis au titre des régimes de retraite complémentaire PREFON, COREM et CGOS - ISF : non intégration dans l'assiette) (p. 8121)

Intervient sur l'adt n° 221 de M. Éric Besson (étudiants boursiers – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'adt n° 222 de M. Didier Migaud (titulaires de l'allocation de solidarité spécifique – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'adt n° 219 de M. Jean-Pierre Balligand (redevance audiovisuelle : perception avec l'impôt sur le revenu) (p. 8122)

Intervient sur l'adt n° 220 de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle – double imposition : remboursement) (p. 8123)

Article 31 (mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 8123)

Article 32 (coefficients de revalorisation des valeurs locatives pour 2006)

Son intervention (p. 8124)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [8 décembre 2005] (p. 8131)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Francis Delattre (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France : majoration des contributions au second prélèvement et amélioration de la garantie bénéficiant aux communes perdant leur éligibilité) (p. 8132)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Emmanuel Hamelin (sociétés de groupage et de distribution de journaux et publications périodiques - taxe professionnelle : exonération) (p. 8132)

Intervient sur l'adt n° 10 de M. André Schneider (biens mis à la disposition de sous-traitants – taxe professionnelle : imposition du donneur d'ordre s'il est assujéti à la taxe professionnelle) (p. 8133)

Intervient sur l'adt n° 284 rectifié de M. Yves Deniaud (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération par délibération des collectivités territoriales en cas d'imposition au nom du sous-traitant) (p. 8133)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour handicapés – installation ou remplacement – valeur locative – taxe professionnelle : non prise en compte) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives : suppression de l'abattement) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives – abattement : compensation aux collectivités territoriales) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – bases locatives – revalorisation : 1,9 % au lieu de 1,8 %) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 53 de M. Thierry Mariani (appareils automatiques installés dans les cafés - non majoration de la taxe annuelle) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 22 rectifié de la commission (Provence-Alpes-Côte d'Azur - taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier : plafond porté de 17 millions d'euros à 34 millions d'euros) (p. 8134)

Son adt n° 288 rectifié (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération par délibération des collectivités territoriales)

en cas d'imposition au nom du sous-traitant) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : déliaison des taux) (p. 8135)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8135)

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Sylvie Andrieux (Provence-Alpes-Côte d'Azur – instauration d'une taxe spéciale d'équipement : financement d'infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site ITER) (p. 8135)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Jean-Louis Bianco (institution d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur contribuant à la réalisation d'ITER) (p. 8136)

Article 33 (réforme de la taxe forfaitaire sur les objets précieux)

Son adt n° 238 : adopté (p. 8136)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 102 rectifié de M. Philippe Rouault (propriétés non bâties situées sur des sites Natura 2000 – transmission à titre gratuit : abattement de 75 % sur leur valeur) (p. 8136)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Yves Censi (actes portant cautionnement, garantie ou aval : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8136)

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié de M. Philippe Auberger (découverts bancaires inférieurs à 1 000 € : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8137)

Intervient sur l'adt n° 303 de M. Philippe Auberger (prêts consentis au titre du fonds pour la cohésion sociale : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8137)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (zones d'aménagement concerté – revente de terrains par des marchands de biens – exonération de droits de mutation à l'achat : prorogation annuelle du délai de revente) (p. 8137)

Article 34 (instauration d'une taxe annuelle sur les installations de production d'énergie éolienne situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale et aménagements du régime de la taxe professionnelle afférente aux éoliennes terrestres)

Ses adts n°s 114 à 120 : adoptés (p. 8137)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 293 de M. Yves Bur (réduction de 50 % de la taxe sur les installations nucléaires à compter de l'année suivant l'autorisation de mise à l'arrêt et relèvement à due concurrence de la même taxe pour les autres installations) (p. 8137)

Article 35 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Son intervention (p. 8138)

Article 36 (remboursements partiels de la taxe intérieure sur la consommation du gazole, du fioul lourd et du gaz naturel utilisés par les agriculteurs)

Son adt n° 169 : adopté (p. 8138)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8139)

Intervient sur l'adt n° 144 de M. Claude Gatignol (gaz naturel utilisé pour la production d'électricité : exonération de taxe intérieure sur la consommation) (p. 8139)

Intervient sur l'adt n° 145 de M. Claude Gatignol (cogénération – exonération des taxes intérieures sur la consommation : prorogation) (p. 8139)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de fonctionnement minimale des départements : indexation sur la DGF) (p. 8139)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Augustin Bonrepaux (calcul de la réfaction de la DGF des départements au titre de la reprise de la compétence sanitaire par l'Etat : non prise en compte des charges de personnel) (p. 8140)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Augustin Bonrepaux (rapport du Gouvernement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, les transferts d'imposition à leur profit et leurs marges d'évolution différenciée des taux) (p. 8141)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Augustin Bonrepaux (routes nationales transférées aux départements : calcul de la compensation) (p. 8141)

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Augustin Bonrepaux (aide aux jeunes en difficulté transférée aux départements : calcul de la compensation) (p. 8143)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Augustin Bonrepaux (fonds de solidarité pour le logement transféré aux départements : calcul de la compensation) (p. 8143)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144)

Intervient sur les adts n°s 87 et 35 de M. Jacques Pélissard (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son adt n° 170 : adopté (p. 8155)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Charles de Courson (p. 8156)

Son intervention (p. 8156)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Didier Migaud (services d'aide à la personne et travaux sur les logements - TVA au taux réduit : prorogation) (p. 8158)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Augustin Bonrepaux (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8158)

Intervient sur l'adt n° 51, troisième rectification de M. Thierry Mariani (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8159)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Richard Mallié (entreprises accomplissant des opérations de négoce international – TVA : dispense de caution) (p. 8161)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" : application aux locaux commerciaux) (p. 8161)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" - intérêts d'emprunt : imputation sur le revenu global) (p. 8161)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" - charges foncières - propriétaires occupants : imputation à hauteur de 50 % sur le revenu global) (p. 8161)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Richard Mallié (exonération de TVA sur les produits acquis par des résidents de pays tiers à l'Union européenne : extension aux produits alimentaires solides et liquides et aux pierres précieuses non montées) (p. 8162)

Son adt n° 172 (TVA à l'importation : autoliquidation entre les mains de l'acquéreur ou du preneur) : adopté (p. 8162)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Charles de Courson (TVA à l'importation : modalités de récupération) (p. 8163)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. André Schneider (droit sur les bières : allègement pour les petites brasseries indépendantes) (p. 8163)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Paul-Henri Cugnenc (Corse – cigarettes : majoration du droit de consommation) (p. 8164)

Intervient sur l'ad^t n° 29 rectifié de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : abaissement des taux des tranches inférieure et intermédiaire) (p. 8164)

Article 41 (aménagement de l'exercice du droit de communication dans les missions de contrôle exercées par les agents du ministère des finances)

Son ad^t n° 173 rectifié : adopté (p. 8165)

Article 42 (simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance)

Son ad^t n° 239 : adopté (p. 8165)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad^t n° 150 de M. Charles de Courson (privilège du Trésor – publicité : fixation de seuils) (p. 8166)

Intervient sur l'ad^t n° 78 de M. Richard Mallié (droits d'enregistrement et assimilés : délai de prescription de trois ans) (p. 8166)

Après l'article 44

Intervient sur l'ad^t n° 72 du Gouvernement (espaces naturels classés à "Natura 2000" – travaux : déductibilité des revenus fonciers) (p. 8166)

Intervient sur l'ad^t n° 285 rectifié de M. Sébastien Huyghe (jeunes entreprises innovantes : extension du statut aux sociétés de même type détenues par de jeunes entreprises innovantes) (p. 8166)

Intervient sur l'ad^t n° 299 de M. Sébastien Huyghe (jeune entreprise innovante cotée : institution d'un régime fiscal favorable pour les actionnaires) (p. 8167)

Intervient sur l'ad^t n° 69 du Gouvernement (emploi de réservistes : crédit d'impôt pour les entreprises) (p. 8167)

Intervient sur l'ad^t n° 283 de M. Richard Mallié (véhicules "propres" - crédit d'impôt : prorogation) (p. 8167)

Intervient sur l'ad^t n° 225 du Gouvernement (transporteurs routiers – péages autoroutiers – TVA : déduction) (p. 8168, 8171)

Intervient sur l'ad^t n° 59 du Gouvernement (casinos : régime des jeux) (p. 8171)

Intervient sur l'ad^t n° 126 du Gouvernement (mutuelles et institutions de prévoyance – risques autres que la maladie : assujettissement à la taxe sur les conventions d'assurance) (p. 8171)

Intervient sur l'ad^t n° 68 du Gouvernement (compte de commerce "Constructions navales de la marine militaire" : prorogation) (p. 8171)

Intervient sur l'ad^t n° 27 rectifié de la commission (Natexis Banques Populaires – missions accomplies pour l'Etat au titre du commerce extérieur : pérennisation) (p. 8171)

Son ad^t n° 302 (insertion de l'intitulé "Autres mesures") : adopté (p. 8171)

Intervient sur l'ad^t n° 57 rectifié du Gouvernement (fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles – dette : transfert à l'Etat dans la limite de 2,5 milliards d'euros) (p. 8172)

Intervient sur l'ad^t n° 92 du Gouvernement (construction de navires civils : garantie de l'Etat) (p. 8173)

Intervient sur l'ad^t n° 132 rectifié du Gouvernement (Corse – agriculteurs : apurement de la dette sociale) (p. 8174)

Intervient sur l'ad^t n° 75 du Gouvernement (établissement public d'insertion de la défense nationale : attribution de biens immobiliers) (p. 8175)

Intervient sur l'ad^t n° 139 de M. Marc Le Fur (validation d'un règlement régissant des personnels non titulaires de l'équipement) (p. 8175)

Son ad^t n° 174 rectifié (documents budgétaires relatifs à des politiques interministérielles et aux relations financières de la France avec l'Union européenne) : adopté (p. 8175)

Son ad^t n° 175 (document budgétaire relatif à la recherche et à l'enseignement supérieur) : adopté (p. 8175)

Seconde délibération

Article 8 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'ad^t n° 1 du Gouvernement (de coordination des votes intervenus : déficit de 44,073 milliards d'euros) (p. 8176)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8665)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : Gouvernement (p. 8665)

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8665)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 8665)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8671)

Intervient sur l'ad^t n° 5 du Gouvernement (article 24 ter A – taxe sur les services de télévision – exonération des sociétés étrangères : suppression du gage) (p. 8671)

Intervient sur l'ad^t n° 1 du Gouvernement (article 24 ter – régime fiscal des gros consommateurs d'électricité : conditions de délivrance de l'agrément à des sociétés ayant pour objet exclusif la conclusion de contrats d'approvisionnement - réservation de droits à consommation à long terme) (p. 8671)

Intervient sur l'ad^t n° 10 du Gouvernement (article 35 bis supprimé par la commission mixte paritaire – taxe professionnelle – entreprises de transport sanitaire – dégrèvement porté de 50 % à 75 % : rétablissement de l'article) (p. 8672)

Intervient sur les adts n° 7 et 8 du Gouvernement (articles 55 bis et 55 ter supprimés par la commission mixte paritaire – garantie de l'Etat accordée respectivement au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et à l'interprofession du Beaujolais pour l'arrachage de vignes : rétablissement des articles) (p. 8672)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3817)

Thèmes :

Logement : logement social : construction (p. 3817)

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 3817)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3817)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3817)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4248)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4248)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4248)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4248)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4249)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4249)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4249)

Energie et carburants : tarifs (p. 4248)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4249)

Union européenne : politique énergétique (p. 4248)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 4350 et s.)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4351)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4351)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4351)
 Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 4351 et s.)
 Finances publiques : reports (p. 4351)
 Justice : Cour des comptes (p. 4352 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4350 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4352)
 Sécurité sociale (p. 4352)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 4352)

[20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 4390)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4390)
 Finances publiques : reports : défense (p. 4390)
 Parlement : contrôle (p. 4390)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2005)

Son intervention (p. 4447)

Article 2 (recettes du budget général)

Ses interventions (p. 4447 et s.)

Article 3 (dépenses ordinaires civiles du budget général)

Son intervention (p. 4449)

Article 7 (résultat du budget général de 2005)

Son intervention (p. 4450)

Article 10 (comptes spéciaux clos au titre de l'année 2005)

Son adt n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 4451)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Charles de Courson (suppression des contrôleurs des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) (p. 4452)

Intervient sur l'adt n° 2, deuxième rectification de M. Michel Bouvard (opérateurs de l'Etat : dépôt par le Gouvernement d'une annexe au projet de loi de finances) (p. 4453)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4474)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4476)
 Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 4476)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4476)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4475 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4474 et s.)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 4475)
 Finances publiques : dette publique (p. 4476)
 Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 4475)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4475)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4475)
 Parlement : rôle (p. 4474)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4474, 4476)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 4476)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4828)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4828)
 Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4829)
 Energie et carburants : gaz : transport (p. 4828)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4829)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4829)
 Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4828)
 Entreprises : action spécifique (p. 4829)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4829)
 Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4829)

Martine CARRILLON-COUVREUR

Nièvre (1^{ère} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [1^{er} février 2006] (p. 601)

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, décrets d'application, publication [31 mai 2006] (p. 3846)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1366, posée le 17 janvier 2006. Voirie. A 77 (J.O. Questions p. 371). Appelée le 17 janvier 2006. Aménagement (p. 18)

n° 1667, posée le 20 juin 2006. Aménagement du territoire. Contrats de projets États-régions (J.O. Questions p. 6301). Appelée le 20 juin 2006. Perspectives, Nièvre (p. 4335)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6548)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 7673) : rejetée (p. 7679)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7676)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7674, 7675)
 Emploi : chômage de longue durée (p. 7673)
 Emploi : primes forfaitaires (p. 7675)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7674)
 Enfants : crèches et garderies (p. 7676)
 Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 7675)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7673)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7674)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7692)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7696)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son intervention (p. 7720)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7725)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7729)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)**

Son intervention (p. 60)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 60, 61)

Associations : bénévolat (p. 60, 61)

Associations : statuts (p. 60, 61)

Jeunes : éducation populaire (p. 60)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Son intervention (p. 67)

Article 4 (protection au regard de l'assurance chômage du salarié choisissant le volontariat)

Son intervention (p. 71)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 53 de M. Jean-Pierre Decool (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Son intervention (p. 77)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Son intervention (p. 80)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 17 de Mme Martine Lignières-Cassou (associations : conclusion de contrats pluriannuels avec l'Etat pour la mise en œuvre du volontariat) (p. 88)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Son intervention (p. 92)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4870)

Laurent CATHALA

Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Richard CAZENAVE

Isère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre du Haut Conseil de la coopération internationale [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4015)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome I: Action extérieure de l'Etat (n° 2571) [12 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [21 décembre 2005] (p. 8578)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt : associe le groupe d'amitié France-Liban aux sentiments exprimés par Gérard Bapt à l'égard de Gebrane Tuéni, député et journaliste au moment où sa dépouille quitte l'Assemblée nationale libanaise pour être enterrée [14 décembre 2005] (p. 8346)

Remercie le ministre, qui laisse le débat se dérouler, plutôt que de demander une seconde délibération [22 décembre 2005] (p. 8688)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : lui répond que l'examen du texte en cours fournit des réponses aux questions d'interopérabilité et qu'il trouve son rappel au règlement surfait [8 mars 2006] (p. 1666)

Regrette l'image négative donnée par l'Assemblée qui passe son temps à débattre de questions de procédure. Il faut maintenant aller au fond des sujets [9 mars 2006] (p. 1687)

Ne nie pas les problèmes de procédure dont certains "se régaler de façon presque indécente", mais il faut les surmonter, car plus le débat est retardé, plus les solutions juridiques urgentes et indispensables le sont aussi [9 mars 2006] (p. 1693)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7016)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7017)

Corps diplomatique et consulaire (p. 7016)

Défense : opérations extérieures (p. 7016)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 7017)

Etrangers : visas (p. 7017)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7017)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7016)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7017)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
Ses interventions (p. 7044 et s.)

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Ses interventions (p. 7109)

Thèmes :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7109)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7109)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 60 deuxième rectification de Mme Françoise Branget (protection juridique du transporteur routier en cas de défaillance du commissaire de transport qui l'a affrété) (p. 8371)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8688)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8709, 8714 et s.)

Après l'article 1^{er} : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1591)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1687, 1693)

Intervient sur le sous-adt n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1730)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) (p. 1665)

Après l'article 5 : adts réservés le 22 décembre 2005 (p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1769)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (p. 1769)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1769)

Intervient sur l'adt n° 187 de M. Didier Mathus (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les

fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1769)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1769)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1814)

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1825)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1829)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 1833)

Son ss-adt n° 404 à l'adt n° 233, troisième rectification de M. Marc Le Fur : adopté (p. 1846)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1851)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son intervention (p. 1886)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échanges illicites) (p. 1914)

Son ss-adt n° 363 (application aux logiciels exclusivement) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910) : adopté (p. 1917)

Son ss-adt n° 364, deuxième rectification (utilisation licite du "peer to peer" non répréhensible) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910) : adopté (p. 1917)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son intervention (p. 1926)

Son ss-adt n° 314 à l'adt n° 261 du Gouvernement (p. 1929)

Ses ss-adts n°s 415, 315 rectifié, 414 et 316 deuxième rectification à l'adt n° 261 du Gouvernement : adoptés (p. 1929, 1935, 1937)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Son ss-adt n° 318 à l'adt n° 262 du Gouvernement (p. 1989)

Son ss-adt n° 416 à l'adt n° 262 du Gouvernement : adopté (p. 1989)

Son ss-adt n° 319 rectifié à l'adt n° 262 du Gouvernement : adopté (p. 1990)

Son ss-adt n° 417 à l'adt n° 262 du Gouvernement : adopté (p. 1993)

Son ss-adt n° 317 rectifié à l'adt n° 262 du Gouvernement : adopté (p. 1993)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son adt n° 1 : adopté (p. 2046)

Son adt n° 2 : adopté après modification (p. 2047)

Son adt n° 3 (p. 2048)

Son adt n° 4 : adopté (p. 2048)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Contrats de projets Etats-régions [8 mars 2006] (p. 1629)

Yves CENSI

Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan le 5 octobre 2005 [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 5 octobre 2005 [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2005-005 du 5 janvier 2005 relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privé sous contrat [5 octobre 2005] (n° 2563)

Proposition de loi n° 3282 visant à compléter le droit syndical des maîtres de l'enseignement privé sous contrat [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Impôts et taxes. Politique fiscale. Harmonisation, politiques communautaires [1^{er} février 2006] (p. 595)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4812)

Thèmes :

Retraites : régime agricole (p. 4812)

Sécurité sociale : protection sociale : exploitants (p. 4812)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 10

Son adt n° 443 (régime de prévoyance complémentaire des personnels enseignants) (p. 5028) : adopté après

modification et rectification (suppression du gage) (p. 5029)

Intervient sur l'adt n° 1128 du Gouvernement (affiliation au régime agricole) (p. 5031)

Son adt n° 642 rectifié (affiliation au régime agricole) : retiré (p. 5031)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 19 précédemment réservé (alignement des taux de l'intérêt de retard et des intérêts moratoires)

Son adt n° 391 rectifié : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5710)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 6517)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (résidences de tourisme - investissement locatif - réduction d'impôt : durée d'imputation portée de six à neuf ans) (p. 6937)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 20 rectifié (casinos organisés en groupes de sociétés : bénéfice de l'abattement sur le produit brut des jeux au titre des dépenses à caractère immobilier exposées dans leurs établissements thermaux ou hôteliers) (p. 7391) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7392)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5897)

Thème :

Agriculture : prestations sociales (p. 5897)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) ; [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Philippe Auberger (PREFON - capacités complémentaires de rachat d'années de cotisations : extension aux membres ayant adhéré après le 31 décembre 2004) (p. 8120)

Son adt n° 98 (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : suppression de la condition de revenu en cas de participation directe à l'activité agricole) (p. 8119) : retiré (p. 8120)

Après l'article 33

Son adt n° 91 (actes portant cautionnement, garantie ou aval : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8136)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié du Gouvernement (fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles - dette : transfert à l'Etat dans la limite de 2,5 milliards d'euros) (p. 8172)

Jean-Yves CHAMARD
Vienne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 16 : Enseignement scolaire (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)
 Son intervention (p. 4734)

Thème :

Union européenne : directives : bruit (p. 4734)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5507)

Thèmes :

Enseignement : personnel : enseignants : durée du travail (p. 5508)

Etat : réforme (p. 5508 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5508)

Finances publiques : dette publique (p. 5508)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5508)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5509)

Pays étrangers : Allemagne : partis et mouvements politiques (p. 5507 et s.)

Régions : fiscalité : gauche (p. 5508)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Ses interventions (p. 5590 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6700, 6702 et s.)

Son adt n° 444 (enseignement scolaire public du second degré : réduction de crédits) (p. 6700)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :
 - Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6726)

Thèmes :

Education physique et sportive : généralités (p. 6726, 6727)

Enseignement : zones rurales (p. 6727)

Enseignement : élèves (p. 6726)

Enseignement : pédagogie (p. 6726, 6727)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6726, 6727)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6726)

Jean-Paul CHANTEGUET
Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1518, posée le 28 mars 2006. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 3189). Appelée le 28 mars 2006. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, fonds, répartition, Indre (p. 2232)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Revient sur les propos tenus par le président de la commission des affaires économiques : M. Yves Cochet avait le droit de s'exprimer sur la motion de renvoi en commission et l'argumentaire relève de sa responsabilité. [30 novembre 2005] (p. 7812)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4841)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4841)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4842)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4841)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6868)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6584)

Thème :

Environnement : Natura 2000 (p. 6584)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7751)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7752) : rejetée (p. 7756)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7812)

Thèmes :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 7754)

Collectivités territoriales (p. 7754)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 7753)

Environnement : biodiversité (p. 7752)

Environnement : crédits (p. 7754)

Environnement : Natura 2000 (p. 7755)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7752)

Environnement : zones humides (p. 7753)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : protection de la nature (p. 7754)

Mer et littoral : biodiversité (p. 7752)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 7754)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 1er (définition d'un parc national)

Son intervention (p. 7812)

Article 2 (décret de création du parc national)

Ses adts n^{os} 148 et 209 (p. 7813, 7814)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Son adt n^o 149 (p. 7815)

Son intervention (p. 7818)

Son adt n^o 150 (p. 7820)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses adts n^{os} 157, 156 rectifié, 227, 158 et 159 (p. 7822, 7824, 7825)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses adts n^{os} 163 et 161 (p. 7828, 7830)

Son intervention (p. 7831)

Ses adts n^{os} 162 rectifié, 164 et 165 (p. 7832, 7835)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Son intervention (p. 7839)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses adts n^{os} 166, 167, 171 et 170 (p. 7840 et s.)

Après l'article 10

Son adt n^o 206 rectifié (extension de 10 à 12 ans de la durée de classement d'un territoire en parc national régional) : adopté (p. 7845)

Son adt n^o 205 rectifié (compatibilité des documents de planification élaborés par l'Etat ou les collectivités territoriales avec la charte du parc naturel régional) : rejeté (p. 7845)

Son adt n^o 208 rectifié (insertion d'un chapitre consacré aux parcs naturels régionaux) : adopté (p. 7845)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Ses adts n^{os} 180 et 175 (p. 7855)

Ses explications de vote (p. 7862)

Abstention du groupe socialiste (p. 7862)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2389)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : protection de la nature (p. 2390)

Environnement : biodiversité (p. 2390)

Environnement : crédits (p. 2389)

Environnement : Natura 2000 (p. 2389)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : conseils d'administration (p. 2389)

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 2389)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 2390)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 2390)
Abstention du groupe socialiste (p. 2390)

Gérard CHARASSE

Allier (4^{ème} circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

DÉPÔT

Proposition de loi n^o 2990 visant à modifier le régime de la copropriété [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [21 juin 2006] (p. 4408)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1514, posée le 21 mars 2006. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Aménagement, Allier (p. 2076)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6541)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6542)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6541 et s.)

Hervé de CHARETTE

Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (n^o 3110) [7 juin 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (n^o 3110) [20 juin 2006] (n^o 3171)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6581)

Thème :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6581)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8257)

Thèmes :

Pays étrangers : Macédoine (p. 8258)
Politiques communautaires : budget (p. 8258)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8258)
Union européenne : constitution européenne (p. 8258)
Union européenne : élargissement (p. 8257, 8259)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes :

Agriculture (p. 4565)
Droit pénal : corruption (p. 4565)
Langue française : francophonie (p. 4565)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4565)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4564, 4565)
Pays étrangers : Etats-Unis : défense (p. 4565)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4564, 4565)
Politique extérieure : droits de l'homme (p. 4564)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4565)
Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 4564)
Union européenne (p. 4564, 4565)
Union européenne : élargissement (p. 4564)
Union européenne : Parlement européen (p. 4565)
Union européenne : zone euro (p. 4564)

Jean-Paul CHARIÉ

Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie [J.O. du 4 avril 2006] (p. 5071)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le développement en France des foires, salons et congrès [25 janvier 2006] (n° 2826)

Jean CHARROPPIN

Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Jérôme CHARTIER

Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (n° 3010) [3 mai 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 1 : Action extérieure de l'Etat (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2989 relative à la "maison de famille", en vue de faciliter son acquisition et d'assurer sa pérennité [29 mars 2006]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (n° 3010) [10 mai 2006] (n° 3078)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur les services de l'Etat à l'étranger [5 juillet 2006] (n° 3255)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [7 mars 2006] (p. 1560)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7014)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 7014)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 7014)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7015)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 7014)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 7014)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
Ses interventions (p. 7042 et s.)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 7075)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Supplée M. Marc Laffineur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7077)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 7077)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7077)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7077)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 7078)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 7078)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 7156 et s.)

Article 82 (dotation de développement rural (DDR) : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)

Ses interventions (p. 7158 et s.)

Article 83 (réforme des concours de la dotation générale de décentralisation -DGD) relatifs au financement des bibliothèques)

Son intervention (p. 7159)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale -DSU)

Son intervention (p. 7160)

Après l'article 84

Intervient sur l'adt n° 547 rectifié de M. Léonce Deprez (prise en compte de deux habitants par résidence secondaire pour le calcul de la DGF) (p. 7161)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Martial Saddier (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7165)

Intervient sur l'adt n° 620 de M. Axel Poniatowski (prise en compte de la dotation de compensation dans le calcul du potentiel fiscal de certaines communes) (p. 7165)

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Martial Saddier (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 455 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 487 de M. Michel Bouvard (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 488 de M. Michel Bouvard (dotation aux communes dont le territoire est pour tout ou partie compris dans un parc national) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Martial Saddier (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 456 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 489 de M. Michel Bouvard (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 598 de M. Gilles Carrez (élargissement de la marge de manoeuvre dont dispose le comité des finances locales pour indexer l'évolution de la dotation forfaitaire de la DGF des départements) (p. 7167)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 € par mètre carré) (p. 7382)

Intervient sur le sous-adt n° 450 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (produit de la taxe attribué aux collectivités respectant leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement aux gens du voyage) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7383)

Intervient sur l'adt n° 529 de M. Jacques Pélassard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7393)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7938)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7939)

Elections et référendums : campagnes électorales (p. 7939)

Elections et référendums : comptes de campagne (p. 7939)

Elections et référendums : contentieux : modernisation (p. 7940)

Elections et référendums : élections municipales : éligibilité (p. 7939)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7938)

Elections et référendums : vote blanc : comptabilité (p. 7939)

Elections et référendums : vote par procuration (p. 7939)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)

Article 1er (report d'un an des élections sénatoriales prévues en septembre 2007, septembre 2010 et septembre 2013)

Son intervention (p. 7960)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7940)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7968)

Ses explications de vote (p. 7970)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7940)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2111)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2117)

Son intervention (p. 2125)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2125)

Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2125 et s.)
Partis et mouvements politiques : financement (p. 2117)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 2117)
Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 2117)

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 1er (allongement de la période préparatoire à l'élection - actualisation de la liste des "parrains")

Son intervention (p. 2130)

Article 2 (actualisation de références au code électoral - compétence de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - organisation du scrutin dans les bureaux de vote en Amérique)

Son intervention (p. 2133)

Article 4 (régime de remboursement des dépenses de campagne)

Son intervention (p. 2135)

Article 5 (entrée en vigueur des dispositions du code électoral)

Son intervention (p. 2135)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Jérôme Rivière (campagnes électorales : affichage et affichage commercial - publicité par voie de presse) (p. 2136)

Ses explications de vote (p. 2138)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2138)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3643)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : groupe socialiste (p. 3644)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 3643)

Discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3644)

Après l'article unique

Son adt n° 2 (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de finances) : adopté (p. 3645)

Son adt n° 4 (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de financement de la sécurité sociale) : adopté (p. 3645)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4029)

Son intervention (p. 4056)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4057)

Assemblée nationale : adts : inflation (p. 4056)

Assemblée nationale : commissions : président (p. 4057)

Assemblée nationale : commissions : réforme (p. 4056)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4029)

Assemblée nationale : règlement : pays étrangers (p. 4057)

Parlement : rôle : réforme (p. 4056)

Partis et mouvements politiques : opposition : statut des élus (p. 4057)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Son adt n° 33 : adopté (p. 4068)

Article 2 (attribution de la présidence d'une commission permanente à un membre d'un groupe de l'opposition)

Son adt n° 22 (de suppression) (p. 4073) : adopté (p. 4074)

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4160)

Son intervention (p. 4162)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 4163)

Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : Cour des comptes (p. 4162)

Justice : Cour des comptes : rôle et missions (p. 4163)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4163)

Michel CHARZAT

Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1341, posée le 20 décembre 2005. Ventes et échanges. Brocantes (J.O. Questions p. 11645). Appelée le 20 décembre 2005. Réglementation (p. 8480)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6270)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 6270)

Handicapés : handicap mental (p. 6270)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6271)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7616)

Thèmes :

Enseignement : programmes (p. 7616)
Etat : devoir de mémoire (p. 7616)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 641)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 642)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 642)
Emploi : jeunes (p. 642)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 642)
Jeunes : volontaires (p. 642)
Travail : précarité (p. 641)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 247 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 259 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 271 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1300)

Thèmes :

Recherche : concurrence (p. 1300)
Recherche : organismes (p. 1301)
Recherche : Union européenne (p. 1300, 1301)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1301)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Son adt n° 327 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son adt n° 270 (p. 1356)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son adt n° 320 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1373)

Son adt n° 285 (p. 1397)

Après l'article 3

Son adt n° 303 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 353 (p. 1453)

Son adt n° 356 : adopté après rectification (p. 1459)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Etat civil : mariage : formalités administratives (p. 2170)
Etat civil : mariage avec un étranger : pays étrangers (p. 2170)
Famille : mariage forcé (p. 2170)
Famille : mariages blancs (p. 2170)
Justice : parquet : mariages blancs (p. 2172)

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Secrétaire de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome X : Recherche et enseignement supérieur (recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources) (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2928 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'impact des délégations de service public de l'eau sur les prix et la transparence du service rendu [7 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [9 novembre 2005] (p. 6592)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 2005] (p. 7978)

Emploi. Contrats première embauche. Mise en place [17 janvier 2006] (p. 38)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [10 mai 2006] (p. 3238)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1321, posée le 6 décembre 2005. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 11120). Appelée le 6 décembre 2005. Construction, financement, Haut Livradois (p. 7914)

n° 1422, posée le 7 février 2006. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 1104). Appelée le 7 février 2006. Maintien, Ambert (p. 771)

n° 1573, posée le 2 mai 2006. Emploi. Insertion professionnelle (J.O. Questions p. 4557). Appelée le 2 mai 2006. Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), moyens, Ambert, Auvergne (p. 2752)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette des décisions du président de la commission des finances relatives à la recevabilité financière d'adts alors que ces mêmes adts auraient pu venir en discussion au Sénat [10 octobre 2005] (p. 4988)

S'étonne que l'heure de la séance ait été avancée de 15 heures à 10 heures alors que la commission n'a pu se réunir au titre de l'article 88 du Règlement et s'élève contre la violation de l'article 41 du Règlement par le Président de l'Assemblée nationale qui a déclaré irrecevable un adt alors que seul le Gouvernement peut soulever cette irrecevabilité [11 mai 2006] (p. 3327)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4712)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4712)
Etat (p. 4712)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4712)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4712)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4712)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4712)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et
 Républicains (p. 4712)

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Son intervention (p. 4731)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : décharges (p. 4732)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transport (p. 4732)
 Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 4732)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 4733)
 Union européenne : directives : bruit (p. 4731)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4735)

Article 2 (droit d'accès aux informations relatives à l'environnement)

Son intervention (p. 4737)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 34 deuxième rectification du Gouvernement (transposition de la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 : établissement d'un système de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du protocole de Kyoto) (p. 4741)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4779)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4783) : rejetée (p. 4798)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4872)

Thèmes :

Agriculture : agrobiologie (p. 4792)
 Agriculture : calamités agricoles (p. 4790)
 Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4793)
 Agriculture : exploitants : revenus (p. 4783)
 Agriculture : installation (p. 4787, 4789)
 Agriculture : montagne (p. 4787)
 Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4872)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4793)
 Baux : fermage (p. 4784)
 Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4791)
 Enseignement agricole (p. 4872)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4783)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4784)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre 1er

Son adt n° 717 rectifié (gel des négociations sur le commerce des denrées agricoles) (p. 4876) : rejeté (p. 4877)

Son adt n° 718 rectifié (questions agricoles sorties de la compétence de l'OMC) : rejeté (p. 4877)

Intervient sur l'adt n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4878)

Intervient sur l'adt n° 886 de M. Yves Cochet (réduction des profits des transformateurs et de la grande distribution) (p. 4880)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4885)

Son adt n° 661 (p. 4888) : SCRUTIN PUBLIC

Ses adts n°s 663 et 662 (p. 4888, 4895)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 716 de M. André Chassaigne (caractère civil de l'activité agricole) (p. 4898)

Intervient sur l'adt n° 489 rectifié de M. Jean Gaubert (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4898)

Son adt n° 716 (caractère civil de l'activité agricole) (p. 4897) : rejeté (p. 4898)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4908 et s.)

Ses adts n°s 664, 669 et 665 (p. 4909, 4910, 4915)

Son adt n° 667 : adopté (p. 4918)

Ses adts n°s 668 et 666 (p. 4918, 4921)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié de Mme Brigitte Barèges (droit de préemption des SAFER) (p. 4938)

Intervient sur l'adt n° 652 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4942)

Intervient sur l'adt n° 411 de M. Philippe-Armand Martin (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 628 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 934 de M. Charles de Courson (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 905 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de la commission (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Intervient sur l'adt n° 1092 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Son adt n° 683 (instauration d'une cotisation de solidarité des industries du secteur agroalimentaire) (p. 4955) : rejeté (p. 4956)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son intervention (p. 4956)

Son adt n° 670 (p. 4956)

Son ss-adt n° 1053 à l'adt n° 294 de la commission (p. 4958)

Son adt n° 672 (p. 4959)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4972 et s.)

Ses adts n°s 674 à 677 (p. 4974, 4977, 4979)

Son adt n° 679 : adopté (p. 4986)

Son adt n° 719 (p. 4986)

Après l'article 5

Son rappel au règlement (cf supra) [10 octobre 2005] (p. 4988)

Intervient sur l'adt n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Son adt n° 724 précédemment réservé (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) (p. 4988) : rejeté (p. 4989)

Son adt n° 1108 précédemment réservé (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) : rejeté (p. 4989)

Son adt n° 1052 précédemment réservé (statut des SAFER) (p. 4990) : rejeté (p. 4991)

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4993)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Son intervention (p. 4999)

Son adt n° 680 (p. 5006)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Son intervention (p. 5010)

Après l'article 7

Son adt n° 684 (suppression du plafonnement de l'assiette des cotisations vieillesse) : rejeté (p. 5013)

Intervient sur l'adt n° 1093 rectifié de M. Daniel Garrigue (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Son intervention (p. 5016)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Son intervention (p. 5019)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)

Son adt n° 729 rectifié (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) : rejeté (p. 5027)

Article 10 (extension du dispositif des heures choisies aux salariés agricoles)

Son adt n° 689 (p. 5027)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 318 de la commission (contrat emploi-formation agricole) (p. 5030)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son adt n° 690 (p. 5081)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Son intervention (p. 5096)

Son ss-adt n° 1140 à l'adt n° 265 troisième rectification de la commission des finances (p. 5104)

Article 13 (assouplissement des conditions de prise de participation par l'Office national des forêts)

Son adt n° 691 (p. 5113)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5114 et s.)

Ses adts n°s 692, 693, 694 rectifié, 732 et 733 (p. 5116, 5118, 5122, 5126)

Après l'article 14

Son adt n° 734 rectifié (notion d'abus de position dominante) : rejeté (p. 5129)

Son adt n° 1109 (participation des organisations syndicales à la négociation des contrats-types d'intégration en vue de la commercialisation des produits) : rejeté (p. 5129)

Son adt n° 735 (organisation des producteurs dans le domaine de l'agriculture biologique et de sa commercialisation) : rejeté (p. 5129)

Son adt n° 736 (établissement d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des denrées agricoles) : rejeté (p. 5129)

Son adt n° 697 (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) : rejeté (p. 5129)

Son adt n° 696 (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) (p. 5129) : rejeté (p. 5130)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5130 et s.)

Son adt n° 698 (p. 5130)

Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code du commerce)

Son adt n° 699 (p. 5140)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son intervention (p. 5141)

Son adt n° 700 (p. 5141)

Après l'article 18

Son adt n° 701 (contribution de l'ensemble des acteurs économiques de la filière agro-alimentaire au fonds national de garantie des calamités agricoles) : rejeté (p. 5144)

Son adt n° 702 (prise en charge, pendant une période de sept ans, d'une partie des primes ou cotisations d'assurance afférentes aux risques agricoles par le fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5144)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son adt n° 703 (p. 5145)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Son adt n° 704 (p. 5145)

Après l'article 20

Son adt n° 723 (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) : rejeté (p. 5147)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5287)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5288)

Son adt n° 738 (p. 5288)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son adt n° 705 (p. 5295)

Article 23 (signes de qualité)

Ses interventions (p. 5300 et s.)

Son adt n° 707 (p. 5303)

Avant l'article 24

Son adt n° 740 rectifié (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) : rejeté (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5307)

Son adt n° 741 rectifié (promotion par les collectivités publiques des produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5306) : rejeté (p. 5307)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Son intervention (p. 5310)

Article 25 (bail environnemental)

Son adt n° 742 (p. 5312)

Article 27 (modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture)

Ses adts n°s 709 et 710 (p. 5317)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Son intervention (p. 5320)

Son adt n° 712 (p. 5321)

Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)

Son adt n° 714 (p. 5323)

Son intervention (p. 5324)

Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)

Son adt n° 715 : adopté (p. 5327)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 5330)

Explications de vote et vote [18 octobre 2005] (p. 5378)

Ses explications de vote (p. 5380)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5381)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8659)

Thèmes :

Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 8659)

Agriculture : revenu agricole (p. 8659)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : droits à paiement unique (DPU) (p. 8659)

Baux : baux ruraux (p. 8659)

Elevage : volailles (p. 8659)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 8659)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6813)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides : installation (p. 6813)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6813)

Agriculture : crédits (p. 6813)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6814)

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 6814)

Agriculture : montagne (p. 6813)

Agriculture : revenu agricole (p. 6814)

Assurances : contrats : calamités agricoles (p. 6814)

Elevage : volailles (p. 6814)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6814)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6851)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 6552)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6494)

Son intervention (p. 6496)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : amiante (p. 6496)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 6497)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6496)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 6497)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6501)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 48 deuxième rectification de M. Yves Jégo (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6502)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6504)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances (p. 6579)

Environnement : crédits (p. 6579)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 6579)

Sécurité publique : inondations (p. 6579)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6458)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 6459)

Bois et forêts : filière bois : Auvergne (p. 6458)

Entreprises : délocalisations (p. 6458)

Logement : logement social : construction (p. 6458)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6459)

Secteur public : services publics (p. 6459)

Télécommunications : Internet (p. 6459)

Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 6459)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6459)

Procédure des questions :

Coopération intercommunale (p. 6510)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 7124)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 7125)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7125)

Environnement : dommages à l'environnement (p. 7124, 7125)

Environnement : protection de la nature (p. 7124, 7125)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7124, 7125)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : formation professionnelle (p. 6182)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7747) : rejetée (p. 7752)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 7749)

Collectivités territoriales (p. 7748)

Constitution : charte de l'environnement (p. 7747)

Environnement : biodiversité (p. 7748)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : montagne (p. 7747)
 Etat : décentralisation (p. 7750)
 Mer et littoral : espaces littoraux : constructions (p. 7748)
 Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 7748)
 Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 7748)
 Tourisme et loisirs : tourisme rural : montagne (p. 7748)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8558)

Thèmes :

Culture : diversité culturelle (p. 8559)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8559)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 8558)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) ; retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8639 et s.)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8677)

Son intervention (p. 8680)

Thèmes :

Transports : politique des transports : sécurité (p. 8680)
 Transports ferroviaires : lignes (p. 8680)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8680)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 8680)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8680)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8649)

Son intervention (p. 8651)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière (p. 8651)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Etats-Unis (p. 8651)
 Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 8651)
 Ordre public : personnels : prérogatives (p. 8651)
 Ordre public : vidéosurveillance (p. 8651)
 Police : contrôle d'identité : Français issus de l'immigration (p. 8651)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8652)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8668)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne populaire : rémunération (p. 8669)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8669)

Finances publiques : dette publique (p. 8668)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8668 et s.)
 Marchés financiers (p. 8669)
 Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 8668)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8669)
 Politique sociale : pauvreté (p. 8669)
 Transports aériens : taxe sur les billets (p. 8669)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8669)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1200)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 1200)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1201)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1200)
 Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 1200)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1201)
 Travail : précarité (p. 1200, 1201)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1200)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1201)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Son intervention (p. 1169)

Thèmes :

Justice : Conseil d'Etat (p. 1169)
 Union européenne : directives : voirie (p. 1169)
 Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1169)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1177)

Thèmes :

Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1177)
 Recherche : financement (p. 1178)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Son intervention (p. 1183)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1179)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)

Son intervention (p. 1191)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1191)
 Travail : droit du travail (p. 1191)
 Travail : précarité (p. 1191)
 Travail : travail à temps partiel (p. 1191)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1191)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 18 précédemment réservé (modalités d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour les membres de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre État communautaire)

Son intervention (p. 3279)

Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre État communautaire)

Son intervention (p. 3280)

Article 21 précédemment réservé (péremption de la carte de RLD-CE)

Son intervention (p. 3283)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3344)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3349) : rejetée (p. 3356)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mai 2006] (p. 3327)

Thèmes :

Agriculture : irrigation (p. 3351)

Agroalimentaire : aliments pour animaux (p. 3350)

Collectivités territoriales : délégations de service public : eau (p. 3350, 3352)

Constitution : article 55 (p. 3344)

Constitution : préambule (p. 3344)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3351)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3344, 3351)

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3349, 3354)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3353)

Eau : services publics (p. 3344, 3352)

Eau : comités de bassin (p. 3353)

Eau : eau potable : accès (p. 3349, 3353)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3349, 3354)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3352, 3353)

Eau : police de l'eau (p. 3353)

Eau : qualité (p. 3350)

Environnement : changements climatiques (p. 3350)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3344)

Environnement : protection de la nature (p. 3354)

Environnement : zones humides (p. 3354)

Justice : Cour des comptes (p. 3352)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3350)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3344)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Son adt n° 620 (reconnaissance du droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental) (p. 3395) : rejeté (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean Launay (création d'un Haut Conseil des services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 3397)

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean Launay (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 3399)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3399)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3405)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Ses interventions (p. 3406 et s.)

Ses adts n°s 565 et 621 (p. 3407, 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses interventions (p. 3412 et s.)

Son adt n° 631 (p. 3413)

Son ss-adt n° 878 à l'adt n° 132 de la commission (p. 3413)

Ses adts n°s 624, 625, 632, 633, 570, 629 et 630 (p. 3414, 3417, 3420, 3423)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 3505)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Ses interventions (p. 3515 et s.)

Ses ss-adts n°s 879 et 880 à l'adt n° 174 deuxième rectification de la commission (p. 3516)

Ses adts n°s 635 et 638 (p. 3517, 3518)

Article 12 (classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial)

Son intervention (p. 3523)

Après l'article 13 bis

Son adt n° 639 (ajout de la notion d'"écosystèmes aquatiques" dans l'article L.1 du code forestier) : rejeté (p. 3526)

Son adt n° 640 (prise en compte dans le code des bonnes pratiques sylvicoles de l'impact des peuplements forestiers sur la qualité des cours d'eau) : rejeté (p. 3526)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son intervention (p. 3527)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 876 de M. Alain Bocquet (modification de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales et application de cette surtaxe aux exportations) (p. 3565)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3569)

Ses ss-adts n°s 1065 et 1066 à l'adt n° 199 rectifié de la commission : adoptés (p. 3571)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3575)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Son adt n° 646 : adopté (p. 3585)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 211 deuxième rectification de la commission (coordination dans le code de la construction et de l'habitation) (p. 3585)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3592)

Article 24 (inauguration d'un "code suiveur" pour les dispositions relatives à la distribution d'eau)

Son intervention (p. 3596)

Après l'article 24 ter

Son adt n° 600 (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3597) : adopté (p. 3598)

Son adt n° 601 (normes sanitaires de qualité de l'eau potable) : rejeté (p. 3598)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses adts n° 744 et 779 (p. 3603)

Son intervention (p. 3604)

Son adt n° 741 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3605)

Après l'article 26

Son adt n° 745 (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets) : rejeté (p. 3608)

Son adt n° 746 (renforcement de la convergence des politiques de l'eau des communes au sein d'une agglomération) : rejeté (p. 3608)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Ses adts n° 750, 749, 748 et 747 (p. 3611 et s.)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son adt n° 752 (p. 3616)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son intervention (p. 3661)

Son adt n° 753 (de suppression) (p. 3662)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Ses interventions (p. 3665 et s.)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'adt n° 687 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de mise en place de schémas départementaux pour le traitement des déchets d'assainissement) (p. 3667)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son ss-adt n° 1072 à l'adt n° 240 rectifié de la commission (p. 3669)

Ses interventions (p. 3670 et s.)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3674)

Ses adts n° 755 et 756 (p. 3675, 3676)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3682)

Ses adts n° 763, 759 à 762 et 764 (p. 3686, 3687, 3691, 3692)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3693)

Son adt n° 765 (p. 3693)

Article 40 (comité national de l'eau)

Son adt n° 781 (p. 3708)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 3709)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3713)

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 3715)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3727, 3736 et s.)

Ses adts n° 775, 768 à 770, 777, 774 et 776 (p. 3731, 3737 à 3743)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3793)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3793)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Son intervention (p. 4591)

Reprend l'adt n° 2 de M. Philippe Feneuil (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 € par mètre carré) (p. 4593)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4944 et s.)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5655 et s.)

Roland CHASSAIN

Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2739 visant à accorder un statut particulier aux communes et aux administrés situés dans les champs d'expansion des crues [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3204 visant à instaurer une consultation obligatoire, à bulletin secret, des personnels visés à l'article L. 521-2 du code du travail, pour toute décision de recours ou de reconduction de la grève [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 3506)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son intervention (p. 3512)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 432 rectifié de M. Germain Peiro (libre circulation des engins non motorisés) (p. 3520)

Luc CHATEL

Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2950 visant à favoriser l'accès au crédit des ménages aux revenus irréguliers [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 3055 visant à instaurer les recours collectifs de consommateurs [26 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2005-67 du 28 janvier 2005 tendant à conforter la confiance et la protection du consommateur [10 mai 2006] (n° 3077)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Recouvrement, modalités [18 octobre 2005] (p. 5378)

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [1^{er} mars 2006] (p. 1320)

Assurances. Prêts. Discriminations fondées sur l'état de santé [30 mai 2006] (p. 3876)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 866 (p. 4935)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 837 rectifié (p. 5117)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son adt n° 834 : adopté (p. 5138)

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5234)

Thème :

Sécurité publique : incendies (p. 5234)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7881)

Après l'article 2 bis

Son adt n° 5 (dossier réputé complet à compter du prélèvement de la prime d'assurance décès) (p. 7881) : retiré (p. 7882)

Article 3 (modification des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance vie)

Son adt n° 10 (p. 7882)

Article 3 bis C (avertissement du bénéficiaire par l'assureur lors du décès de l'assuré)

Son adt n° 4 (p. 7884)

Après l'article 3 bis C

Son adt n° 3 (faculté de rachat du souscripteur nonobstant l'acceptation par le bénéficiaire de la stipulation à son profit) (p. 7884) : rejeté (p. 7885)

Article 3 bis D (désignation et droit d'information des bénéficiaires de contrats d'assurance vie)

Son ss-adt n° 11 à l'adt n° 2 de la commission (p. 7885)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 177)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 177)

Logement : logement social : loyers (p. 177)

Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 177)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 177)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 32 rectifié (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 308) : retiré ; repris par M. François Brottes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 312 (garantie des emprunts immobiliers des titulaires d'un contrat de travail qui n'est pas à durée indéterminée) (p. 3886) : adopté (p. 3887)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son intervention (p. 1505)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 1506)

Entreprises : compétitivité (p. 1505)

Entreprises : fonds propres : fonds de pension français (p. 1505)

Entreprises : patriotisme économique (p. 1506)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1505)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1505)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2172)

Son intervention (p. 2174)

Thèmes :

Consommation : garanties des vices cachés : prescription (p. 2174)

Consommation : protection des consommateurs (p. 2174)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2175)

Consommation : sécurité des produits (p. 2174)

Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 2175)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2175)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2542)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : démocratie participative (p. 2543)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2543)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2542)
 Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2543)
 Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) : déconcentration (p. 2543)
 Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2543)
 Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2543)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)

Son adt n° 119 : adopté (p. 2612)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2694)

Intervient sur le sous-adt n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 2697)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2701 et s.)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son adt n° 173 : adopté (p. 2706)

Son ss-adt n° 236 deuxième rectification à l'adt n° 174 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 2707)

Son intervention (p. 2709)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Robert Lecou (financement de la décontamination des anciennes mines d'uranium) (p. 2730)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses interventions (p. 2731 et s.)

Ses adts n°s 121 et 120 rectifié : adoptés (p. 2731, 2733)

Article 19 (décret d'application)

Son intervention (p. 2734)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Ses interventions (p. 4289 et s.)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 4290)
 Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 4289)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4289)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 4289)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 4289)
 Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires (p. 4289)
 Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4289)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4290)
 Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 4289)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 4290)

Ses explications de vote (p. 4302)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4302)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4771)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4771)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4771)
 Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4771)
 Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4772)
 Energie et carburants : tarification sociale (p. 4771)

Gérard CHERPION

*Vosges (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux public [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Licenciement économique. Contrat de transition professionnelle [13 avril 2006] (p. 2686)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1326, posée le 6 décembre 2005. Handicapés. Centres d'aide par le travail (CAT) (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. Création, financement, Vosges (p. 7902)

n° 1552, posée le 4 avril 2006. Justice. Juridictions civiles (J.O. Questions p. 3485). Appelée le 4 avril 2006. Fonctionnement, effectifs du personnel, Saint-Dié-des-Vosges (p. 2399)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 14

Son ss-adt n° 292 (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'adt n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5957) : adopté (p. 5958)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Procédure des questions :

Police : commissariats : Saint-Dié-des-Vosges (p. 6178)

Jean-François CHOSSY
Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [14 décembre 2005] (n° 2758)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [14 juin 2006] (n° 3161)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1349, posée le 20 décembre 2005. Donations et successions. Droits de succession (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Réforme, handicapés (p. 8490)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 6262)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : handicapés (p. 6261)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 6261)

Handicapés : établissements (p. 6261)

Handicapés : garantie de ressources (p. 6261)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 6260)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 6261)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 6261)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6286)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4275)

Thèmes :

Handicapés : accueil (p. 4276)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 4276)

Handicapés : établissements (p. 4277)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4276)

Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 4276)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4276)

Jean-Louis CHRIST

Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724) ; [J.O. du 25 octobre 2005] (p. 16869)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (COM (2005) 263 final / E 2916) (n° 2603) [2 novembre 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, sur la proposition de résolution (n° 2603) de M. Jean-Marie Sermier, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (COM (2005) 263 final / E 2916) [9 novembre 2005] (n° 2631)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Cotisations. Recouvrement, travailleurs indépendants [7 décembre 2005] (p. 7983)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 386 (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) : retiré (p. 5663)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 72 : adopté (p. 753)

Son adt n° 71 (p. 756)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 70 : adopté (p. 758)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5651 et s.)

Dino CINIERI

*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enfants. Protection. Disparitions, système d'alerte [7 mars 2006] (p. 1562)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1453, posée le 28 février 2006. Eau. Politique de l'eau [J.O. Questions p. 1951]. Appelée le 28 février 2006. Gestion (p. 1222)

n° 1626, posée le 30 mai 2006. Agriculture. Arboriculteurs [J.O. Questions p. 5566]. Suppléé par Mme Geneviève Colot. Appelée le 30 mai 2006. Aides de l'Etat (p. 3776)

Alain CLAEYS

*Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur la gouvernance des universités dans le contexte de la LOLF [14 juin 2006] (n° 3160)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Recherche. Chercheurs. Charte européenne [1^{er} mars 2006] (p. 1318)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Conteste une application de l'article 40 frappant un amendement signé par M. Dubernard, demande au Gouvernement des éclaircissements [1^{er} mars 2006] (p. 1339)

S'étonne de l'argumentation du Gouvernement pour demander le retrait d'un adt sur la ratification d'un accord

sur les brevets européens qui avait pourtant fait l'objet d'un consensus [2 mars 2006] (p. 1444)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5489)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5490)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5489 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5490)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7071)**

Son intervention (p. 7071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : fonctionnement (p. 7071)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7071)

Enseignement supérieur : crédits (p. 7071)

Enseignement supérieur : universités (p. 7071)

Recherche : organismes (p. 7071)

Recherche : chercheurs (p. 7071)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7075)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7127)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7127)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7127)

Enseignement supérieur : universités (p. 7127)

Recherche : organismes (p. 7127)

Recherche : chercheurs (p. 7127)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)**

Son intervention (p. 5854)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : privatisations (p. 5855)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5855)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5855)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5855, 5856)

Politique sociale : inégalités (p. 5855)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5855)

Santé : accès aux soins (p. 5854, 5855)

Sécurité sociale : solidarité (p. 5856)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)**

Son intervention (p. 1281)

Thèmes :

Enseignement supérieur : classes préparatoires (p. 1282)

Enseignement supérieur : doctorats (p. 1282)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1283)

Recherche : chercheurs (p. 1282, 1283)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1283)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Albertini (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1331)

Son adt n° 323 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1331)

Intervient sur l'adt n° 325 de M. Jean-Yves Le Déaut (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1332)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} mars 2006] (p. 1339)
Son intervention (p. 1341)

Après l'article 1er

Son adt n° 266 rectifié (plan pluriannuel de recrutement) (p. 1346) : rejeté (p. 1347)

Son adt n° 267 rectifié (rapport du Gouvernement au Parlement sur un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) (p. 1347) : rejeté (p. 1348)

Son adt n° 338 (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des niches fiscales dédiées à la recherche) (p. 1348) : rejeté (p. 1349)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son adt n° 342 (p. 1355)
Ses interventions (p. 1356 et s., 1364)
Son adt n° 271 (p. 1361)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses interventions (p. 1368, 1390 et s.)
Son adt n° 315 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1372)
Ses adts n°s 273, 287 et 281 (p. 1375, 1397)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1402 et s.)

Après l'article 3

Son adt n° 368 (crédit d'impôt pour dépenses de recherche et emploi d'un docteur) : rejeté (p. 1411)

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Armand Jung (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) (p. 1412)

Son adt n° 299 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1417 et s.)
Ses adts n°s 305, 311, 343 et 345 (p. 1420, 1427, 1431, 1433)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE)

Son intervention (p. 1437)

Après l'article 5

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2006] (p. 1444)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur la coopération entre les grandes écoles et les universités) (p. 1445)

Son adt n° 348 (modes de nomination et de révocation des dirigeants du CNRS) : rejeté (p. 1445)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son intervention (p. 1452)
Son adt n° 349 (p. 1453)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 162, deuxième rectification de la commission (obligation pour les agents publics de l'Etat de

déclarer les inventions dont ils sont auteurs, valorisation et exploitation de ces inventions au sein de l'Union européenne) (p. 1461)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son adt n° 365 (de suppression) : adopté (p. 1473)

Article 19 ter (modification des règles de délibération des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur pour la définition de leurs statuts et de leurs structures)

Son adt n° 366 (de suppression) (p. 1475)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2440) : rejetée (p. 2442)

Thèmes :

Enseignement supérieur : réforme (p. 2441)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2441)
Recherche : organismes (p. 2441)
Recherche : Union européenne (p. 2442)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2441)
Recherche : chercheurs (p. 2440 et s.)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2441)

Pascal CLÉMENT*Garde des sceaux, ministre de la justice***DÉPÔTS**

Projet de loi n° 2717 ratifiant l'ordonnance n° 2005-674 du 16 juin 2005 relative à l'accomplissement de certaines formalités contractuelles par voie électronique [30 novembre 2005]

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages [1^{er} février 2006]

Projet de loi n° 2882 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1526 du 8 décembre 2005 modifiant la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique [22 février 2006]

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution [29 mars 2006]

Projet de loi n° 3266 ratifiant l'ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006 réformant la saisie immobilière [12 juillet 2006]

Projet de loi n° 3271 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [26 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Bernard Derosier. Politique extérieure. Iraq ; paiement. Programme pétrole contre nourriture, malversations, enquête [12 octobre 2005] (p. 5157)

M. Bernard Perrut. Système pénitentiaire. Etablissements. Sécurité, Villefranche-sur-Saône [19 octobre 2005] (p. 5434)

M. François Grosdidier. Famille. Mariage. Mariages blancs, étrangers, lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7710)

M. Léonce Deprez. Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7922)

M. Jean-Claude Mathis. Jeunes. Emploi. Jeunes sous mandat judiciaire, parrainage [20 décembre 2005] (p. 8512)

M. Paul-Henri Cugnenc. Droit pénal. Diffamation. Déclaration d'un élu [28 février 2006] (p. 1247)

M. Dino Cinieri. Enfants. Protection. Disparitions, système d'alerte [7 mars 2006] (p. 1562)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Environnement. Politique de l'environnement. Charte de l'environnement [8 mars 2006] (p. 1627)

M. Guy Geoffroy. Justice. Fonctionnement. Journées portes ouvertes, financement [15 mars 2006] (p. 1875)

M. Arnaud Montebourg. Justice. Fonctionnement. Ordonnance n° 2005-893 du 2 août 2005, application [28 mars 2006] (p. 2255)

M. Bernard Carayon. Union européenne. Coopération judiciaire [5 avril 2006] (p. 2475)

M. Jean-Christophe Lagarde. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [2 mai 2006] (p. 2778)

M. Christophe Caresche. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [2 mai 2006] (p. 2780)

M. Jean-Michel Dubernard. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [3 mai 2006] (p. 2858)

M. Arnaud Montebourg. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2860)

M. Paul Quilès. Etat. Fonctionnement. Affaire Clearstream [9 mai 2006] (p. 3168)

M. Nicolas Perruchot. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [10 mai 2006] (p. 3238)

M. Michel Françaix. Presse et livres. France Soir. Emploi et activité [10 mai 2006] (p. 3243)

M. André Vallini. Droit pénal. Amnistie. Loi n° 2002-1062 du 6 août 2002, application [30 mai 2006] (p. 3781)

M. Michel Hunault. Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, groupe de travail, rapport, conclusions [14 juin 2006] (p. 4198)

M. Jacques Remiller. Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, groupe de travail, rapport, conclusions [14 juin 2006] (p. 4204)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE
Mme Christine Boutin. Voirie. A 12. Contournement de Paris [27 juin 2006] (p. 4541)

M. Francis Saint-Léger. Voirie. RN 88. Aménagement, Lozère [27 juin 2006] (p. 4542)

M. Michel Roumegoux. Justice. Fonctionnement. Instruction, réforme, conséquences [27 juin 2006] (p. 4540)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE
M. Jean-Pierre Blazy : répète les chiffres qu'il a déjà cités et assure qu'il n'en a pas d'autres [22 mars 2006] (p. 2179)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Ses interventions (p. 5164, 5195)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5170, 5173)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5178)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 5164, 5196)

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 5165)

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5196)

Droit pénal : délits assimilés au sens de la récidive (p. 5164)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 5165)

Droit pénal : mandat de dépôt à l'audience (p. 5164)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5165, 5171, 5173, 5178)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5165, 5197)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5164, 5170, 5173, 5178)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 5164, 5196)

Justice : juge de l'application des peines (p. 5165, 5196)

Professions de santé : psychologues (p. 5164)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 5195)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 5165)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 5166)

Système pénitentiaire : surveillance électronique : alternatives à l'incarcération (p. 5196)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Christophe Caresche (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 39 de M. Michel Vaxès (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Christine Boutin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Christophe Caresche (adaptation de la peine par le juge de l'application des peines) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Christophe Caresche (suppression des dérogations au principe de l'encellulement individuel) (p. 5200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5201)

Article 2 (définition de la réitération)

Ses interventions (p. 5204 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine) (p. 5208)

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5208)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Michel Vaxès (non-application aux mineurs de la limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5209)

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (déferrement, par priorité, des récidivistes devant le tribunal correctionnel) (p. 5209)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5211)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Hervé Morin (aménagement de la peine obligatoire, sauf circonstances motivées) (p. 5211)

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de M. Georges Fenech (traitement médical des détenus condamnés pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 5212)

Intervient sur l'adt n° 63 de M. Jean-Marc Ayrault (suivi médico-psychologique en prison et expertise psychiatrique préalable à la sortie obligatoires pour certains délinquants sexuels) (p. 5212)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Hervé Morin (dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention) (p. 5213)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Gérard Léonard (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5213)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (expertise médicale semestrielle obligatoire en cas de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5215)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 5246)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Christophe Caresche (injonction de soins) (p. 5248)

Intervient sur l'adt n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5249)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 5252)

Intervient sur l'adt n° 4 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle pour les parents d'enfants de moins de dix ans) (p. 5253)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (motivation de la peine d'emprisonnement d'un récidiviste) (p. 5253)

Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 5253)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Gérard Léonard (possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en cas de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 5254)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Jean-Christophe Lagarde (suppression par décision motivée de l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 5255)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5257)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 61 de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5259)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5261)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Gérard Léonard (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 5262)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5263)

Article 8 bis A (application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son intervention (p. 5264)

Avant l'article 13 A

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Philippe Houillon (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire au meurtre, à l'assassinat, à l'enlèvement et à la séquestration) (p. 5264)

Article 13 A (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire aux tortures et aux actes de barbarie)

Son intervention (p. 5265)

Après l'article 13 A

Intervient sur l'adt n° 56 du Gouvernement (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire aux auteurs d'incendies et d'explosions) (p. 5265)

Article 13 (participation de psychologues au dispositif de l'injonction de soins)

Son intervention (p. 5265)

Article 13 bis (possibilité pour le médecin traitant de prescrire des médicaments limitant la libido des délinquants sexuels)

Son intervention (p. 5266)

Article 14 (extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infraction)

Son intervention (p. 5266)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (consultation des associations de victimes, d'aide aux victimes ou de réinsertion des condamnés) (p. 5268)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Christophe Caresche (report au 1er janvier 2007 de la possibilité d'appel en matière de permissions de sortie) (p. 5268)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. Christian Ménard (maintien exceptionnel d'un mineur en détention provisoire au-delà de deux ans) (p. 5270)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5270)

Intervient sur le sous-adt n° 73 de M. Gérard Léonard (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5270)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification du Gouvernement (détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 5271)

Avant l'article 15 bis

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Thierry Mariani (retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 34 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Thierry Mariani (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5273)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'adt n° 22 de la commission (éviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple) (p. 5274)

Intervient sur le sous-adt n° 79 de M. Hervé Morin (placement sous surveillance électronique mobile prévu au titre des obligations du régime de la mise à l'épreuve) à l'adt n° 22 de la commission (p. 5274)

Article 15 quater (dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de justice aux évolutions de la criminalité)

Intervient sur les adts n° 42 à 49 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 5275)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'adt n° 64 de M. Christophe Caresche (greffe du juge de l'application des peines) (p. 5276)

Avant l'article 16

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Gérard Léonard (rédaction de l'intitulé du titre IV) (p. 5276)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine) (p. 5276)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 5276)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5278)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 novembre 2005] (p. 7507)

Son intervention (p. 7510)

Thèmes :

Droit pénal : délits assimilés au sens de la récidive (p. 7510)

Droit pénal : mandat de dépôt à l'audience (p. 7510)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7510)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 7510)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 7511)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Ses interventions (p. 6622 à 6629)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 6624)
- Droit pénal : exécution des peines (p. 6624)
- Famille : divorce : délais (p. 6623)
- Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 6625)
- Justice : centres éducatifs fermés (p. 6623, 6625)
- Justice : frais de justice (p. 6622)
- Justice : greffiers (p. 6623)
- Justice : juges de proximité (p. 6623)
- Justice : magistrats : effectifs (p. 6622)
- Justice : palais de justice : réserve civile (p. 6625)
- Justice : tribunaux de grande instance : Bobigny (p. 6622)
- Justice : tribunaux d'instance : délais (p. 6623)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : effectifs (p. 6623)
- Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 6624)
- Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : mineurs (p. 6624)
- Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 6625)
- Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 6625)
- Système pénitentiaire : établissements : sécurité (p. 6624)
- Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : recrutement (p. 6625)

Réponses aux questions :

- Déchéances et incapacités : tutelle : magistrats (p. 6626) (M. Émile Blessig) (p. 6626)
- Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 6629) (M. Tony Dreyfus) (p. 6628)
- Droit pénal : mineurs : violences urbaines (p. 6627) (M. Gilles Artigues) (p. 6627)
- Etrangers : interdiction du territoire (p. 6627) (M. Étienne Pinte) (p. 6627)
- Justice : aide juridictionnelle : crédits budgétaires (p. 6626) (M. Michel Vaxès) (p. 6625)
- Justice : cours d'appel : Versailles (p. 6626) (M. Étienne Pinte) (p. 6626)
- Justice : greffiers : Bobigny (p. 6628) (M. Jean-Christophe Lagarde) (p. 6628)
- Justice : victimes : associations (p. 6629) (M. Tony Dreyfus) (p. 6629)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2005] (p. 6629)*Crédits de la mission "Justice", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6630)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)*Article 9 (criminalisation de l'association de malfaiteurs à but terroriste)*

Ses interventions (p. 7526 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Thierry Mariani (extension aux associations étrangères représentant des victimes françaises de la faculté d'exercer les droits reconnus à la partie civile pour les infractions à caractère terroriste) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Thierry Mariani (identification par leur seul numéro d'immatriculation administrative des officiers et agents de police judiciaire chargés de la lutte contre le terrorisme lors de la signature des procès-verbaux) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 37 rectifié de la commission (identification par leur seul numéro d'immatriculation administrative des officiers et agents de police judiciaire

chargés de la lutte contre le terrorisme lors de leurs investigations ou dépositions) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 142 de M. Thierry Mariani (répression de l'incitation au terrorisme via l'internet) (p. 7529)

Intervient sur l'adt n° 121, troisième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (allègement des obligations d'information de la CNIL pour les traitements intéressant la sûreté de l'État) (p. 7529)

Article 10 (centralisation de l'application des peines en matière terroriste)

Ses interventions (p. 7530 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Gérard Léonard (disposition statutaire relative à la police nationale) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Michel Hunault (communication par l'officier de police judiciaire à l'avocat de l'ensemble des documents relatifs à l'infraction) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Michel Hunault (présence de l'avocat désigné à tous les interrogatoires lors de la garde à vue) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Michel Hunault (intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue pour toutes les infractions) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission (prolongation sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en matière terroriste) (p. 7533)

Intervient sur le sous-adt n° 132, troisième rectification de M. Jacques Floch (modalités des entretiens avec un avocat) à l'adt n° 38 de la commission (p. 7533)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jacques Floch (prolongation de la garde à vue par le juge des libertés et de la détention uniquement et intervention de l'avocat au bout de quatre jours) (p. 7533)

Intervient sur l'adt n° 135 rectifié de M. Thierry Mariani (juste compensation des réponses des opérateurs de téléphonie aux réquisitions judiciaires en fonction de leur coût, déterminé par décret en Conseil d'Etat) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 128 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de détermination des frais de justice) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (extension de l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme à leurs ayants droit de nationalité étrangère) (p. 7535)

Article 11 (extension des possibilités de déchéance de la nationalité)

Ses interventions (p. 7535 et s.)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8223)

Thèmes :

- Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 8224)
- Droit pénal : agressions sexuelles : violences conjugales (p. 8224)
- Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 8224)
- Droit pénal : tourisme sexuel (p. 8224)
- Droit pénal : violences conjugales : aggravation des peines (p. 8224)
- Droit pénal : violences conjugales : éloignement du domicile (p. 8223)
- Droit pénal : violences conjugales : femmes (p. 8223)
- Droit pénal : violences conjugales : prévention (p. 8223)
- Droit pénal : violences conjugales : répression (p. 8224)
- Etat civil : mariage : mineurs (p. 8223)
- Famille : divorce : éloignement du domicile (p. 8224)
- Papiers d'identité : vol (p. 8224)
- Professions de santé : psychologues (p. 8223)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Après l'article 1er A*

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Valérie Pecresse (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents

diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Patrick Bloche (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Pierre-Christophe Baguet (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de Mme Valérie Pecresse (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux) (p. 8242)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux) (p. 8242)

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Valérie Pecresse (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Pierre-Christophe Baguet (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Valérie Pecresse (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrick Bloche (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Pierre-Christophe Baguet (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Valérie Pecresse (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8243 et s.)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Patrick Bloche (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8243 et s.)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8243 et s.)

Intervient sur l'adt n° 6 de Mme Valérie Pecresse (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Patrick Bloche (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Pierre-Christophe Baguet (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)
Son intervention (p. 8247)

Article 2 bis (privation des documents d'identité, relatifs au titre de séjour ou de résidence d'un étranger par son conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS ou par l'ex-conjoint ou ex-partenaire)
Son intervention (p. 8247)

Article 5 (éloignement du domicile de l'auteur des violences conjugales)
Son intervention (p. 8401)

Après l'article 5
Intervient sur l'adt n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401)

Intervient sur l'adt n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8406)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Muguette Jacquaint (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 8407)

Intervient sur l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8408)

Intervient sur le sous-adt n° 60 rectifié de Mme Martine Billard (prestations familiales versées aux femmes) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8408)

Intervient sur le sous-adt n° 59 de M. Jean-Pierre Brard (prestations familiales versées à la mère) à l'adt n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8408)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Martine Billard (sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme lors de la journée d'appel de préparation à la défense) (p. 8410)

Intervient sur l'adt n° 47 de M. Jean-Pierre Brard (dénonciation des traités et conventions contraires aux droits constitutionnels et légaux des femmes) (p. 8413)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de M. Alain Vidalies (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Yvan Lachaud (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'adt n° 51 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur les différents "statuts personnels" appliqués aux femmes étrangères en vertu de conventions bilatérales) (p. 8415)

Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8416 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (interdiction de sortie du territoire pour l'auteur d'un viol ou d'une autre agression sexuelle à l'encontre de mineurs) (p. 8418)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (transposition de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie) (p. 8418)

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (extension du champ du fichier national automatisé des empreintes génétiques aux personnes condamnées par une juridiction étrangère pour des infractions de nature sexuelle) (p. 8418)

Titre

Son intervention (p. 8419)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1001)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : violences conjugales (p. 1002)
Droit pénal : éloignement du domicile (p. 1002)
Droit pénal : médiation pénale (p. 1002)
Droit pénal : tourisme sexuel (p. 1002)
Droit pénal : violences conjugales : aggravation des peines (p. 1002)
Etat civil : mariage : auditions (p. 1001)
Etat civil : mariage : mineurs (p. 1001)
Famille : mariage forcé (p. 1001)
Papiers d'identité : vol (p. 1002)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)

Son intervention (p. 1009)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Ses interventions (p. 1012 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (éviction du conjoint violent du domicile conjugal étendue aux couples non mariés ayant un enfant mineur) (p. 1015)

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 1015)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Muguette Jacquaint (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 1017)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[23 mars 2006] (p. 2199)**

Son intervention (p. 2200)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 2200)
Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2200)
Droit pénal : tourisme sexuel (p. 2200)
Etat civil : mariage : mineurs (p. 2200)
Famille : mariage forcé (p. 2200)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Ses interventions (p. 1055, 1071)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : famille (p. 1059)
Assurances : assurance vie : fichiers (p. 1071)
Déchéances et incapacités : incapables majeurs : testaments (p. 1071)
Donations et successions : acceptation (p. 1056, 1071)
Donations et successions : donations-partages (p. 1058)
Donations et successions : héritiers réservataires (p. 1055, 1057 et s.)
Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduées (p. 1058)
Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 1058)
Donations et successions : pacte successoral (p. 1058)
Donations et successions : partages (p. 1055 et s.)
Donations et successions : successions : gestion (p. 1055 et s.)
Droit civil : code civil : réforme (p. 1055)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1059)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : statistiques (p. 1071)
Entreprises : transmission (p. 1055, 1071)
Etat civil : actes : naissance (p. 1056)
Famille (p. 1055)
Famille : régimes matrimoniaux (p. 1071)
Handicapés (p. 1055, 1058, 1071)
Outre-mer : Polynésie française : aide juridictionnelle (p. 1071)
Outre-mer : Polynésie française : indivisions (p. 1071)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Ses interventions (p. 1096 et s.)

Article 2 (indivision : gestion des biens indivis - subrogation)

Ses interventions (p. 1117 et s.)

Article 3 (nouveau chapitre relatif au partage dans le titre Ier du livre III du code civil)

Son intervention (p. 1120)

Article 4 (opérations de partage) : vote réservé (p. 1120)

Ses interventions (p. 1120 et s.)

Article 5 (rapport des libéralités)

Ses interventions (p. 1121 et s.)

Article 8 (actions en nullité du partage ou en complément de part)

Son intervention (p. 1122)

Article 11 (organisation du chapitre III du titre II du livre III du code civil)

Son intervention (p. 1130)

Article 12 (conséquences de la renonciation à la succession)

Ses interventions (p. 1130 et s.)

Article 13 (délais et modalités d'application de l'action en réduction des libéralités excessives)

Son intervention (p. 1131)

Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction - RAAR)

Son intervention (p. 1132)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 194 de la commission (témoins présents aux testaments : suppression de la condition de nationalité) (p. 1133)

Intervient sur l'ad t n° 195 rectifié de la commission (dispositions relatives aux testaments soumis à des formes particulières : modernisation de la rédaction) (p. 1133)

Intervient sur l'ad t n° 307 de M. Sébastien Huyghe (émolument du légataire : cantonnement) (p. 1134)

Article 16 (extension du champ et de la durée des pouvoirs reconnus à l'exécuteur testamentaire)

Son intervention (p. 1134)

Article 17 (possibilité de consentir des libéralités résiduelles)

Son intervention (p. 1135)

Article 10 précédemment réservé (définition des libéralités – assouplissement des règles limitant les substitutions et interpositions)

Son intervention (p. 1135)

Article 18 (organisation du chapitre VII du titre II du livre III du code civil)

Son intervention (p. 1135)

Article 20 (clarification des modalités d'application des donations-partages et testaments-partages aux enfants nés d'unions antérieures – extension des donations-partages et des testaments-partages à l'ensemble des héritiers présomptifs et aux descendants des enfants)

Son intervention (p. 1136)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad t n° 217 de la commission (suppression de la réserve des ascendants : coordination à l'article 1094 du code civil) (p. 1136)

Article 21 (assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant)

Son intervention (p. 1137)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (PACS – modalités d'enregistrement et publicité) (p. 1139)

Intervient sur l'ad t n° 16 du Gouvernement (PACS : droits et devoirs des partenaires et régime patrimonial) (p. 1141)

Intervient sur le sous-ad t n° 272 rectifié de M. Alain Vidalies (PACS : possibilité de désigner dans la convention le partenaire comme légataire) à l'ad t n° 16 du Gouvernement (p. 1142)

Intervient sur l'ad t n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat – en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1142)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Ses interventions (p. 1143 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 304 deuxième rectification de M. Francis Hillmeyer (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) (p. 1150)

Intervient sur l'ad t n° 4 de M. Émile Blessig (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) (p. 1150)

Intervient sur l'ad t n° 249 de la commission (assurance vie : création d'un fichier national) (p. 1151)

Intervient sur l'ad t n° 281 de M. Alain Vidalies (assurance vie : création d'un fichier national) (p. 1151)

Intervient sur l'ad t n° 8 de M. Jean-Christophe Lagarde (successions - droits de mutation : suppression) (p. 1151)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 250 rectifié de la commission (succession ou donation - entreprises - évaluation par expertise : réévaluation par l'administration fiscale dans le délai de six mois et sur la base d'une nouvelle expertise) (p. 1152)

Intervient sur l'ad t n° 251 de la commission (successions en déshérence : coordination dans le code du domaine de l'Etat) (p. 1152)

Intervient sur l'ad t n° 252 rectifié de la commission (renonciation anticipée à toute action en réduction et retour d'un bien par un legs de residuo : modification des articles

763 bis et 785 du code général des impôts pour prévenir une double taxation) (p. 1152)

Intervient sur l'adt n° 253 rectifié de la commission (successions - inventaire : coordination à l'article 764 du code général des impôts) (p. 1152)

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée du fait de la nationalité de l'enfant) (p. 1152)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée en raison de l'âge de l'enfant) (p. 1152)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Charles de Courson (donations et successions - adoption simple - handicapés : assimilation fiscale à l'adoption plénière) (p. 1153)

Intervient sur l'adt n° 254 de la commission (renonciation anticipée à toute action en réduction : formalités) (p. 1153)

Intervient sur l'adt n° 255 de la commission (ventes par adjudication volontaire : monopole du commissaire-priseur judiciaire dans les communes où un office est établi) (p. 1153)

Intervient sur l'adt n° 256 de la commission (successions : mandat de recherche d'héritier) (p. 1153)

Article 24 (modernisation du vocabulaire du droit des successions)
Son intervention (p. 1153)

Article 25 (abrogations)
Son intervention (p. 1153)

Article 26 (coordinations et application outre-mer)
Ses interventions (p. 1153 et s.)

Après l'article 26
Intervient sur l'adt n° 292 de Mme Béatrice Vernaudon (successions – enfants naturels non adultérins : assimilation rétroactive aux enfants légitimes) (p. 1154)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)
Ses interventions (p. 1154 et s.)

Seconde délibération

Article 1er (option de l'héritier - successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)
Son intervention (p. 1156)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)
Son intervention (p. 4173)

Thèmes :
Assemblée nationale : commission des lois (p. 4174)
Donations et successions : acceptation (p. 4173)
Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduées (p. 4173)
Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 4174)
Donations et successions : pacte successoral (p. 4173)
Donations et successions : successions : gestion (p. 4174)
Droit civil : code civil : réforme (p. 4173)
Entreprises : transmission (p. 4174)
Handicapés (p. 4174)
Parlement : Sénat (p. 4173)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)
Ses interventions (p. 4182 et s.)

Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction - RAAR)
Son intervention (p. 4185)

Article 21 bis (formalités du PACS)
Son intervention (p. 4187)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)
Son intervention (p. 4188)

Article 26 quinquies (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial)
Son intervention (p. 4189)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)
Son intervention (p. 4191)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)
Ses interventions (p. 1965, 1969)

Thèmes :
Donations et successions : héritiers : recherche (p. 1965)
Etat civil : actes : communication (p. 1965)
Etat civil : actes : sécurité (p. 1965 et s., 1969)
Etat civil : naissance : communes (p. 1965)
Etat civil : naissance : compétences (p. 1965 et s.)
Etat civil : naissance : déclaration (p. 1965 et s.)
Etat civil : naissance : traités et conventions (p. 1966)
Famille : domicile : mobilité (p. 1965)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)
Ses interventions (p. 2153, 2171)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2161)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) [22 mars 2006] (p. 2178)

Thèmes :
Corps diplomatique et consulaire : consulats : moyens (p. 2171)
Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 2155)
Etat civil : mariage : formalités administratives (p. 2154, 2161, 2171)
Etat civil : mariage : papiers d'identité (p. 2154, 2161)
Etat civil : mariage : pays étrangers (p. 2154)
Etat civil : mariage avec un étranger : statistiques (p. 2153)
Famille : mariage forcé : auditions (p. 2154, 2171)
Famille : mariage forcé : consulats (p. 2154)
Famille : mariage forcé : mineurs (p. 2154, 2171)
Nationalité : acquisition par mariage (p. 2154, 2161)

Discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2179)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)
Ses interventions (p. 2179 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)
Ses interventions (p. 2181 et s.)

Article 4 (contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage)
Ses interventions (p. 2188 et s.)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)
Son intervention (p. 2190)

Article 7 (coordination)
Son intervention (p. 2190)

Article 8 (entrée en vigueur)
Son intervention (p. 2190)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport annuel d'évaluation) (p. 2191)

Titre

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : contrôle de la validité des mariages célébrés entre des époux dont l'un est étranger et spécialement des mariages célébrés à l'étranger) (p. 2191)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2172)
Son intervention (p. 2172)

Thèmes :
Consommation : garanties des vices cachés : prescription (p. 2172)
Consommation : protection des consommateurs (p. 2172)
Consommation : sécurité des produits (p. 2172)
Union européenne : Cour de justice (p. 2172)

Discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2177)*Après l'article unique*

Intervient sur l'ad t n° 2 rectifié de la commission (responsabilité du fournisseur en cas de non identification du producteur) (p. 2177)

Intervient sur l'ad t n° 1 de la commission (de précision) (p. 2178)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 3 de M. Jérôme Bignon (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux") (p. 2178)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)**

Son intervention (p. 3632)

Thèmes :

Administration : décrets : délais (p. 3632)
Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 3633)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 3632)
Assemblée nationale : missions d'information (p. 3632)
Assemblée nationale : règlement (p. 3633)
Conseil constitutionnel : jurisprudence : lois (p. 3632)
Lois : inflation (p. 3632)
Lois : application (p. 3632)
Lois : application : contrôle parlementaire (p. 3633)
Lois : évaluation : Parlement (p. 3632, 3634)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 3632)
Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 3632)
Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 3632)

Discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3644)*Article unique*

Ses interventions (p. 3644 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad t n° 2 de M. Jérôme Chartier (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de finances) (p. 3645)

Intervient sur l'ad t n° 3 de M. Georges Tron (présentation au Parlement du rapport annuel de la Cour des comptes et débat en séance publique dans les deux assemblées) (p. 3645)

Intervient sur l'ad t n° 4 de M. Jérôme Chartier (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 3645)

Marie-Françoise CLERGEAU

*Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362) [17 janvier 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) : tome III : famille ; tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission avec M. Jean-Pierre Door, M. Jacques Domergue et Mme Cécile Gallez, [19 octobre 2005] (n° 2609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [27 juin 2006] (n° 3193)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Prestations familiales. Conditions d'attribution. Mineurs étrangers [22 novembre 2005] (p. 7326)

Personnes âgées. Journée de solidarité [6 juin 2006] (p. 3990)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1367, posée le 17 janvier 2006. Entreprises. Création (J.O. Questions p. 371). Appelée le 17 janvier 2006. Chèque conseil, financement (p. 29)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)**

Son intervention (p. 5822)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5824)
Enfants : crèches et garderies (p. 5823)
Enfants : politique de l'enfance (p. 5823)
Famille : politique familiale (p. 5822 et s.)
Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 5823)
Politique sociale : pauvreté (p. 5824)
Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 5823)
Sécurité sociale : prestations familiales (p. 5823 et s.)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 52 (adaptation du complément de libre choix d'activité)

Son intervention (p. 6104)

Article 53 (allocation journalière de présence parentale)

Son intervention (p. 6105)

Article 54 (maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009)

Son intervention (p. 6107)

Article 55 (financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille)

Son intervention (p. 6110)

Article 57 (contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales)

Son intervention (p. 6110)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 629)

Thèmes :

Enseignement : obligation scolaire (p. 629)
Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 629)
Famille : prestations familiales (p. 629, 630)
Famille : autorité parentale (p. 629)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son ad t n° 244 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 256 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 268 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Philippe COCHET

Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 2174) [25 janvier 2006] (n° 2810)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (n° 2978) [16 mai 2006] (n° 3088)

Proposition de résolution n° 3135 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'appauvrissement de la France en raison de l'expatriation des patrimoines et des contribuables [8 juin 2006]

Proposition de loi n° 3326 visant à affecter une commune de rattachement aux Français nés dans les départements français des anciennes colonies françaises [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 719 (p. 3731)

Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4092)

Thèmes :

Culture : diversité culturelle (p. 4092, 4093)

Langue française : francophonie (p. 4093)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4092, 4093)

Organisations internationales : UNESCO (p. 4092, 4093)

Pays étrangers : Burkina Faso (p. 4093)

Pays étrangers : Cambodge (p. 4093)

Pays étrangers : Canada (p. 4093)

Pays étrangers : Croatie (p. 4093)

Pays étrangers : Djibouti (p. 4093)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4093)

Pays étrangers : Ile Maurice (p. 4093)

Union européenne : Union européenne (p. 4093)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Son intervention (p. 4100)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 4101)

Sports : manifestations sportives : maintien de l'ordre (p. 4100)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4101)

Yves COCHET

Paris (11^{ème} circonscription)
Non-Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2595 instaurant une amnistie des lycéens et des autres personnes de la communauté éducative condamnés judiciairement ou sanctionnés administrativement pour des faits commis lors du mouvement contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école de l'année 2005 [13 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2613 visant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité des sociétés françaises de distribution de l'eau à l'étranger et sur les conséquences économiques, sociales et environnementales [24 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3015 abrogeant le "contrat première embauche", le "contrat nouvelles embauches" et proposant des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer les dispositifs de sécurisation des périodes de chômage et de formation professionnelle [10 avril 2006]

Proposition de résolution n° 3336 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'application de la circulaire n° NOR/INT/K/06/00058/C concernant les mesures à prendre pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière dont au moins un enfant est scolarisé, et relative à la situation des familles ayant déposé un dossier dans le cadre de cette circulaire, et des jeunes adultes en situation irrégulière [21 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'associe aux protestations de ses amis des groupes socialiste et communiste devant l'attitude des membres de la majorité actuelle qui, lors du débat sur les 35 heures, n'avaient pas hésité à déposer des amendements "cocotiers", "pitoyables voire ridicules", contrairement à ceux déposés sur le présent texte qui sont des amendements de fond ; il estime que la majorité veut à tout prix éviter un vote en espérant que le 49-3 sera utilisé, mais que les députés de l'opposition ne sont pas "dupes" de ce piège et n'y tomberont pas [14 septembre 2006] (p. 5110)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4853)

Thème :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4853)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre Ier

Son adt n° 884 (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4877) : rejeté (p. 4879)

Son adt n° 885 (orientation de la politique agricole commune vers la limitation des importations) : rejeté (p. 4879)

Son adt n° 886 (réduction des profits des transformateurs et de la grande distribution) (p. 4879) : rejeté (p. 4880)

Son adt n° 888 (orientation de la politique agricole commune vers la réduction, puis l'élimination des surplus exportés à prix de dumping) (p. 4880) : rejeté (p. 4881)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son ss-adt n° 996 à l'adt n° 252 deuxième rectification du Gouvernement (p. 5081)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5086)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5090)

Intervient sur l'adt n° 607 de M. Étienne Mourrut (tarification incitative de toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs) (p. 5092)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Jean Gaubert (évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants par l'ADEME, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'Agence française de sécurité environnementale) (p. 5092)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Son intervention (p. 5097)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7764)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7807) : rejetée (p. 7812)

Thèmes :

Animaux : ours (p. 7808)

Bois et forêts : forêts : Guyane (p. 7810)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 7809)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 7809)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 7807)

Environnement : biodiversité (p. 7764)

Environnement : crédits : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7765)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7764, 7807)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7765, 7810)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 7808)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 7765, 7808)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 2 (décret de création du parc national)

Son adt n° 202 (p. 7813)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses adts n°s 201, 200 et 199 (p. 7815, 7818, 7821)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses adts n°s 197, 198, 196 et 195 (p. 7822, 7824, 7825)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses adts n°s 194, 193 et 228 (p. 7828, 7835)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7836 et s.)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses adts n°s 192 et 191 (p. 7840, 7841)

Son intervention (p. 7843)

Ses adts n°s 188, 187 (p. 7843)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 228 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (représentation des collectivités territoriales) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (création du parc amazonien en Guyane) (p. 7849)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Son intervention (p. 1173)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Ses adts n°s 1 à 3 (p. 1182 et s.)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son intervention (p. 1651)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 1652)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1652)

Entreprises : allègement des charges (p. 1652)

Travail : période d'essai (p. 1652)

Travail : précarité (p. 1652)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 1er (définitions de la sécurité nucléaire et de ses composantes et rappel du rôle de l'Etat)

Son intervention (p. 2318)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son adt n° 168 (p. 2320)

Son intervention (p. 2324)

Avant l'article 2 bis

Son adt n° 222 (remplacer "Haute autorité" par "Autorité" dans l'ensemble du projet) : adopté (p. 2326)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN -)

Son intervention (p. 2327)

Son adt n° 174 (p. 2330)

Article 2 ter (demandes d'avis, d'étude ou d'instruction technique adressées à l'HASN)

Son adt n° 177 (de suppression) (p. 2335)

Article 2 quater (compétences internationales de l'HASN)

Ses adts n°s 179 à 181 (p. 2335)

Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire - ASN)

Ses adts n°s 182 (de suppression) et 183 (p. 2335)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)

Ses adts n°s 200 (de suppression) et 201 (p. 2339)

Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)

Ses adts n°s 203 et 204 (p. 2343)

Article 6 (commissions locales d'information)

Ses adts n°s 269, 268 et 271 (p. 2352, 2354)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT -)

Son adt n° 264 (p. 2355)

Article 8 (missions du HCT)
Son adt n° 265 (p. 2357)

Article 14 (réalisation différée de travaux dans l'attente de la clôture de l'enquête publique)
Son adt n° 167 (p. 2364)

Article 32 (coordination avec le code du travail)
Ses adts n°s 219 et 220 (p. 2374)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2541)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Commission nationale d'évaluation (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2541)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Cour de cassation (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Cour de justice (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Cour de cassation (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : importations (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : statut juridique (p. 2542)
Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2542)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)
Son ss-adt n° 145 à l'adt n° 4 rectifié de la commission (p. 2590)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son adt n° 129 (p. 2595)
Son intervention (p. 2596)
Son adt n° 130 (p. 2596)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2601)
Ses adts n°s 132 à 134 rectifié (p. 2602, 2604, 2605)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Ses adts n°s 135, 136, 225, 147 et 137 (p. 2606 à 2610)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son adt n° 140 (p. 2702)
Son intervention (p. 2703)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Ses interventions (p. 2721 et s.)
Ses adts n°s 143 et 144 (p. 2725)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2726)
Son ss-adt n° 146 à l'adt n° 45 rectifié de la commission : adopté (p. 2729)

Titre

Son intervention (p. 2736)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3401)
Son adt n° 30 : adopté (p. 3402)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 857 (de suppression) (p. 3406)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses adts n°s 31, 32, 34 rectifié, 33, 37, 39, 38, 40 et 41 (p. 3414, 3417 à 3423)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 43 (p. 3499)
Son intervention (p. 3505)

Après l'article 5

Son adt n° 44 (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3506) : rejeté (p. 3507)

Après l'article 6

Son adt n° 45 (suppression des autorisations accordées aux entreprises hydroélectriques sans enquête publique préalable) (p. 3509) : rejeté (p. 3510)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 46 (p. 3513)

Après l'article 7

Son adt n° 48 rectifié (substitution de la composition pénale à la transaction pénale et, dans le code de l'environnement, abrogation des dispositions relatives aux poursuites engagées par le corps des eaux et forêts) (p. 3514) : rejeté (p. 3515)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Ses interventions (p. 3516 et s.)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Son adt n° 49 (p. 3525)

Article 16 (application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement)

Son adt n° 858 rectifié : adopté (p. 3556)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Jean Launay (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Son adt n° 50 rectifié (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) : retiré (p. 3558)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3565)

Article 24 (inauguration d'un "code suiveur" pour les dispositions relatives à la distribution d'eau)

Son intervention (p. 3596)

Article 29 A (prise en compte de la sécurité du système électrique dans les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son adt n° 534 (de suppression) : adopté (p. 3668)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3681)
Ses adts n°s 538, 541 et 536 (p. 3686, 3687, 3692)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)
Ses adts n^{os} 837 et 838 (p. 3709)

Après l'article 41

Son adt n^o 867 (objet de la police de la pêche) : rejeté (p. 3711)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3724)

Ses adts n^{os} 859 à 862 (p. 3728 à 3730)

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4823)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4824)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4824)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4824)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4823)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 4824)

Energie et carburants : fioul (p. 4824)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4824)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4823)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4823)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4872)

Son adt n^o 137622 (p. 5085)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 septembre 2006] (p. 5110)

Gilles COCQUEMPOT

*Pas-de-Calais (7^{me} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4977 et s.)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{me} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [12 octobre 2005] (p. 5155)

Etrangers. Immigration. Droit de vote [26 octobre 2005] (p. 5882)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [16 mai 2006] (p. 3467)

Industrie. Construction aéronautique. EADS, pacte d'actionnaires [28 juin 2006] (p. 4618)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 1344, posée le 20 décembre 2005. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 11646).

Appelée le 20 décembre 2005. Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), création, Ramonville-Saint-Agne (p. 8495)

n^o 1491, posée le 21 mars 2006. Enseignement : personnel. Contractuels et vacataires (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 21 mars 2006. Intégration (p. 2062)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6455)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 6455)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6455)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 6456)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6455)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 6455)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7125)

Thèmes :

Culture : établissements d'animation culturelle (p. 7127)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7126)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 7126)

Espace : politique spatiale (p. 7126)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 7126)

Recherche : organismes (p. 7126)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7126)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7126)
 Recherche : chercheurs (p. 7126)
 Recherche : crédits (p. 7126)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur le sous-adt n° 309 de M. Patrick Bloche (assouplissement du régime du droit de "citation" pour les usages pédagogiques et scientifiques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1610)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 165)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 165)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 165)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 165)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 165)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3826)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 3826)
 Logement : logement social : construction (p. 3826)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3827)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3826)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3826)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3826)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3827)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3994)

Article 10 (réforme des suppléments de loyers de solidarité)

Son intervention (p. 3996)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son intervention (p. 3998)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1263) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1269)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1329)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 1267)
 Recherche : carrière (p. 1265)
 Recherche : crédits (p. 1266)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1265)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1329)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1265)

Recherche : chercheurs (p. 1263, 1329)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1265)

Recherche : innovation (p. 1264 et s.)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1329)

Recherche : recherche fondamentale (p. 1264, 1329)

Recherche : recherche industrielle (p. 1264)

Recherche : recherche technologique (p. 1264)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Son adt n° 324 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1332)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Alain Gouriou (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1334)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Ses interventions (p. 1339 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 114 de la commission (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1347)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Alain Claeys (rapport du Gouvernement au Parlement sur un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) (p. 1348)

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Pierre Albertini (développement de la recherche : rôles de l'Etat et des collectivités locales) (p. 1349)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses interventions (p. 1354 et s., 1364)

Ses adts n°s 272 et 367 (p. 1358, 1359)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses interventions (p. 1368 et s., 1379, 1388 et s.)

Ses adts n°s 316 et 276 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1372, 1376)

Son adt n° 282 (p. 1397)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1400 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 368 de M. Alain Claeys (crédit d'impôt pour dépenses de recherche et emploi d'un docteur) (p. 1411)

Intervient sur l'adt n° 304 de M. Jean-Yves Le Déaut (limitation du nombre de doctorants par professeur) (p. 1411)

Son adt n° 296 (projets de thèses proposés au mécénat de doctorat : réduction d'impôt) (p. 1410) : rejeté (p. 1411)

Son adt n° 300 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1418 et s.)

Ses adts n°s 307 et 308 (p. 1422)

Reprend l'adt n° 142 de la commission (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1423) (p. 1423)

Son adt n° 344 : adopté (p. 1433)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE)

Son intervention (p. 1440)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Ses interventions (p. 1452 et s.)
Son adt n° 350 (p. 1453)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Jean-Michel Fourgous (détachements interentreprises dans les pôles de compétitivité) (p. 1464)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 173 de la commission (évaluation du crédit d'impôt recherche : rapport au Parlement) (p. 1474)

Article 19 ter (modification des règles de délibération des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur pour la définition de leurs statuts et de leurs structures)

Son intervention (p. 1475)

Avant l'article 20

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1476)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 177 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du projet de loi) (p. 1478)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4839)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4840)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4839)
Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4840)
Energie et carburants : tarifs (p. 4840)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4840)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4840)
Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4840)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4919 et s.)

Répond aux observations de M. Patrick Ollier : s'insurge contre l'évaluation en arbres abattus du coût du travail parlementaire qui rappelle la méthode utilisée par l'association "Les contribuables associés" et "alimente les idées lepénistes" (p. 4988)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5161 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5258)

Ses interventions (p. 5258 et s.)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5277)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son intervention (p. 5315)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5323 et s.)

Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5461)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)

Son intervention (p. 5463)

Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5469)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5543 et s.)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)

Son intervention (p. 5635)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5653 et s.)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2899 visant à permettre la création d'officines de pharmacie en zones rurales et périurbaines en révisant les cartes départementales des pharmacies [28 février 2006]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3281 relative à la prise en compte des adoptions multiples et des adoptions intervenues avant le 1er octobre 1978 pour la retraite des fonctionnaires [31 août 2006]

Proposition de loi n° 3295 tendant à assouplir les conditions de l'aide personnalisée au logement aux personnes âgées hébergées en établissement [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi [9 novembre 2005] (p. 6596)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan solidarité grand âge [31 mai 2006] (p. 3849)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1327, posée le 6 décembre 2005. Pharmacie et médicaments. Officines (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. Création, réglementation (p. 7901)

n° 1401, posée le 31 janvier 2006. Gendarmerie. Brigades (J.O. Questions p. 789). Appelée le 31 janvier 2006. Effectifs de personnel, le Grand Lemps (p. 511)

n° 1477, posée le 7 mars 2006. Drogue. Toxicomanie (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Lutte et prévention, financement (p. 1543)

n° 1501, posée le 21 mars 2006. Transports aériens. Ligne Paris Grenoble (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. perspectives (p. 2078)

n° 1598, posée le 9 mai 2006. Aménagement du territoire. Zones urbaines sensibles (J.O. Questions p. 4786). Appelée le 9 mai 2006. Extension, réglementation (p. 3162)

n° 1677, posée le 20 juin 2006. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 6303). Appelée le 20 juin 2006. Réforme, gestion des droits à paiement (p. 4328)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4810)

Thèmes :

Agriculture : agrobiologie (p. 4810)
Agriculture : installation (p. 4810)
Energie et carburants : biocarburants (p. 4810)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4811)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5866)

Thèmes :

Agriculture : prestations sociales (p. 5867)
Démographie : vieillissement de la population (p. 5867)
Emploi : seniors (p. 5866)
Retraites : généralités : cumul avec une activité professionnelle (p. 5867)
Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5866)
Sécurité sociale : déficit (p. 5866)
Travail : conditions de travail (p. 5867)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6536)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : conjoints (p. 6537)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6537)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 6537)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6536)
Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6536 et s.)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 6537)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6537)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6537)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 6538)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son adt n° 176 (transfert de crédits inscrits sur la ligne "Liens entre la nation et son armée" au bénéfice de la revalorisation de la retraite du combattant) : retiré (p. 6562)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6567)

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 6320)
TVA : taux réduit : restaurants (p. 6321)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Procédure des questions :

Handicapés : allocations et ressources (p. 6287)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6285)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléant de M. Laurent Wauquiez

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1196)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 1196)
Collectivités territoriales : charges (p. 1197)
Emploi (p. 1196)
Emploi : contrats aidés (p. 1196)
Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 1196)
Emploi : primes forfaitaires (p. 1196)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1196, 1197)
Enfants : crèches et garderies (p. 1196)
Politique sociale : minima sociaux (p. 1196 et 1197)
Politique sociale : minima sociaux : fraude (p. 1196)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Étienne Pinte (abrogation de mesures d'expulsion - règlement des situations antérieures) (p. 3309)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3382)

Thèmes :

Chasse et pêche : pêche (p. 3383)
Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3382)
Eau : police de l'eau (p. 3382)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 3508)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3712)

Intervient sur l'adt n° 406 rectifié de M. Daniel Boisserie (plans d'eau alimentés par des sources) (p. 3716)

Catherine COLONNA

Ministre déléguée aux affaires européennes, auprès du ministre des affaires étrangères

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Jean-Louis Bianco. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [5 octobre 2005] (p. 4747)
M. Jean-Pierre Brard. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [5 octobre 2005] (p. 4748)
M. Jacques Floch. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [23 novembre 2005] (p. 7411)

- M. Daniel Poulou. Union européenne. Attitude de la France [6 décembre 2005] (p. 7927)
- M. Alain Cousin. Union européenne. Présidence autrichienne [18 janvier 2006] (p. 105)
- M. François Rochebloine. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, rôle de l'Union européenne [1^{er} février 2006] (p. 596)
- M. Pierre Goldberg. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, attitude de la France [1^{er} février 2006] (p. 597)
- M. Jean-Marc Roubaud. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, adoption [22 février 2006] (p. 1085)
- M. Michel Vaxès. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [1^{er} mars 2006] (p. 1316)
- M. Émile Zuccarelli. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, rejet, conséquences [29 mars 2006] (p. 2317)
- M. Yves Bur. Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [3 mai 2006] (p. 2854)
- M. Jean-Luc Préel. Union européenne. Constitution européenne. Mise en œuvre [9 mai 2006] (p. 3169)
- M. Didier Quentin. Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée de l'Europe. Célébration [9 mai 2006] (p. 3170)
- M. Rudy Salles. Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales [16 mai 2006] (p. 3465)
- M. Michel Vaxès. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, rejet, conséquences [30 mai 2006] (p. 3782)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Alain Bocquet. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels [4 avril 2006] (p. 2420)
- M. Thierry Mariani. Ministères et secrétariats d'Etat. Affaires étrangères : ambassades et consulats. Ekaterinbourg, consulat, création [4 avril 2006] (p. 2419)
- M. Michel Dasseux. Système pénitentiaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, conditions de détention, Neuvic [30 mai 2006] (p. 3758)
- M. Bruno Bourg-Broc. Politique extérieure. Francophonie. Entreprises installées à l'étranger, dépenses d'enseignement du français, aides de l'Etat [30 mai 2006] (p. 3757)
- M. Claude Birraux. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses. Accords, hôpitaux frontaliers, développement [20 juin 2006] (p. 4311)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 5729, 5743)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Ses interventions (p. 8266, 8270)

Thème :

Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8266, 8270)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2098)

Thèmes :

Politiques communautaires : enseignement supérieur (p. 2100)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2099)

- Politiques communautaires : recherche (p. 2099)
Politiques communautaires : budget (p. 2100)
Politiques communautaires : directives : services (p. 2099)
Politiques communautaires : fonds d'ajustement à la mondialisation (p. 2099)
Politiques communautaires : politique économique : emploi (p. 2099)
Union européenne : élargissement (p. 2100)

Projet de loi n° 2154 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2448)

Son intervention (p. 2448)

Thèmes :

- Environnement : dommages à l'environnement (p. 2448)
Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2448)
Transports par eau : transports maritimes (p. 2448)
Union européenne (p. 2448)

Discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2450)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad n° 1 de la commission (mention de la convention dans la législation relative à la responsabilité du transporteur maritime et du propriétaire du navire) (p. 2450)

Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2451)

Ses interventions (p. 2451, 2453)

Thèmes :

- Politique économique : mondialisation (p. 2451)
Propriété intellectuelle (p. 2451)
Propriété intellectuelle : marques de fabrique (p. 2451)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4156)

Thèmes :

- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4158)
Energie et carburants : politique énergétique (p. 4156, 4157)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4157)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4160)
Pays étrangers : Iran (p. 4157, 4158)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4160)
Pays étrangers : Russie (p. 4158)
Politiques communautaires : budget (p. 4157)
Politiques communautaires : commerce intra-communautaire (p. 4157)
Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 4157)
Politiques communautaires : immigration (p. 4156, 4158)
Politiques communautaires : politique économique (p. 4159)
Politiques communautaires : protection des consommateurs (p. 4158)
Travail : droit du travail (p. 4157)
Union européenne : coopération policière et pénale (p. 4158)
Union européenne : élargissement (p. 4156, 4159)
Union européenne : institutions communautaires (p. 4159)
Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4158, 4159)

Geneviève COLOT

Essonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre suppléante de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2756) [18 janvier 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (n° 2755) [18 janvier 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (n° 2755)
- le projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2756) [7 juin 2006] (n° 3129)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Défense. Plan défense deuxième chance [5 octobre 2005] (p. 4750)

Enseignement supérieur. Universités. Etudiants, manifestations [15 mars 2006] (p. 1874)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [21 juin 2006] (p. 4404)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1375, posée le 17 janvier 2006. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 373). Appelée le 17 janvier 2006. Réglementation, application (p. 20)

n° 1553, posée le 4 avril 2006. Animaux. Parcs zoologiques (J.O. Questions p. 3485). Appelée le 4 avril 2006. Grippe aviaire, conséquences, fréquentation (p. 2405)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT**

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 7030)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 7031)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 7031)

Anne-Marie COMPARINI

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1346, posée le 20 décembre 2005. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 11646). Appelée le 20 décembre 2005. Services d'aide aux personnes, développement (p. 8500)

n° 1420, posée le 7 février 2006. Prestations familiales. Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) (J.O. Questions p. 1104). Appelée le 7 février 2006. Conventions d'objectifs et de gestion (p. 770)

n° 1672, posée le 20 juin 2006. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME) (J.O. Questions p. 6302). Appelée le 20 juin 2006. Recherche et développement, aides de l'Etat (p. 4310)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5741)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES**

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés financiers (p. 6322)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6615)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 6616)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 6616)

Justice : frais de justice : écoutes téléphoniques (p. 6616)

Justice : greffiers (p. 6615)

Système pénitentiaire : détenus : coût (p. 6616)

Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 6616)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 6616)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7071)

Son intervention (p. 7072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7072)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7072)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 7072)

Recherche : organismes (p. 7072)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7076)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7128)

Thèmes :

Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 7128)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7128)

Recherche : organismes (p. 7128)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7128)

Recherche : chercheurs (p. 7128)

Recherche : crédits (p. 7128)

Recherche : recherche fondamentale (p. 7128)

Recherche : recherche industrielle (p. 7128)

SANTE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : fonctionnement (p. 6655)

Professions de santé : internes (p. 6652)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8261)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 8261 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8262)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 8261)

Union européenne : fonds structurels (p. 8261)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (PACS – modalités d'enregistrement et publicité) (p. 1141)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 8 de M. Jean-Christophe Lagarde (successions - droits de mutation : suppression) (p. 1151)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 313 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée du fait de la nationalité de l'enfant) (p. 1152)

Intervient sur l'ad n° 312 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée en raison de l'âge de l'enfant) (p. 1152)

Intervient sur l'ad n° 314 de M. Charles de Courson (donations et successions - adoption simple - handicapés : assimilation fiscale à l'adoption plénière) (p. 1153)

Ses explications de vote (p. 1157)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1157)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4176)

Thèmes :

Donations et successions : héritiers réservataires (p. 4176)

Donations et successions : pacte successoral (p. 4176)

Droit civil : code civil : réforme (p. 4176)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 4176)

Entreprises : transmission (p. 4176)

Famille : régimes matrimoniaux (p. 4176)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Ses adts n°s 13,17, 18 rectifié, 14 rectifié, 12 et 11 (p. 4182, 4183)

Article 21 bis (formalités du PACS)

Son adt n° 15 (p. 4187)

Article 26 quinquies (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial)

Son adt n° 16 (de suppression) (p. 4189)

Ses explications de vote (p. 4192)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4192)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Son intervention (p. 1171)

Thèmes :

Justice : Conseil d'Etat (p. 1171)

Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1171)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1280)

Son intervention (p. 1283)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1284, 1285)

Recherche : carrière (p. 1284)

Recherche : concurrence (p. 1280)

Recherche : secteur privé (p. 1281 et s.)

Recherche : secteur public (p. 1281)

Recherche : innovation (p. 1284)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1284)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son adt n° 196 (p. 1342)

Son intervention (p. 1344)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 114 de la commission (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1347)

Intervient sur l'ad n° 57 de la commission des affaires économiques (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1347)

Intervient sur l'ad n° 198 de M. Pierre Albertini (développement de la recherche : rôles de l'Etat et des collectivités locales) (p. 1349)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses adts n°s 201, 200, 199 et 202 (p. 1358, 1359, 1361, 1363)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses adts n°s 203 et 204 (p. 1370, 1375)

Ses interventions (p. 1378, 1390)

Son adt n° 205 : adopté (p. 1393)

Son adt n° 206 (p. 1394)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1403 et s.)

Après l'article 3

Son adt n° 209 rectifié (universités : statuts et gestion) : rejeté (p. 1410)

Son adt n° 210 (adaptation du service d'enseignement du personnel d'enseignement et de recherche) : rejeté (p. 1410)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1424 et s.)

Ses adts n°s 215, 212, 214 et 213 (p. 1426, 1431, 1433)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE)

Son intervention (p. 1441)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son intervention (p. 1456)

Son adt n° 217 (p. 1459)

Article 15 (exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche de l'impôt sur les sociétés pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public)

Son adt n° 218 (p. 1465)

Après l'article 15

Son adt n° 237 (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : doublement des plafonds) : retiré (p. 1468)

Son adt n° 239 (imputation des moins-values à long terme sur les produits de redevances de brevets) : rejeté (p. 1468)

Son adt n° 235 (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages pour les entreprises de moins de 500 salariés) : rejeté (p. 1468)

Son adt n° 243 (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantage subordonné à la proportion de chercheurs titulaires de doctorat âgés de moins de 35 ans) : rejeté (p. 1468)

Son adt n° 236 (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages supplémentaires pour les entreprises de moins de 500 salariés) : rejeté (p. 1468)

Son adt n° 238 (impôt de solidarité sur la fortune : parts de fonds communs de placement dans l'innovation : conditions d'exclusion de l'assiette) : rejeté (p. 1468)

Article 16 (assouplissement des règles des marchés publics pour les achats scientifiques et les marchés de travaux des établissements publics ayant dans leur statut une mission de recherche)

Son adt n° 240 (p. 1470)

Après l'article 16 bis

Son adt n° 244 (évaluation du crédit d'impôt recherche : rapport au Parlement) : retiré (p. 1473)

Son adt n° 242 (personnels temporaires de la recherche : docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie : obligation d'avoir terminé leur internat de spécialité) : retiré (p. 1473)

Article 19 (approbation des statuts et règlements de l'Institut et des académies par décret en Conseil d'Etat)

Son adt n° 245 rectifié (p. 1474)

Après l'article 22

Son adt n° 248 (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) (p. 1478) : adopté après modification (p. 1479)

Intervient sur le sous-adt n° 394 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'extension aux personnels d'éducation et d'orientation) à son adt n° 248 (p. 1479)

Ses explications de vote (p. 1568)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1568)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1783)

Thèmes :

Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1784)

Politiques communautaires : protection des consommateurs (p. 1784)

Politiques communautaires : services publics (p. 1784)

Union européenne : Cour de justice (p. 1785)

Union européenne : directives : parlements nationaux (p. 1784)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mars 2006] (p. 2199)

Son intervention (p. 2203)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 2203)

Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2203)

Droit pénal : médiation pénale (p. 2203)

Enseignement : violences conjugales (p. 2203)

Famille : mariage forcé (p. 2203)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : violences conjugales (p. 2203)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2204)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Son intervention (p. 2214)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2214)

Sports : dopage (p. 2214, 2215)

Sports : dopage : animaux (p. 2214)

Sports : médecine du sport (p. 2214, 2215)

Sports : métiers du sport : agents (p. 2215)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2215)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4151)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 4151)

Emploi (p. 4151)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4151)

Pays étrangers : Afrique (p. 4151)

Pays étrangers : Turquie (p. 4151)

Politiques communautaires : immigration (p. 4151)

Union européenne : Conseil européen (p. 4151)

Union européenne : parlements nationaux (p. 4151)

Jean-François COPÉ

Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007 [22 juin 2006]

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007 [27 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Michel Piron. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [4 octobre 2005] (p. 4701)
- M. Augustin Bonrepaux. Impôt de solidarité sur la fortune. Calcul. Réforme [18 octobre 2005] (p. 5374)
- M. Luc Chatel. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Recouvrement, modalités [18 octobre 2005] (p. 5378)
- M. Georges Tron. Etat. Organisation. Réforme [19 octobre 2005] (p. 5436)
- M. Lionnel Luca. Finances publiques. Lois de finances pour 2006. [25 octobre 2005] (p. 5805)
- M. Augustin Bonrepaux. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [15 novembre 2005] (p. 6758)
- M. Gérard Bapt. Impôts et taxes. Politique fiscale [16 novembre 2005] (p. 6891)
- M. Jean-Pierre Brard. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences [23 novembre 2005] (p. 7408)
- M. Alain Néri. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [23 novembre 2005] (p. 7409)
- M. Frédéric Soulier. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Sécheresse de 2003, champ d'application [23 novembre 2005] (p. 7412)
- M. Jean-Pierre Balligand. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences [23 novembre 2005] (p. 7413)
- M. François Rochebloine. TVA. Taux. Politiques communautaires [6 décembre 2005] (p. 7920)
- M. Étienne Blanc. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services extérieurs. Douanes, missions [6 décembre 2005] (p. 7925)
- M. Charles de Courson. TVA. Récupération. Péages, entreprises de transports [14 décembre 2005] (p. 8338)
- M. Maxime Gremetz. Impôt sur le revenu. Réforme [21 décembre 2005] (p. 8575)
- Mme Marylise Lebranchu. Emploi. Entreprises d'insertion. Récupération du textile, taxe [21 décembre 2005] (p. 8579)
- M. Jean-Marie Binetruy. Impôt sur le revenu. Déclarations. Déclarations pré remplies [21 décembre 2005] (p. 8580)
- M. Yves Censi. Impôts et taxes. Politique fiscale. Harmonisation, politiques communautaires [1^{er} février 2006] (p. 595)
- Mme Martine Carrillon-Couvreur. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [1^{er} février 2006] (p. 601)
- Mme Chantal Brunel. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [7 février 2006] (p. 796)
- M. Charles de Courson. Finances publiques. Déficits publics [21 février 2006] (p. 1025)
- M. Didier Migaud. Politique économique. Emploi [21 février 2006] (p. 1027)
- M. Bernard Deflesselles. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [21 février 2006] (p. 1029)
- M. Augustin Bonrepaux. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [22 février 2006] (p. 1085)
- Mme Arlette Grosskost. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [22 février 2006] (p. 1089)
- M. Jean-Pierre Balligand. Secteur public. Privatisations : application [14 mars 2006] (p. 1807)
- M. Jacques Domergue. Partis et mouvements politiques. Parti socialiste. Attitude d'élus [15 mars 2006] (p. 1876)
- M. Pierre-Christophe Baguet. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [29 mars 2006] (p. 2308)
- M. Henri Emmanuelli. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [13 avril 2006] (p. 2687)
- M. Philippe Martin. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2858)

- M. Alfred Trassy-Paillogues. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [9 mai 2006] (p. 3173)
- M. Bruno Le Roux. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [10 mai 2006] (p. 3239)
- M. Marc Le Fur. Impôt sur le revenu. Déclarations. Innovations, bilan [17 mai 2006] (p. 3545)
- M. Gilbert Biessy. Fonctionnaires et agents publics. Effectifs [14 juin 2006] (p. 4199)
- M. André Schneider. Finances publiques. Lois de finances pour 2007. [14 juin 2006] (p. 4206)
- M. Didier Migaud. Finances publiques. Déficits publics. Bilan [27 juin 2006] (p. 4559)
- M. Philippe-Armand Martin. Finances publiques. Dépenses [28 juin 2006] (p. 4615)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Christophe Masse. Système pénitentiaire. Etablissements. Mineurs, création, Marseille [6 décembre 2005] (p. 7908)
- M. Jean-Claude Bateux. Logement. Logement social. Fonds de solidarité logement, financement [6 décembre 2005] (p. 7906)
- M. Marcel Dehoux. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique. Avenant [6 décembre 2005] (p. 7907)
- M. Gilbert Meyer. Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [6 décembre 2005] (p. 7907)
- M. Gilbert Meyer. Déchets, pollutions et nuisances. Bouteilles en plastique. Collecte et recyclage [31 janvier 2006] (p. 510)
- M. Jean-Claude Sandrier. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. Emploi et activité, Vierzon [7 mars 2006] (p. 1538)
- M. Vincent Rolland. Frontaliers. Taxis. Réglementation, Suisse [7 mars 2006] (p. 1540)
- M. Pierre Bourguignon. Industrie. Papier et carton. OTOR Papeterie, emploi et activité, Rouen [27 juin 2006] (p. 4524)
- M. Claude Leteurtre. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs. Restructuration, conséquences [27 juin 2006] (p. 4523)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Didier Migaud : indique que le "bouclier fiscal" s'appliquera aux revenus de 2005 mais que l'éventuelle restitution interviendra début 2007 [18 octobre 2005] (p. 5395)
- M. Jean-Pierre Brard : indique que, lors du mariage de Delphine Arnault, seule la circulation a été assurée par les gendarmes et qu'une société privée a pris en charge la sécurité et regrette par ailleurs les mises en cause par M. Jean-Pierre Brard de M. Thierry Breton "qui apporte une contribution majeure au Gouvernement" [20 octobre 2005] (p. 5540)
- M. Jean-Pierre Brard : rappelle qu'il avait annoncé à l'Assemblée que la réforme de la taxation des plus-values sur actions serait examinée en loi de finances rectificative [21 octobre 2005] (p. 5614)
- M. Didier Migaud : indique qu'il a toujours produit les simulations réclamées par les députés [21 octobre 2005] (p. 5614)
- M. Augustin Bonrepaux : informe l'Assemblée que le ministre de l'économie pourra se libérer en fin de journée [21 octobre 2005] (p. 5652)
- M. Jean-Pierre Brard : indique qu'il demande au ministre de l'économie de rejoindre l'Assemblée pour l'examen des amendements relatifs à l'ISF [22 octobre 2005] (p. 5651)
- M. Augustin Bonrepaux : indique qu'il n'a pas voulu "jeter en pâture des noms de communes" à l'occasion de la communication des simulations des effets du plafonnement de la taxe professionnelle mais qu'il les tient à la disposition des maires [16 novembre 2005] (p. 6893)
- M. Didier Migaud : renouvelle son refus de communiquer à l'ensemble des parlementaires des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération

intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6895)

M. Jean-Marc Ayrault : maintient son opposition à la communication de simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle et rappelle que le précédent Gouvernement n'en avait pas fourni lorsqu'il avait supprimé un allègement de taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6897)

M. Augustin Bonrepaux : se déclare prêt à communiquer les catégories d'entreprises bénéficiant du plafonnement et de l'imposition minimum en fonction de la valeur ajoutée [16 novembre 2005] (p. 6900)

M. Didier Migaud : déclare que le Gouvernement a respecté les conditions d'ouverture des décrets d'avance [8 décembre 2005] (p. 8131)

M. Gérard Bapt : associe l'Assemblée nationale aux sentiments exprimés par Gérard Bapt et Richard Cazenave à l'égard de Gebrane Tuéni, député et journaliste au moment où sa dépouille quitte l'assemblée nationale libanaise pour être enterrée [14 décembre 2005] (p. 8346)

M. Augustin Bonrepaux : répond "qu'il n'a pas de secret pour lui" et que les élus locaux recevront toutes les informations nécessaires à l'élaboration des budgets [20 décembre 2005] (p. 8518)

M. Augustin Bonrepaux : indique que les adts déposés par le Gouvernement sont de coordination ou reprennent des propositions du Sénat sur la taxe professionnelle [20 décembre 2005] (p. 8525)

M. Charles de Courson : indique que le périmètre des dépenses a été défini en 2000 et qu'il s'applique au présent projet de loi de règlement mais que - pour l'avenir - il n'est pas hostile à des modifications [20 juin 2006] (p. 4377)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Ses interventions (p. 4702, 4716)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4704)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 4705)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4718)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4718)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4704)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4703, 4717)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4702 et s.)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4702 et s.)
Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 4704)
Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 4702 et s., 4717)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : calcul (p. 4718)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 4704)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4702 et s., 4716, 4718)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4702, 4716, 4718)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4703 et s. - 4717)
Politique économique : croissance (p. 4703, 4717)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4704)
Président de la République : crédits (p. 4719)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4719)

Article 8 (résultat des budgets annexes)

Son intervention (p. 4720)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses interventions (p. 5389 et s., 5401, 5524)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5421)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5452)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5531, 5534)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [18 octobre 2005] (p. 5394)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5530)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dégrèvements (p. 5525)
Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5529)
Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 5456)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5455, 5530)
Communes : Meaux (p. 5530)
Démographie : migrations : pays en développement (p. 5530)
Emploi : chômage (p. 5528)
Emploi : chômeurs : fraude (p. 5525)
Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5390 et s., 5453, 5526)
Emploi : politique de l'emploi : gauche (p. 5453)
Emploi : politique de l'emploi : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5527)
Energie et carburants : biocarburants (p. 5530)
Energie et carburants : pétrole (p. 5393)
Etat : missions régaliennes (p. 5391, 5453)
Etat : patrimoine : vente (p. 5526)
Etat : réforme (p. 5390, 5394, 5525 et s.)
Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5526 et s.)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5394)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5394, 5452 et s. - 5524 et s.)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 5391)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5528)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5393, 5454)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 5530)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 5391 et s., 5454, 5534)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5392 et s., 5401, 5454)
Impôts et taxes : charte du contribuable (p. 5392)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5390 et s., 5525, 5534)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5529)
Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5392 et s., 5401)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5389, 5394, 5527)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnels (p. 5529)
Outre-mer : développement économique : loi de programmation (p. 5529 et s.)
Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 5421)
Pays étrangers : Etats-Unis : Royaume-Uni (p. 5422)
Plus-values : imposition (p. 5528)
Politique économique : croissance : prévisions (p. 5452 et s., 5528)
Politique économique : croissance : recettes fiscales (p. 5452, 5530, 5531)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5392 et s., 5527, 5534)
Politique générale : réforme (p. 5453, 5456)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5531)
Recherche (p. 5391)
Secteur public : services publics (p. 5421)
Sécurité publique (p. 5453 et s.)
Sécurité routière : radars (p. 5527)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5528)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5526)
Travail (p. 5391, 5525, 5534)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5453 et s.)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5540)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts)
Son intervention (p. 5543)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2005)
Ses interventions (p. 5545 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 38, deuxième rectification de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5548 et s.)

Intervient sur l'adt n° 400 de M. Philippe-Armand Martin (jeunes agriculteurs et signataires d'un contrat d'agriculture durable - abattement de 50 % sur le bénéfice : pérennisation) (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 447 du Gouvernement (jeunes agriculteurs et signataires d'un contrat d'agriculture durable - abattement de 50 % sur le bénéfice : prorogation) (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 60, deuxième rectification de M. Michel Bouvard (bénéfices agricoles - revenus accessoires : seuil de comptabilisation porté de 30 000 € à 50 000 €) (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Olivier Dassault (achat de parts de SELAFA - sociétés d'exercice libéral à forme anonyme - ou de SARL : déductibilité des intérêts d'emprunt) (p. 5551)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 5552)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 € hors quotient familial) (p. 5553)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Michel Hunault (raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement : déductibilité du revenu) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Charles de Courson (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge : quotient familial de 1,2 - avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 379 de M. Marc Le Fur (décote de l'impôt sur le revenu : calcul selon le nombre de parts) (p. 5555)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Alain Marleix (parts de groupements fonciers agricoles - souscription ou acquisition en numéraire : réduction d'impôt de 25 %) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Jean-Michel Fourgous (entreprises nouvelles au capital compris entre 200 000 € et 2 000 000 € - souscriptions en numéraire d'au moins 50 000 € : réduction d'impôt de 50 %) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt - plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 250 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 419 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus sur internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean-Claude Viollet (associations - travail bénévole : crédit d'impôt) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 85 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (campagnes électorales - financement par des particuliers :

virement, prélèvement automatique ou carte bancaire) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de M. Michel Bouvard (logements destinés aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 5560)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de M. Michel Bouvard (chèques vacances - contribution du comité d'entreprise : exonération) (p. 5560)

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Patrick Beaudouin (logements mis gratuitement à disposition de personnes handicapées - déficit foncier du fait des dépenses d'entretien et d'adaptation : déductibilité du revenu) (p. 5561)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)
Ses interventions (p. 5562 et s.)

Article 4 (réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)
Ses interventions (p. 5569 et s.)

Article 5 (aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations)
Son intervention (p. 5571)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 262 de M. Gérard Bapt (PACS - droits de mutation à titre gratuit : tarif des droits applicables entre époux) (p. 5571)

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Jean-Louis Dumont (PACS - droits de mutation à titre gratuit : baisse des taux de cinq points) (p. 5571)

Article 6 (instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)
Son intervention (p. 5572)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 284 de M. Rodolphe Thomas (donations et successions - engagement de conservation de titres d'une entreprise prévu à l'article 787 B du code général des impôts - cessions entre héritiers ou donataires : maintien de l'exonération) (p. 5572)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Marc Le Fur (donations et successions - parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme - exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) (p. 5572)

Intervient sur l'adt n° 160 de M. Didier Migaud (assurance-vie : seuil d'exonération des droits de succession ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 5573)

Article 7 (aide à la mobilité des chômeurs de longue durée ou des salariés perdant leur emploi à la suite d'un plan social)
Son intervention (p. 5573)

Article 8 (allègement de l'imposition des revenus fonciers suite à mobilité professionnelle)
Son intervention (p. 5574)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)
Ses interventions (p. 5575 et s.)

Article 23 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)
Ses interventions (p. 5581 et s.)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)
Ses interventions (p. 5588 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 241 de M. Jean-Pierre Brard (DGF des communautés d'agglomération dont le revenu par habitant est inférieur de 20 % à la moyenne de celui de leur catégorie : maintien du niveau de leur dotation) (p. 5596)

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social - exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5597)

Intervient sur l'adt n° 332 de M. Michel Bouvard (fraction de la dotation de compensation de taxe professionnelle au

- titre du plafonnement des taux : maintien des attributions des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale) (p. 5599)
Intervient sur l'adt n° 440 de M. Jacques Myard (communes possédant un hippodrome : affectation de 0,1 % des prélèvements de l'Etat sur le PMU) (p. 5599)
- Article 26 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)*
Son intervention (p. 5600)
- Article 27 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux départements)*
Son intervention (p. 5601)
- Après l'article 27*
Intervient sur l'adt n° 186 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - compensation aux départements : prise en compte chaque année du coût supplémentaire résultant de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI du fait de la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5602)
Intervient sur l'adt n° 133 de M. François Scellier (suppression de la vignette automobile : modalités de compensation) (p. 5603 et s.)
- Article 28 (règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA - FCTVA)*
Son intervention (p. 5604)
- Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)*
Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (p. 5614) ; M. Didier Migaud (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5614)
- Après l'article 9*
Intervient sur l'adt n° 3 précédemment réservé de la commission (cessions de fonds agricoles de moins de 300 000 € : exonération des plus-values) (p. 5617)
Intervient sur l'adt n° 323 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (cessions de fonds agricoles : exonération des plus-values conditionnée à la poursuite effective de l'exploitation) (p. 5618)
Intervient sur l'adt n° 152 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (taxe foncière sur les propriétés bâties - dégrèvement de 100 € prévu par l'article 1391 B du code général des impôts : extension aux allocataires du RMI) (p. 5618)
Intervient sur l'adt n° 427 rectifié précédemment réservé de M. Serge Grouard (France Télécom - taxe professionnelle : prélèvement opéré par l'Etat plafonné au produit perçu par la collectivité) (p. 5619)
Intervient sur l'adt n° 233 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (travail précaire : taxation à hauteur de 5 % des rémunérations brutes en cas de dépassement de 10 % de l'effectif total) (p. 5621)
- Article 10 précédemment réservé (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés)*
Ses interventions (p. 5621 et s.)
- Article 11 précédemment réservé (limitation de la déduction, au plan fiscal, des dotations aux amortissements et des loyers concernant les véhicules les plus polluants)*
Ses interventions (p. 5622 et s.)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'adt n° 226 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle - majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5624)
- Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)*
Ses interventions (p. 5626 et s.)
- Après l'article 12*
Intervient sur l'adt n° 94 précédemment réservé de M. Charles de Courson (automobiles équipés de moteurs hybrides fonctionnant à l'essence et à l'éthanol : crédit d'impôt) (p. 5629)
- Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)*
Ses interventions (p. 5630 et s.)
- Après l'article 13*
Intervient sur l'adt n° 170 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 5638)
Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5640 et s.)
Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 5650) ; M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5652)
Intervient sur l'adt n° 7 rectifié précédemment réservé de la commission (alcool éthylique incorporé aux supercarburants - réduction de TIPP : suppression pour l'alcool dénaturé) (p. 5654)
Intervient sur l'adt n° 88 de M. Charles de Courson (éthanol - réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5655)
Intervient sur l'adt n° 270 de Mme Pascale Gruny (unités de production d'alcool éthylique - réduction de TIPP : agrément du ministère de l'agriculture) (p. 5655)
Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux avions : suppression de l'exonération de TIPP) (p. 5655)
Intervient sur l'adt n° 319 de M. Augustin Bonrepaux (huile végétale pure : autorisation d'emploi comme carburant et exonération de la TIPP) (p. 5656)
Intervient sur l'adt n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes - TGAP) (p. 5656)
Intervient sur l'adt n° 89 de M. Charles de Courson (biocarburant "E85" composé de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence : réduction de TIPP) (p. 5657)
Intervient sur l'adt n° 275 de M. André Santini (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) (p. 5657)
Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Marie-Jo Zimmermann (taxe sur les véhicules de société : exonération des véhicules de moins de trois mètres de long dont les rejets de gaz carbonique sont inférieurs à 120 g/km) (p. 5657)
Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5658)
- Article 14 précédemment réservé (réforme de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)*
Ses interventions (p. 5659 et s.)
- Après l'article 14*
Intervient sur l'adt n° 103 précédemment réservé de M. Charles de Courson (PME - impôt sur les sociétés - taux réduit : plafond de chiffre d'affaires porté à 10 000 000 € et application sur 50 000 €) (p. 5660)
- Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)*
Ses interventions (p. 5661 et s.)
- Après l'article 16*
Intervient sur l'adt n° 182 de M. Patrick Bloche (plus-values des sociétés d'investissement immobilier cotées : taux porté de 16,5 % à 26,5 %)
Intervient sur l'adt n° 96 précédemment réservé de M. Charles de Courson (impôt sur les sociétés - régime des sociétés mères et filiales : suppression du seuil de participation de 5 %) (p. 5663)
Intervient sur l'adt n° 417 précédemment réservé de M. Camille de Rocca Serra (cessions de parts sociales représentant plus de 25 % du capital - plus-values : exonération étendue aux neveux et nièces) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Serge Poignant (plus-values sur valeurs mobilières : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean-Marie Binetruy (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 285 rectifié de M. Rodolphe Thomas (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Intervient sur l'adt n° 439 de M. Patrice Martin-Lalande (production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles : régime du crédit d'impôt) (p. 5665)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (impôt sur les sociétés : rétablissement de la "surtaxe Juppé") (p. 5666)

Intervient sur l'adt n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (enseignement du français aux salariés non francophones d'établissements situés hors de France : crédit d'impôt) (p. 5667)

Article 17 précédemment réservé (plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des plus-values latentes)

Ses interventions (p. 5667 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Auberger (plus-values sur cessions de fonds de commerce - paiement sur la durée du crédit vendeur - assouplissement du dispositif) (p. 5668)

Intervient sur l'adt n° 155 précédemment réservé de M. Jacques Myard (suppression de l'ISF) (p. 5683)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur l'adt n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 5691)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (ISF - exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5692)

Intervient sur l'adt n° 156 précédemment réservé de M. Jacques Myard (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5693)

Intervient sur l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5693)

Intervient sur le sous-adt n° 452 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (exonération limitée à 100 000 €) à l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (p. 5693)

Intervient sur l'adt n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5698 et s.)

Intervient sur les adts n° 222 et 221 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : limite à respectivement 120 fois et 100 fois le montant du RMI) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 157 précédemment réservé de M. Jacques Myard (ISF - résidence principale - abattement : porté de 20 % à 50 %) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 148 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : majoration de 5 % par personne à charge) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 63 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5698)

Intervient sur l'adt n° 149 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (ISF - résidence principale - abattement de 20 % : minimum de 360 000 €) (p. 5698)

Intervient sur les adts n° 153 et 219 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (ISF - objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette avec possibilité de forfait égal à respectivement 2,5 % et 3 % de l'actif) (p. 5704)

Intervient sur l'adt n° 220 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (ISF - titres de sociétés - abattement de 50 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 5706)

Intervient sur l'adt n° 253 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (ISF - souscription au capital de PME - exonération prévue par l'article 885 ter du code général des impôts : suppression) (p. 5707)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (ISF - indexation du barème : suppression) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - résidence principale acquise par héritage - personnes non imposables à l'impôt sur le revenu : report du paiement sur leur propre succession) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 158 de M. Jacques Myard (ISF - souscription au capital de PME : réduction d'impôt à hauteur de 75 %) (p. 5708)

Intervient sur l'adt n° 46 de M. Michel Bouvard (ISF - droit de reprise : trois années et l'année en cours) (p. 5709)

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Claude Goasguen (ISF - droit de reprise : trois ans) (p. 5709)

Article 18 précédemment réservé (mesures relatives au financement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 5709)

Article 19 précédemment réservé (alignement des taux de l'intérêt de retard et des intérêts moratoires)

Son intervention (p. 5710)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 179 précédemment réservé de M. Didier Migaud (régularisation spontanée lors d'un contrôle fiscal sur place : taux d'intérêt porté de 50 % à 80 % du taux de l'intérêt de retard) (p. 5711)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 177 précédemment réservé de M. Didier Migaud ("taxe Tobin" - transactions sur devises : taux de 0,05 %) (p. 5712)

Intervient sur l'adt n° 416 précédemment réservé du Gouvernement (prêt à taux zéro : plafond de ressources porté de 38 690 € à 62 500 - transfert de la créance de crédit d'impôt entre établissements de crédit) (p. 5713)

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de M. Didier Migaud (travaux d'entretien des logements et services à la personne - TVA - taux réduit : prorogation) (p. 5714)

Intervient sur l'adt n° 229 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA - taux normal : 18,6 %) (p. 5714)

Intervient sur l'adt n° 28 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (bonbons de chocolat - TVA : taux réduit) (p. 5716 et s.)

Intervient sur l'adt n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes âgées - travaux - TVA : taux réduit) (p. 5716)

Intervient sur l'adt n° 45 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (locaux d'habitation - travaux de construction ou d'agrandissement réalisés pour des personnes handicapés - TVA : taux réduit) (p. 5717)

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5718 et s.)

Intervient sur l'adt n° 11 précédemment réservé de la commission (associations - franchise de TVA : seuil relevé de 76 300 € à 100 000 € pour celles occupant moins de dix salariés) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 445 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (impôt de bourse : assujettissement des

seules obligations indexées sur les résultats de l'émetteur) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 260 précédemment réservé de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle - étudiants boursiers : exonération) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 261 précédemment réservé de M. Didier Migaud (redevance audiovisuelle - bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique : exonération) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5750)

Intervient sur l'adt n° 68 précédemment réservé de M. Alain Marleix (exploitants agricoles - TVA - option pour le paiement trimestriel : période de cinq ans substituée au caractère irrévocable) (p. 5752)

Intervient sur l'adt n° 178 précédemment réservé de M. Didier Migaud (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : hausses de cotisation - plafonnement) (p. 5752)

Article 21 précédemment réservé (versement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Ses interventions (p. 5754 et s.)

Article 31 précédemment réservé (suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)

Ses interventions (p. 5758 et s., 5765)

Article 33 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale intitulé "Participations financières de l'Etat")

Ses interventions (p. 5767 et s.)

Article 34 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route")

Ses interventions (p. 5771 et s.)

Article 35 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale")

Son intervention (p. 5772)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Ses interventions (p. 5774 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 159 de M. Denis Jacquat (petites brasseries indépendantes - production inférieure à 200 000 hl - droits d'accise : institution de taux réduits) (p. 5780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Jean-Claude Viollet (associations - taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1er janvier 2006) (p. 5781)

Article 47 précédemment réservé (affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF)

Son intervention (p. 5783)

Après l'article 47

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Didier Migaud (Agence de financement des infrastructures de transports de France - AFITF : affectation du produit de la redevance domaniale due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes et des participations de l'Etat dans ces sociétés) (p. 5783)

Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)

Son intervention (p. 5785)

Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Ses interventions (p. 5788 et s.)

Seconde délibération

Articles 24, 29, et 51 et état A annexé

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 24 - réforme de la dotation globale d'équipement des

départements - départements éligibles à la dotation forfaitaire minimale : taux de concours réel ramené de 3,25 % à 2,5 % pour la majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 5791)

Intervient sur les adts n° 2 et 3 du Gouvernement (article 29 - prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et article 51 - équilibre général du budget : de conséquence) (p. 5791)

Son intervention (p. 5791)

Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)

Son intervention (p. 5808)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FINANCES PUBLIQUES

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)

Son intervention (p. 7185)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : rapporteur : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 7185)

Etat : Monnaies et médailles : statut juridique (p. 7186)

Etat : réforme (p. 7185 et s.)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7185)

Impôt sur le revenu : déclarations : Internet (p. 7186)

Impôts et taxes : charte du contribuable : intérêts de retard (p. 7185 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 7185)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7185)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : informatisation (p. 7186)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 7185 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7186)

Crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" inscrits à l'état B

Intervient sur l'adt n° 666 du Gouvernement (charge de la dette : réduction de 200 millions d'euros) (p. 7187)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Augustin Bonrepaux (p. 6893) ; M. Didier Migaud (p. 6895) ; M. Jean-Marc Ayrault (p. 6897) ; M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6900)

Répond aux interventions du Président de l'Assemblée nationale : s'engage à travailler sur la constitution d'un échantillon reprenant des simulations communales sur les effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6920)

Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)

Intervient sur le sous-adt n° 680 du Gouvernement (report de crédits au-delà de la limite des 3 %) à l'adt n° 261 de la commission (p. 7279)

Intervient sur l'adt n° 260, deuxième rectification de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 55 : insertion des plafonds des autorisations d'emplois et de l'état C en mesures budgétaires dans un Titre Ier bis) (p. 7297)

Intervient sur l'adt n° 261 de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 7297)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses interventions (p. 6910, 6920 et s.)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7192)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Ses interventions (p. 6930 et s.)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Ses interventions (p. 6935 et s.)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 480 de M. Richard Mallié (plus-values professionnelles - cessions de clientèles : abattement de 10 % par année au-delà de la cinquième) (p. 6936)

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 351 de M. Didier Migaud (réductions ou crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 151 rectifié de M. Alain Néri (anciens combattants - demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (résidences de tourisme - investissement locatif - réduction d'impôt : durée d'imputation portée de six à neuf ans) (p. 6938)

Intervient sur l'adt n° 266 de la commission (résidence de tourisme - travaux - réduction d'impôt : année de paiement substituée à l'année d'achèvement) (p. 6938)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Hervé Novelli (organismes ayant pour objet l'évaluation des politiques publiques - dons : réduction d'impôt) (p. 6938)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de la commission (chèques vacances - entreprises de moins de 50 salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 6939)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 6940 et s., 7188 et s.)

Article 63 [18 novembre 2005] (instauration d'un crédit sur les intérêts d'emprunt de prêts contractés par des étudiants en vue de financer leurs études supérieures)

Son intervention (p. 7195)

Article 64 [18 novembre 2005] (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation - FCPI - et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque - SUIR)

Son intervention (p. 7195)

Après l'article 64 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 117, deuxième rectification de M. Camille de Rocca Serra (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt de 50 % pour un investissement réalisé à au moins 70 % en Corse et au plus à 30 % en Provence - Provence-Alpes-Côtes d'Azur ou Rhône-Alpes) (p. 7196)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7197)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7326, 7337, 7342 et s., 7364 et s.)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs - de 0,55 % à 1 % en fonction de la population) (p. 7380)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Yves Bur (versement transport : calcul de la population de la collectivité organisatrice) (p. 7381)

Intervient sur les adts n°s 71 et 70 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères - établissements publics de coopération intercommunale - articles L 2333-77 et L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7381)

Intervient sur l'adt n° 530 rectifié de M. Jacques Péliard (déchets ménagers - stockage ou traitement : création d'une taxe perçue par la commune d'accueil) (p. 7381)

Intervient sur l'adt n° 18 de M. François Asensi (versement transport - zone aéroportuaire de Roissy : taux de 2,1 %) (p. 7381)

Intervient sur l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation - assiette minima de quatre mètres carrés - taux de 75 € par mètre carré) (p. 7382)

Intervient sur le sous-adt n° 451 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'assiette minimale) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7382)

Intervient sur le sous-adt n° 452 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (taux de 25 € par mètre carré) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7382)

Intervient sur le sous-adt n° 450 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (produit de la taxe attribué aux collectivités respectant leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement aux gens du voyage) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (p. 7383)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Daniel Garrigue (friches commerciales : taxe additionnelle à la taxe foncière) (p. 7383)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (taxe foncière : titulaires du RMI et bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité - dégrèvement de 100 €) (p. 7384)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (taxe d'habitation - personnes hébergées en maison de retraite : exonération de la résidence principale) (p. 7384)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (taxe d'habitation - bénéficiaires du plafonnement en fonction du revenu : taux ramené de 4,3 % à 2 %) (p. 7384)

Intervient sur l'adt n° 276 de la commission (thermalisme - taxe professionnelle : assujettissement des établissements publics) (p. 7384)

Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Philippe Houillon (taxe professionnelle - avocats : exonération pour les deux premières années d'activité) (p. 7385)

Intervient sur l'adt n° 541 de M. André Schneider (taxe professionnelle - mise à disposition gratuite d'équipements ou de biens mobiliers : imposition du propriétaire dans le seul cas de sous-traitance) (p. 7385)

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Yves Deniaud (taxe professionnelle - outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous-traitant : exonération) (p. 7386)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (taxe professionnelle - outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous-traitant : exonération) (p. 7386)

Intervient sur l'adt n° 185 de M. Pierre-Christophe Baguet (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : abattement forfaitaire de 1600 € pouvant être porté à 2400 € ou à 3600 €) (p. 7387)

Intervient sur les adts n°s 326 et 327 de M. Didier Migaud (réévaluation des valeurs locatives : taux de respectivement 2 % et 1,9 %) (p. 7387)

Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : taux de 1,8 %) (p. 7387)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. François Scellier (réductions de valeur locative prévues par l'article 1518 A du code général des impôts - usines nucléaires et aéroports, dispositifs anti-pollution ou économisant l'énergie : délibération des collectivités territoriales) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports - taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. François Scellier (aéroports d'intérêt national ou international - taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 77 de M. Jean-Pierre Brard (valeurs locatives des immobilisations corporelles en cas d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements : maintien de leur montant) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Étienne Mourrut (surtaxe sur les eaux minérales : augmentation de son taux plafond dans les communes pénalisées par la réforme de 1981) (p. 7388)

Intervient sur l'adt n° 364 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères - établissements publics de coopération intercommunale - articles L 2333-76 à L 2333-78 du code général des

collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7388)

Intervient sur les adts n^{os} 635 et 634 de M. Augustin Bonrepaux (taux des impôts locaux : "déliation totale" respectivement en 2006 et 2007) (p. 7389)

Intervient sur l'adt n^o 531 de M. Jacques Péliard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – réforme : mission d'évaluation) (p. 7389)

Intervient sur l'adt n^o 79 de M. Charles de Courson (taxe professionnelle – plafonnement : réduction progressive à 1,6 du taux moyen national en 2009) (p. 7389)

Intervient sur l'adt n^o 685 de M. Gilles Carrez (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – création d'organismes de coopération intercommunale : dates de délibération) (p. 7389)

Intervient sur l'adt n^o 363 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) (p. 7390)

Intervient sur l'adt n^o 73 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : modalités de calcul) (p. 7390)

Intervient sur l'adt n^o 11 de M. Jean-Christophe Lagarde (classement ou reclassement de locaux à usage d'habitation ou professionnel : notification de la décision au contribuable) (p. 7390)

Intervient sur l'adt n^o 278 de la commission (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 686 de M. Hervé Mariton (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 520 de M. Yves Bur (bases des impositions directes locales : échange d'information entre les collectivités territoriales et l'administration fiscale) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 281 de la commission (Syndicat des transports d'Ile-de-France – fonds : dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 280 rectifié de la commission (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part "salaires" : répartition entre communes et groupements de communes) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 115 de M. Jean-Claude Lemoine (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part "salaires" : répartition entre communes et groupements de communes) (p. 7391)

Intervient sur l'adt n^o 20 rectifié de M. Yves Censi (casinos organisés en groupes de sociétés : bénéfice de l'abattement sur le produit brut des jeux au titre des dépenses à caractère immobilier exposées dans leurs établissements thermaux ou hôteliers) (p. 7392)

Intervient sur les adts n^{os} 74 et 367 de M. Augustin Bonrepaux (autonomie financière des collectivités territoriales : rapport du Gouvernement) (p. 7392)

Intervient sur l'adt n^o 529 de M. Jacques Péliard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392)

Intervient sur l'adt n^o 6 rectifié de M. Charles de Courson (régions – transferts de compétences : rapport du Gouvernement sur leur compensation financière) (p. 7393)

Intervient sur l'adt n^o 257 de M. Patrice Martin-Lalande (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle par utilisation du fonds de compensation des risques de la construction) (p. 7394)

Intervient sur l'adt n^o 211 du Gouvernement (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle : attribution de 150 millions d'euros par le fonds de compensation des risques de la construction), rectifié (supplément de 30 millions d'euros réservé aux communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle) (p. 7394)

Après l'article 69 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n^o 524 de M. Jean-Pierre Brard (rapport au Parlement sur les techniques d'optimisation et de délocalisation fiscales des groupes de sociétés) (p. 7198)

Intervient sur l'adt n^o 525 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (impôt sur les sociétés : rapport sur le régime du bénéfice mondial) (p. 7199)

Article 70 [18 novembre 2005] (modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts)

Son intervention (p. 7200)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n^o 311 de M. François Sauvadet (TIPP – remboursement aux commerçants sédentaires établis dans une commune de moins de 3 000 habitants : extension à ceux des communes de plus de 3 000 habitants si les ventes ambulantes excèdent 50 % du chiffre d'affaires) (p. 7201)

Intervient sur l'adt n^o 282 rectifié de la commission (balayage des caniveaux et voies publiques – service public de voirie communale – TVA : taux réduit) (p. 7202)

Article 72 [18 novembre 2005] (harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure)

Son intervention (p. 7202)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n^o 17 de M. Jean-Louis Dumont (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) (p. 7202)

Intervient sur l'adt n^o 2 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de redressement : délai imposé à l'administration) (p. 7203)

Intervient sur l'adt n^o 310 de M. François Sauvadet (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat – réductions : extension au secteur non alimentaire) (p. 7203)

Article 73 [18 novembre 2005] (réforme des exonérations spécifiques de cotisations employeur applicables dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 7204)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n^o 287 rectifié de la commission (commissions des finances – pouvoirs de contrôle : extension) (p. 7205)

Intervient sur le sous-adt n^o 540 rectifié de M. Didier Migaud (désignation de membres par les commissions chargées des finances) à l'adt n^o 287 rectifié de la commission (p. 7205)

Intervient sur l'adt n^o 286 de la commission (entrée en vigueur de la LOLF : abrogation de dispositions devenues obsolètes) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n^o 285 de la commission (entrée en vigueur de la LOLF : modification d'une référence) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n^o 667 de M. Rodolphe Thomas (actions en faveur du droit des femmes – crédits mentionnés à l'article 132 de la loi de finances pour 2000 : indicateurs sexuels) (p. 7206)

Avant l'article 52

Intervient sur l'adt n^o 656 de la commission (Titre Ier – intitulé – de coordination : ajout des crédits et découverts) (p. 7396)

Avant l'article 55

Intervient sur l'adt n^o 657 de la commission (suppression de l'intitulé "Autorisations d'emplois") (p. 7397)

Article 55 et état C (plafonds des autorisations d'emplois)

Son intervention (p. 7397)

Article 56 et état D (autorisations de découvert)

Son intervention (p. 7397)

Avant l'article 57

Intervient sur l'adt n^o 659 de la commission (suppression de l'intitulé "Dispositions diverses") (p. 7397)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7397)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8517)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8515)

Thèmes :

Défense (p. 8517)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8517 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8517)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8517 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances : contrôle parlementaire (p. 8517)

Politique économique : croissance (p. 8517)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8517)

Secteur public : services publics (p. 8518)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8525)

Intervient sur les adts n^{os} 2 et 3 rectifié du Gouvernement (article 9 – exploitants agricoles – allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties : compensation aux communes) (p. 8527 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 4 du Gouvernement (article 12 – taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules à fortes émissions de CO₂ : report au 1^{er} juillet 2006) (p. 8528)

Intervient sur l'adt n^o 5 du Gouvernement (article 13 – régime fiscal des biocarburants : augmentation de la défiscalisation des esters éthyliques d'huile végétale – suppression du gage) (p. 8528)

Intervient sur l'adt n^o 6 du Gouvernement (article 19 – taux de l'intérêt de retard : de coordination) (p. 8528)

Intervient sur les adts n^{os} 7, 8 et 9 du Gouvernement (articles 26 et 27 : compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements : Corse – correction de l'imputation du droit à compensation de la part "collèges" entre la collectivité territoriale de Corse et les deux départements) (p. 8528)

Intervient sur l'adt n^o 1 du Gouvernement (article 51 et état A – équilibre général du budget : incidence de la loi de finances rectificative pour 2005 – déficit majoré de 124 millions d'euros et porté à 46,947 milliard d'euros) (p. 8529)

Intervient sur l'adt n^o 12 du Gouvernement (Mission Engagements financiers de l'Etat - charge de la dette majorée de 55 millions d'euros : reprise de la dette de la mutualité sociale agricole) (p. 8533)

Intervient sur l'adt n^o 13 du Gouvernement (Mission Provisions – dépenses accidentelles et imprévisibles : réduction des crédits de 24 millions d'euros) (p. 8533)

Intervient sur l'adt n^o 14 du Gouvernement (Mission remboursements et dégrèvements – majoration des crédits de 160 millions d'euros : financement des mesures adoptées pour atténuer les effets de la hausse du prix des carburants) (p. 8533)

Intervient sur l'adt n^o 15 rectifié du Gouvernement (article 56 – Autorisations de découvert : de coordination avec le maintien du compte de commerce "Constructions navales de la marine militaire") (p. 8533)

Intervient sur les adts n^{os} 16 à 21 du Gouvernement (article 67 – réforme de la taxe professionnelle - modalités de calcul des taux de référence : retour au texte voté par le Sénat – suppression de la disposition adoptée par la commission mixte paritaire offrant aux communes et aux intercommunalités la possibilité d'utiliser après 2005 la majoration du taux de référence) (p. 8534)

Intervient sur l'adt n^o 22 du Gouvernement (article 67 bis A – dotation de compensation de taxe professionnelle des communes – correction d'une erreur matérielle) (p. 8536)

Projet de loi de finances rectificative n^o 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Ses interventions (p. 7992, 8032)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8002)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 8010)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 8038)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 8034)

Assemblée nationale : adts : Gouvernement (p. 8032)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8032, 8038)

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 7994, 8010)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 7993)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7992 et s., 8010, 8032 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8035)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 7993)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 7992 et s.)

Finances publiques : reports (p. 7992 et s., 8010, 8034)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8034 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 8035)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : épargne logement (p. 8010)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8002)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 7992 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8010, 8032)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 7994, 8010)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : ITER (p. 8035)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8034)

Retraites : dirigeants : indemnités de départ (p. 8034 et s.)

Télécommunications : France Télécom : président (p. 8010)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 7993)

Transports routiers : transporteurs : aides (p. 8034)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8032)

TVA : remboursement : péages (p. 8032 et s.)

**Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)**

Article 1er (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 8039)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 1 de M. Hervé Mariton (viticulture : évaluation des stocks) (p. 8040)

Intervient sur l'adt n^o 258 de M. Didier Migaud (provision pour hausse des matières premières : réduction) (p. 8040)

Intervient sur les adts n^{os} 262 et 263 de M. Augustin Bonrepaux (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation plafonnée à respectivement 50 % et 100 %) (p. 8040)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Ses interventions (p. 8041 et s.)

Article 6 (création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")

Son intervention (p. 8056)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 217 de M. Didier Migaud (fonds de réserve pour les retraites : affectation d'une partie du produit des privatisations) (p. 8057)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)

Ses interventions (p. 8057 et s.)

Article 8 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 8060)

Article 9 et état B (dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 8061)

Article 10 et état B' (dépenses ordinaires des services civils. Annulations de crédits)

Son intervention (p. 8062)

Article 11 et état C (dépenses en capital des services civils. Ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 8063)

Article 12 et état C' (dépenses en capital des services civils. Annulations de crédits)

Son intervention (p. 8063)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 85 de M. Patrice Martin-Lalande (majoration du plafond du compte d'avance à l'audiovisuel public : de coordination avec l'article 7) (p. 8064)

Article 17 (ratification des décrets d'avance)

Son intervention (p. 8064)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Ses interventions (p. 8066, 8072 et s., 8077)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une taxe de solidarité sur les transports maritimes de passagers) (p. 8087)

Intervient sur l'adt n° 241 rectifié de M. Didier Migaud (transactions sur devises : taux de la taxe fixé à 0,05 %) (p. 8087)

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Jean-Pierre Blazy (taxe sur les nuisances sonores aériennes - riverains : relèvement des tarifs) (p. 8088)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les nuisances sonores aériennes : affectation du produit aux communautés aéroportuaires) (p. 8088)

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Yves Bur (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments : affectation aux centres de gestion des produits de santé) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Marc Le Fur (quotas laitiers - prélèvements pour dépassement en 2004-2005 : validation législative) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Marc Le Fur (pérennisation de la taxe au profit de l'Office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers - ONILAIT) (p. 8090)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Jean-Michel Fourgous (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire : affectation d'une partie de la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 8090)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Ses interventions (p. 8092 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 286 de M. Sébastien Huyghe (plus-values sur actions - abattement pour durée de détention : application aux titres émis par les jeunes entreprises innovantes) (p. 8097)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Didier Migaud (assurance-vie en cas de décès : abattement ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 8097)

Article 20 (aménagement des règles d'investissement des véhicules de capital-risque)

Son intervention (p. 8098)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 143 rectifié de M. Gilles Carrez (organismes de placement collectif immobilier : régime fiscal) (p. 8098)

Article 21 (pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des transmissions de petites entreprises individuelles)

Ses interventions (p. 8099 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Gilles Carrez (plus-values professionnelles - dirigeants des entreprises individuelles - départ à la retraite : exonération totale) (p. 8101)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Gilles Carrez (plus-values immobilières des entreprises individuelles : régime de droit commun) (p. 8101)

Article 22 (simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises)

Son intervention (p. 8102)

Après l'article 22

Intervient sur les adts n°s 90 et 89 de M. Marc Le Fur (entreprises agricoles - transmission : régime fiscal) (p. 8103)

Article 24 (aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales et du régime de suris d'imposition en cas d'échange de titres à la suite notamment de la création des actions préférence)

Son intervention (p. 8103)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Jean-Yves Besselat (groupements d'intérêts fiscaux au titre de la construction de navires : simplification du régime) (p. 8104)

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Emmanuel Hamelin (entreprises de production audiovisuelle : provisions pour dépenses liées à l'exploitation des œuvres) (p. 8104)

Intervient sur l'adt n° 171 rectifié de M. Gilles Carrez (organismes d'HLM et société de garantie de l'accession sociale à la propriété - impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8104 et s.)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Charles de Courson (organismes d'HLM - impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8105)

Intervient sur l'adt n° 148 de M. Charles de Courson (société de garantie de l'accession sociale à la propriété - impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8105)

Intervient sur l'adt n° 101 de M. Hervé Mariton (électricité - gros consommateurs : régime fiscal des souscriptions au capital des sociétés agréées ayant pour objet l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8105)

Intervient sur l'adt n° 266 de M. Didier Migaud (impôt sur les sociétés - notion de régime fiscal privilégié : écart d'imposition réduit de 50 % à 33 %) (p. 8106)

Intervient sur l'adt n° 140, deuxième rectification de Mme Nadine Morano (entreprises relevant des métiers d'art - dépenses de conception : crédit d'impôt) (p. 8106)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrice Martin-Lalande (entreprises de production phonographique - dépenses de production, de développement et de numérisation : crédit d'impôt) (p. 8107)

Article 26 (mise en conformité des mesures en faveur du transport maritime avec les nouvelles orientations communautaires sur les aides d'Etat en faveur de ce secteur)

Son intervention (p. 8107)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Jean-Yves Besselat (ports autonomes maritimes - dividendes versés à l'Etat : application du régime des établissements publics de l'Etat) (p. 8108)

Article 27 (abattement sur le bénéfice des jeunes artistes de la création plastique)

Son intervention (p. 8108)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Ses interventions (p. 8108 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 17 de la commission (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : extension à l'espace économique européen) (p. 8110)

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Hervé Novelli (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : extension à l'espace économique européen) (p. 8110)

Intervient sur l'ad^t n° 18 rectifié de la commission (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : éligibilité des indemnités versées aux volontaires internationaux en entreprise) (p. 8111)

Intervient sur l'ad^t n° 37 de M. Hervé Novelli (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : éligibilité des indemnités versées aux volontaires internationaux en entreprise) (p. 8111)

Article 29 (amélioration du régime spécial d'imposition des salariés exerçant temporairement leur activité en France)

Ses interventions (p. 8111 et s.)

Article 30 (aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective)

Ses interventions (p. 8113 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad^t n° 86 de M. Jean-Jacques Guillet (dons de matériel informatique des entreprises à leurs salariés : prorogation du régime fiscal) (p. 8114)

Intervient sur l'ad^t n° 251 rectifié de M. Didier Migaud (sociétés – dirigeants – rémunération et avantages : non déductibilité au-delà de 500 000 € par an) (p. 8114)

Intervient sur l'ad^t n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8115 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 237 rectifié de M. Gilles Carrez (coordination avec la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 8119)

Intervient sur l'ad^t n° 282 de M. Jean-Jacques Descamps (évaluation des avantages en nature : application des règles relatives aux cotisations sociales) (p. 8119)

Intervient sur l'ad^t n° 236 de M. Gilles Carrez (conjoints collaborateurs : déductibilité des rachats de cotisations sociales en matière de retraite) (p. 8119)

Intervient sur l'ad^t n° 98 de M. Yves Censi (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : suppression de la condition de revenu en cas de participation directe à l'activité agricole) (p. 8119)

Intervient sur l'ad^t n° 290 de M. Philippe Auberger (PREFON – capacités complémentaires de rachat d'années de cotisations : extension aux membres ayant adhéré après le 31 décembre 2004) (p. 8120)

Intervient sur l'ad^t n° 2 de M. Hervé Mariton (dons aux associations et fondations reconnues d'utilité publique – réduction d'impôt : suppression du critère d'intérêt général) (p. 8120)

Intervient sur l'ad^t n° 15 de Mme Françoise Branget (récupération et traitement des eaux pluviales : crédit d'impôt) (p. 8120)

Intervient sur l'ad^t n° 283 rectifié de M. Richard Mallié (véhicules propres – crédit d'impôt : prorogation et extension) (p. 8121)

Intervient sur l'ad^t n° 157 de M. Charles de Courson (valeur de capitalisation des droits acquis au titre des régimes de retraite complémentaire PREFON, COREM et CGOS - ISF : non intégration dans l'assiette) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 221 de M. Éric Besson (étudiants boursiers – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 222 de M. Didier Migaud (titulaires de l'allocation de solidarité spécifique – redevance audiovisuelle : exonération) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 219 de M. Jean-Pierre Balligand (redevance audiovisuelle : perception avec l'impôt sur le revenu) (p. 8122)

Intervient sur l'ad^t n° 220 de M. Éric Besson (redevance audiovisuelle – double imposition : remboursement) (p. 81234)

Article 31 (mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 8123)

Article 32 (coefficients de revalorisation des valeurs locatives pour 2006)

Son intervention (p. 8124)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [8 décembre 2005] (p. 8131)

Après l'article 32

Intervient sur l'ad^t n° 156 de M. Francis Delattre (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France : majoration des contributions au second prélèvement et amélioration de la garantie bénéficiant aux communes perdant leur éligibilité) (p. 8132)

Intervient sur l'ad^t n° 103 de M. Emmanuel Hamelin (sociétés de groupage et de distribution de journaux et publications périodiques - taxe professionnelle : exonération) (p. 8132)

Intervient sur l'ad^t n° 10 de M. André Schneider (biens mis à la disposition de sous-traitants – taxe professionnelle : imposition du donneur d'ordre s'il est assujéti à la taxe professionnelle) (p. 8133)

Intervient sur le sous-ad^t n° 321 du Gouvernement à l'ad^t n° 10 de M. André Schneider (p. 8133)

Intervient sur l'ad^t n° 284 rectifié de M. Yves Deniaud (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération par délibération des collectivités territoriales en cas d'imposition au nom du sous-traitant) (p. 8133)

Intervient sur l'ad^t n° 6 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour handicapés – installation ou remplacement – valeur locative – taxe professionnelle : non prise en compte) (p. 8134)

Intervient sur l'ad^t n° 209 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives : suppression de l'abattement) (p. 8134)

Intervient sur l'ad^t n° 210 de M. Jean-Pierre Blazy (aéroports – taxe professionnelle – valeurs locatives – abattement : compensation aux collectivités territoriales) (p. 8134)

Intervient sur l'ad^t n° 257 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – bases locatives – revalorisation : 1,9 % au lieu de 1,8 %) (p. 8134)

Intervient sur l'ad^t n° 53 de M. Thierry Mariani (appareils automatiques installés dans les cafés - non majoration de la taxe annuelle) (p. 8134)

Intervient sur l'ad^t n° 22 rectifié de la commission (Provence-Alpes-Côte d'Azur - taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier : plafond porté de 17 millions d'euros à 34 millions d'euros)

Intervient sur l'ad^t n° 211 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : déliaison des taux) (p. 8135)

Intervient sur l'ad^t n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8135)

Intervient sur l'ad^t n° 264 de Mme Sylvie Andrieux (Provence-Alpes-Côte d'Azur – instauration d'une taxe spéciale d'équipement : financement d'infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site ITER) (p. 8135)

Intervient sur l'ad^t n° 270 de M. Jean-Louis Bianco (institution d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur contribuant à la réalisation d'ITER) (p. 8136)

Article 33 (réforme de la taxe forfaitaire sur les objets précieux)

Son intervention (p. 8136)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad^t n° 102 rectifié de M. Philippe Rouault (propriétés non bâties situées sur des sites Natura 2000 – transmission à titre gratuit : abattement de 75 % sur leur valeur) (p. 8136)

Intervient sur l'ad^t n° 91 de M. Yves Censi (actes portant cautionnement, garantie ou aval : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8136)

Intervient sur l'ad^t n° 304 rectifié de M. Philippe Auberger (découverts bancaires inférieurs à 1 000 € : exonération de la taxe sur les opérations de crédit) (p. 8137)

Intervient sur l'ad^t n° 303 de M. Philippe Auberger (prêts consentis au titre du fonds pour la cohésion sociale :

- exonération de la taxe sur les opérations de crédit (p. 8137)
- Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (zones d'aménagement concerté – revente de terrains par des marchands de biens – exonération de droits de mutation à l'achat : prorogation annuelle du délai de revente) (p. 8137)
- Après l'article 34*
- Intervient sur l'adt n° 293 de M. Yves Bur (réduction de 50 % de la taxe sur les installations nucléaires à compter de l'année suivant l'autorisation de mise à l'arrêt et relèvement à due concurrence de la même taxe pour les autres installations) (p. 8137)
- Article 35 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)*
- Son intervention (p. 8138)
- Après l'article 36*
- Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8139)
- Intervient sur l'adt n° 144 de M. Claude Gatignol (gaz naturel utilisé pour la production d'électricité : exonération de taxe intérieure sur la consommation) (p. 8139)
- Intervient sur l'adt n° 145 de M. Claude Gatignol (cogénération – exonération des taxes intérieures sur la consommation : prorogation) (p. 8139)
- Après l'article 37*
- Intervient sur l'adt n° 207 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de fonctionnement minimale des départements : indexation sur la DGF) (p. 8140)
- Intervient sur l'adt n° 208 de M. Augustin Bonrepaux (calcul de la réfaction de la DGF des départements au titre de la reprise de la compétence sanitaire par l'Etat : non prise en compte des charges de personnel) (p. 8140)
- Intervient sur l'adt n° 213 de M. Augustin Bonrepaux (rapport du Gouvernement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, les transferts d'imposition à leur profit et leurs marges d'évolution différenciée des taux) (p. 8141)
- Intervient sur l'adt n° 204 de M. Augustin Bonrepaux (routes nationales transférées aux départements : calcul de la compensation) (p. 8141)
- Intervient sur l'adt n° 203 de M. Augustin Bonrepaux (aide aux jeunes en difficulté transférée aux départements : calcul de la compensation) (p. 8143)
- Après l'article 38*
- Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144)
- Intervient sur les adts n° 87 et 35 de M. Jacques Pélissard (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144)
- Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144)
- Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144)
- Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)*
- Ses interventions (p. 8154 et s.)
- Intervient sur l'adt n° 67 de M. Charles de Courson (p. 8156)
- Après l'article 39*
- Intervient sur l'adt n° 260 de M. Didier Migaud (services d'aide à la personne et travaux sur les logements - TVA au taux réduit : prorogation) (p. 8158)
- Intervient sur l'adt n° 261 de M. Augustin Bonrepaux (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8158)
- Après l'article 40*
- Intervient sur l'adt n° 82 de M. Richard Mallié (entreprises accomplissant des opérations de négoce international – TVA : dispense de caution) (p. 8161)
- Intervient sur l'adt n° 296 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" : application aux locaux commerciaux) (p. 8161)
- Intervient sur l'adt n° 297 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" - intérêts d'emprunt : imputation sur le revenu global) (p. 8161)
- Intervient sur l'adt n° 295 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" - charges foncières - propriétaires occupants : imputation à hauteur de 50 % sur le revenu global) (p. 8161)
- Intervient sur l'adt n° 79 de M. Richard Mallié (exonération de TVA sur les produits acquis par des résidents de pays tiers à l'Union européenne : extension aux produits alimentaires solides et liquides et aux pierres précieuses non montées) (p. 8162)
- Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (véhicules ou engins tout terrain exclusivement affectés à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables : déductibilité de la TVA) (p. 8162)
- Intervient sur l'adt n° 172 de M. Gilles Carrez (TVA à l'importation : autoliquidation entre les mains de l'acquéreur ou du preneur) (p. 8162)
- Intervient sur l'adt n° 44 de M. Charles de Courson (TVA à l'importation : modalités de récupération) (p. 8163)
- Intervient sur l'adt n° 9 de M. André Schneider (droit sur les bières : allègement pour les petites brasseries indépendantes) (p. 8163)
- Intervient sur l'adt n° 65 de M. Paul-Henri Cugnenc (Corse – cigarettes : majoration du droit de consommation) (p. 8164)
- Intervient sur l'adt n° 29 rectifié de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : abaissement des taux des tranches inférieure et intermédiaire) (p. 8164)
- Article 42 (simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance)*
- Son intervention (p. 8165)
- Après l'article 43*
- Intervient sur l'adt n° 150 de M. Charles de Courson (privilège du Trésor – publicité : fixation de seuils) (p. 8166)
- Intervient sur l'adt n° 78 de M. Richard Mallié (droits d'enregistrement et assimilés : délai de prescription de trois ans) (p. 8166)
- Après l'article 44*
- Intervient sur l'adt n° 72 du Gouvernement (espaces naturels classés à "Natura 2000" – travaux : déductibilité des revenus fonciers) (p. 8166)
- Intervient sur l'adt n° 285 rectifié de M. Sébastien Huyghe (jeunes entreprises innovantes : extension du statut aux sociétés de même type détenues par de jeunes entreprises innovantes) (p. 8166)
- Intervient sur l'adt n° 299 de M. Sébastien Huyghe (jeune entreprise innovante cotée : institution d'un régime fiscal favorable pour les actionnaires) (p. 8167)
- Intervient sur l'adt n° 69 du Gouvernement (emploi de réservistes : crédit d'impôt pour les entreprises) (p. 8167)
- Intervient sur l'adt n° 283 de M. Richard Mallié (véhicules "propres" - crédit d'impôt : prorogation) (p. 8167)
- Intervient sur l'adt n° 225 du Gouvernement (transporteurs routiers – péages autoroutiers – TVA : déduction) (p. 8167, 8171)
- Intervient sur l'adt n° 59 du Gouvernement (casinos : régime des jeux) (p. 8170)
- Intervient sur l'adt n° 68 du Gouvernement (compte de commerce "Constructions navales de la marine militaire" : prorogation) (p. 8171)
- Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de la commission (Natexis Banques Populaires – missions accomplies pour l'Etat au titre du commerce extérieur : pérennisation) (p. 8171)
- Intervient sur l'adt n° 57 rectifié du Gouvernement (fonds de financement des prestations sociales des non salariés

agricoles – dette : transfert à l'Etat dans la limite de 2,5 milliards d'euros) (p. 8171)

Intervient sur l'adt n° 92 du Gouvernement (construction de navires civils : garantie de l'Etat) (p. 8173)

Intervient sur l'adt n° 132 rectifié du Gouvernement (Corse – agriculteurs : apurement de la dette sociale) (p. 8174)

Intervient sur l'adt n° 75 du Gouvernement (établissement public d'insertion de la défense nationale : attribution de biens immobiliers) (p. 8175)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Marc Le Fur (validation d'un règlement régissant des personnels non titulaires de l'équipement) (p. 8175)

Intervient sur l'adt n° 174 rectifié de M. Gilles Carrez (documents budgétaires relatifs à des politiques interministérielles et aux relations financières de la France avec l'Union européenne) (p. 8175)

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Gilles Carrez (document budgétaire relatif à la recherche et à l'enseignement supérieur) (p. 8175)

Seconde délibération

Article 8 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (de coordination des votes intervenus : déficit de 44,073 milliards d'euros) (p. 8175)

Son intervention (p. 8176)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8666)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 8666)

Agroalimentaire : viticulture (p. 8666)

Assemblée nationale : adts : Gouvernement (p. 8666)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : contrats (p. 8666)

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8666)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8666)

Finances publiques : reports (p. 8666)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 8666)

Transports aériens : taxe sur les billets (p. 8666)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 9 du Gouvernement (article 24 ter – régime fiscal des gros consommateurs d'électricité : suppression du gage) (p. 8666, 8671)

Intervient sur les adts n° 7 et 8 du Gouvernement (articles 55 bis et 55 ter supprimés par la commission mixte paritaire – garantie de l'Etat accordée respectivement au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et à l'interprofession du Beaujolais pour l'arrachage de vignes : rétablissement des articles) (p. 8666, 8672)

Intervient sur l'adt n° 5 du Gouvernement (article 24 ter A – taxe sur les services de télévision – exonération des sociétés étrangères : suppression du gage) (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 24 ter – régime fiscal des gros consommateurs d'électricité : conditions de délivrance de l'agrément à des sociétés ayant pour objet exclusif la conclusion de contrats d'approvisionnement - réservation de droits à consommation à long terme) (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (article 30 sexies - PREFON - capacités complémentaires de rachat d'années de cotisations - extension aux membres ayant adhéré après le 31 décembre 2004 : suppression du gage) (p. 8672)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (article 30 septies - associations culturelles - exonération du prélèvement de 20 % sur les contrats d'assurance vie souscrits à leur profit : suppression du gage) (p. 8672)

Intervient sur l'adt n° 4 du Gouvernement (article 32 bis A - définition des zones de revitalisation rurale : suppression du gage) (p. 8672)

Intervient sur l'adt n° 10 du Gouvernement (article 35 bis supprimé par la commission mixte paritaire – taxe professionnelle – entreprises de transport sanitaire – dégrèvement porté de 50 % à 75 % : rétablissement de l'article) (p. 8672)

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (article 42 - simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance : suppression du gage) (p. 8672)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8358)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8358 et s.)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8360)

Logement (p. 8358)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8359)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8359)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8359)

Union européenne : Commission : Conseil (p. 8358)

Union européenne : Cour de justice : sanctions (p. 8359)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8360)

Son intervention (p. 8360)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses interventions (p. 4348 et s., 4376 et s.)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4359 et s., 4361)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4366)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4378)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Charles de Courson (cf supra) [20 juin 2006] (p. 4377)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 4376)

Assemblée nationale : commission des finances (p. 4348)

Etat : missions régaliennes (p. 4348)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4348 et s., 4376)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4349, 4360)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4348)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4348)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 4349)

Finances publiques : reports (p. 4348)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4349)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4360)

Justice : Cour des comptes (p. 4348, 4360, 4376)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4349, 4376)

Lois de règlement (p. 4348)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4377)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : programmes (p. 4350, 4361)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2005)

Son intervention (p. 4447)

Article 2 (recettes du budget général)

Son intervention (p. 4448)

Article 3 (dépenses ordinaires civiles du budget général)

Son intervention (p. 4449)

Article 7 (résultat du budget général de 2005)

Ses interventions (p. 4450 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 9 de M. Charles de Courson (suppression des contrôleurs des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) (p. 4452)

Intervient sur l'ad t n° 2, deuxième rectification de M. Michel Bouvard (opérateurs de l'Etat : dépôt par le Gouvernement d'une annexe au projet de loi de finances) (p. 4453)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Ses interventions (p. 4463, 4512)

Thèmes :

Administration : administrations centrales : services déconcentrés (p. 4514)
 Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4512)
 Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 4512)
 Commerce extérieur (p. 4513)
 Communes : Montreuil (p. 4514)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : douanes (p. 4514)
 Emploi : chômage (p. 4513)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4513)
 Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4464 et s.)
 Enseignement supérieur (p. 4464)
 Etat : missions régaliennes (p. 4464)
 Etat : réforme (p. 4464, 4512 et s., 4515)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4513 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4465, 4512)
 Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 4512 et s., 4515)
 Finances publiques : dette publique (p. 4465)
 Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 4514)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4464 et s - 4513)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4512)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4515)
 Impôts locaux : dégrèvement (p. 4512 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4463)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élection présidentielle (p. 4465 et s., 4514 et s.)
 Politique économique : croissance (p. 4512 et s.)
 Politique économique : croissance : compétitivité (p. 4513)
 Recherche (p. 4464)
 Secteur public : services publics (p. 4464, 4512)
 Sécurité sociale : organismes : gestion (p. 4474, 4511)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 4514)

François CORNUT-GENTILLE

*Haute-Marne (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur spécial du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [7 février 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 10 : Défense (préparation et emploi des forces ; soutien de la politique de la défense ; équipement des forces) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) : Annexe 1 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'équipement des forces [13 juin 2006] (n° 3155)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la

mission d'évaluation et de contrôle sur les programmes d'armement : l'exemple du véhicule blindé de combat d'infanterie [5 juillet 2006] (n° 3254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6334)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6335)

Défense : crédits (p. 6334)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6336)

Défense : GIAT-Industries (p. 6336)

Défense : opérations extérieures (p. 6335)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6336)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)

Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6384 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'ad t n° 188 du Gouvernement (responsabilité pécuniaire des militaires) (p. 6386)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2545)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : déchets radioactifs (p. 2545)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2545)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 2545)

Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs : recherche (p. 2545)

Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2545)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2545)

Transports : transport de matières dangereuses : déchets radioactifs (p. 2545)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2591)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son ss-ad t n° 230 à l'ad t n° 85 de M. Christian Bataille : adopté (p. 2596)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2698 et s.)

Ses ss-ad ts n°s 239 et 240 à l'ad t n° 25 rectifié de la commission (p. 2700)

Son ad t n° 114 (p. 2704)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Son intervention (p. 4291)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 4291)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 4291)

Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 4291)
 Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4291)
 Départements : Meuse (p. 4291)
 Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 4291)
 Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 4291)
 Transports : transport de matières dangereuses : déchets radioactifs (p. 4291)

Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)

Article 6 bis (rôle du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire)

Son adt n° 7 (p. 4296)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son adt n° 8 (p. 4296)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son adt n° 9 (p. 4298)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son adt n° 10 (p. 4300)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4058)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement : modernisation (p. 4059)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 4059)

Parlement : rôle : réforme (p. 4058)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4072)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Christian Philip (débat sans vote organisé avant et après chaque Conseil européen) (p. 4074)

Article 3 (adjonction aux rapports législatifs d'une annexe sur le droit européen)

Son adt n° 9 (p. 4075)

Article 4 (durée des motions)

Son adt n° 10 (p. 4075)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de M. Michel Dieffenbacher (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner, étude de leur impact législatif par la commission des lois, étude par la commission des finances de leur impact financier) (p. 4075)

Article 5 (délai de dépôt des adts)

Son adt n° 11 (p. 4077)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Christian Philip (séance mensuelle de questions d'actualité consacrée aux sujets européens) (p. 4077)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Christian Philip (procédure d'examen simplifiée pour la transposition des directives européennes) (p. 4077)

Après l'article 7

Son adt n° 12 rectifié (débat sans vote sur les conclusions des rapports des commissions d'enquête) : rejeté (p. 4077)

Article 8 (attribution à un membre d'un groupe de l'opposition de la fonction de président ou de rapporteur d'une mission d'information créée par la Conférence des Présidents)

Son adt n° 13 rectifié (p. 4077)

Après l'article 8

Son adt n° 15 rectifié (programme de travail prévisionnel communiqué chaque mois par le Gouvernement) : rejeté (p. 4078)

Son adt n° 16 rectifié (une séance de questions au Gouvernement remplacée chaque mois par un débat d'actualité) : rejeté (p. 4078)

Ses explications de vote (p. 4079)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4079)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Louis Giscard d'Estaing

Alain CORTADE

Vaucluse (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1376, posée le 17 janvier 2006. Urbanisme. Logement social (J.O. Questions p. 373). Appelée le 17 janvier 2006. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application (p. 32)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8146)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 31

Son adt n° 349 (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259) : adopté (p. 3260)

Louis COSYNS

*Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Manifestations contre le contrat première embauche (CPE) [22 mars 2006] (p. 2147)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1377, posée le 17 janvier 2006. Associations. Associations d'aide à domicile (J.O. Questions p. 373). Appelée le 17 janvier 2006. Financement (p. 13)

n° 1478, posée le 7 mars 2006. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP) (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Section hôtellerie, Saint-Amand-Montrond, maintien (p. 1531)

n° 1502, posée le 21 mars 2006. Transports ferroviaires. Ligne Paris Vierzon Montluçon Ussel (J.O. Questions p. 2879). Appelée le 21 mars 2006. Rénovation (p. 2080)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son intervention (p. 4935)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 1041 (p. 4978)

Après l'article 5

Son adt n° 1034 précédemment réservé (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989) : rejeté (p. 4990)

Son adt n° 1036 précédemment réservé (interdiction pour les SAFER de vendre séparément les bâtiments d'habitation) : rejeté (p. 4995)

Son adt n° 1038 précédemment réservé (limitation du bénéfice de l'exercice du droit de préemption des SAFER aux agriculteurs faisant la preuve du financement de l'opération) : rejeté (p. 4996)

Son adt n° 1044 précédemment réservé (demande d'autorisation adressée à l'autorité administrative dans le délai d'un mois suivant la publicité relative au fonds) : rejeté (p. 4997)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son adt n° 961 (p. 3522)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2781 visant à compléter le dispositif relatif à la saisine du Haut Conseil de l'éducation [22 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6743)

Thème :

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6743)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4831)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4832)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4832)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4831)

Energie et carburants : tarifs (p. 4832)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4832)

Union européenne : politique énergétique (p. 4832)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5605)

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration [J.O. du 17 mars 2006] (p. 4075)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 37 : Transports (transports aériens et météorologie) - Contrôle et exploitation aériens (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2721 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état réel des finances publiques de la France [1^{er} décembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [15 juin 2006] (n° 3165)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Affaire Adidas [25 octobre 2005] (p. 5799)

TVA. Récupération. Péages, entreprises de transports [14 décembre 2005] (p. 8338)

Finances publiques. Déficit publics [21 février 2006] (p. 1025)

Finances publiques. Déficit budgétaire [15 mars 2006] (p. 1870)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande des précisions sur les bénéficiaires du plafonnement des impositions en fonction du revenu ainsi que de la réforme de l'impôt sur le revenu et réclame des simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6894)

Se réfère à l'article XIV de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen et à l'article 146 du Règlement de l'Assemblée nationale pour réclamer la communication de simulations nominatives par communes et établissements publics de coopération intercommunale des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6899)

Reproche à la majorité d'avoir refusé - sur injonction du Président de la République - la suppression "du plafonnement de l'ISF" et condamne le recours aux sondages en matière de réforme fiscale [16 novembre 2005] (p. 6913)

Regrette que M. Nicolas Perruchot se soit vu couper la parole et n'ait pas pu poser sa question en raison de l'incident ayant opposé le Premier ministre et le groupe socialiste, demande au premier ministre de "respecter la représentation nationale" et considère que "donner un sentiment de pression physique n'est pas conforme à nos traditions républicaines" [20 juin 2006] (p. 4347)

Conteste la notion de "dépenses nettes" retenue par le Gouvernement [20 juin 2006] (p. 4377)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4719)

Article 8 (résultat des budgets annexes)

Son adt n° 2 rectifié (p. 4720)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son adt n° 941 (p. 4888)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses adts n°s 932, 933 et 930 (p. 4915, 4918, 4935)

Après l'article 2

Son adt n° 908 (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4938) : retiré (p. 4940)

Son adt n° 934 (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942) : rejeté (p. 4943)

Après l'article 6

Son adt n° 931 (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4945) : adopté (p. 4946)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses adts n°s 935, 937, 936 et 927 (p. 4977, 4979, 4985)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5459)

Son intervention (p. 5466)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 5468 et s.)

Etat : réforme (p. 5468)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5467)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5466)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5466 et s.)

Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 5467 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 5466)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5460, 5466)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5466, 5468)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5467)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5469)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5469)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 5466)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5469)

Impôts et taxes : bouclier fiscal" (p. 5468 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5469)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5469)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5469)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5468)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5460)

Sécurité sociale : déficit (p. 5468)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5468)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)**

Après l'article 2

- Son adt n° 76 (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge : quotient familial de 1,2 – avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5554) : retiré (p. 5555)
- Après l'article 6*
 Son adt n° 215 (donations et successions – parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme - exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) : rejeté (p. 5572)
- Après l'article 9*
 Son adt n° 216 précédemment réservé (cessions de fonds agricoles de moins de 300 000 € : exonération des plus-values) : retiré (p. 5617)
- Après l'article 12*
 Son adt n° 94 précédemment réservé (automobiles équipés de moteurs hybrides fonctionnant à l'essence et à l'éthanol : crédit d'impôt) : rejeté (p. 5629)
- Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)*
 Ses adts n°s 90 rectifié, 91, 124 rectifié et 92 (p. 5635, 5636)
- Après l'article 13*
 Son adt n° 88 (éthanol – réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5654) : rejeté (p. 5655)
 Son adt n° 89 (biocarburant " E85 " composé de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence : réduction de TIPP) (p. 5656) : rejeté (p. 5657)
- Article 14 précédemment réservé (réforme de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)*
 Ses adts n°s 102 et 104 (p. 5659, 5660)
- Après l'article 14*
 Son adt n° 103 précédemment réservé (PME – impôt sur les sociétés – taux réduit : plafond de chiffre d'affaires porté à 10 000 000 € et application sur 50 000 €) : rejeté (p. 5660)
- Après l'article 16*
 Son adt n° 96 précédemment réservé (impôt sur les sociétés - régime des sociétés mères et filiales : suppression du seuil de participation de 5 %) (p. 5662) : rejeté (p. 5663)
- Article 21 précédemment réservé (versement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)*
 Ses interventions (p. 5753 et s.)
 Son adt n° 106 (de suppression) (p. 5756)
- Article 33 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale intitulé "Participations financières de l'Etat")*
 Son intervention (p. 5765)
 Ses adts n°s 441 et 105 (p. 5766, 5769)
- Article 34 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route")*
 Son intervention (p. 5770)
- Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)*
 Son adt n° 107 (de suppression) (p. 5773)
 Ses adts n°s 333 et 334 (p. 5775, 5776)
 Son intervention (p. 5780)
- Article 43 précédemment réservé (affectation de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - ADEME)*
 Son intervention (p. 5782)
- Article 47 précédemment réservé (affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF)*
 Ses interventions (p. 5782 et s.)
- Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)*
 Son intervention (p. 5784)
 Son adt n° 70 précédemment réservé (de suppression) :
 SCRUTIN PUBLIC (p. 5784)
- Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)*
 Son intervention (p. 5788)
Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)
 Ses explications de vote (p. 5810)
- DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**
- AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES
- Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)**
Procédure des questions :
 Energie et carburants : biocarburants (p. 6858)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6858)
- TRANSPORTS
- Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)**
 Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 6191)
- Thèmes avant la procédure des questions :*
 Industrie : construction aéronautique et spatiale : recherche développement (p. 6192)
 Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 6191)
 Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 6192)
 Transports aériens : compagnies aériennes (p. 6191)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 6191)
 Transports aériens : trafic (p. 6191)
- Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6227)**
Crédits de la mission "Transports", inscrits à l'état B
 Son intervention (p. 6229)
- Article 90 (limites supérieures et inférieures des tarifs correspondant aux classes d'aérodromes)*
 Son adt n° 134 : adopté (p. 6230)
- Après l'article 90*
 Intervient sur l'adt n° 61 de la commission (rapport au Parlement relatif à la création d'un regroupement des crédits de la gendarmerie du transport aérien au sein de la "mission" transports) (p. 6230)
 Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de gestion et les perspectives d'évolution du service annexe d'amortissement de la dette -SAAD) (p. 6231)
- ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**
- [16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)**
 Ses rappels au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6894, 6899)
- Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)*
 Intervient sur le sous-adt n° 680 du Gouvernement (report de crédits au-delà de la limite des 3 %) à l'adt n° 261 de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 7298)
- Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)*
 Ses interventions (p. 6908, 6922 et s., 6926 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6913)
 Reprend l'adt n° 603 de M. Jacques Pélissard (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 6922)
 Reprend l'adt n° 604 de M. Jacques Pélissard (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 6926)
- Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)*
 Son adt n° 307 (de suppression) (p. 6928)

Son intervention (p. 6933)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Son intervention (p. 6935)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son adt n° 4 rectifié (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge : quotient familial de 1,2 - avantage fiscal limité à 2 202 €) : retiré (p. 6937)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 308 (de suppression) (p. 6939)

Après l'article 63 [18 novembre 2005]

Son adt n° 5 rectifié (prime pour l'emploi : date de versement et inscription sur le bulletin de salaire) : rejeté (p. 7195)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7300, 7343, 7350, 7364, 7373)

Son adt n° 309 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 7330)

Reprend l'adt n° 495 rectifié de M. Michel Bouvard (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre Ier ter) (p. 7350)

Son ss-adt n° 684 à l'adt n° 673 de M. Gilles Carrez (p. 7353)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur le sous-adt n° 450 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (produit de la taxe attribué aux collectivités respectant leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement aux gens du voyage) à l'adt n° 275 rectifié de la commission (caravanes constituant des résidences principales : taxe d'habitation – assiette minima de quatre mètres carrés – taux de 75 € par mètre carré) (p. 7383)

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Yves Deniaud (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous-traitant : exonération) (p. 7386)

Intervient sur les adts n° 326 et 327 de M. Didier Migaud (réévaluation des valeurs locatives : taux de respectivement 2 % et 1,9 %) (p. 7387)

Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : taux de 1,8 %) (p. 7387)

Son adt n° 78 (taxes foncières – plafonnement : réduction progressive du taux à 1,6 des taux moyens en 2014) : retiré (p. 7389)

Son adt n° 79 (taxe professionnelle – plafonnement : réduction progressive à 1,6 du taux moyen national en 2009) : rejeté (p. 7389)

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Jean-Christophe Lagarde (classement ou reclassement de locaux à usage d'habitation ou professionnel : notification de la décision au contribuable) (p. 7390)

Son adt n° 6 rectifié (régions – transferts de compétences : rapport du Gouvernement sur leur compensation financière) : retiré (p. 7393)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Son adt n° 7 (contrôle des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) : rejeté (p. 7205)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7399)

Explications de vote et vote [23 novembre 2005] (p. 7415)

Ses explications de vote (p. 7417)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7418)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8522)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : libre administration (p. 8522 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8522 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8522)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8523)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8522)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 8523)

Secteur public : privatisations : recettes (p. 8523)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur l'adt n° 12 du Gouvernement (Mission Engagements financiers de l'Etat - charge de la dette majorée de 55 millions d'euros : reprise de la dette de la mutualité sociale agricole) (p. 8533)

Intervient sur les adts n° 16 à 21 du Gouvernement (article 67 – réforme de la taxe professionnelle - modalités de calcul des taux de référence : retour au texte voté par le Sénat – suppression de la disposition adoptée par la commission mixte paritaire offrant aux communes et aux intercommunalités la possibilité d'utiliser après 2005 la majoration du taux de référence) (p. 8535)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8523)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8011)

Son intervention (p. 8018)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 8020)

Assemblée nationale : adts : Gouvernement (p. 8019)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8020)

Commerce extérieur (p. 8019)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8019)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8012)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8019)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8019)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : épargne logement (p. 8011)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8011 et s.)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 8020)

Politique économique : croissance (p. 8019)

Régions : Corse : agriculteurs (p. 8020)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) : retraites complémentaires (p. 8020)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8019)

TVA : remboursement : péages (p. 8019)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Ses adts n° 153 et 154 (p. 8050, 8051)

Son adt n° 42 rectifié : adopté après rectification et modification (p. 8053)

Son intervention (p. 8056)

Article 9 et état B (dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 8061)

Article 10 et état B' (dépenses ordinaires des services civils. Annulations de crédits)

Son intervention (p. 8062)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son adt n° 49 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8064)

Ses interventions (p. 8074, 8077)

Ses adts n° 48, 46 et 47 (p. 8075)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Ses interventions (p. 8093 et s.)

Son adt n° 66 (p. 8093)

Article 21 (pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des transmissions de petites entreprises individuelles)

Son intervention (p. 8100)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Gilles Carrez (plus-values professionnelles – dirigeants des entreprises individuelles – départ à la retraite : exonération totale) (p. 8101)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Gilles Carrez (plus-values immobilières des entreprises individuelles : régime de droit commun) (p. 8101)

Article 22 (simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises)

Ses adts n°s 152 rectifié et 151 (p. 8101, 8102)

Après l'article 24

Son adt n° 149 (organismes d'HLM - impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8104) : retiré (p. 8105)

Son adt n° 148 (société de garantie de l'accession sociale à la propriété - impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8104) : retiré (p. 8105)

Article 30 (aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective)

Ses interventions (p. 8112 et s.)

Son adt n° 45 rectifié (p. 8114)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8116)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Yves Censi (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : suppression de la condition de revenu en cas de participation directe à l'activité agricole) (p. 8120)

Son adt n° 157 (valeur de capitalisation des droits acquis au titre des régimes de retraite complémentaire PREFON, COREM et CGOS - ISF : non intégration dans l'assiette) (p. 8121) : retiré (p. 8122)

Article 31 (mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 8123)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8152)

Son adt n° 67 (p. 8156) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué) (p. 8176)

Après l'article 40

Son adt n° 44 (TVA à l'importation : modalités de récupération) (p. 8162) : retiré (p. 8163)

Après l'article 43

Son adt n° 150 (privilège du Trésor – publicité : fixation de seuils) (p. 8165) : adopté (p. 8166)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 225 du Gouvernement (transporteurs routiers – péages autoroutiers – TVA : déduction) (p. 8168)

Ses adts n°s 147 rectifié et 158 rectifié (transporteurs routiers – péages autoroutiers – TVA : rapports du Gouvernement sur les modalités de remboursement et d'imputation) : retirés (p. 8170)

Intervient sur l'adt n° 126 du Gouvernement (mutuelles et institutions de prévoyance – risques autres que la maladie : assujettissement à la taxe sur les conventions d'assurance) (p. 8171)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié du Gouvernement (fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles – dette : transfert à l'Etat dans la limite de 2,5 milliards d'euros) (p. 8172)

Intervient sur l'adt n° 132 rectifié du Gouvernement (Corse – agriculteurs : apurement de la dette sociale) (p. 8174)

Ses explications de vote (p. 8176)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8176)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

[22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8667)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 8667)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8667)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8667)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8667)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8667)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8668)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8668)

Lois de finances rectificatives (p. 8667)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 8668)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 8668)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : retraites complémentaires : fonctionnaires et agents publics (p. 8667)

Transports aériens : taxe sur les billets (p. 8668)

TVA : remboursement : péages (p. 8668)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8671)

Intervient sur les adts n°s 7 et 8 du Gouvernement (articles 55 bis et 55 ter supprimés par la commission mixte paritaire – garantie de l'Etat accordée respectivement au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et à l'interprofession du Beaujolais pour l'arrachage de vignes : rétablissement des articles) (p. 8673)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8668)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 369)

Son ss-adt n° 689 (respect du droit des actionnaires) à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 364) : adopté (p. 372)

Son ss-adt n° 690 (respect du droit de propriété à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 364) : adopté (p. 372)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 277)

Thèmes :

Agriculture (p. 277)

Energie et carburants : biocarburants (p. 277)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires (p. 277)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 277)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 277)

Ses explications de vote (p. 287)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 288)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Après l'article 23

Son adt n° 313 (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci

n'a pu être prononcée du fait de la nationalité de l'enfant) : rejeté (p. 1152)

Son adt n° 312 (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée en raison de l'âge de l'enfant) : rejeté (p. 1152)

Son adt n° 314 (donations et successions - adoption simple - handicapés: assimilation fiscale à l'adoption plénière) (p. 1152) : rejeté (p. 1153)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son ss-adt n° 1268 à l'adt n° 60 de la commission des finances (p. 3687)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4367)

Ses interventions (p. 4369 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2006] (p. 4377)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 4370)

Commerce extérieur (p. 4369)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4369 et s.)

Finances publiques : débudgétisations (p. 4369 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4370)

Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 4369 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 4370)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 4370)

Impôts et taxes : dégrèvements (p. 4369 et s.)

Justice : Cour des comptes (p. 4370)

Politique économique : pouvoir d'achat : endettement (p. 4369)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 4369)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2005)

Son adt n° 4 (de suppression) (p. 4446)

Article 2 (recettes du budget général)

Son adt n° 5 (de suppression) (p. 4447)

Article 3 (dépenses ordinaires civiles du budget général)

Son adt n° 6 (de suppression) (p. 4448)

Article 7 (résultat du budget général de 2005)

Son adt n° 7 (de suppression) (p. 4450)

Article 11 (pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat)

Son adt n° 8 (de suppression) (p. 4451)

Après l'article 13

Son adt n° 9 (suppression des contrôleurs des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) (p. 4451) : retiré (p. 4452)

Non-participation au vote du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4370)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4485)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4487)

Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 4487)

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4486 et s.)

Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 4486 et s.)

Commerce extérieur (p. 4485)

Emploi : chômage (p. 4485)

Finances publiques : agence France Trésor (p. 4486)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4486)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4486 et s.)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 4487)

Finances publiques : dette publique (p. 4486)

Finances publiques : fonds de concours (p. 4487)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4486)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 4487)

Pays étrangers : Allemagne : TVA (p. 4485)

Politique économique : croissance (p. 4485)

Politique économique : politique monétaire : taux d'intérêt (p. 4485 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 4485)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4487)

Sécurité sociale : déficit (p. 4487)

Union européenne : contribution française (p. 4488)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4907)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5254 et s.)

Son adt n° 137556 : retiré (p. 5254)

Son ss-adt n° 137660 à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5265) : rejeté (p. 5267)

Son ss-adt n° 137650 rectifié (caractère renouvelable de la durée de 2 ans) à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (p. 5265) : adopté (p. 5267)

Son ss-adt n° 137648 rectifié à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (p. 5265) : retiré (p. 5267)

Son ss-adt n° 137649 rectifié à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (p. 5265) : retiré (p. 5267)

Après l'article 6

Son adt n° 137561 (p. 5443) : rejeté (p. 5445)

Son adt n° 137562 : retiré (p. 5448)

Édouard COURTIAL

Oise (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1288)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6828)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (n° 2470) [7 décembre 2005] (n° 2728)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [24 janvier 2006] (n° 2807)

Proposition de loi n° 2988 visant à concilier lutte contre le tabagisme passif et maintien d'un tissu économique local [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonction publique territoriale. Politique de la fonction publique territoriale [22 novembre 2005] (p. 7325)

DÉBATS

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Son intervention (p. 8185)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 8185, 8186)

Formation professionnelle : accès (p. 8186)

Travail : congé de maternité (p. 8185, 8186)

Travail : égalité professionnelle (p. 8185)

Travail : négociations (p. 8185, 8186)

Travail : salaires (p. 8185)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 1er A (suppression des limites de la durée du congé de maternité pathologique)

Son intervention (p. 8197)

Article 1er (prise en compte de l'incidence du congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son intervention (p. 8198)

Article 3 (négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses interventions (p. 8198 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Pierre-Christophe Baguet (négociation obligatoire annuelle sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise : caractère spécifique ou non) (p. 8201)

Article 3 bis (égalité professionnelle dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 8201)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses interventions (p. 8201 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 51 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire d'au moins 25 %) (p. 8205)

Intervient sur l'adt n° 47 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire de 25 % à 50 %) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Catherine Génisson (droit du salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou une modification des horaires du travail) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 64 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance : dérogations soumises à accords de branche) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : accès prioritaire aux heures supplémentaires) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 50 de Mme Catherine Génisson (limitation de l'amplitude horaire du travail à temps partiel dans une journée) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Catherine Génisson (sanctions financières des employeurs coupables d'abus d'utilisation du travail à temps partiel) (p. 8207)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Pierre-Christophe Baguet (sensibilisation des inspecteurs du travail aux questions d'égalité professionnelle) (p. 8208)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Pierre-Christophe Baguet (caractère facultatif des plages horaires fractionnées de travail à temps partiel) (p. 8209)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Jean-Pierre Decool (congé parental : entretien du salarié avec l'employeur) (p. 8209)

Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (droits du salarié en cas de réduction d'activité au-dessous de la durée légale du travail) (p. 8210)

Intervient sur l'adt n° 35 de Mme Muguette Jacquaint (salarié à temps partiel : droits du salarié à temps partiel : non-abattement sur les cotisations employeurs en cas d'embauche à temps partiel) (p. 8210)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Pierre-Christophe Baguet (accès prioritaire aux emplois à temps plein pour le salarié à temps partiel) (p. 8210)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Catherine Génisson (définition élargie du harcèlement sexuel) (p. 8210)

Article 9 (extension du champ d'application du " crédit d'impôt famille " aux dépenses de formation en faveur des salariés changeant d'employeur à l'issue d'un congé parental d'éducation)

Son intervention (p. 8211)

Article 10 (aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse)

Son intervention (p. 8211)

Article 10 bis (indemnisation du congé de maternité prolongé en cas de naissance prématurée)

Son intervention (p. 8212)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Pierre-Christophe Baguet (congé parental et travail à temps partiel : droit du salarié au fractionnement) (p. 8212)

Article 12 ter A (prolongation du congé parental jusqu'à la rentrée scolaire)

Son intervention (p. 8213)

Après l'article 12 ter A

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Dominique Tian (journée de solidarité : droit du salarié au fractionnement) (p. 8213)

Article 12 ter A (bénéfice du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 8214)

Avant l'article 13

Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (élections professionnelles et instances de décision : représentation équilibrée des hommes et des femmes) (p. 8214)

Article 13 bis (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration et conseils de surveillance des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 8214)

Article 13 ter (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise)

Son intervention (p. 8214)

Article 13 quater (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel)

Son intervention (p. 8215)

Article 15 (formation professionnelle et apprentissage)

Son intervention (p. 8216)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

- Femmes : égalité professionnelle (p. 1189)
- Travail : congé de maternité (p. 1189)
- Travail : congé parental d'éducation (p. 1189)
- Travail : droit du travail (p. 1190)
- Travail : négociations (p. 1189)
- Travail : salaires (p. 1189)
- Travail : travail à temps partiel (p. 1189)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1194)

Son intervention (p. 1195)

Alain COUSIN

*Manche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Union européenne. Présidence autrichienne [18 janvier 2006] (p. 105)
- Energie et carburants. Electricité. Prix [7 juin 2006] (p. 4051)

Jean-Yves COUSIN

*Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

- n° 1350, posée le 20 décembre 2005. Etablissements de santé. Développement (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Structures, alternatives à l'hospitalisation (p. 8493)
- n° 1628, posée le 30 mai 2006. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés (J.O. Questions p. 5567). Appelée le 30 mai 2006. Assujettissement, réforme, conséquences (p. 3757)
- n° 1678, posée le 20 juin 2006. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables (J.O. Questions p. 6303). Appelée le 20 juin 2006. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte (p. 4312)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5505)

Thème :

- Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 5505)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 19 précédemment réservé (alignement des taux de l'intérêt de retard et des intérêts moratoires)

Son adt n° 423 : adopté (p. 5710)

Yves COUSSAIN

*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 16 février 2006] (p. 2384)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux [8 mars 2006] (n° 2942)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

- n° 1378, posée le 17 janvier 2006. Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT) (J.O. Questions p. 374). Appelée le 17 janvier 2006. Licence expertise agro-environnementale, Aurillac (p. 27)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

- Transports aériens : transport de voyageurs : Auvergne (p. 6227)

Jean-Michel COUVE

*Var (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VI : Politique des territoires (tourisme) (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3295 tendant à assouplir les conditions de l'aide personnalisée au logement aux personnes âgées hébergées en établissement [31 août 2006]

Proposition de loi n° 3318 visant à imposer aux banques de ne pas exiger des frais bancaires supérieurs au montant de l'incident de paiement [19 septembre 2006]

Proposition de loi n° 3320 relative à la maîtrise des coûts du revenu minimum d'insertion [19 septembre 2006]

Proposition de loi n° 3321 visant à établir une réduction de la taxe foncière au bénéfice des propriétaires procédant au débroussaillage dans les zones à risques d'incendies de forêts [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6452)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 6452)

Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 6452)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6452)

Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 6453)

Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 6453)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6453)

TVA : taux réduit : restauration (p. 6453)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3212 relative aux homicides involontaires [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 61 de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5259)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)

Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6386)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7562)

Thèmes :

Défense : marine : réservistes (p. 7563)

Défense : médecine militaire : réservistes (p. 7563)

Défense : réserves (p. 7562)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)

Son intervention (p. 7570)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Son intervention (p. 2462)

Thèmes :

Défense : réservistes : fonctionnaires et agents publics (p. 2463)

Défense : réservistes : infirmiers (p. 2463)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le Projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VIII : Santé (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 février 2006] (p. 889)

Droit pénal. Diffamation. Déclaration d'un élu [28 février 2006] (p. 1247)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6034)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6638)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 6639)
Santé : accès aux soins (p. 6639)
Santé : alcoolisme (p. 6639)
Santé : cancer (p. 6638 et s.)
Santé : crédits (p. 6638)
Santé : prévention (p. 6639)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7613)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7613)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7613)
Etat : devoir de mémoire (p. 7613)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7613, 7614)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 40

Son adt n° 65 (Corse – cigarettes : majoration du droit de consommation) : adopté (p. 8164)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1300)

Thèmes :

Recherche : crédits (p. 1300)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1300)
Recherche : recherche fondamentale (p. 1300)
Recherche : recherche médicale (p. 1300)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 4128)

Henri CUQ

Ministre délégué aux relations avec le Parlement, auprès du Premier ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2941 portant création d'une délégation parlementaire pour le renseignement [8 mars 2006]

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [5 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Dionis du Séjour. Etat. Plan. Commissariat général, suppression, conséquences [16 novembre 2005] (p. 6886)
M. Yvan Lachaud. Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [23 novembre 2005] (p. 7407)
M. Hervé Mariton. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [21 décembre 2005] (p. 8578)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Dosé. Transports ferroviaires. TGV Est. Gares, implantation [7 mars 2006] (p. 1542)

M. Roland Blum. Voirie. Rocades. Contournement de Marseille, calendrier [7 mars 2006] (p. 1541)

M. Jean-Pierre Grand. Mer et littoral. Espaces littoraux. Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, application, conséquences, exploitations agricoles [7 mars 2006] (p. 1540)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 7 (actualisation de la terminologie)

Son intervention (p. 4827)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT : POUVOIRS PUBLICS

Examen du fascicule [17 novembre 2005] (p. 6955)

Ses interventions (p. 6959, 6962)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 6961 et s.)

Justice : Conseil d'Etat (p. 6961)

Justice : Cour des comptes (p. 6960 et s.)

Président de la République : crédits (p. 6959 et s.)

Réponses aux questions :

Justice : Cour des comptes : autonomie financière (p. 6962)

(M. Michel Vaxès) (p. 6962)

Justice : Cour des comptes : magistrats (p. 6962) (M. Michel Vaxès) (p. 6962)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 6962)

Crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6963)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 652 du Gouvernement (Cour des comptes et juridictions financières : indemnité de technicité) (p. 6963)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6964)

Après l'article 80

Intervient sur l'adt n° 601 de M. René Dosière (Présidence de la République - crédits : jaune budgétaire) (p. 6965)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7794)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7794, 7795)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7795)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7794, 7795)

Grandes écoles : étudiants (p. 7794)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8677)

Son intervention (p. 8679)

Thèmes :

Transports : politique des transports : sécurité (p. 8679)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8679)

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4160)

Son intervention (p. 4160)

Thèmes :

Etat : services du Premier ministre : Cour des comptes (p. 4161)
Fonctionnaires et agents publics : carrière : Cour des comptes (p. 4161)
Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : Cour des comptes (p. 4160)
Justice : chambres régionales des comptes : magistrats (p. 4160)
Justice : Cour des comptes : recrutement (p. 4161)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4160)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4166)

Article 1er (recrutement et durée de fonctions des conseillers maîtres en service extraordinaire)

Son intervention (p. 4166)

Article 2 (remplacement de la commission consultative de la Cour des comptes par un conseil supérieur de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 4166 et s.)

Article 3 (statut des magistrats de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 4167)

Article 4 (avancement des magistrats)

Son intervention (p. 4167)

Article 5 (accès à la maîtrise)

Son intervention (p. 4167)

Article 8 (accès au référendariat)

Son intervention (p. 4168)

Article 9 (avis du premier président sur les nominations au tour extérieur)

Ses interventions (p. 4168 et s.)

Article 10 (régime disciplinaire des magistrats de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 4169)

Article 13 (fonctionnement du conseil supérieur des chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 4169)

Article 14 (coordination)

Son intervention (p. 4169)

Article 16 (accès au corps des magistrats des chambres régionales des comptes au tour extérieur)

Son intervention (p. 4170)

Article 18 (abrogations)

Son intervention (p. 4170)

Article 19 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4170)

D**Claude DARCIAUX***Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enfants. Politique de l'enfance. Délinquance potentielle, dépistages, rapport de l'INSERM, conclusions [8 mars 2006] (p. 1628)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)***Après l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 201)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 221)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 260 et s.)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 315)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 396)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)***Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)*

Son intervention (p. 3993)

Article 10 (réforme des suppléments de loyers de solidarité)

Son intervention (p. 3996)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son intervention (p. 3998)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son intervention (p. 3999)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (échelonnement du paiement du dépôt de garantie par le locataire) (p. 4002)

Article 19 C supprimé par le Sénat (privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires)

Son intervention (p. 4004)

Après l'article 19 D

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives de syndicats coopératifs ou d'associations syndicales libres) (p. 4004)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'adt n° 134 rectifié de M. François Brottes (modification des dispositions du code rural relatives aux obligations du repreneur d'une exploitation en matière d'occupation des bâtiments d'habitation) (p. 4005)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. François Brottes (possibilité pour les associés d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé de se retirer) (p. 4005)

Intervient sur l'adt n° 133 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (transfert au maire de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation) (p. 4006)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Jean Launay (modalités de retour aux collectivités territoriales des biens précédemment cédés pour le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4006)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)***Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]*

Ses interventions (p. 4959 et s.)

Olivier DASSAULT*Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'appauvrissement de la France en raison de l'expatriation des patrimoines et des contribuables (n° 3135) [20 juin 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 7 : Culture (Création ; transmission des savoirs et démocratisation de la culture) - Cinéma et audiovisuel (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Philippe Cochet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'appauvrissement de la France en raison de l'expatriation des patrimoines et des contribuables (n° 3135) [5 juillet 2006] (n° 3246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord [21 décembre 2005] (p. 8583)

Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [1^{er} février 2006] (p. 603)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 8

Son adt n° 1068 (aide fiscale au renouvellement des tracteurs) (p. 5017) : rejeté (p. 5018)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 32 rectifié (achat de parts de SELAFA – sociétés d'exercice libéral à forme anonyme – ou de SARL : déductibilité des intérêts d'emprunt) (p. 5551) : retiré (p. 5552)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE**

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)

Après l'article 94

Intervient sur l'adt n° 498 rectifié de la commission (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur le sous-adt n° 663 de M. Dominique Richard (date d'effet) à l'adt n° 498 rectifié de la commission (p. 7063)

Intervient sur l'adt n° 655 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur l'adt n° 661 de M. Pierre-Christophe Baguet (taxe sur les services de télévision : œuvres à caractère pornographique ou de très grande violence : augmentation du taux) (p. 7064)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :
- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7089)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles (p. 7089)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7090)

Culture : création (p. 7089)

Culture : crédits (p. 7089 et s.)

Culture : politique culturelle (p. 7090)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7090)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : fonctionnement (p. 7090, 7091)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7089)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son intervention (p. 1507)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 1507 et s.)

Entreprises : fonds propres : fonds de pension français (p. 1508)

Entreprises : patriotisme économique (p. 1508)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1508)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : croissance (p. 1507)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1507)

Michel DASSEUX

Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la reconversion des militaires [27 juin 2006] (n° 3192)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Fonctionnaires et agents publics. Revendications [7 décembre 2005] (p. 7982)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : réserves (p. 6379)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7559)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7559)

Défense : médecine militaire : réservistes (p. 7560)

Défense : réserves (p. 7559)

Défense : service national (p. 7559)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7560)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Son adt n° 38 (p. 7573)

Après l'article 4

Son adt n° 33 (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7574) : retiré (p. 7575)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Son adt n° 35 (p. 7575)

Après l'article 6

Son adt n° 32 (prise en compte des performances en matière de réserve militaire au titre de la clause de mieux-disant inscrite à l'article 53 du code des marchés publics) : rejeté (p. 7577)

Son adt n° 36 (utilisation de la réserve pour la reconstruction après conflit) : retiré (p. 7577)

Son adt n° 37 (établissement de contrats-type de travail) : retiré (p. 7577)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7581)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Son intervention (p. 2460)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 2461)

Défense : réserves (p. 2461)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2461)

Marc-Philippe DAUBRESSE*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2006] (p. 8979)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1557)

Martine DAVID*Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Vice-présidente de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes.

Violences urbaines [9 novembre 2005] (p. 6593)

Retraites : généralités. Financement. Fonds de réserve, financement, bilan [21 juin 2006] (p. 4403)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1394, posée le 31 janvier 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 788). Appelée le 31 janvier 2006. Contournement ferroviaire, Lyon (p. 513)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : conjoints (p. 6549)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)*Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B*

Ses adts n°s 295 et 293 (transfert, en faveur de l'enseignement public, de crédits prévus pour l'enseignement privé) (p. 6704)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :*- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005*

Ses interventions (p. 6737)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 6737)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 6737)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6737)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6780)

Thèmes :

Ordre public : violences urbaines (p. 6780)

Police : police de proximité (p. 6781)

Politique sociale : cohésion sociale : crédits budgétaires (p. 6781)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6781)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 703)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3654)

Thèmes :

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3654)

Parlement : rôle : Arménie (p. 3654)

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs**Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)**

Son intervention (p. 4604)

Thèmes :

Associations : sectes : manifestations (p. 4604)

Droits de l'homme et libertés publiques : protection (p. 4604)

Enfants : protection (p. 4604)

Enseignement : obligation scolaire : contrôle (p. 4604)

Famille : divorce : enfants (p. 4605)

Bernard DEBRÉ*Paris (15^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3117 visant à laisser libres les heures de sortie des patients en arrêt de travail pour une affection de longue durée [31 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 163)

Thèmes :

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 163)

Logement : logement social : loyers (p. 163)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 163)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 163)

Jean-Louis DEBRÉ

Eure (1^{ère} circonscription)

*Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [5 décembre 2005]

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale [17 janvier 2006]

- 1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
- 2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
- 3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
- 4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
- 5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
- 6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
- 7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
- 8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
- 9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
- 10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
- 11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Président**COUR DES COMPTES*

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2005 [22 février 2006] (p. 1095)

HOMMAGES

À la mémoire des deux enfants assassinés le week-end précédent. Observation d'une minute de silence [9 mai 2006] (p. 3168)

À la mémoire de Mme Nathalie Gautier, députée de la 6^{ème} circonscription du Rhône, décédée. Observation d'une minute de recueillement [7 septembre 2006] (p. 4722)

HOMMAGES DE BIENVENUE DE

À une délégation de parlementaires de la République socialiste du Vietnam [4 octobre 2005] (p. 4697)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de la Diète du Japon [17 janvier 2006] (p. 38)

À une délégation de parlementaires de la République de Grèce [22 mars 2006] (p. 3143)

À une délégation de parlementaires de la République démocratique de Géorgie [21 mars 2006] (p. 2090)

À une délégation de parlementaires de la République démocratique du Cameroun [2 mai 2006] (p. 2775)

À une délégation de parlementaires du Royaume de Norvège [3 mai 2006] (p. 2854)

À une délégation de parlementaires du Conseil national de la principauté de Monaco [13 juin 2006] (p. 4148)

À une délégation de députées de la République islamique d'Afghanistan [14 juin 2006] (p. 4198)

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT DE)

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du texte de la motion de censure et prend acte de ce dépôt [21 février 2006] (p. 1001)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : indique que son intervention ne relève pas du rappel au règlement [22 novembre 2005] (p. 7330)

M. Jean Glavany : répond que sa question a fait l'objet d'une réponse de la part du Gouvernement lors d'une précédente séance [8 février 2006] (p. 895)

M. Gaëtan Gorce : précise que la bonne image du Parlement s'accorde mal avec certaines volontés d'obstruction ; fait référence à la précédente demande de suspension de séance de M. Gremetz [8 février 2006] (p. 946)

M. Jean-Marc Ayrault : rappelle qu'il laisse raisonnablement l'opposition s'exprimer malgré la "mauvaise volonté" de certains [8 février 2006] (p. 946)

Mme Marylise Lebranchu : rappelle qu'il respecte les droits à l'expression argumentée de l'opposition mais souhaite l'avancée des débats [8 février 2006] (p. 947)

M. Alain Vidalies : se déclare prêt à prolonger les débats les quatre jours suivants s'il le faut [8 février 2006] (p. 947)

M. Jean-Marc Ayrault : rappelle qu'il est favorable à toute expression sur le fond, mais pas aux manœuvres dilatoires [9 février 2006] (p. 972)

M. Jean-Pierre Brard : répond qu'il comprend sa déception mais rappelle que le rôle du Président est de faire en sorte que le Parlement travaille [9 février 2006] (p. 973)

M. Bernard Accoyer : rappelle à nouveau qu'il a procédé à l'égard du droit d'expression des députés avec un libéralisme dépassant le cadre strict du règlement [9 février 2006] (p. 974)

M. Gaëtan Gorce : rappelle une nouvelle fois son souci de bon fonctionnement de l'Assemblée nationale et estime anormal de discuter pendant onze heures d'un seul amendement [9 février 2006] (p. 976)

M. Jean-Pierre Brard : répond que si ce dernier semble souhaiter l'application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, lui-même, en tant que Président de l'Assemblée nationale, souhaite l'éviter [9 février 2006] (p. 979)

M. Jean-Marc Ayrault : redoute que l'obstruction de l'opposition ne provoque l'application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 février 2006] (p. 982)

M. Jean-Marc Ayrault : communiquera la jurisprudence, y compris la décision du Conseil constitutionnel du 26 juillet 1984, très claire à ce sujet. Dans le passé, un certain nombre d'articles ont été retirés alors que des adts à ces articles avaient été votés. Pour ce texte, l'article 1^{er} n'a pas

été voté : seuls cinq amendements à cet article l'ont été [7 mars 2006] (p. 1575)

M. Yves Durand : fait observer que l'ordre du jour est établi conformément à la Constitution [8 mars 2006] (p. 1632)

M. Jacques Brunhes : répond que la procédure de discussion et de vote du projet de loi est conforme au règlement [8 mars 2006] (p. 1653)

M. Didier Migaud : fait observer que le bureau de la commission des finances n'a pas été saisi car aucun député n'a opposé les dispositions de l'article 40 de la Constitution à la discussion de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (n° 3013) et demande à M. Didier Migaud s'il invoque cet article [11 avril 2006] (p. 2618)

M. Jean-Marc Ayrault : précise que tous les orateurs ont dépassé leur temps de parole et qu'il ne les a pas interrompus, chacun devant pouvoir s'exprimer sur cette question essentielle des pouvoirs du Parlement [18 mai 2006] (p. 3641)

M. François Rochebloine : s'étonne de voir M. Rochebloine, qui était absent de l'hémicycle, mettre en cause le fonctionnement de l'Assemblée nationale [18 mai 2006] (p. 3642)

M. Daniel Paul : répond que les rappels au règlement ne concernent pas la teneur des réponses des ministres et demande à M. Paul de respecter le règlement de l'Assemblée [14 juin 2006] (p. 4207)

M. Alain Bocquet : répond que, la prochaine fois, il se fera photographe avec lui devant les 93760 amendements du groupe communiste [7 septembre 2006] (p. 4744)

M. Jean-Marc Ayrault : répond qu'il est prêt à lui donner l'autorisation de se faire photographe devant les 43750 amendements de son groupe et informe l'Assemblée que le débat en cours ne déroge pas au régime des immunités parlementaires [7 septembre 2006] (p. 4745)

M. Jacques Brunhes : remercie M. Brunhes de sa sincérité [7 septembre 2006] (p. 4747)

M. Alain Bocquet : répond qu'il n'impose à quiconque de renoncer à défendre ses opinions, bien au contraire : toutes sont respectées comme il se doit dans l'enceinte de l'Assemblée mais qu'il est malgré tout nécessaire d'organiser les débats [19 septembre 2006] (p. 5294)

M. Jean-Marc Ayrault : répond que c'est son rôle de Président que de respecter les motivations de chacun et de donner une image positive des débats ; il ajoute qu'il "voulait faire prendre acte de l'effort consenti par le président pour comprendre tout le monde" et que pour lui, il n'y a "ni majorité, ni opposition" mais des députés, qui représentent la nation" [19 septembre 2006] (p. 5294)

M. François Brottes : déclare que le rôle de la Conférence des présidents est d'organiser les débats le mieux possible, "quelle que soit la tendance politique du Président de l'Assemblée" [21 septembre 2006] (p. 5353)

M. Christian Bataille : répète que le rôle de la Conférence des présidents est d'essayer d'organiser les débats et que la présidence n'a pas à rechercher un quelconque accord politique [21 septembre 2006] (p. 5354)

M. Jean-Marc Ayrault : répond qu'il est très attentif aux lettres que M. Ayrault lui écrit et qu'il a transmis sa demande au Premier ministre [26 septembre 2006] (p. 5558)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 7 (actualisation de la terminologie)

Son intervention (p. 4826)

Article 9 (délai de dépôt des adts aux projets de loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4828)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT : POUVOIRS PUBLICS

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 6962)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6964)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 7330)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6760)

Thème :

Assemblée nationale : conditions de travail : organisation (p. 6760)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 1572)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1574)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Répond aux observations de M. Patrick Bloche : il n'est pas possible de reprendre un amendement qui n'a pas été appelé (p. 1859)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 540)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son intervention : rappelle que les orateurs s'exprimant sur un sous-amendement ne doivent pas s'écarter du sujet (p. 845)

Après l'article 3

Répond aux rappels au règlement de M. Jean Glavany (p. 894) ; M. Gaëtan Gorce (p. 945, 975) ; M. Jean-Marc Ayrault (p. 946, 971, 981) ; Mme Marylise Lebranchu (p. 947) ; M. Alain Vidalies (p. 947) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 972, 978) ; M. Bernard Accoyer (cf supra) (p. 973)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Répond aux rappels au règlement de M. Yves Durand (p. 1632, 1653) ; M. Jacques Brunhes (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1653)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3640)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3640); M. François Rochebloine (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3641)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Répond au rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) [14 juin 2006] (p. 4207)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Répond aux rappels au règlement de M. Alain Bocquet (p. 4744); M. Jean-Marc Ayrault (p. 4744); M. Jacques Brunhes (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4747)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Répond aux rappels au règlement de M. Alain Bocquet (p. 5294); M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5294)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Répond aux rappels au règlement de M. François Brottes (p. 5353); M. Christian Bataille (cf supra) (p. 5354)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5558)

Jean-Claude DECAGNY

*Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2589 tendant à instaurer un financement public des associations intervenant dans la lutte contre le diabète et les maladies cardiovasculaires [13 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1402, posée le 31 janvier 2006. Industrie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 789)

n° 1503, posée le 21 mars 2006. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 2879). Appelée le 21 mars 2006. Construction, Maubeuge (p. 2064)

Christian DECOCQ

*Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 12 avril 2006] (p. 5516)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble (n° 2599) [13 décembre 2005] (n° 2749)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble [11 avril 2006] (n° 3020)

Proposition de loi n° 3098 visant à instaurer une initiation pédagogique et juridique à l'outil Internet des élèves de l'enseignement secondaire [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [25 octobre 2005] (p. 5801)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1351, posée le 20 décembre 2005. Voirie. Restauration (J.O. Questions p. 11647). Suppléé par Mme Bérengère Poletti. Appelée le 20 décembre 2005. Autoponts, Lille (p. 8486)

n° 1526, posée le 28 mars 2006. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 3190). Appelée le 28 mars 2006. Normes environnementales, application, Lille (p. 2241)

n° 1599, posée le 9 mai 2006. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP) (J.O. Questions p. 4787). Suppléé par M. Vincent Rolland. Appelée le 9 mai 2006. Filière Physique-Chimie-Science de l'Ingénierie (PCSI), maintien, lycée Baggio, Lille (p. 3142)

n° 1679, posée le 20 juin 2006. Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir (J.O. Questions p. 6304). Appelée le 20 juin 2006. Bilan, Lille (p. 4335)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6142)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6143)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : gauche (p. 6142)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 6142)
- Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 6143)
- Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6143)
- Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 6143)
- Ordre public : vidéosurveillance (p. 6144)
- Ordre public : violences urbaines (p. 6143)
- Partis et mouvements politiques : Front national (p. 6144)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 5

- Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8405)
- Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8405)
- Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8405)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8421)

Thèmes :

- Baux : accords collectifs de location (p. 8422)
- Baux : baux d'habitation : prorogation (p. 8422)
- Baux : congé : vente (p. 8422)
- Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : taux réduit (p. 8422)
- Logement : ventes à la découpe : droit de préemption (p. 8422)
- Urbanisme : droit de préemption urbain (DPU) (p. 8422)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 8438)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi lors d'une vente en bloc d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel de plus de dix logements)

Ses interventions (p. 8439 et s.)

Après l'article 1er

- Intervient sur l'adt n° 14 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique qui proroge le bail de six ans) (p. 8443)
- Intervient sur l'adt n° 13 de M. Patrick Bloche (taxe de 2 % acquittée par les marchands de biens lorsque la vente de l'immeuble a créé un droit de préemption au profit des locataires) (p. 8444)
- Intervient sur l'adt n° 15 de M. Patrick Bloche (décote sur le prix de vente au profit du locataire en fonction de son ancienneté dans les lieux) (p. 8444)
- Intervient sur l'adt n° 16 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (renouvellements du bail de six ans, même si le nouvel acquéreur est une personne physique) (p. 8445)
- Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (enquête publique à la demande du tiers des locataires) (p. 8446)

Article 1er bis (réduction des taux des droits d'enregistrement lorsque l'acquisition d'un logement vendu par lots comporte un engagement de ne pas donner congé au locataire)

Son intervention (p. 8446)

Article 2 (extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation)

Son intervention (p. 8447)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 28 rectifié de Mme Martine Billard (extension à tous les locataires du régime protecteur de la loi de 1948 contre les travaux abusifs) (p. 8447)

Article 3 (annulation du congé pour vente - dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente)

Ses interventions (p. 8448 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exonération des droits de mutation réduite à un an pour les marchands de biens en cas de vente à la découpe, fixée à quatre ans s'ils renoncent au congé pour vente, et portée à six ans pour les organismes sociaux redressant les copropriétés en difficulté) (p. 8449)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (moratoire sur les ventes à la découpe) (p. 8449)

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application de la loi aux opérations en cours) (p. 8450)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (interdiction du congé pour vente avant six ans pour les marchands de biens) (p. 8450)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (définition de la profession de marchand de biens) (p. 8451)

Intervient sur l'adt n° 22 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (statut professionnel des marchands de biens) (p. 8451)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (motifs d'interdiction d'exercice de l'activité de marchand de biens) (p. 8451)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3895)

Thèmes :

- Baux : accords collectifs de location (p. 3895)
- Baux : baux d'habitation : prorogation (p. 3895)
- Baux : congé : vente (p. 3895)
- Baux : locataires : droit de préemption (p. 3896)
- Logement : ventes à la découpe (p. 3896)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2569)

Thèmes :

- Police : police nationale (p. 2569)
- Sports : football : extrême droite (p. 2569)
- Sports : football : racisme (p. 2569)
- Sports : stades : politique économique (p. 2569)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2934)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3370)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3370)
- Eau : fiscalité écologique (p. 3370)
- Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3370)

Environnement : changements climatiques (p. 3371)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 3370)
 Politiques communautaires : directives : eau (p. 3370)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'adt n° 520 de M. Philippe Feneuil (amélioration de la qualité des milieux marins) (p. 3568)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3570)

Article 23 (taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement)

Son intervention (p. 3587)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3681)

Jean-Pierre DECOOL

Nord (14^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Agriculture. Protocole sucre, conséquences, planteurs de betteraves [30 novembre 2005] (p. 7714)

Handicapés. Enfants. Aidants familiaux, aides de l'État [7 juin 2006] (p. 4049)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1352, posée le 20 décembre 2005. Chasse et pêche. Chasse (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Appelants, réglementation (p. 8499)

n° 1479, posée le 7 mars 2006. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 2256). Appelée le 7 mars 2006. Langues régionales, flamand (p. 1532)

n° 1576, posée le 2 mai 2006. Elevage. Pigeons de concours (J.O. Questions p. 4558). Appelée le 2 mai 2006. Grippe aviaire, conséquences (p. 2747)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4809)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4810)

Agriculture : installation (p. 4809)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4809)

Enseignement agricole (p. 4810)

Retraites : régime agricole (p. 4809)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4810)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 10

Son adt n° 953 (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029) : rejeté (p. 5030)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Ses adts n° 963, 962, 959, 964 et 961 rectifié (p. 5291 à 5294)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 25

Son adt n° 250 : non soutenu (p. 5995)

Article 57 (contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales)

Ses adts n° 252 et 251 (p. 6112)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6860)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : réfractaires (p. 6554)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : effectifs (p. 6179)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6214)

Thème avant la procédure des questions :

Voierie : autoroutes : Nord-Pas-de-Calais (p. 6214)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son adt n° 20 (p. 8197)

Après l'article 6

Son adt n° 18 (congé de maternité : entretien de la salariée avec l'employeur) : retiré (p. 8209)

Son adt n° 19 (congé parental : entretien du salarié avec l'employeur) : adopté (p. 8209)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 57)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 58)

Associations : bénévolat (p. 58)

Associations : statuts (p. 58)

Jeunes : associations (p. 58)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)*Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)*Ses adts n^{os} 47 et 104 (p. 65, 66)*Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)*Son adt n^o 48 rectifié (p. 70)*Article 4 (protection au regard de l'assurance chômage du salarié choisissant le volontariat)*Son adt n^o 49 : adopté après rectification (p. 70)*Après l'article 4*Son adt n^o 53 (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71) : rejeté (p. 72)*Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)*Son adt n^o 51 (p. 77)Son adt n^o 50 : adopté (p. 78)Son adt n^o 46 (p. 78)*Article 10 (modalités de l'agrément)*Ses adts n^{os} 52 et 45 rectifié (p. 86 et s.)*Après l'article 13*Son adt n^o 55 (chèque-emploi associatif : extension aux syndicats de copropriétaires) : rejeté (p. 95)Son adt n^o 56 (chèque-emploi associatif : extension aux associations employant cinq équivalent temps plein) (p. 95) : retiré (p. 96)**Projet de loi n^o 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)**

Son intervention (p. 3373)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3374)

Chasse et pêche : pêche (p. 3374)

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : eau (p. 3373)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3373)

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3374)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3374)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)*Article 4 bis (définition des cours d'eau concernés par l'obligation d'implantation de bandes enherbées)*

Son intervention (p. 3424)

*Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)*Ses adts n^{os} 1193, 1197, 1196, 1195 et 1194 (p. 3498, 3503, 3504)*Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)*

Son intervention (p. 3509)

*Après l'article 8*Son adt n^o 694 rectifié (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) : rejeté (p. 3521)*Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)*

Son intervention (p. 3522)

Article 10 (gestion des peuplements des cours d'eau)

Son intervention (p. 3522)

*Après l'article 13 bis*Son adt n^o 1246 (compétences des waterings publics dans la gestion des eaux) : retiré (p. 3525)Son adt n^o 1201 (contrôle par le préfet du respect des normes édictées par les établissements publics relevant de spécificités locales tels que les waterings) : rejeté (p. 3526)*Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)*

Son intervention (p. 3529)

*Article 19 bis (agrément délivré par l'Etat à des organismes spécialisés dans la lutte contre les pollutions)*Son adt n^o 1202 (p. 3559)*Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)*Son adt n^o 686 (p. 3602)*Après l'article 27*Intervient sur l'adt n^o 99 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (modalités de vote des demandes d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et des études et travaux y afférant au sein des syndicats de copropriété) (p. 3614)Intervient sur l'adt n^o 100 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (précision concernant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs) (p. 3614)*Après l'article 28 bis*Son adt n^o 687 (obligation de mise en place de schémas départementaux pour le traitement des déchets d'assainissement) : rejeté (p. 3667)*Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux)*Son adt n^o 1204 (p. 3668)*Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)*Son adt n^o 1205 (p. 3669)Son adt n^o 1206 : adopté (p. 3671)*Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)*Ses adts n^{os} 700 rectifié et 693 (p. 3684, 3690)*Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)*Son adt n^o 689 : adopté (p. 3722)Son adt n^o 690 (p. 3722)*Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)*Ses adts n^{os} 1212, 685, 1216, 1215, 1217, 1218, 1211 et 885 (p. 3741 à 3745)**Projet de loi n^o 2709 rectifié portant engagement national pour le logement****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)***Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain des communes)*

Son intervention (p. 3866)

*Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)*Son adt n^o 309 (p. 3869)**Bernard DEFLESELLES***Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

DÉPÔTRapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (n^{os} E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 31778) et sur les textes n^{os} E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E

3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162 [5 juillet 2006] (n° 3252)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [21 février 2006] (p. 1029)

Transports routiers. Transport de marchandises. Alternatives, développement [12 avril 2006] (p. 2587)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1425, posée le 7 février 2006. Transports ferroviaires. Ligne Marseille Aubagne (J.O. Questions p. 1105). Appelée le 7 février 2006. Travaux d'aménagement, calendrier (p. 782)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6369)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6369)

Défense : opérations extérieures (p. 6370)

Défense : porte-avions (p. 6369)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6370)

Union européenne : politique de la défense (p. 6370)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2845)

Thèmes :

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2845)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2846)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2845)

Etrangers : regroupement familial (p. 2845)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Lucien DEGAUCHY

*Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, bilan [29 novembre 2005] (p. 7637)

Travail. Droit du travail. Etudiants, stages en entreprise, réglementation [10 mai 2006] (p. 3239)

Marcel DEHOUX

*Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1319, posée le 6 décembre 2005. Traités et conventions.

Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 11120). Appelée le 6 décembre 2005. Avenant (p. 7907)

n° 1446, posée le 28 février 2006. Voirie. RN 2 (J.O. Questions p. 1950). Appelée le 28 février 2006.

Aménagement, financement (p. 1225)

n° 1668, posée le 20 juin 2006. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 6301).

Appelée le 20 juin 2006. Fonds structurels, dotation, Nord Pas-de-Calais (p. 4321)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteur du projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (n° 2577) [26 octobre 2005]

Rapporteur du projet de loi organique modifiant les dates des renouvellements du Sénat (n° 2576) [26 octobre 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant les dates des renouvellements du Sénat (n° 2576)

- le projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (n° 2577) [30 novembre 2005] (n° 2716)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Emballages, réduction [22 novembre 2005] (p. 7324)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Son adt n° 863 rectifié (interdiction, à compter du 1^{er} janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5083) : adopté après rectification rédactionnelle (p. 5085)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6235)

Son intervention (p. 6238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation : préfectures (p. 6238)
Automobiles et cycles : immatriculation (p. 6239)
Départements : sous-préfectures (p. 6239)
Etat : patrimoine : modernisation (p. 6239)
Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 6239)
Ministères et secrétariats d'Etat : crédits : téléphone (p. 6239)
Papiers d'identité : délivrance : préfectures (p. 6238)

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Elevage : équidés (p. 6864)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Procédure des questions :

Sports : fédérations (p. 6404)
Sports : installations sportives (p. 6405)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 6212)
Transports aériens : bruit (p. 6212)
Transports aériens : trafic (p. 6212)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7934)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 7935)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7934)
Elections et référendums : comptes de campagne (p. 7935)
Elections et référendums : durée des mandats : élections sénatoriales (p. 7934)
Elections et référendums : élections sénatoriales : collège sénatorial (p. 7935)
Parlement : Sénat : prérogatives (p. 7936)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)

Article 1er (report d'un an des élections sénatoriales prévues en septembre 2007, septembre 2010 et septembre 2013)

Ses interventions (p. 7959 et s.)

Article 2 (coordination-mention des renouvellements partiels de 2008 et 2011)

Son intervention (p. 7962)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Article 1er (report d'un an des élections municipales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7963)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Bruno Le Roux (renouvellement intégral des conseils généraux) (p. 7963)

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conditions de candidature aux élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants) (p. 7964)

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux adjoints au maire dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7965)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux délégués dans les communautés de communes ou d'agglomération, dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7966)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Ses interventions (p. 7966 et s.)

Article 3 (report des élections cantonales prévues en mars 2010)

Son intervention (p. 7968)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7968)

Article 3 bis (coordination-mention du renouvellement partiel de 2011)

Son intervention (p. 7969)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Alain Ferry (comptabilisation distincte des bulletins blancs et des bulletins nuls) (p. 7970)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les candidats aux élections législatives et sénatoriales) (p. 7970)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Son adt n° 156 (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France : majoration des contributions au second prélèvement et amélioration de la garantie bénéficiant aux communes perdant leur éligibilité) : rejeté (p. 8132)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1062)

Thèmes :

Donations et successions : acceptation (p. 1063)
Donations et successions : donations-partages (p. 1064)

Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduelles (p. 1064)
 Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 1064)
 Donations et successions : pacte successoral (p. 1064)
 Donations et successions : partages (p. 1063)
 Donations et successions : successions : gestion (p. 1063)
 Droit civil : code civil : réforme (p. 1062)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1064)
 Entreprises : transmission (p. 1061 et s.)
 Famille (p. 1063 et s.)
 Handicapés (p. 1063 et s.)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Son intervention (p. 1116)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son intervention (p. 1147)

Ses explications de vote (p. 1156)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1157)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4177)

Thèmes :

Donations et successions : conjoint survivant (p. 4178)
 Donations et successions : héritiers réservataires (p. 4178)
 Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduelles (p. 4178)
 Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 4178)
 Donations et successions : pacte successoral (p. 4178)
 Donations et successions : successions : gestion (p. 4178)
 Famille : régimes matrimoniaux (p. 4178)
 Parlement : Sénat (p. 4178)
 Ses explications de vote (p. 4191)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4192)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Son adt n° 68 : adopté (p. 4649)

Michel DELEBARRE

*Nord (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de communication de la Commission relatif aux lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013 [29 novembre 2005] (n° 2710)

Richard DELL'AGNOLA

*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, lutte et prévention [30 mai 2006] (p. 3785)

Patrick DELNATTE

*Nord (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages (n° 2838) [8 février 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages (n° 2838) [15 mars 2006] (n° 2967)

Proposition de loi n° 3229 tendant à faire évoluer la capacité de saisine du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3230 tendant à constituer le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles en groupement d'intérêt public [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale [12 octobre 2005] (p. 5160)

Démographie. Natalité. Statistiques [18 janvier 2006] (p. 112)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1527, posée le 28 mars 2006. Enseignement supérieur. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3190)

n° 1554, posée le 4 avril 2006. Enseignement supérieur. Etudiants (J.O. Questions p. 3485). Appelée le 4 avril 2006. Mobilité, politiques communautaires (p. 2413)

n° 1680, posée le 20 juin 2006. Famille. Filiation (J.O. Questions p. 6304). Appelée le 20 juin 2006. Conseil national pour l'accès aux origines personnelles, fonctionnement (p. 4315)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6946)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8229)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 8230)
Droit pénal : violences conjugales : éloignement du domicile (p. 8230)

Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 8229)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 8230)

Famille : mariage forcé (p. 8229)

Papiers d'identité : vol (p. 8230)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Valérie Pécresse (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Pierre-Christophe Bague (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8244)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrick Bloche (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8245)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 12 (conséquences de la renonciation à la succession)

Son adt n° 9 rectifié (p. 1130)

Après l'article 21

Son adt n° 309 rectifié (PACS - fonction publique d'Etat – en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1142) : adopté (p. 1143)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Guy Geoffroy

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2506)

Thèmes :

Enseignement : personnel : contrats aidés (p. 2507)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2506, 2507)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2506)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2506, 2507)

Enseignement maternel et primaire : écoles (p. 2506, 2507)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2507)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2839)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 2839)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2839)

Etrangers : regroupement familial (p. 2839)

Nationalité : acquisition : mineurs (p. 2839)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 13

Son ss-adt n° 371 (de précision) à l'adt n° 66 de la commission (accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) : adopté (p. 3053)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 novembre 2005] (p. 18048)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 novembre 2005] (p. 18048)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18130)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18130)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 novembre 2005] (p. 18551)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 novembre 2005] (p. 18551)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2006] (p. 1197)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1285)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 février 2006] (p. 2693)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 mars 2006] (p. 3338)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juillet 2006] (p. 10087)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 juillet 2006] (p. 10087)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 juillet 2006] (p. 10235)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 juillet 2006] (p. 10235)

Jean-Marie DEMANGE

Moselle (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Stéphane DEMILLY

Somme (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil national du bruit [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution n° 2460 de M. Charles de Courson, Stéphane Demilly et plusieurs de leurs collègues tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants [18 janvier 2006] (n° 2805)

Proposition de loi n° 2813 visant à instaurer un système de consigne pour les bouteilles de bière en verre [25 janvier 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1623, posée le 30 mai 2006. Agroalimentaire. Boissons et alcools (J.O. Questions p. 5566). Appelée le 30 mai 2006. Bouteilles et canettes, consigne (p. 3774)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 273)

Son intervention (p. 286)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 273)

Energie et carburants : biocarburants (p. 273 et s., 286)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 273)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 274)

Industrie : industrie pétrolière (p. 274)

Yves DENIAUD

Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Transports ferroviaires. SNCF. Trains Corail, maintien [18 octobre 2005] (p. 5376)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5486)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 5486)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5486)

Energie et carburants : pétrole (p. 5486)

Etat : patrimoine : vente (p. 5487)

Etat : réforme (p. 5487)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5487)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5486)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5486)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5486)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5487)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5486 et s.)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5487)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays (p. 6512)

Voie : Autoroutes de France : "1 % paysage et développement" (p. 6507)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 6226)

Voie : autoroutes : Basse-Normandie (p. 6225)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6227)

Crédits de la mission "Transports", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6228)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 231 (taxe professionnelle – outillages mis gratuitement à la disposition d'un sous traitant : exonération) (p. 7385) : retiré (p. 7386)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Son adt n° 97 rectifié (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération et production par l'utilisateur de la preuve qu'il n'y a pas abus de droit lorsque le donneur d'ordre est établi à l'étranger) : retiré (p. 8133)

Son adt n° 284 rectifié (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération par délibération des collectivités territoriales en cas d'imposition au nom du sous-traitant) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8133)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3595)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3595)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 2006] (p. 4681)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mars 2006] (p. 4681)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} avril 2006] (p. 4933)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} avril 2006] (p. 4933)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 octobre 2005] (p. 5433)

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [7 décembre 2005] (p. 7980)

Emploi. Jeunes. Emplois saisonniers [4 avril 2006] (p. 2432)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son adt n° 279 (p. 5967)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6397)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : handicapés (p. 6397)

Sports : crédits (p. 6397)

Sports : fédérations (p. 6397)

Sports : métiers du sport (p. 6398)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3451)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 3451)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3451, 3452)

Emploi : contrats aidés (p. 3451)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3451)

Emploi : création d'emplois (p. 3451)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 3452)

Léonce DEPRez

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le devenir de l'industrie papetière et des industries dépendantes [5 juillet 2006] (n° 3253)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7922)

Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires [14 juin 2006] (p. 4204)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 6506)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Son adt n° 547 rectifié (prise en compte de deux habitants par résidence secondaire pour le calcul de la DGF) (p. 7160) : retiré (p. 7163)

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 513 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 638 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 514 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 639 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 649 de M. Didier Migaud (minoration de la dotation forfaitaire des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux) (p. 7173)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7868)

Son intervention (p. 7870)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : codification (p. 7870)

Tourisme et loisirs : stations balnéaires (p. 7871)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 7871)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7871)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 7871)

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Après l'article 2

Son ss-adt n° 22 (éligibilité des communes touristiques à une part de DGF) à l'adt n° 3 rectifié de la commission (classement des communes touristiques et des communes classées sous le label "stations") (p. 7873) : retiré (p. 7874)

Article 8 bis (conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques)

Son intervention (p. 7876)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Son intervention (p. 2494)

Thèmes :

Jeux et paris : casinos : tourisme et loisirs (p. 2495)

Tourisme et loisirs : codification (p. 2494)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : contrats de partenariat public-privé (p. 2495)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : classement (p. 2494)

Travail : travail saisonnier : conditions de travail (p. 2495)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1425 et s.)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Ses interventions (p. 3262 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4830)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4830)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4831)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4831)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4830)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Son intervention (p. 5369)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (n° 2667) [16 novembre 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 novembre 2005] (p. 18048)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 novembre 2005] (p. 18048)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18130)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18130)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 novembre 2005] (p. 18551)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 novembre 2005] (p. 18551)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2585 relative au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale [13 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le financement des services d'intérêt général [[26 octobre 2005] (n° 2619)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [10 novembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés (n° 2667) [23 novembre 2005] (n° 2705)

Proposition de loi n° 3002 relative au Comité des finances locales et modifiant le code général des collectivités territoriales [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq ; paiement. Programme pétrole contre nourriture, malversations, enquête [12 octobre 2005] (p. 5157)

Prestations familiales. Allocations familiales. Suspension [7 décembre 2005] (p. 7984)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1670, posée le 20 juin 2006. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 6302). Appelée le 20 juin 2006. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), gestion (p. 4323)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7277)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation : statut général (p. 7278)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7279)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7278)

Fonctionnaires et agents publics : durée du travail (p. 7279)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 7278)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : retraites (p. 7277)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : budget (p. 7278)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Son intervention (p. 7142)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 7142)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7144)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7143)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7143)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7143)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7142)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7143)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7143)

Voirie : routes (p. 7143)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son adt n° 621 (abondement du programme "compensation financière des transferts de compétence aux collectivités territoriales" par transfert de crédits affectés à d'autres programmes) (p. 7156) : rejeté (p. 7157)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale -DSU)

Son adt n° 637 : retiré (p. 7160)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6150)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6151)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 6150)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 6150)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 6151)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 6151)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6150)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Ses interventions (p. 7591, 7622)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7590)

Enseignement : programmes (p. 7591 et s.)

Etat : devoir de mémoire (p. 7591 et s.)

Etat : valeurs républicaines (p. 7591 et s., 7622)

Pays étrangers : Algérie (p. 7593, 7622)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7591 et s.)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7947)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 7948)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 7948)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7947)

Elections et référendums : durée des mandats (p. 7948)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7948)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)

Article 2 (coordination-mention des renouvellements partiels de 2008 et 2011)

Son intervention (p. 7962)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Bruno Le Roux (renouvellement intégral des conseils généraux) (p. 7963)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7966)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

- 1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
 2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
 3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
 4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
 5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
 6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
 7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
 8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
 9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
 10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
 11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4018) : rejetée (p. 4030)

Thèmes :

Assemblée nationale : pluralisme (p. 4025)
 Assemblée nationale : amendements : délais (p. 4027)
 Assemblée nationale : commissions (p. 4023)
 Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4020, 4024)
 Assemblée nationale : examen en commission élargie : crédits budgétaires (p. 4023)
 Assemblée nationale : motion de censure (p. 4026)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4024, 4026)
 Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 4019, 4023)
 Assemblée nationale : président : propositions de résolution (p. 4020)
 Assemblée nationale : règlement : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4023)
 Assemblée nationale : règlement : révision (p. 4018, 4021)
 Constitution : article 34 (p. 4024)
 Constitution : article 44 (p. 4027)
 Constitution : article 49, alinéa 3 : application (p. 4020)
 Constitution : révision : histoire (p. 4021)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 4027)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 4025)
 Etat : Gouvernement : responsabilité (p. 4028)
 Lois : application : contrôle (p. 4024)
 Lois de finances : débat budgétaire (p. 4024)
 Ordonnances (p. 4022)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 4022, 4024)
 Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires (p. 4019, 4021)
 Parlement : prérogatives (p. 4028)
 Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4020, 4025)
 Partis et mouvements politiques : opposition : statut des élus (p. 4026)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Son adt n° 17 (de suppression) (p. 4065) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4068)

Article 2 (attribution de la présidence d'une commission permanente à un membre d'un groupe de l'opposition)

Son adt n° 18 (de suppression) (p. 4073) : adopté (p. 4074)

Article 4 (durée des motions)

Son adt n° 19 (de suppression) (p. 4075)

Article 5 (délai de dépôt des adts)

Son adt n° 20 (de suppression) (p. 4076)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4625)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 4625)
 Fonction publique territoriale (p. 4625)
 Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 4627)
 Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 4627)
 Fonctionnaires et agents publics : activités privées lucratives : incompatibilités (p. 4626)
 Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 4626)
 Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 4626)
 Formation professionnelle : droit individuel à la formation : fonctionnaires et agents publics (p. 4626)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 4638)

Article 3 (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics)

Son intervention (p. 4639)

Son adt n° 96 (p. 4640)

Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition)

Son adt n° 97 (p. 4643)

Son intervention (p. 4644)

Article 10 (encadrement du départ des agents publics vers le secteur privé)

Ses adts n°s 98 et 99 (p. 4646, 4647)

Article 12 (application du délai de deux ans au contrôle de la commission de déontologie sur les chercheurs collaborant avec des entreprises privées)

Son adt n° 100 : adopté (p. 4650)

Avant l'article 18

Son ss-adt n° 123 (financement de l'action sociale par une contribution des employeurs locaux dont les taux et l'assiette sont fixés par décret) à l'adt n° 117 de la commission (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 86 du Gouvernement (non prise en compte des agents non permanents dans les effectifs des centres de gestion pour la détermination de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4655)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 90 du Gouvernement (financement conforme au droit communautaire par les personnes publiques de garanties de protection sociale complémentaire pour leurs agents) (p. 4656)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jean-Yves Le Déaut (suspension pendant l'exercice d'un mandat local de la durée d'inscription sur une liste d'aptitude pour l'accès à la fonction publique territoriale) (p. 4657)

Ses explications de vote (p. 4659)

Abstention du groupe socialiste (p. 4659)

Jacques DESALLANGRE

Aisne (4^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable" [J.O. du 8 février 2006] (p. 2045)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006]

Secrétaire de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2639 tendant à enlever les délocalisations par le rééquilibrage des conditions de la concurrence [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Location. Loyers, montant, conséquences [18 octobre 2005] (p. 5372)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [21 juin 2006] (p. 4401)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1347, posée le 20 décembre 2005. Institutions sociales et médico-sociales. Croix Rouge française (J.O. Questions p. 11646). Appelée le 20 décembre 2005. Restructuration, conséquences (p. 8494)

n° 1387, posée le 17 janvier 2006. Industrie. Machines et appareils électriques (J.O. Questions p. 375). Appelée le 17 janvier 2006. Nexans, emploi et activité, Chauny (p. 33)

n° 1574, posée le 2 mai 2006. Travail. Licenciement économique (J.O. Questions p. 4557). Appelée le 2 mai 2006. Réglementation (p. 2755)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique à ses collègues que les confédérations syndicales CGT, CGC, CFTC et FO viennent d'adresser une lettre au Président de la République pour lui demander "solennellement de refuser la privatisation de GDF" [27 septembre 2006] (p. 5630)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)**

Son intervention (p. 6539)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6539)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6539)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6539)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6539)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 6539)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6551)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6561 et s.)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES**Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Son intervention (p. 6308)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : délocalisations (p. 6309)

Industrie : politique industrielle : emploi (p. 6308)

Télécommunications : France Télécom (p. 6308)

Procédure des questions :

Entreprises : charges (p. 6323, 6324)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)***Procédure des questions :*

Associations : bénévolat (p. 6402)

TRANSPORTS**Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)**

Son intervention (p. 6208)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6208)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 6208)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)**

Son intervention (p. 7604)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7604, 7605)

Enseignement : programmes (p. 7605)

Etat : devoir de mémoire (p. 7604, 7605)

Etat : valeurs républicaines (p. 7604)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7604, 7605)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)**

Son intervention (p. 8285)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 8285)

Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8285)

Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 8286)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 8286)

Union européenne : directives : transports (p. 8285)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)**Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)**

Son intervention (p. 8353)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8353 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8353)

Impôts et taxes : justice sociale : majorité (p. 8354)

Logement (p. 8354)

Parlement : rôle (p. 8355)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8353 et s.)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8355)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)**

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : mariage (p. 2163)

Etat civil : mariage : auditions (p. 2163)

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 2163)

Etat civil : mariage : papiers d'identité (p. 2163)

Etat civil : mariage avec un étranger : intégration (p. 2163)

Famille : mariage forcé : mineurs (p. 2163)

Famille : mariage forcé : statistiques (p. 2162)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2172)

Son intervention (p. 2176)

Thèmes :

Consommation : garanties des vices cachés : prescription (p. 2177)
 Consommation : protection des consommateurs (p. 2176)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2177)
 Ordonnances : projet de loi de ratification : délais (p. 2176)
 Union européenne : Cour de justice (p. 2176)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2177)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2265) : rejetée (p. 2270)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2268)
 Constitution : bloc de constitutionnalité : politique énergétique (p. 2266)
 Energie et carburants : distribution : difficultés (p. 2267)
 Energie et carburants : énergie nucléaire : libéralisation (p. 2265)
 Energie et carburants : énergie nucléaire : recherche développement (p. 2266)
 Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2266)
 Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 2266)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle parlementaire (p. 2268)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : sous-traitance (p. 2266)
 Energie et carburants : tarifs : libéralisation (p. 2267)
 Entreprises : patriotisme économique (p. 2267)
 Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2265, 2268)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers : Gaz de France (GDF) (p. 2267)
 Politiques communautaires : services publics : énergie et carburants (p. 2266)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2387)

Thèmes :

Environnement : biodiversité (p. 2387)
 Environnement : crédits (p. 2389)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : conseils d'administration (p. 2388)
 Etat : décentralisation (p. 2387)
 Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2388)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)
 Intervient sur l'adit n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)
 Intervient sur l'adit n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2669)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4366)

Ses interventions (p. 4370 et s.)

Thèmes :

Enseignement (p. 4371)
 Entreprises : délocalisations (p. 4370)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4370 et 4374)
 Finances publiques : dette publique (p. 4370)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4371)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4371)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4366, 4371)
 Industrie (p. 4372)
 Politique économique : pouvoir d'achat : endettement (p. 4371)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4366)
 Travail : précarité (p. 4371 et s.)
 Union européenne : contribution française (p. 4371)

Crédits d'équipements de la Défense [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4384)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 4385)
 Défense : armement : industrie (p. 4385)
 Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4384 et s.)
 Défense : manoeuvres (p. 4385)
 Défense : opérations extérieures (p. 4385)
 Défense : professionnalisation : effectifs (p. 4384)
 Finances publiques : reports : défense (p. 4384)
 Justice : Cour des comptes : défense (p. 4384)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4385)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4372)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5296)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5302 et s.)

Intervient sur les adts identiques du groupe communiste n° 89170 à 89191 (p. 5321)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5330)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Son intervention (p. 5346)

Avant l'article 6 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5363)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5364 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5622 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 septembre 2006] (p. 5630)

Après l'article 10 [séance du 27 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5630 et s.)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5631 et s.)

Après l'article 11 [séance du 27 septembre 2006]

Son intervention (p. 5637)

Article 12 [séance du 27 septembre 2006] (autorisation de privatisation de la production, du transport et de la distribution du gaz naturel)

Ses interventions (p. 5637 et s.)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5645 et s.)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5699 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 88555, deuxième rectification de la commission (application des dispositions de l'article 13 aux petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel) (p. 5701)

Article 15 [séance du 28 septembre 2006] (date avant laquelle la séparation juridique des gestionnaires des réseaux de distribution doit intervenir)

Ses interventions (p. 5704 et s.)

Article 16 [séance du 28 septembre 2006] (modalités transitoires de fonctionnement des organes dirigeants des sociétés gestionnaires de réseaux)

Son intervention (p. 5706)

Article 17 [séance du 28 septembre 2006] (application de certaines dispositions de la loi à Mayotte)

Son intervention (p. 5706)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5707 et s.)

Jean-Jacques DESCAMPS

*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 28 : Remboursements et dégrèvements (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1454, posée le 28 février 2006. Handicapés. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1952). Appelée le 28 février 2006. Financement, maison départementale des personnes handicapées, Indre-et-Loire (p. 1214)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5056)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5056)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5056)

Voirie : autoroutes : péages (p. 5057)

Voirie : routes nationales : aménagement (p. 5056)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5057)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5488)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5486)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5488)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5488)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5489)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5489)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5489)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5489)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5488)

Politique générale : libéralisme (p. 5488 et s.)

Recherche (p. 5488)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FINANCES PUBLIQUES

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7183)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 7184)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 7183)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : TVA (p. 7183)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7080)

Thème avant la procédure des questions :

Impôts locaux : dégrèvement : compensations financières (p. 7080)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6154)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gens du voyage : contrôle (p. 6155)

Gens du voyage : stationnement (p. 6154)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son ad t n° 95 (p. 6922)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad t n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7193)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son ad t n° 96 (de suppression) (p. 6939)

Ses interventions (p. 7187, 7189 et s.)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'ad t n° 611 de M. Jacques Péliissard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – organismes de coopération intercommunale : délibération sur la prise en compte des nouveaux membres) (p. 7388)

Intervient sur l'ad t n° 531 de M. Jacques Péliissard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – réforme : mission d'évaluation) (p. 7389)

Intervient sur l'ad t n° 529 de M. Jacques Péliissard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du

Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392)

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Patrice Martin-Lalande (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle par utilisation du fonds de compensation des risques de la construction) (p. 7396)

Intervient sur l'adt n° 211 du Gouvernement (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle : attribution de 150 millions d'euros par le fonds de compensation des risques de la construction), rectifié (supplément de 30 millions d'euros réservé aux communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle) (p. 7396)

Article 70 [18 novembre 2005] (*modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts*)

Ses adt n°s 318 et 317 (p. 7200, 7201)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7399)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8031)

Thèmes :

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8031)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8031)
Finances publiques : dette publique (p. 8031 et s.)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 8032)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8031)
Politique extérieure : aide au développement (p. 8031)
Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8031)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (*taxe de solidarité sur les billets d'avion*)

Ses interventions (p. 8067, 8077)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8116)

Son adt n° 282 (évaluation des avantages en nature : application des règles relatives aux cotisations sociales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8119)

Article 39 (*précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans*)

Son intervention (p. 8151)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 7 (*information du personnel*)

Son adt n° 5 (p. 1514)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1520)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [*séances des 25, 26 et 27 septembre 2006*] (*part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France*)

Son intervention (p. 5604)

Michel DESTOT

Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6207)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 6208)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6208)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6208)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 6208)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 81 (versement transport : taux unique de 1 % lorsque la collectivité a mis en œuvre la planification prévue par la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 7379) : rejeté (p. 7381)

Patrick DEVEDJIAN

Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15810)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 12

Son adt n° 75 (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8325) : adopté (p. 8328)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)
Son intervention (p. 4235)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4235)
Energie et carburants : tarifs (p. 4235)
Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4235)
Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4236)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4236)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2896 visant à assurer la mise en œuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [28 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Zones Seveso, procédures de contrôle, renforcement [12 octobre 2005] (p. 5158)

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 7 (*extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*)

Son intervention (p. 3510)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad. n° 980 de M. Didier Quentin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Robert DIAT

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Non inscrit
Union pour un Mouvement Populaire*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2006] (p. 9650)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 juillet 2006] (p. 10234)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

Jean DIÉBOLD

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Michel DIEFENBACHER

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance [J.O. du 17 mars 2006] (p. 4075)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 42 : Participation financières de l'Etat

Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3320 relative à la maîtrise des coûts du revenu minimum d'insertion [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [25 janvier 2006] (p. 340)

Consommation. Développement. Fruits et légumes [17 mai 2006] (p. 3547)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENTREPRISES PUBLIQUES

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dette publique (p. 6710)

Politiques communautaires : services publics : concurrence (p. 6711)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6710 et s.)

Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 6710)

Secteur public : entreprises publiques : missions régaliennes (p. 6710)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 6710)

Secteur public : privatisations (p. 6710)

Voïrie : autoroutes : privatisations (p. 6710)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6721)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6721)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7605)

Thèmes :

Etat : devoir de mémoire (p. 7605)

Pays étrangers : Afrique (p. 7605, 7606)

Santé : politique de la santé : pays d'outre-mer (p. 7605, 7506)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2888)

Thème :

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2888)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 959 (p. 3500)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 4

Son adt n° 14 rectifié (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner, étude de leur impact législatif par la commission des lois, étude par la commission des finances de leur impact financier) (p. 4075) : rejeté (p. 4076)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4832)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4833)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4832)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4833)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4833)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4832)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4833)

Jean DIONIS du SÉJOUR

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Plan. Commissariat général, suppression, conséquences [16 novembre 2005] (p. 6886)

Agriculture. Arboriculture. Aides de l'Etat [7 mars 2006] (p. 1559)

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Directive européenne, transposition [7 juin 2006] (p. 4044)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1613, posée le 9 mai 2006. Voirie. Déviations (J.O. Questions p. 4790). Appelée le 9 mai 2006. Lafox-Beaugard, aménagement (p. 3147)

n° 1647, posée le 6 juin 2006. Justice. Procédures (J.O. Questions p. 5726). Appelée le 6 juin 2006. Ressortissant franco-marocain, application (p. 3961)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Met en garde le Gouvernement et, au nom du groupe UDF, lui conseille de retirer ses deux adts, sur lesquels la commission n'a pas travaillé dans des conditions correctes et dont il conteste l'opportunité [21 décembre 2005] (p. 8623)

Affirme que la licence globale optionnelle est une supercherie intellectuelle, mais que le groupe UDF est prêt à débattre de la licence globale obligatoire. Il demande l'avis du ministre sur une éventuelle suspension des travaux afin de les reprendre ensuite en suivant l'ordre des articles [22 décembre 2005] (p. 8685)

Dénonce la supercherie de la licence légale optionnelle. L'UDF défend les plates-formes marchandes légales, avec une baisse de prix et un élargissement du catalogue. Un groupe de travail, soit, mais surtout un débat parlementaire digne, serein et dense [22 décembre 2005] (p. 8722)

Affirme que le Conseil constitutionnel a envoyé des signaux négatifs quant à la procédure employée pour le retrait de l'article 1er. Pour ce texte très politique, la tâche n'est pas facile. Il demande au Gouvernement de lever l'urgence [8 mars 2006] (p. 1677)

Vit comme une humiliation l'incapacité de son pays à transposer une directive qui aurait dû l'être avant 2002. Pour obtenir le temps de la maturation, il recommande la levée de l'urgence [9 mars 2006] (p. 1692)

Demande si l'Assemblée, après deux heures et demie de rappels au règlement, va reprendre le débat au fond et si le Gouvernement lève l'urgence [9 mars 2006] (p. 1700)

Demande à nouveau la levée de l'urgence en raison de la complexité des sujets abordés par le texte [9 mars 2006] (p. 1710)

Propose d'expliquer en détail lors de la discussion de l'article 9 et de l'adt n° 259 pourquoi son groupe est réservé sur le transfert au collège des médiateurs de la définition des conditions d'exercice de la copie privée [15 mars 2006] (p. 1881)

N'a pas voté "l'adt Vivendi", suite aux arguments des défenseurs des logiciels libres. Néanmoins, les députés ne peuvent se forger une opinion qu'au contact des professionnels. Le procès fait au ministre est injuste. Les socialistes tiennent un double langage, flattant les internautes au Parlement et les artistes à l'extérieur [16 mars 2006] (p. 1976)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : salue la décision du groupe socialiste de tout faire pour éviter le 49-3 mais ajoute que l'obstruction dont a fait preuve l'opposition pendant 5 jours "dessert la cause même qu'elle est sensée défendre" [13 septembre 2006] (p. 5025)

S'étonne de découvrir que parce que 3 séries d'adts du groupe socialiste n'ont pas été discutés, un adt auquel il tenait n'a pas été défendu ; il demande au président de séance et au rapporteur de trouver un moyen de procédure lui permettant de discuter de cet adt [14 septembre 2006] (p. 5137)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : appelle l'attention du Gouvernement sur les dangers de l'effet de seuil pour l'application du tarif social du gaz [18 septembre 2006] (p. 5236)

Accepte les compliments de M. Breton et les lui retourne en ajoutant qu'il "fera un parlementaire honorable" ; il l'interroge sur la possibilité d'autres regroupements dans le domaine de l'énergie et de l'environnement que celui qui est envisagé entre GDF et Suez [25 septembre 2006] (p. 5501)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4804)

Thèmes :

Baux : fermage (p. 4804)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4805)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4892)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4913 et s.)

Son adt n° 929 : adopté après modification (p. 4923)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 652 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 934 de M. Charles de Courson (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942)

Intervient sur l'adt n° 411 de M. Philippe-Armand Martin (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 628 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Son adt n° 905 (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942) : rejeté (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4945)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4992)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 858 de M. Michel Raison (dotation pour le paiement des cotisations sociales des non salariés agricoles) (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son intervention (p. 5033)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 899 de M. François Sauvadet (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5087)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5095 et s.)

Son ss-adt n° 1132 rectifié à l'adt n° 265 troisième rectification de la commission des finances : SCRUTIN PUBLIC (p. 5100)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses adt n°s 918 et 924 (p. 5119, 5121)

Ses interventions (p. 5126 et s.)

Son adt n° 919 rectifié (p. 5126)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Son intervention (p. 5131)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son adt n° 917 rectifié : adopté (p. 5138)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Reprend l'adt n° 270 de la commission des finances (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 5146)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5287)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5290)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Ses interventions (p. 5295 et s.)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5299)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 354 de la commission (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 540 de M. Jean-Pierre Dufau (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 1001 de M. Michel Roumegoux (protection du foie gras) (p. 5305)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5308)

Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)

Son intervention (p. 5327)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8658)

Thèmes :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 8658)

Agroalimentaire : viticulture (p. 8658)

Baux : baux ruraux (p. 8658)

Déchets, pollutions et nuisances : sacs de caisse en plastique (p. 8658)

Energie et carburants : biocarburants (p. 8658)

Enseignement agricole (p. 8658)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8658)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Ses adt n° 98, 100 et 102 (p. 6031, 6032, 6035)

Après l'article 40

Son adt n° 107 (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077) : rejeté (p. 6078)

Après l'article 43

Son adt n° 114 (établissements hospitaliers ; prise en compte des créations et des fermetures) (p. 6084)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6823)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6824)

Retraites : régime agricole (p. 6824)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son adt n° 306 (crédits en faveur de l'hydraulique) (p. 6876) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6878)

**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6538)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : handicapés (p. 6539)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6538)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6538)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6538)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6551)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6565)

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Son intervention (p. 6306)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 6307)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 6307)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6307)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 6306)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Article 76 (article 1601 du code général des impôts)

Son intervention (p. 6326)

Après l'article 76

Intervient sur l'adt n° 141 du Gouvernement (augmentation du taux de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) (p. 6327)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6499)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 48 deuxième rectification de M. Yves Jégo (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6502)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6505)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8567)

Son intervention (p. 8586)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8623)

Thèmes :

Culture : diffusion (p. 8586)

Handicapés (p. 8587)

Propriété intellectuelle : dépôt légal (p. 8587)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8586)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8567, 8587)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8567, 8588)

Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8588)

Télécommunications : Internet (p. 8586)

Télécommunications : téléchargement légal (p. 8567, 8587)

Union européenne : directives (p. 8586)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8631, 8638)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8685)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la "webradio") (p. 8698)

Son adt n° 173 (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8695) : adopté (p. 8698)

Avant l'article 6

Son adt n° 109 rectifié (prise en compte des incidences des mesures techniques sur les usages des consommateurs dans

la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 8700) : retiré (p. 8701)

Article 6 (création d'une nouvelle section au sein du code de la propriété intellectuelle relative aux mesures techniques de protection et d'information)

Son intervention (p. 8701)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8713 et s.)

Son adt n° 136 : adopté après modification (p. 8714)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8722)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1588, 1590)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 310 de M. Patrick Bloche (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1669)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1677)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1692, 1700, 1710)

Intervient sur le sous-adt n° 302 de Mme Muriel Marland-Militello (libre choix par l'auteur du mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres, y compris de la mise à disposition gratuite) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1728)

Intervient sur le sous-adt n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1731)

Intervient sur le sous-adt n° 383 de M. Pierre-Christophe Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESSA) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1731)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son intervention (p. 1737)

Son adt n° 108 rectifié (p. 1738)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son intervention (p. 1756)

Son adt n° 103 (p. 1761)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Son adt n° 175 (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1763) : retiré (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1768)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 187 de M. Didier Mathus (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1813)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1818)

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1824)

Son adt n° 174, deuxième rectification (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) : retiré (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1828)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1830)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses adts n° 137 et 138 (p. 1831, 1843)

Son intervention (p. 1847)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1855, 1887 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mars 2006] (p. 1881)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1893 et s.)

Son adt n° 147 (p. 1897)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1913)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1919 et s., 1981 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1976)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1987 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'œuvres en ligne) (p. 2019)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'œuvres) (p. 2027)

Après l'article 15

Son adt n° 199 (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2031) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2033)

Après l'article 20

Son adt n° 213 (contrôle par la Cour des comptes de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits) : rejeté (p. 2035)

Article 21 (extension du dépôt légal à la communication publique en ligne)

Son adt n° 167 (p. 2038)

Article 28 (application de la loi outre-mer)

Son intervention (p. 2043)

Après l'article 29

Son adt n° 166 (quota de 40 % de chansons françaises et de 10 % de musique instrumentale pour la radiodiffusion) (p. 2044) : rejeté (p. 2045)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 2047)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2102)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Son intervention (p. 4681)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4682)
Informatique : logiciels libres : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 4682)
Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 4682)
Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 4683)
Propriété intellectuelle : droits d'auteur : enseignement (p. 4682)
Propriété intellectuelle : licence légale (p. 4683)
Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4682)
Télécommunications : Internet : culture (p. 4681)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8649)

Ses interventions (p. 8653 et s.)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue (p. 8653)
Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le terrorisme (p. 8653)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 8654)
Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 8653)
Politique générale : lutte contre le terrorisme (p. 8654)
Politiques communautaires : directives : blanchiment des capitaux (p. 8654)
Sports : stades : agressions (p. 8654)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8654)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1375)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique - EPST)

Son adt n° 261 (p. 1462)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2270)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2276)

Son intervention (p. 2282)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2299)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2270, 2284)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2299)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2283, 2299)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2284)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 2283)

Energie et carburants : énergie nucléaire : environnement (p. 2283, 2299)

Energie et carburants : énergie nucléaire : santé publique (p. 2276, 2283)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2284)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2282)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : privatisations (p. 2276)

Politiques communautaires : marché unique : énergie et carburants (p. 2270)

Sécurité publique : risques technologiques : sécurité nucléaire (p. 2276)

Sécurité publique : sécheresse : sécurité nucléaire (p. 2283)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son adt n° 325 (p. 2323)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Son adt n° 326 : adopté après rectification (p. 2331)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)

Son intervention (p. 2340)

Article 3 (droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires)

Son intervention (p. 2342)

Article 6 (commissions locales d'information)

Son adt n° 329 rectifié : adopté (p. 2353)

Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)

Son intervention (p. 2361)

Ses explications de vote (p. 2378)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2379)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses interventions (p. 3500 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 903 rectifié de M. François Sauvadet (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3506)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son intervention (p. 3522)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Son intervention (p. 3524)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son adt n° 911 (p. 3561)

Après l'article 20

Son adt n° 970 (possibilité pour les agences de l'eau de réaliser ou financer des études épidémiologiques) : rejeté (p. 3566)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 3606)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad t n° 24 du Gouvernement (généralisation de la pose de compteurs individuels dans les logements collectifs neufs) (p. 3614)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son ad t n° 967 (p. 3742)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4224)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 4227)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4226)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4227)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4226)
 Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4225)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4226)
 Energie et carburants : politique énergétique : santé publique (p. 4225)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4225)
 Energie et carburants : tarification sociale (p. 4228)
 Energie et carburants : tarifs (p. 4227)
 Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4227)
 Entreprises : GDF/EDF : personnels (p. 4228)
 Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4228)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4224)
 Entreprises : patriotisme économique (p. 4227)
 Environnement : changements climatiques (p. 4525)
 Union européenne : politique énergétique (p. 4225)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4773)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4787)

Son intervention (p. 4798)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4853)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4773, 4801, 4853)
 Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4798)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4802)
 Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4798)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4800)
 Energie et carburants : gaz : transport (p. 4787)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4798)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4773)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4799)
 Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4799)
 Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4798)
 Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4799)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 4799)
 Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4788)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4800)
 Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4799)
 Energie et carburants : tarifs (p. 4787)
 Entreprises : action spécifique (p. 4853)
 Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4799)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4773, 4799)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4773, 4798)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4799, 4853)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4874 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5024)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5119 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 septembre 2006] (p. 5137)

Son ad t n° 137569 (p. 5171) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5174)

Son observation (p. 5164)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur les adts identiques n°s 398 à 430 présentés par des membres du groupe socialiste (obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 5191)

Son intervention (p. 5191)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Son ad t n° 137574 rectifié (p. 5200) : rejeté

Intervient sur l'ad t n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5207)

Intervient sur le sous-ad t n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5207)

Intervient sur le sous-ad t n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5207)

Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5221)

Ses interventions (p. 5221 et s.)

Son ad t n° 137573 rectifié (p. 5222) : retiré (p. 5223)

Son ad t n° 137575 rectifié (p. 5224) : rejeté (p. 5225)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5234 et s.)

Son ad t n° 137568 (p. 5250)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5263 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son intervention (p. 5301)

Ses adts n°s 137570 et 137571 (p. 5304)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5338)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5367 et s.)

Son ad t n° 137567 rectifié (p. 5393)

Après l'article 6

Ses interventions (p. 5443 et s.)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)

Son intervention (p. 5448)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5472)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5485 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5501)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)

Son intervention (p. 5636)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5644 et s.)

Ses adts n^{os} 137628, 137557, 137629 et 137566 (p. 5667, 5681, 5682 et 5686)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5696 et s.)

Ses adts n^{os} 137560, 137565 et 137576 (p. 5696) : retirés (p. 5700)

Ses adts n^{os} 137577 et 137578 rectifié (p. 5696) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 5700)

Ses adts n^{os} 137662 rectifié, 137558 et 137559 : retirés (p. 5700)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5709 et s.)

Explications de vote et vote [3 octobre 2006] (p. 5729)

Ses explications de vote (p. 5732)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5734)

Marc DOLEZ

Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3452)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1783)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1783)

Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1783)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 1783)

Union européenne : Cour de justice (p. 1783)

Jacques DOMERGUE

Hérault (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) tome II : assurance maladie et accidents du travail ; tome V : tableau comparatif et adts non adoptés par la commission avec M. Jean-Pierre Door, Mme Marie-Françoise Clergeau et Mme Cécile Gallez, [19 octobre 2005] (n° 2609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [27 juin 2006] (n° 3193)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Partis et mouvements politiques. Parti socialiste. Attitude d'élus [15 mars 2006] (p. 1876)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1456, posée le 28 février 2006. Patrimoine culturel. Place royale (J.O. Questions p. 1952). Appelée le 28 février 2006. Construction d'un parking, Montpellier (p. 1211)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5820)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) - (p. 5820)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5821)

Établissements de santé : hôpitaux (p. 5821)

Sécurité sociale : déficit (p. 5821)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 5929)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5963)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad^t n° 335 rectifié du Gouvernement (remboursements de soins ; assurés sociaux en affection de longue durée ; remboursement à 100 % ; maintien) (p. 5998)

Intervient sur l'ad^t n° 336 du Gouvernement (différents sur les protocoles de soins ; conciliateurs des caisses ; modalités de saisine) (p. 5998)

Intervient sur l'ad t n° 288 deuxième rectification de M. Pierre-Louis Fagniez (différents sur les honoraires médicaux ; saisine d'un médiateur) (p. 5998)

Intervient sur l'ad t n° 16 de la commission (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6001)

Intervient sur l'ad t n° 217 rectifié de M. Jean-Luc Prél (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6001)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)
Ses interventions (p. 6003 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad t n° 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Intervient sur l'ad t n° 196 de M. Jean-Marie Le Guen (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Intervient sur l'ad t n° 47 rectifié de la commission des finances (médicaments ; prix ; mécanisme de révision triennale) (p. 6009)

Intervient sur l'ad t n° 48 de la commission des finances (médicaments génériques ; produits d'un même groupe ; prix de vente au public ; alignement sur le produit le moins onéreux) (p. 6009)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Son intervention (p. 6010)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 171 de Mme Martine Billard (honoraires médicaux ; notion de "tact et mesure" (p. 6012)

Intervient sur l'ad t n° 157 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments innovants ; inscription sur la liste des produits remboursables) (p. 6012)

Intervient sur l'ad t n° 158 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments insuffisamment efficaces ; retrait de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 6013)

Intervient sur l'ad t n° 230 rectifié du Gouvernement (médicaments ; veinotoniques ; déremboursement différé) (p. 6013)

Intervient sur l'ad t n° 49 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville ; prise en charge) (p. 6014)

Intervient sur l'ad t n° 50 de la commission des finances (prescriptions hospitalières réalisées en ville : rapport au Parlement) (p. 6014)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Ses interventions (p. 6015 et s.)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6030)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 121 troisième rectification de M. Jean-Marie Le Guen (honoraires médicaux ; dépassement ; caractère d'abus d'autorité) (p. 6036)

Intervient sur l'ad t n° 52 de la commission des finances (honoraires médicaux ; dépassement ; rapport de l'IGAS au Parlement) (p. 6037)

Intervient sur l'ad t n° 191 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (honoraires médicaux ; dépassement ; rapport de l'IGAS au Parlement) (p. 6037)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Ses interventions (p. 6039 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad t n° 229 deuxième rectification du Gouvernement (soins palliatifs à domicile ; assise juridique) (p. 6041)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)
Ses interventions (p. 6042 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'ad t n° 368 du Gouvernement (patients hospitalisés ; soins courants ; évaluation) (p. 6045)

Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)
Son intervention (p. 6046)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)
Ses interventions (p. 6047 et s.)

Article 35 (modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle)
Son intervention (p. 6049)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad t n° 233 troisième rectification du Gouvernement (contrats responsables des organismes de protection complémentaire ; délais dans la mise en œuvre du dispositif) (p. 6050)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)

Ses interventions (p. 6054 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad t n° 54 de la commission des finances (médicaments remboursés à un taux de 35 % ou de 15 % ; suppression de la possibilité de remboursement à 100 % par l'assurance maladie) (p. 6065)

Intervient sur l'ad t n° 175 de Mme Martine Billard (évaluation par la commission des comptes de la sécurité sociale des recettes tirées de la participation forfaitaire non remboursable des assurés) (p. 6065)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Ses interventions (p. 6069 et s.)

Article 39 (pérennisation, élargissement des missions et montant de la dotation pour 2006 du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Ses interventions (p. 6075 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad t n° 28 de la commission (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Intervient sur l'ad t n° 81 de M. Philippe Vitel (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077, 6078)

Intervient sur l'ad t n° 95 de M. Dominique Tian (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077, 6078)

Intervient sur l'ad t n° 107 de M. Jean Dionis du Séjour (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077, 6078)

Article 41 (contribution pour 2006 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Intervient sur l'ad t n° 212 de M. Jean-Luc Prél (p. 6078)

Après l'article 41

Intervient sur le sous-ad t n° 369 du Gouvernement (modalités d'application) à l'ad t n° 59 deuxième rectification de la commission des finances (carte Sésam-vitale ; vérification en ligne) (p. 6079)

Article 42 (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2006)

Son intervention (p. 6080)

Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)

Son intervention (p. 6083)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 110 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (ONDAM; autorité indépendante chargée de l'élaboration; prévision des charges hospitalières) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 111 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (ONDAM; autorité indépendante chargée de l'élaboration; prévision de l'évolution de l'activité, de la productivité et des coûts hospitaliers) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 370 du Gouvernement (établissements hospitaliers; prise en compte des créations et des fermetures) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de la commission (établissements hospitaliers; dotations régionales; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6084)

Intervient sur l'adt n° 97 rectifié de M. Dominique Tian (établissements hospitaliers; dotations régionales; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6085)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Philippe Vitel (établissements hospitaliers; dotations régionales; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6085)

Intervient sur l'adt n° 56 de la commission des finances (ONDAM; cas de dépassement; réserve de 1 % pour chaque sous-objectif) (p. 6085)

Article 44 (transmission au Parlement des propositions de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie relatives à l'évolution prévisible des charges et des produits des régimes d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6086)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 234 rectifié du Gouvernement (Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie; pérennisation) (p. 6086)

Avant l'article 49

Intervient sur l'adt n° 326 de la commission (rédaction de la Section 3; précision; dépenses liées aux maladies professionnelles) (p. 6098)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

Ministre de la culture et de la communication

DÉPÔT

Projet de loi n° 2718 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés [30 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Muriel Marland-Militello. Traités et conventions. Convention internationale sur la diversité culturelle [19 octobre 2005] (p. 5436)

M. Patrice Martin-Lalande. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès [26 octobre 2005] (p. 5883)

M. Bernard Brochand. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaîne d'information internationale, création, financement [30 novembre 2005] (p. 7713)

M. Alain Joyandet. Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'Etat [6 décembre 2005] (p. 7924)

M. Laurent Hénart. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Projet de loi [20 décembre 2005] (p. 8514)

M. Dominique Richard. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [7 mars 2006] (p. 1563)

M. Vincent Rolland. Audiovisuel et communication. Télévision numérique hertzienne. Accès, zones rurales [5 avril 2006] (p. 2477)

M. Pierre Cohen. Chômage; indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [16 mai 2006] (p. 3467)

M. Jean Dionis du Séjour. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Directive européenne, transposition [7 juin 2006] (p. 4044)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Roland Blum. Patrimoine culturel. Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. Marseille [17 janvier 2006] (p. 25)

M. Jean-Paul Dupré. Sécurité sociale. Cotisations. Exonération, structures associatives de diffusion de spectacles vivants [7 février 2006] (p. 776)

M. Jacques Domergue. Patrimoine culturel. Place royale. Construction d'un parking, Montpellier [28 février 2006] (p. 1211)

M. Philippe Pemezec. Archives et bibliothèques. Bibliothèques publiques, Clamart [28 février 2006] (p. 1210)

M. Dominique Paillé. Chômage; indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [7 mars 2006] (p. 1547)

Mme Geneviève Gaillard. Audiovisuel et communication. France 3. Programmes régionaux, maintien [28 mars 2006] (p. 2240)

M. Jean-Christophe Lagarde. Transports ferroviaires. SNCF. Projet de tangentielle, Ile-de-France [2 mai 2006] (p. 2750)

M. Marc Reymann. Patrimoine culturel. Cathédrale de Strasbourg. Restauration, financement [2 mai 2006] (p. 2749)

M. Patrick Bloche. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Site Richelieu, restauration [30 mai 2006] (p. 3768)

Mme Arlette Franco. Culture. Centre européen de recherches préhistoriques. Etablissement public de coopération culturelle (EPCC), création [30 mai 2006] (p. 3767)

M. Jean-Pierre Blazy. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, INRAP, moyens, financement [6 juin 2006] (p. 3976)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Christian Paul: assure que le dispositif de réponse graduée a fait l'objet d'une concertation interministérielle très poussée et qu'il ne dessaisit pas le juge [21 décembre 2005] (p. 8585)

M. Patrick Bloche: souhaite que la négociation en cours parvienne à un équilibre durable et équitable. En attendant, les dispositions prises par l'Etat pour soutenir ces professionnels qui doivent légitimement être soumis à un régime spécifique s'appliquent [8 mars 2006] (p. 1663)

Mme Martine Billard: souligne que l'adt n° 272 comporte des avancées considérables par rapport au mois de décembre, certaines mesures ayant même été adoptées à l'unanimité. Etant donné que les adts n° 153 et 154 portant sur l'article 1er et visant à instituer la licence globale ont été adoptés, il émettra un avis défavorable sur cet article [9 mars 2006] (p. 1735 et s.)

M. Jean-Marc Ayrault: rappelle que ce lieu est celui de la liberté d'expression et de la vivacité d'esprit qui doivent s'exercer dans le respect mutuel [15 mars 2006] (p. 1879)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALESCULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION
RADIOPHONIQUE LOCALE**Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7056)**

Ses interventions (p. 7056, 7065)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7057)

Arts et spectacles : musique (p. 7057)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7057)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7057)

Culture : création (p. 7056)

Culture : crédits (p. 7057)

Culture : politique culturelle (p. 7056)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : fonctionnement (p. 7057)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7057)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)*Après l'article 94*

Intervient sur l'ad n° 654 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette aux services accessibles par les nouvelles technologies) (p. 7062)

Intervient sur l'ad n° 250 de M. Pierre-Christophe Baguet (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette aux services accessibles par les nouvelles technologies) (p. 7062)

Intervient sur l'ad n° 498 rectifié de la commission (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur le sous-ad n° 663 de M. Dominique Richard (date d'effet) à l'ad n° 498 rectifié de la commission (p. 7063)

Intervient sur l'ad n° 655 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur l'ad n° 661 de M. Pierre-Christophe Baguet (taxe sur les services de télévision : œuvres à caractère pornographique ou de très grande violence : augmentation du taux) (p. 7064)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :*- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005*

Ses interventions (p. 7085, 7094, 7099, 7103)

Thèmes :

Architecture : architectes (p. 7086)

Archives et bibliothèques : archives (p. 7086)

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7086 et 7099)

Archives et bibliothèques : bibliothèques : nouvelles technologies (p. 7089, 7099)

Arts et spectacles : danse (p. 7088, 7101, 7102, 7104)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7100, 7104)

Arts et spectacles : musique (p. 7087, 7098, 7104)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7086, 7101)

Arts et spectacles : théâtres (p. 7087, 7103)

Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 7087)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7088, 7101)

Audiovisuel et communication : cinémathèque (p. 7088)

Communes : Versailles : patrimoine culturel (p. 7104)

Culture : création (p. 7085 et s., 7103)

Culture : jeunes (p. 7089)

Culture : crédits (p. 7086 et s., 7098)

Culture : mécénat (p. 7100 et s.)

Culture : politique culturelle (p. 7085 et s., 7098 et s.)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 7088, 7100)

Culture : politique culturelle : régions (p. 7100)

Départements : Hauts-de-Seine : patrimoine culturel (p. 7101)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7087, 7103)

Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 7088)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : fonctionnement (p. 7086, 7098)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : impôts et taxes (p. 7100)

Patrimoine culturel : monuments classés (p. 7086, 7087)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7099, 7100)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 7086)

Patrimoine culturel : musées (p. 7086, 7100)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7085 et s.)

Presse et livres : librairies (p. 7099)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 7099)

Régions : Alsace : monuments historiques (p. 7104)

Secteur public : services publics : patrimoine (p. 7102)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Ses interventions (p. 6424, 6431 et s.)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 6427)

Audiovisuel et communication : Arte (p. 6427)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6430)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 6425 et s.)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6426)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 6427)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 6427)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6425 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6425 et s.)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 6429)

Presse et livres : diffusion (p. 6429)

Presse et livres : presse (p. 6428)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6426)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication : concurrence (p. 6431) (M. François Rochebloine) (p. 6431)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6431) (M. François Rochebloine) (p. 6430)

Audiovisuel et communication : radio : associations (p. 6432) (M. Frédéric Dutoit) (p. 6432)

Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 6432) (M. Frédéric Dutoit) (p. 6432)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)*Crédits de la mission "Medias", inscrits à l'état B*

Ses interventions (p. 6433 et s.)

Après l'article 80

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Pierre-Christophe Baguet (presse ; Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée à des quotidiens sportifs et économiques ; champ d'application ; rapport au Parlement) (p. 6437)

Crédits inscrits à la ligne "Avances à l'audiovisuel public", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6438)

Après l'article 95

Intervient sur l'ad n° 104 de la commission des finances (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

Intervient sur l'ad n° 136 de la commission des affaires culturelles (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

Intervient sur l'ad n° 205 du Gouvernement (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; rapport aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6440)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses interventions (p. 8541, 8602, 1576)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8556)
 Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8565)
 Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8616)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8584)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8548)
 Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 8546)
 Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8544, 8604)
 Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8556, 8566)
 Arts et spectacles : intermittents : chômage : indemnisation (p. 1577)
 Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 1576)
 Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8546)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8542, 1576)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 8543)
 Audiovisuel et communication : vidéo à la demande (p. 8543, 8603, 1577)
 Culture : diversité culturelle (p. 8542, 8557, 8603, 8616, 1577)
 Culture : politique culturelle (p. 1577)
 Enseignement (p. 8543, 8566, 8604, 1577)
 Handicapés (p. 8546, 8603, 1578)
 Informatique : interopérabilité (p. 8547, 8566, 1577)
 Informatique : logiciels d'échanges illicites d'œuvres (p. 8548)
 Informatique : logiciels libres (p. 8547, 8566, 8604, 1577)
 Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 8547)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 8543, 8546)
 Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8542, 8546, 8566, 1577)
 Propriété intellectuelle : dépôt légal : Internet (p. 8546)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8548, 8557, 8604, 1578)
 Propriété intellectuelle : droit de suite (p. 8548, 1578)
 Propriété intellectuelle : droits d'auteur : histoire (p. 8542)
 Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8545, 8566, 8604, 1577)
 Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8547, 8566, 8604, 1577)
 Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 8545, 1577)
 Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8546)
 Télécommunications : fournisseurs d'accès à Internet (FAI) (p. 8543, 1578)
 Télécommunications : Internet (p. 8541, 1577)
 Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8546)
 Télécommunications : téléchargement légal (p. 8543, 8545, 8566, 1577)
 Union européenne : directives (p. 8542)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8626 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la " webradio ") (p. 8695)
 Intervient sur l'ad n° 171 de M. Dominique Richard (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8695)
 Intervient sur l'ad n° 173 de M. Jean Dionis du Séjour (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8695)
 Intervient sur l'ad n° 21 rectifié de la commission (exception en faveur des procédures parlementaires de contrôle) (p. 8699)

Article 5 (durée de la protection des droits voisins patrimoniaux)
 Son intervention (p. 8699)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 26 de la commission (mention des mesures techniques dans les contrats des auteurs) (p. 8700)
 Intervient sur l'ad n° 246 rectifié de la commission (mention des mesures techniques de protection dans les futurs contrats des auteurs) (p. 8700)
 Intervient sur l'ad n° 109 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (prise en compte des incidences des mesures techniques sur les usages des consommateurs dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 8700)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8712 et s., 8726)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'ad n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1601)
 Intervient sur le sous-ad n° 332 de M. Patrick Bloche (conditions d'exercice du droit à la copie privée) à l'ad n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1604)
 Intervient sur le sous-ad n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1607)
 Intervient sur le sous-ad n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1607)
 Intervient sur le sous-ad n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1607)
 Intervient sur le sous-ad n° 309 de M. Patrick Bloche (assouplissement du régime du droit de "citation" pour les usages pédagogiques et scientifiques) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1610)
 Intervient sur le sous-ad n° 301 de Mme Christine Boutin (exception pour copie privée pour les copies par téléchargement sur Internet) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1613)
 Intervient sur le sous-ad n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1613)
 Intervient sur le sous-ad n° 310 de M. Patrick Bloche (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1667)
 Intervient sur le sous-ad n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1668)
 Intervient sur le sous-ad n° 313 de Mme Martine Billard (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique) à l'ad n° 272 du Gouvernement (p. 1670)
 Intervient sur le sous-ad n° 312 de M. Patrick Bloche (suppression du "test en trois étapes") à l'ad n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1726)
 Intervient sur le sous-ad n° 302 de Mme Muriel Marland-Militello (libre choix par l'auteur du mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres, y compris de la mise à disposition gratuite) à l'ad n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1728)
 Intervient sur le sous-ad n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'ad n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1730)
 Intervient sur le sous-ad n° 383 de M. Pierre-Christophe Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESSA) à l'ad n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1732)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) (p. 1663)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf supra) (p. 1735)

Ses interventions (p. 1737 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 168 précédemment réservé de M. Didier Mathus (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1750)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1757 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 1763)

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Jean Dionis du Séjour (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (p. 1766, 1811)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 187 de M. Didier Mathus (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1768)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1812)

Intervient sur l'adt n° 97 de M. Patrick Bloche (affectation de 1 % du montant global de la rémunération pour copie privée au financement d'études indépendantes) (p. 1815)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de M. Patrick Bloche (modifications concernant la commission pour copie privée) (p. 1821)

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de M. Patrick Bloche (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1823)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Alain Suguenot (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1823)

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1826)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Frédéric Dutoit (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales ou paramédicales) (p. 1830)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1830)

Intervient sur le sous-adt n° 401 de M. Christian Paul (extension aux utilisations à des fins médicales et éducatives) à l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (p. 1831)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1832 et s., 1843 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1850)

Intervient sur le sous-adt n° 403 de M. Patrick Bloche (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (p. 1850)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1857 et s., 1884 et s.)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1896 et s.)

Article 10 (protection des informations électroniques permettant l'identification d'une œuvre)

Son intervention (p. 1908)

Article 11 (extension des procédures de saisie-contrefaçon aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information)

Son intervention (p. 1908)

Article 12 (extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de droits voisins aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information)

Son intervention (p. 1908)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1911 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 376 de M. Patrick Bloche (responsabilité limitée à l'exploitation commerciale de l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 398 de M. Christian Vanneste (rédactionnel) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 324 de M. Patrick Bloche (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 399 de M. Christian Vanneste (de précision) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 363 de M. Richard Cazenave (application aux logiciels exclusivement) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Intervient sur le sous-adt n° 364, deuxième rectification de M. Richard Cazenave (utilisation licite du "peer to peer" non répréhensible) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1911)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1922 et s., 1978 et s.)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1985 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2012)

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2012, 2022)

Intervient sur le sous-adt n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (caractère licite de la copie privée) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (p. 2016)

Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Patrick Bloche (y compris la mise à disposition imposée par l'utilisation d'un système d'échange) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (p. 2016)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2025)

Intervient sur le sous-adt n° 388 rectifié de M. Laurent Wauquiez (utilisés à une échelle commerciale) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 2025)

Intervient sur le sous-adt n° 327 de M. Patrick Bloche (logiciels utilisés exclusivement pour le partage illicite d'oeuvres) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 2025)

Intervient sur l'adt n° 260 du Gouvernement (envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation aux dangers du piratage pour la création artistique) (p. 2028)

Intervient sur le sous-adt n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (à leurs frais) à l'adt n° 260 du Gouvernement (p. 2029)

Intervient sur le sous-adt n° 268 rectifié de M. Christian Vanneste (aux dangers du téléchargement et de la mise à disposition illicites) à l'adt n° 260 du Gouvernement (p. 2029)

Article 15 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques relatives aux droits des producteurs de bases de données)

Son intervention (p. 2030)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (non-assujettissement aux droits d'auteur du signal télédiffusé reçu au moyen d'une antenne collective et acheminé au sein d'un même ensemble d'habitations) (p. 2030)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Patrick Bloche (nouvelles catégories d'actions éligibles au financement par les 25 % de la rémunération pour copie privée) (p. 2031)

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Jean Dionis du Séjour (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2032)

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Didier Mathus (coordination) (p. 2033)

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Didier Mathus (fonds de soutien aux auteurs et aux artistes-interprètes accessibles aux artistes n'ayant pas adhéré à une société de gestion collective) (p. 2033)

Avant l'article 16

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (de précision) (p. 2033)

Article 16 (droit de l'auteur agent public)

Ses interventions (p. 2033 et s.)

Article 17 (limites du droit moral des auteurs agents publics)

Son intervention (p. 2034)

Article 18 (conditions d'exploitation des droits des auteurs agents publics)

Ses interventions (p. 2034 et s.)

Article 19 (contrôle public des règles et du fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits)

Son intervention (p. 2035)

Article 20 (modalités de détermination des règles comptables applicables aux sociétés de gestion collective de droits)

Son intervention (p. 2035)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (contrôle par la Cour des comptes de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2035)

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Didier Mathus (légalisation de tous les échanges numériques non commerciaux de musique, d'images, de photos et de dessins effectués par les personnes acceptant de conclure un nouveau contrat social garant de la rémunération des créateurs) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Didier Mathus (convention déterminant le niveau de la rémunération perçue par les auteurs auprès des consommateurs en échange du droit à télécharger des œuvres sur Internet) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Didier Mathus (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de communiquer à leurs abonnés les conditions générales leur permettant d'échanger des œuvres en ligne en contrepartie du versement d'une redevance) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 208 rectifié de M. Didier Mathus (rédactionnel) (p. 2036)

Intervient sur l'adt n° 367 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 2037)

Intervient sur l'adt n° 59 rectifié de la commission (co-signature par le ministre chargé de la culture des arrêtés et homologations relatifs aux sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2037)

Article 21 (extension du dépôt légal à la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 2039)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Didier Mathus (dépôt sous la forme d'un standard ouvert des écrits, images, sons ou messages de toute nature faisant l'objet d'une communication publique en ligne) (p. 2040)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Didier Mathus (fourniture lors d'un dépôt légal d'une copie dans un format électronique ouvert) (p. 2040)

Article 23 (organisation du dépôt légal des informations communiquées publiquement en ligne)

Son intervention (p. 2041)

Article 24 (substitution de l'appellation "Bibliothèque nationale de France" à celle de "Bibliothèque nationale")

Son intervention (p. 2041)

Article 25 (conditions de consultation des fonds du dépôt légal)

Son intervention (p. 2041)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 229 du Gouvernement (mise à jour du code du patrimoine pour le dépôt légal des services de radio et de télévision) (p. 2041)

Intervient sur l'adt n° 230 du Gouvernement (contrôle de la réception des signaux émis pour la fourniture des services de radio et de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 2041)

Article 26 (rôle de l'Institut national de l'audiovisuel en matière de dépôt légal des documents sonores et audiovisuels)

Son intervention (p. 2041)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 231 du Gouvernement (extension de la rémunération pour copie privée et de la rémunération équitable aux phonogrammes et aux vidéogrammes fixés pour la première fois dans un Etat membre de la Communauté européenne) (p. 2041)

Article 27 (rôle du Centre national de la cinématographie en matière de dépôt légal des documents cinématographiques)

Son intervention (p. 2042)

Avant l'article 28

Intervient sur l'adt n° 232 du Gouvernement (droit de suite) (p. 2042)

Article 28 (application de la loi outre-mer)

Son intervention (p. 2043)

Article 29 (mesures transitoires)

Son intervention (p. 2043)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 78 de la commission (coordination) (p. 2043)

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Didier Mathus (suppression d'une disposition autorisant la constitution, par les sociétés de perception de droits, de fichiers recensant les infractions au code de la propriété intellectuelle) (p. 2044)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Jean Dionis du Séjour (quota de 40 % de chansons françaises et de 10 % de musique instrumentale pour la radiodiffusion) (p. 2045)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 2046 et s.)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Son intervention (p. 2101)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses interventions (p. 4668, 4678, 4690)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 4668, 4690)

Arts et spectacles : musique : crédit d'impôt (p. 4670)

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 4668)

Audiovisuel et communication : vidéo à la demande (p. 4669)

Culture : diversité culturelle (p. 4670)

Handicapés (p. 4670)

Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4669)

Informatique : logiciels libres (p. 4669)

Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 4669)

Propriété intellectuelle : copie privée (p. 4669)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 4669)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur : enseignement (p. 4670)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4670)

Télécommunications : Internet : droits d'auteur (p. 4668, 4690)

Télécommunications : téléchargement légal : services publics (p. 4670)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4691)

Article 2 (droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes)

Son intervention (p. 4691)

Article 20 bis (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique)

Son intervention (p. 4691)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4694)

Proposition de loi n° 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention (p. 4079)

Thèmes :

Collectivités territoriales : patrimoine culturel (p. 4080)

Culture : décentralisation (p. 4079 et s.)

Culture : personnel (p. 4081)

Culture : diversité culturelle (p. 4080)

Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4079 et s.)

Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4080)

Culture : politique culturelle (p. 4079 et s.)

Enseignements artistiques : diplômés (p. 4081)

Enseignements artistiques : écoles (p. 4080)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4080)

Jean-Pierre DOOR

Loiret (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Rapporteur de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 23 novembre 2005] (p. 18210)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) tome I : recettes et équilibre général ; tome V : tableau comparatif et adts non adoptés par la commission avec M. Jacques Domergue, Mme Marie-Françoise Clergeau et Mme Cécile Gallez, [19 octobre 2005] (n° 2609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale, sur l'organisation et le coût de gestion des branches de la sécurité sociale [16 novembre 2005] (n° 2680)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [22 novembre 2005] (n° 2683)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [26 janvier 2006] (n° 2833)

Proposition de loi n° 2959 tendant à renforcer la lutte contre le risque épidémique [14 mars 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [27 juin 2006] (n° 3193)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Projet de loi [5 octobre 2005] (p. 4752)

TVA. Taux. Construction de maisons de retraite [22 mars 2006] (p. 2152)

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [28 juin 2006] (p. 4617)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5818)

Thèmes :

Agriculture : prestations sociales (p. 5819)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5819)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5819)

Personnes âgées : dépendance (p. 5819)
 Professions de santé : médecin traitant (p. 5819)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5819)
 Sécurité sociale : déficit (p. 5818 et s.)
 Sécurité sociale : financement (p. 5818 et s.)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2004)
 Son intervention (p. 5920)

Article 3 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base et du régime général)
 Son intervention (p. 5922)

Article 4 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)
 Ses interventions (p. 5923 et s.)

Après l'article 6
 Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (accroissement de la contribution de la CNSA au financement des actions en faveur des handicapés afin d'accélérer la mise en œuvre du plan autisme) (p. 5930)

Article 7 (rectification pour l'année 2005 des objectifs de dépenses de branche des régimes obligatoires de base)
 Son intervention (p. 5931)

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)
 Son intervention (p. 5932)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)
 Son intervention (p. 5934)

Après l'article 10
 Intervient sur l'adt n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers) (p. 5935)
 Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 5936)
 Intervient sur l'adt n° 146 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 5937)

Article 12 (conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail et aux dirigeants de société en cas de départ forcé)
 Ses interventions (p. 5938 et s.)

Après l'article 12
 Intervient sur l'adt n° 150 de Mme Jacqueline Fraysse (abrogation des dispositions législatives supprimant le lien entre les allègements de cotisations accordées aux entreprises et les créations d'emploi) (p. 5939)

Article 13 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire)
 Ses interventions (p. 5941 et s.)

Après l'article 13
 Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de Mme Françoise Branget (exonération de charges sociales du remboursement par l'employeur de frais professionnels des chauffeurs routiers ; dépenses de téléphonie mobile) (p. 5953)
 Intervient sur l'adt n° 40 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers responsable ; indemnité forfaitaire pour frais de dossier au profit des caisses d'assurance maladie ; relèvement) (p. 5954)
 Intervient sur l'adt n° 142 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5956)

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Jean-Marie Le Guen (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5956)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5957)

Intervient sur le sous-adt n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'adt n° 42 de la commission des finances (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfiques ; taxe sur la progression du chiffre d'affaires au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Ses interventions (p. 5967 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 151 de Mme Jacqueline Fraysse (industrie pharmaceutique ; incitation à consacrer un tiers au moins du chiffre d'affaires à la recherche ; taxation supplémentaire en cas de manquement) (p. 5984)

Intervient sur l'adt n° 352 de M. Bruno Gilles (industrie pharmaceutique ; contributions spécifiques ; plafonnement) (p. 5984)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 5986 et s.)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Ses interventions (p. 5989 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission (organismes de sécurité sociale ; agents comptables ; responsabilité) (p. 5994)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (commission des comptes de la sécurité sociale ; création d'un groupe de travail sur la réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 5995)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6015)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 6031 et s.)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Son adt n° 39 rectifié : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6068)

Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)

Son intervention (p. 6083)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 56 de la commission des finances (ONDAM ; cas de dépassement ; réserve de 1 % pour chaque sous-objectif) (p. 6085)

Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)

Son intervention (p. 6086)

Article 57 (contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales)

Son intervention (p. 6111)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7449)

Son intervention (p. 7449)

Thèmes :

Etablissements de santé : tarifs (p. 7450)
 Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7449)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 7450)
 Santé : politique de la santé (p. 7449, 7450)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 7449)
 Sécurité sociale : financement (p. 7449)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7456)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 7456 et s.)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 7457)

Article 21 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 7457)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6801)

Ses explications de vote sur explications de vote :
 Mme Jacqueline Fraysse (p. 6802)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : prévention (p. 6803)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6802)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6803)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Son intervention (p. 6839)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6839)

Recherche : Institut Pasteur (p. 6839)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6839)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale [13 décembre 2005] (n° 2752)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1438, posée le 7 février 2006. Mer et littoral. Retirée par l'auteur [J.O. Questions p. 1108]

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Professions sociales. Aides à domicile. Financement [26 octobre 2005] (p. 5884)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [21 décembre 2005] (p. 8577)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1470, posée le 7 mars 2006. Transports ferroviaires. TGV Est [J.O. Questions p. 2254]. Appelée le 7 mars 2006. Gares, implantation (p. 1542)

n° 1669, posée le 20 juin 2006. Etablissements de santé. Carte sanitaire [J.O. Questions p. 6302]. Appelée le 20 juin 2006. Hôpitaux de proximité, Bar-le-Duc (p. 4313)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4735)

Article 2 (droit d'accès aux informations relatives à l'environnement)

Son intervention (p. 4736)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6856)

SECURITE SANITAIRE

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Thèmes :

Agroalimentaire : abattage (p. 6844)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6844)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7967)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants**Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)**

Son intervention (p. 285)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : missions d'information (p. 286)

Energie et carburants : biocarburants (p. 286)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2296) : rejetée (p. 2299)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2297)
Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2297)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2296)
Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2296)
Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 2297)
Energie et carburants : sécurité nucléaire : personnels (p. 2297)
Environnement : changements climatiques (p. 2297)
Environnement : principe de précaution (p. 2298)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son intervention (p. 2321)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN -)

Ses interventions (p. 2328 et s.)

Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)

Son intervention (p. 2342)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la publicité des expertises et travaux réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN) (p. 2354)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT -)

Son intervention (p. 2356)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2523) : rejetée (p. 2529)

Son intervention (p. 2544)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2524)
Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2527)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2525)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : démocratie participative (p. 2527)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : importations (p. 2525)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : pays étrangers (p. 2526)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : politiques communautaires (p. 2526)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2524)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2525)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : statut juridique (p. 2526)
Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2523)
Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2525)
Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2523)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2523)
Energie et carburants : politique énergétique : libéralisation (p. 2527)
Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 2523)
Environnement : charte de l'environnement (p. 2524)
Environnement : principe de précaution : déchets radioactifs (p. 2524)
Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2524)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2526)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2591)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Christian Bataille (instauration d'une concertation avec les élus locaux et la population des sites concernés par tout projet d'installations nucléaires de base) (p. 2593)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son intervention (p. 2595)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2605)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Ses interventions (p. 2608 et s.)

Article 7 (conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage)

Son intervention (p. 2693)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2695)

Intervient sur le sous-adt n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 2695)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2700 et s.)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 2708)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Son intervention (p. 2711)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Ses interventions (p. 2720 et s.)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Son intervention (p. 2732)

Titre

Son intervention (p. 2736)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4284) : rejetée (p. 4287)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4284)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4285)
Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4285)
Départements : Meuse (p. 4286)
Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 4285)
Environnement : charte de l'environnement (p. 4285)
Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 4285)

Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son intervention (p. 4294)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son intervention (p. 4296)
Son adt n° 32 (p. 4297)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 4300)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Son adt n° 6 (p. 4301)
Ses explications de vote (p. 4302)
Abstention du groupe socialiste (p. 4302)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3571)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3574)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4237)

Thèmes :

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4237)
Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4238)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4237)
Environnement : changements climatiques (p. 4237)
Union européenne : politique énergétique (p. 4237)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4920 et s.)

René DOSIÈRE

Aisne (1^{ère} circonscription)

Socialiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Thierry Mariani : rappelle que l'ordre du jour des séances a été fixé en conférence des présidents et souligne que l'organisation des débats est la conséquence du grand

nombre d'adts à examiner sur le projet de loi d'orientation agricole avant l'examen de la loi de finances [6 octobre 2005] (p. 4833)

M. André Chassaing : rappelle à l'ensemble des députés que l'article 58, alinéa 1 indique la possibilité de rappeler au règlement mais n'en précise pas le motif qui, lui, doit s'appuyer sur un autre article du règlement [10 octobre 2005] (p. 4988)

M. Jean-Paul Chanteguet : précise que l'article 91, alinéa 4, du règlement prévoit que les motions de procédure sont défendues pour une durée qui ne peut excéder une heure trente sauf décision de la Conférence des présidents qui a décidé de limiter cette durée à trente minutes pour ce texte [30 novembre 2005] (p. 7812)

M. Alain Joyandet : explique qu'il emploie une procédure concernant des adts identiques et que personne ne dépasse son temps de parole [2 février 2006] (p. 746)

M. Gérard Voisin : l'invite à prendre la parole ultérieurement s'il souhaite intervenir contre les adts n° 241 et 242 [2 février 2006] (p. 746)

M. Jacques Brunhes : affirme que c'est conformément au règlement que le vote d'un précédent adt du Gouvernement a rendu sans objet deux autres adts et qu'aucune inversion de résultat n'est à déplorer [2 mars 2006] (p. 1432)

M. Frédéric Dutoit : répond que cette procédure, quoi qu'on puisse en penser, est parfaitement régulière [8 mars 2006] (p. 1678)

M. Christian Bataille : répond que l'Assemblée a bien compris que le rapporteur a commis une erreur [18 septembre 2006] (p. 5219)

M. Jean Gaubert : répond qu'il veille scrupuleusement à ce que le débat aille jusqu'à son terme sur chaque adt, ce qui exige un minimum de discipline [21 septembre 2006] (p. 5407)

M. François Brottes : invite M. Brottes à ne pas "abuser" des rappels au règlement [26 septembre 2006] (p. 5552)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Répond au rappel au règlement de M. Thierry Mariani (cf supra) [6 octobre 2005] (p. 4833)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 5

Répond au rappel au règlement de M. André Chassaing (cf supra) (p. 4988)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2005] (p. 6629)

Crédits de la mission "Justice", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6630)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Paul Chanteguet (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7812)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Son intervention (p. 7823)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Répond au rappel au règlement de M. Frédéric Dutoit (cf supra) (p. 1678)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 741)

Répond aux rappels au règlement de M. Alain Joyandet (p. 746) ; M. Gérard Voisin (cf supra) (p. 746)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) (p. 1432)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son intervention (p. 2704)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Répond au rappel au règlement de M. Christian Bataille (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5219)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Répond au rappel au règlement de M. Jean Gaubert (cf supra) (p. 5407)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5552)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, modalités [22 novembre 2005] (p. 7320)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1622, posée le 30 mai 2006. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses (J.O. Questions p. 5566). Appelée le 30 mai 2006. Restructuration, Aisne (p. 3761)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement sur quel article du règlement il se fonde pour réintroduire l'article 1er -précédemment retiré- sous forme d'amendement portant article additionnel

après l'article 1^{er}. Il souhaite savoir s'il est possible de déposer de nouveaux adts sur cet article, d'avoir un délai pour le faire puis de les examiner en commission [9 mars 2006] (p. 1691)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4715)

Thèmes :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4715 et s.)

Président de la République : crédits (p. 4715 et s.)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification de M. Jean-Charles Taugourdeau (habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires pour favoriser l'utilisation des caquettes de bois pour la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5083)

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4822)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4823)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4822)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : histoire (p. 4824)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 4824)

Président de la République : crédits : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4823)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 7 (actualisation de la terminologie)

Son intervention (p. 4827)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4824)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT : POUVOIRS PUBLICS**

Examen du fascicule [17 novembre 2005] (p. 6955)

Son intervention (p. 6956)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale (p. 6957 et s.)

Conseil constitutionnel (p. 6957)

Président de la République : crédits (p. 6957 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 6962)

Crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat", inscrits à l'état B

Son adt n° 614 (Conseil d'Etat - réduction des crédits de 230 000 € : mise à disposition de magistrats à la Présidence de la République) (p. 6962) : rejeté (p. 6963)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics", inscrits à l'état B

Son adt n° 616 (présidence de la République : majoration des crédits de 100 000 €) (p. 3963) : rejeté (p. 3965)

Son adt n° 615 (Conseil constitutionnel : réduction des crédits de 100 000 €) (p. 6963) : rejeté (p. 6964)

Après l'article 80

Son adt n° 601 (Présidence de la République - crédits : jaune budgétaire) : rejeté (p. 6965)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6976)

Thème avant la procédure des questions :

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 6976)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Son intervention (p. 7146)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : endettement (p. 7146)
Impôts locaux : statistiques (p. 7146)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7157)

Article 82 (dotation de développement rural (DDR) : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)

Ses interventions (p. 7158 et s.)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale -DSU-)

Son intervention (p. 7160)

Après l'article 84

Intervient sur l'ad n° 620 de M. Axel Poniatowski (prise en compte de la dotation de compensation dans le calcul du potentiel fiscal de certaines communes) (p. 7165)

Intervient sur l'ad n° 599 rectifié de M. Gilles Carrez (modalités de compensation de la perte de recettes subie par les communes du fait de l'application de l'article 15 de la loi relative au développement des territoires ruraux) (p. 7169)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7308, 7338, 7364, 7367, 7369, 7371 et s., 7374)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1691)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 889)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2112) : rejetée (p. 2118)

Son intervention (p. 2126)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2126)

Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2127)

Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2126 et s.)

Elections et référendums : élection présidentielle : remboursement (p. 2127)

Président de la République : conjoint (p. 2114)

Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 2115 et s.)

Président de la République : crédits : personnels (p. 2114 et s.)

Président de la République : crédits : traitement (p. 2112 et s.)

Président de la République : statut pénal (p. 2109 et s.)

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 1er (allongement de la période préparatoire à l'élection - actualisation de la liste des "parrains")

Son adt n° 11 (p. 2129)

Article 2 (actualisation de références au code électoral - compétence de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - organisation du scrutin dans les bureaux de vote en Amérique)

Son intervention (p. 2131)

Ses adts n°s 12 rectifié, 13 rectifié et 15 (p. 2131 et s.)

Article 4 (régime de remboursement des dépenses de campagne)

Ses adts n°s 14 et 16 (p. 2134)

Article 5 (entrée en vigueur des dispositions du code électoral)

Son intervention (p. 2135)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Jérôme Rivière (campagnes électorales : affichage et affichage commercial - publicité par voie de presse) (p. 2136)

Ses explications de vote (p. 2138)

Abstention du groupe socialiste (p. 2138)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2822)

Thèmes :

Administration : décrets : délais (p. 2822)

Cultes : christianisme (p. 2823)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2823)

Etrangers : immigration clandestine : statistiques (p. 2823)

Lois : textes d'application : commissions (p. 2822)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2822)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 405 de la commission (création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 2896)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2902)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Ses interventions (p. 2930 et s.)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2963)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3075, 3086)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3178 et s.)

Article 69 (application à l'ensemble du territoire national des mesures d'éloignement prononcées en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française)

Son intervention (p. 3185)

Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 3190)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad t n° 228 rectifié de Mme Juliana Rimane (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3192)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Ses interventions (p. 3194 et s.)

Après l'article 76

Intervient sur l'ad t n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3207)

Intervient sur l'ad t n° 236 de M. Mansour Kamardine (reconnaissance par un parent de statut civil de droit local d'un enfant né hors mariage à Mayotte) (p. 3211)

Intervient sur l'ad t n° 231 de M. Mansour Kamardine (célébration du mariage de droit local par l'officier d'état civil à Mayotte) (p. 3212)

Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)

Son intervention (p. 3213)

Article 79 (délai de rétention des personnes soumises à une vérification d'identité applicable à Mayotte)

Son intervention (p. 3216)

Après l'article 79

Son ad t n° 319 (équipement informatique pour la réforme de l'état civil de Mayotte financé par une dotation exceptionnelle) (p. 3216) : rejeté (p. 3217)

Intervient sur l'ad t n° 246 de Mme Christine Boutin (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3218)

Intervient sur l'ad t n° 249 de Mme Christine Boutin (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3218)

Intervient sur l'ad t n° 250 de Mme Christine Boutin (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3218)

Reprend l'ad t n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Proposition de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des ad ts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4030) : rejetée (p. 4037)

Thèmes :

Assemblée nationale : pluralisme (p. 4032)

Assemblée nationale : ad ts : délais (p. 4034)

Assemblée nationale : commission de la défense : commission des affaires étrangères (p. 4031)

Assemblée nationale : commissions : compétences (p. 4031)

Assemblée nationale : commissions : président (p. 4033)

Assemblée nationale : examen en commission élargie : crédits budgétaires (p. 4032)

Assemblée nationale : motions de procédure : Polynésie française (p. 4034)

Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 4035)

Assemblée nationale : règlement : histoire (p. 4031)

Assemblée nationale : règlement : révision (p. 4030, 4036)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 34 (p. 4031)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4035)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 4034)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4032)

Ordonnances (p. 4036)

Parlement : commissions : pays étrangers (p. 4033)

Parlement : prérogatives : amnistie (p. 4036)

Parlement : Sénat : motions de procédure (p. 4033)

Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4032)

Président de la République : crédits (p. 4036)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Son intervention (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4070)

Article 2 (attribution de la présidence d'une commission permanente à un membre d'un groupe de l'opposition)

Son intervention (p. 4073)

Article 4 (durée des motions)

Son intervention (p. 4075)

Article 5 (délai de dépôt des ad ts)

Son intervention (p. 4076)

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4078)

Philippe DOUSTE-BLAZY

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2555 autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation [5 octobre 2005]

Projet de loi n° 2605 autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 2626 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières [2 novembre 2005]

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [8 novembre 2005]

Projet de loi n° 2755 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [14 décembre 2005]

Projet de loi n° 2756 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les

- doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [14 décembre 2005]
- Projet de loi n° 2785 autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire [3 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2788 autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [11 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2827 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle [25 janvier 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006 [21 mars 2006]
- Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [22 mars 2006]
- Projet de loi n° 3039 autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche [12 avril 2006]
- Projet de loi n° 3080 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'État de l'Amapá [10 mai 2006]
- Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [23 mai 2006]
- Projet de loi n° 3119 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée [31 mai 2006]
- Projet de loi n° 3120 autorisant l'approbation de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [31 mai 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006 [13 juin 2006]
- Projet de loi n° 3156 autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) [14 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient [21 juin 2006]
- Projet de loi n° 3274 autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les États-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto [1^{er} août 2006]
- Projet de loi n° 3276 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces [30 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Jean Leonetti. Union européenne. Attitude de la France [5 octobre 2005] (p. 4749)
- M. Philippe Vitel. Politique extérieure. Cachemire. Séisme, aide humanitaire [12 octobre 2005] (p. 5156)
- M. Jean Lassalle. Politique extérieure. Cachemire. Séisme, aide humanitaire [26 octobre 2005] (p. 5880)
- M. Rudy Salles. Politique extérieure. Iran. Président, déclaration sur Israël [2 novembre 2005] (p. 6122)
- M. Jean-Marie Sermier. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), attitude de la France [2 novembre 2005] (p. 6123)
- M. Didier Quentin. Politique extérieure. Iran. Président, déclaration sur Israël [2 novembre 2005] (p. 6125)
- M. Jean-Claude Guibal. Relations internationales. Développement. Relations Nord-Sud [22 novembre 2005] (p. 7321)
- M. Yves Bur. Politique extérieure. Allemagne. Relations bilatérales [23 novembre 2005] (p. 7408)
- M. Pascal Terrasse. Politiques communautaires. Budget. Sommet de Bruxelles [20 décembre 2005] (p. 8506)

- M. Christian Philip. Politiques communautaires. Budget. Sommet de Bruxelles [20 décembre 2005] (p. 8509)
- M. Xavier de Roux. Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [17 janvier 2006] (p. 43)
- M. Jacques Bobe. Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [7 février 2006] (p. 796)
- Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Colombie. Otages détenus par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), attitude de la France [22 février 2006] (p. 1084)
- M. Loïc Bouvard. Justice. Fonctionnement. Auteur présumé, demande d'extradition, enlèvement et assassinat [1^{er} mars 2006] (p. 1319)
- M. Roland Blum. Justice. Fonctionnement. Auteur présumé, demande d'extradition, enlèvement et assassinat [7 mars 2006] (p. 1561)
- Mme Irène Tharin. Union européenne. Politiques communautaires. Coopération franco-allemande [15 mars 2006] (p. 1873)
- M. Pierre Lellouche. Politique extérieure. Ukraine et Biélorussie. Elections, bilan [28 mars 2006] (p. 2253)
- M. René-Paul Victoria. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien [5 avril 2006] (p. 2472)
- Mme Jacqueline Fraysse. Politique extérieure. Moyen-Orient. Autorité palestinienne, aides de l'Union européenne, suspension [3 mai 2006] (p. 2856)
- M. Jean-Jacques Guillet. Politique extérieure. Indonésie. Île de Java, séisme, aide humanitaire [30 mai 2006] (p. 3783)
- M. Mansour Kamardine. Politique extérieure. Comores. Relations bilatérales [30 mai 2006] (p. 3788)
- M. Pierre Lequiller. Union européenne. Elargissement [7 juin 2006] (p. 4043)
- M. Serge Roques. Transports aériens. Transports de voyageurs. Taxe de solidarité [7 juin 2006] (p. 4046)
- M. Pierre Lellouche. Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [7 juin 2006] (p. 4048)
- M. Daniel Garrigue. Union européenne. Conseil. Conclusions, mise en œuvre [20 juin 2006] (p. 4344)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Ses interventions (p. 7034, 7040 à 7042)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 7037)
- Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 7039)
- Corps diplomatique et consulaire (p. 7034, 7038)
- Défense : opérations extérieures (p. 7037)
- Enseignement secondaire : lycées : pays étrangers (p. 7038)
- Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7037)
- Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 7038)
- Langue française : francophonie (p. 7035)
- Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7036)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 7037)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 7037)
- Pays étrangers : Haïti (p. 7035)
- Pays étrangers : Irak (p. 7035)
- Pays étrangers : Liban (p. 7035)
- Pays étrangers : Palestine (p. 7034, 7036)
- Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7036)
- Union européenne : construction européenne (p. 7035)
- Union européenne : élargissement (p. 7035)

Réponses aux questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7040) (M. Bernard Schreiner) (p. 7040)
 Pays étrangers : Algérie (p. 7041) (M. René Rouquet) (p. 7041)
 Pays étrangers : Chypre (p. 7040) (M. Jean-Claude Lefort) (p. 7040)
 Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 7042) (M. René Rouquet) (p. 7041)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
 Ses interventions (p. 7042 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8264)

Thèmes :

Pays étrangers : Macédoine (p. 8265)
 Politiques communautaires : budget (p. 8264)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8264 et s.)
 TVA : taux réduit (p. 8265)
 Union européenne : directives : durée du travail (p. 8266)
 Union européenne : élargissement (p. 8265)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2089)

Thèmes :

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 2089)
 Politiques communautaires : enseignement supérieur (p. 2089)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2089)
 Politiques communautaires : recherche (p. 2089)
 Politiques communautaires : fonds d'ajustement à la mondialisation (p. 2089)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3647)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3647)
 Parlement : rôle : histoire (p. 3647)
 Pays étrangers : Arménie (p. 3647)
 Pays étrangers : Turquie (p. 3647)
 Pays étrangers : Turquie : archives (p. 3648)
 Politique extérieure : Turquie (p. 3648)
 Politique extérieure : relations commerciales : Turquie (p. 3649)
 Relations internationales : Turquie (p. 3649)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4148)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 4149)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 4148)
 Pays étrangers : Autriche (p. 4149)
 Politiques communautaires : budget (p. 4148)
 Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 4148)
 Politiques communautaires : immigration (p. 4148, 4149)
 Sécurité publique (p. 4149)
 Union européenne (p. 4148, 4149)
 Union européenne : Conseil : Allemagne (p. 4148)
 Union européenne : élargissement (p. 4148, 4149)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient

[21 juin 2006] (p. 4409)

Ses interventions (p. 4409, 4420)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires (p. 4420)

Défense : prolifération (p. 4422)
 Défense : prolifération : Iran (p. 4420)
 Etrangers : réfugiés (p. 4422)
 Langue française : francophonie (p. 4421)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4410)
 Pays étrangers : Chine (p. 4421)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4410, 4421)
 Pays étrangers : Iran (p. 4420, 4421)
 Pays étrangers : Israël (p. 4420 à 4422)
 Pays étrangers : Liban (p. 4421)
 Pays étrangers : Palestine (p. 4410, 4420)
 Pays étrangers : Russie (p. 4421)
 Politique extérieure : aide humanitaire : Palestine (p. 4411)
 Relations internationales : guerre (p. 4421)
 Relations internationales : guerre : Israël (p. 4409, 4410)
 Relations internationales : guerre : Palestine (p. 4408)
 Relations internationales : paix (p. 4409, 4411, 4420, 4422)
 Union européenne (p. 4409, 4410, 4411, 4420)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Ses interventions (p. 4561, 4580)

Thèmes :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 4580)
 Droit pénal : corruption (p. 4562, 4581)
 Elections et référendums : référendums (p. 4563)
 Entreprises : investissements (p. 4562, 4563)
 Langue française : francophonie (p. 4581)
 Pays étrangers : Bulgarie (p. 4561, 4562, 4563, 4580)
 Pays étrangers : Roumanie (p. 4561, 4562, 4563, 4580)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4562)
 Union européenne (p. 4561, 4562, 4563, 4580)
 Union européenne : élargissement (p. 4561, 4562, 4563, 4580 et s.)
 Union européenne : zone euro (p. 4562)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention (p. 4737)

Thèmes :

Défense : armement : Liban (p. 4738)
 Défense : armes nucléaires : Iran (p. 4738)
 Défense : marine : Liban (p. 4738)
 Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 4738)
 Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : Iran (p. 4739)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4737, 4738, 4739)
 Pays étrangers : Iran (p. 4738)
 Pays étrangers : Israël (p. 4739)
 Pays étrangers : Liban (p. 4738)
 Pays étrangers : Palestine (p. 4739)
 Pays étrangers : Syrie (p. 4739)
 Relations internationales : guerre : Israël (p. 4737)
 Relations internationales : guerre : Liban (p. 4737, 4739)
 Relations internationales : paix (p. 4739)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 novembre 2005] (p. 17848)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2005] (p. 17848)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2005] (p. 18463)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2005] (p. 18463)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1392, posée le 31 janvier 2006. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 787). Supplée par M. Michel Dasseux. Appelée le 31 janvier 2006. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 504)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Explique que le parti socialiste a refusé de soutenir des régimes corrompus [4 mai 2006] (p. 2941)

Affirme que la crise des banlieues n'est pas résolue et qu'elle continue tous les jours, même si elle ne fait plus l'actualité. L'appel lancé par M. Sarkozy n'a pas ramené le calme, contrairement à l'action des élus locaux et des associations. Il reproche au Gouvernement une vision communautariste de la société [4 mai 2006] (p. 2942)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Goasguen : refuse qu'on lui parle "d'étoiles jaunes" [5 mai 2006] (p. 3069)

Demande à M. Goasguen d'admettre que sa parole a dépassé sa pensée [5 mai 2006] (p. 3071)

DÉBATS

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7467) : rejetée (p. 7471)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 7469)

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 7468)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 7468)

Automobiles et cycles : automobiles : traitement de données (p. 7469)

Droit pénal : garde à vue (p. 7468)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : ordre public (p. 7468)

Etrangers : immigration : lutte contre le terrorisme (p. 7471)

Ordre public : attentats : intégrisme (p. 7468)

Ordre public : terrorisme : attentats-suicides (p. 7467)

Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7468)

Ordre public : terrorisme : traitement de données (p. 7470)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7469)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7468)

Politique générale : démocratie : valeurs républicaines (p. 7467)

Télécommunications : contrôle (p. 7469)

Transports : tarifs voyageurs : traitement de données (p. 7469)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7488 et s.)

Après l'article 1er

Son adt n° 83 (détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste) (p. 7490) : adopté après modification (p. 7491)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Ses interventions (p. 7491 et s.)

Article 3 (contrôles d'identité à bord des trains internationaux)

Son adt n° 89 (p. 7494)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses adts n° 92 et 90 (p. 7497)

Son ss-adt n° 131 à l'adt n° 16 de la commission (p. 7498)

Son adt n° 91 (p. 7498)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Son adt n° 93 (de suppression) (p. 7499)

Son intervention (p. 7501)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Son adt n° 94 (de suppression) (p. 7517)

Ses adts n° 95 et 96 (p. 7520, 7522)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Ses adts n° 97 à 99 (p. 7523 et s.)

Après l'article 8

Son adt n° 100 (identification des policiers et gendarmes ayant consulté des fichiers informatisés) (p. 7525) : rejeté après rectification (p. 7526)

Article 9 (criminalisation de l'association de malfaiteurs à but terroriste)

Son adt n° 101 (p. 7527)

Article 10 (centralisation de l'application des peines en matière terroriste)

Son adt n° 102 (de suppression) (p. 7530)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 132, troisième rectification de M. Jacques Floch (modalités des entretiens avec un avocat) à l'adt n° 38 de la commission (prolongation sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en matière terroriste) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jacques Floch (prolongation de la garde à vue par le juge des libertés et de la détention uniquement et intervention de l'avocat au bout de quatre jours) (p. 7533)

Article 11 (extension des possibilités de déchéance de la nationalité)

Son adt n° 105 (de suppression) (p. 7535)

Article 15 (application de la loi dans le temps)

Son adt n° 106 (p. 7541)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2863)

Thèmes :

Etrangers : immigration : Afrique (p. 2865)

Etrangers : immigration : réglementation (p. 2864)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2863)

Etrangers : intégration (p. 2864)

Etrangers : regroupement familial (p. 2864)

Etrangers : régularisations (p. 2864)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2864)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2898)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2902, 2910 et s.)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses rappels au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 2941, 2942)

Son intervention (p. 2948)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Ses interventions (p. 2964 et s.)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3068, 3077 et s., 3109)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Goasguen (cf supra) (p. 3069)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 mai 2006] (p. 3071)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3115)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Ses interventions (p. 3126 et s.)

Article 29 (délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son intervention (p. 3130)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéficiaire de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3132)

Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3132)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3228)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Son intervention (p. 3247)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Son intervention (p. 3263)

Article 16 précédemment réservé (droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille)

Son intervention (p. 3266)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)

Ses interventions (p. 3287 et s.)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Son intervention (p. 3291)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3295 et s.)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Ses interventions (p. 3297 et s.)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3300 et s.)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Son intervention (p. 3305)

Après l'article 59

Intervient sur le sous-adt n° 398 de M. Jean-Christophe Lagarde (et aux parlementaires) à l'adt n° 98 de la commission (transmission au maire de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage -

cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3310)

Son intervention (p. 3321)

Tony DREYFUS
Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 annexe n° 26 : Régimes sociaux et de retraite - Pensions (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7276)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale : pensions (p. 7277)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7276)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 7277)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : équilibre financier (p. 7276)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : budget (p. 7276)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : mines (p. 7277)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 7277)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP : financement (p. 7277)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF : subventions (p. 7277)

Transports routiers : transporteurs : congé de fin d'activité (p. 7277)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Procédure des questions :

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 6628)

Justice : victimes : associations (p. 6629)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3897)

Thèmes :

Baux : congé : vente (p. 3898)

Logement : ventes à la découpe : locataires (p. 3897)

Professions immobilières : marchands de biens (p. 3897)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 23 novembre 2005] (p. 18210)

Rapporteur du projet de loi de programme pour la recherche (n° 2784 rectifié) [29 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 25 janvier 2006] (p. 1288)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 8 février 2006] (p. 2047)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le 7^{ème} programme-cadre de recherche et de développement des Communautés européennes (PCRD) (n°s E 2869, E 2881, E 2995 à E 3000, E 3057, E 3063, E 3083) (n° 2885) [22 février 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 15 mars 2006] (p. 3971)

Membre du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9398)

Rapporteur du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) [28 juin 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, sur la nutrition et la prévention de l'obésité [5 octobre 2005] (n° 2557)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique [23 novembre 2005] (n° 2706)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, de programme pour la recherche (n° 2784) [22 février 2006] (n° 2888)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur le 7^{ème} programme-cadre de recherche et de développement des Communautés européennes (PCRD) (n°s E 2869, E 2881, E 2995 à E 3000, E 3057, E 3063, E 3083) (n° 2885) [1^{er} mars 2006] (n° 2918)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche [14 mars 2006] (n° 2945)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [10 avril 2006]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur la politique de lutte contre les infections nosocomiales [22 juin 2006] (n° 3188)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) et la lettre rectificative (n° 3337) [26 septembre 2006] (n° 3339)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [25 octobre 2005] (p. 5804)

Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Génocide arménien, négationnisme [22 mars 2006] (p. 2147)

Déchéances et incapacités. Incapacités majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [3 mai 2006] (p. 2858)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : donne acte à M. Gremetz de sa présence à plusieurs des réunions de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales concernant le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [26 octobre 2005] (p. 5912)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt : rappelle que les membres de la conférence des directeurs généraux de CHU appartiennent tous à la Fédération hospitalière de France [28 octobre 2005] (p. 6065)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : donne des indications sur les recrutements au titre de contrats nouvelle embauche [31 janvier 2006] (p. 548)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : constate que le Gouvernement est représenté par quatre ministres, ce qui constitue, pour l'Assemblée, une chance et un privilège [1^{er} février 2006] (p. 636)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce : réclame de pouvoir s'exprimer lui-aussi en qualité de président de commission [2 février 2006] (p. 747)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère : se déclare satisfait du principe des "euros constants" pour les budgets de 2006 et 2007 [1^{er} mars 2006] (p. 1340)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : rappelle que dans le premier cas la commission avait conclu au rejet du texte alors que dans le présent débat, elle n'a pas présenté de conclusion [16 mars 2006] (p. 1958)

M. Didier Migaud : indique que le Gouvernement a déposé un adt à la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (n° 3013) par lequel il prend en charge la totalité de la dépense [11 avril 2006] (p. 2617)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5851)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5908)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5912)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 5909)
Assemblée nationale : commissions (p. 5909)
Assurance maladie maternité : généralités : privatisations (p. 5851)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5851)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5965)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6016)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 6027 et s.)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6065)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :
- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 6723)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :
- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7123)

Thème :

Enseignement supérieur : recherches universitaires (p. 7123)

SECURITE SANITAIRE

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :
- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6835)

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 6835)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7593)

Thèmes :

Etat : devoir de mémoire (p. 7593, 7594)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7593, 7594)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7645)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7677)

Thèmes :

Emploi : primes forfaitaires (p. 7646)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7646)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7646)
Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7646)
Travail : salaires (p. 7646)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7783)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 7783)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7783)
Politique sociale : promotion sociale (p. 7783)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [26 janvier 2006] (p. 432)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 432)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses interventions (p. 541, 544, 619)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [31 janvier 2006] (p. 548)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 635)

Intervient sur la motion de renvoi en commission soutenue par M. Jean-Pierre Brard (p. 679)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 679, 680)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 545)
Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 545, 546)
Etrangers : intégration (p. 545, 546)
Famille : autorité parentale (p. 547)
Famille : politique familiale (p. 547)
Ordre public : violences urbaines (p. 545)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 545)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les parents d'élèves) (p. 716)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) (p. 747)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 419 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche - CPE) (p. 852)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 988)
Son intervention (p. 988)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1255)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1267)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1273)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1327)

Thèmes :

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 1257)
Recherche : concurrence (p. 1257, 1258)
Recherche : crédits (p. 1255, 1328)
Recherche : secteur public (p. 1328)
Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1256)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1256, 1267)
Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1267)
Recherche : chercheurs (p. 1256 et s.)
Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1256)
Recherche : innovation (p. 1256, 1267)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1273, 1274)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Albertini (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1330)
Intervient sur l'adt n° 328 de M. Alain Gouriou (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Ses interventions (p. 1337 et s.)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 1340)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 266 rectifié de M. Alain Claeys (plan pluriannuel de recrutement) (p. 1346)
Intervient sur l'adt n° 114 de la commission (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1346)
Intervient sur l'adt n° 57 de la commission des affaires économiques (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1346)
Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Alain Claeys (rapport du Gouvernement au Parlement sur un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) (p. 1348)
Intervient sur l'adt n° 338 de M. Alain Claeys (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des niches fiscales dédiées à la recherche) (p. 1348)
Intervient sur l'adt n° 198 de M. Pierre Albertini (développement de la recherche : rôles de l'Etat et des collectivités locales) (p. 1349)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses interventions (p. 1354 et s.)

Article 2 B (politique de la recherche en direction des pays en voie de développement)

Intervient sur l'adt n° 121 rectifié de la commission (p. 1366)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Noël Mamère (débat national suivi d'une loi d'orientation et de programmation sur la politique de la recherche) (p. 1366)
Intervient sur l'adt n° 74 de M. Frédéric Dutoit (Agence nationale de la recherche : organisation et missions) (p. 1367)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses interventions (p. 1370 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 263 rectifié de la commission (recherche biomédicale : coordination des actions menées par les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les professionnels de santé au sein des groupements de coopération sanitaire) (p. 1398)
Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (recherche médicale et santé publique : mise en place d'une délégation interministérielle) (p. 1398)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1403 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Christian Blanc (statut du personnel d'enseignement et de recherche) (p. 1409)
Intervient sur l'adt n° 183 de M. Christian Blanc (personnels d'enseignement et de recherche : dispenses en matière d'obligation d'enseignement) (p. 1410)
Intervient sur l'adt n° 50 de M. Christian Blanc (enseignants-chercheurs : qualification, fonction et carrière) (p. 1410)
Intervient sur l'adt n° 209 rectifié de Mme Anne-Marie Comparini (universités : statuts et gestion) (p. 1410)
Intervient sur l'adt n° 210 de Mme Anne-Marie Comparini (adaptation du service d'enseignement du personnel d'enseignement et de recherche) (p. 1410)
Intervient sur l'adt n° 62 de la commission des affaires économiques (reconnaissance du titre de docteur scientifique dans le cadre des conventions collectives) (p. 1410)
Intervient sur l'adt n° 296 de M. Pierre Cohen (projets de thèses proposés au mécénat de doctorat : réduction d'impôt) (p. 1411)
Intervient sur l'adt n° 368 de M. Alain Claeys (crédit d'impôt pour dépenses de recherche et emploi d'un docteur) (p. 1411)
Intervient sur l'adt n° 304 de M. Jean-Yves Le Déaut (limitation du nombre de doctorants par professeur) (p. 1411)
Intervient sur l'adt n° 339 de M. Armand Jung (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) (p. 1412)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 133 de la commission (rédactionnel) (p. 1416)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1419 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 380 de la commission (de cohérence) (p. 1436)
Intervient sur le sous-adt n° 389 du Gouvernement (rédactionnel) à l'adt n° 380 de la commission (p. 1436)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE)

Son intervention (p. 1442)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission des finances (ratification d'un accord sur les brevets européens) (p. 1443)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 249 de M. Pierre Lasbordes (objectif de la recherche publique : introduction de la notion de partage des connaissances scientifiques dans les objectifs de la recherche publique) (p. 1445)

Intervient sur l'ad t n° 348 de M. Alain Claeys (modes de nomination et de révocation des dirigeants du CNRS) (p. 1445)

Intervient sur l'ad t n° 347 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur la coopération entre les grandes écoles et les universités) (p. 1445)

Article 6 (développement d'une capacité d'expertise)

Son intervention (p. 1445)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 251 de M. Pierre Lasbordes (établissements publics à caractère scientifique et technologique : contrôle financier : évaluation annuelle) (p. 1446)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Ses interventions (p. 1455 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 162, deuxième rectification de la commission (obligation pour les agents publics de l'Etat de déclarer les inventions dont ils sont auteurs, valorisation et exploitation de ces inventions au sein de l'Union européenne) (p. 1460)

Article 8 (assouplissement des conditions de participation des chercheurs à la création ou aux activités d'une entreprise de valorisation de la recherche)

Son intervention (p. 1462)

Article 8 bis (assouplissement des règles de mobilité des chercheurs publics vers l'entreprise)

Son intervention (p. 1462)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST-)

Son intervention (p. 1462)

Article 9 bis (transformation du statut de l'Académie des technologies en établissement public à caractère administratif)

Son intervention (p. 1463)

Article 10 bis (offrir la possibilité aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et aux réseaux thématiques de recherche avancée de se doter de Services d'activités industrielles et commerciales -SAIC)

Son intervention (p. 1463)

Article 12 (modification de l'intitulé d'une section du code du travail)

Son intervention (p. 1463)

Article 13 (application aux futurs dirigeants de jeunes entreprises innovantes (JEI) des dispositions du code du travail applicables aux bénéficiaires du congé ou d'une période de travail à temps partiel pour création ou reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 1463)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 13, troisième rectification de M. Jean-Michel Fourgous (condition d'emploi des enseignants non permanents des établissements d'enseignement supérieur privé) (p. 1464)

Intervient sur l'ad t n° 382 de M. Jean-Michel Fourgous (détachements interentreprises dans les pôles de compétitivité) (p. 1464)

Article 15 (exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche de l'impôt sur les sociétés pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public)

Son intervention (p. 1465)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 16 de M. Jean-Michel Fourgous (jeunes entreprises innovantes : assouplissement du régime des exonérations fiscales liées à un investissement en recherche et développement) (p. 1465)

Intervient sur l'ad t n° 12 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (investissement dans les entreprises innovantes : déduction du revenu imposable) (p. 1465)

Intervient sur l'ad t n° 224 de M. Jean-Michel Fourgous (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : doublement des plafonds) (p. 1466)

Intervient sur l'ad t n° 15 de M. Jean-Michel Fourgous (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : extension à l'investissement sous forme d'assurance-vie) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 239 de Mme Anne-Marie Comparini (imputation des moins-values à long terme sur les produits de redevances de brevets) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 14 de M. Jean-Michel Fourgous (réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 235 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages pour les entreprises de moins de 500 salariés) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 243 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantage subordonné à la proportion de chercheurs titulaires de doctorat âgés de moins de 35 ans) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 236 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages supplémentaires pour les entreprises de moins de 500 salariés) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 238 de Mme Anne-Marie Comparini (impôt de solidarité sur la fortune : parts de fonds communs de placement dans l'innovation : conditions d'exclusion de l'assiette) (p. 1468)

Intervient sur le sous-ad t n° 393 du Gouvernement (suppression de la modification des plafonds fiscaux) à l'ad t n° 17 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) d'investir 6 % de leurs actifs en amorçage ; modification des plafonds fiscaux) (p. 1469)

Intervient sur l'ad t n° 379 de M. Jean-Michel Fourgous (fonds communs de placement dans l'innovation : incitation à l'allongement de la durée d'investissement) (p. 1469)

Article 16 (assouplissement des règles des marchés publics pour les achats scientifiques et les marchés de travaux des établissements publics ayant dans leur statut une mission de recherche)

Son intervention (p. 1470)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 18 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les sociétés à conseil d'administration de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1470)

Intervient sur l'ad t n° 124 de M. Pierre-Louis Fagniez (prélèvement d'éléments du corps humain chez une personne hors d'état d'exprimer sa volonté : pouvoir d'opposition de la personne de confiance) (p. 1471)

Intervient sur l'ad t n° 43 rectifié de M. Pierre-Louis Fagniez (régime des recherches d'évaluation des soins courants ; renforcement du rôle du comité de protection des personnes) (p. 1471)

Intervient sur l'ad t n° 42 de M. Pierre-Louis Fagniez (prise en charge des médicaments entrant dans le champ des recherches d'évaluation des soins courants par les caisses d'assurance maladie) (p. 1472)

Intervient sur le sous-ad t n° 392 du Gouvernement (avis conforme de l'UNCAM) à l'ad t n° 42 de M. Pierre-Louis Fagniez (p. 1472)

Intervient sur l'ad t n° 123 rectifié de M. Pierre-Louis Fagniez (extension des règles concernant la recherche sur le sang et ses composants aux recherches visant à évaluer les transfusions sanguines) (p. 1472)

Intervient sur l'ad t n° 226 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour l'Etat, les collectivités publiques et les établissements publics dont ils ont la tutelle de faire

mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1473)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son intervention (p. 1473)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 242 de Mme Anne-Marie Comparini (personnels temporaires de la recherche : docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie : obligation d'avoir terminé leur internat de spécialité)

Intervient sur l'adt n° 173 de la commission (évaluation du crédit d'impôt recherche : rapport au Parlement) (p. 1473)

Intervient sur l'adt n° 244 de Mme Anne-Marie Comparini (évaluation du crédit d'impôt recherche : rapport au Parlement) (p. 1473)

Article 17 (statut et mission de l'Institut et des académies)

Son intervention (p. 1474)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 255 rectifié de M. Pierre Lasbordes (dispositions relatives aux marchés publics pour ce qui concerne l'Institut et les académies) (p. 1474)

Article 19 (approbation des statuts et règlements de l'Institut et des académies par décret en Conseil d'Etat)

Ses interventions (p. 1474 et s.)

Article 19 ter (modification des règles de délibération des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur pour la définition de leurs statuts et de leurs structures)

Son intervention (p. 1475)

Avant l'article 20

Intervient sur l'adt n° 174, deuxième rectification de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 1475)

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1476)

Intervient sur le sous-adt n° 390 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 1476)

Intervient sur l'adt n° 258 rectifié de M. Pierre Lasbordes (formation doctorale et titre de docteur) (p. 1476)

Intervient sur l'adt n° 179, deuxième rectification de M. Claude Birraux (titre de docteur) (p. 1476)

Intervient sur le sous-adt n° 391 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'adt n° 179, deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 1476)

Article 21 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 1477)

Article 21 ter (promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la recherche)

Son intervention (p. 1478)

Article 22 (entrée en vigueur de l'article 5 du projet de loi)

Son intervention (p. 1478)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 177 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du projet de loi) (p. 1478)

Intervient sur l'adt n° 248 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) (p. 1479)

Intervient sur le sous-adt n° 394 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'extension aux personnels d'éducation et d'orientation) à l'adt n° 248 de Mme Anne-Marie Comparini (p. 1479)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son intervention (p. 2435)

Thèmes :

Recherche : évaluation (p. 2435)

Recherche : Union européenne (p. 2436)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2435, 2436)

Recherche : chercheurs (p. 2436)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 2435)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2435)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1958)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2620)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2621 et s.)

Emploi : insertion professionnelle (p. 2620 et s.)

Emploi : jeunes (p. 2620 et s.)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2621)

Travail : négociations (p. 2621)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2621)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3433)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3433, 3434)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3433)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 3435)

Emploi : contrats aidés (p. 3433)

Emploi : jeunes (p. 3433 et s.)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 3434)

Politique économique : libéralisme (p. 3434, 3435)

Politique économique : mondialisation (p. 3434)

Politique sociale : Union européenne (p. 3434, 3435)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3630)

Thèmes :

Administration : décrets : délais (p. 3631)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 3630)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 3631)

Assemblée nationale : règlement (p. 3631)

Constitution : révision (p. 3631)

Lois : application : commissions (p. 3630)

Lois : application : statistiques (p. 3630)

Propositions de résolution n^{os} 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n^o 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n^o 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n^o 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n^o 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n^o 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n^o 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n^o 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n^o 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n^o 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n^o 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n^o 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4060)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales : compétences (p. 4060)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales : contrôle parlementaire (p. 4061)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales : histoire (p. 4060)

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales : Sénat (p. 4061)

Parlement : commissions : pays étrangers (p. 4062)

Proposition de loi n^o 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n^o 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4083)

Proposition de loi n^o 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4125)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 4125)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4125)

Déclaration du Gouvernement n^o 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4480)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4481)

Lois : application : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4481)

Parlement : rôle (p. 4480 et s.)

Santé : prévention (p. 4481)

Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4480 et s.)

Philippe DUBOURG

*Gironde (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Gérard DUBRAC

*Gers (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [12 octobre 2005] (p. 5159)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1650, posée le 6 juin 2006. Commerce et artisanat. Autorisations d'ouverture (J.O. Questions p. 5727). Appelée le 6 juin 2006. Concertation interdépartementale (p. 3975)

DÉBATS

Projet de loi n^o 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5972)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n^o 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n^o 196 de M. Jean-Marie Le Guen (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6007)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)

Son intervention (p. 6043)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [1^{er} mars 2006] (p. 1319)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souligne que non seulement les conditions matérielles de consultation de la lettre de griefs de la Commission européenne ne sont pas satisfaisantes mais que les passages noircis en rendent la lecture incompréhensible [8 septembre 2006] (p. 4816)

DÉBATS

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 167)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 167)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 167 et s.)

Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 168)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son adt n° 313 (p. 234)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 397)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son adt n° 50 (p. 3864)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 21

Son adt n° 553 (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) : retiré (p. 3574)

Après l'article 27

Son adt n° 678 (abaissement du seuil de création obligatoire des commissions consultatives des services publics locaux) (p. 3614) : rejeté (p. 3615)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 398 (p. 3740)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 septembre 2006] (p. 4816)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4901 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5263)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5298 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5323 et s.)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Son intervention (p. 5345)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5562 et s.)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)

Son intervention (p. 5634)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5654 et s.)

Jean-Pierre DUGAU

Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats de première embauche [1^{er} mars 2006] (p. 1322)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1492, posée le 21 mars 2006. Tourisme et loisirs. Stations thermales (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 21 mars 2006. Développement (p. 2066)

n° 1618, posée le 30 mai 2006. Environnement. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 5565). Appelée le 30 mai 2006. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre (p. 3773)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 23

Son adt n° 540 (protection du foie gras) (p. 5304) : adopté (p. 5305)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COORDINATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7270)

Son intervention (p. 7272)

Thèmes avant la procédure des questions :
Etat : Commissariat général du Plan (p. 7272)
Etat : Médiateur de la République (p. 7272)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)
Son intervention (p. 7283)

Thèmes avant la procédure des questions :
Etat : réforme (p. 7283)
Fonction publique de l'Etat : formation professionnelle (p. 7283)
Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7283)
Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7283)
Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 7283)
Fonctionnaires et agents publics : accès : inégalités (p. 7284)
Fonctionnaires et agents publics : statut général : réforme (p. 7284)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 7283)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7288)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7289)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)
Son intervention (p. 6462)

Thèmes avant la procédure des questions :
Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6462)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 6462)
Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 6463)
Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 6462)
Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6462)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)
Son intervention (p. 6787)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 6787)
Ordre public : violences urbaines (p. 6787)
Politique sociale : inégalités (p. 6787)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Son intervention (p. 2495)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : TVA (p. 2497)
Jeux et paris : casinos : tourisme et loisirs (p. 2496)
Tourisme et loisirs : codification (p. 2495)
Tourisme et loisirs : caravanning : impôts locaux (p. 2496)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : classement (p. 2496)
Tourisme et loisirs : tourisme associatif : tourisme social (p. 2496)
Travail : travail saisonnier : conditions de travail (p. 2496)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3450)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3450, 3451)
Emploi : contrats aidés (p. 3450, 3451)
Emploi : jeunes (p. 3450, 3451)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3450, 3451)
Travail : négociations (p. 3450)
Travail : précarité (p. 3450)

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4160)

Son intervention (p. 4164)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 4165)
Fonctionnaires et agents publics : carrière : Cour des comptes (p. 4165)
Fonctionnaires et agents publics : discipline : magistrats (p. 4165)
Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : Cour des comptes (p. 4164)
Justice : chambres régionales des comptes : magistrats (p. 4164)
Justice : Cour des comptes : concertation avec le personnel (p. 4165)
Justice : Cour des comptes : droits de la défense (p. 4165)
Justice : Cour des comptes : recrutement (p. 4164 et s.)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4165)
Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 4165)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4166)

Article 5 (accès à la maîtrise)

Son intervention (p. 4168)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4574)

Thèmes :

Formation professionnelle (p. 4574)
Langue française : francophonie (p. 4575)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4574, 4575)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4574, 4575)
Union européenne : élargissement (p. 4575)
Vote pour le groupe socialiste (p. 4576)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4631)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 4632)
Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 4632)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 4632)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 4638)

Article 3 (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics)

Ses interventions (p. 4640 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5054)

William DUMAS
Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Gard, reconstruction, aides de l'Etat [12 octobre 2005] (p. 5158)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1415, posée le 7 février 2006. Sécurité routière. Départements (J.O. Questions p. 1103). Appelée le 7 février 2006. Plans régionaux d'aménagements de sécurité, financement (p. 784)

n° 1570, posée le 2 mai 2006. Agriculture. Traitements (J.O. Questions p. 4556). Appelée le 2 mai 2006. Produits phytosanitaires, réglementation (p. 2748)

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3362)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 3362)
- Bois et forêts : politique forestière : eau (p. 3364)
- Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3364)
- Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3364)
- Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3362)
- Eau : agences (p. 3362)
- Eau : assainissement : immobilier de loisirs (p. 3363)
- Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3362)
- Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3362)
- Environnement : développement durable (p. 3362)
- Environnement : montagne : eau (p. 3363)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 449 (p. 3414)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son adt n° 610 (p. 3603)

Article 26 bis (composition de la commission d'ouverture des plis)

Son adt n° 617 (p. 3608)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son adt n° 414 (p. 3674)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son adt n° 425 rectifié (p. 3691)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4928 et s.)

Jean-Louis DUMONT
Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 3 : Affaires européennes (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2774 portant sur la récupération et la valorisation du gaz issu de la fermentation anaérobie des déchets organiques, énergie renouvelable à forte potentialité [22 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2902 portant sur la prise en compte de la lutte contre l'effet de serre par la gestion durable des ressources forestières [28 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1289, posée le 18 octobre 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 9591). Appelée le 18 octobre 2005. Centres d'enfouissement, accompagnement économique (p. 5346)

n° 1443, posée le 28 février 2006. Associations. Réglementation (J.O. Questions p. 1949). Appelée le 28 février 2006. Services d'aide aux personnes, agrément (p. 1209)

n° 1566, posée le 2 mai 2006. Voirie. Ponts (J.O. Questions p. 4555). Appelée le 2 mai 2006. Construction, financement, Regneville-sur-Meuse (p. 2768)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'interroge sur la cohérence des crédits affectés à la ville en métropole et outre mer [21 novembre 2005] (p. 7263)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5233)

Thèmes :

- Logement : habitat insalubre (p. 5233)
- Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 5233)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur d'avertisseur autonome de fumée)

Son intervention (p. 5235)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Josiane Boyce (encadrement des obligations de prise en charge par les compagnies d'assurances) (p. 5239)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5458)

Son intervention (p. 5509)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5458)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 5509)

Défense : crédits : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5509)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5458)

Impôts et taxes : fraude fiscale : tabac (p. 5510)

Logement (p. 5509)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5510)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnels (p. 5509)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5458)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5510)

Union européenne : contribution française : budget (p. 5509)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 247 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 5552)

Intervient sur l'adit n° 419 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus sur internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 5558)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 5564 et s.)

Article 5 (aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations)

Son intervention (p. 5570)

Après l'article 5

Son adit n° 263 (PACS – droits de mutation à titre gratuit : baisse des taux de cinq points) : rejeté (p. 5571)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)

Ses interventions (p. 5575 et s.)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Son intervention (p. 5585)

Après l'article 25

Intervient sur l'adit n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5596 et s.)

Article 26 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 5599)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5606)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son adit n° 175 (p. 5635)

Après l'article 13

Intervient sur l'adit n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes -TGAP) (p. 5656)

Après l'article 16

Intervient sur l'adit n° 182 de M. Patrick Bloche (plus-values des sociétés d'investissement immobilier cotées : taux porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 5663 et s.)

Article 20 précédemment réservé (budgétisation du compte de tiers "tabac")

Son intervention (p. 5711)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5732)

Après l'article 20 (suite)

Intervient sur l'adit n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5749 et s.)

Article 21 précédemment réservé (versement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Ses interventions (p. 5752 et s.)

Son adit n° 180 (de suppression) (p. 5756)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son intervention (p. 5776)

Après l'article 41

Intervient sur l'adit n° 202 de M. Jean-Claude Viollet (associations – taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1er janvier 2006) (p. 5781)

Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)

Ses interventions (p. 5784 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7110)

Thèmes :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7110)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7110)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7110)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7238)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7263)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 7239)

Logement : habitat insalubre (p. 7239)

Logement : logement social : fonds structurels (p. 7239)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7239)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)

Crédits de la mission "Ville et logement", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7268)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6906)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adit n° 81 de M. Michel Destot (versement transport : taux unique de 1 % lorsque la collectivité a mis en œuvre la planification prévue par la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 7380)

Intervient sur l'adit n° 211 du Gouvernement (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle : attribution de 150 millions d'euros par le fonds de compensation des risques de la construction), rectifié (supplément de 30 millions d'euros réservé aux communes

limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle) (p. 7396)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Son adt n° 361 (accession sociale à la propriété – TVA : taux réduit) : retiré (p. 7201)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Son adt n° 17 (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) : rejeté (p. 7202)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8002)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : Gouvernement (p. 8002)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8002)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8002)

Logement (p. 8003)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Ses interventions (p. 8041, 8055)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)

Son intervention (p. 8059)

Article 10 et état B' (dépenses ordinaires des services civils. Annulations de crédits)

Son intervention (p. 8062)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8071)

Après l'article 24

Reprend l'adt n° 171 rectifié de M. Gilles Carrez (organismes d'HLM et société de garantie de l'accession sociale à la propriété – impôt sur les sociétés : exonération) (p. 8105) : retiré (p. 8105)

Intervient sur l'adt n° 266 de M. Didier Migaud (impôt sur les sociétés – notion de régime fiscal privilégié : écart d'imposition réduit de 50 % à 33 %) (p. 8106)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Sylvie Andrieux (Provence-Alpes-Côte d'Azur – instauration d'une taxe spéciale d'équipement : financement d'infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site ITER) (p. 8135)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8138)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Augustin Bonrepaux (rapport du Gouvernement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, les transferts d'imposition à leur profit et leurs marges d'évolution différenciée des taux) (p. 8140)

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Augustin Bonrepaux (aide aux jeunes en difficulté transférée aux départements : calcul de la compensation) (p. 8142)

Article 38 (majoration du taux de la taxe générale sur les activités polluantes pour les décharges non autorisées)

Son intervention (p. 8143)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur les adts n° 87 et 35 de M. Jacques Péliard (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Article 41 (aménagement de l'exercice du droit de communication dans les missions de contrôle exercées par les agents du ministère des finances)

Son intervention (p. 8164)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 140)

Son intervention (p. 156)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 157)

Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 157)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 140)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er A (réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires)

Son intervention (p. 194)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son intervention (p. 198)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 204)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Son intervention (p. 235)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 255)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son adt n° 373 (p. 259)

Son intervention (p. 262)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 400 rectifié de Mme Christine Boutin (institution de sociétés civiles immobilières par capitalisation créées par des organismes HLM) (p. 306)

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 315)

Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)

Son intervention (p. 323)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 324)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son intervention (p. 361)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 367)

Article 8 ter (compétence des organismes d'HLM pour gérer des immeubles au profit des fonctionnaires de police et de gendarmerie)

Son adt n° 482 : devenu sans objet (p. 379)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 403 (homogénéisation des compétences des différentes familles d'organismes d'HLM) : adopté (p. 383)

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 385)

Intervient sur l'adt n° 637 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) (p. 388)

Son adt n° 490 (diversification des bénéficiaires des logements construits par des organismes HLM dans le cadre d'opérations d'accession à la propriété) (p. 388) : rejeté (p. 389)

Avant l'article 19

Son adt n° 568 (nouvelle dénomination du syndicat à forme coopérative : "syndicat coopératif") : rejeté (p. 477)

Son adt n° 564 (application du privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires en cas de faillite commerciale ou civile aux charges dues par le failli ou son liquidateur) : adopté (p. 478)

Son adt n° 565 (unions coopératives afin de faciliter la gestion des immeubles) : adopté (p. 478)

Article 19 (délai supplémentaire d'adaptation des copropriétés à la loi SRU)

Son adt n° 601 (p. 478)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3805) : rejetée (p. 3808)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : politique du logement (p. 3806)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : politique du logement (p. 3806)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3806)

Logement : habitat insalubre (p. 3806)

Logement : logement social : construction (p. 3807)

Logement : offices publics d'aménagement et de construction de la ville (OPAC) : statuts (p. 3805)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : statuts (p. 3805)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3807)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : crédits budgétaires (p. 3806)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3806)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : évaluation (p. 3805)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 3806)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 3806)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)

Ses interventions (p. 3851 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat aux fins du logement social) (p. 3856)

Article 4 septies supprimé par le Sénat (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 3876)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3879)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 3880)

Son adt n° 126 rectifié (p. 3880)

Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)

Son intervention (p. 3882)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3883)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'adt n° 219 de M. Philippe Folliot (location-attribution par les organismes de HLM) (p. 3889)

Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Ses interventions (p. 3904 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (mise en place d'un dispositif de garantie des risques locatifs pour le parc privé conventionné ANAH) (p. 3909)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Ses interventions (p. 3917 et s.)

Article 8 ter (extension des compétences des organismes HLM)

Son adt n° 136 : adopté (p. 3927)

Après l'article 8 quater

Son adt n° 128 (possibilité pour les organismes HLM de vendre une partie de leur parc en accession à la propriété sans contrainte de plafond de ressources) : rejeté (p. 3929)

Article 19 C supprimé par le Sénat (privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires)

Son adt n° 197 : adopté (p. 4004)

Après l'article 19 D

Son adt n° 198 (unions coopératives de syndicats coopératifs ou d'associations syndicales libres) : rejeté (p. 4004)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1493)

Son intervention (p. 1499)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1500)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 1500)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1493, 1500)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : collectivités territoriales (p. 1500)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1493, 1500)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 1500)

Régions : Lorraine : sidérurgie (p. 1499)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1500)

Sociétés : actionnaires (p. 1493)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2286)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2287)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2287)
 Energie et carburants : installations nucléaires : secret défense (p. 2287)
 Environnement : principe de précaution (p. 2287)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 1er (définitions de la sécurité nucléaire et de ses composantes et rappel du rôle de l'Etat)

Son intervention (p. 2319)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2540)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2551)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2540)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : organes de gestion (p. 2551)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2540)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs militaires (p. 2540)
 Départements : Meuse : développement économique (p. 2541)
 Départements : Meuse : filière bois (p. 2541)
 Energie et carburants : centrales nucléaires : démantèlement d'installations nucléaires (p. 2540)
 Energie et carburants : politique énergétique : libéralisation (p. 2552)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2580 et s.)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Ses adts n°s 193, 192 et 191 (p. 2595, 2597)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2601)

Ses adts n°s 213, 194, 196 et 214 (p. 2601, 2604 et s.)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son adt n° 215 (p. 2608)

Son adt n° 197 : adopté (p. 2610)

Article 7 (conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage)

Ses adts n°s 198 (de suppression) et 211 (p. 2693)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son adt n° 217 (p. 2702)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Ses interventions (p. 2705 et s.)

Ses adts n°s 219 et 201 (p. 2706, 2708)

Après l'article 10

Son adt n° 199 (représentation des associations de défense de l'environnement au conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2710) : rejeté (p. 2711)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des

déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Son adt n° 216 (p. 2712)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son adt n° 204 (p. 2724)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son adt n° 205 (p. 2728)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Son adt n° 221 (p. 2730)

Ses adts n°s 222 et 223 : adoptés (p. 2731)

Son adt n° 224 (p. 2731)

Article 17 (sanctions pour manquement à la constitution de provisions pour démantèlement et gestion des déchets radioactifs)

Son adt n° 203 : adopté (p. 2734)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Ses adts n°s 13, 22, 2 et 23 (p. 4294 et s.)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Ses adts n°s 16, 15 et 12 (p. 4295)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses adts n°s 18 et 17 (p. 4296, 4297)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Ses adts n°s 19, 21, 20 et 24 (p. 4298)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son adt n° 26 (p. 4300)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son adt n° 27 (p. 4300)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses adts n°s 28, 29, 25, 31 et 30 (p. 4300 et s.)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3376)

Thèmes :

Chasse et pêche : pêche (p. 3376)
 Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3377)
 Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage (p. 3377)
 Eau : agences (p. 3376)
 Eau : comités de bassin (p. 3378)
 Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 3376)
 Eau : police de l'eau (p. 3376)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3901)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3902)
 Baux : locataires : protection (p. 3901)
 Logement : logement social (p. 3902)
 Logement : ventes à la découpe (p. 3901)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Maisons départementales des personnes handicapées, création [22 février 2006] (p. 1088)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2660 anti-émeute [9 novembre 2005]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Ne cesse de demander une mission d'information parlementaire ou, à tout le moins, le renvoi du texte en commission [9 mars 2006] (p. 1694)

DÉBATS

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adis réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1589)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1669)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1694)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE-

Son intervention (p. 1437)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4835)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4835)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4836)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4836)

Energie et carburants : tarifs (p. 4835)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4836)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4835)

Environnement : changements climatiques (p. 4836)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4835)

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2476)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1414, posée le 7 février 2006. Sécurité sociale. Cotisations (J.O. Questions p. 1103). Appelée le 7 février 2006. Exonération, structures associatives de diffusion de spectacles vivants (p. 776)

n° 1568, posée le 2 mai 2006. Patrimoine culturel. Armes et véhicules militaires de collection (J.O. Questions p. 4555). Appelée le 2 mai 2006. Détention, réglementation (p. 2759)

Yves DURAND

*Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Politique de l'emploi. Précarisation, lutte et prévention [29 novembre 2005] (p. 7631)

Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8510)

Enseignement. Elèves. Manifestations, conséquences [12 avril 2006] (p. 2583)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [28 juin 2006] (p. 4616)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rectifie sa précédente intervention sur l'amendement n° 455, souligne l'attachement du groupe socialiste à la notion de diversité [2 février 2006] (p. 686)

Demande au Gouvernement de s'exprimer devant la représentation nationale sur la lutte contre les violences scolaires [2 février 2006] (p. 696)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : ajoute qu'il serait souhaitable que le Gouvernement réponde à sa précédente question [2 février 2006] (p. 697)

S'estime insulté par le terme "bavardages" employé par M. Soisson [2 février 2006] (p. 707)

Justifie les multiples interventions de l'opposition par le fait que le Gouvernement ne répond pas à ses questions [2 février 2006] (p. 715)

Insiste pour que le Gouvernement réponde clairement aux deux questions posées précédemment par MM. Ayrault et Fabius, l'une sur d'éventuels projets de généralisation du contrat première embauche et l'autre sur l'introduction par voie d'amendement des dispositions relatives au contrat première embauche [7 février 2006] (p. 814, 815)

Déplore les bouleversements d'ordre du jour et l'absence du Premier ministre [8 mars 2006] (p. 1632)

Insiste pour que la question posée par M. Vidalies sur le concept de "CIVIS prolongé" au ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes réponde à la question posée par M. Vidalies sur le concept de "CIVIS prolongé" [8 mars 2006] (p. 1653)

Proteste contre l'attitude du Gouvernement qu'il accuse d'obstruction sur un débat important et, qui plus est, dans le cadre d'une séance d'initiative parlementaire [16 mai 2006] (p. 3442)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6693)

Son intervention (p. 6694)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 6694)

Enseignement : sécurité (p. 6694)

Enseignement : constructions scolaires (p. 6694)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 6694)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6694)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 6694)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6699 et s.)

Son adt n° 296 (transfert, en faveur de l'enseignement public, de crédits prévus pour l'enseignement privé) (p. 6704)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6729)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6729)

Enseignement : crédits (p. 6730, 6737)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 6730)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 6729)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 6730)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 6730)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6730)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 6730)

Enseignement secondaire : élèves (p. 6730)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 572) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 588)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 574)

Emploi : égalité des chances (p. 575)

Emploi : chômage (p. 573)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 573, 575)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 576)

Emploi : jeunes (p. 573)

Enseignement : diplômés (p. 582)

Enseignement : établissements scolaires : quartiers défavorisés (p. 573)

Enseignement : obligation scolaire (p. 577)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 577, 578)

Enseignement : pédagogie (p. 577, 578)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 580 et s.)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 581)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 580)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 580, 581)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 575)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 575 et s.)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 572, 573)

Jeunes : service civique (p. 576)

Politique sociale : inégalités (p. 576)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 575)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 684)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 686)

Avant l'article Ier

Son adt n° 371 (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 686) : rejeté AU SCRUTIN PUBLIC (p. 696)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 696)

Son adt n° 372 (référence à la laïcité) (p. 698) : rejeté (p. 703)

Son adt n° 391 (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 703) : rejeté (p. 705)

Son adt n° 373 (droit à l'éducation pour tous) (p. 705) : rejeté (p. 707)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 707)

Son adt n° 380 (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 707) : rejeté (p. 710)

Son adt n° 374 (rôle des établissements d'enseignement dans la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 710) : rejeté (p. 711)

Son adt n° 375 (programmes scolaires : audiovisuel et nouvelles technologies) (p. 711) : rejeté (p. 713)

Son adt n° 376 (programmes scolaires : apprentissage des actes et démarches de la vie quotidienne) : rejeté (p. 713)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 715)

Son adt n° 381 (établissement de la carte scolaire : rôle de l'Etat) (p. 713) : rejeté (p. 716)

Son adt n° 384 (liens entre les établissements scolaires et les parents d'élèves) (p. 716) : rejeté (p. 717)

Son adt n° 385 (liens entre les établissements scolaires et les collectivités locales) (p. 717) : rejeté (p. 718)

Son adt n° 386 (liens entre les établissements scolaires et les associations) : rejeté (p. 718)

Son adt n° 387 (cohérence dans l'organisation de la journée scolaire) : rejeté (p. 718)

Son adt n° 388 (activités périscolaires au sein des établissements scolaires) (p. 718) : rejeté (p. 719)

Son adt n° 377 (organisation de l'orientation scolaire sous l'autorité du recteur) (p. 719) : rejeté (p. 720)

Son adt n° 378 (organisation de l'information sur les métiers sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 720)

Son adt n° 382 (orientation définie comme outil de la réussite) : rejeté (p. 720)

Son adt n° 383 (place de l'orientation en fin de collège) (p. 720) : rejeté (p. 721)

Son adt n° 379 (organisation de la découverte des métiers) : rejeté (p. 721)

Son adt n° 390 (attribution à l'école de la mission d'assurer la réussite de chaque élève) (p. 721) : rejeté (p. 722)

Son adt n° 389 (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 722) : rejeté (p. 725)

Son adt n° 392 (socle commun de connaissances garanti par la scolarité obligatoire) : rejeté (p. 725)

Son adt n° 398 (acquis justifiés par l'obtention du brevet) (p. 725) : rejeté (p. 726)

Son adt n° 396 (soutien individualisé aux élèves en difficulté) : rejeté (p. 726)

Son adt n° 397 (principe de continuité éducative) (p. 726) : rejeté (p. 727)

Son adt n° 403 (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 727) : rejeté (p. 728)

Son adt n° 402 (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 728) : rejeté (p. 730)

Son adt n° 393 (prérecrutement des enseignants : rapport au Parlement) : rejeté (p. 730)

Son adt n° 394 (dispositifs de veille éducative) : rejeté (p. 730)

Son adt n° 395 (évaluation du dispositif de réussite éducative : rapport au Parlement) : rejeté (p. 730)

Son adt n° 399 (évaluation du système éducatif : rapport au Parlement) : rejeté (p. 730)

Son adt n° 401 (enseignement à distance : mise en place d'un service public gratuit : rapport au Parlement) : rejeté (p. 730)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 697)

Section 1 : formation d'apprenti junior et contrat de professionnalisation

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Christian Paul (nouvel intitulé de la section comprenant la mention : "Parcours d'initiation aux métiers") (p. 736)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses adts n°s 405, 409 à 413, 408, 404, 406 et 435 à 438 (p. 753, 754, 756)

Son adt n° 439 (p. 756) : SCRUTIN PUBLIC (p. 757)

Après l'article 1er

Son adt n° 441 (apprentis âgés de moins de seize ans : repos hebdomadaire) (p. 757) : rejeté (p. 758)

Son adt n° 442 (apprentis âgés de moins de seize ans : interdiction de travailler les jours fériés) (p. 757) : rejeté (p. 758)

Son adt n° 415 (élèves : bénéfice du tutorat) : rejeté (p. 758)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 252 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 264 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 814, 815)

Après l'article 3

Son ss-adt n° 98 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche - CPE) (p. 835) : rejeté (p. 837)

Ses ss-adts n°s 99 à 101 et 416 à 420 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 838 à 855) : rejetés (p. 839 à 858)

Son ss-adt n° 421 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 858) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 860)

Ses ss-adts n°s 422 à 425 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 860 à 870) : rejetés (p. 864 à 872)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son intervention (p. 1650)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1632, 1635, 1653)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1651)

Emploi : jeunes (p. 1641)

Travail : période d'essai (p. 1651)

Travail : précarité (p. 1651)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1295)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 1296)

Enseignement supérieur : universités (p. 1296)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1296)

Recherche : chercheurs (p. 1296)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1296)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Son adt n° 322 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1331)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son adt n° 283 rectifié (p. 1397)

Après l'article 3

Son adt n° 297 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son adt n° 306 : adopté (p. 1420)

Avant l'article 6

Son adt n° 347 (rapport au Parlement sur la coopération entre les grandes écoles et les universités) : adopté (p. 1445)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 351 (p. 1453)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2504)

Thèmes :

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2504)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2504)

Enseignement maternel et primaire : écoles (p. 2504)

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2507)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (recrutement de personnels sous contrats aidés dans les écoles) (p. 2508)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2505)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2634)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 2634 et s.)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 2635)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2634 et s.)
 Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 2635)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 2635)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)
 Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)
 Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)
 Intervient sur l'adt n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2658)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3448)
 Son rappel au règlement (cf supra) [16 mai 2006] (p. 3442)

Thèmes :

Enseignement : obligation scolaire (p. 3448)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 3448)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 3448)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 3448)
 Travail : insertion professionnelle et sociale (p. 3448)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4869 et s.)

Odette DURIEZ

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)
 Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6453)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1567, posée le 2 mai 2006. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 4555). Appelée le 2 mai 2006. Sources de captage, protection, réglementation (p. 2756)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 7

Son adt n° 814 (réunion par le Gouvernement, des organisations professionnelles et syndicales afin de réduire la précarité et d'améliorer la santé au travail en agriculture) : rejeté (p. 5015)

Après l'article 10

Son adt n° 815 (logement des salariés agricoles) : rejeté (p. 5028)

Après l'article 27

Son adt n° 973 (création d'une commission nationale d'orientation de l'agriculture) : rejeté (p. 5318)

Anne DUTHILLEUL

Rapporteuse du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention en qualité de rapporteure du conseil économique et social (p. 2521)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : importations (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2523)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2521)
 Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 2522)
 Déchets, pollutions et nuisances : gestion des éléments radioactifs : Plan (p. 2522)
 Environnement : développement durable : énergie nucléaire (p. 2523)
 Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2522)

Frédéric DUTOIT

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2778 tendant à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'Humanité afin de mieux combattre toute forme de négationnisme [22 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes [28 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Frédéric Dutoit et plusieurs de ses collègues relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre les embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes (n° 2914) [14 mars 2006] (n° 2946)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [11 octobre 2005] (p. 5072)
Etrangers. Expulsion. Conséquences, enfants scolarisés [26 octobre 2005] (p. 5878)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1295, posée le 18 octobre 2005. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. Mise en œuvre, Marseille (p. 5342)

n° 1499, posée le 21 mars 2006. Transports urbains. Tramways (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Construction, Marseille (p. 2077)

n° 1673, posée le 20 juin 2006. Culture. Théâtre Toursky (J.O. Questions p. 6302). Appelée le 20 juin 2006. Subventions, Marseille (p. 4317)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore les conditions d'examen de ce texte : le Gouvernement a déclaré l'urgence sur un texte déposé depuis deux ans, il a ensuite déposé des amendements très importants à la dernière minute, ce qui a empêché leur examen préalable. Les articles dont la discussion est réservée et qui portent sur des questions fondamentales pour l'avenir de notre société seront-ils discutés en pleine nuit ou le 23 décembre ? [22 décembre 2005] (p. 8685)

Croit comprendre que le ministre a réservé des articles pour demander une seconde délibération, en fin de discussion, dans la nuit [22 décembre 2005] (p. 8690)

Rapporte les propos de M. Bernard Accoyer, Président du groupe UMP, affirmant qu'il n'était pas question de revenir sur les deux amendements votés la veille, contre l'avis du Gouvernement. Il souhaite savoir si le ministre demandera une deuxième délibération pour revenir sur ce vote [22 décembre 2005] (p. 8692)

Remarque que le texte examiné n'est plus le même que celui de décembre, suite à la suppression, par le Gouvernement, de l'article 1^{er}. Il se félicite que le Président ait fait une proposition permettant de recadrer le débat mais juge insuffisant le débat en commission [7 mars 2006] (p. 1571)

Souligne qu'au-delà des manœuvres procédurières qui ont leur importance au regard du respect du Parlement, le clivage sur ce texte ne se situe pas entre la droite et la gauche, les internautes n'étant pas unanimes non plus quant à la licence globale [7 mars 2006] (p. 1575)

Souhaite une réponse du ministre sur un arrêt récent de la Cour de cassation concernant le système anti-copie d'un DVD [7 mars 2006] (p. 1587)

Demande au ministre s'il est prêt à régler la question des intermittents par la voie parlementaire, au cas où la négociation entre l'UNEDIC et le MEDEF n'aboutirait pas [8 mars 2006] (p. 1664)

Retrace la procédure suivie pour ce texte, souligne son manque de clarté et demande une fois de plus le retrait du texte. Il se demande si le fait de réintroduire l'article 1^{er} après la discussion de l'amendement s'y substituant est régulier [8 mars 2006] (p. 1678)

Affirme que la décision de remettre l'article 1^{er} en discussion a pour objet d'éviter une possible censure du Conseil constitutionnel. Le but est d'en obtenir le rejet et de faire adopter l'amendement de substitution. Le Gouvernement anticipe le résultat du vote ce qui n'est pas respectueux de la Constitution [9 mars 2006] (p. 1686)

Donne lecture d'un communiqué qui demande le retrait du texte. Il s'associe aux précédentes demandes de mission d'information [9 mars 2006] (p. 1699)

Souligne que, si cette question divise les groupes politiques, elle fait l'unanimité chez les communistes. Il souhaitait le retrait du texte mais se dit prêt à travailler si l'urgence est levée [9 mars 2006] (p. 1720)

Demande au ministre et au rapporteur leur point de vue sur les questions qu'il a posées la veille concernant les risques d'atteinte à la vie privée [16 mars 2006] (p. 1974)

Affirme que certains n'osent pas assumer leur positionnement sur la question du négationnisme du génocide arménien [18 mai 2006] (p. 3641)

Proteste à nouveau, avec véhémence, contre la façon dont la représentation nationale est traitée [30 juin 2006] (p. 4679)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7056)

Ses explications de vote (p. 7058)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : artistes (p. 7058)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7058)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7058)

Culture : création (p. 7058)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7058)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7097)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : nouvelles technologies (p. 7098)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7098)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7098)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7098)

Secteur public : services publics : patrimoine (p. 7098)

MÉDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6418)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : bénéfiques (p. 6419)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6418)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6418)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6418)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 6419)

Presse et livres : presse (p. 6419)

Télécommunications : Internet (p. 6419)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : radio : associations (p. 6432)

Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 6432)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)

Crédits de la mission "Medias", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6434)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7071)

Son intervention (p. 7072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7073)

Recherche : chercheurs (p. 7072)

Recherche : crédits (p. 7072)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7075)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7129)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7129)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7129)

Enseignement supérieur : universités (p. 7129)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 7129)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7129)

Recherche : chercheurs (p. 7129)

Recherche : crédits (p. 7129)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[20 décembre 2006] (p. 8515)**

Son intervention (p. 8523)

Thèmes :

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 8523 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8523)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8524)
 Logement : épargne logement : fiscalité (p. 8523)
 Marchés financiers : actions : profits (p. 8523)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8523)
 Politique sociale : insertion : textile et habillement (p. 8524)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et
 Républicains (p. 8524)

**Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385
du 3 avril 1955**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6782)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6782)
 Droit pénal : perquisitions (p. 6783)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 6783)
 Police : police de proximité (p. 6783)
 Politique économique : capitalisme : dividendes (p. 6784)
 Politique économique : libéralisme (p. 6783)
 Politique sociale : minima sociaux (p. 6783)

**Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins
dans la société de l'information**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21
décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain
 Bocquet (p. 8551) : rejetée (p. 8559)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
 M. Jean-Marc Ayrault (p. 8568)

Ses interventions (p. 8588, 1583)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
 de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8617)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1571,
 1575)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8556)
 Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8568, 8618)
 Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1584)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8552)
 Culture : diversité culturelle (p. 8589)
 Informatique : logiciels libres (p. 8556)
 Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures
 techniques (p. 1584)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 8555)
 Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8554, 1584)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8588)
 Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8554, 1584)
 Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et
 d'information (DRM) (p. 8554, 1584)
 Télécommunications : Internet (p. 8552)
 Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8553,
 8555)
 Télécommunications : téléchargement légal : services publics
 (p. 1584)
 Union européenne : directives (p. 8552)

**Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22
décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8
mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14
mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16
mars 2006] (p. 1974, 2011)**

*Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs
 techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)
 discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la
 demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à
 la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)*

Ses interventions (p. 8625, 8630)

Son adt n° 160 (p. 8639)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005]
 (p. 8685)

*Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits
 voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de
 l'Union européenne)*

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 décembre 2005]
 (p. 8690, 8692)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Patrick Bloche (licence
 légale applicable à la " webradio ") (p. 8697)

*Article 6 (création d'une nouvelle section au sein du code de la
 propriété intellectuelle relative aux mesures techniques de protection
 et d'information)*

Son intervention (p. 8701)

*Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection
 des utilisations autorisées par les titulaires des droits)*

Ses interventions (p. 8707, 8721)

Ses adts n°s 134 et 135 (p. 8714, 8719)

*Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le
 22 décembre 2005 (p. 8684)*

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1587)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de
 quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1594)

Intervient sur le sous-adt n° 332 de M. Patrick Bloche
 (conditions d'exercice du droit à la copie privée) à l'adt
 n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions
 au droit d'auteur) (p. 1604)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard
 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour
 copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1605)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot
 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour
 copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1614)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1664)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Patrick Bloche
 (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt
 n° 272 du Gouvernement (p. 1668)

Intervient sur le sous-adt n° 313 de Mme Martine Billard
 (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans
 le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique)
 à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1671)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006]
 (p. 1678) ; [9 mars 2006] (p. 1686, 1699, 1720)

Son ss-adt n° 381 (rapport sur une plate-forme publique de
 téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à
 l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre
 exceptions au droit d'auteur) (p. 1729) : adopté au
 SCRUTIN PUBLIC (p. 1731)

*Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins
 relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des
 personnes handicapées)*

Ses interventions (p. 1752 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus
 (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la
 commission pour copie privée) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de M. Patrick Bloche
 (participation des fournisseurs d'accès à Internet au
 paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Alain Suguenot
 (participation des fournisseurs d'accès à Internet au
 paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension
 du remboursement de la rémunération pour copie privée
 aux utilisations à des fins médicales) (p. 1829)

Son adt n° 176 (extension du remboursement de la
 rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins
 médicales ou paramédicales) (p. 1828) : rejeté au
 SCRUTIN PUBLIC (p. 1831)

*Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de
 protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)*

Ses interventions (p. 1832 et s., 1843)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1855 et s., 1882 et s.)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1893 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1911)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1919 et s., 1980)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1974)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2013)

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2020)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2026)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Jean Dionis du Séjour (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2032)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son ss-adt n° 8 à l'adt n° 3 de M. Richard Cazenave (p. 2048)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2103)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2104)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4673)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Martine Billard (p. 4679)

Son intervention (p. 4683)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juin 2006] (p. 4679)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles : financement (p. 4684)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4680, 4683)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4673)

Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4681, 4683)

Politique économique : libéralisme (p. 4673)

Propriété intellectuelle : copie privée : rémunération (p. 4684)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 4684)

Télécommunications : téléchargement légal (p. 4684)

Union européenne : directives (p. 4683)

Ses explications de vote (p. 4692)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4693)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1062)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 1062)

Donations et successions : acceptation (p. 1062)

Donations et successions : conjoint survivant (p. 1062)

Droit civil : code civil : réforme (p. 1062)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1062)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 1062)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1^{er} mars 2006] (p. 1324)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1324) : rejetée (p. 1330)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 1325)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1327)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 1326)

Recherche : concurrence (p. 1324)

Recherche : secteur privé (p. 1326)

Recherche : secteur public (p. 1326)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1327)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1326)

Recherche : chercheurs (p. 1325 et s.)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1326)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1325)

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Albertini (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1331)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son intervention (p. 1336)

Avant l'article 2

Son adt n° 74 (Agence nationale de la recherche : organisation et missions) : rejeté (p. 1367)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son adt n° 78 (p. 1372)

Son intervention (p. 1376)

Son adt n° 75 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1376)

Ses adts n° 77, 82, 83, 81, 79, 76, 80, 84 (p. 1391, 1393 et s.)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Son adt n° 86 (p. 1404)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses adts n° 90, 89, 101, 93, 95 91 et 97 (p. 1420 et s.)

Son adt n° 99 : adopté (p. 1433)

Son adt n° 100 (p. 1433)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son adt n° 105 (de suppression) : adopté (p. 1473)

Ses explications de vote (p. 1568)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1569)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son intervention (p. 2445)

Thèmes :

Recherche : secteur public (p. 2445)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 2445)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2445)

Recherche : chercheurs (p. 2445, 2446)

Recherche : chercheurs : précarité (p. 2445)

Recherche : crédits (p. 2445)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2445)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)

Son intervention (p. 1945)

Thèmes :

Démographie (p. 1945 et s.)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'entreprendre (p. 1957)
Emploi : chômage (p. 1945)
Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1945, 1957)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1945, 1957)
Emploi : création d'emplois (p. 1957)
Emploi : jeunes (p. 1945)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 1946)
Fonction publique de l'Etat (p. 1946)
Formation professionnelle (p. 1957)
Formation professionnelle : formation continue (p. 1946)
Formation professionnelle : stages (p. 1946, 1958)
Impôt sur les sociétés (p. 1946)
Retraites : généralités (p. 1945, 1958)
Travail : négociations (p. 1945)
Travail : précarité (p. 1945, 1958)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3635)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3641)

Thèmes :

Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 3636)
Lois : application (p. 3635)
Lois : évaluation : études d'impact (p. 3635)
Lois : projet de loi : études d'impact (p. 3635)
Parlement : offices parlementaires (p. 3635)
Président de la République : prérogatives (p. 3635)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3652)
Droits de l'homme et libertés publiques : défense : Assemblée nationale (p. 3652)
Parlement : débats : Arménie (p. 3652)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5660)

Renaud DUTREIL

Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales

DÉPÔT

Projet de loi n° 2578 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1091 du 1er septembre 2005 portant simplification des conditions d'exercice de la profession de courtier en vins dit "courtier de campagne" [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Louis Giscard d'Estaing. Emploi. Chèque emploi service. Titre emploi simplifié entreprises [12 octobre 2005] (p. 5157)
M. André Berthol. Entreprises. Création. Aides de l'Etat [29 novembre 2005] (p. 7635)
M. Jean-Louis Christ. Sécurité sociale. Cotisations. Recouvrement. travailleurs indépendants [7 décembre 2005] (p. 7983)
M. Philippe Folliot. TVA. Politiques communautaires. Taux, bâtiment et hôtellerie [25 janvier 2006] (p. 336)
M. Axel Poniatowski. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [25 janvier 2006] (p. 345)
M. Serge Poignant. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création, transmission, développement [1^{er} février 2006] (p. 602)
M. Francis Saint-Léger. Emploi. Politique de l'emploi. Très petites entreprises [22 février 2006] (p. 1086)
M. Claude Gaillard. Emploi. Contrats nouvelle embauche [14 mars 2006] (p. 1806)
M. Martial Saddier. Emploi. Chèque emploi service. Titre emploi simplifié entreprises [14 mars 2006] (p. 1807)
M. Manuel Valls. Emploi. Contrats première embauche [29 mars 2006] (p. 2312)
M. Jean-Paul Dupré. Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2476)
Mme Marylise Lebranchu. Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2478)
M. Antoine Herth. Consommation. Pratiques commerciales. Commerce équitable [3 mai 2006] (p. 2859)
M. Jean-Jacques Gaultier. Politique économique. PME et PMI [10 mai 2006] (p. 3242)
M. Thierry Mariani. Hôtellerie et restauration. Aides de l'Etat [17 mai 2006] (p. 3543)
M. Michel Diefenbacher. Consommation. Développement. Fruits et légumes [17 mai 2006] (p. 3547)
Mme Patricia Burckhart-Vandeveld. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Formalités administratives [21 juin 2006] (p. 4405)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Françoise Branget. Commerce et artisanat. Petit commerce. Centre-ville, maintien [18 octobre 2005] (p. 5343)
M. Jean-Marc Roubaud. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [18 octobre 2005] (p. 5344)
M. Michel Charzat. Ventes et échanges. Brocantes. Réglementation [20 décembre 2005] (p. 8480)
M. Dominique Le Mèner. Ventes et échanges. Brocantes. Réglementation [20 décembre 2005] (p. 8480)
M. Gérard Voisin. Enseignement agricole. Lycée viticole de Davayé [20 décembre 2005] (p. 8481)
M. Gérard Dubrac. Commerce et artisanat. Autorisations d'ouverture. Concertation interdépartementale [6 juin 2006] (p. 3975)
Mme Anne-Marie Comparini. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Recherche et développement, aides de l'Etat [20 juin 2006] (p. 4310)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Ses interventions (p. 6314, 6321 à 6323)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : petites et moyennes entreprises (p. 6315)
Chambres consulaires (p. 6315)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : crédits budgétaires (p. 6315)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 6315)

Entreprises : création (p. 6314)

Entreprises : transmission (p. 6315)

Réponses aux questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés financiers (p. 6322) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 6322)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 6320) (M. Georges Colombier) (p. 6320)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Après l'article 76

Intervient sur l'ad n° 141 du Gouvernement (augmentation du taux de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) (p. 6327)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Ses interventions (p. 1789, 1793)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1789)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 1791)

Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 1791)

Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1790)

Politiques communautaires : protection des consommateurs (p. 1791)

Politiques communautaires : services publics (p. 1791)

Services : création d'emplois (p. 1790)

E

Philippe EDMOND-MARIETTE
Martinique (3^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. Emploi. Jeunes [13 avril 2006] (p. 2691)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle que le cœur est à la même place chez tous les humains, qu'ils soient de droite ou de gauche et explique que si, à l'origine, la loi a prévu pour le seul hexagone le recours à caractère suspensif pour les arrêtés du préfet, c'est que ce recours n'était pas applicable dans les DOM [9 mai 2006] (p. 3183)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Ses adts n°s 621, 623, 626 et 622 (p. 5288, 5290 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5495)

Thème :

Outre-mer : développement économique : loi de programmation (p. 5496)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2662)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3181)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mai 2006] (p. 3183)

Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 3190)

Henri EMMANUELLI

Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 5 : Aide publique au développement ; prêts à des Etats étrangers (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [31 janvier 2006] (p. 524)

Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2150)

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [13 avril 2006] (p. 2687)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4202)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse M. Accoyer de "diversion", souligne que sa remarque sur l'engagement de Martin Luther King, évoqué par Mme Catherine Vautrin, ne constituait pas une injure [1^{er} février 2006] (p. 655)

Demande au Gouvernement d'intervenir de manière responsable dans l'affaire Arcelor [2 février 2006] (p. 682)

Voudrait comprendre comment il peut exister un article additionnel après un article qui n'existe plus [7 mars 2006] (p. 1587)

Affirme que ce Gouvernement joue avec le règlement de l'Assemblée nationale et le droit des parlementaires. Il se demande "s'il ne faudrait pas plutôt retirer le ministre" [9 mars 2006] (p. 1691)

Demande au président de séance s'il a déjà existé une feuille jaune de séance où figure une rubrique "Article 1^{er} (suite)" après une rubrique "Après l'article 1^{er} (suite)" [9 mars 2006] (p. 1699)

Affirme que c'est le Premier ministre qui refuse de lever l'urgence. L'opposition n'a aucune raison de s'incliner, après l'utilisation du 49-3 sur le CPE, devant la vanité du Premier ministre [9 mars 2006] (p. 1721)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Herbillion : lui fait remarquer que le parlementaire est porteur d'un mandat qui lui est confié par le suffrage universel, non par des lobbies [9 mars 2006] (p. 1721)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muriel Marland-Militello : lui répond qu'elle rêve d'un Parlement sans opposition [9 mars 2006] (p. 1721)

S'indigne de ne recevoir les amendements qu'à 22 heures 15. Il constate que des adts du Gouvernement et de la majorité ayant été retirés, les ss-adts portant sur ceux-ci ne sont plus recevables. Il souligne que dans l'après-midi, le président de séance a refusé de donner la parole à un président de groupe et qu'un vote est intervenu en présence de la seule majorité, l'opposition ayant quitté l'hémicycle [9 mars 2006] (p. 1751)

Estime que la majorité aurait pu trouver un autre rapporteur pour "gérer différemment" le débat et considère que M. Lenoir vient de "professer une contrevérité", en affirmant que le tarif social n'aurait jamais été appliqué ; il ajoute que "rapporter comporte quelques exigences, et au moins celle de respecter l'opposition" [14 septembre 2006] (p. 5131)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Son adt n° 168 (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5657) : rejeté (p. 5659)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT**

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :
- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 7107, 7111)

Thèmes :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7107)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7111)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7107)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 7108)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601) ; [8 mars 2006] (p. 1663) ; [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745) ; [14 mars 2006] (p. 1809, 1843) ; [15 mars 2006] (p. 1879, 1908) ; [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Son rappel au règlement (cf supra)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1587) ; [9 mars 2006] (p. 1691, 1699, 1721)

Intervient sur le sous-adt n° 383 de M. Pierre-Christophe Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESSA) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1732)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Michel Herbillon (p. 1719) ; Mme Muriel Marland-Militello (cf supra) (p. 1720)

Article 1^{er} (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son intervention (p. 1737)

Avant l'article 2

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1751)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son intervention (p. 1978)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Son intervention (p. 1986)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 655) ; [2 février 2006] (p. 682)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1^{er}

Ses observations : reproche au président du groupe UMP, M. Accoyer, de faire le décompte des députés présents ou absents ; dénonce la remise en cause de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans et juge que la majorité tente "de fabriquer une sous-catégorie de travailleurs" ; invite ses adversaires à ne pas "réécrire l'histoire" à leur façon (p. 690)

Intervient sur l'adt n° 403 de M. Yves Durand (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 727)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 251 (de suppression) (p. 744)

Son intervention (p. 757)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 263 (de suppression) (p. 758)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779) ; [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821) ; [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4808)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4808)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4809)

Energie et carburants : tarifs (p. 4809)

Entreprises : action spécifique (p. 4808)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891) ; [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967) ; [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047) ; [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096) ; [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5030 et s.)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5123 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 septembre 2006] (p. 5131)

Marie-Hélène des ESGAULX

Gironde (8^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 33 : Solidarité et intégration (solidarité) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le suivi des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur l'évolution des coûts budgétaires des demandes d'asile [5 avril 2006] (n° 3012)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [19 octobre 2005] (p. 5438)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 6

Son adt n° 1067 (cotisations sociales des producteurs dans le secteur de la conchyliculture) : retiré (p. 4952)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 85 (campagnes électorales – financement par des particuliers : virement, prélèvement automatique ou carte bancaire) (p. 5559) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5560)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6251)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6253)

Enfants : politique de l'enfance (p. 6253)

Etrangers : intégration (p. 6251 et s.)

Handicapés : établissements (p. 6252)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 6252)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6252)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 6252)

Politique sociale : solidarité (p. 6251 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6289 et s.)

Article 88 (création de l'allocation temporaire d'attente, en substitution de l'allocation d'insertion)

Ses adts n° 146, 145, 144 rectifié et 143 rectifié (rédactionnels) : adoptés (p. 6292, 6293)

Article 89 (financement de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC)

Son intervention (p. 6293)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 387)

Christian ESTROSI

Ministre délégué à l'aménagement du territoire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Henriette Martinez. Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [11 octobre 2005] (p. 5079)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [19 octobre 2005] (p. 5438)

M. André Chassaing. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [9 novembre 2005] (p. 6592)

M. Emmanuel Hamelin. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès [15 novembre 2005] (p. 6759)

M. Pierre Lang. Voirie. Financement. Réhabilitation des cités minières [16 novembre 2005] (p. 6893)

M. Jean-Paul Anciaux. Professions de santé. Zones rurales. Aides à l'installation [23 novembre 2005] (p. 7414)

Mme Hélène Tanguy. Mer et littoral. Aménagement du littoral. Conseil national du littoral, missions [29 novembre 2005] (p. 7637)

M. Jean-Marc Lefranc. Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [14 décembre 2005] (p. 8344)

M. Sébastien Huyghe. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [21 décembre 2005] (p. 8583)

M. Olivier Dassault. Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [1^{er} février 2006] (p. 603)

M. Joël Giraud. Aménagement du territoire. Montagne [8 février 2006] (p. 890)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [8 février 2006] (p. 891)

M. Michel Sordi. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, Alsace, Franche-Comté [1^{er} mars 2006] (p. 1323)

Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etats-régions [8 mars 2006] (p. 1629)

Mme Marcelle Ramonet. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels [29 mars 2006] (p. 2316)

M. Bernard Pousset. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [5 avril 2006] (p. 2479)

M. Bernard Deflesselles. Transports routiers. Transport de marchandises. Alternatives, développement [12 avril 2006] (p. 2587)

M. Emmanuel Hamelin. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [9 mai 2006] (p. 3175)

M. Jean Proriot. Aménagement du territoire. Primes d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [14 juin 2006] (p. 4206)

M. Claude Bartolone. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité et passeport. Délivrance, délais [21 juin 2006] (p. 4405)

M. Gérard Charasse. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [21 juin 2006] (p. 4408)

M. Serge Roques. Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence, mise en œuvre [28 juin 2006] (p. 4619)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Blazy. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Gonesse [18 octobre 2005] (p. 5357)

Mme Josette Pons. Agroalimentaire. Miel. Apiculteurs, revendications [18 octobre 2005] (p. 5358)

M. Bernard Madrelle. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme, conséquences [7 février 2006] (p. 781)

M. Michel Hunault. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, bénéficiaires [7 février 2006] (p. 780)

M. Marcel Dehoux. Voirie. RN 2. Aménagement, financement [28 février 2006] (p. 1225)

M. Dino Cinieri. Eau. Politique de l'eau. Gestion [28 février 2006] (p. 1222)

M. Émile Zuccarelli. Elections et référendums. Elections pour l'Assemblée territoriale. Corse, mode de scrutin, réforme [28 février 2006] (p. 1224)

M. Éric Raoult. Police. Commissariats. Fonctionnement. Clichy-sous-Bois et Montfermeil [28 février 2006] (p. 1221)

M. Patrice Martin-Lalande. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [28 février 2006] (p. 1226)

M. François Vannson. Impôt sur le revenu. Réductions d'impôt. Résidences de tourisme, Hautes Vosges [28 février 2006] (p. 1223)

Mme Chantal Brunel. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Noisiel [21 mars 2006] (p. 2073)

M. Francis Saint-Léger. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [21 mars 2006] (p. 2072)

Mme Bérengère Poletti. Transports ferroviaires. Sécurité des usagers [28 mars 2006] (p. 2238)

M. Marc Reymann. Professions immobilières. Exercice de la profession. Carte professionnelle, délivrance, réglementation [28 mars 2006] (p. 2239)

M. Alain Néri. Assurances. Assurance catastrophes naturelles. Procédure, réglementation [4 avril 2006] (p. 2402)

M. Gilles Artigues. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Saint-Étienne [4 avril 2006] (p. 2401)

M. Jean Bardet. Police. Commissariats. Réhabilitation, Taverny [4 avril 2006] (p. 2400)

M. Yves Nicolin. Communes. Fonctionnement. Financement, services d'hygiène et de santé [4 avril 2006] (p. 2403)

M. Jean-Louis Dumont. Voirie. Ponts. Construction, financement, Regneville-sur-Meuse [2 mai 2006] (p. 2768)

M. Émile Blessig. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions. Crédits d'ingénierie [2 mai 2006] (p. 2764)

Mme Cécile Gallez. Industrie. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, financement, Valenciennois [2 mai 2006] (p. 2764)

M. Arnaud Lepercq. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Sécheresse de 2003, indemnisation [2 mai 2006] (p. 2767)

M. Martial Saddier. Coopération intercommunale. Police. Pouvoirs de police, répartition de compétences [2 mai 2006] (p. 2765)

M. Jérôme Bignon. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès, zones rurales [9 mai 2006] (p. 3155)

Mme Christine Boutin. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [9 mai 2006] (p. 3157)

M. Marc Joulaud. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [9 mai 2006] (p. 3157)

Mme Jacqueline Fraysse. Services. Sécurité. Agents, exercice de la profession, réglementation [9 mai 2006] (p. 3159)

M. Robert Lamy. Industrie. Emploi et activité. Contrat de site, Tarare [30 mai 2006] (p. 3770)

M. Alain Gest. Télécommunications. Réseaux. Couverture du territoire, réglementation [30 mai 2006] (p. 3771)

M. Gilbert Meyer. Papiers d'identité. Passeport. Délivrance et renouvellement, réglementation [30 mai 2006] (p. 3769)

M. Sébastien Huyghe. Mer et littoral. Sauvetage en mer. Moyens matériels, Manche et mer du Nord [6 juin 2006] (p. 3952)

M. Philippe-Armand Martin. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Disponibilité, dédommagement, réglementation [6 juin 2006] (p. 3953)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, mineurs, lutte et prévention [6 juin 2006] (p. 3955)

M. Didier Quentin. Mer et littoral. Aménagement du littoral. Conseil national du littoral, mise en place [6 juin 2006] (p. 3954)

M. Marcel Dehoux. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, dotation, Nord Pas-de-Calais [20 juin 2006] (p. 4321)

M. Nicolas Perruchot. Police. Police municipale. Carte professionnelle, réglementation [20 juin 2006] (p. 4319)

M. Bernard Derosier. Etat. Décentralisation. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), gestion [20 juin 2006] (p. 4323)

Mme Martine Billard. Etrangers. Expulsion. Lycéens et étudiants en situation irrégulière, lutte et prévention [20 juin 2006] (p. 4320)

M. Michel Zumkeller. Arts et spectacles. Musique. Festival des Eurockéennes, drogue, lutte et prévention [20 juin 2006] (p. 4319)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : lève le gage pour permettre à l'Assemblée de se prononcer sur l'amendement en question. Il essaie de représenter le ministre de l'intérieur, parti se recueillir sur la dépouille d'un gendarme, et demande le respect pour le représentant du Gouvernement, quel qu'il soit [3 mai 2006] (p. 2867)

M. Bernard Roman : assure que des procédures sont mises en œuvre, en relation avec nos partenaires de l'Union européenne, pour lutter contre ces trafics, notamment grâce à la cellule TRACFIN [3 mai 2006] (p. 2919)

M. Jacques Myard : cite des données sur l'aide au développement de la France en 1994, 2000 et 2005 pour montrer qu'elle a été la plus faible sous le Gouvernement de M. Jospin [4 mai 2006] (p. 2941)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Ses interventions (p. 6467, 6506 à 6518)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6469, 6472)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6473)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 6468)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 6472)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6471)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6468)

Fonctionnaires et agents publics (p. 6472)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 6469)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6469)

Recherche (p. 6469)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6470, 6472)

Régions : Corse : équipements (p. 6473)

Télécommunications : Internet (p. 6468, 6471)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 6471)

Transports : crédits (p. 6473)

Union européenne : fonds structurels (p. 6472)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) : Nord-Pas-de-Calais (p. 6508) (M. Francis Vercamer) (p. 6508)

Aménagement du territoire : pays (p. 6512) (M. Yves Deniaud) (p. 6512)

Aménagement du territoire : zones rurales : emploi (p. 6514) (Mme Sylvia Bassot) (p. 6514)

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 6513) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6513)

Coopération intercommunale (p. 6510) (M. André Chassaigne) (p. 6510)

Outre-mer : Guyane : équipements (p. 6506) (Mme Juliana Rimane) (p. 6506)

Politique économique : pôles de compétitivité : Dordogne (p. 6515) (M. Daniel Garrigue) (p. 6515)

Secteur public : services publics (p. 6511) (M. Max Roustan) (p. 6511)

Secteur public : services publics (p. 6516) (M. Robert Lecou) (p. 6516)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 6516) (M. Robert Lecou) (p. 6515)

Voirie : Autoroutes de France : "1 % paysage et développement" (p. 6507) (M. Yves Deniaud) (p. 6507)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Noël Mamère (contrôle de la CNIL sur les dispositifs prévus par cette loi) (p. 7479)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Son intervention (p. 7491 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Thierry Mariani (délai fixé par décret en Conseil d'Etat pour la fourniture des renseignements demandés par la police par les personnes, établissements et organismes concernés) (p. 7493)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Thierry Mariani (fourniture dans les quinze jours, par les personnes, établissements et organismes concernés, des renseignements demandés par la police) (p. 7493)

Article 3 (contrôles d'identité à bord des trains internationaux)

Ses interventions (p. 7494 et s.)

Article 4 (obligation de conservation des données de connexion par les personnes fournissant au public une connexion Internet)

Son intervention (p. 7496)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Son intervention (p. 7516)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Ses interventions (p. 7518 et s.)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Ses interventions (p. 7523 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Jean-Paul Garraud (inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées) (p. 7525)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Julien Dray (identification des policiers et gendarmes ayant consulté des fichiers informatisés) (p. 7526)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Gérard Léonard (adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires) (p. 7535)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de la commission (suppression du conventionnement des chaînes extracommunautaires retransmises par satellite) (p. 7536)

Article 12 (gel administratif des avoirs des terroristes)

Ses interventions (p. 7537 et s.)

Article 13 (application outre-mer des dispositions relatives à la vidéosurveillance)

Son intervention (p. 7539)

Article 14 (application outre-mer des autres dispositions de la loi)

Son intervention (p. 7539)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 117, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (extension de la couverture par les contrats d'assurance des dommages aux biens causés par un acte terroriste) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Pierre Lellouche (pouvoirs de police du maire de Paris identiques à ceux des autres communes) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (protection des personnels du ministère de la défense) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 138, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (protection des personnels chargés de la lutte antiterroriste) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 81, deuxième rectification de M. Pierre-Christophe Bague (interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive) (p. 7541)

Article 15 (application de la loi dans le temps)

Son intervention (p. 7542)

Titre

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Jacques Floch (p. 7542)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8649)

Ses interventions (p. 8650, 8654)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue (p. 8650)

Ordre public : terrorisme : prévention (p. 8650)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 8650)

Parlement : adts (p. 8650)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 8654)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2804)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2817)

Son intervention (p. 2823)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2887)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2867)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2887)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2817, 2887)

Etrangers : régularisations (p. 2817)

Etrangers : xénophobie (p. 2804)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 405 de la commission (création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 2895)

Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2897)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2909 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Roman (cf supra) (p. 2919)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Ses interventions (p. 2931 et s.)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Myard (cf supra) (p. 2941)

Ses interventions (p. 2945 et s.)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Ses interventions (p. 3023 et s., 3038 et s.)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des

étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Ses interventions (p. 3043 et s.)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3065, 3079 et s., 3102 et s.)

Répond à l'intervention de M. Bernard Roman : propose de reporter la suspension de séance après le vote de l'article (p. 3111)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3113)

Intervient sur le sous-adt n° 608 de M. Thierry Mariani (étrangers vivant en état de polygamie exclus de cette procédure) à l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (p. 3113)

Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)

Son intervention (p. 3122)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 373 de Mme Chantal Brunel (interdiction de délivrance ou retrait de la carte de résident en cas de poursuites pour violences sur un mineur de quinze ans ayant entraîné une mutilation) (p. 3122)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Ses interventions (p. 3123 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jacques Myard (retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 3125)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Patrick Braouezec (attribution de plein droit d'une carte de résident aux personnes actuellement titulaires d'une carte de séjour d'un an autorisant à travailler) (p. 3126)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Ses interventions (p. 3126 et s.)

Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)

Son intervention (p. 3130)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 459 de la commission (document de circulation délivré aux mineurs étrangers) (p. 3130)

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéfice de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3131)

Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3131)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 246 de Mme Christine Boutin (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3217)

Intervient sur l'adt n° 249 de Mme Christine Boutin (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3219)

Intervient sur l'adt n° 250 de Mme Christine Boutin (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3220)

Intervient sur l'adt n° 251 de Mme Christine Boutin (garantie de la chaîne de réassurance) (p. 3220)

Intervient sur l'adt n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3220)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3227)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Ses interventions (p. 3248 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Alain Cortade (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259)

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Philippe Pemezec (avis conforme du maire sur les conditions de logement) (p. 3260)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Ses interventions (p. 3260 et s.)

Article 16 précédemment réservé (droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille)

Ses interventions (p. 3265 et s.)

Article 17 précédemment réservé (conditions d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour l'étranger titulaire d'une carte de résident de longue durée-CE (RLD-CE) délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses interventions (p. 3277 et s.)

Article 18 précédemment réservé (modalités d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour les membres de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses interventions (p. 3278 et s.)

Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Son intervention (p. 3280)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 338 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (remise d'un dossier de demande de naturalisation aux étrangers renouvelant leur carte de résident) (p. 3281)

Article 21 précédemment réservé (péremption de la carte de RLD-CE)

Son intervention (p. 3283)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Ses interventions (p. 3284 et s.)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)

Ses interventions (p. 3287 et s.)

Article 35 (intitulé du chapitre Ier du titre Ier du livre V du CESEDA)

Son intervention (p. 3291)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Ses interventions (p. 3292 et s.)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3294 et s.)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Ses interventions (p. 3298 et s.)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3300 et s.)

Article 43 (coordination des dispositions relatives au placement en rétention)

Son intervention (p. 3303)

Article 44 (déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3303)

Article 47 (coordination avec la création de l'OQTF)

Ses interventions (p. 3303 et s.)

Article 49 (coordination avec la création de l'OQTF)

Son intervention (p. 3304)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Ses interventions (p. 3304 et s.)

Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)

Ses interventions (p. 3305 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 94 de la commission (procédure d'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement par la voie aérienne) (p. 3306)

Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)

Son intervention (p. 3306)

Article 56 (coordination des dispositions pénales sanctionnant la méconnaissance d'une décision d'éloignement avec les dispositions du projet de loi)

Ses interventions (p. 3306 et s.)

Après l'article 56

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de la commission (transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente) (p. 3307)

Article 57 (coordinations relatives au régime de protection contre la mesure d'interdiction du territoire)

Son intervention (p. 3307)

Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3307 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 470, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Nicolas (exception à la protection absolue contre les mesures d'expulsion et les peines d'interdiction du territoire français) (p. 3308)

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Étienne Pinte (abrogation de mesures d'expulsion - règlement des situations antérieures) (p. 3309)

Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son intervention (p. 3309)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (transmission au maire de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3310)

Intervient sur le sous-adt n° 398 de M. Jean-Christophe Lagarde (et aux parlementaires) à l'adt n° 98 de la commission (p. 3310)

Article 60 (délai d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son intervention (p. 3310)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jérôme Rivière (acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France subordonnée à la régularité de la situation des parents) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 131 rectifié de M. Yves Jégo (transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs ayant acquis par déclaration la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 101 de la commission (cérémonie d'accueil pour les enfants adoptés ou recueillis en France ayant acquis la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Jean-Christophe Lagarde (transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs adoptés ou recueillis ayant acquis la nationalité française par déclaration de nationalité - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (organisation obligatoire d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers naturalisés par décret) (p. 3311)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son intervention (p. 3312)

Article 62 (coordination)

Son intervention (p. 3312)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 344 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France - compétence du juge d'instance à l'issue du délai) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 345 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (réduction du délai de réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation à l'égard des étrangers ayant en France leur résidence habituelle depuis dix ans) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 102 de la commission (exclusion de l'accès à la nationalité française des personnes condamnées pour mutilation de mineurs de quinze ans) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Christian Vanneste (acquisition de la nationalité subordonnée à la présence du bénéficiaire à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 103 de la commission (insertion d'une division du code civil relative à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 104 rectifié de la commission (compétence du représentant de l'État dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (possibilité pour le maire d'organiser la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son intervention (p. 3314)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (amende applicable en cas de célébration d'un mariage malgré une opposition) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de Mme Gabrielle Louis-Carabin (sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française) (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Ses interventions (p. 3316 et s.)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA-)

Ses interventions (p. 3318 et s.)

Article 66 (bénéfice de l'allocation temporaire d'attente)

Intervient sur l'adt n° 112 de la commission (p. 3320)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Nicolas Perruchot (autorisation de travailler pour un demandeur d'asile, en cas d'absence de décision de l'OFPRA supérieure à trois mois) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Étienne Pinte (rédactionnel) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Étienne Pinte (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Noël Mamère (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'ad^t n° 136 de M. Étienne Pinte (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) (p. 3320)

Intervient sur l'ad^t n° 212 de M. Noël Mamère (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) (p. 3320)

Intervient sur l'ad^t n° 137 de M. Étienne Pinte (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'ad^t n° 213 de M. Noël Mamère (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) (p. 3320)

Après l'article 82

Intervient sur l'ad^t n° 125 de la commission (entrée en vigueur des dispositions relatives à l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3320)

Article 83 (*adaptation par ordonnance des dispositions de la loi dans les collectivités d'outre-mer et les Terres australes et antarctiques françaises*)

Ses interventions (p. 3321 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4700)

Son intervention (p. 4702)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : partis et mouvements politiques (p. 4703)

Etrangers : aide au retour (p. 4705)

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 4704)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 4703)

Etrangers : demandeurs d'asile : Union européenne (p. 4705)

Etrangers : immigration clandestine : enfants (p. 4704)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 4703)

Etrangers : regroupement familial (p. 4703)

Etrangers : régularisations : Parti socialiste (p. 4704)

Etrangers : titres de séjour : médiation (p. 4705)

Etrangers : visas : conjoints (p. 4703)

Politique extérieure : aide au développement : pays en développement (p. 4704)

Claude EVIN

Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Président de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2911 relative à la protection des travailleurs et du public contre le tabagisme passif [28 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste contre le fait qu'un amendement tendant à la création d'un conseil de modération et de prévention de l'alcoolisme déposé par lui-même et d'autres membres du groupe socialiste ait été déclaré irrecevable comme "cavalier" ; rappelle que le Gouvernement en a déposé un sur le même sujet lors de l'examen d'un projet de loi d'orientation agricole [26 octobre 2005] (p. 5886)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5837)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5886)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5837)

Sécurité sociale : solidarité (p. 5837)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-ad^t n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'ad^t n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5959)

Répond aux intervention du Gouvernement souligne les ravages causés par le tabagisme et l'alcoolisme, invite à un renforcement du cadre juridique, en particulier dans le domaine publicitaire, suggère un statut permettant un meilleur fonctionnement du conseil de la modération (p. 5960)

Article 15 (*spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocédés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*)

Ses interventions (p. 5964 et s.)

Son ad^t n° 194 (p. 5968)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad^t n° 288 deuxième rectification de M. Pierre-Louis Fagniez (différents sur les honoraires médicaux ; saisine d'un médiateur) (p. 5999)

Article 27 (*règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes*)

Son intervention (p. 6005)

Article 28 (*dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour*)

Son intervention (p. 6010)

Article 29 (*dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants*)

Son intervention (p. 6017)

Article 30 (*dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*)

Ses interventions (p. 6027 et s.)

F

Laurent FABIUS

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [1^{er} février 2006] (p. 596)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Donne sa position sur les effets des contrats nouvelle embauche et première embauche ; demande au Gouvernement s'il s'engage à ne pas appliquer le mécanisme de ces contrats à tous les salariés et à toutes les entreprises ; redoute la généralisation de la précarisation [7 février 2006] (p. 803, 805)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 803, 805)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son intervention (p. 809)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5489)

Albert FACON

*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Pierre-Louis FAGNIEZ

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362) [17 janvier 2006]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la santé et des solidarités et de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 26 janvier 2006] (p. 1322)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 15 mars 2006] (p. 3971)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2781 visant à compléter le dispositif relatif à la saisine du Haut Conseil de l'éducation [22 décembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales préalable au débat sur les orientations des finances sociales pour 2007 [14 juin 2006] (n° 3159)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [1^{er} février 2006] (p. 600)

Recherche. Politique de la recherche [2 mai 2006] (p. 2783)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 5926)

Après l'article 26

Son adt n° 288 deuxième rectification (différents sur les honoraires médicaux ; saisine d'un médiateur) (p. 5998) : adopté (p. 6000)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6017)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 368 du Gouvernement (patients hospitalisés ; soins courants ; évaluation) (p. 6045)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par

M. Jean-Marc Ayrault (p. 1280)

Son intervention (p. 1293)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 1293)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1280)

Recherche : chercheurs (p. 1280)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur

(PRES) (p. 1293, 1294)

Recherche : recherche fondamentale (p. 1293)

Recherche : recherche médicale (p. 1294)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son intervention (p. 1354)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1367)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son intervention (p. 1416)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son intervention (p. 1452)

Article 16 (assouplissement des règles des marchés publics pour les achats scientifiques et les marchés de travaux des établissements publics ayant dans leur statut une mission de recherche)

Son adt n° 178 (p. 1470)

Après l'article 16

Son adt n° 124 (prélèvement d'éléments du corps humain chez une personne hors d'état d'exprimer sa volonté : pouvoir d'opposition de la personne de confiance) : rejeté (p. 1471)

Son adt n° 43 rectifié (régime des recherches d'évaluation des soins courants ; renforcement du rôle du comité de protection des personnes) (p. 1471) : adopté (p. 1472)

Son adt n° 42 (prise en charge des médicaments entrant dans le champ des recherches d'évaluation des soins courants par les caisses d'assurance maladie) : adopté après modification (p. 1472)

Son adt n° 123 rectifié (extension des règles concernant la recherche sur le sang et ses composants aux recherches visant à évaluer les transfusions sanguines) (p. 1472) : adopté (p. 1473)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4270)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4270, 4271)

Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 4270, 4271)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4270)

Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 4270)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4271)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4477)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 4478)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4478)

Démographie : vieillissement de la population (p. 4478)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4477)

Famille : garde des enfants : crèches et garderies (p. 4478)

Famille : politique familiale (p. 4478)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4477)

Finances publiques : dette publique (p. 4478)

Parlement : rôle (p. 4478)

Retraites : généralités : réforme (p. 4478)

Sécurité sociale : déficit (p. 4478)

Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4477)

Francis FALALA

Marne (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Droit du travail. Etudiants, stages en entreprise, réglementation [27 juin 2006] (p. 4559)

Yannick FAVENNEC

Mayenne (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche [J.O. du 14 février 2006] (p. 2277)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2824 tendant à ce que les établissements scolaires assurent la distribution de fruits et légumes frais à leurs élèves [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2998 tendant à ce que le consentement des personnes au prélèvement d'organe ou, le cas échéant, leur refus soit inscrit sur la carte Vitale [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3001 relative à la médaille d'honneur du travail [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3034 visant à assouplir les conditions de délivrance de la carte du combattant aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3104 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3150 relative à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires au service du travail obligatoire [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Carrière. Rémunérations [15 novembre 2005] (p. 6757)

Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [5 avril 2006] (p. 2479)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1426, posée le 7 février 2006. Agroalimentaire. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1105)

n° 1528, posée le 28 mars 2006. Sang et organes humains. Dons (J.O. Questions p. 3191). Appelée le 28 mars 2006. Perspectives (p. 2227)

n° 1629, posée le 30 mai 2006. Retraites : généralités. Calcul des pensions (J.O. Questions p. 5567). Appelée le 30 mai 2006. Enseignants, enseignement privé (p. 3752)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4834)

Thèmes :

Retraites : régime agricole (p. 4835)

Sécurité sociale : protection sociale : exploitants (p. 4834)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Enseignement agricole (p. 6865)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6556)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes régionales : Pays-de-la-Loire (p. 6226)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 61)

Associations : bénévolat (p. 61)

Associations : statuts (p. 61)

Georges FENECH

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la

proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs (n° 3107) [13 juin 2006]

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Président de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2659 portant suppression du juge d'instruction et instituant le juge de l'enquête [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2660 anti-émeute [9 novembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Philippe Vuilque et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs (n° 3107) [21 juin 2006] (n° 3179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 5172)

Son intervention (p. 5182)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 5182)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5172, 5183)

Droit pénal : mandat de dépôt à l'audience (p. 5183)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5172, 5183)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 5183)

Lois : rétroactivité des lois (p. 5172, 5184)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 5172, 5183)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 40 de Mme Christine Boutin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Article 2 (définition de la réitération)

Son intervention (p. 5206)

Après l'article 4

Son adt n° 41 rectifié (traitement médical des détenus condamnés pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 5211) : adopté (p. 5212)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 66 de M. Christophe Caresche (injonction de soins) (p. 5249)

Intervient sur l'ad n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5251)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 14 de la commission (allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 5253)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5258)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5271)

Intervient sur le sous-adt n° 73 de M. Gérard Léonard (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5271)

Ses explications de vote (p. 5277)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5277)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 novembre 2005] (p. 7507)

Son intervention (p. 7511)

Thèmes :

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7511)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 7511)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7511)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son intervention (p. 5788)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7617)

Thèmes :

Enseignement : programmes (p. 7617, 7618)

Etat : devoir de mémoire (p. 7617)

Outre-mer : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7617)

Pays étrangers : Afrique (p. 7618)

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)

Son intervention (p. 4599)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 4600)

Assemblée nationale : règlement (p. 4599)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4599)

Enfants : protection (p. 4599)

Enfants : mauvais traitements : sectes (p. 4600)

Philippe FENEUIL

*Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4811)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4812)

Baux : fermage (p. 4812)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4812)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4885)

Son adt n° 1103 (p. 4888)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses adts n° 630 et 633 (p. 4915)

Son intervention (p. 4917)

Ses adts n° 634 et 881 rectifié (p. 4918, 4936)

Après l'article 2

Son adt n° 658 (réduction des droits lors des transmissions à titre gratuit) : retiré (p. 4937)

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4940)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Son adt n° 627 (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4940) : adopté (p. 4942)

Son adt n° 628 rectifié (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942) : rejeté (p. 4943)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4945)

Intervient sur l'adt n° 258 de la commission des finances (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Son adt n° 1106 rectifié (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4945) : adopté (p. 4946)

Son adt n° 882 rectifié (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) : rejeté (p. 4947)

Son adt n° 879 (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4948) : rejeté (p. 4949)

Son adt n° 880 (attribution de la qualité de biens professionnels aux biens donnés à bail à un jeune agriculteur) : retiré (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4952)

Son adt n° 883 deuxième rectification (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4952) : retiré (p. 4954)

Son adt n° 802 rectifié (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4954) : retiré (p. 4955)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son intervention (p. 4957)

Son adt n° 629 rectifié (p. 4958)

Article 4 précédemment réservé (extension de la transparence fiscale des EARL)

Son adt n° 636 (p. 4960)

Après l'article 4

Son adt n° 632 troisième rectification précédemment réservé (régime fiscal des opérations dont les résultats ne relèvent pas des bénéficiaires agricoles) : retiré (p. 4960)

Son adt n° 631 précédemment réservé (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) : rejeté (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses adts n°s 871, 874, 877, 873 et 872 (p. 4977 et s., 4985)

Son adt n° 876 : adopté (p. 4986)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 1068 de M. Olivier Dassault (aide fiscale au renouvellement des tracteurs) (p. 5017)

Son adt n° 803 (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) : rejeté (p. 5018)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 858 de M. Michel Raison (dotation pour le paiement des cotisations sociales des non salariés agricoles) (p. 5024)

Après l'article 11

Son adt n° 804 (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) : rejeté (p. 5083)

Son adt n° 805 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : rejeté (p. 5091)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 56 : adopté (p. 5124)

Son adt n° 800 (p. 5124)

Ses adts n°s 59, 60, 58 et 1107 : adoptés (p. 5125 et s.)

Après l'article 14

Son adt n° 869 deuxième rectification (registre de l'agriculture) : rejeté (p. 5129)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 1047 de M. Jean Auclair (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Intervient sur l'adt n° 1048 de M. Jean Auclair (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5291)

Article 23 (signes de qualité)

Ses interventions (p. 5298, 5301 et s.)

Son ss-adt n° 1057 à l'adt n° 475 du Gouvernement (p. 5303)

Article 33 (encouragement de l'activité agricole en Guyane)

Son intervention (p. 5331)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6824)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 6824)

Agroalimentaire : viticulture (p. 6825)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son adt n° 386 (p. 7341)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son adt n° 310 : adopté (p. 1144)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses adts n°s 465 et 466 (p. 3421)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses adts n°s 478 et 479 (p. 3498 et s.)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son adt n° 483 (p. 3509)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son adt n° 518 (p. 3522)

Article 10 (gestion des peuplements des cours d'eau)

Son adt n° 490 (p. 3522)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son adt n° 547 (p. 3528)

Après l'article 20 bis

Son adt n° 520 (amélioration de la qualité des milieux marins) : retiré (p. 3568)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Son adt n° 521 : adopté (p. 3584)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son adt n° 524 (p. 3602)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son adt n° 713 (p. 3684)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques)

Son adt n° 870 (p. 3717)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 736 rectifié (p. 3743)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Ses interventions (p. 3869 et s.)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4583)

Thèmes :

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4584, 4585)
 Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4583)
 Boissons et alcools : vin (p. 4583, 4584)
 Union européenne : Commission : viticulture (p. 4583, 4584)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Ses interventions (p. 4591 et s.)
 Son adt n° 2 (p. 4593) ; repris par M. André Chassaing

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3279 tendant à aligner sur le droit commun la taxe professionnelle des professionnels libéraux employant moins de cinq salariés [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8148)

Alain FERRY

*Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3100 établissant les prérogatives des directeurs d'école du premier degré [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5195)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5195)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5195)
 Justice : juge de l'application des peines (p. 5195)
 Système pénitentiaire : services médico-psychologiques (p. 5195)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 6866)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

Logement : politique du logement : jeunes (p. 7259)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Après l'article 4

Son adt n° 6 (comptabilisation distincte des bulletins blancs et des bulletins nuls) : rejeté (p. 7970)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 469 (p. 3503)

Daniel FIDELIN

*Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Aide au développement. Financement [23 novembre 2005] (p. 7414)

Sécurité sociale. Equilibre financier. Réforme [29 mars 2006] (p. 2309)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276 rectifié) [3 mai 2006] (n° 3070)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Egalité des chances [7 février 2006] (p. 798)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1455, posée le 28 février 2006. Industrie. Métallurgie (J.O. Questions p. 1952). Appelée le 28 février 2006. Métaleurop, aides de l'Etat (p. 1229)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)**

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3332)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3343)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3332)

Agriculture : agriculteurs : endettement (p. 3333)

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3333)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3333, 3343)

Eau : assainissement (p. 3332)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3343)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3333)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3332)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3333)

Environnement : protection de la nature : information (p. 3343)

Politique extérieure : coopération : eau (p. 3333)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3332)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3333)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad t n° 620 de M. André Chassaigne (reconnaissance du droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental) (p. 3395)

Intervient sur l'ad t n° 558 rectifié de M. Jean Launay (reconnaissance du droit à l'eau comme un droit fondamental de la personne humaine) (p. 3395)

Intervient sur l'ad t n° 943 de M. Jean Gaubert (reconnaissance du caractère public de la gestion de la ressource en eau) (p. 3395)

Intervient sur l'ad t n° 428 rectifié de M. Jean Launay (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) (p. 3396)

Intervient sur l'ad t n° 975 de M. Didier Quentin (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) (p. 3396)

Intervient sur l'ad t n° 369 de M. Jean Launay (création d'un Haut Conseil des services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 3396)

Intervient sur l'ad t n° 370 de M. Jean Launay (définition générique du service public de l'eau) (p. 3398)

Intervient sur l'ad t n° 371 de M. Jean Launay (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 3398)

Intervient sur l'ad t n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Milietto (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3398)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Ses interventions (p. 3401 et s.)

Son ss-ad t n° 1190 à l'ad t n° 431 de M. Germinal Peiro : adopté (p. 3404)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 115 de la commission (gratuité du transfert aux collectivités territoriales d'une partie du domaine public fluvial) (p. 3405)

Intervient sur l'ad t n° 429 de M. Jean Launay (affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale) (p. 3405)

Intervient sur l'ad t n° 434 de M. Jean Launay (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Intervient sur l'ad t n° 976 rectifié de M. Didier Quentin (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Ses interventions (p. 3406 et s.)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Ses interventions (p. 3411 et s.)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses interventions (p. 3413 et s.)

Son ss-ad t n° 1192 à l'ad t n° 460 de M. Germinal Peiro : adopté (p. 3422)

Article 4 bis (définition des cours d'eau concernés par l'obligation d'implantation de bandes enherbées)

Son intervention (p. 3424)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses interventions (p. 3498 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 44 de M. Yves Cochet (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'ad t n° 372 de M. Jean Launay (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'ad t n° 903 rectifié de M. François Sauvadet (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'ad t n° 1226 rectifié du Gouvernement (procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés) (p. 3507)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Ses interventions (p. 3508 et s.)

Ses ad t n°s 1102 et 1104 : adoptés (p. 3508)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 45 de M. Yves Cochet (suppression des autorisations accordées aux entreprises hydroélectriques sans enquête publique préalable) (p. 3509)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Ses interventions (p. 3510 et s.)

Son ad t n° 1105 rectifié : adopté (p. 3514)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 48 rectifié de M. Yves Cochet (substitution de la composition pénale à la transaction pénale et, dans le code de l'environnement, abrogation des dispositions relatives aux poursuites engagées par le corps des eaux et forêts) (p. 3514)

Intervient sur l'ad t n° 904 de M. François Sauvadet (substitution de la composition pénale à la transaction pénale) (p. 3514)

Intervient sur l'ad t n° 98 de M. Philippe-Armand Martin (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité

- administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)
- Intervient sur l'adt n° 324 de M. Martial Saddier (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)
- Intervient sur l'adt n° 485 de M. Jean Launay (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)
- Intervient sur l'adt n° 987 de M. Didier Quentin (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)
- Intervient sur l'adt n° 13 deuxième rectification du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets) (p. 3515)
- Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)*
Ses interventions (p. 3516 et s.)
- Après l'article 8*
- Intervient sur l'adt n° 432 rectifié de M. Germinal Peiro (libre circulation des engins non motorisés) (p. 3519)
- Intervient sur l'adt n° 176 rectifié de la commission (information des associations de pêche de tout projet susceptible de détruire ou d'altérer le patrimoine piscicole) (p. 3521)
- Intervient sur l'adt n° 325 rectifié de M. Martial Saddier (information des associations de pêche de tout projet susceptible de détruire ou d'altérer le patrimoine piscicole) (p. 3521)
- Intervient sur l'adt n° 86 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)
- Intervient sur l'adt n° 326 rectifié de M. Martial Saddier (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)
- Intervient sur l'adt n° 694 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)
- Intervient sur l'adt n° 980 de M. Didier Quentin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)
- Article 10 (gestion des peuplements des cours d'eau)*
Ses interventions (p. 3522 et s.)
- Article 11 (dispositions de lutte contre le braconnage)*
Son intervention (p. 3523)
Son ss-adt n° 1071 à l'adt n° 178 rectifié de la commission : adopté (p. 3523)
Son adt n° 1234 rectifié : adopté (p. 3523)
- Article 12 (classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial)*
Son intervention (p. 3524)
- Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)*
Ses interventions (p. 3524 et s.)
- Après l'article 13 bis*
- Intervient sur l'adt n° 1246 de M. Jean-Pierre Decool (compétences des waterings publics dans la gestion des eaux) (p. 3525)
- Intervient sur l'adt n° 639 de M. André Chassaigne (ajout de la notion d'"écosystèmes aquatiques" dans l'article L.1 du code forestier) (p. 3526)
- Intervient sur l'adt n° 640 de M. André Chassaigne (prise en compte dans le code des bonnes pratiques sylvicoles de l'impact des peuplements forestiers sur la qualité des cours d'eau) (p. 3526)
- Intervient sur l'adt n° 1201 de M. Jean-Pierre Decool (contrôle par le préfet du respect des normes édictées par les établissements publics relevant de spécificités locales tels que les waterings) (p. 3526)
- Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)*
Ses interventions (p. 3527 et s.)
- Après l'article 14*
- Intervient sur l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (possibilité pour un syndicat mixte formé de se constituer en établissement public territorial de bassin, avis du comité technique permanent des barrages sur tout sujet concernant la sécurité des barrages et des ouvrages hydrauliques) (p. 3530)
- Intervient sur le sous-adt n° 1250 de M. François Brottes (avis du comité technique permanent des barrages seulement en cas de besoin) à l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (p. 3530)
- Intervient sur l'adt n° 579 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)
- Intervient sur l'adt n° 580 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)
- Son adt n° 581 (procédure de dissolution et de liquidation d'assainissement des voies privées) : adopté (p. 3531)
- Son adt n° 582 rectifié (diverses modifications de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires) (p. 3531) : adopté (p. 3532)
- Article 15 (établissement de servitudes dans le périmètre des ouvrages hydrauliques)*
Son intervention (p. 3532)
Son adt n° 583 : adopté (p. 3532)
- Après l'article 15*
- Son adt n° 1070 rectifié (sécurité des ouvrages hydrauliques) (p. 3555) : adopté (p. 3556)
- Article 15 bis (présentation par l'exploitant d'un ouvrage hydraulique d'une étude de dangers)*
Son intervention (p. 3556)
- Article 16 (application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement)*
Son intervention (p. 3556)
- Après l'article 16 bis*
- Intervient sur l'adt n° 19 rectifié du Gouvernement (compensation versée par l'Etat à la commune de Lanslebourg Mont Cenis et au département de la Savoie des exonérations et avantages accordés au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3557)
- Après l'article 17*
- Intervient sur l'adt n° 20 rectifié du Gouvernement (réglementation de la vente, de la mise à disposition, de l'application et de la mise sur le marché de produits biocides) (p. 3557)
- Article 18 (création d'un registre concernant la distribution des produits antiparasitaires et phytopharmaceutiques)*
Son intervention (p. 3557)
- Après l'article 18*
- Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de M. Yves Cochet (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Jean Launay (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 3559)

Article 19 bis (agrément délivré par l'Etat à des organismes spécialisés dans la lutte contre les pollutions)

Son intervention (p. 3559)

Son adt n° 585 : adopté (p. 3559)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'adt n° 588 de M. Jean Launay (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) (p. 3560)

Intervient sur l'adt n° 21 rectifié du Gouvernement (gestion des sites Natura 2000 en mer) (p. 3560)

Son adt n° 1245 rectifié (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) : adopté (p. 3560)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Ses interventions (p. 3561 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 590 de M. Jean Launay (extension des compétences des maires en matière de police des baignades et activités nautiques à l'ensemble des eaux intérieures) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 876 de M. Alain Bocquet (modification de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales et application de cette surtaxe aux exportations) (p. 3565)

Intervient sur l'adt n° 970 de M. Jean Dionis du Séjour (possibilité pour les agences de l'eau de réaliser ou financer des études épidémiologiques) (p. 3566)

Article 20 bis (profils des eaux de baignade)

Son intervention (p. 3567)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'adt n° 1248 de M. Jean Launay (intégration du concept de "gestion durable et équitable" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) (p. 3567)

Intervient sur l'adt n° 1247 de M. Jean Launay (remplacement du terme "bactériologiques" par "microbiologiques" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 1249 du Gouvernement (priorité à la fourniture d'eau potable sur les autres usages de l'eau) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 198 de la commission (amélioration de la qualité des milieux marins) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 587 rectifié de M. Jean Launay (obligation pour tout navire accédant aux ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux zones de mouillages et d'équipement léger d'être équipés de réservoirs de stockage des eaux noires) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 584 du Gouvernement (suppression de l'habilitation des agents des services déconcentrés du ministère chargé de l'industrie à rechercher et constater les infractions aux dispositions visant à protéger la ressource en eau) (p. 3569)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Ses interventions (p. 3571 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3574)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 3584)

Son ss-adt n° 1241 rectifié à l'adt n° 202 deuxième rectification de la commission : adopté (p. 3584)

Ses adts n° 1227 rectifié et 1235 : adoptés (p. 3585)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 211 deuxième rectification de la commission (coordination dans le code de la construction et de l'habitation) (p. 3585)

Article 23 (taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement)

Son intervention (p. 3587)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 893 rectifié de M. Jacques Pélassard (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) (p. 3588)

Intervient sur l'adt n° 1097 rectifié de M. Michel Raison (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) (p. 3588)

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3588)

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3589)

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3595)

Intervient sur l'adt n° 556 de M. Germinal Peiro (obligation de prévoir un ouvrage destiné à recueillir, réserver et utiliser l'eau pluviale pour toute construction neuve) (p. 3595)

Intervient sur l'adt n° 557 de M. Jean Launay (encouragement à l'utilisation des eaux pluviales dans les sanitaires des établissements publics) (p. 3596)

Intervient sur l'adt n° 334 de M. Gérard Manuel (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) (p. 3596)

Intervient sur l'adt n° 598 de M. Jean-Pierre Nicolas (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) (p. 3596)

Article 24 bis (consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance des permis de construire)

Son adt n° 1228 (de suppression) : adopté (p. 3597)

Article 24 ter (responsabilité des propriétaires d'installations privées de distribution d'eau en matière de qualité de l'eau fournie aux usagers)

Intervient sur l'adt n° 215 de la commission (de suppression) (p. 3597)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 600 de M. André Chassaingne (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3597)

Intervient sur l'adt n° 599 de M. Jean Launay (encouragement à la consommation d'eau des réseaux publics de distribution d'eau potable dans les établissements scolaires) (p. 3598)

Intervient sur l'adt n° 601 de M. André Chassaingne (normes sanitaires de qualité de l'eau potable) (p. 3598)

Intervient sur l'adt n° 1238 troisième rectification du Gouvernement (contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 3598)

Article 25 (faculté pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)

Son intervention (p. 3599)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 602 de M. Jean Launay (attributions des régies communales dotées de la personnalité morale) (p. 3600)

Intervient sur l'adt n° 475 de M. Denis Merville (définition du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) (p. 3600)

Intervient sur l'adt n° 935 de M. Denis Merville (harmonisation rédactionnelle sur l'appréciation du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) (p. 3600)

Intervient sur l'adt n° 377 de M. Jean Launay (autorisation de constituer une régie commune pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif) (p. 3601)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses interventions (p. 3601 et s.)

Ses adts n°s 611, 1028, 612 et 1236 : adoptés (p. 3601, 3607)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 616 de M. Jean Launay (consultation du conseil de la concurrence sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau par les collectivités de plus de 100 000 habitants) (p. 3607)

Intervient sur l'adt n° 614 de M. Jean Launay (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) (p. 3607)

Intervient sur l'adt n° 921 de M. Denis Merville (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) (p. 3607)

Son adt n° 1229 rectifié (mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales) : adopté (p. 3607)

Intervient sur l'adt n° 615 de M. Jean Launay (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 922 de M. Denis Merville (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 745 de M. André Chassaing (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 746 de M. André Chassaing (renforcement de la convergence des politiques de l'eau des communes au sein d'une agglomération) (p. 3608)

Article 26 bis (composition de la commission d'ouverture des plis)

Son intervention (p. 3608)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean Launay (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable ou de l'assainissement) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 380 rectifié de M. Jean Launay (indication de la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution d'un contrat dans le rapport annuel du délégataire) (p. 3608)

Intervient sur l'adt n° 618 de M. Jean Launay (inventaire du patrimoine du délégant de services publics de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 3609)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Ses interventions (p. 3609 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 24 du Gouvernement (généralisation de la pose de compteurs individuels dans les logements collectifs neufs) (p. 3614)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (modalités de vote des demandes d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et des études et travaux y afférant au sein des syndicats de copropriété) (p. 3614)

Intervient sur l'adt n° 100 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (précision concernant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs) (p. 3614)

Intervient sur l'adt n° 678 de M. Pierre Ducout (abaissement du seuil de création obligatoire des commissions consultatives des services publics locaux) (p. 3615)

Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers)

Ses interventions (p. 3615 et s.)

Son adt n° 1230 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3615)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son intervention (p. 3616)

Article 27 quater (faculté pour les communautés de communes d'exercer une compétence en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 3616)

Article 27 sexies (interruption des contrats d'abonnement des usagers des services de distribution d'eau)

Son adt n° 679 : adopté (p. 3616)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 1263 rectifié de M. Patrick Ollier (création d'un nouveau titre relatif à la préservation du domaine public fluvial dans le titre II du projet de loi) (p. 3617)

Intervient sur l'adt n° 1258 rectifié de M. Patrick Ollier (définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 3617)

Intervient sur l'adt n° 1261 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3617)

Intervient sur l'adt n° 1260 de M. Patrick Ollier (majoration de l'indemnité d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3617)

Intervient sur l'adt n° 1259 de M. Patrick Ollier (procédure de relevé d'identité à l'encontre de l'auteur d'une contravention de grande voirie) (p. 3617)

Intervient sur l'adt n° 1267 du Gouvernement (création d'un nouveau titre relatif à l'énergie hydraulique dans le projet de loi) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 666 rectifié du Gouvernement (réévaluation du montant des amendes encourues par les opérateurs en cas d'exploitation d'une entreprise hydraulique sous concession ou de manière non-conforme au cahier des charges) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1001 rectifié de M. Yves Jégo (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1266 rectifié du Gouvernement (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de la commission des finances (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 665 rectifié de M. Michel Bouvard (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 702 rectifié de M. Martial Saddier (suppression du droit de préférence au profit du concessionnaire sortant pour les concessions hydrauliques) (p. 3620)

Son ss-adt n° 1264 (coordination) à l'adt n° 702 rectifié de M. Martial Saddier : adopté (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 1243 rectifié de M. Michel Bouvard (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3621)

Intervient sur l'adt n° 1079 rectifié de M. Michel Bouvard (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3621)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son adt n° 1121 : adopté (p. 3653)

Son intervention (p. 3662)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 3666)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'adt n° 687 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de mise en place de schémas départementaux pour le traitement des déchets d'assainissement) (p. 3667)

Article 29 A (prise en compte de la sécurité du système électrique dans les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 3668)

Article 29 (contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3668)

Ses adts n° 1122 et 1123 : adoptés (p. 3668)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3668)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 361 de M. Jean-Yves Le Drian (droit à l'expérimentation pour les collectivités territoriales dans les domaines de la protection et la gestion de la ressource en eau) (p. 3669)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Ses interventions (p. 3669 et s.)

Ses adts n° 1124 et 1125 : adoptés (p. 3671)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3673 et s.)

Ses adts n° 1126 rectifié, 1127 à 1131 : adoptés (p. 3673 et s.)

Article 33 (procédure d'approbation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3678)

Son adt n° 1132 : adopté (p. 3678)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 416 rectifié de M. Jean Launay (avis de la commission locale de l'eau sur l'évolution possible des aménagements hydrauliques, lors du renouvellement des concessions.) (p. 3678)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses interventions (p. 3678 et s.)

Ses adts n° 1251, 1133 : adoptés (p. 3678 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 1269 de M. Camille de Rocca Serra (dispositions particulières à la Corse) (p. 3679)

Intervient sur l'adt n° 1012 rectifié de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (démarches de protection et de mise en valeur du littoral dans le cadre de Schémas de Mise en Valeur de la Mer) (p. 3680)

Intervient sur l'adt n° 409 de M. Jean Launay (convocation par le préfet coordonnateur du bassin versant de la commission locale de l'eau ou d'une conférence des acteurs de l'eau en cas de sécheresse) (p. 3680)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3684 et s.)

Ses adts n° 1256, 1135, 1107 à 1110 : adoptés (p. 3684, 3686, 3690)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3694)

Ses adts n° 1111, 1112, 1252 et 1113 : adoptés (p. 3702 et s.)

Article 38 (obligations déclaratives, contrôle et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3705)

Ses adts n° 1158 et 1159 : adoptés (p. 3705)

Ses adts n° 1160 et 1191 (p. 3706)

Ses adts n° 1164 à 1667 : adoptés (p. 3706)

Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 3707)

Ses adts n° 1168 rectifié et 1169 : adoptés (p. 3707)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 1095 de M. René-Paul Victoria (extension des compétences des agents des services techniques du ministère de l'environnement dans les départements d'outre-mer et de Mayotte) (p. 3708)

Article 40 (comité national de l'eau)

Son intervention (p. 3708)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son adt n° 1171 rectifié : adopté (p. 3707)

Son intervention (p. 3709)

Ses adts n° 1172, 1173 rectifié à 1175 : adoptés (p. 3709 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 867 de M. Yves Cochet (objet de la police de la pêche) (p. 3711)

Avant l'article 42

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux " libres " et des eaux " closes ") (p. 3713)

Intervient sur l'adt n° 406 rectifié de M. Daniel Boisserie (plans d'eau alimentés par des sources) (p. 3716)

Article 42 (approbation des statuts des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3717)

Ses adts n° 1176 et 1177 : adoptés (p. 3717)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 3717)

Son adt n° 1178 : adopté (p. 3718)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 829 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Martial Saddier (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 1053 de M. Michel Bouvard (commissionnement des garde-pêche particuliers) (p. 3718)

Son adt n° 1242 rectifié (commissionnement des garde-pêche particuliers) : adopté (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 887 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3719)

Intervient sur l'adt n° 936 de M. Martial Saddier (extension des compétences des gardes-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3719)

Article 44 (Comité national de la pêche professionnelle en eau douce)

Son intervention (p. 3719)

Article 45 (conditions d'exercice du droit de pêche)

Son intervention (p. 3719)

Son adt n° 1179 : adopté (p. 3719)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son intervention (p. 3719)

Son adt n° 1180 : adopté (p. 3720)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 329 de M. Martial Saddier (majoration de l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) (p. 3720)

Intervient sur l'adt n° 1092 de M. Jean Launay (majoration de l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) (p. 3720)

Intervient sur l'adt n° 22 rectifié du Gouvernement (pêche et exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 3721)

Intervient sur l'adt n° 29 rectifié du Gouvernement (confiscation de bateau en cas d'infraction) (p. 3721)

Article 47 (coordination d'articles codifiés)

Son intervention (p. 3721)

Ses adts n° 1181 et 1182 : adoptés (p. 3721)

Article 49 (abrogation de certains articles)

Son intervention (p. 3722)

Ses adts n° 1183 à 1185 : adoptés (p. 3722)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 3722)

Son adt n° 1186 : adopté (p. 3722)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3727 et s.)

Ses adts n° 1114 rectifié à 1116 : adoptés (p. 3728, 3730)

Son adt n° 1270 (p. 3731)

Ses adts n° 1117, 1119, 1120, 1137 à 1143 : adoptés (p. 3731 et s., 3737 et s.)

Ses adts n° 1145 à 1147, 1149 à 1157 : adoptés (p. 3740 et s.)

Article 48 précédemment réservé (encadrement de l'évolution des redevances de l'eau)

Son intervention (p. 3746)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Son intervention (p. 3790)

Jacques FLOCH

Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [23 novembre 2005] (p. 7411)

DÉBATS

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6791) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6792)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6791)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6791)

Police : police de proximité (p. 6791)

Politique sociale : Français issus de l'immigration (p. 6791)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7432)

Son intervention (p. 7437)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 7438)

Droit pénal : garde à vue (p. 7437)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7437)

Justice : frais de justice : écoutes téléphoniques (p. 7438)

Justice : infiltration (p. 7438)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 7432, 7437)

Ordre public : vidéosurveillance : financement (p. 7438)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7437)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Noël Mamère (contrôle de la CNIL sur les dispositifs prévus par cette loi) (p. 7479)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Son adt n° 86 rectifié : adopté (p. 7482)

Ses adts n° 84 et 85 (p. 7481 et s.)

Avant l'article 1er

Son adt n° 82 précédemment réservé (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7484) : retiré ; repris par M. Michel Vaxès

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Son adt n° 87 : adopté après rectification (p. 7491)

Son adt n° 88 : adopté (p. 7492)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses interventions (p. 7497 et s.)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Son intervention (p. 7499)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Ses interventions (p. 7517 et s.)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Ses interventions (p. 7523 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Jean-Paul Garraud (inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées) (p. 7525)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Julien Dray (identification des policiers et gendarmes ayant consulté des fichiers informatisés) (p. 7526)

Article 9 (criminalisation de l'association de malfaiteurs à but terroriste)

Son intervention (p. 7527)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 37 rectifié de la commission (identification par leur seul numéro d'immatriculation administrative des officiers et agents de police judiciaire chargés de la lutte contre le terrorisme lors de leurs investigations ou dépositions) (p. 7528)

Article 10 (centralisation de l'application des peines en matière terroriste)

Son intervention (p. 7530)

Après l'article 10

Son ss-adt n° 132, troisième rectification (modalités des entretiens avec un avocat) à l'adt n° 38 de la commission (prolongation sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en matière terroriste) (p. 7532) : adopté (p. 7534)

Son adt n° 103 (prolongation de la garde à vue par le juge des libertés et de la détention uniquement et intervention de l'avocat au bout de quatre jours) (p. 7532) : devenu sans objet (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Gérard Léonard (adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires) (p. 7535)

Article 11 (extension des possibilités de déchéance de la nationalité)

Son intervention (p. 7535)

Article 15 (application de la loi dans le temps)

Son intervention (p. 7541)

Titre

Son adt n° 107 : rejeté (p. 7542)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Ses explications de vote (p. 7641)

Abstention du groupe socialiste (p. 7641)

Jean-Claude FLORY

*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3381)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3382)

Chasse et pêche : pêche (p. 3383)

Eau : agences (p. 3382)

Eau : assainissement : stations touristiques (p. 3382)

Eau : assainissement : zones rurales (p. 3382)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3381)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3382)

Philippe FOLLIOT

Tarn (3^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome X : Sécurité (gendarmerie nationale) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Parcs d'attractions. Cap découverte, Carmaux, situation financière [12 octobre 2005] (p. 5155)

Chômage : indemnisation. UNEDIC. Négociations [21 décembre 2005] (p. 8575)

Energie et carburants. Politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 106)

TVA. Politiques communautaires. Taux, bâtiment et hôtellerie [25 janvier 2006] (p. 336)

Gendarmerie. Gendarmes. Morts en service, enquêtes [28 février 2006] (p. 1240)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1345, posée le 20 décembre 2005. Mines et carrières. Mines (J.O. Questions p. 11646). Appelée le 20 décembre 2005. Mine de spathfluor, fermeture, Tarn (p. 8483)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 6858)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6876)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6366)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : réserves (p. 6366)

Gendarmerie (p. 6366)

Ordre public : terrorisme (p. 6366)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)*Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6384)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6136)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : logement (p. 6137)

Gendarmerie : modernisation (p. 6137)

Gendarmerie : crédits (p. 6136)

Gendarmerie : équipements (p. 6137)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6137)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)*Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6185)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6202)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6204)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6204)

Sécurité routière (p. 6204)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6203)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 6203)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 6202)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 6204)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6227)*Après l'article 90*

Intervient sur l'adt n° 61 de la commission (rapport au Parlement relatif à la création d'un regroupement des crédits de la gendarmerie du transport aérien au sein de la "mission" transports) (p. 6231)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7564)

Thèmes :

Défense : réserves (p. 7564)

Gendarmerie : réservistes (p. 7564)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)*Après l'article 19*

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de la commission (attribution du statut d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie) (p. 7581)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7582)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Son intervention (p. 2463)

Thèmes :

Défense : réserves (p. 2463)

Gendarmerie : réservistes (p. 2463)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)*Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)*

Son intervention (p. 327)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)*Après l'article 5 nonies*

Son adt n° 219 (location-attribution par les organismes de HLM) (p. 3888) : adopté (p. 3890)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Son intervention (p. 2497)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : tourisme et loisirs (p. 2498)

Politique économique : tourisme et loisirs (p. 2497)

Tourisme et loisirs : codification (p. 2497)

Tourisme et loisirs : chambres d'hôtes (p. 2498)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : chèques vacances (p. 2498)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4388)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4388)

Gendarmerie (p. 4389)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4572)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 4572)

Langue française : francophonie (p. 4572)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4572)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 4572, 4573)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4572, 4573)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4572, 4573)

Politique économique : investissement (p. 4572)

Union européenne (p. 4572, 4573)

Union européenne : élargissement (p. 4573)

Union européenne : Parlement européen (p. 4572, 4573)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4573)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4586)

Thèmes :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 4587)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4586, 4587)

Agroalimentaire : viticulture : Afrique du Sud (p. 4586)
 Agroalimentaire : viticulture : Argentine (p. 4586)
 Agroalimentaire : viticulture : Australie (p. 4586)
 Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4586)
 Boissons et alcools : vin (p. 4586, 4587)
 Sécurité routière : alcoolémie (p. 4586)
 Union européenne : Commission : viticulture (p. 4586, 4587)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)
 Son intervention (p. 4593)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1293, posée le 18 octobre 2005. Énergie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. Tarifs, entreprises (p. 5348)

DÉBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4998)

Jean-Michel FOURGOUS

*Yvelines (11^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme pour la recherche (n° 2784 rectifié) [24 janvier 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 24 : Recherche et enseignement supérieur (recherche) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 1, 2, 3, 4, 5, 15 et 21 ter du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, de programme pour la recherche (n° 2784) [1^{er} février 2006] (n° 2837)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5521)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5522)

Politique économique : capitalisme (p. 5522 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 32 rectifié de M. Olivier Dassault (achat de parts de SELAFA – sociétés d'exercice libéral à forme anonyme – ou de SARL : déductibilité des intérêts d'emprunt) (p. 5551)

Son ad t n° 116 (entreprises nouvelles au capital compris entre 200 000 € et 2 000 000 € - souscriptions en numéraire d'au moins 50 000 € : réduction d'impôt de 50 %) (p. 5556) : retiré (p. 5557)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son ad t n° 392 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5661)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7073)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7120)

Thèmes :

Recherche : emploi (p. 7120)

Recherche : organismes (p. 7120)

Recherche : chercheurs (p. 7120)

Recherche : crédits (p. 7120)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) ; [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 18

Son ad t n° 70 (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire : affectation d'une partie de la taxe sur les installations nucléaires de base) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8090)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1259)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : fonds commun de placement (FCP) : innovation (p. 1260)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1260)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 1260)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1259)

Recherche : innovation (p. 1260)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Son intervention (p. 1405)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son intervention (p. 1428)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission des finances (ratification d'un accord sur les brevets européens) (p. 1442)

Article 12 (modification de l'intitulé d'une section du code du travail)

Son adt n° 220 : adopté (p. 1463)

Article 13 (application aux futurs dirigeants de jeunes entreprises innovantes (JEI) des dispositions du code du travail applicables aux bénéficiaires du congé ou d'une période de travail à temps partiel pour création ou reprise d'entreprise)

Son adt n° 221 : adopté (p. 1463)

Article 14 (encadrement du congé pour l'exercice de responsabilités de direction au sein d'une entreprise répondant aux critères de jeune entreprise innovante - JEI)

Son adt n° 222 : adopté (p. 1464)

Après l'article 14

Son adt n° 13, troisième rectification (condition d'emploi des enseignants non permanents des établissements d'enseignement supérieur privé) : adopté (p. 1464)

Son adt n° 382 (détachements interentreprises dans les pôles de compétitivité) (p. 1464) : retiré (p. 1465)

Après l'article 15

Son adt n° 16 (jeunes entreprises innovantes : assouplissement du régime des exonérations fiscales liées à un investissement en recherche et développement) : rejeté (p. 1465)

Son adt n° 12 rectifié (investissement dans les entreprises innovantes : déduction du revenu imposable) (p. 1465) : rejeté (p. 1466)

Son adt n° 224 (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : doublement des plafonds) (p. 1466) : rejeté (p. 1467)

Son adt n° 15 (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : extension à l'investissement sous forme d'assurance-vie) (p. 1467) : rejeté (p. 1468)

Son adt n° 14 (réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) : retiré (p. 1468)

Son adt n° 17 (obligation pour les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) d'investir 6 % de leurs actifs en amorçage ; modification des plafonds fiscaux) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 1469)

Intervient sur le sous-adt n° 393 du Gouvernement (suppression de la modification des plafonds fiscaux) à son adt n° 17 (p. 1469)

Son adt n° 379 (fonds communs de placement dans l'innovation : incitation à l'allongement de la durée d'investissement) (p. 1469) : retiré (p. 1470)

Après l'article 16

Son adt n° 18 (obligation pour les sociétés à conseil d'administration de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) : adopté (p. 1470)

Son adt n° 19 (obligation pour les sociétés à directoire et conseil de surveillance de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) : adopté (p. 1470)

Son adt n° 225 (obligation pour les sociétés cotées de faire mention dans leur rapport annuel sur la gestion du groupe de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1470) : adopté (p. 1471)

Son adt n° 20 (obligation pour les établissements de crédit de publier chaque année le montant des encours des crédits

octroyés aux entreprises créées dans l'année) : adopté (p. 1471)

Son adt n° 227 (obligation pour les établissements de crédit de publier chaque année le montant des encours des crédits octroyés aux entreprises créées dans l'année, aux entreprises créées depuis moins de 3 ans et aux PME) : adopté (p. 1471)

Son adt n° 226 (obligation pour l'État, les collectivités publiques et les établissements publics dont ils ont la tutelle de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) : adopté (p. 1473)

Article 21 ter (promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la recherche)

Son intervention (p. 1477)

Michel FRANÇAIX

Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Presse et livres, France Soir. Emploi et activité [10 mai 2006] (p. 3243)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7102)

Thèmes :

Arts et spectacles : danse (p. 7102)

Culture : création (p. 7102)

Culture : politique culturelle (p. 7102)

Presse et livres : édition (p. 7102)

Marc FRANCINA

Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [20 décembre 2005] (p. 8508)

Arlette FRANCO

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les changements démographiques et la nouvelle solidarité entre les générations (COM (2005) 94 final/ n° E 2848) [22 février 2006] (n° 2887)

Proposition de loi n° 3324 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de restaurateur [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme [25 janvier 2006] (p. 343)

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [7 mars 2006] (p. 1565)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1529, posée le 28 mars 2006. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés (J.O. Questions p. 3191). Appelée le 28 mars 2006. Assujettissement, réforme, conséquences (p. 2237)

n° 1564, posée le 4 avril 2006. Eau. Traitement (J.O. Questions p. 3487). Appelée le 4 avril 2006. Plomb, appareil de filtration, commercialisation (p. 2409)

n° 1630, posée le 30 mai 2006. Culture. Centre européen de recherches préhistoriques (J.O. Questions p. 5567). Appelée le 30 mai 2006. Etablissement public de coopération culturelle (EPCC), création (p. 3767)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SECURITE SANITAIRE****Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)**

Article 87 (taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé - AFSSAPS)

Son adt n° 178 (abaissement du plafond de la taxe additionnelle perçue au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) : adopté (p. 7807)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Secrétaire de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2858 relative au développement du don d'organes [8 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [6 décembre 2005] (p. 7921)

Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1803)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Autorité palestinienne, aides de l'Union européenne, suspension [3 mai 2006] (p. 2856)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1320, posée le 6 décembre 2005. Sang et organes humains. Dons (J.O. Questions p. 11120). Appelée le 6 décembre 2005. Moelle osseuse, développement (p. 7899)

n° 1612, posée le 9 mai 2006. Services. Sécurité (J.O. Questions p. 4790). Appelée le 9 mai 2006. Agents, exercice de la profession, réglementation (p. 3159)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)**

Article 2 (définition de la réitération)

Son intervention (p. 5203)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5210)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)**

Son intervention (p. 5859)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5860)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5859)

Entreprises : allègement des charges (p. 5859)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5859)

Sécurité sociale : solidarité (p. 5860)

Sécurité sociale : déficit (p. 5859)

Sécurité sociale : financement (p. 5859, 5860)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)

Son adt n° 145 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5933)

Après l'article 10

Son adt n° 148 (cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers) (p. 5934) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5935)

Son adt n° 147 (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5936)

Son adt n° 146 (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5937)

Après l'article 12

Son adt n° 150 (abrogation des dispositions législatives supprimant le lien entre les allègements de cotisations accordés aux entreprises et les créations d'emploi) (p. 5939) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5940)

Après l'article 13

Son adt n° 142 rectifié (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5956) : rejeté (p. 5957)

Après l'article 14

Répond aux intervention du Gouvernement souligne l'importance et la dimension humaine de la lutte contre le tabagisme, réclame l'extension des dispositifs de sevrage (p. 5960)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son adt n° 152 (p. 5970)

Son intervention (p. 5975)

Après l'article 15

Son adt n° 151 (industrie pharmaceutique ; incitation à consacrer un tiers au moins du chiffre d'affaires à la recherche ; taxation supplémentaire en cas de manquement) (p. 5983) : rejeté (p. 5984)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Son adt n° 153 (p. 5987)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Ses adts n°s 154 et 155 (p. 6009, 6010)

Après l'article 28

Son adt n° 157 (médicaments innovants ; inscription sur la liste des produits remboursables) (p. 6012) : rejeté (p. 6013)

Son adt n° 158 (médicaments insuffisamment efficaces ; retrait de l'autorisation de mise sur le marché) : rejeté (p. 6013)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6025)

Son adt n° 134 (p. 6030)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6037)

Son adt n° 135 (p. 6039)

Article 35 (modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle)

Son adt n° 138 (p. 6048)

Article 36 (financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie)

Son intervention (p. 6049)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)

Son intervention (p. 6052)

Son adt n° 140 : SCRUTIN PUBLIC (p. 6052)

Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)

Son intervention (p. 6095)

Article 49 (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6098)

Article 50 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6100)

Article 52 (adaptation du complément de libre choix d'activité)

Son intervention (p. 6102)

Article 53 (allocation journalière de présence parentale)

Son intervention (p. 6105)

Article 54 (maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009)

Son adt n° 144 (p. 6107)

Article 55 (financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille)

Son intervention (p. 6109)

Article 57 (contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales)

Son intervention (p. 6110)

Son adt n° 143 (p. 6111)

Explications de vote et vote [2 novembre 2005] (p. 6129)

Ses explications de vote (p. 6132)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6132)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6801)

Son intervention (p. 6801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : contrôle sanitaire (p. 6802)

Santé : agences sanitaires (p. 6802)

Santé : prévention (p. 6801)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6801)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Après l'article 86

Intervient sur l'adt n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6806)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6802)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Son intervention (p. 6839)

Thèmes :

Santé : agences sanitaires (p. 6839)

Santé : prévention (p. 6839)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6839)

Travail : médecine du travail : formation professionnelle (p. 6839)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-adt n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (caractère licite de la copie privée) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2014)

Intervient sur le sous-adt n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (à leurs frais) à l'adt n° 260 du Gouvernement (envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation aux dangers du piratage pour la création artistique) (p. 2029)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 258)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)*Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)*

Son intervention (p. 2664)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)*Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)*

Son intervention (p. 2951)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses interventions (p. 3003 et s.)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son intervention (p. 3024)

Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)

Son intervention (p. 3121)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Son intervention (p. 3123)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Ses interventions (p. 3126 et s.)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4117)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4117)

Professions de santé : infirmiers (p. 4117, 4118)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4117)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4117)

Professions de santé : infirmiers : recrutement (p. 4118)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4117, 4118)

Ses explications de vote (p. 4141)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4142)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007**[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)**

Son intervention (p. 4488)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4488)

Pharmacie et médicaments (p. 4488)

Professions de santé : médecins (p. 4488)

Santé : dépenses : remboursement (p. 4488)

Sécurité sociale : déficit (p. 4488)

Sécurité sociale : financement (p. 4489)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)*Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition)*

Ses interventions (p. 4643 et s.)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Son intervention (p. 4649)

Article 14 (possibilité de service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise)

Son intervention (p. 4652)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)*Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)*

Son intervention (p. 5251)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5413 et s.)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)

Ses interventions (p. 5464 et s.)

Article 9 [séance du 22 septembre 2006] (abrogation de dispositions obsolètes relatives au Fonds de péréquation du gaz)

Son intervention (p. 5466)

Pierre FROGIER*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6997)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 6997)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : Nouvelle-Calédonie (p. 6998)

Yves FROMION*Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de la défense [J.O. du 24 décembre 2005]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Défense (environnement et prospective de la politique de défense) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Militaires français, comportement, enquête [2 novembre 2005] (p. 6124)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6339)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 6339)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 6339)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : crédits budgétaires (p. 6340)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6339 et s.)

Union européenne : Agence européenne de défense (AED) (p. 6339)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)*Article 5 (limites d'âge des réservistes)*

Son adt n° 1 : adopté (p. 7575)

Article 15 (journée nationale du réserviste)

Son intervention (p. 7580)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7582)

G

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [31 janvier 2006] (p. 528)

Emploi. Contrats nouvelle embauche [14 mars 2006] (p. 1806)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Thèmes :

Environnement : crédits (p. 6577)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : outre-mer (p. 6578)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Son intervention (p. 8093)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3343)

Son intervention (p. 3360)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3361)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3361)

Eau : agences (p. 3361)

Eau : assainissement (p. 3361)

Eau : comités de bassin : outre-mer (p. 3360)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3343)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3361)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3361)

Eau : pollution : recherche (p. 3344)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3344, 3360)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3360)

Politique économique : prix : eau (p. 3361)

Politique extérieure : coopération : eau (p. 3344)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 579 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3562)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3590)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3688 et s.)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Ses interventions (p. 3703 et s.)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son ad t n° 1090 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3730)

Son ad t n° 1089 : adopté (p. 3739)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3793)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3794)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4837)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4838)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4838)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4838)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4838)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4837)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4838)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4838)

Marchés financiers : offres publiques d'échange (OPE) : GDF/SUEZ (p. 4838)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5206)

Intervient sur le sous-ad t n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5206)

Intervient sur le sous-ad t n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5206)

Geneviève GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1340, posée le 20 décembre 2005. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 11645). Appelée le 20 décembre 2005. Etablissements d'accueil, effectifs de personnel (p. 8496)

n° 1493, posée le 21 mars 2006. Audiovisuel et communication. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2877)

n° 1523, posée le 28 mars 2006. Audiovisuel et communication. France 3 (J.O. Questions p. 3190). Suppléée par M. Bruno Le Roux. Appelée le 28 mars 2006. Programmes régionaux, maintien (p. 2240)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4843)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4871)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4844)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4842)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4844)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4844)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 863 rectifié de M. Francis Delattre (interdiction, à compter du 1er janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5085)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Jean Gaubert (évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants par l'ADEME, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'Agence française de sécurité environnementale) (p. 5092)

Avant l'article 24

Son adt n° 968 (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) : rejeté (p. 5306)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6856)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6494)

Son intervention (p. 6495)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6495)

Environnement : crédits (p. 6495)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6499)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 48 deuxième rectification de M. Yves Jégo (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6502)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6504)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Thème :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6578)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6801)

Ses explications de vote sur explications de vote : Mme Jacqueline Fraysse (p. 6803 et s.)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : contrôle sanitaire (p. 6804)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6803)

Santé : prévention (p. 6803)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6803)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Après l'article 86

Intervient sur l'adt n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6806)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6804)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Ses interventions (p. 6838)

Thèmes :

Animaux : contrôle sanitaire (p. 6838)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6838)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6838)

Santé : agences sanitaires (p. 6838)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6838)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Reprend l'adt n° 491 rectifié de Mme Christine Boutin (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 391) : rejeté (p. 391)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accès sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 400)

Après l'article 23

Son adt n° 417 (obligation de haute qualité environnementale pour les opérations de construction et de réhabilitation) : rejeté (p. 481)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1785)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1785)
 Politiques communautaires : Europe sociale : travailleurs indépendants (p. 1786)
 Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 1786)
 Politiques communautaires : services publics (p. 1785)
 Services : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1786)
 Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 1786)
 Union européenne : Cour de justice (p. 1786)
 Ses explications de vote (p. 1794)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 1794)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4921 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5494 et s.)

Cécile GALLEZ

Nord (21^{ème} circonscription)

Appartenance au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Rapporteuse du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (n° 3062) [6 juin 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) tome IV : assurance vieillesse ; tome V : tableau comparatif et adts non adoptés par la commission avec M. Jean-Pierre Door, M. Jacques Domergue et Mme Marie-Françoise Clergeau [19 octobre 2005] (n° 2609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [27 juin 2006] (n° 3193)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (n° 3062) [28 juin 2006] (n° 3238)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'examen. Ostéodensitométrie [25 octobre 2005] (p. 5806)

Télécommunications. Internet. Enfants, protection [9 mai 2006] (p. 3175)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1504, posée le 21 mars 2006. Politique économique. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2879)

n° 1577, posée le 2 mai 2006. Industrie. Politique industrielle (J.O. Questions p. 4558). Appelée le 2 mai 2006. Pôles de compétitivité, financement, Valenciennois (p. 2764)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5824)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5826)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 5825)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 5826)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5825)
 Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 5825)
 Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5824 et s.)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6040)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)

Ses interventions (p. 6043 et s.)

Après l'article 32

Son adt n° 240 rectifié (logements foyers ; modalités de tarification ; octroi de l'APA en établissement aux occupants) : retiré

Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)

Son intervention (p. 6086)

Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)

Ses interventions (p. 6095 et s.)

René GALY-DEJEAN

Paris (13^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Daniel GARD

Aisne (5^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Jean-Paul GARRAUD

*Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Vice-président de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la justice [J.O. du 24 février 2006] (p. 2920)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 837 portant création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse

Proposition de loi n° 2658 anti-émeute [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2783 visant à la déchéance de la nationalité française [22 décembre 2005]

Proposition de résolution n° 3250 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer les compétences, le financement et les résultats de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie [5 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad^t n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5251)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5260)

Après l'article 8

Son ad^t n° 33 (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5262) : retiré (p. 5264)

Article 14 (extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infraction)

Ses ss-ad^{ts} n°s 31 et 32 à l'ad^t n° 5 du Gouvernement : adoptés (p. 5266)

Avant l'article 15 bis

Son ad^t n° 34 rectifié (aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) : adopté (p. 5272)

Intervient sur l'ad^t n° 50 de M. Thierry Mariani (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5273)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6606)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : frais de justice (p. 6607)

Justice : greffiers : primes (p. 6607)

Justice : juges de proximité (p. 6607)

Justice : justice administrative : lois de finances (p. 6606)

Justice : magistrats : protection (p. 6608)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 6607)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Après l'article 8

Son ad^t n° 50 (inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées) : adopté (p. 7525)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son ad^t n° 5 rectifié (p. 8634)

Daniel GARRIGUE

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2550 sur la modernisation du cadre réglementaire des produits chimiques dans l'Union européenne, dit système Reach COM (2003) 644 final / E 2433 [4 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la modernisation du cadre réglementaire des produits chimiques dans l'Union européenne, dit système Reach COM (2003) 644 final / E 2433 [4 octobre 2005] (n° 2549)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 15 : Engagements financiers de l'Etat : Provisions (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2885 sur le 7^{ème} programme-cadre de recherche et de développement des Communautés européennes (PCRD (n°s E 2869, E 2881, E 2995 à E 3000, E 3057, E 3063, E 3083) [22 février 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le 7^{ème} programme-cadre de recherche et de développement des Communautés européennes (PCRD (n°s E 2869, E 2881, E 2995 à E 3000, E 3057, E 3063, E 3083) [22 février 2006] (n° 2886)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avenir du brevet en Europe [17 mai 2006] (n° 3093)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Conseil. Conclusions, mise en œuvre [20 juin 2006] (p. 4344)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1334, posée le 6 décembre 2005. Retraites : généralités. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 11122). Appelée le 6 décembre 2005. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application (p. 7913)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4842)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 4842)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4842)

Retraites : régime agricole (p. 4842)

Sécurité sociale : protection sociale : exploitants (p. 4842)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4879)

Après l'article 7

Son adt n° 1093 rectifié (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014) : retiré (p. 5015)

Après l'article 25

Son adt n° 1084 (allégation d'un trouble de voisinage entraîné par une exploitation agricole préexistante) : rejeté (p. 5313)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5058)

Thème :

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5058)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5510)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5510 et s.)

État : réforme (p. 5511)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : politique économique (p. 5511)

Retraites : régime agricole (p. 5511)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 20 (suite)

Son adt n° 445 précédemment réservé (impôt de bourse : assujettissement des seules obligations indexées sur les résultats de l'émetteur) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5749)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 7027)

Pays étrangers : Irak (p. 7027)

Pays étrangers : Liban (p. 7027)

Pays étrangers : Palestine (p. 7027)

Relations internationales (p. 7027)

Union européenne : construction européenne (p. 7027)

Union européenne : élargissement (p. 7027)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7047)

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6869)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6585)

Thème :

Environnement : Natura 2000 (p. 6585)

FINANCES PUBLIQUES

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : charges communes : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7179)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7180)

Finances publiques : dette publique (p. 7180)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7179)

Finances publiques : dette publique : privatisations (p. 7179)

Finances publiques : dette publique : recettes (p. 7179)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 7180)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7186)

Crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" et état B

Intervient sur l'ad n° 666 du Gouvernement (charge de la dette : réduction de 200 millions d'euros) (p. 7187)

OUTRE-MER

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 7011 et s.)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Politique économique : pôles de compétitivité : Dordogne (p. 6515)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6942)

Ses adts n°s 229 et 228 (p. 6946, 7187)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7197)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 33 (friches commerciales : taxe additionnelle à la taxe foncière) : retiré (p. 7383)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7682)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1296)

Thèmes :

Recherche : Union européenne (p. 1297)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1296)
Recherche : chercheurs (p. 1297)
Recherche : innovation (p. 1297)
Recherche : recherche technologique (p. 1297)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son intervention (p. 1343)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son intervention (p. 1355)
Ses adts n°s 41 et 40 (p. 1356)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1377)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (recherche médicale et santé publique : mise en place d'une délégation interministérielle) (p. 1400)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son intervention (p. 1435)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AÉRES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE-)

Son intervention (p. 1442)

Avant l'article 20

Son ss-adt n° 391 (de précision) à l'adt n° 179, deuxième rectification de M. Claude Birraux (titre de docteur) (p. 1475) : adopté (p. 1476)

Son ss-adt n° 390 (de précision) à l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1475) : adopté (p. 1477)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1787)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des personnes : droits sociaux (p. 1787)
Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 1787)
Politiques communautaires : services publics (p. 1787)
Services : création d'emplois (p. 1787)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2638)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2638)

Emploi : contrats aidés (p. 2638, 2639)

Emploi : jeunes (p. 2638)

Travail : précarité (p. 2639)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du chimiquier Ece, conséquences [1^{er} février 2006] (p. 600)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 36

Son adt n° 144 (gaz naturel utilisé pour la production d'électricité : exonération de taxe intérieure sur la consommation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8139)

Son adt n° 145 (cogénération – exonération des taxes intérieures sur la consommation : prorogation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8139)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST)

Son adt n° 188 (p. 1462)

Son adt n° 189 : adopté (p. 1462)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2275)

Son intervention (p. 2290)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2269, 2290)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2291)

Energie et carburants : énergie nucléaire : santé publique (p. 2291)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2273, 2290)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2276, 2291)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2269)

Energie et carburants : substances radioactives : transport (p. 2275)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : sécurité nucléaire (p. 2275, 2290)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 3 A (rôle de l'Etat en matière d'information du public dans le secteur du nucléaire)

Son adt n° 323 (p. 2341)

Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)

Son adt n° 321 (p. 2342)

Article 6 (commissions locales d'information)

Son adt n° 320 rectifié : adopté (p. 2352)

Son intervention (p. 2353)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT -)

Son ss-adt n° 338 à l'adt n° 298 de M. Alain Venot : adopté (p. 2356)

Article 12 (définition des installations nucléaires de base - INB - et régime juridique qui leur est applicable)

Son adt n° 319 (p. 2360)

Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)

Ses adts n°s 317, 318 et 316 (p. 2362 et s.)

Article 16 (attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2368)

Son adt n° 315 : adopté après modification (p. 2368)

Article 21 (recours contre les décisions prises en matière de sûreté)

Son adt n° 314 (p. 2370)

Article 23 (autorisation d'effectuer des prélèvements d'échantillons)

Son adt n° 313 rectifié (p. 2371)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2528)

Son intervention (p. 2538)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2538)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2538)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2539)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : pays étrangers (p. 2539)

Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 2539)

Déchets, pollutions et nuisances : gestion des éléments radioactifs : Plan (p. 2539)

Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2539)

Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2539)

Environnement : développement durable (p. 2539)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 2539)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2539)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Après l'article 1er

Son ss-adt n° 233 (échelonnement jusqu'en 2013) à l'adt n° 5 de la commission (programme de recherche et d'études s'échelonnant jusqu'en 2010 dont les objectifs sont classés en fonction de l'importance des volumes des déchets visés) : adopté (p. 2594)

Son ss-adt n° 75 (rédactionnel) à l'adt n° 5 de la commission : adopté (p. 2594)

Après l'article 4

Son ss-adt n° 72 rectifié (2030 au lieu de 2025) à l'adt n° 13 rectifié de la commission (obligation de conditionner avant 2025 les déchets de moyenne activité produits avant 2015) (p. 2605) : adopté après rectification (p. 2606)

Son ss-adt n° 76 (dans les 15 ans après la date de mise en service des centres de stockage en couche géologique profonde au lieu de 2025) à l'adt n° 13 rectifié de la commission (p. 2605) : retiré (p. 2606)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son adt n° 74 : adopté (p. 2607)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4253)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4254)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4254)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4254)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4254)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4254)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4254)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4254)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4254)

Energie et carburants : tarifs (p. 4254)

Entreprises : action spécifique (p. 4254)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4254)

Union européenne : politique énergétique (p. 4255)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 4843)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4844)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4843)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4843)

Energie et carburants : tarifs (p. 4844)

Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4844)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4844)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4843)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4844)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son adt n° 137612 (p. 5321) : adopté (p. 5322)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5497)

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 17 mai 2006] (p. 7275)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XI : Sécurité sanitaire (sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation) (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1620, posée le 30 mai 2006. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 5565). Appelée le 30 mai 2006. Ouverture du marché, conséquences (p. 3756)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge le débat mal organisé et s'indigne du fait que certains collègues de l'UMP disposeraient du texte de plusieurs des ordonnances prévues par le projet de loi [5 octobre 2005] (p. 4770)

Souhaite vérifier le règlement s'imposant au public assistant à la séance depuis les tribunes et demande une suspension de séance [6 octobre 2005] (p. 4893)

Aurait souhaité une réponse du Gouvernement à sa question lors de la discussion de l'amendement n° 322 rectifié [10 octobre 2005] (p. 5027)

Demande des précisions sur la manière dont l'Etat joue son rôle d'actionnaire minoritaire en prenant comme exemple l'entreprise SAFRAN, dont l'Etat possède 30,2 % du capital et qui s'apprêterait à se séparer d'usines appartenant précédemment à SAGEM, mettant ainsi en danger plusieurs centaines d'emplois [11 septembre 2006] (p. 4862)

Trouve choquant le montant de 1,7 milliards d'euros de bénéfices annoncé par GDF ; il met en parallèle ce montant avec les augmentations des tarifs pour les usagers ; il estime que le Conseil constitutionnel aura à se pencher sur les conditions de cette privatisation, compte tenu notamment du coût de l'échange des actions estimé à plus de 5 milliards d'euros, du partage de la dette de Suez et du démantèlement des centrales nucléaires belges ; il déclare que cette privatisation n'a pas d'autre objet que de sauver Suez [12 septembre 2006] (p. 4913)

Demande au rapporteur, pour éviter tout "quiproquo", d'assumer le fait que la fusion entre GDF et Suez figure dans l'exposé des motifs du projet de loi ; il ajoute que ni les députés de l'opposition, ni les analystes économiques et les journalistes ne sont "dupes" de la volonté de la majorité de "toilettter la mariée pour ses noces avec Suez" [15 septembre 2006] (p. 5183)

Demande au Président, qui lui a refusé la parole, d'accepter que "le débat dure un peu plus" en cas de besoin afin d'aller jusqu'au bout des arguments de chacun [21 septembre 2006] (p. 5407)

Déclare que l'arrêt Coname "fait froid dans le dos" car il ne voit pas comment l'Union européenne, qui est hostile aux monopoles, et "surtout aux monopoles publics", ne serait pas tentée de le faire appliquer en France [22 septembre 2006] (p. 5431)

Considère que les cycles de "concurrence vive" permettant une baisse des prix sont suivis de la constitution de monopoles privés qui font "payer très cher les cadeaux" consentis dans un premier temps ; il ajoute qu'au moment où la réglementation européenne oblige au "saucissonnage" des grands groupes, les "mastodontes" qui voient le jour aux États-Unis et en Russie pourraient mettre en danger l'indépendance énergétique de l'Europe et de la France, "au nom de la sacro-sainte ouverture des marchés" [22 septembre 2006] (p. 5433)

Juge que la question de l'emploi se pose dès lors que la fusion entraîne des doublons [25 septembre 2006] (p. 5502)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : rappelle que le Conseil Constitutionnel a déjà vérifié par le passé le respect du neuvième alinéa du préambule de la Constitution de 1946, selon lequel "un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité" [25 septembre 2006] (p. 5516)

"Enregistre avec satisfaction" que le Ministre ne présente plus comme certain le rapprochement entre GDF et Suez,

ce qui pourrait être de nature "à rabaisser l'ambition des actionnaires de Suez" ; il ajoute que cette attitude traduit "l'embaras" du Gouvernement [26 septembre 2006] (p. 5596)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4797)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 4860) : rejetée (p. 4872)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2005] (p. 4770)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4862)

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4797)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4864)

Agriculture : installation (p. 4797)

Agriculture : offices d'intervention (p. 4868)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4866)

Assurances : assurance dommages (p. 4869)

Baux : fermage (p. 4868, 4868)

Elevage (p. 4869)

Emploi (p. 4865)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4864)

Enseignement agricole (p. 4865, 4868)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4862)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4860 et s.)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4861)

Secteur public : services publics (p. 4863)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre Ier

Son adt n° 488 (missions de la politique agricole) : rejeté (p. 4876)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4885 et s.)

Son adt n° 490 (p. 4888) : SCRUTIN PUBLIC

Ses adts n°s 748, 749 rectifié et 750 (p. 4893)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2005] (p. 4893)

Son adt n° 747 (p. 4895)

Son adt n° 755 (p. 4895) : SCRUTIN PUBLIC

Ses adts n°s 752, 751, 753 et 754 (p. 4897)

Après l'article 1er

Son adt n° 489 rectifié (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4898) : rejeté (p. 4899)

Intervient sur l'adt n° 282 de la commission (conditions d'adhésion à un GAEC : simple apport en numéraire) (p. 4900)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4909 et s.)

Son adt n° 491 (p. 4909)

Son adt n° 765 (p. 4910) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4912)

Ses adts n°s 766 et 767 (p. 4915, 4922)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié de Mme Brigitte Barèges (droit de préemption des SAFER) (p. 4938)

Intervient sur l'adt n° 652 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adit n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adit n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Son adit n° 988 rectifié (mise à jour du code rural) : adopté (p. 4942)

Son adit n° 989 (mesure de codification : prêts bancaires à l'agriculture) : adopté (p. 4942)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 258 de la commission des finances (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adit n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adit n° 1106 rectifié de M. Philippe Feneuil (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adit n° 281 deuxième rectification de la commission (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adit n° 259 rectifié de la commission des finances (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adit n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Son adit n° 772 (incidence des opérations en cours d'aménagement foncier et de remembrement sur le niveau des droits à paiement unique) (p. 4950) : retiré (p. 4951)

Intervient sur l'adit n° 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adit n° 883 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adit n° 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adit n° 395 du Gouvernement (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adit n° 802 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Ses interventions (p. 4956, 4959)

Ses adits n°s 492 et 493 (p. 4956 et s.)

Après l'article 4

Son adit n° 774 précédemment réservé (exclusion des droits à paiement unique en cas de refus d'agrément par la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 4961) : rejeté (p. 4962)

Son intervention (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4973 et s.)

Ses adits n°s 499, 496 à 498 (p. 4976, 4986)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Intervient sur l'adit n° 1052 précédemment réservé de M. André Chassaingne (statut des SAFER) (p. 4990)

Intervient sur l'adit n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4992)

Intervient sur le sous-adit n° 1125 précédemment réservé de M. Jacques Bobe (de précision) à l'adit n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993)

Intervient sur le sous-adit n° 1126 précédemment réservé de M. François Guillaume (rédactionnel) à l'adit n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993)

Intervient sur l'adit n° 1039 précédemment réservé de M. Jean Auclair (surface minimale, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) (p. 4996)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Son intervention (p. 4999)

Avant l'article 7

Son adit n° 500 (rapport au Parlement relatif aux moyens propres à sécuriser et faciliter les conditions de contrôle de l'inspection du travail en agriculture) : retiré (p. 5009)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Son intervention (p. 5010)

Après l'article 7

Son adit n° 502 (salaire des aides familiaux et détermination de l'actif successoral) : rejeté (p. 5012)

Ses adits n°s 782, 781 et 784 (contrat d'intégration) : rejetés (p. 5013)

Son adit n° 783 (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives à la représentation collective des agriculteurs intégrés par une même entreprise) (p. 5015) : rejeté (p. 5016)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Ses adits n°s 511 à 513 (p. 5016 et s.)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Ses interventions (p. 5020 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)

Son adit n° 786 (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) : rejeté (p. 5027)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 octobre 2005] (p. 5027)

Article 10 (extension du dispositif des heures choisies aux salariés agricoles)

Son adit n° 514 (p. 5027)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 815 de Mme Odette Duriez (logement des salariés agricoles) (p. 5028)

Intervient sur l'adit n° 73 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)

Intervient sur l'adit n° 953 de M. Jean-Pierre Decool (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)

Intervient sur l'adit n° 318 de la commission (contrat emploi-formation agricole) (p. 5030)

Avant l'article 11

Son adit n° 515 (rapport au Parlement relatif aux possibilités d'évolution du Plan de développement rural national et d'une aide nationale à la collecte de lait pour l'ensemble des exploitations) : rejeté (p. 5032)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

- Son adt n° 516 (p. 5081)
- Après l'article 11*
 Son adt n° 519 (évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants par l'ADEME, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'Agence française de sécurité environnementale) : rejeté (p. 5092)
- Après l'article 13*
 Son adt n° 521 (fixation d'une condition d'exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de parts d'une société) : rejeté (p. 5113)
- Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)*
 Ses adts n°s 816, 817, 821 rectifié, 822 rectifié et 1082 rectifié (p. 5119, 5122, 5125)
 Son adt n° 819 : adopté (p. 5127)
- Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)*
 Son adt n° 522 (p. 5130)
- Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code du commerce)*
 Ses adts n°s 523 à 525 (p. 5140)
- Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)*
 Son adt n° 526 (p. 5145)
- Avant l'article 21*
 Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)
- Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)*
 Ses interventions (p. 5288 et s.)
 Reprend l'adt n° 349 rectifié de la commission (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 5289)
 Ses adts n°s 527, 528, 550, 530 et 531 (p. 5290, 5292 et s.)
 Son adt n° 529 : adopté (p. 5923)
- Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)*
 Ses interventions (p. 5294 et s.)
 Ses adts n°s 532 à 535 et 537 (p. 5295 et s.)
 Son adt n° 538 : adopté (p. 5296)
- Article 23 (signes de qualité)*
 Son adt n° 539 (p. 5303)
 Son ss-adt n° 1081 à l'adt n° 475 du Gouvernement (p. 5303)
 Ses interventions (p. 5301 et s.)
- Après l'article 23*
 Intervient sur l'adt n° 540 de M. Jean-Pierre Dufau (protection du foie gras) (p. 5304)
- Avant l'article 24*
 Son adt n° 824 (préservation des zones agricoles protégées) : rejeté (p. 5305)
 Intervient sur l'adt n° 968 de Mme Geneviève Gaillard (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)
 Son adt n° 546 (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5305) : rejeté (p. 5306)
 Son adt n° 809 (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5307) : rejeté (p. 5308)
- Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)*
 Son intervention (p. 5310)
- Après l'article 25*
 Intervient sur l'adt n° 549 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur l'utilisation d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313, 5314)
 Intervient sur l'adt n° 548 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur la dissémination d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 547 de M. Jean-Yves Le Déaut (registre national des disséminations d'OGM et informations des autorités locales sur ces disséminations) (p. 5313)
 Intervient sur l'adt n° 792 de M. Jean-Yves Le Déaut (caractère local de l'autorisation de dissémination d'OGM) (p. 5314)
- Article 27 (modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture)*
 Ses adts n°s 551 à 555 (p. 5317 et s.)
- Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)*
 Ses interventions (p. 5319 et s.)
 Son adt n° 556 (p. 5321)
- Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)*
 Ses interventions (p. 5324 et s.)
 Son adt n° 559 rectifié (p. 5325)
- Après l'article 29*
 Intervient sur l'adt n° 744 rectifié de M. Marc Le Fur (nouvelles modalités de contrôle administratif des installations classées) (p. 5326)
- Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)*
 Son adt n° 560 : adopté (p. 5327)
- Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)*
 Son adt n° 563 (p. 5333)
- Article 35 (délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification)*
 Son adt n° 564 (p. 5333)
- Titre*
 Son adt n° 981 (nouveau titre : "projet de loi de concentration agricole") : rejeté (p. 5334)
- Explications de vote et vote [18 octobre 2005] (p. 5378)**
 Ses explications de vote (p. 5381)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 5382)
- EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**
- Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)**
 Son intervention (p. 8660)
- Thèmes :*
 Agriculture : aides (p. 8662)
 Agriculture : offices d'intervention (p. 8661)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 8661)
 Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : droits à paiement unique (DPU) (p. 8661)
 Aménagement du territoire : territoires ruraux de développement prioritaire (p. 8660)
 Baux : baux ruraux (p. 8661)
 Déchets, pollutions et nuisances : sacs de caisse en plastique (p. 8661)
 Outre-mer : agriculture (p. 8661)
- Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 9
 Son adt n° 323 précédemment réservé (cessions de fonds agricoles : exonération des plus-values conditionnée à la poursuite effective de l'exploitation) (p. 5617) : retiré (p. 5618)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6817)

Agriculture : crédits (p. 6817)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 6817)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6818)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 6818)

Bois et forêts : filière bois (p. 6818)

Élevage : équidés (p. 6818)

Enseignement agricole : crédits (p. 6818)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6818)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : Languedoc-Roussillon (p. 6868)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6875 et s.)

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Article 86 (réforme du service public de l'équarrissage - SPE)

Son intervention (p. 6805)

Après l'article 86

Intervient sur l'ad n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6805 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6837)

Thèmes :

Animaux : contrôle sanitaire (p. 6838)

Consommation : sécurité des produits (p. 6837)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6837, 6845, 6846)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6837)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7342)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son adt n° 582 : adopté (p. 471)

Son adt n° 583 (p. 472)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 176 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 935)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2172)

Son intervention (p. 2175)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 2175)

Consommation : protection des consommateurs (p. 2175)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2176)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2175)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2176)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3356)

Thèmes :

Agriculture : pollution : élevage (p. 3357)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3357)

Déchets, pollutions et nuisances : algues : pollution (p. 3357)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3357)

Eau : assainissement : immobilier de loisirs (p. 3358)

Politique économique : prix : eau (p. 3358)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Son adt n° 943 (reconnaissance du caractère public de la gestion de la ressource en eau) (p. 3395) : rejeté (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean Launay (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 3399)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3399)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3403)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 434 de M. Jean Launay (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Intervient sur l'adt n° 976 rectifié de M. Didier Quentin (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son intervention (p. 3410)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Yves Cochet (suppression des autorisations accordées aux entreprises hydroélectriques sans enquête publique préalable) (p. 3510)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Ses interventions (p. 3511 et s.)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3562)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 876 de M. Alain Bocquet (modification de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales et application de cette surtaxe aux exportations) (p. 3566)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise

en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3595)

Article 25 (faculté pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)

Son intervention (p. 3599)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 3606)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son intervention (p. 3610)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 1263 rectifié de M. Patrick Ollier (création d'un nouveau titre relatif à la préservation du domaine public fluvial dans le titre II du projet de loi) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1258 rectifié de M. Patrick Ollier (définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1261 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 1260 de M. Patrick Ollier (majoration de l'indemnité d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de la commission des finances (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 665 rectifié de M. Michel Bouvard (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4242)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4243)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4242)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4242)

Energie et carburants : tarifs (p. 4243)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4242)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4833)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4862)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4834)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4834)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4834)

Energie et carburants : tarifs (p. 4833)

Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4835)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4834)

Marchés financiers : offres publiques d'échange (OPE) : GDF/SUEZ (p. 4835)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4833)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4867 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 septembre 2006] (p. 4913)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5124 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 septembre 2006] (p. 5183)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Son intervention (p. 5187)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 5197)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5208)

Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5208)

Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5208)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5280)

Ses interventions (p. 5280 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5299 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5323 et s.)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Ses interventions (p. 5345 et s.)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5388 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5407) ; [22 septembre 2006] (p. 5431, 5433)

Après l'article 6

Ses interventions (p. 5445 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5492 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5502) ; [26 septembre 2006] (p. 5596)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5515)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5648 et s.)

Jean de GAULLE

Paris (8^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

DÉPÔT

Rapport déposé en application de l'article 16 du règlement par la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [24 novembre 2005] (n° 2707)

Jean-Jacques GAULTIER

*Vosges (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2776 visant à rendre éligible de façon définitive tout élu corrompu ou ayant manqué à son devoir de probité [22 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. PME et PMI [10 mai 2006] (p. 3242)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1354, posée le 20 décembre 2005. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Construction, Vosges (p. 8492)

n° 1555, posée le 4 avril 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques (J.O. Questions p. 3486). Appelée le 4 avril 2006. Centre hospitalier Ravenel, fonctionnement, financement, Mirecourt (p. 2407)

n° 1651, posée le 6 juin 2006. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 5727). Appelée le 6 juin 2006. Organisation, Vosges (p. 3966)

n° 1704, posée le 27 juin 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6665). Appelée le 27 juin 2006. Restructuration, financement, Lamarche (p. 4528)

Nathalie GAUTIER

*Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

Décédé le 1^{er} septembre 2006 [J.O. du 2 septembre 2006] (p. 13112)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [22 novembre 2005] (p. 7324)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Vice-présidente de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : prestations. Frais chirurgicaux. Franchise de 18 euros [25 octobre 2005] (p. 5803)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1473, posée le 7 mars 2006. Etablissements de santé. Etablissements privés à but non lucratif (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Polyclinique d'Hénin-Beaumont, fonctionnement, financement (p. 1546)

n° 1666, posée le 20 juin 2006. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 6301). Appelée le 20 juin 2006. Radiologie, échographies, nomenclature des actes (p. 4314)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5862)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5863)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5862)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5863)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5862, 5863)

Professions de santé : médecins (p. 5862)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SECURITE SANITAIRE**

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Thème :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6845)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8187) : rejetée (p. 8190)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8189)

Femmes : égalité professionnelle (p. 8187 et s.)

Travail : congé de maternité (p. 8187)

Travail : égalité professionnelle (p. 8187)

Travail : négociations (p. 8188)

Travail : salaires (p. 8187 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 8189)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 1er (prise en compte de l'incidence du congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son adt n° 56 (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son intervention (p. 8198)

Article 3 (négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses adts n°s 57 et 54 : adoptés (p. 8198, 8199)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses adts n°s 58 et 59 : adoptés (p. 8201)

Son adt n° 60 (p. 8202)

Son adt n° 55 : adopté (p. 8202)

Son adt n° 61 (p. 8203)

Après l'article 4

Son adt n° 51 (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire d'au moins 25 %) : rejeté (p. 8205)

Son adt n° 47 (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire de 25 % à 50 %) (p. 8205) : rejeté (p. 8206)

Son adt n° 48 (droit du salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou une modification des horaires du travail) : rejeté (p. 8206)

Son adt n° 49 (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance) : rejeté (p. 8206)

Son adt n° 64 (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance : dérogations soumises à accords de branche) : rejeté (p. 8207)

Son adt n° 52 (salariés à temps partiel : accès prioritaire aux heures supplémentaires) : rejeté (p. 8207)

Son adt n° 50 (limitation de l'amplitude horaire du travail à temps partiel dans une journée) : rejeté (p. 8207)

Son adt n° 46 (sanctions financières des employeurs coupables d'abus d'utilisation du travail à temps partiel) (p. 8207) : rejeté (p. 8208)

Après l'article 7

Son adt n° 62 (définition élargie du harcèlement sexuel) (p. 8210) : rejeté (p. 8211)

Article 12 ter A (prolongation du congé parental jusqu'à la rentrée scolaire)

Son adt n° 53 (de suppression) : adopté (p. 8213)

Article 15 (formation professionnelle et apprentissage)

Son adt n° 63 (p. 8215)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)

Son intervention (p. 1192)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1193)

Politique sociale : pauvreté (p. 1193)

Travail : contrats de travail (p. 1193)

Travail : droit du travail (p. 1193)

Travail : précarité (p. 1193)

Travail : travail à temps partiel (p. 1193)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1194)

Son intervention (p. 1195)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1193)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Son intervention (p. 427)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales : organisation (p. 427, 428)

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 427)

Professions de santé : infirmiers : établissements de santé (p. 427, 428)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 427)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 427, 428)

Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 428)

Ses explications de vote (p. 431)

Vote contre du groupe socialiste (p. 431)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Gaëtan Gorce (autorisation de travail de nuit des apprentis de moins de dix-huit ans : abrogation) (p. 2651)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4115)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4115)

Professions de santé : infirmiers (p. 4115, 4116)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4115, 4116)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4116)

Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 4116)

Professions de santé : ordre professionnel : fonctionnement (p. 4116)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4115, 4116)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Ses adts n°s 1 à 10 (p. 4129 et s.)

Son intervention (p. 4133)

Ses adts n°s 11 à 13, 18 à 20, 14, 21 (p. 4133 et s.)

Son adt n° 22 : adopté (p. 4137)

Ses adts n°s 23, 15, 26, 24, 25, 27, 16 et 17 (p. 4137 et s.)

Article 2 (conditions d'exercice de la profession d'infirmier)

Ses adts n°s 28 (de suppression) et 29 (p. 4140)

Article 3 (dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers)

Son adt n° 30 (p. 4141)

Article 6 (dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers)

Son adt n° 31 (p. 4141)

Après l'article 6

Son adt n° 32 (rapport au Parlement sur la proposition de remplacement du Conseil supérieur des professions paramédicales par une nouvelle structure interdisciplinaire composée de divers acteurs de la santé) : retiré (p. 4141)

Ses explications de vote (p. 4142)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4142)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4974 et s.)

Guy GEOFFROY

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 25 octobre 2005] (p. 16869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Rapporteur de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple (n° 2219) [23 novembre 2005]

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3510)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de M. le ministre de la santé et des solidarités et de M. le ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6416)

Membre du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9093)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Membre de la Commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple (n° 2219) [7 décembre 2005] (n° 2726)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée avec modification en 2ème lecture par le Sénat, renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (n° 2809) [8 février 2006] (n° 2851)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [7 mars 2006] (n° 2927)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Handicapés. Intégration en milieu scolaire [26 octobre 2005] (p. 5880)

Justice. Fonctionnement. Journées portes ouvertes, financement [15 mars 2006] (p. 1875)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Mathus : précise que l'urgence n'oblige pas le Gouvernement à ne consacrer qu'une lecture au texte mais lui donne la faculté de réunir une commission mixte paritaire après une seule lecture, s'il l'estime nécessaire. Le ministre vient de dire que si, à l'issue de chacune des lectures devant les deux assemblées, il y avait un écart, le Gouvernement pourrait être amené à décider que la discussion se poursuive. De plus, un adt adopté par la commission des lois prévoit un rapport au Parlement au bout d'une année d'application de cette réforme [9 mars 2006] (p. 1702)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard : expose que les ss-adts votés n'auront un effet sur le plan juridique que lorsque l'adt sur lequel ils se greffent aura éventuellement été adopté. Il en est de même pour les amendements votés, portant sur un article qui n'aurait pas été soumis au vote. [9 mars 2006] (p. 1735)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : affirme que ceux qui auraient eu l'intention de présenter de nouveaux adts sur les éléments de l'article 1^{er} n'ayant pas fait l'objet d'un débat et d'un vote préalable ne l'ont pas fait. Pourtant la commission était prête à se réunir avant cette séance pour les examiner, ainsi que l'atteste le compte-rendu analytique. La commission ne reviendra pas sur la partie de l'article 1^{er} déjà examinée, mais elle s'engage à ce qu'il n'y ait pas de forclusion en ce qui concerne la suite [9 mars 2006] (p. 1745 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche : lit l'extrait du compte rendu de la commission, très explicite sur ce retrait, et rappelle que la commission s'est réunie quatre fois au titre de l'article 91 [15 mars 2006] (p. 1880)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Rochebloine : renonce, ainsi que plusieurs députés, à prendre la parole, la plupart des questions ayant déjà été abordées, afin d'accélérer l'examen du texte en cours de discussion [18 mai 2006] (p. 3642)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 5179)

Son intervention (p. 5193)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 5179, 5193)

Droit pénal : délits assimilés au sens de la récidive (p. 5193)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5180, 5193)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5180, 5193)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 5180)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 5180)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT : POUVOIRS PUBLICS

Examen du fascicule [17 novembre 2005] (p. 6955)

Son intervention (p. 6958)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale (p. 6958)

Conseil constitutionnel (p. 6958)

Justice : tribunaux administratifs (p. 6958)

Président de la République : crédits (p. 6958 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 6962)*Crédits de la mission "Pouvoirs publics", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6964)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)*Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6706)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :*- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005*

Son intervention (p. 6742)

Thèmes :

Enseignement : pédagogie (p. 6742)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6742)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6742)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 6742)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6610)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : emprisonnement : mineurs (p. 6611)

Justice : effectifs (p. 6611)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 6611)

Justice : crédits : déconcentration (p. 6611)

Justice : frais de justice : écoutes téléphoniques (p. 6611)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7489)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7788)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7789 et s.)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7789)

Enseignement secondaire : lycées (p. 7790)

Enseignement secondaire : orientation scolaire et professionnelle (p. 7789)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7788 et s.)

Politique sociale : promotion sociale (p. 7789)

Ses explications de vote (p. 7799)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7799)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7945)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7945)

Elections et référendums : élections cantonales : durée des mandats (p. 7945)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7945)

Président de la République (p. 7946)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8226)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 8227)

Associations : violences conjugales (p. 8226)

Droit pénal : médiation pénale (p. 8228)

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 8227)

Droit pénal : violences conjugales : aggravation des peines (p. 8227)

Emploi : femmes : démission (p. 8228)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 8227)

Famille : mariage forcé (p. 8227)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Après l'article 1er A*

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Valérie Pecresse (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Patrick Bloche (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Pierre-Christophe Baguet (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de Mme Valérie Pecresse (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Valérie Pecresse (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Pierre-Christophe Baguet (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Valérie Pecresse (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Patrick Bloche (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Pierre-Christophe Baguet (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243)

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Valérie Pecresse (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Patrick Bloche (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) (p. 8245)

Intervient sur l'ad t n° 6 de Mme Valérie Pecresse (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Intervient sur l'ad t n° 10 de M. Patrick Bloche (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Intervient sur l'ad t n° 16 de M. Pierre-Christophe Baguet (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) (p. 8245)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)

Son intervention (p. 8247)

Article 2 bis (privation des documents d'identité, relatifs au titre de séjour ou de résidence d'un étranger par son conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS ou par l'ex-conjoint ou ex-partenaire)

Ses interventions (p. 8247 et s.)

Article 4 (légalisation de la jurisprudence reconnaissant le viol entre époux)

Son intervention (p. 8248)

Article 5 (éloignement du domicile de l'auteur des violences conjugales)

Son intervention (p. 8400)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401)

Intervient sur l'ad t n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8402)

Intervient sur l'ad t n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8402)

Intervient sur l'ad t n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8402)

Intervient sur l'ad t n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8405)

Intervient sur l'ad t n° 45 de Mme Muguette Jacquaint (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 8407)

Intervient sur l'ad t n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8407)

Intervient sur le sous-ad t n° 60 rectifié de Mme Martine Billard (prestations familiales versées aux femmes) à l'ad t n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8407)

Intervient sur le sous-ad t n° 59 de M. Jean-Pierre Brard (prestations familiales versées à la mère) à l'ad t n° 29 de Mme Chantal Brunel (p. 8407)

Intervient sur l'ad t n° 49 de Mme Martine Billard (sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme lors de la journée d'appel de préparation à la défense) (p. 8410)

Intervient sur l'ad t n° 52 de Mme Martine Billard (interdiction de licenciement pour absences liées à des violences conjugales signalées) (p. 8411)

Intervient sur l'ad t n° 50 de Mme Martine Billard (intervention du CSA contre les publicités donnant une image dégradante des femmes allant jusqu'à l'incitation à la violence) (p. 8412)

Intervient sur l'ad t n° 47 de M. Jean-Pierre Brard (dénonciation des traités et conventions contraires aux droits constitutionnels et légaux des femmes) (p. 8413)

Intervient sur l'ad t n° 58 rectifié de M. Alain Vidalies (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'ad t n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'ad t n° 31 de M. Yvan Lachaud (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8414)

Intervient sur l'ad t n° 39 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 8415)

Intervient sur l'ad t n° 35 de M. Yvan Lachaud (inventaire des structures assurant l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8415)

Intervient sur l'ad t n° 51 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur les différents "statuts personnels" appliqués aux femmes étrangères en vertu de conventions bilatérales) (p. 8415)

Intervient sur l'ad t n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (statistiques sexuées pour les crimes et délits) (p. 8415)

Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8416 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'ad t n° 23 de la commission (lutte contre l'excision et les autres mutilations sexuelles sur des mineurs) (p. 8417)

Intervient sur l'ad t n° 25 de la commission (interdiction de sortie du territoire pour l'auteur d'un viol ou d'une autre agression sexuelle à l'encontre de mineurs) (p. 8418)

Intervient sur l'ad t n° 24 rectifié de la commission (transposition de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie) (p. 8418)

Intervient sur l'ad t n° 26 de la commission (extension du champ du fichier national automatisé des empreintes génétiques aux personnes condamnées par une juridiction étrangère pour des infractions de nature sexuelle) (p. 8418)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 8418)

Titre

Son intervention (p. 8419)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1003)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : violences conjugales (p. 1003)

Droit pénal : médiation pénale (p. 1003)

Famille : mariage forcé (p. 1003)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)

Son intervention (p. 1009)

Après l'article 1er F

Intervient sur l'ad t n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (programme d'éducation civique complété par une formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme et une sensibilisation aux violences conjugales et comportements sexistes) (p. 1010)

Article 4 (viol et autres agressions sexuelles au sein du couple)

Son intervention (p. 1011)

Article 5 (éloignement du domicile du couple de l'auteur des violences et incarcération de la personne en cas de manquement aux obligations du contrôle judiciaire)

Son intervention (p. 1011)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Ses interventions (p. 1012 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'ad t n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (éviction du conjoint violent du domicile conjugal étendue aux couples non mariés ayant un enfant mineur) (p. 1014)

Intervient sur l'ad t n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 1015)

Intervient sur l'ad t n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 1015)

Intervient sur l'ad t n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 1016)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'ad t n° 7 de Mme Muguette Jacquaint (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 1017)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mars 2006] (p. 2199)

Son intervention (p. 2199)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2199)

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 2199)

Enfants : protection (p. 2199)

Famille : mariage forcé (p. 2200)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Ses observations : remarque que les questions de procédure sont émaillées de considérations sur le fond. C'est au Conseil constitutionnel et à lui seul de se prononcer, le moment venu, sur la constitutionnalité du texte. Il rappelle que le ministre a été reçu par les commissions et annonce que la commission des lois se réunira, fait exceptionnel, pour la quatrième fois, afin d'examiner les amendements qui seront déposés sur l'article 1er [9 mars 2006] (p. 1695)

Ses observations : annonce que la commission se réunira pour examiner les amendements sur la partie de l'article 1^{er} qui n'a pas été examinée [9 mars 2006] (p. 1700)

Ses observations : explique que, d'après la Constitution, même si le Gouvernement a déclaré l'urgence, il n'est pas obligé de s'y tenir. Il signale que, bien que la commission soit disposée à lever la forclusion et à se réunir, elle n'a pas encore reçu de nouveaux adts à l'article 1er [9 mars 2006] (p. 1725)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Mathus (cf supra) (p. 1701)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf supra) (p. 1735)

Après l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1745 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Son ad t n° 177 (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1828) : adopté (p. 1831)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) (p. 1880)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses observations : n'a pas le sentiment que le débat ait été occulté, ainsi que l'atteste le compte rendu, ni que quiconque ait la volonté d'éluder les questions [16 mars 2006] (p. 1975)

Seconde délibération en application de l'article 101 du Règlement

Répond à la demande de seconde délibération de M. Richard Cazenave : en qualité de vice-président de la commission, accepte, au nom de la commission, la seconde délibération de l'article 7 (p. 2045)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 2046 et s.)

Répond à la demande de seconde délibération sur l'amendement 150, deuxième rectification de M. Patrick Bloche : en qualité de vice-président de la commission, rejette cette demande au nom de la commission (p. 2049 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4673)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4673)

Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) : dispositif de réponse graduée (p. 4673)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des lois (p. 1966)

Thème :

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1967)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Ses interventions en qualité de suppléant de M. Patrick Delnatte, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (p. 2156, 2171)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2171)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2157)

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 2156)

Etat civil : mariage : pays étrangers (p. 2156)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2156)

Famille : mariage forcé : auditions (p. 2156)

Discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2179)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)

Ses interventions (p. 2179 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Ses interventions (p. 2181 et s.)

Article 4 (contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage)

Ses interventions (p. 2187 et s.)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)

Son intervention (p. 2190)

Article 7 (coordination)

Son intervention (p. 2190)

Article 8 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2190)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 41 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport annuel d'évaluation) (p. 2191)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 42 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : contrôle de la validité des mariages célébrés entre

des époux dont l'un est étranger et spécialement des mariages célébrés à l'étranger) (p. 2191)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2507)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (recrutement de personnels sous contrats aidés dans les écoles) (p. 2508)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2922)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des lois (p. 3629)

Son intervention (p. 3638)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Rochebloine (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3641)

Thèmes :

Administration : décrets (p. 3629)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 3630)

Assemblée nationale : rapporteur : droit de suite (p. 3629)

Assemblée nationale : règlement (p. 3630, 3639)

Constitution : révision : référendums (p. 3630)

Lois : application : commissions (p. 3629)

Lois : application : contrôle parlementaire (p. 3629)

Lois : textes d'application (p. 3629)

Discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3644)

Son intervention (p. 3644)

Son adt n° 1 : adopté (p. 3644)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jérôme Chartier (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de finances) (p. 3645)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Georges Tron (présentation au Parlement du rapport annuel de la Cour des comptes et débat en séance publique dans les deux assemblées) (p. 3645)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Jérôme Chartier (contrôle de l'application et évaluation des résultats des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 3645)

Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4160)

Son intervention (p. 4163)

Thèmes :

Enseignement : personnel : enseignants : affectation (p. 4163)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : Cour des comptes (p. 4164)

Fonctionnaires et agents publics : discipline : magistrats (p. 4164)

Justice : Cour des comptes : indépendance (p. 4164)

Justice : Cour des comptes : recrutement (p. 4164)

Justice : Cour des comptes : rôle et missions (p. 4163)

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs

Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)

Son intervention (p. 4603)

Thèmes :

Enfants : protection (p. 4604)

Etat : valeurs républicaines : liberté de culte (p. 4603)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4604)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 mars 2006] (p. 4123)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 2006] (p. 4123)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants, enquête [20 juin 2006] (p. 4341)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déclare que la dérégulation est un mauvais coup porté aux PME et PMI comme le montre l'exemple de Duralex qui, après avoir quitté EDF pour un fournisseur allemand d'électricité, a vu ses tarifs augmenter de 175 % ce qui a provoqué des suppressions d'emplois [11 septembre 2006] (p. 4864)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6147)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance financière (p. 6147)

Etat : valeurs républicaines (p. 6148)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6148)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 6148)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 6149)

Ordre public : violences urbaines (p. 6147)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6772)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6773)
- Jeunes : insertion professionnelle (p. 6773)
- Politique sociale : exclusion (p. 6772)
- Politique sociale : inégalités (p. 6773)
- Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6773)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7427) : rejetée (p. 7432)

Thèmes :

- Cultes : intégrisme : islam (p. 7429)
- Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7428)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 7428)
- Nationalité : déchéance (p. 7428)
- Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 7427)
- Ordre public : terrorisme (p. 7429)
- Ordre public : terrorisme : attentats-suicides (p. 7429)
- Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7430)
- Ordre public : vidéosurveillance (p. 7428)
- Ordre public : violences urbaines (p. 7428)
- Politique extérieure : coopération économique : lutte contre le terrorisme (p. 7427, 7430)
- Union européenne : coopération policière et pénale : Etats-Unis (p. 7431)
- Relations internationales : terrorisme (p. 7430)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4864)

Alain GEST

*Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Vice-président de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2004-809

du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales [28 juin 2006] (n° 3199)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [23 novembre 2005] (p. 7410)
Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [6 juin 2006] (p. 3985)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1328, posée le 6 décembre 2005. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. Réforme (p. 7904)
n° 1631, posée le 30 mai 2006. Télécommunications. Réseaux (J.O. Questions p. 5568). Appelée le 30 mai 2006. Couverture du territoire, réglementation (p. 3771)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 25

Son adt n° 619 (établissements faisant l'objet d'études de dangers) : rejeté (p. 5313)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5059)

Thèmes :

- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5059)
- Transports ferroviaires : TGV (p. 5059)
- Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 5059)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5633 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5640)

Intervient sur l'adt n° 271 de Mme Pascale Gruny (éthanol – réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5654)

Intervient sur l'adt n° 270 de Mme Pascale Gruny (unités de production d'alcool éthylique - réduction de TIPP : agrément du ministère de l'agriculture) (p. 5655)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)

Son intervention (p. 1948)

Thèmes :

- Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 1949)
- Emploi : chômage (p. 1948 et s.)
- Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1949)
- Emploi : cumul emploi retraite (p. 1949)
- Emploi : jeunes (p. 1948)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 1948)
- Formation professionnelle : stages (p. 1949)
- Impôt sur les sociétés (p. 1949)
- Retraites : généralités (p. 1948)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3383)

Thèmes :

Chasse et pêche : pêche (p. 3383)
 Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3383)
 Environnement : changements climatiques : sécheresse (p. 3383)
 Environnement : développement durable : agriculture (p. 3383)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4062)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : délais (p. 4062)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4062)
 Constitution : révision : modernisation (p. 4063)

Jean-Marie GEVEAUX*Sarthe (2^{ème} circonscription)**Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres (n° 3190) [27 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE****Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)**

Son intervention (p. 6395)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6396)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6395)

Sports : crédits (p. 6395)

Sports : dopage (p. 6396)

Sports : installations sportives (p. 6396)

Sports : métiers du sport (p. 6396)

Sports : politique du sport (p. 6395)

Sports : sports de loisirs (p. 6395)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Son intervention (p. 2213)

Thèmes :

Organisations internationales : sports (p. 2214)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2214)

Sports : dopage (p. 2213, 2214)

Sports : dopage : contrôle (p. 2213)

Sports : fédérations (p. 2214)

Sports : médecine du sport (p. 2214)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2214)

Paul GIACOBBI*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)**Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [4 octobre 2005] (p. 4700)

Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique, maintien [17 mai 2006] (p. 3540)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1339, posée le 20 décembre 2005. Transports aériens. Aéroport Sainte-Catherine (J.O. Questions p. 11645). Appelée le 20 décembre 2005. Calvi, aménagement pour vols de nuit (p. 8487)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que le Gouvernement affirme qu'il n'est pas question de la fusion entre GDF et Suez dans le projet de loi alors que, dans le texte en sa possession, il y est fait expressément référence deux fois ; il demande une vérification sur ce point [13 septembre 2006] (p. 4987)

S'étonne que M. Cirelli déclare dans le Financial Times que la négociation sur la fusion entre GDF et Suez a déjà eu lieu et qu'un prix a été agréé alors que le Gouvernement ne cesse d'affirmer que c'est le vote de son projet qui devait permettre cette négociation ; il se demande si M. Cirelli a bien informé le Gouvernement ou si "quelqu'un est de mauvaise foi dans ce débat" [13 septembre 2006] (p. 4990)

Répète que c'est M. Cirelli, et non un journaliste anglais, qui a affirmé avoir abouti à un accord avec Suez, ajoutant même qu'un accord sur la parité était intervenu dès février dernier ; il n'y a donc que 2 solutions : si M. Cirelli n'a pas informé le Gouvernement, des sanctions à son encontre sont envisageables sinon, le Gouvernement doit publier un démenti dans la presse internationale [13 septembre 2006] (p. 4991)

Déclare que, dans l'affaire Arcelor, l'"extraordinaire légèreté" du Gouvernement a conduit, après l'annulation de l'assemblée générale, au versement d'une indemnité de 140 millions d'euros "sans compter le ridicule de la situation" et

que les affirmations dans la presse de M. Cirelli, mandataire social de GDF, pourraient aboutir au même résultat car elles engagent sa société vis-à-vis des actionnaires minoritaires ; il ajoute que l'opposition ne fait pas d'obstruction en rappelant ces faits [13 septembre 2006] (p. 4993)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5485)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 5485)
Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5485)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5485 et s.)
Politique économique : croissance : prévisions (p. 5485)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5486)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6463)

Thème avant la procédure des questions :

Régions : Corse : équipements (p. 6463)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 2 (indivision : gestion des biens indivis - subrogation)

Son adt n° 282 (p. 1118)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son intervention (p. 1504)

Thèmes :

Entreprises : patriotisme économique (p. 1504 et s.)
Etat (p. 1505)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1505)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1504 et s.)
Secteur public : privatisations : Gaz de France (GDF) (p. 1505)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Éric Besson (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) (p. 1512)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4919 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 4987, 4990, 4991, 4993)

Franck GILARD

Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2852 visant à favoriser l'engagement bénévole et associatif [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2994 visant à attribuer la carte du combattant à tous les militaires ayant servi en opération extérieure [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1403, posée le 31 janvier 2006. Transports ferroviaires. Ligne Gisors Paris et Vernon Paris (J.O. Questions p. 789). Appelée le 31 janvier 2006. Conditions de transport (p. 514)

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses adts n°s 999, 997 et 998 : adoptés (p. 3416 et s.)

Bruno GILLES

Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2633 tendant à renforcer les obligations des fournisseurs d'accès à l'Internet en matière de fourniture de logiciels de filtrage [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2734 relative aux frais professionnels déductibles de l'assiette des cotisations de sécurité sociale [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2948 visant à établir une journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes [14 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. Transport de voyageurs. Grève, Marseille [26 octobre 2005] (p. 5881)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5888)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5888)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5889)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-adt n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'adt n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5958)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Ses adts n° 127, 94 deuxième rectification et 61 (p. 5967 et s., 5973)

Après l'article 15

Son adt n° 352 (industrie pharmaceutique ; contributions spécifiques ; plafonnement) : rejeté (p. 5984)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Son adt n° 66 (p. 6047)

Georges GINESTA

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 31 : Sécurité civile (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : effectifs (p. 6140)

Sécurité publique : sécurité civile (p. 6139)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 6139)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6139)

Charles-Ange GINESY

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du Conseil d'administration des parcs nationaux de France [J.O. du 1^{er} août 2006] (p. 11445)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Article 87 (taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé - AFSSAPS)

Son adt n° 186 (abaissement du plafond de la taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) : adopté (p. 6807)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 43

Son adt n° 829 (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) : rejeté (p. 3718)

Son adt n° 887 (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718) : rejeté (p. 3719)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (n° 2347) [9 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 22 février 2006] (p. 2769)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (n° 2347) [22 novembre 2005] (n° 2687)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (n° 2709 rectifié) [21 février 2006] (n° 2873)

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3321 visant à établir une réduction de la taxe foncière au bénéfice des propriétaires procédant au

débroussaillage dans les zones à risques d'incendies de forêts
[19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6583)

Thème :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 6583)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7742)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Yves Cochet (p. 7811)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7742)

Constitution : charte de l'environnement (p. 7811)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7742 et s., 7811)

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 7743)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7742)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 7742)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 1er (définition d'un parc national)

Ses interventions (p. 7812 et s.)

Article 2 (décret de création du parc national)

Ses interventions (p. 7813 et s.)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses interventions (p. 7815 et s.)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7822 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7828 et s.)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7835 et s.)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses interventions (p. 7840 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 231 rectifié du Gouvernement (code de l'environnement, chapitre 1er, titre III, livre III : création d'une section 8 : " Parcs nationaux de France ") (p. 7844)

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (extension de 10 à 12 ans de la durée de classement d'un territoire en parc national régional) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 205 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (compatibilité des documents de planification élaborés par l'Etat ou les collectivités territoriales avec la charte du parc naturel régional) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 208 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (insertion d'un chapitre consacré aux parcs naturels régionaux) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 203 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 230 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (création du parc amazonien en Guyane) (p. 7846)

Intervient sur le sous-adt n° 294 de Mme Christiane Taubira (configuration multipolaire) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7846)

Intervient sur le sous-adt n° 299 de Mme Christiane Taubira (plan de préservation et d'aménagement) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7848)

Intervient sur le sous-adt n° 300 de Mme Christiane Taubira (avis du conseil scientifique et du comité de vie locale) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7848)

Intervient sur le sous-adt n° 293 de Mme Christiane Taubira (représentation des autorités coutumières) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849)

Intervient sur le sous-adt n° 228 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (représentation des collectivités territoriales) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849)

Intervient sur le sous-adt n° 297 de Mme Christiane Taubira (conditions d'accès aux ressources génétiques) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7850)

Intervient sur le sous-adt n° 292 de Mme Christiane Taubira (procédure d'insertion au réseau des réserves de biosphères de l'UNESCO) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7851)

Article 11 (parcs naturels marins)

Son intervention (p. 7852)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de la commission (création des parcs naturels urbains) (p. 7854)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Ses interventions (p. 7855 et s.)

Article 13 (dispositions fiscales)

Son intervention (p. 7857)

Article 14 (dispositions diverses)

Ses interventions (p. 7857 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 114 rectifié de la commission (délégation de compétence entre l'ONF et les parcs naturels) (p. 7858)

Intervient sur l'adt n° 235 du Gouvernement (responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des parcs naturels) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de la commission (responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des parcs nationaux) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 113 de la commission (régime applicable à la publicité dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 16 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 7859)

Son adt n° 147 (regroupement des établissements publics des parcs nationaux en vue de définir une politique de communication globale et d'assurer une représentation commune au sein des instances internationales) : retiré (p. 7859)

Intervient sur le sous-adt n° 236 de la commission (application à Saint-Pierre-et-Miquelon) à l'adt n° 16 du Gouvernement (p. 7860)

Article 15 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7860)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Jean Lassalle (suspension de l'application des dispositions du code de l'environnement portant sur les sites Natura 2000) (p. 7861)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2383)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : protection de la nature (p. 2384)

Environnement : Conseil national de la protection de la nature (p. 2384)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : conseils d'administration (p. 2383)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : zones de pêche (p. 2383)

Environnement : patrimoine biologique (p. 2384)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 2384)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 2384)

Brigitte GIRARDIN

Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Serge Blisko. Etrangers. Immigration clandestine. Enclaves espagnoles au Maroc, politiques communautaires [19 octobre 2005] (p. 5431)

M. Jean-Michel Dubernard. Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Génocide arménien, négationnisme [22 mars 2006] (p. 2147)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Yvan Lachaud. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Cimetières, entretien, Afrique du Nord [6 juin 2006] (p. 3957)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7066)

Ses interventions (p. 7066, 7069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine (p. 7066)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7066)

Ordre public : terrorisme (p. 7066)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7066)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7066, 7069)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Ses interventions (p. 7105, 7110, 7112)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 7112)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7106, 7111)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7112)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7107, 7112)

Pays étrangers : Haïti : aide au développement (p. 7114)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7106, 7111, 7112)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 7106)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7105, 7110)

Politique extérieure : aide médicale : crédits budgétaires (p. 7113)

Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4091)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4091)

Culture : diversité culturelle (p. 4091)

Langue française : francophonie (p. 4091, 4092)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4091)

Organisations internationales : UNESCO (p. 4091)

Pays étrangers : Afrique (p. 4091)

Pays étrangers : Asie (p. 4091)

Pays étrangers : Burkina Faso (p. 4092)

Pays étrangers : Cambodge (p. 4092)

Pays étrangers : Canada (p. 4092)

Pays étrangers : Croatie (p. 4092)

Pays étrangers : Djibouti (p. 4092)

Pays étrangers : Ile Maurice (p. 4092)

Union européenne : Communauté économique européenne (CEE) (p. 4092)

Joël GIRAUD

*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Montagne [8 février 2006] (p. 890)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1365, posée le 17 janvier 2006. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 371). Appelée le 17 janvier 2006. Hautes-Alpes, désenclavement (p. 16)

DÉBATS

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7763)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7764)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 7763)

Environnement : crédits (p. 7763)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7763)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 38 (obligations déclaratives, contrôle et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 852 (p. 3706)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 815 (p. 3741)

Maurice GIRO

Vaucluse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 décembre 2005] (p. 18667)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé en application de l'article 86 alinéa 8 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [17 mai 2006] (n° 3092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Politique et réglementation [22 novembre 2005] (p. 7327)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1480, posée le 7 mars 2006. Patrimoine culturel. Armes et véhicules militaires de collection (J.O. Questions p. 2256). Appelée le 7 mars 2006. Détention, réglementation (p. 1548)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6557)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 224 (p. 6944)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7663)

Emploi : création d'emplois (p. 7663)

Emploi : primes forfaitaires (p. 7663)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7663)

Enfants : crèches et garderies (p. 7663)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7663, 7664)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7663)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7686)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7692)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 77 de M. Dominique Tian (travail dissimulé : informations portées à la connaissance du président du conseil général) (p. 7719)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Dominique Tian (revenu minimum d'insertion : pouvoir de radiation ou de suspension provisoire du président du conseil général) (p. 7719)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Ses interventions (p. 7719, 7723)

Article 7 (accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI)

Son intervention (p. 7727)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Dominique Tian (prise en compte des ressources d'origine étrangère pour le calcul du RMI) (p. 7728)

Après l'article 11

Intervient sur le sous-adt n° 129 de M. Dominique Tian (extension du dispositif aux groupements de communes) à l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (chantiers d'insertion de l'office national des forêts) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Dominique Tian (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8148)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 464 de M. François Brottes (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 390)

Après l'article 8 *sexies*

Intervient sur l'adit n° 338 de M. Jacques Myard (nombre de logements locatifs sociaux à réaliser fixé à 25 % des permis de construire délivrés chaque année) (p. 407)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 723)

Intervient sur l'adit n° 402 de M. Yves Durand (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 730)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adit n° 420 de M. Yves Durand à l'adit n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 857)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son adit n° 5 (de suppression) : adopté (p. 1473)

Louis GISCARD d'ESTAING

Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 21 : Politique des territoires (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chèque emploi service. Titre emploi simplifié entreprises [12 octobre 2005] (p. 5157)

Transports aériens. Aéroport d'Orly. Contrôleurs aériens, grève, conséquences [8 février 2006] (p. 889)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1652, posée le 6 juin 2006. Marchés publics. Code des marchés publics (J.O. Questions p. 5727). Appelée le 6 juin 2006. Application, petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) (p. 3960)

n° 1705, posée le 27 juin 2006. Tourisme et loisirs. Stations thermales (J.O. Questions p. 6665). Appelée le 27 juin 2006. Réglementation (p. 4528)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 20

Son adit n° 28 précédemment réservé (bonbons de chocolat - TVA : taux réduit) (p. 5715) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5716)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son adit n° 78 rectifié : adopté (p. 5779)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6445)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 6445)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6446)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6447)

Bois et forêts : filière bois : Auvergne (p. 6447)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 6446)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6447)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6446)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 6447)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6446)

Transports aériens : transport de voyageurs : Auvergne (p. 6446)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adit n° 226 (p. 7189)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7956)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7956)

Elections et référendums : élections cantonales (p. 7957)

Elections et référendums : élections régionales (p. 7957)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7956)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 7956)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7969)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1492)

Thèmes :

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1492)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1492)
 Sociétés : actionnaires (p. 1492)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4070)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention en qualité de suppléant de M. François Cornut-Gentille, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (p. 4381)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4381)
 Finances publiques : reports : défense (p. 4382)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : défense (p. 4381 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son ss-ad t n° 137655 à l'ad t n° 88411, deuxième rectification de la commission des finances (p. 5281) : retiré (p. 5283)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales (n° 2803) [25 janvier 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales (n° 2803) [8 février 2006] (n° 2849)

Proposition de loi n° 3236 visant à promouvoir la laïcité dans la République [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service civil volontaire, création [16 novembre 2005] (p. 6885)

Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 344)

Emploi. Chômage [28 février 2006] (p. 1246)

Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2433)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1592, posée le 9 mai 2006. Enseignement privé. Établissements sous contrat (J.O. Questions p. 4785). Appelée le 9 mai 2006. Financement, charges scolaires, répartition intercommunale, réglementation (p. 3144)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souhaite que le Gouvernement s'explique sur les conclusions du rapport Proglio [8 février 2006] (p. 894)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Ses adts n°s 71 et 70 (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères - établissements publics de coopération intercommunale - articles L 2333-77 et L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) : retirés (p. 7381)

Son ad t n° 364 (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères - établissements publics de coopération intercommunale - articles L 2333-76 à L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7388) : rejeté (p. 7389)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-ad t n° 115 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 du Gouvernement (p. 874)

Intervient sur le sous-ad t n° 159 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 874)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 894)

Claude GOASGUEN
Paris (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives (n° 2999) [29 mars 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [29 mars 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Claude Goasguen et plusieurs de ses collègues relative à la prévention des violences lors de manifestations sportives (n° 2999) [5 avril 2006] (n° 3011)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives (n° 3106) [31 mai 2006] (n° 3114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, violence, lutte et prévention [15 mars 2006] (p. 1871)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle à ses collègues qu'il n'y a pas de député de Levallois, de Saint-Denis ou du 16^{ème} arrondissement, mais des représentants de la souveraineté nationale. "Par conséquent, vous n'avez pas à attribuer des étoiles jaunes à tel ou à tel autre" [5 mai 2006] (p. 3069)

Affirme n'avoir fait que répondre aux insultes et se prévaut de sa participation permanente à la lutte contre l'antisémitisme et le racisme. Il trouve les propos de MM. Dray et Blisko "incroyables dans la bouche des défenseurs du Hamas" et de Yasser Arafat [5 mai 2006] (p. 3070)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Son adt n° 63 précédemment réservé (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5697) : rejeté (p. 5704)

Son adt n° 62 (ISF – droit de reprise : trois ans) (p. 5708) : retiré (p. 5709)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7071)

Son intervention (p. 7073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : évaluation (p. 7073)

Enseignement supérieur : fonctionnement (p. 7073)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 7073)

Enseignement supérieur : universités (p. 7073)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7076)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- *Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005*

Son intervention (p. 7130)

Thèmes :

Enseignement supérieur : évaluation (p. 7130)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 7130)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 7130)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7130)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8149)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 51, troisième rectification de M. Thierry Mariani (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8160)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 165)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 166)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 165)

Urbanisme : certificats d'urbanisme : Ile-de-France (p. 166)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2559)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2560)

Audiovisuel et communication : médias : agressions (p. 2560)

Collectivités territoriales : subventions : football (p. 2560)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2559)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 2559)

Ordre public : violences urbaines : stades (p. 2559)

Sports : fédérations (p. 2560)

Sports : football (p. 2559)

Sports : stades : agressions (p. 2560)

Télécommunications : Internet (p. 2559)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de M. Dominique Tian (recours à la réserve civile de la police nationale pour les rencontres des clubs amateurs) (p. 2570)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Pierre-Christophe Baguet (interdiction de stade complétée par la convocation au moment des compétitions par une autorité ou personne qualifiée désignée par le tribunal) (p. 2571)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Pierre-Christophe Baguet (identité des personnes interdites d'accès aux stades communiquée par le préfet aux fédérations sportives) (p. 2571)

Article 1er (dissolution des associations de supporters violentes ou racistes)

Son intervention (p. 2571)

Son adt n° 10 rectifié : adopté (p. 2572)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 5 de M. Christophe Caresche (obligation de vérification de l'état de fonctionnement des installations de vidéosurveillance des stades) (p. 2572)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Son intervention (p. 4099)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 4100)

Ordre public : maintien de l'ordre : football (p. 4100)

Pays étrangers : Allemagne : prostitution (p. 4100)

Sports : associations et clubs (p. 4100)

Sports : coupe du monde de football (p. 4100)

Sports : football : racisme (p. 4100)

Sports : football : violences urbaines (p. 4099)

Discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4103)

Article 1er A (participation de la réserve civile de la police nationale à la prévention des violences lors des rencontres à caractère amateur)

Son intervention (p. 4103)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2838)

Thèmes :

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2838)

Etrangers : regroupement familial (p. 2838)

Etrangers : statistiques (p. 2838)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2906)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2947)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2982)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Son intervention (p. 2991)

Son adt n° 330 : adopté (p. 2992)

Article 9 (transposition de la directive du 12 octobre 2005 relative à l'admission des scientifiques)

Son intervention (p. 3002)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Son intervention (p. 3015)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son intervention (p. 3026)

Son adt n° 329 : adopté (p. 3030)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Son rappel au règlement (cf supra) [5 mai 2006] (p. 3070)

Son intervention : remercie M. Braouezec pour son intervention qui a apaisé les esprits. Il fait ses excuses à son ami Julien Dray pour la blessure qu'il lui a infligée sans le vouloir et ne demandera pas d'excuses à M. Blisko pour des propos qui ont sans doute dépassé sa pensée [5 mai 2006] (p. 3071)

Ses interventions (p. 3087 et s.)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Ses interventions (p. 3224 et s.)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Ses interventions (p. 3246 et s.)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA)

Son adt n° 145 rectifié : adopté (p. 3319)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Ses explications de vote (p. 3551)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3552)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4700)

Son intervention (p. 4705)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 4706)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 4706)

Etrangers : regroupement familial (p. 4706)

Politique extérieure : aide au développement : pays en développement (p. 4706)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4706)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Son intervention (p. 4066)

Jacques GODFRAIN

Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la dette des pays en développement à l'égard de la France, sur les conséquences pour le développement de ces pays, sur les perspectives d'annulation de la dette (n° 2405) [5 octobre 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IV : Aide publique au développement (n° 2571) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la dette des pays en développement à l'égard de la France, sur les conséquences pour le développement de ces pays, sur les perspectives d'annulation de la dette (n° 2405) [25 janvier 2006] (n° 2812)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [12 octobre 2005] (p. 5156)
Élevage. Aides de l'Etat. Zones de montagne [16 mai 2006] (p. 3466)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :
- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 7108)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 7109)
Étrangers : immigration (p. 7109)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7108)
Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7108)
Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7108)

Pierre GOLDBERG

Allier (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)
Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, attitude de la France [1^{er} février 2006] (p. 597)
Emploi. Contrats première embauche [15 mars 2006] (p. 1871)
Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [13 avril 2006] (p. 2683)
Fonctionnaires et agents publics. Effectifs [17 mai 2006] (p. 3541)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1398, posée le 31 janvier 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 788). Appelée le 31 janvier 2006. Fonctionnement, Montluçon (p. 494)
n° 1611, posée le 9 mai 2006. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 4789). Appelée le 9 mai 2006. Agence nationale pour la rénovation urbaine, Montluçon (p. 3163)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4797)

Son intervention (p. 4800)

Thèmes :

Baux : fermage (p. 4801)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4801)
Secteur public : services publics (p. 4798)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8256)

Thèmes :

Emploi (p. 8257)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 8257)
Politique économique : mondialisation (p. 8257)
Union européenne : constitution européenne (p. 8256)
Union européenne : directives : services (p. 8257)
Union européenne : fonds structurels (p. 8257)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 566)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 566)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 566)
Travail : droit du travail (p. 566)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2566)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2566)
Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 2566)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 2566)
Politique sociale : fracture sociale (p. 2567)
Sports : stades : interdiction (p. 2566)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Article 1er (dissolution des associations de supporters violentes ou racistes)

Son adt n° 7 : adopté (p. 2571)

Son adt n° 6 (p. 2571)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2567)

François-Michel GONNOT
Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre de la commission consultative aéroportuaire [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16902)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm el-Cheikh, enquête, conclusions [28 mars 2006] (p. 2259)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1505, posée le 21 mars 2006. Justice. Retirée par l'auteur [J.O. Questions p. 2879]

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4238)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4239)

Energie et carburants : tarifs (p. 4238)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son adt n° 137634 rectifié : adopté (p. 5136)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Son adt n° 137633 rectifié : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5418)

Gaëtan GORCE

Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi (n° 3066) [9 mai 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mai 2006] (p. 7350)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mai 2006] (p. 7350)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre du conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 11 juillet 2006] (p. 10355)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3051 pour l'organisation d'un grand débat national sur la fin de vie et l'évaluation de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 [26 avril 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayraud et plusieurs de ses collègues relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi (n° 3066) [10 mai 2006] (n° 3079)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage [15 novembre 2005] (p. 6756)

Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 46)

Emploi. Contrats première embauche. Conséquences [8 février 2006] (p. 888)

Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1561)

Etat. Gouvernement. Cohérence de l'équipe gouvernementale [28 mars 2006] (p. 2257)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que le Gouvernement ne réponde pas à son argumentation sur les motifs d'inconstitutionnalité du projet de loi et en particulier sur sa non-conformité avec les engagements internationaux de la France, comme la convention n° 158 de l'OIT [31 janvier 2006] (p. 571)

Considère que la question du contrat première embauche doit faire l'objet d'un débat approfondi en séance publique ; accuse le Premier ministre de préférer s'exprimer devant les médias [1^{er} février 2006] (p. 604)

Demande des réponses aux questions posées par ses collègues du groupe socialiste, M. Vidalies en particulier [2 février 2006] (p. 747)

Demande au Gouvernement de répondre de manière moins ambiguë que précédemment à la question de M. Fabius sur l'éventuelle extension généralisée des contrats nouvelle embauche et première embauche [7 février 2006] (p. 807)

Se plaint de ce que la procédure d'introduction du contrat première embauche par voie d'amendement va rendre très difficile l'expression de l'opposition ; donne son point de vue sur ce type de contrat de travail par rapport au CDD et au CDI [7 février 2006] (p. 815)

Conteste à son tour la méthode gouvernementale d'examen du contrat première embauche ; y voit une contradiction avec la volonté affirmée du Gouvernement de pratiquer le dialogue social ; s'inquiète en particulier du principe de pouvoir licencier sans avoir à motiver la décision [7 février 2006] (p. 824)

Considère inadmissible la précipitation organisée par le Gouvernement dans ses modifications de l'ordre du jour ; rappelle que le mercredi matin les commissions siègent sur des sujets importants [8 février 2006] (p. 851)

Souhaite que le Gouvernement explique pourquoi il est favorable au principe de licenciement non motivé [8 février 2006] (p. 909)

Réitère son souhait d'obtenir du Gouvernement des réponses aux questions posées par l'opposition [8 février 2006] (p. 933)

Interroge le Président de l'Assemblée nationale sur l'éventualité d'une longue séance de nuit [8 février 2006] (p. 945)

Dénonce une opération de "manipulation" ; rappelle que le débat sur l'emploi des jeunes est loin d'être terminé ; invite le Président de l'Assemblée nationale à "rester au-dessus de la mêlée" [9 février 2006] (p. 974)

Considère que les méthodes gouvernementales : déclarations d'urgence systématique, dépôts d'adts de dernière minute sur un projet de loi bâclé, contournement des commissions dénaturent les institutions et s'inscrivent en opposition avec le souci du Président de l'Assemblée nationale de faire évoluer la pratique constitutionnelle vers un plus grand respect du Parlement [9 février 2006] (p. 975)

Considère que le Gouvernement veut un "passage en force inqualifiable" du projet de loi [8 mars 2006] (p. 1633)

Accuse le Gouvernement de rester "obstinément sourd à l'égard de l'opposition, des syndicats et de l'inquiétude des Français" [8 mars 2006] (p. 1643)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Son intervention (p. 6667)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômeurs (p. 6667)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 6667)

Emploi : contrats d'avenir (p. 6667)

Emploi : création d'emplois (p. 6667)

Emploi : jeunes (p. 6667)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6667)

Entreprises : allègement des charges (p. 6668)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6668)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6667)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B

Ses adts n°s 303, 304, 302 et 305 (autorisations d'engagement et crédits de paiement : nouvelle répartition financière des programmes) : rejetés (p. 6687)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 549) : rejetée (p. 566)

Ses rappels au règlement (cf supra) [31 janvier 2006] (p. 571) ; [1er février 2006] (p. 604)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 560)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 559)

Emploi : égalité des chances (p. 550)

Emploi : chômage (p. 549 et s.)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 551 et s.)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 550 et s.)

Emploi : jeunes (p. 556, 557, 561, 562)

Enseignement : enseignement technique et professionnel (p. 563)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 563)

Entreprises : recrutement (p. 557, 560, 562)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 563)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 563)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 563)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 564)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 559, 560)

Politique économique : libéralisme (p. 551)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 564)

Politique sociale : inégalités (p. 549)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 561)

Travail : code du travail (p. 555, 556, 558)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 551, 556 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 551 et s.)

Travail : durée du travail (p. 553 et s.)

Travail : négociations (p. 551, 553, 554)

Travail : précarité (p. 550 et s.)

Travail : repos hebdomadaire (p. 555)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 754 et s.)

Son adt n° 246 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 258 (de suppression) (p. 758)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 807)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 270 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 815)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 824)

Intervient sur les sous-adts n°s 98, 99 et 101 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 835, 838, 840)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 851)

Intervient sur les sous-adts n°s 421 et 422 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 858, 860 et s.)

Ses ss-adts n°s 159, 160, 597 à 599, 162, 206 à 208, 171, 580 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 872 à 902) : rejetés (p. 875 à 903)

Intervient sur le sous-adt n° 121 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 904)

Intervient sur le sous-adt n° 427 de M. Francis Vercamer à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 904)

Ses ss-adts n°s 590 à 593 et 209 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 905 à 908) : rejetés (p. 906 à 909)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 909)

Ses ss-adts n°s 210, 581 à 589, 173 et 217 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 909 à 921) : rejetés (p. 911 à 923)

Intervient sur le sous-adt n° 122 de Mme Martine Billard à son adt n° 581 (p. 924)

Son ss-adt n° 211 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 924) : rejeté (p. 925)

Ses ss-adts n°s 212, 594 et 595 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 926 à 931) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 927 à 932)

Son ss-adt n° 213 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 932) : rejeté (p. 933)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 933)

Ses ss-adts n°s 596, 176, 216 et 169 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 933 à 940) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 934 à 942)

Intervient sur le sous-adt n° 128 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 943)

Intervient sur le sous-adt n° 459 de M. Francis Vercamer à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 943)

Son ss-adt n° 600 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 943) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 945)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 945)

Ses ss-adts n°s 601, 214, 215 et 157 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 948 à 953) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 948 à 954)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 956)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 974, 975)

Son adt n° 444 (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 987) : rejeté (p. 991)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1633, 1643)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 1654)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1653, 1654)
Emploi : jeunes (p. 1654)
Ses explications de vote (p. 1653)
Vote contre du groupe socialiste (p. 1654)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2627)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 2628)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2627 et s.)
Emploi : contrats aidés (p. 2629)
Emploi : jeunes (p. 2627 et s.)
Politique générale : institutions (p. 2627)
Travail : précarité (p. 2627 et s.)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Francis Vercaemer (négociation interprofessionnelle au niveau national liée à toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Son adt n° 7 (saisine des partenaires sociaux et négociation interprofessionnelle avant toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2651)

Son adt n° 2 rectifié (autorisation de travail de nuit des apprentis de moins de dix-huit ans : abrogation) (p. 2650) : rejeté (p. 2651)

Son adt n° 1 (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2651) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2654)

Son adt n° 28 (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654) : rejeté (p. 2658)

Son adt n° 4 (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2658) : rejeté (p. 2659)

Son adt n° 5 (encadrement des stages en entreprise) : rejeté (p. 2659)

Son adt n° 3 (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2659) : rejeté (p. 2660)

Son adt n° 6 (concertation sociale sur les mesures favorisant l'accès des jeunes à l'emploi) : rejeté (p. 2661)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Ses adts n° 8 et 9 (p. 2669 et s.)

Après l'article 1er

Son adt n° 10 (évaluation semestrielle du dispositif mis en place par la présente loi) : rejeté (p. 2671)

Ses explications de vote (p. 2672)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2673)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Son intervention (p. 3260)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3431)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3432)
Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3431 et s.)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 3431 et s.)
Emploi : contrats aidés (p. 3432)
Emploi : jeunes (p. 3432, 3433)
Politique sociale : négociations (p. 3431, 3432)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3432)
Travail : précarité (p. 3431 et s.)

Jean-Pierre GORGES

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur spécial du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [7 février 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 2 : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) :

- Annexe 1 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'équipement des forces de M. François Cornut-Gentille ;
- Annexe 2 : exécution en 2005 des crédits relatifs à la ville et au logement de M. François Scellier et M. François Grosdidier ;
- Annexe 3 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'administration générale et territoriale de l'Etat de M. Jean-Pierre Gorges [13 juin 2006] (n° 3155)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE
L'ÉTAT**

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6235)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6235)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : nouvelles technologies (p. 6236)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 6236)
Etat : patrimoine : modernisation (p. 6236)
Finances publiques : crédits budgétaires : pensions (p. 6235)
Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 6236)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6235)
Ministères et secrétariats d'Etat : crédits : téléphone (p. 6236)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6243)

Crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat" -et état B

Son intervention (p. 6243)

Son adt n° 170 : adopté (p. 6243)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs – de 0,55 % à 1 % en fonction de la population) (p. 7379)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 sexes

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 403)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Hugues Martin (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à dix ans) (p. 406)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 5

Son adt n° 46 (interdiction pour un locataire en accession sociale à la propriété d'être propriétaire d'un autre bien immobilier) : rejeté (p. 3881)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4422)

Son intervention (p. 4422)

Thèmes :

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4423 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : mission administration générale de l'Etat (p. 4423)

Finances publiques : fongibilité des crédits : mission administration générale de l'Etat (p. 4424)

Finances publiques : mission administration générale de l'Etat (p. 4422)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4423)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : réforme (p. 4424)

François GOULARD

Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Françoise de Panafieu. Recherche. Statistiques. Parité hommes femmes [19 octobre 2005] (p. 5434)

M. Michel Lejeune. Recherche. Politique de la recherche [16 novembre 2005] (p. 6892)

M. Jean-Yves Le Déaut. Recherche. Politique de la recherche [30 novembre 2005] (p. 7714)

M. Patrick Beaudouin. Animaux. Parcs zoologiques. Rénovation, bois de Vincennes [7 décembre 2005] (p. 7986)

M. Christian Ménard. Environnement. Politiques communautaires. Organisme génétiquement modifié (OGM) [8 février 2006] (p. 892)

M. Alain Claeys. Recherche. Chercheurs. Charte européenne [1^{er} mars 2006] (p. 1318)

Mme Geneviève Colot. Enseignement supérieur. Universités. Etudiants, manifestations [15 mars 2006] (p. 1874)

M. Marc Le Fur. Enseignement supérieur. Œuvres universitaires. Représentants des étudiants, élections [29 mars 2006] (p. 2312)

M. Pierre-Louis Fagniez. Recherche. Politique de la recherche [2 mai 2006] (p. 2783)

M. Daniel Prévost. Enseignement supérieur. Universités. Etudiants, orientation [16 mai 2006] (p. 3471)

M. Francis Falala. Travail. Droit du travail. Etudiants, stages en entreprise, réglementation [27 juin 2006] (p. 4559)

M. Yves Durand. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [28 juin 2006] (p. 4616)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-François Chossy. Donations et successions. Droits de succession. Réforme, handicapés [20 décembre 2005] (p. 8490)

M. François Liberti. Enseignement : personnel. Contractuels et vacataires. Intégration [20 décembre 2005] (p. 8488)

M. Axel Poniatowski. Système pénitentiaire. Surveillants. Logement, Osny [20 décembre 2005] (p. 8489)

M. Yves Coussain. Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT). Licence expertise agro-environnementale, Aurillac [17 janvier 2006] (p. 27)

M. Jean-Christophe Lagarde. Enseignement supérieur. Universités. Campus de Bobigny, travaux de réhabilitation [31 janvier 2006] (p. 508)

M. Philippe-Armand Martin. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Marne [28 mars 2006] (p. 2235)

Mme Arlette Franco. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [28 mars 2006] (p. 2237)

M. Gabriel Biancheri. Enseignement supérieur. Fonctionnement. Financement, pôle universitaire de Valence [28 mars 2006] (p. 2235)

M. Christian Vanneste. Enseignement. Politique de l'éducation [28 mars 2006] (p. 2236)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Claeys : rappelle qu'une programmation sur plusieurs années peut être modifiée par l'échéance électorale de 2007 ; précise qu'il n'a pas à se prononcer sur les décisions de la commission des finances ni sur un adt qui ne viendra pas en discussion [1^{er} mars 2006] (p. 1340)

M. Jean-Yves Le Déaut : déclare dissiper une polémique inutile en précisant que, en cas de majorité reconduite en 2007, son engagement s'entendait en euros constants pour 2008, 2009 et 2010 [1^{er} mars 2006] (p. 1341)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7071)**

Son intervention (p. 7070)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 7070)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 7070)
 Recherche : organismes (p. 7070)
 Recherche : chercheurs (p. 7070)
 Recherche : crédits (p. 7070)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)

Crédits de la mission " Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7074)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Ses interventions (p. 7115, 7133)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 7133)
 Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 7138)
 Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7116, 7134)
 Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 7134)
 Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 7134)
 Enseignement supérieur : universités (p. 7134)
 Enseignement supérieur : personnel : effectifs (p. 7116)
 Espace : politique spatiale (p. 7135)
 Formation professionnelle : stages (p. 7135)
 Grandes écoles : enseignement supérieur (p. 7137)
 Outre-mer : Antilles : enseignement supérieur (p. 7134)
 Outre-mer : Guyane : enseignement supérieur (p. 7134)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 7135)
 Recherche : emploi (p. 7133, 7136)
 Recherche : organisation (p. 7115 et s., 7136)
 Recherche : organismes (p. 7116, 7117, 7133, 7135, 7137)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7116, 7133)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7117, 7133)
 Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7135)
 Recherche : chercheurs (p. 7116, 7136)
 Recherche : crédits (p. 7115 et s.)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1253)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1279)

Son intervention (p. 1307)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1328)

Thèmes :

Energie et carburants : politique énergétique (p. 1253)
 Grandes écoles : financement (p. 1279)
 Recherche : carrière (p. 1254, 1280)
 Recherche : concurrence (p. 1308, 1309)
 Recherche : crédits (p. 1308)
 Recherche : Union européenne (p. 1253, 1308)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1253, 1307)
 Recherche : chercheurs (p. 1253, 1254, 1280, 1308, 1309)
 Recherche : innovation (p. 1254)
 Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1279)
 Recherche : recherche développement (p. 1253)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 1254, 1308)

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Albertini (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1330)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Alain Gouriou (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1334)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Ses interventions (p. 1338 et s.)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Alain Claeys (p. 1339) ; M. Jean-Yves Le Déaut (cf supra) (p. 1341)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 266 rectifié de M. Alain Claeys (plan pluriannuel de recrutement) (p. 1346)

Intervient sur l'adt n° 114 de la commission (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1346)

Intervient sur l'adt n° 57 de la commission des affaires économiques (recrutements dans la recherche publique : état prévisionnel sur cinq ans) (p. 1346)

Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Alain Claeys (rapport du Gouvernement au Parlement sur un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) (p. 1348)

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Alain Claeys (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des niches fiscales dédiées à la recherche) (p. 1349)

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Pierre Albertini (développement de la recherche : rôles de l'Etat et des collectivités locales) (p. 1349)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses interventions (p. 1355 et s.)

Article 2 B (politique de la recherche en direction des pays en voie de développement)

Intervient sur l'adt n° 121 rectifié de la commission (p. 1366)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Noël Mamère (débat national suivi d'une loi d'orientation et de programmation sur la politique de la recherche) (p. 1366)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Frédéric Dutoit (Agence nationale de la recherche : organisation et missions) (p. 1367)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1370 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 263 rectifié de la commission (recherche biomédicale : coordination des actions menées par les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les professionnels de santé au sein des groupements de coopération sanitaire) (p. 1398)

Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (recherche médicale et santé publique : mise en place d'une délégation interministérielle) (p. 1398)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1402 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Christian Blanc (statut du personnel d'enseignement et de recherche) (p. 1409)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Christian Blanc (personnels d'enseignement et de recherche : dispenses en matière d'obligation d'enseignement) (p. 1410)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Christian Blanc (enseignants-chercheurs : qualification, fonction et carrière) (p. 1410)

Intervient sur l'adt n° 209 rectifié de Mme Anne-Marie Comparini (universités : statuts et gestion) (p. 1410)

Intervient sur l'adt n° 210 de Mme Anne-Marie Comparini (adaptation du service d'enseignement du personnel d'enseignement et de recherche) (p. 1410)

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission des affaires économiques (reconnaissance du titre de docteur scientifique dans le cadre des conventions collectives) (p. 1410)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Pierre Cohen (projets de thèses proposés au mécénat de doctorat : réduction d'impôt) (p. 1411)

Intervient sur l'adt n° 368 de M. Alain Claeys (crédit d'impôt pour dépenses de recherche et emploi d'un docteur) (p. 1411)

Intervient sur l'ad t n° 304 de M. Jean-Yves Le Déaut (limitation du nombre de doctorants par professeur) (p. 1411)

Intervient sur l'ad t n° 339 de M. Armand Jung (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) (p. 1412)

Avant l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 133 de la commission (rédactionnel) (p. 1416)

Article 4 (*l'évaluation des établissements publics de recherche*)

Ses interventions (p. 1419 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-ad t n° 389 du Gouvernement (rédactionnel) à l'ad t n° 380 de la commission (de cohérence) (p. 1436)

Article 5 (*transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE*)

Son intervention (p. 1442)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 2 de la commission des finances (ratification d'un accord sur les brevets européens) (p. 1444)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 249 de M. Pierre Lasbordes (objectif de la recherche publique : introduction de la notion de partage des connaissances scientifiques dans les objectifs de la recherche publique) (p. 1445)

Intervient sur l'ad t n° 348 de M. Alain Claeys (modes de nomination et de révocation des dirigeants du CNRS) (p. 1445)

Intervient sur l'ad t n° 347 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur la coopération entre les grandes écoles et les universités) (p. 1445)

Article 6 (*développement d'une capacité d'expertise*)

Son intervention (p. 1445)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 251 de M. Pierre Lasbordes (établissements publics à caractère scientifique et technologique : contrôle financier : évaluation annuelle) (p. 1446)

Article 7 (*constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public*)

Son intervention (p. 1452 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 162, deuxième rectification de la commission (obligation pour les agents publics de l'Etat de déclarer les inventions dont ils sont auteurs, valorisation et exploitation de ces inventions au sein de l'Union européenne) (p. 1461)

Article 8 (*assouplissement des conditions de participation des chercheurs à la création ou aux activités d'une entreprise de valorisation de la recherche*)

Son intervention (p. 1462)

Article 8 bis (*assouplissement des règles de mobilité des chercheurs publics vers l'entreprise*)

Son intervention (p. 1462)

Article 9 (*valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST-*)

Son intervention (p. 1462)

Article 9 bis (*transformation du statut de l'Académie des technologies en établissement public à caractère administratif*)

Son intervention (p. 1463)

Article 10 bis (*offrir la possibilité aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et aux réseaux thématiques de recherche avancée de se doter de SAIC*)

Son intervention (p. 1463)

Article 12 (*modification de l'intitulé d'une section du code du travail*)

Son intervention (p. 1463)

Article 13 (*application aux futurs dirigeants de jeunes entreprises innovantes (JEI) des dispositions du code du travail applicables aux*

bénéficiaires du congé ou d'une période de travail à temps partiel pour création ou reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 1464)

Article 14 (*encadrement du congé pour l'exercice de responsabilités de direction au sein d'une entreprise répondant aux critères de jeune entreprise innovante -JEI*)

Son intervention (p. 1464)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 13, troisième rectification de M. Jean-Michel Fourgous (condition d'emploi des enseignants non permanents des établissements d'enseignement supérieur privé) (p. 1464)

Intervient sur l'ad t n° 382 de M. Jean-Michel Fourgous (détachements interentreprises dans les pôles de compétitivité) (p. 1464)

Article 15 (*exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche de l'impôt sur les sociétés pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public*)

Son intervention (p. 1465)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 16 de M. Jean-Michel Fourgous (jeunes entreprises innovantes : assouplissement du régime des exonérations fiscales liées à un investissement en recherche et développement) (p. 1465)

Intervient sur l'ad t n° 12 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (investissement dans les entreprises innovantes : déduction du revenu imposable) (p. 1466)

Intervient sur l'ad t n° 224 de M. Jean-Michel Fourgous (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : doublement des plafonds) (p. 1467)

Intervient sur l'ad t n° 15 de M. Jean-Michel Fourgous (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : extension à l'investissement sous forme d'assurance-vie) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 239 de Mme Anne-Marie Comparini (imputation des moins-values à long terme sur les produits de redevances de brevets) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 14 de M. Jean-Michel Fourgous (réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 235 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages pour les entreprises de moins de 500 salariés) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 243 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantage subordonné à la proportion de chercheurs titulaires de doctorat âgés de moins de 35 ans) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 236 de Mme Anne-Marie Comparini (crédit d'impôt pour dépenses de recherche : avantages supplémentaires pour les entreprises de moins de 500 salariés) (p. 1468)

Intervient sur l'ad t n° 238 de Mme Anne-Marie Comparini (impôt de solidarité sur la fortune : parts de fonds communs de placement dans l'innovation : conditions d'exclusion de l'assiette) (p. 1468)

Intervient sur le sous-ad t n° 393 du Gouvernement (suppression de la modification des plafonds fiscaux) à l'ad t n° 17 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) d'investir 6 % de leurs actifs en amorçage ; modification des plafonds fiscaux) (p. 1469)

Intervient sur l'ad t n° 379 de M. Jean-Michel Fourgous (fonds communs de placement dans l'innovation : incitation à l'allongement de la durée d'investissement) (p. 1469)

Article 16 (*assouplissement des règles des marchés publics pour les achats scientifiques et les marchés de travaux des établissements publics ayant dans leur statut une mission de recherche*)

Son intervention (p. 1470)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 18 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les sociétés à conseil d'administration de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1470)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les sociétés à directoire et conseil de surveillance de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1470)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les sociétés cotées de faire mention dans leur rapport annuel sur la gestion du groupe de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1470)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les établissements de crédit de publier chaque année le montant des encours des crédits octroyés aux entreprises créées dans l'année) (p. 1471)

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour les établissements de crédit de publier chaque année le montant des encours des crédits octroyés aux entreprises créées dans l'année, aux entreprises créées depuis moins de 3 ans et aux PME) (p. 1471)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Pierre-Louis Fagniez (prélèvement d'éléments du corps humain chez une personne hors d'état d'exprimer sa volonté : pouvoir d'opposition de la personne de confiance) (p. 1471)

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de M. Pierre-Louis Fagniez (régime des recherches d'évaluation des soins courants ; renforcement du rôle du comité de protection des personnes) (p. 1472)

Intervient sur le sous-adt n° 392 du Gouvernement (avis conforme de l'UNCAM) à l'adt n° 42 de M. Pierre-Louis Fagniez (prise en charge des médicaments entrant dans le champ des recherches d'évaluation des soins courants par les caisses d'assurance maladie) (p. 1472)

Intervient sur l'adt n° 123 rectifié de M. Pierre-Louis Fagniez (extension des règles concernant la recherche sur le sang et ses composants aux recherches visant à évaluer les transfusions sanguines) (p. 1472)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour l'État, les collectivités publiques et les établissements publics dont ils ont la tutelle de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1473)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son intervention (p. 1473)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 173 de la commission (évaluation du crédit d'impôt recherche : rapport au Parlement) (p. 1474)

Intervient sur l'adt n° 242 de Mme Anne-Marie Comparini (personnels temporaires de la recherche : docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie : obligation d'avoir terminé leur internat de spécialité) (p. 1474)

Article 17 (statut et mission de l'Institut et des académies)

Son intervention (p. 1474)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 255 rectifié de M. Pierre Lasbordes (dispositions relatives aux marchés publics pour ce qui concerne l'Institut et les académies) (p. 1474)

Article 19 (approbation des statuts et règlements de l'Institut et des académies par décret en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 1474)

Article 19 ter (modification des règles de délibération des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur pour la définition de leurs statuts et de leurs structures)

Son intervention (p. 1475)

Avant l'article 20

Intervient sur l'adt n° 174, deuxième rectification de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 1475)

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1476)

Intervient sur le sous-adt n° 390 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 1476)

Intervient sur l'adt n° 258 rectifié de M. Pierre Lasbordes (formation doctorale et titre de docteur) (p. 1476)

Intervient sur l'adt n° 179, deuxième rectification de M. Claude Birraux (titre de docteur) (p. 1476)

Intervient sur le sous-adt n° 391 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'adt n° 179, deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 1476)

Article 21 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 1477)

Article 21 ter (promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la recherche)

Son intervention (p. 1478)

Article 22 (entrée en vigueur de l'article 5 du projet de loi)

Son intervention (p. 1478)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 177 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du projet de loi) (p. 1478)

Intervient sur l'adt n° 248 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) (p. 1479)

Intervient sur le sous-adt n° 394 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'extension aux personnels d'éducation et d'orientation) à l'adt n° 248 de Mme Anne-Marie Comparini (p. 1479)

Explications de vote et vote [7 mars 2006] (p. 1566)

Son intervention (p. 1566)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son intervention (p. 2437)

Thèmes :

Enseignement supérieur : recherche (p. 2437)

Recherche : Union européenne (p. 2437)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 2437)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2437)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 2437)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2447)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1391, posée le 31 janvier 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 787). Appelée le 31 janvier 2006. Situation financière (p. 496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : marins (p. 6550)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6582)

Thème :

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 6582)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6742)

Thème :

Enseignement agricole : crédits (p. 6742)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 323 de M. Alain Claeys (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1331)

Son adt n° 328 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2970)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Son intervention (p. 2976)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)*Après l'article 19 bis*

Intervient sur l'adt n° 1245 rectifié de M. André Flajolet (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) (p. 3560)

Intervient sur l'adt n° 588 de M. Jean Launay (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) (p. 3560)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'adt n° 587 rectifié de M. Jean Launay (obligation pour tout navire accédant aux ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux zones de mouillages et

d'équipement léger d'être équipés de réservoirs de stockage des eaux noires) (p. 3568)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3572)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 1012 rectifié de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (démarches de protection et de mise en valeur du littoral dans le cadre de Schémas de Mise en Valeur de la Mer) (p. 3680)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4878 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5286 et s.)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Jeunes. Service civil volontaire [15 novembre 2005] (p. 6759)

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [29 mars 2006] (p. 2311)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1481, posée le 7 mars 2006. Mer et littoral. Espaces littoraux [J.O. Questions p. 2256]. Appelée le 7 mars 2006. Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, application, conséquences, exploitations agricoles (p. 1540)

n° 1653, posée le 6 juin 2006. Handicapés. Intégration en milieu scolaire [J.O. Questions p. 5728]. Appelée le 6 juin 2006. Perspectives (p. 3967)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7615)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7615)

Etat : devoir de mémoire (p. 7615)

Pays étrangers : Afrique (p. 7615)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7615)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8357)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8357)
Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8357)
Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8357)
Tourisme et loisirs (p. 8357)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 158)

Thèmes :

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 158)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 159)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

Membre du conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis [J.O. du 13 septembre 2006] (p. 13489)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif (n° 2332) [14 décembre 2005] (n° 2759)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service civil volontaire, rôle des associations [16 novembre 2005] (p. 6891)

Associations. Bénévolat. Statut [25 janvier 2006] (p. 344)

Emploi. Jeunes. Quartiers défavorisés [4 avril 2006] (p. 2433)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1530, posée le 28 mars 2006. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 3191). Suppléée par Mme Josette Pons. Appelée le 28 mars 2006. Grippe aviaire, conséquences, filière avicole (p. 2224)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5971)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 50)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 50)
Associations : bénévolat (p. 50)
Emploi : jeunes (p. 50, 51)
Jeunes : volontaires (p. 51)
Tourisme et loisirs : animateurs (p. 51)
Travail : salaires : volontaires (p. 51)
Travail : travail saisonnier (p. 51)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)

Ses interventions (p. 64 et s.)

Article 1er bis (exemption de la condition de ressources pour bénéficiaire de l'aide juridique)

Son intervention (p. 66)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Son intervention (p. 67)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Ses interventions (p. 68 et s.)

Son adt n° 98 : adopté (p. 68)

Article 4 (protection au regard de l'assurance chômage du salarié choisissant le volontariat)

Ses interventions (p. 70 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 27 de Mme Martine Lignières-Cassou (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Intervient sur l'adt n° 53 de M. Jean-Pierre Decool (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Article 5 (validation des acquis de l'expérience)

Son intervention (p. 72)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Son intervention (p. 76)

Article 6 bis (rupture anticipée du contrat de volontariat en cas de signature d'un contrat de travail)

Son intervention (p. 79)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Ses interventions (p. 79 et s.)

Article 7 bis (report de l'âge limite pour les concours de la fonction publique)

Son intervention (p. 81)

Article 7 ter (titre-repas pour le volontaire)

Son intervention (p. 81)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'adt n° 9 deuxième rectification de la commission (création d'un chèque-repas du bénévole sur le modèle du titre-restaurant) (p. 82)

Article 8 (protection sociale du volontaire)

Ses interventions (p. 83 et s.)

Article 9 (modifications du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 84)

Article 9 bis (principe de compensation des pertes de recettes sociales)

Son intervention (p. 84)

Article 9 ter (rapport du Gouvernement sur les modalités de compensation des pertes de recettes sociales)

Son intervention (p. 85)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Ses interventions (p. 85 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 96 de M. Pierre-Christophe Baguet (associations : incitation fiscale à la mise à disposition de locaux et terrains à titre gratuit) (p. 88)

Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Martine Lignières-Cassou (associations : conclusion de contrats pluriannuels avec l'Etat pour la mise en œuvre du volontariat) (p. 89)

Intervient sur l'ad n° 65 du Gouvernement (possibilité pour le groupement d'intérêt public "Coupe du Monde de rugby France 2007" de recourir à des volontaires) (p. 89)

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Martine Lignières-Cassou (conférence nationale annuelle du volontariat) (p. 90)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Ses interventions (p. 91 et s.)

Article 13 (publicité des subventions reçues par les associations)

Ses interventions (p. 94 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 55 de M. Jean-Pierre Decool (chèque-emploi associatif : extension aux syndicats de copropriétaires) (p. 95)

Intervient sur l'ad n° 56 de M. Jean-Pierre Decool (chèque-emploi associatif : extension aux associations employant cinq équivalent temps plein) (p. 95)

Intervient sur l'ad n° 15 rectifié de M. Dominique Tian (publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations) (p. 96)

Intervient sur l'ad n° 58 rectifié de M. Étienne Pinte (amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi) (p. 97)

Intervient sur l'ad n° 97 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations) (p. 97)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4119)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4120)

Professions de santé : infirmiers (p. 4119)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4120)

Professions de santé : infirmiers : recrutement (p. 4119)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4119)

Santé : soins (p. 4120)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 4136)

Maxime GREMETZ

Somme (1^{re} circonscription)

Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant du comité national des retraités et des personnes âgées [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôt sur le revenu. Réforme [21 décembre 2005] (p. 8575)

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [6 juin 2006] (p. 3984)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1616, posée le 30 mai 2006. Santé. Contrôle sanitaire (J.O. Questions p. 5565). Appelée le 30 mai 2006. Laboratoire public départemental, maintien, Somme (p. 3759)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Conteste une remarque du président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'absence des députés communistes et républicains lors de réunions de cette commission concernant le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [26 octobre 2005] (p. 5912)

Se plaint qu'une demande de suspension de séance déposée par lui-même au nom de son groupe ait été refusée par la présidence [27 octobre 2005] (p. 5953)

S'insurge contre la façon - selon lui - déformée dont la presse a fait état de sa présence à la tribune lors d'une précédente séance et des propos qu'elle a prêtés au Président à son sujet [2 novembre 2005] (p. 6180)

Déplore l'ambiance "délétère" qui s'installe en séance publique ; en appelle à plus de sérénité [30 novembre 2005] (p. 7717)

S'appuie sur des positions d'experts en économie défavorables au contrat première embauche ; voit dans cette mesure gouvernementale l'ombre du MEDEF ; y prévoit de nombreux nouveaux avantages pour le patronat ; cite un cas de CNE, ayant succédé à un CDD, conclu par un licenciement [7 février 2006] (p. 825)

Accuse le Gouvernement de ne pas répondre aux questions posées par l'opposition, en particulier sur le coût en exonérations patronales des CNE et CPE [8 février 2006] (p. 851)

Considère que le débat met en difficulté le Gouvernement et l'UMP [8 février 2006] (p. 875)

Prévient le Gouvernement et l'UMP que le Sénat, du fait de la position de l'UDF, ne donne pas toutes garanties d'adopter le CPE [8 février 2006] (p. 909)

Accuse la majorité, par son mutisme sur un sujet qui engage l'avenir des jeunes, de donner une mauvaise image de l'Assemblée nationale [8 février 2006] (p. 927)

Observe que le Président de l'Assemblée nationale a pris le prétexte "d'obstruction" pour parvenir au vote de l'amendement instituant le CPE au cours de la nuit [8 février 2006] (p. 948)

Juge qu'en intervenant au cours de la discussion générale et en ne fournissant pas aux parlementaires l'ensemble des documents de la Commission européenne, M. Breton fait de l'obstruction parlementaire ; il remarque que, malgré les engagements de M. Sarkozy quant à la participation de l'Etat au capital de GDF, il apparaît aujourd'hui que celle-ci pourrait descendre en dessous de 34 % et déclare que ce sujet aurait mérité un grand débat national voire un référendum [8 septembre 2006] (p. 4813)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : déclare que la majorité souhaite le recours au 49-3, ralentit la discussion en ne cessant de parler d'obstruction [13 septembre 2006] (p. 5025)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5836)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5843) : rejetée (p. 5854)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5911)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5912)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : privatisations (p. 5851)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5911)
 Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5911)
 Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5912)
 Contributions indirectes : boissons et alcools (p. 5846)
 Contributions indirectes : tabac (p. 5846)
 Entreprises : allègement des charges (p. 5845)
 Entreprises : bénéfiques (p. 5847)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5848 et s.)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5847, 5848)
 Produits dangereux : amiante (p. 5850)
 Professions de santé : médecin traitant (p. 5845)
 Professions de santé : médecins (p. 5845)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 5849, 5850)
 Santé : accès aux soins (p. 5836, 5843 et s.)
 Sécurité sociale : déficit (p. 5844 et s.)
 Sécurité sociale : financement (p. 5844 et s.)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 5929)

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 5932)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)

Ses interventions (p. 5933 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers) (p. 5934)

Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 5936)

Intervient sur l'adt n° 146 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 5937)

Article 12 (conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail et aux dirigeants de société en cas de départ forcé)

Reprend l'adt n° 62 de M. Dominique Tian (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) (p. 5939) : SCRUTIN PUBLIC

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150 de Mme Jacqueline Fraysse (abrogation des dispositions législatives supprimant le lien entre les allègements de cotisations accordées aux entreprises et les créations d'emploi) (p. 5939)

Article 13 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire)

Reprend l'adt n° 64 de M. Dominique Tian (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5941)

Reprend l'adt n° 68 de M. Philippe Vitel (possibilité de détachement des membres des corps enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5941)

Après l'article 13

Son rappel au règlement (cf supra) [27 octobre 2005] (p. 5953)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6535)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6535)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6535)
 Anciens combattants et victimes de guerre : résistants (p. 6536)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6535)
 Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 6536)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6563)

Reprend l'adt n° 53 de la commission (transfert de crédits destinés à la ligne "Liens entre la nation et son armée" au bénéfice de la revalorisation de la retraite du combattant) (p. 6565) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6566)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6566)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports aériens (p. 6509)

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Après l'article 86

Intervient sur l'adt n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6805)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 novembre 2005] (p. 6180)

Son intervention (p. 6182)

Procédure des questions :

Justice : centres éducatifs fermés : Picardie (p. 6182)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Son intervention (p. 6670)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 6670)
 Emploi : création d'emplois (p. 6672)
 Emploi : jeunes (p. 6670)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6670)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 6671)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 6671)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 6671)
 Travail : précarité (p. 6670)

Procédure des questions :

Travail : inspection du travail : formation professionnelle (p. 6682)
 Travail : négociations : entreprises de travail temporaire (p. 6683)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6686 et s.)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6778)

Thèmes :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 6779)
Logement : logement social : taux (p. 6778)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 6779)
Ordre public : violences urbaines (p. 6779)
Politique sociale : Français issus de l'immigration (p. 6779)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [29 novembre 2005] (p. 7623)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7623)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7647) : non soutenue (p. 7647)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7679)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 7679)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7679)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 7679)
Travail : précarité (p. 7679)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Martine Billard (nouveau titre : "aides au retour à l'emploi") (p. 7680)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7682)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7685)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Ses interventions (p. 7686 et s.)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7689)

Reprend l'adt n° 19 de la commission (transfert de crédits destinés à la ligne "Liens entre la nation et son armée" au bénéfice de la revalorisation de la retraite du combattant) (p. 7692) : SCRUTIN PUBLIC

Ses adts n° 6 et 9 (p. 7693)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Son adt n° 12 (p. 7696)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7717)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son adt n° 16 rectifié (p. 7722)

Ses explications de vote (p. 7931)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7931)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14

mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Répond aux observations de M. Patrick Bloche : affirme que l'amendement retiré permettait une petite avancée alors que le Gouvernement et la majorité remettent en cause le droit à la copie privée (p. 1859)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 606)

Thèmes :

Communes : Amiens (p. 607)
Emploi : chômage (p. 607, 608)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 606 et s.)
Emploi : jeunes (p. 607)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 606)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 609)
Travail : précarité (p. 607 et s.)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses adts n° 38 (de suppression) et 39 (p. 744, 755)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 825)
Son ss-adt n° 53 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 833) : rejeté (p. 835)

Intervient sur les sous-adts n° 99 et 418 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 839, 845)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 851)

Intervient sur le sous-adt n° 419 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 853)

Intervient sur les sous-adts n° 420, 422 à 424 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 857, 861, 868, 869)

Intervient sur le sous-adt n° 115 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873)

Intervient sur le sous-adt n° 159 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 875)

Intervient sur les sous-adts n° 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 du Gouvernement (p. 877)

Intervient sur le sous-adt n° 599 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 895)

Ses ss-adts n° 54 et 55 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 896, 902) : rejetés (p. 897, 902)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 909)

Intervient sur les sous-adts n° 210 et 589 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 910, 921)

Son ss-adt n° 56 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 922) : rejeté (p. 923)

Intervient sur le sous-adt n° 211 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 924)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 927)

Son ss-adt n° 57 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 934) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 935)

Son intervention : fait état d'une "grande réunion de la gauche" ; souligne qu'il y a été décidé de "tout faire" pour empêcher le vote du CPE ; demande en conséquence une suspension de séance [8 février 2006] (p. 939)

Intervient sur le sous-adt n° 169 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement e (p. 941)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 949)

Son ss-adt n° 58 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 950) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 951)

Répond aux interventions de M. Jean-Marc Ayrault : s'associe à la demande de suspension de séance de M. Ayrault aux fins de pouvoir effectuer les traditionnelles

réunions de groupe du mercredi matin ; interroge le Gouvernement sur sa conception des contrats emplois-jeunes ; affirme avoir à ce sujet entendu des propos mensongers (p. 864)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2622)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2623, 2624)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 2622 et s.)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2622 et s.)
 Emploi : jeunes (p. 2622 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2624)
 Formation professionnelle : stages (p. 2624)
 Politique économique : libéralisme (p. 2622 et s.)
 Travail : précarité (p. 2622 et s.)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Son adt n° 23 rectifié (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2658)

Son adt n° 24 rectifié (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2659) : rejeté (p. 2661)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Ses adts n°s 19 et 18 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2665)

Ses adts n°s 20, 21 et 22 (p. 2665)

Ses explications de vote (p. 2672)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2672)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3444)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3444, 3445)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 3444, 3445)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3445)
 Politique économique : libéralisme (p. 3445)
 Travail : carrière (p. 3445)
 Travail : insertion professionnelle et sociale (p. 3445)
 Travail : droit du travail (p. 3445)
 Travail : inspection du travail (p. 3445)
 Travail : négociations (p. 3445)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4854)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 septembre 2006] (p. 4813)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4855)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4855)
 Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4855)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4855)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4855)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5023)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5024)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3320 relative à la maîtrise des coûts du revenu minimum d'insertion [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7399)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
 Apparté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1579, posée le 2 mai 2006. Outre-mer. Non appelée (J.O. Questions p. 4558)

n° 1600, posée le 9 mai 2006. Outre-mer. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 4787)

n° 1632, posée le 30 mai 2006. Outre-mer. Collectivité territoriale : Saint Pierre et Miquelon (J.O. Questions

p. 5568). Appelée le 30 mai 2006. Politique sociale (p. 3763)
 n° 1654, posée le 6 juin 2006. Sécurité sociale. Régime de rattachement (J.O. Questions p. 5728). Appelée le 6 juin 2006. Etablissement national des invalides de la mer (ENIM), Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3970)
 n° 1681, posée le 20 juin 2006. Moyens de paiement. Chèques (J.O. Questions p. 6304). Appelée le 20 juin 2006. Egalité de traitement, Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 4324)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7031)

Thème avant la procédure des questions :

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7031)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)*Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B*

Intervention : souhaite que la France demande l'extension du plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7048)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6987)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6987)

Energie et carburants : prospection et recherche (p. 6988)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6987)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6988)

Politique sociale : prestations sociales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6988)

Retraites : régime général : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6988)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6988)

François GROSDIDIER

Moselle (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteur spécial du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [7 février 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 40 : Ville et logement (rénovation urbaine ; équité sociale et territoriale et soutien) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2957 visant à renforcer le contrôle des provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence [14 mars 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) :

- Annexe 1 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'équipement des forces de M. François Cornut-Gentille ;

- Annexe 2 : exécution en 2005 des crédits relatifs à la ville et au logement de M. François Scellier et M. François Grosdidier ;

- Annexe 3 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'administration générale et territoriale de l'Etat de M. Jean-Pierre Gorges [13 juin 2006] (n° 3155)

Proposition de loi n° 3215 visant à permettre aux collectivités territoriales de construire des lieux de culte [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3216 visant à intégrer le culte musulman dans le droit concordataire d'Alsace et de Moselle [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Famille. Mariage. Mariages blancs, étrangers, lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7710)

DÉBATS

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6788)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits budgétaires (p. 6788)

Arts et spectacles : artistes : violences urbaines (p. 6789)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 6789)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6788)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Supplée M. François Scellier, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Ses interventions (p. 7213, 7216 et 7265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7214)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7216)

Associations (p. 7213, 7215 et s.)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7216)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7214, 7216)

Enseignement (p. 7213, 7215)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7214)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7217)

Logement : crédits (p. 7216)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7216)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7216)

Ordre public : violences urbaines (p. 7214)

TVA : taux réduit : logement (p. 7217)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7214 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)*Crédits de la mission "Ville et logement", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7267)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4435)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4435 et s.)

Aménagement du territoire : politique de la ville : fonds d'intervention pour la ville (p. 4435)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 4435 et s.)

Enseignement (p. 4435)

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4435)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4435)
 Ordre public : violences urbaines (p. 4435)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4435)

Gaël GROSMAIRE

Rapporteur du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention en qualité de rapporteur du conseil économique et social (p. 4771)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4771)
 Assurances : assurance dommages (p. 4772)
 Emploi (p. 4771)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4772)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 4772)

Arlette GROSSKOST

*Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [22 février 2006] (p. 1089)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1601, posée le 9 mai 2006. Travail. Droit du travail (J.O. Questions p. 4787). Appelée le 9 mai 2006. Groupements d'employeurs, développement (p. 3160)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 7239)
 Ordre public : violences urbaines (p. 7240)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7240)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Son intervention (p. 8194)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8194)
 Emploi : femmes (p. 8194)
 Travail : congé de maternité (p. 8194)
 Travail : égalité professionnelle (p. 8194, 8495)
 Travail : salaires (p. 8194)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son intervention (p. 8197)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Jean-Pierre Decool (congé parental : entretien du salarié avec l'employeur) (p. 8209)

Après l'article 12 ter A

Intervient sur l'ad n° 66 de M. Dominique Tian (journée de solidarité : droit du salarié au fractionnement) (p. 8213)

Serge GROUARD

*Loiret (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 23 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son adt n° 428 (p. 5580)

Article 25 (affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2004 des communes et de leurs groupements)

Son adt n° 429 rectifié (p. 5594)

Après l'article 9

Son adt n° 427 rectifié précédemment réservé (France Télécom – taxe professionnelle : prélèvement opéré par l'Etat plafonné au produit perçu par la collectivité) (p. 5619) : rejeté (p. 5621)

Pascale GRUNY

*Aisne (2^{ème} circonscription)
 Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [8 mars 2006] (p. 1630)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1427, posée le 7 février 2006. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 1105). Appelée le 7 février 2006. Véhicules non polluants, développement (p. 783)

n° 1706, posée le 27 juin 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 6666). Appelée le 27 juin 2006. Permis blanc (p. 4539)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5519)

Thème :

Energie et carburants : biocarburants (p. 5519)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 85 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (campagnes électorales – financement par des particuliers : virement, prélèvement automatique ou carte bancaire) (p. 5559)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5629 et s.)

Après l'article 13

Son adt n° 269 précédemment réservé (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5639) : retiré (p. 5642) ; repris par M. Hervé Morin

Son adt n° 271 (éthanol – réduction de TIPP : suppression pour les dérivés de l'éthanol) (p. 5654) : rejeté (p. 5655)

Son adt n° 270 (unités de production d'alcool éthylique - réduction de TIPP : agrément du ministère de l'agriculture) : adopté (p. 5655)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6558)

Louis GUÉDON

Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 24 février 2006] (p. 2929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6821)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 6821)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 6821)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6821)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6822)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 6821)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Après l'article 74

Son adt n° 19 (mesures fiscales en faveur des conserveries de poisson : exonération de la taxe spéciale sur les huiles) (p. 6879) : retiré (p. 6880)

Jean-Claude GUIBAL

Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil national du littoral [J.O. du 24 février 2006] (p. 2929)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices) adoptée à Londres le 5 octobre 2001 (n° 3086) [7 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Développement. Relations Nord-Sud [22 novembre 2005] (p. 7321)

Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1803)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement : sécurité (p. 6514)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7612)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7612)
 Etat : devoir de mémoire (p. 7612, 7613)
 Etat : politique extérieure (p. 7612, 7613)
 Pays étrangers : Algérie (p. 7612)

Lucien GUICHON

*Ain (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

**Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
 [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)**

Après l'article 32

Intervient sur l'ad n° 284 rectifié de M. Yves Deniaud (outillages mis à la disposition de sous-traitants industriels – taxe professionnelle : exonération par délibération des collectivités territoriales en cas d'imposition au nom du sous-traitant) (p. 8133)

Élisabeth GUIGOU

*Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Souligne que la loi de 1998 a établi une injonction de soins que les procureurs généraux ont reçu instruction de requérir systématiquement jusqu'en 2002. La gauche avait renforcé les moyens consacrés aux conseillers d'insertion et de probation ainsi que ceux de tous les services de la justice. En revanche, les objectifs de la loi de programmation votée par la majorité actuelle ne sont réalisés qu'à moitié [12 octobre 2005] (p. 5175)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5172)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 octobre 2005] (p. 5175)

Thèmes :

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5172)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5173)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5172)
 Justice : frais de justice : crédits budgétaires (p. 5173)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : effectifs (p. 5173)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5740)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1^{er} décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7784)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7784, 7785)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7785)
 Enseignement supérieur : classes préparatoires (p. 7785)
 Grandes écoles : étudiants (p. 7785)
 Politique sociale : promotion sociale (p. 7784)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 7 septies

Son adt n° 412 (création d'un permis de louer) (p. 356) : rejeté (p. 360)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2659)
 Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2659)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 5194)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5490)

François GUILLAUME

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (n^{os} E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 31778) et sur les textes n^{os} E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E 3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162 [5 juillet 2006] (n^o 3252)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la participation des salariés dans l'Union européenne [13 septembre 2006] (n^o 3304)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n^o 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4807)

Thèmes :

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4807)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4807)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4807)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 278 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er : " Promouvoir une démarche d'entreprise au service de l'emploi et des conditions de vie des agriculteurs") (p. 4881)

Son adt n^o 74 (intitulé du titre 1er : "Accompagner les agriculteurs dans leur démarche d'entreprise et améliorer leurs conditions de vie") : rejeté (p. 4881)

Son adt n^o 75 (intitulé du chapitre 1er : " Assurer la bonne transmission des entreprises agricoles") (p. 4881) : rejeté (p. 4883)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4886 et s.)

Son adt n^o 76 (p. 4893)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4911 et s.)

Ses adts n^{os} 78 à 82 rectifié (p. 4914 et s., 4921, 4933)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n^o 999 rectifié de Mme Brigitte Barèges (droit de préemption des SAFER) (p. 4938)

Intervient sur l'adt n^o 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n^o 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n^o 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n^o 292 rectifié de la commission (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Intervient sur l'adt n^o 1092 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Intervient sur l'adt n^o 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n^o 883 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n^o 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son adt n^o 83 : adopté (p. 4958)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n^o 774 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (exclusion des droits à paiement unique en cas de refus d'agrément par la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 4961)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4970 et s.)

Ses adts n^{os} 84 à 87, 89 à 91 (p. 4978 et s. 4982 et s.)

Son adt n^o 92 : adopté (p. 4986)

Ses adts n^{os} 93, 95 et 96 (p. 4986 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n^o 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4990)

Intervient sur l'adt n^o 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4992)

Son ss-adt n^o 1126 précédemment réservé (rédactionnel) à l'adt n^o 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (p. 4993) : retiré (p. 4994)

Intervient sur l'adt n^o 1038 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (limitation du bénéfice de l'exercice du droit de préemption des SAFER aux agriculteurs faisant la preuve du financement de l'opération) (p. 4996)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Ses interventions (p. 4997 et s.)

Son adt n^o 102 rectifié (p. 5009)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Ses adts n^{os} 104 et 105 (p. 5011 et s.)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Son intervention (p. 5016)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Son intervention (p. 5018)

Son adt n^o 106 rectifié (p. 5022)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Ses interventions (p. 5033 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 899 de M. François Sauvadet (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)

Intervient sur l'adt n° 571 de M. Philippe-Armand Martin (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)

Intervient sur l'adt n° 392 de la commission (obligation d'informer les consommateurs sur la présence de produits d'origine agricole dans les carburants) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5085)

Intervient sur l'adt n° 607 de M. Étienne Mourrut (tarification incitative de toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs) (p. 5091)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5095 et s.)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5113 et s.)

Ses adts n° 112 et 113 (p. 5117, 5120)

Son adt n° 114 : adopté (p. 5122)

Son adt n° 116 (p. 5122)

Son adt n° 117 : adopté (p. 5124)

Ses adts n° 118, 120 et 121 (p. 5125 et s.)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5130 et s.)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Ses interventions (p. 5133 et s.)

Ses adts n° 122, 123, 134, 1136, 124, 1135, 1134, 129, 125 (p. 5134 et s.)

Son adt n° 1137 rectifié (p. 5136)

Son adt n° 131 (p. 5137)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 1047 de M. Jean Auclair (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Intervient sur l'adt n° 1048 de M. Jean Auclair (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code de commerce)

Son adt n° 135 (p. 5140)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son intervention (p. 5142)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 273 rectifié de M. Christian Ménard (création d'un comité national de gestion des risques) (p. 5143)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Son adt n° 138 (p. 5146)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Ses interventions (p. 5287 et s.)

Ses adts n° 139 à 142 (p. 5290 et s.)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son ss-adt n° 1153 à l'adt n° 99 du Gouvernement : adopté (p. 5296)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5298)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Ses interventions (p. 5309 et s.)

Son adt n° 143 rectifié (p. 5310)

Article 25 (bail environnemental)

Ses interventions (p. 5312 et s.)

Son adt n° 145 : adopté (p. 5312)

Son adt n° 146 (p. 5312)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 364 de la commission (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5314)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Ses interventions (p. 5319 et s.)

Son adt n° 147 (p. 5321)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5511)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5512)

Emploi : chômeurs : fraude (p. 5511)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5511)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5511)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5512)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5511 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5511)

Régions : fiscalité : gauche (p. 5512)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Son intervention (p. 6309)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chambres consulaires (p. 6310)

Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 6310)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 6309)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6310)

TVA : taux réduit (p. 6310)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (p. 7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6909)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses interventions (p. 3012 et s.)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3403)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son intervention (p. 3422)

Article 4 bis (définition des cours d'eau concernés par l'obligation d'implantation de bandes enherbées)

Son intervention (p. 3424)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses adts n^{os} 70 et 308 (p. 3502, 3504)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son intervention (p. 3511)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3517)

Son adt n^o 309 (p. 3517)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son adt n^o 311 (p. 3522)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Ses adts n^{os} 312 et 313 (p. 3528)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son adt n^o 315 (p. 3561)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3569)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3575)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son adt n^o 316 rectifié (p. 3673)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses adts n^{os} 319 rectifié et 318 rectifié (p. 3684, 3690)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Ses adts n^{os} 321 et 320 deuxième rectification (p. 3703, 3705)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3712)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son adt n^o 883 : adopté (p. 3722)

Son adt n^o 884 (p. 3722)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3723 et s.)

Ses adts n^{os} 824, 825 et 822 (p. 3741, 3743, 3745)

Jean-Jacques GUILLET

Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) (n^o 3156) [20 juin 2006]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n^o 2540) tome VII : Écologie et développement durable (n^o 2571) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Indonésie. Île de Java, séisme, aide humanitaire [30 mai 2006] (p. 3783)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Écologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6499)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6576)

Thèmes :

Environnement : crédits (p. 6576)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 6576)

Politique économique : mondialisation (p. 6576)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 6577)

Projet de loi de finances rectificative n^o 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 30

Son adt n^o 86 (dons de matériel informatique des entreprises à leurs salariés : prorogation du régime fiscal) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8114)

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4844)

Thèmes :

Énergie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4844)

Énergie et carburants : gaz : investissements (p. 4844)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4845)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4845)

Énergie et carburants : indépendance énergétique (p. 4845)

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4845)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4844)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4844)

Christophe GUILLOTEAU

Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 477 rectifié : adopté après modification (p. 4923)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 481 (p. 5119)

Son intervention (p. 5120)

Son adt n° 480 rectifié (p. 5127)

Avant l'article 24

Son adt n° 478 (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5305) : rejeté (p. 5306)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Gendarmerie : Rhône-Alpes (p. 6383)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Ses adts n°s 1 et 2 (p. 1172)

Son intervention (p. 1173)

Paulette GUINCHARD

Doubs (2^{ème} circonscription)

Socialiste

Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre du conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Coprésidente de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 17 novembre 2005] (p. 17951)

Cesse d'être Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 31 décembre 2005] (p. 20951)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3052 tendant à améliorer l'information du Parlement par la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes [26 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur le financement des établissements d'hébergement des personnes âgées [17 mai 2006] (n° 3091)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Didier Migaud : rappelle à M. Migaud qu'elle est garante "des règles de fonctionnement" de l'Assemblée [16 novembre 2005] (p. 6913)

M. Charles de Courson : indique à M. Charles de Courson que son intervention ne relève pas du rappel au règlement [16 novembre 2005] (p. 6914)

M. Henri Nayrou : indique à M. Nayrou que son intervention ne relève pas du rappel au règlement, que "ce n'est pas correct y compris vis-à-vis de moi" [16 novembre 2005] (p. 6914)

M. Augustin Bonrepaux : souligne qu'il ne s'agit pas d'un rappel au règlement [16 novembre 2005] (p. 6914)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Répond aux rappels au règlement de M. Didier Migaud (p. 6913) ; M. Charles de Courson (p. 6913) ; M. Henri Nayrou (p. 6914) ; M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 6914)

En qualité de Députée

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge [29 novembre 2005] (p. 7635)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1290, posée le 18 octobre 2005. Voirie. Financement (J.O. Questions p. 9591). Appelée le 18 octobre 2005. Contournement de Besançon (p. 5355)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4853)

Thème :

Agriculture : coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) (p. 4853)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5893)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5894)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5893)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 5893)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5894)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 5893)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 5894)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5894)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Son adt n° 202 rectifié (p. 6039)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 229 deuxième rectification du Gouvernement (soins palliatifs à domicile ; assise juridique) (p. 6041)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)

Son intervention (p. 6042)

Son adt n° 270 (p. 6043)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de Mme Cécile Gallez (logements foyers ; modalités de tarification ; octroi de l'APA en établissement aux occupants) (p. 6045)

Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)

Son intervention (p. 6046)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Son intervention (p. 6048)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4272)

Thèmes :

Départements : action sociale : handicapés (p. 4273)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 4272)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 4272, 4273)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4273)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 4273)

Personnes âgées : dépendance (p. 4273)

Politique sociale : solidarité : personnes âgées (p. 4272)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4272)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4272, 4273)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4273)

H

David HABIB

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4200)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1316, posée le 6 décembre 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 11119). Appelée le 6 décembre 2005. Restructuration, Orthez (p. 7898)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 281)

Thèmes :

- Energie et carburants : biocarburants (p. 281)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 282)
- Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 282)
- Industrie : industrie pétrolière (p. 282)
- Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 282)
- Ses explications de vote (p. 288)
- Vote contre du groupe socialiste (p. 288)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2528)

Thèmes :

- Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 2528)
- Environnement : charte de l'environnement (p. 2528)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4246)

Thèmes :

- Energie et carburants : biocarburants (p. 4247)
- Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4247)
- Entreprises : action spécifique (p. 4247)
- Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4247)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4787)

Thèmes :

- Constitution : article 11 : GDF/SUEZ (p. 4787)
- Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4787)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : cession d'actifs (p. 4787)
- Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4787)
- Energie et carburants : tarifs (p. 4787)

Entreprises : action spécifique (p. 4787)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4876 et s.)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5239 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son intervention (p. 5300)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5562 et s.)

Georges HAGE

*Nord (16^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2640 visant à compléter le dispositif d'interdiction des mines antipersonnel [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2704 visant à créer une journée nationale de la mine et des mineurs [23 novembre 2005]

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi portant engagement national pour le logement (n° 2709 rectifié) [28 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9404)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances [J.O. du 10 septembre 2006] (p. 13423)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (n° 2709) [21 décembre 2005] (n° 2771)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, portant engagement national pour le logement (n° 3072) [17 mai 2006] (n° 3089)

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement [21 juin 2006] (n° 3178)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Baux. Loyers. Calcul, indice de référence, réforme [2 novembre 2005] (p. 6128)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : répond que l'amendement de M. Ollier est retiré et qu'un autre amendement sera déposé sur l'accession sociale à la propriété sans modifier les règles actuelles de l'article 55 de la loi SRU [31 mai 2006] (p. 3851)

DÉBATS

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6780)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 6780)
Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6780)
Etrangers : expulsion : délinquance et criminalité (p. 6780)
Ordre public : violences urbaines (p. 6780)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6780)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 17 (dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulants des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs)

Son adt n° 146 (p. 8384)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 119)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 189)

Thèmes :

Copropriété : syndics (p. 121)
Logement : habitat insalubre (p. 120)
Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 121)
TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 120)
Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 120)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er A (réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires)

Son intervention (p. 195)

Avant l'article 1er

Son adt n° 301 (intitulé du chapitre 1er : "Faciliter la réalisation de logements sur les terrains publics") : adopté (p. 195)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Ses interventions (p. 196 et s.)

Ses adts n°s 200 rectifié, 201 à 203 : adoptés (p. 200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 201)

Article 1er bis (transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune)

Son intervention (p. 211)

Son adt n° 204 : adopté (p. 211)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Étienne Pinte (suppression de l'accord du préfet lors de la création d'un établissement public foncier local) (p. 213)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 2A (élaboration d'un programme local de l'habitat par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 215)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 217 et s.)

Ses adts n°s 205, 206, 74 rectifié, 207 à 209 : adoptés (p. 225 et s., 233)

Ses ss-adts n°s 556 et 557 rectifié à l'adt n° 121 de M. Patrick Braouezec : adoptés (p. 233)

Article 2 bis (extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat)

Son intervention (p. 235)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Ses interventions (p. 235 et s.)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 236)

Article 3 ter (action en démolition)

Son intervention (p. 238)

Article 3 quinquies (possibilité pour le préfet d'engager une action en démolition)

Ses adts n°s 212 et 213 : adoptés (p. 239)

Après l'article 3 quinquies

Intervient sur l'adt n° 328 rectifié de M. Rodolphe Thomas (limitation de l'exercice du droit de recours en annulation d'un permis de construire) (p. 239)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

Après l'article 3 sexies

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Patrick Braouezec (encadrement des ventes à la découpe avec l'institution d'un permis de diviser) (p. 241)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)

Son intervention (p. 242)

Ses adts n°s 214, 215, 357, 219 rectifié et 220 : adoptés (p. 242 et s.)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 677 rectifié du Gouvernement (exercice facilité du droit de préemption des collectivités territoriales pour la réalisation de logements sociaux) (p. 243)

Intervient sur l'adt n° 329 de M. Martial Saddier (exercice facilité du droit de préemption des collectivités territoriales pour la réalisation de logements sociaux) (p. 243)

Intervient sur l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (sociétés locales placées sous le contrôle exclusif des

- collectivités locales autorisées sur demande de ces dernières à réaliser des opérations d'aménagement sans être contraintes par les règles de mise en concurrence) (p. 244)
Intervient sur le sous-adt n° 682 rectifié du Gouvernement (autorisation de droit) à l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (p. 244)
Intervient sur l'adt n° 335 de M. François Brottes (sécurisation juridique de la déclaration d'utilité publique en cas d'opérations réalisées à des fins de mixité sociale) (p. 245)
- Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques)*
Son intervention (p. 250)
Son adt n° 221 : adopté (p. 250)
- Avant l'article 4 quater*
Intervient sur l'adt n° 336 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire de chaque commune en fonction de la construction de logements sociaux) (p. 250)
Son adt n° 222 (intitulé du chapitre VI : " Soutenir la construction de logements dans les communes ") : adopté (p. 250)
- Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)*
Ses interventions (p. 252 et s.)
- Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)*
Ses interventions (p. 253 et s.)
Ses adts n° 662 et 223 : adoptés (p. 253 et s.)
- Article 4 sexies (majoration de la base de la taxe locale d'équipement)*
Son intervention (p. 254)
- Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)*
Son intervention (p. 255)
Ses adts n° 225, 367, 226 et 368 : adoptés (p. 257)
- Après l'article 4 septies*
Intervient sur l'adt n° 44 de la commission (prise en compte, dans le calcul de la dotation de solidarité urbaine, de l'existence des logements-foyers) (p. 257)
Intervient sur l'adt n° 337 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (non superposition de taxes dans le cas où des établissements publics fonciers de niveau différent opèrent sur un même territoire) (p. 257)
- Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)*
Ses interventions (p. 258 et s.)
Son adt n° 227 : adopté (p. 259)
Son adt n° 674 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 261)
- Après l'article 5*
Intervient sur l'adt n° 46 rectifié de la commission (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les estimations des services des domaines dans le cadre de la vente d'un logement social) (p. 263)
- Article 5 bis (bail à construction)*
Son intervention (p. 266)
Son adt n° 228 : adopté (p. 266)
- Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés par les collectivités territoriales)*
Ses adts n° 229 à 233 : adoptés (p. 266)
- Article 5 quater (régime fiscal du prêt social de location-accession)*
Son intervention (p. 267)
Ses adts n° 234 à 236 : adoptés (p. 267)
- Article 5 quinquies (possibilité pour les communes de bénéficier d'aides ou de prêts accordés par l'Etat pour le financement de logements locatifs sociaux)*
Son intervention (p. 267)
Ses adts n° 237 à 239 : adoptés (p. 267)
- Après l'article 5 quinquies*
Intervient sur l'adt n° 401 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 304)
Intervient sur l'adt n° 398 de M. Jacques Myard (aides publiques en faveur de l'investissement pour les logements destinés aux primo acquérants ne dépassant pas un plafond de ressources et d'apport personnel) (p. 305)
Intervient sur l'adt n° 400 rectifié de Mme Christine Boutin (institution de sociétés civiles immobilières par capitalisation créées par des organismes HLM) (p. 306)
Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)
Intervient sur l'adt n° 13 de la commission des finances (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)
Intervient sur l'adt n° 395 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)
Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission des finances (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) (p. 307)
Intervient sur l'adt n° 405 rectifié de M. Rodolphe Thomas (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) (p. 307)
Intervient sur l'adt n° 79 rectifié de M. Rudy Salles (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 308)
Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 308)
Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 309)
Intervient sur l'adt n° 620 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) (p. 311)
Intervient sur l'adt n° 275 du Gouvernement (renforcement des capacités de la Caisse de refinancement de l'habitat) (p. 311)
Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (plan d'épargne retraite populaire affecté à l'acquisition de la résidence principale) (p. 312)
Son ss-adt n° 684 (imposition à l'impôt sur le revenu du capital versé au moment du départ à la retraite) à l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (p. 312) : rejeté (p. 313)
- Avant l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 314)
- Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)*
Ses interventions (p. 319 et s.)
Son adt n° 660 (p. 321)
Ses adts n° 240 et 241 : adoptés (p. 321 et s.)
- Après l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 77 de M. Gilbert Meyer (élargissement du champ de l'article L. 444-2 du code de la construction et de l'habitat aux sociétés civiles immobilières familiales) (p. 322)
- Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)*
Son intervention (p. 322)
- Après l'article 7*

Intervient sur l'ad n° 498 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (déficit foncier porté à 15 000 euros au titre du dispositif "Borloo populaire") (p. 323)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son ad n° 554, troisième rectification : adopté (p. 328)

Article 7 ter (exonération de TVA sur les opérations de portage immobilier provisoire)

Son ad n° 242 : adopté (p. 347)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'ad n° 124 rectifié de M. Patrick Braouezec (exonération de taxe foncière pour deux ans de l'ensemble des nouvelles constructions)

Intervient sur l'ad n° 324 rectifié de M. François Brottes (réduction de droits de succession en vue de la remise sur le marché du logement social des anciennes habitations rurales ou corps de ferme abandonnés) (p. 348)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Ses interventions (p. 348 et s.)

Son ad n° 243 rectifié : adopté (p. 348)

Après l'article 7 quater

Intervient sur l'ad n° 54 de la commission (immeubles d'habitation exonérés de droits de succession si les héritiers s'engagent à leur conserver un usage locatif pendant neuf ans) (p. 351)

Intervient sur l'ad n° 217 rectifié de M. Richard Mallié (immeubles d'habitation mis à la disposition d'organismes sans but lucratif et qui en font bénéficier les personnes en difficulté exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune) (p. 352)

Avant l'article 7 quinquies

Son ad n° 509 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 352)

Article 7 sexies (remise sur le marché des logements vacants situés au-dessus des commerces)

Son intervention (p. 353)

Son ad n° 510 : adopté (p. 353)

Article 7 septies (déduction sur les revenus fonciers en cas de remise sur le marché de logements vacants)

Ses ads n°s 555 et 687 rectifié : adoptés (p. 353)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'ad n° 681 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (accroissement des capacités communales d'intervention en matière de logements vacants) (p. 353)

Intervient sur l'ad n° 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 354)

Intervient sur l'ad n° 421 de Mme Annick Lepetit (surface minimale habitable) (p. 356)

Intervient sur l'ad n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 356)

Intervient sur l'ad n° 412 de Mme Elisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 357)

Intervient sur le sous-ad n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'ad n° 55, deuxième modification de la commission (p. 357)

Intervient sur l'ad n° 416 de M. Francis Vercamer (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 357)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Ses interventions (p. 362 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 367)

Intervient sur le sous-ad n° 689 de M. Charles de Courson (respect du droit des actionnaires) à l'ad n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur le sous-ad n° 690 de M. Charles de Courson (respect du droit de propriété à l'ad n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur le sous-ad n° 691 de M. Pierre-André Périssol (suppression du 5° en vue d'éviter un prélèvement ultérieur éventuel sur le Crédit immobilier de France) à l'ad n° 277 rectifié du Gouvernement (p. 372)

Intervient sur l'ad n° 422 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 121-4 du code de l'urbanisme : ajout des organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires d'immeubles situés dans le périmètre des SCOT ou des PLU à la liste des établissements et des collectivités associés à l'élaboration de ces SCOT et PLU) (p. 378)

Intervient sur l'ad n° 57 de la commission (garantie pour les fonctionnaires territoriaux de pouvoir conserver leur statut en cas de regroupement d'un office public de l'habitat et d'une société d'économie mixte) (p. 378)

Article 8 ter (compétence des organismes d'HLM pour gérer des immeubles au profit des fonctionnaires de police et de gendarmerie)

Son ad n° 475 : adopté (p. 378)

Son intervention (p. 379)

Ses ads n°s 476 et 478 rectifié : adoptés (p. 379)

Après l'article 8 ter

Intervient sur l'ad n° 688 de M. François Scellier (compétence des organismes d'HLM pour construire et gérer les bureaux et locaux techniques des fonctionnaires de police et de gendarmerie) (p. 379)

Article 8 quater (gouvernance des sociétés anonymes d'HLM)

Son intervention (p. 379)

Article 8 quinquies (compétences de syndic des sociétés anonymes HLM et des sociétés anonymes coopératives de production HLM)

Son intervention (p. 380)

Ses ads n°s 484 à 488 : adoptés (p. 380)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'ad n° 463 de M. Jean-Pierre Nicolas (compétence des organismes d'HLM pour se porter acquéreurs d'un immeuble isolé vendu intégralement en l'état futur d'achèvement par un maître d'ouvrage privé) (p. 380)

Intervient sur l'ad n° 611 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'ad n° 612 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'ad n° 613 de M. François Scellier (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Son ad n° 424 (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 381) : adopté (p. 382)

Son ad n° 409, deuxième rectification (compétence des organismes d'HLM pour vendre des immeubles en l'état futur d'achèvement) : adopté (p. 382)

Intervient sur l'ad n° 403 de M. Jean-Louis Dumont (homogénéisation des compétences des différentes familles d'organismes d'HLM) (p. 383)

Intervient sur l'ad n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 383)

Intervient sur l'ad n° 637 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) (p. 388)

Intervient sur l'ad n° 639 de M. Martial Saddier (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 490 de M. Jean-Louis Dumont (diversification des bénéficiaires des logements construits par des organismes HLM dans le cadre d'opérations d'accession à la propriété) (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 669 de M. Michel Raison (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 389)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. François Brottes (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 389)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 391)

Ses adts n° 492 et 493 : adoptés (p. 391)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 398)

Intervient sur le sous-adt n° 693 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inclusion des logements en accession dans le décompte des 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU seulement en cas de maintien sur le territoire concerné d'une offre locative sociale identique) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 401)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 403)

Intervient sur l'adt n° 341 de M. Jacques Myard (logements intermédiaires inclus dans le décompte des logements sociaux) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 60, deuxième rectification de la commission (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants fixée à cinq ans) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de la commission (prise en compte des logements construits dans le cadre d'une opération d'accession sociale à la propriété dans le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (prise en compte des places d'aires d'accueil des gens du voyage en tant que logements sociaux) (p. 407)

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Jacques Myard (nombre de logements locatifs sociaux à réaliser fixé à 25 % des permis de construire délivrés chaque année) (p. 407)

Intervient sur l'adt n° 453 de M. Patrick Beaudouin (article L. 302-6 du code de la construction : rôle des maires) (p. 408)

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. Patrick Braouezec (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 431 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (article L.302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409)

Intervient sur l'adt n° 657 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 441)

Intervient sur l'adt n° 423 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442)

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de

la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 443)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 446)

Intervient sur l'adt n° 120 rectifié de M. Patrick Braouezec (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des parts respectives de logements sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie) (p. 446)

Intervient sur l'adt n° 658 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-8 du code de la construction : suppression du deuxième alinéa) (p. 449)

Intervient sur l'adt n° 253 de Mme Martine Billard (article L. 302-8 du code de la construction : délibération du conseil municipal pour délimiter les emplacements nécessaires) (p. 449)

Intervient sur l'adt n° 325 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) (p. 450)

Intervient sur l'adt n° 248 rectifié de Mme Martine Billard (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) (p. 450)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 453)

Intervient sur l'adt n° 440 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 453)

Intervient sur l'adt n° 443 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maires tenus de présenter six mois avant le terme de leur mandat un rapport présentant l'ensemble des opérations établies au titre des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) (p. 460)

Intervient sur l'adt n° 123 rectifié de M. Patrick Braouezec (communes n'ayant pas construit assez de logements sociaux privées de dotation globale de fonctionnement) (p. 460)

Intervient sur l'adt n° 436 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une part supplémentaire au sein de la dotation forfaitaire des communes pour tenir compte de leur effort en matière de construction de logement locatif social) (p. 460)

Intervient sur l'adt n° 122 rectifié de M. Patrick Braouezec (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 435 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 437 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application du coefficient de pondération à la dotation de base des EPCI afin de tenir compte de leur effort en faveur de la construction locative sociale) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 438 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inclusion du nombre de logements sociaux dans les critères prioritaires de versement de la dotation de solidarité communautaire) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 434 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions du remboursement d'une partie des pénalités imposées aux communes ne remplissant pas le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 426 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (dotation forfaitaire des communes diminuée de l'écart avec le taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 461)

Article 8 septies (bilan triennal de l'application de l'article 55 de la loi SRU)

Son adt n° 495 : adopté (p. 462)

Article 8 octies (délégation au président du conseil général des décisions relatives au fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 462)

Article 8 decies (plan départemental de l'habitat)

Son adt n° 661 rectifié : adopté (p. 462)

Après l'article 8 decies

Intervient sur l'adt n° 63 rectifié de la commission (réalisation d'études de cadrage sur l'habitat par un syndicat mixte) (p. 463)

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Martine Billard (possibilité de déléguer l'aide à la pierre à la région en Ile-de-France) (p. 463)

Article 9 (rôle des EPCI, des commissions départementales de médiation et des préfets dans l'attribution des logements locatifs sociaux)

Ses interventions (p. 463 et s.)

Ses adts n°s 527, 528 rectifié, 529 à 535 et 537 : adoptés (p. 464 et s.)

Ses adts n°s 536, 538, 539, 540 rectifié, 541 à 547 : adoptés (p. 466 et s.)

Article 10 (réforme du dispositif du supplément de loyer de solidarité)

Son intervention (p. 467)

Ses adts n°s 150 à 153 : adoptés (p. 468 et s.)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 406 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement faisant apparaître les aides publiques en faveur du logement social) (p. 469)

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (institution dans chaque département d'une conférence de l'habitat) (p. 470)

Intervient sur l'adt n° 454 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation de l'article 60 - permettant au préfet de déléguer tout ou partie de son "contingent" de réservations de logements - de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) (p. 570)

Avant l'article 11 A

Son adt n° 685 rectifié (fiscalité allégée pour les centres d'hébergement d'urgence) (p. 470) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 471)

Article 11 A (adaptation du dispositif des logements-foyers)

Ses adts n°s 156, deuxième rectification et 157 : adoptés (p. 471)

Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Ses interventions (p. 471 et s.)

Son adt n° 680 rectifié : adopté (p. 471)

Article 13 (ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 et obligation de fournir un état de l'installation intérieure d'électricité)

Ses adts n°s 162, 163, 290, 166 rectifié et 291 : adoptés (p. 472)

Article 14 (vente d'immeubles à rénover)

Ses adts n°s 167, 168, 169 rectifié, 170 à 172, 174 et 299 : adoptés (p. 472 et s.)

Article 15 (développement de l'offre locative de logements sociaux dans les départements d'outre-mer)

Ses adts n°s 175 à 179 : adoptés (p. 473)

Article 16 (prise en compte des subventions versées au titre du 1 % logement pour l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)

Son intervention (p. 473)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 22 de la commission (prolongation du bénéfice de l'amortissement "de Robien" dans le domaine de la construction de logements destinés à la location) (p. 473)

Article 17 (avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers)

Son adt n° 180 (de suppression) : adopté (p. 473)

Article 18 (transmissibilité du droit au maintien dans les lieux lié aux baux d'habitation régis par la loi du 1er septembre 1948)

Ses adts n°s 181 rectifié, 182 et 183 : adoptés (p. 474)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 634 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (négociation d'accords collectifs d'amélioration du patrimoine et information des locataires sur la liste des charges récupérables) (p. 474)

Intervient sur l'adt n° 419 rectifié de M. François Brottes (versement échelonné du dépôt de garantie) (p. 474)

Intervient sur l'adt n° 470 de M. Rodolphe Thomas (règlement des litiges portant sur les caractéristiques du logement) (p. 475)

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (interdiction pour les bailleurs de demander aux locataires le cautionnement solidaire d'un tiers) (p. 475)

Intervient sur l'adt n° 68 de la commission (interdiction de refuser une caution locative située outre-mer) (p. 476)

Intervient sur l'adt n° 467, deuxième rectification de M. François Scellier (mise en conformité du droit applicable en matière de charges récupérables avec la réglementation relative à la sécurité des ascenseurs) (p. 476)

Intervient sur l'adt n° 636 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (normes de réparation des ascenseurs) (p. 476)

Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (modalités de calcul des charges récupérables) (p. 476)

Son adt n° 675 (dérogation apportée à la liste des charges récupérables par accords collectifs portant sur l'amélioration de la sécurité ou la prise en compte du développement durable) : adopté (p. 476)

Intervient sur l'adt n° 420 de M. François Brottes (statut minimal pour la personne physique qui se porte caution du paiement des loyers) (p. 477)

Avant l'article 19

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Louis Dumont (nouvelle dénomination du syndicat à forme coopérative : "syndicat coopératif") (p. 477)

Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de la commission (imputation par le syndicat de copropriété des frais de recouvrement d'une créance à l'encontre d'un propriétaire débiteur) (p. 477)

Intervient sur l'adt n° 71, troisième rectification de la commission (simplification des obligations comptables des petites copropriétés) (p. 478)

Intervient sur l'adt n° 564 de M. Jean-Louis Dumont (application du privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires en cas de faillite commerciale ou civile aux charges dues par le failli ou son liquidateur) (p. 478)

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives afin de faciliter la gestion des immeubles) (p. 478)

Article 19 (délai supplémentaire d'adaptation des copropriétés à la loi SRU)

Son intervention (p. 478)

Son adt n° 184 : adopté (p. 478)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 558 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maires habilités à délivrer les autorisations de changement d'usage des logements) (p. 478)

Intervient sur l'adt n° 559 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (instauration d'un permis de mise en copropriété) (p. 479)

Article 20 (extension du régime du délai de rétractation de l'acquéreur non professionnel d'un bien immobilier)

Ses adts n°s 605, deuxième rectification et 185 : adoptés (p. 479)

Article 21 (extension du statut d'agent commercial aux collaborateurs non salariés d'un agent immobilier)

Ses adts n°s 186, 608, deuxième rectification et 187 : adoptés (p. 479)

Article 22 (lutte contre les discriminations dans l'attribution de logements)

Ses adts n°s 188 et 189 : adoptés (p. 479)

Après l'article 22

Intervient sur les adts n^{os} 560 et 561 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (réglementation de l'activité de marchand de biens) (p. 480)

Intervient sur l'adt n^o 562 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (réglementation de l'activité de marchand de biens afin d'encadrer les ventes à la découpe) (p. 480)

Son adt n^o 571 rectifié (professionnel de l'immobilier autorisé à percevoir une somme d'argent avant la conclusion de l'opération) : adopté (p. 480)

Son adt n^o 572, deuxième rectification (compétences des professionnels de l'immobilier en exercice) : adopté (p. 480)

Article 23 (versement des deux tiers du montant du 1 % logement aux collecteurs associés de l'Union d'économie sociale du logement)

Son adt n^o 190 : adopté (p. 480)

Son intervention (p. 481)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n^o 417 de Mme Geneviève Gaillard (obligation de haute qualité environnementale pour les opérations de construction et de réhabilitation) (p. 481)

Son adt n^o 566, deuxième rectification (transposition dans le code rural des dispositions relatives aux modalités de gestion et de perception du 1 % figurant dans le code de la construction) : adopté (p. 481)

Article 25 (accord de gestion urbaine de proximité des opérations de rénovation urbaine menées par l'ANRU)

Son adt n^o 192 rectifié : adopté (p. 481)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n^o 73 de la commission (pérennisation de la convention d'expérimentation entre l'Etat et l'Union de l'économie sociale du logement du 15 juillet 2004) (p. 481)

Intervient sur l'adt n^o 624 de M. Jean Launay (retour de droit à une collectivité ou à un EPCI en cas de mise à disposition gratuite d'un service public) (p. 482)

Son adt n^o 642 rectifié (commune membre d'une communauté de communes autorisée à en rejoindre une autre plus importante en population afin de définir un programme local de l'habitat) : adopté (p. 482)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n^o 198 rectifié du Gouvernement (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n^o 618 de M. René-Paul Victoria (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n^o 627 de M. Bertho Audifax (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n^o 628 de M. Alfred Almont (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Article 27 (application à Mayotte)

Ses adts n^{os} 651, deuxième rectification et 196 : adoptés (p. 483)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n^o 622 de M. Alfred Almont (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n^o 623 de M. Bertho Audifax (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n^o 653 de M. René-Paul Victoria (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Seconde délibération

Article 1er (faciliter la réalisation de logements sur les terrains publics)

Son intervention (p. 484)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 3796)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3833)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3850)

Thèmes :

Communes : finances : logement social (p. 3797)

Copropriété : comptabilité (p. 3798)

Copropriété : charges communes (p. 3797)

Copropriété : syndics : HLM (p. 3798)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3797)

Logement : habitat insalubre (p. 3797)

Logement : HLM : surloyer (p. 3798)

Logement : logements vacants (p. 3797)

Logement : logements-foyers (p. 3797)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3796)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3797, 3798)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3797)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 3796)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3796)

TVA : taux réduit : énergie et carburants (p. 3798)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3797)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1^{er} juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)

Ses interventions (p. 3852 et s.)

Son adt n^o 162 : adopté après modification (p. 3856)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 49 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat aux fins du logement social) (p. 3857)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 3858 et s.)

Ses adts n^{os} 168 à 170 rectifié : adoptés (p. 3862, 3864)

Article 3 A (ratification de l'ordonnance n^o 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme)

Son intervention (p. 3865)

Son adt n^o 274 rectifié : adopté après modification (p. 3865)

Après l'article 3 A

Son adt n^o 278 (coordination rédactionnelle entre l'ordonnance n^o 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et le code de l'urbanisme) : adopté (p. 3865)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 3866)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain des communes)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 ter B (institution de sociétés publiques locales d'aménagement)

Son adt n^o 172 : adopté (p. 3867)

Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques et aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Ses interventions (p. 3868 et s.)

Ses adts n^{os} 227 et 173 : adoptés (p. 3869)

Après l'article 4 sexies

Intervient sur l'adt n^o 220 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) (p. 3870)

Article 4 septies supprimé par le Sénat (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 3877)

Article 4 octies supprimé par le Sénat (prise en compte des logements foyers dans le calcul de la dotation de solidarité urbaine)

Son intervention (p. 3878)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3878)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 3879 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 46 de M. Jean-Pierre Gorges (interdiction pour un locataire en accession sociale à la propriété d'être propriétaire d'un autre bien immobilier) (p. 3881)

Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)

Son adt n° 279 : adopté (p. 3881)

Son intervention (p. 3882)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3885)

Ses adts n°s 174 rectifié et 175 : adoptés (p. 3885)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 111 de M. Martial Saddier (préfinancement de l'achat de foncier en accession à la propriété par le 1 % logement) (p. 3885)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Luc Chatel (garantie des emprunts immobiliers des titulaires d'un contrat de travail qui n'est pas à durée indéterminée) (p. 3886)

Intervient sur l'adt n° 252 de M. Jean-Pierre Abelin (création d'un répertoire des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 3887)

Article 5 sexies (sociétés civiles immobilières de capitalisation d'accession progressive à la propriété)

Ses adts n°s 177, 178 rectifié, 179, 180, 182, 183, 184, 159, 156, 157, 158, 160 et 166 : adoptés (p. 3887)

Après l'article 5 sexies

Intervient sur l'adt n° 204 de M. François Scellier (extension de l'objet du plan d'épargne retraite populaire à la constitution d'une épargne affectée à l'acquisition de la résidence principale de l'adhérent en accession à la première propriété) (p. 3887)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (modification du code de la consommation prévoyant l'insertion dans toute offre préalable et tout contrat de crédit immobilier d'une clause permettant à l'emprunteur, lors de la survenance d'évènements graves affectant en dehors de sa volonté ses ressources, de reporter ou de moduler le paiement des mensualités dues sans pénalité et sans souscrire une assurance) (p. 3888)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (information des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif sur les dispositifs tendant à conventionner le logement et à sécuriser le paiement du loyer) (p. 3888)

Intervient sur l'adt n° 219 de M. Philippe Folliot (location-attribution par les organismes de HLM) (p. 3889)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du décret encadrant les loyers en Ile-de-France à d'autres zones géographiques) (p. 3903)

Intervient sur l'adt n° 63 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 3904)

Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Ses interventions (p. 3906 et s.)

Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)

Son intervention (p. 3915)

Son adt n° 163 : adopté (p. 3916)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Ses interventions (p. 3916 et s.)

Son adt n° 164 : adopté (p. 3921)

Article 7 ter (exonération de TVA sur les opérations de portage immobilier provisoire)

Son intervention (p. 3922)

Article 7 sexies A (ratification de l'ordonnance relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux)

Son intervention (p. 3922)

Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)

Son intervention (p. 3924)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son intervention (p. 3926)

Article 8 bis AA (conditions d'application du taux réduit de taxation à l'impôt sur les sociétés pour les plus-values réalisées par les SEM lors de la cession d'immeubles)

Ses interventions (p. 3926 et s.)

Article 8 ter A (vente de logements foyers par les organismes HLM aux collectivités territoriales, à leurs groupements, aux centres d'action sociale et aux organismes sans but lucratif)

Son intervention (p. 3927)

Article 8 ter (extension des compétences des organismes HLM)

Son intervention (p. 3927)

Après l'article 8 ter

Intervient sur l'adt n° 191 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du rôle des agences immobilières à vocation sociale) (p. 3928)

Après l'article 8 quater

Intervient sur l'adt n° 115 de M. François Brottes (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3928)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Jean-Louis Dumont (possibilité pour les organismes HLM de vendre une partie de leur parc en accession à la propriété sans contrainte de plafond de ressources) (p. 3929)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3930)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses interventions (p. 3931 et s.)

Article 8 septies C (obligation pour les bailleurs de logements conventionnés de reloger les locataires en cas de non renouvellement de la convention)

Son intervention (p. 3934)

Article 8 septies E (prise en compte pendant cinq ans dans le quota de logements sociaux des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 3934)

Son adt n° 275 (de suppression) : adopté (p. 3934)

Article 8 septies F (prise en compte, au titre de l'article 55 de la loi SRU des logements sociaux pendant cinq ans après leur déconventionnement)

Ses interventions (p. 3934 et s.)

Après l'article 8 septies F

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution de la dotation forfaitaire des communes en cas de non respect du quota de 20 % de logements sociaux prévu à l'article 55 de la loi SRU) (p. 3935)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accession sociale à la

propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3940 et s.)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3942 et s.)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport de fin de mandat sur la situation du logement locatif social d'une communauté ou d'un groupement de communes) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 90 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une part supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes liée à l'effort réalisé en matière de logement social) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Patrick Braouezec (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire des communes en fonction du nombre de logements sociaux construits dans les 5 années précédentes) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (majoration du versement au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'un coefficient de pondération de la dotation de base des établissements publics de coopération intercommunale en fonction de leurs efforts en faveur de la construction de logements sociaux) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (prise en compte du nombre de logements sociaux dans le calcul de la dotation de solidarité communautaire) (p. 3945)

Après l'article 8 undecies

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (participation des associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées au programme local de l'habitat) (p. 3945)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation des dispositions de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales déléguant le contingent préfectoral aux maires et présidents de groupements de communes) (p. 3945)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3993)

Ses adts n°s 281, 282, 283 rectifié, 284, 285, 286, 289, 287 et 288 : adoptés (p. 3994 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 129 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une conférence départementale de l'habitat) (p. 3996)

Article 10 (réforme des suppléments de loyers de solidarité)

Son intervention (p. 3996)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement, annexé à la loi de finances, sur l'efficacité des aides publiques au logement) (p. 3997)

Intervient sur l'adt n° 221 de M. Francis Vercamer (comptabilisation dans la population d'une zone urbaine sensible des habitants vivant dans l'extension du périmètre d'une zone franche urbaine) (p. 3997)

Article 11 AA (avantages fiscaux en faveur des structures d'hébergement temporaire ou d'urgence)

Son intervention (p. 3998)

Ses adts n°s 292, 293, 294 et 295 : adoptés (p. 3998)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son intervention (p. 3998)

Ses adts n°s 258 à 260 : adoptés (p. 3999)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son intervention (p. 3999)

Son adt n° 276 : adopté (p. 4000)

Article 13 (ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction)

Son intervention (p. 4001)

Ses adts n°s 297, 334 et 300 (p. 4000) : adoptés (p. 4001)

Article 14 (statut de la vente d'immeubles à rénover)

Son intervention (p. 4001)

Son adt n° 310 deuxième rectification (p. 4001) : adopté après modification (p. 4002)

Article 15 (extension des compétences des sociétés anonymes d'HLM et des sociétés coopératives d'HLM situées dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4002)

Ses adts n°s 315, 316 et 317 : adoptés (p. 4002)

Article 17 (clauses réputées non écrites dans le cadre d'un contrat de location)

Son intervention (p. 4002)

Son adt n° 328 : adopté (p. 4002)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (échelonnement du paiement du dépôt de garantie par le locataire) (p. 4002)

Article 18 bis (extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements)

Son intervention (p. 4003)

Article 18 quater (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local)

Ses adts n°s 303 et 302 : adoptés (p. 4003)

Article 19 AA (modalités de financement des aires de grand passage)

Son adt n° 308 : adopté (p. 4003)

Article 19 BA (règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés)

Ses adts n°s 304 et 305 (p. 4003) : adoptés (p. 4004)

Article 19 B supprimé par le Sénat (simplification des obligations comptables des "petites copropriétés")

Son intervention (p. 4004)

Article 19 C supprimé par le Sénat (privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires)

Son intervention (p. 4004)

Après l'article 19 D

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives de syndicats coopératifs ou d'associations syndicales libres) (p. 4004)

Article 19 bis (statut des résidences-services)

Son intervention (p. 4004)

Son adt n° 313 rectifié : adopté (p. 4004)

Article 20 (extension du régime du délai de rétractation de l'acquéreur non professionnel d'un bien immobilier)

Ses adts n°s 306 et 307 (p. 4004) : adoptés (p. 4005)

Article 23 bis A (bénéfice du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés de l'association Foncière Logement)

Son adt n° 330 : adopté (p. 4005)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Gérard Hamel (décret en conseil d'Etat pour définir les références des loyers des bâtiments loués dans le cadre d'un bail rural) (p. 4005)

Intervient sur l'adt n° 134 rectifié de M. François Brottes (modification des dispositions du code rural relatives aux obligations du repreneur d'une exploitation en matière d'occupation des bâtiments d'habitation) (p. 4005)

Son adt n° 167 (décret en conseil d'Etat pour définir les références des loyers des bâtiments loués dans le cadre d'un bail rural) : adopté (p. 4005)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 217 de M. Jean-Pierre Abelin (création d'un seuil d'endettement fixé par décret opposable à toutes les sociétés de crédit) (p. 4005)

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. François Brottes (possibilité pour les associés d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé de se retirer) (p. 4006)

Intervient sur l'adt n° 133 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (transfert au maire de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation) (p. 4006)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Jean Launay (modalités de retour aux collectivités territoriales des biens précédemment cédés pour le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4006)

Article 25 bis supprimé par le Sénat (dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes)

Son adt n° 261 rectifié : adopté (p. 4006)

Article 29 (intervention de l'ANRU à Mayotte)

Son adt n° 321 : adopté (p. 4006)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4710)

Ses interventions (p. 4710 et s.)

Thèmes :

Baux : bailleurs (p. 4711)

Logement : habitat insalubre (p. 4710)

Logement : logement social (p. 4711)

Logement : logements vacants (p. 4710)

Logement : mixité sociale (p. 4711)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 4710, 4711)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 4711)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 4711)

TVA : taux réduit (p. 4711)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4711)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4716)

Son adt n° 4 (de précision) : adopté (p. 4716)

Ses adts n° 3 et 5 (de coordination) : adoptés (p. 4716)

Emmanuel HAMELIN

Rhône (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome V : Médias (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès [15 novembre 2005] (p. 6759)

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [9 mai 2006] (p. 3175)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6414)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 6414)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6417)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6414)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 6415)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6414)

Audiovisuel et communication : télévision : relations internationales (p. 6416)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6414)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 6415, 6416)

Presse et livres : presse (p. 6415)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6414)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)

Crédits de la mission "Medias", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6433)

Après l'article 80

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Pierre-Christophe Baguet (presse ; Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée à des quotidiens sportifs et économiques ; champ d'application ; rapport au Parlement) (p. 6438)

Après l'article 95

Intervient sur l'adt n° 136 de la commission des affaires culturelles (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 24

Son adt n° 104 (entreprises de production audiovisuelle : provisions pour dépenses liées à l'exploitation des œuvres) : retiré (p. 8104)

Après l'article 32

Son adt n° 103 (sociétés de groupage et de distribution de journaux et publications périodiques - taxe professionnelle : exonération) : rejeté (p. 8132)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son adt n° 68 (de suppression) : adopté (p. 8368)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses adts n^{os} 158 et 157 (p. 8636)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2567)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2567)

Sports : stades : interdiction (p. 2567)

Joël HART

Somme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IV : Défense (préparation et emploi des forces terrestres) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6343)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6343)

Défense : chars de combat (p. 6344)

Défense : crédits (p. 6343)

Défense : opérations extérieures (p. 6344)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 6343)

Michel HEINRICH

Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs

pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1380, posée le 17 janvier 2006. Sécurité publique. Séismes (J.O. Questions p. 374). Appelée le 17 janvier 2006. Indemnisation, Vosges (p. 24)

n° 1580, posée le 2 mai 2006. Impôt sur les sociétés. Imposition forfaitaire annuelle (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Réglementation (p. 2770)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5892)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5892)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5892)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5893)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5893)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5892)

Sécurité sociale : déficit (p. 5892)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)

Son adt n° 235 : adopté (p. 6042)

Son adt n° 236 (p. 6043)

Son adt n° 237 : adopté (p. 6043)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 639)

Thèmes :

Emploi : discrimination (p. 640)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 640)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 640)

Emploi : jeunes (p. 640)

Pierre HELLIER

Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre du conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins généralistes. Effectifs de la profession, zones rurales [9 mai 2006] (p. 3171)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)*Procédure des questions :*

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 6287)

Laurent HÉNART*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Rapporteur du projet de loi pour l'égalité des chances (n° 2787) [17 janvier 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Rapporteur de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (n° 3013) [11 avril 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, pour l'égalité des chances (n° 2787) [25 janvier 2006] (n° 2825)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances [7 mars 2006] (n° 2931)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [10 avril 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Accoyer, M. Jean-Michel Dubernard et M. Laurent Hénart sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (n° 3013) [11 avril 2006] (n° 3016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Projet de loi [20 décembre 2005] (p. 8514)

Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 337)

Emploi. Réglementation. Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005, application, bilan [13 avril 2006] (p. 2684)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : précise les conditions dans lesquelles s'effectuera l'apprentissage junior ; conteste l'argumentation de M. Bocquet qui y voit une régression sociale [7 février 2006] (p. 800)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : rappelle les dispositions du code du travail protégeant le salarié contre les discriminations [8 février 2006] (p. 900)

En appelle, après l'adoption de l'adt instituant le CPE, à la poursuite raisonnable du débat sur les autres articles du projet de loi [9 février 2006] (p. 980)

DÉBATS

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 542)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 542, 544)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 542, 544)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 543)

Emploi : jeunes (p. 543, 544)

Enseignement : égalité des chances (p. 542)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 542)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 542, 543)

Jeunes : service civique (p. 544)

Ordre public : violences urbaines (p. 542)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 543)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)*Avant le titre Ier*

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 684)

Titre Ier

Mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi et du développement économique

Intervient sur l'adt n° 492 de M. Hervé Morin (p. 686)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 687)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Yves Durand (référence à la laïcité) (p. 698)

Intervient sur l'adt n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 703)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Yves Durand (droit à l'éducation pour tous) (p. 706)

Intervient sur l'adt n° 380 de M. Yves Durand (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 708)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Yves Durand (rôle des établissements d'enseignement dans la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 711)

Intervient sur l'adt n° 375 de M. Yves Durand (programmes scolaires : audiovisuel et nouvelles technologies) (p. 712)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Yves Durand (programmes scolaires : apprentissage des actes et démarches de la vie quotidienne) (p. 713)

Intervient sur l'adt n° 381 de M. Yves Durand (établissement de la carte scolaire : rôle de l'Etat) (p. 713)

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les parents d'élèves) (p. 717)

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les collectivités locales) (p. 717)

Intervient sur l'adt n° 386 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les associations) (p. 718)

Intervient sur l'adt n° 387 de M. Yves Durand (cohérence dans l'organisation de la journée scolaire) (p. 718)

Intervient sur l'adt n° 388 de M. Yves Durand (activités périscolaires au sein des établissements scolaires) (p. 718)

Intervient sur l'adt n° 377 de M. Yves Durand (organisation de l'orientation scolaire sous l'autorité du recteur) (p. 719)

Intervient sur l'adt n° 378 de M. Yves Durand (organisation de l'information sur les métiers sous l'autorité du recteur) (p. 720)

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Yves Durand (orientation définie comme outil de la réussite) (p. 720)

Intervient sur l'adt n° 383 de M. Yves Durand (place de l'orientation en fin de collège) (p. 721)

Intervient sur l'adt n° 379 de M. Yves Durand (organisation de la découverte des métiers) (p. 721)

Intervient sur l'adt n° 390 de M. Yves Durand (attribution à l'école de la mission d'assurer la réussite de chaque élève) (p. 722)

Intervient sur l'adt n° 431 rectifié de M. Francis Vercamer (évaluation annuelle et soutien des élèves en difficulté) (p. 722)

Intervient sur l'adt n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 723)

Intervient sur l'adt n° 392 de M. Yves Durand (socle commun de connaissances garanti par la scolarité obligatoire) (p. 725)

Intervient sur l'adt n° 398 de M. Yves Durand (acquis justifiés par l'obtention du brevet) (p. 726)

Intervient sur l'adt n° 396 de M. Yves Durand (soutien individualisé aux élèves en difficulté) (p. 726)

Intervient sur l'adt n° 397 de M. Yves Durand (principe de continuité éducative) (p. 727)

Intervient sur l'adt n° 403 de M. Yves Durand (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 727)

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Yves Durand (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 728)

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Yves Durand (prérecrutement des enseignants : rapport au Parlement) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 394 de M. Yves Durand (dispositifs de veille éducative) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Yves Durand (évaluation du dispositif de réussite éducative : rapport au Parlement) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Yves Durand (évaluation du système éducatif : rapport au Parlement) (p. 730)

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Yves Durand (enseignement à distance : mise en place d'un service public gratuit : rapport au Parlement) (p. 730)

Section 1 : formation d'apprenti junior et contrat de professionnalisation

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Christian Paul (nouvel intitulé de la section comprenant la mention : "Parcours d'initiation aux métiers") (p. 736)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 748 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : repos hebdomadaire) (p. 758)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : interdiction de travailler les jours fériés) (p. 758)

Intervient sur l'adt n° 415 de M. Yves Durand (élèves : bénéfice du tutorat) (p. 758)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 758)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) [7 février 2006] (p. 800)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Ses interventions (p. 808 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 53 de M. Maxime Gremetz à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 835)

Intervient sur le sous-adt n° 114 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 835)

Intervient sur les sous-adts n° 98 à 101, 416 à 418, 420 à 425 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 836, 838, 840, 841, 844, 855, 858, 861, 866, 869)

Intervient sur le sous-adt n° 159 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873 et 874)

Intervient sur les sous-adts n° 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 876)

Intervient sur les sous-adts n° 599 et 162 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 895, 896)

Intervient sur le sous-adt n° 120 rectifié de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 900)

Intervient sur les sous-adts n° 171, 581 et 582 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 901, 912)

Intervient sur le sous-adt n° 123 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 928 et s.)

Intervient sur les sous-adts n° 594, 213 et 596 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 930, 933, 934)

Intervient sur le sous-adt n° 59 de M. Dominique Tian à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur le sous-adt n° 126 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur le sous-adt n° 216 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur les sous-adts n° 124 et 125 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 938)

Intervient sur le sous-adt n° 495 de M. Francis Vercamer à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 939)

Intervient sur le sous-adt n° 600 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 94)

Intervient sur le sous-adt n° 189 de la commission (mise en œuvre du droit individuel à la formation pour les salariés engagés sous CPE) à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 949)

Intervient sur le sous-adt n° 190 de la commission (évaluation de la mise en œuvre du CPE et de ses effets sur l'emploi) à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 954)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 980)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 987, 991)

Intervient sur l'adt n° 127 de Mme Martine Billard (protection de la salariée enceinte sous contrat CNE ou CPE) (p. 992)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 900)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son intervention (p. 1631)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 1631)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1631)

Emploi : insertion professionnelle (p. 1631)

Emploi : jeunes (p. 1631)

Emploi : recrutement (p. 1632)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 1632)

Famille : autorité parentale (p. 1631)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1631)

Formation professionnelle : stages (p. 1631)

Politique sociale : égalité des chances (p. 1631)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1631)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 1632)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2619)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2619)

Emploi : contrats aidés (p. 2620)

Emploi : insertion professionnelle (p. 2619, 2620)
 Emploi : jeunes (p. 2619, 2620)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2619, 2620)
 Formation professionnelle : stages (p. 2620)
 Travail : négociations (p. 2619)
 Travail : précarité (p. 2619)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Martine Billard (institution d'une contribution de précarité au bénéfice du Fonds de solidarité) (p. 2648)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Francis Vercamer (négociation interprofessionnelle au niveau national liée à toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Gaëtan Gorce (saisine des partenaires sociaux et négociation interprofessionnelle avant toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Gaëtan Gorce (autorisation de travail de nuit des apprentis de moins de dix-huit ans : abrogation) (p. 2650)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2655)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2655)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2655)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Gaëtan Gorce (concertation sociale sur les mesures favorisant l'accès des jeunes à l'emploi) (p. 2661)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur la mise en place d'une négociation nationale interprofessionnelle préalable à toute réforme relative au droit du travail) (p. 2662)

Intervient sur l'adt n° 15 de Mme Martine Billard (modulation des cotisations sociales des entreprises liée à leur proportion d'emplois précaires) (p. 2662)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2665)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Gaëtan Gorce (évaluation semestrielle du dispositif mis en place par la présente loi) (p. 2671)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 2671)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3456)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 3456)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 3456)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 3456)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 3456)
 Travail : travail de nuit (p. 3456)

Michel HERBILLON

Val-de-Marne (8^{me} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome III : Culture (n° 2569) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 janvier au 27 février 2006 (n° E 3073, E 3075 à E 3079, E 3087, E 3088 et E 3090) et sur les textes n°s E 2191, E 2582, E 2837, E 2846, E 2854, E 2864, E 2945, E 2968, E 3029 et E 3060 [8 mars 2006] (n° 2938)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Affirme que les parlementaires des deux assemblées ne subissent aucune pression, à part celle des Français qui attendent un débat au fond. L'opposition fait de l'obstruction parce qu'elle est divisée sur le fond [9 mars 2006] (p. 1719)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examens des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7033)
 Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 7034)

CULTURE, CINEMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)

Après l'article 94

Intervient sur l'adt n° 654 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette aux services accessibles par les nouvelles technologies) (p. 7062)

Intervient sur l'adt n° 498 rectifié de la commission (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur le sous-adt n° 663 de M. Dominique Richard (date d'effet) à l'adt n° 498 rectifié de la commission (p. 7063)

Intervient sur l'adt n° 655 de la commission des affaires culturelles (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7063)

Intervient sur l'ad t n° 661 de M. Pierre-Christophe Baguet (taxe sur les services de télévision : œuvres à caractère pornographique ou de très grande violence : augmentation du taux) (p. 7064)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :
- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 7092)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 7094)
Archives et bibliothèques : bibliothèques : nouvelles technologies (p. 7094)
Culture : crédits (p. 7092)
Patrimoine culturel : conservation (p. 7093)
Patrimoine culturel : monuments classés (p. 7092, 7093)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7092, 7093)
Patrimoine culturel : patrimoine archéologique (p. 7093)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7093)
Presse et livres : diffusion (p. 7093)
Presse et livres : librairies (p. 7093)
Presse et livres : livres (p. 7093)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :
- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6739)

Thèmes :

Enseignement : laïcité (p. 6740)
Enseignement : aide psychopédagogique (p. 6739)
Enseignement : programmes (p. 6740)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8355)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8356)
Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8355)
Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8356)
Logement (p. 8355)
Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8355)
Union européenne : construction européenne (p. 8356)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'ad t n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1594)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2865)

Thèmes :

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2866)
Etrangers : regroupement familial (p. 2866)
Etrangers : régularisations (p. 2865)
Famille : mariages blancs (p. 2865)

Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4093)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4094)
Culture : diversité culturelle (p. 4093, 4094, 4095)
Langue française : francophonie (p. 4094, 4095)
Organisations internationales : UNESCO (p. 4093, 4094, 4095)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4094)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômeurs. Guichet unique [9 mai 2006] (p. 3172)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 6708)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Antoine HERTH

*Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 9 décembre 2005] (p. 19044)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 (n° 3172) [22 juin 2006]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (n° 2570) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [8 décembre 2005] (n° 2746)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 [21 juin 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Antoine Herth relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 (n° 3172) [22 juin 2006] (n° 3181)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Pratiques commerciales. Commerce équitable [3 mai 2006] (p. 2859)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1355, posée le 20 décembre 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges sauvages (J.O. Questions p. 11648). Appelée le 20 décembre 2005. Lutte et prévention, Bas-Rhin (p. 8498)

n° 1464, posée le 28 février 2006. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 1954). Appelée le 28 février 2006. Fonctionnement, effectifs de personnel (p. 1212)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4761)

Thèmes :

Agriculture : agrobiologie (p. 4762)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4762)

Assurances : assurance dommages (p. 4762)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4762)

Emploi (p. 4763)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4762)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4761)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4761)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4763)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Son intervention (p. 4876)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 488 de M. Jean Gaubert (missions de la politique agricole) (p. 4876)

Intervient sur l'ad n° 717 rectifié de M. André Chassaigne (gel des négociations sur le commerce des denrées agricoles) (p. 4877)

Intervient sur l'ad n° 718 rectifié de M. André Chassaigne (questions agricoles sorties de la compétence de l'OMC) (p. 4877)

Intervient sur l'ad n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4878)

Intervient sur l'ad n° 885 de M. Yves Cochet (orientation de la politique agricole commune vers la limitation des importations) (p. 4879)

Intervient sur l'ad n° 886 de M. Yves Cochet (réduction des profits des transformateurs et de la grande distribution) (p. 4880)

Intervient sur l'ad n° 888 de M. Yves Cochet (orientation de la politique agricole commune vers la réduction, puis l'élimination des surplus exportés à prix de dumping) (p. 4881)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 74 de M. François Guillaume (intitulé du titre Ier : "Accompagner les agriculteurs dans leur démarche d'entreprise et améliorer leurs conditions de vie") (p. 4881)

Intervient sur l'ad n° 278 rectifié de la commission (intitulé du titre Ier : "Promouvoir une démarche d'entreprise au service de l'emploi et des conditions de vie des agriculteurs") (p. 4881)

Intervient sur l'ad n° 75 de M. François Guillaume (intitulé du chapitre Ier : "Assurer la bonne transmission des entreprises agricoles") (p. 4882)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4886 et s.)

Son ad n° 638 rectifié : adopté (p. 4888)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 716 de M. André Chassaigne (caractère civil de l'activité agricole) (p. 4898, 4900)

Intervient sur l'ad n° 489 rectifié de M. Jean Gaubert (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4898, 4900)

Intervient sur l'ad n° 282 de la commission (conditions d'adhésion à un GAEC : simple apport en numéraire) (p. 4900)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4910 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 658 de M. Philippe Feneuil (réduction des droits lors des transmissions à titre gratuit) (p. 4937)

Intervient sur l'ad n° 999 rectifié de Mme Brigitte Barèges (droit de préemption des SAFER) (p. 4938)

Intervient sur l'ad n° 652 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'ad n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4939)

Intervient sur l'ad n° 566 de M. Jean Auclair (conditions de résiliation du bail) (p. 4940)

Intervient sur l'ad n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'ad n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'ad n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'ad n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4942)

Intervient sur l'ad n° 988 rectifié de M. Jean Gaubert (mise à jour du code rural) (p. 4942)

Intervient sur l'ad n° 989 de M. Jean Gaubert (mesure de codification : prêts bancaires à l'agriculture) (p. 4942)

Intervient sur l'ad n° 411 de M. Philippe-Armand Martin (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'ad n° 628 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'ad n° 934 de M. Charles de Courson (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 905 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de la commission (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Intervient sur l'adt n° 1092 rectifié de M. Jean-Louis Léonard (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Intervient sur l'adt n° 773 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement) (p. 4944)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 307 de la commission (régime fiscal du stockage des oléagineux, protéagineux et légumes secs) (p. 4945)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Jean-Charles Taugourdeau (régime fiscal du stockage des oléagineux, protéagineux et légumes secs) (p. 4945)

Intervient sur l'adt n° 258 de la commission des finances (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adt n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adt n° 1106 rectifié de M. Philippe Feneuil (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adt n° 420 de M. Philippe-Armand Martin (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)

Intervient sur l'adt n° 882 rectifié de M. Philippe Feneuil (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)

Intervient sur l'adt n° 257 de la commission des finances (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une cession à titre onéreux d'un fonds agricole dont la valeur n'excède pas 300 000 euros) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 281 deuxième rectification de la commission (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 259 rectifié de la commission des finances (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 879 de M. Philippe Feneuil (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 260 de la commission des finances (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 880 de M. Philippe Feneuil (attribution de la qualité de biens professionnels aux biens donnés à bail à un jeune agriculteur) (p. 4949)

Intervient sur l'adt n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Intervient sur l'adt n° 772 de M. Jean Gaubert (incidence des opérations en cours d'aménagement foncier et de remembrement sur le niveau des droits à paiement unique) (p. 4951)

Intervient sur l'adt n° 653 de M. Jean-Louis Léonard (droit à un congé vente au profit des propriétaires pauvres) (p. 4951)

Intervient sur l'adt n° 1014 de M. François Brottes (construction, dans le périmètre de l'exploitation, d'une maison d'habitation pour le jeune repreneur) (p. 4951)

Intervient sur l'adt n° 1067 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (cotisations sociales des producteurs dans le secteur de la conchyliculture) (p. 4952)

Intervient sur l'adt n° 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n° 883 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur

locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n° 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4953)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Philippe-Armand Martin (cotisation de solidarité) (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 395 du Gouvernement (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adt n° 802 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adt n° 683 de M. André Chassaigne (instauration d'une cotisation de solidarité des industries du secteur agroalimentaire) (p. 4955)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Ses interventions (p. 4956 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de la commission des lois (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 485 rectifié précédemment réservé de M. Francis Saint-Léger (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 967 précédemment réservé de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (possibilité de mise à disposition des SAFER d'une section communale) (p. 4960)

Article 4 précédemment réservé (extension de la transparence fiscale des EARL)

Son intervention (p. 4960)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 397 deuxième rectification précédemment réservé de M. Philippe-Armand Martin (extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière des profits des GIE agricoles) (p. 4961)

Intervient sur l'adt n° 774 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (exclusion des droits à paiement unique en cas de refus d'agrément par la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 4961)

Intervient sur l'adt n° 42 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Intervient sur l'adt n° 398 précédemment réservé de M. Philippe-Armand Martin (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Intervient sur l'adt n° 631 précédemment réservé de M. Philippe Feneuil (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4975 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 746 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (réduction à un an du délai de recours pour les installations classées agricoles) (p. 4988)

Intervient sur l'adt n° 724 précédemment réservé de M. André Chassaigne (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1108 précédemment réservé de M. André Chassaigne (imposition de la plus-value réalisée par le cédant lorsque la cession est destinée à fournir des terrains à bâtir) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (SAFER autorisées à faire valoir leur

droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Intervient sur l'adt n° 1052 précédemment réservé de M. André Chassaing (statut des SAFER) (p. 4990)

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4991)

Intervient sur l'adt n° 1042 précédemment réservé de M. Jean Auclair (surface minimale, égale à la surface minimale d'installation, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1036 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (interdiction pour les SAFER de vendre séparément les bâtiments d'habitation) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1037 précédemment réservé de M. Jean Auclair (droit de transmission à un voisin) (p. 4995)

Intervient sur l'adt n° 1038 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (limitation du bénéfice de l'exercice du droit de préemption des SAFER aux agriculteurs faisant la preuve du financement de l'opération) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1039 précédemment réservé de M. Jean Auclair (surface minimale, en dessous de laquelle les SAFER ne disposeront pas du droit de préemption) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 48 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (obligation pour les SAFER d'informer les communes des déclarations d'intention d'aliéner un bien situé sur leur territoire) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1040 précédemment réservé de M. Jean Auclair (abrogation de l'article L. 143-10 du code rural - fixation du prix d'aliénation) (p. 4996)

Intervient sur l'adt n° 1043 précédemment réservé de M. Jean Auclair (Commission départementale d'orientation de l'agriculture tenue de respecter l'avis exprimé expressément par le propriétaire des terres agricoles) (p. 4997)

Intervient sur l'adt n° 1044 précédemment réservé de M. Louis Cosyns (demande d'autorisation adressée à l'autorité administrative dans le délai d'un mois suivant la publicité relative au fonds) (p. 4997)

Intervient sur l'adt n° 303 précédemment réservé de la commission (rapport sur la gestion de l'espace foncier) (p. 4997)

Intervient sur l'adt n° 52 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (rapport sur la gestion de l'espace foncier) (p. 4997)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Ses interventions (p. 5006 et s.)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 308 de la commission (intitulé du chapitre II) (p. 5009)

Intervient sur l'adt n° 500 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif aux moyens propres à sécuriser et faciliter les conditions de contrôle de l'inspection du travail en agriculture) (p. 5009)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 502 de M. Jean Gaubert (salaire des aides familiaux et détermination de l'actif successoral) (p. 5012)

Intervient sur les adts n°s 782, 781 et 784 de M. Jean Gaubert (contrat d'intégration) (p. 5013)

Intervient sur l'adt n° 684 de M. André Chassaing (suppression du plafonnement de l'assiette des cotisations vieillesse) (p. 5013)

Intervient sur l'adt n° 1093 rectifié de M. Daniel Garrigue (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014)

Intervient sur l'adt n° 486 quatrième rectification de M. Patrick Ollier (participation dans les entreprises agricoles) (p. 5015)

Intervient sur l'adt n° 814 de Mme Odette Duriez (réunion par le Gouvernement, des organisations professionnelles et

syndicales afin de réduire la précarité et d'améliorer la santé au travail en agriculture) (p. 5015)

Intervient sur l'adt n° 783 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives à la représentation collective des agriculteurs intégrés par une même entreprise) (p. 5016)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Ses interventions (p. 5016 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 1068 de M. Olivier Dassault (aide fiscale au renouvellement des tracteurs) (p. 5017)

Intervient sur l'adt n° 435 de M. Philippe-Armand Martin (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) (p. 5018)

Intervient sur l'adt n° 803 de M. Philippe Feneuil (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) (p. 5018)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Ses interventions (p. 5020 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 858 de M. Michel Raison (dotation pour le paiement des cotisations sociales des non salariés agricoles) (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 394 du Gouvernement (exonération des cotisations patronales pour les salariés embauchés en CDD et dont l'emploi est transformé en CDI) (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 319 rectifié de la commission (exonération des cotisations patronales pour les salariés des groupements d'employeurs embauchés en CDD et dont l'emploi est transformé en CDI) (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 264 de la commission des finances (déduction de charges au bénéfice des entreprises de travaux forestiers recourant au travail occasionnel) (p. 5025)

Intervient sur l'adt n° 320 de la commission (développement et diversification des groupements d'employeurs) (p. 5025)

Intervient sur l'adt n° 321 de la commission (organisation de la poursuite du contrat des travailleurs occasionnels) (p. 5025)

Intervient sur l'adt n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)

Intervient sur l'adt n° 729 rectifié de M. André Chassaing (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) (p. 5027)

Intervient sur l'adt n° 786 de M. Jean Gaubert (fusionnement des tableaux des maladies professionnelles du régime général et du régime agricole) (p. 5027)

Article 10 (extension du dispositif des heures choisies aux salariés agricoles)

Son intervention (p. 5028)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 815 de Mme Odette Duriez (logement des salariés agricoles) (p. 5028)

Intervient sur l'adt n° 443 de M. Yves Censi (régime de prévoyance complémentaire des personnels enseignants) (p. 5029)

Intervient sur le sous-adt n° 1127 du Gouvernement (extension des accords dans les conditions prévues par le code de sécurité sociale) à l'adt n° 443 de M. Yves Censi (p. 5029)

Intervient sur l'adt n° 73 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)

Intervient sur l'adt n° 953 de M. Jean-Pierre Decool (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029)

Intervient sur l'adt n° 422 du Gouvernement (reconversion professionnelle des agriculteurs) (p. 5030)

Intervient sur l'adt n° 318 de la commission (contrat emploi-formation agricole) (p. 5030)

Intervient sur l'adt n° 1128 du Gouvernement (affiliation au régime agricole) (p. 5031)

Intervient sur l'adt n° 642 rectifié de M. Yves Censi (affiliation au régime agricole) (p. 5031)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adt n° 323 de la commission (intitulé du titre II) (p. 5032)

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif aux possibilités d'évolution du Plan de développement rural national et d'une aide nationale à la collecte de lait pour l'ensemble des exploitations) (p. 5032)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son intervention (p. 5081)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 899 de M. François Sauvadet (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)

Intervient sur l'adt n° 571 de M. Philippe-Armand Martin (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082)

Intervient sur l'adt n° 392 de la commission (obligation d'informer les consommateurs sur la présence de produits d'origine agricole dans les carburants) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Charles Taugourdeau (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 603 de M. Étienne Mourrut (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 804 de M. Philippe Feneuil (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification de M. Jean-Charles Taugourdeau (habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires pour favoriser l'utilisation des caquettes de bois pour la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 863 rectifié de M. Francis Delattre (interdiction, à compter du 1er janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5084)

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5085)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 429 de M. Philippe-Armand Martin (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Jean-Charles Taugourdeau (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Jean-Marie Sermier (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 606 de M. Étienne Mourrut (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 805 de M. Philippe Feneuil (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 607 de M. Étienne Mourrut (tarification incitative de toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs) (p. 5091)

Intervient sur l'adt n° 519 de M. Jean Gaubert (évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants par l'ADEME, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'Agence française de sécurité environnementale) (p. 5092)

Intervient sur l'adt n° 325 de la commission (usages exclusifs des lubrifiants d'origine végétale) (p. 5093)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5100 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 326 rectifié de la commission (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 266 rectifié de la commission des finances (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 826 deuxième rectification de M. Philippe-Armand Martin (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) (p. 5112)

Intervient sur l'adt n° 327 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur l'éventualité d'une modification des spécifications techniques des essences en vue de favoriser l'incorporation directe d'éthanol) (p. 5112)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 1032 de M. Michel Roumegoux (exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) (p. 5113)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Gaubert (fixation d'une condition d'exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de parts d'une société) (p. 5113)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5116 et s.)

Ses adts n° 487 rectifié, 806 et 807 rectifié : adoptés (p. 5124, 5128)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 734 rectifié de M. André Chassaing (notion d'abus de position dominante) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 869 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (registre de l'agriculture) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 1109 de M. André Chassaing (participation des organisations syndicales à la négociation des contrats-types d'intégration en vue de la commercialisation des produits) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 735 de M. André Chassaing (organisation des producteurs dans le domaine de l'agriculture biologique et de sa commercialisation) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 736 de M. André Chassaing (établissement d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des denrées agricoles) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 847 de M. Michel Raison (responsabilité des commerçants ou des industriels ayant rompu une relation avec un producteur agricole sans préavis) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 697 de M. André Chassaing (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) (p. 5129)

Intervient sur l'adt n° 696 de M. André Chassaing (représentation des organisations syndicales au sein des commissions ou organismes agricoles) (p. 5129)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5131 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 241 de M. Jacques Le Guen (création d'un observatoire des distorsions) (p. 5132)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Jean-Charles Taugourdeau (rapport au Parlement sur l'articulation entre le droit de la concurrence et le droit de l'organisation économique en agriculture) (p. 5133)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Ses interventions (p. 5133 et s.)

Son adt n° 1116 rectifié : adopté (p. 5137)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 1047 de M. Jean Auclair (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Intervient sur l'adt n° 1048 de M. Jean Auclair (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code du commerce)

Ses interventions (p. 5140 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Jean-Charles Taugourdeau (extension des tâches que les collectivités territoriales peuvent confier à des salariés de groupements d'employeurs auxquelles elles participent) (p. 5141)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Ses interventions (p. 5142 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 273 rectifié de M. Christian Ménard (création d'un comité national de gestion des risques) (p. 5143)

Intervient sur l'adt n° 701 de M. André Chassaigne (contribution de l'ensemble des acteurs économiques de la filière agro-alimentaire au fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 702 de M. André Chassaigne (prise en charge, pendant une période de sept ans, d'une partie des primes ou cotisations d'assurance afférentes aux risques agricoles par le fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Christian Ménard (régime fiscal de la dotation pour aléas) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Christian Ménard (recours à la dotation pour aléas sous le régime du forfait) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Christian Ménard (dotation jeune agriculteur consacrée pour partie à la dotation pour aléas) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 277 de M. Christian Ménard (dotation pour aléas reprise lors du rachat d'une exploitation par un jeune agriculteur) (p. 5144)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son intervention (p. 5145)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 227 rectifié de M. Dominique Juillot (création d'un compte d'épargne de précaution et d'investissement forestier) (p. 5145)

Intervient sur l'adt n° 434 de Mme Josette Pons (régime de la déduction pour investissement) (p. 5145)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Son intervention (p. 5146)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Charles Taugourdeau (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 845 de M. René-Paul Victoria (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 723 de M. André Chassaigne (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Intervient sur l'adt n° 902 de M. François Sauvadet (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) (p. 5147)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 344 de la commission (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5289 et s.)

Ses adts n°s 864 et 455 rectifié (p. 5292)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son intervention (p. 5295 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 350 de la commission (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5296)

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Martial Saddier (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 351 de la commission (conditions de fonctionnement des sections ou commissions consacrées aux produits portant la dénomination "Montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Philippe-Armand Martin (conditions de fonctionnement des sections ou commissions consacrées aux produits portant la dénomination "Montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Patrick Ollier (commission spécialisée "Qualité et spécificité des produits de montagne") (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 611 de M. Étienne Mourrut (création d'un conseil supérieur de l'orientation sanitaire) (p. 5298)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5903 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 353 rectifié de la commission (introduction d'objectifs environnementaux dans les cahiers des charges des signes officiels de qualité) (p. 5304)

Intervient sur l'adt n° 354 de la commission (protection du foie gras) (p. 5304)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 824 de M. Jean Gaubert (préservation des zones agricoles protégées) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 791 de M. François Brottes (adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles dans les zones de montagne) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 546 de M. Jean Gaubert (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 478 de M. Christophe Guilloteau (institution d'une commission nationale de l'agriculture durable) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 968 de Mme Geneviève Gaillard (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 740 rectifié de M. André Chassaigne (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 741 rectifié de M. André Chassaigne (promotion par les collectivités publiques des produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5307)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Ses interventions (p. 5309 et s.)

Article 25 (bail environnemental)

Ses interventions (p. 5311 et s.)

Son ss-adt n° 1147 à l'adt n° 19 de M. Jean-Charles Taugourdeau : adopté (p. 5312)

Après l'article 25

- Intervient sur l'adt n° 619 de M. Alain Gest (établissements faisant l'objet d'études de dangers) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 1149 rectifié du Gouvernement (contenu des études de danger) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 549 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur l'utilisation d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 792 de M. Jean-Yves Le Déaut (caractère local de l'autorisation de dissémination d'OGM) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 548 de M. Jean-Yves Le Déaut (information du maire sur la dissémination d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313)
- Intervient sur l'adt n° 547 de M. Jean-Yves Le Déaut (registre national des disséminations d'OGM et informations des autorités locales sur ces disséminations) (p. 5313)
- Intervient sur les adts n°s 841 et 842 (obligations des propriétaires en matière de débroussaillage) (p. 5314)
- Intervient sur l'adt n° 421 rectifié de M. Michel Raison (procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles) (p. 5314)
- Intervient sur l'adt n° 365 de la commission (échanges de cultures sur des surfaces en location) (p. 5314)
- Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 597 rectifié de M. Étienne Mourrut (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 364 de la commission (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 408 de M. Michel Raison (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 366 de la commission (prise en compte des besoins de l'agriculture dans les documents d'urbanisme) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 367 de la commission (prise en compte des espaces protégés agricoles dans les schémas de cohérence territoriale) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 250 quatrième rectification de M. Martial Saddier (création d'un code de la montagne) (p. 5315)
- Intervient sur l'adt n° 1084 de M. Daniel Garrigue (allégation d'un trouble de voisinage entraîné par une exploitation agricole préexistante) (p. 5316)
- Intervient sur l'adt n° 577 de M. René-Paul Victoria (prise en compte des besoins de l'agriculture dans les documents d'urbanisme) (p. 5316)
- Intervient sur l'adt n° 657 de M. Jean-Louis Léonard (maintien des activités traditionnelles et économiques dans les zones humides) (p. 5316)
- Intervient sur l'adt n° 432 de Mme Josette Pons (rapport au Parlement sur la possibilité et l'opportunité d'assimiler les routes départementales et les voies privées stratégiques à des voies de défense des forêts contre l'incendie) (p. 5316)
- Article 26 (principe de coopération entre les organismes de formation professionnelle, de développement agricole, et de recherche; statut des instituts techniques agricoles et agro-industriels)*
Son intervention (p. 5317)
- Article 27 (modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture)*
Son intervention (p. 5317)
- Après l'article 27*
Intervient sur l'adt n° 860 de M. Michel Raison (création d'une commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 5318)
- Intervient sur l'adt n° 973 de Mme Odette Duriez (création d'une commission nationale d'orientation de l'agriculture) (p. 5318)
- Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)*
Ses interventions (p. 5321 et s.)
- Après l'article 28*
Intervient sur l'adt n° 239 deuxième rectification de M. Camille de Rocca Serra (saisine du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes) (p. 5322)
- Intervient sur l'adt n° 1059 deuxième rectification de M. Bertho Audifax (déclenchement par les chambres d'agriculture de la procédure collective de mise en valeur des terres incultes) (p. 5328)
- Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)*
Ses interventions (p. 5322 et s.)
- Après l'article 29*
Intervient sur l'adt n° 744 rectifié de M. Marc Le Fur (nouvelles modalités de contrôle administratif des installations classées) (p. 5326)
- Intervient sur l'adt n° 810 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement proposant des engagements budgétaires pour remédier aux difficultés de financement et une réforme du fonctionnement de l'Office de développement des départements d'outre-mer) (p. 5326)
- Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)*
Son intervention (p. 5327)
- Après l'article 30*
Son adt n° 1119 (renforcement de la protection pénale des agents de l'Inspection du travail) : adopté (p. 5327)
- Avant l'article 31*
Intervient sur l'adt n° 811 rectifié de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement en vue d'élaborer un projet de loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer) (p. 5328)
- Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)*
Ses interventions (p. 5329 et s.)
Son adt n° 760 rectifié : adopté (p. 5329)
Son adt n° 1124 : adopté (p. 5329)
- Article 32 (renforcement de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer)*
Son intervention (p. 5331)
Son adt n° 761 : adopté (p. 5331)
- Article 33 (encouragement de l'activité agricole en Guyane)*
Son intervention (p. 5332)
- Après l'article 33*
Intervient sur l'adt n° 1150 du Gouvernement (modalités de la définition du seuil de viabilité d'une exploitation à Mayotte) (p. 5332)
- Intervient sur le sous-adt n° 1154 de M. Mansour Kamardine (rôle du préfet de Mayotte) à l'adt n° 1150 du Gouvernement (p. 5332)
- Intervient sur l'adt n° 771 de M. Victorin Lurel (instauration dans chaque région d'outre-mer de programmes régionaux installation-transmission) (p. 5333)
- Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)*
Son intervention (p. 5333)
- Article 35 (délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification)*
Son ss-adt n° 1130 à l'adt n° 465 du Gouvernement : adopté (p. 5333)
- Titre*
Son intervention (p. 5334)
Son intervention à l'issue du vote (p. 5382)
- EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**
- Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)**
Son intervention (p. 8654)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 8656)
 Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 8655)
 Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 8654)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 8656)
 Agriculture : salariés agricoles : accidents du travail (p. 8655)
 Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : droits à paiement unique (DPU) (p. 8655)
 Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée : montagne (p. 8656)
 Baux : baux ruraux (p. 8655)
 Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 8656)
 Déchets, pollutions et nuisances : sacs de caisse en plastique (p. 8655)
 Elevage : bâtiments (p. 8655)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 8655)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 8656)
 Retraites : régime agricole : polypensionnés (p. 8655)
 Sécurité publique : incendies : forêts (p. 8656)
 Travail : travail temporaire : agriculture (p. 8655)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6809)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6811)
 Agriculture : crédits (p. 6810)
 Agriculture : pollution (p. 6810)
 Assurances : contrats : calamités agricoles (p. 6811)
 Bois et forêts : filière bois (p. 6811)
 Elevage : bâtiments (p. 6810)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6810)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6874 et s.)

CULTURE, CINEMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE**Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :**

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7103)

Thèmes :

Patrimoine culturel : conservation (p. 7103)
 Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7103)
 Régions : Alsace : monuments historiques (p. 7103)

SECURITE SANITAIRE**Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :**

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Thèmes :

Consommation : sécurité des produits (p. 6844)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6845)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8671)**

Intervient sur les ads n^{os} 7 et 8 du Gouvernement (articles 55 bis et 55 ter supprimés par la commission mixte paritaire – garantie de l'Etat accordée respectivement au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et à l'interprofession du Beaujolais pour l'arrachage de vignes : rétablissement des articles) (p. 8673)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3371)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 3371)
 Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3371)
 Agriculture : irrigation (p. 3371)
 Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3371)
 Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3371)
 Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3371)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 3371)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3405)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 3503)

Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers)

Ses ads n^{os} 661, 663 et 662 (p. 3615)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3726)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4582)

Thèmes :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 4583)
 Agriculture : revenu agricole (p. 4582)
 Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4583)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4582)
 Agroalimentaire : viticulture : excédent (p. 4583)
 Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4583)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Ses interventions (p. 4592 et s.)

Son ss-adt n° 3 à l'adt n° 1 rectifié de M. Hugues Martin : adopté (p. 4592)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son adt n° 137540 (p. 5127) : adopté après modification (p. 5129)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5375 et s.)

Son adt n° 137552 : adopté (p. 5394)

Ses ads n^{os} 137546 et 137545 rectifié (p. 5410, 5416)

Son adt n° 137553 (p. 5441) : adopté (p. 5442)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son adt n° 137554 : adopté (p. 5652)

Francis HILLMEYER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1517, posée le 28 mars 2006. Professions de santé. Orthophonistes (J.O. Questions p. 3189). Appelée le 28 mars 2006. Revendications (p. 2228)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)**

Son intervention (p. 6356)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6357)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 6357)

Défense : dissuasion nucléaire : crédits budgétaires (p. 6357)

Défense : frégates (p. 6357)

Défense : opérations extérieures (p. 6356)

Défense : réserves (p. 6357)

Gendarmerie (p. 6357)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6358)

SECURITE, SECURITE CIVILE**Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)**

Son intervention (p. 6181)

Procédure des questions :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : police municipale (p. 6181)

TRANSPORTS**Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)**

Procédure des questions :

Voirie : tunnels routiers : Alsace (p. 6222)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)**

Son intervention (p. 7560)

Thèmes :

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7561)

Défense : réserves (p. 7560)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7561)

Ses explications de vote (p. 7584)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7584)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)**

Son intervention (p. 2461)

Thèmes :

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 2462)

Défense : professionnalisation : réserves (p. 2461)

Défense : réserves (p. 2461)

Défense : réservistes : fichiers informatisés (p. 2461)

Enseignement : éducation civique : défense (p. 2462)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2462)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7548)**

Son intervention (p. 7550)

Thèmes :

Défense : code de la défense (p. 7550)

Energie et carburants : centrales nucléaires : protection (p. 7550)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7550)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)**

Après l'article 22

Son adt n° 304 deuxième rectification (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) : rejeté (p. 1150)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)**

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son intervention (p. 2323)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Ses interventions (p. 2327 et s.)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)**

Son intervention (p. 4383)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense (p. 4383)

Défense : crédits : fonctionnement (p. 4383)

Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4383)

Défense : manoeuvres (p. 4384)

Défense : opérations extérieures (p. 4393)

Défense : professionnalisation : effectifs (p. 4383)

Danièle HOFFMAN-RISPAL

*Paris (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Logement social. [16 novembre 2005] (p. 6890)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [8 mars 2006] (p. 1623)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)
Son intervention (p. 5891)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5891)
Personnes âgées : dépendance (p. 5891)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 5891)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 5892)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Ses interventions (p. 6038 et s.)

Après l'article 32

Reprend l'adt n° 240 rectifié de Mme Cécile Gallez (logements foyers ; modalités de tarification ; octroi de l'APA en établissement aux occupants) (p. 6044) : rejeté (p. 6045)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Son intervention (p. 6046)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Yves Durand (droit à l'éducation pour tous) (p. 705)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 737)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 425 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 870)

Intervient sur les sous-ads n°s 171, 595 et 600 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 902, 932, 944)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Son intervention (p. 2997)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Son intervention (p. 3008)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son intervention (p. 3024)

Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)

Son intervention (p. 3053)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Son intervention (p. 3068)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3218 visant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3219 visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 338)

Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1800)

Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2144)

Emploi. Contrats première embauche [29 mars 2006] (p. 2310)

Emploi. Contrats de première embauche [5 avril 2006] (p. 2472)

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [2 mai 2006] (p. 2777)

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2855)

Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants, enquête [20 juin 2006] (p. 4343)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Remercie M. Richard d'avoir rappelé sa pensée, demande le retrait du texte compte tenu des errements de la procédure et une mission d'information [9 mars 2006] (p. 1694)

Demande, pour reprendre le débat, que le Gouvernement lève l'urgence [9 mars 2006] (p. 1710)

Demande à nouveau la levée de l'urgence [9 mars 2006] (p. 1713)

DÉBATS

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1694, 1710, 1713)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et cent quarante et un membres de l'Assemblée nationale

[21 février 2006] (p. 1031)

Son intervention (p. 1031)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1031, 1034, 1035)

Emploi : chômage (p. 1031)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1033, 1034)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1032, 1033)

Emploi : contrats aidés (p. 1033)

Emploi : jeunes (p. 1032, 1033)

Etat : Gouvernement (p. 1031)

Etat : Gouvernement précédent (p. 1032)

Politique économique : croissance (p. 1031)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1031)
 Politique sociale : inégalités (p. 1033)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 1033)
 Travail : code du travail (p. 1032)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1032)
 Travail : licenciements (p. 1033)
 Travail : négociations (p. 1034)
 Travail : précarité (p. 1031)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 1031)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1269) : rejetée (p. 1281)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 1272)
 Pays étrangers : États-Unis (p. 1270)
 Recherche : carrière (p. 1273)
 Recherche : concurrence (p. 1270 et s.)
 Recherche : crédits (p. 1271)
 Recherche : organismes (p. 1271)
 Recherche : secteur public (p. 1270 et s.)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1271)
 Recherche : chercheurs (p. 1270)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 1271)
 Secteur public : privatisations (p. 1271)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Après l'article 3

Son adt n° 298 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Roger-Gérard Schwartzberg ainsi que cent quarante membres de l'Assemblée nationale

[16 mai 2006] (p. 3472)

Son intervention (p. 3472)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de censure (p. 3474)
 Emploi : chômage (p. 3475)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) : Contrat première embauche (CPE) (p. 3472)
 Entreprises : EADS (p. 3475)
 Etat : services secrets (p. 3473)
 Etat : Gouvernement (p. 3473 et s. - 3476)
 Etat : Gouvernement : responsabilité (p. 3474)
 Etat : Premier ministre (p. 3473 et s.)
 Finances publiques (p. 3476)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 3473 et s. - 3476)
 Ordre public : sécurité (p. 3476)
 Ordre public : violences urbaines (p. 3475)
 Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : députés (p. 3476)
 Politique économique : mondialisation (p. 3475)
 Politique générale : affaire Clearstream (p. 3472 et s.)
 Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 3476)
 Président de la République (p. 3474)
 Union européenne : construction européenne : traité constitutionnel (p. 3475)
 vote la censure groupe socialiste (p. 3477)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4764) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4774)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4768)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4768)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4766)
 Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4764)
 Energie et carburants : gaz : transport (p. 4767)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : cession d'actifs (p. 4766)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4766)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4764)
 Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4768)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 4767)
 Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4768)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4764)
 Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4767)
 Energie et carburants : tarifs (p. 4769)
 Entreprises : action spécifique (p. 4767)
 Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4769)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4765)
 Entreprises : patriotisme économique (p. 4767)
 Environnement : changements climatiques (p. 4764)
 Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4766)

Brice HORTEFEUX

Ministre délégué aux collectivités territoriales, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Folliot. Tourisme et loisirs. Parcs d'attractions. Cap découverte, Carmaux, situation financière [12 octobre 2005] (p. 5155)
 M. Frédéric Dutoit. Etrangers. Expulsion. Conséquences, enfants scolarisés [26 octobre 2005] (p. 5878)
 M. René Dosière. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, modalités [22 novembre 2005] (p. 7320)
 M. Édouard Courtial. Fonction publique territoriale. Politique de la fonction publique territoriale [22 novembre 2005] (p. 7325)
 Mme Claude Darciaux. Enfants. Politique de l'enfance. Délinquance potentielle, dépistages, rapport de l'INSERM, conclusions [8 mars 2006] (p. 1628)
 Mme Michèle Tabarot. Police. Police municipale. Protocole d'accord relatif à la professionnalisation, contenu [10 mai 2006] (p. 3244)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Thierry Mariani. Enseignement privé. Enseignement agricole. Fonctionnement, financement [6 décembre 2005] (p. 7904)
 M. Alain Gest. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [6 décembre 2005] (p. 7904)
 M. Lionnel Luca. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité. Renouvellement, réglementation [6 décembre 2005] (p. 7903)
 Mme Geneviève Colot. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation, application [17 janvier 2006] (p. 20)
 M. Jean-Yves Hugon. Sécurité routière. Permis de conduire. Retrait de points, information [17 janvier 2006] (p. 21)
 M. Michel Heinrich. Sécurité publique. Séismes. Indemnisation, Vosges [17 janvier 2006] (p. 24)
 M. Thierry Lazo. Coopération intercommunale. Fonctionnement. Réglementation, réforme [17 janvier 2006] (p. 22)
 M. Julien Dray. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [31 janvier 2006] (p. 504)
 M. Michel Dasseux. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [31 janvier 2006] (p. 505)

M. Michel Vaxès. Coopération intercommunale. Communautés urbaines. Usine d'incinération, implantation, Marseille [31 janvier 2006] (p. 507)
 M. Maurice Giro. Patrimoine culturel. Armes et véhicules militaires de collection. Détention, réglementation [7 mars 2006] (p. 1548)
 M. Jean-Marie Rolland. Gens du voyage. Stationnement. Financement [7 mars 2006] (p. 1550)
 M. Jean-Luc Reitzer. Santé. Vaccinations. Hépatite B, obligation, sapeurs-pompiers volontaires, pertinence [7 mars 2006] (p. 1549)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Ses interventions (p. 5590 et s.)

Article 25 (affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2004 des communes et de leurs groupements)

Son intervention (p. 5594)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Jean-Pierre Brard (dotation attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants pour l'exercice des mandats locaux – potentiel fiscal substitué au potentiel financier) (p. 5595)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. François Scellier (valeurs locatives des centrales nucléaires, aéroports et installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère : compensation des réductions de base aux collectivités territoriales) (p. 5598)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5606)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT**

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6235)

Son intervention (p. 6240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation (p. 6240)
 Administration : réformes administratives (p. 6242)
 Associations : déclaration : préfectures (p. 6241)
 Automobiles et cycles : immatriculation (p. 6241)
 Collectivités territoriales : contrôle de légalité (p. 6242)
 Départements : préfectures : crédits budgétaires (p. 6241)
 Départements : préfets (p. 6242)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 6241)
 Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 6241)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6240)
 Papiers d'identité : passeport : Imprimerie nationale (p. 6241)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6243)

Crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat" et état B

Son intervention (p. 6243)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Ses interventions (p. 7149, 7154 à 7156)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 7153)
 Collectivités territoriales : endettement (p. 7154)
 Collectivités territoriales : dotation "élu local" (p. 7152)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7150)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 7153)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7153)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7151)

Départements : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 7152)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7150)

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement (p. 7150)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7152)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : calcul (p. 7156) (M. Étienne Pinte) (p. 7155)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7155) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 7155)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7154) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 7154)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7157)

Article 82 (dotation de développement rural (DDR) : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)

Ses interventions (p. 7158 et s.)

Article 83 (réforme des concours de la dotation générale de décentralisation (DGD) relatifs au financement des bibliothèques)

Son intervention (p. 7159)

Article 84 (aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale -DSU)

Son intervention (p. 7160)

Après l'article 84

Intervient sur l'adt n° 547 rectifié de M. Léonce Deprez (prise en compte de deux habitants par résidence secondaire pour le calcul de la DGF) (p. 7162)

Intervient sur l'adt n° 453 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164)

Intervient sur l'adt n° 497 de M. Michel Bouvard (prise en compte de 25 % du montant de la part "garantie" de la dotation forfaitaire pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7164)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Martial Saddier (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 7165)

Intervient sur l'adt n° 620 de M. Axel Poniatowski (prise en compte de la dotation de compensation dans le calcul du potentiel fiscal de certaines communes) (p. 7165)

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Martial Saddier (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 455 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 487 de M. Michel Bouvard (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 488 de M. Michel Bouvard (dotation aux communes dont le territoire est pour tout ou partie compris dans un parc national) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Martial Saddier (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 456 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166)

Intervient sur l'adt n° 489 de M. Michel Bouvard (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7167)

Intervient sur l'adt n° 598 de M. Gilles Carrez (élargissement de la marge de manoeuvre dont dispose le comité des finances locales pour indexer l'évolution de la dotation forfaitaire de la DGF des départements) (p. 7167)

Intervient sur l'adt n° 448 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la dotation forfaitaire du potentiel financier des départements) (p. 7167)

Répond à l'intervention de M. Augustin Bonrepaux : indique que le Gouvernement envisage des ajustements à cette réforme (p. 7167)

Intervient sur l'adt n° 447 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (garantie de progression de la dotation de fonctionnement minimale pour certains départements) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Gilles Carrez (aménagement des modalités de calcul du potentiel fiscal utilisé pour la répartition de la dotation de péréquation des régions) (p. 7168)

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 513 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 638 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 514 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 639 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)

Intervient sur l'adt n° 599 rectifié de M. Gilles Carrez (modalités de compensation de la perte de recettes subie par les communes du fait de l'application de l'article 15 de la loi relative au développement des territoires ruraux) (p. 7169 et 7170)

Intervient sur l'adt n° 449 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des charges liées à l'espace et à l'environnement pour la répartition des concours de l'Etat) (p. 7171)

Intervient sur l'adt n° 649 de M. Didier Migaud (minoration de la dotation forfaitaire des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux) (p. 7171)

Article 85 (mise en œuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales)

Son intervention (p. 7173)

Crédits de la mission "Avances aux collectivités territoriales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7173)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6183)

Réponses aux questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : chefs d'entreprises (p. 6183) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6183)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)

Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6185)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)
Ses interventions (p. 7932, 7958)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 7933)

Conseil constitutionnel (p. 7933, 7958)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 7933)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 7933, 7958)

Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 7933)

Elections et référendums : durée des mandats : élections sénatoriales (p. 7934)

Elections et référendums : élections cantonales (p. 7934)

Elections et référendums : élections municipales (p. 7934, 7958)

Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 7934, 7958)

Elections et référendums : législation : modernisation (p. 7958)

Elections et référendums : organisation : bénévolat (p. 7933)

Etat : souveraineté : élections et référendums (p. 7932)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)

Article 1er (report d'un an des élections sénatoriales prévues en septembre 2007, septembre 2010 et septembre 2013)

Ses interventions (p. 7959 et s.)

Article 2 (coordination-mention des renouvellements partiels de 2008 et 2011)

Son intervention (p. 7962)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Article 1er (report d'un an des élections municipales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7963)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Bruno Le Roux (renouvellement intégral des conseils généraux) (p. 7963)

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conditions de candidature aux élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants) (p. 7964)

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux adjoints au maire dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7965)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux délégués dans les communautés de communes ou d'agglomération, dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7966)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Ses interventions (p. 7966 et s.)

Article 3 (report des élections cantonales prévues en mars 2010)

Son intervention (p. 7968)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7968)

Article 3 bis (coordination-mention du renouvellement partiel de 2011)

Son intervention (p. 7969)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 6 de M. Alain Ferry (comptabilisation distincte des bulletins blancs et des bulletins nuls) (p. 7970)

Intervient sur l'ad t n° 5 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les candidats aux élections législatives et sénatoriales) (p. 7970)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Son intervention (p. 2106)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2116)

Son intervention

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2106)

Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2106 et s.)

Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2106)

Elections et référendums : élection présidentielle : remboursement (p. 2107)

Elections et référendums : opérations de vote : continent américain (p. 2107)

Elections et référendums : opérations de vote : Internet (p. 2128)

Français de l'étranger : listes électorales consulaires : Internet (p. 2128)

Lois : lois organiques (p. 2106, 2128)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 2128)

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 1er (allongement de la période préparatoire à l'élection - actualisation de la liste des "parrains")

Ses interventions (p. 2129 et s.)

Article 2 (actualisation de références au code électoral -compétence de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques organisation du scrutin dans les bureaux de vote en Amérique)

Ses interventions (p. 2131 et s.)

Article 4 (régime de remboursement des dépenses de campagne)

Ses interventions (p. 2134 et s.)

Article 5 (entrée en vigueur des dispositions du code électoral)

Son intervention (p. 2135)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 10 de M. Jérôme Rivière (campagnes électorales : affichage et affichage commercial - publicité par voie de presse) (p. 2136)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2569)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2570)

Police : police nationale (p. 2570)

Sports : football : intégration (p. 2569)

Sports : stades (p. 2570)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 11 rectifié de M. Dominique Tian (recours à la réserve civile de la police nationale pour les rencontres des clubs amateurs) (p. 2570)

Intervient sur l'ad t n° 8 de M. Pierre-Christophe Baguet (interdiction de stade complétée par la convocation au moment des compétitions par une autorité ou personne qualifiée désignée par le tribunal) (p. 2571)

Intervient sur l'ad t n° 9 de M. Pierre-Christophe Baguet (identité des personnes interdites d'accès aux stades communiquée par le préfet aux fédérations sportives) (p. 2571)

Article 1er (dissolution des associations de supporters violentes ou racistes)

Son intervention (p. 2571)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 5 de M. Christophe Caresche (obligation de vérification de l'état de fonctionnement des installations de vidéosurveillance des stades) (p. 2572)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Ses interventions (p. 4098, 4103)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 4099)

Ordre public : maintien de l'ordre : football (p. 4098, 4103)

Ordre public : vidéosurveillance : stades (p. 4098)

Police : police nationale : réservistes (p. 4099)

Sports : football : extrême droite (p. 4098)

Sports : football : violences urbaines (p. 4098)

Sports : stades : interdiction (p. 4098, 4103)

Discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4103)

Article 1er A (participation de la réserve civile de la police nationale à la prévention des violences lors des rencontres à caractère amateur)

Son intervention (p. 4103)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Ses interventions (p. 2962 et s.)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Ses interventions (p. 2976 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 464 rectifié de M. Jacques Myard (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2978)

Intervient sur l'ad t n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)

Intervient sur le sous-ad t n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'ad t n° 53 de la commission (p. 2983)

Intervient sur l'ad t n° 460 de M. Christian Vanneste (répartition entre les établissements des élèves primo-arrivants) (p. 2987)

Intervient sur l'ad t n° 462 rectifié de M. Christian Vanneste (coopération décentralisée en faveur des régions dont sont issus les immigrés) (p. 2987)

Intervient sur l'ad t n° 600 rectifié de M. Noël Mamère (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2988)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Ses interventions (p. 2992 et s.)

Article 8 (carte de séjour des étrangers exerçant une activité professionnelle non soumise à autorisation)

Son intervention (p. 3002)

Article 9 (transposition de la directive du 12 octobre 2005 relative à l'admission des scientifiques)

Son intervention (p. 3002)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses interventions (p. 3003 et s.)

Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)

Son intervention (p. 3020)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Lionnel Luca (aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail) (p. 3021)

Intervient sur l'adt n° 279 de M. Bernard Roman (instauration d'une peine de privation des droits civiques pour les employeurs de main-d'œuvre en situation irrégulière) (p. 3021)

Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)

Ses interventions (p. 3048 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 66 de la commission (accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 3053)

Intervient sur le sous-adt n° 371 de M. Patrick Delnatte (de précision) à l'adt n° 66 de la commission (p. 3053)

Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)

Ses interventions (p. 3054 et s.)

Article 15 (extension des obligations à la charge des donneurs d'ordre en matière de lutte contre le travail clandestin)

Ses interventions (p. 3055 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056 et s.)

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié de M. Richard Mallié (aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur) (p. 3057)

Proposition de loi n° 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention (p. 4081)

Thèmes :

Collectivités territoriales : culture (p. 4081)

Culture : décentralisation (p. 4081)

Culture : gestion (p. 4082)

Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4081, 4082)

Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4082)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4422)

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 4431)

Administration : rapports avec les administrés (p. 4431)

Elections et référendums (p. 4430)

Etat : réforme : nouvelles technologies (p. 4429)

Etat : réforme : services déconcentrés (p. 4429 et s.)

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4429 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : mission administration générale de l'Etat (p. 4429)

Finances publiques : fongibilité des crédits : mission administration générale de l'Etat (p. 4429)

Finances publiques : mission administration générale de l'Etat (p. 4428 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4428 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : vacataires (p. 4430)

Papiers d'identité (p. 4429, 4431)

Henri HOUDOUIN

Mayenne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2622 visant à instaurer un système de suppléance provisoire en cas de vacance de siège d'un député ou d'un sénateur [27 octobre 2005]

Proposition de loi organique n° 2623 visant à instaurer un système de suppléance provisoire en cas de vacance de siège d'un député ou d'un sénateur [27 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2641 visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacance de siège d'un conseiller régional, d'un conseiller général ou d'un maire [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Lutte et prévention [2 novembre 2005] (p. 6128)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son intervention (p. 4933)

Philippe HOUILLON

Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances (n° 2450) [28 septembre 2005]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17690)

Rapporteur du projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 (n° 2673) [15 novembre 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement (n° 2722) [23 novembre 2005]

Membre de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Rapporteur de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3510)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 12 avril 2006] (p. 5516)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9404)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 23 juin 2006] (p. 9497)

Rapporteur du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (n° 3338) [4 octobre 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2673) prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [15 novembre 2005] (n° 2675)

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [5 décembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré et M. Philippe Houillon tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes de dysfonctionnement de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement (n° 2722) [7 décembre 2005] (n° 2725)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les dysfonctionnements de la justice dans

l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [6 juin 2006] (n° 3125)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation de la législation sur les autorités administratives indépendantes [15 juin 2006] (n° 3166)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [29 novembre 2005] (p. 7630)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Tout en s'associant aux propos de M. René Dosière, rappelle que le Règlement prévoit que les interventions sur les articles ne doivent pas dépasser cinq minutes. [13 octobre 2005] (p. 5256)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4819)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : délais (p. 4819)

Assemblée nationale : règlement : réforme (p. 4819)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4819)

Sécurité sociale : loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale (p. 4819)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 7 (actualisation de la terminologie)

Son intervention (p. 4826)

Article 9 (délai de dépôt des adts aux projets de loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4828)

Son adt n° 1 : adopté (p. 4828)

Article 11 (modalités d'organisation d'une seconde délibération et de vote des différentes parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale)

Son adt n° 2 : adopté (p. 4829)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5166)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5179)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 5179)

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5166)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAS) (p. 5167)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5166, 5179, 5196)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5166)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 5167)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Christophe Caresche (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 39 de M. Michel Vaxès (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Christine Boutin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Article 2 (définition de la réitération)

Ses interventions (p. 5203 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine) (p. 5208)

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5208)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 5247)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (motivation de la peine d'emprisonnement d'un récidiviste) (p. 5253)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Gérard Léonard (possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en cas de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 5254)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 octobre 2005] (p. 5256)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5264)

Avant l'article 13 A

Son adt n° 19 (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire au meurtre, à l'assassinat, à l'enlèvement et à la séquestration) (p. 5264) : adopté (p. 5265)

Article 15 quater (dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de justice aux évolutions de la criminalité)

Intervient sur les adts n° 42 à 49 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 5274)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6765)

Thèmes :

- Communes : maires : compétences (p. 6765)
- Droit pénal : perquisitions (p. 6765)
- Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6765)
- Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 : délais (p. 6766)
- Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6765)
- Ordre public : violences urbaines (p. 6765)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 220 rectifié (taxe professionnelle – avocats : exonération pour les deux premières années d'activité) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7385)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Ses interventions (p. 7516 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de la commission (suppression du conventionnement des chaînes extracommunautaires retransmises par satellite) (p. 7536)

Article 15 (application de la loi dans le temps)

Son intervention (p. 7542)

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2005] (p. 7987)

Son intervention (p. 7987)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 7987)
- Droit pénal : détention provisoire (p. 7987)
- Droit pénal : politique pénale : réforme (p. 7987)
- Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 7988)
- Justice : fonctionnement (p. 7987)
- Justice : erreurs judiciaires (p. 7987)
- Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 7987)
- Justice : magistrats : responsabilité (p. 7987)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8404)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8404)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8616)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1578)

Thèmes :

- Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 1579)
- Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 8616, 1580)
- Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 1579)
- Handicapés (p. 1579)
- Informatique : interopérabilité (p. 1579)
- Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 1579)
- Propriété intellectuelle : copie privée (p. 1579)
- Propriété intellectuelle : licence légale (p. 1579)
- Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 1579)
- Télécommunications : fournisseurs d'accès à Internet (FAI) (p. 1579)
- Télécommunications : Internet (p. 1579)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 4678)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2888)

Thème :

Assemblée nationale : missions d'information : Mayotte (p. 2888)

Jean-Yves HUGON

*Indre (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire : personnel. Enseignants.

Remplacement [14 décembre 2005] (p. 8341)

Enfants. Politique de l'enfance [3 mai 2006] (p. 2862)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1300, posée le 18 octobre 2005. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 9593). Appelée le 18 octobre 2005. Ligne Paris Toulouse (p. 5350)

n° 1379, posée le 17 janvier 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 374). Appelée le 17 janvier 2006. Retrait de points, information (p. 21)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4807)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 4808)

Retraites : régime agricole (p. 4808)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Son intervention (p. 7576)

Article 15 (journée nationale du réserviste)

Son intervention (p. 7580)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 416 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 842)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Secrétaire de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2691 visant au financement de la dépendance [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2987 visant à établir un contrôle parlementaire permanent des organismes chargés de la lutte antiterroriste [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3065 visant à lutter contre le chômage et à favoriser la cohésion sociale [3 mai 2006]

Proposition de loi n° 3319 visant à instituer une taxe sur les ventes d'armes au profit de l'agence française de développement [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [18 octobre 2005] (p. 5371)

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés [20 décembre 2005] (p. 8507)

Droit pénal. Délinquance financière. Blanchiment d'argent, directive européenne, transposition [3 mai 2006] (p. 2856)

Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, groupe de travail, rapport, conclusions [14 juin 2006] (p. 4198)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1421, posée le 7 février 2006. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 1104). Appelée le 7 février 2006. Fonds structurels, bénéficiaires (p. 780)

n° 1697, posée le 27 juin 2006. Gendarmerie. Brigades (J.O. Questions p. 6664). Appelée le 27 juin 2006. Effectifs de personnel, Châteaubriand, Loire-Atlantiques (p. 4522)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5186)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information (p. 5187)

Droit pénal : exécution des peines (p. 5186)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5187)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5186)
 Justice : victimes (p. 5186)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 5186)
 Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 5187)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5263)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 novembre 2005] (p. 7507)

Son intervention (p. 7513)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 7513)
 Droit pénal : délinquants sexuels : récidive (p. 7513)
 Droit pénal : injonction de soins (p. 7514)
 Droit pénal : mandat de dépôt à l'audience (p. 7513)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7513)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 7513)
 Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 7513)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : système pénitentiaire (p. 7513)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7513)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7514)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 71 (raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement : déductibilité du revenu) (p. 5553) : rejeté (p. 5554)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7439)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 7440)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7439)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 7440)
 Etat : valeurs républicaines (p. 7441)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 7440)
 Ordre public : terrorisme : financement (p. 7439)
 Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7440)
 Parlement : contrôle parlementaire : lutte contre le terrorisme (p. 7439)
 Union européenne : blanchiment des capitaux (p. 7439)
 Union européenne : coopération policière et pénale (p. 7440)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7487)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de la commission (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement constituée de cinq députés et cinq sénateurs) (p. 7487)

Intervient sur l'adt n° 134 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement composée de neuf membres dont trois députés et trois sénateurs) (p. 7487)

Après l'article 1er

Son ss-adt n° 151 (par arrêté ministériel) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste) (p. 7490) : adopté (p. 7491)

Son ss-adt n° 152 (liste des services compétents en matière de vidéosurveillance fixée par arrêté préfectoral) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (p. 7490) : adopté (p. 7491)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Son adt n° 109 (p. 7492)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses adts n°s 110 et 111 rectifié (p. 7497)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Ses adts n°s 113 et 112 (p. 7519)

Après l'article 10

Son adt n° 114 (communication par l'officier de police judiciaire à l'avocat de l'ensemble des documents relatifs à l'infraction) : rejeté (p. 7531)

Son adt n° 115 (présence de l'avocat désigné à tous les interrogatoires lors de la garde à vue) (p. 7531) : retiré (p. 7532)

Son adt n° 116 (intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue pour toutes les infractions) : rejeté (p. 7532)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Ses explications de vote (p. 7641)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7642)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Son intervention (p. 2118)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2118)
 Elections et référendums : élection présidentielle (p. 2118)
 Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2118)
 Elections et référendums : élection présidentielle : remboursement (p. 2118)
 Elections et référendums : opérations de vote : continent américain (p. 2118)
 Elections et référendums : opérations de vote : Internet (p. 2118)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2118)

François HUWART

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Sébastien HUYGHE

Nord (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2582 tendant à rendre imprescriptibles les crimes de pédophilie [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2583 visant à prendre en compte dans la durée d'assurance vieillesse cotisée les périodes d'exonération de cotisations sociales au titre de l'aide à la création ou reprise d'entreprise (ACCRES) [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2695 tendant à rendre imprescriptibles les crimes de pédophilie [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2744 visant à transformer l'appellation "commissaire du Gouvernement" en "commissaire de la législation" [8 décembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant réforme des successions et des libéralités (n° 2427 rectifié) [8 février 2006] (n° 2850)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant réforme des successions et des libéralités (n° 3095) [6 juin 2006] (n° 3122)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [21 décembre 2005] (p. 8583)

Politique économique. Investissements. Attractivité de la France [6 juin 2006] (p. 3992)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1655, posée le 6 juin 2006. Mer et littoral. Sauvetage en mer (J.O. Questions p. 5728). Appelée le 6 juin 2006. Moyens matériels, Manche et mer du Nord (p. 3952)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2005] (p. 7987)

Son intervention (p. 7989)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 7989)

Droit pénal : détention provisoire (p. 7990)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 7989)

Justice : auditions : mineurs (p. 7990)

Justice : erreurs judiciaires (p. 7989)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 7989)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 19

Son adt n° 286 (plus-values sur actions – abattement pour durée de détention : application aux titres émis par les jeunes entreprises innovantes) : rejeté (p. 8097)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Ses adts n°s 93 et 94 (p. 8109 et s.)

Article 29 (amélioration du régime spécial d'imposition des salariés exerçant temporairement leur activité en France)

Ses adts n°s 95, 96 et 99 (p. 8111 et s.)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8154)

Après l'article 44

Son adt n° 285 rectifié (jeunes entreprises innovantes : extension du statut aux sociétés de même type détenues par de jeunes entreprises innovantes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8166)

Son adt n° 299 (jeune entreprise innovante cotée : institution d'un régime fiscal favorable pour les actionnaires) (p. 8166) : retiré (p. 8167)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1059)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 1060)

Assemblée nationale : missions d'information : famille (p. 1060)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : testaments (p. 1060)

Donations et successions : héritiers réservataires (p. 1060)

Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduelles (p. 1060)

Donations et successions : pacte successoral (p. 1060)

Donations et successions : successions : gestion (p. 1059)

Droit civil : code civil : réforme (p. 1059)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1060)

Entreprises : transmission (p. 1059)

Handicapés (p. 1059 et s.)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Ses interventions (p. 1097 et s.)

Ses adts n°s 305, 311, 306, 318 et 317 : adoptés (p. 1100, 1102, 1104, 1106)

Article 2 (indivision : gestion des biens indivis - subrogation)

Ses interventions (p. 1117 et s.)

Article 3 (nouveau chapitre relatif au partage dans le titre Ier du livre III du code civil)

Son adt n° 319 rectifié : adopté (p. 1120)

Article 4 (opérations de partage) : vote réservé (p. 1120)

Ses interventions (p. 1120 et s.)

Article 5 (rapport des libéralités)

Ses interventions (p. 1121 et s.)

Article 8 (actions en nullité du partage ou en complément de part)

Son intervention (p. 1122)

Article 11 (organisation du chapitre III du titre II du livre III du code civil)

Son intervention (p. 1130)

Article 12 (conséquences de la renonciation à la succession)

Ses interventions (p. 1130 et s.)

Son adt n° 321 : adopté (p. 1131)

Article 13 (délais et modalités d'application de l'action en réduction des libéralités excessives)

Son intervention (p. 1131)

Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction - RAAR)

Son intervention (p. 1132)

Après l'article 15

- Intervient sur l'adt n° 194 de la commission (témoins présents aux testaments : suppression de la condition de nationalité) (p. 1133)
- Intervient sur l'adt n° 195 rectifié de la commission (dispositions relatives aux testaments soumis à des formes particulières : modernisation de la rédaction) (p. 1133)
- Son adt n° 307 (émolument du légataire : cantonnement) : adopté (p. 1134)
- Article 16 (extension du champ et de la durée des pouvoirs reconnus à l'exécuteur testamentaire)*
Son intervention (p. 1134)
- Article 17 (possibilité de consentir des libéralités résiduelles)*
Son intervention (p. 1135)
- Article 10 précédemment réservé (définition des libéralités – assouplissement des règles limitant les substitutions et interpositions)*
Son intervention (p. 1135)
- Article 18 (organisation du chapitre VII du titre II du livre III du code civil)*
Son intervention (p. 1135)
- Article 20 (clarification des modalités d'application des donations-partages et testaments-partages aux enfants nés d'unions antérieures – extension des donations-partages et des testaments-partages à l'ensemble des héritiers présomptifs et aux descendants des enfants)*
Son intervention (p. 1136)
- Après l'article 20*
Intervient sur l'adt n° 217 de la commission (suppression de la réserve des ascendants : coordination à l'article 1094 du code civil) (p. 1136)
- Article 21 (assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant)*
Son intervention (p. 1136)
- Après l'article 21*
Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (PACS – modalités d'enregistrement et publicité) (p. 1140)
- Intervient sur l'adt n° 16 du Gouvernement (PACS : droits et devoirs des partenaires et régime patrimonial) (p. 1141)
- Intervient sur le sous-adt n° 272 rectifié de M. Alain Vidalies (PACS : possibilité de désigner dans la convention le partenaire comme légataire) à l'adt n° 16 du Gouvernement (p. 1141)
- Intervient sur l'adt n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat – en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1142)
- Article 22 (dispositions diverses et de coordination)*
Ses interventions (p. 1143 et s.)
Son adt n° 308 et 320 : adoptés (p. 1149 et s.)
- Après l'article 22*
Intervient sur l'adt n° 304 deuxième rectification de M. Francis Hillmeyer (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) (p. 1150)
- Intervient sur l'adt n° 4 de M. Émile Blessig (biens de famille - revalorisation : 150 000 €) (p. 1150)
- Intervient sur l'adt n° 249 de la commission (assurance vie : création d'un fichier national) (p. 1151)
- Intervient sur l'adt n° 281 de M. Alain Vidalies (assurance vie : création d'un fichier national) (p. 1151)
- Intervient sur l'adt n° 8 de M. Jean-Christophe Lagarde (successions - droits de mutation : suppression) (p. 1151)
- Après l'article 23*
Intervient sur l'adt n° 250 rectifié de la commission (succession ou donation - entreprises - évaluation par expertise : réévaluation par l'administration fiscale dans le délai de six mois et sur la base d'une nouvelle expertise) (p. 1151)
- Intervient sur l'adt n° 251 de la commission (successions en déshérence : coordination dans le code du domaine de l'Etat) (p. 1152)
- Intervient sur l'adt n° 252 rectifié de la commission (renonciation anticipée à toute action en réduction et retour d'un bien par un legs de residuo : modification des articles 763 bis et 785 du code général des impôts pour prévenir une double taxation) (p. 1152)
- Intervient sur l'adt n° 253 rectifié de la commission (successions - inventaire : coordination à l'article 764 du code général des impôts) (p. 1152)
- Intervient sur l'adt n° 313 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée du fait de la nationalité de l'enfant) (p. 1152)
- Intervient sur l'adt n° 312 de M. Charles de Courson (donations et successions – adoption simple : assimilation fiscale à l'adoption plénière si celle-ci n'a pu être prononcée en raison de l'âge de l'enfant) (p. 1152)
- Intervient sur l'adt n° 314 de M. Charles de Courson (donations et successions - adoption simple - handicapés : assimilation fiscale à l'adoption plénière) (p. 1153)
- Intervient sur l'adt n° 254 de la commission (renonciation anticipée à toute action en réduction : formalités) (p. 1153)
- Intervient sur l'adt n° 255 de la commission (ventes par adjudication volontaire : monopole du commissaire-priseur judiciaire dans les communes où un office est établi) (p. 1153)
- Intervient sur l'adt n° 256 de la commission (successions : mandat de recherche d'héritier) (p. 1153)
- Article 24 (modernisation du vocabulaire du droit des successions)*
Son intervention (p. 1153)
- Article 25 (abrogations)*
Son intervention (p. 1153)
- Article 26 (coordinations et application outre-mer)*
Ses interventions (p. 1153 et s.)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'adt n° 292 de Mme Béatrice Vernaudon (successions – enfants naturels non adultérins : assimilation rétroactive aux enfants légitimes) (p. 1154)
- Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)*
Ses interventions (p. 1154 et s.)
- Seconde délibération*
Article 1er (option de l'héritier - successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)
Son intervention (p. 1156)
- DEUXIÈME LECTURE**
- Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)**
Son intervention (p. 4174)
- Thèmes :*
Donations et successions : acceptation (p. 4174)
Donations et successions : conjoint survivant (p. 4175)
Donations et successions : héritiers réservataires (p. 4175)
Donations et successions : libéralités résiduelles : libéralités graduelles (p. 4175)
Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 4175)
Entreprises : transmission (p. 4175)
Famille : régimes matrimoniaux (p. 4175)
Parlement : Sénat (p. 4174)
Professions libérales : généalogistes (p. 4174)
- Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)**
Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)
Ses interventions (p. 4182 et s.)
- Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction -RAAR)*
Ses interventions (p. 4185 et s.)
- Article 21 bis (formalités du PACS)*
Son intervention (p. 4187)
- Article 22 (dispositions diverses et de coordination)*
Son intervention (p. 4188)
- Article 26 quinquies (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial)*
Son intervention (p. 4189)
- Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)*
Son intervention (p. 4191)

I

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 13 janvier 2006] (p. 538)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts)

Son intervention (p. 5541)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 € (p. 5557)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 5561 et s.)

Article 4 (réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)

Son intervention (p. 5568)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 262 de M. Gérard Bapt (PACS – droits de mutation à titre gratuit : tarif des droits applicables entre époux) (p. 5571)

Article 6 (instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)

Son intervention (p. 5572)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 160 de M. Didier Migaud (assurance-vie : seuil d'exonération des droits de succession ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 5572)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Son intervention (p. 5584)

Article 26 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 5599)

Article 27 (compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 5601)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5629 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 170 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 5637)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5679)

Intervient sur l'adt n° 252 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (ISF – titres de sociétés – abattement de 50 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 5706)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 261 précédemment réservé de M. Didier Migaud (redevance audiovisuelle - bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique : exonération) (p. 5749)

Intervient sur l'adt n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5750)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son intervention (p. 5775)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Jean-Claude Viollet (associations – taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1^{er} janvier 2005) (p. 5781)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 64 [18 novembre 2005] (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation -FCPI- et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque -SUIR)

Son adt n° 354 (de suppression) (p. 7195)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Son adt n° 357 (livraisons de chaleur distribuées en réseau – TVA : taux réduit) : retiré (p. 7201)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code de commerce)

Son intervention (p. 2004)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté [9 mai 2006] (p. 3174)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1474, posée le 7 mars 2006. Transports aériens. Contrôle aérien (J.O. Questions p. 2255). Appelée le 7 mars 2006. Contrôleurs civils, revendications (p. 1529)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie
(p. 6549)

J

Christian JACOB

Ministre de la fonction publique

DÉPÔT

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique
[7 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yannick Favennec. Fonctionnaires et agents publics.
Carrière. Rémunérations [15 novembre 2005] (p. 6757)M. Michel Dasseux. Fonctionnaires et agents publics.
Revendications [7 décembre 2005] (p. 7982)M. Jacques-Alain Bénisti. Fonctionnaires et agents publics.
Syndicats. Accord [31 janvier 2006] (p. 529)M. Pierre Goldberg. Fonctionnaires et agents publics.
Effectifs [17 mai 2006] (p. 3541)M. Daniel Poulou. Secteur public. Modernisation
[7 juin 2006] (p. 4050)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrick Beaudouin. Chômage : indemnisation.
Réglementation. Collectivités territoriales
[17 janvier 2006] (p. 10)M. Claude Birraux. Fonctionnaires et agents publics.
Indemnités de résidence. Calcul, zones [17 janvier 2006]
(p. 11)M. Joël Beaugendre. Fonctionnaires et agents publics.
Catégorie C. Carrière, réforme [31 janvier 2006] (p. 512)Mme Josette Pons. Fonction publique territoriale. Non
titulaires. Stages, affectations, réglementation
[31 janvier 2006] (p. 513)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COORDINATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7270)

Son intervention (p. 7273)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Commissariat général du Plan (p. 7273)

Etat : services du Premier ministre (p. 7273)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7273)

Article 79 (aménagement de nomenclature relatif aux fonds spéciaux)

Son intervention (p. 7274)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Ses interventions (p. 7285, 7287 à 7288)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : patrimoine : gestion (p. 7286)

Etat : patrimoine : loyers (p. 7287)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale : pensions
(p. 7287)Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle :
chèque emploi-service (p. 7286)Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle :
crédits budgétaires (p. 7285)Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle :
mobilité (p. 7286)Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la
retraite (p. 7286)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 7285)

Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 7286)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle :
crédits budgétaires (p. 7285)Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : crédits
budgétaires (p. 7285)

Outre-mer : fonctionnaires et agents publics (p. 7286)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : équilibre budgétaire
(p. 7286)Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Etablissement national
des invalides de la marine (ENIM) (p. 7286)

Réponses aux questions :

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 7287)
(M. Patrick Braouezec) (p. 7287)Fonctionnaires et agents publics : statut général : discrimination
(p. 7288) (M. Mansour Kamardine) (p. 7287)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7288)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement",
inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7289)

Crédits de la mission "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat",
inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7291)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Ses interventions (p. 4620, 4635)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance
complémentaire : aides (p. 4622)

Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 4636)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : accords professionnels
(p. 4620, 4635)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 4621, 4636)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 4621, 4635)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle
(p. 4620, 4637)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 4620, 4637)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 4635)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation :
fonctionnaires et agents publics (p. 4621, 4635)Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience
(p. 4620, 4637)Retraites : fonctionnaires civils et militaires : démographie
(p. 4620)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : Mayotte (p. 4622)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 1er (création d'un congé pour validation des acquis de
l'expérience et d'un congé pour bilan professionnel)

Son intervention (p. 4637)

Après l'article 1er

Intervient sur les adts n°s 3 et 4 de la commission
(coordination) (p. 4637)Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation -
caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique -
organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 4638)

Article 3 (définition et contenu de la formation professionnelle tout
au long de la vie des agents publics)

Ses interventions (p. 4639 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (coordination)
(p. 4641)

Article 4 (coordinations)

Son intervention (p. 4641)

Article 5 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le
cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction
publique de l'Etat)

Ses interventions (p. 4641 et s.)

Article 6 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le
cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction
publique hospitalière)

Ses interventions (p. 4642 et s.)

Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à
disposition)

Ses interventions (p. 4643 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 26 de la commission (mise à disposition des agents de la fonction publique territoriale auprès des services de l'État) (p. 4645)

Intervient sur l'ad t n° 27 de la commission (mise à disposition des agents de la fonction publique hospitalière auprès des services de l'État) (p. 4645)

Article 9 (entrée en vigueur des nouvelles mesures relatives aux mises à disposition)

Son intervention (p. 4646)

Article 10 (encadrement du départ des agents publics vers le secteur privé)

Ses interventions (p. 4646 et s.)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Ses interventions (p. 4648 et s.)

Article 12 (application du délai de deux ans au contrôle de la commission de déontologie sur les chercheurs collaborant avec des entreprises privées)

Son intervention (p. 4650)

Article 13 (redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions)

Ses interventions (p. 4650 et s.)

Article 14 (possibilité de service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise)

Son intervention (p. 4652)

Article 16 (abrogation du décret-loi du 29 octobre 1936 et suppression des règles de cumul plus restrictives applicables aux agents à temps partiel)

Son intervention (p. 4653)

Article 17 (coordinations au sein du code du travail)

Son intervention (p. 4653)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad t n° 59 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (rémunération du fonctionnaire équivalente à celle d'un temps complet pour un cumul d'emplois à temps non complet dans les zones de revitalisation rurale) (p. 4653)

Avant l'article 18

Intervient sur l'ad t n° 117 de la commission (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Intervient sur le sous-ad t n° 123 de M. Bernard Derosier (financement de l'action sociale par une contribution des employeurs locaux dont les taux et l'assiette sont fixés par décret) à l'ad t n° 117 de la commission (p. 4654)

Intervient sur l'ad t n° 67 rectifié de M. Georges Tron (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 86 du Gouvernement (non prise en compte des agents non permanents dans les effectifs des centres de gestion pour la détermination de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4655)

Intervient sur l'ad t n° 87 du Gouvernement (non prise en compte des emplois d'une durée inférieure à six mois dans les effectifs des trois fonctions publiques pour la détermination de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4655)

Article 23 (modification du mode de calcul de la pension de retraite des fonctionnaires handicapés)

Son intervention (p. 4655)

Article 24 (modification des règles relatives au congé de présence parentale des militaires)

Son intervention (p. 4655)

Après l'article 24

Intervient sur l'ad t n° 85 du Gouvernement (accès au grade de conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel par la voie du tour extérieur) (p. 4655)

Intervient sur l'ad t n° 91 rectifié du Gouvernement (détachement sur demande des fonctionnaires titulaires

d'un mandat mutualiste avec attributions permanentes) (p. 4656)

Intervient sur l'ad t n° 90 du Gouvernement (financement conforme au droit communautaire par les personnes publiques de garanties de protection sociale complémentaire pour leurs agents) (p. 4656)

Intervient sur l'ad t n° 89 du Gouvernement (temps partiel thérapeutique des fonctionnaires) (p. 4656)

Intervient sur l'ad t n° 119 du Gouvernement (affiliation aux régimes spéciaux des fonctionnaires de Mayotte) (p. 4656)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad t n° 103 de M. Jean-Yves Le Déaut (suspension pendant l'exercice d'un mandat local de la durée d'inscription sur une liste d'aptitude pour l'accès à la fonction publique territoriale) (p. 4657)

Article 26 (entrée en vigueur des dispositions de la loi - application de certaines dispositions à la commune et au département de Paris et aux fonctionnaires de La Poste et de France Télécom)

Son intervention (p. 4658)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad t n° 120 du Gouvernement (recrutement d'agents non titulaires en contrat à durée indéterminée par le Centre national de la cinématographie) (p. 4658)

Intervient sur l'ad t n° 88 du Gouvernement (extension rétroactive d'une revalorisation statutaire aux magistrats de l'Ecole nationale de la magistrature) (p. 4658)

Intervient sur l'ad t n° 84 du Gouvernement (adoption par ordonnance de la partie législative du code général de la fonction publique) (p. 4658)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4659)

Muguette JACQUAINT

Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléante du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [29 novembre 2005] (p. 7630)

Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1556)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1423, posée le 7 février 2006. Logement. Habitat insalubre (J.O. Questions p. 1105). Appelée le 7 février 2006. Lutte et prévention (p. 774)

n° 1548, posée le 4 avril 2006. Sports. Football (J.O. Questions p. 3484). Appelée le 4 avril 2006. Coupe du monde de 2006, conséquences, prostitution (p. 2412)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Invite le Gouvernement et la majorité à proposer des solutions pour résoudre le malaise et les difficultés de la jeunesse [2 février 2006] (p. 715)

Voit dans le contrat première embauche une aggravation de la précarité pour les jeunes ; souligne que les femmes sont nombreuses à être victimes de la précarité [7 février 2006] (p. 805)

Demande au Gouvernement de présenter en trois temps son amendement instituant le contrat première embauche, lequel comporte trois parties distinctes [7 février 2006] (p. 817)

Attire l'attention du Gouvernement sur la volonté de la société ICADE d'augmenter considérablement les loyers de son patrimoine de logements sociaux [8 février 2006] (p. 907)

Insiste sur les droits de l'opposition et son devoir de combattre des mesures favorisant la précarité et la régression sociale [9 février 2006] (p. 974)

Considère que, l'amendement instituant le CPE mis à part, la plupart des articles du projet de loi n'ayant pas été examiné en première lecture, il conviendrait de reprendre le débat depuis le début [8 mars 2006] (p. 1635)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : demande que le nombre de bénéficiaires du tarif social soit élargi [18 septembre 2006] (p. 5236)

Fait remarquer que les adts présentés par la majorité se contredisent et regrette qu'ils n'aient pas été discutés en commission, ce qui aurait également permis de prendre en compte les arguments de l'opposition [18 septembre 2006] (p. 5265)

Déclare que le Gouvernement s'apprête à agir avec la Poste de la même manière qu'avec GDF et que la Commission européenne "n'en a jamais assez" en matière de rentabilité [26 septembre 2006] (p. 5557)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur avertisseur autonome de fumée)

Son intervention (p. 5236)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5854)

Son intervention (p. 5865)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5854)
Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5854)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 5865)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 5866)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5865)

Santé : accès aux soins (p. 5865)

Sécurité sociale : prélèvements obligatoires (p. 5854)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 1er (approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre)

Son intervention (p. 5919)

Article 3 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 5921)

Article 4 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5922)

Article 5 (rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5924)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 5927 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 151 de Mme Jacqueline Fraysse (industrie pharmaceutique ; incitation à consacrer un tiers

au moins du chiffre d'affaires à la recherche ; taxation supplémentaire en cas de manquement) (p. 5983)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 5985)

Article 17 (lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 5986 et s.)

Article 25 (habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes)

Son intervention (p. 5994)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (commission des comptes de la sécurité sociale ; création d'un groupe de travail sur la réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 5996)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 45 de la commission des finances (régime étudiant ; rattachement de tous les étudiants y compris ceux qui perçoivent un salaire) (p. 6000)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)

Son intervention (p. 6006)

Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)

Ses interventions (p. 6009 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 157 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments innovants ; inscription sur la liste des produits remboursables) (p. 6013)

Intervient sur l'adt n° 158 de Mme Jacqueline Fraysse (médicaments insuffisamment efficaces ; retrait de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 6013)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6014)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 175 de Mme Martine Billard (évaluation par la commission des comptes de la sécurité sociale des recettes tirées de la participation forfaitaire non remboursable des assurés) (p. 6065)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Son intervention (p. 6068)

Article 39 (pérennisation, élargissement des missions et montant de la dotation pour 2006 du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 6073)

Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)

Son intervention (p. 6081)

Article 44 (transmission au Parlement des propositions de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie relatives à l'évolution prévisible des charges et des produits des régimes d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6085)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7449)

Son intervention (p. 7453)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 7454)

Contributions indirectes : boissons et alcools (p. 7454)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 7454)

Santé : accès aux soins (p. 7453)

Sécurité sociale : remboursement (p. 7453)

Sécurité sociale : déficit (p. 7453)
Sécurité sociale : médecine de ville (p. 7454)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)
Son intervention (p. 7144)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7144)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7145)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7145)
Politique générale : libéralisme (p. 7144)
Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 7144)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7155)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7154)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)
Son intervention (p. 6644)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 6645)
Établissements de santé : hôpitaux (p. 6645)
Santé : outre-mer (p. 6645)
Santé : accès aux soins (p. 6644)
Santé : cancer (p. 6644)
Santé : crédits (p. 6644)
Santé : politique de la santé (p. 6644)
Santé : prévention (p. 6644)

Procédure des questions :

Produits dangereux : amiante : cancer (p. 6653)

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)
Son intervention (p. 6265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 6265)
Famille : familles monoparentales (p. 6265)
Politique sociale : exclusion : femmes (p. 6266)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6285)
Politique sociale : pauvreté : aide alimentaire (p. 6284)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7650)
Son intervention (p. 7655)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7650, 7655)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7655)
Politique sociale : pauvreté (p. 7650, 7655)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 7655)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7655)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 7655)
Travail : précarité (p. 7650, 7655)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7655)
Travail : salaires (p. 7650, 7655)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Ses interventions (p. 7721 et s.)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses interventions (p. 7724 et s.)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7729)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7732)

Intervient sur le sous-adt n° 153 du Gouvernement (limitation des sanctions administratives aux cas de fraude délibérée) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7732)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Hélène Mignon (charges nouvelles frappant les collectivités territoriales : compensation par relèvement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7738)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8189)

Son intervention (p. 8191)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 8189, 8191, 8192)
Retraites : généralités : femmes (p. 8192)
Travail : égalité des chances (p. 8191)
Travail : négociations (p. 8192)
Travail : précarité (p. 8189)
Travail : salaires (p. 8191, 8192)
Travail : travail à temps partiel (p. 8189, 8192)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 1er (prise en compte de l'incidence du congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son adt n° 21 (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son adt n° 22 : adopté (p. 8198)

Article 3 (négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Son adt n° 23 (p. 8198)

Son adt n° 30 : adopté (p. 8199)

Son intervention (p. 8200)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses adts n°s 31 à 33 (p. 8202, 8203, 8205)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Catherine Génisson (droit du salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou une modification des horaires du travail) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : accès prioritaire aux heures supplémentaires) (p. 8207)

Article 4 bis (participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle)

Son intervention (p. 8208)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Pierre-Christophe Baguet (sensibilisation des inspecteurs du travail aux questions d'égalité professionnelle) (p. 8209)

Après l'article 5

Son adt n° 34 (salariés licenciés pour motif économique : amélioration de l'indemnisation) : retiré (p. 8209)

Après l'article 6

Son adt n° 36 (droits du salarié en cas de réduction d'activité au-dessous de la durée légale du travail) (p. 8209) : rejeté (p. 8210)

Son adt n° 35 (salarié à temps partiel : droits du salarié à temps partiel : non-abattement sur les cotisations employeurs en cas d'embauche à temps partiel) : rejeté (p. 8210)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Catherine Génisson (définition élargie du harcèlement sexuel) (p. 8211)

Article 10 (aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse)

Son adt n° 38 : adopté (p. 8211)

Article 10 bis (indemnisation du congé de maternité prolongé en cas de naissance prématurée)

Son intervention (p. 8212)

Article 12 ter A (prolongation du congé parental jusqu'à la rentrée scolaire)

Son intervention (p. 8212)

Son adt n° 39 (de suppression) : adopté (p. 8213)

Après l'article 12 ter A

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Dominique Tian (journée de solidarité : droit du salarié au fractionnement) (p. 8214)

Avant l'article 13

Son adt n° 40 (élections professionnelles et instances de décision : représentation équilibrée des hommes et des femmes) : rejeté (p. 8214)

Article 13 quater (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des députés du personnel)

Son intervention (p. 8215)

Article 15 (formation professionnelle et apprentissage)

Son intervention (p. 8216)

Ses explications de vote (p. 8216)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8217)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8233)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 8234)

Droit pénal : médiation pénale (p. 8234)

Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 8233)

Enfants : protection (p. 8233)

Famille : mariage forcé (p. 8234)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8234)

Justice : victimes : protection (p. 8234)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)*Article 1er A (élévation de l'âge légal au mariage des femmes)*

Son intervention (p. 8240)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Valérie Pécresse (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Patrick Bloche (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Pierre-Christophe Baguet (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8241)

Article 1er (définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par l'ancien conjoint, concubin ou pacsé)

Son intervention (p. 8246)

Article 2 bis (privation des documents d'identité, relatifs au titre de séjour ou de résidence d'un étranger par son conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS ou par l'ex-conjoint ou ex-partenaire)

Son intervention (p. 8247)

Article 4 (légalisation de la jurisprudence reconnaissant le viol entre époux)

Son intervention (p. 8249)

Article 5 (éloignement du domicile de l'auteur des violences conjugales)

Son intervention (p. 8400)

Après l'article 5

Reprend l'adt n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401) : adopté (p. 8402)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8403)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8403)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8403)

Reprend l'adt n° 28 de Mme Chantal Brunel (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 8406) : adopté (p. 8406)

Son adt n° 45 (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 8406) : rejeté (p. 8407)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Martine Billard (interdiction de licenciement pour absences liées à des violences conjugales signalées) (p. 8411)

Son adt n° 38 (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 8414)

Son adt n° 39 rectifié (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 8414) : rejeté (p. 8415)

Son adt n° 40 (statistiques sexuées pour les crimes et délits) (p. 8415) : retiré (p. 8416)

Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)

Son adt n° 42 : adopté (p. 8416)

Son adt n° 43 (p. 8417)

Après l'article 6

Son adt n° 46 (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 8418) : rejeté (p. 8419)

Ses explications de vote (p. 8420)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8420)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)*Après l'article 1er F*

Son adt n° 4 (programme d'éducation civique complété par une formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme et une sensibilisation aux violences conjugales et comportements sexistes) (p. 1010) : rejeté (p. 1011)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Son adt n° 10 (p. 1012)

Après l'article 5 bis

Son adt n° 9 (éviction du conjoint violent du domicile conjugal étendue aux couples non mariés ayant un enfant mineur) (p. 1014) : rejeté (p. 1015)

Son adt n° 5 (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 1015)

Son adt n° 6 (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 1015) : rejeté (p. 1016)

Son adt n° 8 (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 1016) : rejeté (p. 1017)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 7 (indemnisation des victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 1017)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mars 2006] (p. 2199)

Son intervention (p. 2204)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2204)

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 2204)

Droit pénal : violences conjugales : accueil (p. 2205)

Droit pénal : violences conjugales : prévention (p. 2204)

Famille : mariage forcé (p. 2204)

Femmes : égalité des sexes (p. 2204)

Pays étrangers : Espagne : violences conjugales (p. 2204)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2205)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 150)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 150)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 151)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 150)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 151)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 151)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 150)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 151)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Son intervention (p. 236)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 237)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 239)

Après l'article 3 sexies

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Patrick Braouezec (encadrement des ventes à la découpe avec l'institution d'un permis de diviser) (p. 241)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)

Son intervention (p. 242)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Son intervention (p. 251)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 258)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié de M. Patrick Braouezec (exonération de taxe foncière pour deux ans de l'ensemble des nouvelles constructions) (p. 348)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Son intervention (p. 350)

Après l'article 7 quater

Intervient sur l'adt n° 217 rectifié de M. Richard Mallié (immeubles d'habitation mis à la disposition d'organismes sans but lucratif et qui en font bénéficier les personnes en difficulté exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune) (p. 352)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 358)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son intervention (p. 363)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 368)

Ses explications de vote (p. 534)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 535)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 63 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 3904)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Yves Durand (référence à la laïcité) (p. 701)

Intervient sur l'adt n° 380 de M. Yves Durand (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 708)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 715)

Intervient sur l'adt n° 377 de M. Yves Durand (organisation de l'orientation scolaire sous l'autorité du recteur) (p. 720)

Intervient sur l'adt n° 390 de M. Yves Durand (attribution à l'école de la mission d'assurer la réussite de chaque élève) (p. 722)

Intervient sur l'adt n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 724)

Intervient sur l'adt n° 403 de M. Yves Durand (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 728)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 805)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 817)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 591 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 906)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 907)

Intervient sur le sous-adt n° 583 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 913)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 974)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 989)

Son intervention (p. 989)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1640)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1641) : rejetée (p. 1643)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1635)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 1642)

Emploi : égalité des chances (p. 1641)

Emploi : chômage (p. 1641)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1655)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1641, 1642, 1655)

Emploi : jeunes (p. 1641)

Enseignement : égalité des chances (p. 1642, 1643)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 1643)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1642)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1642, 1643)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1642)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1642)

Travail : précarité (p. 1641, 1642, 1655)

Ses explications de vote (p. 1655)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1655)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Son intervention (p. 2212)

Thèmes :

Education physique et sportive : enseignement supérieur : diplômes (p. 2213)

Sports : enseignement (p. 2213, 2216)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2213)

Sports : dopage (p. 2212, 2213)

Sports : dopage : contrôle (p. 2212)

Sports : jeux olympiques (p. 2212)

Sports : médecine du sport (p. 2213)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2213)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2632)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 2632)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2632)

Emploi : contrats aidés (p. 2632)

Entreprises : aides publiques (p. 2632)

Travail : précarité (p. 2632)

Travail : salaires (p. 2632)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2668)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2808)

Son intervention (p. 2835)

Thèmes :

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2836)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2836)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2836)

Etrangers : régularisations (p. 2835)

Lois : textes d'application : délais (p. 2808)

Politique sociale : pauvreté (p. 2808)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Ses interventions (p. 2994 et s.)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses interventions (p. 3008 et s.)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Ses interventions (p. 3123 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 521 de M. Patrick Braouezec (attribution de plein droit d'une carte de résident aux personnes actuellement titulaires d'une carte de séjour d'un an autorisant à travailler) (p. 3126)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Son intervention (p. 3126)

Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)

Son intervention (p. 3129)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéfice de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3131)

Intervient sur l'ad n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3131)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3898)

Thèmes :

Baux : congé : vente (p. 3898)

Collectivités territoriales : compétences : ventes à la découpe (p. 3898)

Droits de l'homme et libertés publiques : logement (p. 3898)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : taux réduit (p. 3898)

Logement : aides et prêts : investissement (p. 3899)

Sociétés : sociétés immobilières : impôts et taxes (p. 3899)

Urbanisme : droit de préemption urbain (DPU) : communes (p. 3898)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3899)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4628)

Thèmes :

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4628)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 4628)

Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 4631)

Fonctionnaires et agents publics : concours : diplômes (p. 4630)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 4630)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 4631)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : accords professionnels (p. 4629)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition (p. 4629)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : remboursement (p. 4631)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 4630)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 4629)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 4638)

Article 3 (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics)

Ses adts n^{os} 71 et 70 (p. 4641)

Article 5 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction publique de l'Etat)

Son adt n^o 73 (p. 4642)

Article 6 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre des concours et de la promotion interne dans la fonction publique hospitalière)

Son adt n^o 74 (p. 4642)

Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition)

Ses adts n^{os} 76, 75 et 77 (p. 4643 et s., 4645)

Article 10 (encadrement du départ des agents publics vers le secteur privé)

Son adt n^o 78 (p. 4647)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Ses adts n^{os} 81 et 79 (p. 4648 et s.)

Article 13 (redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions)

Son adt n^o 82 (p. 4651)

Article 14 (possibilité de service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise)

Son adt n^o 69 (p. 4652)

Ses explications de vote (p. 4658)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4658)

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5019 et s.)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son intervention (p. 5171)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Ses interventions (p. 5196 et s.)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n^o 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5209)

Intervient sur le sous-adt n^o 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n^o 137638 de la commission (p. 5209)

Intervient sur le sous-adt n^o 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n^o 137638 de la commission (p. 5209)

Article 2 précédemment réservé [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 5209)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Ses interventions (p. 5239 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5254)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2006] (p. 5265)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5383 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 septembre 2006] (p. 5557)

Ses interventions (p. 5596 et s.)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5702)

Article 14 [séance du 28 septembre 2006] (entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)

Ses interventions (p. 5702 et s.)

Après l'article 14 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5704)

Article 15 [séance du 28 septembre 2006] (date avant laquelle la séparation juridique des gestionnaires des réseaux de distribution doit intervenir)

Son intervention (p. 5705)

Article 16 [séance du 28 septembre 2006] (modalités transitoires de fonctionnement des organes dirigeants des sociétés gestionnaires de réseaux)

Son intervention (p. 5706)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5709)

Denis JACQUAT

Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n^o 3362) [17 janvier 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n^o 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [30 novembre 2005] (n^o 2719)

Proposition de loi n^o 2952 tendant à ne pas limiter les heures de sorties pour les patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [14 mars 2006]

Proposition de loi n^o 2961 visant à réduire à 5,5 % le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux frais d'obsèques [14 mars 2006]

Proposition de loi n^o 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]

Proposition de loi n^o 3029 visant à modifier les conditions d'âge pour effectuer un don de sang [12 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n^o 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites [14 juin 2006] (n^o 3162)

Proposition de loi n^o 3202 visant à reconnaître le droit de vivre à domicile comme un droit fondamental et universel [28 juin 2006]

Proposition de loi n^o 3203 visant à intégrer les soins à domicile dans la définition des services à la personne [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Pays méditerranéens. Coopération [29 mars 2006] (p. 2313)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Précise que les députés du groupe UMP donnent raison au Gouvernement d'avoir reporté l'examen du budget " ville et logement " et le remercient de l'avoir abondé [21 novembre 2005] (p. 7262)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 41

Son adt n° 159 (petites brasseries indépendantes - production inférieure à 200 000 hl - droits d'accise - institution de taux réduits) (p. 5780) : rejeté (p. 5781)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7240)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7262)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7241)

Jeunes : insertion professionnelle : contrats emploi-solidarité (p. 7240)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5895)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 5895)

Personnes âgées : dépendance (p. 5895)

Retraites : généralités : femmes (p. 5895)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5895)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 564)

Son intervention (p. 617)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 564, 618)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 565, 618)

Emploi : jeunes (p. 564)

Famille : autorité parentale (p. 565)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 618)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 565)

Édouard JACQUE

Meurthe-et-Moselle (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 3111 visant à la limitation de l'exercice des mandats parlementaires dans le temps [26 mai 2006]

Proposition de loi n° 3141 visant à instaurer l'usage du papier recyclé pour l'ensemble des opérations électorales destinées à l'expression du suffrage universel [13 juin 2006]

Éric JALTON

Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3128 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements relatifs à la liquidation judiciaire des mutuelles guadeloupéennes [7 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Abolition de l'esclavage [10 mai 2006] (p. 3242)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6978)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : installation : outre-mer (p. 6979)

Audiovisuel et communication (p. 6979)

Collectivités territoriales : compétences : Guadeloupe (p. 6979)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6978)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6979)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6980)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6979)

Santé : santé publique (p. 6979)

Tourisme et loisirs (p. 6979)

Procédure des questions :

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi : Guadeloupe (p. 7004)

Professions de santé : outre-mer (p. 7010)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7012)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6943)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3178 et s.)

Article 68 (éloignement d'offices des équipages vénézuéliens)

Son intervention (p. 3184)

Article 69 (application à l'ensemble du territoire national des mesures d'éloignement prononcées en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française)

Son intervention (p. 3186)

Article 70 (extension en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte des dispositions relatives à la visite sommaire et à l'immobilisation pour contrôle des véhicules terrestres)

Son intervention (p. 3186)

Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)

Son intervention (p. 3188)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad t n° 31 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (création de l'Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique) (p. 3191)

Intervient sur l'ad t n° 32 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (dans les DOM, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3193)

Intervient sur l'ad t n° 34 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3193)

Intervient sur l'ad t n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)

Après l'article 76

Intervient sur l'ad t n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3209)

Article 78 (renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte)

Son intervention (p. 3214)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4014)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 mars 2006] (p. 4014)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2608 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les motifs et la justification du projet de fermeture du site du fabricant aéronautique Aircelle à Meudon-la-Forêt [19 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [15 novembre 2005] (p. 6752)

Politique extérieure. Colombie. Otages détenus par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), attitude de la France [22 février 2006] (p. 1084)

Emploi. Contrats première embauche [8 mars 2006] (p. 1624)

Politique sociale. Politiques communautaires [9 mai 2006] (p. 3169)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1440, posée le 28 février 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale : structures administratives (J.O. Questions p. 1949). Appelée le 28 février 2006. Centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation (p. 1220)

n° 1648, posée le 6 juin 2006. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 5727). Appelée le 6 juin 2006. Immeubles de la caisse des dépôts, déconventionnement, conséquences (p. 3964)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Manifeste la vive protestation de son groupe contre les conditions d'opacité dans lesquelles a été examiné le budget reporté relatif à la ville et au logement [21 novembre 2005] (p. 7262)

DÉBATS**Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5228)

Thèmes :

Assurances : contrats (p. 5229)

Baux : baux d'habitation : loyers (p. 5229)

Logement : habitat insalubre (p. 5228)

Logement : HLM : statut juridique (p. 5229)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 5228)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur avertisseur autonome de fumée)

Son intervention (p. 5237)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5229)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE**

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : Ile-de-France (p. 6381)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Jeunes : insertion professionnelle : Ile-de-France (p. 6224)

Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6223)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7221)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7262)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7221)

Associations (p. 7222)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7222)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7222)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7222)

Logement : crédits (p. 7221)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7222)

Ordre public : violences urbaines (p. 7221)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7221)

Procédure des questions :

Logement : logement social : construction (p. 7256 et s.)

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 7257)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : crédits budgétaires (p. 7255)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)*Crédits de la mission "Ville et logement", inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7268)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Son intervention (p. 424)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 424)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 424, 425)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 424, 425)

Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 424, 425)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 424)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 705)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 54 de M. Maxime Gremetz à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 896)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son intervention (p. 1646)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1647)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1647)

Enseignement : égalité des chances (p. 1647)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1647, 1648)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1647)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1647)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 1648)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1006)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 1008)

Droit pénal : agressions sexuelles : violences conjugales (p. 1007)

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 1007)

Droit pénal : violences conjugales : femmes (p. 1006)

Droit pénal : violences conjugales : logement social (p. 1007)

Droit pénal : violences conjugales : prévention (p. 1007)

Famille : mariage forcé (p. 1006)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 1007)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 1007)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)*Après l'article 1er F*

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (programme d'éducation civique complété par une formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme et une sensibilisation aux violences conjugales et comportements sexistes) (p. 1010)

Article 4 (viol et autres agressions sexuelles au sein du couple)

Son intervention (p. 1011)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Ses interventions (p. 1012 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (éviction du conjoint violent du domicile conjugal étendue aux couples non mariés ayant un enfant mineur) (p. 1014)

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 1015)

Intervient sur l'adt n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 1015)

Intervient sur l'adt n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 1016)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Muguette Jacquaint (indemnisation des victimes de violences conjugales) (p. 1017)

Ses explications de vote (p. 1018)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1018)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention (p. 1962)

Thèmes :

Etat civil : actes : communication (p. 1963)

Etat civil : naissance : communes (p. 1963)

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1962 et s.)

Femmes : accouchement : hôpitaux (p. 1962)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1963)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3384)

Thèmes :

Collectivités territoriales : délégations de service public : eau (p. 3384)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3384)

Eau : agences : financement (p. 3384)

Eau : eau potable : accès (p. 3384)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 3385)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3384)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3384)

Politique économique : prix : eau (p. 3384)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3384)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)**

Ses interventions (p. 4287 et s.)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4287)
 Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 4288)
 Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 4287)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4288)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 4288)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transmutation (p. 4288)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 4287)
 Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4287)
 Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 4287)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4289)
 Travail : conditions de travail : énergie nucléaire (p. 4289)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)**

Son intervention (p. 4442)

Thèmes :

Associations (p. 4443)
 Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 4443)
 Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4443)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 4443)
 Logement : logement social (p. 4443 et s.)
 Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 4443)
 Politique sociale : cohésion sociale : Plan (p. 4442)
 Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 4443)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5019)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5243 et s.)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2596 pour des funérailles nationales au dernier poilu de la guerre 1914-1918 et pour son inhumation à la nécropole nationale de Lorette dans le Pas-de-Calais [13 octobre 2005]

Olivier JARDÉ

*Somme (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1647)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1647)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 février 2006] (p. 2988)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 février 2006] (p. 2988)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XII : Sport, jeunesse et vie associative (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Femmes. Egalité professionnelle [8 mars 2006] (p. 1623)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [17 mai 2006] (p. 3541)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1468, posée le 7 mars 2006. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs (J.O. Questions p. 2253). Appelée le 7 mars 2006. Tutelle et curatelle, associations, moyens financiers (p. 1545)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE****Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6388)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : handicapés (p. 6389)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 6389)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6389)

Sports : crédits (p. 6388, 6389)

Sports : installations sportives (p. 6389)

Sports : médecine du sport (p. 6389)

Sports : métiers du sport (p. 6389)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6406)*Après l'article 89*

Intervient sur l'adit n° 179 deuxième rectification du Gouvernement (sports ; rugby ; Coupe du monde 2007 ; Etat ; participation financière) (p. 6406)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Supplée M. Jean-Luc Prél, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 419)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales : organisation (p. 419)

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 419)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 419, 420)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 419, 420, 429, 430)

Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 419)

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs

Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)

Son intervention (p. 4601)

Thèmes :

Associations : sectes : recrutement (p. 4602)

Enfants : protection (p. 4601)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4602)

Christian JEANJEAN

Hérault (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Diffamation. Déclaration d'un élu [21 février 2006] (p. 1026)

Yves JEGO

Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2779 visant à instaurer un tarif unique de 50 euros pour tous les transports en commun d'Ile-de-France [22 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3314 visant à réduire la consommation de papier et à promouvoir l'utilisation de papier recyclé par les administrations [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, transports publics [11 octobre 2005] (p. 5077)

Aménagement du territoire. Zones franches. Extension [22 novembre 2005] (p. 7322)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme, lutte et prévention [1^{er} février 2006] (p. 598)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se plaint de l'attitude des membres du groupe socialiste à son égard, conteste avoir tenu des propos sexistes [1^{er} février 2006] (p. 646)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Après l'article 79

Son adt n° 48 deuxième rectification (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6501) : adopté (p. 6502)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur les adts n° 87 et 35 de M. Jacques Péliard (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8145)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8149)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 642)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 646)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 642, 643)

Audiovisuel et communication : médias (p. 643)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3073 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3116)

Après l'article 60

Son adt n° 131 rectifié (transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs ayant acquis par déclaration la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : adopté (p. 3311)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 27 sexies

Son adt n° 1001 rectifié (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) : rejeté (p. 3618)

Maryse JOISSAINS-MASINI

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2645 visant à augmenter le nombre d'adjoints réglementaires et spéciaux dans les communes de grande superficie [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2646 visant à l'intégration directe dans la fonction publique territoriale des directeurs ou des chefs de cabinet des collectivités territoriales [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2666 tendant à renforcer les conditions de délivrance des cartes de séjour [10 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2689 visant à renforcer les conditions pour l'obtention du revenu minimum d'insertion [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 3231 visant à renforcer la procédure d'expulsion des gens du voyage [28 juin 2006]

Marc JOULAUD

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 janvier 2006] (p. 111)

Enseignement. Politique de l'éducation. Socle commun de connaissances [10 mai 2006] (p. 3240)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1602, posée le 9 mai 2006. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 4787). Appelée le 9 mai 2006. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 3157)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5301)

Alain JOYANDET

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Rapporteur pour avis du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) [21 septembre 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 39 : Travail et emploi (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 6, 12, 16 à 19 et 37 à 42 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) et la lettre rectificative (n° 3337) [26 septembre 2006] (n° 3340)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'Etat [6 décembre 2005] (p. 7924)

Emploi. Contrats première embauche [31 janvier 2006] (p. 523)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce : accuse l'opposition d'obstruction et, par conséquent, d'immobilisme [1^{er} février 2006] (p. 605)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli : accuse les socialistes de couvrir leur propre "immobilisme historique" et souligne que M. Azouz Begag ne s'est pas "trompé de camp" [1^{er} février 2006] (p. 656)

Invite l'opposition à éviter les redondances et redites [2 février 2006] (p. 707)

En appelle au respect des temps de parole et invite l'opposition à éviter les redondances [2 février 2006] (p. 744)

Estime que la présidence favorise l'expression de l'opposition au détriment de celle de la majorité [2 février 2006] (p. 746)

Défend le principe du préapprentissage et salue la conduite du débat par le Premier ministre [7 février 2006] (p. 801)

Accuse l'opposition d'obstruction et de procès d'intention ; en appelle à la reprise d'un débat de fond [7 février 2006] (p. 805)

Accuse l'opposition d'obstruction ; donne sa position sur les emplois précaires, en particulier ceux installés par le précédent Gouvernement de gauche ; récusé les "leçons de morale" [7 février 2006] (p. 822)

Accuse l'opposition de manœuvres d'obstruction [8 février 2006] (p. 875)

Accuse l'opposition d'obstruction systématique [8 février 2006] (p. 897)

Se déclare choqué par les attaques en règle de l'opposition envers les employeurs [8 février 2006] (p. 940)

En appelle à une poursuite des débats selon un mode constructif et intéressant [8 février 2006] (p. 947)

Se déclare choqué de termes employés par l'opposition : "UMP couchée" et "prétendu vote" [9 février 2006] (p. 977)

Se déclare choqué par l'expression "pseudo-vote" employée par certains membres de l'opposition ; insiste sur la légitimité d'un vote émis en séance publique [9 février 2006] (p. 989)

N'accepte pas que M. Ayrault dise que certains députés se couchent alors que d'autres restent debout. Il ne s'agit pas d'un débat droite-gauche. Partisans et opposants à la licence globale ont passé du temps à travailler ensemble. Il remercie le Président d'avoir organisé des rencontres avec le monde de la culture, ce qui a fini par convaincre certains que le Gouvernement proposait un texte équilibré. De même que pour le CPE, les députés UMP vont livrer bataille sur le droit d'auteur [7 mars 2006] (p. 1576)

Affirme que ses collègues de l'opposition, voyant que leur thèse ne convainc pas, multiplient les incidents de procédure, ce qui déconsidère la représentation nationale [8 mars 2006] (p. 1674)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6664)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 6666)

Emploi : contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (p. 6665)

Emploi : contrats d'avenir (p. 6665)

Emploi : création d'emplois (p. 6664 et s.)

Emploi : jeunes (p. 6665)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6664 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 6664)

Entreprises : création (p. 6666)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 6665)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6666)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6686 et s.)

Après l'article 92

Intervient sur l'ad n° 36 de M. Damien Meslot (entreprises : subventions : incompatibilité avec un acte de délocalisation dans une période de cinq ans suivant l'octroi de la subvention) (p. 6690)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1576)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'ad n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1593)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1674)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 585)

Son intervention (p. 613)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission soutenue par M. Jean-Pierre Brard (p. 680)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Gaëtan Gorce (p. 605) ; M. Henri Emmanuelli (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 655)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 614)

Emploi : chômage (p. 614)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 614)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 616, 617)

Emploi : jeunes (p. 585, 614, 615, 680)

Formation professionnelle : stages (p. 585)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 615)

Travail : précarité (p. 614, 615)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 688)

Intervient sur l'ad n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 704)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 707)

Intervient sur l'ad n° 381 de M. Yves Durand (établissement de la carte scolaire : rôle de l'Etat) (p. 714)

Intervient sur l'ad n° 383 de M. Yves Durand (place de l'orientation en fin de collège) (p. 721)

Intervient sur l'ad n° 392 de M. Yves Durand (socle commun de connaissances garanti par la scolarité obligatoire) (p. 725)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses rappels au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 744, 746)

Son intervention (p. 756)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 758)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 801, 805)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son intervention (p. 811)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 822)

Intervient sur les sous-adts n°s 99, 418, 419 et 422 de M. Yves Durand à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 838, 845, 854, 861 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 873, 897)

Intervient sur les sous-adts n°s 590, 586, 212 et 594 de M. Gaëtan Gorce à l'ad n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 905, 919, 927, 930)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 940, 947)

Intervient sur le sous-adt n° 157 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 954)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 956)
Ses rappels au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 977, 989)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1638)

Son intervention (p. 1648)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 1638)

Emploi : égalité des chances (p. 1648, 1649)

Emploi : chômage (p. 1649)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1639)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1639, 1650, 1655)

Emploi : contrats d'avenir (p. 1649)

Emploi : jeunes (p. 1639, 1649)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1649)

Emploi : recrutement (p. 1639)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1649)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 1639)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1649, 1655)

Ses explications de vote (p. 1655)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1656)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2624)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 2624)

Emploi : chômage (p. 2624 et s.)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2624 et s.)

Emploi : contrats aidés (p. 2624 et s.)

Emploi : jeunes (p. 2624 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 2625)

Travail : négociations (p. 2626)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2658)

Ses explications de vote (p. 2673)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2674)

Dominique JUILLOT

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs (n° 2611) [15 mars 2006] (n° 2966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 19

Son adt n° 227 rectifié (création d'un compte d'épargne de précaution et d'investissement forestier) : rejeté (p. 5145)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Son intervention (p. 2210)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2210)

Sports : dopage (p. 2210, 2211)

Sports : dopage : animaux (p. 2210, 2211)

Sports : dopage : contrôles (p. 2210)

Sports : médecine du sport (p. 2210, 2211)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant du conseil national des transports [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1368, posée le 17 janvier 2006. Automobiles et cycles. Bicyclettes (J.O. Questions p. 372). Appelée le 17 janvier 2006. Usage, développement (p. 19)

n° 1565, posée le 2 mai 2006. Industrie. Edition et imprimerie (J.O. Questions p. 4555). Appelée le 2 mai 2006. Industrie graphique, emploi et activité, Alsace (p. 2769)

DÉBATS

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Après l'article 3

Son adt n° 339 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5364 et s.)

K

Mansour KAMARDINE
Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3506)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mars 2006] (p. 3506)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2743 étendant à Mayotte le code de l'éducation [8 décembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les minima sociaux à Mayotte [5 juillet 2006] (n° 3257)

Motion en application de l'article 72-4 de la Constitution n° 3268 tendant à proposer au Président de la République de consulter les électeurs de Mayotte [17 juillet 2006]

Proposition de loi organique n° 3267 visant à ériger Mayotte en département [17 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Comores. Relations bilatérales [30 mai 2006] (p. 3788)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1682, posée le 20 juin 2006. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte (J.O. Questions p. 6304). Appelée le 20 juin 2006. Emploi, ANPE, mise en place, calendrier (p. 4333)

n° 1707, posée le 27 juin 2006. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte (J.O. Questions p. 6666). Suppléé par M. Michel Roumegoux. Appelée le 27 juin 2006. Urbanisme, permis de construire, réglementation (p. 4543)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 5228)

Après l'article 33

Son ss-adt n° 1154 (rôle du préfet de Mayotte) à l'adt n° 1150 du Gouvernement (modalités de la définition du seuil de viabilité d'une exploitation à Mayotte) : adopté (p. 5332)

Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 5333)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 26 (prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité – fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois)

Son intervention (p. 5996)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE****Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)**

Son intervention (p. 7284)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : statut général : Mayotte (p. 7285)

Outre-mer : Mayotte : fonctionnaires et agents publics (p. 7284)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : statut général : discrimination (p. 7287)

OUTRE-MER**Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6989)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : ressources (p. 6990)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6990)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6990)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : Mayotte (p. 6990)

Prestations familiales (p. 6989)

Procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement secondaire : Mayotte (p. 7008)

Entreprises : charges : Mayotte (p. 7008)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7007)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7012)

VILLE ET LOGEMENT**Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)**

Son intervention (p. 7241)

Thème avant la procédure des questions :

Logement : habitat insalubre : Mayotte (p. 7241)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 26 (coordinations et application outre-mer)

Son adt n° 316 (p. 1154)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2840)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : Mayotte (p. 2841)

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 2840)

Etrangers : reconduite aux frontières : Mayotte (p. 2841)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 69 (application à l'ensemble du territoire national des mesures d'éloignement prononcées en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française)

Son intervention (p. 3186)

Article 70 (extension en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte des dispositions relatives à la visite sommaire et à l'immobilisation pour contrôle des véhicules terrestres)

Ses interventions (p. 3187 et s.)

Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)

Son intervention (p. 3188)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 228 rectifié de Mme Juliana Rimane (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3191 et s.)

Son adt n° 230 (relevé et mémorisation des empreintes digitales et de la photographie des personnes dépourvues de titres lors du franchissement de la frontière à Mayotte) : adopté (p. 3191)

Intervient sur l'adt n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3194)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Ses interventions (p. 3195 et s.)

Article 75 (procédure d'opposition du procureur de la République aux reconnaissances d'enfants présumés frauduleuses à Mayotte)

Son intervention (p. 3205)

Après l'article 76

Son adt n° 241 (validité en France métropolitaine, dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon, de la carte de séjour délivrée à Mayotte) : retiré (p. 3207)

Son adt n° 232 rectifié (validité sur l'ensemble du territoire national de la carte de séjour délivrée à Mayotte) : retiré (p. 3207)

Son adt n° 243, troisième rectification (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3207) : adopté (p. 3209)

Son adt n° 233 (non application à Mayotte des dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France pour l'enfant d'immigré clandestin) : retiré (p. 3210)

Son adt n° 237 (contrôle des documents d'état civil à Mayotte) : retiré (p. 3210)

Son adt n° 236 (reconnaissance par un parent de statut civil de droit local d'un enfant né hors mariage à Mayotte) (p. 3210) : retiré (p. 3211)

Son adt n° 231 (célébration du mariage de droit local par l'officier d'état civil à Mayotte) (p. 3211) : adopté après rectification (p. 3212)

Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)

Ses interventions (p. 3214 et s.)

Son adt n° 245 (p. 3214)

Article 79 (délai de rétention des personnes soumises à une vérification d'identité applicable à Mayotte)

Son intervention (p. 3215)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 319 de M. René Dosièrre (équipement informatique pour la réforme de l'état civil de Mayotte financé par une dotation exceptionnelle) (p. 3217)

Intervient sur l'adt n° 229 de Mme Juliana Rimane (lutte contre les constructions illégales sur le domaine des collectivités publiques à Mayotte et en Guyane) (p. 3222)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 119 du Gouvernement (affiliation aux régimes spéciaux des fonctionnaires de Mayotte) (p. 4657)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son adt n° 137537 rectifié (régime de protection sociale des industries électriques et gazières à Mayotte) : adopté (p. 5707)

Son adt n° 137538 (définition des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de l'électricité à Mayotte) : adopté (p. 5707)

Aimé KERGUERIS

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (pêche) (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6811)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 6812)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 6812)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : revenus (p. 6812)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : statut juridique (p. 6812)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6812)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 6812)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le Projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Membre du conseil d'administration de la fondation du patrimoine [13 septembre 2006] (p. 13489)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [21 décembre 2005] (n° 2773)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les techniques de restauration des œuvres d'art et la protection du patrimoine face aux attaques du vieillissement et des pollutions [15 juin 2006] (n° 3167)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1^{er} mars 2006] (p. 1323)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : exploitants : TVA (p. 6826)

Agriculture : fruits et légumes (p. 6825)

Agroalimentaire : viticulture (p. 6826)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6826)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : droits à paiement unique (DPU) (p. 6854)

**CULTURE, CINEMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION
RADIOPHONIQUE LOCALE**

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7097)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles (p. 7097)

Culture : création (p. 7097)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7097)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7097)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7097)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6419)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 6420)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6420)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6420)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6420)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6419, 6420)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6420)

Presse et livres : presse (p. 6420)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6419)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6157)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : coopération et développement : incendies (p. 6158)

Sécurité publique : incendies : prévention (p. 6157)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 6157)

Sécurité publique : sécurité civile : avions (p. 6157)

Sécurité publique : sécurité civile : secours (p. 6157)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7597)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7599)

Enseignement : programmes (p. 7598)

Etat : devoir de mémoire (p. 7599 et s.)

Etat : valeurs républicaines (p. 7598)

Pays étrangers : Algérie (p. 7599)

Rapatriés : harkis (p. 7598)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7597, 7598)

Ses explications de vote (p. 7623)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7623)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son adt n° 13 (de suppression) : adopté (p. 8368)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1305)

Thèmes :

Recherche : Union européenne (p. 1305, 1306)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1305)

Recherche : recherche fondamentale (p. 1305)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son adt n° 669 : adopté (p. 3670)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)
 Ses adts n^{os} 786 et 787 (p. 3743 et s.)

Proposition de loi n° 2983 rectifiée modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)
 Son intervention (p. 4083)

Thèmes :

Collectivités territoriales : culture (p. 4083)
 Culture : patrimoine culturel (p. 4084)
 Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4083)
 Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4083)
 Enseignement : enseignements artistiques (p. 4083)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4084)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)
 Son intervention (p. 4579)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 4580)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 4580)
 Langue française : francophonie (p. 4579, 4580)
 Pays étrangers : Roumanie (p. 4579)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

*Essonne (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteuse de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2821 tendant à interdire la pratique des "enchères inversées" pour la conclusion d'un contrat de travail [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2960 visant à renforcer l'information des acquéreurs d'appareils de téléphonie mobile [14 mars 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information sur l'effet de serre [12 avril 2006] (n° 3021)

Proposition de loi n° 3318 visant à imposer aux banques de ne pas exiger des frais bancaires supérieurs au montant de l'incident de paiement [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Charte de l'environnement [8 mars 2006] (p. 1627)

Environnement. Politique de l'environnement. Semaine du développement durable, contenu [31 mai 2006] (p. 3847)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1335, posée le 6 décembre 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 11123). Appelée le 6 décembre 2005. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 7895)

DÉBATS

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1306)

Thèmes :

Recherche : chercheurs (p. 1306)
 Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1306)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 1306)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2543)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : démocratie participative (p. 2544)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2545)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2544)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2544)
 Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2544)
 Energie et carburants : pétrole (p. 2544)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 2544)
 Environnement : principe de précaution (p. 2544)
 Parlement : rôle : déchets radioactifs (p. 2544)
 Pays étrangers : pays en développement : énergie et carburants (p. 2544)
 Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2545)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3378)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3378)
 Eau : qualité : logement (p. 3379)
 Environnement : changements climatiques (p. 3379)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 3379)
 Politiques communautaires : directives : eau (p. 3378)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4063)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 4063)
 Assemblée nationale : règlement : modernisation (p. 4063)
 Parlement : débats (p. 4063)
 Parlement : délégations parlementaires : changements climatiques (p. 4063)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4246)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4246)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 4246)
 Énergie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4246)
 Énergie et carburants : tarifs (p. 4246)
 Entreprises : action spécifique (p. 4246)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4246)
 Union européenne : politique énergétique (p. 4246)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [26 octobre 2005] (p. 5879)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1389, posée le 31 janvier 2006. Institutions sociales et médico-sociales. Centres médico-sociaux (J.O. Questions p. 787). Appelée le 31 janvier 2006. Masseurs-kinésithérapeutes, recrutement (p. 497)

L

Patrick LABAUNE

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Yvan LACHAUD

*Gard (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 février 2006] (p. 2765)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 février 2006] (p. 2765)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [11 octobre 2005] (p. 5072)

Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [23 novembre 2005] (p. 7407)

Agriculture. Politiques communautaires [1^{er} mars 2006] (p. 1316)

Enseignement supérieur. Étudiants. Handicapés, aides financières [6 juin 2006] (p. 3986)

Enfants. Crèches et garderies. Financement [27 juin 2006] (p. 4553)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1496, posée le 21 mars 2006. Enseignement supérieur. Recherche (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Pôle de recherche et d'enseignement supérieur régional, mise en place, Nîmes (p. 2061)

n° 1646, posée le 6 juin 2006. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés (J.O. Questions p. 5726). Appelée le 6 juin 2006. Cimetières, entretien, Afrique du Nord (p. 3957)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6693)

Son intervention (p. 6695)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 6695)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6695)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 6695)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 6695)

Enseignement privé : enseignants : retraites (p. 6695)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6695)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6703)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8232)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 8233)

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 8233)

Droit pénal : médiation pénale (p. 8232)

Droit pénal : violences conjugales : agressions sexuelles (p. 8232)

Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 8232)

Enseignement : éducation civique : violences conjugales (p. 8233)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8233)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad t n° 3 de Mme Valérie Pecresse (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8242)

Intervient sur l'ad t n° 13 de M. Pierre-Christophe Baguet (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8242)

Après l'article 5

Son ad t n° 32 (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) : retiré ; repris par Mme Muguette Jacquaint (p. 8401)

Son ad t n° 30 (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8402) : rejeté (p. 8405)

Son ad t n° 31 (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 8414)

Son ad t n° 35 (inventaire des structures assurant l'aide aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 8415)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Son intervention (p. 8268)

Thème :

Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8268)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2505)

Thèmes :

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2505)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2505)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2505)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [12 avril 2007] (p. 4302)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4302)

Conchita LACUEY

*Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Marc LAFFINEUR

*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Cesse d'appartenir à la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 17 mai 2006] (p. 7275)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 27 : Relations avec les collectivités territoriales : Avances aux collectivités territoriales (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3217 visant à assurer l'indemnisation par l'État des enfants mineurs de personnes victimes d'erreurs judiciaires [28 juin 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne sur le Livre vert sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante (COM (2005) 672 / final E 3047) [28 juin 2006] (n° 3200)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (n°s E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 31778) et sur les textes n°s E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E 3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162 [5 juillet 2006] (n° 3252)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Jeunes, perspective [17 janvier 2006] (p. 39)

Emploi. Chômage. Statistiques [2 mai 2006] (p. 2776)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique que les concours de l'Etat aux collectivités territoriales atteignent 65 milliards d'euros et que les dotations de solidarité urbaine et de solidarité rurale ont progressé de 20 % [20 octobre 2005] (p. 5514)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : se félicite de l'augmentation du rythme de construction de logements sociaux ; suggère que toute la classe politique se mobilise dans un esprit positif pour obtenir un résultat encore meilleur [24 janvier 2006] (p. 297)

En appelle à traiter des vrais problèmes, dont la précarité de l'emploi des jeunes, plutôt que de polémiquer [7 février 2006] (p. 801)

Témoigne de l'objectivité, de l'honnêteté intellectuelle et du travail considérable accompli par le ministre. Le groupe UMP est choqué par les insinuations des socialistes [16 mars 2006] (p. 1976)

Estime que la transparence est totale, que tout est consultable mais que l'opposition use de tous les prétextes et procédures possibles pour retarder le débat [8 septembre 2006] (p. 4817)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5481)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5514)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 5481)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5482)

Energie et carburants : pétrole (p. 5482)

Etat : missions régaliennes (p. 5483)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5483)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5482)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5482)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5482 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5482)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5482)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5483)

Recherche (p. 5482)

Travail (p. 5482)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son intervention (p. 5632)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5642)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Jean-Marie Binetruy (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5738)

Article 21 précédemment réservé (reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Son intervention (p. 5757)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Après l'article 79

Intervient sur l'ad n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6504)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Jérôme Chartier

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Article 83 (réforme des concours de la dotation générale de décentralisation (DGD) relatifs au financement des bibliothèques)

Son adt n° 322 : adopté (p. 7159)

Article 85 (mise en œuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales)

Son adt n° 600 : adopté (p. 7173)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7341)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8068)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8118)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8154)

Ses explications de vote (p. 8176)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8176)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1976)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 801)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat – en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1143)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2092)

Thèmes :

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 2092)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2092)

Politiques communautaires : recherche (p. 2092)

Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 2093)

Politiques communautaires : politique économique : politique industrielle (p. 2092)

Recherche : ITER (p. 2092)

Union européenne : institutions communautaires : traité constitutionnel (p. 2092)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3653)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3653)

Enseignement : histoire : génocide (p. 3653)

Parlement : rôle : histoire (p. 3653)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4568)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 4568)

Elections et référendums : référendums (p. 4569)

Partis et mouvements politiques : UMP (Union pour la majorité présidentielle) - ne plus utiliser - (p. 4569)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4568, 4569)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4568, 4569)

Union européenne (p. 4568)

Union européenne : élargissement (p. 4568, 4569)

Union européenne : Parlement européen (p. 4569)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4569)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4845)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 septembre 2006] (p. 4817)

Thèmes :

Énergie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4845)

Énergie et carburants : gaz : investissements (p. 4846)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4845)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4845)

Énergie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4845)

Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 4845)

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4845)

Énergie et carburants : tarification sociale (p. 4845)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4845)

Entreprises : action spécifique (p. 4846)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4846)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4846)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4845)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4846)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Christine LAGARDE

Ministre déléguée au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Didier Migaud. Politique économique. Emploi. Pouvoir d'achat [5 octobre 2005] (p. 4751)

M. Jacques Bascou. Commerce extérieur. Exportations. Vins, États-Unis [19 octobre 2005] (p. 5437)

M. Daniel Fidelin. Politique extérieure. Aide au développement. Financement [23 novembre 2005] (p. 7414)

M. André Chassaing. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 2005] (p. 7978)

M. Olivier Dassault. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord [21 décembre 2005] (p. 8583)

M. René André. Jeunes. Emploi. Volontariat international en entreprise [7 février 2006] (p. 795)

M. Denis Jacquat. Commerce extérieur. Pays méditerranéens. Coopération [29 mars 2006] (p. 2313)

M. Christian Philip. Commerce extérieur. Exportations. Plan d'action Cap export, contenu [16 mai 2006] (p. 3471)

M. René André. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [30 mai 2006] (p. 3788)

M. Daniel Paul. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [31 mai 2006] (p. 3843)

M. Christian Bataille. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [31 mai 2006] (p. 3844)

M. Gérard Bapt. Finances publiques. Déficit budgétaire [31 mai 2006] (p. 3848)

M. Sébastien Huyghe. Politique économique. Investissements. Attractivité de la France [6 juin 2006] (p. 3992)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Bataille. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. Trémois, emploi et activité, Le Cateau [17 janvier 2006] (p. 6)

M. François Rochebloine. Emploi. Entreprises d'insertion. Récupération du textile, financement [17 janvier 2006] (p. 8)

M. Alain Marty. Traités et conventions. Convention fiscale avec l'Allemagne. Application, entreprise Kaiser, Moselle [17 janvier 2006] (p. 9)

M. François Vannson. Industrie. Machines et équipements. SEB, emploi et activité, Vosges [17 janvier 2006] (p. 7)

M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, préservation [28 février 2006] (p. 1232)

M. Manuel Valls. Industrie. Edition et imprimerie. Imprimerie Hélio-Corbeil, emploi et activité, Evry-Corbeil [28 février 2006] (p. 1231)

M. Bruno Le Roux. Transports urbains. Tramways. Financement, Seine-Saint-Denis [28 février 2006] (p. 1234)

M. René André. Impôts locaux. Valeurs locatives. Zonage, modification, réglementation [28 février 2006] (p. 1230)

M. André Flajolet. Industrie. Métallurgie. Métaleurop, aides de l'Etat [28 février 2006] (p. 1229)

M. Jean-Pierre Nicolas. Energie et carburants. Energie éolienne. Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003, décrets d'application, publication [28 février 2006] (p. 1228)

M. Thierry Mariani. Impôt sur les sociétés. Paiement. Caves coopératives viticoles [9 mai 2006] (p. 3150)

M. Frédéric Soulier. TVA. Taux. Pompes funèbres [9 mai 2006] (p. 3149)

M. Jean Dionis du Séjour. Justice. Procédures. Ressortissant franco-marocain, application [6 juin 2006] (p. 3961)

M. Louis Giscard d'Estaing. Marchés publics. Code des marchés publics. Application, petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) [6 juin 2006] (p. 3960)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES****Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Son intervention (p. 6318)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation : crédits budgétaires (p. 6319)

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 6320)

Commerce extérieur : Directions régionales du commerce extérieur (DRCE) (p. 6320)

Commerce extérieur : organismes : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 6319)

Commerce extérieur : organismes : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 6319)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)*Après l'article 76*

Intervient sur l'ad n° 171 du Gouvernement (extension de la garantie donnée par l'Etat à la COFACE) (p. 6326)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7877)**

Son intervention (p. 7878)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 7878)

Assurances : assurance vie : rachat (p. 7878)

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 7878)

Assurances : intermédiation : contrôle (p. 7878 et s.)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 7878)

Union européenne : directives (p. 7879)

Union européenne : directives : retraites : généralités (p. 7878)

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7881)*Après l'article 2 bis*

Intervient sur l'ad n° 5 de M. Luc Chatel (dossier réputé complet à compter du prélèvement de la prime d'assurance décès) (p. 7881)

Article 3 (modification des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance vie)

Ses interventions (p. 7882 et s.)

Article 3 bis C (avertissement du bénéficiaire par l'assureur lors du décès de l'assuré)

Son intervention (p. 7884)

Après l'article 3 bis C

Intervient sur l'ad^t n° 3 de M. Luc Chatel (faculté de rachat du souscripteur nonobstant l'acceptation par le bénéficiaire de la stipulation à son profit) (p. 7885)

Article 3 bis D (désignation et droit d'information des bénéficiaires de contrats d'assurance vie)

Son intervention (p. 7886)

Jean-Christophe LAGARDE

Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2648 visant à informer les enfants des risques d'obésité dus à l'alimentation industrielle [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2649 tendant à faciliter l'obtention de la nationalité française par naturalisation des étrangers justifiant au moins de dix ans de résidence en France [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2898 visant à déclarer inéligibles les maires ne respectant pas l'objectif de réalisation d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux dans leur commune [28 février 2006]

Proposition de loi n° 3280 sur la prévention de la délinquance dans les immeubles locatifs sociaux [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz. Prix [15 novembre 2005] (p. 6754)

Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1802)

Emploi. Chômage. Statistiques [12 avril 2006] (p. 2580)

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [2 mai 2006] (p. 2778)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1395, posée le 31 janvier 2006. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 788). Appelée le 31 janvier 2006. Campus de Bobigny, travaux de réhabilitation (p. 508)

n° 1467, posée le 7 mars 2006. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 2253). Appelée le 7 mars 2006. Perspectives, Seine-Saint-Denis (p. 1533)

n° 1571, posée le 2 mai 2006. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 4556). Appelée le 2 mai 2006. Projet de tangentielle, Ile-de-France (p. 2750)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déclare avoir vécu comme une provocation l'arrivée de CRS, sans concertation avec le maire, dans sa commune de Drancy alors que le calme avait été rétabli par l'action des élus locaux et que le Gouvernement a annoncé un renforcement des pouvoirs des maires en matière de prévention de la délinquance [10 novembre 2005] (p. 6622)

S'inquiète des conditions dans lesquelles le processus de sécurité sanitaire a été enclenché suite à la découverte d'un cas de méningite chez un écolier de Drancy ; interroge le ministre de l'éducation nationale sur le système d'alerte [28 février 2006] (p. 1261)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 27 de M. Hervé Morin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5197)

Article 2 (définition de la réitération)

Son intervention (p. 5206)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad^t n° 41 rectifié de M. Georges Fenech (traitement médical des détenus condamnés pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 5212)

Intervient sur l'ad^t n° 74 de M. Gérard Léonard (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5214)

Après l'article 6

Son ad^t n° 60 (suppression par décision motivée de l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) : rejeté (p. 5255)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad^t n° 61 de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5259)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur l'ad^t n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5701 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 153 et 219 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette avec possibilité de forfait égal à respectivement 2,5 % et 3 % de l'actif) (p. 5705)

Intervient sur l'ad^t n° 243 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – résidence principale acquise par héritage – personnes non imposables à l'impôt sur le revenu : report du paiement sur leur propre succession) (p. 5708)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad^t n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5719)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6542)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6542)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6542)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6542)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6542)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 6542, 6543)

JUSTICE

Examen des fascicules [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6618)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 novembre 2005] (p. 6622)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 6619)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : Seine-Saint-Denis (p. 6618)

Justice : exécution des décisions (p. 6618)

Justice : frais de justice (p. 6618)

Justice : palais de justice : protection (p. 6620)

Justice : tribunaux pour enfants : Bobigny (p. 6619)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 6620)

Procédure des questions :

Justice : greffiers : Bobigny (p. 6628)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6972)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 6972)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6972)

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 6973)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6972)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6151)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes : vente (p. 6153)

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 6154)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 6151)

Droit pénal : mineurs (p. 6154)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6153)

Etrangers : rétention administrative (p. 6153)

Fonctionnaires et agents publics : mutations : policiers (p. 6153)

Justice : palais de justice : sécurité (p. 6153)

Ordre public : violences urbaines (p. 6152)

Police : adjoints de sécurité (p. 6152)

Police : effectifs (p. 6152)

Police : effectifs : Seine-Saint-Denis (p. 6152)

Police : équipements (p. 6153)

Police : police de l'air et des frontières (p. 6153)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 11 (classement ou reclassement de locaux à usage d'habitation ou professionnel : notification de la décision au contribuable) : rejeté (p. 7390)

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)

Son intervention (p. 6486)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6487)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6487)

Communes : maires (p. 6486 et ts.)

Droit pénal : comparution immédiate : peines (p. 6487)

Elections et référendums : alternance : politique de la ville (p. 6487)

Enseignement (p. 6488)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : parents (p. 6488)

Justice : victimes (p. 6486)

Logement : mixité sociale (p. 6487)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6486 et s.)

Urbanisme (p. 6487)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6776)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6776)

Droit pénal : perquisitions (p. 6777)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6777)

Parlement : contrôle parlementaire : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6778)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux adjoints au maire dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7965)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Son intervention (p. 7967)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 620 (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) : rejeté (p. 311)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 657 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442)

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 443)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 446)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 455)

Son adt n° 440 rectifié (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 450) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 460)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1^{er} juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 4 sexies

Son adt n° 220 rectifié (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) : rejeté (p. 3870)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)*Après l'article 22*

Son adt n° 8 (successions - droits de mutation : suppression) : rejeté (p. 1151)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2899)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2910 et s., 2920 et s.)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses interventions (p. 2935, 2946 et s.)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Ses interventions (p. 2965 et s.)

Son adt n° 331 (p. 2972)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2982)

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2985)

Intervient sur l'adt n° 600 rectifié de M. Noël Mamère (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2989)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Ses adts n°s 333 et 332 (p. 3009 et s.)

Son intervention (p. 3040)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Son intervention (p. 3046)

Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)

Ses interventions (p. 3049 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3059, 3073 et s., 3109)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3113)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Son intervention (p. 3123)

Son ss-adt n° 399 à l'adt n° 142 de M. Étienne Pinte (p. 3124)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Son intervention (p. 3128)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Ses adts n°s 339 à 341 (p. 3253 et s.)

Après l'article 19

Son adt n° 338 précédemment réservé (remise d'un dossier de demande de naturalisation aux étrangers renouvelant leur carte de résident) (p. 3280) : rejeté (p. 3282)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3295)

Après l'article 59

Son ss-adt n° 398 (et aux parlementaires) à l'adt n° 98 de la commission (transmission au maire de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3309) : adopté (p. 3310)

Après l'article 60

Son adt n° 336 rectifié (transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité à raison de la naissance et de la résidence en France - cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : retiré (p. 3311)

Son adt n° 337 rectifié (transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité à raison de la naissance et de la résidence en France - cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : retiré (p. 3311)

Son adt n° 335 (transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs adoptés ou recueillis ayant acquis la nationalité française par déclaration de nationalité - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : adopté (p. 3311)

Après l'article 62

Son adt n° 342 (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3312) : retiré (p. 3313)

Son adt n° 344 (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3312) : retiré (p. 3313)

Son adt n° 343 (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France - compétence du juge d'instance à l'issue du délai) (p. 3312) : retiré (p. 3313)

Son adt n° 345 rectifié (réduction du délai de réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation à l'égard des étrangers ayant en France leur résidence habituelle depuis dix ans) (p. 3312) : adopté (p. 3313)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Nicolas Perruchot (autorisation de travailler pour un demandeur d'asile, en cas d'absence de décision de l'OFPRA supérieure à trois mois) (p. 3320)

Jérôme LAMBERT

Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne [11 avril 2006] (n° 3018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [7 décembre 2005] (p. 7979)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8356)

Thèmes :

- Finances publiques : recettes fiscales (p. 8356)
- Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8356)
- Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8356)
- Logement (p. 8356)
- TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8356)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1180)

Thèmes :

- Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1180)
- Agroalimentaire : entreprises (p. 1180)
- Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1180)
- Recherche : financement (p. 1180)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Ses interventions (p. 1182 et s.)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1788)

Thèmes :

- Entreprises : entreprises étrangères (p. 1788)
- Politiques communautaires : Europe sociale (p. 1788)
- Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1788)
- Politiques communautaires : services publics (p. 1789)
- Union européenne : Cour de justice (p. 1790)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2807)

Thèmes :

- Etrangers : intégration (p. 2807)
- Etrangers : régularisations (p. 2807)
- Politiques communautaires : immigration (p. 2808)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2948)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2973)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4570)

Thèmes :

- Démographie : population (p. 4570)
- Pays étrangers : Bulgarie (p. 4570, 4571)
- Pays étrangers : Roumanie (p. 4570, 4571)
- Union européenne (p. 4570, 4571)
- Union européenne : constitution européenne (p. 4571)
- Union européenne : élargissement (p. 4570)

Jean-François LAMOUR

Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2606 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1092 du 1er septembre 2005 relative au régime de protection des mineurs accueillis hors du domicile parental à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 3273 ratifiant l'ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006 relative à la partie législative du code du sport [26 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Claude Greff. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service civil volontaire, rôle des associations [16 novembre 2005] (p. 6891)

Mme Claude Greff. Associations. Bénévolat. Statut [25 janvier 2006] (p. 344)

M. Pierre-Christophe Baguet. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service national volontaire, création [8 février 2006] (p. 884)

M. Michel Bouvard. Sports. Ski alpin. XXèmes jeux olympiques d'hiver, retransmission télévisée [22 février 2006] (p. 1087)

M. Bernard Depierre. Emploi. Jeunes. Emplois saisonniers [4 avril 2006] (p. 2432)

M. Denis Merville. Sports. Installations sportives. Mise aux normes, réglementation [13 avril 2006] (p. 2690)

M. Gilles Artigues. Droit pénal. Amnistie. Loi n° 2002-1062 du 6 août 2006, application [30 mai 2006] (p. 3781)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Marie-George Buffet. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, équipements sportifs, reconstruction, financement [17 janvier 2006] (p. 26)

M. Henri Nayrou. Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'État [7 février 2006] (p. 778)

M. Pierre Lasbordes. Justice. Établissements. Centre d'action éducatrice, rénovation, calendrier, Bures-sur-Yvette [7 février 2006] (p. 780)

M. Christian Philip. Sports. Associations et clubs. Bourse, introduction [7 février 2006] (p. 777)

Mme Muguette Jacquaint. Sports. Football. Coupe du monde de 2006, conséquences, prostitution [4 avril 2006] (p. 2412)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Ses interventions (p. 6399, 6403 à 6406)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6401)

Associations : emploi (p. 6401, 6402)

Associations : fonctionnement (p. 6399 et s.)

Emploi : solidarité (p. 6399)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 6401)

Sports : handicapés (p. 6401)

Sports : jeunes (p. 6399)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 6400)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6399 et s.)

Sports : football (p. 6400)
 Sports : installations sportives (p. 6400)
 Sports : politique du sport (p. 6400, 6401)
 Sports : sports de loisirs (p. 6400)

Réponses aux questions :

Associations : subventions (p. 6403) (M. François Liberti) (p. 6403)
 Associations : bénévolat (p. 6403) (M. Jacques Desallangre) (p. 6402)
 Sports : fédérations (p. 6404) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6404)
 Sports : fédérations (p. 6404) (M. Francis Delattre) (p. 6404)
 Sports : installations sportives (p. 6405) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 6405)
 Sports : installations sportives (p. 6405) (M. Francis Delattre) (p. 6405)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6406)

Après l'article 89

Intervient sur l'ad t n° 179 deuxième rectification du Gouvernement (sports ; rugby ; Coupe du monde 2007 ; Etat ; participation financière) (p. 6406)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Ses interventions (p. 48, 61)

Thèmes :

Associations : crédits (p. 62)
 Associations : volontaires (p. 48, 49, 62, 63)
 Associations : statuts (p. 49, 62, 63)
 Défense : services civils (p. 63)
 Emploi : jeunes (p. 49, 62, 63)
 Jeunes : associations (p. 63)
 Jeunes : volontaires (p. 49, 62, 63)
 Tourisme et loisirs : animateurs (p. 50)
 Travail : durée du travail : volontaires (p. 50)
 Travail : salaires : volontaires (p. 49)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)

Ses interventions (p. 64 et s.)

Article 1er bis (exemption de la condition de ressources pour bénéficiaire de l'aide juridique)

Son intervention (p. 66)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Ses interventions (p. 67 et s.)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Ses interventions (p. 68 et s.)

Article 4 (protection au regard de l'assurance chômage du salarié choisissant le volontariat)

Ses interventions (p. 70 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 27 de Mme Martine Lignières-Cassou (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Intervient sur l'ad t n° 53 de M. Jean-Pierre Decool (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Article 5 (validation des acquis de l'expérience)

Son intervention (p. 72)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Ses interventions (p. 76 et s.)

Article 6 bis (rupture anticipée du contrat de volontariat en cas de signature d'un contrat de travail)

Son intervention (p. 79)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Ses interventions (p. 79 et s.)

Article 7 bis (report de l'âge limite pour les concours de la fonction publique)

Son intervention (p. 81)

Article 7 ter (titre-repas pour le volontaire)

Son intervention (p. 81)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'ad t n° 9 deuxième rectification de la commission (création d'un chèque-repas du bénévole sur le modèle du titre-restaurant) (p. 82)

Article 8 (protection sociale du volontaire)

Ses interventions (p. 83 et s.)

Article 9 (modifications du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 84)

Article 9 bis (principe de compensation des pertes de recettes sociales)

Son intervention (p. 84)

Article 9 ter (rapport du Gouvernement sur les modalités de compensation des pertes de recettes sociales)

Son intervention (p. 85)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Ses interventions (p. 85 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 96 de M. Pierre-Christophe Baguet (associations : incitation fiscale à la mise à disposition de locaux et terrains à titre gratuit) (p. 88)

Intervient sur l'ad t n° 17 de Mme Martine Lignières-Cassou (associations : conclusion de contrats pluriannuels avec l'Etat pour la mise en œuvre du volontariat) (p. 89)

Intervient sur l'ad t n° 65 du Gouvernement (possibilité pour le groupement d'intérêt public "Coupe du Monde de rugby France 2007" de recourir à des volontaires) (p. 89)

Intervient sur l'ad t n° 16 de Mme Martine Lignières-Cassou (conférence nationale annuelle du volontariat) (p. 90)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Ses interventions (p. 91 et s.)

Article 13 (publicité des subventions reçues par les associations)

Ses interventions (p. 94 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 55 de M. Jean-Pierre Decool (chèque-emploi associatif : extension aux syndicats de copropriétaires) (p. 95)

Intervient sur l'ad t n° 56 de M. Jean-Pierre Decool (chèque-emploi associatif : extension aux associations employant cinq équivalent temps plein) (p. 95)

Intervient sur l'ad t n° 15 rectifié de M. Dominique Tian (publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations) (p. 96)

Intervient sur l'ad t n° 58 rectifié de M. Étienne Pinte (amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi) (p. 97)

Intervient sur l'ad t n° 97 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations) (p. 97)

Son intervention à l'issue du vote (p. 99)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Ses interventions (p. 2209, 2215)

Thèmes :

Education physique et sportive : enseignement supérieur : diplômes (p. 2215, 2216)
 Organisations internationales : sports (p. 2209, 2216)
 Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2209, 2210, 2215)
 Sports : compétitions (p. 2209, 2215)
 Sports : dopage (p. 2209, 2210)
 Sports : dopage : animaux (p. 2211)
 Sports : fédérations (p. 2209)
 Sports : jeux olympiques (p. 2215)
 Sports : médecine du sport (p. 2210)
 Sports : métiers du sport : agents (p. 2216)

Marguerite LAMOUR

*Finistère (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1301, posée le 18 octobre 2005. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 9593). Appelée le 18 octobre 2005. Climatisation, réglementation, adaptation (p. 5359)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)**

Son intervention (p. 6371)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 6371)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6371)

Défense : frégates (p. 6371)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1^{er} décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7770)

Thème :

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 7770)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89 (n° 2845) [8 février 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour de Salvagny de l'autoroute A 89 (n° 2845) [8 février 2006] (n° 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1691, posée le 27 juin 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 6663). Appelée le 27 juin 2006. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs (p. 4544)

DÉBATS**Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Thèmes :

Transports aériens : sécurité (p. 8284)

Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8284)

Union européenne : directives : transports (p. 8283)

Voie : tunnels routiers : sécurité (p. 8284)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enfants. Protection. Tourisme sexuel, lutte et prévention [28 juin 2006] (p. 4619)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1633, posée le 30 mai 2006. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 5568). Appelée le 30 mai 2006. Contrat de site, Tarare (p. 3770)

DÉBATS**Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8283)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

Décédé le 24 juin 2006 [J.O. du 27 juin 2006] (p. 9650)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 2944 visant à préciser le rôle du suppléant en cas d'incapacité ou d'indisponibilité temporaire d'un député [13 mars 2006]

Jack LANG

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Pierre LANG

*Moselle (6^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2856 visant à rendre obligatoire la déclaration de domicile [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2908 visant à interdire le prélèvement des frais bancaires sur le compte des personnes n'ayant que les minima sociaux pour vivre [28 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Voirie. Financement. Réhabilitation des cités minières [16 novembre 2005] (p. 6893)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, mineurs, lutte et prévention [27 juin 2006] (p. 4555)

Gérard LARCHER

Ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes, auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Gérard Dubrac. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [12 octobre 2005] (p. 5159)

M. Pierre Amouroux. Chômage : indemnisation. UNEDIC. Négociations [9 novembre 2005] (p. 6594)

M. Yves Durand. Emploi. Politique de l'emploi. Précarisation, lutte et prévention [29 novembre 2005] (p. 7631)

M. Alain Vidalies. Entreprises. Personnel. Décompte, réglementation, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7918)

Mme Josiane Boyce. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [6 décembre 2005] (p. 7922)

M. Alain Moyne-Bressand. Union européenne. Fonds social européen (FSE) [7 décembre 2005] (p. 7979)

M. Jean-Claude Sandrier. Politique économique. Pouvoir d'achat [14 décembre 2005] (p. 8339)

M. Philippe Folliot. Chômage : indemnisation. UNEDIC. Négociations [21 décembre 2005] (p. 8575)

M. Jean-Marie Rolland. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [21 décembre 2005] (p. 8581)

M. André Chassaigne. Emploi. Contrats première embauche. Mise en place [17 janvier 2006] (p. 38)

M. Jean-Claude Sandrier. Emploi. Contrats nouvelle embauche [25 janvier 2006] (p. 336)

M. Arnaud Montebourg. Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 341)

M. Henri Emmanuelli. Emploi. Contrats première embauche [31 janvier 2006] (p. 524)

M. Philippe Briand. Travail. Travail clandestin. Lutte et prévention [31 janvier 2006] (p. 531)

M. Dominique Tian. Emploi. Chômage. Jeunes [1^{er} février 2006] (p. 599)

M. Éric Besson. Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 795)

Mme Muguette Jacquaint. Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1556)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Emploi. Contrats première embauche [8 mars 2006] (p. 1626)

Mme Pascale Gruny. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [8 mars 2006] (p. 1630)

M. Michel Vaxès. Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2146)

M. Henri Emmanuelli. Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2150)

M. Hervé Morin. Emploi. Contrats première embauche [28 mars 2006] (p. 2250)

M. Gaëtan Gorce. Etat. Gouvernement. Cohérence de l'équipe gouvernementale [28 mars 2006] (p. 2257)

M. Patrick Braouezec. Politique sociale. Cohésion sociale [29 mars 2006] (p. 2308)

M. Alain Vidalies. Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2431)

Mme Claude Greff. Emploi. Jeunes. Quartiers défavorisés [4 avril 2006] (p. 2433)

M. Nicolas Perruchot. Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2474)

M. Gilbert Biessy. Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2474)

Mme Chantal Bourragué. Emploi. Statut. Stagiaires [12 avril 2006] (p. 2585)

M. Laurent Hénart. Emploi. Réglementation. Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005, application, bilan [13 avril 2006] (p. 2684)

M. Christian Paul. Emploi. Contrats nouvelle embauche [13 avril 2006] (p. 2685)

M. Philippe Edmond-Mariette. Outre-mer. Emploi. Jeunes [13 avril 2006] (p. 2691)

Mme Irène Tharin. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [3 mai 2006] (p. 2860)

Mme Janine Jambu. Politique sociale. Politiques communautaires [9 mai 2006] (p. 3169)

M. Pierre Hériaud. Emploi. Chômeurs. Guichet unique [9 mai 2006] (p. 3172)

M. Pierre Morange. Travail. Durée du travail. Aménagements, application [9 mai 2006] (p. 3173)

M. François Asensi. Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [16 mai 2006] (p. 3463)

M. Hugues Martin. Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [16 mai 2006] (p. 3464)

M. Jean-Paul Anciaux. Industrie. Textile et habillement. DIM, emploi et activité, Autun [17 mai 2006] (p. 3546)

M. Gérard Manuel. Travail. Droit du travail. Validation des acquis de l'expérience [31 mai 2006] (p. 3849)

M. Maxime Gremetz. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [6 juin 2006] (p. 3984)

M. Christian Paul. Industrie. Politique industrielle [6 juin 2006] (p. 3985)

M. Jean-Marie Sermier. Politique sociale. Politiques communautaires [21 juin 2006] (p. 4407)

M. Ghislain Bray. Formation professionnelle. Validation des acquis de l'expérience. Plan de développement [28 juin 2006] (p. 4617)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Odette Duriez. Eau. Qualité. Sources de captage, protection, réglementation [2 mai 2006] (p. 2756)

M. Pierre-Christophe Baguet. Logement. Logement social. Boulogne-Billancourt [2 mai 2006] (p. 2753)

M. André Chassaigne. Emploi. Insertion professionnelle. Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), moyens, Ambert, Auvergne [2 mai 2006] (p. 2752)

M. Jacques Desallangre. Travail. Licenciement économique. Réglementation [2 mai 2006] (p. 2755)
 M. Gilbert Meyer. Personnes âgées. Journée de solidarité. Conséquences, Alsace Moselle [2 mai 2006] (p. 2754)
 M. Jacques Remiller. Animaux. Dégâts des animaux. Loups, Alpes [2 mai 2006] (p. 2757)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Vidalies : précise les conditions de rupture d'un contrat nouvelle embauche (CNE), la position du Conseil d'Etat et la position du Gouvernement sur les modalités d'application de la convention n°158 de l'OIT à laquelle se sont référés MM. Gorce et Vidalies (p. 572)
 M. Gaëtan Gorce : répond que le Gouvernement, représenté par trois de ses membres, est ouvert à un débat approfondi sur, entre autres points du projet de loi, l'emploi des jeunes et l'égalité des chances [1^{er} février 2006] (p. 605)
 M. Christian Paul : précise que dix pour cent de ces contrats ont été rompus et que, comme il s'y était engagé, il a lui-même transmis à la présidence les rapports et statistiques sur la question [1^{er} février 2006] (p. 638)
 M. Alain Bocquet : précise sa position sur la pratique de l'apprentissage junior ; affirme que le projet de loi éclaircit une situation juridique actuellement confuse, réitère l'intention du Gouvernement d'aller jusqu'au bout d'un débat de fond [7 février 2006] (p. 800)
 M. Jean-Marc Ayrault : précise sa position sur la pratique de l'apprentissage junior ; affirme que le projet de loi éclaircit une situation juridique actuellement confuse, réitère l'intention du Gouvernement d'aller jusqu'au bout d'un débat de fond [7 février 2006] (p. 800, 803, 805)
 M. Yves Durand : répond que les amendements du Gouvernement sont bien à leur place et se dit prêt à débattre des cent dix sous-amendements déposés par l'opposition [7 février 2006] (p. 814)
 M. Maxime Gremetz : répond qu'aucune exonération n'est spécifiquement liée au CNE ou au CPE [8 février 2006] (p. 852)
 M. Alain Vidalies : précise que le seul état de santé ne justifie pas rupture d'un CPE [8 février 2006] (p. 900)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Ses interventions (p. 6677, 6682 à 6685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 6678 et s.)
 Emploi : chômage (p. 6677)
 Emploi : chômeurs (p. 6677)
 Emploi : contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (p. 6679)
 Emploi : contrats d'avenir (p. 6679)
 Emploi : création d'emplois (p. 6678)
 Emploi : jeunes (p. 6678)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 6677 et s.)
 Emploi : recrutement (p. 6678)
 Emploi : UNEDIC (p. 6677, 6680, 6681)
 Entreprises : allègement des charges (p. 6679)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 6678 et s.)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 6677)
 Produits dangereux : amiante (p. 6681)
 Risques professionnels : prévention (p. 6681)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 6678)
 Travail : durée du travail (p. 6682)
 Travail : travailleurs étrangers (p. 6682)

Réponses aux questions :

Travail : inspection du travail : formation professionnelle (p. 6682) (M. Maxime Gremetz) (p. 6682)
 Travail : négociations : entreprises de travail temporaire (M. Maxime Gremetz) (p. 6683)

Travail : salaires : négociations (p. 6685) (M. François Liberti) (p. 6684)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B
 Ses interventions (p. 6685 et s.)

Après l'article 92

Intervient sur l'ad t n° 36 de M. Damien Meslot (entreprises : subventions : incompatibilité avec un acte de délocalisation dans une période de cinq ans suivant l'octroi de la subvention) (p. 6690)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 260 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 46 rectifié de la commission (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les estimations des services des domaines dans le cadre de la vente d'un logement social) (p. 263 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 645, quatrième rectification de M. Patrick Ollier (institution d'une procédure d'accession sociale à la propriété) (p. 265)

Article 5 bis (bail à construction)

Son intervention (p. 266)

Article 5 quater (régime fiscal du prêt social de location-accession)

Son intervention (p. 267)

Article 5 quinquies (possibilité pour les communes de bénéficier d'aides ou de prêts accordés par l'Etat pour le financement de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 267)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses interventions (p. 540, 584, 635, 647, 660)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Alain Vidalies [31 janvier 2006] (p. 572) ; M. Gaëtan Gorce (p. 605) ; de M. Christian Paul (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 638)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 584)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : TVA (p. 635)
 Emploi : égalité des chances (p. 647)
 Emploi : chômage (p. 647 et s.)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 649, 650)
 Emploi : jeunes (p. 647)
 Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 647)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 648)
 Formation professionnelle : stages (p. 650)
 Travail : code du travail (p. 649)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 650)
 Travail : inspection du travail (p. 649)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 649)
 TVA : taux réduit (p. 635)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad t n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 684)

Titre Ier (mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi et du développement économique) (p. 686)

Intervient sur l'ad t n° 492 de M. Hervé Morin (p. 686)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 743)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 441 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : repos hebdomadaire) (p. 758)

Intervient sur l'ad t n° 442 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : interdiction de travailler les jours fériés) (p. 758)

Intervient sur l'ad t n° 415 de M. Yves Durand (élèves : bénéfice du tutorat) (p. 758)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 758)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Alain Bocquet (p. 800) ; M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [7 février 2006] (p. 803)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Ses interventions (p. 809 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf supra) (p. 814, 815)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 817 et 956)

Intervient sur le sous-ad t n° 53 de M. Maxime Gremetz à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 835)

Intervient sur le sous-ad t n° 114 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 835)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 98 à 101, 416 à 425 de M. Yves Durand à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 836, 838, 840, 842, 844, 853, 855, 858, 861, 867, 869, 871)

Intervient sur le sous-ad t n° 115 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873)

Intervient sur le sous-ad t n° 159 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 876)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 597 à 599, 162, 207 et 208 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 893, 895, 896, 898, 899)

Intervient sur le sous-ad t n° 120 rectifié de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 901)

Intervient sur le sous-ad t n° 171 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 902)

Intervient sur le sous-ad t n° 121 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 904)

Intervient sur le sous-ad t n° 427 de M. Francis Vercamer à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 904)

Intervient sur le sous-ad t n° 210 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 909)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 581, 582 et 589 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 912, 921)

Intervient sur le sous-ad t n° 56 de M. Maxime Gremetz à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 923)

Intervient sur le sous-ad t n° 212 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 926)

Intervient sur le sous-ad t n° 123 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 928)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 594, 213, 596 et 176 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 930, 933, 934, 935)

Intervient sur le sous-ad t n° 59 de M. Dominique Tian à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur le sous-ad t n° 126 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur le sous-ad t n° 216 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 124 et 125 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 938)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 169, 600 et 601 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 941, 944, 948)

Intervient sur le sous-ad t n° 189 de la commission (mise en œuvre du droit individuel à la formation pour les salariés engagés sous CPE) à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 949)

Intervient sur le sous-ad t n° 129 de Mme Martine Billard à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 951)

Intervient sur le sous-ad t n° 190 de la commission (évaluation de la mise en œuvre du CPE et de ses effets sur l'emploi) à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 955)

Intervient sur l'ad t n° 444 de M. Gaëtan Gorce (rupture de contrats de type CNE ou CPE : conditions d'harmonisation d'indemnisation) (p. 987)

Intervient sur l'ad t n° 127 de Mme Martine Billard (protection de la salariée enceinte sous contrat CNE ou CPE) (p. 992)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 851)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 900)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)**

Son intervention (p. 1633)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1638)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 1633, 1634)

Emploi : chômage (p. 1633)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1634)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 1634)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 1633)

Entreprises : bénéfiques (p. 1638)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 1634)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1634)

Formation professionnelle : stages (p. 1634)

Politique sociale : égalité des chances (p. 1633)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1633)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1634)

Travail : précarité (p. 1638)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)**

Son intervention (p. 1953)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : régime d'assurance chômage (p. 1954)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1953)

Démographie (p. 1954)

Emploi : chômage (p. 1953, 1954)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1954)

Emploi : création d'emplois (p. 1956)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 1955)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 1955)

Entreprises : bilan social (p. 1956)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 1956)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 1953)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 1953)

Formation professionnelle : stages (p. 1956)

Impôt sur les sociétés (p. 1955)

Prétraitements (p. 1954)

Retraites : généralités (p. 1955, 1956)

Syndicats : représentativité (p. 1956)

Travail : négociations (p. 1955)

Travail : précarité (p. 1953)

Travail : taux d'activité (p. 1954)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Martine Billard (institution d'une contribution de précarité au bénéfice du Fonds de solidarité) (p. 2648)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Francis Vercamer (négociation interprofessionnelle au niveau national liée à toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Gaëtan Gorce (saisine des partenaires sociaux et négociation interprofessionnelle avant toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Gaëtan Gorce (autorisation de travail de nuit des apprentis de moins de dix-huit ans : abrogation) (p. 2651)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2658)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Gaëtan Gorce (concertation sociale sur les mesures favorisant l'accès des jeunes à l'emploi) (p. 2661)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur la mise en place d'une négociation nationale interprofessionnelle préalable à toute réforme relative au droit du travail) (p. 2662)

Intervient sur l'adt n° 15 de Mme Martine Billard (modulation des cotisations sociales des entreprises liée à leur proportion d'emplois précaires) (p. 2662)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2665)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Gaëtan Gorce (évaluation semestrielle du dispositif mis en place par la présente loi) (p. 2671)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 2671)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3436)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 3438)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3437)

Emploi : chômage (p. 3436)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3440)

Emploi : contrats aidés (p. 3437 et s.)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 3439, 3440)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3436)

Emploi : création d'emplois (p. 3437)

Emploi : jeunes (p. 3437 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 3437)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 3437, 3441)

Travail : négociations (p. 3437, 3438)

Travail : salaires (p. 3437)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Laïcité, respect [25 janvier 2006] (p. 341)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1428, posée le 7 février 2006. Justice. Établissements [J.O. Questions p. 1105]. Appelée le 7 février 2006. Centre d'action éducatrice, rénovation, calendrier, Bures-sur-Yvette (p. 780)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6557)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Ses interventions (p. 7130)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7131)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7130)

Recherche : chercheurs (p. 7131)

Recherche : crédits (p. 7130)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1268)

Son intervention (p. 1286)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1328)

Thèmes :

Recherche : carrière (p. 1288)
 Recherche : crédits (p. 1287)
 Recherche : secteur public (p. 1269, 1287)
 Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1288)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1269, 1287, 1328)
 Recherche : chercheurs (p. 1288)
 Recherche : innovation (p. 1288)
 Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1269, 1288, 1329)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 1328)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son adt n° 375 (p. 1370)
 Son intervention (p. 1377)
 Ses adts n°s 228, 46, 383 à 385 : adoptés (p. 1379 et s.)
 Son adt n° 229 (p. 1393)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Son adt n° 234 rectifié : adopté (p. 1435)

Avant l'article 6

Son adt n° 249 (objectif de la recherche publique : introduction de la notion de partage des connaissances scientifiques dans les objectifs de la recherche publique) : adopté (p. 1445)

Article 6 (développement d'une capacité d'expertise)

Son adt n° 250 : adopté (p. 1445)

Après l'article 6

Son adt n° 251 (établissements publics à caractère scientifique et technologique : contrôle financier : évaluation annuelle) (p. 1445) : rejeté (p. 1446)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 252 (p. 1458)

Article 9 (valorisation des activités de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technique -EPST)

Son adt n° 376 (p. 1462)

Article 10 (valorisation des activités de recherche des établissements publics d'enseignement supérieur)

Son adt n° 377 (p. 1463)

Article 10 bis (offrir la possibilité aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et aux réseaux thématiques de recherche avancée de se doter de SAIC)

Son adt n° 253 : adopté (p. 1463)

Article 17 (statut et mission de l'Institut et des académies)

Son adt n° 257 : adopté (p. 1474)

Après l'article 18

Son adt n° 255 rectifié (dispositions relatives aux marchés publics pour ce qui concerne l'Institut et les académies) : adopté (p. 1474)

Article 19 (approbation des statuts et règlements de l'Institut et des académies par décret en Conseil d'Etat)

Son adt n° 256 rectifié : adopté (p. 1474)

Avant l'article 20

Son adt n° 258 rectifié (formation doctorale et titre de docteur) (p. 1475) : retiré (p. 1477)
 Ses explications de vote (p. 1569)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1570)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2440)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2442)

Son intervention (p. 2446)

Thèmes :

Recherche : effectifs (p. 2440, 2447)
 Recherche : généralités (p. 2440)
 Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 2447)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2442, 2447)
 Recherche : chercheurs (p. 2447)
 Recherche : crédits (p. 2446, 2447)
 Recherche : innovation (p. 2447)
 Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2446, 2447)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2447)

Jean LASSALLE

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Vice-président de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 2 février 2006] (p. 1788)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3237 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à faire toute la lumière sur la chaîne de décision ayant abouti à la réintroduction en 2006 de quatre ours dans les Pyrénées et à évaluer le coût et l'efficacité des dispositifs engagés par les pouvoirs publics et les associations de protection de la nature en faveur de l'ours depuis quarante ans [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Cachemire. Séisme, aide humanitaire [26 octobre 2005] (p. 5880)

DÉBATS

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Son intervention (p. 4730)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4731)
 Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4731)
 Union européenne : directives : bruit (p. 4730)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4735)

Article 2 (droit d'accès aux informations relatives à l'environnement)

Ses interventions (p. 4737 et s.)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4796)

Thème :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4797)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son intervention (p. 5288)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son intervention (p. 5294)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5299)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Son intervention (p. 5309)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Son intervention (p. 5320)

Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)

Son intervention (p. 5324)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6494)

Son intervention (p. 6496)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6496)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6496)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6933)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7756)

Thèmes :

Animaux : ours (p. 7758)

Environnement : Natura 2000 (p. 7758)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7757)

Union européenne : directives : environnement (p. 7758)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 2 (décret de création du parc national)

Ses adts n°s 240 et 239 (p. 7814)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Son ss-adt n° 245 à l'adt n° 39 rectifié de la commission : adopté (p. 7815)

Son ss-adt n° 246 à l'adt n° 39 rectifié de la commission (p. 7815)

Son adt n° 243 (p. 7815)

Son intervention (p. 7818)

Son adt n° 244 deuxième rectification (p. 7820)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7826 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Son ss-adt n° 247 à l'adt n° 69 deuxième rectification de la commission (p. 7829)

Son adt n° 249 (p. 7831)

Son intervention (p. 7833)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Son adt n° 250 (p. 7835)

Son intervention (p. 7838)

Son adt n° 251 (p. 7839)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Son intervention (p. 7842)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de la commission (création des parcs naturels urbains) (p. 7854)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Son intervention (p. 7855)

Après l'article 15

Son adt n° 237 (suspension de l'application des dispositions du code de l'environnement portant sur les sites Natura 2000) (p. 7860) : rejeté (p. 7862)

Ses explications de vote (p. 7863)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7863)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8066)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3565)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3571)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son intervention (p. 3262)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 3663)

Jean LAUNAY

Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 16 février 2006] (p. 2384)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur l'action culturelle diffuse, instrument de développement des territoires [7 juin 2006] (n° 3127)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Son intervention (p. 4728)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 4730)

Associations : environnement (p. 4729)

Déchets, pollutions et nuisances : décharges (p. 4729)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transport (p. 4729)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 4730)

Énergie et carburants : énergie éolienne (p. 4728)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 4728)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 4730)

Union européenne : directives : environnement (p. 4728)

Ses explications de vote (p. 4741)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6581)

Thème :

Eau : assainissement (p. 6581)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6461)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6462)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 6462)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6462)

Coopération intercommunale (p. 6462)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6462)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6462)

Régions : contrats de plan Etat-régions : politique sociale (p. 6462)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6462)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 325)

Après l'article 25

Son adt n° 624 (retour de droit à une collectivité ou à un EPCI en cas de mise à disposition gratuite d'un service public) : rejeté (p. 482)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 25

Son adt n° 135 (modalités de retour aux collectivités territoriales des biens précédemment cédés pour le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 4006)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 169 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 940)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3294 et s.)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3338) : rejetée (p. 3346)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3355)

Son intervention (p. 3379)

Thèmes :

Agriculture : irrigation (p. 3341)

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3339)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : réforme (p. 3342)

Chasse et pêche : pêche (p. 3380)

Collectivités territoriales : compétences : eau (p. 3340)

Constitution : préambule (p. 3342)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3341)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3339)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3339)

Eau : services publics (p. 3341)

Eau : agences : financement (p. 3339, 3355)

Eau : eau potable : accès (p. 3338)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 3341)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3342)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3339, 3380)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3341, 3380)

Eau : police de l'eau (p. 3340)

Eau : pollution : recherche (p. 3341)

Eau : qualité (p. 3338, 3355)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3339)

Environnement : changements climatiques (p. 3341)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3342)

Environnement : protection de la nature : information (p. 3341)

Environnement : zones humides (p. 3339, 3355)

Politique économique : prix : eau (p. 3341)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3338)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3339, 3380)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 620 de M. André Chassaigne (reconnaissance du droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental) (p. 3395)

Intervient sur l'adt n° 943 de M. Jean Gaubert (reconnaissance du caractère public de la gestion de la ressource en eau) (p. 3395)

Son adt n° 558 rectifié (reconnaissance du droit à l'eau comme un droit fondamental de la personne humaine) (p. 3395) : rejeté (p. 3396)

Son adt n° 428 rectifié (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) : rejeté (p. 3396)

Son adt n° 369 (création d'un Haut Conseil des services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 3396) : rejeté (p. 3397)

Son adt n° 370 (définition générique du service public de l'eau) (p. 3397) : rejeté (p. 3398)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3399)

Son adt n° 371 (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 3398) : rejeté (p. 3401)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son adt n° 430 rectifié (p. 3402)

Après l'article 1er

Son adt n° 429 (affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale) (p. 3405) : rejeté (p. 3406)

Son adt n° 434 (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) : rejeté (p. 3406)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 435 (p. 3408)

Son adt n° 437 : adopté (p. 3408)

Ses adts n°s 436 et 438 (p. 3408 et s.)

Son adt n° 440 rectifié : adopté (p. 3409)

Ses adts n°s 441 rectifié et 439 (p. 3409 et s.)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Ses interventions (p. 3410 et s.)

Son adt n° 444 (p. 3411)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses interventions (p. 3412 et s.)

Ses ss-adts n°s 948 et 949 à l'adt n° 132 de la commission (p. 3413 et s.)

Son adt n° 448 (p. 3414)

Son adt n° 451 : adopté (p. 3417)

Ses adts n°s 450, 454 à 456 (p. 3417 et s.)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses adts n°s 480 et 481 (p. 3499)

Son intervention (p. 3500)

Après l'article 5

Son adt n° 372 (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3506) : rejeté (p. 3507)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 484 (p. 3513)

Après l'article 7

Son adt n° 485 (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) : rejeté (p. 3515)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son intervention (p. 3522)

Ses adts n°s 362 rectifié (de suppression) et 363 (p. 3522)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Son intervention (p. 3525)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Ses adts n°s 549 et 550 (p. 3527)

Son intervention (p. 3529)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 19 rectifié du Gouvernement (compensation versée par l'Etat à la commune de Lanslebourg Mont Cenis et au département de la Savoie des exonérations et avantages accordés au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3557)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de M. Yves Cochet (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Son adt n° 551 (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) : retiré (p. 3558)

Après l'article 19 bis

Son adt n° 588 (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) : retiré (p. 3560)

Intervient sur l'adt n° 21 rectifié du Gouvernement (gestion des sites Natura 2000 en mer) (p. 3561)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3561)

Après l'article 20

Son adt n° 590 (extension des compétences des maires en matière de police des baignades et activités nautiques à l'ensemble des eaux intérieures) : rejeté (p. 3564)

Après l'article 20 bis

Son adt n° 1248 (intégration du concept de "gestion durable et équitable" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) : rejeté (p. 3567)

Son adt n° 1247 (remplacement du terme "bactériologiques" par "microbiologiques" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) (p. 3567) : retiré (p. 3568)

Son adt n° 587 rectifié (obligation pour tout navire accédant aux ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux zones de mouillages et d'équipement léger d'être équipés de réservoirs de stockage des eaux noires) : adopté (p. 3568)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Ses ss-adts n°s 1086 rectifié et 1029 rectifié à l'adt n° 199 rectifié de la commission (p. 3571)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 553 de M. Pierre Ducout (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3574)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Ses adts n°s 375, 554 et 555 (p. 3584 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 211 deuxième rectification de la commission (coordination dans le code de la construction et de l'habitation) (p. 3585)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3592)

Intervient sur l'ad n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Son ad n° 557 (encouragement à l'utilisation des eaux pluviales dans les sanitaires des établissements publics) : rejeté (p. 3596)

Après l'article 24 ter

Son ad n° 599 (encouragement à la consommation d'eau des réseaux publics de distribution d'eau potable dans les établissements scolaires) : rejeté (p. 3598)

Après l'article 25

Son ad n° 602 (attributions des régies communales dotées de la personnalité morale) : rejeté (p. 3600)

Son ad n° 377 (autorisation de constituer une régie commune pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif) (p. 3600) : rejeté (p. 3601)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 3603)

Ses adts n°s 608 et 609 (p. 3603)

Après l'article 26

Son ad n° 616 (consultation du conseil de la concurrence sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau par les collectivités de plus de 100 000 habitants) : rejeté (p. 3607)

Son ad n° 614 (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) : rejeté (p. 3607)

Son ad n° 615 (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3607) : rejeté (p. 3608)

Article 26 bis (composition de la commission d'ouverture des plis)

Son intervention (p. 3608)

Après l'article 26 bis

Son ad n° 376 (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable ou de l'assainissement) : rejeté (p. 3608)

Son ad n° 380 rectifié (indication de la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution d'un contrat dans le rapport annuel du délégataire) (p. 3608) : rejeté (p. 3609)

Son ad n° 618 (inventaire du patrimoine du délégant de services publics de distribution d'eau et d'assainissement) : rejeté (p. 3609)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son ad n° 652 : adopté (p. 3609)

Son ad n° 653 (p. 3609)

Son ad n° 654 : adopté (p. 3609)

Ses adts n°s 379, 655, 675 et 676 (p. 3609 et s.)

Son ad n° 1020 : adopté (p. 3611)

Son ad n° 677 (p. 3612)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 678 de M. Pierre Ducout (abaissement du seuil de création obligatoire des commissions consultatives des services publics locaux) (p. 3615)

Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers)

Ses adts n°s 660, 657, 659 et 658 (p. 3615 et s.)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son intervention (p. 3661)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Ses interventions (p. 3664 et s.)

Son ad n° 356 (de suppression) : adopté (p. 3665)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 361 de M. Jean-Yves Le Drian (droit à l'expérimentation pour les collectivités territoriales dans les domaines de la protection et la gestion de la ressource en eau) (p. 3668)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Ses adts n°s 410 et 358 (p. 3670 et s.)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3674)

Après l'article 33

Son ad n° 416 rectifié (avis de la commission locale de l'eau sur l'évolution possible des aménagements hydrauliques, lors du renouvellement des concessions.) : rejeté (p. 3678)

Après l'article 34

Son ad n° 409 (convocation par le préfet coordonnateur du bassin versant de la commission locale de l'eau ou d'une conférence des acteurs de l'eau en cas de sécheresse) : rejeté (p. 3680)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses ss-adts n°s 385 et 1030 à l'ad n° 246 de la commission (p. 3684)

Son ad n° 383 (p. 3687)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3693)

Son ss-ad n° 1032 à l'ad n° 250 de la commission (p. 3694)

Son ad n° 422 : adopté (p. 3702)

Ses adts n°s 697, 423, 698 et 394 (p. 3703 et s.)

Son ad n° 696 (p. 3704)

Article 38 (obligations déclaratives, contrôle et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3706)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son ad n° 404 (de suppression) (p. 3709)

Ses ss-adts n°s 1034, 1035 et 1033 à l'ad n° 262 rectifié de la commission (p. 3710)

Article 42 (approbation des statuts des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique)

Son ad n° 365 (p. 3716)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques)

Ses adts n°s 872, 366 (p. 3717, 3718)

Article 44 (Comité national de la pêche professionnelle en eau douce)

Son ad n° 368 (p. 3719)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son ad n° 367 (p. 3719)

Après l'article 46

Son ad n° 1092 (majoration l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) : rejeté (p. 3720)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 3723)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3725, 3736)

Ses adts n°s 805 et 806 (p. 3731)

Son ss-ad n° 1091 à l'ad n° 253 de la commission (p. 3732)

Ses adts n°s 401, 807 à 809, 402 rectifié, 810, 399, 811, 812, 814, 397, 816, 699, 396, 364, 734 et 817 (p. 3737 et s.)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3791)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3792)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4870 et s.)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1381, posée le 17 janvier 2006. Coopération intercommunale. Fonctionnement (J.O. Questions p. 374). Appelée le 17 janvier 2006. Réglementation, réforme (p. 22)

n° 1708, posée le 27 juin 2006. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités (J.O. Questions p. 6666). Appelée le 27 juin 2006. Enseignants, enseignement privé, enseignement public, disparités (p. 4535)

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

*Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2005] (p. 19625)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 décembre 2005] (p. 19625)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19781)

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'observatoire national des zones urbaines sensibles [J.O. du 3 mai 2006] (p. 6567)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Logement social. [9 novembre 2005] (p. 6595)
Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [15 novembre 2005] (p. 6753)

Logement. Politique du logement. [29 mars 2006] (p. 2314)
Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [30 mai 2006] (p. 3787)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Manifeste la vive protestation de son groupe contre les conditions d'opacité dans lesquelles a été examiné le budget reporté relatif à la ville et au logement et demande une suspension de séance [21 novembre 2005] (p. 7262)

Regrette que les adts relatifs à l'abondement du budget de la ville et du logement n'aient pas été communiqués plus tôt ce qui aurait permis de préparer les interventions des députés en connaissance de cause et demande à la ministre de confirmer les montants évoqués et de préciser leur destination [21 novembre 2005] (p. 7266)

Indique que son groupe sera attentif à ne pas prolonger la discussion des amendements à nouveau présentés en deuxième lecture [15 décembre 2005] (p. 8421)

Estime qu'il est déraisonnable d'examiner un amendement aussi important à partir de onze heures du soir [19 janvier 2006] (p. 265)

Demande au Gouvernement un engagement formel de ne pas remettre en cause l'article 55 de la loi SRU et rappelle l'importance du principe du quota de 20 % de logements sociaux au sein des communes [24 janvier 2006] (p. 293)

Espère que les sénateurs reprendront l'idée de comité de pilotage et aurait souhaité une réponse du ministre [26 janvier 2006] (p. 462)

Rappelle à la suite de l'intervention de M. Rivière que, dans un Etat laïque, aucune discrimination ne peut être exercée en raison de la conviction religieuse. Son groupe s'opposera aux idées contraires aux principes républicains et à la Convention européenne des droits de l'homme [3 mai 2006] (p. 2874)

Juge que l'adt n° 38 de M. Guillaume, non défendu en raison de son absence, mettait en lumière une incohérence entre l'article 12 du projet de loi et l'allongement de la durée de séjour nécessaire pour obtenir le regroupement familial [4 mai 2006] (p. 3031)

Demande s'il est vrai, comme le prétend la presse, que M. Ollier retire son amendement modifiant les dispositions de l'article 55 de la loi SRU et, en ce cas, pourquoi la commission des affaires sociales n'en est toujours pas avertie [31 mai 2006] (p. 3850)

Demande que les parlementaires soient informés au plus tôt des nouvelles dispositions annoncées par M. Ollier permettant l'accession sociale à la propriété, sans remise en cause de l'article 55 de la loi SRU [31 mai 2006] (p. 3883)

Demande une suspension de séance car il estime que le rythme de discussion des amendements est trop rapide [31 mai 2006] (p. 3885)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5202)

Article 2 (définition de la réitération)

Son intervention (p. 5207)

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5225)

Thèmes :

Baux : baux d'habitation : loyers (p. 5226)
Logement : immeubles collectifs : prévention (p. 5225)
Logement : logement social : équipement (p. 5225 et s.)
Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 5226)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur avertisseur autonome de fumée)

Ses interventions (p. 5235 et s.)

Article 3 (sanction du dispositif)

Son intervention (p. 5238)
Ses explications de vote (p. 5239)
Vote contre du groupe socialiste (p. 5239)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 25

Son adt n° 181 (logement social – exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5596) : retiré (p. 5598)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7225)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7262, 7266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 7225, 7227)
Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : crédits (p. 7228)
Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7227)
Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 7228)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7228)
Ordre public : violences urbaines (p. 7225)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7226)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8424)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 décembre 2005] (p. 8421)

Thèmes :

Baux : baux d'habitation : prorogation (p. 8426)
Baux : Commission nationale de concertation (p. 8425)
Collectivités territoriales : compensations financières (p. 8425)
Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : taux réduit (p. 8425)
Logement : mixité sociale (p. 8426)
Logement : ventes à la découpe (p. 8425)
Professions immobilières : marchands de biens (p. 8426)
Urbanisme : droit de préemption urbain (DPU) (p. 8426)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 8438)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi lors d'une vente en bloc d'un

immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel de plus de dix logements)

Son adt n° 9 : adopté (p. 8439)

Ses adts n° 11, 10 et 12 (p. 8439 et s.)

Son intervention (p. 8443)

Après l'article 1er

Son adt n° 14 (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique qui proroge le bail de six ans) : rejeté (p. 8443)

Son adt n° 16 (renouvellements du bail de six ans, même si le nouvel acquéreur est une personne physique) : rejeté (p. 8445)

Son adt n° 17 (enquête publique à la demande du tiers des locataires) (p. 8445) : rejeté (p. 8446)

Article 2 (extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation)

Son adt n° 18 (p. 8446)

Article 3 (annulation du congé pour vente - dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente)

Ses adts n° 19 et 32 rectifié (p. 8448)

Après l'article 3

Son adt n° 20 (exonération des droits de mutation réduite à un an pour les marchands de biens en cas de vente à la découpe, fixée à quatre ans s'ils renoncent au congé pour vente, et portée à six ans pour les organismes sociaux redressant les copropriétés en difficulté) : rejeté (p. 8449)

Son adt n° 23 (moratoire sur les ventes à la découpe) : rejeté (p. 8449)

Son adt n° 24 (application de la loi aux opérations en cours) : rejeté (p. 8450)

Son adt n° 26 (interdiction du congé pour vente avant six ans pour les marchands de biens) : rejeté (p. 8450)

Son adt n° 21 (définition de la profession de marchand de biens) (p. 8450) : rejeté (p. 8451)

Son adt n° 22 rectifié (statut professionnel des marchands de biens) (p. 8450) : rejeté (p. 8451)

Son adt n° 25 (motifs d'interdiction d'exercice de l'activité de marchand de biens) (p. 8450) : rejeté (p. 8451)

Ses explications de vote (p. 8451)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8451)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3900)

Thèmes :

Baux : accords collectifs de location (p. 3900)
Baux : locataires : droit de préemption (p. 3900)
Conseil constitutionnel : jurisprudence : locataires (p. 3900)
Logement : mixité sociale (p. 3900)
Lois : rétroactivité des lois (p. 3900)
Ses explications de vote (p. 3902)
Vote contre du groupe socialiste (p. 3902)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 130)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 185) : rejetée (p. 192)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 131, 185)
Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 188)
Communes : finances : logement social (p. 186, 189)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 186)
Logement : habitat insalubre (p. 185)
Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 185)
Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 188)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 187)

- Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 185 et s.)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 185, 187)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 131, 188)
 TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 187)
- Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)**
- Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)*
 Ses adts n^{os} 302 et 303 (p. 195 et s.)
 Son intervention (p. 197)
 Son adt n^o 304 (p. 198)
 Son adt n^o 305 : adopté (p. 200)
- Article 1er bis (transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune)*
 Son intervention (p. 212)
- Après l'article 1er bis*
 Son adt n^o 326 (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 213) : rejeté (p. 215)
- Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)*
 Ses adts n^{os} 315 rectifié, 671 et 311 (p. 216, 222, 227)
 Ses interventions (p. 233 et s.)
- Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)*
 Son intervention (p. 237)
- Après l'article 3 sexies*
 Intervient sur l'adt n^o 107 de M. Patrick Braouezec (encadrement des ventes à la découpe avec l'institution d'un permis de diviser) (p. 241)
- Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes)*
 Son intervention (p. 242)
 Son adt n^o 356 (p. 242)
- Article 4 bis (droit de préemption urbain sur les parts des sociétés civiles immobilières)*
 Son intervention (p. 243)
- Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)*
 Ses adts n^{os} 360 et 361 rectifié (p. 252 et s.)
- Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)*
 Son adt n^o 363 (p. 253)
- Article 4 sexies (majoration de la base de la taxe locale d'équipement)*
 Son adt n^o 365 (p. 254)
- Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)*
 Ses adts n^{os} 369 à 371 (p. 254 et s.)
- Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)*
 Ses interventions (p. 260 et s.)
 Ses adts n^{os} 374, 375 et 372 (p. 260 et s.)
- Après l'article 5*
 Intervient sur l'adt n^o 46 rectifié de la commission (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les estimations des services des domaines dans le cadre de la vente d'un logement social) (p. 263)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 janvier 2006] (p. 265)
- Article 5 quinquies (possibilité pour les communes de bénéficier d'aides ou de prêts accordés par l'Etat pour le financement de logements locatifs sociaux)*
 Son adt n^o 638 (p. 267)
- Après l'article 5 quinquies*
 Intervient sur l'adt n^o 398 de M. Jacques Myard (aides publiques en faveur de l'investissement pour les logements destinés aux primo acquérants ne dépassant pas un plafond de ressources et d'apport personnel) (p. 305)
 Son adt n^o 401 (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 304) : rejeté (p. 305)
 Intervient sur l'adt n^o 400 rectifié de Mme Christine Boutin (institution de sociétés civiles immobilières par capitalisation créées par des organismes HLM) (p. 307)
 Son adt n^o 395 (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) : adopté (p. 307)
 Intervient sur l'adt n^o 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 310)
 Intervient sur l'adt n^o 620 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) (p. 311)
- Avant l'article 6*
 Son adt n^o 342 (rapport au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 313) : rejeté (p. 314)
- Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)*
 Ses interventions (p. 314, 320)
 Son adt n^o 383 : adopté (p. 319)
 Ses adts n^{os} 384 et 385 (p. 320 et s.)
- Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)*
 Son intervention (p. 324)
- Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)*
 Son intervention (p. 349)
- Après l'article 7 quater*
 Intervient sur l'adt n^o 54 de la commission (immeubles d'habitation exonérés de droits de succession si les héritiers s'engagent à leur conserver un usage locatif pendant neuf ans) (p. 351)
- Article 7 sexies (remise sur le marché des logements vacants situés au-dessus des commerces)*
 Son adt n^o 676 : adopté (p. 352)
 Son adt n^o 511 rectifié (p. 353)
- Après l'article 7 septies*
 Intervient sur l'adt n^o 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 354 et s.)
 Intervient sur l'adt n^o 412 de Mme Élisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 356)
 Intervient sur le sous-adt n^o 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n^o 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 360)
- Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)*
 Son intervention (p. 362)
 Son adt n^o 472 (de suppression) (p. 362)
- Après l'article 8*
 Intervient sur l'adt n^o 57 de la commission (garantie pour les fonctionnaires territoriaux de pouvoir conserver leur statut en cas de regroupement d'un office public de l'habitat et d'une société d'économie mixte) (p. 378)
 Son adt n^o 422 (article L. 121-4 du code de l'urbanisme : ajout des organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires d'immeubles situés dans le périmètre des SCOT ou des PLU à la liste des établissements et des collectivités associés à l'élaboration de ces SCOT et PLU) : rejeté (p. 378)
- Article 8 quater (gouvernance des sociétés anonymes d'HLM)*
 Son adt n^o 483 rectifié (p. 379)
- Article 8 quinquies (compétences de syndic des sociétés anonymes HLM et des sociétés anonymes coopératives de production HLM)*

Son adt n° 489 (p. 380)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 463 de M. Jean-Pierre Nicolas (compétence des organismes d'HLM pour se porter acquéreurs d'un immeuble isolé vendu intégralement en l'état futur d'achèvement par un maître d'ouvrage privé) (p. 381)

Intervient sur l'adt n° 612 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 613 de M. François Scellier (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Son adt n° 611 (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) : adopté (p. 382)

Son adt n° 637 (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) : adopté (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. François Brottes (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 390)

Article 8 sexies (renforcement du rôle du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son adt n° 494 (p. 390)

Son intervention (p. 391)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 391)

Son ss-adt n° 692 (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 397) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 400)

Son ss-adt n° 693 (inclusion des logements en accession dans le décompte des 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU seulement en cas de maintien sur le territoire concerné d'une offre locative sociale identique) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (p. 401) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 402)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 403)

Son adt n° 431 (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) : rejeté (p. 409)

Son adt n° 673 rectifié (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 409) : rejeté (p. 411)

Intervient sur l'adt n° 657 de M. Patrick Braouezec (article L. 302-7 du code de la construction : pénalité encourue par les communes) (p. 442)

Son adt n° 441 (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 443) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 445)

Son adt n° 442 (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 445) : rejeté (p. 446)

Son adt n° 325 rectifié (cession par l'Etat d'immeubles de son domaine privé : obligation pour l'acquéreur d'y réaliser des logements sociaux) (p. 449) : rejeté (p. 450)

Son adt n° 443 rectifié (maires tenus de présenter six mois avant le terme de leur mandat un rapport présentant

l'ensemble des opérations établies au titre des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) : rejeté (p. 460)

Son adt n° 436 (création d'une part supplémentaire au sein de la dotation forfaitaire des communes pour tenir compte de leur effort en matière de construction de logement locatif social) : rejeté (p. 460)

Son adt n° 435 (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France pour les communes dont le pourcentage de logements locatifs sociaux est inférieur à 15 %) : rejeté (p. 461)

Son adt n° 437 (application du coefficient de pondération à la dotation de base des EPCI afin de tenir compte de leur effort en faveur de la construction locative sociale) : rejeté (p. 461)

Son adt n° 438 (inclusion du nombre de logements sociaux dans les critères prioritaires de versement de la dotation de solidarité communautaire) : rejeté (p. 461)

Son adt n° 434 rectifié (conditions du remboursement d'une partie des pénalités imposées aux communes ne remplissant pas le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) : retiré (p. 461)

Son adt n° 426 (dotation forfaitaire des communes diminuée de l'écart avec le taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 461) : retiré (p. 462)

Article 8 decies (plan départemental de l'habitat)

Son intervention (p. 462)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 janvier 2006] (p. 462)

Après l'article 8 decies

Intervient sur l'adt n° 264 de Mme Martine Billard (possibilité de déléguer l'aide à la pierre à la région en Ile-de-France) (p. 463)

Article 9 (rôle des EPCI, des commissions départementales de médiation et des préfets dans l'attribution des logements locatifs sociaux)

Ses adts n°s 522 (de suppression), 523, 548, 575 et 524 (p. 463, 465 et s.)

Article 10 (réforme du dispositif du supplément de loyer de solidarité)

Ses adts n°s 512 (de suppression), 513 et 514 (p. 467 et s.)

Après l'article 10 bis

Son adt n° 406 (rapport annuel au Parlement faisant apparaître les aides publiques en faveur du logement social) : retiré (p. 469)

Son adt n° 454 (abrogation de l'article 60 - permettant au préfet de déléguer tout ou partie de son "contingent" de réservations de logements - de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) (p. 469) : rejeté (p. 470)

Son adt n° 446 (institution dans chaque département d'une conférence de l'habitat) : rejeté (p. 470)

Avant l'article 11 A

Intervient sur l'adt n° 685 rectifié de M. Gérard Hamel (fiscalité allégée pour les centres d'hébergement d'urgence) (p. 470)

Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son adt n° 584 (p. 471)

Son adt n° 585, deuxième rectification : adopté (p. 471)

Ses adts n°s 586 et 587 (p. 471 et s.)

Après l'article 18

Son adt n° 634 (négociation d'accords collectifs d'amélioration du patrimoine et information des locataires sur la liste des charges récupérables) : rejeté (p. 474)

Intervient sur l'adt n° 419 rectifié de M. François Brottes (versement échelonné du dépôt de garantie) (p. 475)

Son adt n° 418 (interdiction pour les bailleurs de demander aux locataires le cautionnement solidaire d'un tiers) : retiré (p. 475)

Son adt n° 636 (normes de réparation des ascenseurs) : retiré (p. 476)

Son adt n° 635 (modalités de calcul des charges récupérables) : adopté (p. 477)

Avant l'article 19

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Louis Dumont (nouvelle dénomination du syndicat à forme coopérative : "syndicat coopératif") (p. 477)

Intervient sur l'adt n° 602, deuxième rectification de Mme Odile Saugues (imputation par le syndicat de copropriété des frais de recouvrement d'une créance à l'encontre d'un propriétaire débiteur) (p. 477)

Intervient sur l'adt n° 564 de M. Jean-Louis Dumont (application du privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires en cas de faillite commerciale ou civile aux charges dues par le failli ou son liquidateur) (p. 478)

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives afin de faciliter la gestion des immeubles) (p. 478)

Article 19 (délai supplémentaire d'adaptation des copropriétés à la loi SRU)

Son intervention (p. 478)

Après l'article 19

Son adt n° 558 (maires habilités à délivrer les autorisations de changement d'usage des logements) : rejeté (p. 478)

Son adt n° 559 (instauration d'un permis de mise en copropriété) (p. 478) : rejeté (p. 479)

Article 20 (extension du régime du délai de rétractation de l'acquéreur non professionnel d'un bien immobilier)

Intervient sur les adts n° 605, deuxième rectification et 185 de M. Gérard Hamel (p. 479)

Après l'article 22

Ses adts n° 560 et 561 (réglementation de l'activité de marchand de biens) : rejetés (p. 480)

Son adt n° 562 (réglementation de l'activité de marchand de biens afin d'encadrer les ventes à la découpe) : rejeté (p. 480)

Article 23 (versement des deux tiers du montant du 1 % logement aux collecteurs associés de l'Union d'économie sociale du logement)

Son adt n° 647 (p. 481)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 624 de M. Jean Launay (retour de droit à une collectivité ou à un EPCI en cas de mise à disposition gratuite d'un service public) (p. 482)

*Seconde délibération**Article 1er (faciliter la réalisation de logements sur les terrains publics)*

Son intervention (p. 484)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3800) : rejetée (p. 3805)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3833)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3850)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 3801)

Baux : loyers (p. 3803)

État : domaine public : logement social (p. 3803)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3800)

Logement : habitat insalubre (p. 3800)

Logement : HLM : surloyer (p. 3802)

Logement : logement social : construction (p. 3801)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 3800)

Logement : logement social : décentralisation (p. 3800)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : surendettement (p. 3802)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3803, 3834)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : crédits budgétaires (p. 3803)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 3800)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3834)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3801, 3834)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 3801, 3834)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3803)

Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 3801)

Politique économique : libéralisme (p. 3800)

Professions immobilières : marché immobilier : prix (p. 3801)

TVA : taux réduit : énergie et carburants (p. 3802)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 3802)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3800)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)*Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements d'intérêt national)*

Son intervention (p. 3852 et s.)

Ses adts n° 112, 47 et 48 (p. 3852, 3854)

Après l'article 1er

Son adt n° 49 (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat aux fins du logement social) (p. 3856) : rejeté (p. 3857)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 3860 et s.)

Ses adts n° 120, 113, 121 et 122 (p. 3861 et s.)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son intervention (p. 3867)

Son adt n° 53 rectifié : adopté (p. 3868)

Après l'article 4 sexies

Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) (p. 3870)

Article 4 septies supprimé par le Sénat (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Ses adts n° 54, 55 et 56 (p. 3876)

Avant l'article 5

Son adt n° 57 (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3878) : rejeté (p. 3879)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés dans ou à proximité de quartiers de rénovation urbaine)

Ses adts n° 59 et 60 (p. 3879 et s.)

Article 5 bis (bail à construction)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3883)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3884)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3885)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Luc Chatel (garantie des emprunts immobiliers des titulaires d'un contrat de travail qui n'est pas à durée indéterminée) (p. 3886)

Après l'article 5 nonies

Son adt n° 114 (modification du code de la consommation prévoyant l'insertion dans toute offre préalable et tout contrat de crédit immobilier d'une clause permettant à l'emprunteur, lors de la survenance d'événements graves affectant en dehors de sa volonté ses ressources, de reporter ou de moduler le paiement des mensualités dues sans pénalité et sans souscrire une assurance) : rejeté (p. 3888)

Son adt n° 196 (information des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif sur les dispositifs tendant à conventionner le logement et à sécuriser le paiement du loyer) : rejeté (p. 3888)

Avant l'article 6

Son adt n° 194 (extension du décret encadrant les loyers en Ile-de-France à d'autres zones géographiques) (p. 3903) : rejeté (p. 3904)

Son adt n° 63 (rapport annuel au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 3904) : rejeté (p. 3905)

Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Ses interventions (p. 3905 et s.)

Ses adts n°s 188, 68, 127 rectifié, 189 et 69 (p. 3905, 3907)

Après l'article 6

Son adt n° 190 (mise en place d'un dispositif de garantie des risques locatifs pour le parc privé conventionné ANAH) : retiré (p. 3909)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Ses adts n°s 146 (de suppression), 70, 71 et 137 (p. 3916 et s.)

Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)

Son intervention (p. 3922)

Ses adts n°s 74 et 75 (p. 3925)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son adt n° 76 (de suppression) (p. 3925)

Article 8 ter (extension des compétences des organismes HLM)

Son intervention (p. 3927)

Après l'article 8 ter

Son adt n° 191 (extension du rôle des agences immobilières à vocation sociale) (p. 3927) : rejeté (p. 3928)

Après l'article 8 quater

Intervient sur l'adt n° 115 de M. François Brottes (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3928)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Jean-Louis Dumont (possibilité pour les organismes HLM de vendre une partie de leur parc en accession à la propriété sans contrainte de plafond de ressources) (p. 3929)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses adts n°s 78 à 80 (p. 3930, 3933)

Article 8 septies E (prise en compte pendant cinq ans dans le quota de logements sociaux des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage)

Son adt n° 81 (de suppression) : adopté (p. 3934)

Article 8 septies F (prise en compte, au titre de l'article 55 de la loi SRU des logements sociaux pendant cinq ans après leur déconventionnement)

Ses adts n°s 82 (de suppression) et 145 (p. 3934 et s.)

Après l'article 8 septies F

Son adt n° 83 (diminution de la dotation forfaitaire des communes en cas de non respect du quota de 20 % de logements sociaux prévu à l'article 55 de la loi SRU) : rejeté (p. 3935)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accession sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3938 et s.)

Ses adts n°s 61 (de suppression) et 62 (p. 3942)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Ses adts n°s 94, 98, 99, 97 et 96 (p. 3942 et s.)

Son adt n° 155 : adopté (p. 3943)

Ses adts n°s 89, 87 et 95 (p. 3944)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Patrick Braouezec (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux) (p. 3945)

Son adt n° 93 (rapport de fin de mandat sur la situation du logement locatif social d'une communauté ou d'un groupement de communes) : rejeté (p. 3945)

Son adt n° 90 (création d'une part supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes liée à l'effort réalisé en matière de logement social) : rejeté (p. 3945)

Son adt n° 88 (majoration du versement au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements sociaux) : rejeté (p. 3945)

Son adt n° 91 (création d'un coefficient de pondération de la dotation de base des établissements publics de coopération intercommunale en fonction de leurs efforts en faveur de la construction de logements sociaux) : rejeté (p. 3945)

Son adt n° 92 (prise en compte du nombre de logements sociaux dans le calcul de la dotation de solidarité communautaire) : rejeté (p. 3945)

Après l'article 8 undecies

Son adt n° 195 (participation des associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées au programme local de l'habitat) : rejeté (p. 3945)

Son adt n° 100 (abrogation des dispositions de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales déléguant le contingent préfectoral aux maires et présidents de groupements de communes) : rejeté (p. 3945)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Ses adts n°s 102 (de suppression), 193, 149, 116, 148, 192 et 150 (p. 3993 et s.)

Après l'article 9

Son adt n° 129 rectifié (création d'une conférence départementale de l'habitat) (p. 3995) : rejeté (p. 3996)

Article 10 (réforme des suppléments de loyers de solidarité)

Son adt n° 103 (de suppression) (p. 3996)

Après l'article 10

Son adt n° 117 (rapport annuel au Parlement, annexé à la loi de finances, sur l'efficacité des aides publiques au logement) (p. 3996) : rejeté (p. 3997)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Ses adts n°s 151 et 152 (p. 3998)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son adt n° 130 (p. 3999)

Après l'article 17

Son adt n° 118 (échelonnement du paiement du dépôt de garantie par le locataire) (p. 4002) : rejeté (p. 4003)

Après l'article 25

Son adt n° 133 rectifié (transfert au maire de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation) : rejeté (p. 4006)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4710)

Ses interventions (p. 4713 et s.)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 4714)

Baux : loyers (p. 4714)

Logement : fonds publics (p. 4715)

Logement : TVA (p. 4715)

Logement : HLM (p. 4714)

Logement : logement social (p. 4713 et s.)

Logement : mixité sociale (p. 4715)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4715)

Urbanisme : réserves foncières (p. 4715)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4713 et s.)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2874)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2905, 2917)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad. n° 279 de M. Bernard Roman (instauration d'une peine de privation des droits civiques pour les employeurs de main-d'œuvre en situation irrégulière) (p. 3020)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son intervention (p. 3025)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 3031)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Son intervention (p. 3107)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Ses interventions (p. 3126 et s.)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4438)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4438 et s.)

Aménagement du territoire : politique de la ville : Cour des comptes (p. 4439)

Associations (p. 4439 et s.)

Etat : structures gouvernementales : agences (p. 4439)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4439)

Logement : logement social (p. 4440)

Logement : logement social : Cour des comptes (p. 4441)

Ordre public : violences urbaines (p. 4438)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4439 et s.)

Marylise LEBRANCHU

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19781)

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 24 février 2006] (p. 2929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Entreprises d'insertion. Récupération du textile, taxe [21 décembre 2005] (p. 8579)

Transports par eau. Ports. Accès au marché des services portuaires, politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 106)

Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2478)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste sur le respect dû à l'opposition, en particulier envers son groupe, lequel présente des positions argumentées sur la nocivité du CPE, explicite l'exemple du CNE [8 février 2006] (p. 946)

Réclame de meilleures conditions de chauffage dans l'hémicycle [2 février 2006] (p. 683)

Demande au nom des grands textes et déclarations relatifs aux droits de l'homme, à la suite de l'intervention de M. Raoult, de ne pas utiliser d'arguments qui humilient des personnes [3 mai 2006] (p. 2872)

Juge injurieux que MM. Dionis du Séjour et Debré accusent l'opposition de "s'amuser" en défendant ses amendements ; elle déclare qu'il sera impossible de revenir sur ce texte s'il est adopté, et que le dépôt d'un aussi grand nombre d'amendements n'a d'autre objet que de permettre aux Français de mesurer les enjeux du débat ; elle souligne que la privatisation de GDF et sa fusion avec Suez ne figuraient pas dans le programme de l'actuelle majorité lorsqu'elle s'est présentée aux élections ; elle considère que le résultat négatif du référendum sur la Constitution européenne démontre le rejet par les citoyens des nouvelles règles de concurrence [13 septembre 2006] (p. 4987)

Répète que le but de l'opposition est de faire durer autant que possible la discussion de ce projet de loi afin de convaincre une partie de la majorité UMP de sa "nocivité" [13 septembre 2006] (p. 4991)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4803)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4803)

Baux : fermage (p. 4803)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4804)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5123 et s.)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Ses interventions (p. 5130 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : Ile-et-Vilaine (p. 6862)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6863)

Élevage : bâtiments : mise aux normes (p. 6862)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 6221)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)
Ses interventions (p. 7310, 7343, 7347, 7354, 7370, 7374 et s.)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8299)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 8299)
Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8299)
Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8299)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8299)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 152)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 153)
Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 153)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 153)
TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 152)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 153)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (plan d'épargne retraite populaire affecté à l'acquisition de la résidence principale) (p. 312)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 317)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 326)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 683)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 380 de M. Yves Durand (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 709)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son intervention (p. 810)

Après l'article 3

Intervient sur les sous-ads n°s 101 et 422 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 841)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 947)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Son intervention (p. 1362)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2667)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2872)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2921 et s.)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Son intervention (p. 3292)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3301)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4942 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 4987, 4991)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5563 et s.)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5655)

Brigitte LE BRETHON

Calvados (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [8 mars 2006] (p. 1624)

Gilbert LE BRIS
Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2782 visant à permettre à une commune d'instituer un accès payant à certaines portions de voies publiques lors de manifestations culturelles traditionnelles [22 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1539, posée le 4 avril 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3483). Appelée le 4 avril 2006. Fonctionnement, centre hospitalier de Quimperlé (p. 2409)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6368)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6369)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6369)

Défense : renseignement (p. 6369)

Gendarmerie (p. 6369)

Robert LECOUC
Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (E 2103) (n° 3007) [10 mai 2006]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3007 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (E 2103) [4 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (COM (2002) 443 final/E 2103) [4 avril 2006] (n° 3006)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Paul Lecou, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (E 2103) (n° 3007) [10 mai 2006] (n° 3076)

Proposition de loi n° 3149 tendant à ouvrir aux particuliers la possibilité de récupérer la TVA sur les travaux et investissements rendus obligatoires [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [28 février 2006] (p. 1248)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6553)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 6516)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 6515)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Après l'article 14

Son adt n° 70 (financement de la décontamination des anciennes mines d'uranium) : rejeté (p. 2730)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 463 (p. 3421)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Son intervention (p. 4593)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5042)

Jean-Yves LE DÉAUT

Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Président de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3146 visant à suspendre pendant la durée de l'exercice de certains mandats locaux le décompte des trois ans de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude à l'issue des concours de la fonction publique territoriale [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Recherche. Politique de la recherche [30 novembre 2005] (p. 7714)

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [17 mai 2006] (p. 3546)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste pour que le Gouvernement ait le courage de chiffrer en "euros constants" sa programmation de la recherche dont le caractère est prioritaire [1^{er} mars 2006] (p. 1341)

Demande au Gouvernement de s'engager à ce que l'allocation de recherche se monte à une fois et demie le SMIC [2 mars 2006] (p. 1407)

Demande au président de séance de respecter l'expression de l'opposition [2 mars 2006] (p. 1458)

Se déclare rassuré par le rappel des règles de l'immunité parlementaire; il souligne que la Commission européenne considère la fusion entre GDF et Suez incompatible avec les règles du marché commun de l'énergie et avec le fonctionnement de la Commission de régulation de l'énergie; il ajoute qu'il est impossible de débattre sans connaître, ni la position du directeur général de GDF, lequel a obtenu de pouvoir réserver ses conclusions jusqu'à la fin du débat en cours, ni celle du Gouvernement quant à l'avenir du service public étant donné les risques de démantèlement pesant sur GDF; il demande le report de l'examen du texte [7 septembre 2006] (p. 4747)

Demande une suspension de séance pour permettre à M. Brottes de recopier la lettre du commissaire européen chargé du marché intérieur contenant l'avis de la Commission européenne sur l'action spécifique [8 septembre 2006] (p. 4818)

Souligne que les actionnaires de Suez ont fait paraître une publicité dans le journal "Le Monde" dans laquelle ils estiment le projet actuel contraire à leurs intérêts et ajoute que toute revalorisation de Suez ou minoration de GDF serait à la charge du contribuable français [13 septembre 2006] (p. 4992)

Juge "surréaliste", "inutilement long" et "mal préparé" le débat de la veille sur le tarif de retour [19 septembre 2006] (p. 5274)

Demande au Ministre comment il empêchera les suppressions d'emplois consécutives à la fusion entre GDF et Suez [26 septembre 2006] (p. 5565)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876); [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933); [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006); [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113); [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Ses interventions (p. 5033 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad. n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5086)

Après l'article 25

Son adt n° 549 (information du maire sur l'utilisation d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313) : rejeté (p. 5314)

Son adt n° 792 (caractère local de l'autorisation de dissémination d'OGM) (p. 5313) : rejeté (p. 5314)

Son adt n° 548 (information du maire sur la dissémination d'OGM sur le territoire de sa commune) (p. 5313) : rejeté (p. 5314)

Son adt n° 547 (registre national des disséminations d'OGM et informations des autorités locales sur ces disséminations) (p. 5313) : rejeté (p. 5314)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES****Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Son intervention (p. 6305)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) (p. 6305)

Commerce extérieur : Directions régionales du commerce extérieur (DRCE) (p. 6306)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6305)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 6305)

Industrie : chimie : installations classées (p. 6305)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 6305)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6306)

Recherche (p. 6306)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :**

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7131)

Thèmes :

Enseignement supérieur : crédits (p. 7131)

Recherche : emploi (p. 7132)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7132)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7132)

Recherche : chercheurs (p. 7131, 7132)

Recherche : crédits (p. 7131, 7132)

Recherche : recherche industrielle (p. 7132)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624); [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707); [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses adts n°s 340 et 341 (p. 1924 et s.)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279); [1^{er} mars 2006] (p. 1324)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1281)

Son intervention (p. 1298)

Thèmes :
 Enseignement supérieur : doctorats (p. 1281)
 Enseignement supérieur : universités (p. 1298)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 1281, 1298)
 Recherche : organismes (p. 1299)
 Recherche : chercheurs (p. 1269, 1299)
 Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1269)
 Recherche : innovation (p. 1298)
 Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1269)
 Recherche : recherche technologique (p. 1281, 1298)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Avant l'article 1er
 Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Albertini (principe d'intérêt public de la recherche) (p. 1331)
 Son adt n° 325 (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1332)
 Intervient sur l'adt n° 326 de M. François Brottes (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1333)
 Intervient sur l'adt n° 328 de M. Alain Gouriou (équilibre entre le budget de l'Agence nationale de la recherche et celui de la mission interministérielle "recherche et enseignement supérieur") (p. 1335)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)
 Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} mars 2006] (p. 1341)
 Son intervention (p. 1343)

Après l'article 1er
 Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Alain Claeys (rapport du Gouvernement au Parlement sur un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) (p. 1347)
 Intervient sur l'adt n° 338 de M. Alain Claeys (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des niches fiscales dédiées à la recherche) (p. 1348)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)
 Son intervention (p. 1360)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)
 Son intervention (p. 1367 et s., 1379 et s., 1388, 1396)
 Ses adts n°s 317 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1372, 1377)
 Son adt n° 284 (p. 1397)

Après l'article 2
 Intervient sur l'adt n° 265 de la commission (recherche médicale et santé publique : mise en place d'une délégation interministérielle) (p. 1399)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)
 Ses interventions (p. 1401 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2006] (p. 1407)

Après l'article 3
 Intervient sur l'adt n° 296 de M. Pierre Cohen (projets de thèses proposés au mécénat de doctorat : réduction d'impôt) (p. 1410)
 Son adt n° 304 (limitation du nombre de doctorants par professeur) (p. 1411) : adopté (p. 1412)
 Son adt n° 301 (reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives et emploi des docteurs) : rejeté (p. 1412)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)
 Ses interventions (p. 1417 et s.)
 Son adt n° 310 (p. 1426)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation -CNE-)

Son intervention (p. 1439)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 352 (p. 1453)

Ses interventions (p. 1454, 1459 et s.)

Son adt n° 355 (p. 1456)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2006] (p. 1458)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Jean-Michel Fourgous (détachements interentreprises dans les pôles de compétitivité) (p. 1464)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 224 de M. Jean-Michel Fourgous (souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : réductions d'impôt : doublement des plafonds) (p. 1467)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean-Michel Fourgous (obligation pour l'État, les collectivités publiques et les établissements publics dont ils ont la tutelle de faire mention dans leur rapport annuel de la part des achats effectués auprès des PME) (p. 1473)

Avant l'article 20

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission des affaires économiques (formation doctorale) (p. 1476)

Ses explications de vote (p. 1567)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1568)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Son intervention (p. 2442)

Thèmes :

Enseignement supérieur : crédits (p. 2442)

Enseignement supérieur : universités (p. 2442)

Recherche : effectifs (p. 2443)

Recherche : pays en développement (p. 2444)

Recherche : crédits (p. 2443)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 2443)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2443)

Recherche : recherche fondamentale (p. 2442)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2444)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2270)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2270) : rejetée (p. 2277)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2271)

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) : contrôle parlementaire (p. 2274)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2270)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2275)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2272)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 2271)

Energie et carburants : énergie nucléaire : transparence (p. 2271)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2271)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2272)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 2270)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2272)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2271)

Energie et carburants : installations nucléaires : secret défense (p. 2272, 2275)
 Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 2271)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 2274)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2270, 2272)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : privatisations (p. 2272)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : sous-traitance (p. 2274)
 Energie et carburants : substances radioactives (p. 2274)
 Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2271)
 Sécurité publique : risques technologiques : sécurité nucléaire (p. 2273)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son intervention (p. 2321)
 Son adt n° 250 (p. 2323)
 Son ss-adt n° 252 rectifié à l'adt n° 10 deuxième rectification de la commission (p. 2323)

Après l'article 2

Son ss-adt n° 311 (extension des compétences de l'ASN en matière de détention et d'importation des sources radioactives) à l'adt n° 11 rectifié commission (répartition des compétences entre le Gouvernement, les ministres et l'Autorité de sûreté nucléaire - ASN) (p. 2325) : retiré (p. 2326)

Son ss-adt n° 312 (extension des compétences de l'ASN en matière d'agrément d'installations et d'équipements médicaux utilisant des rayonnements ionisants) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2325) : retiré (p. 2326)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Ses adts n°s 251, 228, 229 et 248 (p. 2330)

Après l'article 2 bis

Son adt n° 223 (régime de la transparence des décisions et avis de l'ASN) : adopté après modification (p. 2333)

Article 2 ter A (rapport d'activité de l'ASN)

Son ss-adt n° 230 à l'adt n° 21 rectifié de la commission (p. 2333)

Article 2 decies (services de l'ASN)

Ses adts n°s 249 et 226 (p. 2338)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)

Son intervention (p. 2339)

Article 3 A (rôle de l'Etat en matière d'information du public dans le secteur du nucléaire)

Son ss-adt n° 231 à l'adt n° 32 de la commission (p. 2341)

Article 3 (droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires)

Son intervention (p. 2342)

Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)

Son ss-adt n° 232 à l'adt n° 34 rectifié de la commission (p. 2342)

Article 5 (établissement d'un document à l'usage du public)

Son adt n° 234 (p. 2350)

Article 6 (commissions locales d'information)

Son adt n° 237 rectifié (p. 2351)

Après l'article 6

Son adt n° 236 (régime de la publicité des expertises et travaux réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN) (p. 2354) : rejeté (p. 2355)

Son adt n° 253 (auto-saisine de l'IRSN sur toute question relative à la sûreté nucléaire ou à la radioprotection) (p. 2354) : retiré (p. 2355)

Article 8 (missions du HCT)

Son adt n° 241 (p. 2358)

Article 12 (définition des installations nucléaires de base -INB- et régime juridique qui leur est applicable)

Ses adts n°s 255 et 242 (p. 2360 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 80 de la commission (prévention des risques susceptibles de résulter de l'intervention d'entreprises extérieures) (p. 2366)

Son adt n° 243 (interdiction de la sous-traitance pour certains travaux) (p. 2365) : rejeté (p. 2366)

Son adt n° 244 (participation des salariés à l'élaboration du plan d'urgence interne) : retiré (p. 2367)

Article 32 (coordination avec le code du travail)

Son adt n° 245 (de suppression) (p. 2373)

Article 38 (personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2375)

Ses explications de vote (p. 2377)

Abstention du groupe socialiste (p. 2377)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Après l'article 25

Son adt n° 103 (suspension pendant l'exercice d'un mandat local de la durée d'inscription sur une liste d'aptitude pour l'accès à la fonction publique territoriale) (p. 4657) : rejeté (p. 4658)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4836)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4747) ; [8 septembre 2006] (p. 4818)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4836)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4836)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4837)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4836)

Energie et carburants : tarifs (p. 4836)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4837)

Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4836)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4836)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4836)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4893 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 4992)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5274)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5278)

Ses interventions (p. 5278 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5363)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5366 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5542 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 septembre 2006] (p. 5565)

Jean-Yves LE DRIAN
Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 30

Son adt n° 361 (droit à l'expérimentation pour les collectivités territoriales dans les domaines de la protection et la gestion de la ressource en eau) (p. 3668) : rejeté (p. 3669)

Michel LEFAIT
Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1418, posée le 7 février 2006. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés - Complément - (J.O. Questions p. 1103)

n° 1594, posée le 9 mai 2006. Agriculture. Indemnité compensatrice des handicaps naturels (ICHN) (J.O. Questions p. 4785). Appelée le 9 mai 2006. Conditions d'attribution, zones de marais (p. 3140)

Jean-Claude LEFORT
Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17683)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17683)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 17899)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 2006] (p. 3654)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne sur la négociation des accords de partenariat économiques avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [5 juillet 2006] (n° 3251)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1439, posée le 28 février 2006. Relations internationales. Commerce international (J.O. Questions p. 1949). Appelée le 28 février 2006. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, préservation (p. 1232)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5742)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7027)

Pays étrangers : Irak (p. 7028)

Pays étrangers : Iran (p. 7028)

Pays étrangers : Liban (p. 7028)

Pays étrangers : Palestine (p. 7028)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Chypre (p. 7040)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Reprend l'adt n° 237 de la commission (suppression de crédits) (p. 7042) : rejeté (p. 7043)

Son intervention (p. 7047)

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7066)

Son intervention (p. 7068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 7069)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 7069)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7069)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7069)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)*Procédure des questions :*

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 7006)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (n° E 2520)**Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)**

Son intervention (p. 1780)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1780)
 Politiques communautaires : libre circulation des personnes : droits sociaux (p. 1782)
 Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1780)
 Politiques communautaires : services publics (p. 1782)
 Union européenne : Cour de justice (p. 1781)
 Union européenne : directives : parlements nationaux (p. 1780)
 Ses explications de vote (p. 1794)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1794)

Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4097)

Thèmes :

Culture : diversité culturelle (p. 4098)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4097)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 4097)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 2006] (p. 4098)

Son intervention (p. 4102)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 4102)
 Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 4103)
 Pays étrangers : Allemagne : prostitution (p. 4103)
 Sports : associations et clubs : capitalisme (p. 4102)
 Sports : associations et clubs : lutte contre le racisme (p. 4102)
 Sports : coupe du monde de football (p. 4103)
 Sports : manifestations sportives : maintien de l'ordre (p. 4102)
 Sports : stades : extrême droite (p. 4102)
 Sports : stades : interdiction (p. 4102)
 Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4103)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006**[13 juin 2006] (p. 4148)**

Son intervention (p. 4152)

Thèmes :

Justice (p. 4153)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4153)
 Pays étrangers : Afrique (p. 4153)
 Politique économique : libéralisme (p. 4152)
 Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 4153)
 Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 4153)
 Union européenne : subsidiarité (p. 4152)
 Union européenne : traité constitutionnel (p. 4152)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient**[21 juin 2006] (p. 4409)**

Son intervention (p. 4418)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 4417)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4417, 4418)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4417, 4418)
 Pays étrangers : Israël (p. 4417, 4418)
 Pays étrangers : Palestine (p. 4417)
 Politique extérieure : aide humanitaire (p. 4417)
 Relations internationales : paix (p. 4417, 4418)
 Union européenne (p. 4417, 4418)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4566)

Thèmes :

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4566)
 Pays étrangers : Roumanie (p. 4566 et s.)
 Politique économique : libéralisme (p. 4568)
 Politique économique : mondialisation (p. 4567)
 Union européenne (p. 4566 et s.)
 Union européenne : constitution européenne (p. 4567)
 Union européenne : traité de Nice (p. 4567)

Jean-Marc LEFRANC

*Calvados (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Orientation scolaire et professionnelle [9 novembre 2005] (p. 6595)
 Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [14 décembre 2005] (p. 8344)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8147)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la Mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 30 : Sécurité (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3050 tendant à aider les ménages à revenus modestes à financer les travaux de mise aux normes de leurs systèmes d'assainissement non collectif [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3214 visant à lutter contre l'action des fonds financiers dits "fonds vautours" [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP). Classes de 4^{ème} et 3^{ème} technologiques, maintien, enseignement agricole [7 décembre 2005] (p. 7982)

Enseignement supérieur. Œuvres universitaires. Représentants des étudiants, élections [29 mars 2006] (p. 2312)

Impôt sur le revenu. Déclarations. Innovations, bilan [17 mai 2006] (p. 3545)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaing : indique à M. André Chassaing que le président de la commission a fait un usage traditionnel de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des amendements et considère surprenante l'interprétation de cet article faite par le Sénat alors qu'il a moins de pouvoirs budgétaires que l'Assemblée nationale [10 octobre 2005] (p. 4988)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4765)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4766)
Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4768)
Emploi (p. 4767)
Energie et carburants : biocarburants (p. 4767)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4766, 4768)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 258 de la commission des finances (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4945 et 4946)

Intervient sur l'adt n° 931 de M. Charles de Courson (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946 et 4947)

Intervient sur l'adt n° 1106 rectifié de M. Philippe Feneuil (exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) (p. 4946)

Intervient sur l'adt n° 420 de M. Philippe-Armand Martin (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)

Intervient sur l'adt n° 882 rectifié de M. Philippe Feneuil (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 4947)

Intervient sur l'adt n° 257 de la commission des finances (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une cession à titre onéreux d'un fonds agricole dont la valeur n'excède pas 300 000 euros) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 281 deuxième rectification de la commission (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 259 rectifié de la commission des finances (droit fixe d'enregistrement des cessions de fonds agricoles) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 260 de la commission des finances (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 879 de M. Philippe Feneuil (exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 4949)

Son adt n° 743 rectifié (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4949) : adopté (p. 4950)

Intervient sur l'adt n° 261 rectifié de la commission des finances (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4952)

Intervient sur l'adt n° 312 de la commission (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 883 deuxième rectification de M. Philippe Feneuil (déduction de l'assiette des cotisations sociales dues par les exploitants agricoles de la valeur locative des terres leur appartenant et qu'ils exploitent) (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 395 du Gouvernement (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Intervient sur l'adt n° 802 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 187 précédemment réservé de la commission des lois (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière des profits des GIE agricoles) (p. 4961)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4985 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaing (cf supra) (p. 4988)

Son adt n° 746 précédemment réservé (réduction à un an du délai de recours pour les installations classées agricoles) (p. 4987) : adopté (p. 4988)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Ses interventions (p. 5006 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 1093 rectifié de M. Daniel Garrigue (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Son intervention (p. 5021)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 264 de la commission des finances (déduction de charges au bénéfice des entreprises de travaux forestiers recourant au travail occasionnel) (p. 5024)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5099 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad^t n° 267 rectifié de la commission des finances (rapport au Parlement sur l'éventualité d'une modification des spécifications techniques des essences en vue de favoriser l'incorporation directe d'éthanol) (p. 5112)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son ad^t n° 1054 : adopté (p. 5122)

Ses interventions (p. 5123 et s.)

Son ad^t n° 1066 : adopté (p. 5126)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Son intervention (p. 5130)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5139)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son intervention (p. 5142)

Article 20 (déduction pour investissement et déduction pour aléas)

Son intervention (p. 5146)

Son ad^t n° 1102 rectifié : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5146)

Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)

Son intervention (p. 5323)

Après l'article 29

Son ad^t n° 745 (modalités de contrôle des exploitations en matière de pollution des eaux) : retiré (p. 5325)

Son ad^t n° 744 rectifié (nouvelles modalités de contrôle administratif des installations classées) (p. 5325) : adopté (p. 5326)

Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 5333)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8663)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 8664)

Energie et carburants : biocarburants (p. 8664)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8664)

Travail : travail saisonnier : agriculture (p. 8664)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5518)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 5518 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son ad^t n° 379 (décote de l'impôt sur le revenu : calcul selon le nombre de parts) (p. 5555) : retiré (p. 5556)

Après l'article 6

Son ad^t n° 65 (donations et successions – parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme - exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) : rejeté (p. 5572)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6544)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 6544)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6544)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6544)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 6544)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6134)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 6135)

Finances publiques : missions et programmes (p. 6134)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 6136)

Gendarmerie : crédits (p. 6135)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6135)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6135)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 6135)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 6136)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 6136)

Ordre public : réserve civile (p. 6136)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 6136)

Police : officiers de police judiciaire : effectifs (p. 6135)

Police : police judiciaire : effectifs (p. 6135)

Secteur public : services publics : externalisation (p. 6136)

Sécurité routière : effectifs (p. 6135)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2005] (p. 6184)

Crédits de la mission "Sécurité", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6184)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son ad^t n° 478 (p. 7341)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 18

Son ad^t n° 60 (quotas laitiers – prélèvements pour dépassement en 2004-2005 : validation législative) : adopté (p. 8090)

Son ad^t n° 61 rectifié (pérennisation de la taxe au profit de l'Office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers – ONILAIT) : adopté (p. 8090)

Après l'article 22

Ses ad^ts n°s 90 et 89 (entreprises agricoles – transmission : régime fiscal) (p. 8102) : retirés (p. 8103)

Après l'article 44

Son ad^t n° 139 (validation d'un règlement régissant des personnels non titulaires de l'équipement) : adopté (p. 8175)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8300)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 8301)
 Transports routiers : transport de marchandises (p. 8300)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 10 bis

Son adt n° 155 (augmentation du poids maximum des poids lourds" (p. 8319) : retiré (p. 8320)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son intervention (p. 8633)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son adt n° 233, troisième rectification : adopté après modification (p. 1849)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Son intervention (p. 1096)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son ss-adt n° 1262 à l'adt n° 199 rectifié de la commission (p. 3572)

Après l'article 23

Son adt n° 940 (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3588) : adopté (p. 3593)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son adt n° 295 (p. 3671)

Son intervention (p. 3672)

Après l'article 31

Son adt n° 296 (représentation des intérêts agricoles au sein des établissements publics territoriaux de bassin) : retiré (p. 3673)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses adts n°s 298 et 299 (p. 3674 et s.)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses adts n°s 223 et 300 (p. 3684, 3691)

Article 38 (obligations déclaratives, contrôle et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 303 : adopté (p. 3705)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 302 (p. 3732)

Son intervention (p. 3734)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre du conseil d'orientation des retraites [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Réfugiés. Centre d'accueil de Sangatte, fermeture, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7923)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère "suspecte et anormale" la rapidité avec laquelle le Gouvernement modifie l'ordre du jour pour donner la priorité à l'examen de la prorogation d'une loi d'exception [14 novembre 2005] (p. 6664)

Demande au ministre de dire s'il a l'intention de faire revenir l'Assemblée sur son vote. Il souhaite également l'ajournement des débats. La réflexion est indispensable [22 décembre 2005] (p. 8689)

Dénonce le "montage dangereux, léger et incertain" du projet de loi et le "saut dans l'inconnu" que s'appête à faire le Gouvernement ; il estime que les représentants de la majorité, "coincés" par la détermination de l'opposition, cherchent à justifier l'utilisation de l'article 49-3 par des "provocations" [14 septembre 2006] (p. 5100)

Déclare n'avoir aucune leçon à recevoir en matière de blocage des débats de la part de M. Accoyer qui utilise "des jugements de valeur totalement déplacés dans la bouche d'un président de groupe" ; il ajoute qu'"il faut beaucoup de vertu républicaine pour résister à une telle provocation" [14 septembre 2006] (p. 5108)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Ses interventions (p. 6674, 6678)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 6674)

Emploi : chômage (p. 6674)

Emploi : contrats d'avenir (p. 6674)

Emploi : jeunes (p. 6675)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 6675)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 6674, 6678)

Travail : durée du travail (p. 6674)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8190)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 8190)

Travail : égalité professionnelle (p. 8190)

Travail : négociations (p. 8190)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8

mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8689)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 248 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 260 (de suppression) (p. 758)

Après l'article 3

Intervient sur les sous-ads n°s 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 877)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4928 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 septembre 2006] (p. 5108)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5367 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5559)

Jacques LE GUEN

*Finistère (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 24 février 2006] (p. 2929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [12 avril 2006] (p. 2584)

Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, mise en œuvre [10 mai 2006] (p. 3241)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)
Son intervention (p. 4886)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)
Son intervention (p. 4934)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 1067 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (cotisations sociales des producteurs dans le secteur de la conchyliculture) (p. 4952)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)
Ses interventions (p. 5018 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 319 rectifié de la commission (exonération des cotisations patronales pour les salariés des groupements d'employeurs embauchés en CDD et dont l'emploi est transformé en CDI) (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 320 de la commission (développement et diversification des groupements d'employeurs) (p. 5025)

Intervient sur l'adt n° 321 de la commission (organisation de la poursuite du contrat des travailleurs occasionnels) (p. 5025)

Intervient sur l'adt n° 322 rectifié de la commission (exonération des cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels) (p. 5026)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 73 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5030)

Intervient sur l'adt n° 953 de M. Jean-Pierre Decool (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5030)

Intervient sur l'adt n° 318 de la commission (contrat emploi-formation agricole) (p. 5030)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5115, 5123)

Article 15 (simplification par ordonnance du régime d'extension des règles des comités économiques agricoles)

Son intervention (p. 5131)

Après l'article 15

Son adt n° 241 (création d'un observatoire des distorsions) (p. 5132) : adopté (p. 5133)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5139)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5300)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 657 de M. Jean-Louis Léonard (maintien des activités traditionnelles et économiques dans les zones humides) (p. 5316)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6016)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6038)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)
Son intervention (p. 7081)*Thèmes avant la procédure des questions :*

- Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 7081)
- Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7082)
- Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties : agriculture (p. 7082)
- Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 7081)
- Impôts locaux : valeur locative (p. 7083)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)*Après l'article 84*

- Intervient sur l'ad n° 515 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux collectivités urbaines) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 640 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux collectivités urbaines) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 516 de M. Yves Bur (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux collectivités urbaines à compter de 2007) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 641 de M. Didier Mathus (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux collectivités urbaines à compter de 2007) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 513 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des collectivités urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 638 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des collectivités urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 514 de M. Yves Bur (indexation de la dotation d'intercommunalité des collectivités urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 639 de M. Didier Mathus (indexation de la dotation d'intercommunalité des collectivités urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7169)
- Intervient sur l'ad n° 649 de M. Didier Migaud (minoration de la dotation forfaitaire des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux) (p. 7172)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 155)

Thèmes :

- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 155)
- Transports aériens : aéroports : bruit (p. 155)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Son adt n° 137631 (compensation des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération) : adopté (p. 5356)

Jean-Marie LE GUENParis (9^{ème} circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)
- Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)
- Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)
- Président de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)
- Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 17 novembre 2005] (p. 17951)
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)
- Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IX : Sécurité sanitaire (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

- Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [4 octobre 2005] (p. 4698)
- Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier [28 juin 2006] (p. 4613)
- Emploi. Contrats première embauche [31 janvier 2006] (p. 530)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Souhaite connaître du ministre de la santé et des solidarités sa position sur l'amendement relatif à l'institution d'un conseil de modération et de prévention de l'alcoolisme adopté dans le cadre de l'examen par l'Assemblée nationale des projets de loi d'orientation agricole [26 octobre 2005] (p. 5887)
- Rappelle qu'il souhaite une réponse à la question qu'il a précédemment posée au ministre de la santé et des solidarités sur l'amendement au projet de loi d'orientation agricole relatif à l'institution d'un conseil de modération et de prévention de l'alcoolisme [26 octobre 2005] (p. 5890)
- Rappelle au ministre de la santé et des solidarités qu'il souhaite une réponse à la question qu'il lui a précédemment posée sur l'amendement relatif à l'institution d'un conseil de modération et de prévention de l'alcoolisme adopté dans le cadre de l'examen par l'Assemblée nationale de la loi d'orientation agricole [26 octobre 2005] (p. 5925)
- Constata que la diminution, prévue par le Gouvernement, de la taxe sur l'industrie pharmaceutique correspond, en globalité, à l'apport prévisible de la franchise hospitalière de 18 euros, laquelle est supportée par les familles ; informe le Gouvernement qu'il proposera, par voie d'amendement, une mesure inverse de maintien du produit de la taxe sur l'industrie pharmaceutique et de suppression de la franchise de 18 euros [27 octobre 2005] (p. 5983)
- Constata que les fonctionnaires sont exclus du bénéfice du bonus de 1000 euros ; invite le Gouvernement à revenir sur sa position et à s'exprimer sur ce sujet [28 octobre 2005] (p. 6065)
- S'inquiète des difficultés d'application des dispositions de l'article 38 [28 octobre 2005] (p. 6072)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt : constate que la première partie du projet de loi de finances prévoit une diminution de 30 % des moyens de l'INPES ; y voit une contradiction gouvernementale [28 octobre 2005] (p. 6073)

Se plaint de ce que le Gouvernement provoque l'examen précipité d'un nouvel adt [28 octobre 2005] (p. 6083)

Retrace l'historique des débats sur ce texte et demande la levée de l'urgence [9 mars 2006] (p. 1723)

Remarque que si le vice-président de la commission souhaite donner des cours de droit constitutionnel, le ministre en a besoin. La Constitution permet au Gouvernement d'exercer d'importantes pressions sur le Parlement, notamment grâce à l'article 49-3, qu'il a utilisé pour le CPE. Il considère que le Gouvernement commet un abus de pouvoir en s'immiscuant dans la discussion entre les deux assemblées [9 mars 2006] (p. 1725)

Fustige les manœuvres du Gouvernement et de la majorité qui ne manqueront pas d'être sanctionnées par le Conseil constitutionnel. Soit l'opposition se ridiculise en déposant des amendements à l'article 1^{er} qui va être repoussé, soit elle renonce à son droit d'amendement et d'expression [9 mars 2006] (p. 1736)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5829) : rejetée (p. 5838)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5853)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5910)

Ses rappels au règlement (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5887, 5890)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : privatisations (p. 5853)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5833)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5829)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5833)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5830, 5831, 5910, 5911)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5832)

Contributions indirectes : boissons et alcools (p. 5830)

Contributions indirectes : tabac (p. 5830)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5829, 5834)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5831, 5853)

Professions de santé : médecins (p. 5832, 5833, 5835)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5830)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 5834)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 5834)

Sécurité sociale : déficit (p. 5829, 5853)

Sécurité sociale : financement (p. 5829 et s.)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 5830)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 1^{er} (approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre)

Son intervention (p. 5918)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2004)

Son intervention (p. 5920)

Article 3 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 5922)

Article 4 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5922)

Article 5 (rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 octobre 2005] (p. 5925)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Ses interventions (p. 5926 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (accroissement de la contribution de la CNSA au financement des actions en faveur des handicapés afin d'accélérer la mise en œuvre du plan autisme) (p. 5930)

Article 7 (rectification pour l'année 2005 des objectifs de dépenses de branche des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5931)

Article 8 (rectification pour 2005 de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 5931)

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 5931)

Article 10 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux)

Son adt n° 338 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5933)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 360 rectifié du Gouvernement (rémunération des salariés ; exonération de cotisations sociales d'un bonus annuel d'un montant maximal de mille euros) (p. 5954)

Son adt n° 347 (cotisations assurance vieillesse ; augmentation du taux uniquement supportée par les employeurs) (p. 5956) : rejeté (p. 5957)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-adt n° 292 de M. Gérard Cherpion (tabac ; circulation ; quantité maximale limitée à 0,2 kilogrammes) à l'adt n° 42 de la commission des finances (tabac ; circulation ; quantité maximale ramenée à 1 kilogramme ; détention, quantité maximale ramenée à 2 kilogrammes) (p. 5958)

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfices ; taxe sur la progression du chiffre d'affaire au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Son intervention : critique des initiatives du ministre de l'agriculture favorisant de mauvais usages de la production ; en appelle au sens des responsabilités de l'Etat et à un consensus sur une question aussi grave (p. 5960)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Ses interventions (p. 5969 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 octobre 2005] (p. 5983)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Ses interventions (p. 5989 et s.)

Article 21 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 5992)

Article 22 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5993)

Après l'article 24

- Intervient sur l'ad^t n° 14 rectifié de la commission (organismes de sécurité sociale ; agents comptables ; responsabilité) (p. 5994)
- Article 25 (habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes)*
Son intervention (p. 5995)
- Avant l'article 26*
Reprend l'ad^t n° 6 rectifié de la commission (commission des comptes de la sécurité sociale ; création d'un groupe de travail sur la réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 5996) : rejeté (p. 5996)
- Article 26 (prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité – fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois)*
Son intervention (p. 5996)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'ad^t n° 335 rectifié du Gouvernement (remboursements de soins ; assurés sociaux en affection de longue durée ; remboursement à 100 % ; maintien) (p. 5998)
Intervient sur l'ad^t n° 288 deuxième rectification de M. Pierre-Louis Fagniez (différents sur les honoraires médicaux ; saisine d'un médiateur) (p. 5999)
Reprend l'ad^t n° 45 de la commission des finances (régime étudiant ; rattachement de tous les étudiants y compris ceux qui perçoivent un salaire) (p. 6001) : rejeté (p. 6001)
- Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)*
Son intervention (p. 6004)
- Après l'article 27*
Son ad^t n° 196 (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6006) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6009)
- Article 28 (dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)*
Son ad^t n° 274 (p. 6009)
- Après l'article 30*
Son ad^t n° 121 troisième rectification (honoraires médicaux ; dépassement ; caractère d'abus d'autorité) : rejeté (p. 6036)
Son ad^t n° 191 rectifié (honoraires médicaux ; dépassement ; rapport de l'IGAS au Parlement) (p. 6036) : rejeté (p. 6037)
- Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)*
Son ad^t n° 268 (p. 6040)
- Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)*
Ses ad^ts n°s 203 et 204 (p. 6043)
- Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)*
Son intervention (p. 6045)
- Article 36 (financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie)*
Son intervention (p. 6049)
- Après l'article 36*
Intervient sur l'ad^t n° 233 troisième rectification du Gouvernement (contrats responsables des organismes de protection complémentaire ; délais dans la mise en œuvre du dispositif) (p. 6050)
- Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)*
Son intervention (p. 6053)
Son ad^t n° 190 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 6053)
- Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6065)
- Après l'article 37*
Intervient sur l'ad^t n° 54 de la commission des finances (médicaments remboursés à un taux de 35 % ou de 15 % ; suppression de la possibilité de remboursement à 100 % par l'assurance maladie) (p. 6065)
- Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)*
Son intervention (p. 6066)
Son ad^t n° 189 : SCRUTIN PUBLIC (p. 6068)
Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6072)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) (p. 6072)
- Article 39 (pérennisation, élargissement des missions et montant de la dotation pour 2006 du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)*
Son intervention (p. 6074)
- Article 40 (montant pour 2006 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés)*
Son intervention (p. 6076)
- Article 41 (contribution pour 2006 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)*
Intervient sur l'ad^t n° 212 de M. Jean-Luc Préel (p. 6078)
- Article 42 (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2006)*
Son intervention (p. 6080)
- Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)*
Ses interventions (p. 6082 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2005] (p. 6083)
- Après l'article 43*
Intervient sur l'ad^t n° 370 du Gouvernement (établissements hospitaliers ; prise en compte des créations et des fermetures) (p. 6084)
Son ad^t n° 110 rectifié (ONDAM ; autorité indépendante chargée de l'élaboration ; prévision des charges hospitalières) : rejeté (p. 6084)
Son ad^t n° 111 rectifié (ONDAM ; autorité indépendante chargée de l'élaboration ; prévision de l'évolution de l'activité, de la productivité et des coûts hospitaliers) : rejeté (p. 6084)
- Article 45 (intégration du régime d'assurance vieillesse des ministres du culte dans le régime général)*
Son intervention (p. 6087)
- Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)*
Ses interventions (p. 6095 et s.)
- Article 48 (objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2006)*
Son intervention (p. 6097)
- Article 49 (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)*
Son intervention (p. 6098)
- Article 50 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)*
Son intervention (p. 6100)
- Article 51 (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2006)*
Son intervention (p. 6101)
- Article 57 (contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales)*
Ses ad^ts n°s 349 et 350 (p. 6112)
Explications de vote et vote [2 novembre 2005] (p. 6129)
Ses explications de vote (p. 6130)
Vote contre du groupe socialiste (p. 6131)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[23 novembre 2005] (p. 7449)**
Son intervention (p. 7452)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7452)
Etrangers : protection sociale (p. 7453)
Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7453)
Professions de santé : médecins (p. 7453)
Santé : alcoolisme (p. 7453)
Sécurité sociale : financement (p. 7452)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SECURITE SANITAIRE

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :
- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales
Son intervention (p. 6836)

Thèmes :

Agroalimentaire : sécurité sanitaire (p. 6836 et s.)
Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6845)
Santé : sécurité sanitaire (p. 6837)

**Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et
portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux
contrôles frontaliers**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419,
7457)**

Son intervention (p. 7461)

Thèmes :

Ordre public : attentats (p. 7461)
Ordre public : bioterrorisme (p. 7461)
Sécurité publique : sécurité civile : bioterrorisme (p. 7462)
Sécurité publique : sécurité civile : gestion de crise (p. 7462)

**Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins
dans la société de l'information**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22
décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8
mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14
mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16
mars 2006] (p. 1974, 2011)**

*Après l'article 1er : ads réservés à la demande du Gouvernement le
22 décembre 2005 (p. 8684)*

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1723,
1725)

Intervient sur le sous-adt n° 383 de M. Pierre-Christophe
Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus
complémentaires des reporters photographiques - champ
d'application du régime AGESEA) à l'adt n° 272 du
Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au
droit d'auteur) (p. 1733)

*Article 1er retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le
Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux
dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes
handicapées)*

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1736)

**Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national
des infirmiers**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

*Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de
l'ordre national des infirmiers)*

Son intervention (p. 4128)

**Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation
budgétaire pour 2007**

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4481)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non
salariés agricoles (p. 4482)
Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des
dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4483)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4483)
Professions de santé : médecins (p. 4482)
Retraites : généralités : réforme (p. 4482)
Sécurité sociale : déficit (p. 4482)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 4482)

Michel LEJEUNE

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures
préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O.
du 24 février 2006] (p. 2932)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour
2006 (n° 2540) tome VIII : Recherche et enseignement supérieur
(n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche [16 novembre 2005]
(p. 6892)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 6517)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :
- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires
économiques (p. 7121)

Thèmes :

Recherche : organismes (p. 7121)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7121)
Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
(p. 7121, 7122)
Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7121,
7122)
Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7121,
7122)
Recherche : crédits (p. 7121)
Recherche : recherche développement (p. 7121)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Après l'article 2

Son adt n° 12 (classement des communes touristiques et des stations classées) : retiré (p. 7874)

Pierre LELLOUCHE

Paris (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2597 visant à exonérer l'habitation familiale de l'impôt de solidarité sur la fortune [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2656 visant à l'instauration d'un label "100 % France" [9 novembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 3 mars 2004 sur le statut des journalistes et correspondants de guerre en cas de conflit [8 mars 2006] (n° 2935)

Proposition de loi n° 3262 visant à modifier l'article L. 221-5 du code du travail afin de permettre l'ouverture des commerces le dimanche [6 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Ukraine et Biélorussie. Elections, bilan [28 mars 2006] (p. 2253)

Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [7 juin 2006] (p. 4048)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5671)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (ISF – exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5692)

Son adt n° 80 précédemment réservé (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5694) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5703)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6367)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 6367 et s.)

Défense : crédits (p. 6367)

Défense : opérations extérieures (p. 6367 et s.)

Espace : satellites (p. 6368)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 6368)

Ordre public : terrorisme (p. 6368)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6367)

Pays étrangers : Irak (p. 6368)

Union européenne : politique de la défense (p. 6367)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7441)

Thèmes :

Communes : loi PML : lutte contre le terrorisme (p. 7442)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7441)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le terrorisme (p. 7442)

Justice : victimes (p. 7442)

Justice : victimes : indemnisation (p. 7443)

Ordre public : jihadisme global (p. 7441)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7442)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7442)

Télécommunications : Internet : contrôle (p. 7441)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Son adt n° 134 précédemment réservé (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement composée de neuf membres dont trois députés et trois sénateurs) (p. 7484) : retiré (p. 7488)

Avant l'article 15

Son adt n° 133 (pouvoirs de police du maire de Paris identiques à ceux des autres communes) : retiré (p. 7540)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Ses interventions (p. 8068, 8076 et s.)

Ses adts n°s 11 et 40 (p. 8076)

Son ss-adt n° 309 à l'adt n° 301 de M. Gilles Carrez (p. 8076)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8150)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4249)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4250)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4249)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4249)

Energie et carburants : tarifs (p. 4250)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4249)

Union européenne : politique énergétique (p. 4250)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5493)

Patrick LEMASLE

Haute-Garonne (7^{me} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6452)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 avril 2006] (p. 6453)

Dominique LE MÈNER

Sarthe (5^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (n° 2604) [9 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire [J.O. du 9 février 2006] (p. 2100)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la sécurité et au développement des transports (n° 2604) [6 décembre 2005] (n° 2723)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [20 décembre 2005] (n° 2764)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [10 mai 2006] (p. 3243)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1356, posée le 20 décembre 2005. Ventes et échanges. Brocantes (J.O. Questions p. 11648). Suppléé par M. Gérard Voisin. Appelée le 20 décembre 2005. Réglementation (p. 8480)

n° 1506, posée le 21 mars 2006. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 21 mars 2006. Assujettissement, réforme, conséquences (p. 2069)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4846)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4847)

Sécurité sociale : protection sociale : exploitants (p. 4847)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 8273)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 8274)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : transports maritimes (p. 8275)

Sécurité routière (p. 8274)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance (p. 8274)

Transports aériens : bruit (p. 8274)

Transports aériens : sécurité (p. 8274)

Transports ferroviaires : Établissement public de sécurité ferroviaire (p. 8273)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8274)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 8273)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 8274)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8274)

Transports par eau : ports maritimes (p. 8275)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8275)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 8274)

Union européenne : directives : transports (p. 8273 et s.)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 61 de Mme Martine Billard (intitulé du chapitre 1er) (p. 8306)

Article 1er (création de l'Établissement public de sécurité ferroviaire)

Son intervention (p. 8307)

Article 2 (organes dirigeants, statut des personnels et cadre juridique de l'intervention des agents habilités)

Ses interventions (p. 8307 et s.)

Article 3 (ressources de l'Établissement public de sécurité ferroviaire)

Ses interventions (p. 8309 et s.)

Article 4 (modalités réglementaires d'application des articles 1er à 3)

Son intervention (p. 8310)

Article 5 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 8310)

Article 6 (certification et contrôles de sécurité)

Son intervention (p. 8311)

Ses adts n°s 100 et 99 : adoptés (p. 8311)

Article 7 (signalement des accidents et incidents)

Ses interventions (p. 8311 et s.)

Ses adts n°s 98 et 101 : adoptés (p. 8311 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 92 de M. Jean-Pierre Blazy (construction d'équipements publics en zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 8314)

Article 7 bis (procédure de révision des plans d'exposition au bruit)

Son intervention (p. 8316)

Article 7 ter (sûreté des vols et sécurité de l'exploitation des aéroports)

Ses interventions (p. 8316 et s.)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'ad t n° 90 de Mme Odile Saugues (publication des résultats des enquêtes relatives à la sécurité de l'aviation civile et des mesures correctrices prises) (p. 8317)

Article 8 (exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de cinq cents mètres relevant du réseau routier transeuropéen)

Son intervention (p. 8318)

Article 9 (débridage de certains véhicules à moteur)

Ses adts n°s 128, 141, 142 et 139 : adoptés (p. 8318)

Article 10 (dispositions relatives à l'immobilisation et à la remise en fourrière des véhicules)

Ses interventions (p. 8318 et s.)

Ses adts n°s 127 et 135 : adoptés (p. 8318 et s.)

Article 10 bis (consultation par des autorités étrangères du fichier national des immatriculations)

Ses adts n°s 138, 136 et 137 : adoptés (p. 8319)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'ad t n° 30 rectifié de la commission (financement de la formation au permis de conduire "à un euro par jour") (p. 8319)

Intervient sur l'ad t n° 155 de M. Marc Le Fur (augmentation du poids maximum des poids lourds) (p. 8319)

Intervient sur l'ad t n° 59 du Gouvernement (statut des agents du service d'études techniques des routes et autoroutes) (p. 8320)

Avant l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 31 de la commission (intitulé du chapitre V : "Dispositions relatives à la sécurité maritime et fluviale") (p. 8320)

Article 11 (création de groupements d'intérêt public -GIP- dans le domaine de la sécurité du transport maritime)

Son intervention (p. 8320)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 32 rectifié de la commission (réglementation de la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur) (p. 8320)

Intervient sur l'ad t n° 15 de M. Daniel Paul (fret ferroviaire) (p. 8321)

Intervient sur l'ad t n° 34 de la commission (auto-saisine du bureau enquête- accident) (p. 8321)

Intervient sur l'ad t n° 33 de la commission (création d'un chapitre VI : " Dispositions relatives à la sécurité des différents modes de transports") (p. 8321)

Avant l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 94 de Mme Odile Saugues (information du Parlement avant toute nouvelle ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8321)

Intervient sur l'ad t n° 180 de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes d'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8322)

Article 12 (transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires)

Son intervention (p. 8322)

Son ad t n° 124 : adopté (p. 8323)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 16 de M. Daniel Paul (mise en place dans chaque région d'une commission de promotion du fret ferroviaire) (p. 8324)

Intervient sur l'ad t n° 17 de M. Daniel Paul (maintien du monopole d'exploitation des lignes du fret ferroviaire par la SNCF et péréquation tarifaire) (p. 8324)

Intervient sur l'ad t n° 35 de la commission (validation des délibérations de RFF) (p. 8324)

Intervient sur l'ad t n° 80 de Mme Odile Saugues (avis conforme des régions pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8324)

Intervient sur l'ad t n° 97 de Mme Odile Saugues (enquête publique pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8324)

Intervient sur l'ad t n° 96 de Mme Odile Saugues (RFF tenue de motiver ses décisions de déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8325)

Intervient sur l'ad t n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8325)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Ses interventions (p. 8364 et s.)

Son ad t n° 121 : adopté (p. 8365)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son intervention (p. 8369)

Article 15 (dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises)

Son intervention (p. 8370)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 182 du Gouvernement (convention expresse pour toute interdiction de sous-traiter en matière de transport) (p. 8371)

Article 15 bis (régime juridique applicable aux deux-roues motorisés effectuant du transport léger de marchandises pour le compte d'autrui)

Son intervention (p. 8371)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'ad t n° 41 de la commission (compétence de l'inspection du travail des transports pour le contrôle des deux roues motorisés) (p. 8372)

Intervient sur l'ad t n° 149 de M. Pierre-Christophe Baguet (compétence de l'inspection du travail des transports pour le contrôle de toutes les entreprises effectuant du transport léger de marchandises) (p. 8372)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'ad t n° 134 de M. Yves Bur (taxation des poids lourds de plus de douze tonnes en transit sur le réseau routier alsacien) (p. 8372)

Intervient sur l'ad t n° 175 de M. Hervé Mariton (compensation des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) (p. 8374)

Article 15 sexies (dispositif de répercussion des variations du coût du carburant sur le prix du transport fluvial)

Son ad t n° 118 rectifié : adopté (p. 8374)

Article 15 octies (dispositions applicables aux investissements sur le réseau fluvial)

Son intervention (p. 8375)

Article 15 decies (création de sociétés portuaires)

Ses interventions (p. 8382 et s.)

Ses adts n°s 116, 114, 112, 115 et 113 : adoptés (p. 8383)

Article 15 undecies (régime des ports ultramarins et de Port-Cros)

Son intervention (p. 8383)

Après l'article 15 undecies

Intervient sur l'ad t n° 47 de la commission (réglementation applicable aux magasins d'aéroports) (p. 8383)

Intervient sur l'ad t n° 46 de la commission (création d'un nouveau chapitre relatif aux aéroports) (p. 8384)

Intervient sur l'ad t n° 78 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement relatif à la création d'une Agence publique de financement des grandes infrastructures) (p. 8384)

Article 16 (dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 8384)

Article 17 (dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulants des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs)

Ses interventions (p. 8384 et s.)

Ses adts n°s 111 et 110 : adoptés (p. 8385)

Article 17 ter (formation professionnelle des conducteurs de véhicules de transports routiers de voyageurs et de marchandises)

Son intervention (p. 8385)

Après l'article 17 ter

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (développement de la formation professionnelle dans les transports routiers en faveur des personnes de plus de 26 ans) (p. 8386)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 153 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur le bilan du registre international français) (p. 8386)

Article 18 (dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour les services de remorquage portuaire)

Ses interventions (p. 8386 et s.)

Son adt n° 108 : adopté (p. 8387)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 126 du Gouvernement (non-inscription des navires de transport au registre international français de passagers assurant certaines lignes internationales) (p. 8387)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Daniel Paul (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant en Méditerranée) (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Daniel Paul (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant dans la Manche) (p. 8388)

Article 20 (mise en œuvre de dispositions de diverses conventions maritimes relatives à l'inspection du travail maritime)

Son intervention (p. 8388)

Ses adts n°s 106, 107 et 105 : adoptés (p. 8388)

Article 23 (repos hebdomadaire des gens de mer)

Son intervention (p. 8389)

Article 24 (rapatriement des gens de mer)

Ses adts n°s 103 et 102 : adoptés (p. 8389)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission (création d'un titre IV : "Dispositions diverses") (p. 8389)

Article 25 (dispositions relatives au télépéage)

Son intervention (p. 8389)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de M. Frédéric Soulier (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8390)

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de M. Hervé Mariton (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8390)

Article 26 (clauses obligatoires des contrats permettant l'organisation de services occasionnels publics de transport routier non urbain de personnes)

Son adt n° 130 : adopté (p. 8390)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Dominique Paillé (représentation des groupements de communes au sein des syndicats mixtes de transport en commun auxquels ils ont délégué leur compétence) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 56 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 simplifiant la procédure de déclassement de biens de RFF et de celle du 26 août 2005 portant modification du régime de reconnaissance de la capacité professionnelle des transporteurs routiers et simplification des procédures d'établissement de contrats types) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 58 du Gouvernement (prolongation du délai d'habilitation du Gouvernement pour l'adoption par ordonnance de la partie législative du code des transports) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Louis Léonard (régularisation par voie législative du décret déclarant d'utilité publique les travaux de modernisation de la liaison ferrée Niort- La Rochelle) (p. 8391)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8677)

Son intervention (p. 8677)

Thèmes :

Transports : politique des transports : sécurité (p. 8677 et s.)

Transports aériens : aéroports (p. 8678)

Transports aériens : sécurité (p. 8677)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : délégations de service public (p. 8677)

Transports par eau : transports fluviaux : péages (p. 8678)

Jean LEMIERE

*Manche (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [22 février 2006] (n° 2884)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Naufrage du Klein Familie, enquêtes [17 janvier 2006] (p. 47)

DÉBATS

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4070)

Jean-Claude LEMOINE
Manche (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Bénéficiaires, statistiques [14 juin 2006] (p. 4199)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4836)

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4835)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4835)

Assurances : assurance dommages (p. 4835)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4835)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4879)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 461 rectifié (p. 4935)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son ss-adt n° 459 troisième rectification à l'adt n° 31 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 5145)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 280 rectifié de la commission (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part " salaires " : répartition entre communes et groupements de communes) (p. 7391)

Son adt n° 115 (taxe professionnelle – ancienne compensation de la part " salaires " : répartition entre communes et groupements de communes) : retiré (p. 7391)

Jacques LE NAY
Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome V : Politique des territoires (aménagement du territoire ; interventions territoriales de l'Etat ; information géographique et cartographique) (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Construction de frégates, coopération avec l'Italie [16 novembre 2005] (p. 6888)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : frégates (p. 6383)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6449)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 6450)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6450)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6450)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 6450)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 6449)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 6450)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6450)

Secteur public : services publics (p. 6450)

Union européenne : fonds structurels (p. 6450)

Guy LENGAGNE

Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la commission interaméricaine du thon tropical établi par la convention de 1949 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes) (n° 2559) [19 octobre 2005]

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche (n° 3039) [17 mai 2006]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 janvier au 27 février 2006 (n°s E 3073, E 3075 à E 3079, E 3087, E 3088 et E 3090) et sur les textes n°s E 2191, E

2582, E 2837, E 2846, E 2854, E 2864, E 2945, E 2968, E 3029 et E 3060 [8 mars 2006] (n° 2938)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la commission interaméricaine du thon tropical établi par la convention de 1949 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes) (n° 2559) [12 avril 2006] (n° 3022)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2154 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2448)

Son intervention (p. 2448)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 2449)

Mer et littoral : pollution (p. 2448)

Organisations internationales : FIPOL (p. 2449)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2448)

Sécurité publique : sauvetage en mer (p. 2449)

Travail : droit du travail (p. 2449)

Discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2450)

Intervient sur l'ad. n° 1 de la commission (mention de la convention dans la législation relative à la responsabilité du transporteur maritime et du propriétaire du navire) (p. 2450)

Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2451)

Son intervention (p. 2452)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes (p. 2452)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 2452)

Propriété intellectuelle : marques de fabrique (p. 2452)

Publicité : Internet (p. 2452)

Union européenne : Turquie (p. 2452)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2452)

Jean-Claude LENOIR

Orne (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201) [28 juin 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation des prix sur le marché de l'électricité, sur leurs conséquences pour les entreprises et les particuliers et sur la nécessité de mettre en oeuvre des mécanismes de régulation (n° 3071) [4 juillet 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative au projet de fusion entre Gaz de France et Suez, aux conditions de sa préparation et de son annonce et aux conséquences de la privatisation de Gaz de France pour les usagers et l'équilibre du marché de l'énergie (n° 3017) [4 juillet 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Balligand et plusieurs de ses collègues tendant à

la création d'une commission d'enquête relative au projet de fusion entre Gaz de France et Suez, aux conditions de sa préparation et de son annonce et aux conséquences de la privatisation de Gaz de France pour les usagers et l'équilibre du marché de l'énergie (n° 3017) [5 juillet 2006] (n° 3244)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. François Brottes et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation des prix sur le marché de l'électricité, sur leurs conséquences pour les entreprises et les particuliers et sur la nécessité de mettre en oeuvre des mécanismes de régulation (n° 3071) [5 juillet 2006] (n° 3245)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201) [31 août 2006] (n° 3278)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche. Mise en oeuvre, bilan [22 mars 2006] (p. 2150)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : réaffirme que la représentation nationale dispose de l'ensemble des informations [8 septembre 2006] (p. 4816)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond qu'il fera des commentaires plus complets sur des sujets qui n'auront pas déjà été abordés [13 septembre 2006] (p. 5028)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : rappelle que le Conseil supérieur de l'énergie, qu'il a l'honneur de présider, sera saisi du projet de décret sur le tarif social du gaz [18 septembre 2006] (p. 5236)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6454)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6454)

Coopération intercommunale (p. 6454)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6454)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6455)

Secteur public : services publics (p. 6455)

Télécommunications : Internet (p. 6455)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6454)

Transports : crédits (p. 6455)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son ad. n° 460 (p. 7341)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention (p. 2535)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2552)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2552)

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2536)

Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2536)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2536)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2536)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2536)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 2536)
 Déchets, pollutions et nuisances : gestion des éléments radioactifs : Plan (p. 2536)
 Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2536)
 Energie et carburants : énergie nucléaire : pays étrangers (p. 2536)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 2536)
 Parlement : rôle : énergie nucléaire (p. 2536)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2695)

Son ss-ad t n° 241 (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'ad t n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 2697) : devenu sans objet (p. 2698)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 2707)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 2723)

Ses explications de vote (p. 2737)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2737)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4239)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4240)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4240)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4240)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4240)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4240)

Union européenne : politique énergétique (p. 4241)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4755)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4770)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4786)

Son intervention (p. 4815)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) [8 septembre 2006] (p. 4815)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4755)

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4757)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4757)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4755)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4759)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4755)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4757)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4761)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4761)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4759)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4759)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4756)

Energie et carburants : médiateur national de l'énergie (p. 4757)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4755)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4755)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4759)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4758)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4758, 4786)

Energie et carburants : tarifs (p. 4757)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4760, 4770)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4760)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4756, 4770)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4755, 4815)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4871 et s.)

Ses observations : répond à M. Paul que les députés de la majorité veulent également obtenir des précisions sur le débat en cours et se déclare choqué par les propos de Mme Lebranchu, dont il espère qu'ils ont dépassé sa pensée, lorsqu'elle a déclaré vouloir empêcher le vote du projet du Gouvernement [13 septembre 2006] (p. 4991)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5028)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5120 et s.)

Répond aux interventions du président de séance, garantit que son amendement, sur lequel porteront les adts du groupe socialiste transformés en sous-amendements, ne sera pas retiré au cours de la discussion de l'article 3 (p. 5136)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5186 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 398 à 430 présentés par des membres du groupe socialiste (obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 5191)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Ses interventions (p. 5197 et s.)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Son intervention (p. 5200)

Intervient sur l'ad t n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5201 et s.)

Intervient sur le sous-ad t n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5204 et s.)

Intervient sur le sous-ad t n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'ad t n° 137638 de la commission (p. 5204 et s.)

Après l'article 2 (suite) [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5220 et s.)

Ses interventions (p. 5220 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 137640 rectifié de la commission (communication d'informations confidentielles détenues par la CRE aux commissions parlementaires et aux autorités de régulation étrangères) (p. 5223)

Intervient sur l'ad t n° 137643 de la commission (approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 5226)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5230 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5252)

Ses interventions (p. 5252 et s.)

Intervient sur le sous-ad t n° 137650 rectifié de M. Charles de Courson (caractère renouvelable de la durée de 2 ans) à l'ad t n° 88538 rectifié de la commission (p. 5266 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5274 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5304 et s.)

Intervient sur les adts identiques du groupe communiste n°s 89170 à 89191 (p. 5321)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5324 et s.)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Ses interventions (p. 5347 et s.)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 137631 de M. Jacques Le Guen (compensation des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération) (p. 5356)

Ses interventions (p. 5356 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5363)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5368 et s.)

Son ad t n° 137616 : adopté (p. 5392)

Son ss-ad t n° 137661 à l'ad t n° 88547 de la commission : adopté (p. 5406)

Répond aux observations de M. François Loos : rejette l'accusation selon laquelle le projet de loi ouvrirait le territoire national à "l'ours russe" étant donné que Gazprom peut servir des clients français depuis la directive européenne de 1998 (p. 5432, 5433)

Après l'article 6

Ses interventions (p. 5443 et s.)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)

Ses interventions (p. 5456 et s.)

Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5461 et s.)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)

Ses interventions (p. 5462 et s.)

Article 9 [séance du 22 septembre 2006] (abrogation de dispositions obsolètes relatives au Fonds de péréquation du gaz)

Ses interventions (p. 5467 et s.)

Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5468 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 114626 de M. Gérard Manuel (liste des recettes des syndicats de communes) (p. 5469)

Intervient sur l'ad t n° 88553 de la commission (imputation en section d'investissement des contributions des communes au syndicat dont elles sont membres) (p. 5469)

Intervient sur l'ad t n° 31714 rectifié de M. Gérard Manuel (précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) (p. 5470)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5472)

Ses observations : rappelle que la commission Roulet, dont faisaient partie MM. Bataille, Gonnot, Paul et lui-même, a "déconseillé le recours à certaines options, parmi lesquelles une fusion entre EDF et GDF", en raison "d'absence d'intérêt stratégique" de cette opération et d'un "risque de lourdes contreparties"; il ajoute ces conclusions ont été confortées par un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes jugeant "incompatible avec le marché commun" les projets de rapprochement présentés par des opérateurs portugais et italiens [25 septembre 2006] (p. 5480)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5503 et s.)

Après l'article 10 [séance du 27 septembre 2006]

Son intervention (p. 5630)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5634 et s.)

Article 12 [séance du 27 septembre 2006] (autorisation de privatisation de la production, du transport et de la distribution du gaz naturel)

Son intervention (p. 5638)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5647 et s.)

Son ad t n° 137613 rectifié (p. 5664) : adopté (p. 5666)

Son ad t n° 137614 rectifié : adopté après rectification (p. 5667)

Son ad t n° 137615 rectifié : adopté (p. 5682)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5697)

Intervient sur l'ad t n° 88555, deuxième rectification de la commission (application des dispositions de l'article 13 aux petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel) (p. 5700)

Avant l'article 14 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5702)

Article 14 [séance du 28 septembre 2006] (entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)

Ses interventions (p. 5702 et s.)

Après l'article 14 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5704)

Article 15 [séance du 28 septembre 2006] (date avant laquelle la séparation juridique des gestionnaires des réseaux de distribution doit intervenir)

Son intervention (p. 5705)

Article 16 [séance du 28 septembre 2006] (modalités transitoires de fonctionnement des organes dirigeants des sociétés gestionnaires de réseaux)

Intervient sur l'ad t n° 88558 de la commission (p. 5706)

Son intervention (p. 5706)

Après l'article 16 [séance du 28 septembre 2006]

Intervient sur l'ad t n° 137658 de la commission (sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel) (p. 5706)

Article 17 [séance du 28 septembre 2006] (application de certaines dispositions de la loi à Mayotte)

Son intervention (p. 5706)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137537 rectifié de M. Mansour Kamardine (régime de protection sociale des industries électriques et gazières à Mayotte) (p. 5707)
 Intervient sur l'adt n° 137538 de M. Mansour Kamardine (définition des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de l'électricité à Mayotte) (p. 5707)
 Ses interventions (p. 5707 et s.)

Gérard LÉONARD

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

Décédé le 6 juin 2006 [J.O. du 7 juin 2006] (p. 8602)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 10 novembre 2005] (p. 17690)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [9 novembre 2005] (n° 2664)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1556, posée le 4 avril 2006. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale (J.O. Questions p. 3486)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5161)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5171)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 5161, 5171)

Droit pénal : délinquants sexuels : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5163)

Droit pénal : délits assimilés au sens de la récidive (p. 5162)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5163, 5171)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5162, 5171)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5163, 5171)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 5162)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 5163)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 5162)

Parlement : Sénat (p. 5162 et s.)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 5164)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Christophe Caresche (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 39 de M. Michel Vaxès (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Christine Boutin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Christophe Caresche (adaptation de la peine par le juge de l'application des peines) (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Christophe Caresche (suppression des dérogations au principe de l'encellulement individuel) (p. 5199)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5201)

Article 2 (définition de la réitération)

Ses interventions (p. 5203 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine) (p. 5208)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Michel Vaxès (non-application aux mineurs de la limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5209)

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (déferrement, par priorité, des récidivistes devant le tribunal correctionnel) (p. 5209)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5210)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Hervé Morin (aménagement de la peine obligatoire, sauf circonstances motivées) (p. 5211)

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de M. Georges Fenech (traitement médical des détenus condamnés pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 5212)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Hervé Morin (dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention) (p. 5213)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (expertise médicale semestrielle obligatoire en cas de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5215)

Son adt n° 74 (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5213) : adopté (p. 5215)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 5245)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Christophe Caresche (injonction de soins) (p. 5248)

Intervient sur l'adt n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5250)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 5252)

Intervient sur l'adt n° 4 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle pour les parents d'enfants de moins de dix ans) (p. 5253)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Jean-Christophe Lagarde (suppression par décision motivée de l'atténuation de

responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 5255)

Son adt n° 69 (possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en cas de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 5254) : adopté (p. 5255)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5256)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 61 de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5259)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5260)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5262)

Son adt n° 72 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) : adopté (p. 5262)

Article 8 bis A (application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son intervention (p. 5264)

Article 13 A (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire aux tortures et aux actes de barbarie)

Son adt n° 75 : adopté (p. 5265)

Après l'article 13 A

Intervient sur l'adt n° 56 du Gouvernement (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire aux auteurs d'incendies et d'explosions) (p. 5265)

Article 13 (participation de psychologues au dispositif de l'injonction de soins)

Son adt n° 70 : adopté (p. 5265)

Article 13 bis (possibilité pour le médecin traitant de prescrire des médicaments limitant la libido des délinquants sexuels)

Son adt n° 71 : adopté (p. 5265)

Article 14 (extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infraction)

Son intervention (p. 5266)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (consultation des associations de victimes, d'aide aux victimes ou de réinsertion des condamnés) (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Christophe Caresche (report au 1er janvier 2007 de la possibilité d'appel en matière de permissions de sortie) (p. 5268)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. Christian Ménard (maintien exceptionnel d'un mineur en détention provisoire au-delà de deux ans) (p. 5269)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5269)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification du Gouvernement (détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 5271)

Son ss-adt n° 73 (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5269) : adopté (p. 5271)

Avant l'article 15 bis

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Thierry Mariani (retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Thierry Mariani (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5273)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'adt n° 22 de la commission (éviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple) (p. 5274)

Intervient sur le sous-adt n° 79 de M. Hervé Morin (placement sous surveillance électronique mobile prévu au titre des obligations du régime de la mise à l'épreuve) à l'adt n° 22 de la commission (p. 5274)

Article 15 quater (dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de justice aux évolutions de la criminalité)

Intervient sur les adts n° 42 à 49 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 5275)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'adt n° 64 de M. Christophe Caresche (greffe du juge de l'application des peines) (p. 5276)

Avant l'article 16

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine) (p. 5176)

Son adt n° 76 (rédaction de l'intitulé du titre IV) : adopté (p. 5276)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 5276)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 novembre 2005] (p. 7507)

Son intervention (p. 7507)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 7507)
Assemblée nationale : propositions de loi : récidive (p. 7507)
Droit pénal : libération conditionnelle (p. 7508)
Droit pénal : mandat de dépôt à l'audience (p. 7508)
Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7508)
Justice : centres éducatifs fermés : mineurs (p. 7509)
Justice : juge de l'application des peines (p. 7509)
Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 7508)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : missions et programmes (p. 6137)
Gendarmerie : effectifs (p. 6138)
Gendarmerie : logement (p. 6138)
Gendarmerie : équipements (p. 6139)
Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6138)
Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6138)
Police : effectifs (p. 6138)
Police : équipements (p. 6138)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7460)

Thèmes :

- Défense : renseignement (p. 7461)
- Ordre public : personnels : formation professionnelle (p. 7461)
- Ordre public : personnels : lutte contre le terrorisme (p. 7461)
- Ordre public : vidéosurveillance (p. 7460)
- Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) (p. 7461)
- Police : renseignements généraux (p. 7461)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Après l'article 10

Son adt n° 122 (disposition statutaire relative à la police nationale) : adopté (p. 7531)

Son adt n° 123 (adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires) (p. 7534) : adopté (p. 7535)

Jean-Louis LÉONARD

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre du conseil d'administration de l'institut des hautes études de défense nationale [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi modifiant la loi n° 99-984 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (n° 2156) [23 novembre 2005] (n° 2702)

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [1^{er} mars 2006] (n° 2920)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1531, posée le 28 mars 2006. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale (J.O. Questions p. 3191)

n° 1603, posée le 9 mai 2006. Handicapés. Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT) (J.O. Questions p. 4788). Appelée le 9 mai 2006. Rémunérations (p. 3151)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 650 rectifié (p. 4914)

Son adt n° 1050 corrigé : adopté (p. 4914)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 908 de M. Charles de Courson (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4938)

Son adt n° 652 rectifié (loyer des bâtiments d'habitation) (p. 4938) : retiré (p. 4940)

Intervient sur l'adt n° 411 de M. Philippe-Armand Martin (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 628 rectifié de M. Philippe Feneuil (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 934 de M. Charles de Courson (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 905 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4943)

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de la commission (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4944)

Son adt n° 1092 rectifié (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) : adopté (p. 4944)

Après l'article 6

Son adt n° 649 (droit de préemption des SAFER) : retiré (p. 4951)

Ses adts n° 652 et 651 (prix des loyers des maisons d'habitation) : retiré (p. 4951)

Son adt n° 650 (règles applicables en cas de vente d'un bien faisant l'objet d'un bail cessible) : retiré (p. 4951)

Son adt n° 653 (droit à un congé vente au profit des propriétaires pauvres) : rejeté (p. 4951)

Après l'article 25

Son adt n° 657 (maintien des activités traditionnelles et économiques dans les zones humides) : adopté (p. 5316)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7553)

Thèmes :

- Défense : professionnalisation (p. 7553)
- Défense : réserves (p. 7553 et s.)
- Défense : réserves : crédit d'impôt (p. 7555)
- Défense : réservistes : fonctionnaires et agents publics (p. 7554)
- Défense : service national (p. 7553)
- Gendarmerie : réservistes (p. 7555)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)

Ses interventions (p. 7569 et s.)

Article 2 (conditions d'admission dans la réserve)

Son intervention (p. 7571)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (rétablissement du grade d'aspirant dans la réserve) (p. 7571)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Son intervention (p. 7571)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Michel Dasseux (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7574)

Article 5 (limites d'âge des réservistes)

Son intervention (p. 7575)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Ses interventions (p. 7575 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Michel Dasseux (prise en compte des performances en matière de réserve militaire au

titre de la clause de mieux-disant inscrite à l'article 53 du code des marchés publics) (p. 7577)

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Michel Dasseux (établissement de contrats-type de travail) (p. 7577)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (services accomplis dans le cadre de la réserve opérationnelle auprès d'une entreprise) (p. 7578)

Article 10 (définition de la réserve citoyenne)
Son intervention (p. 7578)

Article 11 (composition de la réserve citoyenne)
Ses interventions (p. 7578 et s.)

Article 12 (limite d'âge de la réserve citoyenne)
Son intervention (p. 7579)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (abrogation de l'article 21 de la loi du 22 octobre 1999) (p. 7580)

Article 15 (journée nationale du réserviste)
Son intervention (p. 7580)

Article 16 (modification du code du travail)
Son adt n° 41 : adopté (p. 7580)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de la commission (attribution du statut d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie) (p. 7581)

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (abrogation d'une disposition caduque) (p. 7581)

Intervient sur l'adt n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7582)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (Gouvernement autorisé à compléter, par voie d'ordonnance, la partie législative du code de la défense) (p. 7584)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)
Son intervention (p. 2458)

Thèmes :

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 2459)

Défense : Légion étrangère (p. 2458)

Défense : réserves (p. 2459)

Défense : réserves : crédit d'impôt (p. 2459)

Défense : réservistes : étrangers (p. 2458)

Défense : réservistes : fonctionnaires et agents publics (p. 2459)

Défense : réservistes : limite d'âge (p. 2458, 2459 et 2464)

Transports ferroviaires : SNCF : réservistes (p. 2459)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 26

Son adt n° 83 (régularisation par voie législative du décret déclarant d'utilité publique les travaux de modernisation de la liaison ferrée Niort- La Rochelle) : adopté (p. 8391)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3595)

Jean LEONETTI

Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Attitude de la France [5 octobre 2005] (p. 4749)

Emploi. Contrats première embauche [28 mars 2006] (p. 2251)

Etat. Gouvernement. Situation politique [21 juin 2006] (p. 4399)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7618)

Thèmes :

Enseignement : programmes (p. 7618)

Etat : devoir de mémoire (p. 7618, 7619)

Pays étrangers : Algérie (p. 7618, 7619)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Son intervention (p. 3110)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès social à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3937)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4153)

Thèmes :

Culture (p. 4154)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4154)

Entreprises : délocalisations (p. 4153)

Pays étrangers : Afrique (p. 4154)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4154)

Pays étrangers : Irak (p. 4153)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4154)

Pays étrangers : Royaume-Uni : énergie nucléaire (p. 4154)

Pays étrangers : Turquie (p. 4154)
 Politiques communautaires : coopération et développement (p. 4154)
 Politiques communautaires : immigration (p. 4154)
 Union européenne : constitution européenne (p. 4153)
 Union européenne : élargissement (p. 4154)
 Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 4154)

Arnaud LEPERCQ
 Vienne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT
 n° 1581, posée le 2 mai 2006. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Sécheresse de 2003, indemnisation (p. 2767)

Annick LEPETIT
 Paris (17^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT
 Urbanisme. Logement social. Construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application [25 octobre 2005] (p. 5805)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5230)

Thèmes :

Assurances : contrats (p. 5231)
 Baux : baux d'habitation : loyers (p. 5231)
 Sécurité publique : incendies (p. 5231)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7231)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 7232)
 Baux : loyers (p. 7233)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7233)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 7232)
 Logement : crédits (p. 7231)
 Logement : habitat insalubre (p. 7233)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7232)
 Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 7233)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7233)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7231)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 146)

Thèmes :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : logement social (p. 147)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 146)
 Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 147)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 146, 148)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 147)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 147)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son intervention (p. 196)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 316)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 324)

Après l'article 7 septies

Son adt n° 421 (surface minimale habitable) (p. 355) : rejeté (p. 356)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 394)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 443)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 457)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 454 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation de l'article 60 - permettant au préfet de déléguer tout ou partie de son "contingent" de réservations

de logements -de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) (p. 469)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3830) : rejetée (p. 3835)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 3830)

Etat : domaine public : logement social (p. 3831)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3831)

Logement : logement social (p. 3833)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : surendettement (p. 3832)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3833)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : crédits budgétaires (p. 3833)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3830)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : gens du voyage (p. 3832)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Son intervention (p. 3933)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3941)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Son intervention (p. 2483)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2484)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 2485)

Transports urbains : matériel roulant : crédits (p. 2484)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2484)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2484)

Ses explications de vote (p. 2491)

Abstention du groupe socialiste (p. 2485)

Pierre LEQUILLER

Yvelines (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 1er juillet au 21 septembre 2005 (n^{os} E2915, E 2917, E 2921, E 2923, E 2925 à E 2928, E 2930, E 2933, E 2936, E 2938 à E 2941, E 2943, E 2944, E 2946, E 2949, E 2954 à E 2956) et sur les textes n^{os} E 2650 à E 2653, E 2733, E 2754, E 2781, E 2791, E 2823-6, E 2823-7, E 2836, E 2853, E 2871, E 2882, E 2884 et E 2896 [4 octobre 2005] (n^o 2551)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 22 septembre au 19 décembre 2005 (n^{os} E 2959, E 2960 à E 2967, E 2969, E 2971 à E 2975, E 2978 à E 2980, E 2982 à E 2985, E 2987 à E 2991, E 2994, E 3001, E 3003 à E 3007, E 3009, E 3010, E 3013, E 3014, E 3017, E 3018, E 3020, E 3024, E 3030, E 3032, E 3033, E 3035 et E 3037) et sur les textes n^{os} E 2398, E 2462, E 2484, E 2526, E 2568, E 2808, E 2809, E 2823-8, E 2838, E 2840, E 2845, E 2868, E 2876, E 2900, E 2908, E 2911, E 2919, E 2920, E 2929, E 2932, E 2934, E 2937, E 2942, E 2947, E 2957 et E 2958 [20 décembre 2005] (n^o 2769)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 décembre 2005 au 19 janvier 2006 (n^{os} E 3040, E 3041, E 3045, E 3046, E 3048, E 3051, E 3052, E 3054, E 3061 et E 3068) et sur les textes n^{os} E 2461, E 2857, E 2986, E 3034 et E 3036 [25 janvier 2006] (n^o 2830)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 janvier au 27 février 2006 (n^{os} E 3073, E 3075 à E 3079, E 3087, E 3088 et E 3090) et sur les textes n^{os} E 2191, E 2582, E 2837, E 2846, E 2854, E 2864, E 2945, E 2968, E 3029 et E 3060 [8 mars 2006] (n^o 2938)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 28 février au 5 avril 2006 (n^{os} E 3093, E 3095, E 3099, E 3100, E 3103 annexe 1, E 3104 et E3111 à E 3114) et sur les textes n^{os} E 2635, E 2897 à E 2899, E 2922, E 2931, E 2976, E 3008, E 3019, E 3021, E 3027, E 3031, E 3043, E 3049, E 3053, E 3058, E 3059, E 3064, E 3070, E 3071, E 3082, E 3085 et E 3123 à E 3125 [12 avril 2006] (n^o 3041)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avenir du brevet en Europe [17 mai 2006] (n^o 3093)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 avril au 9 mai 2006 (n^{os} E 3103 annexe 2, E 3116, E 3117, E 3120 à E 3122, E 3127, E 3128, E 3130, E 3133, E 3135, E 3138 et E 3139) et sur les textes n^{os} E 2347, E 2520, E 2870, E 3025, E 3105 à E 3107, E 3109 et E 3146 [17 mai 2006] (n^o 3094)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus de missions sur l'avenir du traité constitutionnel et la stratégie sur l'élargissement [7 juin 2006] (n^o 3131)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 10 mai au 14 juin 2006 (n^{os} E 3103 annexe 3, E 3147 à E 3150, E 3155, E 3156, E 3160, E 3163 et E 3164) et sur les textes n^{os} E 2717, E 2875, E 2901, E 2950, E 2992, E 3062, E 3069, E 3110, E 3126 et E 3131 [21 juin 2006] (n^o 3176)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (n^{os} E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 31778) et sur les textes n^{os} E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E 3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162 [5 juillet 2006] (n^o 3252)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 29 août 2006 (n^{os} E 3181 à E 3183, E 3185 à E 3189, E 3196, E 3197 et E 3216 à E 3219) et sur les textes n^{os} E 3050, E 3103 annexe 5, E 3169 à E 3171, E 3220, E 3228, E 3230 à E 3234, E 3238 et E 3239 [19 septembre 2006] (n^o 3332)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement [7 juin 2006] (p. 4043)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 20

Intervient sur l'adit n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5720)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5737)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8153)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8263)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 8263)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8263)
Recherche (p. 8263)
TVA : taux réduit (p. 8263)
Union européenne : fonds structurels (p. 8264)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8348)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 8348)
Logement (p. 8348)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 640)

Thèmes :

Emploi : normes européennes (p. 640, 641)
Emploi : chômage (p. 641)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 640, 641)
Emploi : jeunes (p. 641)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 641)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention (p. 1781)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1782)
Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 1782)
Politiques communautaires : protection des consommateurs (p. 1783)
Services : création d'emplois (p. 1783)
Union européenne : directives : parlements nationaux (p. 1782)
Ses explications de vote (p. 1793)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1793)

Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006

[21 mars 2006] (p. 2089)

Son intervention (p. 2097)

Thèmes :

Politiques communautaires : enseignement supérieur (p. 2098)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 2097)
Politiques communautaires : recherche (p. 2098)
Politiques communautaires : directives : services (p. 2098)
Politiques communautaires : fonds d'ajustement à la mondialisation (p. 2098)
Union européenne : élargissement (p. 2098)

Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006

[13 juin 2006] (p. 4148)

Son intervention (p. 4154)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4155)
Energie et carburants : pétrole (p. 4155)
Energie et carburants : politique énergétique (p. 4155)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4155)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4155)
Pays étrangers : Russie (p. 4155)
Politique économique : croissance (p. 4155)
Union européenne : élargissement (p. 4155)
Union européenne : institutions (p. 4155)
Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 4155)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4232)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4233)
Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4232)
Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4233)
Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4232)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4232)
Union européenne : politique énergétique (p. 4232)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4569)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 4570)
Langue française : francophonie (p. 4570)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4569, 4570)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4570)
Pays étrangers : Turquie (p. 4570)
Union européenne (p. 4569, 4570)
Union européenne : élargissement (p. 4570)
Union européenne : traité de Nice (p. 4570)

Jean-Pierre LE RIDANT

Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XIII : Travail et emploi (n° 2569) [12 octobre 2005]
Proposition de loi n° 3137 visant à instituer un parrainage pour tout demandeur d'emploi volontaire [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Licenciement économique. Convention de remplacement personnalisé [14 décembre 2005] (p. 8336)
Enseignement secondaire. Baccalauréat. Organisation, égalité des chances [14 juin 2006] (p. 4202)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1482, posée le 7 mars 2006. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 2256). Appelée le 7 mars 2006. Étudiants handicapés, auxiliaires de vie, mise en œuvre (p. 1532)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI****Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6661)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 6662 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 6661 et s.)
Emploi : chômeurs (p. 6662 et s.)
Emploi : création d'emplois (p. 6662 et s.)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 6661 et s.)
Emploi : politique de l'emploi (p. 6661 et s.)
Entreprises : allègement des charges (p. 6661)

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6121)
Établissements de santé. Centres de santé. Croix-Rouge, Seine-Saint-Denis [18 janvier 2006] (p. 110)
Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [10 mai 2006] (p. 3239)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1448, posée le 28 février 2006. Transports urbains. Tramways (J.O. Questions p. 1950). Appelée le 28 février 2006. Financement, Seine-Saint-Denis (p. 1234)
n° 1520, posée le 28 mars 2006. Travail. Droit du travail (J.O. Questions p. 3189). Appelée le 28 mars 2006. Sous-traitance, réglementation (p. 2242)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)**

Son intervention (p. 7792)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7791 et s.)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7792)
Enseignement secondaire : orientation scolaire et professionnelle (p. 7793)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7792 et s.)
Politique sociale : promotion sociale (p. 7793)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)**

Son intervention (p. 7940)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 7943)
Élections et référendums : calendrier électoral (p. 7940, 7943)
Élections et référendums : collège sénatorial (p. 7941)
Élections et référendums : élections cantonales : durée des mandats (p. 7942)
Élections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7941)
Parlement : Sénat : modernisation (p. 7942)
Parlement : Sénat : prérogatives (p. 7940)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7958)

Article 1er (report d'un an des élections sénatoriales prévues en septembre 2007, septembre 2010 et septembre 2013)

Son adt n° 4 (p. 7958)

Son intervention (p. 7961)

Article 2 (coordination-mention des renouvellements partiels de 2008 et 2011)

Son adt n° 5 (de suppression) (p. 7962)

Ses explications de vote (p. 7962)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7963)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)**

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat et du projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (voir Elections et référendums 2576)

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Article 1er (report d'un an des élections municipales prévues en mars 2007)

Son adt n° 13 rectifié (p. 7963)

Après l'article 1er

Reprend l'adt n° 2 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conditions de candidature aux élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants) (p. 7964) : rejeté

Son adt n° 11 (renouvellement intégral des conseils généraux) (p. 7963) : rejeté (p. 7964)

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux adjoints au maire dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7965)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (application du principe de parité aux délégués dans les communautés de communes ou d'agglomération, dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7966)

Article 2 (report d'un an des élections cantonales prévues en mars 2007)

Ses adts n^{os} 14 rectifié et 9 (p. 7966)

Article 3 (report des élections cantonales prévues en mars 2010)
Ses adts n^{os} 12 et 10 (p. 7968)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n^o 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7969)

Article 3 bis (coordination-mention du renouvellement partiel de 2011)

Son adt n^o 7 (p. 7969)

Article 4 (coordination-mention des renouvellements sénatoriaux de 2008 et 2011)

Son adt n^o 8 (p. 7970)

Ses explications de vote (p. 7970)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7970)

Projet de loi organique n^o 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 2 (actualisation de références au code électoral - compétence de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - organisation du scrutin dans les bureaux de vote en Amérique)

Son intervention (p. 2133)

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4869 et s.)

Après l'article 6

Son intervention (p. 5446)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5491 et s.)

Jean-Claude LEROY

Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1619, posée le 30 mai 2006. Industrie. Produits minéraux non métalliques (J.O. Questions p. 5565). Appelée le 30 mai 2006. Industrie cimentière, protocole de Kyoto, application, conséquences (p. 3755)

Maurice LEROY

Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

DÉPÔTS

Proposition de loi n^o 2775 visant à instaurer pour tous les élèves de classe de troisième une formation aux gestes élémentaires de premiers secours dispensée par les sapeurs-pompiers [22 décembre 2005]

Proposition de loi n^o 3300 relative à l'extension du droit à réparation à tous les pupilles de la Nation, orphelins de guerre ou du devoir [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Maxime Gremetz : rappelle à M. Gremetz les conditions d'octroi d'une demande de suspension de séance [27 octobre 2005] (p. 5953)

M. Alain Néri : constate à son tour les aléas de l'ordre du jour, invoque les événements d'actualité et la longue discussion précédente [8 novembre 2005] (p. 6525)

M. Gérard Bapt : associe l'Assemblée nationale aux sentiments exprimés par Gérard Bapt et Richard Cazenave à l'égard de Gebrane Tuéni, député et journaliste au moment où sa dépouille quitte l'Assemblée nationale libanaise pour être enterrée [14 décembre 2005] (p. 8346)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : fait observer que la réserve étant de droit, il ne peut y avoir de vote sur l'amendement n^o 645, deuxième rectification [19 janvier 2006] (p. 265)

M. Gaëtan Gorce : explique par quelle procédure il organisera les débats sur l'amendement n^o 3 et les sous-amendements qui y sont associés [7 février 2006] (p. 817)

M. Jean-Marc Ayrault : précise son intention de diriger les débats de manière réglementaire et équitable, indique qu'aucun sous-amendement n'a été déclaré irrecevable [7 février 2006] (p. 822)

M. André Chassaigne : répond que la séance de l'après midi a pu être avancée au matin parce que celle de la veille s'est terminée à 1h50; par ailleurs, comme indiqué sur le feuillet du jour, la commission des affaires économiques est convoquée avant le début de la séance de l'après-midi; enfin, le Président de l'Assemblée n'a en rien violé la Constitution en déclarant l'irrecevabilité d'un amendement relevant du domaine réglementaire comme son auteur le reconnaît [11 mai 2006] (p. 3327)

M. François Brottes : répond, en rejetant tout esprit de polémique, que s'il laisse toujours le débat se dérouler bien au-delà de ce qu'autorise le règlement, l'auteur d'un amendement doit être présent pour le défendre et qu'un amendement ne peut être repris que s'il a été préalablement retiré [12 septembre 2006] (p. 4974)

M. François Brottes : informe M. Brottes qu'il a demandé aux services de l'Assemblée de retirer du site intranet la photo représentant le Président Debré entouré par les adts de l'opposition [25 septembre 2006] (p. 5501)

DÉBATS

Projet de loi n^o 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Après l'article 13

Répond au rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 5953)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Répond au rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) [8 novembre 2005] (p. 6525)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6560)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Répond à l'intervention de M. Jean-Pierre Brard : indique à M. Brard que "nous sommes dans un débat organisé et que la discussion des articles a commencé" et déclare ne pouvoir donner la parole à M. Jean-Pierre Brard pour un rappel au règlement (p. 7301)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) [19 janvier 2006] (p. 265)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Répond à l'intervention de M. Alain Bocquet : précise que le président de la commission des lois est, au même moment, retenu par les travaux de la commission d'enquête sur l'affaire d'Outreau (p. 549)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Répond au rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) (p. 815)

Après l'article 3

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 821)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Répond au rappel au règlement de M. André Chassaigne (cf supra) [11 mai 2006] (p. 3327)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 4974)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle

public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5501)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [31 mai 2006] (p. 3842)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime "détestables" les conditions du débat, considère anormal d'instituer le CPE par le biais d'un amendement, regrette que les droits du Parlement soient en voie d'être affaiblis par l'application imminente de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 février 2006] (p. 990)

DÉBATS**Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 990)

Claude LETEURTRE

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Secrétaire de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Professions de santé. Chirurgiens. Revendications [21 juin 2006] (p. 4401)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1322, posée le 6 décembre 2005. Système pénitentiaire. Détenus (J.O. Questions p. 11120). Appelée le 6 décembre 2005. Troubles mentaux, prise en charge (p. 7901)

n° 1546, posée le 4 avril 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs (J.O. Questions p. 3484). Appelée le 4 avril 2006. Restructuration, conséquences (p. 2398)

n° 1698, posée le 27 juin 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs (J.O. Questions p. 6664). Appelée le 27 juin 2006. Restructuration, conséquences (p. 4523)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SECURITE SANITAIRE**

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :
- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Son intervention (p. 6838)

Thèmes :

Santé : agences sanitaires (p. 6838)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6838)
Santé : veille sanitaire (p. 6838)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)
Son intervention (p. 423)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 423)
Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 423)
Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 424)
Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 423)
Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 423)

Céleste LETT

*Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Étudiants, manifestations [14 mars 2006] (p. 1805)

Édouard LEVEAU

*Seine-Maritime (11^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15813)

Membre titulaire du comité national des retraités et des personnes âgées [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

Rapporteuse de la proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés (n° 3083) [6 juin 2006]

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (n° 2569) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés (n° 3083) [6 juin 2006] (n° 3123)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, rapport, conclusions [10 mai 2006] (p. 3244)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6528)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6528)

Anciens combattants et victimes de guerre : Institut national des invalides (p. 6529)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6529)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6529)

Handicapés : anciens combattants et victimes de guerre (p. 6530)

Handicapés : appareillage (p. 6530)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4269)

Thèmes :

Handicapés : taux d'invalidité (p. 4270)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4269, 4270)

Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 4270)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4269, 4270)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3037 tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3232 tendant à modifier la publication des sondages d'opinion [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. SNCF. Service public, maintien [22 novembre 2005] (p. 7321)

Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8508)

Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [7 juin 2006] (p. 4045)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1348, posée le 20 décembre 2005. Enseignement : personnel. Contractuels et vacataires (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Intégration (p. 8488)

n° 1498, posée le 21 mars 2006. Cours d'eau, étangs et lacs. Etang de Thau (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Fermeture, conséquences (p. 2060)

n° 1700, posée le 27 juin 2006. Retraites : généralités. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 6664). Appelée le 27 juin 2006. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée (p. 4545)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6852)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6852)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6693)

Son intervention (p. 6695)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : obligation scolaire (p. 6696)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 6696)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 6696)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6696)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6706)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6732)

Thèmes :

Associations : éducation populaire (p. 6732)

Enseignement : aide psychopédagogique (p. 6732)

Enseignement : crédits (p. 6732)

Enseignement : pédagogie (p. 6732)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 6732)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 6732)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6732)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6732)

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 6732)

ENTREPRISES PUBLIQUES

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)

Procédure des questions :

Transports par eau : ports (p. 6719)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6389)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6390)

Sports : crédits (p. 6390)

Sports : installations sportives (p. 6390)

Sports : métiers du sport (p. 6390)

Procédure des questions :

Associations : subventions (p. 6403)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Procédure des questions :

Travail : salaires : négociations (p. 6684)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7596)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7597)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7597)

Etat : valeurs républicaines (p. 7597)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7597)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 52)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 52)

Emploi : jeunes (p. 52)

Travail : durée du travail : volontaires (p. 52)

Travail : salaires : volontaires (p. 52)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)

Ses adts n°s 79 et 80 (p. 64 et s.)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Son adt n° 81 : adopté (p. 67)

Son adt n° 82 (p. 67)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Ses interventions (p. 68 et s.)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Ses interventions (p. 76 et s.)

Son adt n° 85 (p. 76)

Article 8 (protection sociale du volontaire)

Son intervention (p. 82)

Son adt n° 87 (p. 83)

Article 9 (modifications du code de la sécurité sociale)

Son adt n° 88 (p. 84)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Ses adts n°s 90 et 89 (p. 85 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 65 du Gouvernement (possibilité pour le groupement d'intérêt public "Coupe du Monde de rugby France 2007" de recourir à des volontaires) (p. 89)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Son adt n° 91 (p. 90)

Son intervention (p. 92)

Ses adts n°s 93 rectifié et 92 (p. 93)

Article 13 (publicité des subventions reçues par les associations)

Son adt n° 94 (de suppression) (p. 94)

Ses explications de vote (p. 98)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 98)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)

Son intervention (p. 1947)

Thèmes :

Démographie (p. 1947)

Emploi : contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (p. 1948)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1946, 1948)

Emploi : création d'emplois (p. 1947)

Emploi : jeunes (p. 1947)

Formation professionnelle : stages (p. 1947, 1948)

Impôt sur les sociétés (p. 1948)

Politique sociale : minima sociaux (p. 1947)

Retraites : généralités (p. 1947)

Travail : code du travail (p. 1947)

Travail : négociations (p. 1947)

Travail : précarité (p. 1947 et s.)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2505)

Thèmes :

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2505, 2506)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2506)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2505, 2506)

Enseignement maternel et primaire : écoles (p. 2505, 2506)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2506)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2665)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4587)

Thèmes :

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4587)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4587, 4588)

Agroalimentaire : viticulture : politiques communautaires (p. 4588)

Boissons et alcools : vin (p. 4587, 4588)

Union européenne : Commission : viticulture (p. 4588)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Son intervention (p. 5306)

Michel LIEBGOTT

Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Politique industrielle [1^{er} février 2006] (p. 599)

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor, bilan [27 juin 2006] (p. 4556)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1292, posée le 18 octobre 2005. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 9591). Appelée le 18 octobre 2005. GKN Driveline, emploi et activité (p. 5341)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 6554)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6398)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6398)

Collectivités territoriales : charges : sports (p. 6398)

Emploi : précarité (p. 6398)

Sports : football (p. 6398)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7650)

Son intervention (p. 7658)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7678)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7678)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7659, 7660)

Emploi : chômage de longue durée (p. 7651, 7678)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 7659)

Enfants : crèches et garderies (p. 7659)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7651, 7658 et s., 7678)

Politique sociale : pauvreté (p. 7651, 7658 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 7658)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7658, 7678)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 7660)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 7659)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 7659)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son intervention (p. 7721)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7729)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 153 du Gouvernement (limitation des sanctions administratives aux cas de fraude délibérée) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7732)

Ses explications de vote (p. 7929)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7930)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1198)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 1198)

Emploi : chômage (p. 1199)

Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 1198)

Emploi : création d'emplois (p. 1199)

Emploi : primes forfaitaires (p. 1198)

Politique économique : libéralisme (p. 1199)

Politique sociale : minima sociaux (p. 1198)

Politique sociale : minima sociaux : fraude (p. 1198)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1198)

Travail : négociations (p. 1198)

Travail : précarité (p. 1198, 1199)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1198)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7611)

Thèmes :

Enseignement : intégration (p. 7611)

Enseignement : programmes (p. 7612)

Etat : devoir de mémoire (p. 7611, 7612)

Pays étrangers : Algérie (p. 7612)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7612)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)

Son intervention (p. 1949)

Thèmes :

Démographie (p. 1950 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 1950)

Emploi : chômage (p. 1950)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1950, 1952)

Emploi : jeunes (p. 1950)

Entreprises : bénéfiques (p. 1950)

Fonction publique de l'Etat (p. 1952)

Formation professionnelle (p. 1952)

Formation professionnelle : stages (p. 1950)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1952)

Impôt sur le revenu (p. 1952)

Industrie : sidérurgie (p. 1951)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1950)

Travail : précarité (p. 1950 et s.)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Ses interventions (p. 2663 et s.)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1318, posée le 6 décembre 2005. Emploi. Insertion professionnelle (J.O. Questions p. 11119). Appelée le 6 décembre 2005. Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation (PAIO), personnel, revendications (p. 7910)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6738)

Thème :

Enseignement : élèves : insertion professionnelle (p. 6738)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6396)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6396)

Associations : emploi (p. 6397)

Economie sociale : généralités : fonctionnement (p. 6397)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 6397)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Son intervention (p. 8205)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 51 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire d'au moins 25 %) (p. 8205)

Intervient sur l'adt n° 47 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire de 25 % à 50 %) (p. 8205)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Catherine Génisson (droit du salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou une modification des horaires du travail) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 64 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance : dérogations soumises à accords de branche) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : accès prioritaire aux heures supplémentaires) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 50 de Mme Catherine Génisson (limitation de l'amplitude horaire du travail à temps partiel dans une journée) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Catherine Génisson (sanctions financières des employeurs coupables d'abus d'utilisation du travail à temps partiel) (p. 8207)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Pierre-Christophe Baguet (sensibilisation des inspecteurs du travail aux questions d'égalité professionnelle) (p. 8208)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Pierre-Christophe Baguet (caractère facultatif des plages horaires fractionnées de travail à temps partiel) (p. 8209)

Après l'article 6

Reprend l'adt n° 26 de M. Pierre-Christophe Baguet (accès prioritaire aux emplois à temps plein pour le salarié à temps partiel) (p. 8210) : rejeté (p. 8210)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Catherine Génisson (définition élargie du harcèlement sexuel) (p. 8210)

Article 10 bis (indemnisation du congé de maternité prolongé en cas de naissance prématurée)

Son intervention (p. 8212)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Pierre-Christophe Baguet (congé parental et travail à temps partiel : droit du salarié au fractionnement) (p. 8212)

Article 12 ter A (prolongation du congé parental jusqu'à la rentrée scolaire)

Son intervention (p. 8213)

Article 13 ter (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise)

Son intervention (p. 8215)

Article 13 quater (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel)

Son intervention (p. 8215)

Article 15 (formation professionnelle et apprentissage)

Son intervention (p. 8216)

Ses explications de vote (p. 8217)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8217)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 55)

Thèmes :

Associations : crédits (p. 56)

Associations : volontaires (p. 55, 56)

Associations : statuts (p. 56)

Politique sociale : exclusion (p. 56)

Tourisme et loisirs : animateurs (p. 56)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)

Ses adts n° 18 à 20 (p. 64 et s.)

Article 1er bis (exemption de la condition de ressources pour bénéficiaire de l'aide juridique)

Son intervention (p. 66)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Son adt n° 22 (p. 67)

Son adt n° 23 : adopté (p. 67)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Ses interventions (p. 68 et s.)

Article 4 (protection au regard de l'assurance chômage du salarié choisissant le volontariat)

Son adt n° 26 (p. 70)

Après l'article 4

Son adt n° 27 (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71) : rejeté (p. 72)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Son adt n° 28 (p. 76)

Son adt n° 29 : adopté (p. 77)

Ses adts n° 30 à 33 (p. 77, 78 et s.)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Son adt n° 36 (p. 79)

Son intervention (p. 80)

Ses adts n° 37 et 38 (p. 80 et s.)

Article 8 (protection sociale du volontaire)

Ses interventions (p. 83 et s.)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Ses adts n° 39 et 40 (p. 85 et s.)

Son intervention (p. 87)

Après l'article 10

Son adt n° 17 (associations : conclusion de contrats pluriannuels avec l'Etat pour la mise en œuvre du volontariat) (p. 88) : rejeté (p. 89)

Son adt n° 16 (conférence nationale annuelle du volontariat) : rejeté (p. 90)

Article 11 (régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)

Son adt n° 41 (p. 90)

Son intervention (p. 91)

Son adt n° 43 (p. 92)

Article 13 (publicité des subventions reçues par les associations)

Son adt n° 44 (de suppression) (p. 94)

Son intervention (p. 95)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de M. Dominique Tian (publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations) (p. 96)

Intervient sur l'adt n° 97 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations) (p. 97)

Ses explications de vote (p. 98)

Vote contre du groupe socialiste (p. 98)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : logement social (p. 162)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 162)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 162)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2A (élaboration d'un programme local de l'habitat par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 215)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 234)

Article 2 bis (extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat)

Son intervention (p. 235)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

François LONCLE

Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les Etats-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto (n° 3274) [20 septembre 2006]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 3 mars 2004 sur le statut des journalistes et correspondants de guerre en cas de conflit [8 mars 2006] (n° 2935)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Supplée M. Jean-Paul Bacquet, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6301)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 6301)

Commerce extérieur : Directions régionales du commerce extérieur (DRCE) (p. 6302)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7614)

Thèmes :

Etat : devoir de mémoire (p. 7614)

Etat : politique extérieure (p. 7614)

Pays étrangers : Algérie (p. 7614)

Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 juin 2006] (p. 4091)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes :

Culture : diversité culturelle (p. 4095)

Langue française : francophonie (p. 4095)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4095)

Organisations internationales : UNESCO (p. 4095, 4096)

Pays étrangers : Canada (p. 4095)

Relations internationales : paix (p. 4095)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient

[21 juin 2006] (p. 4409)

Son intervention (p. 4413)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme : Israël (p. 4414)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4413, 4414)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4414)

Pays étrangers : Israël (p. 4414)

Pays étrangers : Jordanie (p. 4413)

Pays étrangers : Palestine (p. 4414)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 4414)

Pays étrangers : Russie (p. 4414)

Relations internationales : guerre : Israël (p. 4413)

Relations internationales : guerre : Palestine (p. 4413)

Relations internationales : paix (p. 4413, 4414)

Union européenne (p. 4414)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4576)

Thèmes :

Pays étrangers : Bulgarie (p. 4576, 4577)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4576, 4577)

Union européenne (p. 4576, 4577)

Union européenne : élargissement (p. 4577)

François LOOS

Ministre délégué à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Raison. Energie et carburants. Biocarburants [4 octobre 2005] (p. 4699)

M. Pierre Cohen. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [12 octobre 2005] (p. 5155)

M. Jean-Yves Besselat. Télécommunications. Téléphone. Attitude des opérateurs [19 octobre 2005] (p. 5438)

M. Jean-Yves Besselat. Télécommunications. Téléphone. Attitude des opérateurs [19 octobre 2005] (p. 5438)

M. Jean-Pierre Kucheida. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [26 octobre 2005] (p. 5879)

M. Jérôme Bignon. Energie et carburants. Biocarburants [22 novembre 2005] (p. 7327)

M. Philippe Folliot. Energie et carburants. Politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 106)

M. Laurent Fabius. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [1^{er} février 2006] (p. 596)

M. Michel Liebgott. Industrie. Politique industrielle [1^{er} février 2006] (p. 599)

M. Bernard Brochand. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [12 avril 2006] (p. 2586)

M. François Sauvadet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [13 avril 2006] (p. 2683)

M. François Brottes. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [2 mai 2006] (p. 2782)

M. Michel Sainte-Marie. Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mègnac [16 mai 2006] (p. 3464)

M. Arnaud Montebourg. Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [7 juin 2006] (p. 4043)

M. Augustin Bonrepaux. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [7 juin 2006] (p. 4047)

- M. Alain Cousin. Energie et carburants. Electricité. Prix [7 juin 2006] (p. 4051)
- M. René Rouquet. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4205)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE*
- M. Jean-Louis Dumont. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Centres d'enfouissement, accompagnement économique [18 octobre 2005] (p. 5346)
- M. Pierre Forgues. Energie et carburants. EDF. Tarifs, entreprises [18 octobre 2005] (p. 5348)
- M. Denis Merville. Système pénitentiaire. Etablissements. Maison d'arrêt du Havre, délocalisation [18 octobre 2005] (p. 5349)
- M. François Vannson. Industrie. Textile et habillement. AMES Europe France, emploi et activité, Saint-Nabord [18 octobre 2005] (p. 5345)
- M. Pascal Terrasse. Industrie. Produits minéraux non métalliques. Céramique, Novocéram, emploi et activité, Bourg-Saint-Andéol [20 décembre 2005] (p. 8484)
- M. Paul Giacobbi. Transports aériens. Aéroport Sainte-Catherine. Calvi, aménagement pour vols de nuit [20 décembre 2005] (p. 8487)
- M. Jean-Pierre Balligand. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Réforme, conséquences [20 décembre 2005] (p. 8484)
- M. Philippe Folliot. Mines et carrières. Mines. Mine de spathfluor, fermeture, Tarn [20 décembre 2005] (p. 8483)
- M. Christian Decocq. Voirie. Restauration. Autoponts, Lille [20 décembre 2005] (p. 8486)
- M. Jean-Pierre Nicolas. Energie et carburants. Fioul. Fioul domestique, prix [20 décembre 2005] (p. 8482)
- Mme Bérengère Poletti. Enseignement agricole. Fonctionnement. Financement [20 décembre 2005] (p. 8486)
- Mme Muguette Jacquaint. Logement. Habitat insalubre. Lutte et prévention [7 février 2006] (p. 774)
- M. Frédéric Reiss. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, réforme, conséquences [7 février 2006] (p. 773)
- M. Claude Bartolone. Audiovisuel et communication. Radio. Bande FM, réception des émissions, Est parisien [21 mars 2006] (p. 2071)
- M. Michel Vergnier. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. Usine Wagon, emploi et activité, La Souterraine [21 mars 2006] (p. 2069)
- M. Dominique Le Mèner. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [21 mars 2006] (p. 2069)
- M. Damien Meslot. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [21 mars 2006] (p. 2068)
- M. Michel Sainte-Marie. Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [4 avril 2006] (p. 2397)
- M. Claude Leteurtre. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs. Restructuration, conséquences [4 avril 2006] (p. 2398)
- M. Gérard Cherpion. Justice. Juridictions civiles. Fonctionnement, effectifs du personnel, Saint-Dié-des-Vosges [4 avril 2006] (p. 2399)
- M. René André. Energie et carburants. Energie nucléaire. Réacteur EPR, implantation, Flamanville [4 avril 2006] (p. 2396)
- M. Armand Jung. Industrie. Edition et imprimerie. Industrie graphique, emploi et activité, Alsace [2 mai 2006] (p. 2769)
- M. Frédéric Soulier. Impôts et taxes. Politique fiscale. Personnes vivant seules [2 mai 2006] (p. 2771)
- M. Michel Heinrich. Impôt sur les sociétés. Imposition forfaitaire annuelle. Réglementation [2 mai 2006] (p. 2770)
- M. Patrick Braouezec. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [30 mai 2006] (p. 3754)
- M. Jean Gaubert. Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché, conséquences [30 mai 2006] (p. 3756)
- M. Jean-Claude Leroy. Industrie. Produits minéraux non métalliques. Industrie cimentière, protocole de Kyoto, application, conséquences [30 mai 2006] (p. 3755)
- M. Jean-Yves Cousin. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [30 mai 2006] (p. 3757)
- M. Lionnel Luca. Impôt de solidarité sur la fortune. Calcul. Réglementation [20 juin 2006] (p. 4326)
- M. Gérard Grignon. Moyens de paiement. Chèques. Egalité de traitement, Saint-Pierre-et-Miquelon [20 juin 2006] (p. 4324)
- M. Michel Raison. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Crédit d'impôt, zones d'emploi éligibles, Haute-Saône [20 juin 2006] (p. 4325)
- RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*
- M. François Brottes : remercie M. Brottes d'autoriser le Gouvernement à ne pas avoir les réponses à toutes ses questions mais répète que, depuis le début, l'ensemble des informations en possession du Gouvernement a été transmis aux députés ; il répond que chaque entreprise a effectivement reçu une lettre de griefs et que, si le Gouvernement n'a eu communication que de celle envoyée à GDF, celle adressée à Suez doit être assez similaire car relative au même sujet ; il ajoute que si l'exemplaire mis à disposition des députés l'a été de manière aussi confidentielle et avec des passages noircis, c'est en raison du secret des affaires ; il souligne en outre que le débat actuel porte sur la privatisation de GDF non sur sa fusion avec Suez ; il rappelle que l'audit commandé par GDF n'a rien d'extraordinaire puisque l'Etat lui-même en fait réaliser sur un grand nombre de sujets ; enfin, le démantèlement des centrales nucléaires belges ne devrait pas poser de problème car le coût de cette opération est forcément provisionné sur une longue période [11 septembre 2006] (p. 4866)
- M. Jean-Pierre Brard : rappelle à M. Brard les propos de M. Ayrault sur la bonne tenue du débat et lui répond que c'est l'évolution de la situation du marché international qui a conduit M. Sarkozy à changer d'avis sur la question de la privatisation de GDF [11 septembre 2006] (p. 4899)
- M. François Brottes : répond que le projet actuel vise à permettre un rapprochement entre GDF et Suez et souligne que le Gouvernement n'a pas voulu que ce rapprochement se fasse par l'emprunt, comme lorsque France Télécom avait voulu acheter Orange, mais par l'investissement financé par la diminution de la participation de l'Etat ; la fusion relève de la gestion interne des deux entreprises et ne figure donc pas dans le texte du projet de loi, de même que la question du siège social soulevée par M. Bocquet [12 septembre 2006] (p. 4934)
- M. François Brottes : répond que c'est l'honneur de la majorité que d'avoir en son sein des débats et d'arriver à faire en sorte que la discussion tienne compte de tous les points de vue ; en ce qui concerne les intérêts personnels de tel ou tel, il déclare que le projet adopté en Conseil des ministres est conforme à l'intérêt des Français [12 septembre 2006] (p. 4968)
- M. Paul Giacobbi : s'élève contre le procès d'intention fait au Gouvernement et ajoute qu'il n'y a aucun problème sur le plan juridique, que M. Cirelli ne fait que défendre son entreprise et qu'on ne peut pas empêcher les journalistes de faire des suppositions [13 septembre 2006] (p. 4990)
- M. François Brottes : répond qu'il veut bien commenter les articles du Financial Times en rappelant que la mise à l'étude de la fusion entre GDF et Suez a conduit chaque conseil d'administration à indiquer à un instant donné ce qui lui semblait être la valeur naturelle de son entreprise mais qu'à l'issue du vote de la loi, des évolutions sont possibles ; il déclare qu'il veillera à ce que GDF, qui appartient à tous les Français, soit évaluée à sa juste valeur [13 septembre 2006] (p. 4992)
- M. François Brottes : indique qu'il n'a jamais "prétendu à la perfection" et admet qu'il s'agit là de la correction d'une erreur rédactionnelle [15 septembre 2006] (p. 5199)

M. François Brottes : répond qu'il s'agit simplement de transposer au gaz un mécanisme existant [18 septembre 2006] (p. 5236)

M. François Brottes : explique que les règles du double plafonnement de la contribution aux charges du service public de l'électricité doivent s'appliquer au 1er janvier 2006 dans l'intérêt des entreprises électro-intensives [19 septembre 2006] (p. 5322)

M. François Brottes : répond que le statut des personnels des industries électriques et gazières n'est en rien changé par le projet actuel ; quant au régime de retraites des industries électriques et gazières, il a été adossé au régime général en 2004 "de manière neutre et transparente" pour le personnel [21 septembre 2006] (p. 5353)

M. Christian Bataille : répond que le Gouvernement a demandé à GDF et à Suez de communiquer à la commission des affaires économiques les propositions que ces entreprises ont adressées à la Commission européenne [21 septembre 2006] (p. 5354)

M. Jean Gaubert : précise la portée des dispositions qui viennent d'être adoptées [21 septembre 2006] (p. 5407)

M. François Brottes : répond que l'arrêt Coname ne peut s'appliquer en France dont la législation, à la différence de l'Italie, prévoit d'accorder le monopole de la concession à un distributeur [22 septembre 2006] (p. 5431)

M. François Brottes : répond que l'opposition peut "donner quitus" à la détermination du Gouvernement de limiter la hausse des tarifs du gaz en dépit de la conjoncture internationale, comme il l'a montré en 2005 ; il ajoute que la clause lue par M. Brottes est en réalité une "clause de sauvegarde" [26 septembre 2006] (p. 5549)

M. François Brottes : demande à M. Brottes d'être "honnête" [26 septembre 2006] (p. 5552)

M. François Brottes : répond que le Gouvernement n'a pas de "plan B" et que si GDF en a un, ce n'est pas l'objet du texte en discussion ; il ajoute que les deux entreprises clôturent leurs comptes au 31 décembre et qu'en ce qui concerne les stock-options, personne n'en dévient à GDF [26 septembre 2006] (p. 5595)

M. François Brottes : répond que "ce qui est écrit est clair" [27 septembre 2006] (p. 5681)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Ses interventions (p. 6316, 6321 à 6324)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6317)
 Commerce extérieur : douanes (p. 6318)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 6317)
 Energie et carburants : électricité (p. 6318)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6317)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6318)
 Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 6316)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6306)
 Recherche : innovation : Agence de l'innovation industrielle (p. 6316)
 Télécommunications (p. 6316)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 6322) (M. François Brottes) (p. 6322)
 Entreprises : charges (p. 6323, 6324) (M. Jacques Desallangre) (p. 6323, 6324)
 Postes : La Poste : lutte contre l'exclusion (p. 6321) (M. François Brottes) (p. 6321)
 TVA : taux réduit : restaurants (p. 6321) (M. Georges Colombier) (p. 6321)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Crédits de la mission "Développement et régulation économiques", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6325)

Article 76 (article 1601 du code général des impôts)

Son intervention (p. 6326)

Article 78 (transfert des droits et obligations afférents aux contrats d'emprunts de l'établissement public "Entreprise minière et chimique")

Son intervention (p. 6327)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Ses interventions (p. 2515, 2521, 2546)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2527)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2551)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2517, 2547)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2521)

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2515, 2547)

Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2516)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2516)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2517)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : organes de gestion (p. 2547, 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : pays étrangers (p. 2516, 2527, 2546, 2551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2516, 2547)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2516, 2527, 2546)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs militaires (p. 2547)

Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : financement (p. 2517)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2518)

Déchets, pollutions et nuisances : entreposage des déchets radioactifs (p. 2515, 2547)

Déchets, pollutions et nuisances : gestion des éléments radioactifs : Plan (p. 2516)

Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2515)

Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2516, 2546)

Départements : Meuse : développement économique (p. 2547)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2516, 2527, 2547)

Energie et carburants : énergie nucléaire : coût (p. 2546)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2518)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire (p. 2517)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2515, 2518)

Environnement : principe de précaution (p. 2547)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 2516)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2517, 2527)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 542-1 du code de l'environnement) (p. 2588)

Intervient sur l'ad n° 77 rectifié de M. Christian Bataille (nouvelle rédaction de l'article L. 542-1 du code de l'environnement) (p. 2588)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2591)

Après l'article 1er

- Intervient sur l'ad t n° 83 de M. Christian Bataille (instauration d'une concertation avec les élus locaux et la population des sites concernés par tout projet d'installations nucléaires de base) (p. 2593)
- Intervient sur l'ad t n° 5 de la commission (programme de recherche et d'études s'échelonnant jusqu'en 2010 dont les objectifs sont classés en fonction de l'importance des volumes des déchets visés) (p. 2594)
- Intervient sur le sous-ad t n° 233 de M. Claude Gatignol (échelonnement jusqu'en 2013) à l'ad t n° 5 de la commission (p. 2594)
- Intervient sur le sous-ad t n° 75 de M. Claude Gatignol (rédactionnel) à l'ad t n° 5 de la commission (p. 2594)
- Article 3 (définitions et champ d'application)*
Son intervention (p. 2595)
- Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)*
Ses interventions (p. 2601 et s.)
- Après l'article 4*
Intervient sur l'ad t n° 13 rectifié de la commission (obligation de conditionner avant 2025 les déchets de moyenne activité produits avant 2015) (p. 2606)
- Intervient sur le sous-ad t n° 72 rectifié de M. Claude Gatignol (2030 au lieu de 2025) à l'ad t n° 13 rectifié de la commission (p. 2606)
- Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)*
Ses interventions (p. 2607 et s.)
- Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)*
Son intervention (p. 2612)
- Article 7 (conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage)*
Ses interventions (p. 2693 et s.)
- Après l'article 7*
Intervient sur l'ad t n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2694)
- Intervient sur le sous-ad t n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'ad t n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (p. 2698)
- Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)*
Ses interventions (p. 2700 et s.)
- Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)*
Ses interventions (p. 2706 et s.)
- Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs - ANDRA)*
Son intervention (p. 2710)
- Après l'article 10*
Intervient sur l'ad t n° 199 de M. Jean-Louis Dumont (représentation des associations de défense de l'environnement au conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2711)
- Intervient sur l'ad t n° 99 de M. Christian Bataille (modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA) (p. 2711)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'ad t n° 34 rectifié de la commission (création au sein de l'ANDRA d'un fonds dédié au financement des installations de stockage et d'entreposage des déchets de haute et moyenne densité) (p. 2713)
- Intervient sur le sous-ad t n° 234 de M. Claude Birraux (externalisation à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire et si nécessaire des sommes affectées au fonds dédié à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire) à l'ad t n° 34 rectifié de la commission (p. 2713)
- Intervient sur l'ad t n° 101 de M. Christian Bataille (rapport au Parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de créer un établissement public industriel et commercial dénommé "Fonds de gestion des déchets radioactifs") (p. 2713)
- Intervient sur l'ad t n° 35 de la commission (convention de financement entre les producteurs de déchets radioactifs et les organismes de recherche en complément des subventions de l'Etat) (p. 2720)
- Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)*
Son intervention (p. 2724)
- Après l'article 12*
Intervient sur l'ad t n° 107 de M. Christian Bataille (rapport au parlement avant le 31/12/2006 sur la possibilité de transférer la propriété des déchets radioactifs à l'ANDRA) (p. 2725)
- Après l'article 14*
Intervient sur l'ad t n° 70 de M. Robert Lecou (financement de la décontamination des anciennes mines d'uranium) (p. 2730)
- Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)*
Ses interventions (p. 2730 et s.)
- Article 17 (sanctions pour manquement à la constitution de provisions pour démantèlement et gestion des déchets radioactifs)*
Son intervention (p. 2734)
- Article 18 (information du Parlement)*
Son intervention (p. 2734)
- Titre*
Son intervention (p. 2735)
- DEUXIÈME LECTURE**
- Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4282)**
Ses interventions (p. 4282 et s.)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4287)
Son intervention (p. 4292)
- Thèmes :*
Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 4283)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 4283)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : pays étrangers (p. 4283)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Plan (p. 4282)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : transparence (p. 4282)
Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : financement (p. 4283, 4292)
Déchets, pollutions et nuisances : principe de réversibilité (p. 4283, 4287)
Départements : Meuse (p. 4283, 4287)
- Discussion des articles [15 juin 2006] (p. 4293)**
- Article 1er A (principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs)*
Son intervention (p. 4293)
- Article 3 (définitions et champ d'application)*
Son intervention (p. 4294)
- Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)*
Son intervention (p. 4295)
- Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation)*
Son intervention (p. 4296)
- Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)*
Son intervention (p. 4296)

Article 9 (groupements d'intérêt public d'accompagnement économique des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage)

Son intervention (p. 4298)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs -ANDRA)

Son intervention (p. 4298)

Article 11 bis (fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage)

Son intervention (p. 4299)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 4300)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 4300)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Ses interventions (p. 4300 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4302)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4260)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4261)
- Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4261)
- Energie et carburants : Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (p. 4263)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4262)
- Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4262)
- Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4262)
- Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4260, 4262)
- Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4261)
- Energie et carburants : tarifs (p. 4260 et s.)
- Entreprises : action spécifique (p. 4261)
- Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4261)
- Entreprises : GDF/EDF : personnels (p. 4261)
- Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4260)
- Environnement : changements climatiques (p. 4261)
- Union européenne : politique énergétique (p. 4261)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4785)

Ses interventions (p. 4846, 4864)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4866)

Thèmes :

- Assemblée nationale : adts (p. 4846)
- Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4848)
- Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4848)
- Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4848)
- Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4785)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4845)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4846)
- Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4847)
- Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 4785)
- Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4846)
- Energie et carburants : tarification sociale (p. 4847)
- Energie et carburants : tarifs (p. 4847)
- Entreprises : action spécifique (p. 4785, 4848)
- Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4847)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4846)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4847)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4847)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4878 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 4898)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 4933, 4967, 4992) ; de M. Paul Giacobbi (p. 4990)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5122 et s.)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5186 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 398 à 430 présentés par des membres du groupe socialiste (obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 5192)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Ses interventions (p. 5197 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5199)

Après l'article 2 [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5201, 5222 et s.)

Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5204)

Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5204)

Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5204)

Intervient sur l'adt n° 137640 rectifié de la commission (communication d'informations confidentielles détenues par la CRE aux commissions parlementaires et aux autorités de régulation étrangères) (p. 5223)

Intervient sur l'adt n° 88414, deuxième rectification de la commission des finances (pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) (p. 5224)

Intervient sur l'adt n° 88415 rectifié de la commission des finances (extension des pouvoirs de sanction de la CRE) (p. 5226)

Intervient sur l'adt n° 137643 de la commission (approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 5226)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5230 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5256) Ses interventions (p. 5256 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 137650 rectifié de M. Charles de Courson (caractère renouvelable de la durée de 2 ans) à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5281)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5304 et s.)
Intervient sur les adts identiques du groupe communiste n^{os} 89170 à 89191 (p. 5321)
Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5322)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]
Ses interventions (p. 5324 et s.)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)
Son intervention (p. 5347)
Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5353); M. Christian Bataille (p. 5354)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]
Intervient sur l'adt n^o 137631 de M. Jacques Le Guen (compensation des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération) (p. 5356)
Ses interventions (p. 5356 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 21 septembre 2006]
Son intervention (p. 5363)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)
Ses interventions (p. 5368 et s.)
Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean Gaubert (cf supra) (p. 5407); M. François Brottes (p. 5431)

Après l'article 6
Ses interventions (p. 5443 et s.)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)
Ses interventions (p. 5457 et s.)

Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]
Ses interventions (p. 5461 et s.)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)
Ses interventions (p. 5463 et s.)

Article 9 [séance du 22 septembre 2006] (abrogation de dispositions obsolètes relatives au Fonds de péréquation du gaz)
Ses interventions (p. 5467 et s.)

Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]
Ses interventions (p. 5468 et s.)
Intervient sur l'adt n^o 114626 de M. Gérard Menuel (liste des recettes des syndicats de communes) (p. 5469)
Intervient sur l'adt n^o 88553 de la commission (imputation en section d'investissement des contributions des communes au syndicat dont elles sont membres) (p. 5469)
Intervient sur l'adt n^o 31714 rectifié de M. Gérard Menuel (précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) (p. 5470)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]
Ses interventions (p. 5472 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)
Ses interventions (p. 5503 et s.)
Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5549, 5552, 5595)

Après l'article 10 [séance du 27 septembre 2006]
Son intervention (p. 5630)

Article 11 [séance du 27 septembre 2006] (propriété du capital et règles applicables à la société gestionnaire du réseau de transport de gaz issue de la séparation juridique de Gaz de France)
Ses interventions (p. 5635 et s.)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)
Ses interventions (p. 5648 et s.)
Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5681)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5697 et s.)
Intervient sur l'adt n^o 88555, deuxième rectification de la commission (application des dispositions de l'article 13 aux petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel) (p. 5701)

Avant l'article 14 [séance du 28 septembre 2006]
Son intervention (p. 5702)

Article 14 [séance du 28 septembre 2006] (entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)
Son intervention (p. 5703)

Après l'article 14 [séance du 28 septembre 2006]
Son intervention (p. 5704)

Article 15 [séance du 28 septembre 2006] (date avant laquelle la séparation juridique des gestionnaires des réseaux de distribution doit intervenir)
Son intervention (p. 5705)

Article 16 [séance du 28 septembre 2006] (modalités transitoires de fonctionnement des organes dirigeants des sociétés gestionnaires de réseaux)
Intervient sur l'adt n^o 88558 de la commission (p. 5706)
Son intervention (p. 5706)

Après l'article 16 [séance du 28 septembre 2006]
Intervient sur l'adt n^o 137658 de la commission (sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel) (p. 5706)

Article 17 [séance du 28 septembre 2006] (application de certaines dispositions de la loi à Mayotte)
Son intervention (p. 5706)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]
Intervient sur l'adt n^o 137537 rectifié de M. Mansour Kamardine (régime de protection sociale des industries électriques et gazières à Mayotte) (p. 5707)
Intervient sur l'adt n^o 137538 de M. Mansour Kamardine (définition des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de l'électricité à Mayotte) (p. 5707)
Ses interventions (p. 5707 et s.)

Gérard LORGEUX

Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Gabrielle LOUIS-CARABIN

Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 26 novembre 2005] (p. 18390)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [15 novembre 2005] (p. 6755)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [2 mai 2006] (p. 2783)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 763 (p. 5330)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) : - Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Ses interventions (p. 7113)

Thème :

Pays étrangers : Haïti : aide au développement (p. 7113)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6991)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6990)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6991)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6944)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2868)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 2868)

Etat civil : reconnaissance d'un enfant naturel : détournements (p. 2868)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2868)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : Guadeloupe (p. 2868)

Etrangers : reconduite aux frontières : Guadeloupe (p. 2868)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2868)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3177 et s.)

Après l'article 72

Son adt n° 31 (création de l'Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique) : adopté (p. 3191)

Son adt n° 32 (dans les DOM, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter

l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192) : retiré (p. 3193)

Son adt n° 34 (en Guadeloupe et en Guyane, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192) : retiré (p. 3193)

Son adt n° 468 (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193) : retiré (p. 3194)

Après l'article 63

Son adt n° 30 rectifié (sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française) : adopté (p. 3314)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 4121)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4121)

Professions de santé : ordre professionnel : Guadeloupe (p. 4121)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4121)

Santé : soins (p. 4121)

Lionnel LUCA

Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre titulaire de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IV : Enseignement scolaire (n° 2569) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2818 tendant à créer un service républicain obligatoire [25 janvier 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2930 tendant à abroger la loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1er mars 2005 modifiant le Titre XV de la Constitution et à modifier l'alinéa 2 de l'article 88-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 [7 mars 2006]

Proposition de loi n° 2951 majorant les taux d'imposition des bénéficiaires des compagnies pétrolières [14 mars 2006]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3116 tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [31 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Lois de finances pour 2006. [25 octobre 2005] (p. 5805)

Transports ferroviaires. Sécurité des usagers [17 janvier 2006] (p. 42)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
n° 1336, posée le 6 décembre 2005. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité (J.O. Questions p. 11123). Appelée le 6 décembre 2005. Renouvellement, réglementation (p. 7903)
n° 1683, posée le 20 juin 2006. Impôt de solidarité sur la fortune. Calcul (J.O. Questions p. 6304). Appelée le 20 juin 2006. Réglementation (p. 4326)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 6704)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- *Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005*
Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 6727)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 6728)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 6729)
Enseignement : personnel : recrutement (p. 6729)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6728)
Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 6729)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6728)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Son adt n° 43 rectifié (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) : rejeté (p. 7202)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7610)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7610, 7611)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7610, 7611)
Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 7610)
Etat : devoir de mémoire (p. 7610, 7611)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7611)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 622)

Thèmes :

Enseignement : égalité des chances (p. 622)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 622)
Formation professionnelle : formation en alternance (p. 622)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2656)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 11

Son adt n° 402 (aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail) (p. 3020) : adopté (p. 3021)

Victorin LUREL

*Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 13 octobre 2005] (p. 16270)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [30 novembre 2005] (p. 7711)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Insiste sur le droit de l'opposition à pouvoir s'exprimer [2 février 2006] (p. 716)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4850)

Thème :

Outre-mer : agriculture (p. 4850)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 793 (p. 4987)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son adt n° 796 (p. 5143)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5307)

Après l'article 29

Son adt n° 810 (rapport au Parlement proposant des engagements budgétaires pour remédier aux difficultés de financement et une réforme du fonctionnement de l'Office

de développement des départements d'outre-mer) : retiré (p. 5326)

Avant l'article 31

Son adt n° 811 rectifié (rapport au Parlement en vue d'élaborer un projet de loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer) : retiré (p. 5328)

Article 31 (modernisation du statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 5330)

Article 32 (renforcement de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 794 (p. 5331)

Après l'article 33

Son adt n° 771 (instauration dans chaque région d'outre-mer de programmes régionaux installation-transmission) : rejeté (p. 5333)

Article 34 (application de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son adt n° 812 (p. 5333)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5515)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 5516)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5516)
Emploi : chômage (p. 5515)
Emploi : chômage : outre-mer (p. 5515)
Etat : patrimoine : vente (p. 5516)
Finances publiques : dette publique (p. 5515)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5516)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5516)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5515)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 5516)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5516)
Outre-mer : crédits (p. 5517)
Outre-mer : crédits : politique sociale (p. 5516)
Outre-mer : développement économique : loi de programmation (p. 5517)
Outre-mer : Guadeloupe : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 5516)
Outre-mer : Guadeloupe : UMP (Union pour la majorité présidentielle) - ne plus utiliser - (p. 5516 et s.)
Politique économique : croissance : prévisions (p. 5515)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5515)
Secteur public : services publics (p. 5516)
Voie : autoroutes (p. 5516)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean-Claude Viollet (associations – travail bénévole : crédit d'impôt) (p. 5559)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 5562 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guadeloupe : agriculture (p. 6867)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6970)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6971)
Energie et carburants : gaz : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6971)
Etrangers : immigration clandestine (p. 6971)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6971)
Logement : logement social : outre-mer (p. 6971)
Ordre public : maintien de l'ordre (p. 6971)
Outre-mer : crédits (p. 6971)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 7011, 7013)

Ses adts n°s 499 et 500 (p. 7013) : rejetés (p. 7014)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6943)

Article 73 [18 novembre 2005] (réforme des exonérations spécifiques de cotisations employeur applicables dans les départements d'outre-mer)

Son adt n° 69 (de suppression) : adopté (p. 7204)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7603)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7604)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 7603)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 7603)
Etat : devoir de mémoire (p. 7603)
Etat : valeurs républicaines (p. 7603)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7791)

Thèmes :

Enseignement supérieur : classes préparatoires (p. 7792)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7791)
Grandes écoles : étudiants (p. 7791)
Outre-mer : enseignement supérieur (p. 7791 et s.)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 620)

Thèmes :

Emploi : discrimination (p. 620)
Enseignement : égalité des chances (p. 621)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 621)
Outre-mer : politique sociale (p. 621)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 621)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 685)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 687)
Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 716)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 249 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 261 (de suppression) (p. 758)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)*Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)*

Son adt n° 21 (p. 4191)

M

Daniel MACH

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner le déroulement des opérations concernant l'ex-porte-avions "Clemenceau" depuis décembre 2002, dévaluer la charge financière en résultant pour l'Etat et les solutions à mettre en œuvre pour que notre pays assume ses responsabilités en matière de déconstruction de navires civils et militaires (n° 2871) [21 mars 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2814 visant à interdire l'alcool aux mineurs [25 janvier 2006]

Proposition de résolution n° 2877 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution du revenu minimum d'insertion par les Conseils généraux [22 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution de M. Daniel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner le déroulement des opérations concernant l'ex-porte-avions "Clemenceau" depuis décembre 2002, dévaluer la charge financière en résultant pour l'Etat et les solutions à mettre en œuvre pour que notre pays assume ses responsabilités en matière de déconstruction de navires civils et militaires (n° 2871) [4 avril 2006] (n° 3008)

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [22 février 2006] (p. 1081)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1404, posée le 31 janvier 2006. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés (J.O. Questions p. 789). Appelée le 31 janvier 2006. Complément, conditions d'attribution (p. 499)

Alain MADELIN

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre et auprès de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15808)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1417, posée le 7 février 2006. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 1103). Appelée le 7 février 2006. Réforme, conséquences (p. 781)

Richard MALLIÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales et de M. le Ministre au budget et à la réforme de l'Etat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 17 juin 2006] (p. 9139)

Cesse d'appartenir à la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9327)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 32 : Sécurité sanitaire (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2581 tendant à modifier le régime d'abattement de la résidence principale pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2854 relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3053 complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3220 visant à la création d'un statut de la santé étudiante [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [25 janvier 2006] (p. 342)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5498)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5498)

Impôt sur le revenu : réforme : travailleurs indépendants (p. 5498)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5498)

Santé : sécurité sanitaire : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5498)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad t n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5680)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Article 86 (réforme du service public de l'équarrissage -SPE)

Ses interventions (p. 6804 et s.)

Après l'article 86

Intervient sur l'ad t n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6806)

Article 87 (taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé -AFSSAPS)

Son intervention (p. 6807)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) : - Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6836)

Thèmes :

Agroalimentaire : sécurité sanitaire (p. 6836)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 6836)

Consommation : sécurité des produits (p. 6836 et 6845)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6845)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'agriculture : fonctionnement (p. 6836)

Santé : agences sanitaires (p. 6836 et 6845)

Santé : prévention (p. 6836)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6836)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Son ad t n° 130 (crédits de personnel et de fonctionnement des politiques sanitaires et sociales ; redéploiement de crédits) : rejeté (p. 6289)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Son ad t n° 479 (de suppression) (p. 6934)

Son intervention (p. 6935)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son ad t n° 480 (plus-values professionnelles - cessions de clientèles : abattement de 10 % par année au-delà de la cinquième) : retiré (p. 6936)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son ad t n° 468 rectifié (p. 6944)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7197)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad t n° 43 rectifié de M. Lionnel Luca (tabacs manufacturés – circulation : limitation à l'équivalent de 200 cigarettes) (p. 7202)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8078)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad t n° 291 de M. Yves Bur (institution d'une taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments : affectation aux centres de gestion des produits de santé) (p. 8089)

Intervient sur l'ad t n° 70 de M. Jean-Michel Fourgous (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire : affectation d'une partie de la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 8090)

Article 28 (mesures d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs)

Son ad t n° 233 rectifié (p. 8109)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 237 rectifié de M. Gilles Carrez (coordination avec la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 8119)

Son ad t n° 283 rectifié (véhicules propres – crédit d'impôt : prorogation et extension) : retiré (p. 8121)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8149)

Après l'article 40

Son ad t n° 82 (entreprises accomplissant des opérations de négoce international – TVA : dispense de caution) : adopté (p. 8161)

Son ad t n° 79 (exonération de TVA sur les produits acquis par des résidents de pays tiers à l'Union européenne : extension aux produits alimentaires solides et liquides et aux pierres précieuses non montées) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8162)

Après l'article 43

Son ad t n° 78 (droits d'enregistrement et assimilés : délai de prescription de trois ans) : retiré (p. 8166)

Après l'article 44

Son ad t n° 283 (véhicules "propres" - crédit d'impôt : prorogation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8167)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 237)

Après l'article 7 quater

Son ad t n° 217 rectifié (immeubles d'habitation mis à la disposition d'organismes sans but lucratif et qui en font

bénéficier les personnes en difficulté exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune) : retiré (p. 352)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accès sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 399)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006] (p. 419)

Son intervention (p. 425)

Thèmes :

- Professions de santé : infirmiers : déontologie (p. 425)
- Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 425 et s.)
- Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 425 et s.)
- Professions de santé : infirmiers : organisation (p. 425)
- Professions de santé : infirmiers : rémunération (p. 426)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2900)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Son intervention (p. 2929)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2985)

Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)

Son intervention (p. 3018)

Article 15 (extension des obligations à la charge des donneurs d'ordre en matière de lutte contre le travail clandestin)

Son adt n° 471 : adopté (p. 3056)

Après l'article 15

Son adt n° 226 rectifié (aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur) : adopté (p. 3057)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4113)

Thèmes :

- Professions de santé : infirmiers (p. 4113 à 4115)
- Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4114)
- Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4114)
- Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4113 à 4115)
- Santé : soins (p. 4114)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Ses interventions (p. 4129 et s.)

Ses explications de vote (p. 4141)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4141)

Noël MAMÈRE

Gironde (3^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2595 instaurant une amnistie des lycéens et des autres personnes de la communauté éducative condamnés judiciairement ou sanctionnés administrativement pour des faits commis lors du mouvement contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école de l'année 2005 [13 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 2613 visant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité des sociétés françaises de distribution de l'eau à l'étranger et sur les conséquences économiques, sociales et environnementales [24 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3015 abrogeant le "contrat première embauche", le "contrat nouvelles embauches" et proposant des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer les dispositifs de sécurisation des périodes de chômage et de formation professionnelle [10 avril 2006]

Proposition de résolution n° 3336 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'application de la circulaire n° NOR/INT/K/06/00058/C concernant les mesures à prendre pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière dont au moins un enfant est scolarisé, et relative à la situation des familles ayant déposé un dossier dans le cadre de cette circulaire, et des jeunes adultes en situation irrégulière [21 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que, si le Gouvernement n'a pas à se prononcer sur les décisions de la commission des finances ni sur un amendement qui ne viendra pas en discussion, il peut reprendre lui-même cet amendement fixant la programmation en "euros constants" [1^{er} mars 2006] (p. 1340)

Affirme qu'il a le droit de défendre le "principe de précaution" sans être taxé "d'obscurantisme" et d'encourir un "procès en sorcellerie" [2 mars 2006] (p. 1430)

Affirme que le problème des banlieues n'est pas résolu, que les mesures policières ont été renforcées, que les humiliations se sont accrues mais que rien n'a été fait pour l'accompagnement social. Il estime que le ministre de l'intérieur, qui a contribué par ses propos à incendier les banlieues, ouvre la porte au communautarisme en confessionnalisant les rapports sociaux [4 mai 2006] (p. 2942)

Se plaint à M. Raoult, qu'il qualifie de "président temporaire", du rythme trop rapide des débats et attend des réponses aux questions posées [4 mai 2006] (p. 3004)

Évoque la situation des jeunes Français, souvent très qualifiés, partant travailler à l'étranger en raison de la stagnation de l'emploi et de la grande déshérence de la recherche. Pour lui, il n'y a pas un problème d'immigration, mais d'émigration [4 mai 2006] (p. 3024)

Attend des excuses de M. Goasguen, au nom et à la mémoire de celles et ceux qui ont été déportés et assassinés, précisément parce qu'ils portaient une étoile jaune [5 mai 2006] (p. 3070)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5193)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 5194)
 Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5194)
 Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5194)
 Justice : juge de l'application des peines : effectifs (p. 5194)
 Système pénitentiaire : services médico-psychologiques (p. 5194)
 Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 5194)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Christophe Caresche (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)
 Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)
 Intervient sur l'adt n° 39 de M. Michel Vaxès (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)
 Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Christine Boutin (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5199)
 Intervient sur l'adt n° 26 de M. Christophe Caresche (suppression des dérogations au principe de l'encellulement individuel) (p. 5200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5202)

Article 2 (définition de la réitération)

Ses interventions (p. 5202 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine) (p. 5208)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5209)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Gérard Léonard (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5213)
 Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (expertise médicale semestrielle obligatoire en cas de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5215)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Ses interventions (p. 5245 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Christophe Caresche (injonction de soins) (p. 5249)
 Intervient sur l'adt n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5250)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Gérard Léonard (possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en cas de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 5254)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5257)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5259)

Article 14 (extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infraction)

Son intervention (p. 5267)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 5267)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Christophe Caresche (report au 1er janvier 2007 de la possibilité d'appel en matière de permissions de sortie) (p. 5269)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. Christian Ménard (maintien exceptionnel d'un mineur en détention provisoire au-delà de deux ans) (p. 5270)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5270)

Intervient sur le sous-adt n° 73 de M. Gérard Léonard (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5270)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification du Gouvernement (détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 5271)

Avant l'article 15 bis

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Thierry Mariani (retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 5272)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Thierry Mariani (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5273)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 5277)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Martine Billard (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6792)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7459)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias (p. 7459)
 Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 7460)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 7459)
 Etrangers : réfugiés (p. 7460)
 Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 7460)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)*Avant l'article 1er*

Son adt n° 62 (contrôle de la CNIL sur les dispositifs prévus par cette loi) (p. 7478) : rejeté (p. 7479)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Ses interventions (p. 7479 et s.)

Ses adts n° 63 à 66 (p. 7481 et s.)

Avant l'article 1er (suite)

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7486, 7490)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de la commission (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement constituée de cinq députés et cinq sénateurs) (p. 7486)

Intervient sur l'adt n° 134 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement composée de neuf membres dont trois députés et trois sénateurs) (p. 7486)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Son adt n° 67 (p. 7492)

Article 3 (contrôles d'identité à bord des trains internationaux)

Son adt n° 68 (de suppression) (p. 7493)

Son intervention (p. 7494)

Article 4 (obligation de conservation des données de connexion par les personnes fournissant au public une connexion Internet)

Son intervention (p. 7495)

Son adt n° 69 (p. 7495)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses adts n°s 70 et 71 (p. 7497 et s.)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Son intervention (p. 7499)

Ses adts n°s 72, 73 rectifié et 74 (p. 7501, 7516)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Ses interventions (p. 7517 et s.)

Son adt n° 75 (de suppression) (p. 7517)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Ses interventions (p. 7522 et s.)

Son adt n° 76 (p. 7524)

Article 9 (criminalisation de l'association de malfaiteurs à but terroriste)

Son intervention (p. 7526)

Son adt n° 77 (de suppression) (p. 7526)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 121, troisième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (allègement des obligations d'information de la CNIL pour les traitements intéressant la sûreté de l'État) (p. 7529)

Article 10 (centralisation de l'application des peines en matière terroriste)

Son intervention (p. 7530)

Son adt n° 78 (de suppression) (p. 7530)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Michel Hunault (intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue pour toutes les infractions) (p. 7532)

Intervient sur le sous-adt n° 132, troisième rectification de M. Jacques Floch (modalités des entretiens avec un avocat) à l'adt n° 38 de la commission (prolongation sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en matière terroriste) (p. 7533)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jacques Floch (prolongation de la garde à vue par le juge des libertés et de la détention uniquement et intervention de l'avocat au bout de quatre jours) (p. 7533)

Article 11 (extension des possibilités de déchéance de la nationalité)

Son intervention (p. 7535)

Son adt n° 79 (de suppression) (p. 7535)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de la commission (suppression du conventionnement des chaînes extracommunautaires retransmises par satellite) (p. 7537)

Article 12 (gel administratif des avoirs des terroristes)

Son intervention (p. 7537)

Son adt n° 80 (p. 7539)

Article 15 (application de la loi dans le temps)

Son intervention (p. 7542)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1294)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 1295)

Recherche : crédits (p. 1295)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1295)

Recherche : chercheurs (p. 1294, 1295)

Recherche : recherche médicale (p. 1295)

Santé : veille sanitaire (p. 1295)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son adt n° 26 (p. 1345)

Article 2 A (création d'un Haut conseil de la science et de la technologie)

Ses adts n°s 27 à 31 (p. 1356, 1361, 1363)

Son intervention (p. 1365)

Avant l'article 2

Son adt n° 32 (débat national suivi d'une loi d'orientation et de programmation sur la politique de la recherche) : rejeté (p. 1366)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses adts n°s 33 et 34 (p. 1392, 1397)

Article 3 (extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche)

Ses interventions (p. 1403 et s.)

Son adt n° 35 (p. 1404)

Article 4 (l'évaluation des établissements publics de recherche)

Ses interventions (p. 1428 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2006] (p. 1430)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE)

Son intervention (p. 1440)

Article 6 (développement d'une capacité d'expertise)

Son adt n° 37 (p. 1445)

Article 7 (constitution de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en établissement public)

Son adt n° 38 (p. 1459)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2291)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2292)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2292)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2292)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2292)

Energie et carburants : installations nucléaires : droit du travail (p. 2292)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : terrorisme (p. 2292)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Son intervention : estime qu'on ne peut affirmer qu'il y ait "une pression migratoire insupportable" en France (p. 2900)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2905, 2916 et s.)

Son adt n° 150 (de suppression) (p. 2907)

Ses adts n°s 152, 151 et 153 (p. 2914, 2919)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

- Son intervention (p. 2932)
- Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)*
 Son intervention (p. 2937)
 Son adt n° 155 (de suppression) (p. 2940)
 Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 2942)
- Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)*
 Ses adts n°s 156 et 157 (p. 2962, 2966)
 Son intervention (p. 2972)
- Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)*
 Son intervention (p. 2975)
- Après l'article 6*
 Intervient sur l'adt n° 464 rectifié de M. Jacques Myard (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2979)
 Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)
 Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2984)
 Son adt n° 600 rectifié (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2987) : rejeté (p. 2991)
- Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)*
 Ses interventions (p. 2993 et s.)
 Son adt n° 158 (p. 2995)
- Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)*
 Ses interventions (p. 3003 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 3004)
 Ses adts n°s 159 et 160 : adoptés (p. 3009)
 Son adt n° 161 (p. 3010)
- Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)*
 Ses interventions (p. 3018 et s.)
- Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")*
 Ses interventions (p. 3021 et s.)
 Son adt n° 162 (de suppression) (p. 3023)
 Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 3024)
 Ses adts n°s 163, 164 et 320 (p. 3028, 3029)
- Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")*
 Son intervention (p. 3041)
 Son adt n° 149 (de suppression) (p. 3043)
- Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)*
 Ses interventions (p. 3050 et s.)
- Après l'article 13*
 Intervient sur l'adt n° 66 de la commission (accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 3053)
- Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)*
 Son intervention (p. 3054)
- Après l'article 15*
 Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056)
- Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")*
 Ses interventions (p. 3058, 3076 et s., 3104 et s.)
- Son adt n° 165 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3063)
 Son rappel au règlement (cf supra) [5 mai 2006] (p. 3070)
 Ses adts n°s 167 à 169 (p. 3081, 3086)
 Son adt n° 166 précédemment réservé (p. 3096)
 Ses adts n°s 170 rectifié et 172 (p. 3103, 3108)
- Après l'article 24*
 Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3114)
- Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)*
 Son adt n° 173 (de suppression) (p. 3122)
- Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)*
 Ses adts n°s 174 (de suppression) et 175 (p. 3126, 3129)
- Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)*
 Ses adts n°s 176 (de suppression), 177 et 178 (p. 3129 et s.)
- Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)*
 Son adt n° 214 (de suppression) (p. 3180)
- Article 70 (extension en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte des dispositions relatives à la visite sommaire et à l'immobilisation pour contrôle des véhicules terrestres)*
 Son adt n° 215 (de suppression) (p. 3186)
- Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)*
 Son adt n° 216 (de suppression) (p. 3188)
- Après l'article 72*
 Intervient sur l'adt n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)
- Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)*
 Son adt n° 217 (de suppression) (p. 3197)
 Son intervention (p. 3198)
- Article 75 (procédure d'opposition du procureur de la République aux reconnaissances d'enfants présumés frauduleuses à Mayotte)*
 Son adt n° 219 (de suppression) (p. 3204)
- Article 76 (peines encourues par les auteurs de reconnaissances frauduleuses d'enfants à Mayotte)*
 Son adt n° 220 (de suppression) (p. 3206)
- Après l'article 76*
 Intervient sur l'adt n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3209)
- Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)*
 Son adt n° 221 (de suppression) (p. 3212)
- Après l'article 79*
 Intervient sur l'adt n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3221)
- Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)*
 Son intervention (p. 3224)
 Son adt n° 179 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3225)
- Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)*
 Ses interventions (p. 3246 et s.)
 Son adt n° 180 (de suppression) (p. 3247)
 Ses interventions 181 et 182 (p. 3252, 3257)
- Après l'article 31*

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Alain Cortade (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Ses adts n°s 183 (de suppression) et 184 (p. 3261, 3263)

Article 16 précédemment réservé (droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille)

Son intervention (p. 3265)

Ses adts n°s 222 à 224 (p. 3266, 3268)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Son adt n° 328 (de suppression) (p. 3283)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)

Son adt n° 185 (de suppression) (p. 3285)

Article 35 (intitulé du chapitre 1er du titre 1er du livre V du CESEDA)

Son adt n° 186 (de suppression) (p. 3290)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Son adt n° 187 (de suppression) (p. 3291)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Son adt n° 188 (p. 3295)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Ses adts n°s 189 (de suppression) à 191, 193 et 192 (p. 3297 et s.)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Son adt n° 194 (p. 3300)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Ses adts n°s 195 et 196 (p. 3304 et s.)

Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)

Ses adts n°s 197 et 198 (p. 3305 et s.)

Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)

Son adt n° 199 (de suppression) (p. 3306)

Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)

Son adt n° 200 (p. 3308)

Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Ses adts n°s 201 (de suppression) à 203 (p. 3309)

Article 60 (délai d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son adt n° 204 (de suppression) (p. 3310)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son adt n° 205 (de suppression) (p. 3312)

Article 62 (coordination)

Son adt n° 206 (de suppression) (p. 3312)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son adt n° 207 (de suppression) (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Son adt n° 209 (de suppression) (p. 3315)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA)

Son adt n° 211 (de suppression) (p. 3317)

Après l'article 66

Son adt n° 210 (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) : rejeté (p. 3320)

Son adt n° 212 (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) : rejeté (p. 3320)

Son adt n° 213 (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) : rejeté (p. 3320)

Jean-François MANCEL

Oise (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Louis-Joseph MANSCOUR

Martinique (1^{ère} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Accidents. Catastrophe du Venezuela, enquête, conclusion [5 octobre 2005] (p. 4753)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1494, posée le 21 mars 2006. Economie sociale. Mutuelles (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 21 mars 2006. Mutuelles de fonctionnaires, fonctionnement, financement (p. 2067)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4839)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4840)

Outre-mer : agriculture (p. 4839)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 6861)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6983)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6984)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6984)

Santé : santé publique (p. 6984)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : Martinique (p. 7005)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Son intervention (p. 6645)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6646)

Outre-mer : Martinique (p. 6646)

Santé : décentralisation (p. 6647)

Santé : outre-mer (p. 6646)

Santé : politique de la santé (p. 6645)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (*plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu*)

Son intervention (p. 6943)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 68 (*éloignement d'office des équipages vénézuéliens*)

Son intervention (p. 3185)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3367)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3368)

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3368)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3368)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3367)

Eau : qualité : DOM (p. 3368)

Environnement : changements climatiques (p. 3367)

Outre-mer : loi d'orientation (p. 3368)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3368)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 13 bis (*création de nouvelles retenues d'eau*)

Son intervention (p. 3524)

Article 39 (*comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer*)

Son adt n° 841 rectifié (p. 3708)

Article 50 (*entrée en vigueur de certains articles*)

Son adt n° 875 (p. 3723)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant

dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986) [29 mars 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9404)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2635 visant à instituer un permis d'exploitation pour les exploitants de débits de boissons de deuxième, troisième et quatrième catégorie et d'établissements pourvus de la "petite licence restaurant" ou de la "licence restaurant" [9 novembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité [1er mars 2006] (n° 2922)

Proposition de résolution n° 3043 sur la proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 2948) [12 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique européenne d'immigration (COM (2005) 391 final / E 2948, COM (2005) 390 final / E 2953 et COM (2005) 669 final / E 3084) [12 avril 2006] (n° 3042)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986) [26 avril 2006] (n° 3058)

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la politique de voisinage et la question des frontières de l'Union européenne (COM (2004) 62 final / E 2725) [7 juin 2006] (n° 3132)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [21 juin 2006] (n° 3177)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (n° E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 31778) et sur les textes n°s E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E 3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162 [5 juillet 2006] (n° 3252)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 29 août 2006 (n° E 3181 à E 3183, E 3185 à E 3189, E 3196, E 3197 et E 3216 à E 3219) et sur les textes n°s E 3050, E 3103 annexe 5, E 3169 à E 3171, E 3220, E 3228, E 3230 à E 3234, E 3238 et E 3239 [19 septembre 2006] (n° 3332)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Hôtellerie et restauration. Aides de l'Etat [17 mai 2006] (p. 3543)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1329, posée le 6 décembre 2005. Enseignement privé. Enseignement agricole (J.O. Questions p. 11121). Appelée le 6 décembre 2005. Fonctionnement, financement (p. 7904)

n° 1437, posée le 7 février 2006. Enseignement maternel et primaire. Ecoles (J.O. Questions p. 1107). Appelée le 7 février 2006. Frédéric Mistral de Jonquières, Marcel Pagnol de Piolenc (p. 766)

n° 1489, posée le 7 mars 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2258). Appelée le 7 mars 2006. Plan Hôpital 2012, Valréas (p. 1544)

n° 1507, posée le 21 mars 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 21 mars 2006. Vallée du Rhône, riverains, revendications (p. 2081)

n° 1557, posée le 4 avril 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Affaires étrangères : ambassades et consulats (J.O. Questions p. 3486). Appelée le 4 avril 2006. Ekaterinbourg, consulat, création (p. 2419)

n° 1604, posée le 9 mai 2006. Impôt sur les sociétés. Paiement (J.O. Questions p. 4788). Appelée le 9 mai 2006. Caves coopératives vinicoles (p. 3150)

n° 1634, posée le 30 mai 2006. Institutions sociales et médico-sociales. Création (J.O. Questions p. 5568). Appelée le 30 mai 2006. Service de soins infirmiers à domicile, pertinence, Vaucluse (p. 3765)

n° 1656, posée le 6 juin 2006. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 5728). Appelée le 6 juin 2006. Débroussaillage, réglementation, application (p. 3958)

n° 1684, posée le 20 juin 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 6305). Appelée le 20 juin 2006. Auto-écoles, revendications (p. 4330)

n° 1709, posée le 27 juin 2006. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 6666). Appelée le 27 juin 2006. Réglementation (p. 4533)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre les conditions de travail imposées aux parlementaires : les séances sont prévues du lundi au vendredi soir et reprennent dès le lundi suivant [6 octobre 2005] (p. 4833)

Affirme que le groupe UMP est contre l'amendement voté la veille, notamment par certains de ses membres, sur la licence globale. Si celle-ci était maintenue, toute la création culturelle serait en danger [22 décembre 2005] (p. 8723)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4837)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2005] (p. 4833)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4837)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4838)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 233 (p. 4915)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son adt n° 202 (p. 4958)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5285)

Ses adts n°s 1065, 1064 et 1091 (création d'un conseil de la modération) (p. 5285) : retiré (p. 5287)

Après l'article 25

Ses adts n°s 841 et 842 (obligations des propriétaires en matière de débroussaillage) : retirés (p. 5314)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 7

Son adt n° 61 (placement sous surveillance électronique mobile de certains condamnés de plus de 70 ans non récidivistes) (p. 5258) : rejeté (p. 5259)

Après l'article 15

Son adt n° 51 rectifié (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5269) : adopté après modification (p. 5271)

Avant l'article 15 bis

Son adt n° 52 (retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 5271) : adopté (p. 5272)

Son adt n° 50 (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5272) : rejeté (p. 5274)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Son adt n° 448 : adopté (p. 5593)

Après l'article 20

Son adt n° 26 précédemment réservé (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5717) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5721)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5809)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Enseignement agricole (p. 6870)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Ses interventions (p. 6140, 6183)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : urgences : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6142)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 6141)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 6141)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 6141)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6141)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : radiotéléphonie (p. 6142)

Union européenne : protection civile (p. 6142)

Procédure des questions :

Ordre public : indicateurs : rémunération (p. 6183)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : air : Rhône-Alpes (p. 6213)

Transports ferroviaires : gares : Rhône-Alpes (p. 6213)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire [20 décembre 2006] (p. 8518)

**Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385
du 3 avril 1955**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6784)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6784)
Etrangers : intégration (p. 6784)
Ordre public : maintien de l'ordre : fonctionnaires et agents publics
(p. 6784)
Ordre public : violences urbaines (p. 6784)

**Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et
portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux
contrôles frontaliers**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419,
7457)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Alain Bocquet (p. 7431)

Son intervention (p. 7434)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7470)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles : traitement de données
(p. 7436)
Droit pénal : garde à vue (p. 7436, 7470)
Justice : frais de justice : écoutes téléphoniques (p. 7436)
Nationalité : déchéance (p. 7436)
Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 7431)
Ordre public : jihadisme global (p. 7435)
Ordre public : terrorisme : attentats-suicides (p. 7435)
Ordre public : terrorisme : financement (p. 7437)
Ordre public : terrorisme : traitement de données (p. 7470)
Ordre public : vidéosurveillance (p. 7435)
Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7436,
7470)
Télécommunications : contrôle (p. 7435)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Son adt n° 149 rectifié (p. 7482)

Avant l'article 3

Son adt n° 137 (délai fixé par décret en Conseil d'Etat pour
la fourniture des renseignements demandés par la police
par les personnes, établissements et organismes
concernés) : retiré (p. 7493)

Son adt n° 136 (fourniture dans les quinze jours, par les
personnes, établissements et organismes concernés, des
renseignements demandés par la police) : retiré (p. 7493)

*Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites
au fichier des véhicules volés ou signalés)*

Son adt n° 141 (p. 7519)

*Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains
fichiers administratifs)*

Son intervention (p. 7523)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Julien Dray (identification
des policiers et gendarmes ayant consulté des fichiers
informatisés) (p. 7526)

Après l'article 9

Son adt n° 143 (extension aux associations étrangères
représentant des victimes françaises de la faculté d'exercer
les droits reconnus à la partie civile pour les infractions à
caractère terroriste) : retiré (p. 7527)

Son adt n° 139 (identification par leur seul numéro
d'immatriculation administrative des officiers et agents de
police judiciaire chargés de la lutte contre le terrorisme lors
de la signature des procès-verbaux) : retiré (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 121, troisième rectification de
M. Jean-Luc Warsmann (allègement des obligations
d'information de la CNIL pour les traitements intéressant la
sûreté de l'Etat) (p. 7529)

Son adt n° 142 (répression de l'incitation au terrorisme via
l'internet) (p. 7528) : retiré (p. 7529)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Gérard Léonard
(disposition statutaire relative à la police nationale)
(p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission (prolongation
sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en
matière terroriste) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Dominique Tian
(principe de gratuité des réponses des opérateurs de
téléphonie aux réquisitions judiciaires) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Gérard Léonard (adaptation
à la réforme des corps et carrières de la police nationale de
la représentation syndicale au sein des commissions
administratives paritaires) (p. 7534)

Son adt n° 135 rectifié (juste compensation des réponses des
opérateurs de téléphonie aux réquisitions judiciaires en
fonction de leur coût, déterminé par décret en Conseil
d'Etat) : retiré (p. 7534)

Article 12 (gel administratif des avoirs des terroristes)

Ses adts n°s 150 et 144 rectifié : adoptés (p. 7538)

Ses adts n°s 145 et 146 (p. 7538)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Pierre Lellouche (pouvoirs
de police du maire de Paris identiques à ceux des autres
communes) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann
(protection des personnels du ministère de la défense)
(p. 7540)

Son adt n° 117, deuxième rectification (extension de la
couverture par les contrats d'assurance des dommages aux
biens causés par un acte terroriste) : adopté (p. 7540)

Son adt n° 138, deuxième rectification (protection des
personnels chargés de la lutte antiterroriste) (p. 7540) :
devenu sans objet (p. 7541)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Ses explications de vote (p. 7640)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire (p. 7641)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 décembre 2005] (p. 8649)**

Son intervention (p. 8652)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : lutte contre le terrorisme
(p. 8652)

Droit pénal : garde à vue (p. 8652)

Nationalité : déchéance (p. 8652)

Ordre public : terrorisme : victimes (p. 8652)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 8652)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 8652)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire (p. 8652)

**Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi
n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la
Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005]
(p. 7591)**

Son intervention (p. 7615)

Thèmes :

Etat : devoir de mémoire (p. 7616)

Pays étrangers : Algérie (p. 7615, 7616)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son adt n° 298 (p. 8076)

Après l'article 32

Son adt n° 53 (appareils automatiques installés dans les cafés - non majoration de la taxe annuelle) : rejeté (p. 8134)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8145)

Après l'article 39

Son adt n° 51, troisième rectification (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8158) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué) (p. 8176)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8348)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8349)
Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8349)
Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8349)
Pays étrangers : Allemagne (p. 8349)
Président de la République (p. 8349 et s.)
TVA : taux réduit : lois de finances (p. 8349 et s.)
Ses explications de vote (p. 8361)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8361)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8599)

Thèmes :

Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8600)
Télécommunications : téléchargement légal (p. 8600)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8723)

Après l'article 12

Son adt n° 150, deuxième rectification (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1909) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 1917)

Après l'article 14

Son adt n° 267 rectifié (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2023) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2028)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE)

Son intervention (p. 1442)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2796)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2805)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2818)

Thèmes :

Etrangers : cartes de résident (p. 2797)
Etrangers : cartes de travail (p. 2797, 2818)
Etrangers : contrats d'intégration (p. 2797, 2798)
Etrangers : éloignement du territoire : contentieux (p. 2797)
Etrangers : immigration clandestine (p. 2796)
Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2798)
Etrangers : intégration (p. 2797, 2798)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2818)
Etrangers : pays d'origine sûr (p. 2798)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2797)
Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2796, 2818)
Etrangers : regroupement familial : logement (p. 2798)
Etrangers : rétention administrative : délais (p. 2805)
Etrangers : statistiques (p. 2796, 2818)
Etrangers : visas : données biométriques (p. 2818)
Etrangers : xénophobie (p. 2805)
Travail : travail saisonnier (p. 2797)
Union européenne : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 2798)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 405 de la commission (création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 2895)

Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2897)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2909 et s.)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Ses interventions (p. 2931 et s.)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses interventions (p. 2944 et s.)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Ses interventions (p. 2962 et s.)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Ses interventions (p. 2976 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 464 rectifié de M. Jacques Myard (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2978)

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)

Intervient sur l'adt n° 460 de M. Christian Vanneste (répartition entre les établissements des élèves primo-arrivants) (p. 2987)

Intervient sur l'adt n° 462 rectifié de M. Christian Vanneste (coopération décentralisée en faveur des régions dont sont issus les immigrés) (p. 2987)

- Intervient sur l'adt n° 600 rectifié de M. Noël Mamère (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2988)
- Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)*
Ses interventions (p. 2992 et s.)
- Article 8 (carte de séjour des étrangers exerçant une activité professionnelle non soumise à autorisation)*
Son intervention (p. 3002)
- Article 9 (transposition de la directive du 12 octobre 2005 relative à l'admission des scientifiques)*
Son intervention (p. 3002)
- Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)*
Ses interventions (p. 3003 et s.)
- Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)*
Son intervention (p. 3019)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'adt n° 402 de M. Lionnel Luca (aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail) (p. 3020)
Intervient sur l'adt n° 279 de M. Bernard Roman (instauration d'une peine de privation des droits civiques pour les employeurs de main-d'œuvre en situation irrégulière) (p. 3021)
- Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")*
Ses interventions (p. 3023 et s.)
Son ss-adt n° 603 à l'adt n° 256 de Mme Christine Boutin : adopté (p. 3030)
Son intervention (p. 3038)
- Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")*
Ses interventions (p. 3043 et s.)
- Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)*
Ses interventions (p. 3049 et s.)
- Après l'article 13*
Intervient sur l'adt n° 66 de la commission (accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 3053)
Intervient sur le sous-adt n° 371 de M. Patrick Delnatte (de précision) à l'adt n° 66 de la commission (p. 3053)
- Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)*
Ses interventions (p. 3054 et s.)
- Article 15 (extension des obligations à la charge des donneurs d'ordre en matière de lutte contre le travail clandestin)*
Ses interventions (p. 3055 et s.)
- Après l'article 15*
Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056 et s.)
Intervient sur l'adt n° 226 rectifié de M. Richard Mallié (aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur) (p. 3057)
- Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")*
Ses interventions (p. 3065, 3074 et s., 3102 et s.)
- Après l'article 24*
Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3113)
Son ss-adt n° 608 (étrangers vivant en état de polygamie exclus de cette procédure) à l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (p. 3113) : adopté (p. 3121)
- Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)*
Son intervention (p. 3122)
- Après l'article 25*
Intervient sur l'adt n° 373 de Mme Chantal Brunel (interdiction de délivrance ou retrait de la carte de résident en cas de poursuites pour violences sur un mineur de quinze ans ayant entraîné une mutilation) (p. 3122)
- Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)*
Ses interventions (p. 3123 et s.)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jacques Myard (retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 3125)
Intervient sur l'adt n° 521 de M. Patrick Braouezec (attribution de plein droit d'une carte de résident aux personnes actuellement titulaires d'une carte de séjour d'un an autorisant à travailler) (p. 3126)
- Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)*
Son intervention (p. 3127)
- Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)*
Son intervention (p. 3130)
- Après l'article 29*
Intervient sur l'adt n° 459 de la commission (document de circulation délivré aux mineurs étrangers) (p. 3130)
Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéfice de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3131)
Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3131)
Son intervention : se félicite du climat de la discussion [9 mai 2006] (p. 3177)
- Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)*
Ses interventions (p. 3181 et s.)
- Article 68 (éloignement d'office des équipages vénézuéliens)*
Son intervention (p. 3185)
- Article 69 (application à l'ensemble du territoire national des mesures d'éloignement prononcées en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française)*
Son intervention (p. 3186)
- Article 70 (extension en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte des dispositions relatives à la visite sommaire et à l'immobilisation pour contrôle des véhicules terrestres)*
Ses interventions (p. 3187 et s.)
- Article 71 (destruction des embarcations fluviales utilisées par les étrangers en situation irrégulière en Guyane - immobilisation durable des véhicules terrestres utilisés pour le transport d'étrangers en situation irrégulière en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte)*
Ses interventions (p. 3188 et s.)
- Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)*
Son intervention (p. 3190)
- Après l'article 72*
Intervient sur l'adt n° 230 de M. Mansour Kamardine (relevé et mémorisation des empreintes digitales et de la photographie des personnes dépourvues de titres lors du franchissement de la frontière à Mayotte) (p. 3191)
Intervient sur l'adt n° 31 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (création de l'Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique) (p. 3191)
Intervient sur l'adt n° 228 rectifié de Mme Juliana Rimane (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3192)
Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (dans les DOM, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu

un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192)

Intervient sur l'ad n° 34 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, frais de maternité de la mère étrangère en situation irrégulière à la charge de l'homme ayant reconnu un enfant dans le seul but de faciliter l'obtention de titres de séjour ou de la nationalité française) (p. 3192)

Intervient sur l'ad n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)

Avant l'article 73

Son ad n° 484 (modification de l'intitulé du chapitre II) : adopté (p. 3194)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Ses interventions (p. 3197, 3204)

Son ad n° 533 : adopté (p. 3204)

Article 74 (modalités de reconnaissance d'un enfant naturel par le père soumis au statut civil de droit local à Mayotte)

Son intervention (p. 3204)

Article 75 (procédure d'opposition du procureur de la République aux reconnaissances d'enfants présumées frauduleuses à Mayotte)

Ses interventions (p. 3205 et s.)

Article 76 (peines encourues par les auteurs de reconnaissances frauduleuses d'enfants à Mayotte)

Son intervention (p. 3207)

Après l'article 76

Intervient sur l'ad n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3207)

Intervient sur l'ad n° 3 de M. Dominique Tian (extension à la Guyane de la procédure d'opposition aux reconnaissances abusives de paternité réservée à Mayotte) (p. 3210)

Intervient sur l'ad n° 237 de M. Mansour Kamardine (contrôle des documents d'état civil à Mayotte) (p. 3210)

Intervient sur l'ad n° 236 de M. Mansour Kamardine (reconnaissance par un parent de statut civil de droit local d'un enfant né hors mariage à Mayotte) (p. 3210)

Intervient sur l'ad n° 231 de M. Mansour Kamardine (célébration du mariage de droit local par l'officier d'état civil à Mayotte) (p. 3211)

Article 77 (application des dispositions du code du travail de la collectivité départementale de Mayotte aux employés de maison - modalités d'accès aux locaux habités lors des enquêtes préliminaires et des contrôles du respect du droit du travail)

Ses interventions (p. 3213 et s.)

Article 78 (renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte)

Son intervention (p. 3215)

Article 79 (délai de rétention des personnes soumises à une vérification d'identité applicable à Mayotte)

Son intervention (p. 3216)

Après l'article 79

Intervient sur l'ad n° 319 de M. René Dosière (équipement informatique pour la réforme de l'état civil de Mayotte financé par une dotation exceptionnelle) (p. 3217)

Intervient sur l'ad n° 246 de Mme Christine Boutin (exonération fiscale pour les entreprises investissant dans le codéveloppement) (p. 3217)

Intervient sur l'ad n° 249 de Mme Christine Boutin (coopération internationale de la France ciblée sur l'économie informelle, les micro-entreprises et les institutions de micro-finance) (p. 3219)

Intervient sur l'ad n° 250 de Mme Christine Boutin (création d'une chaîne de réassurance pour assurer la gestion des risques dans les pays en voie de développement) (p. 3220)

Intervient sur l'ad n° 251 de Mme Christine Boutin (garantie de la chaîne de réassurance) (p. 3220)

Intervient sur l'ad n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3220 et s.)

Intervient sur l'ad n° 229 de Mme Juliana Rimane (lutte contre les constructions illégales sur le domaine des collectivités publiques à Mayotte et en Guyane) (p. 3222)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3226)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Ses interventions (p. 3248 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 349 de M. Alain Cortade (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259)

Intervient sur l'ad n° 482 de M. Philippe Pemezec (avis conforme du maire sur les conditions de logement) (p. 3260)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Ses interventions (p. 3262 et s.)

Son ss-ad n° 609 à l'ad n° 140 rectifié de M. Étienne Pinte : adopté (p. 3263)

Article 16 précédemment réservé (droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille)

Ses interventions (p. 3265 et s.)

Article 17 précédemment réservé (conditions d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour l'étranger titulaire d'une carte de résident de longue durée-CE (RLD-CE) délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses interventions (p. 3277 et s.)

Article 18 précédemment réservé (modalités d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour les membres de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Ses interventions (p. 3278 et s.)

Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Son intervention (p. 3280)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 338 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (remise d'un dossier de demande de naturalisation aux étrangers renouvelant leur carte de résident) (p. 3281)

Article 21 précédemment réservé (péremption de la carte de RLD-CE)

Ses interventions (p. 3282 et s.)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Ses interventions (p. 3284 et s.)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)

Ses interventions (p. 3286 et s.)

Article 35 (intitulé du chapitre Ier du titre Ier du livre V du CESEDA)

Son intervention (p. 3291)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Ses interventions (p. 3292 et s.)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3294 et s.)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Ses interventions (p. 3297 et s.)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3300 et s.)

Article 43 (coordination des dispositions relatives au placement en rétention)

Son intervention (p. 3303)

Article 44 (déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3303)

Article 47 (coordination avec la création de l'OQTF)

Ses interventions (p. 3303 et s.)

Article 49 (coordination avec la création de l'OQTF)

Son intervention (p. 3304)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Ses interventions (p. 3304 et s.)

Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)

Ses interventions (p. 3305 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 94 de la commission (procédure d'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement par la voie aérienne) (p. 3306)

Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)

Son intervention (p. 3306)

Article 56 (coordination des dispositions pénales sanctionnant la méconnaissance d'une décision d'éloignement avec les dispositions du projet de loi)

Ses interventions (p. 3306 et s.)

Après l'article 56

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de la commission (transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente) (p. 3307)

Article 57 (coordinations relatives au régime de protection contre la mesure d'interdiction du territoire)

Son intervention (p. 3307)

Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)

Ses interventions (p. 3307 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 470, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Nicolas (exception à la protection absolue contre les mesures d'expulsion et les peines d'interdiction du territoire français) (p. 3308)

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Étienne Pinte (abrogation de mesures d'expulsion - règlement des situations antérieures) (p. 3309)

Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son intervention (p. 3309)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (transmission au maire de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité française - cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3309)

Intervient sur le sous-adt n° 398 de M. Jean-Christophe Lagarde (transmis également aux parlementaires) à l'adt n° 98 de la commission (p. 3310)

Article 60 (délai d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son intervention (p. 3310)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jérôme Rivière (acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France subordonnée à la régularité de la situation des parents) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 131 rectifié de M. Yves Jégo (transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs ayant acquis par déclaration la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 101 de la commission (cérémonie d'accueil pour les enfants adoptés ou recueillis en France ayant acquis la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Jean-Christophe Lagarde (transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs adoptés ou recueillis ayant acquis la nationalité française par déclaration de nationalité - organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3311)

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (organisation obligatoire d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers naturalisés par décret) (p. 3311)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son intervention (p. 3312)

Article 62 (coordination)

Son intervention (p. 3312)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 344 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai d'examen des dossiers de naturalisation réduit à neuf mois après dix ans de résidence en France - compétence du juge d'instance à l'issue du délai) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 345 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (réduction du délai de réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation à l'égard des étrangers ayant en France leur résidence habituelle depuis dix ans) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 102 de la commission (exclusion de l'accès à la nationalité française des personnes condamnées pour mutilation de mineurs de quinze ans) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Christian Vanneste (acquisition de la nationalité subordonnée à la présence du bénéficiaire à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3313)

Intervient sur l'adt n° 103 de la commission (insertion d'une division du code civil relative à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 104 rectifié de la commission (compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (possibilité pour le maire d'organiser la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3314)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son intervention (p. 3314)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (amende applicable en cas de célébration d'un mariage malgré une opposition) (p. 3314)

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de Mme Gabrielle Louis-Carabin (sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française) (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Ses interventions (p. 3316 et s.)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile - CADA)

Ses interventions (p. 3317 et s.)

Article 66 (bénéfice de l'allocation temporaire d'attente)

Intervient sur l'adt n° 112 de la commission (p. 3319)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Nicolas Perruchot (autorisation de travailler pour un demandeur d'asile, en cas d'absence de décision de l'OFPPA supérieure à trois mois) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Étienne Pinte (rédactionnel) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Étienne Pinte (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Noël Mamère (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Étienne Pinte (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Noël Mamère (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Étienne Pinte (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Noël Mamère (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) (p. 3320)

Après l'article 82

Intervient sur l'adt n° 125 de la commission (entrée en vigueur des dispositions relatives à l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3320)

Article 83 (adaptation par ordonnance des dispositions de la loi dans les collectivités d'outre-mer et les Terres australes et antarctiques françaises)

Ses interventions (p. 3320 et s.)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Son intervention (p. 3549)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4700)

Son intervention (p. 4700)

Thèmes :

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 4701)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 4701)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 4701)

Etrangers : éloignement du territoire (p. 4701)

Etrangers : emploi (p. 4701)

Etrangers : emploi : étudiants (p. 4700)

Etrangers : immigration clandestine : enfants (p. 4701)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 4702)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPA) (p. 4701)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 4700)

Etrangers : regroupement familial (p. 4701)

Etrangers : régularisations (p. 4701)

Etrangers : titres de séjour : médiation (p. 4701)

Nationalité : acquisition (p. 4702)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 4701)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4120)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 4120, 4121)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4120, 4121)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4120, 4121)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4120, 4121)

Santé : soins (p. 4121)

Alfred MARIE-JEANNE

Martinique (4^{ème} circonscription)
Non Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3206 tendant à améliorer la gestion de l'octroi de mer [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : octroi de mer. Répartition [9 mai 2006] (p. 3176)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1549, posée le 4 avril 2006. Outre-mer. DOM : Martinique (J.O. Questions p. 3484). Appelée le 4 avril 2006. Aquaculture et pêche professionnelle, politique de la pêche (p. 2406)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6977)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 6978)

Collectivités territoriales : compétences : Martinique (p. 6978)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6978)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6978)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : fonds structurels (p. 6978)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 154)

Thème :

Logement : logement social : Martinique (p. 154)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1301)

Thèmes :

Outre-mer : Antilles : recherche (p. 1301)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 1301)

Recherche : Martinique (p. 1301, 1302)

Recherche : recherche développement (p. 1301)

Santé : outre-mer (p. 1301)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 1er et annexe (programmation des moyens publics de la recherche)

Son adt n° 107 rectifié : adopté (p. 1344)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)**

Son intervention (p. 3366)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3367)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3367)

Eau : pollution : Martinique (p. 3367)

Eau : pollution : redevances des agences de l'eau (p. 3367)

Eau : qualité : Martinique (p. 3366)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)*Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)*

Son adt n° 1014 (p. 3708)

Hervé MARITON*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16963)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (n° 2604) [29 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 38 : Transports (transports terrestres, fluviaux et maritimes) ; Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 13 et 15 octies du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la sécurité et au développement des transports (n° 2604) [7 décembre 2005] (n° 2733)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [21 décembre 2005] (p. 8578)

Formation professionnelle. Apprentissage. Abaissement de l'âge requis, conséquences [7 février 2006] (p. 793)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime normal que les collectivités territoriales soient amenées à modérer leur fiscalité et considère que l'interdiction du cumul des mandats serait la seule réponse au comportement de députés opposant l'Etat aux collectivités [20 octobre 2005] (p. 5514)

Indique que la réforme de la taxation des plus-values sur actions - annoncée au Sénat par le ministre de l'économie - correspond à un engagement déjà formulé par Gouvernement [21 octobre 2005] (p. 5614)

Condamne les déclarations de M. Arnaud Montebourg relatives au ministre de l'économie [21 octobre 2005] (p. 5653)

Qualifie " d'assez minable " l'intervention de M. Arnaud Montebourg [22 octobre 2005] (p. 5651)

Demande aux députés socialistes de ne "pas entraver les travaux de l'Assemblée au-delà du raisonnable" et rappelle que par deux fois en deux semaines l'ordre du jour a été aménagé en raison de la tenue du congrès du parti socialiste [16 novembre 2005] (p. 6899)

Demande aux députés socialistes de permettre l'engagement du débat sur la réforme de la taxe professionnelle qui "protègera les entreprises" de "tentations souvent démesurées d'augmenter l'impôt local" [16 novembre 2005] (p. 6903)

Considère que les députés socialistes ne produisent aucun argument contre le plafonnement des impositions en fonction des revenus parce qu'ils comprennent "qu'il ne faut pas aller contre le bon sens" [16 novembre 2005] (p. 6915)

Fait état d'un rapport de M. René Dosière sur la fiscalité locale qui mettait en garde contre une révolte du contribuable et condamne les choix fiscaux des exécutifs locaux dirigés par des socialistes [22 novembre 2005] (p. 7341)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)**

Son intervention (p. 4707)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4708)

Collectivités territoriales : dépenses (p. 4708)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4707 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4707)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 4707)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 4707)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 4708)

Parlement : rôle (p. 4707)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)***Avant l'article 21*

Son adt n° 1051 (création d'un conseil de la modération) : retiré (p. 5287)

Débat sur les infrastructures de transport**[11 octobre 2005] (p. 5041)**

Son intervention (p. 5041)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 5042)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5041 et s.)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 5042)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5042)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5041)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5457)

Son intervention (p. 5460)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 5536)

Ses rappels au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5514)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5463, 5536)
 Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5460 et s.)
 Etat : patrimoine : vente (p. 5462)
 Etat : réforme (p. 5461 et s.)
 Famille : politique familiale (p. 5463)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5462)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 5461)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5461)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 5461 et s., 5536)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5462, 5536)
 Impôts et taxes : fraude fiscale : entreprises multinationales (p. 5536)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5536)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5462)
 Lois de finances : débat budgétaire : collectivités territoriales (p. 5536)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5461 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5457)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 5461)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5461)
 Travail (p. 5460)
 Voirie : autoroutes : privatisations (p. 5462)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts)

Son intervention (p. 5541)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 400 de M. Philippe-Armand Martin (jeunes agriculteurs et signataires d'un contrat d'agriculture durable - abattement de 50 % sur le bénéfice : pérennisation) (p. 5549)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Ses interventions (p. 5585 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - compensation aux départements : prise en compte chaque année du coût supplémentaire résultant de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI du fait de la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5603)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5614)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 170 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 5638)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5651, 5653)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 5662)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 386 de M. Jean-Louis Christ (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) (p. 5663)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF - titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par

les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5670 et s.)

Intervient sur l'ad n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF - résidence principale : exonération) (p. 5702)

Son ad n° 443 (ISF - droit de reprise : six ans) (p. 5708) : retiré (p. 5709)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 229 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA - taux normal : 18,6 %) (p. 5714)

Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)

Ses explications de vote (p. 5809)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6192)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6193)

Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6193)

Transports : transport combiné (p. 6193)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 6194)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 6193)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 6193)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 6193)

Voie : sociétés concessionnaires (p. 6194)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6227)

Crédits de la mission "Transports", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6227 et s.)

Son ad n° 51 (p. 6227) : retiré (p. 6228)

Son ad n° 167 (réduction des autorisations d'engagement et des crédits de paiement) (p. 6228) : adopté (p. 6229)

Après l'article 90

Intervient sur l'ad n° 62 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de gestion et les perspectives d'évolution du service annexe d'amortissement de la dette -SAAD-) (p. 6231)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6231 et s.)

Son ad n° 168 (modification d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement) : adopté (p. 6232)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6899, 6903)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6915)

Son intervention (p. 6927)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Intervient sur l'ad n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7193)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6931)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 6945, 6947)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7301, 7376)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2005] (p. 7341)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Jean-Christophe Lagarde (classement ou reclassement de locaux à usage d'habitation ou professionnel : notification de la décision au contribuable) (p. 7390)

Son adt n° 681 (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) : retiré (p. 7390)

Son adt n° 686 (collectivités territoriales : communication par l'administration des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 7390) : adopté (p. 7391)

Intervient sur l'adt n° 211 du Gouvernement (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle : attribution de 150 millions d'euros par le fonds de compensation des risques de la construction), rectifié (supplément de 30 millions d'euros réservé aux communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle) (p. 7395)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de redressement : délai imposé à l'administration) (p. 7203)

Seconde délibération

Son intervention (p. 7399)

Explications de vote et vote [23 novembre 2005] (p. 7415)

Ses explications de vote (p. 7416)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7416)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8518)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8519)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8519)

Finances publiques : dette publique (p. 8519)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 8516 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8518)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances : contrôle parlementaire (p. 8519)

Politique économique : croissance (p. 8518)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8519)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6785)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6785)

Arts et spectacles : artistes : violences urbaines (p. 6786)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8010)

Son intervention (p. 8022)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8023 et s.)

Energie et carburants : tarifs : aides (p. 8023)

Entreprises : transmission : plus-values professionnelles (p. 8024)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8022)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8022 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8022 et s.)

Impôts et taxes : crédit d'impôt : allègement des charges sociales (p. 8011)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8023)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8024)

Transports routiers : transporteurs : aides (p. 8023)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8011)

TVA : remboursement : péages (p. 8023)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 1er

Son adt n° 1 (viticulture : évaluation des stocks) (p. 8039) : rejeté (p. 8040)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8070)

Après l'article 24

Son adt n° 101 (électricité – gros consommateurs : régime fiscal des souscriptions au capital des sociétés agréées ayant pour objet l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8105) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8106)

Après l'article 30

Son adt n° 2 (dons aux associations et fondations reconnues d'utilité publique – réduction d'impôt : suppression du critère d'intérêt général) : rejeté (p. 8120)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 144 de M. Claude Gagnol (gaz naturel utilisé pour la production d'électricité : exonération de taxe intérieure sur la consommation) (p. 8139)

Intervient sur l'adt n° 145 de M. Claude Gagnol (cogénération – exonération des taxes intérieures sur la consommation : prorogation) (p. 8139)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 225 du Gouvernement (transporteurs routiers – péages autoroutiers – TVA : déduction) (p. 8169)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8669)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 8670)

Collectivités territoriales : finances locales : maîtrise des dépenses (p. 8670)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8670)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : contrats (p. 8670)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8669 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8670)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8275)

Thèmes :

Transports : politique des transports : grandes infrastructures (p. 8275)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8275)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 155 de M. Marc Le Fur (augmentation du poids maximum des poids lourds" (p. 8319)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8325)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)
Ses interventions (p. 8363 et s.)

Après l'article 15 ter

Son adt n° 175 (compensation des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) : adopté (p. 8374)

Son adt n° 174 (compensation financière des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) : adopté (p. 8374)

Après l'article 25

Son adt n° 76 rectifié (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8389) : retiré (p. 8390)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 643)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 643)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 644)
Emploi : politique de l'emploi (p. 644)
Famille : autorité parentale (p. 644)
Ordre public : violences urbaines (p. 644)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)

Son intervention (p. 2632)

Thèmes :

Emploi : égalité des chances (p. 2633)
Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 2633)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2632 et s.)
Emploi : création d'emplois (p. 2633)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 2633)
Travail : contrats de travail (p. 2634)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4245)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4245)
Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4245)
Energie et carburants : tarifs (p. 4245)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4245)
Union européenne : politique énergétique (p. 4245)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4483)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4484)
Etat : missions régaliennes (p. 4484)
Etat : réforme (p. 4483)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4483 et s.)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4484)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 4484 et s.)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élection présidentielle (p. 4484)
Professions de santé : médecins (p. 4484)
Secteur public : services publics (p. 4483)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteuse de la proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale (n° 2625) [7 mars 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2634 visant à reconnaître dans le code civil le caractère d'être sensible à l'animal [9 novembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale (n° 2625) [7 mars 2006] (n° 2929)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux [9 mai 2006] (n° 3073)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Traités et conventions. Convention internationale sur la diversité culturelle [19 octobre 2005] (p. 5436)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Accuse les députés de l'opposition d'exercer un terrorisme intellectuel en se servant des institutions, attitude qui dessert la Nation [9 mars 2006] (p. 1720)

DÉBATS

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8601)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8602)
Informatique : logiciels libres (p. 8602)
Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8601)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 8707)

Ses adts n°s 243 et 240 (p. 8714, 8720)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1587)

Son ss-adt n° 302 (libre choix par l'auteur du mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres, y compris de la mise à disposition gratuite) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1727) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1729)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Après l'article 13

Son adt n° 97 deuxième rectification (publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes

morales de droit public aux associations) (p. 97) : adopté (p. 98)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2503)

Thèmes :

- Enseignement : personnel : bénévolat (p. 2503, 2504)
- Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2503, 2504)
- Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2504)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2503)
- Enseignement maternel et primaire : écoles (p. 2503)

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2507)

Intervient sur l'ad^t n° 1 du Gouvernement (recrutement de personnels sous contrats aidés dans les écoles) (p. 2508)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses ad^ts n°s 22 à 24 (p. 2918)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Son ad^t n° 101 deuxième rectification (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3398) : retiré (p. 3401)

Après l'article 27

Son ad^t n° 99 rectifié (modalités de vote des demandes d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et des études et travaux y afférant au sein des syndicats de copropriété) : adopté (p. 3614)

Son ad^t n° 100 rectifié (précision concernant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs) : adopté (p. 3614)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'ad^t n° 687 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de mise en place de schémas départementaux pour le traitement des déchets d'assainissement) (p. 3667)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3668)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3670)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3685 et s.)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 3722)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3643)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 4 : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales ; développement agricole et rural (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les relations agricoles franco-américaines [5 juillet 2006] (n° 3248)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4794)

Thèmes :

- Agriculture : calamités agricoles (p. 4796)
- Agriculture : installation (p. 4796)
- Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 4795)
- Energie et carburants : biocarburants (p. 4796)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4795)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4795)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son ad^t n° 67 (parts de groupements fonciers agricoles – souscription ou acquisition en numéraire : réduction d'impôt de 25 %) : rejeté (p. 5556)

Après l'article 20

Son ad^t n° 68 précédemment réservé (exploitants agricoles - TVA – option pour le paiement trimestriel : période de cinq ans substituée au caractère irrévocable) : rejeté (p. 5752)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 6807)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Agriculture : aides (p. 6809)
- Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6809)
- Agriculture : crédits (p. 6808)
- Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6808)
- Agriculture : offices d'intervention (p. 6809)
- Agriculture : pollution (p. 6808)
- Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 6809)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 6809)
 Assurances : contrats : calamités agricoles (p. 6809)
 Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 6808)
 Collectivités territoriales : interventions économiques : agriculture (p. 6808)
 Elevage : bâtiments (p. 6808)
 Elevage : bovins : aides (p. 6809)
 Enseignement agricole : crédits (p. 6808)
 Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6809)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6808)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6874 et s.)

Article 74 (fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 6879)

Après l'article 74

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Louis Guédon (mesures fiscales en faveur des conserveries de poisson : exonération de la taxe spéciale sur les huiles) (p. 6879)

Franck MARLIN

Essonne (2^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2949 sur le contrôle des armes des particuliers [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [17 janvier 2006] (p. 45)

Alain MARSAUD

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (n° 2615) [19 octobre 2005]

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant

dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice du 13 septembre 2005 sur les compétences pénales de la Communauté européenne (E 3022) (n° 2828) [8 février 2006]

Membre de la commission nationale de déontologie de la sécurité [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9093)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (n° 2615) [16 novembre 2005] (n° 2681)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [20 décembre 2005] (n° 2763)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Christian Philip, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice du 13 septembre 2005 sur les compétences pénales de la Communauté européenne (E 3022) (n° 2828) [15 mars 2006] (n° 2968)

Proposition de loi n° 3103 visant à proscrire les lettres et documents anonymes dans le domaine de la preuve judiciaire [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [4 octobre 2005] (p. 4697)

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [14 décembre 2005] (p. 8340)

DÉBATS

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7424)

Son intervention la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7470)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 7426, 7470)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 7426, 7470)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : lutte contre le terrorisme (p. 7425)

Droit pénal : procédure pénale : lutte contre le terrorisme (p. 7425)
 Droits de l'homme et libertés publiques : écoutes téléphoniques (p. 7424)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : lutte contre le terrorisme (p. 7426)

Justice : juge de l'application des peines : terrorisme (p. 7425)

Nationalité : déchéance (p. 7425)

Ordre public : attentats (p. 7424)

Ordre public : jihadisme global (p. 7424)

Ordre public : terrorisme : attentats-suicides (p. 7424)

Ordre public : terrorisme : financement (p. 7426)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7424)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7426)

Sécurité publique : sécurité civile : lutte contre le terrorisme (p. 7426)

Télécommunications : Internet : traitement de données (p. 7425)

Transports aériens : transport de voyageurs : traitement de données (p. 7425)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Noël Mamère (contrôle de la CNIL sur les dispositifs prévus par cette loi) (p. 7478)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Ses interventions (p. 7480 et s.)

Avant l'article 1er (suite)

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7484, 7490)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de la commission (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement constituée de cinq députés et cinq sénateurs) (p. 7484 et s.)

Intervient sur l'adt n° 134 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement composée de neuf membres dont trois députés et trois sénateurs) (p. 7485)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Julien Dray (détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste) (p. 7490)

Intervient sur le sous-adt n° 151 de M. Michel Hunault (par arrêté ministériel) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (p. 7490)

Intervient sur le sous-adt n° 152 de M. Michel Hunault (liste des services compétents en matière de vidéosurveillance fixée par arrêté préfectoral) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (p. 7490)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Ses interventions (p. 7491 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Thierry Mariani (délai fixé par décret en Conseil d'Etat pour la fourniture des renseignements demandés par la police par les personnes, établissements et organismes concernés) (p. 7493)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Thierry Mariani (fourniture dans les quinze jours, par les personnes, établissements et organismes concernés, des renseignements demandés par la police) (p. 7493)

Article 3 (contrôles d'identité à bord des trains internationaux)

Son intervention (p. 7494)

Article 4 (obligation de conservation des données de connexion par les personnes fournissant au public une connexion Internet)

Ses interventions (p. 7495 et s.)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses interventions (p. 7496 et s.)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Ses interventions (p. 7500 et s., 7516)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Ses interventions (p. 7518 et s.)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Ses interventions (p. 7523 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Jean-Paul Garraud (inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées) (p. 7525)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Julien Dray (identification des policiers et gendarmes ayant consulté des fichiers informatisés) (p. 7526)

Article 9 (criminalisation de l'association de malfaiteurs à but terroriste)

Ses interventions (p. 7526 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Thierry Mariani (extension aux associations étrangères représentant des victimes françaises de la faculté d'exercer les droits reconnus à la partie civile pour les infractions à caractère terroriste) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Thierry Mariani (identification par leur seul numéro d'immatriculation administrative des officiers et agents de police judiciaire chargés de la lutte contre le terrorisme lors de la signature des procès-verbaux) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 37 rectifié de la commission (identification par leur seul numéro d'immatriculation administrative des officiers et agents de police judiciaire chargés de la lutte contre le terrorisme lors de leurs investigations ou dépositions) (p. 7528)

Intervient sur l'adt n° 142 de M. Thierry Mariani (répression de l'incitation au terrorisme via l'internet) (p. 7529)

Intervient sur l'adt n° 121, troisième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (allègement des obligations d'information de la CNIL pour les traitements intéressant la sûreté de l'Etat) (p. 7529)

Article 10 (centralisation de l'application des peines en matière terroriste)

Ses interventions (p. 7530 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Gérard Léonard (disposition statutaire relative à la police nationale) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Michel Hunault (communication par l'officier de police judiciaire à l'avocat de l'ensemble des documents relatifs à l'infraction) (p. 7531)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Michel Hunault (présence de l'avocat désigné à tous les interrogatoires lors de la garde à vue) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Michel Hunault (intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue pour toutes les infractions) (p. 7532)

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission (prolongation sous certaines conditions de la durée de la garde à vue en matière terroriste) (p. 7532 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 132, troisième rectification de M. Jacques Floch (modalités des entretiens avec un avocat) à l'adt n° 38 de la commission (p. 7533)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jacques Floch (prolongation de la garde à vue par le juge des libertés et de la détention uniquement et intervention de l'avocat au bout de quatre jours) (p. 7533)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Dominique Tian (principe de gratuité des réponses des opérateurs de téléphonie aux réquisitions judiciaires) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 135 rectifié de M. Thierry Mariani (juste compensation des réponses des opérateurs de téléphonie aux réquisitions judiciaires en fonction de leur coût, déterminé par décret en Conseil d'Etat) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 128 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de détermination des frais de justice) (p. 7534)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Gérard Léonard (adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires) (p. 7535)

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (extension de l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme à leurs ayants droit de nationalité étrangère) (p. 7535)

Article 11 (extension des possibilités de déchéance de la nationalité)

Ses interventions (p. 7535 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de la commission (suppression du conventionnement des chaînes extracommunautaires retransmises par satellite) (p. 7536)

Article 12 (gel administratif des avoirs des terroristes)
Ses interventions (p. 7538 et s.)

Article 13 (application outre-mer des dispositions relatives à la vidéosurveillance)
Son intervention (p. 7539)

Article 14 (application outre-mer des autres dispositions de la loi)
Son intervention (p. 7539)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 117, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (extension de la couverture par les contrats d'assurance des dommages aux biens causés par un acte terroriste) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Pierre Lellouche (pouvoirs de police du maire de Paris identiques à ceux des autres communes) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (protection des personnels du ministère de la défense) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 138, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (protection des personnels chargés de la lutte antiterroriste) (p. 7540)

Intervient sur l'adt n° 81, deuxième rectification de M. Pierre-Christophe Baguet (interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive) (p. 7541)

Article 15 (application de la loi dans le temps)
Son intervention (p. 7542)

Titre

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Jacques Floch (p. 7542)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Son intervention (p. 7639)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8649)

Son intervention (p. 8649)

Thèmes :

Automobiles et cycles : immatriculation : lutte contre le terrorisme (p. 8649)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 8650)

Ordre public : personnels : prérogatives (p. 8649)

Ordre public : terrorisme : mineurs (p. 8649)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 8650)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2818)

Thèmes :

Etat : souveraineté : immigration (p. 2819)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 2820)

Etrangers : statistiques (p. 2819)

Partis et mouvements politiques : opposition : christianisme (p. 2819)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 9 (transposition de la directive du 12 octobre 2005 relative à l'admission des scientifiques)

Son adt n° 128 rectifié (p. 3002)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son adt n° 327 : adopté (p. 3029)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Son adt n° 127 : adopté (p. 3082)

Jean MARSAUDON

Essonne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Hugues MARTIN

Gironde (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3024 visant à faciliter la répression des violences urbaines en bande organisée [12 avril 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la reconversion des militaires [27 juin 2006] (n° 3192)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Contrat nouvelle embauche [18 octobre 2005] (p. 5377)

Santé. Jeunes. Troubles du comportement, dépistage [28 février 2006] (p. 1243)

Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [16 mai 2006] (p. 3464)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1330, posée le 6 décembre 2005. Energie et carburants. Stations-service (J.O. Questions p. 11122). Appelée le 6 décembre 2005. Automatisation, conséquences (p. 7912)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 65 (p. 6945)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 sexies

Son adt n° 75 rectifié (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à dix ans) : rejeté (p. 406)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)
Son adt n° 1 rectifié : adopté après modification (p. 4592)

Philippe MARTIN
Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [22 février 2006] (p. 1087)

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2858)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande au ministre de l'agriculture de s'expliquer sur la position française face à celle de la Commission européenne qui accepte de renoncer à la préférence communautaire [11 octobre 2005] (p. 5104)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4847)

Thème :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4847)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 octobre 2005] (p. 5104)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4904 et s.)

Philippe-Armand MARTIN
Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur le commerce du vin - COM (2005) 547 final / E 3002 (n° 2686) [30 novembre 2005]

Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2686 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur le commerce du vin - COM (2005) 547 final / E 3002 [22 novembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur le commerce du vin - COM (2005) 547 final / E 3002 [22 novembre 2005] (n° 2685)

Rapport sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur le commerce du vin - COM (2005) 547 final / E 3002 [7 décembre 2005] (n° 2732)

Proposition de loi n° 2823 visant à supprimer la cotisation de solidarité prévue à l'article L. 731-23 du code rural [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2855 visant à fixer à sept jours le délai de restitution des dépôts de garantie en l'absence de toute dégradation lors de l'état des lieux [8 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Exportations. Vins, Etats-Unis [15 novembre 2005] (p. 6757)

Finances publiques. Dépenses [28 juin 2006] (p. 4615)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1382, posée le 17 janvier 2006. Pharmacie et médicaments. Pharmaciens (J.O. Questions p. 374). Appelée le 17 janvier 2006. Permanences de nuit, rémunérations, revalorisation (p. 12)

n° 1457, posée le 28 février 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1953). Appelée le 28 février 2006. Plan Hôpital 2007, Epernay (p. 1213)

n° 1532, posée le 28 mars 2006. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes (J.O. Questions p. 3191). Appelée le 28 mars 2006. Marne (p. 2235)

n° 1657, posée le 6 juin 2006. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 5728). Appelée le 6 juin 2006. Disponibilité, dédommagement, réglementation (p. 3953)

n° 1685, posée le 20 juin 2006. Agriculture. Viticulteurs (J.O. Questions p. 6305). Appelée le 20 juin 2006. Travailleurs saisonniers, logement, réglementation (p. 4327)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4844)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4845)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4845)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4884)

Son adt n° 436 (p. 4888) : SCRUTIN PUBLIC

Son adt n° 410 (p. 4897)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 417 (p. 4918)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Son adt n° 411 (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme) (p. 4942) : rejeté (p. 4943)

Après l'article 6

Son adt n° 420 (constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement) : rejeté (p. 4947)

Son adt n° 6 (cotisation de solidarité) : retiré (p. 4954)

Intervient sur l'adt n° 395 du Gouvernement (suppression de la cotisation de solidarité à la charge des associés de sociétés ne participant pas aux travaux) (p. 4955)

Après l'article 4

Son adt n° 397 deuxième rectification précédemment réservé (extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 4960)

Son adt n° 398 précédemment réservé (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) : rejeté (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses adts n° 414 à 416 et 1733 (p. 4973, 4977, 4985, 4987)

Après l'article 8

Son adt n° 435 (plafonnement des cotisations sociales maladie versées par les non salariés agricoles) : rejeté (p. 5018)

Après l'article 11

Son adt n° 571 (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082) : rejeté (p. 5083)

Son adt n° 429 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : devenu sans objet (p. 5091)

Après l'article 12

Son adt n° 826 deuxième rectification (obligation d'information sur les spécifications techniques des essences proposées à la consommation) : rejeté (p. 5112)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 400 : adopté (p. 5122)

Avant l'article 21

Son ss-adt n° 1151 (rédactionnel) à l'adt n° 344 de la commission (création d'un conseil de la modération) (p. 5285)

Son ss-adt n° 1152 (composition du conseil) à l'adt n° 344 de la commission (p. 5285)

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)

Après l'article 22

Son adt n° 54 (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) : devenu sans objet (p. 5297)

Son adt n° 55 (conditions de fonctionnement des sections ou commissions consacrées aux produits portant la dénomination "Montagne") : adopté (p. 5297)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5298)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8663)

Thèmes :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 8663)

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 8663)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 400 (jeunes agriculteurs et signataires d'un contrat d'agriculture durable – abattement de 50 % sur le bénéfice : pérennisation) : retiré (p. 5549)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 166)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 167)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 167)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 88 : adopté (p. 3408)

Son adt n° 89 (p. 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 92 : adopté (p. 3417)

Son adt n° 505 (p. 3421)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 507 (p. 3499)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 83 rectifié (p. 3510)

Après l'article 7

Son adt n° 98 (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) : rejeté (p. 3515)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3515)

Son adt n° 511 (p. 3519)

Après l'article 8

Son adt n° 86 rectifié (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) : rejeté (p. 3521)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son adt n° 79 (p. 3528)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques)

Son adt n° 871 (p. 3717)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son adt n° 71 : adopté (p. 3722)

Son adt n° 783 (p. 3722)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses adts n° 72 rectifié, 76, 733 et 734 (p. 3731, 3743 et s.)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)
Ses interventions (p. 4592 et s.)

Henriette MARTINEZ

*Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur l'action culturelle diffuse, instrument de développement des territoires [7 juin 2006] (n° 3127)

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [11 octobre 2005] (p. 5079)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1459, posée le 28 février 2006. Aménagement du territoire. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1953)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5137)

Son adt n° 423 rectifié : adopté (p. 5138)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son intervention (p. 5141)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 6828)

Agriculture : montagne (p. 6828)

Enseignement agricole : crédits (p. 6828)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6828)

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7066)

Son intervention (p. 7067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7067)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7067)

Politique extérieure : aide au développement : crédits budgétaires (p. 7067)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 7067)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7105) :

- *Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005*

Ses interventions (p. 7112)

Thèmes :

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 7112)

Politique extérieure : aide médicale : crédits budgétaires (p. 7113)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2904)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3671)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3685)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3735)

Ses adts n°s 790, 793, 225 rectifié et 791 deuxième rectification (p. 3741 et s.)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son adt n° 203 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3921)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 19 : Médias ; Avances à l'audiovisuel public (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3322 visant à assurer la couverture du territoire par les services de radiocommunications mobiles [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès [26 octobre 2005] (p. 5883)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1458, posée le 28 février 2006. Agriculture. Viticulteurs (J.O. Questions p. 1953). Appelée le 28 février 2006. Revendications (p. 1226)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 439 (production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles : régime du crédit d'impôt) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5665)

Après l'article 20 (suite)

Intervient sur l'adt n° 320 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (redevance audiovisuelle : avis d'imposition joint à celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5751)

Article 31 précédemment réservé (suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)

Son adt n° 151 (p. 5760)

Son intervention (p. 5765)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6411)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 6412)

Audiovisuel et communication : Arte (p. 6412)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6412)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6412)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6411, et s.)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6412, 6413)

Presse et livres : presse (p. 6413)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6411)

Télécommunications : Internet (p. 6413)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)

Crédits de la mission "Medias", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6433 et s.)

Son adt n° 203 (chaîne d'information internationale ; réduction de crédits) (p. 6435) : retiré

Son adt n° 204 (chaîne d'information internationale ; réduction de crédits ; redéploiement à titre d'aide à la presse) : retiré (p. 6436)

Après l'article 80

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Pierre-Christophe Baguet (presse ; Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée à des quotidiens sportifs et économiques ; champ d'application ; rapport au Parlement) (p. 6437)

Crédits inscrits à la ligne "Avances à l'audiovisuel public", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6438)

Après l'article 95

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission des finances (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de

moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

Intervient sur l'adt n° 205 du Gouvernement (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; rapport aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6440)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Procédure des questions :

Sports : fédérations (p. 6404)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7196)

Son adt n° 539 (p. 7197)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 257 (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle par utilisation du fonds de compensation des risques de la construction) (p. 7393) : retiré (p. 7396)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)

Ses interventions (p. 8057 et s.)

Article 10 et état B' (dépenses ordinaires des services civils. Annulations de crédits)

Son adt n° 7 rectifié (p. 8061)

Article 11 et état C (dépenses en capital des services civils. Ouvertures de crédits)

Son adt n° 54 (p. 8063)

Après l'article 16

Son adt n° 85 (majoration du plafond du compte d'avance à l'audiovisuel public : de coordination avec l'article 7) : adopté (p. 8064)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Emmanuel Hamelin (entreprises de production audiovisuelle : provisions pour dépenses liées à l'exploitation des œuvres) (p. 8104)

Son adt n° 8 (entreprises de production phonographique – dépenses de production, de développement et de numérisation : crédit d'impôt) : rejeté (p. 8107)

Après l'article 32

Son adt n° 6 (équipements pour handicapés – installation ou remplacement – valeur locative – taxe professionnelle : non prise en compte) : rejeté (p. 8134)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses adts n°s 201, deuxième rectification et 132 (p. 8714, 8720)

Article 16 (droit de l'auteur agent public)

Son adt n° 152 rectifié : adopté (p. 2034)

Après l'article 20

Son adt n° 367 rectifié (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 2036) : adopté (p. 2037)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)
Son adt n° 925 (p. 3522)

Alain MARTY

Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)

Santé. Vaccinations. BCG, obligation, pertinence [29 mars 2006] (p. 2315)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1383, posée le 17 janvier 2006. Traités et conventions. Convention fiscale avec l'Allemagne (J.O. Questions p. 375). Appelée le 17 janvier 2006. Application, entreprise Kaiser, Moselle (p. 9)

DÉBATS

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de Mme Marie-Jo Zimmermann (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7969)

Jacques MASDEU-ARUS

Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Développement et régulation économiques (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Son adt n° 23 précédemment réservé (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5693) ; rejeté (p. 5694)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6296)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : crédits budgétaires (p. 6299)
Energie et carburants : biocarburants (p. 6297)

Entreprises : création (p. 6298)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 6298)

Entreprises : transmission (p. 6299)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6299)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6297)

Recherche (p. 6297)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son adt n° 129 (p. 7196)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4241)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4241)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4241)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4241)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4241)

Energie et carburants : tarifs (p. 4242)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4241)

Union européenne : politique énergétique (p. 4241)

Christophe MASSE

Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Rapporteur de la proposition de loi complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 3030 rectifié) [26 avril 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Didier Migaud et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 3030 rectifié) [10 mai 2006] (n° 3074)

Proposition de loi n° 3263 tendant à réduire les risques pour la santé publique des installations et des appareils de téléphonie mobile [6 juillet 2006]

Proposition de loi n° 3297 visant à interdire la vente nocturne de boissons alcoolisées à emporter dans les commerces de détail [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1314, posée le 6 décembre 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 11119). Appelée le 6 décembre 2005. Mineurs, création, Marseille (p. 7908)
n° 1644, posée le 6 juin 2006. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines (J.O. Questions p. 5726). Appelée le 6 juin 2006. Extension, Marseille (p. 3964)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3646)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 3646)
Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3646)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 3646)
Lois : application : génocide (p. 3646)
Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 3646)
Pays étrangers : Arménie (p. 3646)
Pays étrangers : Turquie (p. 3646)

Jean-Claude MATHIS

Aube (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 6 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Emploi. Jeunes sous mandat judiciaire, parrainage [20 décembre 2005] (p. 8512)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6525)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : "Malgré nous" (p. 6528)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 6527)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6525 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 6527)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6528)

Anciens combattants et victimes de guerre : Institut national des invalides (p. 6527)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6526)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 6528)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6527)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6527)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6526)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Article 75 (reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)

Son adt n° 206 : adopté (p. 6566)

Didier MATHUS

Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2742 relative à la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel [8 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1693, posée le 27 juin 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 6663). Appelée le 27 juin 2006. Situation financière, centre hospitalier de Montceau-les-Mines (p. 4530)

RAPPELS AU RÉGLEMENT

Précise que le groupe socialiste défend des positions débattues et votées en son sein à l'unanimité [21 décembre 2005] (p. 8586)

Souhaite un débat démocratique irréprochable, malgré l'action des lobbies. Les députés sont saisis d'un amendement du Gouvernement annoncé la veille, déposé le jour même, avec toute une série de sous-amendements. Même s'il porte article additionnel après l'article 1er, il réécrit celui-ci qui n'existe plus [7 mars 2006] (p. 1587)

S'indigne de l'amateurisme du Gouvernement et de la remise en cause du droit d'amendement des parlementaires. Son groupe demande à nouveau la suspension de l'examen du texte et la création d'une mission parlementaire. Alors que la jeunesse se dresse contre le CPE, il serait maladroit d'en faire trop avec certains aspects de cette loi, ressentis comme des brimades à l'égard des jeunes [9 mars 2006] (p. 1690)

Revendique la bataille de procédure destinée à combattre ce texte dangereux sur le fond. Si le Gouvernement lève l'urgence ou si une mission d'information est créée, le débat sur le fond reprendra [9 mars 2006] (p. 1701)

Rappelle que la procédure est garante des droits des parlementaires, notamment de l'opposition. Il souhaite du temps pour que les enjeux induits par les progrès technologiques soient pris en compte. Il demande la rémunération de l'acte de création et refuse le traçage des internautes. Il demande à nouveau la levée de l'urgence [9 mars 2006] (p. 1722)

S'indigne de ce que le rapporteur ait retiré, subrepticement, la seule disposition qui permettait de garantir un minimum d'exercice du droit à la copie privée [15 mars 2006] (p. 1881)

S'indigne qu'après la limitation du nombre des navettes, l'examen d'un certain nombre d'amendements ait lieu "à marche forcée" [15 mars 2006] (p. 1903)

Demande qu'il soit recherché dans les archives de l'Assemblée, s'il est déjà arrivé d'adopter, pratiquement sans débat, un amendement servant aussi manifestement les intérêts d'une société privée, Vivendi en l'occurrence [16 mars 2006] (p. 1975)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 31 précédemment réservé (suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)

Son adt n° 193 (p. 5759)

Son adt n° 195 rectifié : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5765)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062) Après l'article 94

Son adt n° 355 rectifié (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette ; parrainages d'émissions) (p. 7062) : devenu sans objet (p. 7063)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) : - Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7102)

Thèmes :

Arts et spectacles : musique (p. 7103)

Culture : politique culturelle (p. 7102, 7103)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7102)

Jeunes : éducation populaire (p. 7103)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6421)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6421)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 6422)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6421)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6421)

Presse et livres : presse (p. 6422)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6421)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6433)

Crédits de la mission "Medias", inscrits à l'état B

Reprend l'adt n° 102 de la commission (chaîne d'information internationale ; réduction de crédits) (p. 6434)

Après l'article 95

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission des finances (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

Intervient sur l'adt n° 136 de la commission des affaires culturelles (sociétés d'audiovisuel public ; contrats d'objectifs et de moyens ; transmission aux commissions parlementaires compétentes) (p. 6439)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Son adt n° 640 (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 641 (indexation sur l'évolution des prix des dotations aux communautés urbaines à compter de 2007) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 638 (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

Son adt n° 639 (indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines sur l'évolution de la DGF à compter de 2007) (p. 7168) : rejeté (p. 7169)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 643 (versement transport : taux unique de 1 % lorsque la collectivité a mis en œuvre la planification prévue par la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 7379) : rejeté (p. 7381)

Son adt n° 644 rectifié (versement transport : calcul de la population de la collectivité organisatrice) : rejeté (p. 7381)

Son adt n° 645 (bases des impositions directes locales : échange d'informations entre les collectivités territoriales et l'administration fiscale) : adopté (p. 7391)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son adt n° 81 (de suppression) : adopté (p. 8368)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8558)

Son intervention (p. 8591)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8586)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8591)

Arts et spectacles : musique (p. 8594)

Culture : diversité culturelle (p. 8594)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 8592)

Informatique : logiciels libres (p. 8593)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8558, 8592)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8558)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8592 et s.)

Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8592 et s.)

Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8591, 8593)

Télécommunications : téléchargement légal (p. 8591)

Union européenne : directives (p. 8558, 8591)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son adt n° 80 rectifié (p. 8625)

Son adt n° 154 : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8628)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1587)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1592)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1608)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1614)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1690, 1722)

Intervient sur le sous-adt n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1730)

Intervient sur le sous-adt n° 383 de M. Pierre-Christophe Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESSA) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (p. 1733)

Avant l'article 2

Son adt n° 168 précédemment réservé (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1749) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1751)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1754 et s.)

Son adt n° 221 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 1756)

Son adt n° 131 (p. 1761)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 1763)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1769)

Son adt n° 187 (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1766) : rejeté (p. 1811)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1813)

Son adt n° 188 (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1816) : rejeté (p. 1821)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1826)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 1846)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1852)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1854 et s., 1883 et s.)

Son intervention : fustige l'imprécision du travail législatif et insiste sur la nécessité de définir la copie privée (p. 1859)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mars 2006] (p. 1881)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1892 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mars 2006] (p. 1903)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1975)

Son intervention (p. 1979)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1984 et s.)

Après l'article 15

Son adt n° 198 (coordination) : rejeté (p. 2033)

Son adt n° 200 (fonds de soutien aux auteurs et aux artistes-interprètes accessibles aux artistes n'ayant pas adhéré à une société de gestion collective) : rejeté (p. 2033)

Après l'article 20

Son adt n° 203 (légalisation de tous les échanges numériques non commerciaux de musique, d'images, de photos et de dessins effectués par les personnes acceptant de conclure un nouveau contrat social garant de la rémunération des créateurs) : rejeté (p. 2036)

Son adt n° 206 rectifié (convention déterminant le niveau de la rémunération perçue par les auteurs auprès des consommateurs en échange du droit à télécharger des œuvres sur Internet) : rejeté (p. 2036)

Son adt n° 207 (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de communiquer à leurs abonnés les conditions générales leur permettant d'échanger des œuvres en ligne en contrepartie du versement d'une redevance) : rejeté (p. 2036)

Son adt n° 208 rectifié (rédactionnel) : rejeté (p. 2036)

Après l'article 22

Son adt n° 214 (dépôt sous la forme d'un standard ouvert des écrits, images, sons ou messages de toute nature faisant l'objet d'une communication publique en ligne) (p. 2039) : rejeté (p. 2040)

Son adt n° 215 (fourniture lors d'un dépôt légal d'une copie dans un format électronique ouvert) : rejeté (p. 2040)

Après l'article 29

Son adt n° 79 (suppression d'une disposition autorisant la constitution, par les sociétés de perception de droits, de fichiers recensant les infractions au code de la propriété intellectuelle) (p. 2043) : rejeté (p. 2044)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4674)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 4674)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4675)

Informatique : logiciels libres (p. 4675)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5588)

Bernard MAZOUAUD

Dordogne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi [31 janvier 2006] (p. 526)

Pierre MÉHAIGNERIE

Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19787)

Membre du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9398)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la situation budgétaire et l'emploi en Suède [27 octobre 2005] (n° 2621)

Proposition de loi n° 3099 relative aux passeports biométriques et modifiant la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale [18 mai 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la recevabilité financière dans la procédure législative à 5 juillet 2006] (n° 3247)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'enquête de la Cour des comptes sur les exonérations de charges sociales en faveur des personnes peu qualifiées [21 septembre 2006] (n° 3335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [31 janvier 2006] (p. 526)

PROPOSITION DE LOI : RECEVABILITÉ FINANCIÈRE

Déclare que le bureau de la commission des finances a considéré comme recevable la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (n° 3013) dès lors que, par le dépôt de son amendement, le Gouvernement a manifesté son intention de prendre en charge la totalité de la dépense nouvelle et rappelle l'existence de précédents non censurés par le Conseil constitutionnel [11 avril 2006] (p. 2618)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2005 [22 février 2006] (p. 1094)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : indique à M. Jean-Pierre Brard que la commission des finances examinera dans la journée les simulations relatives à la réforme de l'impôt sur le revenu et que – au cours deux prochaines semaines – elle débattrà des dotations aux collectivités territoriales et pourra interroger le ministre [20 octobre 2005] (p. 5540)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : propose que l'Assemblée poursuive ses travaux et que la suspension de séance intervienne avant la discussion des adts relatifs à l'ISF [21 octobre 2005] (p. 5652)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : répond à M. Augustin Bonrepaux que "la commission des finances a étudié et réétudié" les dispositions relatives à la taxe professionnelle [20 décembre 2005] (p. 8525)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : confirme l'irrecevabilité au titre de l'article 40 de la Constitution des amendements présentés par le groupe socialiste en raison de leur coût financier et ajoute que l'application de cette disposition constitutionnelle n'est pas un obstacle à la discussion parlementaire [12 avril 2006] (p. 2714)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4719)

Article 8 (résultat des budgets annexes)

Son intervention (p. 4720)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5401)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5422)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5513)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5533)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dégrèvements (p. 5402, 5513, 5533)

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5534)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5513)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5402)

Etat : réforme (p. 5401)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5401)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5402)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5534)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5401)

Pays étrangers : Allemagne : partis et mouvements politiques (p. 5534)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5533)

Politique économique : investissement : pays étrangers (p. 5533)

Travail : coût : productivité (p. 5533)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)**

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5540)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 38, deuxième rectification de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5548)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)

Son intervention (p. 5575)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social - exonérations de taxe foncière : compensation intégrale aux communes) (p. 5598)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Son intervention (p. 5634)

Après l'article 13

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5652)

Après l'article 17

Son adt n° 246 précédemment réservé (ISF - titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %)

(p. 5669) vote réservé (p. 5682) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 5707)

Son intervention : communique le rendement de l'ISF pour les années 2002, 2005 et 2006 (p. 5703)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son intervention (p. 5778)

Article 51 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Ses interventions (p. 5787 et s.)

Son adt n° 77 rectifié : adopté (p. 5790)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE****Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :****- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005**

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 7094)

Thème :

Culture : politique culturelle (p. 7094)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)****Crédits de la mission "Écologie et développement durable", inscrits à l'état B**

Son intervention (p. 6499)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :**- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005**

Ses interventions (p. 6574, 6578)

Thème :

Administration : administrations centrales : modernisation (p. 6574)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)****Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B**

Son intervention (p. 6703)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :**- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005****Thèmes :**

Assemblée nationale : commissions (p. 6723)

Enseignement : personnel : enseignants : missions (p. 6734)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7073)****Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur", inscrits à l'état B**

Son intervention (p. 7075)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :**- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005**

Ses interventions en qualité de président de la commission des finances (p. 7123, 7130)

Thème :

Administration : simplifications administratives (p. 7123)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES**Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)****Après l'article 84**

Intervient sur l'adt n° 547 rectifié de M. Léonce Deprez (prise en compte de deux habitants par résidence secondaire pour le calcul de la DGF) (p. 7162)

SECURITE SANITAIRE**Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :****- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005**

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6839)

Thèmes :

- Animaux : contrôle sanitaire (p. 6839)
- Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6845)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 6839)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6133)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Finances publiques : missions et programmes (p. 6134)
- Gendarmerie : crédits (p. 6134)
- Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6134)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)**

Son intervention en qualité de président de la commission des finances : indique que l'Etat participera pour trois milliards d'euros au plafonnement de la taxe professionnelle et que cette réforme exigera une plus grande maîtrise des dépenses des collectivités territoriales [16 novembre 2005] (p. 6899)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Son adt n° 548 (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) : réservé : retiré (p. 7193) ; repris par M. Augustin Bonrepaux

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6932)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6942)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7334)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs – de 0,55 % à 1 % en fonction de la population) (p. 7379)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8525)

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission Défense : " plan banlieues " – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8533)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8002)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8039)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8039)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8039)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 8002)
- Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8002)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 2 (affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)

Son intervention (p. 8056)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8072)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 €/par an) (p. 8118)

Après l'article 32

Son intervention en qualité de président de la commission des finances : indique que la commission refusera les amendements déposés tardivement [8 décembre 2005] (p. 8132)

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8662)

Thèmes :

- Agriculture : aides (p. 8662)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 8662)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8662)
- Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8662)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 192)

Thèmes :

- Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 192)
- Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 192)
- Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 192)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Son intervention (p. 193)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 365)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 2711)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France**[14 juin 2006] (p. 4207)**

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4230)

Thèmes :

- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4231)
- Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4231)
- Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4231)
- Energie et carburants : tarifs (p. 4231)
- Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4231)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4360 et s.)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4360)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : programmes (p. 4361)
Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 4360)

Mission "Ville et logement" [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4437)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : logement (p. 4437)
Collectivités territoriales : établissements publics locaux (p. 4437)
Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4437)
Logement : logement social (p. 4437)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4438)
Parlement : contrôle : finances publiques (p. 4437 et s.)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)*Après l'article 13*

Intervient sur l'adit n° 2, deuxième rectification de M. Michel Bouvard (opérateurs de l'Etat : dépôt par le Gouvernement d'une annexe au projet de loi de finances) (p. 4453)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007**[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)**

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4479, 4500)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4479)
Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 4479)
Etat : réforme (p. 4479)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4479)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4479)
Parlement : rôle (p. 4479 et s.)
Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 4500)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élection présidentielle (p. 4480)
Politique économique : croissance (p. 4500)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5257 et s.)

Hamlaoui MÉKACHÉRA

Ministre délégué aux anciens combattants, auprès de Mme la ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Christian Jeanjean. Droit pénal. Diffamation. Déclaration d'un élu [21 février 2006] (p. 1026)
M. Daniel Mach. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [22 février 2006] (p. 1081)
M. Christian Kert. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1^{er} mars 2006] (p. 1323)

Mme Arlette Franco. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [7 mars 2006] (p. 1565)

M. Daniel Spagnou. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis, propos tenus par un élu [28 mars 2006] (p. 2256)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Philippe Auberger. Justice. Tribunaux de grande instance. Juge pour enfants, nomination, Sens [7 mars 2006] (p. 1530)

Mme Françoise Imbert. Transports aériens. Contrôle aérien. Contrôleurs civils, revendications [7 mars 2006] (p. 1529)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etats-régions, Nièvre [20 juin 2006] (p. 4335)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Emploi, ANPE, mise en place, calendrier [20 juin 2006] (p. 4333)

M. Christian Decocq. Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir. Bilan, Lille [20 juin 2006] (p. 4335)

M. Éric Woerth. Emploi. Politique de l'emploi. Prime pour l'emploi, application, dysfonctionnements [20 juin 2006] (p. 4334)

M. Gérard Bapt. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Surendettement [27 juin 2006] (p. 4523)

M. Michel Hunault. Gendarmerie. Brigades. Effectifs de personnel, Châteaubriand, Loire-Atlantiques [27 juin 2006] (p. 4522)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Ses interventions (p. 6546, 6549 à 6560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 6547)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6547)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 6547)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6548)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 6548)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6548, 6549)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6546, 6547)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6547)

Cérémonies publiques et fêtes légales : Institut national des invalides (p. 6548)

Défense : armée : femmes (p. 6547)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : conjoints (p. 6549) (Mme Martine David) (p. 6549)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6550) (M. Gilles Artigues) (p. 6550)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6557) (M. Maurice Giro) (p. 6557)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : marins (p. 6550) (M. Alain Gouriou) (p. 6550)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 6553) (M. Bernard Schreiner) (p. 6553)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 6555) (M. Michel Liebgott) (p. 6554)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6549) (Mme Martine Carrillon-Couvreur) (p. 6548)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 6550) (Mme Françoise Imbert) (p. 6549)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6555) (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 6555)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6559) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6559)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 6556) (M. Alain Néri) (p. 6556)

Anciens combattants et victimes de guerre : réfractaires (p. 6554) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 6554)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6553) (M. Robert Lecou) (p. 6553)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6557) (M. Yannick Favennec) (p. 6556)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6558) (Mme Pascale Gruny) (p. 6558)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6559) (M. Didier Quentin) (p. 6558)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6557) (M. Pierre Lasbordes) (p. 6557)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6552) (M. Jacques Desallangre) (p. 6551)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6551) (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 6551)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6559) (M. Jacques Remiller) (p. 6559)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 6552) (M. André Chassaigne) (p. 6552)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 6554) (M. Francis Saint-Léger) (p. 6554)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6561 et s.)

Article 75 (reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)

Son intervention (p. 6566)

Après l'article 75

Intervient sur l'ad. n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6566)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7620)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7621)

Enseignement : programmes (p. 7620)

Etat : devoir de mémoire (p. 7620, 7621)

Etat : valeurs républicaines (p. 7620, 7621)

Outre-mer : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7621)

Pays étrangers : Algérie (p. 7621)

Pascal MÉNAGE

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique (n° 2674 rectifié) [11 juillet 2006]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VI : Recherche et enseignement supérieur (recherche) (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [22 février 2006] (p. 1084)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [31 mai 2006] (p. 3847)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7122)

Thèmes :

Enseignement supérieur : recherches universitaires (p. 7123)

Recherche : emploi (p. 7122)

Recherche : organismes (p. 7122)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 7122)

Recherche : chercheurs (p. 7122)

Recherche : crédits (p. 7122)

Recherche : recherche industrielle (p. 7123)

Recherche : recherche médicale (p. 7123)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ;

[1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1303)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 1303)

Recherche : carrière (p. 1303, 1304)

Recherche : chercheurs (p. 1303)

Recherche : recherche fondamentale (p. 1303)

Christian MÉNARD

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Victimes. Prise en charge [11 octobre 2005] (p. 5075)

Environnement. Politiques communautaires. Organisme génétiquement modifié (OGM) [8 février 2006] (p. 892)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 18

Son adt n° 273 rectifié (création d'un comité national de gestion des risques) (p. 5143) : rejeté (p. 5144)

Son adt n° 274 (régime fiscal de la dotation pour aléas) : rejeté (p. 5144)

Son adt n° 275 (recours à la dotation pour aléas sous le régime du forfait) : rejeté (p. 5144)

Son adt n° 276 (dotation jeune agriculteur consacrée pour partie à la dotation pour aléas) : rejeté (p. 5144)

Son adt n° 277 (dotation pour aléas reprise lors du rachat d'une exploitation par un jeune agriculteur) (p. 5144) : rejeté (p. 5145)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (prolongation de quatre mois renouvelables de la détention provisoire du mineur) (p. 5271)

Intervient sur le sous-adt n° 73 de M. Gérard Léonard (placement du mineur en centre éducatif fermé pour une durée maximale de quatre mois renouvelable une fois) à l'adt n° 51 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 5271)

Son adt n° 62 rectifié (maintien exceptionnel d'un mineur en détention provisoire au-delà de deux ans) (p. 5269) : retiré (p. 5271)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7769)

Thème :

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 7769)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 11 (parcs naturels marins)

Son intervention (p. 7851)

Gérard MENUEL

*Aube (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E 2226, E 2589, E 2694, E 3072, E 3134 et E 3236) (n° 3331) [4 octobre 2006]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2653 relative à la création d'un titre emploi collectivité [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Biocarburants [28 mars 2006] (p. 2258)

Travail. Droit du travail. Validation des acquis de l'expérience [31 mai 2006] (p. 3849)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1384, posée le 17 janvier 2006. Transports ferroviaires. Ligne Paris Troyes Bâle (J.O. Questions p. 375). Appelée le 17 janvier 2006. Electrification (p. 19)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5521)

Thèmes :

Commerce extérieur : importations : imposition (p. 5521)

Energie et carburants : biocarburants (p. 5521)

Energie et carburants : pétrole (p. 5521)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 5521)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5521)

TVA : taux réduit : services (p. 5521)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Article 74 (fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son adt n° 38 (p. 6879)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 284)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : missions d'information (p. 284)

Energie et carburants : biocarburants (p. 284)

Industrie : industrie pétrolière (p. 284)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Son adt n° 334 (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) : rejeté (p. 3596)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]

Son adt n° 114626 (liste des recettes des syndicats de communes) : adopté (p. 5469)

Son adt n° 114715 (p. 5469) : retiré (p. 5470)

Son adt n° 31714 rectifié (précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) : adopté (p. 5470)

Alain MERLY

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2584 tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales [13 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Denis MERVILLE

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 35 : Sport, jeunesse et vie associative (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2910 visant à encourager l'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales [28 février 2006]

Proposition de loi n° 3048 relative à l'installation de l'éthylotest anti-démareur sur les véhicules [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sports. Installations sportives. Mise aux normes, réglementation [13 avril 2006] (p. 2690)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1303, posée le 18 octobre 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 9593). Appelée le 18 octobre 2005. Maison d'arrêt du Havre, délocalisation (p. 5349)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6582)

Thèmes :

Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 6583)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 6583)

Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets : publications gratuites (p. 6586)

Eau : assainissement (p. 6583)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6387)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : jeunes (p. 6388)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6387)

Sports : crédits (p. 6387)

Sports : football (p. 6388)

Sports : installations sportives (p. 6387)

Sports : jeux olympiques (p. 6387)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6406)

Après l'article 89

Intervient sur l'ad n° 179 deuxième rectification du Gouvernement (sports ; rugby ; Coupe du monde 2007 ; Etat ; participation financière) (p. 6406)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 6214)

Voierie : autoroutes : Haute-Normandie (p. 6215)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Procédure des questions :

Energie et carburants : tarifs : logement (p. 7257)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7257)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3372)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3372)

Eau : agences (p. 3372)

Eau : eaux pluviales (p. 3373)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3372)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3373)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3373)

Environnement : développement durable (p. 3372)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3372)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 20 bis (profils des eaux de baignade)

Son intervention (p. 3567)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3570)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 596 de M. Patrick Beaudouin (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3589)

Son ad n° 595 (création d'un crédit d'impôt en faveur des particuliers pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3588) : devenu sans objet (p. 3594)

Après l'article 25

Son ad n° 475 (définition du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) : rejeté (p. 3600)

Son ad n° 935 (harmonisation rédactionnelle sur l'appréciation du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) : adopté (p. 3600)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses adts n° 916, 917, 920 (p. 3601, 3607)

Après l'article 26

Son adt n° 921 (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) : rejeté (p. 3607)
 Son adt n° 922 (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3607) : rejeté (p. 3608)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son intervention (p. 3611)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 3665)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 542 (p. 3741)

Damien MESLOT

*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (n° 2535) [5 octobre 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 octobre 2005] (p. 16396)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 octobre 2005] (p. 16396)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Pierre Morange et M. Damien Meslot visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (n° 2535) [5 octobre 2005] (n° 2554)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la condition militaire [14 décembre 2005] (n° 2760)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1412, posée le 31 janvier 2006. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines (J.O. Questions p. 791). Appelée le 31 janvier 2006. Extension, territoire de Belfort (p. 509)

n° 1513, posée le 21 mars 2006. Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Assujettissement, réforme, conséquences (p. 2068)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 5221)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 5222)

Logement : immeubles collectifs : prévention (p. 5221 et s.)

Sécurité publique : incendies (p. 5221)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Article 2 (obligation pour les occupants d'un logement d'y installer au moins un détecteur avertisseur autonome de fumée)

Ses interventions (p. 5236 et s.)

Son adt n° 3 corrigé : adopté (p. 5237)

Article 3 (sanction du dispositif)

Son adt n° 4 : adopté (p. 5238)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Josiane Boyce (encadrement des obligations de prise en charge par les compagnies d'assurances) (p. 5239)

Article 4 (entrée en vigueur)

Son adt n° 5 (p. 5239)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6372)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : logement (p. 6373)

Défense : crédits (p. 6372)

Défense : porte-avions (p. 6373)

Gendarmerie (p. 6373)

Ordre public : terrorisme (p. 6373)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Après l'article 92

Son adt n° 36 (entreprises : subventions : incompatibilité avec un acte de délocalisation dans une période de cinq ans suivant l'octroi de la subvention) (p. 6689) : retiré (p. 6690)

Kléber MESQUIDA

*Hérault (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [22 février 2006] (p. 1082)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1593, posée le 9 mai 2006. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP) (J.O. Questions p. 4785). Appelée le 9 mai 2006. Services d'aide à la personne, formations (p. 3143)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4582)

Son intervention (p. 4584)

Thèmes :

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4584, 4585)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4584, 4586)

Agroalimentaire : viticulture : Espagne (p. 4585)

Agroalimentaire : viticulture : Italie (p. 4585)

Aménagement du territoire (p. 4585)

Boissons et alcools : vin (p. 4584, 4585)

Emploi (p. 4585)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4585)

Santé : protection (p. 4585)

Union européenne : Commission : viticulture (p. 4586)

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)
Son intervention (p. 4593)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [14 mars 2006] (p. 1809)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1331, posée le 6 décembre 2005. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 11122). Appelée le 6 décembre 2005. Portables, zones d'ombre, réduction (p. 7907)

n° 1405, posée le 31 janvier 2006. Déchets, pollutions et nuisances. Bouteilles en plastique (J.O. Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Collecte et recyclage (p. 510)

n° 1533, posée le 28 mars 2006. Agriculture. Contrats d'agriculture durable (J.O. Questions p. 3191). Appelée le 28 mars 2006. Financement (p. 2223)

n° 1582, posée le 2 mai 2006. Personnes âgées. Journée de solidarité (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Conséquences, Alsace Moselle (p. 2754)

n° 1635, posée le 30 mai 2006. Papiers d'identité. Passeport (J.O. Questions p. 5569). Appelée le 30 mai 2006. Délivrance et renouvellement, réglementation (p. 3769)

n° 1710, posée le 27 juin 2006. Professions de santé. Médecins généralistes (J.O. Questions p. 6666). Appelée le 27 juin 2006. Effectifs de la profession, zones rurales (p. 4526)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Energie et carburants (p. 6870)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7230)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7231)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (AÑAH) (p. 7230)

Logement : crédits (p. 7230)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7230)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 168)

Thème :

Logement : HLM : loyers (p. 168)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 6

Son adt n° 77 (élargissement du champ de l'article L. 444-2 du code de la construction et de l'habitat aux sociétés civiles immobilières familiales) : adopté (p. 322)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5651 et s.)

Son adt n° 31712 : adopté (p. 5652)

Son adt n° 31711 (p. 5688)

Pierre MICAUX

*Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son adt n° 137617 : adopté (p. 5129)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5406 et s.)

Son adt n° 137618 : adopté (p. 5411)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome IX : Défense (équipement des forces espace, communication, dissuasion) (n° 2572) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6346)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : dissuasion nucléaire : crédits budgétaires (p. 6346)

Espace : satellites (p. 6346)

Union européenne : Agence européenne de défense (AED) (p. 6347)

Didier MIGAUD

Isère (4^{ème} circonscription)

Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Cesse d'appartenir à la commission de vérification des fonds spéciaux (art 154 de la loi de finances pour 2002) [J.O. du 17 février 2006] (p. 2481)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 21 avril 2006] (p. 5972)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3142 visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [13 juin 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [15 juin 2006] (n° 3165)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Emploi. Pouvoir d'achat [5 octobre 2005] (p. 4751)

Finances publiques. Déficit budgétaire [21 décembre 2005] (p. 8581)

Politique économique. Emploi [21 février 2006] (p. 1027)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [30 mai 2006] (p. 3785)

Finances publiques. Déficit public. Bilan [27 juin 2006] (p. 4559)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande si le "bouclier fiscal" s'appliquera aux revenus de 2005 et s'étonne que cette mesure figure en deuxième partie [18 octobre 2005] (p. 5394)

Condamne l'annonce au Sénat de la réforme de la taxation des plus-values sur actions par le ministre de l'économie alors que l'Assemblée discute le projet de loi de finances, demande des simulations sur la réforme fiscale et souhaite que le ministre réponde aux questions posées sur les mécanismes d'optimisation fiscale [21 octobre 2005] (p. 5614)

Considère que la réforme de la taxation des plus-values sur actions aurait dû être présentée en loi de finances et non en loi de finances rectificative et réitère sa question sur les mécanismes d'optimisation fiscale [21 octobre 2005] (p. 5616)

Indique que contrairement aux déclarations du ministre de l'économie la consommation des ménages a baissé en septembre [21 octobre 2005] (p. 5690)

Souhaite la présence du ministre de l'économie lors de l'examen des amendements relatifs à l'ISF [21 octobre 2005] (p. 5650)

Estime "indécent d'opposer le secret fiscal à des parlementaires à propos des conséquences de mesures fiscales sur les collectivités territoriales" et indique être prêt à demander au président de la commission des finances l'autorisation "à aller juger sur pièces et sur place les conséquences de mesures fiscales proposées" [16 novembre 2005] (p. 6895)

Réitère sa demande de communication des simulations nominatives par communes des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6899)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton : estime que les modifications de l'ordre du jour résultent de l'incohérence du Gouvernement [16 novembre 2005] (p. 6899)

Condamne l'intervention de M. Bernard Accoyer, président du groupe UMP, qui n'a rejoint l'hémicycle "que pour insulter les députés socialistes" [16 novembre 2005] (p. 6903)

Reproche au ministre du budget de citer partiellement ses déclarations et d'avoir commandé un sondage orienté sur le plafonnement des impositions en fonction du revenu [16 novembre 2005] (p. 6913)

Considère qu'en demandant la vérification du quorum, de M. Bernard Accoyer "a provoqué une rupture de séance provocatrice" et fait état de l'attitude constructive du groupe socialiste [22 novembre 2005] (p. 7363)

Fait état d'un rapport de la Cour des comptes jugeant que des pratiques budgétaires du Gouvernement constituent "une entorse délibérée à la sincérité de la loi de finances" [8 décembre 2005] (p. 8131)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : souhaite une réunion de la commission des finances pour étudier les amendements déposés par le Gouvernement [20 décembre 2005] (p. 8525)

Répète qu'il est indispensable de communiquer les accords aux députés qui en ont besoin pour se prononcer sur le sous-amendement en discussion. Il demande au ministre de lever l'urgence et de dire s'il compte réintroduire l'article 1er. Il réclame davantage d'ouverture et moins de soumission à certains lobbies [8 mars 2006] (p. 1673)

Proteste contre les propos d'une collègue qui a traité de pantins les membres de son groupe, souligne les revirements de procédure du Gouvernement et rejette l'accusation d'obstruction [8 mars 2006] (p. 1679)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche : précise que l'amendement adopté par la commission en remplacement de l'amendement retiré attribue à une commission d'experts la définition de la copie privée et les conditions de son exercice. Pourquoi le Parlement ne pourrait-il pas décider en cette matière ? [15 mars 2006] (p. 1880)

Oppose les dispositions de l'article 40 de la Constitution à la discussion de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à

la vie active en entreprise (n° 3013) [11 avril 2006] (p. 2617)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4708)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4710)
 Emploi : chômage (p. 4709)
 Entreprises : faillites (p. 4709)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4709 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 4709)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4710)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4709)
 Finances publiques : prélèvements sur recettes : crédit d'impôt (p. 4710)
 Finances publiques : reports (p. 4710)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4710)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4710)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4709 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4708)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4709)
 Politique économique : croissance (p. 4708 et s.)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4709)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4709)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4711)

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4826)

Article 9 (délai de dépôt des adts aux projets de loi de financement de la sécurité sociale)

Son adt n° 3 : adopté (p. 4828)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5440) : rejetée (p. 5460)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5531) : rejetée (p. 5536)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2005] (p. 5394)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité : dépenses (p. 5456, 5532 et s.)
 Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 5533)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5443, 5532)
 Coopération intercommunale (p. 5532)
 Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5445)
 Energie et carburants : sociétés pétrolières : imposition (p. 5451)
 Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5445)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5440)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5444 et s. - 5532)
 Finances publiques : dette publique (p. 5444)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5445)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5444)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 5446)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5445 et s.)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5445, 5451, 5531)
 Impôt sur le revenu : déclarations : Internet (p. 5532)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 5448 et s.)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5445 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5446, 5451, 5531 et s.)

Impôts et taxes : fraude fiscale : entreprises multinationales (p. 5532)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5531 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5451 et s. - 5532)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5450 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5449)

Logement : logement social : fonds de garantie (p. 5546)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5440 et s.)

Parlement : prérogatives : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 5440 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5444)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 5440 et s.)

Politique économique : croissance : recettes fiscales (p. 5531)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5443)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5443, 5449 et s.)

Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 5446)

Travail : coût : productivité (p. 5450)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5449 et s.)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 5411, 5446)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 247 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 5552) : rejeté (p. 5553)

Son adt n° 248 (réductions et crédits d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 € hors quotient familial) : rejeté (p. 5553)

Son adt n° 249 (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 5557) : rejeté (p. 5558)

Son adt n° 419 (déclaration de revenus sur internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 5558) : rejeté (p. 5559)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses adts n°s 255, 259 et 258 (p. 5564 et s.)

Article 5 (aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations)

Son adt n° 162 (de suppression) (p. 5571)

Après l'article 6

Son adt n° 160 (assurance-vie : seuil d'exonération des droits de succession ramené de 152 500 € à 100 000 €) (p. 5572) : rejeté (p. 5573)

Article 9 (allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)

Son adt n° 164 (de suppression) (p. 5574)

Article 29 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5614, 5616)

Ses observations : regrette à nouveau que la réforme de la taxation des plus-values sur actions n'ait pas été présentée en loi de finances [21 octobre 2005] (p. 5617)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 323 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (cessions de fonds agricoles : exonération des plus-values conditionnée à la poursuite effective de l'exploitation) (p. 5617 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : taxation exceptionnelle – majoration du taux de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 5624)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO₂)

Son adt n° 171 (p. 5627) ; repris par M. Jean-Pierre Brard
Son adt n° 172 (p. 5627)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5635 et s.)

Après l'article 13

Son adt n° 170 précédemment réservé (TIPP flottante) (p. 5637) : rejeté (p. 5639)

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5641)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5650)

Son adt n° 169 (carburéacteurs destinés aux aéronefs : suppression de l'exonération de TIPP) : rejeté (p. 5655)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières : prélèvement exceptionnel) (p. 5657)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son adt n° 176 (p. 5660)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5672)

Intervient sur l'adt n° 155 précédemment réservé de M. Jacques Myard (suppression de l'ISF) (p. 5683)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5690)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (ISF – exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5692)

Intervient sur l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5693 et s.)

Intervient sur l'adt n° 80 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5700)

Après l'article 19

Son adt n° 179 précédemment réservé (régularisation spontanée lors d'un contrôle fiscal sur place : taux d'intérêt porté de 50 % à 80 % du taux de l'intérêt de retard) : retiré (p. 5710)

Après l'article 20

Son adt n° 177 précédemment réservé ("taxe Tobin" - transactions sur devises : taux de 0,05 %) (p. 5712) : rejeté (p. 5713)

Son adt n° 187 précédemment réservé (travaux d'entretien des logements et services à la personne - TVA - taux réduit : prorogation) (p. 5713) : rejeté (p. 5714)

Intervient sur l'adt n° 229 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA - taux normal : 18,6 %) (p. 5715)

Intervient sur l'adt n° 28 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (bonbons de chocolat - TVA : taux réduit) (p. 5716)

Après l'article 20 (suite)

Son adt n° 261 précédemment réservé (redevance audiovisuelle - bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique : exonération) : rejeté (p. 5749)

Son adt n° 178 précédemment réservé (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : hausses de cotisation – plafonnement) : rejeté (p. 5752)

Article 31 précédemment réservé (suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)

Son intervention (p. 5765)

Article 33 précédemment réservé (création du compte d'affectation spéciale intitulé "Participations financières de l'État")

Ses interventions (p. 5766 et s., 5769)

Son adt n° 196 : adopté (p. 5769)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Ses adts n^{os} 197 (de suppression) à 200 (p. 5773, 5775 et s., 5779)

Article 47 précédemment réservé (affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF)

Son adt n° 204 (p. 5783)

Après l'article 47

Son adt n° 203 (Agence de financement des infrastructures de transports de France – AFITF : affectation du produit de la redevance domaniale due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes et des participations de l'État dans ces sociétés) (p. 5783) : rejeté (p. 5784)

Article 48 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF)

Son adt n° 205 précédemment réservé (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5785)

Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)

Ses explications de vote (p. 5809)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5810)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Son adt n° 649 (minoration de la dotation forfaitaire des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux) (p. 7171) : rejeté (p. 7173)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6895, 6899, 6903)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6899)

Après l'article 57 [22 novembre 2005] (p. 7297)

Intervient sur l'adt n° 261 de la commission (de conséquence de la suppression de l'article 57 : insertion des plafonds de reports des crédits de paiement en mesures budgétaires dans un Titre 1er ter) (p. 7299)

Intervient sur le sous-adt n° 680 du Gouvernement (report de crédits au-delà de la limite des 3 %) à l'adt n° 261 de la commission (p. 7299)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses interventions (p. 6904, 6920, 6927)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6913)

Ses adts n^{os} 333 (de suppression) et 345 (p. 6920, 6925)

Article 59 [16 novembre 2005] (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son adt n° 346 (de suppression) (p. 6928)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Son adt n° 347 (de suppression) (p. 6934)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son adt n° 349 (déductions ou réductions du revenu : plafonnement à 40 % du revenu) : rejeté (p. 6937)

Son adt n° 351 (réductions ou crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) : rejeté (p. 6937)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses adts n°s 353 rectifié et 352 (p. 6944, 7189)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7305, 7332, 7342, 7354, 7364)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2005] (p. 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs – de 0,55 % à 1 % en fonction de la population) (p. 7380)

Intervient sur les adts n°s 71 et 70 de M. Jean Glavany (taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères - établissements publics de coopération intercommunale - articles L 2333-77 et L 2333-78 du code général des collectivités territoriales : extension aux terrains de camping aménagés pour le stationnement des caravanes) (p. 7381)

Ses adts n°s 326 et 327 (réévaluation des valeurs locatives : taux de respectivement 2 % et 1,9 %) : retirés (p. 7387)

Intervient sur l'adt n° 529 de M. Jacques Péliard (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Son ss-adt n° 458 rectifié (désignation de membres par les commissions) à l'adt n° 287 rectifié de la commission (commissions des finances – pouvoirs de contrôle : extension) : retiré (p. 7205)

Son ss-adt n° 540 rectifié (désignation de membres par les commissions chargées des finances) à l'adt n° 287 rectifié de la commission : adopté (p. 7205)

Explications de vote et vote [23 novembre 2005] (p. 7415)

Ses explications de vote (p. 7417)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7417)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8515)

Son intervention (p. 8519)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : libre administration (p. 8521)

Finances publiques : dette publique (p. 8521 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8520)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8520)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8520)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 8520)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8521)

Logement : épargne logement : fiscalité (p. 8520)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : contrôle parlementaire (p. 8519 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8521 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 décembre 2005] (p. 8525)

Demande de seconde délibération : de l'adt n° 11 rectifié du Gouvernement : L'Assemblée, consultée, décide de ne pas procéder à une seconde délibération [20 décembre 2005] (p. 8537)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8522)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8003) : rejetée (p. 8013)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : associations (p. 8008)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8009)

Emploi : chômage (p. 8007)

Energie et carburants : pétrole (p. 8007)

Entreprises : faillites (p. 8007)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 8007 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8003, 8007)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8006, 8008)

Finances publiques : dette publique (p. 8003 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8007)

Impôts et taxes : crédit d'impôt : allègement des charges sociales (p. 8006)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : épargne logement (p. 8008 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8008)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 8009)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8006)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministres (p. 8003)

Ordre public : violences urbaines : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 8007 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 8004)

Politique économique : croissance (p. 8007)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8007)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8004)

Secteur public : privatisations : recettes (p. 8004)

Télécommunications : France Télécom : président (p. 8004 et s.)

Télécommunications : opérateurs : amendes (p. 8004)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8009)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 1er

Son adt n° 258 (provision pour hausse des matières premières : réduction) : rejeté (p. 8040)

Après l'article 6

Son adt n° 217 (fonds de réserve pour les retraites : affectation d'une partie du produit des privatisations) : rejeté (p. 8057)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son ss-adt n° 310 rectifié à l'adt n° 301 de M. Gilles Carrez (p. 8076)

Son adt n° 240 (p. 8078)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une taxe de solidarité sur les transports maritimes de passagers) (p. 8087)

Son adt n° 241 rectifié (transactions sur devises : taux de la taxe fixé à 0,05 %) : rejeté (p. 8087)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Son adt n° 243 (de suppression) (p. 8090)

Ses adts n°s 244 et 245 (p. 8095)

Après l'article 19

Son adt n° 246 (assurance-vie en cas de décès : abattement ramené de 152 500 € à 100 000 €) : rejeté (p. 8097)

Article 21 (pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des transmissions de petites entreprises individuelles)

Son adt n° 247 (de suppression) (p. 8099)

Après l'article 24

Son adt n° 266 (impôt sur les sociétés – notion de régime fiscal privilégié : écart d'imposition réduit de 50 % à 33 %) : rejeté (p. 8106)

Après l'article 30

Son adt n° 251 rectifié (sociétés – dirigeants – rémunération et avantages : non déductibilité au-delà de 500 000 € par an) : rejeté (p. 8114)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8117)

Son adt n° 222 (titulaires de l'allocation de solidarité spécifique – redevance audiovisuelle : exonération) : rejeté (p. 8122)

Article 31 (mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France)

Son adt n° 254 (p. 8123)

Article 32 (coefficients de revalorisation des valeurs locatives pour 2006)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 décembre 2005] (p. 8131)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 256 de Mme Sylvie Andrieux (Provence-Alpes-Côte d'Azur - taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier : plafond porté de 17 millions d'euros à 34 millions d'euros) (p. 8134)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : déliaison des taux) (p. 8135)

Après l'article 36

Son adt n° 259 (TIPP flottante) : rejeté (p. 8139)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Augustin Bonrepaux (routes nationales transférées aux départements : calcul de la compensation) (p. 8141)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Augustin Bonrepaux (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8157)

Son adt n° 260 (services d'aide à la personne et travaux sur les logements - TVA au taux réduit : prorogation) (p. 8156) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué) (p. 8176)

Ses explications de vote (p. 8176)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8176)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8665)

Son intervention (p. 8670)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8671)

Emploi : chômage (p. 8670)

Finances publiques : généralités (p. 8670)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8671)

Politique économique : prévisions (p. 8670)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8671)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2005] (p. 8360)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8360)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1673, 1679)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1825)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son intervention (p. 1854)

Répond aux observations de M. Patrick Bloche : s'étonne que le rapporteur puisse, sans explication, retirer un adt adopté en commission. Il s'indigne d'apprendre que le régime de la copie privée pourrait être confié à un organisme et que le Parlement serait dessaisi de ce sujet fondamental (p. 1859)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) (p. 1880)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 404)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son adt n° 144 (p. 3867)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 2671)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3650)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 3650)

Droit pénal : génocide : communautarisme (p. 3650)

Pays étrangers : Turquie (p. 3650)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4353) : rejetée (p. 4362)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4377 et s.) : retirée (p. 4378)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : Union pour un mouvement populaire (UMP) (p. 4377 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 4355)

Commerce extérieur (p. 4358)

Conseil constitutionnel (p. 4354, 4357)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 4358)

Etat : patrimoine (p. 4355)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4355 et s.)

Finances publiques : débudgétisations (p. 4356)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4354 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 4354 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4354, 4356)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 4356)

Finances publiques : reports (p. 4356)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4354)

Justice : Cour des comptes (p. 4353, 4355 et s., 4378)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4353, 4357)

Lois de règlement (p. 4353 et s., 4378)
 Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 4358)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4359 et 4363)
 Politique économique : pouvoir d'achat : endettement (p. 4358 et s.)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4358)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4355)
 Secteur public : privatisations (p. 4355)
 Sécurité sociale (p. 4359)

Discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4446)

Article 2 (recettes du budget général)

Son intervention (p. 4448)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4359)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4495)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4499)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4497)

Finances publiques : dette publique (p. 4495 et s., 4498 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4496)

Finances publiques : recettes non fiscales (p. 4496)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4498)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 4495, 4499)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4496)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4498)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élection présidentielle (p. 4497 et s.)

Politique économique : croissance (p. 4496, 4499)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4497 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 4497)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4496, 4499)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 4497 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4940 et s.)

Hélène MIGNON

Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
 Socialiste

Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 31 décembre 2005] (p. 20951)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Membre suppléante du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances [J.O. du 10 septembre 2006] (p. 13423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : rappelle que l'examen des amendements n'a pas commencé et affirme qu'il n'est pas d'usage de contester les décisions du président de la commission des finances en matière d'irrecevabilité. [3 mai 2006] (p. 2867)

M. Patrick Ollier : répond qu'une deuxième délibération est toujours possible [17 mai 2006] (p. 3571)

M. François Brottes : convient que les amendements adoptés viennent d'être déposés mais qu'ils sont d'ordre rédactionnel et que le Gouvernement et la Commission s'y sont déclarés favorables [15 septembre 2006] (p. 5199)

DÉBATS

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2867)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Ollier (cf supra) (p. 3571)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Répond aux observations de M. Patrick Ollier : répond que les amendements ne tombent que s'ils sont exclusifs, "ce qui n'était pas le cas", et décide de lever la séance (p. 5066)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Répond aux observations de M. Patrick Ollier : confirme la réserve des amendements jusqu'à la discussion des amendements ayant un objet analogue à l'article 3 (p. 5192)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5199)

En qualité de Députée

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [18 octobre 2005] (p. 5371)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5868)

Thème :

Santé : cancer : enfants (p. 5868)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 6703)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6262)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 6263)
Famille : politique familiale (p. 6264)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 6263)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 6263)
Politique sociale : insertion (p. 6263)
Politique sociale : pauvreté (p. 6263)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B
Ses interventions (p. 6289 et s.)

Article 89 (financement de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC)

Son intervention (p. 6293)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)

Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 6687)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7600)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7600)
Etat : devoir de mémoire (p. 7600)
Etat : valeurs républicaines (p. 7600)
Pays étrangers : Algérie (p. 7600)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7600)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7647) : rejetée (p. 7651)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7648)
Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7647)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7648)
Emploi : primes forfaitaires (p. 7648)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7647, 7648)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 7649)
Politique sociale : pauvreté (p. 7647)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7647 et s.)
Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7647, 7648)
Travail : précarité (p. 7648)
Travail : travail à temps partiel (p. 7647)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 94 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7682)

Intervient sur l'adit n° 78 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan) (p. 7684)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Ses adts n° 95 et 96 (p. 7687)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Son adt n° 100 : adopté (p. 7694)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Ses adts n° 101, 102, 140 rectifié (p. 7696 et s.)

Son adt n° 105 : adopté (p. 7698)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son intervention (p. 7719)

Ses adts n° 106 et 145 (p. 7719 et s.)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7726)

Après l'article 6

Son adt n° 147 (reprise d'un emploi de courte durée par les bénéficiaires de minima sociaux : demande de propositions du Gouvernement) : rejeté (p. 7727)

Après l'article 8

Son adt n° 143 (obligations du titulaire du RMI : pouvoir d'appréciation du président du conseil général) : retiré (p. 7728)

Après l'article 11

Intervient sur l'adit n° 123 de la commission (accès aux contrats aidés : allègement des contraintes administratives) (p. 7736)

Son adt n° 110 (charges nouvelles frappant les collectivités territoriales : compensation par relèvement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7737) : rejeté (p. 7738)

Son adt n° 146 (étude d'impact à l'intention du Parlement sur l'application de la présente loi) : rejeté (p. 7738)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 376 de M. Yves Durand (programmes scolaires : apprentissage des actes et démarches de la vie quotidienne) (p. 713)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3455)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3455)
Emploi : contrats aidés (p. 3455)
Emploi : jeunes (p. 3455)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 3455)
Formation professionnelle : stages (p. 3455)
Travail : précarité (p. 3455, 3456)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur Giat Industries : suivi des mesures sociales d'accompagnement [20 juin 2006] (n° 3170)

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Œuvres universitaires. Représentants des étudiants, élections, organisation [22 mars 2006] (p. 2149)

Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [2 mai 2006] (p. 2779)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1406, posée le 31 janvier 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Sud de la Seine-et-Marne (p. 515)

n° 1658, posée le 6 juin 2006. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Délinquance, mineurs, lutte et prévention (p. 3955)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****VILLE ET LOGEMENT****Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)**

Son intervention (p. 7223)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 7224)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7223)

Enseignement (p. 7224)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7223 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7224)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7223)

Marie-Anne MONTCHAMP

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devenue députée le 3 octobre 2005 [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15810)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15810)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats nouvelle embauche [8 mars 2006] (p. 1627)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 628)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 628)

Emploi : jeunes (p. 628)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 628)

Politique sociale : insertion (p. 628)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4822)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4823)

Énergie et carburants : gaz : investissements (p. 4823)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4823)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4823)

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4823)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4823)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4823)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5496)

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 341)

Justice. Fonctionnement. Ordonnance n° 2005-893 du 2 août 2005, application [28 mars 2006] (p. 2255)

État. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2860)

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [7 juin 2006] (p. 4043)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1521, posée le 28 mars 2006. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 3190). Appelée le 28 mars 2006. Grippe aviaire, conséquences (p. 2225)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'interroge "sur les conditions particulières de l'exercice par M. Thierry Breton de ses fonctions ministérielles", qualifie "le Parlement et la loi de finances de self service pour les intérêts des grands patrons qui sont devenus ministres par un effet assez hasardeux" et sollicite "les explications personnelles de M. Breton sur le patrimoine de ses amis et le sien propre" [21 octobre 2005] (p. 5651)

Estime que le ministre de l'économie "est directement concerné, dans un conflit d'intérêt, par les mesures d'exonération d'ISF" et constate que M. Breton "n'est pas là pour parler de choses qui le concernent, lui et l'ensemble

de ses parrains économiques qu'il a décidé de favoriser" [21 octobre 2005] (p. 5653)

Regrette d'avoir, en évoquant le "parti de l'étranger", utilisé une expression de M. Chirac qui lui a valu de la part de M. Lellouche le qualificatif de "dindon", il précise qu'il entendait mettre l'accent sur la question de l'indépendance nationale et des "outils dont dispose la nation par rapport à des marchés actuellement en convulsion" [25 septembre 2006] (p. 5494)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 octobre 2005] (p. 5651, 5653)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Christophe Caresche (sacs de caisse en plastique non biodégradables : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes - TGAP) (p. 5656)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1493) : rejetée (p. 1499)

Thèmes :

Entreprises : patriotisme économique (p. 1495 et s.)
 Entreprises : recherche et développement : contrôle (p. 1497 et s.)
 Etat (p. 1495)
 Marchés financiers : actions : rachat (p. 1494 et s.)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : emploi (p. 1494)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : pays étrangers (p. 1496)
 Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1494 et s.)
 Politiques communautaires : politique industrielle (p. 1496)
 Secteur public : privatisations : Gaz de France (GDF) (p. 1496)
 Sociétés : actionnaires (p. 1495)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 1er

Son ad n° 14 (Autorité des marchés financiers - contrôle de l'OPA - interdiction du dessaisissement sans accord préalable du ministre de l'économie) (p. 1509) : rejeté (p. 1510)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Éric Besson (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) (p. 1512)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Son intervention (p. 1513)

Article 7 (information du personnel)

Son ad n° 20 (p. 1518)

Après l'article 7

Son ad n° 21 (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1518) : rejeté (p. 1521)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Son ad n° 24 (p. 2001)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2825)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines (p. 2825)
 Etrangers : cartes de travail (p. 2825)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2825)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2825 et s.)
 Famille : mariages blancs (p. 2826)
 Politique générale : libéralisme (p. 2827)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 2826)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5491)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5494)

Pierre MORANGE

Yvelines (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Rapporteur de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-296 du 31 mars 2005 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [3 mai 2006] (n° 3067)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Aménagements, application [9 mai 2006] (p. 3173)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5224)

Thèmes :

Logement : immeubles collectifs : prévention (p. 5225)
 Sécurité publique : incendies (p. 5224)
 Ses explications de vote (p. 5239)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5239)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2552 portant révision de l'article 25 de la Constitution [4 octobre 2005]

Proposition de loi organique n° 2553 visant à modifier la suppléance en cas de vacance de siège d'un député ou d'un sénateur nommé au Gouvernement [4 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2736 visant à protéger les enfants dans les cas de divorces conflictuels [8 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [29 novembre 2005] (p. 7633)

Défense. Plan de défense deuxième chance [6 juin 2006] (p. 3987)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 1071 (p. 4934)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5188)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5189)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5189)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5189)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 5189)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 5188)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 15 (renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)

Son adt n° 242 (p. 5662)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 24

Son adt n° 140, deuxième rectification (entreprises relevant des métiers d'art – dépenses de conception : crédit d'impôt) (p. 8106) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8107)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Son adt n° 466 : adopté (p. 3124)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Chantal Brunel (exclusion des étrangers vivant en état de polygamie du bénéficiaire de l'immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier) (p. 3133)

Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 3133)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son adt n° 372 : adopté (p. 3230)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Son adt n° 467 : adopté (p. 3264)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur du projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République (n° 2883) [1^{er} mars 2006]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 17 mars 2006] (p. 4063)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2860 visant à inciter les employeurs à recourir au télétravail pour embaucher des personnes handicapées [8 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République (n° 2883) [8 mars 2006] (n° 2934)

Proposition de loi n° 2964 visant à instituer une procédure de certification des comptes de collectivités territoriales de plus de 3500 habitants [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 3000 visant à renforcer l'information des populations exposées à des risques naturels [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3033 portant création de carrefours départementaux de la jeunesse [12 avril 2006]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3205 tendant à réformer la procédure de l'examen de la gestion des collectivités territoriales par les chambres régionales des comptes [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3233 visant à instaurer un stage obligatoire pendant le cursus universitaire [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3328 visant à modifier la date d'adoption du budget des établissements publics de coopération intercommunale [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Groupes d'intervention régionaux, missions [9 novembre 2005] (p. 6592)

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [15 mars 2006] (p. 1877)

Sécurité routière. Permis de conduire. Nombres de points [6 juin 2006] (p. 3990)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1407, posée le 31 janvier 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques (J.O. Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Fonctionnement, centre hospitalier François-Tosquelles, Saint-Alban-sur-Limagnole (p. 500)
n° 1583, posée le 2 mai 2006. Sécurité sociale. Organismes (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Guichet unique multi branche, statut, Lozère (p. 2761)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4838)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4839)

Agriculture : montagne : élevage (p. 4838)

Agroalimentaire : labels (p. 4839)

Baux : fermage (p. 4838)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4838)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4838)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 3

Son adt n° 967 précédemment réservé (possibilité de mise à disposition des SAFER d'une section communale) (p. 4959) : adopté (p. 4960)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 966 (p. 4983)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6235)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration : préfets de région (p. 6236)

Collectivités territoriales : contrôle de légalité (p. 6237)

Départements : sous-préfectures (p. 6237)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : cultes (p. 6238)

Régions : préfets de région : développement économique (p. 6237)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6243)

Crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat" - et état B

Son intervention (p. 6245)

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 6871)

Agriculture : montagne : Lozère (p. 6872)

Chambres consulaires : chambres d'agriculture : Lozère (p. 6872)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6875)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6559)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 6513)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : chefs d'entreprises (p. 6183)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : péréquation (p. 6179)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Son intervention (p. 2107)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2107)

Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2108 et s.)

Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2108)

Elections et référendums : élection présidentielle : remboursement (p. 2108)

Elections et référendums : opérations de vote : continent américain (p. 2108)

Français de l'étranger : listes électorales consulaires : Internet (p. 2109)

Lois : lois organiques (p. 2107 et s.)

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 1er (allongement de la période préparatoire à l'élection - actualisation de la liste des "parrains")

Ses interventions (p. 2129 et s.)

Article 2 (actualisation de références au code électoral - compétence de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - organisation du scrutin dans les bureaux de vote en Amérique)

Ses interventions (p. 2131 et s.)

Article 4 (régime de remboursement des dépenses de campagne)

Ses interventions (p. 2134 et s.)

Article 5 (entrée en vigueur des dispositions du code électoral)

Son intervention (p. 2135)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Jérôme Rivière (campagnes électorales : affichage et affichage commercial - publicité par voie de presse) (p. 2136)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 34

Son adt n° 1012 rectifié (démarches de protection et de mise en valeur du littoral dans le cadre de Schémas de Mise en Valeur de la Mer) : retiré (p. 3680)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4122)
 Professions de santé : infirmiers (p. 4121, 4122)
 Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4121, 4122)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4122)
 Santé : soins (p. 4121)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4422)

Son intervention (p. 4425)

Thèmes :

Etat : réforme : services déconcentrés (p. 4425 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : réforme (p. 4425)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Après l'article 17

Son adt n° 59 (rémunération du fonctionnaire équivalente à celle d'un temps complet pour un cumul d'emplois à temps non complet dans les zones de revitalisation rurale) : adopté (p. 4653)

Hervé MORIN

Eure (3^{ème} circonscription)
 Président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française
 Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

Nommé président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2721 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état réel des finances publiques de la France [1^{er} décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Déficit publics [29 novembre 2005] (p. 7632)

Emploi. Contrats première embauche [28 mars 2006] (p. 2250)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1516, posée le 28 mars 2006. Etablissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire (J.O. Questions p. 3189). Appelée le 28 mars 2006. SROS III, Eure (p. 2230)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement, qui a mis quatre ans à proposer un projet de loi, de lever l'urgence, ce qui laisserait au Parlement le temps de trouver une solution raisonnable et consensuelle [9 mars 2006] (p. 1718)

S'indigne du flou juridique et de l'impressionnisme constitutionnel qui lui semble caractériser le débat. "Penser que l'on puisse manipuler les textes, en retirant certaines dispositions pour mieux les réintroduire ensuite, prouve à quel point le Parlement est bouffé" [9 mars 2006] (p. 1736)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5174)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5181)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 5181)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5174, 5181)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile : crédits budgétaires (p. 5175, 5181)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile : délais (p. 5175)
 Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5174)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5174, 5181)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Son adt n° 27 (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5197) : rejeté (p. 5199)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Christophe Caresche (suppression des dérogations au principe de l'encellulement individuel) (p. 5201)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 5201)

Article 2 (définition de la réitération)

Ses interventions (p. 5205 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 5208)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 5211)

Après l'article 4

Son adt n° 30 (aménagement de la peine obligatoire, sauf circonstances motivées) : rejeté (p. 5211)

Son adt n° 28 (dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention) : adopté après modification (p. 5213)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Gérard Léonard (conditions complémentaires à la mise en œuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 5215)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 5246)

Son adt n° 29 rectifié (p. 5246)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 55 rectifié du Gouvernement (surveillance judiciaire) (p. 5251)

Intervient sur l'ad t n° 3 du Gouvernement (allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 5252)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 60 de M. Jean-Christophe Lagarde (suppression par décision motivée de l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 5255)

Article 7 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 5257)

Article 8 (régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)

Ses ss-adts n°s 77 et 78 à l'ad t n° 17 de la commission (p. 5260)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 33 de M. Jean-Paul Garraud (évaluation de la dangerosité des condamnés et mesures de sûreté) (p. 5264)

Avant l'article 13 A

Intervient sur l'ad t n° 19 de M. Philippe Houillon (extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire au meurtre, à l'assassinat, à l'enlèvement et à la séquestration) (p. 5265)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 21 de la commission (consultation des associations de victimes, d'aide aux victimes ou de réinsertion des condamnés) (p. 5268)

Avant l'article 15 bis

Intervient sur l'ad t n° 50 de M. Thierry Mariani (suppression de la limitation de la durée de la détention provisoire) (p. 5273)

Après l'article 15 ter

Son ss-ad t n° 79 (placement sous surveillance électronique mobile prévu au titre des obligations du régime de la mise à l'épreuve) à l'ad t n° 22 de la commission (éviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple) : rejeté (p. 5274)

Ses explications de vote (p. 5277)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5278)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5641)

Reprend l'ad t n° 269 précédemment réservé de Mme Pascale Gruny (biocarburants : incorporation obligatoire dans l'essence et le diesel) (p. 5642) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5642)

Article 17 précédemment réservé (plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des plus-values latentes)

Son ad t n° 433 rectifié (p. 5668)

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7785)

Thèmes :

Enseignement : carte scolaire (p. 7786)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7785 et s.)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7785 et s.)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7785 et s.)

Grandes écoles : étudiants (p. 7785)

Politique sociale : promotion sociale (p. 7785)

Ses explications de vote (p. 7798)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7799)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : amendements réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1718)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1736)

Son intervention (p. 1737)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Demande la vérification du quorum sur le vote du ss-ad t n°323, conformément à l'article 61 du Règlement [9 mars 2006] (p. 1768)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 283)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 283)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 283)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 283)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Titre Ier

Mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi et du développement économique

Son ad t n° 492 : rejeté (p. 686)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4052)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense : commission des affaires étrangères (p. 4052)
 Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4053)
 Assemblée nationale : président : actions (p. 4052)
 Constitution : article 34 (p. 4053)
 Constitution : article 44, alinéa 3 (p. 4054)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 4054)
 Parlement : prérogatives : opposition (p. 4054)
 Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4053)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 4054)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Ses interventions (p. 4066 et s.)

Après l'article 1er

Son adt n° 27 (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4069) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4073)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Christian Philip (débat sans vote organisé avant et après chaque Conseil européen) (p. 4074)

Après l'article 4

Son adt n° 25 (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner) (p. 4075) : rejeté (p. 4076)

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4078)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Élevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences [7 mars 2006] (p. 1565)

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable" [J.O. du 8 février 2006] (p. 2045)

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'observatoire national des zones urbaines sensibles [J.O. du 3 mai 2006] (p. 6567)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2643 visant à instaurer un délai entre la sanction de fin de droit au revenu minimum d'insertion et la possibilité de se réinscrire au près d'un organisme chargé de recevoir la demande [9 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, victimes, indemnisation [15 novembre 2005] (p. 6752)
 Aménagement du territoire. Politique de la ville [14 mars 2006] (p. 1804)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 17 précédemment réservé (conditions d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour l'étranger titulaire d'une carte de résident de longue durée-CE (RLD-CE) délivrée par un autre Etat communautaire)

Son adt n° 323 : adopté (p. 3278)

Article 18 précédemment réservé (modalités d'obtention d'une carte de séjour temporaire pour les membres de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre Etat communautaire)

Son adt n° 322 : adopté (p. 3279)

Article 22 précédemment réservé (conditions de délivrance en France de la carte de RLD-CE)

Son adt n° 321 : adopté (p. 3285)

Étienne MOURRUT

*Gard (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [1^{er} mars 2006] (p. 1321)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1332, posée le 6 décembre 2005. Transports ferroviaires (J.O. Questions p. 11122). Appelée le 6 décembre 2005. Ligne à grande vitesse double fret (p. 11122)

n° 1429, posée le 7 février 2006. Industrie. Produits minéraux non métalliques (J.O. Questions p. 1106). Appelée le 7 février 2006. Industrie cimentière, emploi et activité, Beaucaire (p. 785)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Son adt n° 603 (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) : rejeté (p. 5083)

Son adt n° 606 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : devenu sans objet (p. 5091)

Son adt n° 607 (tarification incitative de toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs) (p. 5091) : retiré (p. 5092)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 608 rectifié (p. 5124)

Après l'article 22

Son adt n° 611 (création d'un conseil supérieur de l'orientation sanitaire) : rejeté (p. 5298)

Après l'article 25

Son adt n° 597 rectifié (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) : retiré (p. 5315)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 482 (surtaxe sur les eaux minérales : augmentation de son taux plafond dans les communes pénalisées par la réforme de 1981) : adopté (p. 7388)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Fonds social européen (FSE) [7 décembre 2005] (p. 7979)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2588 visant à autoriser le cumul sans restriction d'un emploi avec une retraite [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2647 visant à modifier les articles L. 302-5 et L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux logements sociaux [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2650 visant à créer un mécanisme de plan épargne-retour pour les étrangers titulaires d'un titre de séjour

désirant rentrer dans leur pays d'origine pour y créer une activité [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2663 visant à renforcer le contrôle des étrangers se rendant en France pour un séjour temporaire [9 novembre 2005]

Proposition de résolution n° 2679 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de la langue française au sein de l'Union européenne et dans le reste du monde [16 novembre 2005]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2748 précisant les conditions d'exercice des droits civils, économiques et sociaux des étrangers en France [8 décembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne [11 avril 2006] (n° 3019)

Proposition de loi n° 3056 visant à lutter contre les atteintes à la dignité de la femme résultant de certaines pratiques religieuses [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3147 visant à instituer le parrainage civil [13 juin 2006]

Proposition de loi n° 3283 visant à créer une Unité disciplinaire d'insertion pour les jeunes [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [12 octobre 2005] (p. 5154)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Réagit aux propos de M. Mamère sur la politique africaine de la France et, donnant des chiffres, critique l'action de la gauche en matière d'aide au développement [4 mai 2006] (p. 2941)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5523)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 5524)

Entreprises : délocalisations (p. 5524)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5524)

Pays étrangers : Allemagne (p. 5523)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire (p. 5523)

Union européenne : Commission : politique industrielle (p. 5524)

Union européenne : euro : Banque centrale européenne (BCE) (p. 5524)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 25

Son adt n° 440 (communes possédant un hippodrome : affectation de 0,1 % des prélèvements de l'État sur le PMU) : rejeté (p. 5599)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (enseignement du français aux salariés non francophones d'établissements situés hors de France : crédit d'impôt) (p. 5666)

Après l'article 17

Son adt n° 155 précédemment réservé (suppression de l'ISF) (p. 5683) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5684)

Après l'article 17 (suite)

Intervient sur le sous-adt n° 452 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (exonération limitée à 100 000 €) à l'adt n° 23 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5694)

Son adt n° 156 précédemment réservé (ISF – résidence principale : exonération) (p. 5693) : rejeté (p. 5694)

Son adt n° 157 précédemment réservé (ISF – résidence principale – abattement : porté de 20 % à 50 %) (p. 5696) : rejeté (p. 5703)

Son adt n° 158 (ISF - souscription au capital de PME : réduction d'impôt à hauteur de 75 %) : rejeté (p. 5708)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (restauration - TVA : taux réduit) (p. 5719)

Article 50 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5747)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7032)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine (p. 7033)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 7033)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 7033)

Relations internationales (p. 7032)

Union européenne : construction européenne (p. 7032)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7042)

Son adt n° 532 (transfert des crédits du programme "Français à l'étranger et étrangers en France" vers le programme "Action de la France en Europe et dans le monde" (p. 7047) : rejeté (p. 7048)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son intervention (p. 199)

Article 2A (élaboration d'un programme local de l'habitat par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son adt n° 309 (p. 215)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 216, 234)

Article 3 (compétence de l'Etat pour délivrer les permis de construire aux sociétés de construction dont il possède plus de la moitié du capital)

Son adt n° 351 (p. 235)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son adt n° 352 (de suppression) : adopté (p. 236)

Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 256)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 398 (aides publiques en faveur de l'investissement pour les logements destinés aux primo acquérants ne dépassant pas un plafond de ressources et d'appart personnel) : rejeté (p. 305)

Article 8 ter (compétence des organismes d'HLM pour gérer des immeubles au profit des fonctionnaires de police et de gendarmerie)

Son adt n° 479 (p. 378)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 463 de M. Jean-Pierre Nicolas (compétence des organismes d'HLM pour se porter acquéreurs d'un immeuble isolé vendu intégralement en

l'état futur d'achèvement par un maître d'ouvrage privé) (p. 381)

Après l'article 8 sexies

Son adt n° 341 (logements intermédiaires inclus dans le décompte des logements sociaux) (p. 405) : rejeté (p. 406)

Son adt n° 339 (prise en compte des logements construits dans le cadre d'une opération d'accession sociale à la propriété dans le quota de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU) : rejeté (p. 406)

Son adt n° 338 (nombre de logements locatifs sociaux à réaliser fixé à 25 % des permis de construire délivrés chaque année) (p. 407) : rejeté (p. 408)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 3862)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 5 (transfert à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) des compétences exercées par le Comité national d'évaluation - CNE)

Son intervention (p. 1436)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2939)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 2941)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)

Son adt n° 464 rectifié (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2978) : rejeté (p. 2980)

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2984)

Après l'article 26

Son adt n° 326 (retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) : adopté (p. 3125)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4247)

Thèmes :

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4246)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4246)

Union européenne : politique énergétique (p. 4246)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4577)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 4578)

Langue française : francophonie (p. 4578)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 4578)
Pays étrangers : Roumanie (p. 4577, 4578)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4578)
Union européenne : élargissement (p. 4578)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4842)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4843)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4842)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4842)
Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4842)
Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4842)
Energie et carburants : tarifs (p. 4843)
Entreprises : action spécifique (p. 4842)
Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4842)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4842)

N

Henri NAYROU
Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Condamne le recours aux sondages en matière de réforme fiscale [16 novembre 2005] (p. 6914)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4811)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4811)
Agriculture : montagne (p. 4811)
Baux : fermage (p. 4811)
Energie et carburants : biocarburants (p. 4811)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4811)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son intervention (p. 4917)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4993)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Son intervention (p. 4998)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 814 de Mme Odette Duriez (réunion par le Gouvernement, des organisations professionnelles et syndicales afin de réduire la précarité et d'améliorer la santé au travail en agriculture) (p. 5015)

Intervient sur l'adt n° 783 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives à la représentation collective des agriculteurs intégrés par une même entreprise) (p. 5015)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Ses interventions (p. 5016 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5090)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Son intervention (p. 5094)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 350 de la commission (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Martial Saddier (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5299)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES****Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)**

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6878)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6423)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6424)
Audiovisuel et communication : radio (p. 6424)
Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6423)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 6424)
Presse et livres : presse (p. 6424)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6392)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6392)
Sports : crédits (p. 6392)
Sports : politique du sport (p. 6392)
Sports : sports de loisirs (p. 6392)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6914)

Son intervention (p. 6925)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 58)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 58, 59)
Associations : bénévolat (p. 59)
Associations : statuts (p. 59)
Jeunes : volontaires (p. 59)

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 1er (définition du contrat de volontariat associatif)

Son intervention (p. 64)

Article 2 (interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)

Son intervention (p. 67)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 27 de Mme Martine Lignières-Cassou (demandeurs d'emploi indemnisés : suspension de leurs droits à l'allocation-chômage pendant la durée du volontariat) (p. 71)

Article 6 (encadrement du contrat de volontariat)

Ses interventions (p. 76 et s.)

Article 7 (conditions d'indemnisation du volontaire)

Son intervention (p. 79)

Article 10 (modalités de l'agrément)

Son intervention (p. 85)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 65 du Gouvernement (possibilité pour le groupement d'intérêt public "Coupe du Monde de rugby France 2007" de recourir à des volontaires) (p. 89)

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Martine Lignières-Cassou (conférence nationale annuelle du volontariat) (p. 90)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 284)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : missions d'information (p. 285)

Energie et carburants : biocarburants (p. 284)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention (p. 1960)

Thèmes :

Etat civil : actes : communication (p. 1960)

Etat civil : naissance : communes (p. 1960)

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1960 et s.)

Femmes : accouchement : hôpitaux (p. 1960)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1961)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 2006] (p. 2209)

Son intervention (p. 2211)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2211)

Sports : compétitions (p. 2211)

Sports : dopage (p. 2211, 2212)

Sports : jeux olympiques (p. 2212)

Sports : médecine du sport (p. 2211)

Abstention du groupe socialiste (p. 2212)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4942 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5564)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [23 novembre 2005] (p. 7409)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1416, posée le 7 février 2006. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 1103). Appelée le 7 février 2006. Contrats aidés, renouvellement (p. 775)

n° 1543, posée le 4 avril 2006. Assurances. Assurance catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 3483). Suppléé par M. Jean Michel. Appelée le 4 avril 2006. Procédure, réglementation (p. 2402)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constate que l'examen du budget des anciens combattants, prévu en fin d'après-midi, ne débute qu'à vingt-et-une heures quarante-cinq, souhaite qu'à l'avenir un tel décalage ne se reproduise pas [8 novembre 2005] (p. 6525)

Demande à la présidence de respecter les temps de parole [1^{er} février 2006] (p. 645)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6531)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 novembre 2005] (p. 6525)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6532)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 6533)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6532)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6532)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6533)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6533)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 6556)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6561 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'ad n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6567)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Son ad n° 294 (transfert, en faveur de l'enseignement public, de crédits prévus pour l'enseignement privé) (p. 6704)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6739)

Thème :

Associations : éducation populaire (p. 6739)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son adt n° 151 rectifié (anciens combattants - demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) : rejeté (p. 6937)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Ses interventions (p. 7309, 7351)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 326)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3824)

Thèmes :

Baux ; loyers : fonds de garantie (p. 3825)

Logement : habitat insalubre (p. 3824)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 3824)

Logement : logements vacants (p. 3824)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 3824)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3994)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 129 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une conférence départementale de l'habitat) (p. 3995)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement, annexé à la loi de finances, sur l'efficacité des aides publiques au logement) (p. 3997)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 638)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 645)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 638)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 638)

Enseignement : égalité des chances (p. 639)

Famille : prestations familiales (p. 639)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 639)

Politique sociale : inégalités (p. 638)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 243 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 255 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 267 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 418 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 846)

Intervient sur le sous-adt n° 420 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 855)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2567)

Thèmes :

Sports : mixité sociale (p. 2567)

Sports : manifestations sportives : agressions (p. 2567)

Sports : sportifs professionnels : marchés financiers (p. 2568)

Sports : stades : violences urbaines (p. 2568)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant " l'apprentissage junior " dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 2660)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2668)

Jean-Marc NESME

Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Jean-Pierre NICOLAS

Eure (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux obtentions végétales (n° 2869) [8 février 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2593 tendant à préciser les modalités de prévention du client avant le rejet d'un chèque et à harmoniser les frais bancaires d'un établissement à un autre [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2819 tendant à rendre obligatoire la mention : "Liberté, Egalité, Fraternité" sur les édifices publics [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2820 tendant à rendre le pavoiement du drapeau français sur les édifices publics [25 janvier 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux obtentions végétales (n° 2869) [22 février 2006] (n° 2878)

Proposition de loi n° 3046 modifiant l'article L 411-39 du code rural relatif aux baux ruraux [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Zones urbaines sensibles [9 novembre 2005] (p. 6598)

Emploi. Chèque emploi service universel. Mise en place, modalités [8 février 2006] (p. 885)

Urbanisme. Rénovation urbaine [7 juin 2006] (p. 4046)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1353, posée le 20 décembre 2005. Énergie et carburants. Fioul (J.O. Questions p. 11647). Appelée le 20 décembre 2005. Fioul domestique, prix (p. 8482)

n° 1460, posée le 28 février 2006. Énergie et carburants. Énergie éolienne (J.O. Questions p. 1953). Appelée le 28 février 2006. Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003, décrets d'application, publication (p. 1228)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 161)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 162)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 162)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 463 (compétence des organismes d'HLM pour se porter acquéreurs d'un immeuble isolé vendu intégralement en l'état futur d'achèvement par un maître d'ouvrage privé) (p. 380) : retiré (p. 381)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1174)

Thèmes :

Politiques communautaires : droit communautaire : brevets (p. 1175)

Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1174)

Recherche : financement (p. 1175)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Ses interventions (p. 1182 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Jean-Claude Viollet (affranchissement des exploitations agricoles de moins de quinze hectares des droits dus à l'obtenteur) (p. 1185)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 58

Son adt n° 470, deuxième rectification (exception à la protection absolue contre les mesures d'expulsion et les peines d'interdiction du territoire français) (p. 3308) : adopté (p. 3309)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Son adt n° 598 (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) : rejeté (p. 3596)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4829)

Thèmes :

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 4829)

Énergie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4829)

Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 4830)

Énergie et carburants : politique énergétique (p. 4829)

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4830)

Énergie et carburants : tarification sociale (p. 4830)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4830)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4830)

Marchés financiers : offres publiques d'échange (OPE) : GDF/SUEZ (p. 4830)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention (n° 3191) [20 septembre 2006]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3329 tendant à interdire la détention des chiens d'attaque et à renforcer les règles relatives à celles des chiens de garde et de défense [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Parlement. Ordre du jour. Projet sur la réforme du système de protection de l'enfance [4 avril 2006] (p. 2431)

Famille. Adoption. Réforme [17 mai 2006] (p. 3548)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1558, posée le 4 avril 2006. Communes. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3486). Appelée le 4 avril 2006. Financement, services d'hygiène et de santé (p. 2403)

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition (n° 2612) [1^{er} décembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'introduction en bourse d'EDF, sur l'ouverture de son capital au marché financier, sur le recours à des souscripteurs forcés et sur les conséquences de cette situation pour l'accomplissement de ses missions de service public (n° 2790) [8 février 2006]

Rapporteur pour avis déposé au projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201) [5 juillet 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 11 : Développement et régulation économiques (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux offres publiques d'acquisition (n° 2612) [13 décembre 2005] (n° 2750)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté avec modification en 2^{ème} lecture par le Sénat, relatif aux offres publiques d'acquisition (n° 2876) [1^{er} mars 2006] (n° 2921)

Proposition de loi n° 3148 visant à favoriser le travail et la revalorisation du pouvoir d'achat [13 juin 2006]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 4, 10, 11 et 12 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201) [30 août 2006] (n° 3277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPEL AU RÈGLEMENT**

Intervient sur le rappel au règlement de M. Éric Besson : répond à M. Eric Besson que, lors de la première partie du débat sur les OPA, celui-ci a déserté l'hémicycle après avoir prononcé un discours liminaire [16 mars 2006] (p. 1995)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5424)

Son intervention (p. 5491)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : lois de finances (p. 5424)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5492)

Etat : réforme (p. 5492)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5424)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5492)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 5492)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5424)

Impôt sur le revenu : réforme : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5491)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5491)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5492)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 5424)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 41 précédemment réservé (financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)

Son adt n° 69 (p. 5775)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES**

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6294)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : crédits budgétaires (p. 6295)

Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 6295)

Commerce extérieur : douanes : effectifs (p. 6294)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 6295)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 6296)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 6296)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 6294)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6295)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6295)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 6296)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6296)

Postes : La Poste (p. 6296)

Télécommunications : crédits budgétaires (p. 6295)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 6324)

Crédits de la mission "Développement et régulation économiques", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6325)

Article 76 (article 1601 du code général des impôts)

Son adt n° 128 rectifié : adopté (p. 6326)

Après l'article 76

Intervient sur l'adt n° 171 du Gouvernement (extension de la garantie donnée par l'Etat à la COFACE) (p. 6326)

Intervient sur l'adt n° 141 du Gouvernement (augmentation du taux de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) (p. 6327)

Article 78 (transfert des droits et obligations afférents aux contrats d'emprunts de l'établissement public "Entreprise minière et chimique")

Son adt n° 172 : adopté (p. 6327)

Après l'article 78

Intervient sur l'adt n° 107 de la commission (transmission aux commissions chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat d'un rapport sur les opérations effectuées par la COFACE pour le compte de l'Etat) (p. 6327)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son adt n° 225 (organismes ayant pour objet l'évaluation des politiques publiques - dons : réduction d'impôt) : retiré (p. 6938)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses adts n° 98, 99 et 108 (p. 7187, 7190)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 17 de la commission (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : extension à l'espace économique européen) (p. 8110)

Son adt n° 36 (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : extension à l'espace économique européen) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8110)

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié de la commission (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : éligibilité des indemnités versées aux volontaires internationaux en entreprise) (p. 8111)

Son adt n° 37 (crédit d'impôt pour prospection commerciale réalisée par les PME : éligibilité des indemnités versées aux volontaires internationaux en entreprise) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8111)

Article 30 (aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective)

Son intervention (p. 8113)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (sociétés – dirigeants – indemnités de départ et de licenciement : non déductibilité au-delà de 1 000 000 € par an) (p. 8118)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 29 rectifié de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : abaissement des taux des tranches inférieure et intermédiaire) (p. 8164)

Son adt n° 83 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat – libellé : taxe sur le grand commerce) : retiré (p. 8164)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8452)

Son intervention (p. 8453)

Thèmes :

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : défense (p. 8454)

Marchés financiers : offres publiques de retrait (OPR) (p. 8454)

Sociétés : actionnaires : assemblées générales (p. 8454 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 8454)

Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 8453 et s.)

Discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8459)

Article 1er (champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers)

Ses interventions (p. 8459 et s.)

Son adt n° 58 rectifié : adopté (p. 8459)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Ses interventions (p. 8461 et s.)

Article 4 (définition de la notion d'action de concert en cas d'offre publique d'acquisition)

Son intervention (p. 8462)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Ses interventions (p. 8462 et s.)

Son adt n° 59 : adopté (p. 8463)

Article 6 (publication des informations susceptibles d'avoir une influence sur le déroulement de l'offre)

Son intervention (p. 8463)

Article 7 (information du personnel)

Son intervention (p. 8464)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 29 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'article 7 : coordination à l'article L. 432-1 bis du code du travail - comité d'entreprise) (p. 8464)

Article 9 (insertion d'une nouvelle section dans le code de commerce)
 Son intervention (p. 8464)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Ses interventions (p. 8464 et s.)

Article 11 (clause de réciprocité)

Ses interventions (p. 8465 et s.)

Article 16 (suspension obligatoire des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Ses interventions (p. 8469 et s.)

Article 17 (suspension facultative des restrictions statutaires et conventionnelles en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8471)

Article 18 (suspension facultative des droits extraordinaires concernant les dirigeants sociaux en cas de réussite de l'offre, lors de la première assemblée générale suivante)

Son intervention (p. 8471)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code du commerce)

Son intervention (p. 8471)

Article 21 (entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 8472)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission (insertion d'un Chapitre IV : Dispositions diverses) (p. 8472)

Article 22 (possibilité de ne pas prononcer la nullité d'une décision prise par une assemblée générale recourant au vote par télécommunications)

Son intervention (p. 8472)

Article 24 (ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs)

Son intervention (p. 8473)

Article 25 (ratification de l'ordonnance du 6 mai 2005 modifiant le code monétaire et financier - partie législative)

Son intervention (p. 8473)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Son intervention (p. 1486)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres : fonds de pension français (p. 1486)

Entreprises : salariés : comités d'entreprise (p. 1487)

Etat (p. 1487)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : entreprises (p. 1487)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1487 et s.)

Politiques communautaires : marché unique : offres publiques d'achat (OPA) (p. 1486)

Sociétés : actionnaires (p. 1486 et s.)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - contrôle de l'OPA - interdiction du dessaisissement sans accord préalable du ministre de l'économie) (p. 1509)

Article 2 (pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 1510)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Éric Besson (titres offerts en paiement : communication de la cotation sur les cinq dernières années) (p. 1512)

Article 5 (modalités du régime de retrait obligatoire)

Son intervention (p. 1513)

Article 7 (information du personnel)

Ses interventions (p. 1515 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie - possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1518)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Éric Besson (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Ses interventions (p. 1995 et s.)

Article 11 (clause de réciprocité)

Son intervention (p. 2003)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code de commerce)

Son intervention (p. 2003)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission des lois (loi du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie : correction d'une erreur matérielle) (p. 2005)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Son intervention (p. 1369)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Son adt n° 325 : adopté (p. 3010)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4243)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4244)

Énergie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4244)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4244)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4243)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4244)

Union européenne : politique énergétique (p. 4243)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4504)

Thèmes :

État : réforme (p. 4505)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4504)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4504 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4505)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 4505)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4762)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4762)

Énergie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4763)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4763)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4762)

Énergie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4762)

Énergie et carburants : politique énergétique (p. 4762)

Énergie et carburants : tarif transitoire (p. 4763)

Énergie et carburants : tarifs (p. 4762)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 4764)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 4764)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4762)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4763)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son adt n° 137611 rectifié (p. 5165)

Après l'article 2 [séances des 15 et 18 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5203 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5203 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5203 et s.)

Ses interventions (p. 5220 et s.)

Intervient sur l'adt n° 137639, deuxième rectification de la commission (missions de la CRE) (p. 5222)

Son adt n° 137535, deuxième rectification : retiré (p. 5223)

Intervient sur l'adt n° 88414, deuxième rectification de la commission des finances (pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) (p. 5224)

Intervient sur l'adt n° 88415 rectifié de la commission des finances (extension des pouvoirs de sanction de la CRE) (p. 5226)

Son adt n° 114273 rectifié : retiré (p. 5226)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5253 et s.)

Son adt n° 137536 rectifié (p. 5254) : retiré (p. 5261)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'État, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5505 et s.)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5714)

Jean-Marc NUDANT

Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil d'administration de l'établissement public "autoroutes de France" [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

O

Marie-Renée OGET

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Nelly OLIN

Ministre de l'écologie et du développement durable

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Zones Seveso, procédures de contrôle, renforcement [12 octobre 2005] (p. 5158)

M. Jean Proriol. Énergie et carburants. Énergie éolienne [2 novembre 2005] (p. 6126)

M. Francis Delattre. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Emballages, réduction [22 novembre 2005] (p. 7324)

M. Richard Cazenave. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [21 décembre 2005] (p. 8578)

M. Kléber Mesquida. Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [22 février 2006] (p. 1082)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Animaux. Ours. Repeuplement, Pyrénées, pertinence [16 mai 2006] (p. 3470)

M. Jean-Yves Le Déaut. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [17 mai 2006] (p. 3546)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Environnement. Politique de l'environnement. Semaine du développement durable, contenu [31 mai 2006] (p. 3847)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Anne-Marie Comparini. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [20 décembre 2005] (p. 8500)

M. Jean-Pierre Decool. Chasse et pêche. Chasse. Appelants, réglementation [20 décembre 2005] (p. 8499)

M. Antoine Herth. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges sauvages. Lutte et prévention, Bas-Rhin [20 décembre 2005] (p. 8498)

M. Yves Simon. Eau. Politique de l'eau. Assainissement, zones rurales [20 décembre 2005] (p. 8497)

M. Jean-Pierre Dufau. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [30 mai 2006] (p. 3773)

M. Stéphane Demilly. Agroalimentaire. Boissons et alcools. Bouteilles et canettes, consigne [30 mai 2006] (p. 3774)

M. François Vannson. Bois et forêts. Scieries. Approvisionnement, Vosges [30 mai 2006] (p. 3773)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. François Brottes : souligne que l'avis du Conseil d'État auquel M. Brottes fait référence remonte à 7 ans [29 mars 2006] (p. 2329)

DÉBATS

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Ses interventions (p. 4726, 4735)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : décharges (p. 4727)

Industrie : installations classées (p. 4727)

Industrie : chimie : produits dangereux (p. 4726)

Outre-mer : Mayotte : environnement (p. 4726 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 4727, 4735)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4735)

Union européenne : directives : bruit (p. 4726)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4735)

Article 1er (avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement sur les aménagements ayant des incidences sur le milieu naturel)

Son intervention (p. 4736)

Article 2 (droit d'accès aux informations relatives à l'environnement)

Ses interventions (p. 4736 et s.)

Article 3 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 4739)

Article 4 (responsabilité des personnes morales pour certaines atteintes à l'environnement)

Son intervention (p. 4739)

Article 5 (répression des infractions aux dispositions régissant les installations nucléaires de base et le transport de matières radioactives)

Son intervention (p. 4739)

Article 6 (peines applicables au transport de matières radioactives ou à l'exploitation d'une installation nucléaire irréguliers)

Son intervention (p. 4739)

Article 7 (évaluation, prévention et réduction du bruit dans l'environnement)

Son intervention (p. 4740)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 33 rectifié du Gouvernement (transposition de la directive 1999/31/CE du Conseil : régime d'autorisation pour les installations de stockage de déchets inertes) (p. 4740)

Intervient sur l'ad n° 34 deuxième rectification du Gouvernement (transposition de la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 : établissement d'un système de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du protocole de Kyoto) (p. 4740)

Intervient sur l'ad n° 35 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur du présent projet de loi à Mayotte) (p. 4741)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6494)

Son intervention (p. 6494)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Écologie et développement durable", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6498 et s.)

Après l'article 79

Intervient sur l'ad n° 48 deuxième rectification de M. Yves Jégo (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6501)

Intervient sur l'adt n° 126 rectifié du Gouvernement (dépenses afférentes à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et aux actions d'information préventive sur les risques majeurs financées par le fonds de prévention des risques naturels majeurs) (p. 6502)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6503)

Son intervention (p. 6505)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Ses interventions (p. 6571, 6579, 6585)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 6579)

Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 6586)

Déchets, pollutions et nuisances (p. 6572, 6586)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 6587)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 6587)

Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets : publications gratuites (p. 6586)

Eau : assainissement (p. 6573, 6586, 6587)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6580)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6579, 6585)

Environnement : biodiversité (p. 6586)

Environnement : crédits (p. 6571, 6580)

Environnement : Natura 2000 (p. 6572, 6586)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : outre-mer (p. 6572, 6580, 6586)

Environnement : paysages (p. 6586)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 6585)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 6580)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 6586)

Sécurité publique : inondations (p. 6572, 6585, 6588)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6572)

Union européenne : directives : environnement (p. 6573)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7739)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7750)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7755)

Son intervention (p. 7773)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7740 et s., 7774)

Constitution : charte de l'environnement (p. 7740)

Environnement : biodiversité (p. 7740, 7755)

Environnement : crédits (p. 7750, 7755, 7774)

Environnement : Natura 2000 (p. 7755, 7773)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7739 et s., 7750, 7755, 7774)

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 7740 et s., 7774)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7741, 7774)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 7741, 7774)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 1er (définition d'un parc national)

Ses interventions (p. 7812 et s.)

Article 2 (décret de création du parc national)

Ses interventions (p. 7813 et s.)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses interventions (p. 7815 et s.)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7822 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7828 et s.)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7835 et s.)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses interventions (p. 7840 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 231 rectifié du Gouvernement (code de l'environnement, chapitre 1er, titre III, livre III : création d'une section 8 : " Parcs nationaux de France ") (p. 7844)

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (extension de 10 à 12 ans de la durée de classement d'un territoire en parc national régional) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 205 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (compatibilité des documents de planification élaborés par l'Etat ou les collectivités territoriales avec la charte du parc naturel régional) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 208 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (insertion d'un chapitre consacré aux parcs naturels régionaux) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 203 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 230 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (création du parc amazonien en Guyane) (p. 7846)

Intervient sur le sous-adt n° 294 de Mme Christiane Taubira (configuration multipolaire) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7847)

Intervient sur le sous-adt n° 299 de Mme Christiane Taubira (plan de préservation et d'aménagement) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7848)

Intervient sur le sous-adt n° 300 de Mme Christiane Taubira (avis du conseil scientifique et du comité de vie locale) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7848)

Intervient sur le sous-adt n° 293 de Mme Christiane Taubira (représentation des autorités coutumières) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849)

Intervient sur le sous-adt n° 228 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (représentation des collectivités territoriales) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849)

Intervient sur le sous-adt n° 297 de Mme Christiane Taubira (conditions d'accès aux ressources génétiques) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7850)

Intervient sur le sous-adt n° 292 de Mme Christiane Taubira (procédure d'insertion au réseau des réserves de biosphères de l'UNESCO) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7851)

Article 11 (parcs naturels marins)

Ses interventions (p. 7852 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 94 troisième rectification de la commission (instauration d'une contravention de grande voirie) (p. 7853)

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de la commission (création des parcs naturels urbains) (p. 7854)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Ses interventions (p. 7855 et s.)

Article 13 (dispositions fiscales)

Son intervention (p. 7857)

Article 14 (dispositions diverses)

Ses interventions (p. 7857 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 114 rectifié de la commission (délégation de compétence entre l'ONF et les parcs naturels) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 235 du Gouvernement (responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des parcs naturels) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de la commission (responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des parcs nationaux) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 113 de la commission (régime applicable à la publicité dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux) (p. 7859)

Intervient sur l'adt n° 16 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 7859)

Intervient sur le sous-adt n° 236 de la commission (application à Saint-Pierre-et-Miquelon) à l'adt n° 16 du Gouvernement (p. 7860)

Article 15 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7860)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Jean Lassalle (suspension de l'application des dispositions du code de l'environnement portant sur les sites Natura 2000) (p. 7861)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2385)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : protection de la nature (p. 2385)

Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 2385)

Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 2386)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 2386)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses interventions (p. 2260, 2265, 2294)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2261, 2294, 2295)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2262)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2260)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2260)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2261, 2295, 2296)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2260, 2295)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2262, 2295)

Energie et carburants : installations nucléaires : secret défense (p. 2294)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2262)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : libéralisation (p. 2295)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : pays étrangers (p. 2296)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : personnels (p. 2262)

Energie et carburants : substances radioactives (p. 2295)

Environnement : charte de l'environnement (p. 2260, 2262)

Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2261)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : sécurité nucléaire (p. 2260, 2295)

Sécurité publique : risques technologiques : sécurité nucléaire (p. 2262)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 1er (définitions de la sécurité nucléaire et de ses composantes et rappel du rôle de l'Etat)

Son intervention (p. 2319)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Ses interventions (p. 2320 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié commission (répartition des compétences entre le Gouvernement, les ministres et l'Autorité de sûreté nucléaire - ASN) (p. 2326)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension des compétences de l'ASN en matière de détention et d'importation des sources radioactives) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)

Intervient sur le sous-adt n° 312 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension des compétences de l'ASN en matière d'agrément d'installations et d'équipements médicaux utilisant des rayonnements ionisants) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)

Intervient sur le sous-adt n° 337 du Gouvernement (extension des compétences de l'ASN en matière de santé publique) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)

Intervient sur l'adt n° 136 rectifié de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) (p. 2326)

Avant l'article 2 bis

Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (remplacer "Haute autorité" par "Autorité" dans l'ensemble du projet) (p. 2326)

Intervient sur l'adt n° 222 de M. Yves Cochet (remplacer "Haute autorité" par "Autorité" dans l'ensemble du projet) (p. 2326)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire -HASN)

Ses interventions (p. 2328 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 2329)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'adt n° 224 de M. François Brottes (obligation générale de traitement transparent et non discriminatoire des demandes présentées à l'ASN) (p. 2332)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. François Brottes (régime des délais dans lesquels l'ASN doit rendre ses avis) (p. 2332)

Intervient sur le sous-adt n° 331 du Gouvernement (renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour fixer le délai selon la catégorie de sujet en cause) à l'adt n° 225 de M. François Brottes (p. 2332)

Intervient sur le sous-adt n° 332 du Gouvernement (renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour fixer le délai selon la catégorie de sujet en cause) à l'adt n° 225 de M. François Brottes (p. 2332)

Intervient sur le sous-adt n° 335 du Gouvernement (publicité limitée aux seules décisions délibérées par le collège de l'ASN) à l'adt n° 223 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la transparence des décisions et avis de l'ASN) (p. 2333)

Intervient sur le sous-adt n° 336 rectifié du Gouvernement (application de l'ensemble des secrets protégés par la loi aux publications de l'ASN) à l'adt n° 223 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 2333)

Article 2 ter A (rapport d'activité de l'HASN)

Ses interventions (p. 2333 et s.)

Article 2 ter (demandes d'avis, d'étude ou d'instruction technique adressées à l'HASN)

Son intervention (p. 2335)

Article 2 quater (compétences internationales de l'HASN)

Son intervention (p. 2335)

Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire -ASN)

- Ses interventions (p. 2335 et s.)
- Article 2 sexies (validité des délibérations du collège)*
Son intervention (p. 2336)
- Article 2 septies (règlement intérieur et délégation au président de l'ASN)*
Ses interventions (p. 2336 et s.)
- Article 2 octies (obligations des membres du collège)*
Son intervention (p. 2337)
- Article 2 decies (services de l'ASN)*
Son intervention (p. 2338)
- Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)*
Ses interventions (p. 2339 et s.)
- Avant l'article 3 A*
Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (coordination) (p. 2341)
- Article 3 A (rôle de l'Etat en matière d'information du public dans le secteur du nucléaire)*
Son intervention (p. 2341)
- Article 3 (droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires)*
Son intervention (p. 2342)
- Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)*
Ses interventions (p. 2342 et s.)
- Article 4 bis (coordination avec la loi fixant les compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)*
Son intervention (p. 2343)
- Article 5 (établissement d'un document à l'usage du public)*
Son intervention (p. 2350)
- Article 6 (commissions locales d'information)*
Ses interventions (p. 2351 et s.)
- Après l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 236 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la publicité des expertises et travaux réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN) (p. 2354)
Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean-Yves Le Déaut (auto-saisine de l'IRSN sur toute question relative à la sûreté nucléaire ou à la radioprotection) (p. 2355)
- Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT -)*
Ses interventions (p. 2355 et s.)
- Article 8 (missions du HCT)*
Ses interventions (p. 2357 et s.)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'adt n° 101 de M. Daniel Paul (création d'un chapitre relatif à la participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité) (p. 2359)
Intervient sur l'adt n° 102 de M. Daniel Paul (extension des compétences du CHSCT dans les installations nucléaires de base au domaine de la sûreté) (p. 2359)
Intervient sur l'adt n° 157 de M. Daniel Paul (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) (p. 2359)
- Article 12 (définition des installations nucléaires de base - INB - et régime juridique qui leur est applicable)*
Ses interventions (p. 2360 et s.)
- Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)*
Ses interventions (p. 2361 et s.)
- Article 13 bis (règles générales de sûreté)*
Son intervention (p. 2364)
- Article 14 (réalisation différée de travaux dans l'attente de la clôture de l'enquête publique)*
Son intervention (p. 2364)
- Article 14 bis (installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis)*
Son intervention (p. 2364)
- Article 14 quater (compétences de l'HASN en matière de transport de matières radioactives)*
Son intervention (p. 2365)
- Article 15 (décret d'application)*
Son intervention (p. 2365)
- Après l'article 15*
Intervient sur l'adt n° 79 de la commission (renforcement du rôle des salariés des installations nucléaires de base en matière de prévention des risques) (p. 2365)
Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Yves Le Déaut (interdiction de la sous-traitance pour certains travaux) (p. 2366)
Intervient sur l'adt n° 80 de la commission (prévention des risques susceptibles de résulter de l'intervention d'entreprises extérieures) (p. 2366)
Intervient sur l'adt n° 82 de la commission (extension aux INB de l'obligation d'information immédiate de l'inspection du travail et de l'autorité de police de l'installation sur les avis de danger grave et imminent et sur leurs suites) (p. 2367)
Intervient sur l'adt n° 81 de la commission (renforcement du rôle du CHSCT dans les installations nucléaires de base par analogie avec les dispositions prévues dans les installations non nucléaires les plus dangereuses) (p. 2367)
Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Daniel Paul (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) à l'adt n° 81 de la commission (p. 2367)
- Article 16 (attribution des inspecteurs de la sûreté nucléaire)*
Ses interventions (p. 2368 et s.)
- Article 17 (mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire)*
Son intervention (p. 2369)
- Article 19 (obligations de l'exploitant en cas de suspension du fonctionnement de l'installation)*
Son intervention (p. 2370)
- Article 21 (recours contre les décisions prises en matière de sûreté)*
Son intervention (p. 2370)
- Article 22 (constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire)*
Ses interventions (p. 2370 et s.)
- Article 23 (autorisation d'effectuer des prélèvements d'échantillons)*
Son intervention (p. 2371)
- Article 24 (sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires)*
Son intervention (p. 2371)
- Article 26 (sanctions complémentaires en cas de création ou d'exploitation sans autorisation d'une installation nucléaire de base)*
Son intervention (p. 2371)
- Après l'article 30*
Intervient sur l'adt n° 108 de M. Daniel Paul (création du "Chapitre V : recherche et sécurité nucléaires") (p. 2372)
Intervient sur l'adt n° 106 de M. Daniel Paul (appel à un expert agréé par le CHSCT en cas d'atteinte à la sûreté de l'installation) (p. 2372)
Intervient sur l'adt n° 107 de M. Daniel Paul (maintien du salaire pour les salariés employés par une entreprise sous-traitante en cas d'arrêt provisoire d'une tranche d'une centrale nucléaire) (p. 2372)
Intervient sur l'adt n° 109 de M. Daniel Paul (impossibilité de diminuer en termes réels le budget consacré à la recherche au sein des entreprises productrices d'énergie nucléaire) (p. 2372)
Intervient sur l'adt n° 110 de M. Daniel Paul (définition des objectifs de recherche des entreprises productrices d'énergie nucléaire en concertation entre les directions de ces entreprises, les organisations syndicales et l'IRSN) (p. 2372)
Intervient sur l'adt n° 111 de M. Daniel Paul (instauration d'un audit sur la recherche dans le secteur de l'énergie) (p. 2372)
- Article 31 A (responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire)*

Son intervention (p. 2372)

Article 31 (coordination avec le code de la santé publique)

Son intervention (p. 2372)

Article 32 (coordination avec le code du travail)

Ses interventions (p. 2373 et s.)

Article 37 (entrée en vigueur des attributions de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2375)

Article 38 (personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Ses interventions (p. 2375 et s.)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses interventions (p. 3328, 3385)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3354)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3331)
Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3328 et s., 3388)

Aménagement du territoire : zones rurales : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 3389)

Assemblée nationale : Délégation à l'aménagement et au développement durable (p. 3387)

Bois et forêts : politique forestière : eau (p. 3387)

Chasse et pêche : conseil supérieur de la pêche (p. 3329, 3385)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3330, 3386)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : montagne (p. 3387, 3388)

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3329)

Déchets, pollutions et nuisances : algues : pollution (p. 3386)

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3331, 3387, 3389)

Eau : fiscalité écologique (p. 3386)

Eau : outre-mer (p. 3387)

Eau : agences (p. 3329, 3354, 3380)

Eau : assainissement (p. 3331)

Eau : comités de bassin (p. 3329, 3388)

Eau : eau potable : accès (p. 3328)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 3388)

Eau : eaux pluviales (p. 3386, 3389)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3386)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3328, 3330, 3386)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3354, 3385, 3387)

Eau : police de l'eau (p. 3330, 3354, 3385)

Eau : pollution : Guyane (p. 3388)

Eau : qualité (p. 3328)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3386)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3329)

Environnement : changements climatiques (p. 3328, 3387)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3330, 3387, 3389)

Environnement : développement durable : agriculture (p. 3388)

Environnement : zones humides (p. 3929)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes : assiette (p. 3330)

Politique extérieure : coopération : eau (p. 3331, 3386)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3328, 3385)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3330)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 620 de M. André Chassaigne (reconnaissance du droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental) (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 558 rectifié de M. Jean Launay (reconnaissance du droit à l'eau comme un droit fondamental de la personne humaine) (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 943 de M. Jean Gaubert (reconnaissance du caractère public de la gestion de la ressource en eau) (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 428 rectifié de M. Jean Launay (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 975 de M. Didier Quentin (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) (p. 3396)

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean Launay (création d'un Haut Conseil des services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 3397)

Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean Launay (définition générique du service public de l'eau) (p. 3398)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3398)

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean Launay (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 3399)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Ses interventions (p. 3401 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 115 de la commission (gratuité du transfert aux collectivités territoriales d'une partie du domaine public fluvial) (p. 3405)

Intervient sur l'adt n° 429 de M. Jean Launay (affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale) (p. 3406)

Intervient sur l'adt n° 434 de M. Jean Launay (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Intervient sur l'adt n° 976 rectifié de M. Didier Quentin (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) (p. 3406)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Ses interventions (p. 3406 et s.)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Ses interventions (p. 3411 et s.)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses interventions (p. 3413 et s.)

Article 4 bis (définition des cours d'eau concernés par l'obligation d'implantation de bandes enherbées)

Son intervention (p. 3424)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Ses interventions (p. 3498 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Yves Cochet (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean Launay (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'adt n° 903 rectifié de M. François Sauvadet (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3507)

Intervient sur l'adt n° 1226 rectifié du Gouvernement (procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés) (p. 3507)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Ses interventions (p. 3508 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Yves Cochet (suppression des autorisations accordées aux entreprises hydroélectriques sans enquête publique préalable) (p. 3510)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Ses interventions (p. 3511 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 48 rectifié de M. Yves Cochet (substitution de la composition pénale à la transaction pénale et, dans le code de l'environnement, abrogation des dispositions relatives aux poursuites engagées par le corps des eaux et forêts) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 904 de M. François Sauvadet (substitution de la composition pénale à la transaction pénale) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Philippe-Armand Martin (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Martial Saddier (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 485 de M. Jean Launay (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 987 de M. Didier Quentin (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) (p. 3514)

Intervient sur l'adt n° 13 deuxième rectification du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets) (p. 3515)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Ses interventions (p. 3518 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 432 rectifié de M. Germinal Peiro (libre circulation des engins non motorisés) (p. 3519)

Intervient sur l'adt n° 176 rectifié de la commission (information des associations de pêche de tout projet susceptible de détruire ou d'altérer le patrimoine piscicole) (p. 3521)

Intervient sur l'adt n° 325 rectifié de M. Martial Saddier (information des associations de pêche de tout projet susceptible de détruire ou d'altérer le patrimoine piscicole) (p. 3521)

Intervient sur l'adt n° 86 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Intervient sur l'adt n° 326 rectifié de M. Martial Saddier (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Intervient sur l'adt n° 694 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Intervient sur l'adt n° 980 de M. Didier Quentin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Article 9 (limitation du droit de pêche de l'Etat et réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)

Son intervention (p. 3522)

Article 10 (gestion des peuplements des cours d'eau)

Ses interventions (p. 3522 et s.)

Article 11 (dispositions de lutte contre le braconnage)

Son intervention (p. 3523)

Article 12 (classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial)

Son intervention (p. 3523)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Ses interventions (p. 3524 et s.)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 1246 de M. Jean-Pierre Decool (compétences des wateringues publics dans la gestion des eaux) (p. 3525)

Intervient sur l'adt n° 640 de M. André Chassaing (prise en compte dans le code des bonnes pratiques sylvicoles de l'impact des peuplements forestiers sur la qualité des cours d'eau) (p. 3526)

Intervient sur l'adt n° 1201 de M. Jean-Pierre Decool (contrôle par le préfet du respect des normes édictées par les établissements publics relevant de spécificités locales tels que les wateringues) (p. 3526)

Intervient sur l'adt n° 639 de M. André Chassaing (ajout de la notion d'"écosystèmes aquatiques" dans l'article L.1 du code forestier) (p. 3626)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Ses interventions (p. 3527 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (possibilité pour un syndicat mixte formé de se constituer en établissement public territorial de bassin, avis du comité technique permanent des barrages sur tout sujet concernant la sécurité des barrages et des ouvrages hydrauliques) (p. 3529)

Intervient sur le sous-adt n° 1250 de M. François Brottes (avis du comité technique permanent des barrages seulement en cas de besoin) à l'adt n° 17 deuxième rectification du Gouvernement (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 579 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 580 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 581 de M. André Flajolet (procédure de dissolution et de liquidation d'assainissement des voies privées) (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 582 rectifié de M. André Flajolet (diverses modifications de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires) (p. 3532)

Article 15 (établissement de servitudes dans le périmètre des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 3532)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 1070 rectifié de M. André Flajolet (sécurité des ouvrages hydrauliques) (p. 3556)

Article 15 bis (présentation par l'exploitant d'un ouvrage hydraulique d'une étude de dangers)

Son intervention (p. 3556)

Article 16 (application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement)

Son intervention (p. 3556)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 19 rectifié du Gouvernement (compensation versée par l'Etat à la commune de Lanslebourg Mont Cenis et au département de la Savoie des exonérations et avantages accordés au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3556)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié du Gouvernement (réglementation de la vente, de la mise à disposition, de l'application et de la mise sur le marché de produits biocides) (p. 3557)

Article 18 (création d'un registre concernant la distribution des produits antiparasitaires et phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 3557)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de M. Yves Cochet (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Jean Launay (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 3559)

Article 19 bis (agrément délivré par l'Etat à des organismes spécialisés dans la lutte contre les pollutions)

Son intervention (p. 3559)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'adt n° 1245 rectifié de M. André Flajolet (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) (p. 3560)

Intervient sur l'adt n° 588 de M. Jean Launay (contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires) (p. 3560)

Intervient sur l'adt n° 21 rectifié du Gouvernement (gestion des sites Natura 2000 en mer) (p. 3560)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Ses interventions (p. 3561 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 590 de M. Jean Launay (extension des compétences des maires en matière de police des baignades et activités nautiques à l'ensemble des eaux intérieures) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 877 rectifié de M. Alain Bocquet (définition de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales) (p. 3564)

Intervient sur l'adt n° 876 de M. Alain Bocquet (modification de l'assiette de calcul de la surtaxe sur les eaux minérales attribuée aux collectivités locales et application de cette surtaxe aux exportations) (p. 3565)

Intervient sur l'adt n° 970 de M. Jean Dionis du Séjour (possibilité pour les agences de l'eau de réaliser ou financer des études épidémiologiques) (p. 3566)

Article 20 bis (profils des eaux de baignade)

Son intervention (p. 3567)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'adt n° 1248 de M. Jean Launay (intégration du concept de "gestion durable et équitable" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) (p. 3567)

Intervient sur l'adt n° 1247 de M. Jean Launay (remplacement du terme "bactériologiques" par "microbiologiques" dans l'article L. 211-1 du code de l'environnement) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 1249 du Gouvernement (priorité à la fourniture d'eau potable sur les autres usages de l'eau) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 587 rectifié de M. Jean Launay (obligation pour tout navire accédant aux ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux zones de mouillages et d'équipement léger d'être équipés de réservoirs de stockage des eaux noires) (p. 3568)

Intervient sur l'adt n° 584 du Gouvernement (suppression de l'habilitation des agents des services déconcentrés du ministère chargé de l'industrie à rechercher et constater les infractions aux dispositions visant à protéger la ressource en eau) (p. 3568)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3573)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3574)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Ses interventions (p. 3584 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 211 deuxième rectification de la commission (coordination dans le code de la construction et de l'habitation) (p. 3585)

Article 23 (taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement)

Son intervention (p. 3587)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 893 rectifié de M. Jacques Péliard (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) (p. 3588)

Intervient sur l'adt n° 1097 rectifié de M. Michel Raison (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) (p. 3588)

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3590)

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3593)

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3595)

Intervient sur l'adt n° 556 de M. Germinal Peiro (obligation de prévoir un ouvrage destiné à recueillir, réserver et utiliser l'eau pluviale pour toute construction neuve) (p. 3596)

Intervient sur l'adt n° 557 de M. Jean Launay (encouragement à l'utilisation des eaux pluviales dans les sanitaires des établissements publics) (p. 3596)

Intervient sur l'adt n° 334 de M. Gérard Manuel (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) (p. 3596)

Intervient sur l'adt n° 598 de M. Jean-Pierre Nicolas (création d'un agrément préfectoral pour les entreprises d'entretien des installations d'assainissement non collectif) (p. 3596)

Article 24 bis (consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance des permis de construire)

Son intervention (p. 3597)

Article 24 ter (responsabilité des propriétaires d'installations privées de distribution d'eau en matière de qualité de l'eau fournie aux usagers)

Intervient sur l'adt n° 215 de la commission (de suppression) (p. 3597)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 600 de M. André Chassaigne (présomption de qualité des eaux de source consommées)

- depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3597)
- Intervient sur l'adt n° 599 de M. Jean Launay (encouragement à la consommation d'eau des réseaux publics de distribution d'eau potable dans les établissements scolaires) (p. 3598)
- Intervient sur l'adt n° 601 de M. André Chassaingne (normes sanitaires de qualité de l'eau potable) (p. 3598)
- Intervient sur l'adt n° 1238 troisième rectification du Gouvernement (contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 3598)
- Article 25 (faculté pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)*
Son intervention (p. 3600)
- Après l'article 25*
Intervient sur l'adt n° 602 de M. Jean Launay (attributions des régies communales dotées de la personnalité morale) (p. 3600)
- Intervient sur l'adt n° 475 de M. Denis Merville (définition du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) (p. 3600)
- Intervient sur l'adt n° 935 de M. Denis Merville (harmonisation rédactionnelle sur l'appréciation du seuil de 3 000 habitants prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au budget des services de distribution d'eau potable et d'assainissement) (p. 3600)
- Intervient sur l'adt n° 377 de M. Jean Launay (autorisation de constituer une régie commune pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif) (p. 3601)
- Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)*
Ses interventions (p. 3601 et s.)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'adt n° 616 de M. Jean Launay (consultation du conseil de la concurrence sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau par les collectivités de plus de 100 000 habitants) (p. 3607)
- Intervient sur l'adt n° 614 de M. Jean Launay (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) (p. 3607)
- Intervient sur l'adt n° 921 de M. Denis Merville (simplification administrative des règles d'expropriation quand les terrains du périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau potable appartiennent à une collectivité publique) (p. 3607)
- Intervient sur l'adt n° 1229 rectifié de M. André Flajolet (mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales) (p. 3607)
- Intervient sur l'adt n° 615 de M. Jean Launay (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3608)
- Intervient sur l'adt n° 922 de M. Denis Merville (substitution des collectivités aux propriétaires défaillants en cas de non-conformité des installations d'assainissement) (p. 3608)
- Intervient sur l'adt n° 745 de M. André Chassaingne (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets) (p. 3608)
- Intervient sur l'adt n° 746 de M. André Chassaingne (renforcement de la convergence des politiques de l'eau des communes au sein d'une agglomération) (p. 3608)
- Article 26 bis (composition de la commission d'ouverture des plis)*
Son intervention (p. 3608)
- Après l'article 26 bis*
Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean Launay (durée maximale d'un contrat de délégation de service public de gestion de l'eau potable ou de l'assainissement) (p. 3608)
- Intervient sur l'adt n° 380 rectifié de M. Jean Launay (indication de la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution d'un contrat dans le rapport annuel du délégataire) (p. 3608)
- Intervient sur l'adt n° 618 de M. Jean Launay (inventaire du patrimoine du délégant de services publics de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 3609)
- Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)*
Ses interventions (p. 3609 et s.)
- Après l'article 27*
Intervient sur l'adt n° 24 du Gouvernement (généralisation de la pose de compteurs individuels dans les logements collectifs neufs) (p. 3614)
- Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (modalités de vote des demandes d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et des études et travaux y afférant au sein des syndicats de copropriété) (p. 3614)
- Intervient sur l'adt n° 100 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (précision concernant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs) (p. 3614)
- Intervient sur l'adt n° 678 de M. Pierre Ducout (abaissement du seuil de création obligatoire des commissions consultatives des services publics locaux) (p. 3615)
- Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers)*
Ses interventions (p. 3615 et s.)
- Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)*
Son intervention (p. 3616)
- Article 27 quater (faculté pour les communautés de communes d'exercer une compétence en matière d'assainissement)*
Son intervention (p. 3616)
- Article 27 sexies (interruption des contrats d'abonnement des usagers des services de distribution d'eau)*
Son intervention (p. 3616)
- Après l'article 27 sexies*
Intervient sur l'adt n° 1263 rectifié de M. Patrick Ollier (création d'un nouveau titre relatif à la préservation du domaine public fluvial dans le titre II du projet de loi) (p. 3617)
- Intervient sur l'adt n° 1261 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3617)
- Intervient sur l'adt n° 1260 de M. Patrick Ollier (majoration de l'indemnité d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3617)
- Intervient sur l'adt n° 1259 de M. Patrick Ollier (procédure de relevé d'identité à l'encontre de l'auteur d'une contravention de grande voirie) (p. 3617)
- Intervient sur l'adt n° 1267 du Gouvernement (création d'un nouveau titre relatif à l'énergie hydraulique dans le projet de loi) (p. 3618)
- Intervient sur l'adt n° 666 rectifié du Gouvernement (réévaluation du montant des amendes encourues par les opérateurs en cas d'exploitation d'une entreprise hydraulique sous concession ou de manière non-conforme au cahier des charges) (p. 3618)
- Intervient sur l'adt n° 1001 rectifié de M. Yves Jégo (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)
- Intervient sur l'adt n° 1266 rectifié du Gouvernement (autorisation d'aménagement d'une installation hydroélectrique accessoire sur un ouvrage hydraulique en construction) (p. 3618)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de la commission des finances (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 665 rectifié de M. Michel Bouvard (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 702 rectifié de M. Martial Saddier (suppression du droit de préférence au profit du concessionnaire sortant pour les concessions hydrauliques) (p. 3620)

Intervient sur le sous-adt n° 1264 de M. André Flajolet (coordination) à l'adt n° 702 rectifié de M. Martial Saddier (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 1243 rectifié de M. Michel Bouvard (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3621)

Intervient sur l'adt n° 1079 rectifié de M. Michel Bouvard (compensation des exonérations et avantages accordés par l'Etat au bénéfice de l'Italie dans le cadre de l'exploitation des ressources hydrauliques du Mont Cenis) (p. 3621)

Intervient sur l'adt n° 1258 rectifié de M. Patrick Ollier (définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 3717)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son intervention (p. 3663)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 3667)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'adt n° 687 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de mise en place de schémas départementaux pour le traitement des déchets d'assainissement) (p. 3667)

Article 29 A (prise en compte de la sécurité du système électrique dans les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 3668)

Article 29 (contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3668)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3668)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 361 de M. Jean-Yves Le Drian (droit à l'expérimentation pour les collectivités territoriales dans les domaines de la protection et la gestion de la ressource en eau) (p. 3669)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Ses interventions (p. 3669 et s.)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses interventions (p. 3673 et s.)

Article 33 (procédure d'approbation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3678)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 416 rectifié de M. Jean Launay (avis de la commission locale de l'eau sur l'évolution possible des aménagements hydrauliques, lors du renouvellement des concessions.) (p. 3678)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses interventions (p. 3678 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 1269 de M. Camille de Rocca Serra (dispositions particulières à la Corse) (p. 3679)

Intervient sur l'adt n° 1012 rectifié de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (démarches de protection et de mise en valeur du littoral dans le cadre de Schémas de Mise en Valeur de la Mer) (p. 3680)

Intervient sur l'adt n° 409 de M. Jean Launay (convocation par le préfet coordonnateur du bassin versant de la commission locale de l'eau ou d'une conférence des acteurs de l'eau en cas de sécheresse) (p. 3680)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3684 et s.)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3694)

Article 38 (obligations déclaratives, contrôle et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3705)

Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 3707)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 1095 de M. René-Paul Victoria (extension des compétences des agents des services techniques du ministère de l'environnement dans les départements d'outre-mer et de Mayotte) (p. 3708)

Article 40 (comité national de l'eau)

Intervient sur l'adt n° 28 rectifié du Gouvernement (p. 3708)

Son intervention (p. 3708)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 3709)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 867 de M. Yves Cochet (objet de la police de la pêche) (p. 3711)

Avant l'article 42

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 3713)

Intervient sur l'adt n° 406 rectifié de M. Daniel Boisserie (plans d'eau alimentés par des sources) (p. 3716)

Article 42 (approbation des statuts des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3717)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 3717)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 829 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Martial Saddier (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 1242 rectifié de M. André Flajolet (commissionnement des garde-pêche particuliers) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 1053 de M. Michel Bouvard (commissionnement des garde-pêche particuliers) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 887 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3719)

Intervient sur l'adt n° 936 de M. Martial Saddier (extension des compétences des gardes-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3719)

Article 44 (Comité national de la pêche professionnelle en eau douce)

Son intervention (p. 3719)

Article 45 (conditions d'exercice du droit de pêche)

Son intervention (p. 3719)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son intervention (p. 3719)

Après l'article 46

Intervient sur l'ad t n° 329 de M. Martial Saddier (majoration de l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) (p. 3720)

Intervient sur l'ad t n° 1092 de M. Jean Launay (majoration l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) (p. 3720)

Article 47 (coordination d'articles codifiés)

Son intervention (p. 3721)

Article 49 (abrogation de certains articles)

Son intervention (p. 3722)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 3722)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3728 et s.)

Article 48 précédemment réservé (encadrement de l'évolution des redevances de l'eau)

Son intervention (p. 3746)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Son intervention (p. 3789)

Patrick OLLIER

Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Nommé président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 9 décembre 2005] (p. 19044)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 22 février 2006] (p. 2769)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3113)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 22 juin 2006] (p. 9404)

Rapporteur pour avis du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) [28 juin 2006]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175) [20 septembre 2006] (n° 3334)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Paul Chanteguet : estime que ce n'est pas une motion de renvoi en commission qui a été défendue par M. Yves Cochet [30 novembre 2005] (p. 7812)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : accuse l'ancien Gouvernement socialiste d'être à l'origine du retard en matière de constructions de logements sociaux, salue les efforts de l'actuel Gouvernement pour avoir financé 80102 logements sociaux sur l'année 2005, se félicite des dispositions destinées à encourager l'accession sociale à la propriété [24 janvier 2006] (p. 295)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : indique que les adts relatifs aux 20 % de logements sociaux ont été rejetés par la commission des affaires économiques [25 janvier 2006] (p. 346)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : souhaite que les logements concernés par l'accession sociale à la propriété soient considérés comme des logements sociaux pour l'application de l'article 55 de la loi SRU [25 janvier 2006] (p. 347)

Estime que la manifestation organisée par l'opposition contre le CPE s'est soldée par un échec ; invite à la cessation des manœuvres d'obstruction [8 février 2006] (p. 868)

Affirme que le ministre a été auditionné par la commission des affaires économiques et qu'il est temps, maintenant, que chacun vote en son âme et conscience [9 mars 2006] (p. 1688)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond que l'adoption des adts présentés par le groupe socialiste aurait provoqué un transfert de charges de plusieurs milliards d'euros et propose de transmettre la demande de M. Brottes au Président de la commission des finances [12 avril 2006] (p. 2712)

Précise que, dans la discussion des adts portant article additionnel après l'article 20 bis, le rapporteur avait demandé à l'Assemblée de voter l'ad t n° 586 de la commission mais qu'à la suite d'un quiproquo, c'est l'ad t 587 rectifié de M. Launay qui a été adopté [17 mai 2006] (p. 3571)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Sauvadet : répond que l'accélération de la discussion découle de la décision, après accord de tous les groupes, de ne pas siéger le vendredi 19 mai et que cette allure rapide n'empêchera pas, le cas échéant, d'aborder des problèmes de principe [17 mai 2006] (p. 3603)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Sauvadet : répond qu'il avait simplement sous estimé la durée de la réunion de son groupe [18 mai 2006] (p. 3723)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : précise que son ad t sera modifié, par la suppression des dispositions modifiant l'article 55 de la loi SRU, et non pas retiré [31 mai 2006] (p. 3851)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Braouezec : indique qu'il retire de son ad t toute référence aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU, dès lors que

le ministre du logement s'est engagé à annoncer de nouvelles mesures destinées à favoriser l'accès sociale à la propriété [31 mai 2006] (p. 3851)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : indique que la Commission européenne a accepté qu'un exemplaire de sa lettre de griefs soit communiqué à l'Assemblée nationale dans des conditions conciliant information du Parlement et confidentialité de données financières et stratégiques dont la divulgation relève effectivement des dispositions du code pénal ; il fait toutefois toute confiance aux parlementaires pour ne pas en divulguer la teneur ; cet exemplaire, disponible depuis une semaine à la Commission des affaires économiques, a été consulté par des représentants des groupes socialiste et communiste qui, aujourd'hui déclarent, de mauvaise foi, ne pas y avoir accès [7 septembre 2006] (p. 4745)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : s'insurge contre la mise en cause par M. Bocquet de deux de ses collègues qui ne sont pas présents dans l'hémicycle et ajoute que s'il ne conteste pas aux orateurs du groupe socialiste leur droit à intervenir dans le respect de leur temps de parole, il leur demande néanmoins de ne pas faire d'obstruction ; il ajoute qu'il n'a pas de leçons de gaullisme à recevoir de la part de M. Forgues [13 septembre 2006] (p. 5000)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : souhaite que le bon sens l'emporte mais rappelle que 137 000 adts ont été déposés sur le texte et déclare que la majorité ne veut pas non plus que soit utilisé l'article 49-3 [13 septembre 2006] (p. 5025)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : est certain du respect mutuel que se portent les députés et précise que le rapporteur ne mérite pas les reproches qui lui sont adressés ; il ajoute qu'au rythme actuel du débat, il faudrait 1 245 heures avant de terminer l'examen du texte, soit la totalité de la session ordinaire ; si l'opposition veut donner "le signal d'une sérénité retrouvée", elle doit "joindre le geste à la parole" en ne maintenant pas ses 107 000 adts [14 septembre 2006] (p. 5101)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : réaffirme la détermination du Gouvernement et de la majorité sur la question du tarif social et de son extension [18 septembre 2006] (p. 5237)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : déclare que le seul accord dont a parlé le Président Debré consiste en une accélération des débats en contrepartie de la suppression des séances du 20 septembre 2007, afin de permettre aux députés socialistes de participer à leur journée parlementaire [19 septembre 2006] (p. 5332)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul : précise que les réponses de GDF et de Suez à la lettre de griefs de la commission européenne sont soumises aux mêmes règles de confidentialité que celle-ci ; il ajoute que des copies de ces documents sont mises à disposition des groupes [21 septembre 2006] (p. 5355)

S'étonne des arguments des orateurs de l'opposition qui exposent un "scénario catastrophe" et confondent "les règles du marché avec les instruments qui permettent de s'y adapter" [22 septembre 2006] (p. 5434)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul : remercie M. Breton de lui donner de nouveaux documents ; il demande une suspension de séance pour les étudier afin de ne pas aborder l'article 10 "avec des idées préconçues et en proposant des solutions impossibles" [25 septembre 2006] (p. 5480)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4768)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4870)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 4770)

Emploi (p. 4769)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4769)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4889)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4913 et s.)

Son ss-adt n° 1117 à l'adt n° 929 de M. Jean Dionis du Séjour : adopté (p. 4925)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4981 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 746 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (réduction à un an du délai de recours pour les installations classées agricoles) (p. 4988)

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4994)

Après l'article 7

Son adt n° 486 quatrième rectification (participation dans les entreprises agricoles) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5015)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5085)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5093 et s.)

Son adt n° 444 deuxième rectification (p. 5100) : adopté (p. 5112)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5135)

Après l'article 22

Son adt n° 641 (commission spécialisée "Qualité et spécificité des produits de montagne") (p. 5297) : adopté (p. 5298)

Article 23 (signes de qualité)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 354 de la commission (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 540 de M. Jean-Pierre Dufau (protection du foie gras) (p. 5305)

Intervient sur l'adt n° 1001 de M. Michel Roumegoux (protection du foie gras) (p. 5305)

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5051)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5052 et s.)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 5052)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 6573, 6588)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6574)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6574)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 6574)

SECURITE SANITAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2005] (p. 6804)

Après l'article 86

Intervient sur l'ad t n° 221 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation) (p. 6806)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2005] (p. 6835) :
- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2005

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 6835)

Thème :

Agroalimentaire : sécurité sanitaire (p. 6835)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 7743)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7751)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Yves Cochet (p. 7810)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Paul Chanteguet (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7812)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7743 et s., 7811)
Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7744)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7824 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Son intervention (p. 7832)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7837 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 300 de Mme Christiane Taubira (avis du conseil scientifique et du comité de vie locale) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (création du parc amazonien en Guyane) (p. 7848)

Intervient sur le sous-adt n° 228 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (représentation des collectivités territoriales) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de la commission (création des parcs naturels urbains) (p. 7853)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 2384)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : protection de la nature (p. 2385)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : emploi (p. 2385)
Etat : décentralisation (p. 2384)
Mer et littoral : Etablissement public des parcs nationaux de France (p. 2384)
Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 2384)
Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 2384)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (classement des communes touristiques et des communes classées sous le label "stations") (p. 7874)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Son intervention (p. 2492)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : codification (p. 2492)
Tourisme et loisirs : offices de tourisme : coopération intercommunale (p. 2492)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : chèques vacances (p. 2492)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : classement (p. 2492)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : Corse (p. 2493)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2499)

Article 10 (règles relatives aux activités touristiques en milieu rural)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2499)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8327)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Son intervention (p. 8367)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1688)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 122)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 122)
 Logement : logement social (p. 123)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 123)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 123)
 TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 123)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 123)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 221, 224)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 238)

Après l'article 4 bis

Son adt n° 333 rectifié (sociétés locales placées sous le contrôle exclusif des collectivités locales autorisées sur demande de ces dernières à réaliser des opérations d'aménagement sans être contraintes par les règles de mise en concurrence) (p. 243) : adopté après modification (p. 244)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Ses interventions (p. 261 et s.)

Après l'article 5

Son adt n° 645, quatrième rectification (institution d'une procédure d'accession sociale à la propriété) (p. 264) réservé à la demande du Gouvernement (p. 265) : adopté par SCRUTIN PUBLIC (p. 402)
 Son intervention (p. 265)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 620 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) (p. 311)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 328)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (p. 346) ; M. François Brottes (cf supra) [25 janvier 2006] (p. 347)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 354)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 357, 360)

Intervient sur le sous-adt n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (p. 357)

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Élisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 360)

Intervient sur l'adt n° 416 de M. Francis Vercamer (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 360)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 366)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 383)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 392)

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à son adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé (p. 400)

Son adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 391) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 402)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de la commission des finances (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à quinze ans) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Hugues Martin (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à dix ans) (p. 406)

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 410)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3798)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 3850) ; M. Patrick Braouezec (cf supra) [31 mai 2006] (p. 3851)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3798)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 3799)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3799)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 3798)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 3799)
 TVA : taux réduit : bâtiment et travaux publics (p. 3799)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 3863)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3883)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses interventions (p. 3931 et s.)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accession sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Ses interventions (p. 3936 et s.)

Son adt n° 327 rectifié : adopté (p. 3942)

Son adt n° 329 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3942)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3942)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)
 Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 274, 286)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : missions d'information (p. 276)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 275, 287)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 868)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)

Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1778)

Thèmes :

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1778)
 Politiques communautaires : principe du pays d'origine (p. 1779)
 Services : création d'emplois (p. 1778)
 Union européenne : Cour de justice (p. 1778)
 Union européenne : directives : parlements nationaux (p. 1779)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2264)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2264)
 Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2265)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2264)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2264)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Ses interventions (p. 2321 et s.)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire -HCT)

Son intervention (p. 2355)

Article 32 (coordination avec le code du travail)

Son intervention (p. 2374)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2482)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2482)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2482)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2519)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2519)

Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : financement (p. 2520)

Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : pays étrangers (p. 2520)

Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs (p. 2519)

Lois : loi de programmation : politique énergétique (p. 2520)

Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2520)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2591)

Son ss-adt n° 238 à l'adt n° 4 rectifié de la commission : adopté (p. 2593)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son intervention (p. 2609)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2696)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Son intervention (p. 2701)

Article 11 (Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 2711)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Son intervention (p. 2733)

Titre

Son intervention (p. 2736)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3335)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3336)

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3337)

Eau : assainissement (p. 3337)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3336)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3337)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3336)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3336)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3337)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3404)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 mai 2006] (p. 3571)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3593)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Sauvadet (cf supra) (p. 3602)

Après l'article 27 sexies

Son adt n° 1263 rectifié (création d'un nouveau titre relatif à la préservation du domaine public fluvial dans le titre II du projet de loi) (p. 3616) : adopté (p. 3618)

Son adt n° 1258 rectifié (définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 3616) : adopté (p. 3618)

Son adt n° 1261 deuxième rectification (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3616) : adopté (p. 3618)

Son adt n° 1260 (majoration de l'indemnité d'occupation du domaine public fluvial) (p. 3616) : adopté (p. 3618)

Son adt n° 1259 (procédure de relevé d'identité à l'encontre de l'auteur d'une contravention de grande voirie) (p. 3616) : adopté (p. 3618)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Sauvadet (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3723)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3734)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4228)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4228)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4228)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4228)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4228)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4230)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4230)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4228)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4229)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 4230)

Energie et carburants : tarifs (p. 4229)

Entreprises : action spécifique (p. 4230)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4229)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4228)

Union européenne : politique énergétique (p. 4230)

Proposition de loi n° 3172 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4591)

Son intervention (p. 4592)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4852)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4864)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4744)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4852)

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4852)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4852)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4852)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4852)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4852)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4852)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4852)

Energie et carburants : tarifs (p. 4852)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4852)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4852)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4868 et s.)

Ses observations : répond à M. Brottes que les propos de M. Fillon ne sont que le reflet du débat en cours à l'UMP et qu'il appartiendra au congrès de ce parti de décider de son programme politique ; en ce qui concerne la demande de communication de la lettre de griefs, s'il rend hommage à la pugnacité de M. Bocquet, il ne peut que l'inviter à faire comme M. Paul qui l'a consultée dans son bureau de la commission, comme 5 autres parlementaires seulement depuis 15 jours [12 septembre 2006] (p. 4914)

Ses observations : s'étonne que l'opposition ne cesse de répéter qu'elle ne fait pas d'obstruction alors que par ses rappels au règlement elle empêche l'examen du texte, d'autant que les questions posées se rapportent à l'article 10 du projet de loi sur lequel 30 000 adts ont été déposés ; il invite le Ministre à ne pas répondre aux questions avant même que les articles sur lesquels elles portent ne soient appelés [13 septembre 2006] (p. 4993)

Ses observations : souligne que le débat a porté pendant une heure sur des adts de conséquence d'autres adts eux-mêmes rejetés et demande à la Présidente de séance que les travaux se poursuivent jusqu'à minuit et demi [13 septembre 2006] (p. 5066)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Alain Bocquet (p. 4999) ; M. François Brottes (p. 5024) ; M. Jean Le Garrec (cf supra) (p. 5100)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5162 et s., 5164)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Ses observations : demande la réserve jusqu'à l'article 3 des amendements traitant du tarif "de retour" [15 septembre 2006] (p. 5192)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137638 de la commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5203 et s.)

Son ss-adt n° 137646 (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5201) : adopté après rectification (p. 5210)

Son ss-adt n° 137647 (dispositions transitoires) à l'adt n° 137638 de la commission (p. 5201) : adopté (p. 5210)

Article 3 [séances du 18 septembre 2006] (tarification de solidarité pour le gaz naturel et compensation des charges en résultant)

Ses interventions (p. 5233 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5236)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5260 et s.)

Son ss-adt n° 137659 à l'adt n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5262) : retiré (p. 5264)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5332)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) (p. 5355)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5357)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5384 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 septembre 2006] (p. 5434)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) (p. 5479)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5498 et s.)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5672)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5696 et s.)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5710)

P**Dominique PAILLÉ**

*Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1408, posée le 31 janvier 2006. Associations. Foyers ruraux (J.O. Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Financement (p. 502)

n° 1483, posée le 7 mars 2006. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle (J.O. Questions p. 2256). Appelée le 7 mars 2006. Intermittents (p. 1547)

n° 1659, posée le 6 juin 2006. TVA. Exonération (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Prix de journée, lieux de vie et d'accueil (p. 3969)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5890)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5891)

Professions de santé : médecins à diplômes étrangers (p. 5891)

Santé : zones rurales (p. 5891)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Après l'article 26

Son adt n° 132 (représentation des groupements de communes au sein des syndicats mixtes de transport en commun auxquels ils ont délégué leur compétence) (p. 8390) : adopté (p. 8391)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son adt n° 185 (p. 4000)

Bernadette PAÏX

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la condition militaire [14 décembre 2005] (n° 2760)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Djibouti. Décès d'un magistrat français, enquête [18 octobre 2005] (p. 5373)

Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo [6 décembre 2005] (p. 7923)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)**

Son intervention (p. 6372)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : logement (p. 6372)

Défense : crédits (p. 6372)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 6372)

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5478)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5479)

Donations et successions (p. 5480)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5480)

Energie et carburants : pétrole (p. 5479)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 5479)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5479)

Impôt sur les sociétés (p. 5480)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5479)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5479)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5479)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5479)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5480)

Secteur public : services publics (p. 5480)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 5479)

Travail : coût : productivité (p. 5480)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 21 précédemment réservé (versement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et

reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale)

Son intervention (p. 5752)

Article 22 précédemment réservé (répartition du prélèvement de solidarité pour l'eau)

Son intervention (p. 5758)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7304)

Françoise de PANAFIEU

Paris (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale [13 décembre 2005] (n° 2752)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Statistiques. Parité hommes femmes [19 octobre 2005] (p. 5434)

Famille. Familles nombreuses [9 novembre 2005] (p. 6598)

Santé. Protection. Régimes amaigrissants, contrôle [2 mai 2006] (p. 2781)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1563, posée le 4 avril 2006. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 3487). Appelée le 4 avril 2006. Création, Paris (p. 2411)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande également au ministre la réunion d'un groupe de travail pour répondre aux légitimes besoins des internautes tout en préservant la création [22 décembre 2005] (p. 8722)

DÉBATS

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Son intervention (p. 8193)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 8193)

Travail : négociations (p. 8193, 8194)

Travail : salaires (p. 8193)

Travail : travail à temps partiel (p. 8193, 8194)

Ses explications de vote (p. 8216)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8216)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8

mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8722)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2805)

Thèmes :

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2805)

Etrangers : régularisations (p. 2806)

Nationalité : acquisition : cérémonies publiques et fêtes légales (p. 2806)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3327 visant à instaurer le port obligatoire d'une tenue commune à l'école [19 septembre 2006]

Christian PAUL

Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3452)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3040 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer les pratiques de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement et de faire la transparence sur les prix facturés aux usagers [12 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Jeunes [31 janvier 2006] (p. 527)
Emploi. Contrats nouvelle embauche [13 avril 2006] (p. 2685)
Industrie. Politique industrielle [6 juin 2006] (p. 3985)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1471, posée le 7 mars 2006. Enseignement secondaire. Carte scolaire (J.O. Questions p. 2254). Appelée le 7 mars 2006. Perspectives (p. 1536)
n° 1692, posée le 27 juin 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 6663). Appelée le 27 juin 2006. Situation financière, Nièvre (p. 4531)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dénonce l'organisation, à quelques mètres de l'hémicycle, d'une opération de promotion commerciale par des plateformes de vente de musique en ligne. Le débat qui s'ouvre doit rechercher l'intérêt général, sans influence des lobbies [20 décembre 2005] (p. 8541)

S'insurge contre le dépôt tardif, ayant empêché l'examen en commission, de l'adit du Gouvernement instituant le dispositif de réponse graduée. Estimant que ce dispositif dessaisit le juge, il souhaite la présence du garde des sceaux au moment de sa discussion. Il regrette les propos blessants du ministre de la culture à l'égard de ses collègues et souligne que ce débat, qui dépasse les clivages droite-gauche, exige respect et tolérance [21 décembre 2005] (p. 8584)

Fustige l'ambiance d'amateurisme dans laquelle les travaux se déroulent. Les quatre articles réservés constituent la clef de voûte du texte. Certes la procédure le permet mais c'est intellectuellement et politiquement inacceptable. Craignant de ne pouvoir sérieusement progresser dans ce climat d'incohérence législative, le groupe socialiste demande l'abandon du texte et la rédaction d'une nouvelle mouture [22 décembre 2005] (p. 8689)

Dénonce l'emballlement des débats et demande au ministre, au nom du groupe socialiste, une seconde délibération sur l'article 3 concernant la protection juridique des bases de données [22 décembre 2005] (p. 8692)

S'indigne du vote relatif à l'accès du logiciel libre à l'interopérabilité. Il fustige la méthode de travail chaotique et souhaite une mission d'information parlementaire [22 décembre 2005] (p. 8723)

Prend note, avec satisfaction, de l'accord survenu au plan européen sur le taux réduit de TVA à 5,5 % dans le secteur du bâtiment ; déplore que la restauration n'en bénéficie pas malgré l'engagement pris en 2002 par le Président de la République, voit dans les instaurations successives du contrat nouvelle embauche et du contrat première embauche une déréglementation du travail, réclame la présence du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale [1^{er} février 2006] (p. 635)

Demande au Gouvernement des précisions sur le nombre de contrats nouvelle embauche rompus [1^{er} février 2006] (p. 638)

Accuse M. Jégo de dérapage et réclame des excuses [1^{er} février 2006] (p. 646)

Souhaite que son groupe puisse s'exprimer de manière équitable par rapport aux autres ; accuse deux députés de la majorité d'avoir tenu des propos "sexistes" [1^{er} février 2006] (p. 646)

Déplore "l'improvisation" et le caractère "indigne" dans lequel le projet de loi a été examiné en commission ;

considère que le Gouvernement s'y est très peu exprimé [2 février 2006] (p. 680)

Demande du temps pour examiner l'adit n°272 du Gouvernement qu'il a découvert à 14 heures en réunion de commission. Le parti socialiste, qui fait preuve d'une grande constance dans sa position, a dû, dans un temps record, l'examiner et déposer des ss-acts [7 mars 2006] (p. 1588)

Remarque que le Gouvernement n'avait retiré qu'une seule fois sous la Vème République un article amendé : c'était en 1961, il y a 45 ans ! [7 mars 2006] (p. 1589)

Demande communication immédiate au ministre des accords conclus pour les activités d'enseignement et de recherche avec les secteurs de la presse, de l'édition, de la musique, du cinéma et des arts plastiques [7 mars 2006] (p. 1611)

Renonce temporairement à son rappel au règlement au profit de ses collègues qui voudraient intervenir sur la question des intermittents [8 mars 2006] (p. 1664)

Annonce que des dizaines de milliers d'internautes suivent les débats sur leur ordinateur à partir du site de l'Assemblée nationale. Or, sur l'écran figure aussi un lien vers la plate-forme commerciale de vente en ligne de Virgin. En décembre, les marchands du temple étaient présents à l'Assemblée nationale, en mars, ils sont dans le monde numérique. Deux formats américains ont été choisis pour la diffusion des débats sur Internet, contredisant dans les faits le principe de l'interopérabilité, alors qu'il existe des technologies libres et françaises [8 mars 2006] (p. 1665)

Après "le retrait du retrait" de l'article 1^{er}, demande la levée de l'urgence ou le retrait du texte. "Quand on se trompe autant sur la forme, on ne peut pas avoir raison sur le fond" [8 mars 2006] (p. 1673)

Fait état de la lettre du président du groupe socialiste au Premier ministre lui demandant de suspendre l'examen de ce texte et la constitution d'une mission d'information parlementaire réunissant tous les groupes de l'Assemblée nationale et éventuellement du Sénat. Ce sujet est d'une très grande complexité et d'une importance capitale [9 mars 2006] (p. 1685)

Fustige l'absence de concertation et le manque de cohérence de la nouvelle version du texte dont il demande le retrait [9 mars 2006] (p. 1693)

Dénonce le blog "Lestelechargements.com" et demande au ministre de s'expliquer sur son coût. Il demande au Gouvernement l'engagement écrit qu'il y aura une deuxième lecture à l'Assemblée [9 mars 2006] (p. 1719)

S'étonne que la commission des lois ne se soit pas réunie pour examiner des amendements déposés, pour certains depuis plusieurs jours. Il affirme que plusieurs dizaines d'amendements, déposés au fur et à mesure de la distribution des amendements du Gouvernement, n'ont pas été examinés par la commission. Le débat s'est déroulé de façon si chaotique que son groupe a dû quitter l'hémicycle pour manifester sa désapprobation, après que le président de séance eut refusé tout rappel au règlement et toute suspension de séance. Si le débat devait reprendre sans que la commission ait pu prendre collectivement connaissance des amendements, cela s'ajouterait à la liste des maltraitances subies par l'opposition [9 mars 2006] (p. 1745 et s.)

Demande au rapporteur d'expliquer pourquoi il a retiré l'amendement n°30 rectifié qui constituait un "garde-fou" en matière de copie privée [15 mars 2006] (p. 1881)

Se plaint d'avoir été mis en cause par M. Dominique Richard au nom du groupe UMP. Le Président de l'Assemblée a invité les parties prenantes mais, certaines, comme l'ADAMI n'ayant pas été conviées, les réunions ont été déséquilibrées. Face aux puissantes entreprises multinationales des associations comme l'UFC-Que choisit défendent les consommateurs. Il est normal de les inviter à des débats publics pour informer les députés [16 mars 2006] (p. 1980)

Souligne que la majorité et le Gouvernement envisagent de réécrire le projet de loi et qu'il y aura une seconde délibération sur l'article 7 [16 mars 2006] (p. 1987)
Souhaite, suite à la demande de seconde délibération de l'article 7, une réunion et un nouveau rapport écrit de la commission des lois sur cet article qui concerne l'interopérabilité [16 mars 2006] (p. 2045)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4773) : rejetée (p. 4779)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4775)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4773)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4774 et s.)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son intervention (p. 5121)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8559) : rejetée (p. 8568)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8617)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 décembre 2005] (p. 8584)

Son intervention : s'insurge contre le retrait de l'article 1er amendé, qui avait été adopté par une majorité de députés. Il demande le retrait de l'ensemble du projet de loi et rappelle que son groupe avait demandé la constitution d'une mission d'information parlementaire sur ce sujet si complexe. Les droits du Parlement sont piétinés [7 mars 2006] (p. 1572)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8562, 8617)
Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8564)
Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8560)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8561)
Audiovisuel et communication : vidéo à la demande (p. 8561)
Handicapés (p. 8565)
Informatique : interopérabilité (p. 8562)
Informatique : logiciels libres (p. 8563)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 8560)
Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8560, 8565)
Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8564)
Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8565)
Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8561)
Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8562)
Télécommunications : fournisseurs d'accès à Internet (FAI) (p. 8562)
Télécommunications : Internet : échanges culturels (p. 8559)
Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8561, 8565)
Télécommunications : téléchargement légal (p. 8564)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8626 et s., 8631 et s., 8637)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8689)

Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8692)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la "webradio") (p. 8696)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8708, 8713)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8723)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 mars 2006] (p. 1588, 1589, 1611)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1595)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1605)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1613)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1664, 1673)

Intervient sur le sous-adt n° 310 de M. Patrick Bloche (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1685, 1693)

Intervient sur le sous-adt n° 302 de Mme Muriel Marland-Militello (libre choix par l'auteur du mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres, y compris de la mise à disposition gratuite) à l'adt n° 272 du Gouvernement (suite) (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1728)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1745 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 168 précédemment réservé de M. Didier Mathus (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1749)

Ses observations : demande qui a retiré l'adt n° 225 du Gouvernement et quand. Il en appelle au président de l'Assemblée nationale [9 mars 2006] (p. 1749)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1754 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 1763)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1765)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance

pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1811)

Intervient sur l'adit n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1813)

Intervient sur l'adit n° 97 de M. Patrick Bloche (affectation de 1 % du montant global de la rémunération pour copie privée au financement d'études indépendantes) (p. 1816)

Intervient sur l'adit n° 98 rectifié de M. Patrick Bloche (modifications concernant la commission pour copie privée) (p. 1821)

Intervient sur l'adit n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1827)

Intervient sur l'adit n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1829)

Son ss-adit n° 401 (extension aux utilisations à des fins médicales et éducatives) à l'adit n° 177 de M. Guy Geoffroy : rejeté (p. 1831)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1832, 1844 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1849)

Intervient sur le sous-adit n° 403 de M. Patrick Bloche (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à l'adit n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (p. 1849)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Ses interventions (p. 1858, 1888 et s.)

Son intervention : interprète le retrait de l'amendement comme une régression considérable du droit à la copie privée (p. 1859)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mars 2006] (p. 1881)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Son intervention (p. 1891)

Après l'article 12

Intervient sur le sous-adit n° 324 de M. Patrick Bloche (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adit n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910)

Intervient sur l'adit n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1911 et s.)

Intervient sur le sous-adit n° 364, deuxième rectification de M. Richard Cazenave (utilisation licite du "peer to peer" non répréhensible) à l'adit n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1913)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses interventions (p. 1918 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1980)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Ses interventions (p. 1984 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1987)

Après l'article 14

Intervient sur l'adit n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2011)

Intervient sur l'adit n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'œuvres en ligne) (p. 2018)

Intervient sur le sous-adit n° 327 de M. Patrick Bloche (logiciels utilisés exclusivement pour le partage illicite d'œuvres) à l'adit n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 2024)

Intervient sur l'adit n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'œuvres) (p. 2027)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 199 de M. Jean Dionis du Séjour (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2032)

Intervient sur l'adit n° 198 de M. Didier Mathus (coordination) (p. 2033)

Intervient sur l'adit n° 200 de M. Didier Mathus (fonds de soutien aux auteurs et aux artistes-interprètes accessibles aux artistes n'ayant pas adhéré à une société de gestion collective) (p. 2033)

Après l'article 20

Intervient sur l'adit n° 203 de M. Didier Mathus (légalisation de tous les échanges numériques non commerciaux de musique, d'images, de photos et de dessins effectués par les personnes acceptant de conclure un nouveau contrat social garant de la rémunération des créateurs) (p. 2036)

Intervient sur l'adit n° 206 rectifié de M. Didier Mathus (convention déterminant le niveau de la rémunération perçue par les auteurs auprès des consommateurs en échange du droit à télécharger des œuvres sur Internet) (p. 2036)

Article 21 (extension du dépôt légal à la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 2039)

Après l'article 22

Intervient sur l'adit n° 215 de M. Didier Mathus (fourniture lors d'un dépôt légal d'une copie dans un format électronique ouvert) (p. 2040)

Après l'article 29

Son rappel au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 2045)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 2047 et s.)

Son intervention : estime qu'en refusant cette seconde délibération, la commission renouvelle son vote de l'amendement "Vivendi". Malgré les deux avancées réalisées : l'exception prévue pour les bibliothèques et les mesures sur l'interopérabilité, le texte demeure très mauvais (p. 2049 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Martine Billard (p. 4679)

Son intervention (p. 4688)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4679)

Culture : diversité culturelle (p. 4689)

Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4680, 4688)

Informatique : logiciels d'échanges illicites d'œuvres (p. 4688)

Informatique : logiciels libres (p. 4688)

Propriété intellectuelle (p. 4680)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 4689)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4691)

Article 20 bis (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique)

Son intervention (p. 4691)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 612)

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 635, 638, 646) ; [2 février 2006] (p. 680)

Thèmes :

Emploi : discrimination (p. 612, 613)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 613)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 613)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 612, 613)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 612, 613)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 612)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 686)

Section 1 : formation d'apprenti junior et contrat de professionnalisation

Son adt n° 225 (nouvel intitulé de la section comprenant la mention : "Parcours d'initiation aux métiers") : rejeté (p. 736)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 740, 753, 756)

Son adt n° 241 (de suppression) (p. 744)

Ses adts n°s 226, 227, 228 (p. 751 et s.)

Son adt n° 230 : adopté (p. 754)

Ses adts n°s 428, 147 à 153, 229, 218, 200, 220 et 221 (p. 754 et s.)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 253 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 265 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1175)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1176)

Politiques communautaires : droit communautaire : brevets (p. 1176)

Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1176)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 1176)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1176)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Gaëtan Gorce (autorisation de travail de nuit des apprentis de moins de dix-huit ans : abrogation) (p. 2650)

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2654)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2766 portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [20 décembre 2005]

Proposition de résolution n° 2871 tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner le déroulement des opérations concernant l'ex-porte-avions "Clemenceau" depuis décembre 2002, dévaluer la charge financière en résultant pour l'Etat et les solutions à mettre en œuvre pour que notre pays assume ses responsabilités en matière de déconstruction de navires civils et militaires [16 février 2006]

Proposition de loi n° 3038 tendant à mettre en œuvre la majoration de pension créée, au bénéfice des travailleurs handicapés partant en retraite anticipée, par l'article 28 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [19 octobre 2005] (p. 5432)

Transports par eau. Ports. Accès au marché des services portuaires, politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 107)

Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1241)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [31 mai 2006] (p. 3843)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1465, posée le 7 mars 2006. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 2253). Appelée le 7 mars 2006. Perspectives, Le Havre (p. 1537)

n° 1674, posée le 20 juin 2006. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses primaires (J.O. Questions p. 6302). Appelée le 20 juin 2006. Restructuration, conséquences (p. 4316)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste pour que l'examen d'une motion de renvoi en commission soit renvoyé à lendemain [1^{er} février 2006] (p. 659)

Considère que le CPE aggraverait l'insécurité où se trouvent les employeurs de PME et PMI, de plus en plus soumis aux grands groupes financiers et industriels [8 février 2006] (p. 941)

Accuse le Gouvernement de remettre en cause profondément et sournoisement l'ensemble du code du travail [9 février 2006] (p. 982)

Demande au Ministre de l'économie de préciser sa réponse à la question posée par M. Balladur quant à l'avenir d'Alcatel [14 juin 2006] (p. 4207)

Juge insultant que les députés soient obligés, avant toute consultation de la lettre de griefs de la Commission européenne, de s'engager par écrit à ne pas divulguer les données commerciales qui seraient protégées par le code pénal, alors que ce document contient des éléments essentiels sur la privatisation de GDF et, notamment, des informations laissant présager une hausse des tarifs pour les usagers [7 septembre 2006] (p. 4743)

Juge inadmissible que, sur un sujet aussi important que le gaz et l'avenir d'une entreprise publique, le législateur doive se satisfaire d'informations partielles, et demande

communication de l'intégralité de la lettre de griefs ainsi que la réponse de GDF concernant d'éventuelles cessions d'actifs; il estime que les demandes de la Commission européenne concernant l'ouverture à la concurrence du marché français du gaz aboutiraient au démantèlement de GDF et à une augmentation des tarifs [7 septembre 2006] (p. 4747)

Déclare que l'exemplaire de la lettre de griefs de la Commission européenne mis à disposition des parlementaires est totalement incompréhensible car des passages entiers sont "maquillés" et "camouflés" dans le but de cacher à la représentation nationale la réalité du démantèlement à venir de GDF [8 septembre 2006] (p. 4816)

S'étonne que, selon la presse, un audit destiné à préparer les restructurations aurait été commandé par la direction de GDF avant même le début du débat en cours; il rappelle son opposition à la privatisation de GDF, à sa fusion avec Suez, à l'ouverture à la concurrence totale et à la mainmise par des intérêts privés sur les infrastructures gazières françaises; il ne comprend pas que le Ministre fasse un événement de la communication des documents émanant de la Commission européenne et il demande que l'examen du projet de loi soit reporté jusqu'à la distribution d'une version non censurée des lettres de griefs adressées à GDF et à Suez, ainsi que de la réponse de GDF; il informe ses collègues qu'un courrier a été adressé au Président de la République par le groupe communiste demandant que les droits du Parlement soient respectés [11 septembre 2006] (p. 4861)

Dénonce le fait que la Commission européenne dénie le droit aux parlementaires d'accéder à des informations concernant une entreprise publique; il s'indigne que l'exemplaire de la lettre de griefs mis à disposition du Parlement soit "shunté, expurgé et censuré" et déclare que chaque député devrait se sentir outragé et en appeler au Président de la République; il demande également que soit communiquée la réponse de GDF qui de plus, en procédant à un audit de réorganisation, agit comme si la privatisation était acquise [11 septembre 2006] (p. 4865)

Déclare que c'est insulter le législateur que de l'empêcher de consulter intégralement la lettre de griefs de la Commission européenne et demande que chaque groupe soit destinataire d'un exemplaire; rappelant que M. Stiglitz, prix Nobel d'économie, a jugé que la France ne devrait pas s'engager dans la privatisation du secteur énergétique, il s'étonne des profits records annoncés par GDF qui risque de devenir "la vache à lait de Suez"; il demande à nouveau au ministre si Suez est réellement surendettée, si la fusion coûtera plus de 5 milliards d'euros à GDF et si GDF devra assumer le coût du démantèlement des centrales nucléaires belges [12 septembre 2006] (p. 4915)

Estime que les députés sont fondés à demander un maximum d'explications sur un sujet aussi grave que la privatisation de GDF, dont on ne sait ce que vont devenir les bénéfices; il ajoute que le "batifolage" auquel on assiste actuellement sur le prix de la fusion n'est pas de mise [13 septembre 2006] (p. 4990)

Demande quel sera le devenir de GDF une fois privatisée si les prétentions des actionnaires de Suez n'étaient pas jugées recevables par le Gouvernement; il ajoute qu'il refuse de voir GDF tomber entre les mains de fonds de pension dont on sait ce qu'ils en feraient [13 septembre 2006] (p. 4994)

Estime que, tant que n'aura pas été tiré un bilan des expériences étrangères et des remarques des acteurs sociaux français, l'opposition continuera à poser des questions sur le projet "dogmatique et nocif" du Gouvernement [13 septembre 2006] (p. 5013)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes: déclare que la campagne menée par la majorité n'a d'autre but que de masquer le sens profond d'un texte qui conduit "à tordre le cou" à GDF et à précipiter cette entreprise "dans le gouffre de la libéralisation" [13 septembre 2006] (p. 5025)

Déclare que, contrairement aux déclarations du président d'EDF, les capacités de renouvellement de cette entreprise ne doivent pas être établies en fonction des prix du marché mais en fonction du tarif qui intègre les coûts de production, de transport, de distribution et du renouvellement des infrastructures [14 septembre 2006] (p. 5096)

S'étonne de l'intervention du président de séance alors que l'opposition fait des efforts en ne multipliant pas les défenses d'amendements; il ajoute que la majorité semble attendre l'application de l'article 49, alinéa 3, pour masquer les divisions en son sein [14 septembre 2006] (p. 5099)

Déclare que ceux qui veulent bloquer le débat se situent "à la droite de l'hémicycle" alors que l'opposition ne fait qu'user du seul moyen dont elle dispose pour s'exprimer en déposant des amendements identiques; il juge que l'attitude des orateurs de la majorité, particulièrement celle de M. Accoyer, démontre leur volonté de voir le Premier ministre recourir à l'article 49, alinéa 3 pour leur éviter d'avoir à voter individuellement le projet de loi [14 septembre 2006] (p. 5109)

Juge "honteuses" les progressions de bénéfices de GDF et EDF: il souhaite les mettre en exergue au moment même où les députés abordent les questions de tarifs, de réversibilité et de tarification sociale [15 septembre 2006] (p. 5159)

Demande un report de l'examen du texte non seulement dans l'attente de l'avis de la Commission européenne, dont la commissaire à la concurrence a admis que la fusion entre GDF et Suez nécessiterait "plusieurs remèdes", mais aussi sur la valorisation de leurs actions après la décision des actionnaires de Suez [15 septembre 2006] (p. 5182)

Déclare que la majorité a des "atermolements" sur ce texte dont le rapporteur souhaite qu'il ne s'applique pas, au moins pour les communes; il ajoute que ce projet jette le trouble dans la majorité et dans l'opinion, et il réitère sa demande de suspension de la discussion tant que ne seront pas connus l'avis de la Commission européenne et les "prétentions" des actionnaires de Suez [19 septembre 2006] (p. 5273)

Déplore que la représentation nationale n'ait pas eu communication de la lettre envoyée par GDF à la Commission européenne, il demande que cette lettre soit portée immédiatement à la connaissance de l'Assemblée sans quoi, les débats "n'auraient aucun sens" [21 septembre 2006] (p. 5354)

Demande une réunion de la commission des affaires économiques pour étudier les réponses de GDF et de Suez [21 septembre 2006] (p. 5355)

Déclare qu'après la réunion de la commission des affaires économiques, les risques de "désintégration de GDF" demeurent; il ajoute que cette réunion ne change rien à l'opposition de fond de son groupe au texte proposé [21 septembre 2006] (p. 5373)

Déclare qu'aujourd'hui, la sécurité des installations et des approvisionnements est menacée; il se réjouit que l'Assemblée ait rejeté la veille l'ouverture du capital des distributeurs non nationalisés [22 septembre 2006] (p. 5433)

Exprime la crainte qu'avec les cessions d'actifs et les suppressions d'emplois prévues, le nouveau groupe issu de la fusion de GDF et de Suez soit "plutôt rabougri"; il ajoute qu'il apparaît à présent clairement que la majorité a pour objectif premier de transférer à Suez l'essentiel du patrimoine de GDF, entreprise encore publique qu'il refuse pour sa part de voir disparaître du paysage industriel [22 septembre 2006] (p. 5454)

Souhaite que le débat ne soit pas "biaisé" par des arguments tels que l'impossibilité d'un rapprochement entre GDF et EDF; il déclare que cette solution n'a jamais été présentée à la Commission européenne, qui n'a donc pas pu demander de contrepartie [25 septembre 2006] (p. 5479)

Souligne que dans la commission Roulet, réunie à l'initiative de M. Sarkozy à l'époque ministre en charge du dossier, les députés de l'opposition n'étaient que des "témoins"; il ajoute que contrairement aux conclusions de cette commission, une fusion entre GDF et EDF n'est pas

incompatible avec les règles européennes [25 septembre 2006] (p. 5483)

N'a "que faire" des "bons points" distribués par M. Breton aux députés de l'opposition car il ne "partage pas les mêmes valeurs"; il rappelle son hostilité de fond au projet du Gouvernement qu'il juge "néfaste aux intérêts du pays" [25 septembre 2006] (p. 5500)

Déclare qu'il ne connaît pas de privatisation qui ne se soit pas soldée par des suppressions d'emplois, "souvent massives"; il ajoute qu'il est "un peu fort de café" d'engager une discussion sur la privatisation de GDF sans connaître ni la décision de la Commission européenne, ni la position du Gouvernement belge, ni les "prétentions" des actionnaires de Suez [25 septembre 2006] (p. 5502)

Déclare, en réponse au Ministre qui, la veille, accusait l'opposition de "regarder dans le rétroviseur", que le Gouvernement plutôt que d'engager le pays "dans la voie de la catastrophe" en matière d'électricité, aurait dû lui-même regarder dans le rétroviseur les conséquences de la privatisation de France Télécom, notamment dans le domaine des renseignements téléphoniques, dans lequel le nombre d'emplois aura été divisé par 4 [26 septembre 2006] (p. 5537)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5046)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile : effet de serre (p. 5046)

Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 5047)

Régions : Ile-de-France : voirie (p. 5047)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5047)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 5046)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5047)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 5047)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5044 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5423)

Thèmes :

Politique économique : capitalisme (p. 5423)

Politique sociale : pauvreté (p. 5423)

Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 5423)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6702)

ENTREPRISES PUBLIQUES

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)

Son intervention (p. 6711)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : Gaz de France (GDF) (p. 6711 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité (p. 6712)

Finances publiques : recettes non fiscales : entreprises publiques (p. 6712)

Politiques communautaires : services publics : concurrence (p. 6711)

Secteur public : entreprises publiques : salariés (p. 6712)

Secteur public : privatisations (p. 6711 et s.)

Secteur public : privatisations : pays étrangers (p. 6712)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 6712)

Procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 6718)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 6719)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Son intervention (p. 6204)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6205)

Transports : transport combiné (p. 6205)

Transports par eau : ports maritimes (p. 6205)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 6204)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 6205)

Voirie : sociétés concessionnaires (p. 6205)

Procédure des questions :

Voirie : rocades : Le Havre (p. 6223)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8276) : rejetée (p. 8284)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 8276, 8279)

Entreprises : sous-traitance (p. 8278, 8282)

Impôts locaux : taxe professionnelle : transports routiers (p. 8279)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : transports maritimes (p. 8282)

Pays étrangers : Royaume-Uni : transports ferroviaires (p. 8277, 8279)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 8281)

Transports : politique des transports : grandes infrastructures (p. 8279)

Transports : transport combiné (p. 8276, 8278, 8281)

Transports aériens : aéroports : sécurité (p. 8278)

Transports aériens : sécurité (p. 8278)

Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 8276)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8280)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 8277, 8280)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8276)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8281)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 8281)

Union européenne : directives : durée du travail (p. 8282)

Union européenne : directives : services portuaires (p. 8280)

Union européenne : directives : transports (p. 8277, 8282)

Voirie : tunnels routiers : sécurité (p. 8276, 8278)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 1er (création de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire)

Son adt n° 176 (p. 8306)

Article 2 (organes dirigeants, statut des personnels et cadre juridique de l'intervention des agents habilités)

Son intervention (p. 8307)

Article 4 (modalités réglementaires d'application des articles 1er à 3)

Son adt n° 14 (p. 8310)

Article 6 (certification et contrôles de sécurité)

Son intervention (p. 8310)

Article 8 (exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de cinq cents mètres relevant du réseau routier transeuropéen)

Son intervention (p. 8317)

Après l'article 11

Son adt n° 15 (fret ferroviaire) (p. 8320) : rejeté (p. 8321)

Avant l'article 12

Son adt n° 180 (renégociation des directives européennes d'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) : rejeté (p. 8322)

Article 12 (transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires)

Son intervention (p. 8322)

Après l'article 12

Son adt n° 16 (mise en place dans chaque région d'une commission de promotion du fret ferroviaire) (p. 8323) : rejeté (p. 8324)

Son adt n° 17 (maintien du monopole d'exploitation des lignes du fret ferroviaire par la SNCF et péréquation tarifaire) : rejeté (p. 8324)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8326)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Ses interventions (p. 8362 et s.)

Article 15 (dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises)

Son adt n° 178 (p. 8370)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Yves Bur (taxation des poids lourds de plus de douze tonnes en transit sur le réseau routier alsacien) (p. 8373)

Article 15 octies (dispositions applicables aux investissements sur le réseau fluvial)

Son intervention (p. 8375)

Article 15 decies (création de sociétés portuaires)

Son adt n° 18 (de suppression) (p. 8382)

Article 16 (dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 8384)

Article 18 (dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour les services de remorquage portuaire)

Ses interventions (p. 8386 et s.)

Son adt n° 19 (p. 8386)

Après l'article 18

Son adt n° 20 (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant en Méditerranée) (p. 8387) : rejeté (p. 8388)

Son adt n° 21 (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant dans la Manche) (p. 8387) : rejeté (p. 8388)

Ses explications de vote (p. 8392)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8393)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission soutenue par M. Jean-Pierre Brard (p. 681)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 659)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 681)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 681)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 681)

Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 681)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 687)

Ses observations : accuse le Gouvernement et la majorité de procéder, par complaisance envers le MEDEF, au démantèlement de l'ensemble des acquis sociaux, allant ainsi à l'encontre des vœux de la majorité effective des Français (p. 691)

Après l'article 3

Intervient sur les sous-ads n°s 55 à 57 de M. Maxime Gremetz à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 902, 922, 935)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 941)

Intervient sur le sous-adt n° 58 de M. Maxime Gremetz à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 950)

Intervient sur le sous-adt n° 157 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 954)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 955)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 982)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2276)

Son intervention (p. 2284)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2299)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2276, 2284)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2269)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : participations financières de l'Etat (p. 2269)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2269)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2284)

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 2284)

Energie et carburants : énergie nucléaire : recherche développement (p. 2286)

Energie et carburants : exploitants d'installation nucléaire : responsabilités (p. 2285)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 2269)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : personnels (p. 2286)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : privatisations (p. 2276, 2285)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : sous-traitance (p. 2286)

Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2285)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 1er (définitions de la sécurité nucléaire et de ses composantes et rappel du rôle de l'Etat)

Son intervention (p. 2318)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Son intervention (p. 2320)

Son adt n° 100 (p. 2322)

Après l'article 2

Son adt n° 136 rectifié (renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) : rejeté (p. 2326)

Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN)

Son intervention (p. 2327)

Son adt n° 138 (de suppression) (p. 2329)

Article 2 ter (demandes d'avis, d'étude ou d'instruction technique adressées à l'HASN)

Son adt n° 139 (de suppression) (p. 2335)

Article 2 quater (compétences internationales de l'HASN)

Son adt n° 140 (de suppression) (p. 2335)

Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire - ASN)

Son adt n° 141 (de suppression) (p. 2335)

Article 2 sexes (validité des délibérations du collège)

Son adt n° 142 (de suppression) (p. 2336)

Article 2 septies (règlement intérieur et délégation au président de l'ASN)

Son adt n° 143 (de suppression) (p. 2336)

Article 2 octies (obligations des membres du collège)

Son adt n° 144 (de suppression) (p. 2337)

Article 2 nonies (actions en justice)
Son adt n° 145 (de suppression) (p. 2337)

Article 2 decies (services de l'ASN)
Son adt n° 146 (de suppression) (p. 2337)

Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)
Son adt n° 147 (de suppression) (p. 2339)

Article 2 duodecies (modalités d'application)
Son adt n° 148 (de suppression) (p. 2341)

Article 5 (établissement d'un document à l'usage du public)
Son intervention (p. 2350)

Article 6 (commissions locales d'information)
Son intervention (p. 2351)

Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire - HCT)
Son adt n° 149 (p. 2356)

Article 8 (missions du HCT)
Son intervention (p. 2357)
Son adt n° 150 (p. 2358)

Article 10 (moyens financiers du HCT et obligations incombant à ses membres)
Son intervention (p. 2358)

Après l'article 11
Son adt n° 101 (création d'un chapitre relatif à la participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité) : rejeté (p. 2359)
Son adt n° 102 (extension des compétences du CHSCT dans les installations nucléaires de base au domaine de la sûreté) : rejeté (p. 2359)
Son adt n° 103 (avis du CHSCT en cas de redémarrage de chaque tranche nucléaire et sur l'arrêt d'une centrale avec appel à un expert agréé en cas de besoin) : rejeté (p. 2359)
Son adt n° 157 (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) : rejeté (p. 2359)

Article 12 (définition des installations nucléaires de base - INB - et régime juridique qui leur est applicable)
Son intervention (p. 2360)

Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)
Ses adts n° 151 à 153 (p. 2361 et s.)

Article 14 quater (compétences de l'HASN en matière de transport de matières radioactives)
Son adt n° 155 (de suppression) (p. 2365)

Après l'article 15
Son ss-adt n° 307 (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) à l'adt n° 81 de la commission (renforcement du rôle du CHSCT dans les installations nucléaires de base par analogie avec les dispositions prévues dans les installations non nucléaires les plus dangereuses) : adopté (p. 2367)

Article 22 (constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire)
Son adt n° 105 (p. 2370)

Après l'article 30
Son adt n° 108 (création du "Chapitre V : recherche et sécurité nucléaires") : rejeté (p. 2372)
Son adt n° 106 (appel à un expert agréé par le CHSCT en cas d'atteinte à la sûreté de l'installation) : rejeté (p. 2372)
Son adt n° 107 (maintien du salaire pour les salariés employés par une entreprise sous-traitante en cas d'arrêt provisoire d'une tranche d'une centrale nucléaire) : rejeté (p. 2372)
Son adt n° 109 (impossibilité de diminuer en termes réels le budget consacré à la recherche au sein des entreprises productrices d'énergie nucléaire) : rejeté (p. 2372)
Son adt n° 110 (définition des objectifs de recherche des entreprises productrices d'énergie nucléaire en concertation entre les directions de ces entreprises, les organisations syndicales et l'IRSN) : rejeté (p. 2372)
Son adt n° 111 (instauration d'un audit sur la recherche dans le secteur de l'énergie) : rejeté (p. 2372)

Article 32 (coordination avec le code du travail)
Son intervention (p. 2373)

Article 38 (personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire)
Son adt n° 113 : adopté (p. 2375)
Ses explications de vote (p. 2378)
Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2378)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2006] (p. 2515, 2533)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2528)
Son intervention (p. 2533)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : Commission nationale d'évaluation (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 2535)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : démocratie participative (p. 2535)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : financement (p. 2529, 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : principe de réversibilité (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : recherche (p. 2528, 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : démantèlement d'installations nucléaires : financement (p. 2535)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2528, 2535)
Déchets, pollutions et nuisances : gestion des éléments radioactifs : Plan (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs : pays étrangers (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : stockage des déchets radioactifs : recherche (p. 2534)
Déchets, pollutions et nuisances : transmutation (p. 2534)
Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2534)
Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2528, 2535)
Energie et carburants : politique énergétique : libéralisation (p. 2528, 2533)
Environnement : principe de précaution : déchets radioactifs (p. 2534)
Régions : développement économique : déchets radioactifs (p. 2529)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Article 1er (programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)

Ses interventions (p. 2588 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Christian Bataille (instauration d'une concertation avec les élus locaux et la population des sites concernés par tout projet d'installations nucléaires de base) (p. 2594)

Article 3 (définitions et champ d'application)

Son adt n° 206 (p. 2597)

Article 4 (principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs)

Son adt n° 207 (p. 2602)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-adt n° 72 rectifié de M. Claude Gatiagnol (2030 au lieu de 2025) à l'adt n° 13 rectifié de la commission (obligation de conditionner avant 2025 les déchets de moyenne activité produits avant 2015) (p. 2606)

Article 5 (interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)

Son intervention (p. 2609)

Son adt n° 64 (p. 2609)

Article 6 (missions et modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation)

Son intervention (p. 2611)

Son adt n° 169 rectifié (p. 2612)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2695)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2699 et s.)

Ses adts n°s 170, 172 et 65 rectifié (p. 2700)

Article 10 (missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs -ANDRA)

Son intervention (p. 2710)

Article 14 (évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des installations nucléaires de base et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)

Son intervention (p. 2726)

Article 15 (taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base)

Son intervention (p. 2733)

Ses explications de vote (p. 2737)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2738)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France

[14 juin 2006] (p. 4207)

Son intervention (p. 4233)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 juin 2006] (p. 4207)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : participations financières de l'Etat (p. 4233)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4234)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4233)

Energie et carburants : politique énergétique : emploi (p. 4234)

Energie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4324)

Energie et carburants : tarifs (p. 4234)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4233)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4233)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4274)

Thèmes :

Handicapés : accueil (p. 4274)

Handicapés : enfants (p. 4274, 4275)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 4275)

Handicapés : appareillage (p. 4275)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4275)

Handicapés : sourds (p. 4275)

Handicapés : taux d'invalidité (p. 4275)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4275)

Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 4275)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4275)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4772)

Son intervention (p. 4814)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4848) : rejetée (p. 4856)

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 septembre 2006] (p. 4743, 4747, 4861, 4865) ; [8 septembre 2006] (p. 4816)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4814, 4850)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 4851)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4772)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4772)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4832, 4850)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 4772, 4849)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4772, 4852)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4814, 4832)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4849)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 4832)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4814)

Energie et carburants : politique énergétique : emploi (p. 4814)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4849)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4772, 4815)

Energie et carburants : tarifs (p. 4772, 4814, 4832, 4848)

Entreprises : action spécifique (p. 4772, 4849)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4849)

Entreprises : GDF/SUEZ : cession d'actifs (p. 4850)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4814, 4849)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4849)

Environnement : changements climatiques (p. 4772)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4772, 4814, 4852)

Union européenne : Commission : GDF/SUEZ (p. 4815)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4874 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 septembre 2006]

(p. 4915) ; [13 septembre 2006] (p. 4990, 4994, 5013) ; [14 septembre 2006] (p. 5096, 5099, 5109)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5024)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5117 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)

Après l'article 1er [séance du 15 septembre 2006]

Son intervention (p. 5187)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Ses interventions (p. 5196 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2006] (p. 5273)

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5276 et s.)

Ses interventions (p. 5276 et s.)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5330 et s.)

Article 5 [séance du 19 septembre 2006] (coordination)

Ses interventions (p. 5347 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5354)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5367 et s.)
Ses rappels au règlement (cf supra) [21 septembre 2006] (p. 5373) ; [22 septembre 2006] (p. 5433)

Après l'article 6

Son intervention (p. 5445)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 septembre 2006] (p. 5454)

Ses interventions (p. 5457 et s.)

Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5460)

Article 8 [séance du 22 septembre 2006] (péréquation des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution dans les zones de desserte des concessions régies par la loi de 1946)

Ses interventions (p. 5462 et s.)

Article 9 [séance du 22 septembre 2006] (abrogation de dispositions obsolètes relatives au Fonds de péréquation du gaz)

Ses interventions (p. 5467 et s.)

Après l'article 9 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5470)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5470)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5479, 5483)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5495 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5500, 5502, 5537)

Béatrice PAVY

Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 34 : Solidarité et intégration (accueil des étrangers et intégration) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les perspectives démographiques de la France et de l'Europe à l'horizon 2030 : analyse économique [25 janvier 2006] (n° 2831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Classes de découverte. Développement [26 octobre 2005] (p. 5885)
Emploi. Politique de l'emploi. Métiers liés au grand âge, valorisation [13 avril 2006] (p. 2690)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6253)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 6255)

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 6254)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 6253)

Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 6254)

Etrangers : immigration (p. 6253)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6253)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 6254)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6290)

Christophe PAYET

Réunion (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2979 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'épidémie de virus Chikungunya à La Réunion, aux problèmes sanitaires liés à l'épidémie et aux moyens mis en oeuvre pour la combattre [23 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : La Réunion (p. 7007)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : personnes âgées (p. 7010)

Valérie PECRESSE

Yvelines (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programme pour la recherche [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3599)

Rapporteur du projet de loi réformant la protection de l'enfance (n° 3184) [27 juin 2006]

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille [J.O. du 12 août 2006] (p. 12020)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [25 janvier 2006] (n° 2832)
 Proposition de loi n° 2955 visant à encourager et moraliser le recours aux stages par les entreprises [14 mars 2006]
 Proposition de loi n° 3221 relative à la médiation familiale et à l'exercice de l'autorité parentale après la séparation des parents [28 juin 2006]
 Proposition de loi n° 3222 instaurant une délégation de responsabilité parentale pour les actes de la vie courante de l'enfant [28 juin 2006]
 Proposition de loi n° 3223 relative au respect des droits de l'enfant devant la justice [28 juin 2006]
 Proposition de loi n° 3224 instaurant un accouchement dans la discrétion [28 juin 2006]
 Proposition de loi n° 3225 relative à la possibilité de lever l'anonymat des donneurs de gamètes [28 juin 2006]
 Proposition de loi n° 3226 relative au droit de l'enfant à entretenir des relations avec ses grands-parents [28 juin 2006]
 Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, réformant la protection de l'enfance (n° 3184) [5 juillet 2006] (n° 3256)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Famille. Contrat de responsabilité parentale [31 janvier 2006] (p. 531)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)
 Son intervention (p. 5863)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 5864)
 Famille : congé parental (p. 5864)
 Famille : prestations familiales (p. 5863)
 Famille : familles monoparentales (p. 5864)
 Famille : politique familiale (p. 5863)
 Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 5863)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 52 (adaptation du complément de libre choix d'activité)
 Son intervention (p. 6102)

Article 53 (allocation journalière de présence parentale)
 Son intervention (p. 6105)

Article 54 (maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009)
 Son intervention (p. 6108)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)
 Son intervention (p. 6266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 6266)
 Famille : familles monoparentales (p. 6267)
 Personnes âgées : dépendance (p. 6266)
 Politique sociale : pauvreté (p. 6267)
 Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 6267)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)
 Son intervention (p. 8235)

Thèmes :

Etat civil : mariage : auditions (p. 8235)
 Etat civil : mariage : mineurs (p. 8235)
 Etrangers : immigration clandestine : mariages blancs (p. 8235)
 Famille : mariage forcé (p. 8235)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 1er A

Son adt n° 1 (clarification du rôle des officiers de l'état civil, des agents diplomatiques ou consulaires et des procureurs de la République dans la lutte contre les mariages forcés) (p. 8240) : adopté (p. 8241)
 Son adt n° 2 rectifié (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8241) : adopté (p. 8242)
 Son adt n° 3 (transcription d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 8242) : retiré (p. 8243)
 Son adt n° 4 (nullité relative du mariage pour vice de consentement) (p. 8243) : adopté (p. 8245)
 Son adt n° 5 (délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage) : adopté (p. 8245)
 Son adt n° 6 (crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant) : adopté (p. 8245)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1004)

Thèmes :

Droit pénal : éloignement du domicile (p. 1004)
 Droit pénal : violences conjugales : victimes (p. 1005)
 Famille : mariage forcé (p. 1004)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Article 1er D (nullité relative du mariage pour vice de consentement)
 Son adt n° 11 : adopté (p. 1009)

Article 5 bis B supprimé par le Sénat (impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale)

Son intervention (p. 1013)

Ses explications de vote (p. 1018)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1018)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 622)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 623)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 623)
 Emploi : jeunes (p. 623)
 Formation professionnelle : stages (p. 623)
 Travail : précarité (p. 623)
 Travail : salaires (p. 623)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Section 1 : formation d'apprenti junior et contrat de professionnalisation

Son adt n° 86 rectifié (nouvel intitulé de la section comprenant la mention : "conditions de recours aux stages") : retiré (p. 736)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (PACS - modalités d'enregistrement et publicité) (p. 1140)
 Intervient sur l'adt n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat - en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1143)

Article 22 (*dispositions diverses et de coordination*)
Son intervention (p. 1147)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ;
[1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1291)

Thèmes :

- Recherche : carrière (p. 1292)
- Recherche : concurrence (p. 1292)
- Recherche : crédits (p. 1292)
- Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1292)
- Recherche : chercheurs (p. 1292)
- Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1292)

Germinal PEIRO

Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2958 élargissant le droit à pension de réversion aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et concubins notoires [14 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ;
[6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4806)

Thèmes :

- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4806)
- Retraites : régime agricole (p. 4806)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

- Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6871)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3344)

Son intervention (p. 3371)

Thèmes :

- Agriculture : irrigation (p. 3345, 3372)
- Assemblée nationale : ordre du jour (p. 3344)
- Chasse et pêche : environnement (p. 3372)
- Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3345)
- Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : énergie hydraulique (p. 3372)

Eau : services publics (p. 3345)

Eau : eaux pluviales (p. 3371)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3345, 3371)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3345)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3345)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean Launay (journée nationale annuelle de l'eau) (p. 399)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3399)

Article 1er (*habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*)

Son adt n° 431 : adopté après modification (p. 3402)

Article 3 (*gestion du débit affecté*)

Son adt n° 445 (p. 3412)

Article 4 (*critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*)

Son intervention (p. 3416)

Ses adts n° 452, 457 à 459 (p. 3418 et s.)

Son adt n° 460 : adopté après modification (p. 3421)

Son adt n° 462 (p. 3423)

Article 5 (*entretien des cours d'eau non domaniaux*)

Son adt n° 482 (p. 3500)

Article 7 (*extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*)

Son intervention (p. 3512)

Après l'article 8

Son adt n° 432 rectifié (libre circulation des engins non motorisés) : retiré (p. 3519)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3575)

Article 23 (*taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement*)

Son intervention (p. 3586)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3593)

Son adt n° 373 (création d'un crédit d'impôt en faveur des particuliers pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3588) : devenu sans objet (p. 3594)

Intervient sur l'adt n° 557 de M. Jean Launay (encouragement à l'utilisation des eaux pluviales dans les sanitaires des établissements publics) (p. 3596)

Son adt n° 556 (obligation de prévoir un ouvrage destiné à recueillir, réserver et utiliser l'eau pluviale pour toute construction neuve) (p. 3595) : rejeté (p. 3596)

Article 26 (*compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement*)

Son intervention (p. 3604)

Article 31 (*composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau*)

Son adt n° 411 (p. 3672)

Article 32 (*contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux*)

Son adt n° 415 (p. 3676)

Article 35 (*composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*)

Son ss-adt n° 1031 à l'adt n° 246 de la commission (p. 3684)

Article 36 (*orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012*)

Son adt n° 424 (p. 3703)

Article 41 (*Office national de l'eau et des milieux aquatiques*)

Son intervention (p. 3709)

Son adt n° 848 (p. 3709)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3711)

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 3714)

Article 42 (approbation des statuts des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3716)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son adt n° 873 (p. 3721)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3735, 3745)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [J.O. du 21 décembre 2005] (p. 19710)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Ses adts n°s 604 et 603 (p. 6922) ; repris par M. Charles de Courson

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 606 (p. 6945)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 530 rectifié (déchets ménagers – stockage ou traitement : création d'une taxe perçue par la commune d'accueil) : adopté (p. 7381)

Son adt n° 611 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – organismes de coopération intercommunale : délibération sur la prise en compte des nouveaux membres) : retiré (p. 7388)

Son adt n° 610 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – création d'organismes de coopération intercommunale : dates de délibération) : retiré (p. 7388)

Son adt n° 531 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères – réforme : mission d'évaluation) : rejeté (p. 7389)

Son adt n° 529 (taxe professionnelle – plafonnement institué par l'article 67 du projet de loi : durée de trois ans et rapport du Gouvernement sur une réforme globale de la fiscalité locale) (p. 7392) : rejeté (p. 7393)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 38

Son adt n° 33 (textile d'habillement : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144) : rejeté (p. 8145)

Ses adts n°s 87 et 35 (équipements électriques et électroniques ménagers : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8144) : rejetés (p. 8145)

Son adt n° 34 (déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144) : rejeté (p. 8145)

Son adt n° 32 (déchets textiles : contribution pour la collecte et l'élimination) (p. 8144) : rejeté (p. 8145)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son adt n° 114 : adopté après modification (p. 8640)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 23

Son adt n° 893 rectifié (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) : rejeté (p. 3588)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son adt n° 890 : adopté (p. 3611)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 892 (p. 3737)

Philippe PEMEZEZ

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XV : Ville et logement (rénovation urbaine ; équité sociale et territoriale et soutien) (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2741 visant à améliorer la coopération intercommunale [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2991 visant à aider les personnes présentant un risque médical dans leur démarche d'accès à la propriété [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1461, posée le 28 février 2006. Archives et bibliothèques. Bibliothèques publiques (J.O. Questions p. 1953). Suppléé par M. Jacques Domergue. Appelée le 28 février 2006. Perspectives, Clamart (p. 1210)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : accuse l'opposition de ne pas comprendre que les problèmes sociaux sont fortement liés à une insuffisante mixité sociale dans les quartiers [24 janvier 2006] (p. 297)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 7217)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7218)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7218)

Logement : mixité sociale (p. 7218)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7218)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)

Crédits de la mission "Ville et logement", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7269)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 155)

Thèmes :

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 156)

Logement : HLM : loyers (p. 156)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 155)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 156)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 219)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Son intervention (p. 251)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 257)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'ad t n° 112 rectifié de M. Patrick Braouezec (restrictions à la politique de vente du patrimoine social) (p. 387)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'ad t n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 404)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 5 bis A (instauration d'une décote ou d'une surcote sur les ventes de logements sociaux et encadrement des reventes spéculatives de logements sociaux acquis par des personnes physiques)

Ses ss-adts n°s 212 et 213 à l'ad t n° 10 rectifié de la commission (p. 3882)

Article 8 bis AA (conditions d'application du taux réduit de taxation à l'impôt sur les sociétés pour les plus-values réalisées par les SEM lors de la cession d'immeubles)

Son ad t n° 215 (p. 3927)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3943)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son ad t n° 211 (p. 3993)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4710)

Ses interventions (p. 4712 et s.)

Thèmes :

Communes : maires (p. 4713)

Logement : logement social (p. 4713)

Logement : mixité sociale (p. 4713)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 4713)

Logement : aides et prêts : prêts (p. 4713)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1008)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : aggravation des peines (p. 1008)

Enseignement : éducation civique : violences conjugales (p. 1009)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 1008)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 1008)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 1009)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 31

Son ad t n° 482 (avis conforme du maire sur les conditions de logement) : retiré (p. 3260)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4438)

Thèmes :

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4438)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4438)

Logement : logement social (p. 4438)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4438)

Dominique PERBEN

Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et la mer

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2579 ratifiant l'ordonnance n° 2005-863 du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aéroports [12 octobre 2005]

Projet de loi n° 2616 ratifiant l'ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 portant actualisation et adaptation des livres III et IV du code des ports maritimes (partie législative) et modifiant le code des ports maritimes, le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, le code de l'environnement et le code de la route [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2627 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1039 du 26 août 2005 portant modification du régime de reconnaissance de la capacité professionnelle des transporteurs routiers et simplification des procédures d'établissement de contrats types [2 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Jégo. Etat. Décentralisation. Conséquences, transports publics [11 octobre 2005] (p. 5077)

M. Jean-Michel Bertrand. Sécurité routière. Permis de conduire. Un euro par jour, modalités [11 octobre 2005] (p. 5080)

M. Yves Deniaud. Transports ferroviaires. SNCF. Trains Corail, maintien [18 octobre 2005] (p. 5376)

M. Michel Roumegoux. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences, transports routiers [25 octobre 2005] (p. 5803)

M. Marcel Bonnot. Transports ferroviaires. TGV. Liaison Rhin Rhône, calendrier, financement [25 octobre 2005] (p. 5806)

M. Bruno Gilles. Transports. Transport de voyageurs. Grève, Marseille [26 octobre 2005] (p. 5881)

M. Rudy Salles. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Violences urbaines, conséquences [22 novembre 2005] (p. 7320)

M. François Liberti. Transports ferroviaires. SNCF. Service public, maintien [22 novembre 2005] (p. 7321)

M. Michel Bouvard. Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [22 novembre 2005] (p. 7323)

M. Maurice Giro. Sécurité routière. Politique et réglementation [22 novembre 2005] (p. 7327)

Mme Bernadette Paix. Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo [6 décembre 2005] (p. 7923)

M. François Vannson. Urbanisme. Permis de construire. Réglementation, réforme [7 décembre 2005] (p. 7981)

M. Georges Tron. Transports urbains. RER. Ligne D, grève, bilan [14 décembre 2005] (p. 8342)

M. Émile Blessig. Voirie. Autoroutes. Sociétés concessionnaires, privatisation, modalités [14 décembre 2005] (p. 8345)

Mme Marylise Lebranchu. Transports par eau. Ports. Accès au marché des services portuaires, politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 106)

M. Daniel Paul. Transports par eau. Ports. Accès au marché des services portuaires, politiques communautaires [18 janvier 2006] (p. 107)

M. Claude Gatignol. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du chimiquier Ece, conséquences [1^{er} février 2006] (p. 600)

M. Louis Giscard d'Estaing. Transports aériens. Aéroport d'Orly. Contrôleurs aériens, grève, conséquences [8 février 2006] (p. 889)

Mme Brigitte Le Brethon. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [8 mars 2006] (p. 1624)

M. Jean-Yves Besselat. Transports par eau. Transports maritimes. Développement [28 mars 2006] (p. 2256)

M. François-Michel Gonnot. Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm el-Cheikh, enquête, conclusions [28 mars 2006] (p. 2259)

M. Dominique Caillaud. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2688)

M. Richard Dell'Agnola. Sécurité routière. Accidents. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, lutte et prévention [30 mai 2006] (p. 3785)

M. Antoine Carré. Transports ferroviaires. SNCF et RFF. Voies ferrées, entretien [31 mai 2006] (p. 3845)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Sécurité routière. Permis de conduire. Nombres de points [6 juin 2006] (p. 3990)

M. Michel Bouvard. Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin [28 juin 2006] (p. 4614)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Paulette Guinchard. Voirie. Financement. Contournement de Besançon [18 octobre 2005] (p. 5355)

M. François Asensi. Etat. Décentralisation. Conséquences, transports publics [18 octobre 2005] (p. 5355)

M. Gilles Artigues. Voirie. Autoroutes. Lyon Saint-Étienne, calendrier [18 octobre 2005] (p. 5354)

M. Jean-Yves Hugon. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Paris Toulouse [18 octobre 2005] (p. 5350)

M. Serge Roques. Voirie. Réglementation. Signalisation, sous-préfectures [18 octobre 2005] (p. 5351)

M. Christian Vanneste. Transports routiers. Chauffeurs routiers. Durée du travail, législation, application [18 octobre 2005] (p. 5353)

M. Jacques-Alain Bénisti. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Plan de gêne sonore, mise en place, modalités [18 octobre 2005] (p. 5352)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Voirie. A 77. Aménagement [17 janvier 2006] (p. 18)

M. Joël Giraud. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Hautes-Alpes, désenclavement [17 janvier 2006] (p. 16)

M. Armand Jung. Automobiles et cycles. Bicyclettes. Usage, développement [17 janvier 2006] (p. 19)

M. Gérard Manuel. Transports ferroviaires. Ligne Paris Troyes Bâle. Electrification [17 janvier 2006] (p. 19)

Mme Martine David. Transports. Politique des transports. Contournement ferroviaire, Lyon [31 janvier 2006] (p. 513)

M. Franck Gilard. Transports ferroviaires. Ligne Gisors Paris et Vernon Paris. Conditions de transport [31 janvier 2006] (p. 514)

M. Jean-Claude Mignon. Transports. Politique des transports. Sud de la Seine-et-Marne [31 janvier 2006] (p. 515)

M. Alain Venot. Transports ferroviaires. Ligne Paris Tours. Maintenance, financement [31 janvier 2006] (p. 516)

M. Frédéric Dutoit. Transports urbains. Tramways. Construction, Marseille [21 mars 2006] (p. 2077)

M. Georges Colombier. Transports aériens. Ligne Paris Grenoble [21 mars 2006] (p. 2078)

M. Louis Cosyns. Transports ferroviaires. Ligne Paris Vierzon Montluçon Ussel. Rénovation [21 mars 2006] (p. 2080)

M. Thierry Mariani. Transports. Politique des transports. Vallée du Rhône, riverains, revendications [21 mars 2006] (p. 2081)

M. Martial Saddier. Transports ferroviaires. Sécurité. Tunnel de Vallorcine [21 mars 2006] (p. 2083)

M. Gérard Charasse. Voirie. Routes. Aménagement, Allier [21 mars 2006] (p. 2076)

M. Michel Raison. Voirie. RN 19 et RN 57. Aménagement, financement [21 mars 2006] (p. 2079)

Mme Françoise Branget. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions. Financement [21 mars 2006] (p. 2084)

M. Éric Raoult. Transports urbains. Politique des transports urbains. Desserte, Montfermeil et Clichy-sous-Bois [21 mars 2006] (p. 2075)

- M. Daniel Boisserie. Voirie. RN 141. Aménagement, Haute-Vienne [4 avril 2006] (p. 2417)
- M. Frédéric Reiss. Urbanisme. Permis de construire. Décisions des architectes des Bâtiments de France, motivation [4 avril 2006] (p. 2418)
- M. Vincent Rolland. Tourisme et loisirs. Unités touristiques nouvelles. Mise en œuvre [4 avril 2006] (p. 2417)
- M. Christian Bataille. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires. Locodrome, construction, Nord, concertation [6 juin 2006] (p. 3974)
- M. Alain Vidalies. Voirie. A 65. Echangeur de Roquefort [6 juin 2006] (p. 3973)
- M. Jean-Claude Bateux. Voirie. A 150. Liaison Barentin Croixmare [6 juin 2006] (p. 3974)
- Mme Odile Saugues. Transports ferroviaires. Ligne Clermont-Ferrand Paris. Réhabilitation, interruption temporaire, conséquences [6 juin 2006] (p. 3972)
- M. Gérard Grignon. Sécurité sociale. Régime de rattachement. Etablissement national des invalides de la mer (ENIM), Saint-Pierre-et-Miquelon [6 juin 2006] (p. 3970)
- M. Marc Reymann. Sécurité routière. Permis de conduire. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs, Bas-Rhin [6 juin 2006] (p. 3971)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Voirie. RN 141. Aménagement, Limoges La Rochefoucauld [20 juin 2006] (p. 4332)
- M. Thierry Mariani. Sécurité routière. Permis de conduire. Auto-écoles, revendications [20 juin 2006] (p. 4330)
- M. Jean-Pierre Soisson. Voirie. Liaison Troyes Auxerre Bourges [20 juin 2006] (p. 4329)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5061)

Thèmes :

- Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 5061)
- Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 5062)
- Régions : Ile-de-France : voirie (p. 5063)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5062)
- Transports ferroviaires : TGV (p. 5063)
- Voirie : autoroutes : construction (p. 5063)
- Voirie : autoroutes : péages (p. 5064)
- Voirie : routes nationales : aménagement (p. 5063)
- Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5061)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Ses interventions (p. 6464, 6509 à 6517)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 6465)
- Logement : logement social : construction (p. 6465)
- Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 6464)
- Urbanisme : rénovation urbaine (p. 6465)

Réponses aux questions :

- Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 6517) (M. Dominique Caillaud) (p. 6516)
- Régions : contrats de plan Etat-régions : transports aériens (p. 6509) (M. Maxime Gremetz) (p. 6509)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Ses interventions (p. 6215, 6221 à 6227)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6216)
- Transports aériens : bruit (p. 6220)

- Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 6218)
- Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 6218)
- Transports aériens : sécurité (p. 6218)
- Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 6218)
- Transports ferroviaires : SNCF (p. 6219)
- Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 6219)
- Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 6219)
- Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 6219)
- Transports routiers : transport de marchandises (p. 6220)
- Transports urbains (p. 6220)
- Voirie : autoroutes (p. 6217)

Réponses aux questions :

- Départements : Seine-et-Marne : transport de voyageurs (p. 6225) (Mme Chantal Brunel) (p. 6225)
- Jeunes : insertion professionnelle : Ile-de-France (p. 6224) (Mme Janine Jambu) (p. 6224)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 6221) (Mme Marylise Lebranchu) (p. 6221)
- Transports aériens : transport de voyageurs : Auvergne (p. 6227) (M. Yves Coussain) (p. 6227)
- Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 6226) (M. Yves Deniaud) (p. 6226)
- Transports ferroviaires : lignes régionales : Pays-de-la-Loire (p. 6227) (M. Yannick Favennec) (p. 6226)
- Transports ferroviaires : TGV : Auvergne (p. 6221) (Mme Odile Saugues) (p. 6221)
- Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6223) (Mme Janine Jambu) (p. 6223)
- Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6224) (M. Patrick Braouezec) (p. 6224)
- Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6226) (M. Étienne Pinte) (p. 6226)
- Voirie : autoroutes : Basse-Normandie (p. 6225) (M. Yves Deniaud) (p. 6225)
- Voirie : autoroutes : Ile-de-France (p. 6225) (Mme Chantal Brunel) (p. 6225)
- Voirie : rocadés : Le Havre (p. 6223) (M. Daniel Paul) (p. 6223)
- Voirie : rocadés : Saint-Etienne (p. 6222) (M. Gilles Artigues) (p. 6222)
- Voirie : tunnels routiers : Alsace (p. 6222) (M. Francis Hillmeyer) (p. 6222)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2005] (p. 6227)

Crédits de la mission "Transports", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6227 et s.)

Article 90 (limites supérieures et inférieures des tarifs correspondant aux classes d'aérodromes)

Son intervention (p. 6230)

Après l'article 90

Intervient sur l'adit n° 61 de la commission (rapport au Parlement relatif à la création d'un regroupement des crédits de la gendarmerie du transport aérien au sein de la "mission" transports) (p. 6230)

Intervient sur l'adit n° 62 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de gestion et les perspectives d'évolution du service annexe d'amortissement de la dette - SAAD) (p. 6231)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6232)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)

Son intervention (p. 8271)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8283)

Son intervention (p. 8302)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : compétences : compensations financières (p. 8304)
- Energie et carburants : pétrole : coût (p. 8273, 8304)
- Impôts locaux : taxe professionnelle : transports routiers (p. 8283, 8304)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : transports maritimes (p. 8273)
 Sécurité routière (p. 8272, 8304)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 8283)
 Transports : politique des transports : grandes infrastructures (p. 8283)
 Transports : transport combiné (p. 8283, 8305)
 Transports aériens : sécurité (p. 8271, 8304)
 Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8271, 8302)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8272, 8303)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 8273, 8303)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8271 et s.)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8272, 8304)
 Transports routiers : transport de marchandises (p. 8271)
 TVA : récupération : péages (p. 8304)
 Union européenne : directives : transports (p. 8271 et s., 8303)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 61 de Mme Martine Billard (intitulé du chapitre 1er) (p. 8306)

Article 1er (création de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire)
 Son intervention (p. 8307)

Article 2 (organes dirigeants, statut des personnels et cadre juridique de l'intervention des agents habilités)
 Ses interventions (p. 8307 et s.)

Article 3 (ressources de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire)
 Ses interventions (p. 8309 et s.)

Article 4 (modalités réglementaires d'application des articles 1er à 3)
 Son intervention (p. 8310)

Article 5 (dispositions de coordination)
 Son intervention (p. 8310)

Article 6 (certification et contrôles de sécurité)
 Son intervention (p. 8311)

Article 7 (signalement des accidents et incidents)
 Ses interventions (p. 8311 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 92 de M. Jean-Pierre Blazy (construction d'équipements publics en zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 8314)

Article 7 bis (procédure de révision des plans d'exposition au bruit)
 Son intervention (p. 8316)

Article 7 ter (sûreté des vols et sécurité de l'exploitation des aéroports)
 Son intervention (p. 8316)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'adit n° 90 de Mme Odile Saugues (publication des résultats des enquêtes relatives à la sécurité de l'aviation civile et des mesures correctrices prises) (p. 8317)

Article 8 (exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de cinq cents mètres relevant du réseau routier transeuropéen)
 Son intervention (p. 8318)

Article 9 (débridage de certains véhicules à moteur)
 Son intervention (p. 8318)

Article 10 (dispositions relatives à l'immobilisation et à la remise en fourrière des véhicules)
 Ses interventions (p. 8318 et s.)

Article 10 bis (consultation par des autorités étrangères du fichier national des immatriculations)
 Son intervention (p. 8319)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adit n° 30 rectifié de la commission (financement de la formation au permis de conduire "à un euro par jour") (p. 8319)

Intervient sur l'adit n° 155 de M. Marc Le Fur (augmentation du poids maximum des poids lourds) (p. 8319)

Intervient sur l'adit n° 59 du Gouvernement (statut des agents du service d'études techniques des routes et autoroutes) (p. 8320)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adit n° 31 de la commission (intitulé du chapitre V : "Dispositions relatives à la sécurité maritime et fluviale") (p. 8320)

Article 11 (création de groupements d'intérêt public - GIP - dans le domaine de la sécurité du transport maritime)

Son intervention (p. 8320)

Après l'article 11

Intervient sur l'adit n° 32 rectifié de la commission (réglementation de la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur) (p. 8320)

Intervient sur l'adit n° 15 de M. Daniel Paul (fret ferroviaire) (p. 8321)

Intervient sur l'adit n° 34 de la commission (auto-saisine du bureau enquête-accident) (p. 8321)

Intervient sur l'adit n° 33 de la commission (création d'un chapitre VI : "Dispositions relatives à la sécurité des différents modes de transports") (p. 8321)

Avant l'article 12

Intervient sur l'adit n° 94 de Mme Odile Saugues (information du Parlement avant toute nouvelle ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8321)

Intervient sur l'adit n° 180 de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes d'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8322)

Article 12 (transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires)

Ses interventions (p. 8322 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 16 de M. Daniel Paul (mise en place dans chaque région d'une commission de promotion du fret ferroviaire) (p. 8324)

Intervient sur l'adit n° 17 de M. Daniel Paul (maintien du monopole d'exploitation des lignes du fret ferroviaire par la SNCF et péréquation tarifaire) (p. 8324)

Intervient sur l'adit n° 35 de la commission (validation des délibérations de RFF) (p. 8324)

Intervient sur l'adit n° 80 de Mme Odile Saugues (avis conforme des régions pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8324)

Intervient sur l'adit n° 97 de Mme Odile Saugues (enquête publique pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8324)

Intervient sur l'adit n° 96 de Mme Odile Saugues (RFF tenue de motiver ses décisions de déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8325)

Intervient sur l'adit n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8325)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Ses interventions (p. 8364 et s.)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son intervention (p. 8370)

Article 15 (dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises)

Son intervention (p. 8370)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 60 deuxième rectification de Mme Françoise Branget (protection juridique du transporteur routier en cas de défaillance du commissaire de transport qui l'a affrété) (p. 8371)

Intervient sur l'adit n° 182 du Gouvernement (convention expresse pour toute interdiction de sous-traiter en matière de transport) (p. 8371)

Article 15 bis (régime juridique applicable aux deux-roues motorisés effectuant du transport léger de marchandises pour le compte d'autrui)

Son intervention (p. 8371)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission (compétence de l'inspection du travail des transports pour le contrôle des deux roues motorisés) (p. 8372)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Pierre-Christophe Baguet (compétence de l'inspection du travail des transports pour le contrôle de toutes les entreprises effectuant du transport léger de marchandises) (p. 8372)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Yves Bur (taxation des poids lourds de plus de douze tonnes en transit sur le réseau routier alsacien) (p. 8373)

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Hervé Mariton (compensation des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) (p. 8374)

Intervient sur l'adt n° 174 de M. Hervé Mariton (compensation financière des transferts de compétences entre départements et communautés d'agglomération en matière de transport scolaire) (p. 8374)

Article 15 octies (dispositions applicables aux investissements sur le réseau fluvial)

Son intervention (p. 8375)

Article 15 decies (création de sociétés portuaires)

Son intervention (p. 8383)

Article 15 undecies (régime des ports ultramarins et de Port-Cros)

Son intervention (p. 8383)

Après l'article 15 undecies

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (réglementation applicable aux magasins d'aéroports) (p. 8383)

Intervient sur l'adt n° 78 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement relatif à la création d'une Agence publique de financement des grandes infrastructures) (p. 8384)

Article 16 (dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 8384)

Article 17 (dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulants des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs)

Son intervention (p. 8385)

Article 17 ter (formation professionnelle des conducteurs de véhicules de transports routiers de voyageurs et de marchandises)

Son intervention (p. 8385)

Après l'article 17 ter

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (développement de la formation professionnelle dans les transports routiers en faveur des personnes de plus de 26 ans) (p. 8386)

Avant l'article 18

Intervient sur l'adt n° 153 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur le bilan du registre international français) (p. 8386)

Article 18 (dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour les services de remorquage portuaire)

Son intervention (p. 8387)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 126 du Gouvernement (non-inscription des navires de transport au registre international français de passagers assurant certaines lignes internationales) (p. 8387)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Daniel Paul (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant en Méditerranée) (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Daniel Paul (immatriculation au premier registre des armateurs maritimes exerçant dans la Manche) (p. 8388)

Article 20 (mise en œuvre de dispositions de diverses conventions maritimes relatives à l'inspection du travail maritime)

Son intervention (p. 8388)

Article 23 (repos hebdomadaire des gens de mer)

Son intervention (p. 8389)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de M. Frédéric Soulier (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8390)

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de M. Hervé Mariton (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8390)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Dominique Paillé (représentation des groupements de communes au sein des syndicats mixtes de transport en commun auxquels ils ont délégué leur compétence) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 56 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 simplifiant la procédure de déclassement de biens de RFF et de celle du 26 août 2005 portant modification du régime de reconnaissance de la capacité professionnelle des transporteurs routiers et simplification des procédures d'établissement de contrats types) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 58 du Gouvernement (prolongation du délai d'habilitation du Gouvernement pour l'adoption par ordonnance de la partie législative du code des transports) (p. 8391)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Louis Léonard (régularisation par voie législative du décret déclarant d'utilité publique les travaux de modernisation de la liaison ferrée Niort- La Rochelle) (p. 8391)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses interventions (p. 118, 184)

Thèmes :

Communes : finances : logement social (p. 184)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 119)
Logement : logement social : montagne (p. 184)
Logement : logement social : outre-mer (p. 184)
Urbanisme : permis de construire (p. 118, 184)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 118)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er A (réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires)

Son intervention (p. 195)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Gérard Hamel (intitulé du chapitre 1er : "Faciliter la réalisation de logements sur les terrains publics") (p. 195)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Ses interventions (p. 196 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 201 et s.)

Article 1er bis (transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune)

Son intervention (p. 211)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Étienne Pinte (suppression de l'accord du préfet lors de la création d'un établissement public foncier local) (p. 213)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 2A (élaboration d'un programme local de l'habitat par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 215)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Ses interventions (p. 1168, 1172)

Thème :

Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1168, 1172)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Son intervention (p. 1173)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)

Ses interventions (p. 2482, 2489)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 2482)

Transports urbains : secteur privé (p. 2489)

Transports urbains : matériel roulant : crédits (p. 2482, 2489)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2482)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : compétences (p. 2482)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2482)

Jean-Claude PEREZ

*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Pierre-André PÉRISSOL

*Allier (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15670)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Programmes. Haut conseil de l'éducation, recommandations [13 avril 2006] (p. 2685)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6743)

Thèmes :

Enseignement : parents d'élèves (p. 6743)

Enseignement : programmes (p. 6743)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Son intervention (p. 7132)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 7132)

Recherche : organismes (p. 7132)

Recherche : recrutement (p. 7132)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7236)

Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 7236)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 7236)

TVA : taux réduit : logement (p. 7236)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 158)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 158)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 158)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 158)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 158)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPHLM et des OPAC)

Son intervention (p. 360)

Après l'article 8

Son ss-adt n° 691 (suppression du 5° en vue d'éviter un prélèvement ultérieur éventuel sur le Crédit immobilier de France) à l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 364) : retiré (p. 372)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1297)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 1298)

Recherche : crédits (p. 1297)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1298)

Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1298)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4786)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4786)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4786)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4786)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4786)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4786)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4786)

Energie et carburants : tarifs (p. 4786)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT
Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, décrets d'application, publication [29 novembre 2005] (p. 7636)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1665, posée le 20 juin 2006. Voirie. RN 141 (J.O. Questions p. 6301). Appelée le 20 juin 2006. Aménagement, Limoges La Rochefoucauld (p. 4332)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5053)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 5053 et s.)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5053)
Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5053)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6741)

Thèmes :

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6741)
Enseignement secondaire : internat (p. 6741)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6460)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6461)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6461)
Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 6461)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 6461)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 623)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 623, 624)
Famille : autorité parentale (p. 623, 624)
Famille : politique familiale (p. 624)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 624)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 245 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 257 (de suppression) (p. 758)

Nicolas PERRUCHOT

Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 8 : Culture (patrimoines) (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Budget [7 décembre 2005] (p. 7978)

Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 790)

Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2429)

Emploi. Contrats première embauche [5 avril 2006] (p. 2474)

Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [10 mai 2006] (p. 3238)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1338, posée le 6 décembre 2005. Enseignement agricole. Fonctionnement (J.O. Questions p. 11123). Appelée le 6 décembre 2005. Financement (p. 7909)

n° 1671, posée le 20 juin 2006. Police. Police municipale (J.O. Questions p. 6302). Appelée le 20 juin 2006. Carte professionnelle, réglementation (p. 4319)

DÉBATS

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4702)

Son intervention (p. 4711)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 4711)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 4711)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4711)
Finances publiques : dette publique (p. 4711)
Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 4711)
Finances publiques : reports (p. 4711)
Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 4711)
Sécurité sociale : déficit (p. 4711)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4719)

Article 8 (résultat des budgets annexes)

Ses interventions (p. 4720 et s.)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5480)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5481)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 5481)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5481)
 Politiques communautaires : harmonisation fiscale : politique économique (p. 5481)
 Voirie : autoroutes : privatisations (p. 5481)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Pierre Albertini (assurance dépendance : déductibilité du revenu) (p. 5550)
 Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 € hors quotient familial) (p. 5553)
 Intervient sur l'adt n° 71 de M. Michel Hunault (raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement : déductibilité du revenu) (p. 5553)
 Intervient sur l'adt n° 76 de M. Charles de Courson (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge : quotient familial de 1,2 – avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5554)
 Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean-Claude Viollet (associations – travail bénévole : crédit d'impôt) (p. 5559)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement -DGE- des départements)

Ses interventions (p. 5588 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION
 RADIOPHONIQUE LOCALE

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :
 - Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 7091)

Thèmes :

Culture : crédits (p. 7091)
 Culture : mécénat (p. 7091)
 Patrimoine culturel : conservation (p. 7092)
 Patrimoine culturel : monuments classés (p. 7091)
 Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 7092)
 Patrimoine culturel : musées (p. 7092)
 Patrimoine culturel : patrimoine archéologique (p. 7092)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7091)

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6156)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 6156)
 Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6157)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6157)
 Etrangers : immigration (p. 6157)
 Police : police municipale (p. 6156)
 Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 6156)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 58 [16 et 18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 548 de M. Pierre Méhaignerie (revenus taxés au taux marginal supérieur : plafonnement des réductions d'impôt à 50 % de l'impôt dû à raison de ces revenus) (p. 7194)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 7190)

Après l'article 63 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Charles de Courson (prime pour l'emploi : date de versement et inscription sur le bulletin de salaire) (p. 7195)

Article 65 [18 novembre 2005] (incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)

Son intervention (p. 7197)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 311 de M. François Sauvadet (TIPP – remboursement aux commerçants sédentaires établis dans une commune de moins de 3 000 habitants : extension à ceux des communes de plus de 3 000 habitants si les ventes ambulantes excèdent 50 % du chiffre d'affaires) (p. 7201)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 310 de M. François Sauvadet (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat – réductions : extension au secteur non alimentaire) (p. 7203)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Charles de Courson (contrôle des dépenses engagées : abrogation de la loi du 10 août 1922) (p. 7205)

Intervient sur l'adt n° 667 de M. Rodolphe Thomas (actions en faveur du droit des femmes – crédits mentionnés à l'article 132 de la loi de finances pour 2000 : indicateurs sexuels) (p. 7206)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6770)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6771)
 Communes : maires : compétences (p. 6771)
 Droit pénal : perquisitions (p. 6772)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6771)
 Famille : parents : responsabilités (p. 6771)
 Jeunes : service civique (p. 6772)
 Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6770)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6772)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1493)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1498)

Son intervention (p. 1500)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 1502)
 Etat (p. 1501)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1501)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : croissance (p. 1498, 1501)
 Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : emploi (p. 1498)
 Politiques communautaires : marché unique : offres publiques d'achat (OPA) (p. 1501 et s.)
 Union européenne : construction européenne (p. 1502)
 Union européenne : directives : offres publiques d'achat (OPA) (p. 1501 et s.)

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Arnaud Montebourg (informations à communiquer par l'acquéreur au ministère de l'économie – possibilité pour le ministre de l'économie de suspendre l'OPA) (p. 1521)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1502)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2006] (p. 2153, 2178)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2162)

Son intervention (p. 2169)

Thèmes :

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 2169)
 Etat civil : mariage : papiers d'identité (p. 2169)
 Etat civil : mariage avec un étranger : mariages blancs (p. 2169)
 Etat civil : mariage avec un étranger : naissances (p. 2169)
 Famille : mariage forcé (p. 2169)
 Famille : mariages blancs (p. 2162)
 Nationalité : acquisition par mariage : consulats (p. 2162, 2169)
 Ses explications de vote (p. 2193)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2193)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2827)

Thèmes :

Etrangers : immigration : législation (p. 2828)
 Etrangers : intégration : langue française (p. 2828)
 Etrangers : Office des migrations internationales (OMI) (p. 2829)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2829)
 Etrangers : régularisations (p. 2828)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 2829)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 2828)
 Politiques communautaires : immigration (p. 2829)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)*Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)*

Ses interventions (p. 3252 et s.)

Après l'article 66

Son adt n° 348 (autorisation de travailler pour un demandeur d'asile, en cas d'absence de décision de l'OFPPA supérieure à trois mois) : rejeté (p. 3320)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Ses explications de vote (p. 3553)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 décembre 2005] (p. 18667)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 21 janvier 2006] (p. 986)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs

des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2741 visant à améliorer la coopération intercommunale [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 3047 visant à établir un versement semestriel des allocations logement inférieures au seuil réglementaire [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3209 visant à réglementer, dans le cadre de la protection de l'enfance, l'installation des sex-shops [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Système pénitentiaire. Etablissements. Sécurité, Villefranche-sur-Saône [19 octobre 2005] (p. 5434)

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [20 décembre 2005] (p. 8514)

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes [17 mai 2006] (p. 3539)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse [27 juin 2006] (p. 4560)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1413, posée le 31 janvier 2006. Agriculture. Viticulture (J.O. Questions p. 791). Appelée le 31 janvier 2006. Aides de l'État (p. 503)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5837)

Son intervention (p. 5868)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5837)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5869)

Santé : accès aux soins (p. 5869)

Sécurité sociale : déficit (p. 5837, 5868)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)**

Son intervention (p. 6828)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6829)

Agriculture : revenu agricole (p. 6829)

Agroalimentaire : viticulture (p. 6828)

Enseignement agricole : crédits (p. 6829)

Retraites : régime agricole (p. 6829)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6693)**

Son intervention (p. 6696)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 6696)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 6696, 6697)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6697)

Enseignement agricole : fonctionnement (p. 6697)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 6696)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6697)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)*Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B*

Son adt n° 34 (transfert de crédits prévus pour le programme "soutien de la politique de l'éducation nationale" en faveur du programme "vie de l'élève") : adopté (p. 6709)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :*- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005*

Son intervention (p. 6733)

Thèmes :

Enseignement : égalité des chances (p. 6733)
 Enseignement : pédagogie (p. 6733)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 6733)
 Enseignement : programmes (p. 6733)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation
 Enseignement agricole : crédits (p. 6733)
 Enseignement privé : maisons familiales et rurales (p. 6733)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6733)

ENTREPRISES PUBLIQUES**Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6710)**

Son intervention (p. 6713)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : Gaz de France (GDF) (p. 6713)
 Finances publiques : dette publique (p. 6713)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6713)
 Secteur public : dotations en capital (p. 6714)
 Secteur public : privatisations (p. 6713)
 Voirie : autoroutes : privatisations (p. 6713)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)***Procédure des questions :*

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 6507)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)**

Son intervention (p. 6672)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 6672)
 Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 6673)
 Emploi : contrats d'avenir (p. 6673)
 Emploi : contrats initiative-emploi (p. 6673)
 Emploi : jeunes (p. 6673)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 6673)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 6673)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6674)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 6672)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)**

Son intervention (p. 7660)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 7661)
 Emploi : primes forfaitaires (p. 7660)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7660, 7661)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 7661)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7661)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7660)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)**

Son intervention (p. 625)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 626)
 Emploi : égalité des chances (p. 625, 626)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 625)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 625)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 625)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 625)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)**

Son intervention (p. 2639)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2639)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2639)
 Emploi : contrats aidés (p. 2639, 2640)
 Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 2640)
 Emploi : jeunes (p. 2639, 2640)
 Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 2640)
 Travail : précarité (p. 2639)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)**

Son intervention (p. 3449)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3449)
 Emploi : chômage (p. 3449)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3450)
 Emploi : contrats aidés (p. 3449)
 Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 3449)
 Emploi : création d'emplois (p. 3449, 3450)
 Emploi : jeunes (p. 3449)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)**

Son intervention (p. 4122)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4123)
 Professions de santé : infirmiers (p. 4122, 4123)
 Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4122, 4123)
 Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4122)
 Professions de santé : infirmiers : recrutement (p. 4123)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4122, 4123)
 Santé : soins (p. 4123)

Christian PHILIP

*Rhône (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

DÉPÔTS

- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le financement des services d'intérêt général [26 octobre 2005] (n° 2619)
- Proposition de loi n° 2696 visant à créer une exonération spécifique en matière de droits de succession et de donation pour la transmission de la résidence principale acquise par le travail [23 novembre 2005]
- Proposition de résolution n° 2768 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès au marché des services portuaires [20 décembre 2005]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès au marché des services portuaires [20 décembre 2005] (n° 2767)
- Proposition de résolution n° 2828 sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice du 13 septembre 2005 sur les compétences pénales de la Communauté européenne (E 3022) [25 janvier 2006]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice du 13 septembre 2005 sur les compétences pénales de la Communauté européenne (COM (2005) 583 final / E 3022) [25 janvier 2006] (n° 2829)
- Proposition de résolution n° 2937 sur la proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route (E 2970) [8 mars 2006]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route (COM (2005) 319 final / n° E 2970) [8 mars 2006] (n° 2936)
- Proposition de loi n° 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les agences européennes (COM (2005) 59 final / E 2910, COM (2005) 190 final / E 2903 et COM (2005) 280 final / E 2918) [3 mai 2006] (n° 3069)
- Proposition de loi n° 3209 visant à réglementer, dans le cadre de la protection de l'enfance, l'installation des sex-shops [28 juin 2006]
- Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la transposition des directives européennes [4 juillet 2006] (n° 3239)
- Proposition de résolution n° 3331 sur les droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E 2226, E 2589, E 2694, E 3072, E 3134 et E 3236) [19 septembre 2006]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E 2226, E 2589, E 2694, E 3072, E 3134 et E 3236) [19 septembre 2006] (n° 3330)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 29 août 2006 (n°s E 3181 à E 3183, E 3185 à E 3189, E 3196, E 3197 et E 3216 à E 3219) et sur les textes n°s E 3050, E 3103 annexe 5, E 3169 à E 3171, E 3220, E 3228, E 3230 à E 3234, E 3238 et E 3239 [19 septembre 2006] (n° 3332)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

- Politiques communautaires. Budget. Sommet de Bruxelles [20 décembre 2005] (p. 8509)
- Commerce extérieur. Exportations. Plan d'action Cap export, contenu [16 mai 2006] (p. 3471)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

- n° 1430, posée le 7 février 2006. Sports. Associations et clubs (J.O. Questions p. 1106). Appelée le 7 février 2006. Bourse, introduction (p. 777)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRANSPORTS****Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)**

Son intervention (p. 6209)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6209)
- Transports urbains (p. 6210)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)**

Son intervention (p. 7462)

Thèmes :

- Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7463)
- Union européenne : coopération policière et pénale (p. 7462)
- Union européenne : constitution européenne (p. 7463)
- Union européenne : élargissement : coopération policière et pénale (p. 7462)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)**

Son intervention (p. 8287)

Thèmes :

- Transports : politique des transports : grandes infrastructures (p. 8287)
- Transports aériens : sécurité (p. 8287)
- Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8287)
- Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8287)
- Voie : tunnels routiers : sécurité (p. 8287)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)**

Son intervention (p. 1299)

Thèmes :

- Recherche : collectivités territoriales (p. 1299)
- Recherche : concurrence (p. 1299)
- Recherche : Union européenne (p. 1299)

Proposition de résolution n° 2923 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, (n° E 2520)**Avant la discussion des articles [14 mars 2006] (p. 1777)**

Son intervention (p. 1785)

Thèmes :

- Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 1785)
- Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 1785)
- Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 1785)
- Services : création d'emplois (p. 1785)
- Union européenne : Cour de justice (p. 1785)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

- 1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
 2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
 3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
 4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
 5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
 6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
 7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
 8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
 9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
 10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
 11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 2

Son adt n° 29 (débat sans vote organisé avant et après chaque Conseil européen) : rejeté (p. 4074)

Après l'article 5

Son adt n° 30 (séance mensuelle de questions d'actualité consacrée aux sujets européens) : rejeté (p. 4077)

Son adt n° 31 (procédure d'examen simplifiée pour la transposition des directives européennes) : rejeté (p. 4077)

Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2006] (p. 4561)

Son intervention (p. 4573)

Thèmes :

- Elections et référendums : référendums (p. 4573)
- Pays étrangers : Bulgarie (p. 4573, 4574)
- Pays étrangers : Roumanie (p. 4573, 4574)
- Pays étrangers : Turquie (p. 4574)
- Union européenne (p. 4574)
- Union européenne : élargissement (p. 4573)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{re} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5512)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : transferts de compétences ; compensations financières (p. 5512 et s.)
- Etat : décentralisation : déconcentration (p. 5512)
- Etat : missions régaliennes (p. 5513)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7085) :

- Réunion de la commission des finances du 15 novembre 2005

Son intervention (p. 7103)

Thèmes :

- Arts et spectacles : intermittents (p. 7103)
- Communes : Versailles : patrimoine culturel (p. 7103)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 6382)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Procédure des questions :

- Etrangers : interdiction du territoire (p. 6627)
- Justice : cours d'appel : Versailles (p. 6626)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : calcul (p. 7155)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Procédure des questions :

Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 6226)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7238)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Baux : loyers (p. 7238)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7238)
- Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 7238)
- Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 7238)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Article 3 (conditions à remplir par le volontaire)

Son adt n° 14 deuxième modification (p. 68)

Après l'article 13

Son adt n° 58 rectifié (amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi) (p. 96) : adopté (p. 97)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 164)

Thèmes :

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 164)

Logement : logement social (p. 164)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 164)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son adt n° 29 rectifié : adopté (p. 195)

Ses adts n°s 30 rectifié et 31, troisième rectification (p. 196, 198)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 203)

Article 1er bis (transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune)

Son intervention (p. 211)

Après l'article 1er bis

Son adt n° 21 (suppression de l'accord du préfet lors de la création d'un établissement public foncier local) (p. 212) : rejeté (p. 213)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son intervention (p. 219)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 355)

Intervient sur le sous-adt n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 359)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3827)

Thèmes :

Logement : droit (p. 3828)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3827)

Logement : HLM : surloyer (p. 3827)

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 3828)

Logement : logements vacants (p. 3827)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3827)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 3827)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son intervention (p. 3868)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2844)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2844)

Enfants : couples binationaux (p. 2844)

Etrangers : politique de l'immigration : accueil (p. 2844)

Etrangers : titres de séjour : délivrance (p. 2844)

Famille : mariages blancs (p. 2844)

Lois : textes d'application : délais (p. 2844)

Politique extérieure : aide au développement : Versailles (p. 2845)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes : mariage (p. 2844)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2949)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2968)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 464 rectifié de M. Jacques Myard (obligation pour les hébergeants de déclarer le départ de l'étranger - création d'un fichier central des attestations d'accueil) (p. 2979)

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2986)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Ses interventions (p. 3028 et s.)

Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)

Son intervention (p. 3054)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 69 de la commission (recours à des interprètes par les agents chargés de contrôler le respect de la réglementation sur la main d'oeuvre étrangère) (p. 3056)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3060, 3078, 3086 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3117)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)

Son adt n° 142 : adopté après modification (p. 3123)

Son intervention (p. 3124)

Son adt n° 350 : adopté (p. 3124)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)

Son intervention (p. 3126)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 35 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur le codéveloppement des populations) (p. 3221)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3225)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Son adt n° 141 (p. 3257)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Son adt n° 140 rectifié : adopté après modification (p. 3263)

Son adt n° 351 : adopté (p. 3264)

Après l'article 58

Son adt n° 324 (abrogation de mesures d'expulsion - règlement des situations antérieures) : adopté (p. 3309)

Article 65 (création des centres d'accueil pour demandeurs d'asile -CADA)

Ses adts n°s 139 et 138 (p. 3318 et s.)

Après l'article 66

Son adt n° 134 (rédactionnel) : rejeté (p. 3320)

Son adt n° 135 (en cas de refus d'admission au séjour, information obligatoire par la préfecture dans une langue comprise par l'étranger de son droit à déposer une demande d'asile) : rejeté (p. 3320)

Son adt n° 136 (caractère suspensif des recours devant la Commission des recours des réfugiés) : rejeté (p. 3320)

Son adt n° 137 (institution d'un recours suspensif devant la Commission des recours des réfugiés pour les demandeurs d'asile) : rejeté (p. 3320)

Michel PIRON

Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 2972) [29 mars 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'équilibre territorial des pouvoirs [22 février 2006] (n° 2881)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fonction publique territoriale (n° 2972) [27 septembre 2006] (n° 3342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [4 octobre 2005] (p. 4701)

Logement. Construction. Bilan [21 juin 2006] (p. 4403)

RAPPEL AU RÉGLEMENT

Souligne l'effort considérable mis en place par le Gouvernement en matière de logement ; en appelle à plus de sérénité et à l'apport de tous les acteurs concernés [24 janvier 2006] (p. 300)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4805)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4805)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4805)
Santé : sécurité sanitaire (p. 4805)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Examen des fascicules [18 novembre 2005] (p. 7076, 7142)

Son intervention (p. 7145)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 7145)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7146)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7145)

Coopération intercommunale (p. 7145)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Son intervention (p. 7480)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2013)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 132)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 141)

Son intervention (p. 145)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 191)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 132, 145, 191)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 146)

Logement : mixité sociale (p. 145)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 146)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 146)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 146)

Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 145)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 191)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Son intervention (p. 197)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 203)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Étienne Pinte (suppression de l'accord du préfet lors de la création d'un établissement public foncier local) (p. 213)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 217, 230)

Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)

Son intervention (p. 237)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Son intervention (p. 253)

Article 4 septies (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 256)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 258)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (sécurisation des accédants à la propriété) (p. 305)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Luc Chatel (accès au crédit immobilier des titulaires d'un contrat de travail "nouvelle embauche" ou à durée déterminée) (p. 310)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur l'impact des aides à la personne sur la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 313)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 318)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 325)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 681 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (accroissement des capacités communales d'intervention en matière de logements vacants) (p. 353)

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Yves Simon (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) (p. 355)

Article 8 (habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le statut des OPFLM et des OPAC)

Son intervention (p. 364)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'adt n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 398)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 404)

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-8 du code de la construction : prise en compte des retards en matière de logements sociaux lors de

la délivrance du permis de construire dans le cadre de programmes immobiliers) (p. 445)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 454)

Intervient sur l'adt n° 440 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (inéligibilité du maire n'ayant pas construit assez de logements sociaux) (p. 454)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 73 de la commission (pérennisation de la convention d'expérimentation entre l'Etat et l'Union de l'économie sociale du logement du 15 juillet 2004) (p. 482)

Ses explications de vote (p. 532)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3805)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3808)

Son intervention (p. 3808)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3835)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 3808)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3809)

Logement : habitat insalubre (p. 3809)

Logement : logement social : construction (p. 3805, 3808, 3835)

Logement : logements vacants (p. 3809)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3809)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 3835)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3809)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3808)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 3808)

TVA : taux réduit : énergies renouvelables (p. 3808)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3809)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)*Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)*

Ses interventions (p. 3860 et s.)

Article 3 A (ratification de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme)

Son intervention (p. 3865)

Son ss-adt n° 291 à l'adt n° 274 rectifié de M. Gérard Hamel : adopté (p. 3865)

Article 4 septies supprimé par le Sénat (taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)

Son intervention (p. 3877)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel du Gouvernement au Conseil national de l'habitat sur l'évolution du nombre de demandeurs de logements sociaux) (p. 3878)

Article 5 ter (vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3884)

Article 6 (élargissement des compétences de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 3906)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son intervention (p. 3917)

Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)

Son intervention (p. 3923)

Ses adts n° 322 rectifié à 326 : adoptés (p. 3925)

Article 8 septies A (prolongation du conventionnement des logements appartenant à des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations)

Ses interventions (p. 3932 et s.)

Article 5 bis B précédemment réservé (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès social à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3939)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3994)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son adt n° 269 : adopté (p. 3999)

Article 14 (statut de la vente d'immeubles à rénover)

Son ss-adt n° 257 deuxième rectification à l'adt n° 310 deuxième rectification de M. Gérard Hamel : adopté (p. 4001)

Article 18 bis (extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements)

Son adt n° 332 : adopté (p. 4003)

Son ss-adt n° 331 à l'adt n° 31 de la commission : adopté (p. 4003)

Ses explications de vote (p. 4006)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4006)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 624)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 624, 625)

Emploi : jeunes (p. 624, 625)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 624)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 624)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Son intervention (p. 1999)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention (p. 1964)

Thèmes :

Etat civil : naissance : compétences (p. 1964)

Etat civil : naissance : déclaration (p. 1964)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2842)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 2842)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2842)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3366)

Thèmes :

Assemblée nationale : Délégation à l'aménagement et au développement durable (p. 3366)

Eau : comités de bassin (p. 3366)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3366)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3366)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3366)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3643)

Thèmes :

Lois : application : statistiques (p. 3643)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 3643)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4624)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 4624)

Fonctionnaires et agents publics : accès (p. 4624)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Article 7 (modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition)

Son intervention (p. 4644)

Article 11 (renforcement des commissions de déontologie)

Son adt n° 94 : adopté (p. 4648)

Article 13 (redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions)

Son adt n° 93 rectifié : adopté (p. 4650)

Avant l'article 18

Intervient sur le sous-adt n° 123 de M. Bernard Derosier (financement de l'action sociale par une contribution des employeurs locaux dont les taux et l'assiette sont fixés par décret) à l'adt n° 117 de la commission (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de M. Georges Tron (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Ses explications de vote (p. 4659)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4659)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4896)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Son intervention (p. 5331)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)
 Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)
 Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)
 Vice-président de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16961)
 Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 13 mai 2006] (p. 7066)
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Développement et régulation économiques (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création, transmission, développement [1^{er} février 2006] (p. 602)
 Energie et carburants. Politique énergétique [16 mai 2006] (p. 3466)
 Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [20 juin 2006] (p. 4342)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique que toutes les questions contenues dans les rappels au règlement précédents avaient déjà été posées au cours de la discussion générale et demande que l'examen des articles puisse commencer [11 septembre 2006] (p. 4864)
 Prend à témoin les téléspectateurs pour infirmer par avance les déclarations de M. Brottes sur le fait qu'il ne pourra plus poser certaines questions lors de la discussion de chacun des articles [11 septembre 2006] (p. 4866)
 Déclare que de nombreux parlementaires ne supportent plus les méthodes d'obstruction de l'opposition [13 septembre 2006] (p. 5000)
 Remarque que l'Assemblée n'a examiné depuis 6 jours que 417 amendements sur 137 000, alors que la discussion générale avait permis à chacun de s'exprimer [13 septembre 2006] (p. 5021)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : déclare que l'opposition fait marche arrière car elle s'est rendu compte qu'elle allait "droit dans le mur d'un point de vue médiatique" [13 septembre 2006] (p. 5026)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 324 de la commission (objectifs de développement des biocarburants) (p. 5087)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son adt n° 36 : adopté (p. 5138)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 210 (plus-values sur valeurs mobilières : abattement pour durée de détention) : rejeté (p. 5663)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES****Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire suppléé par M. Jacques Masdeu-Arus

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)**

Son adt n° 23 (article 76 – taxe pour frais des chambres des métiers : retour au texte voté par le Sénat – 14 € pour l'assemblée permanente des chambres des métiers et 106 € pour les chambres des départements d'outre-mer) : adopté (p. 8536)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants**Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)**

Son intervention (p. 280)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 280)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 280 et s.)
 Industrie : automobile (p. 280)
 Ses explications de vote (p. 288)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 288)

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2172)**

Son intervention du rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2173)

Thèmes :

Consommation : garanties des vices cachés : prescription (p. 2173)
 Consommation : protection des consommateurs (p. 2173)
 Consommation : sécurité des produits (p. 2173)
 Union européenne : Cour de justice (p. 2173)

Discussion de l'article unique [22 mars 2006] (p. 2177)*Après l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (responsabilité du fournisseur en cas de non identification du producteur) (p. 2177)

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (de précision) (p. 2178)

Titre

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Jérôme Bignon (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux") (p. 2178)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)**

Article 5 bis B précédemment réservé (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accès social à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3937)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son adt n° 319 : adopté (p. 3944)

Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France**[14 juin 2006] (p. 4207)**

Son intervention (p. 4217)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4218)
 Énergie et carburants : économies d'énergie (p. 4218)
 Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 4219)
 Énergie et carburants : politique énergétique (p. 4218)
 Énergie et carburants : politique énergétique : investissements (p. 4219)
 Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4218)
 Énergie et carburants : tarif transitoire (p. 4219)
 Énergie et carburants : tarification sociale (p. 4219)
 Énergie et carburants : tarifs (p. 4218)
 Entreprises : action spécifique (p. 4219)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4217)
 Environnement : changements climatiques (p. 4218)
 Transports : politique des transports (p. 4218)
 Union européenne : politique énergétique (p. 4217)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4805)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4864, 4866)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts (p. 4807)
 Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4806)
 Énergie et carburants : gaz : transport (p. 4807)
 Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4806)
 Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4807)
 Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4805)
 Énergie et carburants : libre choix du fournisseur (p. 4805)
 Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 4806)
 Énergie et carburants : tarif transitoire (p. 4805)
 Énergie et carburants : tarification sociale (p. 4806)
 Entreprises : action spécifique (p. 4806)
 Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4807)
 Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4805)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4804)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4873 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 septembre 2006] (p. 5000, 5021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5024)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 88539 rectifié de la commission (mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5279)

Son intervention (p. 5279)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5303 et s.)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137631 de M. Jacques Le Guen (compensation des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération) (p. 5356)

Son intervention (p. 5356)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5389 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5628)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5664)

Son ss-adt n° 137663 rectifié à l'adt n° 137613 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (p. 5664)

Après l'article 13 [séance du 28 septembre 2006]

Son intervention (p. 5698)

Explications de vote et vote [3 octobre 2006] (p. 5729)

Ses explications de vote (p. 5736)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5737)

Béregère POLETTI

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Vice-présidente de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 20 octobre 2005] (p. 16639)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3044 modifiant l'article L. 323-6 du code de la sécurité sociale et visant à assouplir les heures de sorties autorisées pour certains patients [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [5 octobre 2005] (p. 4752)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)**

Son intervention (p. 4118)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 4118, 4119)
 Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4119)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4118, 4119)
 Professions de santé : sages-femmes (p. 4119)
 Santé : soins (p. 4119)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)*Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)*

Ses adts n° 51 à 53 : adoptés (p. 4133, 4136, 4139)

Axel PONIATOWSKI
Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, en conclusion d'une mission d'information sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis [11 octobre 2005] (n° 2567)

Proposition de loi n° 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 octobre 2005] (p. 5370)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Politique de l'éducation, insertion professionnelle [7 décembre 2005] (p. 7985)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [25 janvier 2006] (p. 345)

Parlement. Lois. Promulgation, loi sur l'égalité des chances [5 avril 2006] (p. 2477)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1358, posée le 20 décembre 2005. Système pénitentiaire. Surveillants (J.O. Questions p. 11648). Appelée le 20 décembre 2005. Logement, Osny (p. 8489)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Son adt n° 620 (prise en compte de la dotation de compensation dans le calcul du potentiel fiscal de certaines communes) (p. 7165) : adopté (p. 7166)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 178)

Thèmes :

Communes : finances : logement social (p. 178)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 178)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4180)

Thème :

Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit : résidence principale (p. 4180)

Josette PONS

Var (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Epidémies. Veille sanitaire [8 mars 2006] (p. 1625)

Emploi. Chômage. Statistiques [27 juin 2006] (p. 4558)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1304, posée le 18 octobre 2005. Agroalimentaire. Miel (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Apiculteurs, revendications (p. 5358)

n° 1409, posée le 31 janvier 2006. Fonction publique territoriale. Non titulaires (J.O. Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Stages, affectations, réglementation (p. 513)

n° 1484, posée le 7 mars 2006. Elevage. Abeilles (J.O. Questions p. 2257). Appelée le 7 mars 2006. Varroatose, traitement, réglementation (p. 1528)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4843)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4843)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 19

Son adt n° 434 (régime de la déduction pour investissement) : rejeté (p. 5145)

Après l'article 25

Son adt n° 432 (rapport au Parlement sur la possibilité et l'opportunité d'assimiler les routes départementales et les voies privées stratégiques à des voies de défense des forêts contre l'incendie) : adopté (p. 5316)

Daniel POULOU

Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2696 visant à créer une exonération spécifique en matière de droits de succession et de donation pour la transmission de la résidence principale acquise par le travail [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2740 visant à modifier l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation [8 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Attitude de la France [6 décembre 2005] (p. 7927)

Secteur public. Modernisation [7 juin 2006] (p. 4050)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1305, posée le 18 octobre 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Plan hôpital 2007, Pyrénées-Atlantiques (p. 5362)

Bernard POUSSET

*Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [5 avril 2006] (p. 2479)

DÉBATS

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son intervention (p. 1144)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière (n° 2309 rectifié) [17 janvier 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2598 tendant à améliorer la prise en charge de la dépendance [13 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Préel et plusieurs de ses collègues relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière [18 janvier 2006] (n° 2804)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5854, 5856 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme [22 février 2006] (p. 1083)

Union européenne. Constitution européenne. Mise en œuvre [9 mai 2006] (p. 3169)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5836)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5853)

Son intervention (p. 5856)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5910)

Thèmes :

Agriculture : prestations sociales (p. 5910)

Assurance maladie maternité : généralités : missions (p. 5857)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5836)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5857, 5910)

Politique sociale : inégalités (p. 5887)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5858)

Professions de santé : médecins (p. 5857, 5858)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 5856)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 5854)

Sécurité sociale : déficit (p. 5854, 5856, 5910)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 1er (approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre)

Son intervention (p. 5918)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2004)

Son intervention (p. 5919)

Article 3 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 5921)

Article 4 (rectification pour 2005 des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 5923)

Article 5 (rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5924)

Article 6 (contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Ses interventions (p. 5925 et s.)

Son adt n° 208 (p. 5929)

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 5931)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission des finances (entreprises de commercialisation en gros des tabacs manufacturés ; bénéfiques ; taxe sur la progression du chiffre d'affaire au profit de l'assurance maladie) (p. 5959)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Ses interventions (p. 5963 et s.)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 5984)

Article 18 et annexe C (prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)
Son intervention (p. 5988)

Article 20 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale)
Son intervention (p. 5992)

Article 22 (approbation pour 2006 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)
Son intervention (p. 5993)

Article 25 (habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes)
Son intervention (p. 5994)

Après l'article 26
Intervient sur l'adit n° 335 rectifié du Gouvernement (remboursements de soins ; assurés sociaux en affection de longue durée ; remboursement à 100 % ; maintien) (p. 5998)
Son adit n° 217 rectifié (professionnels de santé ; indemnités de déplacement ; rapport au Parlement) (p. 6001) : rejeté (p. 6002)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)
Son adit n° 216 (p. 6003)
Son intervention (p. 6005)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)
Son intervention (p. 6014)
Son adit n° 220 rectifié (p. 6015)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)
Ses interventions (p. 6025 et s.)
Ses adts n°s 262 et 263 (p. 6035)

Article 31 (répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée)
Son intervention (p. 6037)
Ses adts n°s 281 et 282 : adoptés (p. 6040 et s.)
Ses adts n°s 283 et 284 (p. 6041)

Article 32 (convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne)
Son adit n° 209 (p. 6042)

Article 33 (transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie – Création d'un nouvel objectif médico-social)
Ses interventions (p. 6045 et s.)
Ses adts n°s 210 et 221 rectifié (p. 6045 et s.)

Article 36 (financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie)
Son intervention (p. 6049)

Après l'article 36
Intervient sur l'adit n° 233 troisième rectification du Gouvernement (contrats responsables des organismes de protection complémentaire ; délais dans la mise en œuvre du dispositif) (p. 6050)

Article 37 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros)
Ses interventions (p. 6051 et s.)
Son adit n° 211 : SCRUTIN PUBLIC (p. 6054)
Son adit n° 222 (p. 6056)

Article 39 (pérennisation, élargissement des missions et montant de la dotation pour 2006 du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)
Son intervention (p. 6073)
Son adit n° 223 (p. 6075)

Après l'article 40

Intervient sur l'adit n° 107 de M. Jean Dionis du Séjour (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077)

Article 41 (contribution pour 2006 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son adit n° 212 (p. 6078)

Article 42 (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2006)
Son intervention (p. 6079)

Article 43 (objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et sous-objectif pour 2006)

Ses interventions (p. 6081 et s.)

Son adit n° 213 (p. 6083)

Article 44 (transmission au Parlement des propositions de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie relatives à l'évolution prévisible des charges et des produits des régimes d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6085)

Article 48 (objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2006)

Son intervention (p. 6096)

Article 51 (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2006)

Son intervention (p. 6101)

Explications de vote et vote [2 novembre 2005] (p. 6129)

Ses explications de vote (p. 6131)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6131)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7449)

Son intervention (p. 7451)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 7451)

Collectivités territoriales : décentralisation : santé publique (p. 7452)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 7452)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7451)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7451)

Sécurité sociale : déficit (p. 7451)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 7451)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 7452)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Son intervention (p. 6642)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : décentralisation (p. 6642)

Santé : alcoolisme (p. 6643)

Santé : cancer (p. 6643)

Santé : crédits (p. 6642)

Santé : données médicales (p. 6644)

Santé : politique de la santé (p. 6642)

Santé : prévention (p. 6643)

Santé : tabagisme (p. 6643)

Proposition de loi n° 2309 rectifiée relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2006]

Suppléé par M. Olivier Jardé

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son adt n° 241 (de suppression) : adopté (p. 1473)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4112)

Son intervention (p. 4123)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 4124)

Professions de santé : infirmiers (p. 4123 et s.)

Professions de santé : infirmiers : exercice de la profession (p. 4124)

Professions de santé : infirmiers : exercice libéral (p. 4124)

Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 4124)

Professions de santé : ordre professionnel : fonctionnement (p. 4124, 4125)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 4123 et s.)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son adt n° 33 : adopté (p. 4131)

Son adt n° 47 (p. 4132)

Son intervention (p. 4134)

Son adt n° 50 (p. 4135)

Ses adts n°s 34 à 36 : adoptés (p. 4135 et s.)

Son adt n° 48 (p. 4136)

Ses adts n°s 38 et 39 : adoptés (p. 4137)

Son adt n° 40 (p. 4138)

Son adt n° 41 : adopté (p. 4139)

Son adt n° 49 (p. 4139)

Ses adts n°s 42 à 45 : adoptés (p. 4139 et s.)

Article 3 (dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers)

Son adt n° 46 (p. 4140)

Ses explications de vote (p. 4142)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4143)

Daniel PRÉVOST

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés [6 décembre 2005] (p. 7927)

Enseignement supérieur. Universités. Etudiants, orientation [16 mai 2006] (p. 3471)

Christophe PRIOU

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome III : Ecologie et développement durable (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires [26 octobre 2005] (p. 5883)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 6575)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6576)

Environnement : crédits (p. 6575)

Environnement : Natura 2000 (p. 6576)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6576)

Jean PRORIOU

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Energie éolienne [2 novembre 2005] (p. 6126)

Aménagement du territoire. Primes d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [14 juin 2006] (p. 4206)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1584, posée le 2 mai 2006. Handicapés. Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT) (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Rémunérations (p. 2760)

DÉBATS

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 11 (encadrement des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son adt n° 581 : adopté (p. 472)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1166)

Thèmes :

Justice : Conseil d'Etat (p. 1167)

Union européenne : Cour de justice (p. 1167)

Union européenne : directives : voirie (p. 1167)

Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1166 et s.)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Son intervention (p. 1173)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5127 et s.)

Son adt n° 137619 : adopté (p. 5129)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Intervient sur l'adt n° 137537 rectifié de M. Mansour Kamardine (régime de protection sociale des industries électriques et gazières à Mayotte) (p. 5707)

Intervient sur l'adt n° 137538 de M. Mansour Kamardine (définition des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de l'électricité à Mayotte) (p. 5707)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de communication de la commission relatif aux lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013 [29 novembre 2005] (n° 2710)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la situation de l'immigration à Mayotte [8 mars 2006] (n° 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Président, déclaration sur Israël [2 novembre 2005] (p. 6125)

Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée de l'Europe. Célébration [9 mai 2006] (p. 3170)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1359, posée le 20 décembre 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 11649). Appelée le 20 décembre 2005. Restructuration, Royan (p. 8491)

n° 1660, posée le 6 juin 2006. Mer et littoral. Aménagement du littoral (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Conseil national du littoral, mise en place (p. 3954)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6558)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6582)

Thème :

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 6582)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : crimes et délits contre les biens : blanchiment des capitaux (p. 6970)

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 6969)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6969)

Outre-mer : crédits (p. 6969)

Système pénitentiaire (p. 6969)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2824)

Thèmes :

Etat civil : officiers de l'état-civil : Mayotte (p. 2824)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2824)

Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2824)

Outre-mer : Mayotte (p. 2824)

Papiers d'identité : données biométriques (p. 2824)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2825)

Travail : travail clandestin : amendes (p. 2824)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Avant l'article 1er

Son adt n° 975 (introduction dans le code de l'environnement de la définition de bassin versant) : rejeté (p. 3396)

Après l'article 1er

Son adt n° 976 rectifié (participation des organismes socioprofessionnels de la mer et des eaux douces à la gestion des milieux aquatiques) : rejeté (p. 3406)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 979 (p. 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adt n° 984 (p. 3421)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 986 (p. 3510)

Après l'article 7

Son adt n° 987 (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) : rejeté (p. 3515)

Après l'article 8

Son adt n° 980 (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) : rejeté (p. 3521)

Jean-Jack QUEYRANNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Paul QUILÈS
Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre de la commission de vérification des fonds spéciaux (art 154 de la loi de finances pour 2002 [J.O. du 17 février 2006] (p. 2481)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement (n° 241 rectifié) [10 mai 2006]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome V : Défense (environnement et prospective de la politique de défense) (n° 2571) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle de M. Paul Quilès, M. Jean-Marc Ayraut et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement (n° 241 rectifié) [10 mai 2006] (n° 3075)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [18 janvier 2006] (p. 111)

Etat. Fonctionnement. Affaire Clearstream [9 mai 2006] (p. 3168)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

A été mis en cause personnellement par M. Folliot lors des questions au Gouvernement alors qu'il ne pouvait répondre aux chiffres faux et aux commentaires fielleux. M. Folliot ferait mieux de promouvoir par ses actes le parc de Cap découverte qui améliore la situation de l'emploi [12 octobre 2005] (p. 5161)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 6336)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 6337)

Défense : avions (p. 6338)

Défense : crédits (p. 6338)

Défense : dissuasion nucléaire : crédits budgétaires (p. 6338)

Défense : opérations extérieures (p. 6337)

Espace : satellites (p. 6339)

Ordre public : terrorisme (p. 6336)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6337)

Pays étrangers : Iran : armes nucléaires (p. 6337)

Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6337)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3627)

Son intervention en qualité de président de séance : (p. 3640)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 3627)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 3627)

Lois : application (p. 3627 et s.)

Lois : application : statistiques (p. 3628)

Lois : évaluation : Parlement (p. 3628)

Ordonnances (p. 3627)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 3628)

Discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3644)

Son adt n° 5 (p. 3644)

Son intervention (p. 3645)

Titre

Son adt n° 6 (nouveau titre : proposition de loi constitutionnelle tendant à élargir les pouvoirs du Parlement) : adopté (p. 3645)

R

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Biocarburants [4 octobre 2005] (p. 4699)

Emploi. Contrats nouvelle embauche. Conséquences, chômage [4 avril 2006] (p. 2427)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1436, posée le 7 février 2006. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 1107). Appelée le 7 février 2006. Service médical d'urgence (SMUR), Luxeuil-les-Bains (p. 769)

n° 1512, posée le 21 mars 2006. Voirie. RN 19 et RN 57 (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Aménagement, financement (p. 2079)

n° 1606, posée le 9 mai 2006. Etat. Non appelée (J.O. Questions p. 4788)

n° 1686, posée le 20 juin 2006. Impôts locaux. Taxe professionnelle (J.O. Questions p. 6305). Appelée le 20 juin 2006. Crédit d'impôt, zones d'emploi éligibles, Haute-Saône (p. 4325)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4777)

Son intervention (p. 4802)

Thèmes :

Agriculture : agrobiologie (p. 4803)

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4777, 4803)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4802)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 884 de M. Yves Cochet (missions de l'agriculture française : autosuffisance, agriculture durable et biologique et revenus satisfaisants) (p. 4878)

Intervient sur l'adt n° 886 de M. Yves Cochet (réduction des profits des transformateurs et de la grande distribution) (p. 4880)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4883)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 489 rectifié de M. Jean Gaubert (définition des exploitants agricoles : exercice d'une activité agricole en vue de la valorisation et de la mise en marché de la production) (p. 4899)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4910 et s.)

Ses adts n°s 854, 855, 848, 856 et 857 (p. 4912, 4914, 4915, 4918, 4921)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 291 de la commission (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4940)

Intervient sur l'adt n° 149 de M. Jean-Marc Roubaud (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4940)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Philippe Feneuil (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4941)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 743 rectifié de M. Marc Le Fur (dérogation à l'interdiction de construction à moins de 100 mètres d'une installation classée) (p. 4950)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son adt n° 647 (p. 4959)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 485 rectifié précédemment réservé de M. Francis Saint-Léger (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4960)

Intervient sur l'adt n° 967 précédemment réservé de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (possibilité de mise à disposition des SAFER d'une section communale) (p. 4960)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4970 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4995)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Son intervention (p. 5010)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 1093 rectifié de M. Daniel Garrigue (prise en compte par le régime agricole des cotisations des conjointes au régime général) (p. 5014)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Son intervention (p. 5023)

Après l'article 9

Son adt n° 858 (dotation pour le paiement des cotisations sociales des non salariés agricoles) : rejeté (p. 5024)

Intervient sur l'adt n° 264 de la commission des finances (déduction de charges au bénéfice des entreprises de travaux forestiers recourant au travail occasionnel) (p. 5025)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 73 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5030)

Intervient sur l'adt n° 953 de M. Jean-Pierre Decool (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5030)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Ses interventions (p. 5097 et s.)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son intervention (p. 5117)
Son adt n° 859 (p. 5124)

Après l'article 14

Son adt n° 847 (responsabilité des commerçants ou des industriels ayant rompu une relation avec un producteur agricole sans préavis) : rejeté (p. 5129)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 1047 de M. Jean Auclair (suppression de la possibilité pour les coopératives de réaliser des opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Intervient sur l'adt n° 1048 de M. Jean Auclair (assujettissement des sociétés coopératives agricoles aux mêmes conditions fiscales et sociales que les commerçants en cas d'opérations avec des tiers non associés) (p. 5140)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son ss-adt n° 998 à l'adt n° 31 rectifié du Gouvernement (p. 5145)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Ses interventions (p. 5288 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 350 de la commission (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Martial Saddier (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5297)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 741 rectifié de M. André Chassaing (promotion par les collectivités publiques des produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5306)

Article 25 (bail environnemental)

Son adt n° 644 (p. 5311)

Après l'article 25

Son adt n° 421 rectifié (procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles) : adopté (p. 5314)

Son adt n° 408 (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) : retiré (p. 5315)

Après l'article 27

Son adt n° 860 (création d'une commission départementale d'orientation de l'agriculture) : rejeté (p. 5318)

Article 29 (modification du périmètre des offices et création de l'Agence unique de paiement)

Son intervention (p. 5324)

Titre

Son intervention (p. 5344)

Explications de vote et vote [18 octobre 2005] (p. 5378)

Ses explications de vote (p. 5381)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5381)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8654)

Son intervention (p. 8660)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 8660)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 8660)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6815)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6816)

Agriculture : crédits (p. 6815)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6817)

Agriculture : montagne (p. 6817)

Agriculture : offices d'intervention (p. 6816)

Agriculture : pollution (p. 6816)

Bois et forêts : filière bois (p. 6816)

Elevage : bâtiments (p. 6816)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6815)

Enseignement agricole : crédits (p. 6815)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6815)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6815)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6815)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6816)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8677)

Son intervention (p. 8681)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8682)

Sécurité routière (p. 8681)

Transports : politique des transports : sécurité (p. 8681)

Transports aériens : sécurité (p. 8681)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8682)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8681)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Son adt n° 663 (p. 216)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son adt n° 665 rectifié (p. 321)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 669 (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndicat des HLM) : retiré (p. 389)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques et aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation)

Son adt n° 199 (p. 3867)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Son adt n° 200 (p. 3868)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3562)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3575)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 3584)

Après l'article 23

Son ad t n° 1097 rectifié (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) : rejeté (p. 3588)

Intervient sur l'ad t n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Son ad t n° 597 (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594) : retiré (p. 3595)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son ad t n° 1059 (p. 3731)

Marcelle RAMONET

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politiques communautaires.

Fonds structurels [29 mars 2006] (p. 2316)

Emploi. Rémunérations. SMIC et prime pour l'emploi, revalorisation [27 juin 2006] (p. 4555)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4841)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4841)

Santé : sécurité sanitaire (p. 4840)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Son intervention (p. 6303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 6304)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6303)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 6305)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6304)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 6304)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6304)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 6304)

Recherche (p. 6304)

Télécommunications (p. 6304)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6494)

Son intervention (p. 6494)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 6495)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6495)

Environnement : Natura 2000 (p. 6495)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 6495)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005*

Thèmes :

Eau : assainissement (p. 6579)

Environnement : crédits (p. 6578)

Environnement : Natura 2000 (p. 6578)

Sécurité publique : inondations (p. 6578)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 6578)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 20 (mise en œuvre de dispositions de diverses conventions maritimes relatives à l'inspection du travail maritime)

Son ad t n° 147 : adopté (p. 8388)

Article 23 (repos hebdomadaire des gens de mer)

Son ad t n° 148 : adopté (p. 8389)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3374)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 3375)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3374)

Eau : police de l'eau (p. 3375)

Eau : qualité (p. 3374)

Environnement : développement durable (p. 3375)

Éric RAOULT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (n° 2560) [19 octobre 2005]

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (n° 2560) [8 février 2006] (n° 2848)

Proposition de loi n° 2993 visant à interdire la banalisation du blasphème religieux par voie de caricature [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 2997 visant à encadrer la dispersion et les débordements lors des manifestations et attroupements [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3054 visant à réprimer la négation du génocide arménien [26 avril 2006]

Proposition de résolution n° 3059 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des émeutes urbaines de novembre 2005 [2 mai 2006]

Proposition de loi n° 3327 visant à instaurer le port obligatoire d'une tenue commune à l'école [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean Gaubert : donne lecture de l'article 8 de l'instruction générale du bureau [6 octobre 2005] (p. 4893)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rappelle la prolongation des débats sur le texte examiné en début de séance [15 décembre 2005] (p. 8421)

M. Alain Vidalies : en appelle à la poursuite des débats [2 février 2006] (p. 697)

M. Noël Mamère : répond qu'il n'y a pas de "président temporaire" à l'Assemblée et qu'il exerce la fonction de président de séance en qualité de vice-président [4 mai 2006] (p. 3004)

M. Bernard Roman : fait remarquer qu'il a donné la parole à tous les orateurs inscrits sur les articles et que M. Roman a renoncé à son temps de parole. Pour la discussion des amendements, il ne fait qu'appliquer le règlement [4 mai 2006] (p. 3009)

M. Patrick Bloche : refuse de lever la séance, de tels décalages étant habituels en fin de session [30 juin 2006] (p. 4675)

M. Frédéric Dutoit : répond que l'Assemblée, consultée à ce sujet, a décidé de poursuivre le débat [30 juin 2006] (p. 4679)

M. François Brottes : répond qu'il ne s'agit pas d'une exception accordée à un groupe mais "à un collègue en raison de l'éloignement de son lieu d'élection" et qu'il aurait agité de la même manière pour un adt présenté par un parlementaire socialiste élu des DOM-TOM [28 septembre 2006] (p. 5707)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Répond au rappel au règlement de M. Jean Gaubert (cf supra) (p. 4893)

Après l'article 2

Ses interventions (p. 4941 et s.)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) [15 décembre 2005] (p. 8421)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 697)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 3004)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Roman (cf supra) (p. 3009)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3693)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Sa intervention du président de séance (p. 4678)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Dutoit (cf supra) [30 juin 2006] (p. 4679)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Bloche (cf supra) [30 juin 2006] (p. 4675)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Après l'article 17 [séance du 28 septembre 2006]

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 5707)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Seine-Saint-Denis [2 novembre 2005] (p. 6120)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1462, posée le 28 février 2006. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 1953). Appelée le 28 février 2006. Fonctionnement, Clichy-sous-Bois et Montfermeil (p. 1221)

n° 1515, posée le 21 mars 2006. Transports urbains. Politique des transports urbains (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Desserte, Montfermeil et Clichy-sous-Bois (p. 2075)

n° 1661, posée le 6 juin 2006. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Contrat de cohésion sociale, création, Seine-Saint-Denis (p. 3963)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que jamais les crédits destinés à la ville n'ont été aussi importants et que c'est le Gouvernement d'Alain Juppé qui a défini une politique de la ville spécifique pour réhabiliter l'habitat insalubre [21 novembre 2005] (p. 7263)

DÉBATS

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Son intervention (p. 6773)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6775)
 Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6774)
 Ordre public : maintien de l'ordre : fonctionnaires et agents publics (p. 6774)
 Ordre public : violences urbaines (p. 6774)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)
 Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7263)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)
 Son intervention (p. 160)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 160)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 161)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)
 Son intervention (p. 619)

Proposition de loi n° 2846 relative au fonctionnement du syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2480)
 Son intervention (p. 2482)

Thèmes :

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 2483)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : budget (p. 2483)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) : règles de majorité (p. 2483)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2483)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)
 Son intervention (p. 2871)

Thèmes :

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2872)
 Etrangers : intégration (p. 2872)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2871)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2872)

Jean-François RÉGÈRE

Gironde (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)
 Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)
 Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Agressions sexuelles. Récidive, lutte et prévention [16 mai 2006] (p. 3468)

Frédéric REISS

Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école [21 mars 2006] (n° 2975)

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [18 octobre 2005] (p. 5374)

Enseignement secondaire. Brevet des collèges. Note de vie scolaire [18 janvier 2006] (p. 110)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1435, posée le 7 février 2006. Patrimoine culturel. Archéologie (J.O. Questions p. 1107). Appelée le 7 février 2006. Archéologie préventive, réforme, conséquences (p. 773)

n° 1559, posée le 4 avril 2006. Urbanisme. Permis de construire (J.O. Questions p. 3486). Appelée le 4 avril 2006. Décisions des architectes des Bâtiments de France, motivation (p. 2418)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005
 Ses interventions (p. 6738)

Thèmes :

Enseignement : égalité des chances (p. 6739)
 Enseignement : pédagogie (p. 6738)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7868)
 Son intervention (p. 7871)

Thèmes :

Emploi : emplois de proximité ou de service : tourisme et loisirs (p. 7871)
 Jeux et paris : casinos : délégations de service public (p. 7872)

Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 7872)
Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 7872)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7877)
Son intervention (p. 7880)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 7881)
Assurances : assurance vie : rachat (p. 7880)
Assurances : assurance vie : renonciation (p. 7880)
Assurances : intermédiation : contrôle (p. 7880)
Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 7880)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8189)

Thèmes :

Travail : égalité professionnelle (p. 8189)
Travail : négociations (p. 8189)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)
Son intervention (p. 4631)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3323 visant à supprimer toute limite kilométrique dans le calcul des frais professionnels réels [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche [1^{er} mars 2006] (p. 1317)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1485, posée le 7 mars 2006. Santé. Vaccinations (J.O. Questions p. 2257). Appelée le 7 mars 2006. Hépatite B, obligation, sapeurs-pompiers volontaires, pertinence (p. 1549)
n° 1585, posée le 2 mai 2006. Agriculture. Contrats d'agriculture durable (J.O. Questions p. 4559). Appelée le 2 mai 2006. Financement (p. 2746)

Jacques REMILLER

Isère (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation (n° 2555) [5 octobre 2005]

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'Etat de l'Amapá (n° 3080) [17 mai 2006]

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (n° 3195) [20 septembre 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2592 visant à former les Français aux gestes de premiers secours dès l'école primaire [13 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation (n° 2555) [19 octobre 2005] (n° 2601)

Proposition de loi n° 2817 visant à créer un Service national citoyen [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2962 modifiant le mode de scrutin pour l'élection du conseil municipal des communes de 1 500 à 3 500 habitants [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau, groupe de travail, rapport, conclusions [14 juin 2006] (p. 4204)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1337, posée le 6 décembre 2005. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 11123). Appelée le 6 décembre 2005. Emploi et activité, Isère (p. 7912)

n° 1586, posée le 2 mai 2006. Animaux. Dégâts des animaux (J.O. Questions p. 4560). Appelée le 2 mai 2006. Loups, Alpes (p. 2757)

n° 1711, posée le 27 juin 2006. Transports aériens. Aéroport de Lyon Saint-Exupéry (J.O. Questions p. 6667). Appelée le 27 juin 2006. Extension, conséquences, riverains (p. 4538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Elevage : équidés (p. 6873)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 6559)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Son intervention (p. 6675)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois (p. 6675)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6675)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6675)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7617)

Thèmes :

Enseignement : programmes (p. 7617)

Etat : devoir de mémoire (p. 7617)

Pays étrangers : Algérie (p. 7617)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 26 (coordinations et application outre-mer)

Son intervention (p. 1154)

Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2451)

Ses interventions (p. 2451, 2453)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes (p. 2453)

Défense : armée (p. 2453)

Pays étrangers : Turquie (p. 2453)

Politique économique : mondialisation (p. 2451)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 2451, 2453)

Propriété intellectuelle : marques de fabrique (p. 2451, 2452)

Simon RENUCCI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5869)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 5870)

Établissements de santé : hôpitaux (p. 5870)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5870)

Professions de santé : médecins (p. 5870, 5871)

Santé : accès aux soins (p. 5870)

Sécurité sociale : solidarité (p. 5870)

Sécurité sociale : déficit (p. 5869)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2663)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4179)

Thèmes :

Donations et successions : successions : gestion (p. 4179)

Régions : Corse : indivisions (p. 4179)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)

Son adt n° 19 (p. 4190)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [J.O. du 17 décembre 2005] (p. 19470)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985 (n° 2802) [29 mars 2006]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985 (n° 2802) [7 juin 2006] (n° 3130)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1333, posée le 6 décembre 2005. Transports aériens. Aéroport de Strasbourg (J.O. Questions p. 11122). Appelée le 6 décembre 2005. Taxes, montant (p. 7897)

n° 1536, posée le 28 mars 2006. Professions immobilières. Exercice de la profession (J.O. Questions p. 3192). Appelée le 28 mars 2006. Carte professionnelle, délivrance, réglementation (p. 2239)

n° 1587, posée le 2 mai 2006. Patrimoine culturel. Cathédrale de Strasbourg (J.O. Questions p. 4560). Appelée le 2 mai 2006. Restauration, financement (p. 2749)

n° 1662, posée le 6 juin 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs, Bas-Rhin (p. 3971)

n° 1712, posée le 27 juin 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : services extérieurs (J.O. Questions p. 6667). Appelée le 27 juin 2006. Services départementaux de l'architecture et du patrimoine, fonctionnement (p. 4546)

DÉBATS

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7464)

Thèmes :

- Pays étrangers : Iran : partis et mouvements politiques (p. 7464)
- Politique extérieure : coopération : lutte contre le terrorisme (p. 7464)
- Relations internationales : lutte contre le terrorisme (p. 7464)
- Union européenne : coopération policière et pénale (p. 7464)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 10 de M. André Schneider (biens mis à la disposition de sous-traitants – taxe professionnelle : imposition du donneur d'ordre s'il est assujéti à la taxe professionnelle) (p. 8133)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 9 de M. André Schneider (droit sur les bières : allègement pour les petites brasseries indépendantes) (p. 8163)

Dominique RICHARD

Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)
- Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)
- Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔTS

- Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les missions du service public de l'audiovisuel et l'offre de programmes [1er mars 2006] [1^{er} mars 2006] (n° 2917)
- Proposition de loi organique n° 3084 relative à l'évolution du montant de la redevance audiovisuelle [16 mai 2006]
- Proposition de loi n° 3102 tendant à adapter France Télévision au nouveau paysage audiovisuel [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [7 mars 2006] (p. 1563)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1306, posée le 18 octobre 2005. Famille. Divorce (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Médiation familiale, exercice de la profession (p. 5360)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne l'attitude d'obstruction caractérisée de l'opposition [22 décembre 2005] (p. 8691)

Explique que la licence globale ne permet pas de rémunérer la création. Après l'euphorie du premier temps, l'internaute verra la diversité de l'offre se réduire comme peau de chagrin. Il souhaite le retour, dès janvier au projet de loi initial qui permet la viabilité économique de l'offre légale, seule à même d'offrir leurs chances aux jeunes artistes tout en dépenalisant l'usage de bonne foi [22 décembre 2005] (p. 8721)

Souligne que le ministre a permis à la négociation de se dérouler grâce à la mise en place du fonds de transition. En abordant le sujet des intermittents, le parti socialiste se livre à une manœuvre de diversion [8 mars 2006] (p. 1664)

Affirme que le ministre n'a pas tardé à s'exprimer devant les députés. Le parti socialiste, divisé sur la question, fait diversion parce que le nouveau texte comporte des avancées considérables qui servent et les internautes et les auteurs [9 mars 2006] (p. 1686)

Cite une dépêche AFP du 16 janvier rapportant des propos de M. François Hollande défavorables à la licence globale [9 mars 2006] (p. 1694)

Lit le communiqué de professionnels qui réaffirment l'urgence d'aboutir à la transposition de la directive européenne et dénoncent l'attitude d'obstruction systématique du parti socialiste [9 mars 2006] (p. 1710)

Se fait l'écho des organisations professionnelles du monde de l'image qui demandent officiellement à la représentation nationale de poursuivre l'examen au fond du texte [9 mars 2006] (p. 1715)

Rappelle que plus de vingt séances ont déjà été consacrées à ce débat. Il n'est donc pas sérieux de prétendre que les conditions d'un débat approfondi n'ont pas été réunies [16 mars 2006] (p. 1975)

Affirme qu'un député socialiste met à la disposition de deux lobbies, l'association Que choisir et l'ADAMI un bureau de l'Assemblée nationale [16 mars 2006] (p. 1976)

Refuse qu'on stigmatise une grande entreprise culturelle qui offre des milliers d'emplois. Il dénonce la mise à disposition permanente de certains d'un bureau de l'Assemblée nationale pendant que les députés siègent [16 mars 2006] (p. 1981)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE, CINÉMA, AUDIOVISUEL ET EXPRESSION RADIOPHONIQUE LOCALE****Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7056)**

Ses interventions (p. 7059)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Arts et spectacles : musique (p. 7059)
- Arts et spectacles : spectacles (p. 7059)
- Culture : création (p. 7059)
- Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7059)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7062)

Après l'article 94

Son ss-adt n° 663 (date d'effet) à l'adt n° 498 rectifié de la commission (taxe sur les services de télévision : extension de l'assiette : parrainages d'émissions) (p. 7062) : adopté (p. 7063)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Son intervention (p. 6422)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6423)
- Audiovisuel et communication : France télévision (p. 6422)
- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6423)
- Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 6422)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6422)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8558)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8568)
 Son intervention (p. 8589)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8617)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles : droits voisins (p. 8591)
 Culture : diversité culturelle (p. 8590)
 Culture : politique culturelle : création (p. 8590)
 Informatique : interopérabilité (p. 8568)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : audiovisuel (p. 8590)
 Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8590)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8568, 8590)
 Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8591)
 Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8590)
 Télécommunications : téléchargement légal (p. 8590)
 Union européenne : directives (p. 8568)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) ; retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8632 et s.)
 Son adt n° 159 (p. 8636)

Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8691)

Après l'article 4

Son adt n° 171 (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8694) ; adopté (p. 8698)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8716 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8721)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1590)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1613)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1664)
 Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1686, 1694, 1710, 1715)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1821)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son intervention (p. 1853)
 Son adt n° 6, deuxième rectification : adopté (p. 1858)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1853, 1890)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1917)

Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 mars 2006] (p. 1975, 1976, 1981)

Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)

Son intervention (p. 1986)

Article 16 (droit de l'auteur agent public)

Son intervention (p. 2034)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 367 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 2036)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2104)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2105)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Martine Billard (p. 4679)

Son intervention (p. 4685)

Thèmes :

Arts et spectacles : musique : crédit d'impôt (p. 4685)
 Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4685)
 Handicapés (p. 4687)
 Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4687)
 Informatique : logiciels libres (p. 4687)
 Propriété intellectuelle : copie privée (p. 4687)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 4687)
 Propriété intellectuelle : droits d'auteur : rémunération (p. 4685)
 Propriété intellectuelle : licence légale : Parti socialiste (p. 4685)
 Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4686)
 Télécommunications : téléchargement légal (p. 4687)
 Union européenne : directives (p. 4679)
 Ses explications de vote (p. 4693)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4693)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son adt n° 347 (p. 2918)

Juliana RIMANE

Guyane (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome VII : Recherche et enseignement supérieur (formations supérieures et recherche universitaire ; vie étudiante) (n° 2569) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : Guyane. Santé, dengue, lutte et prévention [13 avril 2006] (p. 2688)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 33 (encouragement de l'activité agricole en Guyane)

Son adt n° 249 deuxième rectification : adopté (p. 5332)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6991)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Collectivités territoriales : ressources : Guyane (p. 6992)
- Enseignement : constructions scolaires : Guyane (p. 6991)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 6992)
- Logement : logement social : outre-mer (p. 6991)
- Outre-mer : crédits (p. 6991)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)**

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : équipements (p. 6506)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 2005] (p. 7115) :**

- Réunion de la commission des finances du 16 novembre 2005

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7118)

Thèmes :

- Enseignement supérieur : étudiants (p. 7119)
- Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 7119)
- Enseignement supérieur : universités (p. 7118, 7119)
- Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) (p. 7119)
- Formation professionnelle : stages (p. 7119, 7120)
- Outre-mer : Antilles : enseignement supérieur (p. 7119)
- Outre-mer : Guyane : enseignement supérieur (p. 7119)

VILLE ET LOGEMENT**Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)**

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : habitat insalubre (p. 7260)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7772)

Thèmes :

- Bois et forêts : forêts : Guyane (p. 7772)
- Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7772)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Ses adts n°s 214 et 213 (p. 7855, 7857)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2837)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : compensations financières (p. 2837)
- Etrangers : immigration clandestine : délinquance et criminalité (p. 2837)
- Etrangers : immigration clandestine : Guyane (p. 2837)
- Outre-mer : Guyane : cohésion sociale (p. 2838)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 72

Son adt n° 228 rectifié (restriction au droit d'asile à Mayotte et en Guyane) (p. 3191) : retiré (p. 3192)

Intervient sur l'adt n° 468 de Mme Gabrielle Louis-Carabin (en Guadeloupe et en Guyane, majoration de la DGF pour compenser la charge financière résultant des prises en charge scolaire et sanitaire des étrangers en situation irrégulière) (p. 3193)

Après l'article 79

Son adt n° 229 (lutte contre les constructions illégales sur le domaine des collectivités publiques à Mayotte et en Guyane) : rejeté (p. 3221)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3377)

Thèmes :

- Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : Guyane (p. 3378)
- Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3778)
- Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3378)
- Eau : pollution : Guyane (p. 3377)
- Eau : redevances des agences de l'eau : Guyane (p. 3378)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)

Son ss-adt n° 1026 à l'adt n° 258 rectifié de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3707)

Son ss-adt n° 1027 à l'adt n° 258 rectifié de la commission : adopté (p. 3707)

Jérôme RIVIÈRE

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540)

tome VIII : Défense (équipement des forces) (n° 2572)
[12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle à ses collègues que l'Assemblée n'est pas un tribunal et qu'il n'a jamais parlé de haine de l'autre ou de refus de l'étranger, mais exposé les problèmes qui se posent en France [3 mai 2006] (p. 2875)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 863 rectifié de M. Francis Delattre (interdiction, à compter du 1er janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5085)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5090)

Son adt n° 246 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : adopté après rectification (p. 5091)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6345)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6345)

Défense : crédits (p. 6345)

Défense : frégates (p. 6346)

Défense : porte-avions (p. 6345)

Gendarmerie (p. 6345)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)

Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B

Son adt n° 64 (p. 6385) : retiré (p. 6386)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son adt n° 56 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8065)

Son intervention (p. 8072)

Article 39 (précisions relatives à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 8148)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour

copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1613)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 23 (p. 812)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Après l'article 5

Son adt n° 10 (campagnes électorales : affichage et affichage commercial - publicité par voie de presse) (p. 2136) : retiré (p. 2137)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2872)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2875)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2873)

Etrangers : accès aux soins (p. 2874)

Etrangers : immigration : islam (p. 2873)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2873)

Etrangers : regroupement familial (p. 2873)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2918)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2955)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2964)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2980)

Intervient sur le sous-adt n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'adt n° 53 de la commission (p. 2984)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Ses adts n° 4 et 5 (p. 2992)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Lionnel Luca (aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail) (p. 3020)

Son intervention (p. 3040)

Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)

Son intervention (p. 3049)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 226 rectifié de M. Richard Mallié (aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur) (p. 3057)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3057, 3082, 3104)

Son adt n° 19 : adopté (p. 3088)
Ses adts n°s 7, 472 et 8 (p. 3102 et s., 3108)

Après l'article 76

Intervient sur l'adt n° 243, troisième rectification de M. Mansour Kamardine (établissement d'une possession d'état de Français à Mayotte) (p. 3208)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)

Son intervention (p. 3225)
Son adt n° 11 (p. 3230)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)

Son intervention (p. 3247)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Alain Cortade (avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 3259)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)

Son intervention (p. 3263)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)

Ses adts n°s n° 12 et 13 (p. 3292 et s.)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)

Son adt n° 20 : adopté (p. 3296)
Son adt n° 14 (p. 3297)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)

Son adt n° 15 : adopté (p. 3300)

Article 47 (coordination avec la création de l'OQTF)

Son adt n° 16 : adopté (p. 3303)

Après l'article 60

Son adt n° 17 (acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France subordonnée à la régularité de la situation des parents) (p. 3310) : retiré (p. 3311)

Après l'article 62

Son adt n° 18 (exclusion de la nationalité française en cas de condamnation pour une infraction grave applicable aux mineurs nés en France de parents étrangers) : retiré (p. 3313)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces (n° 3276) [20 septembre 2006]

Gilles de ROBIEN

Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yvan Lachaud. Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [11 octobre 2005] (p. 5072)

M. Jacques Godfrain. Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [12 octobre 2005] (p. 5156)

M. Frédéric Reiss. Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [18 octobre 2005] (p. 5374)

M. Guy Geoffroy. Handicapés. Intégration en milieu scolaire [26 octobre 2005] (p. 5880)

Mme Béatrice Pavy. Enseignement maternel et primaire. Classes de découverte. Développement [26 octobre 2005] (p. 5885)

M. Jean-Marc Lefranc. Enseignement. Orientation scolaire et professionnelle [9 novembre 2005] (p. 6595)

Mme Irène Tharin. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [16 novembre 2005] (p. 6889)

M. Alain Gest. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [23 novembre 2005] (p. 7410)

M. André Schneider. Grandes écoles. Conditions d'accès. Jeunes défavorisés [29 novembre 2005] (p. 7635)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Apprentissage. Réforme, âge requis [30 novembre 2005] (p. 7712)

M. Patrick Roy. Enseignement secondaire. Elèves. Fonds sociaux, utilisation, réglementation [6 décembre 2005] (p. 7926)

M. Bernard Depierre. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [7 décembre 2005] (p. 7980)

M. Jean-Yves Hugon. Enseignement secondaire : personnel. Enseignants. Remplacement [14 décembre 2005] (p. 8341)

M. François Liberti. Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8508)

Mme Maryvonne Briot. Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8510)

M. Yves Durand. Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [20 décembre 2005] (p. 8510)

M. Franck Marlin. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [17 janvier 2006] (p. 45)

M. Frédéric Reiss. Enseignement secondaire. Brevet des collèges. Note de vie scolaire [18 janvier 2006] (p. 110)

M. Pierre Lasbordes. Enseignement. Politique de l'éducation. Laïcité, respect [25 janvier 2006] (p. 341)

M. Hervé Mariton. Formation professionnelle. Apprentissage. Abaissement de l'âge requis, conséquences [7 février 2006] (p. 793)

Mme Françoise Branget. Enseignement secondaire. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Collèges ambition réussite, création [8 février 2006] (p. 887)

M. Jean-Luc Reitzer. Recherche. Politique de la recherche [1^{er} mars 2006] (p. 1317)

M. Céleste Lett. Enseignement supérieur. Universités. Étudiants, manifestations [14 mars 2006] (p. 1805)

M. Jean-Claude Mignon. Enseignement supérieur. Œuvres universitaires. Représentants des étudiants, élections, organisation [22 mars 2006] (p. 2149)

Mme Josiane Boyce. Enseignement supérieur. Universités. Blocages, manifestations contre le contrat première embauche [28 mars 2006] (p. 2254)

M. Ghislain Bray. Enseignement secondaire. Elèves. Manifestations, conséquences [4 avril 2006] (p. 2430)

M. Yves Durand. Enseignement. Elèves. Manifestations, conséquences [12 avril 2006] (p. 2583)

M. Jean Bardet. Enseignement. Elèves. Manifestations, conséquences [12 avril 2006] (p. 2583)

M. Pierre-André Périssol. Enseignement. Programmes. Haut conseil de l'éducation, recommandations [13 avril 2006] (p. 2685)

M. Jean-Claude Mignon. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [2 mai 2006] (p. 2779)

- M. Marc Joulaud. Enseignement. Politique de l'éducation. Socle commun de connaissances [10 mai 2006] (p. 3240)
- M. Dominique Le Mèner. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [10 mai 2006] (p. 3243)
- M. Jean-Louis Bernard. Formation professionnelle. Apprentissage. Abaissement de l'âge requis, conséquences [30 mai 2006] (p. 3784)
- M. Yvan Lachaud. Enseignement supérieur. Etudiants. Handicapés, aides financières [6 juin 2006] (p. 3986)
- M. Jean-Pierre Le Ridant. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Organisation, égalité des chances [14 juin 2006] (p. 4202)
- Mme Geneviève Colot. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [21 juin 2006] (p. 4404)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Jean-Marie Binetruy. Enseignement technique et professionnel. Baccalauréat professionnel. Constructeur aménagement bois [7 février 2006] (p. 768)
- M. Éric Woerth. Enseignement privé. Établissements sous contrat. Financement, communes, réglementation [7 février 2006] (p. 766)
- M. Thierry Mariani. Enseignement maternel et primaire. Écoles. Frédéric Mistral de Jonquières, Marcel Pagnol de Piolenc [7 février 2006] (p. 766)
- M. Jean-Christophe Lagarde. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP), Seine-Saint-Denis [7 mars 2006] (p. 1533)
- M. Daniel Paul. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP), Le Havre [7 mars 2006] (p. 1537)
- M. Christian Paul. Enseignement secondaire. Carte scolaire [7 mars 2006] (p. 1536)
- M. Maxime Bono. Enseignement. Zone d'enseignement prioritaire (ZEP), La Rochelle [7 mars 2006] (p. 1535)
- M. Louis Cosyns. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP). Section hôtellerie, Saint-Amand-Montrond, maintien [7 mars 2006] (p. 1531)
- M. Jean-Pierre Le Ridant. Enseignement supérieur. Universités. Etudiants handicapés, auxiliaires de vie, mise en œuvre [7 mars 2006] (p. 1532)
- M. Jean-Pierre Decool. Enseignement. Programmes. Langues régionales, flamand [7 mars 2006] (p. 1532)
- M. Pierre Cohen. Enseignement : personnel. Contractuels et vacataires. Intégration [21 mars 2006] (p. 2062)
- M. Yvan Lachaud. Enseignement supérieur. Recherche. Pôle de recherche et d'enseignement supérieur régional, mise en place, Nîmes [21 mars 2006] (p. 2061)
- M. Jean-Marc Roubaud. Enseignement. Manuels et fournitures. Manuels scolaires, choix [21 mars 2006] (p. 2063)
- M. Henri Nayrou. Enseignement. Carte scolaire. Ariège [4 avril 2006] (p. 2414)
- M. Patrick Delnatte. Enseignement supérieur. Etudiants. Mobilité, politiques communautaires [4 avril 2006] (p. 2413)
- M. Bernard Schreiner. Audiovisuel et communication. France 3. Programmes régionaux, maintien [4 avril 2006] (p. 2416)
- M. Kléber Mesquida. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP). Services d'aide à la personne, formations [9 mai 2006] (p. 3143)
- M. Jean Glavany. Enseignement privé. Établissements sous contrat. Financement, charges scolaires, répartition intercommunale, réglementation [9 mai 2006] (p. 3144)
- M. Maxime Bono. Transports ferroviaires. Ligne Poitiers Niort La Rochelle. Modernisation, financement [9 mai 2006] (p. 3148)
- M. René Rouquet. Enseignement. Établissements. Périodes de vacances, activités extrascolaires, financement [9 mai 2006] (p. 3142)
- M. Christian Decocq. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (LP). Filière Physique-Chimie-Science de l'Ingénierie (PCSI), maintien, lycée Baggio, Lille [9 mai 2006] (p. 3142)

- Mme Bérengère Poletti. Sécurité routière. Permis de conduire. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs [9 mai 2006] (p. 3146)
- M. Jean Dionis du Séjour. Voirie. Déviations. Lafox-Beauregard, aménagement [9 mai 2006] (p. 3147)
- M. Yannick Favennec. Retraites : généralités. Calcul des pensions. Enseignants, enseignement privé [30 mai 2006] (p. 3752)
- M. Gilles Artigues. Enseignement secondaire : personnel. Enseignants. Grèves, sanctions, conséquences [30 mai 2006] (p. 3753)
- Mme Marie-George Buffet. Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires. Développement [27 juin 2006] (p. 4536)
- Mme Pascale Gruny. Sécurité routière. Permis de conduire. Permis blanc [27 juin 2006] (p. 4539)
- M. Thierry Lazaro. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Enseignants, enseignement privé, enseignement public, disparités [27 juin 2006] (p. 4535)
- M. Jacques Remiller. Transports aériens. Aéroport de Lyon Saint-Exupéry. Extension, conséquences, riverains [27 juin 2006] (p. 4538)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

- M. Jean-Christophe Lagarde : explique que le cheminement du système d'alerte a bien fonctionné dès le diagnostic établi, au niveau de l'hôpital, puis de la DDASS, puis de la médecine scolaire [28 février 2006] (p. 1261)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [14 novembre 2005] (p. 6693)

Ses interventions (p. 6693, 6697)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement : égalité des chances (p. 6697)
- Enseignement : crédits (p. 6693)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 6694)
- Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 6699)
- Enseignement : pédagogie (p. 6693, 6694, 6698, 6699)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6698)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6693, 6699)
- Enseignement : personnel : enseignants (p. 6693)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 6694)
- Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6694, 6699)
- Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 6693, 6698)
- Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 6694)
- Enseignement privé : enseignants : retraités (p. 6698)
- Enseignement secondaire : élèves (p. 6693)
- Enseignement secondaire : programmes (p. 6693)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6698)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6701 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :

- Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Ses interventions (p. 6723, 6740, 6744)

Thèmes :

- Associations : éducation populaire (p. 6736, 6741)
- Enseignement : égalité des chances (p. 6724, 6735)
- Enseignement : laïcité (p. 6741)
- Enseignement : crédits (p. 6724, 6734, 6740)
- Enseignement : élèves : formation professionnelle (p. 6740)
- Enseignement : langues étrangères (p. 6745)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 6740)
- Enseignement : parents d'élèves (p. 6745)
- Enseignement : pédagogie (p. 6735, 6736, 6741, 6744)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 6724 et s., 6734 et s.)
- Enseignement : programmes (p. 6741)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 6741)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 6735)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6725, 6736)
 Enseignement : personnel : auxiliaires : titularisation (p. 6736)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 6725, 6734, 6736, 6745)
 Enseignement agricole : fonctionnement (p. 6736)
 Enseignement agricole : crédits (p. 6725, 6744)
 Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 6724)
 Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 6725)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 6735)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants (p. 6724)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 6740)
 Enseignement privé : crédits (p. 6725)
 Enseignement privé : enseignants : retraites (p. 6736)
 Enseignement privé : maisons familiales et rurales (p. 6736)
 Enseignement secondaire : élèves (p. 6724)
 Enseignement secondaire : internat (p. 6744)
 Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 6724)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6734, 6740, 6741)
 Lois : application (p. 6744)
 Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 6735)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et obligation scolaire) (p. 687)
 Intervient sur l'adt n° 372 de M. Yves Durand (référence à la laïcité) (p. 699)
 Intervient sur l'adt n° 391 de M. Yves Durand (diversité des élèves : adaptation de l'enseignement) (p. 703)
 Intervient sur l'adt n° 373 de M. Yves Durand (droit à l'éducation pour tous) (p. 706)
 Intervient sur l'adt n° 380 de M. Yves Durand (responsabilité de l'Etat en matière de programmes d'enseignement) (p. 708)
 Intervient sur l'adt n° 374 de M. Yves Durand (rôle des établissements d'enseignement dans la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 711)
 Intervient sur l'adt n° 375 de M. Yves Durand (programmes scolaires : audiovisuel et nouvelles technologies) (p. 713)
 Intervient sur l'adt n° 376 de M. Yves Durand (programmes scolaires : apprentissage des actes et démarches de la vie quotidienne) (p. 713)
 Intervient sur l'adt n° 381 de M. Yves Durand (établissement de la carte scolaire : rôle de l'Etat) (p. 713)
 Intervient sur l'adt n° 384 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les parents d'élèves) (p. 717)
 Intervient sur l'adt n° 385 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les collectivités locales) (p. 717)
 Intervient sur l'adt n° 386 de M. Yves Durand (liens entre les établissements scolaires et les associations) (p. 718)
 Intervient sur l'adt n° 387 de M. Yves Durand (cohérence dans l'organisation de la journée scolaire) (p. 718)
 Intervient sur l'adt n° 388 de M. Yves Durand (activités périscolaires au sein des établissements scolaires) (p. 719)
 Intervient sur l'adt n° 377 de M. Yves Durand (organisation de l'orientation scolaire sous l'autorité du recteur) (p. 719)
 Intervient sur l'adt n° 378 de M. Yves Durand (organisation de l'information sur les métiers sous l'autorité du recteur) (p. 720)
 Intervient sur l'adt n° 382 de M. Yves Durand (orientation définie comme outil de la réussite) (p. 720)
 Intervient sur l'adt n° 383 de M. Yves Durand (place de l'orientation en fin de collège) (p. 721)
 Intervient sur l'adt n° 379 de M. Yves Durand (organisation de la découverte des métiers) (p. 721)

Intervient sur l'adt n° 390 de M. Yves Durand (attribution à l'école de la mission d'assurer la réussite de chaque élève) (p. 722)
 Intervient sur l'adt n° 431 rectifié de M. Francis Vercamer (évaluation annuelle et soutien des élèves en difficulté) (p. 722)
 Intervient sur l'adt n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 723)
 Intervient sur l'adt n° 392 de M. Yves Durand (socle commun de connaissances garanti par la scolarité obligatoire) (p. 725)
 Intervient sur l'adt n° 398 de M. Yves Durand (acquis justifiés par l'obtention du brevet) (p. 726)
 Intervient sur l'adt n° 396 de M. Yves Durand (soutien individualisé aux élèves en difficulté) (p. 726)
 Intervient sur l'adt n° 397 de M. Yves Durand (principe de continuité éducative) (p. 727)
 Intervient sur l'adt n° 403 de M. Yves Durand (orientation placée à l'issue de la classe de troisième) (p. 727)
 Intervient sur l'adt n° 402 de M. Yves Durand (suppression de l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les responsabilités locales et concernant les frais supportés par les communes en matière de scolarisation d'élèves domiciliés dans une autre) (p. 728)
 Intervient sur l'adt n° 393 de M. Yves Durand (prérecrutement des enseignants : rapport au Parlement) (p. 730)
 Intervient sur l'adt n° 394 de M. Yves Durand (dispositifs de veille éducative) (p. 730)
 Intervient sur l'adt n° 395 de M. Yves Durand (évaluation du dispositif de réussite éducative : rapport au Parlement) (p. 730)
 Intervient sur l'adt n° 399 de M. Yves Durand (évaluation du système éducatif : rapport au Parlement) (p. 730)
 Intervient sur l'adt n° 401 de M. Yves Durand (enseignement à distance : mise en place d'un service public gratuit : rapport au Parlement) (p. 730)

Section 1 : formation d'apprenti junior et contrat de professionnalisation

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Christian Paul (nouvel intitulé de la section comprenant la mention : "Parcours d'initiation aux métiers") (p. 736)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 741, 749 et s.)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Ses interventions (p. 1249, 1306)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1279)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 1307)
 Recherche : carrière (p. 1250)
 Recherche : concurrence (p. 1252)
 Recherche : secteur privé (p. 1250, 1307)
 Recherche : secteur public (p. 1250, 1279)
 Recherche : Union européenne (p. 1252, 1307)
 Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 1250)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 1252, 1253, 1307)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 1251)
 Recherche : chercheurs (p. 1249 et s.)
 Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 1251)
 Recherche : Haut conseil de la science et de la technologie (HCST) (p. 1250)
 Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 1251, 1252, 1279, 1306, 1307)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 1249 et s.)

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 2 (les structures de coopération entre les acteurs de la recherche)

Ses interventions (p. 1369 et s.)

Explications de vote et de vote [7 mars 2006] (p. 1566)

Son intervention (p. 1567)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2503)

Thèmes :

Enseignement : personnel : contrats aidés (p. 2503)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2503)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2503)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2503)

Discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2507)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad. n° 1 du Gouvernement (recrutement de personnels sous contrats aidés dans les écoles) (p. 2507)

Chantal ROBIN-RODRIGO

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) (n° 2561) [19 octobre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) (n° 2561) [25 janvier 2006] (n° 2811)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche [8 mars 2006] (p. 1626)

Animaux. Ours. Repeuplement, Pyrénées, pertinence [16 mai 2006] (p. 3470)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1444, posée le 28 février 2006. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 1950). Appelée le 28 février 2006. Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, création (p. 1208)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6555)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7759)

Thèmes :

Environnement : biodiversité (p. 7760)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7759)

Etat : décentralisation (p. 7759)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7760)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses interventions (p. 7816 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Son intervention (p. 7832)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Ses interventions (p. 7838 et s.)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Son intervention (p. 7840)

Après l'article 10

Son adt n° 203 (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) : adopté (p. 7845)

Son adt n° 230 (parcs nationaux frontaliers autorisés à engager des actions communes avec les parcs naturels des pays voisins) : devenu sans objet (p. 7845)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 159)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 159)

Logement : logement social : zones rurales (p. 159)

Logement : mixité sociale (p. 160)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 159)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 159)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 160)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 7 quater (dissociation de l'usufruit locatif et de la nue propriété)

Son intervention (p. 350)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad. n° 277 rectifié du Gouvernement (Gouvernement autorisé à réformer, par ordonnances, le régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 367)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 626)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 626)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 626)

Etat : responsabilités (p. 626)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 626)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 626, 627)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1^{er} (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 250 (de suppression) (p. 744)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 262 (de suppression) (p. 758)

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 36 : Stratégie économique et pilotage des finances publiques - Accords monétaires internationaux (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 237 rectifié : adopté (p. 5128)

Après l'article 28

Son adt n° 239 deuxième rectification (saisine du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes) : adopté (p. 5322)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 16

Son adt n° 417 précédemment réservé (cessions de parts sociales représentant plus de 25 % du capital - plus-values : exonération étendue aux neveux et nièces) : rejeté (p. 5663)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FINANCES PUBLIQUES****Examen du fascicule [18 novembre 2005] (p. 7179)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 7182)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7181 et s.)

Politique économique : prévisions : statistiques (p. 7182 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 64 [18 novembre 2005]

Son adt n° 117, deuxième rectification (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt de 50 % pour un investissement réalisé à au moins 70 % en Corse et au plus à 30 % en Provence - Provence-Alpes-Côtes d'Azur ou Rhône-Alpes) (p. 7195) : retiré (p. 7196)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 132 rectifié du Gouvernement (Corse - agriculteurs : apurement de la dette sociale) (p. 8174)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 28 (modalités d'intervention des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration)

Son adt n° 1063 : adopté (p. 3663)

Après l'article 34

Son adt n° 1269 (dispositions particulières à la Corse) : adopté après rectification (p. 3679)

Article 39 (comités de bassin et offices de l'eau dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 3706)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)

Son adt n° 22 (p. 4190)

François ROCHEBLOINE

*Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières (n° 2626) [29 novembre 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (n° 2630) [29 novembre 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle (n° 2827) [29 mars 2006]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Action extérieure de l'Etat (rayonnement culturel et scientifique) (n° 2571) [12 octobre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières (n° 2626) [29 novembre 2005] (n° 2711)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (n° 2630) [29 novembre 2005] (n° 2712)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle (n° 2827) [14 juin 2006] (n° 3164)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Politiques communautaires [6 décembre 2005] (p. 7920)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, rôle de l'Union européenne [1^{er} février 2006] (p. 596)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1297, posée le 18 octobre 2005. Médecines parallèles. Ostéopathes (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. Exercice de la profession, décrets d'application, publication (p. 5364)

n° 1369, posée le 17 janvier 2006. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 372). Appelée le 17 janvier 2006. Récupération du textile, financement (p. 8)

n° 1442, posée le 28 février 2006. Santé. Maladies rares (J.O. Questions p. 1949). Appelée le 28 février 2006. Prise en charge, agénésie dentaire (p. 1217)

n° 1614, posée le 9 mai 2006. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets médicaux (J.O. Questions p. 4790). Appelée le 9 mai 2006. Elimination, réglementation (p. 4790)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Dénoncé des événements inadmissibles, telles les manifestations turques, liés au négationnisme du génocide arménien et critique une volonté manifeste de faire traîner les débats [18 mai 2006] (p. 3641)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5221)

Son intervention (p. 5227)

Thèmes :

Logement : immeubles collectifs : prévention (p. 5227)

Sécurité publique : incendies (p. 5228)

Discussion des articles [13 octobre 2005] (p. 5234)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 2 de Mme Josiane Boyce (encadrement des obligations de prise en charge par les compagnies d'assurances) (p. 5239)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5228)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7020)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7020)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7020)

Langue française : francophonie (p. 7020)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7045)

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6830)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement agricole : crédits (p. 6830)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : apiculture (p. 6863)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6875)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Son intervention (p. 6533)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 6534)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6533 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 6535)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 6534)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6534)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 6534)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son adt n° 166 (transfert de crédits inscrits sur la ligne "Liens entre la nation et son armée" au bénéfice de la revalorisation de la retraite du combattant) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6560)

Son adt n° 165 (transfert de crédits destinés à la ligne "Liens entre la nation et son armée" au bénéfice de la revalorisation de la retraite du combattant) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6562)

Après l'article 75

Intervient sur l'adit n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6566)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 6379)

MEDIAS

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6411)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : concurrence (p. 6431)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 6430)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Procédure des questions :
Santé : maladies (p. 6651)

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Procédure des questions :
Étrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 6288)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)

Son intervention (p. 6393)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : crédits (p. 6395)
Sports : handicapés (p. 6394)
Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6393)
Sports : crédits (p. 6393)
Sports : médecine du sport (p. 6393)
Sports : métiers du sport (p. 6394)
Sports : sport de haut niveau (p. 6394)
Sports : sports de loisirs (p. 6393)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7595)

Thèmes :

État : devoir de mémoire (p. 7595)
État : valeurs républicaines (p. 7596)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7595, 7596)
Ses explications de vote (p. 7622)

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement**Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2005] (p. 7987)**

Son intervention (p. 7991)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 7991)
Audiovisuel et communication : médias (p. 7991)
Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 7991)
Justice : fonctionnement (p. 7992)
Justice : erreurs judiciaires (p. 7991)

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [13 décembre 2005] (p. 8266)

Son intervention (p. 8267)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères : allemand (p. 8267)
Organisations internationales : Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) (p. 8267)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)**Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)**

Son intervention (p. 8352)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8353)
Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8352)
Logement (p. 8352)
Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8352)
Président de la République (p. 8352)

Union européenne : Commission : Conseil (p. 8352)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Titre Ier

Mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi et du développement économique

Intervient sur l'ad n° 492 de M. Hervé Morin (p. 686)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1060)

Thèmes :

Donations et successions : acceptation (p. 1061)
Donations et successions : donations-partages (p. 1061)
Donations et successions : mandat à effet posthume : mandat (p. 1061)
Donations et successions : pacte successoral (p. 1061)
Donations et successions : partages (p. 1061)
Donations et successions : successions : gestion (p. 1061)
Droit civil : code civil : réforme (p. 1060 et s.)
Entreprises : transmission (p. 1061)
Famille (p. 1060)
Handicapés (p. 1061)

Proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauches et tendant à favoriser l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1945)

Son intervention (p. 1952)

Thèmes :

Démographie (p. 1952)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'entreprendre (p. 1952)
Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1952)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1952)
Entreprises (p. 1952)
Entreprises : compétitivité (p. 1952)
Formation professionnelle (p. 1952)
Formation professionnelle : stages (p. 1952)
Impôt sur les sociétés (p. 1952)
Politique sociale : fracture sociale (p. 1952)
Retraites : généralités (p. 1952)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 mars 2006] (p. 2383)

Son intervention (p. 2386)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : conseils d'administration (p. 2387)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : emploi (p. 2387)
Environnement : politique de l'environnement (p. 2387)
État : décentralisation (p. 2386)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2387)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3641)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3651)

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3651)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse : négationnisme (p. 3651)

Proposition de loi n° 3083 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2006] (p.4269)

Son intervention (p. 4271)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : handicapés (p. 4271)

Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 4271)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4271)

Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 4271)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4271)

Alain RODET

Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2006 [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19327)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n°2540) : annexe n°20 : Outre-mer (n°2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1541, posée le 4 avril 2006. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU) (J.O. Questions p. 3483). Appelée le 4 avril 2006. Fonctionnement, financement, Limoges (p. 2410)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6965)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 6966)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6966)

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 6966)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6966)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6966, 6967)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6966)

Outre-mer : crédits (p. 6965)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : fonds structurels (p. 6966)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7011)

Crédits de la mission "Outre-mer", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7013)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Son intervention (p. 8028)

Thèmes :

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8028)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8028)

Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8028)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8028)

Jean-Marie ROLLAND

Yonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de droit (rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour l'assurance maladie) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 17 janvier 2006]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362) [17 janvier 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de affaires culturelles, familiales et sociales sur l'enseignement des disciplines scientifiques dans le primaire et le secondaire [2 mai 2006] (n° 3061)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles et sociales en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la tarification à l'activité dans les établissements de santé [12 juillet 2006] (n° 3265)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [21 décembre 2005] (p. 8581)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1307, posée le 18 octobre 2005. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Effectifs de la profession (p. 5361)

n° 1385, posée le 17 janvier 2006. Prestations familiales. Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (J.O. Questions p. 375). Appelée le 17 janvier 2006. Convention d'objectifs et de gestion, mise en œuvre (p. 14)

n° 1486, posée le 7 mars 2006. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 2257). Appelée le 7 mars 2006. Financement (p. 1550)

n° 1687, posée le 20 juin 2006. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 6305). Appelée le 20 juin 2006. Création, Seignelay (p. 4317)

DÉBATS

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention (p. 7664)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7664)

Enfants : crèches et garderies (p. 7664)

Travail : conditions de travail : femmes (p. 7664)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1201)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 1201)

Emploi : contrats aidés (p. 1202)

Emploi : création d'emplois (p. 1201)

Emploi : primes forfaitaires (p. 1202)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1201)

Politique sociale : minima sociaux (p. 1202)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1201, 1202)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1202)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)

Son intervention (p. 1192)

Thèmes :

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 1192)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1192)

Politique sociale : pauvreté (p. 1192)

Travail : salaires (p. 1192)

Travail : travail à temps partiel (p. 1192)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1192)

Vincent ROLLAND

Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 26 octobre 2005] (p. 16900)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre délégué au tourisme, auprès du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9748)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique hertzienne. Accès, zones rurales [5 avril 2006] (p. 2477)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1410, posée le 31 janvier 2006. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Régime de rattachement (J.O.

Questions p. 790). Appelée le 31 janvier 2006. Moniteurs de ski (p. 501)

n° 1487, posée le 7 mars 2006. Frontaliers. Taxis (J.O. Questions p. 2257). Appelée le 7 mars 2006. Réglementation, Suisse (p. 1540)

n° 1560, posée le 4 avril 2006. Tourisme et loisirs. Unités touristiques nouvelles (J.O. Questions p. 3487). Appelée le 4 avril 2006. Mise en œuvre (p. 2417)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 22

Son adt n° 830 (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) : devenu sans objet (p. 5297)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7772)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7773)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7773)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Son adt n° 222 (p. 7821)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses interventions (p. 7825 et s.)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Son adt n° 224 (p. 7832)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son adt n° 336 (p. 3509)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits phytosanitaires)

Son adt n° 337 (p. 3559)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son adt n° 341 : adopté après rectification (p. 3610)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses adts n°s 345 et 346 (p. 3686, 3692)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son adt n° 351 (p. 3710)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses adts n°s 349 et 350 (p. 3739, 3743)

Bernard ROMAN

Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9331)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dénonce la pratique du Gouvernement qui consiste à asséner des chiffres et à en tirer des conclusions en termes législatifs, avant qu'on se rende compte que ces chiffres sont faux [2 mai 2006] (p. 2818)

S'étonne de l'absence du ministre de l'intérieur qui considère pourtant ce texte comme primordial et demande une suspension de séance pour lui donner le temps de venir [3 mai 2006] (p. 2863)

Demande comment, alors qu'instruction est donnée de ne pas délivrer de visa aux délinquants, des membres de la mafia russe peuvent faire des acquisitions foncières dans le sud de la France et y séjourner plusieurs mois par an [3 mai 2006] (p. 2919)

Souligne le rythme trop rapide des travaux bien qu'il n'y ait pas d'obstruction. Il souhaite un moyen terme qui permette d'échanger avec le Gouvernement, tout en ayant le souci d'avancer [4 mai 2006] (p. 3009)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Goasguen : s'insurge contre les propos tenus et demande une suspension de séance [5 mai 2006] (p. 3069)

Cite M. Jean-Patrick Courtois, sénateur de la majorité : "dans la mesure où le montant du SMIC mensuel est considéré comme assurant un niveau de vie suffisant pour les Français, il semble raisonnable de considérer que les étrangers atteignant ce niveau ont des ressources suffisantes" [10 mai 2006] (p. 3254)

DÉBATS

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2799) : rejetée (p. 2808)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2890)

Ses rappels au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2863) ; [2 mai 2006] (p. 2818)

Thèmes :

Cultes : christianisme (p. 2800)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2802)

Elections et référendums : campagnes électorales : immigration (p. 2800)

Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2802)

Etrangers : immigration clandestine : conditions de séjour (p. 2803)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2801)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2802)

Etrangers : regroupement familial : statistiques (p. 2802)

Etrangers : régularisations (p. 2803)

Etrangers : statistiques (p. 2799)

Etrangers : visas : conjoints (p. 2802)

Etrangers : xénophobie (p. 2801)

Famille : mariage : titres de séjour (p. 2890)

Famille : mariages blancs (p. 2802)

Ordre public : violences urbaines (p. 2799)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 405 de la commission (création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 2896)

Intervient sur l'ad t n° 354 de M. Jean-Pierre Brard (remise des titres de séjour par le maire) (p. 2899)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Ses interventions (p. 2901, 2910 et s.)

Son ad t n° 270 (de suppression) (p. 2907)

Reprend l'ad t n° 252 de Mme Christine Boutin (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2916)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2919)

Son ss-ad t n° 474 à l'ad t n° 40 de la commission : adopté (p. 2920)

Son ss-ad t n° 473 à l'ad t n° 40 de la commission (p. 2920)

Son ad t n° 604 : adopté (p. 2922)

Article 3 (retrait de la carte de séjour)

Ses interventions (p. 2929 et s.)

Son ad t n° 271 (de suppression) (p. 2930)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses ad ts n°s 272 (de suppression) et 475 (p. 2943, 2951)

Son ss-ad t n° 476 à l'ad t n° 47 de la commission : adopté (p. 2954)

Son ss-ad t n° 477 à l'ad t n° 47 de la commission (p. 2954)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Ses interventions (p. 2956 et s., 2962)

Son ad t n° 273 (de suppression) (p. 2957)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Son intervention (p. 2974)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2981)

Intervient sur le sous-ad t n° 605 du Gouvernement (agrément préalable par l'autorité administrative de l'association ou de la fondation) à l'ad t n° 53 de la commission (p. 2983)

Intervient sur l'ad t n° 600 rectifié de M. Noël Mamère (instauration d'un groupe d'études pour le vote des étrangers non communautaires aux élections locales) (p. 2990)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)

Son intervention (p. 2993)

Son ad t n° 274 (p. 2994)

Son ad t n° 478 : adopté (p. 2997)

Article 8 (carte de séjour des étrangers exerçant une activité professionnelle non soumise à autorisation)

Son ad t n° 275 (de suppression) (p. 3002)

Article 9 (transposition de la directive du 12 octobre 2005 relative à l'admission des scientifiques)

Son ad t n° 276 (de suppression) (p. 3002)

Article 10 (modification des règles relatives à l'activité professionnelle des étrangers)

Son ad t n° 277 (de suppression) (p. 3003)

Ses interventions (p. 3005 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2006] (p. 3009)

Article 11 (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal)

Son ad t n° 278 (de suppression) (p. 3019)

Après l'article 11

Son ad t n° 279 (instauration d'une peine de privation des droits civiques pour les employeurs de main-d'œuvre en situation irrégulière) (p. 3020) : rejeté (p. 3021)

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son ad t n° 280 rectifié (de suppression) (p. 3023)

Son intervention (p. 3039)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Son intervention (p. 3042)
Son adt n° 269 (p. 3044)

Article 13 (conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail)
Son intervention (p. 3047)
Son adt n° 281 (p. 3050)

Article 14 (création d'une obligation de vérifier la validité de l'autorisation de travail à la charge des employeurs)
Son adt n° 282 (de suppression) (p. 3053)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")
Son adt n° 284 (de suppression): SCRUTIN PUBLIC (p. 3063)
Ses interventions (p. 3072, 3090, 3111)
Son adt n° 285 (p. 3085)
Intervention : demande au président de séance de permettre, comme l'ont fait ses prédécesseurs, à l'ensemble des représentants des groupes qui le souhaitent de s'exprimer. L'opposition ne faisant pas d'obstruction, il n'y a pas lieu d'appliquer le règlement de façon draconienne pour accélérer le rythme. Il demande une suspension de séance pour examiner l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement [5 mai 2006] (p. 3111)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Goasguen (cf supra) (p. 3069)

Après l'article 24
Intervient sur l'adt n° 607 rectifié du Gouvernement (création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 3114)

Article 25 (coordinations concernant la protection subsidiaire)
Son adt n° 286 (p. 3121)

Article 26 (retrait de la carte de résident pour rupture de la vie commune)
Son adt n° 287 (de suppression) (p. 3122)
Son adt n° 479 : adopté après modification (p. 3123)

Article 27 (allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident)
Ses adts n°s 288 (de suppression), 289 et 480 (p. 3126 et s.)

Article 28 (modifications des conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)
Ses adts n°s 290 (de suppression), 291 à 293 (p. 3129 et s.)

Article 72 (limitation géographique de l'autorisation de travail accordée aux étrangers dans les départements d'outre-mer)
Son intervention (p. 3190)

Article 30 (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial)
Son intervention (p. 3222)
Son adt n° 294 (de suppression): SCRUTIN PUBLIC (p. 3225)

Article 31 (motifs de refus du regroupement familial)
Ses interventions (p. 3245 et s.)
Son adt n° 295 (p. 3252)
Son rappel au règlement (cf supra) [10 mai 2006] (p. 3254)

Article 32 (possibilité de retirer le titre de séjour aux bénéficiaires du regroupement familial après rupture de la vie commune)
Ses adts n°s 296 (de suppression) et 481 (p. 3261, 3263)

Article 19 précédemment réservé (activité professionnelle du titulaire de la carte de séjour temporaire membre de la famille d'un étranger titulaire d'une carte de RLD-CE délivrée par un autre État communautaire)
Son adt n° 283 (de suppression) (p. 3279)

Article 33 (possibilité de refuser l'accès au territoire français pour menace à l'ordre public)
Son adt n° 297 (de suppression) (p. 3285)

Article 36 (création d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pouvant être délivrée à l'occasion d'un refus de titre de séjour)
Son adt n° 298 (de suppression) (p. 3291)

Article 39 (coordinations en matière de protection contre la reconduite à la frontière)
Son adt n° 299 (p. 3294)

Article 41 (recours contre les décisions assorties d'une OQTF)
Ses adts n°s 300 à 303 (p. 3298 et s.)

Article 42 (coordination avec la possibilité de désigner des magistrats honoraires en matière de contentieux de la reconduite à la frontière)

Son adt n° 304 (p. 3300)

Article 43 (coordination des dispositions relatives au placement en rétention)

Son adt n° 305 (de suppression) (p. 3302)

Article 44 (déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière)

Son adt n° 306 (de suppression) (p. 3303)

Article 47 (coordination avec la création de l'OQTF)

Son adt n° 307 (de suppression) (p. 3303)

Article 49 (coordination avec la création de l'OQTF)

Son adt n° 308 (de suppression) (p. 3304)

Article 51 (protections relatives contre l'expulsion : mise en cohérence avec d'autres dispositions et transposition d'une directive)

Son adt n° 309 (de suppression) (p. 3304)

Article 52 (coordination en matière de protection absolue contre l'expulsion avec les dispositions du projet de loi)

Son adt n° 310 (de suppression) (p. 3305)

Article 55 (renforcement des obligations pesant sur les étrangers faisant l'objet d'une assignation à résidence décidée par le juge)

Son adt n° 311 (de suppression) (p. 3306)

Article 56 (coordination des dispositions pénales sanctionnant la méconnaissance d'une décision d'éloignement avec les dispositions du projet de loi)

Son adt n° 312 (de suppression) (p. 3306)

Article 57 (coordinations relatives au régime de protection contre la mesure d'interdiction du territoire)

Son adt n° 313 (de suppression) (p. 3307)

Article 58 (possibilité de confier à des magistrats honoraires le contentieux de la reconduite à la frontière)

Son adt n° 314 (de suppression) (p. 3307)

Article 59 (durée de vie commune requise pour l'acquisition de la nationalité française par mariage)

Son adt n° 315 (de suppression) (p. 3309)

Article 61 (naturalisations sans condition de résidence)

Son adt n° 316 (de suppression) (p. 3312)

Article 63 (délai de contestation par le ministère public de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité)

Son adt n° 317 (de suppression) (p. 3314)

Article 64 (modalités d'établissement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de la liste nationale des pays d'origine sûrs)

Son adt n° 318 (de suppression) (p. 3315)

Serge ROQUES

Aveyron (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3258 visant à instaurer une journée pour favoriser un état d'esprit ouvert aux gestes ou réflexes et aux modes de vie qui sauvent [6 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Transports de voyageurs. Taxe de solidarité [7 juin 2006] (p. 4046)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence, mise en œuvre [28 juin 2006] (p. 4619)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1308, posée le 18 octobre 2005. Voirie. Réglementation (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Signalisation, sous-préfectures (p. 5351)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6829)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides : installation (p. 6829)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6830)

SANTÉ

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Son intervention (p. 6640)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : accès aux soins (p. 6640)

Santé : alcoolisme (p. 6641)

Santé : cancer (p. 6641)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 6641)

Santé : obésité (p. 6641)

Santé : prévention (p. 6640)

Santé : tabagisme (p. 6641)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 546 (p. 6945)

Philippe ROUAULT

Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Rapporteur pour avis du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276 rectifié) [8 mars 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 14 : Ecologie et développement durable (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2909 réformant la réglementation des sociétés en état de cessation des paiements [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2912 portant création "d'un service civil obligatoire" [28 février 2006]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 21, 23, 27, 28 bis, 35, 36, 37 et 38 du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276 2 rectifié) [3 mai 2006] (n° 3068)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son adt n° 843 : adopté (p. 5138)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Marc Le Fur (donations et successions – parts des groupements fonciers agricoles et biens agricoles faisant l'objet d'un bail à long terme – exonération prévue à l'article 793 bis du code général des impôts : relèvement de 76 000 € à 120 000 € de la fraction exonérée à 75 %) (p. 5572)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6498 et s.)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 48 deuxième rectification de M. Yves Jégo (entreprises distribuant des produits textiles destinés à l'habillement, au linge de maison, des cuirs et chaussures rendus responsables de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination desdits produits en fin de vie) (p. 6501)

Intervient sur l'adt n° 126 rectifié du Gouvernement (dépenses afférentes à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et aux actions d'information préventive sur les risques majeurs financées par le fonds de prévention des risques naturels majeurs) (p. 6503)

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6503)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :

- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6574)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) (p. 6575)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6574)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6575)

Environnement : crédits (p. 6575)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son adt n° 670 (p. 7344)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 287 rectifié de la commission (commissions des finances – pouvoirs de contrôle : extension) (p. 7205)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 33

Son adt n° 102 rectifié (propriétés non bâties situées sur des sites Natura 2000 – transmission à titre gratuit : abattement de 75 % sur leur valeur) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8136)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3334)

Thèmes :

Eau : fiscalité (p. 3334)
 Eau : services publics (p. 3344)
 Eau : agences (p. 3335)
 Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 3335)
 Eau : qualité (p. 3335)
 Eau : redevances des agences de l'eau : assiette (p. 3334)
 Eau : redevances des agences de l'eau : élevage (p. 3335)
 Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3334)
 Parlement : rôle : redevances des agences de l'eau (p. 3334)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3404)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 581 de M. André Flajolet (procédure de dissolution et de liquidation d'assainissement des voies privées) (p. 3531)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3572)

Article 23 (taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement)

Son intervention (p. 3587)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3590)

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3590)

Intervient sur l'adt n° 597 de M. Michel Raison (création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 600 de M. André Chassaigne (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3598)

Article 25 (faculté pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)

Son intervention (p. 3599)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de la commission des finances (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Intervient sur l'adt n° 665 rectifié de M. Michel Bouvard (versement au département d'une somme forfaitaire en échange de la disposition de la part normalement réservée de l'énergie produite) (p. 3620)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 3666)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3682 et s.)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3728 et s.)

Jean-Marc ROUBAUD

Gard (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 2376) [19 octobre 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2632 relative d'une part, à l'interdiction d'importation, de production et de commercialisation de peaux fourrures de chats et de chiens sur le territoire français et d'autre part, à la modification des dispositions relatives à l'étiquetage de la fourrure [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2745 visant à limiter la hausse de la fiscalité locale [8 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2815 visant à supprimer les droits de succession des enfants concernant la résidence principale de leurs parents [25 janvier 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 2376) [8 février 2006] (n° 2847)

Proposition de loi n° 2895 visant à interdire les propos et les actes injurieux contre toutes les religions [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3000 visant à renforcer l'information des populations exposées à des risques naturels [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, adoption [22 février 2006] (p. 1085)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1309, posée le 18 octobre 2005. Agriculture. Viticulteurs (J.O. Questions p. 9594). Appelée le 18 octobre 2005. Revendications (p. 5344)

n° 1360, posée le 20 décembre 2005. Pharmacie et médicaments. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 11649)

n° 1434, posée le 7 février 2006. Pharmacie et médicaments. Médicaments (J.O. Questions p. 1106). Suppléé par M. Jean-Marie Binetruy. Appelée le 7 février 2006. Automédication, évaluation du service rendu, reconnaissance (p. 769)

n° 1508, posée le 21 mars 2006. Enseignement. Manuels et fournitures (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 21 mars 2006. Manuels scolaires, choix (p. 2063)

n° 1636, posée le 30 mai 2006. Institutions sociales et médico-sociales. Centre médico psycho pédagogique

(CMPP) (J.O. Questions p. 5569). Appelée le 30 mai 2006.
Fonctionnement, Bagnols sur Cèze (p. 3764)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 210 (p. 4918)

Après l'article 2

Son adt n° 149 (modalités de mise à disposition de biens loués à une société) (p. 4940) : adopté (p. 4942)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son adt n° 148 (p. 4958)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 211 (p. 4977)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 198 : adopté (p. 5122)

Son adt n° 197 (p. 5122)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5972)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 46 de la commission des finances (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Marie Le Guen (prescription médicale ; dénomination commune internationale) (p. 6008)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6017)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : Languedoc-Roussillon (p. 6859)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2294)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2294)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2294)

Energie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2294)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2294)

Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2587) ; [12 avril 2006] (p. 2692, 2720)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 241 de M. Jean-Claude Lenoir (projet de loi relatif aux recherches sur le stockage de déchets radioactifs) à l'adt n° 226 deuxième rectification de M. Claude Birraux (dépôt d'un projet de loi avant toute installation d'un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs pour définir les conditions de réversibilité) (p. 2697)

Article 8 (régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde)

Ses interventions (p. 2701 et s.)

Article 12 (missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi)

Son intervention (p. 2722)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses adts n° 5 rectifié et 7 (p. 3743)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4128)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 4130)

Michel ROUMEGOUX

*Lot (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 13 octobre 2005] (p. 16270)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences, transports routiers [25 octobre 2005] (p. 5803)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4845)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 4846)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4846)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4845)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son intervention (p. 5034)

Après l'article 13

Son adt n° 1032 (exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) : adopté (p. 5113)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1148 de M. Alain Suguenot (création d'un conseil de la modération) (p. 5287)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son intervention (p. 5295)

Après l'article 23

Son adt n° 1001 (protection du foie gras) (p. 5304) : adopté (p. 5305)

Article 24 (crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)

Son intervention (p. 5309)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6585)

Thème :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 6583)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 285)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles : marchés (p. 285)

Energie et carburants : biocarburants (p. 285)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 285)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Son intervention (p. 5684)

René ROUQUET

Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4205)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1364, posée le 17 janvier 2006. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 371). Appelée le 17 janvier 2006. (p. 28)

n° 1595, posée le 9 mai 2006. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 4786). Appelée le 9 mai 2006. Périodes de vacances, activités extrascolaires, financement (p. 3142)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Son intervention (p. 7025)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 7026)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 7026)

Etrangers : visas (p. 7026)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 7025)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 7025)

Pays étrangers : Haïti (p. 7026)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Algérie (p. 7041)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 7041)

Max ROUSTAN

Gard (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 6511)

Xavier de ROUX

Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition (n° 2612) [23 novembre 2005]

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les articles 4, 6, 9 à 19 et 22 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux offres publiques d'acquisition (n° 2612) [7 décembre 2005] (n° 2727)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Iran. Programme nucléaire, finalité [17 janvier 2006] (p. 43)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : affirme qu'il est possible d'examiner les articles suivants et de revenir plus tard sur le cœur de la discussion [22 décembre 2005] (p. 8689)

DÉBATS

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005]

Suppléé par M. Étienne Blanc

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1509) ; [16 mars 2006] (p. 1995)

Article 10 (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition)

Ses interventions (p. 2000 et s.)

Article 19 (publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire et instauration d'une clause de réciprocité sur l'application des articles L. 223-35 à L. 233-39 du code de commerce)

Son intervention (p. 2004)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8689)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8713 et s.)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Son intervention (p. 5166)

Article 13 [séances du 27 septembre 2006] (mesures relatives à la protection des consommateurs)

Ses interventions (p. 5666 et s.)

Son act n° 137539 (p. 5689)

Patrick ROY

Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Elèves. Fonds sociaux, utilisation, réglementation [6 décembre 2005] (p. 7926)

DÉBATS

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 586)

Thèmes :

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 586)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 586)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 586)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3807)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3807)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 3807)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : mixité sociale (p. 3808)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 3807)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4977)

Ségolène ROYAL

Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2005] (p. 17848)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 novembre 2005] (p. 17848)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2005] (p. 18463)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2005] (p. 18463)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 décembre 2005] (p. 19625)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2005] (p. 19625)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 février 2006] (p. 2044)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 février 2006] (p. 2044)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 février 2006] (p. 2099)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 février 2006] (p. 2099)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 mars 2006] (p. 3201)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3452)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 mars 2006] (p. 4265)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déclare que le manquement à la parole de l'Etat "pose un grave problème démocratique"; par ailleurs, elle juge la réforme proposée "mauvaise" et "contraire aux intérêts des Français" par la dégradation du pouvoir d'achat et la remise en cause de l'indépendance énergétique de la France qu'elle provoquera; elle ajoute que ce projet est une "menace" pour l'avenir car il compromet la préparation de l'"après-

pétrole" qui suppose, au contraire, "qu'on fasse émerger un pôle public national de l'énergie en favorisant le rapprochement entre GDF et EDF", elle estime que ce rapprochement est seul à même de permettre à la France de respecter le protocole de Kyoto et de faire face au doublement dans les 50 prochaines années de la consommation d'énergie; en conséquence, elle demande au Ministre de retirer son projet [25 septembre 2006] (p. 5482)

DÉBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 10 [séance du 22 septembre 2006]

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2006] (p. 5482)

S

Martial SADDIER

Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports [J.O. du 27 octobre 2005] (p. 16963)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XII : Transports (n° 2570) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Chèque emploi service. Titre emploi simplifié entreprises [14 mars 2006] (p. 1807)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1509, posée le 21 mars 2006. Transports ferroviaires. Sécurité (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 21 mars 2006. Tunnel de Vallorcine (p. 2083)

n° 1588, posée le 2 mai 2006. Coopération intercommunale. Police (J.O. Questions p. 4560). Appelée le 2 mai 2006. Pouvoirs de police, répartition de compétences (p. 2765)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 22

Son adt n° 440 (conditions d'utilisation de la dénomination "montagne" pour les AOC) (p. 5296) : retiré (p. 5297)

Après l'article 25

Son adt n° 250 quatrième rectification (création d'un code de la montagne) (p. 5315) : adopté (p. 5316)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES**

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2005] (p. 7156)

Après l'article 84

Son adt n° 192 (exclusion de la majoration de la dotation attribuée en fonction de la superficie pour le calcul du potentiel financier des communes de montagne) : rejeté (p. 7165)

Son adt n° 193 (indexation plus favorable de la part "garantie" de la dotation forfaitaire, lorsqu'elle représente plus de 40 % de cette dotation) : rejeté (p. 7166)

Son adt n° 194 (modification de la DSR "péréquation" en faveur des communes dont le patrimoine naturel est protégé) (p. 7166) : rejeté (p. 7167)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6195)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public (p. 6197)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6195)

Transports : politique des transports : crédits budgétaires (p. 6195)

Transports : transport combiné (p. 6195)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 6196)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 6195)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 6196)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 6195)

Union européenne : directives : transports (p. 9196)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 7 (transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national)

Son adt n° 26 (p. 7835)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Article 8 bis (conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques)

Son intervention (p. 7875)

Article 14 (mise en place d'une redevance pour l'entretien des sites accueillant les activités sportives nordiques non motorisées)

Son intervention (p. 7877)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 178)

Thèmes :

Logement : logement social : Haute-Savoie (p. 179)

Logement : logement social : montagne (p. 179)

Logement : mixité sociale (p. 179)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 179)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses adts n°s 348 rectifié et 349 rectifié (p. 231) : retirés ; repris par M. Jacques Brunhes (p. 232)

Après l'article 4 bis

Son adt n° 329 (exercice facilité du droit de préemption des collectivités territoriales pour la réalisation de logements sociaux) : adopté (p. 243)

Article 5 quinquies (possibilité pour les communes de bénéficier d'aides ou de prêts accordés par l'Etat pour le financement de logements locatifs sociaux)

Son adt n° 641 (p. 267)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son adt n° 381 : adopté (p. 319)

Ses adts n°s 382 et 501 rectifié (p. 320 et 321)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 639 (simplification de la procédure de démolition des logements HLM) : adopté (p. 388)

Intervient sur l'adt n° 669 de M. Michel Raison (encouragement de la vente de logements sociaux à leurs locataires en défiscalisant l'activité de syndic des HLM) (p. 389)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2006] (p. 3794, 3817) ; [31 mai 2006] (p. 3850)

Son intervention (p. 3828)

Thème :

Logement : logement social : stations touristiques (p. 3828)

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques et aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Son intervention (p. 3869)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 111 (préfinancement de l'achat de foncier en accession à la propriété par le 1 % logement) (p. 3885) : retiré (p. 3886)

Article 7 ter (exonération de TVA sur les opérations de portage immobilier provisoire)

Son adt n° 143 (p. 3921)

Article 8 septies (adaptation de l'article 55 de la loi SRU)

Son adt n° 280 : adopté (p. 3943)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3375)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : montagne (p. 3375)

Cours d'eau, étangs et lacs : lacs : montagne (p. 3376)

Eau : assainissement : stations touristiques (p. 3375)

Energie et carburants : énergie hydraulique : montagne (p. 3375)

Environnement : changements climatiques (p. 3375)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3405)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 330 rectifié : adopté (p. 3408)

Ses adts n°s 331 rectifié, 1163 et 1170 (p. 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son intervention (p. 3423)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 3509)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adt n° 327 rectifié (p. 3510)

Après l'article 7

Son adt n° 324 (instauration au bénéfice des fédérations de pêche d'une procédure d'information de l'intention de l'autorité administrative de transiger avec l'auteur d'une infraction) : rejeté (p. 3515)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 432 rectifié de M. Germinal Peiro (libre circulation des engins non motorisés) (p. 3520)

Intervient sur l'adt n° 86 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) (p. 3521)

Son adt n° 325 rectifié (information des associations de pêche de tout projet susceptible de détruire ou d'altérer le patrimoine piscicole) : retiré (p. 3521)

Son adt n° 326 rectifié (obligation d'un programme des opérations pour les vidanges de plans d'eau et information des fédérations départementales de pêche préalablement à toute création de pisciculture) : rejeté (p. 3521)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son intervention (p. 3529)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (interdiction, dans les contrats de fourniture de produits agricoles, de clauses interdisant l'épandage des boues) (p. 3574)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses interventions (p. 3601 et s.)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Ses interventions (p. 3610 et s.)

Son adt n° 656 rectifié : adopté (p. 3613)

Après l'article 27 sexies

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de la commission des finances (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Intervient sur l'adt n° 680 rectifié de M. Michel Bouvard (mode de fixation des quotas d'énergie réservée) (p. 3619)

Son adt n° 702 rectifié (suppression du droit de préférence au profit du concessionnaire sortant pour les concessions hydrauliques) : adopté après modification (p. 3620)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3672)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3713)

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 3715)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 829 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Intervient sur l'adt n° 887 de M. Charles-Ange Ginesy (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718)

Son adt n° 328 (extension des compétences des garde-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) : rejeté (p. 3718)

Son adt n° 936 (extension des compétences des gardes-pêche particuliers sur les domaines couverts par le schéma départemental de vocation piscicole) (p. 3718) : rejeté (p. 3719)

Après l'article 46

Son adt n° 329 (majoration de l'astreinte prévue par le code de l'environnement pour la protection de la faune piscicole et de son habitat) : rejeté (p. 3720)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3736 et s.)

Michel SAINTE-MARIE
Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac [16 mai 2006] (p. 3464)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1544, posée le 4 avril 2006. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 3483). Appelée le 4 avril 2006. SOGERMA, emploi et activité, Bordeaux Mérignac (p. 2397)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention (p. 6370)

Thème avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 6370)

Francis SAINT-LÉGER

Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Très petites entreprises [22 février 2006] (p. 1086)

Logement. Politique du logement. [28 juin 2006] (p. 4613)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1510, posée le 21 mars 2006. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 2881). Appelée le 21 mars 2006. Missions de service public, respect (p. 2072)

n° 1714, posée le 27 juin 2006. Voirie. RN 88 (J.O. Questions p. 6667). Appelée le 27 juin 2006. Aménagement, Lozère (p. 4542)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 3

Son adt n° 485 rectifié précédemment réservé (possibilité de mise à disposition des SAFER des biens d'une section communale) (p. 4959) : adopté (p. 4960)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 6853)

Sécurité routière : permis de conduire : poids lourds (p. 6853)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 6554)

Rudy SALLES

Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur la grippe aviaire : mesures préventives [J.O. du 14 octobre 2005] (p. 16342)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Secrétaire de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3026 visant à améliorer les mesures de protection des personnes âgées en matière d'expulsion [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3064 visant à prolonger le dispositif d'exonération de charges patronales dans les zones franches urbaines [3 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Président, déclaration sur Israël [2 novembre 2005] (p. 6122)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Violences urbaines, conséquences [22 novembre 2005] (p. 7320)

Déchets, pollutions et nuisances. Porte-avions Clemenceau. Désamiantage [17 janvier 2006] (p. 42)

Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales [16 mai 2006] (p. 3465)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait observer que lorsque l'opposition s'interroge sur la méthode consistant à modifier un budget au moyen d'un adt, ce n'est pas le fond qui est en cause. Il souligne que la représentation nationale a le droit de savoir si elle est en mesure d'apprécier la réalité et l'étendue de l'engagement du Gouvernement : ce matin, les amendements n'étaient pas disponibles et les députés ont dû travailler avec la déclaration du Premier ministre [21 novembre 2005] (p. 7264)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)
Son intervention (p. 6146)*Thèmes avant la procédure des questions :*

- Droit pénal : délinquance et criminalité : Nice (p. 6146)
- Droit pénal : proxénétisme (p. 6147)
- Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6146)
- Police : effectifs : Nice (p. 6146)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7234)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2005] (p. 7264)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7235)
- Jeunes : insertion professionnelle : contrats emplois-jeunes (p. 7235)
- Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : situation financière (p. 7235)
- Secteur public : services publics (p. 7235)

Procédure des questions :

- Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7255)
- Départements : Alpes-Maritimes : logement social (p. 7254)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 5 quinquies

Son adt n° 79 rectifié (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 307) : retiré (p. 308)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2806)

Thèmes :

- Etrangers : intégration (p. 2806)
- Nationalité : acquisition : cérémonies publiques et fêtes légales (p. 2807)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 2807)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Son adt n° 968 (p. 3746)

Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient

[21 juin 2006] (p. 4409)

Son intervention (p. 4414)

Thèmes :

- Défense : prolifération : Iran (p. 4416)
- Langue française : francophonie (p. 4416)
- Ordre public : terrorisme (p. 4416)
- Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4416)
- Pays étrangers : Irak (p. 4416)
- Pays étrangers : Iran (p. 4416)
- Pays étrangers : Israël (p. 4415, 4416)

Pays étrangers : Palestine (p. 4415, 4416)

Pays étrangers : Syrie (p. 4416)

Relations internationales : guerre (p. 4415)

Relations internationales : paix (p. 4415, 4416)

Union européenne (p. 4415)

Union européenne : constitution européenne (p. 4415)

Jean-Claude SANDRIER

Cher (2^{ème} circonscription)

Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat [14 décembre 2005] (p. 8339)

Emploi. Contrats nouvelle embauche [25 janvier 2006] (p. 336)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1466, posée le 7 mars 2006. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 2253). Appelée le 7 mars 2006. Emploi et activité, Vierzon (p. 1538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5409) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5424)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5534)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5419)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dégrèvements (p. 5417)
- Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 5409, 5417)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5417)
- Commerce extérieur (p. 5416)
- Emploi : chômage (p. 5409)
- Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5415 et s.)
- Entreprises : délocalisations (p. 5417)
- Entreprises : frais financiers : profits (p. 5416)
- Etat : missions régaliennes (p. 5417 et s.)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5410, 5414)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires : politique sociale (p. 5415)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5417)
- Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5415, 5419)
- Impôt sur le revenu : réforme (p. 5415)
- Impôt sur les sociétés (p. 5416)
- Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5415)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 5409 et s., 5414 et s.)
- Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5415)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5419)
- Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5417)
- Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5412)
- Partis et mouvements politiques : Parti communiste : environnement (p. 5420)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : impôts et taxes (p. 5419 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique de l'emploi (p. 5419)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique du logement (p. 5420)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique sociale (p. 5418)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : taxe professionnelle (p. 5420)
 Pays étrangers : Etats-Unis : Royaume-Uni (p. 5414 et s.)
 Politique économique : capitalisme (p. 5413 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 5413, 5534)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5413 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5413)
 Politique générale : libéralisme (p. 5534 et s.)
 Politique sociale : pauvreté (p. 5409 et s.)
 Politiques communautaires : harmonisation fiscale : politique économique (p. 5417)
 Recherche (p. 5417)
 Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 5410)
 Secteur public : services publics (p. 5417 et s.)
 Sociétés : dirigeants : actionnaires (p. 5409, 5415)
 Travail : coût : productivité (p. 5416)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 5409 et s.)
 Voirie : autoroutes : privatisations (p. 5416, 5420)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2005)

Ses interventions (p. 5543 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 71 de M. Michel Hunault (raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement : déductibilité du revenu) (p. 5554)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 5566)

Article 7 (aide à la mobilité des chômeurs de longue durée ou des salariés perdant leur emploi à la suite d'un plan social)

Son intervention (p. 5573)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad. n° 236 de M. Jean-Pierre Brard (dotation attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants pour l'exercice des mandats locaux – potentiel fiscal substitué au potentiel financier) (p. 5595)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad. n° 233 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (travail précaire : taxation à hauteur de 5 % des rémunérations brutes en cas de dépassement de 10 % de l'effectif total) (p. 5621)

Article 12 précédemment réservé (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO₂)

Son intervention (p. 5626)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad. n° 246 précédemment réservé de M. Pierre Méhaignerie (ISF – titres de sociétés : abattement de 75 % sur la valeur des actions détenues par les salariés ou les anciens dirigeants partant à la retraite et abattement sur la valeur des parts faisant l'objet d'un acte de conservation porté de 50 % à 75 %) (p. 5677 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad. n° 243 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – résidence principale acquise par héritage – personnes non imposables à l'impôt sur le revenu : report du paiement sur leur propre succession) (p. 5708)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad. n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (établissements publics de santé et

établissements accueillant des personnes âgées - travaux - TVA : taux réduit) (p. 5716)

Explications de vote et vote [25 octobre 2005] (p. 5807)

Ses explications de vote (p. 5810)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5811)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries : Bourges (p. 6381)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 58 [16 novembre 2005] (instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)

Son intervention (p. 6903)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 7992, 8017)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7996) : rejetée (p. 8003)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8011)

Son intervention (p. 8021)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne populaire : rémunération (p. 8021)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8000)

Emploi : chômage (p. 7997 et s.)

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 8021)

Entreprises : frais financiers : profits (p. 8001)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8022)

Etrangers (p. 7996)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 7997)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8021)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8000)

Finances publiques : dette publique (p. 8000)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7996)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7997, 8000, 8011, 8021 et s.)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 7996)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 8021)

Ordre public : violences urbaines : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 7996, 8022)

Parlement : rôle : représentativité (p. 8001)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique de l'emploi (p. 8001)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : réforme fiscale (p. 8001)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : secteur public (p. 8001)

Personnes âgées (p. 8001)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention : actions (p. 7997, 8021)

Politique économique : capitalisme (p. 7996 et s., 8011, 8021)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 7998 et s., 8011, 8021 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 7999, 8021)

Politique sociale : pauvreté (p. 7996 et s. - 8011, 8022)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : impôt sur le revenu (p. 7997)

Secteur public : services publics (p. 7997, 8022)

Transports aériens : taxe sur les billets : sida (p. 8011, 8021)

Travail : précarité (p. 7997)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 8001)

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 6 (création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")

Son intervention (p. 8056)

Article 7 (affectation complémentaire de ressources publiques aux organismes de l'audiovisuel public)

Son adt n° 272 (p. 8057)

Article 9 et état B (dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 8061)

Article 16 (dotation du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")

Son intervention (p. 8064)

Article 18 (taxe de solidarité sur les billets d'avion)

Son intervention (p. 8070)

Son adt n° 273 (p. 8075)

Article 19 (aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers)

Son adt n° 274 (de suppression) (p. 8090)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8022)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2005] (p. 8362)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8362)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624); [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707); [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 5 (ads réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Frédéric Dutoit (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales ou paramédicales) (p. 1828)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250); [24 janvier 2006] (p. 304); [25 janvier 2006] (p. 346, 378); [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 321)

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [6 juin 2006] (p. 4008)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4008)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants

Avant la discussion de l'article unique [24 janvier 2006] (p. 273)

Son intervention (p. 278)

Thèmes :

Agriculture (p. 278)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : missions d'information (p. 278)

Energie et carburants : biocarburants (p. 278 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 279)

Industrie : industrie pétrolière (p. 278)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : agriculture (p. 279)

Recherche (p. 279)

Transports : transport combiné (p. 279)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 280)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571); [1er février 2006] (p. 604, 635); [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 586)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 586, 587)

Emploi : jeunes (p. 586, 587)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 587)

Travail : précarité (p. 587)

Projet de loi n° 2612 relatif aux offres publiques d'acquisition

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2006] (p. 1484)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1492)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1497)

Son intervention (p. 1502)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1503)

Entreprises : actionariat salarié (p. 1502)

Entreprises : fonds propres : fonds de pension français (p. 1492)

Entreprises : fusion (p. 1502)

Entreprises : patriotisme économique (p. 1503)

Etat (p. 1492 et s., 1503)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : bons de souscription (p. 1503)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1497, 1502 et s.)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 1502)

Secteur public : privatisations : Gaz de France (GDF) (p. 1497, 1503)

Sociétés : actionnaires (p. 1492)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1503)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Son intervention (p. 2665)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4347)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4361)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4362 et s.) : rejetée (p. 4367)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 4364)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4365 et s.)

Etat : patrimoine (p. 4366)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4362, 4364 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4361)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4365)

Finances publiques : dette publique (p. 4362 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4363)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4363 et s.)

Justice : Cour des comptes (p. 4361, 4363, 4365 et s.)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 4366)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 4366)

Politique économique : capitalisme (p. 4363 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : endettement (p. 4365)

Politique sociale : pauvreté (p. 4365)

Secteur public : privatisations (p. 4366)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 4361)

Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007

[22 juin 2006] (p. 4459, 4493)

Son intervention (p. 4500)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 4501)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4501)
 Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 4501)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 4501)
 Finances publiques : dette publique (p. 4501)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4501)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4501)
 Jeunes (p. 4501)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : impôts et taxes (p. 4502)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 4501)
 Politique économique : capitalisme : libéralisme (p. 4501)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 4500)
 Politique générale (p. 4508)
 Politique sociale : pauvreté : précarité (p. 4500)
 Sociétés : dirigeants (p. 4500)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 4501)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5076 et s.)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5118 et s.)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 5198)

Après l'article 2 [séance du 15 septembre 2006]

Intervient sur l'ad n° 137638 de la Commission (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 5208)

Intervient sur le sous-adt n° 137646 de M. Patrick Ollier (réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) à l'ad n° 137638 de la commission (p. 5208)

Intervient sur le sous-adt n° 137647 de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires) à l'ad n° 137638 de la commission (p. 5208)

Article 4 [séance du 19 septembre 2006] (conditions d'accès aux tarifs réglementés)

Ses interventions (p. 5307 et s.)

André SANTINI

Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 juin 2006] (p. 8921)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 juin 2006] (p. 8921)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2678 modifiant le règlement de l'Assemblée nationale pour introduire une procédure de pétition électronique [15 novembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Son adt n° 275 (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) : rejeté (p. 5657)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son adt n° 50 (p. 7190)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3365)

Thèmes :

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3365)

Environnement : charte de l'environnement (p. 3365)

Parlement : rôle : redevances des agences de l'eau (p. 3365)

Politique extérieure : coopération : eau (p. 3365)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3365)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son adt n° 992 : adopté (p. 3402)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adt n° 950 (de suppression) (p. 3406)

Son adt n° 497 : adopté (p. 3408)

Ses adts n° 496, 495 (p. 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Ses adts n° 993, 951 (p. 3416, 3417)

Ses adts n° 952 rectifié, 498 et 1189 : adoptés (p. 3417)

Ses adts n° 955, 994, 957 et 996 (p. 3418 à 3420, 3423)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Son adt n° 1036 : adopté (p. 3525)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son adt n° 546 (p. 3528)

Article 16 (application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement)

Son adt n° 1037 rectifié : adopté (p. 3556)

Article 25 (faculté pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)

Son intervention (p. 3599)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Ses interventions (p. 3601 et s.)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son adt n° 650 (p. 3613)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son adt n° 667 (de suppression) : adopté (p. 3665)

Article 29 A (prise en compte de la sécurité du système électrique dans les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son adt n° 1046 (de suppression) : adopté (p. 3668)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3671)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Ses adts n°s 1039, 1041 et 1040 (p. 3675 et s.)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son adt n° 1042 (p. 3679)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 3685)

Son adt n° 1044 (p. 3691)

Article 36 (orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 3693)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son adt n° 836 (de suppression) (p. 3709)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son adt n° 1050 (p. 3719)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses adts n°s 1083, 730 et 1045 (p. 3727 et s.)

Son intervention (p. 3729 et s.)

Ses adts n°s 799 à 801, 729, 802, 803, 1048, 798 (p. 3731, 3738, 3742, 3744)

Nicolas SARKOZY

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2607 ratifiant l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 portant simplification du régime des libéralités consenties aux associations, fondations et congrégations, de certaines déclarations administratives incombant aux associations, et modification des obligations des associations et fondations relatives à leurs comptes annuels [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [14 novembre 2005]

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République [22 février 2006]

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Marsaud. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [4 octobre 2005] (p. 4697)

M. Christian Ménard. Droit pénal. Victimes. Prise en charge [11 octobre 2005] (p. 5075)

M. Jacques Myard. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [12 octobre 2005] (p. 5154)

M. William Dumas. Sécurité publique. Inondations. Gard, reconstruction, aides de l'Etat [12 octobre 2005] (p. 5158)

M. Alain Suguenot. Etrangers. Logement. Squat, lutte et prévention [18 octobre 2005] (p. 5372)

M. Pierre-Christophe Baguet. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Football, violence, lutte et prévention [19 octobre 2005] (p. 5431)

M. Bernard Depierre. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 octobre 2005] (p. 5433)

M. Christian Decocq. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [25 octobre 2005] (p. 5801)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Groupes d'intervention régionaux, missions [9 novembre 2005] (p. 6592)

Mme Martine David. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines [9 novembre 2005] (p. 6593)

Mme Martine Aurillac. Cultes. Lieux de culte. Protection contre les violences urbaines [16 novembre 2005] (p. 6885)

M. Jean Glavany. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Service civil volontaire, création [16 novembre 2005] (p. 6885)

Mme Nadine Morano. Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [29 novembre 2005] (p. 7633)

M. Jean Le Garrec. Etrangers. Réfugiés. Centre d'accueil de Sangatte, fermeture, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7923)

M. Alain Marsaud. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [14 décembre 2005] (p. 8340)

M. Marc Francina. Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [20 décembre 2005] (p. 8508)

M. Lionnel Luca. Transports ferroviaires. Sécurité des usagers [17 janvier 2006] (p. 42)

M. Michel Terrot. Etrangers. Reconduite aux frontières. Statistiques [18 janvier 2006] (p. 108)

M. Michel Diefenbacher. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [25 janvier 2006] (p. 340)

M. Yves Jégo. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme, lutte et prévention [1^{er} février 2006] (p. 598)

M. Alain Suguenot. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [7 février 2006] (p. 794)

M. Georges Tron. Droit pénal. Crimes. Antisémitisme, enquête [21 février 2006] (p. 1024)

M. Philippe Folliot. Gendarmerie. Gendarmes. Morts en service, enquêtes [28 février 2006] (p. 1240)

M. Philippe Briand. Gendarmerie. Gendarmes. Morts en service, enquêtes [28 février 2006] (p. 1243)

M. Hugues Martin. Santé. Jeunes. Troubles du comportement, dépistage [28 février 2006] (p. 1243)

M. Philippe Vitel. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [1^{er} mars 2006] (p. 1318)

M. Jérôme Chartier. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [7 mars 2006] (p. 1560)

M. Claude Goasguen. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, violence, lutte et prévention [15 mars 2006] (p. 1871)

M. Louis Cosyns. Ordre public. Maintien. Manifestations contre le contrat première embauche (CPE) [22 mars 2006] (p. 2147)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [2 mai 2006] (p. 2783)

M. Jean-François Régère. Droit pénal. Agressions sexuelles. Récidive, lutte et prévention [16 mai 2006] (p. 3468)

M. Paul Giacobbi. Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique, maintien [17 mai 2006] (p. 3540)

M. Jean-Pierre Blazy. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [17 mai 2006] (p. 3543)

M. Éric Woerth. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation, application [31 mai 2006] (p. 3843)

M. Jean-Paul Bacquet. Etrangers. Sans-papiers. Élèves, régularisation [7 juin 2006] (p. 4049)

M. Patrick Braouezec. Etrangers. Expulsion. Conséquences, enfants scolarisés [27 juin 2006] (p. 4554)

M. Pierre Lang. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, mineurs, lutte et prévention [27 juin 2006] (p. 4555)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Ses interventions (p. 6169, 6178 à 6183)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes : armes non létales : policiers (p. 6174)

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 6174)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 6169)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 6170)

Droit pénal : proxénétisme (p. 6171)

Droit pénal : violences conjugales (p. 6170)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 6171)

Etrangers : visas : nouvelles technologies (p. 6176)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite : policiers (p. 6172)

Gens du voyage : stationnement (p. 6176)

Justice : magistrats (p. 6171)

Justice : victimes (p. 6171)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 6169)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : commissariats (p. 6176)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 6175)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 6173)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 6173)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 6173)

Ordre public : violences urbaines (p. 6172)

Police : adjoints de sécurité (p. 6175)

Police : équipements : protection (p. 6174)

Police : police de proximité (p. 6174)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 6176)

Santé : service d'aide médicale urgente (SAMU) (p. 6178)

Sécurité publique : incendies : équipements (p. 6177)

Sécurité publique : inondations (p. 6177)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels (p. 6178)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 6178)

Sécurité publique : secours : urgences (p. 6177)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 6177)

Transports urbains : sécurité des usagers (p. 6175)

Travail : travail clandestin : reconduite aux frontières (p. 6176)

Réponses aux questions :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : police municipale (p. 6181) (M. Francis Hillmeyer) (p. 6181)

Etrangers : immigration clandestine : logement (p. 6181) (M. Gilles Artigues) (p. 6181)

Justice : centres éducatifs fermés : Picardie (p. 6182) (M. Maxime Gremetz) (p. 6182)

Ordre public : personnels : Noisiel (p. 6178) (Mme Chantal Brunel) (p. 6178)

Police : commissariats : Saint-Dié-des-Vosges (p. 6179) (M. Gérard Cherpion) (p. 6179)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : formation professionnelle (p. 6182) (M. André Chassaingne) (p. 6182)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : effectifs (p. 6179) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 6179)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : péréquation (p. 6180) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6179)

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)

Son intervention (p. 6491)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6493)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6493)

Cultes : islam (p. 6493)

Droit pénal : arrestations : garde à vue (p. 6492)

Etrangers : intégration : discrimination (p. 6494)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : parents (p. 6494)

Justice : victimes (p. 6493)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6493)

Partis et mouvements politiques : gauche (p. 6492 et s.)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6760)

Ses interventions (p. 6760, 6789)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues (p. 6760, 6790)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 6764, 6790)

Associations : subventions (p. 6791)

Communes : maires : compétences (p. 6763)

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 6761)

Droit pénal : délinquance et criminalité : violences urbaines (p. 6761)

Droit pénal : perquisitions (p. 6763)

Energie et carburants : carburants : vente (p. 6763)

Etat : valeurs républicaines (p. 6762)

Etrangers : expulsion : violences urbaines (p. 6790)

Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6762)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 6761)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6761)

Ordre public : violences urbaines (p. 6760)

Ordre public : violences urbaines : statistiques (p. 6763)

Parlement : contrôle parlementaire : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6790)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 6760)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : insertion professionnelle (p. 6790)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 6791)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Ses interventions (p. 7419, 7464)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7470)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 7422)

Automobiles et cycles : automobiles : traitement de données (p. 7423)

Communes : loi PML : lutte contre le terrorisme (p. 7465)

Cultes : intégrisme : ministres des cultes (p. 7421)

Cultes : islam (p. 7420)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : mobilité (p. 7422)

Droit pénal : garde à vue (p. 7470)

Droits de l'homme et libertés publiques : loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (p. 7423)

Justice : frais de justice : crédits budgétaires (p. 7465)

Justice : juge de l'application des peines : terrorisme (p. 7423)

Nationalité : déchéance (p. 7423)

Ordre public : attentats : prévention (p. 7422)

Ordre public : attentats : terrorisme (p. 7420)
 Ordre public : jihadisme global (p. 7420)
 Ordre public : terrorisme (p. 7419)
 Ordre public : terrorisme : attentats-suicides (p. 7420)
 Ordre public : terrorisme : financement (p. 7423, 7465)
 Ordre public : terrorisme : législation (p. 7421)
 Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7422)
 Ordre public : terrorisme : victimes (p. 7465)
 Ordre public : vidéosurveillance (p. 7422)
 Ordre public : violences urbaines (p. 7466)
 Papiers d'identité : traitement de données (p. 7423)
 Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7465)
 Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) (p. 7421, 7466)
 Police : effectifs : lutte contre le terrorisme (p. 7421)
 Police : renseignements généraux (p. 7421, 7466)
 Politique extérieure : coopération : lutte contre le terrorisme (p. 7465)
 Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 7421)
 Relations internationales : guerre : lutte contre le terrorisme (p. 7420)
 Télécommunications : contrôle (p. 7422)
 Transports aériens : transport de voyageurs : traitement de données (p. 7422)
 Union européenne : construction européenne : Pologne (p. 7466)
 Union européenne : élargissement : coopération policière et pénale (p. 7465)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)
 Ses interventions (p. 7481 et s.)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7485, 7489 et s.)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de la commission (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement constituée de cinq députés et cinq sénateurs) (p. 7485)

Intervient sur l'adt n° 134 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (création d'une commission nationale de contrôle des services de renseignement composée de neuf membres dont trois députés et trois sénateurs) (p. 7485)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Julien Dray (détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste) (p. 7491)

Intervient sur le sous-adt n° 151 de M. Michel Hunault (par arrêté ministériel) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (p. 7491)

Intervient sur le sous-adt n° 152 de M. Michel Hunault (liste des services compétents en matière de vidéosurveillance fixée par arrêté préfectoral) à l'adt n° 83 de M. Julien Dray (p. 7491)

Article 5 (transmission des données de connexion conservées par les opérateurs de communication et fournisseurs de services électroniques aux services de police administrative chargés de la lutte contre le terrorisme)

Ses interventions (p. 7497 et s.)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Ses interventions (p. 7500 et s.)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Son intervention (p. 7638)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2560)

Thèmes :

Associations : dissolution (p. 2562)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : peines (p. 2562)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 2561)
 Ordre public : maintien de l'ordre : coût (p. 2561)

Ordre public : maintien de l'ordre : football (p. 2561)
 Ordre public : vidéosurveillance : stades (p. 2563)
 Partis et mouvements politiques : extrême droite (p. 2561)
 Police : police nationale : football (p. 2561)
 Police : police nationale : Internet (p. 2561)
 Sports : football (p. 2561)
 Sports : manifestations sportives : prévention (p. 2563)
 Sports : stades : agressions (p. 2560)
 Sports : stades : interdiction (p. 2562)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Ses interventions (p. 2784, 2875)

Thèmes :

Cultes : christianisme (p. 2791)
 Cultes : islam : La Réunion (p. 2879)
 Etat : structures gouvernementales : immigration (p. 2877)
 Etrangers : accès aux soins (p. 2786, 2881)
 Etrangers : diplômés (p. 2789)
 Etrangers : langue française (p. 2789, 2792)
 Etrangers : professions médicales (p. 2790)
 Etrangers : aide au retour (p. 2793)
 Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2791)
 Etrangers : cartes de travail (p. 2787)
 Etrangers : contrats d'intégration (p. 2879)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2786)
 Etrangers : demandeurs d'asile : délais (p. 2787)
 Etrangers : Haut conseil à l'intégration : statistiques (p. 2792)
 Etrangers : immigration : pays étrangers (p. 2784)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 2786)
 Etrangers : immigration clandestine : Guyane (p. 2878)
 Etrangers : intégration (p. 2785, 2788, 2792)
 Etrangers : logement (p. 2791)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 2788, 2876)
 Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2786, 2876)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2787, 2791, 2877)
 Etrangers : régularisations (p. 2785, 2878)
 Etrangers : rétention administrative (p. 2786)
 Etrangers : titres de séjour (p. 2790)
 Etrangers : visas : données biométriques (p. 2787)
 Famille : mariages blancs (p. 2791, 2879)
 Famille : polygamie : allocations familiales (p. 2880)
 Nationalité : acquisition par mariage (p. 2791)
 Ordre public : violences urbaines (p. 2785)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 2882)
 Travail : contrats de travail : titres de séjour (p. 2792)
 Travail : travail clandestin (p. 2878)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2971)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Ses interventions (p. 3092 et s.)

Explications de vote et vote [17 mai 2006] (p. 3549)

Son intervention (p. 3550)

Joël SARLOT

Vendée (5^{ème} circonscription)
 Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19411)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome XIV : Transports (transports aériens) - Contrôle et exploitation aériens (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3228 relative au renforcement des moyens de la justice en cas de catastrophe humaine liée aux transports [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1645, posée le 6 juin 2006. Transports ferroviaires. Ligne Clermont-Ferrand Paris (J.O. Questions p. 5726). Appelée le 6 juin 2006. Réhabilitation, interruption temporaire, conséquences (p. 3972)

DÉBATS**Débat sur les infrastructures de transport**

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5043)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 5043)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5043)
Voie : autoroutes : péages (p. 5043)
Voie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5043)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRANSPORTS****Examen du fascicule [3 novembre 2005] (p. 6191)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6198)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : recherche développement (p. 6199)
Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 6199)
Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : crédits budgétaires (p. 6199)
Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 6198)
Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 6200)
Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 6199)
Transports aériens : sécurité (p. 6199)
Transports aériens : trafic (p. 6198)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV : Auvergne (p. 6221)

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8271, 8297)**

Son intervention (p. 8288)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : financement (p. 8288)
Pays étrangers : Royaume-Uni : transports ferroviaires (p. 8290)
Sécurité routière (p. 8290)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 8289)

Transports : politique des transports : grandes infrastructures (p. 8288)

Transports : transport combiné (p. 8290)

Transports aériens : aéroports : sécurité (p. 8289)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 8288)

Transports aériens : sécurité (p. 8289)

Transports ferroviaires : Etablissement public de sécurité ferroviaire (p. 8288)

Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 8289)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8288)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 8289)

Transports par eau : ports maritimes (p. 8289)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 8289)

Union européenne : directives : transports (p. 8288, 8290)

Voie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 8289)

Voie : tunnels routiers : sécurité (p. 8289)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 1er (création de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire)
Son adt n° 84 (p. 8306)

Article 2 (organes dirigeants, statut des personnels et cadre juridique de l'intervention des agents habilités)
Son adt n° 85 (p. 8307)

Article 3 (ressources de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire)
Son adt n° 86 (p. 8309)

Article 4 (modalités réglementaires d'application des articles 1er à 3)
Son adt n° 87 (p. 8310)

Article 5 (dispositions de coordination)

Son adt n° 88 (p. 8310)

Article 7 (signallement des accidents et incidents)

Ses interventions (p. 8312 et s.)

Article 7 ter (sûreté des vols et sécurité de l'exploitation des aérodromes)

Son adt n° 93 (p. 8316)

Après l'article 7 ter

Son adt n° 89 (bilan annuel des nouvelles obligations de compte rendu imposées aux aérodromes) : retiré (p. 8317)

Son adt n° 90 (publication des résultats des enquêtes relatives à la sécurité de l'aviation civile et des mesures correctrices prises) : rejeté (p. 8317)

Avant l'article 12

Son adt n° 94 (information du Parlement avant toute nouvelle ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 8321) : rejeté (p. 8322)

Article 12 (transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires)

Son adt n° 95 (p. 8322)

Après l'article 12

Son adt n° 80 (avis conforme des régions pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) : rejeté (p. 8324)

Son adt n° 97 (enquête publique pour le déclassement des lignes du réseau ferré national) : rejeté (p. 8324)

Son adt n° 96 (RFF tenue de motiver ses décisions de déclassement des lignes du réseau ferré national) (p. 8324) : rejeté (p. 8325)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Patrick Devedjian (majorité des deux-tiers requise pour une augmentation significative des contributions au STIF) (p. 8327)

Article 13 (opérations d'investissement dans le domaine ferroviaire)

Son adt n° 150 (de suppression) (p. 8364)

Article 14 (radios chargées d'une mission de service public d'information routière)

Son intervention (p. 8369)

Après l'article 15 ter

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Yves Bur (taxation des poids lourds de plus de douze tonnes en transit sur le réseau routier alsacien) (p. 8374)

Article 15 octies (dispositions applicables aux investissements sur le réseau fluvial)

Son adt n° 151 (de suppression) (p. 8374)

Article 15 decies (création de sociétés portuaires)

Son adt n° 152 (de suppression) (p. 8382)

Après l'article 15 undecies

Son adt n° 78 (rapport au Parlement relatif à la création d'une Agence publique de financement des grandes infrastructures) : rejeté (p. 8384)

Article 16 (dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire)

Son adt n° 82 (p. 8384)

Article 17 ter (formation professionnelle des conducteurs de véhicules de transports routiers de voyageurs et de marchandises)

Son adt n° 79 (p. 8385)

Avant l'article 18

Son adt n° 153 (rapport au Parlement sur le bilan du registre international français) : rejeté (p. 8386)

Ses explications de vote (p. 8391)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8392)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2005] (p. 8677)

Son intervention (p. 8683)

Thèmes :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : délégations de service public (p. 8683)

Transports routiers : transporteurs : sécurité (p. 8683)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 8683)

Union européenne : directives : transports (p. 8683)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8684)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Avant l'article 19

Son adt n° 602, deuxième rectification (imputation par le syndicat de copropriété des frais de recouvrement d'une créance à l'encontre d'un propriétaire débiteur) : devenu sans objet (p. 477)

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Son intervention (p. 1170)

Thèmes :

Justice : Conseil d'Etat (p. 1170)

Transports ferroviaires : lignes : Auvergne (p. 1171)

Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1170)

Voirie : routes : aménagement (p. 1171)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1172)

Son intervention (p. 1174)

François SAUVADET

Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2721 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état réel des finances publiques de la France [1^{er} décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [13 avril 2006] (p. 2683)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Craint que le rythme trop rapide de la discussion nuise à la qualité du travail législatif et empêche la discussion de problèmes de principe [17 mai 2006] (p. 3602)

Proteste contre la durée excessive de la suspension de séance demandée par M. Ollier, avec comme conséquence le report après minuit de la discussion de l'article 37 qui avait par ailleurs fait l'objet d'une réserve [18 mai 2006] (p. 3723)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4778)

Son intervention (p. 4798)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4871)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4800)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4800)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4799)

Baux : fermage (p. 4871)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 4799)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4871)

Enseignement agricole (p. 4799)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 4800)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4778, 4798 et s.)

Union européenne : constitution européenne (p. 4778)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Ses interventions (p. 4883 et s.)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Ses interventions (p. 4974 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1035 précédemment réservé de M. Jean Auclair (encadrement des aides financières des collectivités locales aux SAFER) (p. 4992)

Intervient sur l'adt n° 48 précédemment réservé de M. Jean-Charles Taugourdeau (obligation pour les SAFER d'informer les communes des déclarations d'intention d'aliéner un bien situé sur leur territoire) (p. 4996)

Article 6 précédemment réservé (réduction d'impôt au titre des différés de paiement consentis à un jeune agriculteur s'installant)

Ses interventions (p. 5008 et s.)

Article 8 (amélioration de la protection sociale des non-salariés agricoles exploitant de très petites surfaces et aménagement des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur agricole)

Son adt n° 925 (p. 5016)

Article 11 (prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)

Son intervention (p. 5034)

Après l'article 11

Son adt n° 899 (proportion d'éthanol dans l'essence) (p. 5082) : rejeté (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 863 rectifié de M. Francis Delattre (interdiction, à compter du 1er janvier 2010, de la commercialisation ou de la distribution des sacs ou emballages plastiques non biodégradables) (p. 5084)
Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5089)

Article 12 (possibilité d'autoriser à titre expérimental l'autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)

Son intervention (p. 5102)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5114 et s.)

Ses ss-acts n°s 1141 et 1142 à l'adt n° 859 de M. Michel Raison (p. 5124)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Ses interventions (p. 5138 et s.)

Article 17 (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance le statut de la coopération agricole aux évolutions du code du commerce)

Son adt n° 915 (p. 5140)

Article 18 (gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)

Son intervention (p. 5143)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 273 rectifié de M. Christian Ménard (création d'un comité national de gestion des risques) (p. 5143)

Article 19 (assurance contre les dommages causés aux exploitations agricoles et à la forêt)

Son adt n° 914 (p. 5145)

Après l'article 20

Son adt n° 902 (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) : rejeté (p. 5147)

Article 22 (sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animales et santé des végétaux)

Son adt n° 913 (p. 5295)

Article 25 (bail environnemental)

Son adt n° 912 (p. 5312)

Article 27 (modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture)

Son adt n° 911 (p. 5317)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Son adt n° 910 (p. 5321)

Article 30 (amélioration du fonctionnement de l'administration de l'agriculture)

Son adt n° 909 : adopté (p. 5327)

Explications de vote et vote [18 octobre 2005] (p. 5378)

Ses explications de vote (p. 5379)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5379)

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances

Avant la discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4819)

Son intervention (p. 4824)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4824)

Etat : Gouvernement : adts (p. 4824)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4824)

Lois de règlement (p. 4824)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 4824)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4824)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6820)

Agriculture : crédits (p. 6819)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6820)

Agriculture : pollution (p. 6819)

Bois et forêts : filière bois (p. 6820)

Elevage : bâtiments (p. 6819)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6820)

Enseignement agricole : crédits (p. 6819)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 6818)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6818)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6819)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2005] (p. 6874)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6878)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6456)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 6457)

Coopération intercommunale (p. 6457)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 6458)

Ordre public : maintien de l'ordre (p. 6456)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6457)

Secteur public : services publics (p. 6457)

Transports par eau : canal Saône-Rhin (p. 6457)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 70 [18 novembre 2005]

Son adt n° 311 (TIPP – remboursement aux commerçants sédentaires établis dans une commune de moins de 3000 habitants : extension à ceux des communes de plus de 3000 habitants si les ventes ambulantes excèdent 50 % du chiffre d'affaires) : rejeté (p. 7201)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Son adt n° 310 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - réductions : extension au secteur non alimentaire) : rejeté (p. 7203)

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 novembre 2005] (p. 6792)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 de Mme Martine Billard (abrogation de la loi n° 55-385 instituant un état d'urgence) (p. 6793)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 51, troisième rectification de M. Thierry Mariani (restauration : TVA au taux réduit) (p. 8160)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Son intervention (p. 2289)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2289)
Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2289)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : loi de programme (p. 2289)
Énergie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2289)
Énergie et carburants : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) (p. 2289)
Énergie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle parlementaire (p. 2289)
Environnement : changements climatiques (p. 2290)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3345)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3356)

Son intervention (p. 3358)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 3346)
Collectivités territoriales : compétences : eau (p. 3346, 3359)
Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 3359)
Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 3346, 3358)
Eau : fiscalité (p. 3359)
Eau : agences : financement (p. 3358)
Eau : assainissement : immobilier de loisirs (p. 3359)
Eau : assainissement : zones rurales (p. 3356)
Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3346)
Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3359)
Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 3359)
Environnement : changements climatiques (p. 3358)
Environnement : charte de l'environnement (p. 3346)
Environnement : développement durable (p. 3356)
Politiques communautaires : directives : eau (p. 3346)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adit n° 369 de M. Jean Launay (création d'un Haut Conseil des services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 3397)

Intervient sur l'adit n° 101 deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (journée annuelle de sensibilisation à l'eau dans les écoles) (p. 3400)

Article 1er (habilitation de Voies navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 3403)

Article 2 (modifications apportées aux autorisations des installations ayant un impact sur l'eau)

Son adit n° 897 (p. 3409)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)

Son adit n° 895 (p. 3421)

Après l'article 5

Son adit n° 903 rectifié (intervention préventive du préfet en cas de péril imminent affectant les intérêts de la gestion équilibrée de l'eau) (p. 3506) : rejeté (p. 3507)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son adit n° 896 (p. 3510)

Son intervention (p. 3514)

Après l'article 7

Son adit n° 904 (substitution de la composition pénale à la transaction pénale) (p. 3514) : retiré (p. 3515)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 3518)

Après l'article 8

Intervient sur l'adit n° 432 rectifié de M. Germain Peiro (libre circulation des engins non motorisés) (p. 3520)

Article 13 bis (création de nouvelles retenues d'eau)

Son intervention (p. 3525)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)

Son intervention (p. 3528)

Après l'article 18

Intervient sur l'adit n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adit n° 50 rectifié de M. Yves Cochet (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Intervient sur l'adit n° 551 de M. Jean Launay (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 3559)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3563)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3570)

Article 23 (taxe sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement)

Son intervention (p. 3586)

Après l'article 23

Intervient sur l'adit n° 893 rectifié de M. Jacques Pélassard (extension de la taxe sur les déchets à l'ensemble des incinérateurs, quelle que soit leur date d'installation) (p. 3588)

Intervient sur l'adit n° 213 rectifié de la commission (création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 3594)

Article 27 (règlement et tarification des services de distribution d'eau)

Son adit n° 905 (p. 3609)

Son intervention (p. 3611)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Ses interventions (p. 3664 et s.)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son adit n° 898 (p. 3669)

Article 32 (contenu et portée juridique du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)

Son intervention (p. 3674)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3683 et s.)

Son adit n° 899 rectifié (p. 3684)

Son adit n° 909 (p. 3690)

Avant l'article 42

Son intervention (p. 3712)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3723)

Article 37 précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)

Ses interventions (p. 3725, 3735)

Son adt n° 962 (p. 3731)

Son ss-adt n° 1271 à l'adt n° 804 de M. Yves Simon (p. 3732)

Ses adts n°s 1101 et 901 (p. 3737, 3741)

Son adt n° 906 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3743)

Son adt n° 907 (p. 3743)

Explications de vote et vote [30 mai 2006] (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3792)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3793)

François SCELLIER

Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant engagement national pour le logement (n° 2709 rectifié) [7 décembre 2005]

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [7 février 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 41 : Ville et logement (aide à l'accès au logement ; développement et amélioration de l'offre de logement) (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2580 visant à instituer un "plan d'épargne retraite-logement" [13 octobre 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les articles 4 ter, 4 quater, 4 quinquies, 4 sexies, 4 septies, 5, 5 quater, 5 quinquies, 7, 7 bis, 7 ter et 7 septies du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (n° 2709) [20 décembre 2005] (n° 2765)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) : Annexe 1 : exécution en 2005 des crédits relatifs à l'équipement des forces de M. François Cornut-Gentille [13 juin 2006] (n° 3155)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [26 octobre 2005] (p. 5879)

Logement. Politique du logement. Bilan [6 juin 2006] (p. 3989)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 25

Son adt n° 82 (valeurs locatives des centrales nucléaires, aéroports et installations destinées à la lutte contre la

pollution des eaux et de l'atmosphère : compensation des réductions de base aux collectivités territoriales) : rejeté (p. 5598)

Après l'article 27

Son adt n° 133 (suppression de la vignette automobile : modalités de compensation) (p. 5603) : rejeté (p. 5604)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 3 rectifié (réductions de valeur locative prévues par l'article 1518 A du code général des impôts - usines nucléaires et aéroports, dispositifs anti-pollution ou économisant l'énergie : délibération des collectivités territoriales) : rejeté (p. 7388)

Son adt n° 14 (aéroports d'intérêt national ou international - taxe professionnelle : suppression de la réduction de valeur locative) : rejeté (p. 7388)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan suppléé par M. François Grosdidier

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Son intervention (p. 121)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : plan d'épargne retraite (PER) (p. 122)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 121 et s.)

Impôts locaux : taxe locale d'équipement (p. 121)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 122)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 121)

TVA : taux réduit : accession à la propriété (p. 122)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 202)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Son intervention (p. 253)

Article 4 sexies (majoration de la base de la taxe locale d'équipement)

Son intervention (p. 254)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 13 de la commission des finances (suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus des coopératives HLM) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission des finances (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission des finances (plan d'épargne retraite populaire affecté à l'acquisition de la résidence principale) (p. 312)

Article 7 bis (dispositif d'investissement locatif dans le secteur intermédiaire)

Son ss-adt n° 655 rectifié à l'adt n° 554, troisième rectification de M. Gérard Hamel (p. 328)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'adt n° 412 de Mme Élisabeth Guigou (création d'un permis de louer) (p. 359)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 359)

Intervient sur le sous-adt n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'adt n° 55, deuxième modification de la commission (p. 359)

Après l'article 8 ter

Son adt n° 688 (compétence des organismes d'HLM pour construire et gérer les bureaux et locaux techniques des fonctionnaires de police et de gendarmerie) : rejeté (p. 379)

Après l'article 8 quinquies

Son adt n° 613 (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) : devenu sans objet (p. 382)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. François Brottes (bailleurs HLM autorisés à proposer des contrats de colocation) (p. 390)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission des finances (application du taux de 20 % prévu par l'article 55 de la loi SRU au niveau du groupement de communes) (p. 403)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de la commission des finances (période permettant d'assimiler aux logements locatifs sociaux les logements cédés aux locataires occupants portée à quinze ans) (p. 406)

Article 10 (réforme du dispositif du supplément de loyer de solidarité)

Son adt n° 520 : adopté (p. 468)

Ses adts n°s 519 rectifié et 521 (p. 468, 469)

Après l'article 18

Son adt n° 467, deuxième rectification (mise en conformité du droit applicable en matière de charges récupérables avec la réglementation relative à la sécurité des ascenseurs) : adopté (p. 467)

Son adt n° 471 (modalités de calcul des charges récupérables) (p. 476) : adopté (p. 477)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 46 de M. Jean-Pierre Gorges (interdiction pour un locataire en accession sociale à la propriété d'être propriétaire d'un autre bien immobilier) (p. 3881)

Après l'article 5 sexies

Son adt n° 204 (extension de l'objet du plan d'épargne retraite populaire à la constitution d'une épargne affectée à l'acquisition de la résidence principale de l'adhérent en accession à la première propriété) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3887)

Article 8 ter (extension des compétences des organismes HLM)

Son adt n° 205 deuxième rectification : adopté (p. 3927)

Après l'article 8 quater

Intervient sur l'adt n° 115 de M. François Brottes (autorisation de la colocation pour les logements HLM) (p. 3928)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accession sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3939)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3993)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement, annexé à la loi de finances, sur l'efficacité des aides publiques au logement) (p. 3997)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4436)

Thèmes :

Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4436 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 4436)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : logement (p. 4436)

Logement : logement social (p. 4436)

Logement : politique du logement : Cour des comptes (p. 4436)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de la langue française au sein de l'Union européenne et dans le reste du monde (n° 2679) [25 janvier 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière (n° 3120) [20 juin 2006]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'efficacité énergétique dans l'Union européenne (COM (2005) 265 final / E 2914, COM (2003) 739 final / E 2478 et COM (2005) 35 final / E 2834) [1^{er} février 2006] (n° 2839)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2006 [14 juin 2006] (n° 3157)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière (n° 3120) [28 juin 2006] (n° 3198)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Conditions d'accès. Jeunes défavorisés [29 novembre 2005] (p. 7635)

Finances publiques. Lois de finances pour 2007. [14 juin 2006] (p. 4206)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 159 de M. Denis Jacquat (petites brasseries indépendantes - production inférieure à 200 000 hl - droits d'accise : institution de taux réduits) (p. 5780)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2005] (p. 7042)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 7044)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6699)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire", inscrits à l'état B
Son adt n° 127 (transfert de crédits prévus pour le programme "soutien de la politique de l'éducation nationale" en faveur du programme "vie de l'élève") : adopté (p. 6709)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) :
- *Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005*
Son intervention (p. 6739)

Thème :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6739)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Son adt n° 541 (taxe professionnelle – mise à disposition gratuite d'équipements ou de biens mobiliers : imposition du propriétaire dans le seul cas de sous-traitance) : retiré (p. 7385)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039)
[8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Après l'article 32

Son adt n° 135 (biens mis à la disposition de sous-traitants – taxe professionnelle : imposition du donneur d'ordre s'il est assujéti à la taxe professionnelle à compter des impositions établies au titre de 2006) : devenu sans objet (p. 8133)

Son adt n° 10 (biens mis à la disposition de sous-traitants – taxe professionnelle : imposition du donneur d'ordre s'il est assujéti à la taxe professionnelle) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8134)

Après l'article 40

Son adt n° 9 (droit sur les bières : allègement pour les petites brasseries indépendantes) (p. 8163) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8164)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 48)

Son intervention (p. 59)

Thèmes :

Associations : volontaires (p. 59, 60)

Associations : bénévolat (p. 59, 60)

Jeunes : volontaires (p. 60)

Régions : Alsace (p. 59)

Régions : Lorraine (p. 60)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Son adt n° 137534 (p. 5375)

Bernard SCHREINER

Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2005 [15 novembre 2005] (n° 2677)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2006 [29 mars 2006] (n° 2984)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2006 [19 septembre 2006] (n° 3333)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance [22 mars 2006] (p. 2152)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1561, posée le 4 avril 2006. Audiovisuel et communication. France 3 (J.O. Questions p. 3487). Appelée le 4 avril 2006. Programmes régionaux, maintien (p. 2416)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 7014, 7025)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7040)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 6553)

Projet de loi n° 2154 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2448)

Son intervention (p. 2450)

Thèmes :

Mer et littoral : pollution (p. 2450)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2450)

Transports par eau : transports maritimes (p. 2450)

Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 avril 2006] (p. 2451)

Son intervention (p. 2452)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 2453)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 2452, 2453)
 Propriété intellectuelle : marques de fabrique (p. 2452)
 Union européenne (p. 2453)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement
 Populaire (p. 2453)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 8 bis AA (conditions d'application du taux réduit de taxation à l'impôt sur les sociétés pour les plus-values réalisées par les SEM lors de la cession d'immeubles)

Son adt n° 110 (p. 3926)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2915 relative à l'organisation d'élections primaires en vue de la désignation des candidats à l'élection présidentielle [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2916 relative au financement d'élections primaires en vue de la désignation des candidats à l'élection présidentielle [28 février 2006]

Proposition de résolution n° 2981 visant à la création d'une commission d'enquête sur l'action des forces de l'ordre lors de la manifestation étudiante du 23 mars 2006 à Paris [27 mars 2006]

Proposition de loi n° 3063 visant à instituer une contribution exceptionnelle sur les surprofits des groupes pétroliers [3 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1805)

DÉBATS

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 7 bis (procédure de révision des plans d'exposition au bruit)

Son intervention (p. 8314)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 février 2006] (p. 1249, 1279) ; [1er mars 2006] (p. 1324)

Son intervention (p. 1288)

Thèmes :

Recherche : concurrence (p. 1291)
 Recherche : crédits (p. 1289, 1290)
 Recherche : précarité (p. 1289)
 Recherche : chercheurs (p. 1289 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [4 avril 2006] (p. 2435)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2438) : rejetée (p. 2440)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : effectifs (p. 2439)
 Recherche : effectifs (p. 2439)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 2439, 2440)
 Recherche : chercheurs (p. 2438 et s.)
 Recherche : chercheurs : précarité (p. 2440)
 Recherche : crédits (p. 2439)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1635) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1641)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : censure (p. 1638)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1638)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1636 et s.)
 Emploi : jeunes (p. 1636 et s.)
 Entreprises : bénéfiques (p. 1637)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1636)
 Politique économique : libéralisme (p. 1636)
 Travail : licenciements (p. 1637)
 Travail : période d'essai (p. 1636 et s.)
 Travail : précarité (p. 1637)

Jean-Marie SERMIER

*Jura (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2603 sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (COM (2005) 263 final / E 2916) [19 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (COM (2005) 263 final / E 2916) [19 octobre 2005] (n° 2602)

Proposition de loi n° 2861 visant à permettre la participation aux frais d'opérations de secours lors des interventions consécutives à la pratique d'une activité sportive ou de loisir [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2862 visant à permettre la révision des cartes départementales des pharmacies dans l'objectif de permettre un meilleur service au public en milieu rural [8 février 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), attitude de la France [2 novembre 2005] (p. 6123)
 Politique sociale. Politiques communautaires [21 juin 2006] (p. 4407)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Après l'article 11

Son adt n° 247 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : devenu sans objet (p. 5091)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 6823)

Agriculture : crédits (p. 6822)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 6822)

Agriculture : montagne (p. 6823)

Agriculture : pollution (p. 6822)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 6822)

Assurances : contrats : calamités agricoles (p. 6822)

Élevage : bâtiments (p. 6822)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6822)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe) (n° 2562) [19 octobre 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe) (n° 2562) [12 avril 2006] (n° 3023)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1519, posée le 28 mars 2006. Établissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire (J.O. Questions p. 3189). Appelée le 28 mars 2006. SROS III, Pyrénées-Orientales (p. 3189)

n° 1696, posée le 27 juin 2006. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 6664). Appelée le 27 juin 2006. Inondations, travaux, financement, Pyrénées-Orientales (p. 4534)

Yves SIMON

*Allier (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 1^{er} décembre 2005] (p. 18618)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9082)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [J.O. du 16 juin 2006] (p. 9095)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2644 visant à introduire un dispositif de bonification dans le système du permis à points en faveur des conducteurs non-contrevenants [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 3050 tendant à aider les ménages à revenus modestes à financer les travaux de mise aux normes de leurs systèmes d'assainissement non collectif [26 avril 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1361, posée le 20 décembre 2005. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 11649). Appelée le 20 décembre 2005. Assainissement, zones rurales (p. 8497)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4887)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 282 de la commission (conditions d'adhésion à un GAEC : simple apport en numéraire) (p. 4900)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 448 corrigé : adopté (p. 4934)

Article 7 (adaptation des règles applicables à la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant)

Son intervention (p. 5011)

Article 13 (assouplissement des conditions de prise de participation par l'Office national des forêts)

Son adt n° 449 (p. 5113)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Ses interventions (p. 5115 et s.)

Son adt n° 450 : adopté (p. 5119)

Ses adts n°s 451 et 1069 (p. 5124)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5137)

Après l'article 17

Son adt n° 453 (prise en compte de l'amortissement des aides européennes dans le code général des impôts et dans le code rural) : adopté (p. 5141)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 809 de M. Jean Gaubert (préférence, lors de la passation des marchés publics de restauration, à

l'offre de produits issus de l'agriculture biologique) (p. 5308)

Article 28 (rénovation du dispositif collectif d'amélioration génétique de l'élevage)

Ses interventions (p. 5318 et s.)

Son ss-adt n° 1089 à l'adt n° 158 quatrième rectification du Gouvernement : adopté (p. 5321)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Son adt n° 80 (conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ; dépenses de personnel ; redéploiement de crédits) : retiré (p. 6292)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 203)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses adts n°s 320 et 321 rectifié (p. 225, 232)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 241)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (sociétés locales placées sous le contrôle exclusif des collectivités locales autorisées sur demande de ces dernières à réaliser des opérations d'aménagement sans être contraintes par les règles de mise en concurrence) (p. 244)

Intervient sur le sous-adt n° 682 rectifié du Gouvernement (autorisation de droit) à l'adt n° 333 rectifié de M. Patrick Ollier (p. 244)

Après l'article 7 septies

Son adt n° 410 (taxe d'habitation à la charge du propriétaire pour les immeubles dépassant une durée de vacance de plus de cinq ans ou de plus de dix ans) : adopté (p. 354)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 411)

Intervient sur l'adt n° 145 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 411)

Intervient sur l'adt n° 144 de M. Jean-Pierre Brard (article L. 302-6 du code de la construction : inventaire des logements sociaux) (p. 411)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 3860 et s.)

Ses adts n°s 140 et 141 : adoptés (p. 3860, 3863)

Proposition de loi n° 2625 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2006] (p. 2503)

Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale (p. 2507)

Enseignement : personnel : délégués départementaux de l'éducation nationale : neutralité (p. 2507)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2507)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son adt n° 577 rectifié (p. 3498)

Son ss-adt n° 971 à l'adt n° 148 deuxième rectification de la commission (p. 3499)

Son adt n° 578 (p. 3503)

Son intervention (p. 3505)

Son adt n° 1231 (p. 3505)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 579 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 580 de M. Michel Bouvard (simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 3531)

Article 16 (application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement)

Son intervention (p. 3556)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de la commission (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de M. Yves Cochet (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Jean Launay (interdiction, pour toutes les publicités en faveur des pesticides, de toute mention pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser leur utilisation et augmentation des peines encourues par les contrevenants) (p. 3558)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 3559)

Article 20 (réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)

Son intervention (p. 3561)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 940 de M. Marc Le Fur (création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 3590)

Après l'article 24 ter

Intervient sur l'adt n° 600 de M. André Chassaigne (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 3598)

Article 26 (compétences des communes en matière de services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son ss-adt n° 613 à l'adt n° 220 rectifié de la commission : adopté (p. 3601)

Avant l'article 42

Intervient sur l'adt n° 263 troisième rectification de la commission (définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 3715)

Article 43 (*Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques*)

Son intervention (p. 3717)

Article 37 *précédemment réservé (redevances des agences de l'eau)*

Son ss-adt n° 1279 à l'adt n° 253 de la commission : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 3732)

Son adt n° 804 (p. 3732)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1608, posée le 9 mai 2006. Voirie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 4789)

n° 1688, posée le 20 juin 2006. Voirie (J.O. Questions p. 6306). Appelée le 20 juin 2006. Liaison Troyes Auxerre Bourges (p. 4329)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime avoir été mis en cause par M. Jean-Pierre Brard [20 octobre 2005] (p. 5542)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Voirie : autoroutes : construction (p. 5056)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5055)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Article 16 (*dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive*)

Son intervention (p. 5277)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 1er (*autorisation de percevoir les impôts*)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2005] (p. 5542)

Article 2 (*barème de l'impôt sur le revenu 2005*)

Ses interventions (p. 5545 et s.)

Après l'article 2

Reprend l'adt n° 38, deuxième rectification de M. Michel Bouvard ("loi Malraux" et dispositif "monuments historiques" - travaux de restitution des caractéristiques historiques des locaux : éligibilité) (p. 5548) : rejeté (p. 5549)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Charles de Courson (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge :

quotient familial de 1,2 – avantage fiscal limité à 2 202 €) (p. 5555)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (*réforme de la taxe professionnelle*)

Ses interventions (p. 7309, 7365 et s., 7367, 7369, 7371, 7374)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 279 de la commission (versement transport : taux progressifs – de 0,55 % à 1 % en fonction de la population)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 18 (*taxe de solidarité sur les billets d'avion*)

Son intervention (p. 8071)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1591)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Yves Durand (droit à l'éducation pour tous) (p. 706)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 421 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche - CPE) (p. 858)

Intervient sur les sous-adts n°^{OS} 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'adt no 3 du Gouvernement (p. 877)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 3 (*extension des dispensateurs et indexation des allocations individuelles spécifiques de recherche*)

Son intervention (p. 1403)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 304 de M. Jean-Yves Le Déaut (limitation du nombre de doctorants par professeur) (p. 1411)

Article 4 (*l'évaluation des établissements publics de recherche*)

Son intervention (p. 1435)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 80 de la commission (prévention des risques susceptibles de résulter de l'intervention d'entreprises extérieures) (p. 2366)

Article 22 (constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2370)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adit n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2963)

Article 6 (extension des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle)

Son intervention (p. 2977)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 53 de la commission (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France auprès d'une association ou d'une fondation reconnue d'utilité publique) (p. 2983)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5065 et s.)

Après l'article 3 [séances des 18 et 19 septembre 2006]

Intervient sur l'adit n° 88538 rectifié de la commission (création du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché applicable pendant une période de 2 ans) (p. 5258)

Son intervention (p. 5258)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5359)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5385 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Ses interventions (p. 5488 et s.)

Michel SORDI

Haut-Rhin (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. Pôles compétitivité, Alsace, Franche-Comté [1^{er} mars 2006] (p. 1323)

Frédéric SOULIER

Corrèze (2^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant du conseil national des transports [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Sécheresse de 2003, champ d'application [23 novembre 2005] (p. 7412)
Politique économique. Croissance [4 avril 2006] (p. 2429)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1578, posée le 2 mai 2006. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 4558). Appelée le 2 mai 2006. Personnes vivant seules (p. 2771)

n° 1609, posée le 9 mai 2006. TVA. Taux (J.O. Questions p. 4789). Appelée le 9 mai 2006. Pompes funèbres (p. 3149)

DÉBATS

Projet de loi n° 2604 relatif à la sécurité et au développement des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8305) ; [14 décembre 2005] (p. 8362, 8382)

Article 17 (dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulants des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs)

Son intervention (p. 8385)

Après l'article 25

Son adit n° 11 rectifié (lutte contre la fraude aux télépéages sur autoroutes) (p. 8389) : retiré (p. 8390)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie (p. 4842)

Energie et carburants : gaz : investissements (p. 4841)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4841)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 4841)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 4841)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4841)

Energie et carburants : tarifs (p. 4841)

Entreprises : GDF/EDF : fusion (p. 4841)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4841)

Télécommunications : France Télécom : privatisations (p. 4841)

Daniel SPAGNOU

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 2 février 2006] (p. 1788)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats jeunes. CIVIS, bilan [25 octobre 2005] (p. 5802)

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis, propos tenus par un élu [28 mars 2006] (p. 2256)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1488, posée le 7 mars 2006. Agriculture. Lavande (J.O. Questions p. 2257). Appelée le 7 mars 2006. Aides de l'Etat (p. 1529)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1564)

*DÉBATS***Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son intervention (p. 4825)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 4825)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4828)

Constitution : préambule (p. 4827)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 4825)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 4825)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 4827)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 4826)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : personnels (p. 4827)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 4826)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 4825)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 4827)

Entreprises : action spécifique (p. 4827)

Entreprises : GDF/SUEZ : fusion (p. 4825)

Entreprises : patriotisme économique (p. 4828)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 4827)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5487)

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 décembre 2005] (p. 18667)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3235 visant à informer les automobilistes du nombre de points sur leur permis de conduire [28 juin 2006]

Proposition de loi n° 3261 visant à étendre le principe de la conduite accompagnée aux candidats ayant échoué à l'examen du code de la route [6 juillet 2006]

Proposition de loi n° 3317 visant à ramener de trois ans à un an la période de restitution des points du permis de conduire [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Logement. Squat, lutte et prévention [18 octobre 2005] (p. 5372)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [7 février 2006] (p. 794)

Emploi. Chômage. Statistiques [31 mai 2006] (p. 3845)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souligne que ce sujet est, par définition, un sujet de fond qui met en jeu des millions d'emplois et notre rayonnement culturel dans le monde. Il est temps de se remettre au travail [9 mars 2006] (p. 1687)

Souligne que le ministre, contrairement à ses prédécesseurs, a eu le courage de s'atteler à une question difficile qui se double d'enjeux culturels cristallisant des divergences de fond [9 mars 2006] (p. 1692)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Avant l'article 21

Son ss-adt n° 1118 (composition du conseil) à l'adt n° 1064 de M. Thierry Mariani (création d'un conseil de la modération) (p. 5286)

Son adt n° 1148 (création d'un conseil de la modération) (p. 5285) ; adopté (p. 5287)

Article 23 (signes de qualité)

Son intervention (p. 5300)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son adt n° 153 : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8628)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1592)

Son ss-adt n° 307 (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1612) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1614)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1687, 1692)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Son adt n° 219 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1756)

Son adt n° 220 rectifié (p. 1758)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Son adt n° 185 rectifié (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766) : rejeté (p. 1811)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à son adt n° 185 rectifié (p. 1811)

Son adt n° 183 (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1766) : rejeté (p. 1811)

Son adt n° 184 (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767) : rejeté (p. 1811)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1814)

Son adt n° 186 (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1822) : rejeté (p. 1824)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1833, 1848)

Son ss-adt n° 400 à l'adt n° 233, troisième rectification de M. Marc Le Fur (p. 1845)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son ss-adt n° 270 à l'adt n° 258 rectifié de M. Christian Vanneste : adopté (p. 1856)

Son ss-adt n° 299 à l'adt n° 259 rectifié de M. Christian Vanneste (p. 1883)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3451)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3595)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 mars 2006] (p. 3595)

Membre du conseil supérieur de l'adoption [J.O. du 18 mars 2006] (p. 4124)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mars 2006] (p. 4681)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 2006] (p. 4681)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} avril 2006] (p. 4933)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} avril 2006] (p. 4933)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2005-744 du 4 juillet 2005 portant réforme de l'adoption [28 mars 2006] (n° 2982)

Proposition de loi n° 2992 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [29 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Police. Police municipale. Protocole d'accord relatif à la professionnalisation, contenu [10 mai 2006] (p. 3244)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6608)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 6608)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 6609)

Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 6608)

Système pénitentiaire : établissements : sécurité (p. 6608)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : recrutement (p. 6608)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7602)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7602)

Etat : devoir de mémoire (p. 7602)

Etat : valeurs républicaines (p. 7602)

Pays étrangers : Algérie (p. 7602)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7602)

Hélène TANGUY

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche [J.O. du 16 décembre 2005] (p. 19391)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 24 février 2006] (p. 2929)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 24 février 2006] (p. 2932)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3113)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant diverses dispositions relatives au tourisme (n° 2564) [30 novembre 2005] (n° 2715)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [28 février 2006] (n° 2893)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Mer et littoral. Aménagement du littoral. Conseil national du littoral, missions [29 novembre 2005] (p. 7637)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Son intervention (p. 6826)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 6826)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 6827)
Energie et carburants : pétrole : coût (p. 6827)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7765)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7765)
Mer et littoral : parcs naturels marins (p. 7765)
Tourisme et loisirs : stations balnéaires (p. 7766)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 11 (parcs naturels marins)

Son intervention (p. 7851)

Son ss-adt n° 298 à l'adt n° 291 quatrième rectification du Gouvernement (p. 7852)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7868)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7868)

Thèmes :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 7869)
Eau : assainissement : littoral (p. 7869)
Emploi : emplois de proximité ou de service : tourisme et loisirs (p. 7869)
Jeux et paris : casinos : impôt sur les spectacles, jeux et divertissements (p. 7869)
Tourisme et loisirs : codification (p. 7869)
Tourisme et loisirs : refuges de montagne (p. 7869)
Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 7869)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7870)
Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 7869)

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Article 1er quater (rétablissement de l'article 54 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne)

Son intervention (p. 7873)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-adt n° 24 du Gouvernement (bénéfice des conditions d'éligibilité étendu aux communes de la Guyane) à l'adt n° 3 rectifié de la commission (classement des communes touristiques et des communes classées sous le label " stations ") (p. 7875)

Article 4 (rectification d'une erreur matérielle dans le code du tourisme)

Son intervention (p. 7875)

Article 5 (extension à Mayotte du code du tourisme avec aménagements)

Son intervention (p. 7875)

Article 6 bis (ratification de l'ordonnance n°2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours)

Son intervention (p. 7875)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (définition des chambres d'hôtes) (p. 7875)

Article 8 bis (conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques)

Ses interventions (p. 7875 et s.)

Article 9 (établissement des servitudes pour l'aménagement des sports de montagne)

Son intervention (p. 7876)

Article 14 (mise en place d'une redevance pour l'entretien des sites accueillant les activités sportives nautiques non motorisées)

Son intervention (p. 7877)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 avril 2006] (p. 2491)

Suppléé par M. Patrick Ollier

Christiane TAUBIRA

Guyane (1^{ère} circonscription)
Appartenance au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3025 visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des personnes victimes des essais ou accidents nucléaires [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3260 visant à appliquer le principe de continuité territoriale à l'intérieur du territoire guyanais [6 juillet 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le ministre de l'intérieur n'est pas autorisé à attribuer à l'ensemble des Guyanais une stigmatisation du peuple du Guyana. Il ne faut pas confondre immigration et criminalité, cette dernière devant être combattue sans complaisance [3 mai 2006] (p. 2882)

Rappelle que les parlementaires doivent être les premiers à respecter les contraintes de l'Etat de droit et qu'il existe des procédures judiciaires. La tendance à introduire systématiquement des exceptions outre-mer conduit à ignorer les dispositions juridiques et les remparts institutionnels existants [9 mai 2006] (p. 3222)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6986)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6986)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6987)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6986)

Politique économique : mondialisation (p. 6987)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : congés : outre-mer (p. 7010)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités : outre-mer (p. 7010)

Santé : santé publique : Guyane (p. 7009)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 6939, 6941)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7607)

Thèmes :

- Enseignement : programmes (p. 7608)
- Etat : devoir de mémoire (p. 7608)
- Etat : valeurs républicaines (p. 7607, 7608)
- Outre-mer : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7608)
- Pays étrangers : Algérie (p. 7608)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7767)

Thèmes :

- Bois et forêts : forêts : Guyane (p. 7768)
- Collectivités territoriales (p. 7769)
- Outre-mer : Guyane : protection de la nature (p. 7768)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 1er (définition d'un parc national)

Son adt n° 233 (p. 7813)

Article 3 (plan de préservation et d'aménagement du parc national)

Ses adts n°s 141 rectifié et 138 deuxième rectification (p. 7815, 7817)

Article 4 (réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)

Ses adts n°s 137 rectifié, 136 et 135 (p. 7822, 7824, 7825)

Article 6 (composition et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national)

Ses adts n°s 134, 133 et 132 (p. 7829 et s.)

Son ss-adt n° 278 à l'adt n° 162 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (p. 7832)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Son ss-adt n° 279 à l'adt n° 170 de M. Jean-Paul Chanteguet (p. 7843)

Après l'article 10

Son ss-adt n° 294 (configuration multipolaire) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (création du parc amazonien en Guyane) (p. 7846) : retiré (p. 7847)

Son ss-adt n° 295 (configuration multipolaire) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7846) : retiré (p. 7847)

Son ss-adt n° 299 (plan de préservation et d'aménagement) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7847) : retiré (p. 7848)

Son ss-adt n° 300 (avis du conseil scientifique et du comité de vie locale) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement : adopté après rectification (p. 7848)

Son ss-adt n° 293 (représentation des autorités coutumières) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7848) : rejeté (p. 7849)

Son ss-adt n° 228 deuxième rectification (représentation des collectivités territoriales) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement : rejeté (p. 7849)

Son ss-adt n° 297 (conditions d'accès aux ressources génétiques) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7849) : adopté (p. 7850)

Son ss-adt n° 292 (procédure d'insertion au réseau des réserves de biosphères de l'UNESCO) à l'adt n° 217 deuxième rectification du Gouvernement (p. 7850) : retiré (p. 7851)

Article 12 (création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés du parc national)

Son adt n° 139 (p. 7855)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2841)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mai 2006] (p. 2882)

Thèmes :

- Etrangers : immigration clandestine : Guyane (p. 2842)
- Etrangers : politique de l'immigration (p. 2841)
- Etrangers : regroupement familial (p. 2841)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 67 (extension à l'ensemble de la Guadeloupe de l'application du régime dérogatoire de mise à exécution des mesures de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 3179)

Article 73 (participation aux frais médicaux du père ayant reconnu un enfant naturel né à Mayotte d'une mère étrangère)

Son intervention (p. 3198)

Après l'article 79

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mai 2006] (p. 3222)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de l'observatoire économique de l'achat public [J.O. du 22 décembre 2005] (p. 19782)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Arboriculture. Aides de l'Etat [29 mars 2006] (p. 2314)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 1er (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole)

Son intervention (p. 4886)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Ses interventions (p. 4911 et s.)

Ses adts n°s 41 rectifié et 8 (p. 4921, 4923)

Après l'article 6

Son adt n° 23 (régime fiscal du stockage des oléagineux, protéagineux et légumes secs) : retiré (p. 4945)

Son adt n° 53 (exonération des droits de mutation à titre gratuit) : retiré (p. 4948)

Intervient sur l'adt n° 1014 de M. François Brottes (construction, dans le périmètre de l'exploitation, d'une maison d'habitation pour le jeune reprenneur) (p. 4952)

Intervient sur l'adt n° 1067 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (cotisations sociales des producteurs dans le secteur de la conchyliculture) (p. 4952)

Article 3 précédemment réservé (toiletage rédactionnel du code rural et adaptation des règles relatives au non renouvellement des baux ruraux)

Son adt n° 10 (p. 4959)

Après l'article 4

Son adt n° 42 précédemment réservé (unification, par ordonnance, de la définition de l'activité agricole) (p. 4962)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 11 (p. 4979)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1034 précédemment réservé de M. Louis Cosyngs (SAFER autorisées à faire valoir leur droit de préemption uniquement pour un agriculteur au financement garanti) (p. 4989)

Son adt n° 48 précédemment réservé (obligation pour les SAFER d'informer les communes des déclarations d'intention d'aliéner un bien situé sur leur territoire) : adopté (p. 4996)

Son adt n° 52 précédemment réservé (rapport sur la gestion de l'espace foncier) : adopté après modification (p. 4997)

Après l'article 10

Son adt n° 73 rectifié (suppression de la contribution au "versement transport" pour l'ensemble des salariés agricoles) (p. 5029) : rejeté (p. 5030)

Après l'article 11

Son adt n° 29 (promotion de l'utilisation des biocarburants : habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires) : rejeté (p. 5083)

Son adt n° 7 deuxième rectification (habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les dispositions nécessaires pour favoriser l'utilisation des cagettes de bois pour la commercialisation des fruits et légumes) : rejeté (p. 5083)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jérôme Rivière (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5090)

Son adt n° 28 (régime fiscal incitatif pour les biocarburants) (p. 5088) : devenu sans objet (p. 5091)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 69 (p. 5126)

Après l'article 15

Son adt n° 15 (rapport au Parlement sur l'articulation entre le droit de la concurrence et le droit de l'organisation économique en agriculture) : rejeté (p. 5133)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son intervention (p. 5139)

Après l'article 17

Son adt n° 446 (extension des tâches que les collectivités territoriales peuvent confier à des salariés de groupements d'employeurs auxquelles elles participent) : adopté (p. 5141)

Après l'article 20

Son adt n° 17 (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) : rejeté (p. 5147)

Son adt n° 18 rectifié (approbation des cartes communales après avis de la chambre d'agriculture et après enquête par le conseil municipal et le préfet) : rejeté (p. 5147)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 968 de Mme Geneviève Gaillard (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Intervient sur l'adt n° 740 rectifié de M. André Chassigne (obligations du preneur d'un bien rural en matière de respect de la biodiversité et des ressources naturelles) (p. 5306)

Article 25 (bail environnemental)

Son adt n° 19 : adopté après modification (p. 5312)

Après l'article 25

Son adt n° 51 rectifié (élargissement des possibilités d'initiative de délimitation de zones agricoles protégées) : retiré (p. 5315)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE, FORET ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [15 novembre 2005] (p. 6807) ; [16 novembre 2005] (p. 6851)

Procédure des questions :

Bois et forêts : filière bois (p. 6872)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3327, 3349)

Son intervention (p. 3379)

Thèmes :

Eau : eaux pluviales (p. 3379)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 3379)

Environnement : développement durable (p. 3379)

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Article 21 (création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues urbaines et industrielles)

Son intervention (p. 3570)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5035)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Rapporteur pour avis de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2801) [30 mai 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [14 juin 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2637 réglementant les transferts de joueurs entre clubs français et européens de football [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2657 tendant à soumettre la reconduction et l'arrêt de la grève dans les services publics au vote des salariés intéressés [9 novembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 29 mars 2005 sur le contrôle de l'exécution des crédits de la défense pour l'exercice 2005 [29 mars 2006] (n° 2985)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2801) [30 mai 2006] (n° 3112)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2005 (n° 3109) [14 juin 2006] (n° 3163)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [11 octobre 2005] (p. 5073)

Politique extérieure. Afghanistan. Situation politique [30 mai 2006] (p. 3783)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6562)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 6347)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6348)

Défense : crédits (p. 6347)

Défense : frégates (p. 6349)

Défense : GIAT-Industries (p. 6349)

Défense : opérations extérieures (p. 6348)

Espace : satellites (p. 6348)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6347)

Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6348)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 8525)

Intervient sur l'adit n° 11 rectifié du Gouvernement (Mission Défense : " plan banlieues " – prélèvement de 75 millions d'euros sur les opérations extérieures) (p. 8532)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 7555)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7557)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7557)

Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 7556, 7558)

Défense : réserves (p. 7555 et s.)

Défense : réservistes : fonctionnaires et agents publics (p. 7557)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7556 et s.)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Son intervention (p. 7571)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 33 de M. Michel Dasseux (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7575)

Après l'article 19

Intervient sur l'adit n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7581)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Son intervention (p. 7762)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 7762)

Collectivités territoriales (p. 7762 et s.)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7762)

Mer et littoral : espaces littoraux : Marseille (p. 7763)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2832)

Thèmes :

Etrangers : intégration : langue française (p. 2832)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2832)

Politique extérieure : aide au développement : Afrique (p. 2833)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4017)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense : commission des affaires étrangères (p. 4017)

Assemblée nationale : commission de la défense : compétences (p. 4018)
Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4017)
Constitution : révision : commissions (p. 4018)
Défense : militaires et assimilés : statuts (p. 4017)
Parlement : contrôle parlementaire : commissions (p. 4017)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4069)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)

Son intervention (p. 4382)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense (p. 4382)
Défense : crédits : fonctionnement (p. 4383)
Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4382 et s.)
Défense : opérations extérieures (p. 4383)
Finances publiques : reports : défense (p. 4383)
Justice : Cour des comptes : défense (p. 4382 et s.)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : défense (p. 4383)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 4383)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 4736)

Thèmes :

Défense : chars de combat (p. 4737)
Défense : force multinationale (p. 4736)
Défense : opérations extérieures : Liban (p. 4736)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4736, 4737)
Relations internationales : paix (p. 4737)
Union européenne (p. 4737)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 22 : Politique des territoires (tourisme) (n° 2568) [12 octobre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Budget. Sommet de Bruxelles [20 décembre 2005] (p. 8506)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1343, posée le 20 décembre 2005. Industrie. Produits minéraux non métalliques (J.O. Questions p. 11645). Appelée le 20 décembre 2005. Céramique, Novoceram, emploi et activité, Bourg-Saint-Andéol (p. 8484)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4778)

Thème :

Agriculture : installation (p. 4779)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)

Son intervention (p. 5889)

Thèmes :

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 5890)
Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 5889)
Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 5889)
Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 5889)
Sécurité sociale : déficit (p. 5889)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Son intervention (p. 6447)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 6447)
Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 6448)
Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 6448)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 6448)
Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 6449)
Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 6448)
TVA : taux réduit : restauration (p. 6448)
Union européenne : fonds structurels (p. 6449)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 60 [16 novembre 2005]

Son ad t n° 360 (chèques vacances - entreprises de moins de 50 salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 6938) : retiré (p. 6939)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7307)

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8357)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8358)
Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8357)
Logement (p. 8357)
Politiques communautaires : budget (p. 8358)
Tourisme et loisirs (p. 8357)
TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8357)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8596)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8597)
Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 8596)
Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8596)
Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8596)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Re conduite aux frontières. Statistiques [18 janvier 2006] (p. 108)

Irène THARIN

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil d'administration du centre national des oeuvres universitaires et scolaires [J.O. du 9 février 2006] (p. 2100)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [16 novembre 2005] (p. 6889)

Union européenne. Politiques communautaires. Coopération franco-allemande [15 mars 2006] (p. 1873)

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [3 mai 2006] (p. 2860)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2005] (p. 6723) : - Réunion de la commission des finances du 26 octobre 2005

Son intervention (p. 6737)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 6737)
Enseignement : langues étrangères (p. 6737)
Enseignement : pédagogie (p. 6737)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 6737, 6738)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 6738)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 6738)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 6738)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1^{er} février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 636)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 636)
Emploi : jeunes (p. 636 et s.)
Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 636, 637)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 637)
Formation professionnelle : stages (p. 637)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3454)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 3454)
Emploi : jeunes (p. 3454, 3455)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 3454)
Formation professionnelle : stages (p. 3454)

André THIEN AH KOON

*Réunion (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

Démission le 27 juin 2006 [J.O. du 28 juin 2006] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Approuve le refus du ministre de communiquer les simulations nominatives par communes des effets du plafonnement de la taxe professionnelle [16 novembre 2005] (p. 6900)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6993)
Enseignement supérieur : étudiants : La Réunion (p. 6993)
Etrangers : visas (p. 6994)
Politique sociale : prestations sociales : La Réunion (p. 6994)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2005] (p. 6900)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6944)

Jean-Claude THOMAS
Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rodolphe THOMAS
Calvados (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1647)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1647)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 février 2006] (p. 2988)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 février 2006] (p. 2988)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 avril 2006] (p. 5613)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 juin 2006] (p. 8921)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 juin 2006] (p. 8921)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [31 janvier 2006] (p. 525)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1396, posée le 31 janvier 2006. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 788). Appelée le 31 janvier 2006. Betteraves (p. 501)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Précise la position de l'UDF, disposée à apporter sa contribution au contrat première embauche, insiste sur la responsabilité des communes en matière de respect du taux de 20 % de logements sociaux [24 janvier 2006] (p. 298)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 6

Son adt n° 284 (donations et successions – engagement de conservation de titres d'une entreprise prévu à l'article

787 B du code général des impôts – cessions entre héritiers ou donataires : maintien de l'exonération) : rejeté (p. 5572)

Après l'article 13

Son adt n° 287 (petites et moyennes entreprises - véhicules utilitaires de moins de 7,5 tonnes et fonctionnant au gazole : crédit d'impôt) : rejeté (p. 5657)

Article 14 précédemment réservé (réforme de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)

Ses adts n°s 281, 283 et 282 (p. 5659 et s.)

Après l'article 16

Son adt n° 285 rectifié (plus-values sur cession d'entreprise commerciale, artisanale ou libérale : abattement pour durée de détention) : retiré (p. 5663)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6264)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6264)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 6265)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 6265)

Politique sociale : insertion (p. 6265)

Politique sociale : pauvreté (p. 6265)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7228)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7228)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7230)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7229)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7229)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7229)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7229)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7229)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 60 [16 novembre 2005] (intégration dans les taux du barème de l'impôt sur le revenu de l'abattement de 20 %)

Ses adts n°s 94 et 121 (p. 6935)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Ses adts n°s 502 à 504 (p. 6944 et s., 7190)

Après l'article 73 [18 novembre 2005]

Son adt n° 667 (actions en faveur du droit des femmes – crédits mentionnés à l'article 132 de la loi de finances pour 2000 : indicateurs sexués) : rejeté (p. 7206)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Son adt n° 92 (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi : exonérations de cotisations) : rejeté (p. 7683)

Son adt n° 78 (contrats d'avenir : bilan) : rejeté (p. 7684)

Son adt n° 93 (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'avenir : exonérations de cotisations) : rejeté (p. 7685)

Son adt n° 91 (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité : exonérations de cotisations) : rejeté (p. 7685)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 133)

Son intervention (p. 153)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 153)

Logement : mixité sociale (p. 133)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 154)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 154)

Urbanisme : permis de construire (p. 154)

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Article 1er (possibilité pour l'Etat de mettre en œuvre des projets de construction de logements)

Ses interventions (p. 196 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de Mme Martine Billard (aides publiques conditionnées au respect des caractéristiques définies par le label "haute performance énergétique") (p. 203)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (rapport annuel au Parlement sur l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) (p. 214)

Article 2 (modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)

Ses interventions (p. 216, 222)

Son adt n° 314 (p. 231)

Après l'article 3 quinquiés

Son adt n° 328 rectifié (limitation de l'exercice du droit de recours en annulation d'un permis de construire) : retiré (p. 239)

Article 4 quinquiés (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Son adt n° 364 (p. 253)

Après l'article 5 quinquiés

Son adt n° 405 rectifié (sociétés d'économie mixte exonérées d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles, à condition que ces sommes soient employées dans un délai de quatre ans pour une opération de construction de logements locatifs sociaux) : retiré (p. 307)

Intervient sur l'adt n° 79 rectifié de M. Rudy Salles (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines des immeubles affectés à l'habitation de leur propriétaire) (p. 308)

Intervient sur l'adt n° 620 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un répertoire des crédits aux particuliers géré par la Banque de France) (p. 311)

Article 6 (élargissement des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son adt n° 388 : adopté (p. 319)

Ses adts n°s 389 et 390 rectifié (p. 320 et s.)

Article 7 (déduction sur les revenus fonciers pour les propriétaires bailleurs passant une convention avec l'ANAH)

Son adt n° 686 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 322)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 498 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (déficit foncier porté à 15 000 euros au titre du dispositif "Borloo populaire") (p. 323)

Après l'article 18

Son adt n° 470 (règlement des litiges portant sur les caractéristiques du logement) : adopté (p. 475)

Après l'article 26

Son adt n° 625 (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) : adopté (p. 483)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 221 de M. Francis Vercamer (comptabilisation dans la population d'une zone urbaine sensible des habitants vivant dans l'extension du périmètre d'une zone franche urbaine) (p. 3997)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son intervention (p. 4000)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 217 de M. Jean-Pierre Abelin (création d'un seuil d'endettement fixé par décret opposable à toutes les sociétés de crédit) (p. 4005)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 587)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 588)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 588)

Emploi : jeunes (p. 587)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 587)

Entreprises : recrutement (p. 587)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 587)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 587)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 683)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son adt n° 180 : adopté (p. 753)

Son adt n° 179 (p. 756)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 177 (p. 758)

Son adt n° 181 : adopté (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 178

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs

des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (n° 2983 rectifié) [10 mai 2006]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome X : Solidarité et intégration (n° 2569) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2734 relative aux frais professionnels déductibles de l'assiette des cotisations de sécurité sociale [8 décembre 2005]

Proposition de résolution n° 2969 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer les moyens de contrôle de l'UNEDIC et des ASSEDIC ainsi que de formuler des propositions pour les améliorer [15 mars 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (n° 2983 rectifié) [31 mai 2006] (n° 3118)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [4 octobre 2005] (p. 4700)

Emploi. Chômage. Jeunes [1^{er} février 2006] (p. 599)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1310, posée le 18 octobre 2005. Logement. Habitation à loyer modéré (HLM) (J.O. Questions p. 9595). Appelée le 18 octobre 2005. Conditions d'attribution (p. 5340)

n° 1610, posée le 9 mai 2006. Emploi. Chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (J.O. Questions p. 4789). Appelée le 9 mai 2006. Aides de l'Etat, conditions d'attribution (p. 3161)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5493)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 5493)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5493)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : rénovation urbaine (p. 5493)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5493)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5493)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 17

Son adt n° 127 rectifié précédemment réservé (ISF – exonération des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu et abattement en fonction de la durée de détention sur la valeur des biens fonciers dont le redevable a la jouissance exclusive) (p. 5692) : rejeté (p. 5693)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6255)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6256, 6257)

Etrangers : immigration (p. 6255)

Etrangers : intégration (p. 6256)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 6255)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 6255)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6256, 6257)

Politique sociale : solidarité (p. 6255)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Article 89 (financement de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC-)

Son intervention (p. 6293)

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 12 (conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail et aux dirigeants de société en cas de départ forcé)

Son adt n° 62 : retiré

Article 13 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire)

Son adt n° 64 (p. 5940)

Ses adts n°s 60, 277 et 278 rectifié : adoptés au SCRUTIN PUBLIC (p. 5942)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)

Ses adts n°s 85 et 86 (p. 6003)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6029)

Ses adts n°s 87, 88 et 90 (p. 6031 et s., 6035)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Son intervention (p. 6047)

Article 38 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires)

Son intervention (p. 6071)

Après l'article 40

Son adt n° 95 (soins ; établissements de santé privés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077) : rejeté (p. 6078)

Après l'article 43

Son adt n° 96 (établissements hospitaliers ; prise en compte des créations et des fermetures) : devenu sans objet (p. 6084)

Son adt n° 97 rectifié (établissements hospitaliers ; dotations régionales ; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6084) : retiré (p. 6085)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7456)

Article 16 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7456)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Après l'article 10

Son adt n° 49 rectifié (principe de gratuité des réponses des opérateurs de téléphonie aux réquisitions judiciaires) : retiré (p. 7534)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7650)

Son intervention (p. 7656)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7677)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7656, 7677)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 7657)

Emploi : primes forfaitaires (p. 7656)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7650, 7656, 7657, 7677)

Enfants : crèches et garderies (p. 7677)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7656, 7657)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Francis Vercaemer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7682)

Après l'article 3

Son adt n° 77 (travail dissimulé : informations portées à la connaissance du président du conseil général) : retiré (p. 7719)

Son adt n° 70 (revenu minimum d'insertion : pouvoir de radiation ou de suspension provisoire du président du conseil général) : retiré (p. 7719)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son adt n° 71 (p. 7723)

Article 7 (accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI)

Son adt n° 127 : adopté après modification (p. 7727)

Après l'article 7

Son adt n° 128 (prise en compte des ressources d'origine étrangère pour le calcul du RMI) : retiré (p. 7728)

Après l'article 11

Son ss-adt n° 129 (extension du dispositif aux groupements de communes) à l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (chantiers d'insertion de l'office national des forêts) : adopté (p. 7736)

Son adt n° 75 rectifié (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) : adopté (p. 7737)

Titre

Son adt n° 76 (nouveau titre : "Projet de loi pour l'accompagnement des bénéficiaires de minima sociaux et pour le retour à l'emploi") : retiré (p. 7739)

Ses explications de vote (p. 7931)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7932)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Après l'article 12 ter A

Son adt n° 66 (journée de solidarité : droit du salarié au fractionnement) : retiré (p. 8213)

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2006] (p. 64, 76)

Après l'article 13

Son adt n° 15 rectifié (publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations) : adopté (p. 96)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 627)

Thèmes :

Droit pénal : compétences (p. 627)

Droits de l'homme et libertés publiques : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 627)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 3

Son ss-adt n° 59 à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 936) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 937)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2563)

Thèmes :

Sports : fédérations : racisme (p. 2563)

Sports : football : arbitrage (p. 2563)

Sports : stades : agressions (p. 2563)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2570)

Avant l'article 1er

Son adt n° 11 rectifié (recours à la réserve civile de la police nationale pour les rencontres des clubs amateurs) (p. 2570) : adopté (p. 2571)

Article 1er (dissolution des associations de supporters violentes ou racistes)

Son adt n° 2 : adopté (p. 2572)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2564)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son adt n° 1 : adopté (p. 2952)

Après l'article 6

Son adt n° 3 (extension à la Guyane de la procédure d'opposition aux reconnaissances abusives de paternité réservée à Mayotte) (p. 3209) : retiré (p. 3210)

Proposition de loi n° 2983 rectifié modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4079)

Son intervention (p. 4082)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : culture (p. 4083)
- Culture : décentralisation (p. 4082)
- Culture : établissements publics de coopération culturelle (p. 4082, 4083)
- Culture : établissements publics de coopération culturelle : dirigeants (p. 4082)

Jean TIBERI

*Paris (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [J.O. du 6 avril 2006] (p. 5240)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8427)

Thème :

Baux : locataires : protection (p. 8428)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er juin 2006] (p. 3895)

Son intervention (p. 3899)

Thèmes :

- Logement : offre : Paris (p. 3899)
- Logement : ventes à la découpe (p. 3899)

Philippe TOURTELIER

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 19 octobre 2005] (p. 16562)

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724) ; [J.O. du 25 octobre 2005] (p. 16869)

Secrétaire de la mission d'information sur l'effet de serre [J.O. du 27 octobre 2005]

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle qu'à l'issue du Sommet de Barcelone en 2002, le Président de la République et le Premier ministre de l'époque avaient déclaré que l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie aux ménages serait liée à une directive-cadre sur les services publics [11 septembre 2006] (p. 4863)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5184)

Thèmes :

- Droit pénal : aggravation des peines (p. 5184)
- Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5184)
- Droit pénal : récidive (p. 5184)
- Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5185)
- Système pénitentiaire : établissements (p. 5185)
- Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 5185)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6498 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) : - Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6583)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 6583)
- Eau : assainissement (p. 6583)
- Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 6583)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses interventions (p. 2950 et s.)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2973)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Son intervention (p. 3042)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 septembre 2006] (p. 4743, 4779), [8 septembre 2006] (p. 4795, 4821), [11 septembre 2006] (p. 4861)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 septembre 2006] (p. 4863)

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 4871 et s.)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome II : Développement et régulation économiques (n° 2570) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 3210 visant à raccourcir le délai de récupération d'un point du permis de conduire [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe sur les véhicules de sociétés. Assujettissement, réforme, conséquences [9 mai 2006] (p. 3173)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Son intervention (p. 5194)

Thème :

Droit pénal : agressions sexuelles : prévention (p. 5194)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES

Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6299)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 6300)

Télécommunications (p. 6300)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Crédits de la mission "Ecologie et développement durable", inscrits à l'état B

Son adt n° 181 (suppression des crédits attribués à l'ONERC) : adopté (p. 6497)

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6582)

Thème :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6582)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) : annexe n° 13 : Direction de l'action du Gouvernement (fonction publique)

Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés (n° 2568) [12 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2661 visant à instaurer un sursis à statuer pour le juge ayant à apprécier la légitimité d'un licenciement motivé par une faute résultant de faits dont est saisie la juridiction pénale [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2662 relative à la production d'un extrait de casier judiciaire pour l'accès à certaines professions [9 novembre 2005]

Proposition de résolution n° 2786 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre l'organisation de débats sur les rapports de la Cour des comptes [5 janvier 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la gestion et la cession du patrimoine immobilier de l'Etat [7 mars 2006] (n° 2926)

Proposition de loi n° 3208 prévoyant la délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes qu'ils recrutent aux dirigeants des institutions exerçant une activité auprès des personnes âgées et des personnes handicapées [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Réforme [19 octobre 2005] (p. 5436)

Politique économique. Croissance [15 novembre 2005] (p. 6755)

Transports urbains. RER. Ligne D, grève, bilan [14 décembre 2005] (p. 8342)

Droit pénal. Crimes. Antisémitisme, enquête [21 février 2006] (p. 1024)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 2005] (p. 5383, 5409) ; [19 octobre 2005] (p. 5439, 5473) ; [20 octobre 2005] (p. 5505, 5540)

Son intervention (p. 5496)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 5497 et s.)

Etat : patrimoine : vente (p. 5497 et s.)

Etat : réforme (p. 5496)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5496 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : administrations centrales (p. 5497)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : ministères et secrétariats d'Etat (p. 5497)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5496)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [21 novembre 2005] (p. 7274)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7274)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : patrimoine : cession (p. 7275)

Etat : patrimoine : gestion (p. 7276)

Etat : patrimoine : loyers (p. 7276)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7274)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7275)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite : rémunération (p. 7275)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 7274)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : retraites (p. 7275)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 7274)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 7275)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 7275)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : crédits budgétaires (p. 7274)

Secteur public : services publics : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7275)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7288)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7289)

Crédits de la mission "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7290)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 67 [22 novembre 2005]

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Patrice Martin-Lalande (dégâts causés par la sécheresse en 2003 – indemnisation exceptionnelle par utilisation du fonds de compensation des risques de la construction) (p. 7395)

Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2005] (p. 8039) [8 décembre 2005] (p. 8050, 8087, 8132)

Article 6 (création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat")

Son adt n° 142 : adopté (p. 8056)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3644)

Après l'article unique

Son adt n° 3 (présentation au Parlement du rapport annuel de la Cour des comptes et débat en séance publique dans les deux assemblées) : rejeté (p. 3645)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4630)

Discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4637)

Avant l'article 18

Intervient sur le sous-adt n° 123 de M. Bernard Derosier (financement de l'action sociale par une contribution des employeurs locaux dont les taux et l'assiette sont fixés par décret) à l'adt n° 117 de la commission (définition

commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 4654)

Son adt n° 67 rectifié (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) : adopté (p. 4654)

U**Jean UEBERSCHLAG**

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Formation professionnelle. Apprentissage. Réforme, âge requis [30 novembre 2005] (p. 7712)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 30 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur la mise en place d'une négociation nationale interprofessionnelle préalable à toute réforme relative au droit du travail) (p. 2661)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Liliane VAGINAY

*Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [7 février 2006] (p. 799)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2845 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2006] (p. 1166)

Son intervention (p. 1170)

Thème :

Voirie : autoroutes : Auvergne (p. 1170)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mars 2006] (p. 2199)

Son intervention (p. 2201)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : aggravation des peines (p. 2201)

Enfants : protection (p. 2201)

Etat civil : mariage : mineurs (p. 2201)

Famille : mariage forcé (p. 2201)

Papiers d'identité : vol : couple (p. 2201)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2201)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7457)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 7459)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7458)

Etrangers : extradition (p. 7458)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7459)

Ordre public : jihadisme global (p. 7457)

Ordre public : terrorisme : financement (p. 7459)

Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7458)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 7459)

Union européenne : coopération policière et pénale (p. 7458)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

Président de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 15 décembre 2005] (p. 19324)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Droit pénal. Amnistie. Loi n° 2002-1062 du 6 août 2002, application [30 mai 2006] (p. 3781)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5176) : rejetée (p. 5182)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels (p. 5176)

Droit pénal : exécution des peines (p. 5178)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 5176)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5176)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5176)

Droit pénal : récidive : aggravation des peines (p. 5176)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5177)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 5176)
 Justice : juge de l'application des peines (p. 5176)
 Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 5177)
 Système pénitentiaire : psychiatres (p. 5177)
 Système pénitentiaire : détenus : statistiques (p. 5176)
 Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : moyens (p. 5176)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6612)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 6614)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 6614)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 6614)
 Justice : effectifs (p. 6612)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 6613)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 6613)
 Justice : délais (p. 6612)
 Justice : exécution des décisions (p. 6612)
 Justice : frais de justice (p. 6612)
 Justice : greffiers (p. 6612)
 Justice : juge de l'application des peines (p. 6614)
 Justice : juge des libertés et de la détention (p. 6612)
 Ordre public : violences urbaines (p. 6613)
 Système pénitentiaire : détenus : psychiatres (p. 6614)
 Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 6614)

Proposition de résolution n° 2722 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2005] (p. 7987)

Son intervention (p. 7990)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 7990)
 Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 7991)
 Droit pénal : détention provisoire (p. 7990)
 Droit pénal : présomption d'innocence (p. 7990)
 Justice : fonctionnement (p. 7991)
 Justice : cours d'appel : cours d'assises (p. 7990)
 Justice : crédits (p. 7991)
 Justice : magistrats : responsabilité (p. 7990)

Manuel VALLS

*Essonne (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de loi visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée (n° 2688) [23 novembre 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée (n° 2688) [24 novembre 2005] (n° 2708)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6124)

Emploi. Contrats première embauche [29 mars 2006] (p. 2312)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1445, posée le 28 février 2006. Industrie. Edition et imprimerie (J.O. Questions p. 1950). Appelée le 28 février 2006. Imprimerie Hélio-Corbeil, emploi et activité, Evry-Corbeil (p. 1231)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2688 visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7781)

Son intervention (p. 7781)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7781 et s.)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7782)
 Enseignement secondaire : orientation scolaire et professionnelle (p. 7781 et s.)
 Enseignement supérieur : classes préparatoires (p. 7781 et s.)
 Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 7781 et s.)
 Grandes écoles : étudiants (p. 7781 et s.)
 Politique sociale : promotion sociale (p. 7781 et s.)
 Son intervention (p. 7795)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 23 juin 2006] (p. 9497)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2852 visant à favoriser l'engagement bénévole et associatif [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2859 visant à reconnaître le don du sang comme grande cause nationale [8 février 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'article 7 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (n° 1206) faisant l'objet d'une seconde délibération, en application de l'article 101, alinéa 3, du règlement [17 mars 2006] (n° 2973)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [22 juin 2006] (n° 3185)

Proposition de loi n° 3259 portant modification de certaines dispositions introduites par la loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [6 juillet 2006]

Proposition de loi n° 3296 visant à permettre au ministre de l'éducation nationale de s'opposer à des dénominations d'établissements scolaires abusives [31 août 2006]

Proposition de loi n° 3298 visant à modifier la composition du Conseil des prélèvements obligatoires [31 août 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1311, posée le 18 octobre 2005. Transports routiers. Chauffeurs routiers (J.O. Questions p. 9595). Appelée le 18 octobre 2005. Durée du travail, législation, application (p. 5353)

n° 1537, posée le 28 mars 2006. Enseignement. Politique de l'éducation (J.O. Questions p. 3192). Appelée le 28 mars 2006. Perspectives (p. 2236)

n° 1663, posée le 6 juin 2006. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés (J.O. Questions p. 5729). Appelée le 6 juin 2006. Handicapés mentaux, Nord Pas-de-Calais (p. 3968)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : précise que l'article 3 ne fait que transposer la directive européenne [22 décembre 2005] (p. 8692)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SECURITE, SECURITE CIVILE

Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)

Son intervention (p. 6158)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 6158)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6159)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 6159)

Ordre public : violences urbaines (p. 6158)

Police : police municipale : coopération intercommunale (p. 6159)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Son intervention (p. 7463)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 7464)

Ordre public : terrorisme (p. 7463)

Ordre public : terrorisme : victimes (p. 7464)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7463)

Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2005] (p. 7591)

Son intervention (p. 7609)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7609)

Enseignement : programmes (p. 7609)

Etat : devoir de mémoire (p. 7609)

Etat : valeurs républicaines (p. 7609)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 7609)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2005] (p. 8541) ; [21 décembre 2005] (p. 8584, 8623) ; [7 mars 2006] (p. 1570)

Son intervention (p. 8549)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8557)

Thèmes :

Arts et spectacles : musique : reproduction (p. 8550)

Audiovisuel et communication : cinéma : reproduction (p. 8550)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8549)

Fonctionnaires et agents publics : droits d'auteur (p. 8549, 8551)

Handicapés (p. 8550)

Informatique : interopérabilité (p. 8551)

Lois : application : outre-mer (p. 8551)

Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 8551)

Propriété intellectuelle : copie privée (p. 8550)

Propriété intellectuelle : dépôt légal (p. 8551)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée (p. 8551)

Propriété intellectuelle : licence légale (p. 8551)

Propriété intellectuelle : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 8550)

Propriété intellectuelle : sociétés de perception et de répartition des droits (p. 8551)

Télécommunications : réseaux "pair à pair" (peer to peer) (p. 8550)

Union européenne : directives (p. 8549)

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) : réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Ses interventions (p. 8626 et s., 8634 et s., 8639 et s.)

Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8692)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Patrick Bloche (licence légale applicable à la " webradio ") (p. 8694)

Intervient sur l'ad n° 171 de M. Dominique Richard (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8695)

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Jean Dionis du Séjour (diffusion des phonogrammes du commerce dans le cadre d'émissions audiovisuelles) (p. 8695)

Intervient sur l'ad n° 21 rectifié de la commission (exception en faveur des procédures parlementaires de contrôle) (p. 8699)

Article 5 (durée de la protection des droits voisins patrimoniaux)

Son intervention (p. 8699)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 26 de la commission (mention des mesures techniques dans les contrats des auteurs) (p. 8699)

Intervient sur l'ad n° 246 rectifié de la commission (mention des mesures techniques de protection dans les futurs contrats des auteurs) (p. 8699 et s.)

Intervient sur l'ad n° 109 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (prise en compte des incidences des mesures techniques sur les usages des consommateurs dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 8700)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 8713 et s.)

Reprend l'adt n° 252 de M. Bernard Carayon (définition commune de l'action sociale pour les trois fonctions publiques) (p. 8714)

Son ss-adt n° 256 à l'adt n° 144 rectifié de M. Bernard Carayon : adopté (p. 8717)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1602)

Intervient sur le sous-adt n° 332 de M. Patrick Bloche (conditions d'exercice du droit à la copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1604)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1606)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1606)

Intervient sur le sous-adt n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1606)

Intervient sur le sous-adt n° 309 de M. Patrick Bloche (assouplissement du régime du droit de "citation" pour les usages pédagogiques et scientifiques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1610)

Intervient sur le sous-adt n° 301 de Mme Christine Boutin (exception pour copie privée pour les copies par téléchargement sur Internet) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1613)

Intervient sur le sous-adt n° 307 de M. Alain Suguenot (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1613)

Intervient sur le sous-adt n° 310 de M. Patrick Bloche (adaptation d'une œuvre en vue de son accessibilité aux handicapés) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1667)

Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Patrick Bloche (exception spécifique en faveur des bibliothèques) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1668)

Intervient sur le sous-adt n° 313 de Mme Martine Billard (exception pour les utilisations à des fins d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1670)

Intervient sur le sous-adt n° 312 de M. Patrick Bloche (suppression du "test en trois étapes") à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1726)

Intervient sur le sous-adt n° 302 de Mme Muriel Marland-Militello (libre choix par l'auteur du mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres, y compris de la mise à disposition gratuite) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1728)

Intervient sur le sous-adt n° 381 de M. Frédéric Dutoit (rapport sur une plate-forme publique de téléchargement visant la diffusion de jeunes créateurs) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1729)

Intervient sur le sous-adt n° 383 de M. Pierre-Christophe Baguet (accord entre les partenaires sociaux sur les revenus complémentaires des reporters photographiques - champ d'application du régime AGESSA) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1732)

Article 1er (suite) retiré par le Gouvernement (p. 1586), réintroduit par le Gouvernement (p. 1734) (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1737 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 168 précédemment réservé de M. Didier Mathus (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport d'évaluation au Parlement avant cette date) (p. 1750)

Article 2 précédemment réservé (exceptions aux droits voisins relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées)

Ses interventions (p. 1756 et s.)

Après l'article 5 (adts réservés le 22 décembre 2005 p. 8699)

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 1763)

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Jean Dionis du Séjour (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de la commission (prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 1764)

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (redevance pour copie privée réalisée sur les réseaux "de pair à pair" prélevée sur les abonnements à Internet) (p. 1766)

Intervient sur le sous-adt n° 323 de M. Patrick Bloche (redevance forfaitaire incluse dans l'abonnement à Internet) à l'adt n° 185 rectifié de M. Alain Suguenot (p. 1766)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767)

Intervient sur l'adt n° 187 de M. Didier Mathus (perception d'une rémunération forfaitaire pour copie privée par les fournisseurs d'accès à Internet sur la base d'un abonnement complémentaire et optionnel) (p. 1767)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de M. Patrick Bloche (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767)

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Alain Suguenot (rémunération pour copie privée perçue auprès des fournisseurs d'accès à Internet) (p. 1767)

Intervient sur l'adt n° 96 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte dans la fixation de la rémunération pour copie privée de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée) (p. 1812)

Intervient sur l'adt n° 97 de M. Patrick Bloche (affectation de 1 % du montant global de la rémunération pour copie privée au financement d'études indépendantes) (p. 1815)

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Didier Mathus (fournisseurs d'accès à Internet représentés au sein de la commission pour copie privée) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de M. Patrick Bloche (modifications concernant la commission pour copie privée) (p. 1821)

Intervient sur l'adt n° 95 rectifié de M. Patrick Bloche (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1823)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Alain Suguenot (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) (p. 1823)

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission (publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 1824)

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de M. Patrick Bloche (prise en compte de l'utilisation des mesures techniques et de la limitation du nombre de copies dans la répartition des droits) (p. 1826)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Frédéric Dutoit (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales ou paramédicales) (p. 1829)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux utilisations à des fins médicales) (p. 1829)

Intervient sur le sous-adt n° 401 de M. Christian Paul (extension aux utilisations à des fins médicales et éducatives) à l'adt n° 177 de M. Guy Geoffroy (p. 1831)

Article 7 (suite) (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Ses interventions (p. 1831, 1843 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité

- des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1850)
- Intervient sur le sous-adt n° 403 de M. Patrick Bloche (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (p. 1850)
- Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)*
- Son adt n° 258 rectifié : adopté après modification (p. 1856)
- Ses interventions (p. 1857 et s., 1883 et s.)
- Son adt n° 259 rectifié : adopté (p. 1881)
- Répond aux observations de M. Patrick Bloche : lit le compte rendu de la commission qui indique que l'amendement n° 30 rectifié a été retiré par la commission qui lui a préféré l'amendement n° 259 (p. 1859)
- Article 9 (procédure de conciliation par un collègue de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)*
- Son intervention (p. 1895 et s.)
- Son adt n° 257 : adopté (p. 1898)
- Article 10 (protection des informations électroniques permettant l'identification d'une œuvre)*
- Son intervention (p. 1908)
- Article 11 (extension des procédures de saisie-contrefaçon aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information)*
- Son intervention (p. 1908)
- Article 12 (extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de droits voisins aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information)*
- Son intervention (p. 1908)
- Après l'article 12*
- Intervient sur l'adt n° 247 rectifié de la commission (responsabilité civile et pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels d'échanges illicites) (p. 1909)
- Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1909 et s.)
- Intervient sur le sous-adt n° 376 de M. Patrick Bloche (responsabilité limitée à l'exploitation commerciale de l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910)
- Intervient sur le sous-adt n° 324 de M. Patrick Bloche (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910)
- Intervient sur le sous-adt n° 363 de M. Richard Cazenave (application aux logiciels exclusivement) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910)
- Intervient sur le sous-adt n° 364, deuxième rectification de M. Richard Cazenave (utilisation licite du "peer to peer" non répréhensible) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910)
- Son ss-adt n° 398 (rédactionnel) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910) : adopté (p. 1917)
- Son ss-adt n° 399 (de précision) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1910) : adopté (p. 1917)
- Article 13 (assimilation au délit de contrefaçon des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information dans le domaine des droits d'auteur)*
- Ses interventions (p. 1921 et s., 1978 et s.)
- Ses observations : considère que légiférer, c'est trouver le chemin étroit de l'intérêt général entre des intérêts particuliers souvent divergents. Ces débats de la société civile se sont déroulés au sein d'instances officielles. La proposition émane de la commission et non d'une entreprise [16 mars 2006] (p. 1977)
- Article 14 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information relatives aux droits voisins)*
- Ses interventions (p. 1989 et s.)
- Après l'article 14*
- Intervient sur l'adt n° 339 de M. Patrick Bloche (licence légale avec rémunération forfaitisée des droits pour la "webradio") (p. 2011)
- Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2015)
- Intervient sur le sous-adt n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (caractère licite de la copie privée) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (p. 2015)
- Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Patrick Bloche (y compris la mise à disposition imposée par l'utilisation d'un système d'échange) à l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (p. 2015)
- Intervient sur l'adt n° 264 du Gouvernement (extension des sanctions complémentaires aux nouveaux délits d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information) (p. 2023)
- Intervient sur l'adt n° 48 de la commission (soumission des nouveaux délits définis par les articles 13 et 14 aux peines complémentaires facultatives applicables au délit de contrefaçon, à l'engagement de la responsabilité pénale des personnes morales et au doublement des quantums de peine en cas de récidive) (p. 2023)
- Intervient sur l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2025)
- Intervient sur le sous-adt n° 388 rectifié de M. Laurent Wauquiez (utilisés à une échelle commerciale) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 2025)
- Intervient sur le sous-adt n° 327 de M. Patrick Bloche (logiciels utilisés exclusivement pour le partage illicite d'oeuvres) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 2025)
- Intervient sur l'adt n° 260 du Gouvernement (envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation aux dangers du piratage pour la création artistique) (p. 2029)
- Intervient sur le sous-adt n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (à leurs frais) à l'adt n° 260 du Gouvernement (p. 2029)
- Son ss-adt n° 268 rectifié (aux dangers du téléchargement et de la mise à disposition illicites) à l'adt n° 260 du Gouvernement : adopté (p. 2029)
- Article 15 (sanctions pénales applicables en cas d'atteintes aux mesures techniques relatives aux droits des producteurs de bases de données)*
- Son intervention (p. 2030)
- Après l'article 15*
- Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (non-assujettissement aux droits d'auteur du signal télédiffusé reçu au moyen d'une antenne collective et acheminé au sein d'un même ensemble d'habitations) (p. 2030)
- Intervient sur l'adt n° 100 de M. Patrick Bloche (nouvelles catégories d'actions éligibles au financement par les 25 % de la rémunération pour copie privée) (p. 2030)
- Intervient sur l'adt n° 199 de M. Jean Dionis du Séjour (part de la rémunération pour copie privée destinée à des actions d'aide à la création portée de 25 à 30 %) (p. 2031)
- Intervient sur l'adt n° 198 de M. Didier Mathus (coordination) (p. 2033)
- Intervient sur l'adt n° 200 de M. Didier Mathus (fonds de soutien aux auteurs et aux artistes-interprètes accessibles aux artistes n'ayant pas adhéré à une société de gestion collective) (p. 2033)
- Avant l'article 16*
- Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (de précision) (p. 2033)
- Article 16 (droit de l'auteur agent public)*
- Son adt n° 304 : adopté (p. 2033)
- Son intervention (p. 2034)
- Article 18 (conditions d'exploitation des droits des auteurs agents publics)*
- Son intervention (p. 2034 et s.)
- Son adt n° 305 : adopté (p. 2035)

Article 19 (contrôle public des règles et du fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits)

Son intervention (p. 2035)

Article 20 (modalités de détermination des règles comptables applicables aux sociétés de gestion collective de droits)

Son intervention (p. 2035)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (contrôle par la Cour des comptes de la gestion de sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2035)

Intervient sur l'ad n° 203 de M. Didier Mathus (légalisation de tous les échanges numériques non commerciaux de musique, d'images, de photos et de dessins effectués par les personnes acceptant de conclure un nouveau contrat social garant de la rémunération des créateurs) (p. 2036)

Intervient sur l'ad n° 206 rectifié de M. Didier Mathus (convention déterminant le niveau de la rémunération perçue par les auteurs auprès des consommateurs en échange du droit à télécharger des œuvres sur Internet) (p. 2036)

Intervient sur l'ad n° 207 de M. Didier Mathus (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de communiquer à leurs abonnés les conditions générales leur permettant d'échanger des œuvres en ligne en contrepartie du versement d'une redevance) (p. 2036)

Intervient sur l'ad n° 208 rectifié de M. Didier Mathus (rédactionnel) (p. 2036)

Intervient sur l'ad n° 367 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 2036)

Intervient sur l'ad n° 59 rectifié de la commission (co-signature par le ministre chargé de la culture des arrêtés et homologations relatifs aux sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2037)

Article 21 (extension du dépôt légal à la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 2038)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 214 de M. Didier Mathus (dépôt sous la forme d'un standard ouvert des écrits, images, sons ou messages de toute nature faisant l'objet d'une communication publique en ligne) (p. 2039)

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Didier Mathus (fourniture lors d'un dépôt légal d'une copie dans un format électronique ouvert) (p. 2040)

Article 23 (organisation du dépôt légal des informations communiquées publiquement en ligne)

Son intervention (p. 2038)

Article 24 (substitution de l'appellation "Bibliothèque nationale de France" à celle de "Bibliothèque nationale")

Son intervention (p. 2041)

Article 25 (conditions de consultation des fonds du dépôt légal)

Son intervention (p. 2041)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 230 du Gouvernement (contrôle de la réception des signaux émis pour la fourniture des services de radio et de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 2041)

Article 26 (rôle de l'Institut national de l'audiovisuel en matière de dépôt légal des documents sonores et audiovisuels)

Son intervention (p. 2038)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 231 du Gouvernement (extension de la rémunération pour copie privée et de la rémunération équitable aux phonogrammes et aux vidéogrammes fixés pour la première fois dans un Etat membre de la Communauté européenne) (p. 2042)

Article 27 (rôle du Centre national de la cinématographie en matière de dépôt légal des documents cinématographiques)

Son intervention (p. 2038)

Avant l'article 28

Intervient sur l'ad n° 232 du Gouvernement (droit de suite) (p. 2043)

Article 28 (application de la loi outre-mer)

Son intervention (p. 2043)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Didier Mathus (suppression d'une disposition autorisant la constitution, par les sociétés de perception de droits, de fichiers recensant les infractions au code de la propriété intellectuelle) (p. 2044)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Jean Dionis du Séjour (quota de 40 % de chansons françaises et de 10 % de musique instrumentale pour la radiodiffusion) (p. 2044)

Seconde délibération

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 2046 et s.)

Explications de vote et vote [21 mars 2006] (p. 2100)

Son intervention (p. 2101)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4665)

Son intervention (p. 4665)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes : rémunération (p. 4667)

Informatique : interopérabilité : mesures techniques de protection et d'information (DRM) (p. 4666)

Informatique : logiciels d'échanges illicites d'œuvres : responsabilité (p. 4667)

Propriété intellectuelle : Autorité de régulation des mesures techniques (p. 4667)

Propriété intellectuelle : copie privée : rémunération (p. 4667)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur : enseignement (p. 4666)

Union européenne : directives (p. 4668)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2006] (p. 4691)

Article 2 (droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes)

Son ad n° 2 (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 4691)

Article 20 bis (crédit d'impôt en faveur de la production phonographique)

Son intervention (p. 4691)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Démographie : migrations : immigration (p. 2869)

Etrangers : intégration (p. 2869)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2869)

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 2 (obligation de présenter un visa de long séjour afin d'obtenir une carte de séjour)

Son intervention (p. 2918)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Ses interventions (p. 2937, 2952)

Son ad n° 458 (p. 2954)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2963)

Son ad n° 461 : adopté (p. 2964)

Après l'article 6

Son ad n° 460 (répartition entre les établissements des élèves primo-arrivants) (p. 2986) : rejeté (p. 2987)

Son ad n° 462 rectifié (coopération décentralisée en faveur des régions dont sont issus les immigrés) : retiré (p. 2987)

Article 7 (entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires)
Son adt n° 463 : adopté (p. 2997)

Article 1er précédemment réservé (coordination liée aux modifications des dispositions générales sur l'entrée et le séjour des étrangers et à la création de la carte de séjour "compétences et talents")

Son intervention (p. 3043)

Après l'article 62

Son adt n° 465 (acquisition de la nationalité subordonnée à la présence du bénéficiaire à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 3313) : rejeté (p. 3314)

François VANNSON

Vosges (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2636 tendant à déterminer les règles applicables à la détention en cas de substitution d'une qualification criminelle à une qualification correctionnelle [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2652 relative à l'instauration de la mention "donneur d'organes" sur le fichier informatisé de la carte vitale [9 novembre 2005]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense (n° 2165) [23 novembre 2005] (n° 2701)

Proposition de loi n° 2780 tendant à interdire la publicité télévisuelle sur les chaînes de télévision hertziennes pour les produits ou prestations à caractère pornographique fournis par le biais de la téléphonie mobile [22 décembre 2005]

Proposition de loi n° 2953 tendant à instaurer le double affichage des prix de vente des produits pétroliers [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 3035 tendant à instaurer le port obligatoire d'un casque pour la pratique des sports d'hiver pour les enfants de moins de onze ans [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3036 tendant à instaurer le tri sélectif et l'utilisation d'un quota de papier recyclé dans les institutions et organismes publics [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3045 tendant à permettre à un "délégué d'école" de participer au conseil d'école [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3057 tendant à autoriser le vote par Internet [26 avril 2006]

Proposition de loi n° 3105 tendant à encadrer le remplacement des femmes enceintes pendant leur congé de maternité [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3207 visant à exonérer les étudiants de la taxe d'habitation [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion [11 octobre 2005] (p. 5078)

Urbanisme. Permis de construire. Réglementation, réforme [7 décembre 2005] (p. 7981)

Défense. Réserve [12 avril 2006] (p. 2581)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1312, posée le 18 octobre 2005. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 9595). Appelée le 18 octobre 2005. AMES Europe France, emploi et activité, Saint-Nabord (p. 5345)

n° 1386, posée le 17 janvier 2006. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 375). Appelée le 17 janvier 2006. SEB, emploi et activité, Vosges (p. 7)

n° 1463, posée le 28 février 2006. Impôt sur le revenu. Réductions d'impôt (J.O. Questions p. 1954). Appelée le 28 février 2006. Résidences de tourisme, Hautes Vosges (p. 1223)

n° 1637, posée le 30 mai 2006. Bois et forêts. Scieries (J.O. Questions p. 5569). Appelée le 30 mai 2006. Approvisionnement, Vosges (p. 3773)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 18 précédemment réservé (mesures relatives au financement de l'apprentissage)

Son adt n° 245 (de suppression) (p. 5709) : adopté (p. 5710)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6503)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7548)

Son intervention (p. 7549)

Thèmes :

Énergie et carburants : centrales nucléaires : protection (p. 7549)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7549)

Ordre public : terrorisme (p. 7549)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2005] (p. 7872)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (classement des communes touristiques et des communes classées sous le label "stations") (p. 7874)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2006] (p. 4620)

Son intervention (p. 4634)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : carrière : accords professionnels (p. 4634)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 4634)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation : fonctionnaires et agents publics (p. 4634)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 4634)

Catherine VAUTRIN

Ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité, auprès de M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

- M. François Vannson. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion [11 octobre 2005] (p. 5078)
- M. Jacques Brunhes. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [12 octobre 2005] (p. 5153)
- Mme Hélène Mignon. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [18 octobre 2005] (p. 5371)
- M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Logement social. [9 novembre 2005] (p. 6595)
- M. Georges Colombier. Emploi. Politique de l'emploi [9 novembre 2005] (p. 6596)
- M. Michel Vaxès. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [16 novembre 2005] (p. 6887)
- Mme Muguette Jacquaint. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [29 novembre 2005] (p. 7630)
- M. Lucien Degauchy. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, bilan [29 novembre 2005] (p. 7637)
- Mme Chantal Bourragué. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Personnes victimes de violences conjugales [30 novembre 2005] (p. 7715)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [14 décembre 2005] (p. 8343)
- M. Gaëtan Gorce. Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1561)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Journée de la femme [8 mars 2006] (p. 1622)
- Mme Danièle Hoffman-Rispal. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [8 mars 2006] (p. 1623)
- M. Olivier Jardé. Femmes. Égalité professionnelle [8 mars 2006] (p. 1623)
- M. Jean-Christophe Lagarde. Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1802)
- M. Georges Mothron. Aménagement du territoire. Politique de la ville [14 mars 2006] (p. 1804)
- Mme Sylvie Andrieux. Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2148)
- M. Jacques Brunhes. Emploi. Contrats première embauche. Retrait [28 mars 2006] (p. 2250)
- M. Jean Glavany. Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2433)
- M. Jean-Marie Binetruy. Logement. Politique du logement. [3 mai 2006] (p. 2857)
- M. Roger Bouillonnet. Étrangers. Conditions d'entrée. Contrat d'accueil et d'intégration, mise en place [3 mai 2006] (p. 2861)
- Mme Françoise Imbert. Politique sociale. Pauvreté [9 mai 2006] (p. 3174)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE*
- M. Michel Liebgott. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. GKN Driveline, emploi et activité [18 octobre 2005] (p. 5341)
- M. Frédéric Dutoit. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Mise en œuvre, Marseille [18 octobre 2005] (p. 5342)
- M. Dominique Tian. Logement. Habitation à loyer modéré (HLM). Conditions d'attribution [18 octobre 2005] (p. 5340)
- M. Damien Meslot. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Extension, territoire de Belfort [31 janvier 2006] (p. 509)

- M. Alain Néri. Emploi. Politique de l'emploi. Contrats aidés, renouvellement [7 février 2006] (p. 775)
- M. Jean-Luc Warsmann. Emploi. Chômage. Lutte et prévention. Ardennes [7 février 2006] (p. 775)
- M. Jean-Louis Dumont. Associations. Réglementation. Services d'aide aux personnes, agrément [28 février 2006] (p. 1209)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Emploi. Politique de l'emploi. Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, création [28 février 2006] (p. 1208)
- M. Bruno Le Roux. Travail. Droit du travail. Sous-traitance, réglementation [28 mars 2006] (p. 2242)
- M. François Asensi. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Sevran [28 mars 2006] (p. 2243)
- M. Christian Decocq. Urbanisme. Rénovation urbaine. Normes environnementales, application, Lille [28 mars 2006] (p. 2241)
- M. Georges Colombier. Aménagement du territoire. Zones urbaines sensibles. Extension, réglementation [9 mai 2006] (p. 3162)
- Mme Arlette Grosskost. Travail. Droit du travail. Groupements d'employeurs, développement [9 mai 2006] (p. 3160)
- M. Dominique Tian. Emploi. Chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise. Aides de l'État, conditions d'attribution [9 mai 2006] (p. 3161)
- M. Pierre Goldberg. Logement. Politique du logement. Agence nationale pour la rénovation urbaine, Montluçon [9 mai 2006] (p. 3163)
- M. Christophe Masse. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Extension, Marseille [6 juin 2006] (p. 3964)
- Mme Janine Jambu. Logement. Logement social. Immeubles de la caisse des dépôts, déconventionnement, conséquences [6 juin 2006] (p. 3964)
- M. Éric Raoult. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Contrat de cohésion sociale, création, Seine-Saint-Denis [6 juin 2006] (p. 3963)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITE ET INTEGRATION****Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)**

Ses interventions (p. 6276, 6284 à 6289)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 6277, 6278)
- Etrangers : demandeurs d'asile (p. 6277)
- Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 6277, 6278)
- Etrangers : immigration (p. 6277)
- Etrangers : intégration (p. 6278)
- Etrangers : réfugiés (p. 6277)
- Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 6278)
- Logement : logement social (p. 6276)
- Logement : mal logés (p. 6276)
- Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 6277)
- Politique sociale : pauvreté (p. 6277)
- Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 6276)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6277)
- Politique sociale : solidarité (p. 6276)

Réponses aux questions :

- Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 6288) (M. François Rochebloine) (p. 6288)
- Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6285) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6285)
- Politique sociale : pauvreté : aide alimentaire (p. 6284) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6284)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2005] (p. 5289)

Crédits de la mission "Solidarité et intégration", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6292)

Article 88 (création de l'allocation temporaire d'attente, en substitution de l'allocation d'insertion)

Son intervention (p. 6293)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Ses interventions (p. 7242, 7265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7246)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7242, 7247)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7242)

Baux : loyers (p. 7246)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7242, 7246)

Enseignement (p. 7247)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7245)

Jeunes : insertion professionnelle : contrats emploi-solidarité (p. 7247)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7243 et s.)

Logement : crédits (p. 7243)

Logement : habitat insalubre (p. 7245)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 7244)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7244 et s.)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7245)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 7244)

Santé : santé publique (p. 7247)

TVA : taux réduit : logement (p. 7243, 7245)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7242, 7246)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 7260) (M. Daniel Boisserie) (p. 7259)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7255) (M. Rudy Salles) (p. 7255)

Départements : Alpes-Maritimes : logement social (p. 7254) (M. Rudy Salles) (p. 7254)

Départements : Haute-Savoie : logement social (p. 7261) (M. Claude Birraux) (p. 7261)

Energie et carburants : tarifs : logement (p. 7258) (M. Denis Merville) (p. 7257)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7260) (M. Daniel Boisserie) (p. 7259)

Logement : HLM : zones rurales (p. 7260) (M. Daniel Boisserie) (p. 7260)

Logement : logement social : construction (p. 7257) (Mme Janine Jambu) (p. 7256 et s.)

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 7257) (Mme Janine Jambu) (p. 7257)

Logement : logement social : réhabilitation (p. 7258) (M. Philippe Auberger) (p. 7258)

Logement : politique du logement : jeunes (p. 7259) (M. Alain Ferry) (p. 7259)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7258) (M. Denis Merville) (p. 7257)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) : zones rurales (p. 7260) (M. Daniel Boisserie) (p. 7260)

Outre-mer : Guyane : habitat insalubre (p. 7261) (Mme Juliana Rimane) (p. 7260)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : crédits budgétaires (p. 7256) (Mme Janine Jambu) (p. 7255)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : crédits budgétaires (p. 7256) (M. Patrick Braouezec) (p. 7256)

Vote des crédits et articles rattachés [21 novembre 2005] (p. 7266)

Crédits de la mission "Ville et logement", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 7266, 7270)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Ses interventions (p. 7642, 7672)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7649)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7676)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7643, 7672, 7673)

Emploi : primes forfaitaires (p. 7643, 7672)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7642 et s., 7649, 7672, 7676)

Entreprises : allègement des charges (p. 7643)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 7642 et s.)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7642)

Politique sociale : pauvreté (p. 7642)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7644, 7672, 7673, 7676)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7643, 7672, 7673)

Travail : salaires (p. 7643)

Travail : travail à temps partiel (p. 7643, 7650)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 78 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan) (p. 7584)

Intervient sur l'ad n° 43 de Mme Martine Billard (nouveau titre : "aides au retour à l'emploi") (p. 7680)

Intervient sur l'ad n° 94 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7682)

Intervient sur l'ad n° 80 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : formations spécifiques de sensibilisation à l'intention des personnels recruteurs) (p. 7683)

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Francis Vercamer (orientation professionnelle du demandeur d'emploi : rôle des maisons de l'emploi) (p. 7683)

Intervient sur l'ad n° 81 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : maisons de l'emploi : actions de sensibilisation à l'intention des employeurs) (p. 7683)

Intervient sur l'ad n° 92 de M. Rodolphe Thomas (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi : exonérations de cotisations) (p. 7683)

Intervient sur l'ad n° 47 de Mme Martine Billard (caractère obligatoire des actions d'orientation, de formation et de validation des acquis dans le cadre des contrats initiative emploi) (p. 7684)

Intervient sur l'ad n° 48 de Mme Martine Billard (droits des bénéficiaires des contrats initiative-emploi) (p. 7684)

Intervient sur l'ad n° 93 de M. Rodolphe Thomas (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'avenir : exonérations de cotisations) (p. 7685)

Intervient sur l'ad n° 46 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7685)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Ses interventions (p. 7687 et s.)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses interventions (p. 7691 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 59 de Mme Martine Billard (caractère de droit individuel du revenu minimum d'insertion) (p. 7695)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7695 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 77 de M. Dominique Tian (travail dissimulé : informations portées à la connaissance du président du conseil général) (p. 7719)

Intervient sur l'ad n° 70 de M. Dominique Tian (revenu minimum d'insertion : pouvoir de radiation ou de

suspension provisoire du président du conseil général) (p. 7719)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Ses interventions (p. 7719 et s.)

Article 5 (exonération fiscale des primes)

Son intervention (p. 7724)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses interventions (p. 7725 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Hélène Mignon (reprise d'un emploi de courte durée par les bénéficiaires de minima sociaux : demande de propositions du Gouvernement) (p. 7727)

Article 7 (accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI)

Son intervention (p. 7728)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Ses interventions (p. 7728 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 131 de Mme Martine Billard (suppression de la référence aux sanctions pénales) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 132 de Mme Martine Billard (suppression de la référence à la fraude à la prime forfaitaire) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 133 de Mme Martine Billard (suppression du paragraphe concernant la sanction en cas d'inexactitude ou de caractère incomplet des déclarations) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 153 du Gouvernement (limitation des sanctions administratives aux cas de fraude délibérée) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (fraudes à l'allocation de parent isolé : uniformisation des sanctions) (p. 7733)

Intervient sur l'adt n° 120 de la commission (fraudes à l'allocation d'aide aux travailleurs privés d'emploi : uniformisation des sanctions) (p. 7733)

Intervient sur l'adt n° 125 du Gouvernement (rapport au Parlement sur l'évaluation de la décentralisation en matière de RMI : report de la date de dépôt) (p. 7734)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Francis Vercamer (centralisation des informations relatives aux minima sociaux) (p. 7734)

Article 11 (sécurisation de la situation des actuels bénéficiaires de mesures d'intéressement)

Son intervention (p. 7734)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié du Gouvernement (emplois liés à une substitution de peine : dérogation à la durée minimale du contrat d'accès à l'emploi) (p. 7734)

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié du Gouvernement (renouvellement du contrat d'avenir : assouplissement) (p. 7734)

Intervient sur l'adt n° 121 de la commission (accès aux emplois aidés pour les bénéficiaires de contrats sociaux : durée hebdomadaire du travail) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 122 de la commission (possibilité de conclure des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité à durée indéterminée) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (chantiers d'insertion de l'office national des forêts) (p. 7735)

Intervient sur le sous-adt n° 129 de M. Dominique Tian (extension du dispositif aux groupements de communes) à l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 123 de la commission (accès aux contrats aidés : allègement des contraintes administratives) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 41 du Gouvernement (Fonds de cohésion sociale : accompagnement des bénéficiaires de microcrédits) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 37 du Gouvernement (introduction d'un Titre V : dispositions relatives à la cohésion sociale) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de M. Dominique Tian (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de la commission (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Hélène Mignon (charges nouvelles frappant les collectivités territoriales : compensation par relèvement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7738)

Intervient sur l'adt n° 146 de Mme Hélène Mignon (étude d'impact à l'intention du Parlement sur l'application de la présente loi) (p. 7738)

Titre

Intervient sur l'adt n° 124 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi pour le retour à l'emploi sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux") (p. 7739)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Dominique Tian (nouveau titre : "Projet de loi pour l'accompagnement des bénéficiaires de minima sociaux et pour le retour à l'emploi") (p. 7739)

Intervient sur l'adt n° 90 de M. Francis Vercamer (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la réforme de l'incitation financière au retour à l'emploi et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires de certains minima sociaux") (p. 7739)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Son intervention (p. 1197)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 1197)

Collectivités territoriales : charges (p. 1198)

Emploi (p. 1197)

Emploi : chômage (p. 1197)

Emploi : contrats aidés (p. 1197)

Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 1197)

Emploi : primes forfaitaires (p. 1197)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1197)

Enfants : crèches et garderies (p. 1197)

Politique sociale : minima sociaux (p. 1197)

Politique sociale : minima sociaux : fraude (p. 1197)

Travail : salaires (p. 1197)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8183)

Son intervention (p. 8183)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8188)

Son intervention (p. 8196)

Thèmes :

Emploi : femmes (p. 8183 et s., 8196)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8196)

Femmes : égalité professionnelle (p. 8183 et s., 8196)

Formation professionnelle : accès (p. 8184)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8196)

Retraites : généralités : femmes (p. 8196)

Travail : carrière (p. 8183 et s.)

Travail : égalité des chances (p. 8183)

Travail : conditions de travail (p. 8184)

Travail : congé de maternité (p. 8184)

Travail : égalité professionnelle (p. 8183 et s., 8196)
 Travail : négociations (p. 8183, 8184, 8189, 8196)
 Travail : salaires (p. 8183)
 Travail : travail à temps partiel (p. 8184)

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 1er A (suppression des limites de la durée du congé de maternité pathologique)

Son intervention (p. 8197)

Article 1er (prise en compte de l'incidence du congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 8197)

Article 2 (extension du champ des discriminations interdites à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions et à celles fondées sur la grossesse)

Son intervention (p. 8198)

Article 3 (négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses interventions (p. 9198 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Pierre-Christophe Baguet (négociation obligatoire annuelle sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise : caractère spécifique ou non) (p. 8201)

Article 3 bis (égalité professionnelle dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 8201)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Ses interventions (p. 8201 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 51 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire d'au moins 25 %) (p. 8205)

Intervient sur l'adt n° 47 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : heures complémentaires : majoration de salaire de 25 % à 50 %) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Catherine Génisson (droit du salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou une modification des horaires du travail) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 64 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : modification de la répartition de la durée du travail : délai de prévenance : dérogations soumises à accords de branche) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Catherine Génisson (salariés à temps partiel : accès prioritaire aux heures supplémentaires) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 50 de Mme Catherine Génisson (limitation de l'amplitude horaire du travail à temps partiel dans une journée) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Catherine Génisson (sanctions financières des employeurs coupables d'abus d'utilisation du travail à temps partiel) (p. 8207)

Article 4 bis (participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle)

Son intervention (p. 8208)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Pierre-Christophe Baguet (sensibilisation des inspecteurs du travail aux questions d'égalité professionnelle) (p. 8208)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Pierre-Christophe Baguet (caractère facultatif des plages horaires fractionnées de travail à temps partiel) (p. 8209)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Jean-Pierre Decool (congé parental : entretien du salarié avec l'employeur) (p. 8209)

Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (droits du salarié en cas de réduction d'activité au-dessous de la durée légale du travail) (p. 8210)

Intervient sur l'adt n° 35 de Mme Muguette Jacquaint (salarié à temps partiel : droits du salarié à temps partiel : non-abattement sur les cotisations employeurs en cas d'embauche à temps partiel) (p. 8210)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Pierre-Christophe Baguet (accès prioritaire aux emplois à temps plein pour le salarié à temps partiel) (p. 8210)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Catherine Génisson (définition élargie du harcèlement sexuel) (p. 8210)

Article 9 (extension du champ d'application du " crédit d'impôt famille " aux dépenses de formation en faveur des salariés changeant d'employeur à l'issue d'un congé parental d'éducation)

Son intervention (p. 8211)

Article 10 (aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse)

Son intervention (p. 8211)

Article 10 bis (indemnisation du congé de maternité prolongé en cas de naissance prématurée)

Son intervention (p. 8211)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Pierre-Christophe Baguet (congé parental et travail à temps partiel : droit du salarié au fractionnement) (p. 8212)

Article 12 ter A (prolongation du congé parental jusqu'à la rentrée scolaire)

Son intervention (p. 8213)

Après l'article 12 ter A

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Dominique Tian (journée de solidarité : droit du salarié au fractionnement) (p. 8214)

Article 12 ter A (bénéfice du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 8214)

Avant l'article 13

Intervient sur l'adt n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (élections professionnelles et instances de décision : représentation équilibrée des hommes et des femmes) (p. 8214)

Article 13 bis (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration et conseils de surveillance des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 8214)

Article 13 ter (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise)

Son intervention (p. 8215)

Article 13 quater (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel)

Son intervention (p. 8215)

Article 15 (formation professionnelle et apprentissage)

Son intervention (p. 8216)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1189)

Son intervention (p. 1190)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1190)

Travail : négociations (p. 1190)

Travail : salaires (p. 1190)

Travail : travail à temps partiel (p. 1190)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1194)

Son intervention (p. 1194 et s.)

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8225)

Thèmes :

Droit pénal : éloignement du domicile : procureurs généraux (p. 8225)

Droit pénal : injonction de soins (p. 8225)
 Droit pénal : violences conjugales : éloignement du domicile (p. 8225)
 Droit pénal : violences conjugales : prévention (p. 8225)
 Droit pénal : violences conjugales : répression (p. 8225)
 Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 8225)
 Enseignement secondaire : mariage forcé (p. 8226)
 Etat civil : mariage : mineurs (p. 8226)
 Etrangers : immigration : femmes (p. 8226)
 Famille : mariage forcé (p. 8226)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Article 4 (légalisation de la jurisprudence reconnaissant le viol entre époux)

Son intervention (p. 8248)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 32 de M. Yvan Lachaud (extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal) (p. 8401)

Intervient sur l'ad t n° 57 rectifié de M. Alain Vidalies (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8403)

Intervient sur l'ad t n° 30 de M. Yvan Lachaud (programme d'éducation civique complété par une sensibilisation aux violences conjugales et au sexisme) (p. 8403)

Intervient sur l'ad t n° 48 de Mme Martine Billard (programme d'éducation civique complété par une formation au rejet des violences et du sexisme) (p. 8403)

Intervient sur l'ad t n° 29 de Mme Chantal Brunel (mise sous tutelle des familles polygames pour l'emploi des prestations familiales) (p. 8410)

Intervient sur l'ad t n° 52 de Mme Martine Billard (interdiction de licenciement pour absences liées à des violences conjugales signalées) (p. 8411)

Intervient sur l'ad t n° 50 de Mme Martine Billard (intervention du CSA contre les publicités donnant une image dégradante des femmes allant jusqu'à l'incitation à la violence) (p. 8412)

Intervient sur l'ad t n° 39 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 8415)

Intervient sur l'ad t n° 35 de M. Yvan Lachaud (inventaire des structures assurant l'aide aux victimes de violences conjugales) (p. 8415)

Intervient sur l'ad t n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (statistiques sexuées pour les crimes et délits) (p. 8416)

Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8416 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'ad t n° 23 de la commission (lutte contre l'excision et les autres mutilations sexuelles sur des mineurs) (p. 8417)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 8418)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1001)

Son intervention (p. 1002)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : violences conjugales (p. 1002)
 Droit pénal : éloignement du domicile (p. 1002)
 Famille : mariage forcé (p. 1002)

Discussion des articles [21 février 2006] (p. 1009)

Après l'article 1er F

Intervient sur l'ad t n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (programme d'éducation civique complété par une formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme et une sensibilisation aux violences conjugales et comportements sexistes) (p. 1010)

Article 4 (viol et autres agressions sexuelles au sein du couple)

Son intervention (p. 1011)

Article 5 (éloignement du domicile du couple de l'auteur des violences et incarcération de la personne en cas de manquement aux obligations du contrôle judiciaire)

Son intervention (p. 1012)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'ad t n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes) (p. 1016)

Intervient sur l'ad t n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (création d'une commission pour préparer une loi cadre relative aux violences contre les femmes) (p. 1017)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 2005] (p. 8421)

Son intervention (p. 8429)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 8429)
 Baux : accords collectifs de location (p. 8429)
 Baux : bailleurs : sociétés civiles (p. 8429)
 Baux : baux d'habitation : prorogation (p. 8429)
 Baux : congé : vente (p. 8429)
 Baux : locataires : droit de préemption (p. 8429)
 Baux : locataires : protection (p. 8430)
 Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : taux réduit (p. 8430)
 Urbanisme : droit de préemption urbain (DPU) (p. 8430)

Discussion des articles [15 décembre] (p. 8438)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 27 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 8438)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi lors d'une vente en bloc d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel de plus de dix logements)

Son intervention (p. 8439 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 14 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique qui proroge le bail de six ans) (p. 8443)

Intervient sur l'ad t n° 13 de M. Patrick Bloche (taxe de 2 % acquittée par les marchands de biens lorsque la vente de l'immeuble a créé un droit de préemption au profit des locataires) (p. 8444)

Intervient sur l'ad t n° 15 de M. Patrick Bloche (décote sur le prix de vente au profit du locataire en fonction de son ancienneté dans les lieux) (p. 8445)

Intervient sur l'ad t n° 16 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (renouvellements du bail de six ans, même si le nouvel acquéreur est une personne physique) (p. 8445)

Intervient sur l'ad t n° 17 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (enquête publique à la demande du tiers des locataires) (p. 8446)

Article 1er bis (réduction des taux des droits d'enregistrement lorsque l'acquisition d'un logement vendu par lots comporte un engagement de ne pas donner congé au locataire)

Son intervention (p. 8446)

Article 2 (extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation)

Son intervention (p. 8447)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 28 rectifié de Mme Martine Billard (extension à tous les locataires du régime protecteur de la loi de 1948 contre les travaux abusifs) (p. 8447)

Article 3 (annulation du congé pour vente - dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente)

Ses interventions (p. 8448 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 20 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exonération des droits de mutation réduite à un an pour les

marchands de biens en cas de vente à la découpe, fixée à quatre ans s'ils renoncent au congé pour vente, et portée à six ans pour les organismes sociaux redressant les copropriétés en difficulté) (p. 8449)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (moratoire sur les ventes à la découpe) (p. 8449)

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application de la loi aux opérations en cours) (p. 8450)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (interdiction du congé pour vente avant six ans pour les marchands de biens) (p. 8450)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (définition de la profession de marchand de biens) (p. 8451)

Intervient sur l'adt n° 22 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (statut professionnel des marchands de biens) (p. 8451)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (motifs d'interdiction d'exercice de l'activité de marchand de biens) (p. 8451)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Son intervention (p. 650)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 651)

Emploi : création d'emplois (p. 651)

Emploi : politique de l'emploi (p. 651)

Entreprises : création (p. 650)

Etrangers : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (p. 651)

Etrangers : intégration (p. 651, 652)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 650)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 5 (définition de la condition d'intégration dans la société française)

Son intervention (p. 2956)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 4 (fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain des communes)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 ter B (institution de sociétés publiques locales d'aménagement)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 ter (transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités publiques et aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 quater A (conditions de majoration de l'attribution de compensation reversée par les établissements publics de coopération intercommunale aux communes)

Son intervention (p. 3867)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Ses interventions (p. 3868 et s.)

Après l'article 4 sexies

Intervient sur l'adt n° 220 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) (p. 3870)

Article 9 (réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation)

Son intervention (p. 3993)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 129 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (création d'une conférence départementale de l'habitat) (p. 3996)

Article 10 (réforme des suppléments de loyers de solidarité)

Son intervention (p. 3996)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel au Parlement, annexé à la loi de finances, sur l'efficacité des aides publiques au logement) (p. 3997)

Intervient sur l'adt n° 221 de M. Francis Vercamer (comptabilisation dans la population d'une zone urbaine sensible des habitants vivant dans l'extension du périmètre d'une zone franche urbaine) (p. 3997)

Article 11 AA (avantages fiscaux en faveur des structures d'hébergement temporaire ou d'urgence)

Son intervention (p. 3998)

Article 11 (interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale)

Son intervention (p. 3998)

Article 11 bis (taux de TVA réduit pour l'abonnement aux réseaux de chaleur et la fourniture de chaleur produite à 80 % au moins à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse)

Son intervention (p. 3999)

Article 13 (ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction)

Son intervention (p. 4001)

Article 14 (statut de la vente d'immeubles à rénover)

Son intervention (p. 4001)

Article 15 (extension des compétences des sociétés anonymes d'HLM et des sociétés coopératives d'HLM situées dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4002)

Article 17 (clauses réputées non écrites dans le cadre d'un contrat de location)

Son intervention (p. 4002)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (échelonnement du paiement du dépôt de garantie par le locataire) (p. 4002)

Article 18 bis (extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements)

Son intervention (p. 4003)

Article 18 quater (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local)

Son intervention (p. 4003)

Article 19 AA (modalités de financement des aires de grand passage)

Son intervention (p. 4003)

Article 19 BA (règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés)

Son intervention (p. 4004)

Article 19 B supprimé par le Sénat (simplification des obligations comptables des "petites copropriétés")

Son intervention (p. 4004)

Article 19 C supprimé par le Sénat (privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires)

Son intervention (p. 4004)

Après l'article 19 D

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Jean-Louis Dumont (unions coopératives de syndicats coopératifs ou d'associations syndicales libres) (p. 4004)

Article 19 bis (statut des résidences-services)

Son intervention (p. 4004)

Article 20 (extension du régime du délai de rétractation de l'acquéreur non professionnel d'un bien immobilier)

Son intervention (p. 4004 et s.)

Article 23 bis A (bénéfice du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés de l'association Foncière Logement)

Son intervention (p. 4005)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Gérard Hamel (décret en conseil d'Etat pour définir les références des loyers des bâtiments loués dans le cadre d'un bail rural) (p. 4005)

Intervient sur l'adt n° 134 rectifié de M. François Brottes (modification des dispositions du code rural relatives aux obligations du repreneur d'une exploitation en matière d'occupation des bâtiments d'habitation) (p. 4005)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 217 de M. Jean-Pierre Abelin (création d'un seuil d'endettement fixé par décret opposable à toutes les sociétés de crédit) (p. 4005)

Intervient sur l'adt n° 119 rectifié de M. François Brottes (possibilité pour les associés d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé de se retirer) (p. 4006)

Intervient sur l'adt n° 133 rectifié de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (transfert au maire de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation) (p. 4006)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Jean Launay (modalités de retour aux collectivités territoriales des biens précédemment cédés pour le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4006)

Article 25 bis supprimé par le Sénat (dérogação à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes)

Son intervention (p. 4006)

Article 29 (intervention de l'ANRU à Mayotte)

Son intervention (p. 4006)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4008)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2006] (p. 4435)

Son intervention (p. 4444)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4444)
 Aménagement du territoire : politique de la ville : fonds d'intervention pour la ville (p. 4444 et s.)
 Associations (p. 4445)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : politique de la ville (p. 4445)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 4445)
 Enseignement (p. 4444)
 Finances publiques : dépense : efficacité : indicateurs (p. 4445)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 4444 et s.)
 Logement : logement social (p. 4446)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4444 et s.)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3140 relative à l'obligation de débroussaillage dans les massifs forestiers [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [16 novembre 2005] (p. 6887)

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [31 janvier 2006] (p. 522)

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services [1^{er} mars 2006] (p. 1316)

Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2146)

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, rejet, conséquences [30 mai 2006] (p. 3782)

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [28 juin 2006] (p. 4612)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1397, posée le 31 janvier 2006. Coopération intercommunale. Communautés urbaines (J.O. Questions p. 788). Appelée le 31 janvier 2006. Usine d'incinération, implantation, Marseille (p. 507)

n° 1649, posée le 6 juin 2006. Outre-mer. Nouvelle-Calédonie (J.O. Questions p. 5727). Appelée le 6 juin 2006. Elections et référendums, élections du congrès et des assemblées de province, calendrier (p. 3962)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5161, 5193)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5175)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5180)

Son intervention (p. 5187)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 5187)

Droit pénal : aggravation des peines (p. 5180, 5187)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 5188)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 5181)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 5188)

Droit pénal : mineurs : convention internationale des droits de l'enfant (p. 5175)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 5188)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 5187)

Justice : victimes (p. 5180)

Lois : rétroactivité des lois (p. 5175, 5188)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 5181, 5187)

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Avant l'article 1er

Son adt n° 39 (création d'un observatoire de la récidive) (p. 5198) : rejeté (p. 5199)

Article 2 (définition de la réitération)

Son ss-adt n° 38 rectifié à l'adt n° 8 de la commission (p. 5203)

Après l'article 3

Son adt n° 37 (non-application aux mineurs de la limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve) : rejeté (p. 5209)

Son ss-adt n° 36 rectifié (non-application aux mineurs) à l'adt n° 11 de la commission (déferrement, par priorité, des récidivistes devant le tribunal correctionnel) : devenu sans objet (p. 5209)

Article 4 (incarcération, dès le prononcé de la peine, des récidivistes en matière sexuelle ou pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son ss-adt n° 35 rectifié à l'adt n° 12 de la commission (p. 5210)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5188)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[24 novembre 2005] (p. 7507)**

Son intervention (p. 7514)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 7514)
Droit pénal : aggravation des peines (p. 7514)
Droit pénal : libération conditionnelle : récidive (p. 7514)
Droit pénal : mineurs (p. 7515)
Droit pénal : répression (p. 7515)
Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 7515)
Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7514)
Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 7515)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7515)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT : POUVOIRS PUBLICS

Examen du fascicule [17 novembre 2005] (p. 6955)

Procédure des questions :

Justice : Cour des comptes : autonomie financière (p. 6962)
Justice : Cour des comptes : magistrats (p. 6962)

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6609)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : effectifs (p. 6610)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 6610)
Justice : frais de justice (p. 6609)
Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 6610)

Procédure des questions :

Justice : aide juridictionnelle : crédits budgétaires (p. 6625)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6973)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : ressources (p. 6974)
Entreprises : charges : exonérations (p. 6974)
Logement : logement social : outre-mer (p. 6974)
Outre-mer : crédits (p. 6973)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2005] (p. 7419, 7457)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7431)

Son intervention (p. 7432)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 7431)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7431, 7433)
Ordre public : terrorisme : prévention (p. 7431, 7434)
Ordre public : vidéosurveillance (p. 7434)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7432)
Pays étrangers : pays en développement : fracture sociale (p. 7433)
Politique extérieure : lutte contre la faim (p. 7433)
Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7432, 7434)

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 1er (extension des cas d'utilisation de la vidéosurveillance)

Ses interventions (p. 7480 et s.)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7487 et s.)

Reprend l'ad t n° 82 précédemment réservé de M. Jacques Floch (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignement) (p. 7489) : rejeté (p. 7490)

Article 2 (possibilité de prescrire la vidéosurveillance à certains gestionnaires d'infrastructures)

Son intervention (p. 7491)

Article 4 (obligation de conservation des données de connexion par les personnes fournissant au public une connexion Internet)

Ses interventions (p. 7495 et s.)

Article 6 (obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers)

Son intervention (p. 7499)

Article 7 (contrôle automatisé des plaques d'immatriculation inscrites au fichier des véhicules volés ou signalés)

Son intervention (p. 7517)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Son intervention (p. 7522)

Explications de vote et vote [29 novembre 2005] (p. 7638)

Ses explications de vote (p. 7639)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7640)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2111)

Son intervention (p. 2118)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2119)
Elections et référendums : élection présidentielle : démocratie (p. 2111)
Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2119)
Elections et référendums : élection présidentielle : réforme (p. 2119)
Elections et référendums : opérations de vote : continent américain (p. 2119)
Politique générale : institutions : démocratie (p. 2118 et s.)

Discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2128)

Article 1er (allongement de la période préparatoire à l'élection - actualisation de la liste des "parrains")

Son ad t n° 9 (p. 2129)

Ses explications de vote (p. 2137)

Non-participation au vote groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2137)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5073 et s.)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Ses interventions (p. 5118 et s.)

Article 2 [séance du 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 5195)

Après l'article 5 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5358)

Avant l'article 6 [séance du 21 septembre 2006]

Son intervention (p. 5362)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5365 et s.)

Après l'article 6

Son intervention (p. 5447)

Article 7 [séances des 22 septembre 2006] (opérateur commun)

Ses interventions (p. 5455 et s.)

Après l'article 7 [séance du 22 septembre 2006]

Son intervention (p. 5461)

Alain VENOT

Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la modernisation du cadre réglementaire des produits chimiques dans l'Union européenne, dit système Reach COM (2003) 644 final / E 2433 (n° 2550) [9 novembre 2005]

Rapporteur du projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (n° 2943) [8 février 2006]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 2550) de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la modernisation du cadre réglementaire des produits chimiques dans l'Union européenne, dit système Reach COM (2003) 644 final / E 2433 [15 novembre 2005] (n° 2676)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (n° 2943) [21 mars 2006] (n° 2976)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [29 novembre 2005] (p. 7634)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1411, posée le 31 janvier 2006. Transports ferroviaires. Ligne Paris Tours (J.O. Questions p. 791). Appelée le 31 janvier 2006. Maintenance, financement (p. 516)

n° 1638, posée le 30 mai 2006. Agriculture. Politique agricole (J.O. Questions p. 5569). Appelée le 30 mai 2006. Aides nationales et communautaires, versement, délais (p. 3777)

DÉBATS

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4726)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4727)

Son intervention (p. 4729)

Thèmes :

Associations : environnement (p. 4729)

Déchets, pollutions et nuisances : décharges (p. 4728)

Industrie : chimie : produits dangereux (p. 4729)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 4728)

Union européenne : directives : bruit (p. 4729)

Union européenne : directives : environnement (p. 4728)

Discussion des articles [4 octobre 2005] (p. 4735)

Article 1er (avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement sur les aménagements ayant des incidences sur le milieu naturel)

Son intervention (p. 4736)

Article 2 (droit d'accès aux informations relatives à l'environnement)

Ses interventions (p. 4736 et s.)

Article 3 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 4739)

Article 4 (responsabilité des personnes morales pour certaines atteintes à l'environnement)

Son intervention (p. 4739)

Article 5 (répression des infractions aux dispositions régissant les installations nucléaires de base et le transport de matières radioactives)

Son intervention (p. 4739)

Article 6 (peines applicables au transport de matières radioactives ou à l'exploitation d'une installation nucléaire irrégulière)

Son intervention (p. 4739)

Article 7 (évaluation, prévention et réduction du bruit dans l'environnement)

Son intervention (p. 4740)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 33 rectifié du Gouvernement (transposition de la directive 1999/31/CE du Conseil : régime d'autorisation pour les installations de stockage de déchets inertes) (p. 4740)

Intervient sur l'ad n° 34 deuxième rectification du Gouvernement (transposition de la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 : établissement d'un système de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du protocole de Kyoto) (p. 4740)

Intervient sur l'ad n° 35 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur du présent projet de loi à Mayotte) (p. 4741)

Projet de loi n° 2943 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2006] (p. 2259, 2281)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2262)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2298)

Thèmes :

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 2262)

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) : contrôle parlementaire (p. 2263)

Energie et carburants : commissions locales d'information (CLI) (p. 2263)

Energie et carburants : installations nucléaires : droit du travail (p. 2263)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 2263)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) (p. 2262)

Energie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 2262)

Energie et carburants : substances radioactives : transport (p. 2263)

Discussion des articles [29 mars 2006] (p. 2317, 2350)

Article 1er (définitions de la sécurité nucléaire et de ses composantes et rappel du rôle de l'Etat)

Son intervention (p. 2319)

Son ad n° 293 : adopté (p. 2319)

Article 2 (principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)

Ses interventions (p. 2320 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 11 rectifié commission (répartition des compétences entre le Gouvernement, les ministres et l'Autorité de sûreté nucléaire -ASN) (p. 2325)

- Intervient sur le sous-adt n° 311 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension des compétences de l'ASN en matière de détention et d'importation des sources radioactives) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)
- Intervient sur le sous-adt n° 312 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension des compétences de l'ASN en matière d'agrément d'installations et d'équipements médicaux utilisant des rayonnements ionisants) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)
- Intervient sur le sous-adt n° 337 du Gouvernement (extension des compétences de l'ASN en matière de santé publique) à l'adt n° 11 rectifié commission (p. 2326)
- Intervient sur l'adt n° 136 rectifié de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) (p. 2326)
- Avant l'article 2 bis*
Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (remplacer "Haute autorité" par "Autorité" dans l'ensemble du projet) (p. 2326)
- Article 2 bis (compétences de la Haute autorité de sûreté nucléaire - HASN -)*
Ses interventions (p. 2329 et s.)
- Après l'article 2 bis*
Intervient sur l'adt n° 224 de M. François Brottes (obligation générale de traitement transparent et non discriminatoire des demandes présentées à l'ASN) (p. 2332)
- Intervient sur l'adt n° 225 de M. François Brottes (régime des délais dans lesquels l'ASN doit rendre ses avis) (p. 2332)
- Intervient sur le sous-adt n° 331 du Gouvernement (renvoi à un décret en Conseil d'État pour fixer le délai selon la catégorie de sujet en cause) à l'adt n° 225 de M. François Brottes (p. 2332)
- Intervient sur le sous-adt n° 332 du Gouvernement (renvoi à un décret en Conseil d'État pour fixer le délai selon la catégorie de sujet en cause) à l'adt n° 225 de M. François Brottes (p. 2332)
- Intervient sur l'adt n° 223 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la transparence des décisions et avis de l'ASN) (p. 2333)
- Son ss-adt n° 304 (renvoi au code de l'environnement) à l'adt n° 223 de M. Jean-Yves Le Déaut : retiré (p. 2333)
- Article 2 ter A (rapport d'activité de l'HASN)*
Ses interventions (p. 2333 et s.)
- Article 2 ter (demandes d'avis, d'étude ou d'instruction technique adressées à l'HASN)*
Son intervention (p. 2333)
- Article 2 quater (compétences internationales de l'HASN)*
Son intervention (p. 2335)
- Article 2 quinquies (composition du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire - ASN -)*
Ses interventions (p. 2335 et s.)
- Article 2 septies (règlement intérieur et délégation au président de l'ASN)*
Son intervention (p. 2337)
- Article 2 octies (obligations des membres du collège)*
Son intervention (p. 2337)
- Article 2 decies (services de l'ASN)*
Son intervention (p. 2338)
- Article 2 undecies (compétences budgétaires de l'ASN et de son président)*
Son intervention (p. 2339)
- Article 3 A (rôle de l'Etat en matière d'information du public dans le secteur du nucléaire)*
Son intervention (p. 2341)
- Article 3 (droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires)*
Son intervention (p. 2342)
- Article 4 (modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)*
Ses interventions (p. 2342 et s.)
- Article 4 bis (coordination avec la loi fixant les compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)*
Son adt n° 294 : adopté (p. 2343)
- Article 5 (établissement d'un document à l'usage du public)*
Son intervention (p. 2350)
Son adt n° 295 : adopté (p. 2351)
- Article 6 (commissions locales d'information)*
Ses interventions (p. 2351 et s.)
Ses adts n° 296 et 297 : adoptés (p. 2351 et s.)
- Après l'article 6*
Intervient sur l'adt n° 236 de M. Jean-Yves Le Déaut (régime de la publicité des expertises et travaux réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN) (p. 2354)
- Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean-Yves Le Déaut (auto-saisine de l'IRSN sur toute question relative à la sûreté nucléaire ou à la radioprotection) (p. 2355)
- Article 7 (création du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire -HCT)*
Ses interventions (p. 2355 et s.)
Son adt n° 299 : adopté (p. 2355)
Son adt n° 298 : adopté après modification (p. 2356)
- Article 8 (missions du HCT)*
Ses interventions (p. 2357 et s.)
Ses adts n° 303 et 300 : adoptés (p. 2357)
- Article 9 (activités du HCT)*
Ses adts n° 302 et 301 : adoptés (p. 2358)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'adt n° 101 de M. Daniel Paul (création d'un chapitre relatif à la participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité) (p. 2359)
- Intervient sur l'adt n° 102 de M. Daniel Paul (extension des compétences du CHSCT dans les installations nucléaires de base au domaine de la sûreté) (p. 2359)
- Intervient sur l'adt n° 157 de M. Daniel Paul (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) (p. 2359)
- Article 12 (définition des installations nucléaires de base -INB- et régime juridique qui leur est applicable)*
Ses interventions (p. 2360 et s.)
- Article 13 (décisions individuelles relatives aux INB)*
Ses interventions (p. 2361 et s.)
Son adt n° 292 : adopté (p. 2363)
Son adt n° 209 rectifié : adopté après modification (p. 2363)
- Article 14 (réalisation différée de travaux dans l'attente de la clôture de l'enquête publique)*
Son intervention (p. 2364)
Son adt n° 276 : adopté (p. 2364)
- Article 14 bis (installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis)*
Son adt n° 274 : adopté (p. 2364)
- Article 14 quater (compétences de l'HASN en matière de transport de matières radioactives)*
Son intervention (p. 2365)
Son adt n° 275 : adopté (p. 2365)
- Article 15 (décret d'application)*
Son adt n° 277 : adopté (p. 2365)
- Après l'article 15*
Intervient sur l'adt n° 79 de la commission (renforcement du rôle des salariés des installations nucléaires de base en matière de prévention des risques) (p. 2365)
- Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Yves Le Déaut (interdiction de la sous-traitance pour certains travaux) (p. 2366)
- Intervient sur l'adt n° 80 de la commission (prévention des risques susceptibles de résulter de l'intervention d'entreprises extérieures) (p. 2366)

Intervient sur l'ad t n° 82 de la commission (extension aux INB de l'obligation d'information immédiate de l'inspection du travail et de l'autorité de police de l'installation sur les avis de danger grave et imminent et sur leurs suites) (p. 2367)

Intervient sur l'ad t n° 244 de M. Jean-Yves Le Déaut (participation des salariés à l'élaboration du plan d'urgence interne) (p. 2367)

Intervient sur l'ad t n° 81 de la commission (renforcement du rôle du CHSCT dans les installations nucléaires de base par analogie avec les dispositions prévues dans les installations non nucléaires les plus dangereuses) (p. 2367)

Intervient sur le sous-ad t n° 307 de M. Daniel Paul (participation du CHSCT à l'élaboration du plan d'urgence interne) à l'ad t n° 81 de la commission (p. 2367)

Article 16 (attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Ses interventions (p. 2368 et s.)

Ses ss-adts n°s 339 et 340 à l'ad t n° 134 rectifié de M. Claude Birraux : adoptés (p. 2368)

Ses adts n°s 278 à 280 : adoptés (p. 2369)

Article 17 (mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2369)

Son ad t n° 281 : adopté (p. 2369)

Article 19 (obligations de l'exploitant en cas de suspension du fonctionnement de l'installation)

Ses adts n°s 282 et 330 rectifiés : adoptés (p. 2369)

Article 21 (recours contre les décisions prises en matière de sûreté)

Son intervention (p. 2370)

Son ad t n° 283 : adopté (p. 2370)

Article 22 (constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire)

Son intervention (p. 2370)

Son ad t n° 284 : adopté (p. 2370)

Article 23 (autorisation d'effectuer des prélèvements d'échantillons)

Son intervention (p. 2371)

Son ad t n° 285 : adopté (p. 2371)

Article 24 (sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires)

Son ad t n° 286 : adopté (p. 2371)

Article 30 (obligations d'information en cas d'accident ou d'incident)

Ses adts n°s 287 et 288 : adoptés (p. 2371)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 108 de M. Daniel Paul (création du "Chapitre V : recherche et sécurité nucléaires") (p. 2372)

Intervient sur l'ad t n° 106 de M. Daniel Paul (appel à un expert agréé par le CHSCT en cas d'atteinte à la sûreté de l'installation) (p. 2372)

Intervient sur l'ad t n° 107 de M. Daniel Paul (maintien du salaire pour les salariés employés par une entreprise sous-traitante en cas d'arrêt provisoire d'une tranche d'une centrale nucléaire) (p. 2372)

Intervient sur l'ad t n° 109 de M. Daniel Paul (impossibilité de diminuer en termes réels le budget consacré à la recherche au sein des entreprises productrices d'énergie nucléaire) (p. 2372)

Intervient sur l'ad t n° 110 de M. Daniel Paul (définition des objectifs de recherche des entreprises productrices d'énergie nucléaire en concertation entre les directions de ces entreprises, les organisations syndicales et l'IRSN) (p. 2372)

Intervient sur l'ad t n° 111 de M. Daniel Paul (instauration d'un audit sur la recherche dans le secteur de l'énergie) (p. 2372)

Article 31 A (responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire)

Ses adts n°s 289 et 291 : adoptés (p. 2372)

Article 31 (coordination avec le code de la santé publique)

Son ad t n° 290 rectifié : adopté (p. 2372)

Article 32 (coordination avec le code du travail)

Ses interventions (p. 2373 et s.)

Article 35 (coordination avec les textes relatifs aux différents modes de transport)

Son ad t n° 310 : adopté (p. 2375)

Article 36 (mesures transitoires)

Son ad t n° 306 : adopté (p. 2375)

Article 37 (entrée en vigueur des attributions de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Son ad t n° 305 : adopté (p. 2375)

Article 38 (personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire)

Ses interventions (p. 2375 et s.)

Francis VERCAMER

Nord (7^{ème} circonscription)

Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances [J.O. du 7 mars 2006] (p. 3455)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge avoir fait l'objet d'attaques personnelles inutiles, estime qu'il n'est pas surprenant que des dérapages s'ensuivent ; en appelle à l'apaisement [30 novembre 2005] (p. 7718)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce : demande le retrait de l'amendement sur le contrat première embauche [1^{er} février 2006] (p. 605)

S'élève contre la méthode "à la hussarde" employée par le Gouvernement en déclarant l'urgence, en avançant la date d'examen du projet de loi et en introduisant un "cavalier législatif" pour instituer le contrat première embauche ; conteste par ailleurs les manœuvres d'obstruction systématique de l'opposition [7 février 2006] (p. 801)

Constata que le contrat première embauche (CPE) n'est pas placé au sein du projet de loi dans la section 2 qui traite de l'emploi des jeunes ; considère extrêmement dangereuse la disposition permettant un licenciement sans motif dans les deux premières années [7 février 2006] (p. 815)

S'inquiète du peu d'efficacité prévisible du contrat première embauche à résoudre le problème du chômage des jeunes ; s'oppose à la période d'essai de deux ans [7 février 2006] (p. 825)

Rappelle la position défavorable au CPE de l'UDF [8 février 2006] (p. 852)

Précise la position de l'UDF : favorable aux trois premiers articles du projet de loi, aux dispositions concernant l'apprentissage entre autres, mais défavorable au CPE (comme au CNE), constate qu'il reste d'autres articles à examiner et s'inquiète par avance de l'éventuelle application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 février 2006] (p. 975)

En appelle à "travailler à l'intérêt de la France" et non à celui de tel ou tel groupe [9 février 2006] (p. 977)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen des fascicules [8 novembre 2005] (p. 6445, 6505)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) : Nord-Pas-de-Calais (p. 6508)

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen des fascicules [4 novembre 2005] (p. 6251)

Son intervention (p. 6269)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 6269)

Emploi : recrutement (p. 6270)

Travail : précarité (p. 6270)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [14 novembre 2005] (p. 6661, 6664)

Son intervention (p. 6668)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 6668)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 6669)

Emploi : contrats d'avenir (p. 6669)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 6670)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6669)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 6668)

Travail : précarité (p. 6669 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2005] (p. 6685)*Crédits de la mission "Travail et emploi", inscrits à l'état B*

Ses interventions (p. 6687 et s.)

VILLE ET LOGEMENT

Examen des fascicules [21 novembre 2005] (p. 7215)

Son intervention (p. 7220)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 7221)

Logement : mixité sociale (p. 7220)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7220)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7650)

Son intervention (p. 7652)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7679)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7654)

Emploi : primes forfaitaires (p. 7650)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7653, 7678)

Politique sociale : pauvreté (p. 7650, 7652, 7653)

Politique sociale : solidarité (p. 7652 et s.)

Travail : précarité (p. 7652 et s., 7678)

Travail : travail à temps partiel (p. 7654)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)*Avant l'article 1er*

Son adt n° 94 (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7681) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7683)

Son adt n° 80 (lutte contre les discriminations : formations spécifiques de sensibilisation à l'intention des personnels recruteurs) : rejeté (p. 7683)

Son adt n° 79 (orientation professionnelle du demandeur d'emploi : rôle des maisons de l'emploi) : rejeté (p. 7683)

Son adt n° 81 (lutte contre les discriminations : maisons de l'emploi : actions de sensibilisation à l'intention des employeurs) : rejeté (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7685)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Son adt n° 89 (p. 7687)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses adts n° 84 rectifié et 83 rectifié (p. 7691)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2005] (p. 7718)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Son intervention (p. 7721)

Son adt n° 82 (p. 7723)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 7726)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 7730)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7732)

Intervient sur le sous-adt n° 153 du Gouvernement (limitation des sanctions administratives aux cas de fraude délibérée) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7733)

Son adt n° 88 (centralisation des informations relatives aux minima sociaux) : retiré (p. 7734)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié du Gouvernement (renouvellement du contrat d'avenir : assouplissement) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 122 de la commission (possibilité de conclure des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité à durée indéterminée) (p. 7735)

Titre

Son adt n° 90 (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la réforme de l'incitation financière au retour à l'emploi et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires de certains minima sociaux") : retiré (p. 7739)

Ses explications de vote (p. 7930)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7931)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)*Article 3 bis (délai de prescription pour les constructions achevées)*

Son intervention (p. 237)

Article 3 sexies (intérêt pour agir des associations agréées)

Son intervention (p. 240)

Avant l'article 4 quater

Intervient sur l'adt n° 336 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire de chaque commune en fonction de la construction de logements sociaux) (p. 250)

Article 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les logements sociaux)

Son intervention (p. 251)

Article 4 quinquies (augmentation de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)

Son intervention (p. 254)

Article 4 sexies (majoration de la base de la taxe locale d'équipement)

Son intervention (p. 254)

Après l'article 4 septies

Intervient sur l'adt n° 337 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (non superposition de taxes dans le cas où des

établissements publics fonciers de niveau différent opèrent sur un même territoire) (p. 257)

Article 5 (taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers situés en zone de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 261)

Après l'article 7 septies

Intervient sur l'ad t n° 55, deuxième modification de la commission (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 359)

Intervient sur le sous-ad t n° 143, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux zones urbaines sensibles) à l'ad t n° 55, deuxième modification de la commission (p. 359)

Son ad t n° 416 (création d'un certificat préalable à la mise en location dans les zones urbaines sensibles) (p. 357) : devenu sans objet (p. 360)

Après l'article 8 quinquies

Intervient sur l'ad t n° 612 rectifié de M. Jean-Pierre Abelin (compétence des organismes d'HLM pour vendre à un autre organisme HLM un immeuble en l'état futur d'achèvement) (p. 382)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-ad t n° 692 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression des quatre derniers alinéas modifiant la portée des dispositions de l'article 55 de la loi SRU) à l'ad t n° 645, quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (établissement d'une procédure d'accession sociale à la propriété et assimilation à des logements sociaux des logements acquis dans ce cadre) (p. 399)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2006] (p. 3851, 3890) ; [1er juin 2006] (p. 3903, 3945) ; [6 juin 2006] (p. 3993)

Article 7 nonies (création d'un permis de mise en location)

Ses interventions (p. 3922 et s.)

Article 5 bis B (précédemment réservé) (instauration d'un guichet unique dans les communes pour favoriser l'accession sociale à la propriété et intégration des logements en accession sociale à la propriété pendant cinq ans dans le décompte des logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU)

Son intervention (p. 3940)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'ad t n° 253 de M. Jean-Pierre Abelin (majoration de la dotation forfaitaire des communes en fonction du nombre de logements sociaux construits dans les 5 années précédentes) (p. 3945)

Après l'article 10

Son ad t n° 221 (comptabilisation dans la population d'une zone urbaine sensible des habitants vivant dans l'extension du périmètre d'une zone franche urbaine) (p. 3997) : rejeté (p. 3998)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 565)

Son intervention (p. 609)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) [1^{er} février 2006] (p. 605)

Thèmes :

Emploi : discrimination (p. 610, 611)

Emploi : égalité des chances (p. 565, 609 et s.)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 610)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 565, 610)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 565)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 565, 611)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 610)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 565, 610)

Travail : négociations (p. 565)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad t n° 455 de M. Francis Vercamer (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 685)

Son ad t n° 455 (introduction d'un nouveau titre mettant en valeur la diversité de la composition de la Nation) (p. 683) : rejeté (p. 686)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 377 de M. Yves Durand (organisation de l'orientation scolaire sous l'autorité du recteur) (p. 720)

Son ad t n° 431 rectifié (évaluation annuelle et soutien des élèves en difficulté) (p. 722) : rejeté (p. 723)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 751 et s.)

Son ad t n° 429 (p. 751)

Son ad t n° 430 : adopté (p. 753)

Après l'article 1er

Son ad t n° 457 (scolarité obligatoire : cas d'alternative à la déscolarisation) : retiré (p. 758)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son intervention (p. 758)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 801)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Ses interventions (p. 810 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 815)

Après l'article 3

Ses rappels au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 825) ; [8 février 2006] (p. 852)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 420, 421 et 423 de M. Yves Durand à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 856, 860, 868)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 599 et 171 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 895, 901)

Ses ss-ad ts n°s 427 et 458 à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 903, 908) : rejetés (p. 905, 909)

Intervient sur les sous-ad ts n°s 212 et 595 de M. Gaëtan Gorce à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 927, 931)

Ses ss-ad ts n°s 495 et 459 à l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 939, 942) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 939, 943)

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 956)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 975, 977)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1640)

Son intervention (p. 1645)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1646)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1640, 1646, 1654, 1655)

Emploi : création d'emplois (p. 1640)

Emploi : jeunes (p. 1646)

Emploi : recrutement (p. 1646)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 1640, 1646)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1645, 1646)

Travail : période d'essai (p. 1646, 1647)

Travail : précarité (p. 1640, 1646, 1654)

Ses explications de vote (p. 1654)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1655)

Proposition de loi n° 3013 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2618)**

Son intervention (p. 2629)

Thèmes :

- Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 2629 et s.)
- Emploi : jeunes (p. 2629 et s.)
- Travail : contrats de travail (p. 2631)
- Travail : droit du travail (p. 2631)
- Travail : négociations (p. 2629 et s.)
- Travail : précarité (p. 2631)

Discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2647)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adit n° 28 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans)

Intervient sur l'adit n° 7 de M. Gaëtan Gorce (saisine des partenaires sociaux et négociation interprofessionnelle avant toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649)

Son adit n° 31 (négociation interprofessionnelle au niveau national liée à toute réforme concernant le droit du travail) (p. 2649) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2650)

Intervient sur l'adit n° 1 de M. Gaëtan Gorce (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adit n° 14 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelles embauches (CNE) ; requalification des CNE déjà signés) (p. 2652)

Intervient sur l'adit n° 13 de Mme Martine Billard (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adit n° 23 rectifié de M. Maxime Gremetz (abrogation de la mesure instituant "l'apprentissage junior" dès l'âge de quatorze ans) (p. 2657)

Intervient sur l'adit n° 4 de M. Gaëtan Gorce (rémunération des stages et interdiction de remplacer un stagiaire par un autre) (p. 2659)

Son adit n° 30 (rapport au Parlement sur la mise en place d'une négociation nationale interprofessionnelle préalable à toute réforme relative au droit du travail) (p. 2661) : rejeté (p. 2662)

Article 1er (accès des jeunes à la vie active en entreprise)

Ses adts n°s 29 et 32 (p. 2670, 2671)

Ses explications de vote (p. 2673)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2673)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)**

Son intervention (p. 3443)

Thèmes :

- Emploi : jeunes (p. 3444)
- Travail : discrimination (p. 3444)
- Travail : négociations (p. 3444)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Baux. Baux d'habitation. Durée, résiliation [15 mars 2006] (p. 1874)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1495, posée le 21 mars 2006. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 21 mars 2006. Usine Wagon, emploi et activité, La Souterraine (p. 2069)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)**

Son intervention (p. 4808)

Thème :

Retraites : régime agricole (p. 4809)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEVELOPPEMENT ET REGULATION ECONOMIQUES****Examen du fascicule [4 novembre 2005] (p. 6294)**

Son intervention (p. 6311)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : crédits budgétaires (p. 6312)
- Entreprises : création (p. 6311)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 6311)
- Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6312)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 4937 et s.)

Béatrice VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 738 tendant à autoriser le financement des groupements intercommunaux par le Fonds intercommunal de péréquation [26 mars 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)**

Son intervention (p. 6994)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 6994)

Fonction publique territoriale : filière administrative : Polynésie française (p. 6995)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 6996)
 Politique sociale : prestations sociales : Polynésie française (p. 6995)

SANTE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6635)

Procédure des questions :

Outre-mer : Polynésie française : politique de la santé (p. 6649)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 618 de M. René-Paul Victoria (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Bertho Audifax (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n° 628 de M. Alfred Almont (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) (p. 483)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 622 de M. Alfred Almont (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n° 623 de M. Bertho Audifax (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Intervient sur l'adt n° 653 de M. René-Paul Victoria (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1070)

Thèmes :

Outre-mer : Polynésie française : aide juridictionnelle (p. 1070 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : indivisions (p. 1070 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : successions (p. 1070)

Outre-mer : Polynésie française : système pénitentiaire (p. 1071)

Outre-mer : Polynésie française : tribunaux (p. 1070)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son adt n° 283 rectifié : adopté (p. 1149)

Article 26 (coordinations et application outre-mer)

Ses adts n°s 284 et 285 (p. 1153, 1154)

Après l'article 26

Son adt n° 292 (successions – enfants naturels non adultérins : assimilation rétroactive aux enfants légitimes) : adopté (p. 1154)

Jean-Sébastien VIALATTE

Var (7^{me} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 décembre 2005] (p. 18667)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 21 (évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)

Son adt n° 442 (p. 5293)

Projet de loi n° 2784 rectifié de programme pour la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2006] (p. 1330, 1354) ; [2 mars 2006] (p. 1388, 1416, 1451)

Article 16 bis (assouplissement des règles de financement et d'organisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale dits de référence)

Son adt n° 21 (de suppression) : adopté (p. 1473)

René-Paul VICTORIA

La Réunion (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [J.O. du 10 février 2006] (p. 2164)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} mars 2006] (p. 3108)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 septembre 2006] (p. 13254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, lutte et prévention [16 novembre 2005] (p. 6890)

Outre-mer. DOM : La Réunion. Santé, chikungunya, conséquences, entreprises [14 mars 2006] (p. 1808)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien [5 avril 2006] (p. 2472)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1589, posée le 2 mai 2006. Outre-mer. DOM : La Réunion [J.O. Questions p. 4561]. Appelée le 2 mai 2006. Système pénitentiaire, établissements, création (p. 2763)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 581 rectifié : adopté après modification (p. 4923)

Article 5 précédemment réservé (réforme du contrôle des structures)

Son adt n° 846 (p. 4985)

Son adt n° 430 : adopté (p. 4986)

Article 14 (organisations de producteurs et missions des interprofessions)

Son adt n° 580 (p. 5119)

Après l'article 20

Son adt n° 845 (fiscalité applicable à la cession de terrains agricoles transformés en terrains à bâtir) : rejeté (p. 5147)

Après l'article 25

Son adt n° 577 (prise en compte des besoins de l'agriculture dans les documents d'urbanisme) : rejeté (p. 5316)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 13 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)

Ses interventions (p. 5630 et s.)

Son ss-adt n° 451 à l'adt n° 449 de M. Gilles Carrez (p. 5631)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [17 novembre 2005] (p. 6965, 6983)

Son intervention (p. 6996)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : assainissement : La Réunion (p. 6996)

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 6996)

Energie et carburants : gaz : La Réunion (p. 6996)

Impôt sur les sociétés : calcul : outre-mer (p. 6997)

Logement : logement social : outre-mer (p. 6996)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6997)

Santé : santé publique (p. 6997)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 61 [16 et 18 novembre 2005] (plafonnement de certains avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6942)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention (p. 7665)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7665)

Emploi : chômage : La Réunion (p. 7665)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7665)

Outre-mer : La Réunion (p. 7665)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7665)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7665)

Travail : salaires (p. 7665)

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2005] (p. 7739, 7747) ; [1er décembre 2005] (p. 7807)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7751)

Son intervention (p. 7766)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7751)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7751)

Outre-mer : La Réunion : protection de la nature (p. 7766)

Tourisme et loisirs : tourisme rural : outre-mer (p. 7767)

Discussion des articles [1er décembre 2005] (p. 7812)

Article 9 (dispositions particulières aux DOM et aux espaces maritimes)

Ses adts n° 23 et 22 (p. 7841, 7842)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 26

Son adt n° 617 (extension du conventionnement aux départements d'outre-mer) : adopté (p. 483)

Son adt n° 618 (dispositions relatives aux contrats de prêts dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 483)

Après l'article 27

Son adt n° 653 (application de l'article 55 de la loi SRU outre-mer) (p. 483) : retiré (p. 484)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2006] (p. 2784, 2813) ; [3 mai 2006] (p. 2863)

Son intervention (p. 2843)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : La Réunion (p. 2843)

Etrangers : intégration : La Réunion (p. 2843)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2843)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2843)

Projet de loi n° 2276 rectifié sur l'eau et les milieux aquatiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2006] (p. 3395) ; [16 mai 2006] (p. 3498) ; [17 mai 2006] (p. 3555, 3584) ; [18 mai 2006] (p. 3661, 3702)

Après l'article 39

Son adt n° 1095 (extension des compétences des agents des services techniques du ministère de l'environnement dans les départements d'outre-mer et de Mayotte) : rejeté (p. 3708)

Alain VIDALIES

Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [J.O. du 3 mars 2006] (p. 3269)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mai 2006] (p. 7350)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mai 2006] (p. 7350)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Personnel. Décompte, réglementation, conséquences [6 décembre 2005] (p. 7918)

Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 43)

Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 797)

Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2431)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1642, posée le 6 juin 2006. Voirie. A 65 (J.O. Questions p. 5725). Appelée le 6 juin 2006. Echangeur de Roquefort (p. 3973)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste pour que le Gouvernement réponde à l'argumentation de M. Gorce sur les motifs d'inconstitutionnalité du projet de loi [31 janvier 2006] (p. 571)

Appelle le Premier ministre à privilégier le dialogue avec la représentation nationale et non pas le "chat" par Internet [2 février 2006] (p. 697)

Se plaint de la prévision d'une séance publique prévue en même temps qu'une importante réunion de commission [7 février 2006] (p. 833)

Tire du précédent rappel au règlement de M. Ollier la conclusion que le mouvement de manifestation contre le CPE doit s'accroître afin de faire reculer le Gouvernement et l'UMP [8 février 2006] (p. 868)

Attire à nouveau l'attention du Gouvernement sur la nécessaire prévention des licenciements liés à l'état de santé, en particulier des salariés embauchés en CNE ou CPE [8 février 2006] (p. 900)

Affirme que les chefs d'entreprise ne sont pas aussi favorables au CPE que le prétend la majorité ; cite un témoignage, publié dans un quotidien, qui appuie son propos [8 février 2006] (p. 940)

Rappelle que le débat s'est engagé dans des conditions précipitées et critiquables ; s'interroge sur une éventuelle application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, précise que son groupe accorde beaucoup d'importance à l'enjeu politique du projet de loi [8 février 2006] (p. 947)

Compare à un "stroboscope législatif" la méthode gouvernementale de démantèlement du droit du travail [9 février 2006] (p. 981)

Estime confuse la position du Gouvernement, souhaiterait que le ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes s'explique sur sa comparaison du CPE à un "CIVIS prolongé" [8 mars 2006] (p. 1635)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2219 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8223)

Son intervention (p. 8231)

Thèmes :

Associations : violences conjugales (p. 8231)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 8231)
Droit pénal : éloignement du domicile (p. 8231)
Droit pénal : médiation pénale (p. 8232)
Droit pénal : violences conjugales : statistiques (p. 8231)
Emploi : femmes : démission (p. 8232)
Étrangers : immigration : mariages blancs (p. 8232)
Famille : mariage forcé (p. 8232)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8232)

Discussion des articles [13 décembre 2005] (p. 8239) ; [15 décembre 2005] (p. 8400)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de Mme Valérie Pécresse (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux) (p. 8242)

Après l'article 5

Son adt n° 57 rectifié (intégration des problématiques de violences dans le programme d'éducation civique) (p. 8402) : rejeté (p. 8405)

Son adt n° 58 rectifié (formation des personnels chargés de l'aide aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 8414)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 565)

Son intervention (p. 615)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission soutenue par M. Jean-Pierre Brard (p. 681)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 571)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 615, 616)
Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 617, 681)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 566, 616)
Emploi : jeunes (p. 565, 615, 616)
Emploi : politique de l'emploi (p. 681)
Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 616)
Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 566)
Travail : code du travail (p. 616, 617, 681)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 617)
Travail : licenciements (p. 617)
Travail : précarité (p. 617)

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 697)

Intervient sur l'adt n° 389 de M. Yves Durand (enseignement préscolaire : accueil des enfants à partir de trois ans) (p. 724)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Ses interventions (p. 753 et s.)

Son adt n° 242 (de suppression) (p. 744)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : repos hebdomadaire) (p. 757)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Yves Durand (apprentis âgés de moins de seize ans : interdiction de travailler les jours fériés) (p. 757)

Intervient sur l'adt n° 415 de M. Yves Durand (élèves : bénéfice du tutorat) (p. 758)

Article 2 (modifications du code du travail nécessaires à la mise en œuvre de l'apprentissage junior)

Son adt n° 254 (de suppression) (p. 758)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Son adt n° 266 (de suppression) (p. 806) : SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Reprend l'adt n° 23 de M. Jérôme Rivière (institution du contrat première embauche -CPE-) (p. 813) : SCRUTIN PUBLIC (p. 814)

Après l'article 3

Son rappel au règlement (cf supra) [7 février 2006] (p. 833)

Intervient sur le sous-adt n° 98 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE-) (p. 836)

Intervient sur les sous-ads n°s 100, 416 à 418, 423 et 424 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 839 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 868)

Intervient sur le sous-adt n° 425 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 871)
 Intervient sur le sous-adt n° 159 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 873)
 Intervient sur les sous-ads n°s 116 et 117 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 du Gouvernement (p. 877)
 Intervient sur les sous-ads n°s 160, 597, 598, 162, 206 et 207 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 893 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 900)
 Intervient sur les sous-ads n°s 171, 580, 590, 591, 210, 582 à 584, 586, 587, 173, 217 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 901 et s.)
 Intervient sur le sous-adt n° 123 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 928)
 Intervient sur les sous-ads n°s 213, 596 et 176 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 933 et s.)
 Intervient sur le sous-adt n° 59 de M. Dominique Tian à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 937)
 Intervient sur le sous-adt n° 126 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 937)
 Intervient sur le sous-adt n° 216 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 937)
 Intervient sur le sous-adt n° 125 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 939)
 Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 940)
 Intervient sur le sous-adt n° 600 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 945)
 Son rappel au règlement (cf supra) [8 février 2006] (p. 947)
 Intervient sur le sous-adt n° 601 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 948)
 Intervient sur le sous-adt n° 189 de la commission (mise en œuvre du droit individuel à la formation pour les salariés engagés sous CPE) à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 950)
 Intervient sur le sous-adt n° 129 de Mme Martine Billard à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 952)
 Son rappel au règlement (cf supra) [9 février 2006] (p. 981)
 Intervient sur le sous-adt n° 599 de M. Gaëtan Gorce à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (p. 985)
 Intervient sur l'adt n° 127 de Mme Martine Billard (protection de la salariée enceinte sous contrat CNE ou CPE) (p. 994)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 mars 2006] (p. 1631)

Son intervention (p. 1644)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 mars 2006] (p. 1635)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 février 2006] (p. 1055)

Son intervention (p. 1065)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : famille (p. 1067)
 Assurances : assurance vie : fichiers (p. 1065)
 Donations et successions : acceptation (p. 1066)
 Donations et successions : conjoint survivant (p. 1065)
 Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit : justice sociale (p. 1065)
 Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 1066)
 Donations et successions : pacte successoral (p. 1066)
 Donations et successions : successions : gestion (p. 1066)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 1067)
 Famille : régimes matrimoniaux (p. 1067)
 Union européenne : Commission : successions (p. 1065)

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Ses adts n°s 265 à 268 (p. 1097 et s.)

Ses adts n°s 269 et 270 : adoptés (p. 1112, 1114)
 Son intervention (p. 1116)

Article 4 (opérations de partage) : vote réservé (p. 1120)

Son adt n° 271 (p. 1120) : devenu sans objet (p. 1150)

Article 16 (extension du champ et de la durée des pouvoirs reconnus à l'exécuteur testamentaire)

Son adt n° 275 : adopté (p. 1134)

Son adt n° 276 (p. 1134)

Son adt n° 277 : adopté (p. 1134)

Ses adts n°s 278 et 279 (p. 1134)

Article 21 (assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant)

Son adt n° 280 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1136)

Après l'article 21

Son ss-adt n° 272 rectifié (PACS : possibilité de désigner dans la convention le partenaire comme légataire) à l'adt n° 16 du Gouvernement (PACS : droits et devoirs des partenaires et régime patrimonial) (p. 1141) : retiré (p. 1142)

Intervient sur l'adt n° 309 rectifié de M. Patrick Delnatte (PACS - fonction publique d'Etat - en cas de demande de mutation en vue d'un rapprochement géographique : preuve de l'imposition commune des revenus) (p. 1143)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Son adt n° 273 (p. 1145)

Son adt n° 274 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 1146)

Ses interventions (p. 1148 et s.)

Après l'article 22

Son adt n° 281 (assurance vie : création d'un fichier national) : rejeté (p. 1151)

Ses explications de vote (p. 1156)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1156)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4173)

Son intervention (p. 4180)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : fichiers (p. 4181)
 Donations et successions : conjoint survivant (p. 4180)
 Donations et successions : mandat à effet posthume (p. 4180)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 4181)
 Famille : régimes matrimoniaux (p. 4181)
 Parlement : Sénat (p. 4180)

Discussion des articles [13 juin 2006] (p. 4181)

Article 1er (option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire)

Ses adts n°s 2 à 5 (p. 4181 à 4184)

Article 14 (possibilité de passer des actes de renonciation anticipée à l'action en réduction - RAAR)

Son adt n° 6 (p. 4185)

Article 21 bis (formalités du PACS)

Son adt n° 7 (p. 4186)

Son intervention (p. 4187)

Article 22 (dispositions diverses et de coordination)

Ses adts n°s 8 et 9 (p. 4188)

Article 26 quinquies (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial)

Son adt n° 10 (de suppression) (p. 4189)

Article 27 (entrée en vigueur et dispositions interprétatives)

Son intervention (p. 4191)

Ses explications de vote (p. 4192)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4192)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3442)

Thèmes :

Emploi : insertion professionnelle et sociale (p. 3443)
 Emploi : chômage (p. 3443)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3442)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 3442)
 Emploi : jeunes (p. 3442, 3443)
 Travail : précarité (p. 3442, 3443)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3634)

Thèmes :

Administration : décrets : déclaration d'urgence (p. 3634)
 Assemblée nationale : missions d'information (p. 3635)
 Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 3634)
 Assemblée nationale : rapporteur : droit de suite (p. 3635)
 Lois : application : statistiques (p. 3634)
 Lois : textes d'application (p. 3635)
 Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 3635)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5001 et s.)

Après l'article 4 [séances des 19 septembre 2006]

Ses interventions (p. 5329 et s.)

Article 6 [séances des 21 et 22 septembre 2006] (séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution)

Ses interventions (p. 5440 et s.)

Article 10 [séances des 25, 26 et 27 septembre 2006] (part du capital d'EDF et de Gaz de France détenue par l'Etat, modalités de contrôle public sur Gaz de France et ses filiales et autorisation de privatisation de Gaz de France)

Son intervention (p. 5561)

Gérard VIGNOBLE

*Nord (8^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement [J.O. du 13 décembre 2005] (p. 19191)

François-Xavier VILLAIN

*Nord (18^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2857 visant à introduire un dispositif de bonification dans le système du permis à points pour les professionnels de la route [8 février 2006]

Dominique de VILLEPIN

Premier Ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2555 autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation [5 octobre 2005]

Projet de loi n° 2556 ratifiant l'ordonnance n° 2005-804 du 18 juillet 2005 relative à diverses mesures de simplification en matière de sécurité sociale [5 octobre 2005]

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006 [12 octobre 2005]

Projet de loi n° 2578 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1091 du 1er septembre 2005 portant simplification des conditions d'exercice de la profession de courtier en vins dit "courtier de campagne" [12 octobre 2005]

Projet de loi n° 2579 ratifiant l'ordonnance n° 2005-863 du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aérodromes [12 octobre 2005]

Projet de loi n° 2605 autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 2606 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1092 du 1er septembre 2005 relative au régime de protection des mineurs accueillis hors du domicile parental à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 2607 ratifiant l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 portant simplification du régime des libéralités consenties aux associations, fondations et congrégations, de certaines déclarations administratives incombant aux associations, et modification des obligations des associations et fondations relatives à leurs comptes annuels [19 octobre 2005]

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2616 ratifiant l'ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 portant actualisation et adaptation des livres III et IV du code des ports maritimes (partie législative) et modifiant le code des ports maritimes, le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, le code de l'environnement et le code de la route [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2617 ratifiant l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 relative au régime communal et au statut des élus de certaines collectivités d'outre-mer et de Nouvelle-Calédonie [26 octobre 2005]

Projet de loi n° 2626 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières [2 novembre 2005]

Projet de loi n° 2627 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1039 du 26 août 2005 portant modification du régime de reconnaissance de la capacité professionnelle des transporteurs routiers et simplification des procédures d'établissement de contrats types [2 novembre 2005]

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines [8 novembre 2005]

Projet de loi n° 2630 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [8 novembre 2005]

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi [10 novembre 2005]

Projet de loi n° 2673 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [14 novembre 2005]

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [14 novembre 2005]

- Projet de loi n° 2697 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1112 du 1^{er} septembre 2005 relative aux établissements publics nationaux à caractère sanitaire et aux contentieux en matière de transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [23 novembre 2005]
- Projet de loi n° 2698 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1112 du 1^{er} septembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé et à certains personnels de la fonction publique hospitalière [23 novembre 2005]
- Projet de loi n° 2699 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1086 du 1^{er} septembre 2005 instaurant un règlement transactionnel pour les contraventions au code de commerce et au code de la consommation et portant adaptation des pouvoirs d'enquête et renforcement de la coopération administrative en matière de protection des consommateurs, et modifiant le code des assurances, le code de la mutualité, le code de la sécurité sociale et le code de la consommation [23 novembre 2005]
- Projet de loi de finances rectificative n° 2700 pour 2005 [23 novembre 2005]
- Projet de loi n° 2717 ratifiant l'ordonnance n° 2005-674 du 16 juin 2005 relative à l'accomplissement de certaines formalités contractuelles par voie électronique [30 novembre 2005]
- Projet de loi n° 2718 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés [30 novembre 2005]
- Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration [13 décembre 2005]
- Projet de loi n° 2754 ratifiant l'ordonnance n° 2005-867 du 28 juillet 2005 relative à l'actualisation et à l'adaptation du droit domanial, du droit foncier et du droit forestier applicables en Guyane [14 décembre 2005]
- Projet de loi n° 2755 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [14 décembre 2005]
- Projet de loi n° 2756 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [14 décembre 2005]
- Projet de loi n° 2785 autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire [3 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances [11 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2788 autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [11 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2827 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle [25 janvier 2006]
- Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages [1^{er} février 2006]
- Projet de loi n° 2865 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1478 du 1^{er} décembre 2005 de simplification du droit dans le domaine des élections aux institutions représentatives du personnel [8 février 2006]
- Projet de loi n° 2866 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005 relative à la création du régime social des indépendants [8 février 2006]
- Projet de loi n° 2867 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants [8 février 2006]
- Projet de loi n° 2882 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1526 du 8 décembre 2005 modifiant la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique [22 février 2006]
- Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République [22 février 2006]
- Projet de loi n° 2919 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 relative à des mesures de simplification en matière fiscale et à l'harmonisation et l'aménagement du régime des pénalités [1^{er} mars 2006]
- Projet de loi n° 2941 portant création d'une délégation parlementaire pour le renseignement [8 mars 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 2974 préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006 [21 mars 2006]
- Projet de loi n° 2977 de programme relatif à la gestion des matières et des déchets radioactifs [22 mars 2006]
- Projet de loi n° 2978 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [22 mars 2006]
- Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration [29 mars 2006]
- Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution [29 mars 2006]
- Projet de loi n° 3010 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [5 avril 2006]
- Projet de loi n° 3039 autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche [12 avril 2006]
- Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [3 mai 2006]
- Projet de loi n° 3080 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'Etat de l'Amapà [10 mai 2006]
- Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005 [23 mai 2006]
- Projet de loi n° 3110 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [23 mai 2006]
- Projet de loi n° 3119 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée [31 mai 2006]
- Projet de loi n° 3120 autorisant l'approbation de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [31 mai 2006]
- Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique [7 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3153 préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006 [13 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3158 sur la politique énergétique de la France [14 juin 2006]
- Projet de loi n° 3156 autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) [14 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3174 sur la situation au Proche-Orient [21 juin 2006]
- Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [21 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3182 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2007 [22 juin 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3183 sur les orientations des finances sociales pour 2007 [22 juin 2006]
- Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie [28 juin 2006]
- Projet de loi n° 3266 ratifiant l'ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006 réformant la saisie immobilière [12 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3269 relatif au régime d'autorisation des opérations d'intermédiation et d'achat pour revendre et modifiant le code de la défense [19 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3270 relatifs aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [19 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3271 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [26 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3272 ratifiant l'ordonnance n° 2006-594 du 23 mai 2006 portant adaptation de la législation relative aux céréales et modifiant le livre VI du code rural [26 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3273 ratifiant l'ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006 relative à la partie législative du code du sport [26 juillet 2006]
- Projet de loi n° 3274 autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les Etats-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto [1^{er} août 2006]
- Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1^{er} juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire [25 août 2006]
- Projet de loi n° 3276 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces [30 août 2006]
- Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la

résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies [7 septembre 2006]
Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007 [27 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Bernard Accoyer. Etat. Gouvernement. Programme [4 octobre 2005] (p. 4693)
M. Jean-Marc Ayrault. Politique économique. Croissance [4 octobre 2005] (p. 4694)
M. François Bayrou. Union européenne. Elargissement. Turquie [4 octobre 2005] (p. 4695)
M. Alain Bocquet. Politique économique. Croissance [4 octobre 2005] (p. 4696)
M. Dominique Tian. Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [4 octobre 2005] (p. 4700)
M. Jean-Pierre Door. Recherche. Politique de la recherche. Projet de loi [5 octobre 2005] (p. 4752)
M. Guy Teissier. Transports par eau. Société Nationale Corse Méditerranée. Emploi et activité [11 octobre 2005] (p. 5073)
M. Axel Poniatowski. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 octobre 2005] (p. 5370)
M. Alain Bocquet. Energie et carburants. EDF. Ouverture du capital [25 octobre 2005] (p. 5800)
M. Pierre Cohen. Etrangers. Immigration. Droit de vote [26 octobre 2005] (p. 5882)
M. Eric Raoult. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Seine-Saint-Denis [2 novembre 2005] (p. 6120)
M. Bruno Le Roux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6121)
Mme Marie-George Buffet. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Quartiers défavorisés [2 novembre 2005] (p. 6122)
M. Georges Mothron. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, victimes, indemnisation [15 novembre 2005] (p. 6752)
M. Philippe Houillon. Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [29 novembre 2005] (p. 7630)
M. Pierre Goldberg. Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)
M. Gilles Artigues. Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)
M. Gérard Bapt. Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)
M. Alain Marty. Santé. Sida. Lutte et prévention [30 novembre 2005] (p. 7707)
M. Jérôme Lambert. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [7 décembre 2005] (p. 7979)
M. Jean-Marc Ayrault. Enseignement. Programmes. Histoire, présence française dans les colonies [14 décembre 2005] (p. 8336)
M. Marc Laffineur. Emploi. Chômage. Jeunes, perspective [17 janvier 2006] (p. 39)
M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Jeunes [17 janvier 2006] (p. 40)
M. François Hollande. Emploi. Contrats première embauche [25 janvier 2006] (p. 338)
M. Alain Joyandet. Emploi. Contrats première embauche [31 janvier 2006] (p. 523)
M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 790)
M. Alain Bocquet. Emploi. Contrats première embauche [7 février 2006] (p. 791)
Mme Patricia Adam. Déchets, pollutions et nuisances. Porte-avions Clemenceau. Désamiantage [21 février 2006] (p. 1024)
M. Eric Besson. Energie et carburants. GDF. OPA sur Suez [28 février 2006] (p. 1239)
M. Ghislain Bray. Emploi. Chômage [28 février 2006] (p. 1242)

- M. Marc-Philippe Daubresse. Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1557)
M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Contrats première embauche [7 mars 2006] (p. 1558)
M. François Hollande. Emploi. Contrats première embauche [14 mars 2006] (p. 1800)
M. Bernard Accoyer. Emploi. Contrats première embauche [22 mars 2006] (p. 2143)
M. Jean Leonetti. Emploi. Contrats première embauche [28 mars 2006] (p. 2251)
M. François Hollande. Emploi. Contrats première embauche [29 mars 2006] (p. 2310)
Mme Marie-George Buffet. Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2426)
M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Contrats première embauche [4 avril 2006] (p. 2427)
M. François Hollande. Emploi. Contrats de première embauche [5 avril 2006] (p. 2472)
M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Contrats première embauche. Retrait, conséquences politiques [12 avril 2006] (p. 2579)
M. Alain Bocquet. Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [2 mai 2006] (p. 2755)
M. Marc Laffineur. Emploi. Chômage. Statistiques [2 mai 2006] (p. 2776)
M. François Hollande. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [2 mai 2006] (p. 2777)
M. François Hollande. Etat. Gouvernement. Affaire Clearstream, conséquences [3 mai 2006] (p. 2855)
M. Henri Emmanuelli. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [14 juin 2006] (p. 4202)
M. François Hollande. Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants, enquête [20 juin 2006] (p. 4343)
M. Jean Leonetti. Etat. Gouvernement. Situation politique [21 juin 2006] (p. 4399)
M. Jean-Marc Ayrault. Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants [21 juin 2006] (p. 4400)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2629 sur la situation créée par les violences urbaines

[8 novembre 2005] (p. 6477)

Son intervention (p. 6477)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : habitants (p. 6478 et s.)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : politique de la ville (p. 6478 et s.)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : santé publique (p. 6481)
Associations (p. 6479, 6482)
Communes : maires (p. 6479, 6482)
Droit pénal : arrestations : garde à vue (p. 6477)
Droit pénal : comparution immédiate : peines (p. 6478)
Emploi : politique de l'emploi : zones urbaines sensibles (p. 6480)
Enseignement (p. 6480 et s.)
Etat : valeurs républicaines (p. 6482 et s.)
Etrangers : immigration clandestine (p. 6478 et s.)
Etrangers : intégration : discrimination (p. 6482)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 6481)
Justice : victimes (p. 6478 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 6478)
Ordre public : état d'urgence : loi du 3 avril 1955 (p. 6477 et s., 6483)
Police : déontologie (p. 6477)
Police : effectifs (p. 6477 et s.)
Police : police de proximité (p. 6478)

Déclaration du Gouvernement n° 2751 préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 et débat sur cette déclaration

[13 décembre 2005] (p. 8253)

Son intervention (p. 8253)

Thèmes :

- Constitution : article 88-4 (p. 8253)

Emploi (p. 8253)
 Espace : satellites (p. 8253)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 8255)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 8254)
 Pays étrangers : Macédoine (p. 8254)
 Politique économique : mondialisation (p. 8253)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 8256)
 Politiques communautaires : budget (p. 8253 et s.)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8254)
 Recherche (p. 8253)
 TVA : taux réduit (p. 8255)
 Union européenne : constitution européenne (p. 8253)
 Union européenne : directives : durée du travail (p. 8255)
 Union européenne : fonds structurels (p. 8254 et s.)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 8255)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et cent quarante et un membres de l'Assemblée nationale

[21 février 2006] (p. 1031)
 Son intervention (p. 1043)

Thèmes :

Emploi : chômeurs (p. 1044)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1046)
 Emploi : contrats aidés (p. 1046)
 Emploi : jeunes (p. 1044 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 1044 et s.)
 Enseignement : élèves : difficultés (p. 1045)
 Enseignement : personnel : carrière (p. 1049)
 Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 1045, 1046)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 1049)
 Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 1045)
 Entreprises : charges (p. 1045)
 Etat : Gouvernement (p. 1043)
 Etat : valeurs républicaines (p. 1049)
 Etrangers : intégration (p. 1048)
 Industrie : politique industrielle (p. 1048)
 Justice : organisation (p. 1048)
 Logement : politique du logement (p. 1044)
 Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1043)
 Politique économique : consommation (p. 1044)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1045)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 1044)
 Recherche : innovation (p. 1047, 1048)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1044)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Roger-Gérard Schwartzberg ainsi que cent quarante membres de l'Assemblée nationale

[16 mai 2006] (p. 3472)
 Son intervention (p. 3485)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3490)
 Emploi : chômage (p. 3487)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) : Contrat première embauche (CPE) (p. 3489)
 Emploi : jeunes : formation professionnelle (p. 3489)
 Enseignement (p. 3489)
 Etat (p. 3486, 3489)
 Etrangers : immigration (p. 3488)
 Etrangers : intégration : discrimination (p. 3489)
 Justice : indépendance (p. 3486)
 Justice : réforme (p. 3488)
 Logement (p. 3487)
 Ordre public : sécurité (p. 3488)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 3486 et s.)
 Partis et mouvements politiques : UDF : président (p. 3486)
 Personnes âgées (p. 3490)
 Politique économique : croissance (p. 3487)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3487 et s.)
 Politique générale : affaire Clearstream (p. 3485 et s.)
 Politique générale : réforme : majorité (p. 3486 et s.)
 Recherche (p. 3488)

Union européenne : construction européenne : traité constitutionnel (p. 3490)

Déclaration du Gouvernement n° 3301 sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies

[7 septembre 2006] (p. 4722)
 Son intervention (p. 4722)

Thèmes :

Défense : force multinationale : force multinationale (p. 4723)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 4724)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4723)
 Politique extérieure : aide humanitaire : aide humanitaire (p. 4723)
 Relations internationales : guerre : Irak (p. 4723)
 Relations internationales : guerre : Israël (p. 4722)
 Relations internationales : guerre : Liban (p. 4722)
 Relations internationales : guerre : Palestine (p. 4722)
 Union européenne (p. 4724)

Jean-Claude VIOLETT

Charente (1^{ère} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome I : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (liens entre la Nation et son armée) (n° 2572) [12 octobre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur Giat Industries : suivi des mesures sociales d'accompagnement [20 juin 2006] (n° 3170)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur les programmes d'armement : l'exemple du véhicule blindé de combat d'infanterie [5 juillet 2006] (n° 3254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [14 décembre 2005] (p. 8343)

DÉBATS

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2005] (p. 4755, 4783) ; [6 octobre 2005] (p. 4833)

Son intervention (p. 4852)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : revenus (p. 4853)
 Agriculture : installation (p. 4852)
 Enseignement agricole (p. 4852)

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 2 (baux ruraux cessibles hors du cadre familial)

Son adt n° 987 (p. 4918)

Article 9 (crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement des personnes indispensables au fonctionnement d'une exploitation)

Ses adts n° 982 et 788 (p. 5022, 5023)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 2

Son adt n° 251 (associations – travail bénévole : crédit d'impôt) : rejeté (p. 5559)

Après l'article 41

Son adt n° 202 (associations – taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1er janvier 2006) : rejeté (p. 5781)

Son adt n° 201 (associations – taxe sur les salaires - abattement : relèvement de 5 185 € à 10 900 € au 1er janvier 2005) : rejeté (p. 5781)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6531)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6531)

Défense : armée (p. 6531)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 6531)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6560 et s.)

Article 75 (reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)

Son intervention (p. 6566)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 182 du Gouvernement (retraite du combattant : augmentation indiciaire de deux points) (p. 6566)

DEFENSE

Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)

Procédure des questions :

Défense : avions : maintenance (p. 6378)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)

Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6384)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)

Son intervention (p. 7563)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7564)

Défense : professionnalisation (p. 7563)

Défense : réserves (p. 7563)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédit d'impôt (p. 7564)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Article 1er (organisation générale de la réserve militaire)

Son intervention (p. 7569)

Article 4 (possibilité d'affecter les réservistes aux opérations civilo-militaires)

Son intervention (p. 7572)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Michel Dasseux (possibilité pour un réserviste en opération extérieure affecté dans une formation chargée des affaires civilo-militaires d'effectuer une prospection pour son entreprise) (p. 7574)

Article 6 (délai de préavis à fournir à l'employeur)

Ses interventions (p. 7575 et s.)

Son adt n° 39 (p. 7576)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Michel Dasseux (utilisation de la réserve pour la reconstruction après conflit) (p. 7577)

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Michel Dasseux (établissement de contrats-type de travail) (p. 7577)

Article 11 (composition de la réserve citoyenne)

Son adt n° 34 (p. 7578)

Ses explications de vote (p. 7584)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7584)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)

Thème :

Défense : réservistes : protection sociale (p. 2466)

Ses explications de vote (p. 2466)

Proposition de loi n° 2869 relative aux obtentions végétales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1174)

Son intervention (p. 1179)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1180)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 1180)

Politiques communautaires : droit communautaire : brevets (p. 1180)

Propriété intellectuelle : brevets : végétaux (p. 1179)

Recherche : financement (p. 1179)

Discussion de l'article unique [23 février 2006] (p. 1182)

Article unique (allongement et prolongation de la durée des certifications d'obtention végétale)

Ses adts n° 4 à 9 (p. 1182 et s.)

Après l'article unique

Son adt n° 10 (affranchissement des exploitations agricoles de moins de quinze hectares des droits dus à l'obtenteur) (p. 1184) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1185)

Philippe VITEL

Var (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [J.O. du 22 novembre 2005] (p. 18132)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Secrétaire de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2006 (n° 2540) tome V : Défense (préparation et emploi des forces marines) (n° 2572) [12 octobre 2005]

Proposition de résolution n° 3096 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'attribution et de versement des minima sociaux [18 mai 2006]

Proposition de loi n° 3325 visant à limiter la possibilité de fumer dans les lieux publics [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Cachemire. Séisme, aide humanitaire [12 octobre 2005] (p. 5156)

Personnes âgées. Maisons de retraite. Rénovation, financement [9 novembre 2005] (p. 6596)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [1^{er} mars 2006] (p. 1318)

*DÉBATS***Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 octobre 2005] (p. 5812, 5842)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5853)

Son intervention (p. 5860)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5909)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 5861, 5909)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5853, 5860)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5862)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5860, 5861, 5909)

Professions de santé : installation (p. 5861)

Professions de santé : médecin traitant (p. 5860, 5861)

Professions de santé : médecins (p. 5861, 5909)

Sécurité sociale : déficit (p. 5860, 5909)

Sécurité sociale : dépenses (p. 5860)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 5860)

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 13 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire)

Son adt n° 68 (p. 5940)

Article 27 (règles de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire – Prescription de soins de masso-kinésithérapie – Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé – Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)

Ses ads n°s 69 à 71 (p. 6003)

Son intervention (p. 6006)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son adt n° 73 (p. 6015)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6025)

Ses ads n°s 75 et 76 (p. 6031 et 6032)

Son adt n° 77 : adopté (p. 6032)

Son adt n° 79 (p. 6035)

Article 34 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile)

Son adt n° 80 (p. 6047)

Après l'article 40

Son adt n° 81 (soins ; établissements de santé privés fortement sous-dotés ; pérennisation de l'aide financière) (p. 6077) : rejeté (p. 6078)

Après l'article 43

Son adt n° 82 (établissements hospitaliers ; prise en compte des créations et des fermetures) (p. 6084)

Son adt n° 83 (établissements hospitaliers ; dotations régionales ; publication du montant attribué à chaque établissement) (p. 6084) : retiré (p. 6085)

Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)

Son intervention (p. 6094)

Explications de vote et vote [2 novembre 2005] (p. 6129)

Ses explications de vote (p. 6132)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6132)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 novembre 2005] (p. 7449)**

Son intervention (p. 7454)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 7455)

Etrangers : protection sociale (p. 7456)

Femmes : femmes enceintes : indemnités (p. 7456)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7455)

Politique sociale : dépendance (p. 7455)

Produits dangereux : amiante (p. 7456)

Santé : zones rurales (p. 7456)

Santé : accès aux soins (p. 7455)

Sécurité sociale : déficit (p. 7454)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 7454)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6342)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : marine (p. 6342)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 6343)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6342)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**Examen du fascicule [7 novembre 2005] (p. 6387)**

Son intervention (p. 6390)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : femmes (p. 6390)

Sports : jeunes (p. 6391)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 6391)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 6391)

Sports : crédits (p. 6390)

Sports : politique du sport (p. 6390)

Sports : sport de haut niveau (p. 6391)

Sports : sports de loisirs (p. 6390)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)**

Article 12 (création de la carte de séjour temporaire "compétences et talents")

Son intervention (p. 3029)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 21 octobre 2005] (p. 16724)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3213 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [28 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPEL AU RÈGLEMENT**

Demande à réagir aux interventions de M. Christian Paul et de M. Vidalies [2 février 2006] (p. 746)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Annexes au compte rendu intégral [8 novembre 2005] (p. 6571) :
- Réunion de la commission des affaires économiques du 2 novembre 2005

Son intervention (p. 6584)

Thème :

Environnement : paysages (p. 6584)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 1er (création de l'apprentissage junior)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 février 2006] (p. 746)

Son intervention (p. 750)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 6 octobre 2005] (p. 15939)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) sur les travaux de la XIV^{ème} session annuelle de cette Assemblée (Washington : 1er-5 juillet 2005) [7 mars 2006] (n° 2925)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [21 février 2006] (p. 1027)

Elevage. Volailles. Grippe aviaire, conséquences [2 mai 2006] (p. 2781)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen du fascicule [8 novembre 2005] (p. 6525)**

Son intervention (p. 6543)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6543)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 6543)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 6543)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 6543)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6550)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6564)

DEFENSE**Examen des fascicules [7 novembre 2005] (p. 6333, 6364)**

Son intervention (p. 6359)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 6360)

Défense : crédits (p. 6360)

Défense : opérations extérieures (p. 6360)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2005] (p. 6384)

Crédits de la mission "Défense", inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6384 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'ad n° 188 du Gouvernement (responsabilité pécuniaire des militaires) (p. 6387)

SECURITE, SECURITE CIVILE**Examen des fascicules [2 novembre 2005] (p. 6133, 6167)**

Son intervention (p. 6159)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : militaires et assimilés : gendarmes (p. 6159)

Gendarmerie : formation professionnelle (p. 6160)

Gendarmerie : logement (p. 6160)

Gendarmerie : crédits (p. 6160)

Gendarmerie : équipements (p. 6160)

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7551)**

Son intervention (p. 7558)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 7558)

Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 7558)

Défense : réserves (p. 7558)

Discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7569)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 25, deuxième rectification de la commission (période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale) (p. 7583)

Ses explications de vote (p. 7584)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7585)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2006] (p. 2457)
Son intervention (p. 2459)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la réserve militaire (p. 2460)
Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 2460)
Défense : réserves (p. 2460)
Défense : réserves : crédit d'impôt (p. 2460)
Défense : réserves : petites et moyennes entreprises (p. 2460)
Gendarmerie : réservistes (p. 2459)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2460)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2005] (p. 7548)
Son intervention (p. 7550)

Thème :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7550)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

- 1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi
- 2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts
- 3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure
- 4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure
- 5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes
- 6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles
- 7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne
- 8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale
- 9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire
- 10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle
- 11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4071)

Projet de loi n° 3109 portant règlement définitif du budget de 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2006] (p. 4380)
Son intervention (p. 4385)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la défense (p. 4385)
Défense : loi de programmation militaire : dépenses en capital (p. 4385 et s.)
Défense : opérations extérieures (p. 4386)
Finances publiques : reports : défense (p. 4386)

Philippe VUILQUE

Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 avril 2006] (p. 6234)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mai 2006] (p. 7465)

Membre de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 29 juin 2006] (p. 9757)

Rapporteur de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [J.O. du 30 juin 2006] (p. 9854)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3107 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [19 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats première embauche. Conséquences [8 février 2006] (p. 886)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1294, posée le 18 octobre 2005. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 9592). Appelée le 18 octobre 2005. Fonctionnement, Ardennes (p. 5365)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand : attire l'attention sur les licenciements expéditifs de titulaires de contrat nouvelle embauche (CNE) qui ne manqueront pas de se reproduire avec le contrat première embauche (CPE) [7 février 2006] (p. 814)

DÉBATS

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2006] (p. 683, 736) ; [7 février 2006] (p. 800, 833) ; [8 février 2006] (p. 851, 893) ; [9 février 2006] (p. 971, 987)

Article 3 (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf supra) (p. 814, 815)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 420 de M. Yves Durand à l'adt n° 3 rectifié du Gouvernement (institution du contrat première embauche -CPE) (p. 855)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[8 mars 2006] (p. 1631)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1639)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 1640)
Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 1639)
Organisations internationales : Organisation internationale du
travail (OIT) (p. 1639)
Travail : discrimination (p. 1639)
Travail : période d'essai (p. 1639)

**Propositions de résolution n^{os} 2791 à 2801 tendant à modifier le
règlement de l'Assemblée nationale**

- 1 - (n^o 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement
afin de faire respecter le domaine de la loi**
- 2 - (n^o 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif
au délai de dépôt des adts**
- 3 - (n^o 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de
réduire le nombre des motions de procédure**
- 4 - (n^o 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de
réduire la durée de présentation des motions de procédure**
- 5 - (n^o 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du
règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des
textes**
- 6 - (n^o 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement
afin de globaliser la phase de la discussion des articles**
- 7 - (n^o 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin
d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière
européenne**
- 8 - (n^o 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin
d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de
l'Assemblée nationale**
- 9 - (n^o 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du
règlement afin d'y introduire la procédure des commissions
élargies en matière budgétaire**
- 10 - (n^o 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin
de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle**
- 11 - (n^o 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement
afin de répartir plus équitablement les compétences des
commissions permanentes**

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4057)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire (p. 4057)
Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4058)
Partis et mouvements politiques : opposition : statut des élus
(p. 4058)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

*Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à
l'opposition)*

Ses interventions (p. 4067 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 27 de M. Hervé Morin (compétences
des six commissions permanentes : regroupement des
commissions de la défense et des affaires étrangères,
scission de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales) (p. 4972)

*Article 3 (adjonction aux rapports législatifs d'une annexe sur le droit
européen)*

Son intervention (p. 4075)

**Proposition de résolution n^o 3107 tendant à la création d'une
commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à
caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la
santé physique et mentale des mineurs**

Avant la discussion de l'article unique [28 juin 2006] (p. 4599)

Son intervention (p. 4600)

Thèmes :

Enfants : protection (p. 4600)
Enfants : mauvais traitements : jurisprudence (p. 4601)
Enfants : mauvais traitements : sectes (p. 4600)
Etat : valeurs républicaines : liberté de culte (p. 4600)
Vote pour du groupe socialiste (p. 4601)

W

Jean-Luc WARSMANN
Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15851)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 octobre 2005] (p. 15857)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [J.O. du 5 novembre 2005] (p. 17454)

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 16 février 2006] (p. 2384)

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 17 mai 2006] p. 7275)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes (n° 2795) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles (n° 2796) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne (n° 2797) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale (n° 2798) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire (n° 2799) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle (n° 2800) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2801) [31 mai 2006]

Rapporteur des propositions de résolution 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2791) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure (n° 2794) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts (n° 2792) [31 mai 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure (n° 2793) [31 mai 2006]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2590 visant à encadrer l'évolution des loyers des locaux d'habitation [13 octobre 2005]

Proposition de loi organique n° 2614 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel [25 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2690 visant à assurer la mission des délégués départementaux de l'éducation nationale dans les établissements de leur commune ou de leur arrondissement [23 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2853 portant création d'une procédure de mobilisation des locaux d'habitation gardés vacants et sans projet personnel ou social [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2863 visant à améliorer la prise en charge des victimes d'accidents médicaux [8 février 2006]

Proposition de loi n° 2900 visant à réduire à sept jours le délai de principe pour la restitution du dépôt de garantie prévu par les contrats de location [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2903 de simplification visant à abroger la loi du 24 septembre 1919 portant création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglementant l'office national du tourisme [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2904 de simplification portant abrogation de la loi du 3 avril 1942 relative au régime des stations classées [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2905 de simplification portant abrogation de la loi du 4 avril 1942 relative aux classements et aux prix des hôtels et restaurants [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2947 visant à assurer le versement du capital d'un contrat d'assurance sur la vie, à son bénéficiaire, dans un délai raisonnable suivant le décès de son titulaire [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 2954 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, à requérir la levée des scellés [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 2963 de simplification portant abrogation du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la défense passive [14 mars 2006]

Proposition de loi n° 3031 portant adaptation du troisième alinéa de l'article 2045 du code civil à la forme républicaine du Gouvernement [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3032 de simplification relative à l'abrogation de diverses dispositions législatives portant réglementation de la vente par camions-bazars [12 avril 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi (n° 2791)

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts (n° 2792)

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure (n° 2793)

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure (n° 2794)

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes (n° 2795)

- la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles (n° 2796)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne (n° 2797)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale (n° 2798)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire (n° 2799)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle (n° 2800)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2801) [31 mai 2006] (n° 3113)
 - la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes (n° 2801) [7 juin 2006] (n° 3126)
- Proposition de loi n° 3138 de simplification portant abrogation de l'ordonnance n° 45-2678 du 2 novembre 1945 créant une bibliothèque centrale de prêt dans certains départements [13 juin 2006]
- Proposition de loi n° 3139 de simplification portant abrogation de l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945 réorganisant le centre national de la recherche scientifique [13 juin 2006]
- Proposition de loi n° 3284 visant à étendre aux victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un tramway, le bénéfice des dispositifs d'indemnisation prévus aux articles 1er de la loi du 5 juillet 1985 et L. 211-8 du code des assurances [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3285 de simplification portant abrogation de la loi du 1er décembre 1790 portant institution d'un tribunal de cassation et réglant sa composition, son organisation et ses attributions [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3286 sur le recel [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3287 visant à assouplir les conditions de constitution du délit d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3288 de simplification portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 1384 et de l'article 1386 du code civil [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3289 visant à étendre le bénéfice de l'indemnisation prévue par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 à toutes les victimes d'accidents de la circulation entrant dans la catégorie des accidents du travail [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3290 visant à rectifier le renvoi aux articles du code de procédure pénale, fait par le second alinéa de l'article 205 du code de justice militaire et L. 221-4 de la nouvelle partie législative du même code, concernant la formation du jury composant le tribunal aux armées en temps de paix et hors le territoire de la République [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3291 visant à prévoir expressément dans le code de procédure pénale, la possibilité pour une partie civile, personne morale, de faire délivrer une citation par un huissier [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3292 sur le divorce et la séparation de corps [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3293 de simplification portant abrogation de la loi du 19 janvier 1942 relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3294 de simplification portant abrogation de l'ordonnance du 3 juillet 1816 qui règle le mode de transmission des fonctions d'agents de change et de courtiers de commerce, en cas de démission ou de décès [31 août 2006]
- Proposition de loi n° 3305 visant à généraliser la désignation par la chambre criminelle de la Cour de cassation d'une même cour d'assises autrement composée pour juger en appel des crimes de droit commun commis dans l'exécution du service par les militaires [9 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3306 sur la police rurale [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3307 visant à prévoir expressément en matière criminelle la faculté pour le ministère public de se désister de son appel formé après celui de l'accusé, en cas de désistement de celui-ci [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3308 visant à soumettre le dépôt du mémoire du ministère public formant un pourvoi en cassation à un délai d'un mois suivant la date de celui-ci [19 septembre 2006]

- Proposition de loi n° 3309 de simplification portant abrogation de la loi du 29 novembre 1921 autorisant le cumul des fonctions de greffier de tribunal d'instance et d'huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3310 visant à prévoir que les faits punis d'une mesure de sûreté privative de liberté, susceptibles de donner lieu à l'émission d'un mandat d'arrêt européen sont, lorsqu'une mesure de sûreté a été infligée, ceux susceptibles d'être réprimés par une mesure privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à quatre mois [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3311 de simplification portant abrogation de la loi du 8 juillet 1941 établissant une servitude de survol au profit des téléphériques [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3312 de simplification portant abrogation de la loi du 29 avril 1806 qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3313 visant à faciliter l'accès au crédit et à mieux protéger les consommateurs [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3315 de simplification portant abrogation de la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants [19 septembre 2006]
- Proposition de loi n° 3316 de simplification portant abrogation de la loi du 2 février 1941 relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants [19 septembre 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Jean-Pierre Brard : indique que l'amendement n° 53 qu'il avait repris avait déjà été défendu [20 octobre 2005] (p. 5592)
- M. Jean-Pierre Brard : fait observer que la conférence des présidents a accordé au président Ayrault un temps de parole de quarante minutes en application stricte du Règlement [18 janvier 2006] (p. 130)
- M. François Brottes : indique que le règlement du Sénat ne prévoit pas d'examen préalable des amendements au titre de l'article 40 de la Constitution, à moins que le Gouvernement ne soulève ce moyen [19 janvier 2006] (p. 193)
- M. Alain Néri : répond qu'il préside avec la plus grande neutralité et observe le dépassement de temps de parole de M. Néri [1^{er} février 2006] (p. 646)
- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que le Gouvernement s'exprime à son gré et que l'opposition a utilisé un temps de parole bien plus élevé [1^{er} février 2006] (p. 652)
- M. Jean Dionis du Séjour : répond qu'il a appelé l'amendement en question de l'UDF et, ne voyant pas son auteur, en a déduit qu'il n'était pas défendu mais lui propose de lui accorder 5 minutes de temps de parole [14 septembre 2006] (p. 5137)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Article 24 (réforme de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 5591)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2006] (p. 114, 145) ; [19 janvier 2006] (p. 177)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard [18 janvier 2006] (p. 130) ; M. François Brottes (cf supra) [19 janvier 2006] (p. 192 et s.)

Projet de loi n° 2787 pour l'égalité des chances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2006] (p. 535, 571) ; [1er février 2006] (p. 604, 635) ; [2 février 2006] (p. 667)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 660)

Répond aux rappels au règlement de M. Alain Néri (p. 645) ; M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [1er février 2006] (p. 652)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 24 (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale")

Répond à l'intervention de M. Bernard Roman : explique qu'il a appliqué les règles avec une grande souplesse, ce qui a permis un débat de grande qualité. Il faut néanmoins respecter un minimum de règles et il n'est pas possible de donner la parole à tout le monde (p. 3111)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Article 1er [séances des 14 et 15 septembre 2006] (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité)

Répond au rappel au règlement de M. Jean Dionis du Séjour (cf supra) (p. 5137)

*En qualité de Député**QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [12 avril 2006] (p. 2582)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1432, posée le 7 février 2006. Emploi. Chômage (J.O. Questions p. 1106). Appelée le 7 février 2006. Lutte et prévention, Ardennes (p. 775)

n° 1715, posée le 27 juin 2006. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 6668). Appelée le 27 juin 2006. Rénovation, Vouziers (p. 4526)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Précise qu'il suffisait au groupe socialiste d'inscrire la proposition de loi sur l'Arménie en premier pour qu'elle soit examinée en entier [18 mai 2006] (p. 3640)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2005] (p. 5197) ; [13 octobre 2005] (p. 5245)

Article 15 quater (dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de justice aux évolutions de la criminalité)

Ses adts n°s 42 à 49 (p. 5274) : adoptés (p. 5275)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [10 novembre 2005] (p. 6605)

Son intervention (p. 6617)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 6617)

Droit pénal : exécution des peines (p. 6617)

Justice : effectifs (p. 6618)

Justice : exécution des décisions (p. 6617)

Justice : frais de justice (p. 6617)

Justice : frais de justice : tests génétiques (p. 6617)

Justice : magistrats : violences urbaines (p. 6617)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 6618)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Après l'article 72 [18 novembre 2005]

Son adt n° 2 (procédure de redressement : délai imposé à l'administration) : rejeté (p. 7203)

Projet de loi n° 2615 relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 2005] (p. 7478, 7515)

Article 8 (accès des services de lutte contre le terrorisme à certains fichiers administratifs)

Son adt n° 48 (p. 7523)

Après l'article 9

Son adt n° 121, troisième rectification (allègement des obligations d'information de la CNIL pour les traitements intéressant la sûreté de l'État) : rejeté (p. 7529)

Avant l'article 15

Son adt n° 47 rectifié (protection des personnels du ministère de la défense) (p. 7540) : adopté (p. 7541)

Projet de loi organique n° 2576 modifiant les dates des renouvellements du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7932, 7956)

Son intervention (p. 7946)

Thèmes :

Élections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 7946)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 7947)

Parlement : Sénat : question préalable (p. 7947)

Parlement : sénateurs : effectifs (p. 7947)

Politique générale : démocratie : valeurs républicaines (p. 7946)

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son adt n° 111 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8634)

Projet de loi n° 2709 rectifié portant engagement national pour le logement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2006] (p. 193, 211, 250) ; [24 janvier 2006] (p. 304) ; [25 janvier 2006] (p. 346, 378) ; [26 janvier 2006] (p. 441)

Après l'article 7 septies

Son adt n° 681 rectifié (accroissement des capacités communales d'intervention en matière de logements vacants) : retiré (p. 353) ; repris par M. François Brottes (p. 354)

Proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2006] (p. 1959)

Son intervention (p. 1961)

Thèmes :

Donations et successions : héritiers : recherche (p. 1961)
 Etat civil : naissance : communes (p. 1961 et s.)
 Etat civil : naissance : déclaration (p. 1961 et s.)
 Etat civil : officiers de l'état-civil : compétences (p. 1961)
 Famille : domicile : mobilité (p. 1962)
 Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1962)

Projet de loi organique n° 2883 relatif à l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2006] (p. 2106, 2124)

Son intervention (p. 2127)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2127)
 Elections et référendums : élection présidentielle : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 2127)
 Elections et référendums : élection présidentielle : parrainages (p. 2127)
 Elections et référendums : élection présidentielle : remboursement (p. 2128)
 Elections et référendums : opérations de vote : continent américain (p. 2127)
 Elections et référendums : opérations de vote : Internet (p. 2128)

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 rectifiée tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3627)

Son intervention (p. 3636)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2006] (p. 3640)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 3637)
 Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 3637)
 Assemblée nationale : rapporteur : droit de suite (p. 3637)
 Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJ AIS) (p. 3638)
 Justice : exécution des décisions : amendes (p. 3637)
 Lois : application (p. 3636)
 Lois : textes d'application : délais (p. 3637)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 3636)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 3637)
 Police : police judiciaire (p. 3638)

Propositions de résolution n°s 2791 à 2801 tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale

1 - (n° 2791) tendant à insérer un article 92-1 dans le règlement afin de faire respecter le domaine de la loi

2 - (n° 2792) tendant à modifier l'article 99 du règlement relatif au délai de dépôt des adts

3 - (n° 2793) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire le nombre des motions de procédure

4 - (n° 2794) tendant à modifier l'article 91 du règlement afin de réduire la durée de présentation des motions de procédure

5 - (n° 2795) tendant à modifier les articles 49, 91, 108 et 122 du règlement afin de globaliser la phase générale de la discussion des textes

6 - (n° 2796) tendant à insérer un article 49-1 dans le règlement afin de globaliser la phase de la discussion des articles

7 - (n° 2797) tendant à modifier l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information de l'Assemblée nationale en matière européenne

8 - (n° 2798) tendant à modifier l'article 50 du règlement afin d'accroître la place des travaux des commissions dans l'agenda de l'Assemblée nationale

9 - (n° 2799) tendant à rétablir le chapitre VIII du titre II du règlement afin d'y introduire la procédure des commissions élargies en matière budgétaire

10 - (n° 2800) tendant à modifier l'article 145 du règlement afin de renforcer le pluralisme dans les procédures de contrôle

11 - (n° 2801) tendant à modifier les articles 36 et 39 du règlement afin de répartir plus équitablement les compétences des commissions permanentes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4015, 4052)

Son intervention (p. 4015)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4028)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4037)

Son intervention (p. 4064)

Thèmes :

Assemblée nationale : adts : délais (p. 4015, 4029, 4065)
 Assemblée nationale : amendements : inflation (p. 4016)
 Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4065)
 Assemblée nationale : commissions (p. 4015, 4064)
 Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 4065)
 Assemblée nationale : déclaration d'urgence : histoire (p. 4029)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4016)
 Assemblée nationale : président : propositions de résolution (p. 4015)
 Assemblée nationale : règlement : histoire (p. 4036)
 Constitution : révision : commissions (p. 4065)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 4029)
 Lois : application : contrôle (p. 4015, 4064)
 Ordonnances (p. 4016)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 4017)
 Partis et mouvements politiques : opposition : déclaration (p. 4015, 4064)
 Union européenne : législation (p. 4015)

Discussion des articles [7 juin 2006] (p. 4065)

Article 1er (déclaration d'appartenance à la majorité et à l'opposition)

Ses interventions (p. 4066 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Hervé Morin (compétences des six commissions permanentes : regroupement des commissions de la défense et des affaires étrangères, scission de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) (p. 4069)

Article 2 (attribution de la présidence d'une commission permanente à un membre d'un groupe de l'opposition)

Son intervention (p. 4073)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 29 de M. Christian Philip (débat sans vote organisé avant et après chaque Conseil européen) (p. 4074)

Article 3 (adjonction aux rapports législatifs d'une annexe sur le droit européen)

Ses interventions (p. 4074 et s.)

Son adt n° 6 (p. 4074) : adopté (p. 4075)

Son adt n° 3 : adopté (p. 4075)

Article 4 (durée des motions)

Son intervention (p. 4075)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 14 rectifié de M. Michel Diefenbacher (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner, étude de leur impact législatif par la commission des lois, étude par la commission des finances de leur impact financier) (p. 4076)

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Hervé Morin (avis de la commission des lois sur le caractère législatif ou réglementaire des dispositions à examiner) (p. 4076)

Article 5 (délai de dépôt des adts)

Son intervention (p. 4076)

Ses adts n°s 4 et 7 : adoptés (p. 4077)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 30 de M. Christian Philip (séance mensuelle de questions d'actualité consacrée aux sujets européens) (p. 4077)

Intervient sur l'ad n° 31 de M. Christian Philip (procédure d'examen simplifiée pour la transposition des directives européennes) (p. 4077)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 12 rectifié de M. François Cornut-Gentille (débat sans vote sur les conclusions des rapports des commissions d'enquête) (p. 4077)

Article 8 (attribution à un membre d'un groupe de l'opposition de la fonction de président ou de rapporteur d'une mission d'information créée par la Conférence des Présidents)

Son intervention (p. 4077)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 15 rectifié de M. François Cornut-Gentille (programme de travail prévisionnel communiqué chaque mois par le Gouvernement) (p. 4078)

Intervient sur l'ad n° 16 rectifié de M. François Cornut-Gentille (une séance de questions au Gouvernement remplacée chaque mois par un débat d'actualité) (p. 4078)

Article 9 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 4078)

Son adt n° 5 rectifié : adopté (p. 4078)

Laurent WAUQUIEZ

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

Rapporteur du projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi (n° 2668) [9 novembre 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 31 janvier 2006] (p. 1650)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [J.O. du 8 février 2006] (p. 2047)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [J.O. du 21 juin 2006] (p. 9332)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi (n° 2668) [22 novembre 2005] (n° 2684)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [7 février 2006] (n° 2843)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [18 janvier 2006] (p. 109)

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [15 mars 2006] (p. 1873)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite à la fois favoriser l'accès à l'Internet et protéger les droits des artistes et la création. La réponse graduée est la solution [22 décembre 2005] (p. 8687)

Expose pour quelles raisons il est urgent d'avancer sur ce texte : condamnation de la France pour non-transposition de la directive européenne, demande des artistes, risque d'emprisonnement des internautes et menace sur les emplois liés au logiciel libre [22 décembre 2005] (p. 8692)

Propose au ministre la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer une nouvelle rédaction de l'article 1er qui protégerait la création artistique et mettrait en place des avancées pour les internautes [22 décembre 2005] (p. 8722)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : estime que ces rappels au règlement relèvent de la tactique politicienne, pour ne pas aborder le sujet, et éviter des difficultés relationnelles avec les artistes [8 mars 2006] (p. 1666)

Remarque qu'en multipliant rappels au règlement et demandes de suspension de séance, l'opposition retarde l'examen de ses propres amendements et les avancées prévues par le texte remanié [9 mars 2006] (p. 1692)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : affirme que M. Christian Paul vient d'illustrer l'attitude du groupe socialiste : adopter une posture d'obstruction systématique pour cacher ses divisions internes [9 mars 2006] (p. 1720)

DÉBATS

Projet de loi n° 2575 de financement de la sécurité sociale pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 octobre 2005] (p. 5918) ; [27 octobre 2005] (p. 5953, 5983, 6025) ; [28 octobre 2005] (p. 6004, 6094)

Article 15 (spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés – Taxe sur les dépenses de promotion – Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 5967)

Article 29 (dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants)

Son intervention (p. 6016)

Article 30 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)

Son intervention (p. 6035)

Article 47 (réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé)

Son intervention (p. 6094)

Son adt n° 164 (p. 6095)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2005] (p. 6497)*Après l'article 79*

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Christophe Caresche (institution d'une taxe sur les sacs de caisse en plastique) (p. 6504)

Projet de loi n° 2668 relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7642, 7672)

Son intervention (p. 7644)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 7645)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 7645)
 Emploi : contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (p. 7645)
 Emploi : contrats d'avenir (p. 7645)
 Emploi : primes forfaitaires (p. 7644 et s.)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7644 et s.)
 Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7645)

Discussion des articles [29 novembre 2005] (p. 7679) ; [30 novembre 2005] (p. 7717)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Martine Billard (nouveau titre : "aides au retour à l'emploi") (p. 7680)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : anonymat des curriculum vitae) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : formations spécifiques de sensibilisation à l'intention des personnels recruteurs) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Francis Vercamer (orientation professionnelle du demandeur d'emploi : rôle des maisons de l'emploi) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Francis Vercamer (lutte contre les discriminations : maisons de l'emploi : actions de sensibilisation à l'intention des employeurs) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Rodolphe Thomas (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi : exonérations de cotisations) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 47 de Mme Martine Billard (caractère obligatoire des actions d'orientation, de formation et de validation des acquis dans le cadre des contrats initiative emploi) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 48 de Mme Martine Billard (droits des bénéficiaires des contrats initiative-emploi) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Rodolphe Thomas (employeurs recrutant des personnes ayant bénéficié d'un contrat d'avenir : exonérations de cotisations) (p. 7685)

Intervient sur l'adt n° 46 de Mme Martine Billard (abrogation de l'ordonnance instituant le contrat nouvelle embauche) (p. 7685)

Article 1er (prime de retour à l'emploi)

Ses interventions (p. 7687 et s.)

Article 2 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses interventions (p. 4691 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 59 de Mme Martine Billard (caractère de droit individuel du revenu minimum d'insertion) (p. 7695)

Article 3 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion)

Ses interventions (p. 7695 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 77 de M. Dominique Tian (travail dissimulé : informations portées à la connaissance du président du conseil général) (p. 7719)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Dominique Tian (revenu minimum d'insertion : pouvoir de radiation ou de suspension provisoire du président du conseil général) (p. 7719)

Article 4 (prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)

Ses interventions (p. 7719 et s.)

Article 5 (exonération fiscale des primes)

Son intervention (p. 7724)

Article 6 (garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Ses interventions (p. 7724 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Hélène Mignon (reprise d'un emploi de courte durée par les bénéficiaires de minima sociaux : demande de propositions du Gouvernement) (p. 7727)

Article 7 (accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI)

Son intervention (p. 7727)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Dominique Tian (prise en compte des ressources d'origine étrangère pour le calcul du RMI) (p. 7728)

Article 10 (coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)

Ses interventions (p. 7728 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (fraudes au RMI : uniformisation des sanctions) (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 131 de Mme Martine Billard (suppression de la référence aux sanctions pénales) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 132 de Mme Martine Billard (suppression de la référence à la fraude à la prime forfaitaire) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur le sous-adt n° 133 de Mme Martine Billard (suppression du paragraphe concernant la sanction en cas d'inexactitude ou de caractère incomplet des déclarations) à l'adt n° 31 de la commission (p. 7731)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (fraudes à l'allocation de parent isolé : uniformisation des sanctions) (p. 7733)

Intervient sur l'adt n° 120 de la commission (fraudes à l'allocation d'aide aux travailleurs privés d'emploi : uniformisation des sanctions) (p. 7733)

Intervient sur l'adt n° 125 du Gouvernement (rapport au Parlement sur l'évaluation de la décentralisation en matière de RMI : report de la date de dépôt) (p. 7734)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Francis Vercamer (centralisation des informations relatives aux minima sociaux) (p. 7734)

Article 11 (sécurisation de la situation des actuels bénéficiaires de mesures d'intéressement)

Son intervention (p. 7735)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié du Gouvernement (emplois liés à une substitution de peine : dérogation à la durée minimale du contrat d'accès à l'emploi) (p. 7734)

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié du Gouvernement (renouvellement du contrat d'avenir : assouplissement) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 121 de la commission (accès aux emplois aidés pour les bénéficiaires de contrats sociaux : durée hebdomadaire du travail) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 122 de la commission (possibilité de conclure des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité à durée indéterminée) (p. 7735)

Intervient sur l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (chantiers d'insertion de l'office national des forêts) (p. 7736)

Intervient sur le sous-adt n° 129 de M. Dominique Tian (extension du dispositif aux groupements de communes) à l'adt n° 39 rectifié du Gouvernement (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 123 de la commission (accès aux contrats aidés : allègement des contraintes administratives) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 41 du Gouvernement (Fonds de cohésion sociale : accompagnement des bénéficiaires de microcrédits) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 37 du Gouvernement (introduction d'un Titre V : dispositions relatives à la cohésion sociale) (p. 7736)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de la commission (suppression du délai de latence pour l'accès aux contrats d'avenir et aux contrats insertion-revenu minimum d'activité) (p. 7737)

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Hélène Mignon (charges nouvelles frappant les collectivités territoriales : compensation par relèvement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7737)

Intervient sur l'adt n° 146 de Mme Hélène Mignon (étude d'impact à l'intention du Parlement sur l'application de la présente loi) (p. 7738)

Titre

Intervient sur l'adt n° 124 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi pour le retour à l'emploi sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux") (p. 7739)

Explication de vote et vote [6 décembre 2005] (p. 7929)

Son intervention (p. 7929)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 février 2006] (p. 1196)

Suppléé par M. Georges Colombier

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2005] (p. 8624) ; [22 décembre 2005] (p. 8684, 8707) ; [7 mars 2006] (p. 1586, 1601), [8 mars 2006] (p. 1663), [9 mars 2006] (p. 1685, 1707, 1745), [14 mars 2006] (p. 1809, 1843), [15 mars 2006] (p. 1879, 1908), [16 mars 2006] (p. 1974, 2011)

Article 1er (exceptions aux droits d'auteur relatives aux dispositifs techniques provisoires ou au bénéfice des personnes handicapées) discussion commencée le 21 décembre 2005 (p. 8624) : retiré à la demande du Gouvernement le 7 mars 2006 (p. 1586) ; réintroduit à la demande du Gouvernement le 9 mars 2006 (p. 1734)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8687)

Article 4 (conditions d'épuisement des droits d'auteur et des droits voisins exclusifs portant sur les diffusions matérielles au sein de l'Union européenne)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8692)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 8714)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 décembre 2005] (p. 8722)

Après l'article 1er : adts réservés à la demande du Gouvernement le 22 décembre 2005 (p. 8684)

Intervient sur le sous-adt n° 308 de M. Patrick Bloche (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (institution de quatre exceptions au droit d'auteur) (p. 1607)

Intervient sur le sous-adt n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1607)

Intervient sur le sous-adt n° 366 de Mme Martine Billard (téléchargement inclus dans le cadre de l'exception pour copie privée) à l'adt n° 272 du Gouvernement (p. 1607)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 mars 2006] (p. 1692)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Christian Paul (cf supra) (p. 1665, 1719)

Article 7 (définition et régime des mesures techniques de protection des utilisations autorisées par les titulaires des droits)

Son intervention (p. 1848)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (dispositions relatives à la sécurité des ordinateurs accueillant des mesures techniques) (p. 1850)

Intervient sur le sous-adt n° 403 de M. Patrick Bloche (publication au Journal officiel des conditions de recours aux mesures techniques) à l'adt n° 273, deuxième rectification de M. Bernard Carayon (p. 1850)

Article 8 (mesures volontaires pour la protection des exceptions aux droits d'auteur au regard des mesures techniques de protection)

Son adt n° 321 (p. 1856)

Son intervention (p. 1858)

Article 9 (procédure de conciliation par un collège de médiateurs dans le cas d'un différend portant sur une mesure de protection)

Ses interventions (p. 1894 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de dispositifs d'échange illicites) (p. 1916)

Intervient sur le sous-adt n° 324 de M. Patrick Bloche (logiciels exclusivement destinés à l'échange illégal) à l'adt n° 150, deuxième rectification de M. Thierry Mariani (p. 1916)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 263, deuxième rectification du Gouvernement (qualification contraventionnelle du téléchargement illicite, à des fins personnelles, d'oeuvres en ligne) (p. 2018)

Son ss-adt n° 388 rectifié (utilisés à une échelle commerciale) à l'adt n° 267 rectifié de M. Thierry Mariani (procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels de partage illicite d'oeuvres) (p. 2024) : adopté (p. 2028)

Proposition de loi n° 3066 relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2006] (p. 3431)

Son intervention (p. 3457)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 3457)

Emploi : jeunes (p. 3457)

Enseignement supérieur : bourses d'études (p. 3457, 3458)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 3457, 3458)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 3457, 3458)

Gérard WEBER

Ardèche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Éric WOERTH

*Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 septembre 2006] (p. 13288)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 septembre 2006] (p. 13288)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur les services de l'Etat à l'étranger [5 juillet 2006] (n° 3255)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Gens du voyage. Stationnement. Réglementation, application [31 mai 2006] (p. 3843)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1433, posée le 7 février 2006. Enseignement privé. Établissements sous contrat (J.O. Questions p. 1106). Appelée le 7 février 2006. Financement, communes, réglementation (p. 766)

n° 1689, posée le 20 juin 2006. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 6306). Appelée le 20 juin 2006. Prime pour l'emploi, application, dysfonctionnements (p. 4334)

Z**Lilian ZANCHI**

*Rhône (6^{ème} circonscription)
Non inscrit
Socialiste*

Deviens député le 2 septembre 2006 [J.O. du 2 septembre 2006] (p. 13112)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 septembre 2006] (p. 13112)

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 27 septembre 2006] (p. 14154)

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [J.O. du 20 janvier 2006] (p. 986)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2594 tendant à permettre aux communes de moins de 5000 habitants de bénéficier de la dotation de solidarité urbaine lorsque plus de la moitié de leur population est en zone urbaine sensible [13 octobre 2005]

Proposition de loi n° 2651 introduisant une obligation de candidature préalable et le respect d'un seuil de parité pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2703 visant à ce que les délégués des communes de plus de 3 500 habitants aux conseils des communautés de communes ou d'agglomération soient élus au scrutin de liste à la proportionnelle et à interdire certains cumuls de fonctions aux présidents de communauté urbaine ou de communauté d'agglomération [23 novembre 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur son activité au cours de la période d'octobre 2004 à novembre 2005 [30 novembre 2005] (n° 2714)

Proposition de loi n° 2816 tendant à ce que les statuts des communautés de communes ou d'agglomération puissent prévoir que l'élection des vice-présidents s'effectue au scrutin proportionnel [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2822 tendant à élargir à la Lorraine l'expérimentation du péage pour les poids lourds et à en améliorer les modalités [25 janvier 2006]

Proposition de loi n° 2897 tendant à instaurer un abattement facultatif sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au profit des personnes vivant seules, étant handicapées ou âgées de plus de 60 ans et ayant de faibles revenus [28 février 2006]

Proposition de loi n° 2995 tendant à promouvoir la parité pour l'élection des sénateurs dans les départements où le scrutin majoritaire est appliqué [29 mars 2006]

Proposition de loi n° 3027 relative à la réglementation des sonneries de cloches dans les départements d'Alsace-Lorraine [12 avril 2006]

Proposition de loi n° 3101 visant à uniformiser la taille et l'impression des bulletins de vote [18 mai 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3115 relative à l'égalité des sexes dans les responsabilités professionnelles et sociales [31 mai 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [14 décembre 2005] (p. 8343)

Industrie. Sidérurgie. OPA sur Arcelor [8 février 2006] (p. 886)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Journée de la femme [8 mars 2006] (p. 1622)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1434, posée le 7 février 2006. Voirie. A 31 (J.O. Questions p. 1107). Appelée le 7 février 2006. Poids lourds, circulation, aménagement (p. 783)

DÉBATS**Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 octobre 2005] (p. 4876) ; [7 octobre 2005] (p. 4908, 4933) ; [10 octobre 2005] (p. 4970, 5006) ; [11 octobre 2005] (p. 5081, 5113) ; [17 octobre 2005] (p. 5285)

Article 16 (statut de la coopération agricole)

Son adt n° 844 : adopté (p. 5138)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [20 octobre 2005] (p. 5540, 5580) ; [21 octobre 2005] (p. 5614, 5649, 5690) ; [24 octobre 2005] (p. 5729, 5765)

Après l'article 13

Son adt n° 264 (taxe sur les véhicules de société : exonération des véhicules de moins de trois mètres de long dont les rejets de gaz carbonique sont inférieurs à 120 g/km) : rejeté (p. 5657)

Projet de loi n° 2577 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 décembre 2005] (p. 7963)

Après l'article 1er

Son adt n° 2 (conditions de candidature aux élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants) (p. 7964) : retiré ; repris par M. Bruno Le Roux (p. 7964)

Son adt n° 1 (application du principe de parité aux adjoints au maire dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7964) : rejeté (p. 7966)

Son adt n° 3 rectifié (application du principe de parité aux délégués dans les communautés de communes ou d'agglomération, dans les communes de plus de 3 500 habitants) : rejeté (p. 7966)

Après l'article 3

Son adt n° 4 rectifié (suppléants de sexe opposé pour les conseillers généraux) (p. 7968) : rejeté (p. 7969)

Après l'article 4

Son adt n° 5 rectifié (suppléants de sexe opposé pour les candidats aux élections législatives et sénatoriales) : rejeté (p. 7970)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [12 décembre 2005] (p. 8197)

Article 3 (négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Son intervention (p. 8200)

Article 4 (négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010)

Son intervention (p. 8204)

Article 10 bis (indemnisation du congé de maternité prolongé en cas de naissance prématurée)

Son intervention (p. 8212)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Pierre-Christophe Baguet (congé parental et travail à temps partiel : droit du salarié au fractionnement) (p. 8212)

Article 13 bis (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration et conseils de surveillance des sociétés anonymes)

Son adt n° 14 : adopté (p. 8214)

Article 13 ter (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise)

Son adt n° 15 : adopté (p. 8214)

Article 13 quater (parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel)

Son adt n° 16 : adopté (p. 8215)

Projet de loi n° 2986 relatif à l'immigration et à l'intégration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2006] (p. 2895) ; [4 mai 2006] (p. 2929, 2962, 3002) ; [5 mai 2006] (p. 3038, 3063, 3102) ; [9 mai 2006] (p. 3177, 3204) ; [10 mai 2006] (p. 3245, 3277)

Article 4 (obligation de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les primo-arrivants)

Son intervention (p. 2950)

Émile ZUCCARELLI

Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15815)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 2731 portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [7 décembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, rejet, conséquences [29 mars 2006] (p. 2317)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1449, posée le 28 février 2006. Elections et référendums. Elections pour l'Assemblée territoriale (J.O. Questions p. 1951). Appelée le 28 février 2006. Corse, mode de scrutin, réforme (p. 1224)

DÉBATS

Débat sur les infrastructures de transport

[11 octobre 2005] (p. 5041)

Son intervention (p. 5051)

Thèmes :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 5051)

Voirie : sociétés concessionnaires : privatisations (p. 5051)

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2005] (p. 6893, 6903, 6920) ; [18 novembre 2005] (7187) ; [22 novembre 2005] (p. 7299, 7326, 7363)

Article 67 [22 novembre 2005] (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 7300)

Projet de loi n° 2427 rectifié portant réforme des successions et des libéralités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2006] (p. 1096, 1130)

Article 2 (indivision : gestion des biens indivis - subrogation)

Son adt n° 303 (p. 1117)

Proposition de loi n° 2999 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 avril 2006] (p. 2559)

Son intervention (p. 2568)

Thèmes :

Sports : fédérations (p. 2569)

Sports : football : arbitrage (p. 2568)

Sports : football : violences urbaines (p. 2568)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 septembre 2006] (p. 4867, 4891), [12 septembre 2006] (p. 4913, 4933, 4967), [13 septembre 2006] (p. 4987, 5011, 5047), [14 septembre 2006] (p. 5071, 5096), [15 septembre 2006] (p. 5159, 5182)... [28 septembre 2006] (p. 5696)

Avant l'article 1er [séances du 11 au 14 septembre 2006]

Son intervention (p. 5018)

Michel ZUMKELLER

Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2005] (p. 15671)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 octobre 2005] (p. 15814)

Membre de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [J.O. du 10 mai 2006] (p. 6829)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2654 tendant à rendre obligatoire l'affichage de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 à l'entrée de tous les établissements publics d'enseignement scolaire de France [9 novembre 2005]

Proposition de loi n° 2913 relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif et à l'interdiction de la vente de tabac aux mineurs [28 février 2006]

Proposition de loi organique n° 3111 visant à la limitation de l'exercice des mandats parlementaires dans le temps [26 mai 2006]

Proposition de loi n° 3141 visant à instaurer l'usage du papier recyclé pour l'ensemble des opérations électorales destinées à l'expression du suffrage universel [13 juin 2006]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1690, posée le 20 juin 2006. Arts et spectacles. Musique (J.O. Questions p. 6306). Appelée le 20 juin 2006. Festival des Eurockéennes, drogue, lutte et prévention (p. 4319)